CNRS ÉDITIONS

L'Asie-Monde – III

The Asian side of the world –III

Chroniques sur l'Asie et le Pacifique
Chronicles of Asia and the Pacific
2014-2023

Jean-François Sabouret (dir.)

L’Asie-Monde – III
The Asian side of the world – III

L’Asie-Monde – III
The Asian side of the world – III

Sous la direction de
Jean-François Sabouret †

L'Asie-Monde – III

Chroniques sur l'Asie et le Pacifique
2014-2023

The Asian side of the world – III

Chronicles of Asia and the Pacific
2014-2023

CNRS ÉDITIONS
15, rue Malebranche – 75005

Collection « Études Imasie – Pacifique »
Cette collection a pour vocation de publier des études, journées, tables rondes, recueils d'articles des chercheurs et membres du GIS Asie (CNRS)

CNRS
© CNRS Éditions, Paris, 2024
ISBN : 978-2-271-15128-5

ACRONYMES / ACRONYMS

ALTERSEA	Observatoire des alternatives politiques en Asie du Sud-Est
AMU	Aix-Marseille Université
AUD	American University in Dubai
CASE	Centre Asie du Sud-Est
CCJ	(Centre) Chine, Corée, Japon
CECMC	Centre d'études de la Chine moderne et contemporaines
CEFC	Centre d'études français sur la Chine contemporaine
CEGUM	Centre d'études géographiques de l'université de Metz
CEIAS	Centre d'études de l'Inde et de l'Asie du Sud
CEIB	Centre d'études interdisciplinaires sur le bouddhisme
CEMMC	Centre d'études des mondes moderne et contemporain
CEPED	Centre population et développement
CEREM	Centre de recherche en ethnomusicologie
CERI	Centre de recherches internationales
CESSMA	Centre d'études en sciences sociales sur les mondes africains, américains et asiatiques
CHAC	Centre d'histoire de l'Asie contemporaine
Cirad	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement
CMH	Centre Maurice Halbwachs
CMRP	Centre Montesquieu de recherche politique
CNAM	Centre national des arts et métiers
CNRS	Centre national de la recherche scientifique
COSAC	Centre d'observation des sociétés d'Asie centrale
CRC	Centre de Recherches sur la Corée
CRCAO	Centre de recherche sur les civilisations de l'Asie orientale
CREM	Centre de recherche en ethnomusicologie
CRIA	Centre de recherches interdisciplinaires sur l'Allemagne
CRIOBE	Centre de recherche insulaire et observatoire de l'environnement
CRJ	Centre de recherches sur le Japon
CRLAO	Centre de recherches linguistiques sur l'Asie orientale
CSH	Centre de sciences humaines (Delhi)
D2IA	Dynamiques, Interactions et Interculturalité en Asie
EFEO	École française d'Extrême-Orient
EHESS	École des hautes études en sciences sociales
ENS Lyon	École normale supérieure de Lyon
ENS Paris	École normale supérieure de Paris

ENS Rennes	École normale supérieure de Rennes
ENSA de Lyon	École nationale supérieure d'architecture de Lyon
EPHE	École pratique des hautes études
FFJ	Fondation France-Japon
FNRS	Fonds de la recherche scientifique
GDI	Gouvernance et Développement Insulaire de l'université de Polynésie française
GEO	Groupe d'Études Orientales, Slaves et Néo-helléniques
GIS Asie	Groupe d'intérêt scientifique Asie
IAO	Institut d'Asie orientale
IAS (UBD)	Institute of Asie Studies (University Brunei Darussalam)
IFG	Institut français de géopolitique
IFRAE	Institut français de recherche sur l'Asie de l'Est
IFRI	Institut français des relations internationales
IFRJ-MFJ	Institut français de recherche sur le Japon à la Maison franco-japonaise
Iksio	Institut des Cultures Orientales et Méditerranéennes de l'Académie Polonaise des Sciences
Inalco	Institut national des langues et civilisations orientales
IPR	Institut Pierre-Renouvin (univ. Paris-I)
IRASEC	Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporain
IrAsia	Institut de Recherche sur le Sud-Est Asiatique
IRD	Institut de recherche pour le développement
IRIS	Institut des relations internationales et stratégiques
IRJS	Institut de recherche juridique de la Sorbonne
IRSEM	(ministère de la Défense)
IUF	Institut universitaire de France
LARJE	Laboratoire de recherches juridique et économique (univ. Nouvelle-Calédonie)
LCAO	(UFR) Langues et Civilisations de l'Asie Orientale
LESC	Laboratoire d'ethnologie et de sociologie comparative
LIRSA	Laboratoire interdisciplinaire de recherche en science de l'action
MAEDI	ministère des Affaires étrangères et du Développement international
RFI	Radio France internationale
STAPS	sciences et techniques des activités physiques et sportives
TELEM	(unité de recherches) Temps, espaces, langages, Europe méridionale, Méditerranée
UBM	université de Bordeaux-Montaigne
UFR	Unité de Formation et de Recherche
UPF	université de Polynésie française
WSGE	université Alcide De Gasperi d'économie euro-régionale (Varsovie)

INTRODUCTION

À la fin des années 1980, les enseignants qui devaient parler d'Asie en cours, notamment dans l'enseignement secondaire, étaient fort démunis. En terminale, le programme de géographie comprenait un chapitre sur le Japon, dont la montée en puissance fascinait. Les ouvrages de Jean-François Sabouret permettaient de mettre de la chair derrière des statistiques, la description formatée d'un modèle, et des cartes. Il n'existait pas l'équivalent pour les « NPI », notamment la Corée du Sud et Taiwan, la première étant très mal connue au moment des Jeux olympiques de Séoul en 1988. Néanmoins, une génération de sinologues s'en prenait à la maolâtrie, et décrivait les transformations du pays, en l'inscrivant dans l'histoire du XXe siècle et dans la région Asie (Marie-Claire Bergère, Yves Chevrier, Jean-Luc Domenach, François Godement,…). Comme Pierre Journoud le rappelle, bien peu était écrit sur les relations internationales dans la région, sinon par François Joyaux, bientôt influencé par la « mode » géopolitique, avant de se consacrer aux roses puis de revenir à sa spécialité indochinoise. L'Asie du Sud-Est, justement, intéressait peu. L'histoire du Vietnam semblait s'être arrêtée en 1976 avec l'unification sous la férule communiste, puis avec la tragédie des *boat people*. Les pratiques génocidaires au Cambodge et les guerres entre pays communistes d'Asie gênaient les enthousiasmes procommunistes des années 1965-1975.

L'Asie du Sud-Est a été plusieurs fois au programme de géographie. Jamais, ce qui est incroyable, l'Asie n'a été au programme de l'agrégation d'histoire, sauf un peu noyée dans les problématiques coloniales. Ni la Chine, malgré l'arrivée d'une nouvelle génération de sinologues (David Serfass, Victor Louzon,….), ni le reste de l'Asie. Et l'histoire des relations internationales ayant aussi disparu des programmes, il n'y a guère d'impulsion pour réfléchir à l'Asie dans les relations internationales, ou aux relations internationales en Asie. Pourtant, comme en témoignent les articles de vulgarisation de cet ouvrage, des chercheuses et des chercheurs travaillent sur l'Asie, dans des disciplines diverses. Le GIS Asie permet de les mettre en contact, de faire connaître leurs travaux. Regrouper dix ans de publications est donc une louable initiative. Qu'il me soit permis de remercier Jean-François Sabouret, tragiquement décédé au Vietnam l'année dernière, d'avoir été sans relâche un aiguillon de cette recherche et de sa vulgarisation, outre sa propre œuvre.

Les relations internationales sont, d'une manière ou d'une autre, bien présentes dans ce volume. Les rivalités entre empires ont pesé lourd. Franck Michelin, rappelle comment le Japon s'est tourné vers l'Indochine, son sujet de prédilection, et vers le Pacifique. Ces rivalités se jouaient dans des marges, et ont contribué (et contribuent encore) à consolider les souverainetés

d'États-Empires. Ainsi du Japon à Hokkaïdô, avec la re-découverte de la « question » des Aïnous, (Lucien-Laurent Clercq) ; des îles de Mer de Chine du Sud (dénomination contestée par des États riverains), où la Chine a lancé à partir de 2012 une politique de « poldérisation » (Sébastien Colin) ; du Pacifique Sud, qui connaît de nouveau la compétition entre grandes puissances (et de plus en plus), après les années 1980 où l'on craignait les ambitions de l'URSS ou de la Libye (Sarah Mohamed-Gaillard) ; ou bien d'une sorte de Grand Jeu autour du Kirghizistan (David Gauzère), La « poldérisation » est pour la Chine un « moyen de renforcer par le biais de la matérialisation ses revendications territoriales et ainsi de concrétiser un projet géopolitique ancien que le pouvoir communiste a hérité de la Chine républicaine », et qui résulte aussi de la compétition entre empires au tournant des XIXe-XXe siècle. Ces marges, que la Chine affirme être siennes et qui furent objets de convoitises de grandes puissances à l'ère des impérialismes, sont aussi terrestres : et la Chine s'efforce de les assimiler, que ce soit au Xinjiang (Rémi Castets), très étudié depuis la parution de cet article de 2016, ou au Tibet (Nicolas Tournadre et Katia Buffetrille), qui intéresse nombre de diplomaties et de militants depuis plus longtemps.

La Route de la Soie s'analyse aussi en tenant compte des enjeux de l'ouest de la Chine. Elle marque un tournant vers la priorité donnée à la sécurité sur le développement (Juliette Genevaz), qui est de plus en plus affirmée. Le soutien chinois à la Corée du Nord a permis à celle-ci de faire face aux sanctions, mais avec la nouvelle donne d'un rapprochement entre la Russie et la Corée du Nord (Patrick Marus, 2015), qui prend une ampleur étonnante depuis 2023. Pyongyang peut jouer à la fois sur Moscou et sur Pékin, comme durant la guerre froide. L'Inde ici est plutôt traitée dans ses dimensions internes, mais Raphaëlle Khahn rappelle à juste titre l'ancienneté de ses choix diplomatiques, bien au-delà de sa propre sous-région et de ses relations avec le Pakistan et la Chine.

Le « tournant transnational », que Pierre Brocheux évoque, mais sans en avoir toujours pris la mesure dans son travail sur le Vietnam, amène à insister sur les connexions et reconnexions, à travers cette marqueterie étatique toujours consolidée. Ainsi de celle du Pacifique Sud français avec sa région environnante (Jeremy Ellero), qui s'est accentuée là aussi, comme l'analyste et diplomate Christian Lechervy l'a montré. En Asie du Sud-Est, traitée ici à travers les coopérations tripartites autour des mers de Sula et Sulawesi (François-Xavier Bonnet), on se rappelle des triangles de croissance vantés dans les années 1990, mais la dimension sécuritaire est désormais capitale dans la multitude d'accords bi ou plurilatéraux dans la région. Des essais rappellent les influences en Occident du judo (Michel Brousse), du toyotisme (Stéphane Heim), ou du bouddhisme. L'intérêt de Clemenceau pour le Japon lie art, réflexion sur l'histoire et les civilisations, anticolonialisme, et stratégie au service de la France pour isoler diplomatiquement puis combattre l'Allemagne (Matthieu Séguéla).

Toutefois, la marqueterie étatique est aussi interrogée. Non qu'elle soit seulement un produit du capitalisme. Ho Hai Quan rappelle qu'au contraire l'État a facilité le capitalisme dans le sud du Vietnam après la Première Guerre

mondiale, notamment pour les plantations d'hévéas qui demandaient une importante main-d'œuvre. Mais le social, qui a toujours été lié au mondial, complexifie le rapport à l'État territorial. Ainsi, au Vietnam, du fascinant caodaïsme (Jeremy Jammes), ou de la présence de Chinois dans le quartier de Chợ Lớn, en plusieurs vagues (Laurent Gédéon), Les spécialistes montrent qu'au-delà des choix de Pékin, il y a des ressortissants chinois avec leurs propres logiques, en interaction avec les sociétés d'Asie du Sud-Est : cela explique l'essaimage problématique de casinos, notamment au Cambodge et au Laos (Danielle Tan), Les enjeux sociaux pèsent sur la stabilité des États, qu'il s'agisse de la crise de nombreuses villes secondaires au Japon (Sophie Buhnik) et du changement du sens du travail dans le pays (Vincent Mirza), de l'urbanisation galopante en Chine et au Vietnam (Yves Duchère) avec un afflux de population (Cinzia Lozavio), et le défi des ruraux sans retraites (Justine Rochot), et surtout de la lutte anti-corruption (Marie-Claire Bergère) qui est devenue un moyen de faire de la politique au sommet. Toutefois, l'agitation sociale a eu davantage de conséquences sur le jeu politique à Taiwan qu'en Chine (malgré les espoirs de Stéphane Corcuff).

Alors directeur de l'IRSEM, et désormais ambassadeur à Vanuatu, Jean-Baptiste Jeangène Vilmer montrait en 2017 que la guerre redevenait un vrai sujet. Nous en sommes encore plus certain aujourd'hui, même si l'Asie orientale ne connaît plus de grandes guerres entre États depuis 1979. Les lieux de tensions y sont pourtant nombreux, par exemple la Corée du Nord dont plusieurs auteurs regrettent qu'elle soit considérée comme un paria (Théo Clément, Frédéric Ojardias, Philippe Pons). On peut imaginer que la prochaine livraison tiendra compte de cette nouvelle ambiance, qui pèse même sur les choix économiques, sans trop avoir de conséquences encore sur les sociétés. À l'heure où nombre de pays ont des stratégies Indo-Pacifique (en réalité, le cadre géographique de cet ouvrage), une connaissance pointue de l'histoire et des sociétés actuelles de la région est encore plus indispensable. Souhaitons que la recherche ait les moyens de fournir ces analyses.

Pierre Grosser, historien, Centre d'histoire de Sciences Po

SOMMAIRE // SUMMARY

Première partie Dynamiques régionales et mondialisation // Part One Regional dynamics and globalisation

Clemenceau, un Tigre en Asie 3
Matthieu Séguéla - *Juillet 2014*
EN – Clemenceau, a Tiger in Asia 9

Restructuration du monde chinois : le début ? 13
Stéphane Corcuff - *Août 2014*
EN – Has the restructuring of the chinese speaking-world started? 19

Une vie politique océanienne – aperçu de la culture politique polynésienne 23
Sémir Al Wardi - *Septembre 2014*
EN – Oceanian political life – a glimpse of the polynesian political 29

L'aménagement des îles Spratleys par la Chine 33
Sébastien Colin - *Décembre 2014*
EN – The chinese reclamation works in the Spratly islands 41

La fin du « système Flosse » ? 45
Rudy Bessard - *Janvier 2015*
EN – The end of the "Flosse system"? 51

Asie du Nord-Est : les grandes manœuvres 55
Patrick Maurus - *Février 2015*
EN – North-East Asia: "historic" manœuvres 61

Mai 2015, le contrat sino-RDC minier « du siècle »
et la « constitution » du monde 65
Gilles Lhuilier - *Mai 2015*
EN – Sino-DRC mining contract "of the century" and the global
"constitution" 71

Le monde à la (re)découverte de l'Océanie : une « Pacificité »
aux quatre vents 77
François Guilbert - *Juin 2015*
EN – How the world is (re) discovering Oceania:
a multi multi-vectorial "pacificality" 81

La « stratégie casino » au Laos et au Cambodge : un pari risqué sur l'avenir 85
Danielle TAN - *Juillet 2015*
EN – The "casino strategy" in Laos and Cambodia: a risky bet on the future 91

Le Japon et le basculement vers le Pacifique, 1940-1945 95
Franck MICHELIN - *Octobre 2015*
EN – Japan and the pivot to the Pacific, 1940-1945 101

Le développement du nord-est de l'Inde : une politique d'intégration régionale qui conforte sa marginalisation 105
Xavier HOUDOY - *Novembre 2015*
EN – Developing North-East India: the regional integration policy confirms its marginalization 109

Le domino kirghiz 113
David GAÜZÈRE - *Juillet 2016*
EN – The kyrgyz domino 119

L'Océanie, entre vulnérabilités et convoitises 123
Sarah MOHAMED-GAILLARD - *Août 2016*
EN – Oceania between vulnerabilities and covetousness 127

Entre déclin et progression sociale, les trajectoires transnationales des migrants de Chine du Nord installés à Paris 131
Florence LÉVY - *Octobre 2016*
EN – Between downward and upward social mobility: transnational careers of northern chinese migrants in Paris 135

Perspective de coopération régionale dans le Pacifique : quels modèles d'intégration économique pour les territoires français ? 139
Jérémy ELLERO - *Novembre 2016*
EN – Perspective of regional cooperation in the Pacific: models of economic integration for the french territories? 143

Pour une « révolution asiatique » dans l'histoire des relations internationales contemporaines 147
Pierre JOURNOUD - *Mars 2017*
EN – For an "Asian revolution" within the history of contemporary international relations 153

Étudier la guerre 157
Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER - *Juin 2017*
EN – Studying war 161

Vers une coopération militaire multilatérale en mers de Sulu et Sulawesi **165**
François-Xavier Bonnet - *Août 2017*
EN – Towards multilateral military cooperation in the Sulu et Sulawesi seas **171**

Langues, culture, influence **175**
Jean-Philippe Eglinger - *Octobre 2017*
EN – Languages, culture, influence **181**

Les Philippines et le désordre du monde **187**
William Guéraiche - *Janvier 2018*
EN – New order in the Philippines: no recourse but elimination **191**

Punir Pyongyang : une fausse bonne idée **195**
Théo Clément - *Février 2018*
EN – Why punishing Pyongyang is a bad idea **199**

Aux confins du Pacifique oriental, le territoire de La Passion-Clipperton, un « Finismer » asiatique ? **203**
Christian H. Jost - *Octobre 2018*
EN – On the edges of the eastern Pacific, the territory of La Passion-Clipperton, an Asian "Seas End"? **211**

L'étrange refus français de nouer des liens diplomatiques avec la Corée du Nord **215**
Frédéric Ojardias - *Janvier 2019*
EN – Why France still refuses to establish diplomatic relations With North Korea **219**

L'islam polaire en Russie : la communauté musulmane à l'épreuve de l'Arctique **223**
Sophie Hohmann - *Juin 2019*
EN – Polar islam in Russia: the muslim community experiencing The Arctic **229**

Du manque de femmes à « l'importation » d'épouses **233**
Clémence Jullien - *Décembre 2019*
EN – From a shortage of women to the "importation" of wives **239**

Faut-il empêcher les pauvres de détruire la planète pour vivre en paix ? **243**
Damien Carrière - *Septembre 2020*
EN – Should we prevent poor people from destroying the planet to live in peace? **251**

N'est pas caravanier qui veut ! Ou l'art de naviguer entre lœss et steppes (XVIIIe-XXe siècle) 255
Laurent Chircop-Reyes - *Octobre 2021*
EN – What it takes to be a caravanner? The art of moving across loess and steppe (18th-20th) 263

L'Inde : une politique étrangère à nulle autre pareille 267
Claude Blanchemaison - *Février 2022*
EN – India as a case study of a "catch all" foreign policy 273

Actualité des mouvements sociaux en Indonésie : essais d'invention de sens communs 277
Gabriel Facal - *Mai 2022*
EN – News from social movements in Indonesia: attempts to invent common meanings 281

Institutionnalisation, compartimentalisation et « privatisation » des conflits : les ressorts de la relation UE-Chine, première relation commerciale au monde 285
Camille Brugier - *Juin 2022*
EN – Institutionalization, compartmentalization and "privatization" of conflicts: the driving forces behind EU-China relations, the world's largest trading relationship 291

Émergence et développement du capitalisme en Cochinchine (1859-1930) 295
Ho Hai Quang - *Février 2023*
EN – Emergence and development of capitalism in Cochinchina (1859-1930) 301

Deuxième partie Enjeux nationaux et stratégiques // Part Two National challenges and strategies

Nouveau « leadership » et nouveaux défis en Corée du Nord ? 307
Nicolas Levi - *Février 2014*
EN – A new leadership and new challenges in North Korea? 315

Beate Sirota, ou comment une Américaine de 22 ans changea la condition des femmes japonaises 321
Michel Wasserman - *Mars 2014*
EN – Beate Sirota, or how a 22-year-old american girl changed the condition of the Japanese women 325

Mongolie : l'exception libérale en Asie 329
Antoine Maire - *Avril 2014*
EN – Mongolia, a liberal exception in Asia 333

Birmanie (Myanmar) - état de la recherche dans un pays en transition 337
Alexandra de Mersan - *Novembre 2014*
EN – Burma (Myanmar): research and a country in transition 343

La nouvelle campagne contre la corruption en Chine (2012-2014) 347
Marie-Claire Bergère - *Mars 2015*
EN – The new anticorruption campaign in China (2012-2014) 353

Le développement durable : un vrai casse-tête pour Hanoï 357
Hiên Do Benoit - *Août 2015*
EN – Sustainable development: Hanoi's headache 361

Le rôle des hybrides culturels dans l'ouverture de la Chine 365
Édith Coron - *Décembre 2015*
EN – China blend: the cultural hybrids bridging the world 369

Développement et sécurité en Chine 373
Juliette Genevaz - *Janvier 2016*
EN – Security and development in China 377

Le Xinjiang et la question ouïghoure 381
Rémi Castets - *Avril 2016*
EN – Xinjiang and the uyghur issue 387

Les Japonais au Tibet au début du xxe siècle 391
Corinne Atlan - *Mai 2016*
EN – Japanese explorers in Tibet at the beginning of the twentieth century 397

La Corée du Nord : cas d'école de l'ignorance au service de la politique 401
Philippe Pons - *Décembre 2016*
EN – North Korea: a textbook case of ignorance taking over politics 407

Pour une micro-géopolitique des espaces publics ordinaires à Hồ Chí Minh-Ville 411
Marie Gibert-Flutre - *Juillet 2017*

Les Aïnous, peuple aborigène du Japon, face aux défis de la reconstruction identitaire 417
Lucien-Laurent Clercq - *Septembre 2017*
EN – The Ainu, indigenous people of Japan, facing the challenges of identity reconstruction 425

La démocratie japonaise et les rapports entre hauts fonctionnaires et hommes politiques 429
Arnaud Grivaud - *Novembre 2017*
EN – Japanese democracy and the relationship between bureaucrats and politicians 435

Énigmatique Singapour : visite politique d'une cité-etat en mutation 439
Éric Frécon - *Décembre 2017*
EN – Mysterious Singapore: political visit of a changing city state 447

La rançon d'un succès : les défis renouvelés du VIH/sida au Vietnam 451
Myriam de Loenzien - *Mai 2018*
EN – The price of success: renewed challenges regarding HIV/aids in Vietnam 457

Les transformations du sens du travail au Japon 461
Vincent Mirza - *Septembre 2018*
EN – The transformations of the meaning of work in Japan 465

La consommation de viande en Inde : quelle réalité derrière les mythes ? 469
Michaël Bruckert - *Novembre 2018*
EN – Meat consumption in India: deconstructing the myths 475

« Villes éponges ». Nouveaux regards sur la dévitalisation urbaine au japon 479
Sophie Buhnik - *Février 2019*
EN – "Sponge cities". New perspectives on the progress of urban de-growth in Japan 485

Les fantômes de la secte Aum 489
Antonin Bechler - *Mai 2019*
EN – The ghosts of Aum shinrikyô 495

Ce que la couverture médiatique de l'arrestation de Carlos Ghosn nous apprend des pratiques journalistiques au Japon 501
César Castellvi - *Octobre 2019*
EN – What the media coverage of Carlos Ghosn's arrest tells us about journalistic practices in Japan 507

L'urbanisation de Hanoï : autoritarisme, compromis et résistances 511
Yves Duchère - *Novembre 2019*
EN – Hanoi's urbanization: authoritarianism, compromise and resistance 517

Contrôle social en Chine contemporaine 521
Thomas Boutonnet - *Février 2020*
EN – Social control in contemporary China 527

Le renseignement japonais : une problématique actuelle, une histoire nécessaire 533
Grégoire Sastre - *Mars 2020*
EN – Japanese intelligence: a need for context 539

Scolariser la nation : transformations sociales, nouvelles aspirations et bouleversements des identités locales en Inde 543
Iva Čápová - *Mai 2020*
EN – Educating the nation: social transformations, new aspirations and changing local identities in India 551

Le logement des migrants internes en Chine : les ruses de l'intégration urbaine 555
Cinzia Losavio - *Juillet 2020*
EN – China's internal migrants housing and the tricks of urban integration 563

La politique de gestion de crise japonaise face à l'épidémie de Covid-19 : un équilibre délicat entre liberté et sécurité 569
Adrienne Sala - *Novembre 2020*
EN – Japan crisis management policy and covid-19 epidemic: a delicate balance between freedom and security 575

La caste joue-t-elle un rôle politique chez les musulmans en Inde ? 579
Julien Levesque - *Avril 2021*
EN – Does caste play a political role among muslims in India? 585

Nouvelles perspectives sur le vieillissement en Chine contemporaine… et au-delà 589
Justine Rochot - *Novembre 2021*
EN – New perspectives on aging in contemporary China… and beyond 595

Après les émeutes, une nouvelle ère au Kazakhstan ? 599
Michaël Levystone - *Mars 2022*
EN – After the riots, a new era in Kazakhstan? 605

La nouvelle politique linguistique au Tibet et ses conséquences 609
Nicolas Tournadre & Katia Buffetrille - *Juillet 2022*
EN – The new language policy in Tibet and its consequences 615

Le juge japonais, le droit et la politique 619
Nathan Béridot - *Décembre 2022*
EN – The japanese judge, law and politics 623

Troisième partie Construction des savoirs // Part Three Constructing theories

Imprécision et ambiguïté dans la communication 629
Mieke Matthyssen - *Mai 2014*
EN – Vagueness and ambiguity in communication 633

Les multiples aspects du calendrier chinois 637
Alain Arrault - *Octobre 2014*
EN – The numerous aspects of the chinese calendar 645

Japon : un pays de haute culture, en marge sur le marché international de l'art 649
Cléa Patin - *Avril 2015*
EN – Japan: a high-cultured country in the margin of the global art market 655

La tactique kamikaze – une invention fondamentalement japonaise ? 659
Constance Sereni - *Septembre 2015*
EN – Were kamikaze tactics fundamentally japanese? 665

Histoire connectée, histoire partagée : un tournant de l'historiographie du Vietnam 669
Pierre Brocheux - *Février 2016*
EN – Connected history and shared history, a turn in historiography of Vietnam 675

Maruyama Masao et la pensée japonaise d'après-guerre 679
Bernard Stevens - *Mars 2016*
EN – Maruyama Masao and philosophical thought in post-war Japan 683

L'écriture de soi dans le Japon des Tokugawa 687
Guillaume Carré - *Juin 2016*
EN – Self-writing in Tokugawa Japan 693

La reconnaissance du caodaïsme dans le Vietnam contemporain : un jeu d'équilibriste entre passé et avenir 697
Jérémy Jammes - *Septembre 2016*
EN – Caodai acceptance in contemporary Vietnam: tightrope walking between past and future 703

Le changement de paradigme de la sainteté dans la Chine du XXe siècle 707
Ji Zhe - *Janvier 2017*
EN – The paradigm shift of sainthood in modern China 711

Toyota victime du toyotisme : pourquoi les sciences sociales ont encore beaucoup à apprendre de cette entreprise ? 715
Stéphane Heim - *Février 2017*
EN – Toyota, victim of its production system: why do social sciences still have much to learn from this firm? 721

Les exercices bouddhiques du corps-esprit : contexte tibétain et enjeux transculturels 725
Marc-Henri Deroche - *Avril 2017*
EN – Buddhist body-mind exercises: tibetan context and transcultural issues 733

Une brève histoire du judo en France 739
Michel Brousse - *Mai 2017*
EN – A brief history of judo in France 745

L'histoire contemporaine de la musique hindoustanie à travers l'itinéraire d'un chant (Inde du Nord) 749
Ingrid Le Gargasson - *Mars 2018*
EN – The contemporary history of hindustani music through the journey of a song (North India) 755

Nature et culture en Chine 759
Valérie Vandenabeele - *Avril 2018*
EN – Nature and culture in China 765

Meiji, un commencement absolu pour les sciences occidentales ? 769
Annick Horiuchi - *Juin 2018*
EN – Was Meiji an absolute beginning for western science? 775

Cholon : une « petite Chine » au cœur de Saigon 779
Laurent Gédéon - *Août 2018*
EN – Cholon: a "little China" in the heart of Saigon 785

Transferts secrets entre maîtres et disciples 789
Olivier Bailblé - *Mars 2019*
EN – Secret Transfers between Masters and Disciples 795

L'Inde et le monde : revisiter l'histoire de l'ordre global au vingtième siècle 801
Raphaëlle Khan - *Avril 2019*
EN – India and the world: revisiting the history of the global order in the twentieth century 807

Qui sommes-« nous » ? Une philosophie de la rencontre par Kuki Shûzô (1888-1941) 811
Simon Ebersolt - *Juillet 2019*
EN – Who are "we"? A philosophy of encounter by Kuki Shûzô (1888-1941) 815

La guerre d'Indochine a-t-elle été oubliée par le cinéma français ? 819
Delphine Robic-Diaz - *Septembre 2019*
EN – How does french cinema remember the forgotten indochina war? 823

Un « paradigme Fukushima » au cinéma 827
Élise Domenach - *Juin 2020*
EN – A "Fukushima paradigm" in cinema 833

Anatomie d'un regard : le Prix de thèse du GIS Asie et ses coulisses 837
Myriam de Loenzien - *Décembre 2020*
EN – Anatomy of a regard: the GIS thesis prize and behind the scenes 843

André Kim Taegŏn (1821-1846) ou deux siècles d'histoire coréenne dans la biographie de son premier prêtre catholique 849
Pierre-Emmanuel Roux - *Février 2021*
EN – Andreas Kim Taegŏn (1821-1846) : Two centuries of korean history in the biography of his first catholic priest 857

Patrimoine militaire dans la ville japonaise : entre mémoire historique et symbole identitaire 863
Delphine Vomscheid - *Mars 2021*
EN – Military heritage in japanese cities: between historical memory and symbol of identity 869

Le butin des pirates japonais, 1350-1419 873
Damien Peladan - *Mai 2021*
EN – The japanese pirates' booty, 1350-1419 883

L'expansion du shintô dans les colonies : entre religiosité exilée, convictions religieuses et idéologie impériale 887
Édouard L'Hérisson - *Juin 2021*
EN – The expansion of shintô in the colonies: between religiosity in exile, religious convictions, and imperial ideology 893

Littérature et SHS du japon : placer la traduction au cœur d'une globalisation vertueuse ? 897
Cécile Sakai - *Juillet 2021*
EN – Literature and HSS of Japan: placing translation at the core of a virtuous globalization? 903

Les Cams du Vietnam : une grande civilisation méconnue 907
Anne-Valérie Schweyer - *Septembre 2021*
EN – The Chams in Vietnam: a great unknown civilization 917

À la confluence du religieux, du politique et du technique. Parcours d'un instrument de politique publique dans l'aménagement du Gange. 923
Bérénice Girard - *Décembre 2021*
EN – At the confluence of religion, politics and technical know-how. Trajectory of a public policy instrument in the management of the ganga river 929

Le paravent aux livres coréen ch'aekkado du musée Guimet 933
Okyang Chae-Duporge - *Avril 2022*
EN – The korean ch'aekkado book screen at the musée Guimet in Paris 941

Une pensée progressiste peut-elle exister dans l'Indonésie contemporaine ? 947
Gloria Truly Estrelita - *Septembre 2022*
EN – Can progressive thinking exist in contemporary Indonesia? 951

Les cuisines du Japon : entre diversités sociales et culturelles 955
Alexis Markovitch - *Octobre 2022*
EN – The social and cultural diversity of food and cuisine in Japan 963

Le renard dans la culture chinoise 967
Solange Cruveillé - *Novembre 2022*
EN – The fox in chinese culture 971

REMERCIEMENTS

De 2016 à 2022, la mise en œuvre des chroniques a bénéficié de la collaboration, au sein du GIS Asie, de Gosia Chwirot (CNRS), Céline Bénéjean (CNRS), Claire Le Poulennec (CNRS), Quentin Meng-Boyer (CDD, CNRS), Julien Saint-Sevin (CDD, CNRS), Myriam de Loenzien (IRD) et Aurélie Varrel (CNRS).

PREMIÈRE PARTIE

DYNAMIQUES RÉGIONALES ET MONDIALISATION

PART ONE

REGIONAL DYNAMICS AND GLOBALISATION

CLEMENCEAU, UN TIGRE EN ASIE

Matthieu Séguéla
Professeur d'histoire-géographie au Lycée français international de Tôkyô
Juillet 2014

En cette année de commémoration de la Grande Guerre, le public s'attendait à retrouver Georges Clemenceau dans les tranchées de la Marne. Or c'est d'Asie que le Tigre a surgi ! Grâce à l'exposition *Clemenceau, le Tigre et l'Asie* que lui a consacrée le Musée Guimet au printemps 2014 et que les passionnés pourront voir au Musée des Arts asiatiques de Nice durant l'été et à l'Historial de Vendée à l'automne 2014, une facette nouvelle du Père la Victoire est apparue : celle d'un homme politique défenseur de l'égalité des races et des civilisations extrême-orientales face à l'Occident colonisateur. C'est aussi la vision d'un homme d'État sur le potentiel géopolitique du Japon dans une Asie en mutation qui a été révélée avec, en filigrane, la découverte inattendue d'un esthète collectionneur d'art japonais féru de religion bouddhique

Georges Clemenceau à sa table de travail, chez lui à Paris en 1898, entouré de nombreux objets japonais. Photographie de Dornac (1858-1941). (© Collection Matthieu Séguéla.) // Georges Clemenceau sitting at his desk at his home in Paris in 1898, surrounded with many Japanese objects. Photography by Dornac (1858-1941). (© Matthieu Séguéla Collection.)

Sa vie durant, Georges Clemenceau (1841-1929) s'est intéressé à l'Extrême-Orient, une aire culturelle comprenant l'Asie du Sud et du Sud-Est, la Chine, la Corée et le Japon, selon les critères de l'École française d'Extrême-Orient (en 1901). Sa relation à « l'Asie jaune » ainsi qu'il la nomme se décline dans tous les domaines, quelle qu'ait été son action en tant qu'homme politique (le parlementaire et l'homme d'État), intellectuel (le journaliste et l'écrivain) et simple particulier (le collectionneur et le voyageur). Il n'est pas jusqu'à son surnom de « Tigre », et sa physionomie de « Mongol » ou de « Kalmouk » qui ne le rattachent au continent asiatique.

Clemenceau, humaniste nourri de la philosophie des Lumières et de culture anglo-saxonne, se caractérise d'abord par son ouverture à l'Autre. Dans une comparaison permanente entre Orient et Occident, l'observation anthropologique et historique qu'il fait des peuples extra-européens, les liens qu'il noue avec des Asiatiques (Chinois des États-Unis où il vit quatre ans ou Japonais de Paris) et les représentations qu'il a de leurs civilisations, induisent dans sa pensée une forme de hiérarchisation où l'Extrême-oriental bénéficie d'une position privilégiée.

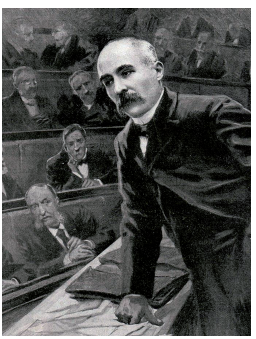
Affiche de l'exposition consacrée à l'estampe japonaise, coorganisée par Clemenceau en 1890. (© Collection Christian Polak.) // Poster of an exhibition dedicated to Japanese paintings and engravings, co-organised by Clemenceau in 1890. (© Christian Polak Collection.)

L'UNIVERSALISME À L'AUNE DE L'ASIE

Dans le débat politique, l'anticolonialisme et l'anti-impérialisme de Clemenceau se renforcent lors de la conquête du Tonkin et des guerres franco-chinoises (1883-1885). À ses arguments antérieurs, le député radical ajoute le principe d'égalité raciale en refusant que la notion de « race inférieure » puisse être appliquée aux peuples d'Asie. Son discours de réponse à Jules Ferry le 30 juillet 1885 élargit sa conviction humaniste aux civilisations :

> « Races supérieures ! Races inférieures ! C'est bientôt dit ! [...] Race inférieure, les Hindous ! Avec cette grande civilisation raffinée qui se perd dans la nuit des temps ! Avec cette grande religion bouddhiste qui a quitté l'Inde pour la Chine, avec cette grande efflorescence d'art dont nous voyons encore aujourd'hui les magnifiques vestiges ! Race inférieure, les Chinois ! Avec cette civilisation dont les origines sont inconnues et qui paraît avoir été poussée tout d'abord jusqu'à ses extrêmes limites. Inférieur Confucius ! [...] »

Si l'opposition clemenciste à l'idéologie coloniale concerne tous les Empires, les méfaits de la domination de « l'homme blanc » qu'il dénonce avec le plus de constance portent sur l'Indochine française et l'Extrême-Orient. Pour Clemenceau, le prétendu « péril jaune » est d'abord un péril blanc. En 1900-1901, la révolte des Boxers et les conséquences de l'expédition internationale lui donnent l'occasion de mener une campagne de presse pour le peuple chinois et son indépendance. En politique comme en journalisme, l'universalisme des principes défendus par Clemenceau s'enrichit d'un asiatisme original, notion entendue comme une idéologie favorable à l'Extrême-Orient.



Georges Clemenceau à la tribune de la Chambre des députés en 1885, l'année où il met en minorité Jules Ferry (30 mars) et attaque sa théorie sur les races (30 juillet). Dessin d'É. Loëvy représentant la séance du 30 mars 1885 dans *Je sais tout*, 15 septembre 1909. (© Collection Matthieu Séguéla.) // Georges Clemenceau at the Chamber of Deputies in 1885, the year when his actions resulted in Jules Ferry being in the minority (March 30th) and when he disputed Jules Ferry's theory of races (July 30th). Drawing by E. Loevy representing the session of 30 March 1885, in *Je sais tout*, 15 September 1909. (© Matthieu Séguéla Collection.)

L'ASIE, SOURCE D'INSPIRATION ET D'ÉVASION

Cette défense de l'Orient présente d'autres facettes : artistique, littéraire et philosophique. Des années 1870 jusqu'à sa mort, Clemenceau est un grand collectionneur d'art japonais et chinois. Cette passion privée, contemporaine du japonisme, est faite d'altruisme lorsqu'il apporte son influence et ses collections au service de la diffusion de l'art asiatique auprès du public français. Écrivain, Clemenceau monte, en 1901, *Le Voile du Bonheur*, une pièce de théâtre dont l'action se passe en Chine et dont le texte emprunte de nombreux éléments narratifs et civilisationnels aux classiques chinois. Cette pièce, par son contexte d'écriture et son devenir, participe à un dialogue des cultures que Clemenceau a pratiqué et développé. On retrouve d'autres manifestations de ce dialogue dans la compréhension érudite qu'il a des philosophies extrême-orientales et la vulgarisation qu'il fait du bouddhisme, du taoïsme et du confucianisme. Son attirance pour le bouddhisme en tant que philosophie est grande, nourrie d'expériences religieuses, de lectures et de fascinations éthiques et esthétiques. Le voyage effectué par Clemenceau en Asie, en 1920-1921, sur les sites des premières prédications du Bouddha – dont il admire la figure historique – et dans les grands sanctuaires bouddhiques illustre un questionnement spirituel dont on retrouve le prolongement dans son ouvrage *Au soir de la pensée*.

Couverture du livre *Le Voile du Bonheur* contenant le texte intégral de la pièce de théâtre « chinoise » écrite par Georges Clemenceau en 1901. Réédition de 1930. (© Collection Matthieu Séguéla.) // Cover of the book *Le Voile du Bonheur*, containing the complete text of the "Chinese" play written by Georges Clemenceau in 1901. 1930 edition. (© Matthieu Séguéla Collection.)

LE JAPON, MODÈLE DE MODERNITÉ

Dans l'analyse géopolitique que Clemenceau fait de l'Extrême-Orient, la place du Japon est centrale. La profonde transformation du pays suite de la restauration de Meiji (1868) représente pour lui un modèle de modernité offert à la vieille « Asie barbare » incarnée par la Chine ou la Corée. Les guerres sino-japonaise de 1894-1895 et russo-japonaise de 1904-1905 – qu'il traite en journaliste engagé – confirment ses pronostics de victoire et confortent la haute estime qu'il a de cette jeune puissance dont il connaît personnellement d'éminents ressortissants. « Ami du Japon » ainsi qu'il se désigne, Clemenceau ne tait pas

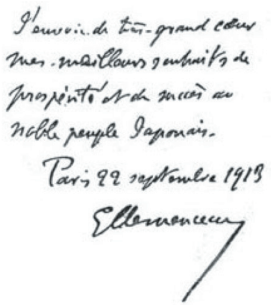
les interrogations que l'expansionnisme territorial et l'essor industriel de ce pays suscitent mais il se félicite de l'essor d'un peuple de couleur capable de rivaliser avec les grandes puissances occidentales. Les enjeux migratoires et économiques liés à l'Extrême-Orient sont pensés dans une dimension mondiale, souvent classique et parfois visionnaire sur le rôle futur du Japon.

POLITIQUE ASIATIQUE : LE CAMBODGE RESTAURÉ, LE JAPON RETROUVÉ

La politique coloniale et étrangère du premier gouvernement Clemenceau (1906-1909) se caractérise par la conclusion de deux traités favorables aux intérêts français en Extrême-Orient.

Le premier concerne l'Indochine. Depuis ses années d'opposition, Clemenceau, a pris acte du fait colonial et s'est rapproché du Parti colonial sur la question des frontières siamoises (1902-1904). Parvenu à la présidence du Conseil avec une bonne connaissance de ce dossier, il autorise des négociations qui aboutissent au traité franco-siamois du 23 mars 1907 restituant au Cambodge trois provinces – dont celle d'Angkor – et reconstituant l'intégrité territoriale khmère. Cet agrandissement négocié du domaine colonial français s'accompagne d'une volonté réformatrice en Indochine. Mais les résultats sont médiocres. Les initiatives de Clemenceau se heurtant aux intérêts coloniaux privés tandis que l'agitation nationaliste annamite l'oblige à mener une politique répressive en sa qualité de « premier gendarme de l'Empire. »

Le deuxième accord correspond à l'arrangement franco-japonais du 10 juin 1907. Après les tensions nées de la guerre russo-japonaise, un rapprochement s'opère entre la France et le Japon sous l'égide de Clemenceau et de Stephen Pichon, son ministre des Affaires étrangères. Le gouvernement nippon est alors présidé par le francophile Kinmochi Saionji, ami intime de Clemenceau. Avec son volet financier, l'accord est profitable aux deux parties tandis qu'il facilite la réconciliation russo-japonaise et accélère le rapprochement anglo-russe. Effet de l'Entente cordiale en Asie et prélude à la Triple-Entente en Europe, cet arrangement renforce la sécurité de l'Indochine et constitue une garantie mutuelle des possessions et zones d'influence françaises et japonaises en Chine.



Message de Clemenceau paru dans le journal *Yomiuri Shimbun* en 1913. (© Collection Matthieu Séguéla.) // Message by Clemenceau published in *Yomiuri Shimbun* in 1913. It reads "I wholeheartedly send my best wishes for prosperity and success to the noble Japanese people – Paris, September 1913, Clemenceau". (© Matthieu Séguéla Collection.)

La consolidation des intérêts français en Extrême-Orient obtenue grâce au partenariat japonais d'une part et le parachèvement colonial en Indochine rendu possible par l'Entente cordiale d'autre part, constituent les bases de « la politique asiatique » du premier gouvernement Clemenceau.

L'APPEL AU JAPON (1914-1918)

Durant la Première Guerre mondiale, le Japon occupe une place importante dans la logique stratégique de Clemenceau. Convaincu dès août 1914 de la nécessité d'une intervention militaire nippone en Europe, il parvient à en imposer l'idée à la diplomatie française et à mobiliser favorablement l'opinion publique alliée. Son projet échoue face aux réticences russo-anglaises et au refus japonais. Parvenu au pouvoir en 1917-1918, Clemenceau relance le projet d'intervention japonaise dans le but de recréer un front oriental. Le succès est incomplet, tardif, limité à la Sibérie et aux seuls intérêts japonais. La déception de Clemenceau est grande. À la Conférence de la Paix de 1919, il soutient à contrecœur les revendications territoriales nippones contre la Chine, Contraint par des accords antérieurs mais persuadé de la nécessité pour la France de composer avec un Japon fort contre une Chine faible, il fait le pari de l'internationalisation de l'Empire nippon et de la poursuite du rapprochement franco-japonais. Au centre de la politique asiatique de Clemenceau, demeure cette logique d'alliance que son retrait politique en 1920 ne permet pas de compléter et que ses successeurs ne contestent, ni ne poursuivent.

Dans le champ personnel, artistique, journalistique et politique, Clemenceau est à la fois un orientaliste promoteur du dialogue des cultures et un homme d'État chez qui la défense et la tentation de l'Extrême-Orient ont été source d'émotions, de réflexions, d'échanges et d'actions.

Takeko Kuroki, Claude Monet, Lilly Butler, Blanche Hoschedé-Monet et Georges Clemenceau à Giverny en juin 1921. Photographie d'Henri Martinie (1897-1965). (© Collection musée Clemenceau, Paris.) // Takeko Kuroki, Claude Monet, Lilly Butler, Blanche Hoschedé-Monet and Georges Clemenceau in Giverny in June 1921. Photography by Henri Martinie (1897-1965). (© Musée Clemenceau Collection, Paris.)

CLEMENCEAU, A TIGER IN ASIA

Matthieu SÉGUÉLA
History and geography teacher at the Lycée français international de Tokyo
July 2014

In this year of commemoration of the Great War, the public expected to find Georges Clemenceau in the trenches of the Marne. But it is the Asian Tiger who has arisen! Through the exhibition "Clemenceau, the Tiger and Asia" that the Musée Guimet devoted him in spring 2014 and that fans will see at the Musée des Arts asiatiques in Nice in the 2014 summer and at the Historial de Vendée during the 2014 autumn, a new facet of Father Victory has emerged: that of a politician who was the advocate of racial equality and far Eastern civilizations against the colonizing West. It is also a vision which has been revealed, a statesman's vision on the geopolitical potential of Japan in a mutating Asia with, underlying this vision, the unexpected discovery of an esthete collector of Japanese art very keen on Buddhist religion.

Throughout his life, Georges Clemenceau (1841-1929) has taken interest in the Far East, a cultural area including South Asia and South-East Asia, China, Korea and Japan, according to the criteria set by the French School of the Far East (1901). His relationship to the "Yellow Asia", as he calls it, is apparent in all areas, whatever his actions as a politician (parliamentary and statesman), an intellectual (journalist and writer) and private person (the collector and traveler). Even his nickname of "the Tiger" and his "Mongol" or "Kalmyk" countenance relate him to the Asian continent.

Clemenceau, nourished with humanist Enlightenment and Anglo-Saxon culture, is characterized first by his openness to the Other. In a continuous comparison between East and West, the anthropological and historical observation of non-European peoples, the links he establishes with Asians (the Chinese in the United States, where he had lived for 4 years, or the Japanese in Paris) and the representations he has of their civilizations induce in his mind a form of hierarchy where the Far East benefits from a privileged position.

UNIVERSALISM IN THE LIGHT OF ASIA

In the political debate the anticolonialism and anti-imperialism of Clemenceau are reinforced during the conquest of Tonkin and the Franco-Chinese War (1883-1885). To his previous arguments, the radical MP added the principle of racial equality by denying that the notion of "inferior race" could be applied to the peoples of Asia. His speech addressed to Jules Ferry, on 30 July 1885, expands his humanist convictions to civilizations:

> "Higher races! Inferior races! This is too easily said! […] A lower Race, Hindus! With this great sophisticated civilization that is lost back in the mists of time!

> With this great Buddhist religion which left India for China, with this great efflorescence of art of which the magnificent remains we still see today! An inferior race, the Chinese! With this civilization whose origins are unknown and which appears to have been pushed first to its extreme limits. Confucius inferior! […]"

If the clemenciste opposition to the colonial ideology affects all Empires, the evils of the "White Man's" domination he accuses with the most steadfastness concern the French Indochina and the Far East. To Clemenceau's opinion, the so-called "Yellow Peril" is primarily a White Peril. In 1900-1901, the Boxer Rebellion and the impact of the international campaign give him the opportunity to conduct a media campaign for the Chinese people and its independence. In politics, as in journalism, the universalism of principles defended by Clemenceau is enriched by an original Asiatism, a concept meant as favourable to the Far East ideology.

ASIA, INSPIRATION AND ESCAPE

This defence of the East has other aspects: artistic, literary and philosophical. From the 1870s until his death, Clemenceau has been a great Japanese and Chinese art collector. This private passion, contemporary of Japonism, is a matter of altruism when he brings his influence and his collections to the service of the dissemination of Asian art awareness within the French public. As a writer, Clemenceau creates, in 1901, *The Veil of Happiness*, a play whose action is taking place in China and whose text borrows many narrative and civilisational elements Chinese from classics. With its writing context and future, it is a part of a dialogue between cultures that Clemenceau practiced and nurtured. Other manifestations of this dialogue can be found in his erudite understanding of Far Eastern philosophies and his popularisation of Buddhism, Taoism and Confucianism. His attraction to Buddhism as a philosophy is great, nourished by religious experiences, readings and ethical and aesthetic fascination. The voyage of Clemenceau to Asia, in 1920-1921, visiting the sites of the Buddha's early sermons – whose historical figure he admires – as well as the great Buddhist shrines illustrates a spiritual questioning which was extended in his book *On the evening of thought*.

JAPAN, A MODEL OF MODERNITY

In the geopolitical analysis of Clemenceau about Far East, Japan's place is central. The profound transformation of the country after the Meiji Restoration (1868) represents for him a model of modernity offered to the old "barbarian Asia" embodied by China or Korea. The Sino-Japanese War of 1894-1895 and the Russo-Japanese War of 1904-1905 – with which he deals as an engaged journalist – confirm his predictions of victory and reinforce how much in high esteem he holds this young power, of which he personally knows several prominent citizens. A "Friend of Japan" as he qualifies himself, Clemenceau does

not avoid the questions of the territorial expansionism and the industrial development of the country but he welcomes the rise of a people of color to rival the major Western powers. Migration and economic issues in the Far East are thought in a global, often classic and sometimes visionary dimension on the future role of Japan.

ASIAN POLICY: REUNITING CAMBODIA, REUNION WITH JAPAN

The colonial and foreign policy of the first "Clemenceau government" (1906-1909) is characterized by the finalisation of two treaties favourable to French interests in the Far East.

The first dealt with Indochina. Since his opposition years, Clemenceau took into account the colonial fact and approached the Colonial Party on the question of the Siamese borders (1902-1904). Appointed to the presidency with a good knowledge of this case, he allows negotiations leading to the Franco-Siamese Treaty of 23 March 1907, returning to Cambodia three provinces – including that of Angkor – and restoring Khmer territorial integrity. This negociated expansion of the French colonial area is accompanied by a desire for reforms in Indochina. But the results are poor. Clemenceau's initiatives were colliding with private colonial interests while Annamite nationalist agitation forced him to pursue a repressive policy in his capacity as "first Constable of the Empire".

The second agreement is the Franco-Japanese Agreement of 10 June 1907. After the tensions arising from the Russo-Japanese war, a reconciliation takes place between France and Japan under the auspices of Clemenceau and Stephen Pichon, the Minister of Foreign Affairs. The Japanese government is now chaired by the francophile Kinmochi Saionji, a close friend of Clemenceau. With its financial component, the agreement is beneficial to both parties while facilitating the Russo-Japanese reconciliation and accelerating the Anglo-Russian rapprochement, a benefit from the Entente Cordiale in Asia and prelude to the Triple Entente in Europe, this agreement enhances the security of Indochina and is a mutual guarantee of the French and Japanese possessions and other areas of influence in China.

The consolidation of French interests in the Far East achieved by the Japanese partnership, on the one hand, and the colonial completion in Indochina made possible by the Entente Cordiale, on the other hand, constitute the basis of the "Asian policy" of the first Clemenceau government.

THE CALL TO JAPAN (1914-1918)

During the First World War, Japan occupies an important place in the strategic logic of Clemenceau. Convinced in August 1914 of the need for a Japanese military intervention in Europe, he manages to impose the idea to the French diplomacy establishment and mobilises favorably the Allies' public opinion. His project is thwarted by the Russian and English reluctance and the Japanese refusal. Becoming head of the French governement in 1917-1918, Clemenceau

plans again the Japanese intervention in order to recreate an Eastern front. Success is incomplete, late, limited to Siberia and only to Japanese interests. Clemenceau's disappointment is great. At the Peace Conference of 1919, he reluctantly supports the Japanese territorial claims against China. Obligated by previous agreements but convinced of the need for France to deal with a very strong Japan against a weak China, he bets on the internationalisation of the Japanese Empire and the continuation of Franco-Japanese rapprochement. This logic of alliance remains at the center of the Asian policy of Clemenceau but his political retirement in 1920 does not allow him to complete it and his successors will neither contest nor pursue it.

In the personal, artistic, journalistic and political fields, Clemenceau is an Orientalist, an active supporter of the dialogue between cultures, as well as a statesman for whom the defence and the temptation of the Far East have been a source of emotions, reflections, discussions and actions.

RESTRUCTURATION DU MONDE CHINOIS : LE DÉBUT ?

Stéphane Corcuff
Chercheur en science politique au CEFC
Août 2014

Les dossiers géopolitiques est-asiatiques dans lesquels la Chine joue un rôle peuvent de moins en moins être analysés de façon distincte les uns des autres. La question des Senkaku (Diaoyutai) pose les mêmes questions que celle des forages pétroliers en mer de Chine du Sud. Les références croisées sont de plus en plus fréquentes entre les mouvements sociaux et civiques taïwanais, hongkongais, macanais et cantonais contre la projection par Pékin de son pouvoir sur leurs territoires. Le réarmement japonais prôné par Shinzô Abe et les mises en garde américaines sur l'assertivité chinoise en mer de Chine du Sud ne sont démotivés en rien par l'adoption par Taipei de positions plus prochinoises que dans le passé. Il y a un stimulant commun à tous ces mouvements, qui font bouger l'Asie de l'Est sur le plan géopolitique : la puissance croissante de la Chine qui s'affirme désormais sans complexe.

La demande de Deng Xiaoping de « rester discret en renforçant ses forces » (韜光養晦 *taoguang yanghui*) a été peu à peu remplacée par des tentatives, sous Jiang Zemin et Hu Jintao, de rassurer le monde sur l'« émergence pacifique » (和平崛起 *heping jueqi*) de la Chine, puis ces expressions ont été finalement abandonnées. Auprès de l'Afrique d'abord, puis de l'Amérique latine, ce dont témoigne le nouveau « dialogue sino-latino-américain » (中拉論壇 *ZhongLa luntan*), la Chine déploie aujourd'hui une politique d'influence. Elle profite ce faisant de l'ambiguïté de son statut encore intermédiaire de « grande puissance émergente » pour susciter un ordre nouveau dans lequel elle aurait une place de premier ordre. Plutôt que de contester directement la puissance américaine, avec laquelle les relations restent encore bonnes quand on considère les sujets potentiels de friction avec Washington, elle procède par l'édification de liens croissants avec les pays et continents émergents.

DE L'INFLUENCE À LA PUISSANCE

Mais, dans la région est-asiatique, c'est une politique différente qu'elle conduit. La question qui s'y pose n'est plus celle de son influence, mais celle de sa puissance, *via* l'affirmation de sa souveraineté territoriale, typiquement et fortement géopolitique. Qu'elle cherche à se doter d'une marine ayant une profondeur de projection océanique ; qu'elle continue à fermer à Taïwan la porte des organisations internationales même non politiques ; qu'elle déploie une puissance nouvelle dans les eaux disputées de la mer dite « de Chine » : la Chine donne l'impression d'être présente sur tous les fronts (ce qui n'est qu'une impression, bien entendu), à commencer par la région est-asiatique, et tout particulièrement ces territoires qu'elle considère comme siens.

Dans ce schéma – renforcer les liens avec le monde le moins sous influence américaine et avancer sur les dossiers géopolitiques régionaux sensibles – la question de Taïwan est comme mise en sourdine : Pékin profite d'une lune de miel toute d'apparences avec le régime de Taipei depuis le retour du Kuomintang (KMT) à la Présidence de la République insulaire. L'absence de cette tension verbale qu'a connu le détroit de 1995 à 2008 libère la Chine d'un dossier délicat, et quand le président taïwanais Ma Ying-jeou hésite à condamner la Chine sur l'affaire des Senkaku, il donne un signe à Pékin qu'il a peut-être un allié ambigu, mais en tout cas plus un ennemi.

Une politique *pro-grand-chinoise*, plus que prochinoise, est en effet en place aujourd'hui à Taipei. Le KMT a été, depuis 2000 et le départ de sa présidence du Taïwanais Lee Teng-hui, repris en main par les fils des dignitaires chinois de Chiang Kai-shek, nourris au biberon de la grande Chine. Ces nationalistes chinois ne sont certes pas, et de loin, la majorité des rangs d'un Kuomintang aujourd'hui largement taïwanisé, mais ils tiennent de nouveau le parti, autour de Ma Ying-jeou. Issus d'une élite qui se voit comme la noblesse de la Chine, qui porterait son identité et sa mémoire, ils considèrent depuis plusieurs années maintenant l'ancien ennemi communiste comme un moindre mal face à ce qui est devenu, sondages à l'appui, un péril bien plus grand à leurs yeux pour la nation chinoise : l'indépendantisme taïwanais.

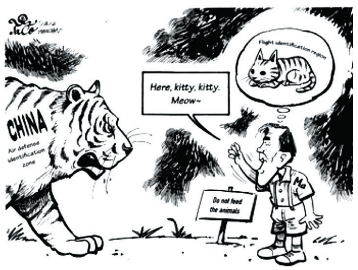
UN RETOURNEMENT HISTORIQUE DU KUOMINTANG VIS-À-VIS DE LA CHINE

Aussi, depuis 2008, le KMT jongle avec une politique ambivalente, mais qu'il juge réaliste : sauvegarder la souveraineté de la République tout en avançant vers une unification si possible à l'avantage de Taïwan. Il ferme les yeux, dans ce pari, sur le fait qu'une Chine plus irrédentiste que jamais n'a pas changé un iota de ses objectifs fondamentaux – récupérer Taïwan, sans compromis possible – et n'a pas, bien au contraire, cessé son édification militaire face à l'île.

Ces évolutions se traduisent par l'ouverture toujours plus grande de l'île aux investissements chinois, jusqu'à cette économie de la culture si sensible pour les identifications nationales. Et la Chine profite des échanges de population et des investissements croisés aujourd'hui massifs pour faire pression sur les hommes d'affaires taïwanais, afin qu'ils influencent la décision politique voire les votes à Taïwan. Elle augmente de façon saisissante le nombre d'agents de renseignement dans l'île. Et elle suscite la multiplication de nouvelles organisations, associations, partis politiques, forums, fondations, publications qui prônent désormais ouvertement à Formose l'unification avec la Chine. Mais ce qui inquiète encore plus la société civile taïwanaise est l'apparente inertie, voire la franche connivence, du Parti nationaliste chinois au pouvoir à Taipei, qui ne rend pas compte de ses négociations avec Pékin, ne publie pas les évaluations de l'impact de ces échanges nouveaux, pourchasse judiciairement l'opposition, et instrumentalise police, justice et médias pour diaboliser tout discours ou manifestation s'opposant à la marche forcée de ces accords.

Dans ce contexte, les mouvements sociaux taïwanais dénoncent le KMT sur tous les plans depuis 2008 : de sa politique chinoise aux démolitions urbaines abusives, de son soutien aux centrales nucléaires en zones sismiques à son instrumentalisation de la justice, en passant par l'absence de mécanisme d'encadrement des négociations avec la Chine et de ratification des accords par le Parlement. Tous ces mouvements demandent le respect des normes de l'État de droit et la protection de l'indépendance et de l'identité insulaire face à la pression chinoise grandissante. L'occupation civique de la rue est aujourd'hui un phénomène récurrent à Taïwan : les mouvements se suivent les uns les autres à un rythme inconnu jusque-là, témoignant d'une agitation sociétale sans précédent.

Or cette agitation sociale et civique se développe de plus en plus dans d'autres régions frontalières de la Chine. À Hong Kong, le mouvement *Occupy central* s'est senti pousser des ailes avec l'occupation du Parlement taïwanais en mars-avril 2014 par le mouvement des Tournesols. À Macao, la rue a été prise dans la foulée pour obtenir le retrait d'un projet de loi considéré comme scélérat au sujet de pensions de retraite dorée promises aux grands dignitaires de l'administration. À Canton enfin, des militants courageux, isolés, mais déterminés, luttent contre ce qui les unit : le système d'État-Parti. Ils se réfèrent parfois aux militants taïwanais du mouvement des Tournesols qu'ils ont pu suivre en déjouant la censure, postant parfois des messages de solidarité sur des sites taïwanais.



Une caricature du président Ma dans la presse anglophone d'opposition à Taipei parue en décembre 2013. (© 2013 / TaCo, *Taipei Times*.) // A cartoon of President Ma published in an English-language opposition newspaper in December 2013. (© 2013 / TaCo, *Taipei Times*.)

LES VOIX DE LA LIBERTÉ

Tous dénoncent une Chine qui déborde vers ses marges pour imposer *via* ses relais une influence croissante sur des décisions politiques que les sociétés civiles critiquent pour leur autoritarisme et leur manque de démocratie. Devant les liens économiques tissés entre la Chine et ces trois territoires, qui nourrissent des cohortes d'hommes d'affaires dont la logique est distincte de celle des administrateurs des bureaucraties souveraines et des sociétés civiles soucieuses de l'État de droit, les militants inquiets apparaissent aujourd'hui comme les dernières (ou les premières) voix de la liberté.

Et le quasi-alignement de Taipei sur les positions chinoises sur l'affaire des Senkaku, comme la rhétorique presqu'antijaponaise du KMT de M. Ma,

donnent à penser que le Japon, et derrière lui les États-Unis, ne peuvent être rassurés par cet allié décidément indécis qu'est Taïwan, divisé par sa question nationale, face à une Chine dont l'assertivité grandissante provoque inquiétudes et malaise dans l'archipel nippon.

Combiné à l'accent mis par Washington sur le renforcement de la présence américaine en Asie, qui se fait de plus en plus précis depuis la proclamation par la Chine de sa Zone de défense et d'identification aérienne en mer de Chine de l'Est comprenant les Diaoyutai, cela signifie-t-il un prélude à un changement géopolitique fondamental en Asie orientale ? Ce dernier est peu probable à moyen terme, car personne ne veut ni ne peut en l'état des choses sacrifier sa relation économique à la Chine. Les puissances attendent vraisemblablement plutôt de voir comment la situation va évoluer.

Taïwan dans son environnement stratégique régional. (© 2006 / ENS-LSH.) // Taiwan and its immediate strategic environment. (© 2006 / ENS-LSH.)

La liberté guidant le peuple… avec le drapeau taïwanais. Sur le panneau « Protégeons la démocratie, luttons contre les manipulations obscures », en référence aux négociations entre les deux rives conduites sans supervision législatives par le KMT, mouvement des tournesols. (© 2014 / S. Corcuff.) // Liberty guides the people… with the ROC flag. The placard reads "Protect our democracy, oppose 'black box' deals", a reference to cross-strait negotiations that, according to the Sunflower Movement, were not properly supervised by the KMT-dominated legislature. (© 2014 / S. Corcuff.)

En l'absence d'accrochages militaires, un scénario possible est celui d'une gestion molle, contextuelle et rapide d'une succession de minicrises à venir au sujet des territoires à la souveraineté discutée dans la zone depuis quarante ans. En cas de crise sino-japonaise majeure sur les Senkaku/Diaoyutai, la possibilité du déclenchement d'un conflit important ne serait pas à exclure ; et pour cette raison les accrochages restent pour l'instant dans le domaine des provocations.

C'est ainsi plutôt du côté de la restructuration (ou la déstructuration) du monde chinois en interne, sans qu'une crise sur les territoires disputés avec les voisins ne soit en cause, qu'il faut peut-être chercher les causes de l'évolution globale de la région à venir. La restructuration du monde chinois a, en effet, semble-t-il cette fois vraiment commencé. Mais il est difficile à ce jour d'entrevoir vers quoi elle nous mène : intégration ou désintégration, restructuration/recomposition ou déstructuration.

HAS THE RESTRUCTURING OF THE CHINESE SPEAKING-WORLD STARTED?

Stéphane Corcuff
Researcher in political sciences at CEFC
August 2014

It is becoming increasingly difficult to treat the variables of geopolitics in East Asia in which China plays an ever-growing role in isolation from one another. The territorial dispute over the Senkakus (Diaoyutais), for example, raises the same issues as those that surround China's oil drilling expeditions in the South China Sea. Meanwhile, cross-referencing, if not mutual assistance, are occurring with increasing frequency between civic movements in Taiwan, Hong Kong, Macau, and Guangzhou against China's power projection over those territories. The military buildup called for by Shinzô Abe and Washington's declarations regarding China's assertiveness in the South China Sea are certainly not deterred by the new pro-China policy in Taipei. The common source to these dynamics, which will shake East Asian geopolitics, is China's rise, which is now officially endorsed and fully assumed by China itself.

Over the years, Deng Xiaoping's guidance that China "remains discreet while it is strengthening" (韜光養晦 *taoguang yanghui*) was replaced by attempts, first under Jiang Zemin and then Hu Jintao, to reassure the international community of China's "peaceful rise" (和平崛起 *heping jueqi*). Having served their purpose, these two expressions were then finally abandoned. First in Africa, and now increasingly in Latin America (as embodied by the new "China-Latin-American dialogue", or 中拉論壇 *ZhongLa luntan*), China has engaged in the politics of influence. By doing so, Beijing is taking advantage of China's still ambiguous status as an intermediate "great emerging power" to foster a new order in which it will gain a primary role. Rather than directly seek to counter the United States' influence (and knowing that China's relations with the U.S. are relatively warm, considering the number of issues that could lead to direct confrontation between the two), China has established links with strategic countries, emerging countries, and continents in which Washington's influence is less pronounced.

FROM INFLUENCE TO POWER

However, in East Asia China has used a different approach to politics. The question there is no longer a matter of China's influence but rather its power, which is exercised through a reaffirmation of China's territorial sovereignty, a behavior that is essentially guided by geopolitical considerations. Through the development of a blue-water navy, continued efforts to prevent Taiwan from joining international organizations (even those non-political in nature), or the strengthening of its presence in contested waters regarded as "Chinese", it is

tempting to conclude that China is actively engaged on every front, starting with East Asia and, more specifically, in those areas that it considers to be part of its territory.

In this context, in which Beijing endeavours to strengthen its ties with parts of the world that are less under the influence of the U.S. while making progress on geopolitical issues within the region, the Taiwan "question" appears to have been put on hold, especially as Beijing continues to enjoy a honeymoon with Taipei since the return of the Kuomintang (KMT) to power in 2008. The disappearance of belligerent language that characterized cross-strait relations between 1995 an 2008 has rid Beijing of a major headache; and while Taiwanese President Ma Ying-jeou's reluctance to criticize Beijing over the Senkaku dispute constitutes, at best, an ambiguous signal of support for China, it is clear that Taiwan is no longer the enemy.

A "pro Greater China" policy, rather than one that is clearly "pro China", is now in effect in Taipei. Since 2000 following the end of the Lee Teng-hui presidency, the KMT has come under the control of the descendants of Chiang Kai-shek, who were spoon fed the "greater China" ideology. Although those Chinese nationalists do not represent a majority within the party, which has largely "Taiwanized" over the years, they nevertheless hold sway over it, with President Ma in the lead. Those scions of an elite that considers itself the Chinese nobility, and who regard it as their duty to protect that identity, concluded several years ago that their old nemesis, the Chinese communists, are now the lesser of two evils. In their eyes, a far greater threat to the Chinese nation is the growing support, as demonstrated by opinion polls, for Taiwanese independence.

THE CHINESE NATIONALIST PARTY IN TAIWAN: A HISTORICAL U-TURN

Since 2008, the KMT has toyed with ambivalent policies that, its leadership maintains, are realist, and whose goal is to protect the sovereignty of the republic while moving towards unification with China under terms that, if possible, would be advantageous to Taiwan. In doing so, the KMT has chosen to ignore the reality of Chinese irredentism that, having reached unprecedented proportions, does not give an inch on the fundamental and uncompromising objective of "retaking" Taiwan. Nor has Beijing abandoned the possibility of resorting to its increasingly potent military to resolve the matter.

Those developments have led to the accelerating opening of various sectors of Taiwan's economy to Chinese investment. This now includes the sensitive cultural sector, a crucial component in matters of national identity. Moreover, Beijing has used growing cross-strait exchanges and investment to apply pressure on Taiwanese businessmen in the hope that they in turn can influence political decisions in Taipei. China has also used the opportunity to substantially increase the number of intelligence officers on the island, while actively encouraging the creation of new organizations, associations, political parties, forums, foundations, and publications that openly support unification with China. However, what has caused the greatest apprehension among Taiwanese

civil society is the government's unwillingness (some would hint at something more obscure) to make public its negotiations with Beijing. Besides failing to provide impact assessments for cross-strait exchanges, the nationalist government has systematically turned to the courts, the police force, and the media to demonize its critics and to counter whoever agitates in opposition to the implementation of controversial agreements with China.

Since 2008, Taiwanese social activists have accused the KMT on several fronts, from its China policy to urban renewal projects that went out of hand, its support for nuclear power plants in earthquake-prone zones to the politicization of the judiciary, and above all, on the lack of an oversight mechanism at the legislature to monitor the signing of agreements with China. This constellation of movements has called for the respect of the rule of law, as well as the protection of Taiwan's independence and identity in the face of growing Chinese pressure. Demonstrations are now a regular occurrence in the streets of Taiwan; protest groups have proliferated at a rate hitherto unseen on the island, pointing to a new era of social activism.

BEACONS OF FREEDOM

But civic activism is also on the rise along China's coast. In Hong Kong, Occupy Central appears to have been deeply impressed by the Sunflower Movement's occupation of Taiwan's legislature in March and April 2014. In Macau, protesters took to the streets to compel the authorities to retract a proposed pension scheme for senior government officials which was regarded as far too generous. Meanwhile in Guangdong, isolated albeit courageous protesters have challenged a common enemy: the party-state apparatus. In some instances, the militants have used Taiwanese activists, whose efforts they were able to track by bypassing Chinese censors, as a point of reference and source of inspiration – and a few even succeeded in posting messages of encouragement on Taiwanese web sites.

Wherever they are, the activists deplore the accelerating efforts by Beijing to impose its views on the peripheries *via* its growing influence on local decision-makers and authoritarian system of governance. The economic ties established between China and business leaders within those three territories, whose interests are rarely aligned with those of the civil servants and the societies they serve, have forced civil society to take action. Worried and prepared to mobilize, they represent the last (or perhaps first) voices for freedom.

The quasi-alliance between Taipei and Beijing on the Senkakus, not to mention the KMT rhetoric under President Ma that borders on anti-Japanese sentiment, has led many in Japan and the U.S. to worry about the reliability of Taiwan as an ally, divided as it is by the national question and confronted with an increasingly assertive China.

Combined with Washington's rebalancing to Asia, which has gradually taken shape especially following the establishment of China's ADIZ in the East China Sea (which overlaps the Senkakus), does this all point to a fundamental shift in

the geopolitics of East Asia? Such an outcome is unlikely in the medium term, as no one is willing to sacrifice economic ties with China for the sake of politics. Instead, all the powers involved will likely adopt a wait and see policy.

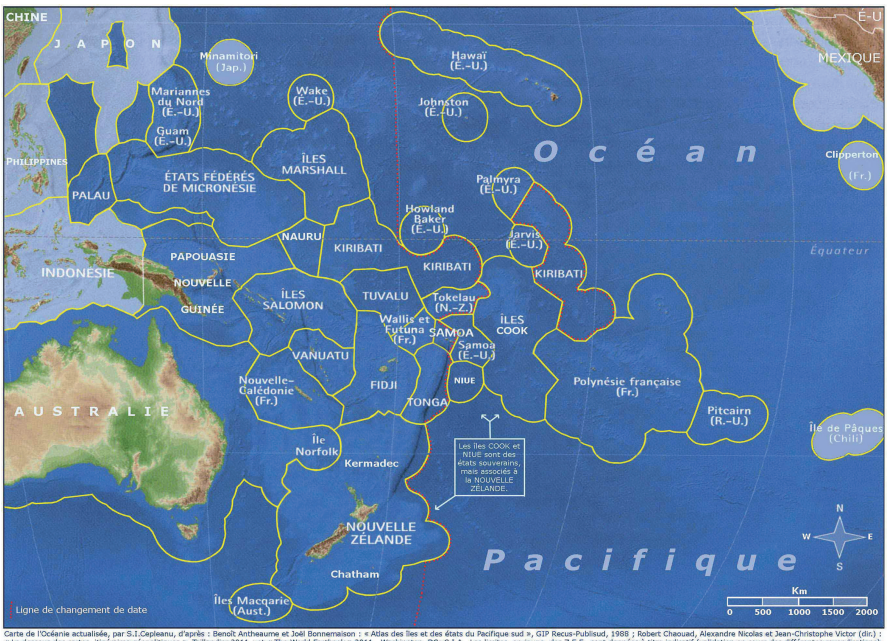
In the absence of actual armed conflict, regional players will likely adopt a strategy of soft and flexible management of small crises erupting over the territorial questions that have prevailed over the past 40 years. Given that a crisis involving Japan and China over the Senkakus/Diaoyutais could lead to major armed conflict, both sides have for the time being refrained from escalating beyond "mere" and occasional provocations.

Instead we should look at the processes, even perhaps unrelated to Beijing's external disputes, that can engender internal restructuring (or de-structuring) within the wider Chinese speaking world for the probable causes of evolution within the region. It would seem that such a restructuring has indeed begun. However, for the time being it is difficult to predict where this will take us, among many possible outcomes: integration, disintegration, restructuring, recomposition, or destructuralization.

UNE VIE POLITIQUE OCÉANIENNE – APERÇU DE LA CULTURE POLITIQUE POLYNÉSIENNE

Sémir Al Wardi
Maître de conférences en science politique et directeur du GDI (UPF)
Septembre 2014

La Polynésie française, collectivité d'outre-mer, demeure assez éloignée des caractéristiques propres aux autres collectivités territoriales de la République. Les médias, qui aujourd'hui analysent l'actualité judiciaire de cette terre située à 18 000 km de la métropole, font souvent des erreurs liées à une méconnaissance certaine du fonctionnement de cette collectivité. Mais on retrouve couramment cette méconnaissance à travers toutes les institutions de la République dont le Parlement.

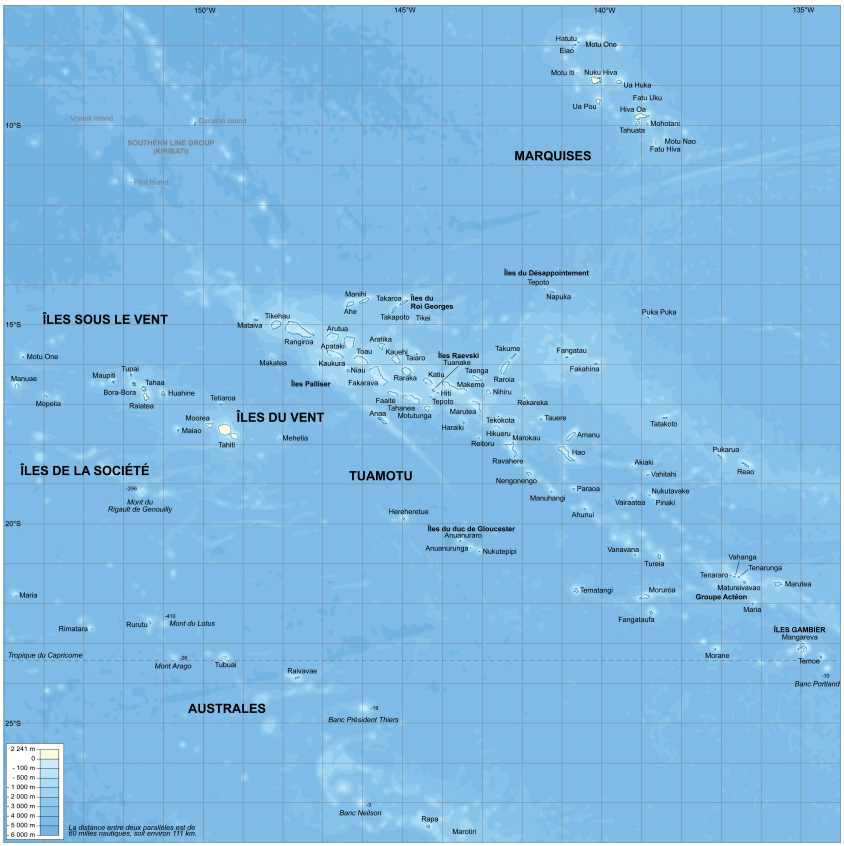


Carte de l'Océanie actualisée, par S.I.Cepleanu, d'après : Benoît Antheaume et Joël Bonnemaison : « Atlas des îles et des états du Pacifique sud », GIP Recus-Publisud, 1988 ; Robert Chaouad, Alexandre Nicolas et Jean-Christophe Victor (dir.) : « Le dessous des cartes, itinéraires géopolitiques », Taillandier 2011 ; et « The World Factbook » 2011, Washington, DC: C.I.A. Les limites, en jaune, des Z.E.E., sont données à titre indicatif (validation en cours des différentes revendications).

Carte de la Communauté du Pacifique (ZEE bleu sombre). (© 2012 / Spiridon Ion Cepleanu, sous licence Creative Commons.) // Map of the Pacific Community (EEZ in deep blue). (© 2012 / Spiridon Ion Cepleanu, under a Creative Commons license.)

Il y a deux aspects incontournables pour saisir la complexité de la vie politique et institutionnelle de la Polynésie : la spécialité législative et l'autonomie. Ces deux aspects, assez méconnus, ont des conséquences lourdes sur le fonctionnement de la société polynésienne.

La spécialité législative signifie que les lois de la République ne s'y appliquent pas. Certes, les lois appelées « lois de souveraineté » s'imposent de droit. Il s'agit des lois applicables sur l'ensemble de la République en fonction de leur objet comme les lois constitutionnelles, les lois organiques, les règles relatives aux juridictions nationales, l'état des personnes, les principes généraux du droit, etc. Pour toutes les autres lois, il faut qu'elles mentionnent expressément dans le texte leur applicabilité sur un territoire précis. Cette disposition écarte de fait l'outre-mer du droit français car les parlementaires d'une part, ne pensent pas à l'outre-mer à chaque loi et d'autre part, ne savent pas si la loi peut être applicable à un outre-mer précis ou non. Ainsi, en raison notamment de son éloignement, des ethnies qui la composent, de sa culture propre, de son ancien statut de colonie, de la possibilité reconnue de s'émanciper, la collectivité territoriale de Polynésie française, comme pour les autres collectivités d'outre-mer, a une réglementation différente de la métropole. Son assemblée peut donc adopter des délibérations et des « lois du pays » qui relèvent en principe de la loi donc du Parlement.



Carte topographique de la Polynésie française (© 2008 / L. Claudel, sous licence Creative Commons.) // Topographic map of French Polynesia. (© 2008 / L. Claudel, under a Creative Commons license.)

À cela s'ajoute l'autonomie reconnue depuis 1977 mais en réalité surtout depuis 1984 avec les normes exécutives de plein droit et le contrôle *a posteriori* de l'État. L'autonomie, accordée par la République, signifie que les élus polynésiens peuvent s'émanciper du centre, de la métropole, et disposer ainsi de réels pouvoirs de décision. La Polynésie peut donc décider de ses propres normes, de son propre développement et le champ des possibles est alors considérable. La Polynésie a, depuis 30 ans, les moyens d'édicter les normes qui lui conviennent vraiment, de choisir un développement conforme à son environnement, à sa culture politique, et d'accroître les échanges avec les puissances voisines (Australie et Nouvelle-Zélande). Autrement dit, les élus polynésiens peuvent librement décider de leur avenir politique, économique et social. Pourtant, le bilan est, après toutes ces années, plutôt décevant : la Polynésie fait face à une crise économique plus structurelle que conjoncturelle et a connu une grande instabilité politique qui, malgré les progrès certains, peut reprendre à tout moment, surtout après le départ du leader autonomiste Gaston Flosse. En fait, il y a un problème de gouvernance dont sont responsables aussi bien les élus polynésiens que l'État qui par ses textes, en l'occurrence la loi statutaire, favorise la mauvaise gouvernance.

Tiki masculin des îles Marquises (peut-être bientôt inscrites au patrimoine mondial de l'Humanité). (© 2011 / Christine Regnault.) // Male Tiki for the Marquesas Islands (the islands may be listed as a World Heritage Site in the near future). (© 2011 / Christine Regnault.)

LA RESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT

Les institutions de la République ont une responsabilité certaine puisque la loi organique portant sur le partage du pouvoir en Polynésie est d'abord proposée par le Gouvernement puis votée par le Parlement français et non celui de l'assemblée territoriale. Or, c'est déjà dans le statut, qui est une véritable constitution locale, que l'on trouve des dispositions ne favorisant pas la bonne gouvernance : une présidentialisation excessive ; un contrôle donné au président sur toutes les distributions, qu'elles soient sociales, économiques ou politiques ; une absence de contre-pouvoirs ; des pouvoirs du président sur tout, sur l'économie, sur l'administration et même sur les communes pourtant décentralisées, etc. Ce contrôle de l'économie par le politique augmente les risques de dérives. L'économiste Christian Montet explique, par exemple, que « les privés qui réussissent ne peuvent le faire, quelle que soit leur idée sur la politique, qu'en liaison avec le décideur ultime, le président ». Il ajoute que « dans à peu près tout le domaine de l'économie, les décisions des agents

privés ne peuvent se prendre que dans le cadre de contraintes qui sont fixées et contrôlées par le politique et à la fin, c'est le gouvernement, et donc le président, qui décide ». Il faut souligner que le rapport de proximité, inévitable en Polynésie, est plutôt néfaste pour l'économie insulaire. Le même économiste précise que « la proximité des élites économiques et politiques incite à la prise de mesures protectrices de rentes plus qu'à la stimulation de l'esprit d'entreprise et de l'entrée de nouveaux concurrents, des processus de "destruction créatrice" dont on sait depuis Schumpeter le rôle essentiel qu'ils jouent dans la croissance et le développement ».

La mairie de Pirae. Construite à l'époque où elle était le fief de Gaston Flosse, elle constitue un exemple des constructions fastueuses du président. À l'époque, la commune avait 12 000 habitants. (© 2002 / Werner Bringold, *Tahiti Pacifique Magazine*.) // The Pirae City Hall. Built when Pirae was Gaston Flosse's political fiefdom, it is an example of the President's sumptuous public works. At the time, there were 12,000 people living in the city. (© 2002 / Werner Bringold, *Tahiti Pacifique Magazine*.)

Si la pratique de l'autonomie ne favorise pas l'économie, il en est de même sur le plan politique. Sur le plan institutionnel, par exemple, le président peut exercer seul le pouvoir, celui de chaque ministre n'étant que délégué par le président. Le président de la Polynésie ne se prive pas alors d'exercer pleinement ses compétences et parfois dans son propre intérêt. Dès lors, on peut s'étonner que le Parlement accorde des pouvoirs qui permettent l'éclosion d'un système quasi autoritaire au sein de la République.

Enfin, les relations entre les majorités nationale et locale conditionnent la réalité des contrôles. Or, on sait depuis Montesquieu que si les contrôles ne sont pas vraiment exercés, cela entraîne inévitablement des dérives. En Polynésie, la neutralité de l'État n'a jamais été clairement démontrée.

LA RESPONSABILITÉ DES ÉLUS POLYNÉSIENS

Si la loi organique, qui définit la répartition des pouvoirs entre l'État et la Polynésie mais aussi entre les institutions polynésiennes, peut favoriser la mauvaise gouvernance, c'est surtout son interprétation et son application par les acteurs locaux qui rendent possible les dérives. Le haut-commissaire Paul Roncière confirmait qu'un statut « ne vaut que par la manière dont il est mis en œuvre et vécu ». Et ajoutait avec prudence que « les pratiques institutionnelles locales sont très imaginatives ». Dès lors, on peut observer les effets de

cette interprétation du statut qui se caractérisent par le contrôle du président de la Polynésie française sur le gouvernement, la centralisation du processus de décisions, les décisions prises par un nombre restreint de personnes, le contrôle sur les communes, le contrôle sur les entreprises, le contrôle sur les médias, le désir de limiter la liberté d'expression, d'intervenir ou d'exercer des pressions sur le monde économique et d'abuser du pouvoir. En fait, le pouvoir autonome n'invente pas une gouvernance propre mais profite de la situation pour accroître son emprise sur la société. À cela s'ajoute une forte tendance à d'une part, imiter les institutions de la République et d'autre part, à recopier les textes métropolitains au lieu « d'inventer » des institutions ou des normes plus adaptées.

Bernard Rigo (professeur d'anthropologie à l'université de Nouméa), explique bien « les difficultés des pays océaniens à concilier exigences démocratiques et persistance des logiques océaniennes ». Le rapport affectif entre le peuple et ses leaders politiques freine l'institutionnalisation et les réformes profondes pour sortir du « culte du cargo ». Certes, c'est surtout en Mélanésie que sont développés les « cultes du cargo » (le mouvement John Frum à Tanna au Vanuatu par exemple) mais ce culte est aussi présent en Polynésie avec l'espoir constant d'une aide extérieure à défaut de réformer la gouvernance.

Il est intéressant de noter que ni les autonomistes, ni les indépendantistes n'ont cherché à corriger le statut de la Polynésie afin de favoriser une bonne gouvernance. Mais, il ne s'agit pas pour l'État d'allouer des fonds supplémentaires mais de modifier les relations de pouvoir et le partage de compétences. Autrement dit, c'est par la répartition des pouvoirs de décision entre plusieurs acteurs, un accroissement des contrôles et la mise en place d'institutions indépendantes que l'on peut lutter contre le clientélisme, les risques de corruption et l'immobilisme. Mais la décision de revoir le partage du pouvoir ne peut être prise que par tous les acteurs, c'est-à-dire l'État et les élus polynésiens. Mais est-ce raisonnable de penser qu'un pouvoir, habitué à une surenchère statutaire excessive, pourrait renoncer à certaines de ses compétences ?

OCEANIAN POLITICAL LIFE – A GLIMPSE OF THE POLYNESIAN POLITICAL

Sémir Al Wardi
Lecturer in political sciences and director of GDI (UPF)
Septembre 2014

CULTURE

French Polynesia, a French overseas collectivity, does not really share the features common to the other French Republic's territorial collectivities. The frequent mistakes made by the French media, which are commenting on the current legal events occurring in this territory located 18,000 km from mainland France, show their certain lack of understanding of how is run this collectivity. But this lack of understanding can also be found throughout the Republic's institutions, including the Parliament. There are two key features necessary to grasp the complexity of Polynesia's political and institutional life: the legislative exception and the autonomy. Those features, while not well known, have a major impact on the functioning of Polynesian society.

There are two key features necessary to grasp the complexity of Polynesia's political and institutional life: the legislative exception and the autonomy. Those features, while not well known, have a major impact on the functioning of Polynesian society.

The legislative exception means that the Republic's laws are not enforced there. Admittedly, what are called "Sovereignty laws" apply de jure since they are laws that are enforced in the whole of the Republic by their own nature, such as constitutional and organic laws, and rules pertaining to national jurisdictions, legal personality and legal doctrine. All other law needs to expressly mention over which specific territory it will be enforced. This provision *de facto* excludes overseas territories from French law since, on the one hand, parliamentarians do not think about the overseas territories for each law, and, on the other hand, do not know whether said law can be enforced over a specific overseas territory. As a consequence, and due most notably to its remoteness, the ethnic groups it is composed of, its own culture, its former colony status, and the acknowledged possibility for it to obtain independence, the territorial collectivity of French Polynesia, like all other overseas collectivities, is ruled by a different set of laws than homeland France. Its assembly can thus make rulings and adopt "local laws" which should theoretically fall within the jurisdiction of the Parliament.

In addition to all of this, one must also take into account the autonomy, which was acknowledged in 1977 but was actually effective since 1984 with the ipso jure executive norms and the after-the-facts control by the State. The autonomy, granted by the Republic, means that Polynesian elected officials can act out of control of the centre, the homeland, and, thus, have actual decision

powers. So, Polynesia can choose its own norms, its own development, and the range of possibilities is considerable. For the last 30 years, Polynesia has had the means to enact the norms that are best fit for it, to choose a development consistent with its environment, its political culture, and to increase exchanges with its neighbours (Australia and New-Zealand). In other words, the Polynesian elected officials can freely choose their own political, economic and social future. And yet, after all those years, the results are rather disappointing: Polynesia is confronted with an economic crisis of a more structural than contextual nature and has known a great political instability which, despite undeniable progress, can start again at any time, especially after the autonomist leader Gaston Flosse left. In fact, there is a governance issue of which the Polynesian elected officials are responsible as well as the French State which, by its laws, here the statutory law, makes bad governance easier.

THE STATE'S RESPONSIBILITY

The Republic's institutions have an undeniable responsibility since the organic law that deals with how power is distributed in Polynesia is first proposed by the Government then voted by the French Parliament, instead of the Polynesian Parliament. Yet, it is already in those statutes, an actual local constitution, that one can find provisions that will hinder a good governance: excessive presidentialisation; control given to the president over every assignment of jurisdiction, be they social, economic or political; no existing checks and balances; presidential powers over everything: economy, administration, and even the municipalities, even though they are decentralised; etc. This control of the economy by the political powers increases the potential for abuse. The economist Christan Montet explains, for example, that "successful private entrepreneurs can only be so, whatever their political leanings, by being connected to the ultimate decision-maker, the president". He also adds that "in almost every economic domain, private operators cannot make decisions outside of the frame of constraints established and controlled by the politicians and, in the end, it is the government, meaning the president, that makes the decisions". It has to be highlighted that this proximity, which cannot be avoided in Polynesia, is rather detrimental to the insular economy. The same economist explains that "the proximity of economic and polit ical elites incites to make decisions to protect established incomes more than decisions to promote entrepreneurial spirit and new competition, processes of "creative destruction" which role, as we know since Schumpeter, is essential in growth and development".

If the practice of autonomy does not support the economy, it is the same thing with politics. On the institutional level, for example, the president can wield all power himself, each minister's power being only delegated by the president. As such, the Polynesian president does not restrain himself in the use of his authority, sometimes for his own benefit. Consequently, one can be surprised that the French Parliament is granting powers that allow the formation of a quasi-authoritarian system within the Republic.

Finally, the connexions between the national and local majorities impact the reality of the control. Yet, since Montesquieu, it is known that, if control is not really enforced, it will automatically lead to abuse. In Polynesia, the neutrality of the State has never been clearly demonstrated.

THE RESPONSIBILITY OF THE POLYNESIAN ELECTED OFFICIALS

If the organic law, which defines how authority is distributed between the French State and Polynesia, but also between the Polynesian institutions, can make bad governance easier, its interpretation and application by the local actors is what allows the abuse to happen. High Commissioner Paul Roncière confirmed that a statute's "only worth depends on the way it is implemented and perceived". And added cautiously that "local institutional practices are very imaginative". As such, one can observe what are the consequences of this interpretation of the statutes: control by the French Polynesia president over the government; centralisation of the decision-making process; decisions made by a limited number of people; control over communities, private enterprises and media; a tendency to limit freedom of speech, to participate in or put pressure on the economic world and to abuse power. In fact, the autonomous power does not create a specific governance but will take advantage of the situation to increase its hold over society. To which can be added a strong tendency, on the one hand, to imitate the Republic's institutions and, on the other hand, to copy homeland's legal texts instead of "inventing" more adapted institutions and norms.

Bernard Rigo (professor of anthropology at the University of Noumea), explains "the difficulties for Oceanian countries to balance democratic requirements and the persistence of Oceanian logics". The affective connexion between the people and their political leaders weighs down the institutionalisation and the thorough reforms needed to abandon the "cargo cult". While it is mainly in Melanesia that grew those "cargo cults" (for example the John Frum movement in Tanna, Vanuatu), this cult is also present in Polynesia, with the constant hope that an outside help will be provided instead of working to reform governance.

It may be interesting to note that proponents of neither autonomy nor independence have sought to change Polynesia's statutes to promote a good governance. Yet the solution is not for the French State to allocate additional funds but to modify the power relationships and the way authority is shared. In other words, it is by spreading the powers of decision-making among numerous actors, by increasing controls and by creating independent institutions that it will be possible to oppose vote-catching, corruption risks and conservatism. But the decision to change power distribution can only be made by all the actors, which means the French State and the Polynesian elected officials. Yet, is it rational to think that a power used to an excessive statute will be willing to give up a part of its authority?

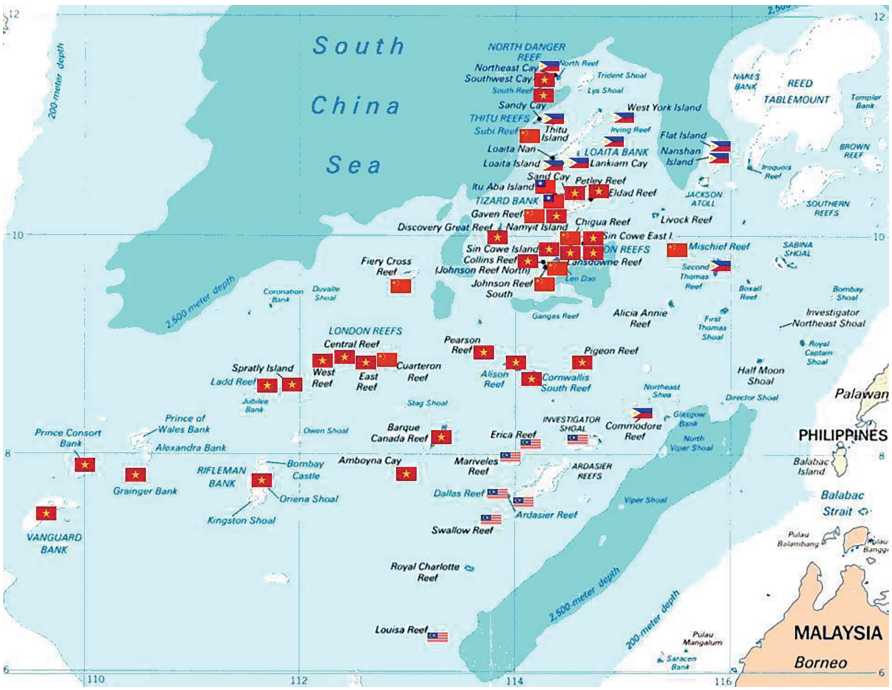
L'AMÉNAGEMENT DES ÎLES SPRATLEYS PAR LA CHINE

Sébastien Colin
Maître de conférences à l'Inalco
Décembre 2014

Carte 1 : Le Johnson South Reef et les autres récifs de l'Union Bank dans l'archipel des Spratleys. Contrôlé par la Chine depuis 1988, à la suite d'une bataille navale contre le Vietnam, le Johnson South Reef fait partie de l'Union Bank, un groupe de récifs que le Vietnam contrôle encore majoritairement. La Chine possède dans ce groupe un second récif, le Hughes Reef, doté d'un phare et également au cœur des opérations chinoises de remblayage. (© 2003 / versée dans le domaine public par la NASA.) // Map 1: The Johnson South Reef and the other reefs of the Union Bank in the Spratlys Archipelago. Controlled by China since 1988, following a naval battle against Vietnam, the Johnson South Reef is part of the Union Bank, a group of reefs that Vietnam still mostly controls. China does occupy in this group a second reef, the Hughes Reef, which is equipped with a lighthouse and is also in the heart of Chinese reclamation operations. (© 2003 / released in the public domain by Nasa.)

Le 9 septembre 2014, le BBC News Magazine publiait sur son site Internet un reportage multimédia de Rupert Wingfield-Hayes, correspondant de la BBC à Tôkyô, intitulé « China's Island Factory ». Illustré par de nombreuses photographies et vidéos, le texte relate les travaux de remblayage réalisés par la Chine sur le Johnson South Reef, une des centaines de formations insulaires que compte l'archipel très revendiqué des Spratleys. Ces travaux, qui avaient déjà été révélés, images satellites à l'appui, par le ministère des Affaires étrangères philippin au cours du mois de mai 2014, consistent dans un premier

temps à gagner de la surface émergée là où ne se trouvent à l'état naturel que rochers ou barrières coralliennes submergés ou tout au plus à fleur d'eau. Les étapes suivantes consisteront à construire des infrastructures dont certaines seront à des fins militaires, ce qui suscite interrogations et inquiétudes dans les autres pays riverains de la mer de Chine du Sud et au-delà, bien sûr, jusqu'à Washington.



Carte 2 : Les Spratley : un archipel occupé. Datée du 3 février 2008, cette carte de localisation des différentes îles, îlots et récifs de l'archipel des Spratleys montre, par le biais des différents drapeaux, les multiples annexions opérées par les pays revendicateurs, essentiellement au cours des années 1970, 1980 et 1990, bien que Taïwan avait annexé de son côté l'île d'Itu Aba dès 1956. (© 2008 / versée dans le domaine public par la CIA.) // Map 2: The Spratly Islands: an occupied archipelago. Dated back to 3 February 2008, this location map of the different islands, islets and reefs in the Spratly shows, through the different flags, multiple annexations made by the claiming countries, mainly in the years 1970, 1980 and 1990 even if Taiwan had annexed for its part Itu Aba island in 1956. (© 2008 / released in the public domain by the CIA.)

L'attention est d'autant plus importante que le Johnson South Reef n'est pas le seul récif concerné par ces opérations chinoises de remblayage. Depuis septembre 2013, d'après l'*IHS Jane's International Defense Review*, quatre autres ensembles de récifs (Hughes Reef, Cuarteron Reef, Fiery Cross et Gaven Reefs) sont aussi progressivement transformés en îles artificielles par des dragueurs appartenant à des entreprises chinoises. Sur Fiery Cross, des images satellites prises au cours du mois de novembre 2014 ont même révélé l'existence

d'un terre-plein de 3 km de long sur lequel pourrait bien reposer dans un avenir proche un aérodrome. Enfin, sur la base d'entretiens menés avec des professionnels chinois lors du Shiptec China 2014 (un salon consacré à la construction navale, aux équipements marins et l'ingénierie offshore qui se tient annuellement à Dalian), les experts de l'*IHS Jane's International Defense Review* annoncent la construction prochaine par des industriels chinois de quais flottants destinés à faciliter les opérations d'aménagement dans les deux archipels des Paracels et des Spratleys.

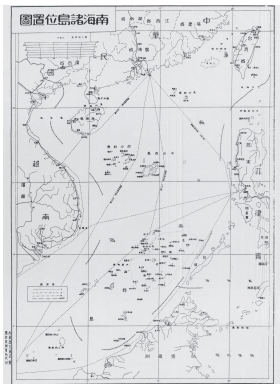
Cette « fabrication d'îles » par la Chine est la concrétisation d'un projet annoncé en 2012 parallèlement à la promulgation de la municipalité de Sansha, nouvelle subdivision administrative de la province de Hainan dont le siège est situé sur l'île Woody, dans l'archipel des Paracels, et dont le territoire couvre l'ensemble des îles contrôlées et revendiquées par la Chine en mer de Chine du Sud. Elle est surtout le signe d'une ferme volonté de la Chine d'accroître une présence physique dans l'archipel des Spratleys qu'elle occupe en partie au côté du Vietnam, des Philippines, de la Malaisie et de Taïwan (voir carte 1). Il s'agit clairement pour Pékin de constituer un réseau de points d'appui qui devrait permettre à terme de contrôler plus efficacement les espaces insulaires et maritimes revendiqués ainsi que de surveiller les principaux couloirs de circulation du trafic maritime international. Ceci est d'autant plus probable que ces aménagements se déroulent sur fond de modernisation de la marine chinoise et de restructuration des agences civiles en charge de l'administration et de la sécurité des espaces maritimes avec notamment l'ambition de constituer une garde côtière plus performante.

De ce fait, les explications données par la porte-parole du ministère des Affaires étrangères chinois, Madame Hua Chunying, selon lesquelles ces aménagements auraient pour seul objectif « d'améliorer les conditions de vie des personnes stationnées sur ces îles », sauf à considérer que le personnel militaire déjà en place est inclus, ne tiennent pas vraiment dans la mesure où la plupart des récifs en cours d'aménagement sont à l'origine inhabités. À la fin de l'année 2013, la municipalité de Sansha comptait officiellement 1 443 résidents permanents dont 276 enregistrés à l'état civil local. À cela s'ajoutent près de 2 000 personnes dites « flottantes » qui effectuent régulièrement des va-et-vient entre les îles Paracels, contrôlées entièrement par la Chine, et l'île de Hainan. L'aspect démographique le plus intéressant réside en revanche dans la très forte augmentation des résidents permanents qui n'étaient que 440 en 2010. On peut donc légitimement se demander si les aménagements en cours n'ont pas aussi vocation à accroître la population résidente. La présence d'aménagement et d'une population civile permanente pourrait en effet permettre à la Chine de délimiter des zones économiques exclusives autour des îles, îlots et autres récifs que le droit international de la mer n'autorise pas en l'absence d'activités économiques pérennes. Cela pourrait participer aussi à renforcer son argumentation dans le cas où celle-ci finirait à plus long terme par jouer la carte juridique, une idée qui n'est pas à négliger et qui justifierait la création ces

dernières années en Chine de nombreux centres de recherche spécialisés dans le droit de la mer et dans les questions maritimes.

À l'échelle régionale, ces opérations de remblayage chinoises posent bien sûr des enjeux de sécurité. En sus d'aller à l'encontre de la « Déclaration de bonne conduite » signée par la Chine et les États de l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN) en 2002, elles se déroulent dans un archipel, celui des Spratleys, que les États revendicateurs, à l'exception de Brunei, se sont partagés entre les décennies 1970 et 1990 par le biais d'annexions unilatérales mettant à chaque fois chacun des autres acteurs devant le fait accompli. De cette « course à l'occupation », qui a parfois donné lieu à des accrochages militaires – comme ce fut le cas en 1988 entre la Chine et le Vietnam à propos justement du Johnson South Reef –, a résulté une géographie complexe, visible sur la carte 2, qui non seulement rend tout processus de résolution difficile mais constitue surtout un terrain propice aux provocations. Certes, il convient de souligner que la Chine n'est pas le seul État à avoir réalisé ou à être en train de réaliser des aménagements. C'est même encore aujourd'hui le seul pays à ne pas avoir de piste d'atterrissage ou d'aérodrome dans l'archipel des Spratleys. Le Vietnam a au cours de cette dernière décennie construit un port sur Southwest Cay, un récif qu'il contrôle depuis 1975. Les Philippines envisageraient de leur côté une réhabilitation de l'aérodrome et du port de l'île Pagasa. La Malaisie a construit une piste d'atterrissage sur Swallow Reef après y avoir effectué des opérations de remblayage. Enfin, Taïwan, qui contrôle depuis 1956 Itu Aba, la principale île des Spratleys, y a construit une piste d'atterrissage et est en train d'y moderniser les infrastructures navales. Taipei s'est également lancé dans un vaste projet visant à tisser une couverture d'images satellites de la mer de Chine du Sud afin notamment de surveiller les aménagements opérés par les pays voisins sur les îles qu'ils occupent. Si la Chine n'est donc pas le seul pays en cause, c'est surtout la rapidité et les moyens qu'elle délivre pour la mise en place de ces infrastructures qui attirent l'attention. Elle est sans doute par ce biais en train d'asseoir son avantage en mer de Chine du Sud en matière de présence et de capacités militaires sur les autres États directement concernés par le litige, s'affichant de plus en plus comme le principal interlocuteur des États-Unis en matière de sécurité maritime. Reste à savoir si les deux puissances iront jusqu'à mettre en place un « duo » en lieu et place du « duel » illustré par les nombreuses tensions qui ont opposé ces dernières années les deux pays autour des opérations de surveillance américaines en mer de Chine du Sud. Le récent « memorandum of understanding » (MoU) sur la sécurité aérienne et maritime signé le 12 novembre 2014 lors du sommet de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (acronyme en anglais : APEC) à Pékin constitue sans doute une première étape sans pour autant présager la fin des tensions dans ce domaine.

Avec la prise en considération du temps long, ces opérations de remblayage et constructions d'infrastructures à venir sont aussi un moyen pour la Chine de renforcer par le biais de la matérialisation ses revendications territoriales et ainsi de concrétiser un projet géopolitique ancien que le pouvoir communiste a hérité de la Chine républicaine et qu'il nous semble important de rappeler.

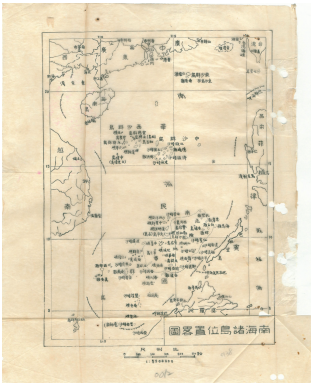


Carte 3 : *Nanhai zhudao weizhi tu* (Carte de localisation des îles de mer de Chine du Sud). (© 1947 / Gouvernement de la République de Chine, domaine public.) // Map 3: *Nanhai zhudao weizhi tu* (Location map of the South China Sea's islands). (© 1947 / Government of the Republic of China, public domain.)

L'intérêt de la Chine pour les îles de la mer de Chine du Sud émerge à la toute fin du XIXe siècle, d'abord en réaction à l'incursion occidentale, plus tard pour des raisons économiques et stratégiques. C'est ainsi que des patrouilles sont menées à partir du Guangdong dans les archipels des Pratas et des Paracels avec pour principal objectif d'y contrer les ambitions japonaises (1895) et françaises (1899). À partir de 1909, ces deux espaces insulaires sont administrativement intégrés à la province du Guangdong, dont le gouvernement devient alors un acteur majeur dans la défense des droits territoriaux autoproclamés et dans la mise en place d'une planification économique, alors fortement souhaitée par des entrepreneurs locaux. Ce rôle du Guangdong est d'autant plus important que les années 1910 et 1920 sont marquées par l'absence d'un pouvoir central continu en Chine et de nombreuses luttes de pouvoir internes qui semblent empêcher alors la mise en place d'une politique maritime cohérente et concrète.

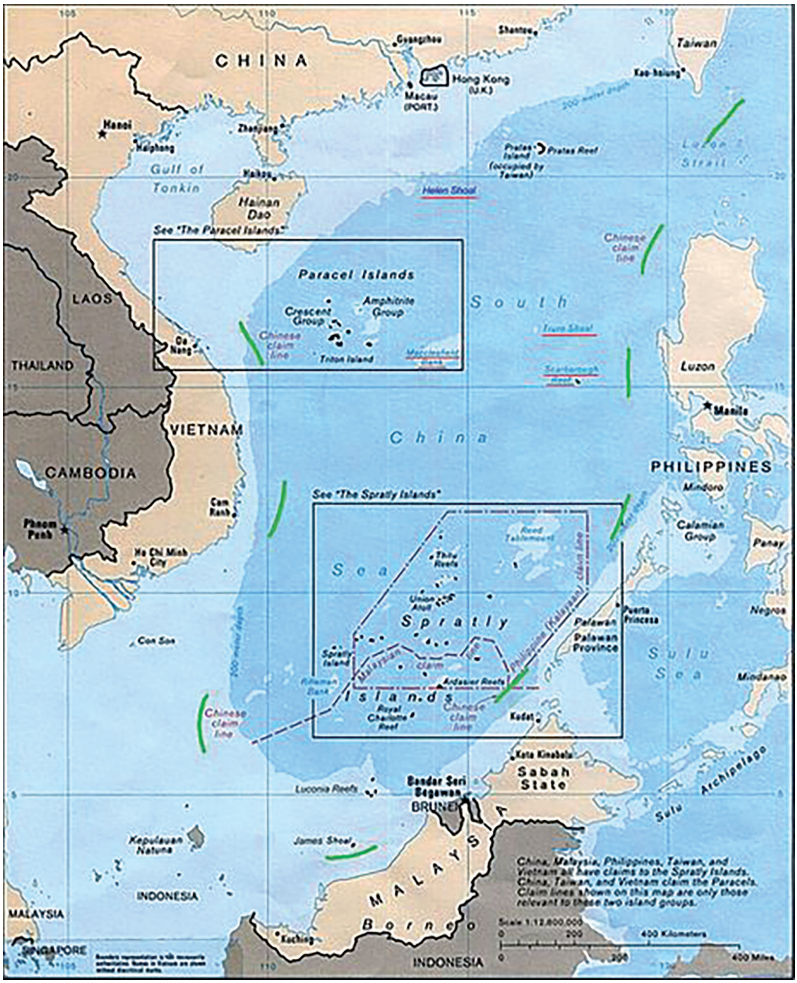
Le tournant majeur intervient ensuite avec la décennie de Nankin (1927-1937), période au cours de laquelle le désir de la République de Chine de se constituer en puissance maritime s'affirme véritablement. Bien qu'elles n'aient alors aucun moyen militaire et économique pour défendre et exploiter les archipels de la mer de Chine du Sud, qui sont alors entre les mains des puissances françaises et japonaises, les autorités républicaines ne cessent néanmoins de défier diplomatiquement ces dernières. Surtout, elles publient au niveau national et provincial de nombreux édits et ordonnances ainsi que de nombreux rapports géographiques et cartes (notamment par le biais de l'Université Sun Yat-sen à Canton) qui continuent de peser aujourd'hui dans l'argumentation officielle justifiant l'appartenance historique des îles de la mer de Chine du Sud à la Chine. C'est également durant cette période que semble se construire progressivement une frontière maritime en mer de Chine du Sud dont l'aboutissement réside dans la publication en 1947 d'une carte de localisation des îles où figure la célèbre « ligne aux onze traits » (*chuantong haijiang xian*, soit littéralement « ligne frontalière maritime traditionnelle ») que l'on retrouve aujourd'hui de manière systématique, bien qu'avec deux traits en

moins, sur toutes les cartes officielles de la République populaire de Chine (voir cartes 3 et 4, et carte 5 à la fin de l'article).



Carte 4 : *Minguo 36 nian nanhai zhudao weizhi tu* (Carte de localisation des îles de mer de Chine du Sud, 36e année de la République de Chine). (© 1947 / *Zhonghua minguo dang'an guanliju* [Administration des archives de la République de Chine, Taïwan], domaine public.) Parfois aussi appelée *1947 nan Zhongguo hai tu* (Carte de la mer de Chine du Sud de 1947), la carte 3 fait figure de carte officielle de la République de Chine. Outre l'appellation chinoise des îles de mer de Chine du Sud, il y figure une ligne en onze traits, considérée aujourd'hui comme une marque de la souveraineté chinoise (en Chine continentale comme à Taïwan) sur les îles et l'espace maritime. Cette carte a été dessinée en 1947 par le Secrétariat de la province du Guangdong à la suite d'enquêtes géographiques menées dans les îles. La carte 4, issue des archives de la République de Chine à Taïwan, en est une esquisse. // Map 4: *Minguo 36 nian nanhai zhudao weizhi tu* (Location map of the South China Sea's islands, thirty-sixth year of the Republic of China). (© 1947 / *Zhonghua minguo dang'an guanliju* [Administration of the Republic of China's Archives, Taiwan], public domain). Sometimes also called *1947 nan Zhongguo hai tu* (Map of the South China Sea from 1947), the map 3 is the official map of the Republic of China. In addition to the Chinese name of the South China Sea Islands, there is on this map "the U-shape line" considered today as a mark of Chinese sovereignty (both in mainland China and in Taiwan) on the islands and maritime space of the South China Sea. The Guangdong Province Secretariat following geographical surveys in the South China Sea Islands drew this map in 1947. The map 4, from the archives of the Republic of China in Taiwan, is a sketch of it.

Après 1949, alors même que la République de Chine en exil sur l'île de Taïwan s'empare en 1956 de l'île d'Itu Aba dans l'archipel des Spratleys, la République populaire annexe de son côté en deux temps (1958 et 1974) les îles Paracels, avant de se lancer en 1987, avec néanmoins quelques années de retard par rapport à ses voisins vietnamiens et philippins, dans la course à l'occupation des Spratleys. Ainsi, la République populaire n'a pas seulement hérité des revendications autoproclamées de la République, mais s'est bel et bien lancée dans un premier temps dans la concrétisation d'annexions territoriales avant de reprendre à son compte la construction d'une puissance maritime chinoise. Les divers coups de force et opérations d'aménagement énoncés ci-dessus prennent pieds dans un cadre législatif national caractérisé par la « Déclaration sur la mer territoriale » de septembre 1958 puis la « Loi sur la mer territoriale et la zone contiguë » de février 1992 au sein desquelles l'appartenance des différentes îles de la mer de Chine du Sud à la Chine est tour à tour rappelée. Parallèlement, après l'admission de la République populaire à l'ONU, les autorités communistes prennent part aux négociations du droit de la mer dont elles signent la Convention en 1982 avant de la ratifier en 1996, et ce bien que le contenu des textes législatifs nationaux ne soit pas toujours en pleine conformité avec ce droit international.



Carte 5 : La ligne aux neuf traits. Bien que cette carte ait été dessinée par la CIA, on y trouve, en vert, la ligne aux neuf traits, désormais représentée sur toutes les cartes officielles de la République populaire de Chine. Elle est l'héritière de la ligne aux onze traits (cartes 3) tracée en 1947 par le gouvernement de la République de Chine. Deux traits, initialement situés dans le golfe du Tonkin, ont été supprimés à la suite d'un accord passé entre la Chine communiste et le Vietnam socialiste au cours des années 1950. (© 1988 / versée dans le domaine public par la CIA.) // Map 5: The nine-stroke line While the CIA has designed this map, there is, in green, the "U-shape line", now represented on all official maps of the People's Republic of China. It is the heir of the "U-shape line" drawn in 1947 by the Government of the Republic of Chin. Two segments, initially located in the Gulf of Tonkin, were removed following an agreement between Communist China and the Socialist Vietnam in the 1950s. (© 1988 / released in the public domain by the CIA.)

THE CHINESE RECLAMATION WORKS IN THE SPRATLY ISLANDS

Sébastien Colin
Senior lecturer at Inalco
December 2014

On 9 September 2014, the BBC News Magazine published on its website a multimedia report written by Rupert Wingfield-Hayes, the BBC correspondent in Tokyo, entitled "China's Island Factory". Illustrated with numerous photographs and videos, the text recounts the reclamation works made by China on the Johnson South Reef, one of hundreds islands and reefs that has the very disputed Spratly archipelago (see map 1). These works, which had already been proven *via* satellite images by the Philippine Department of Foreign Affairs in May 2014, consist initially to gain land area where we only find at natural state submerged (or just above the water) rocks or coral reefs. The following steps are to build infrastructure, some of which will be for military purposes, which is raising questions and concerns in other countries bordering the South China Sea and beyond, of course, to Washington.

Attention is particularly important that the Johnson South Reef is not the only reef affected by these Chinese reclamation works. Since September 2013, according to IHS Jane's International Defence Review, four sets of reefs (Hughes Reef, Cuarteron Reef, Fiery Cross and Gaven Reefs) are also gradually transformed into artificial islands by dredgers belonging to Chinese companies. On Fiery Cross, satellite images taken during the month of November 2014 even revealed a reclaimed land of 3 km long over which an airfield could be built in the near future. Finally, based on interviews with Chinese professionals during Shiptec China 2014 (a fair for shipbuilding, marine equipment and offshore engineering which is held annually in Dalian), experts from IHS Jane's International Defence Review announced the upcoming construction of floating docks by Chinese industrials in order to facilitate development operations in both archipelagos of Paracels and Spratly.

This Chinese "island factory" is the realization of a project announced in 2012 together with the enactment of the Municipality of Sansha, a new administrative subdivision of Hainan Province which has its headquarters on Woody Island in the Paracels and whose territory covers all islands controlled and claimed by China in the South China Sea. It is mostly a sign of firm willpower from China to increase its physical presence in the Spratly Islands that it occupies in part to the side of Vietnam, the Philippines, Malaysia and Taiwan (see map 2). This is clearly for Beijing to establish a network of support points, which should allow it to control more effectively, claimed insular and maritime areas as well as to keep watch over the main corridors of international maritime traffic. This is even more likely that these developments are taking place in a backdrop of modernization of the Chinese navy and restructuring of

civilian agencies responsible for the administration and security of maritime areas including the ambition to build a more effective Coast Guard.

Therefore, the explanations given by the spokesperson of the Chinese Ministry of Foreign Affairs, Ms. Hua Chunying, that the objective of these developments would be only "to improve the living conditions of people stationed on the islands", except to consider that military personnel already in place is included, do not really square with what happened in reality because most of being developed reefs are originally uninhabited. At the end of 2013, the municipality of Sansha officially had 1,443 permanent residents, including 276 registered at the local civil registry office. Added to this are nearly 2,000 people called "floating" regularly engaged in comings and goings between the Paracel Islands, controlled entirely by China, and Hainan Island. The most interesting demographic aspect is in contrast to the sharp increase of permanent residents who were only 440 in 2010. It is therefore legitimate to ask whether the current reclamation works and developments are not also intended to increase the resident population. The presence of developments and a permanent civilian population could indeed allow China to delimit the exclusive economic zones around the islands, islets and reefs that the Law of the Sea does not allow in the absence of sustainable economic activities. This could also participate to strengthen its argumentation in case it in the longer term would finally play the card of international Law of the Sea, an idea that is not overlooked and that would justify the creation in recent years in China of many research centres specializing in the international Law of the Sea and maritime issues.

At the regional scale, these Chinese reclamation works cause of course security stakes. In addition to going against the "Declaration on the Conduct of Parties in the South China Sea" signed by China and the ASEAN States in 2002, they take place in an archipelago, the Spratly, that all claimants States except Brunei, were shared between the 1970s and 1990s through unilateral annexations putting every time each of the other players before the fact. This "race to the occupation", which sometimes led to military clashes – as was the case in 1988 between China and Vietnam about precisely the Johnson South Reef – created a complex geography, which not only makes a resolution process difficult but mostly is a favourable ground for provocations. Certainly, it should be noted that China is not the only State to have achieved or be in the process of making developments. It is even today the only country to have no airstrip or airfield in the Spratly. Vietnam has over the last decade built a port on Southwest Cay, a reef it controls since 1975. The Philippines would consider for their part a rehabilitation of the airport and the port of Pagasa Island. Malaysia has built an airstrip on Swallow Reef after completing reclamation works. Finally, Taiwan, which since 1956 controls Itu Aba, the main island in the Spratly, has built there an airstrip, and is currently modernizing naval infrastructures. Taipei has also launched a vast project, which aims to take a series of satellite pictures covering the whole South China Sea in particular in order to monitor the developments made by the neighbouring countries on the islands. If China is not the

only country involved, it is mainly the speed and means that it delivers for the establishment of these infrastructures that attract attention. China is probably in this way in the process of establishing one's authority in the South China Sea in the matter of presence and military capabilities over other States directly involved in the dispute, appearing more and more as the main interlocutor for United States on maritime security. The question is whether the two powers will even set up a "duo" instead of "duel" illustrated by the many tensions that erupted in recent years between the two countries around the US surveillance operations in the South China Sea. The recent MOU on air and maritime security signed 12 November 2014 at the APEC summit in Beijing is probably a first step without predicting the end of the tensions in this area.

With the consideration of the long time these reclamation works and future infrastructure constructions are also a way for China to strengthen through the materialization its territorial claims and so fulfil an ancient geopolitical project that the communist power inherited from the Republican China and that it seems important to us to remind.

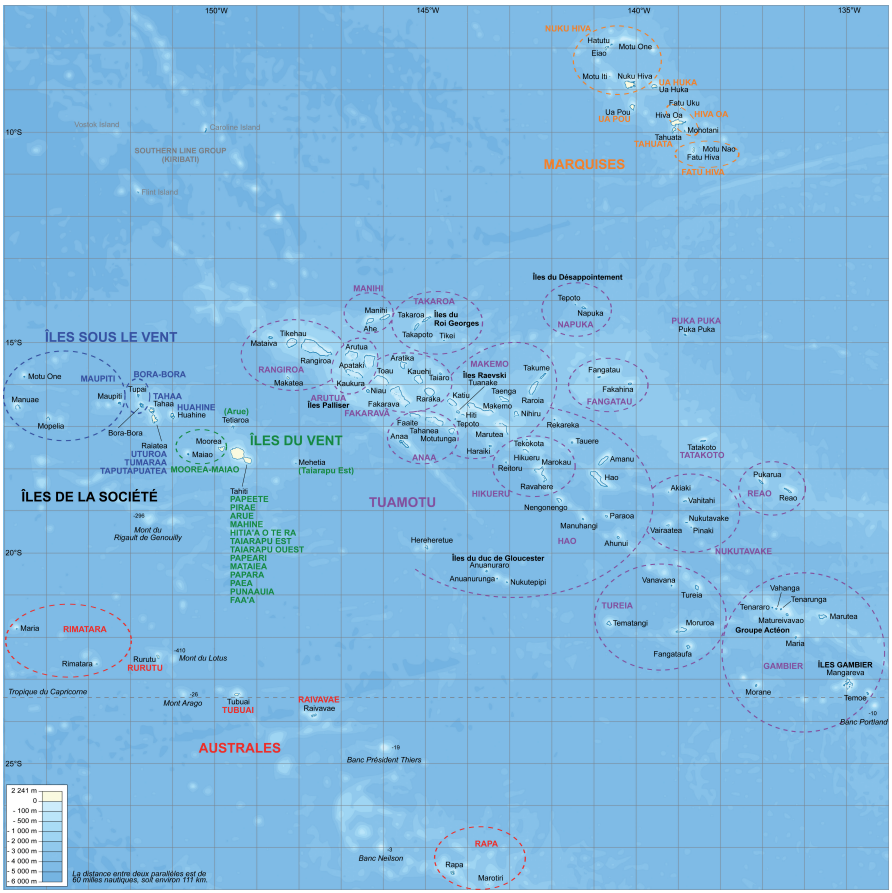
China's interest in the islands of the South China Sea emerges at the end of the nineteenth century, first in response to Western incursion and later for economic and strategic reasons. Thus patrols are conducted from Guangdong in the archipelagos of Paracel and Pratas with the main objective to counter ambitions of the Japanese (1895) and French (1899). From 1909, these two archipelagos are administratively integrated to the Guangdong Province, of which the government becomes a major player in the defence of the self-proclaimed territorial rights and in the establishment of economic planning, so highly desired by local entrepreneurs. This role of Guangdong is all the more important than the 1910s and 1920s were marked by the absence of a continuous central power in China and many power struggles that seem at that time to prevent the establishment of a coherent and concrete maritime policy.

The next major turning point occurred with the Nanjing decade (1927-1937), a period during which the desire of the Republic of China to build maritime power is really asserted. Although they did not have sufficient military and economic means to defend and exploit the archipelagos of the South China Sea, which are then in the hands of France and Japan, the Republican authorities nevertheless continue to challenge diplomatically these two colonial powers. Above all, they publish at national and provincial levels many edicts and ordinances and numerous geographical maps and reports (in particular by means of the Sun Yat-sen University in Guangzhou), which continue to carry weight today in the official arguments justifying the historical sovereignty of the South China Sea's islands to China. It was also during this period that a maritime boundary in South China Sea was gradually built. The outcome of this process is the publication in 1947 of a location map of the islands, containing the famous "U-shape line" (*chuantong haijiang xian*, or literally "traditional maritime boundary line") that we find today systematically, but with nine segments (instead of eleven initially), on all official maps of the People's Republic of China (see map 3).

After 1949, when the Republic of China in exile on the island of Taiwan seizes in 1956 the island of Itu Aba in the Spratly, the People's Republic seizes for its part in two stages (1958 and 1974) the Paracel islands, before pitching into the race for the occupation of the Spratly in 1987, but few years late in relation to its neighbours Vietnam and the Philippines. Thus, the People's Republic has not only inherited the self-proclaimed claims from the Republic, but was actually launched as a first step into the realization of territorial annexations before take over for one's own benefit the construction of a Chinese sea power. The various annexations and development operations listed above take place in a national legislative framework characterized by the 1958's "Declaration of the Territorial Sea" and the 1992's "Law on the Territorial Sea and the Contiguous Zone" in which both the Chinese sovereignty of the various islands of the South China Sea is respectively mentioned. In the meantime, after the admission of the People's Republic to the United Nations, the communist authorities take part in the negotiations of the Convention of the Law of the Sea that they sign in 1982 before ratifying it in 1996, although the content of the national legislation mentioned above is not always in full compliance with this international law.

LA FIN DU « SYSTÈME FLOSSE » ?

Rudy Bessard
Chercheur associé au CMRP et au GDI
Janvier 2015



Les archipels de Polynésie française, dont la population s'élève à 276 831 habitants (recensement 2013), s'étendent sur une superficie d'environ cinq millions de km², soit la superficie de l'Europe de l'Ouest. (© 2008 / L. Claudel, sous licence Creative Commons.) // The Polynesian archipelagos (276,831 inhabitants) cover around five million km² which approximates Western Europe's surface (© 2008 / L. Claudel, under a Creative Commons license.)

Les condamnations par la justice puis l'échec de la demande de grâce présidentielle ont entraîné la perte des mandats de Gaston Flosse en Polynésie française le 5 septembre 2014. Ces péripéties semblent amorcer la fin du « sys-

tème Flosse », même si, à 83 ans, il n'a pas mis définitivement un terme à sa carrière politique.

Gaston Flosse représente une figure politique dont la réputation a dépassé les frontières de la Collectivité d'Outre-mer de Polynésie française. Entre la diabolisation médiatique de « l'homme politique le plus corrompu de la République » et les louanges chantées par ses thuriféraires sur le thème du « père de la Polynésie moderne », l'emblématique président de la Polynésie française surprend par une longévité politique de plus d'un demi-siècle (1957-2014…). Entrepreneur politique rompu à tous les aléas du jeu politique, il est doté d'importantes ressources politiques personnelles (capacités de travail, humour, éloquence), qui lui ont permis d'accumuler les mandats. Capable de se positionner à l'interface du pouvoir local avec les champs national et international, il passe aisément du rôle de défenseur de la France et bouclier contre l'indépendance à Paris, à celui de pourfendeur de l'État français à Tahiti. Représentant de la France dans le Pacifique Sud dans le gouvernement Chirac de 1986 à 1988, il met la diplomatie républicaine au service de sa puissance personnelle, en esquissant une diplomatie polynésienne sous la casquette du président de « Tahiti Nui » (Le Grand Tahiti). Il développe notamment des relations avec les puissances asiatiques, dont la Corée du Sud (business divers), le Japon (perliculture) et la Chine (achat de navires, projets touristiques et aquacoles).

Gaston Flosse sous le portrait de Pomare V, dernier monarque tahitien, lors de son retour à la présidence polynésienne (2013-2014). (© 2014 / Serge Massau.) // Gaston Flosse under the portrait of Pomare V, last Tahitian monarch, during his comeback as president of French Polynesia (2013-2014). (© 2014 / Serge Massau.)

Bercé par les deux cultures polynésiennes par sa mère et française par son père, Gaston Flosse devient à partir de 1958 le « fils politique » de l'avocat Rudy Bambridge, qui avait hérité de la relation gaulliste tissée par son père avec Jacques Foccart. Gaston Flosse devient au fur et à mesure le représentant de l'oligarchie avec le Tahoeraa Huiraatira (« Rassemblement Populaire »). Il refonde le parti en 1977 sur le modèle du Rassemblement pour le République (RPR). Il fait du parti une machine électorale quadrillant l'ensemble des archipels. Farouchement opposé aux autonomistes qui étaient majoritaires depuis les années 1960, Gaston Flosse devient lui-même autonomiste. Officialisé en mars 1980, ce repositionnement

lui permet la conquête du pouvoir local en 1982. Dès lors, il négocie avec l'État pour obtenir les compétences les plus larges possible, notamment en matière économique, voire dans la quête des attributs symboliques de l'État (drapeau, hymne, ordre de Tahiti Nui, etc.). Cela se concrétise par plusieurs statuts d'autonomie de 1984 à 2004. Ainsi, la loi organique du 27 février 2004 portant statut d'autonomie a mis en lumière l'extension continue des prérogatives du président de la Polynésie française. Mais les dispositions électorales du texte, adopté dans la hâte et sans un degré de concertation adéquate, se sont retournées dans les urnes contre son instigateur. Le leader indépendantiste Oscar Temaru est alors porté à la tête du Fenua (« pays »). Le Taui (changement, alternance) libéra la parole dans l'espace public et entraîna la mise au jour du système à la suite d'une série d'audits, d'enquêtes judiciaires.

Le « système Flosse » renvoie en fait à un type de domination marqué par la mise en œuvre d'un « *leadership* » politique autoritaire, qui s'est traduit par l'avènement d'un pouvoir personnel en régime démocratique. L'avènement du pouvoir personnel du leader tahitien doit beaucoup à la complicité de l'État depuis 1982, ainsi qu'à l'échange politique avec son « frère » Jacques Chirac, qui est le parrain d'un de ses fils, prénommé « Jacques ». À partir de l'élection présidentielle de 1995, la fusion des deux pouvoirs présidentiels (local et national) ouvre la voie à des pratiques autoritaires. Ce *leadership* autoritaire s'est formé dans un espace politique dominé par les relations personnelles et un microcosme notabiliaire propice au « *straddling* » (chevauchement des ressources publiques et privées). Le poids de la dimension personnelle et familiale de la politique polynésienne explique en partie le degré élevé de néo-patrimonialisme du « système Flosse ». En effet, outre l'institution sociale du clientélisme partisan, le népotisme et la corruption multiforme ont parfois fait passer le président de la Polynésie française pour le « Parrain » de Tahiti. Peut-être que le recours à l'approche néopatrimoniale permet de parler plutôt d'un « Big Man » tahitien. Il convertit ses ressources politiques en ressources économiques, et inversement. Il mobilise aussi des ressources symboliques « traditionnelles » évoquant la « politique du ventre » (sexe, « pouvoir sorcier »).

Vue aérienne de l'île de Moorea, qui fait face à Tahiti (archipel de la Société). On aperçoit un logo représentant une fleur de tiare (*gardenia tahitensis*), emblème de la compagnie aérienne Air Tahiti Nui, créée et développée pendant la domination politique de Gaston Flosse. (© 2008 / Rudy Bessard.) // Aerial view of Moorea island, opposite to Tahiti (Society archipelago). The tiare flower (*gardenia tahitensis*) can be seen on the plane's wing. It is the symbol of the Polynesian airlines Tahiti Nui, created and developed during Flosse political domination. (© 2008 / Rudy Bessard.)

Une autre singularité du « système Flosse » renvoie à la mobilisation de ressources coercitives, par la privatisation des moyens de la violence et par une coercition indirecte relevant de la ressource politique de la peur. L'omniprésence du Groupement d'Intervention de la Polynésie française (GIP), sorte de police territoriale, est associée à la surveillance des opposants (et des proches) par le Service d'Études et de Documentation (SED). Les mécanismes de coercition indirecte concernent les violences symboliques qui habitent les imaginaires politiques polynésiens. La « chape de plomb » était par exemple une expression revenant régulièrement dans l'espace public pour désigner l'atmosphère du « système Flosse ». Les affaires retentissantes et non résolues de la disparition en 1997 d'un opposant en la personne du journaliste Jean-Pascal Couraud, puis, en 2002, de rivaux du camp autonomiste (Boris Léontieff et Lucien Kimitete), n'ont pas amélioré l'image du chef dans les imaginaires politiques de la population.

En dehors des leviers de la coercition, le « système Flosse » repose aussi sur la vassalisation des archipels et des communes, et sur le contrôle des espaces de pluralisme, jusque dans les fédérations sportives. Le contrôle de l'information et des médias est mis en évidence par une mainmise sur la presse écrite, par la création d'une agence de presse et d'une chaîne de télévision (Tahiti Nui TV) territoriales, ou en « récupérant » les journalistes récalcitrants ensuite recrutés à la présidence… Bref, le système absorbe l'ensemble des formes de contestation ou de critiques à son égard. De plus, ce tableau d'une domination atypique en régime démocratique s'accompagne d'une confusion entre le parti et le gouvernement. Le chef du parti dirige en même temps l'exécutif local, ce qui apparaît contraire aux pratiques républicaines.

Cette situation autoritaire, inscrite, dans la continuité des pratiques de pouvoir personnel dans la Ve République, a été particulièrement amplifiée par l'enjeu stratégique nucléaire (1965-1996) et par le caractère législatif dérogatoire de la Polynésie française. En outre, le président polynésien reproduit d'une part l'arbitraire du gouverneur, à qui il estime avoir directement succédé. D'autre part, l'univers des pratiques parfois autoritaires des dirigeants gaullistes a également influencé Gaston Flosse, d'ailleurs longtemps protégé par la qualité de ces réseaux. Mais c'est l'excès dans la recherche de l'accumulation des ressources politiques qui a conduit à l'entropie du « système Flosse » en 2004.

Malgré tout, l'alternance en 2004-2005 n'a pas mis fin à l'ère Flosse. La décennie d'instabilité politique, marquée par la succession d'une dizaine de gouvernements entre 2004 et 2013, n'est pas étrangère à sa chute temporaire. Pour autant, la sanction du droit républicain, pendant longtemps l'instrument du notable, n'a pas empêché un sacre électoral incontestable en mai 2013, après un long travail sur le terrain auprès des militants. Ironie de l'histoire, l'élection du président de la Polynésie française marquant le retour de « Papa Flosse » a eu lieu le même jour que le vote de la réinscription de la Polynésie française sur la liste des Nations unies des territoires non autonomes à décoloniser – à la suite du lobbying d'Oscar Temaru auprès de ses voisins du Pacifique insulaire.

De retour à « sa » présidence, Gaston Flosse tente néanmoins de remettre en place le « système », par exemple en reprenant le contrôle des médias par des hommes d'affaires proches du Tahoeraa. Mais il ne dispose plus tout à fait du même échiquier de ressources politiques en matière institutionnelle, coercitive ou financière. Il renoue notamment le fil du développement des relations avec la Chine, en matière de projets touristiques et aquacoles.

Édouard Fritch, successeur de Flosse, crispé par les attaques de l'ancien président qui l'a pourtant adoubé. « Je ne vis pas de la corruption », rétorqua-t-il (*La Dépêche de Tahiti*, 20 décembre 2014), après que Flosse a fait voter le groupe Tahoeraa contre une augmentation du salaire du président Fritch. (© 2014 / Serge Massau.) // Edouard Fritch, Flosse's successor, on edge after the attacks by the former president, even though he was named by him. "I don't live off corruption", he retorted (*La Dépêche de Tahiti*, 20 December 2014), after Flosse had the Tahoeraa group vote against a pay rise for president Fritch. (© 2014 / Serge Massau.)

Finalement, empêtré dans de multiples affaires, dont il s'était magistralement sorti la plupart du temps, une décision de justice a mis un terme à ses mandats, mais pas nécessairement à sa carrière politique. En effet, il a aussitôt été nommé conseiller spécial auprès du président de l'Assemblée de Polynésie française. Puis, il a déclenché une crise interne au Tahoeraa, quand son successeur, Édouard Fritch, président délégué du parti et ancien gendre de Flosse, tâchait de rétablir de bonnes relations avec l'État français. Ainsi, Gaston Flosse demande à l'État – *via* une résolution votée le 27 novembre 2014 par une partie de sa majorité à l'Assemblée de Polynésie contre le souhait du gouvernement Fritch –, le versement à la Polynésie française de 90 milliards de Francs Pacifique (FCFP), soit plus de sept milliards d'euros en réparation du préjudice nucléaire ; et de 12 milliards de FCFP (plus d'un milliard d'euros) par an pour « l'occupation » des atolls de Fangataufa et Moruroa, lieux des expérimentations atomiques. Pourtant, au même moment, le nouveau président Fritch est en train de négocier une dotation de l'État pour le financement de la protection sociale. En fait, il semble que Gaston Flosse prépare déjà les prochaines élections, s'il est éligible. « La drogue du pouvoir » n'a pas dissipé ses effets. Et le « système Flosse », s'il n'a plus la splendeur de l'époque chiraquienne, ne s'est donc pas complètement évaporé avec la perte de ses mandats, tant le « Vieux lion » conserve une capacité de nuisance politique encore importante.

Le détour par le cas particulier du « système Flosse » pose non seulement la question de la dénaturation de la démocratie dans la Ve République, mais il met aussi en lumière les rapports ambivalents entre l'État et ses Outre-mer. L'essoufflement du « système Flosse », qui a durablement marqué la politique polynésienne, ouvre-t-il de nouvelles perspectives pour la Polynésie française, ainsi que pour la politique de la France dans les territoires du Pacifique Sud ? Or,

cette politique de la France a été caractérisée jusqu'à présent par une absence d'initiatives politiques, confirmant une sorte d'« impensé » des Outre-mer, et ce, quel que soit le renouvellement des enjeux politiques, désormais irrigués par les flux des transformations géopolitiques, environnementales et technologiques.

Vue aérienne d'une partie de l'atoll de Rangiroa dans l'archipel des Tuamotu, menacé par le réchauffement climatique. (© 1994 / Urs Neumeier.)
// Aerial view of a part of Rangiroa atoll (Tuamotu's archipelago). This island could be threatened by global warming.
(© 1994 / Urs Neumeier.)

THE END OF THE "FLOSSE SYSTEM"?

Rudy Bessard
Research associate at CMRP and GDI
January 2015

After losing his mandates on 5 September in 2014, it seems that the personal rule of Gaston Flosse in the Overseas Collectivity of French Polynesia is apparently declining.

Gaston Flosse represents a main political figure whose reputation has travelled over the Polynesian borders. Sometimes diabolized in the Media as the "most corrupted politician of the French Republic", or presented as "the father of modern French Polynesia" for his sycophants, his political career of more than fifty years (1957-2014…) is explained by the mobilization of many political skills – for example, his personal resources (workaholic, sense of humor, eloquence). So the political entrepreneur could accumulate the mandates and the power positions. Able to be the interface between the local government and the national and international fields, he presents himself as a shield for France against the independentist party in Paris, while he vehemently criticized the French State in Tahiti.

As a South Pacific minister in Chirac's government (1986-1988), he used the republican diplomacy for his own political enterprise; he also built a Polynesian diplomacy under the name of "President of Tahiti Nui" ("The Great Tahiti"). He developed international relations with most important Asiatic countries, such as South Korea (several businesses), Japan (pearl culture, tourism) and China (boats purchase, touristic and fish farming projects).

Gaston Flosse was educated with both Polynesian and French cultures. He became the "political son" of the lawyer Rudy Bambridge from 1958, who was connected to the Gaullists networks, especially with Jacques Foccart, General de Gaulle right-and man. Thus, he developed a political position representing the Tahitian oligarchy. In 197, he reorganized the party called the Tahoeraa Huiraatira ("Rassemblement Populaire"), which represented the Tahitian segment of the RPR ("Rassemblement pour le République", led by Jacques Chirac). The political party represents an electoral machine that locks down all archipelagos.

Although Gaston Flosse was fiercely opposed to the Autonomist movement since the 1960s, he declared himself officially as an Autonomist in March 1980. This conversion allows him the conquest of local power in 1982. Then, he negotiated with the State to get more and more competences (in particular in economic matters), and, at least, symbolic attributes of the State (flag, hymn…). Several Autonomy statutes between 1984 and 2004 confirmed the extension of the French Polynesia president powers, especially with the organic law of 27 February 2004. The electoral legal dispositions of the statute – adopted hastily and without a sufficient dialogue degree – turned against his

instigator in the local elections of May 2004. The coalition led by the independentist leader Oscar Temaru sent back Gaston Flosse in the opposition. The political transition also named as "Taui" (change) put into light the "Flosse system", after a succession of audits, inquests and the liberation of free speech in the public space.

The "Flosse system" means a distinctive type of political domination illustrated by an authoritarian leadership that came to a personal rule in a democratic regime. The advent of such a personal rule is closely linked to the State complicity and to the links to his "brother" Jacques Chirac, who is the godfather of a Flosses' son named "Jacques". When Chirac is elected at the French presidential election in 1995, the fusion of both local and national political powers increases the authoritarian way of governing in Tahiti, where the leader is protected by the French presidency. This authoritarian leadership came out in a political space characterized by the weight of personal and familial relations, and a notability microcosm, which are encouraging a public and private resources straddling. This social configuration may partly explain the high level of neopatrimonialism in the "Flosse system": clientelism lived as a social institution; nepotism, and a multiform corruption. So the French Polynesia president was sometimes referred as the "Godfather" in Tahiti. By the way, the neopatrimonial approach calls for a Tahitian "Big Man" conception. He converts his political resources into economic resources, and inversely. He also mobilizes symbolic and "traditional" political resources closed to the "politics of the belly".

Another singularity of the "Flosse system" refers to the mobilization of coercive resources. The privatization of the violence means mixes with indirect coercion based on the political resource of fear. The French Polynesia Intervention Group, sort of territorial police controlled by the presidency, was associated to the Documentation and Studies Service, whose mission consisted in spying opponents (and the president's relations too). The indirect coercion mechanisms dealt with a symbolic violence detectable in the Polynesian political imaginaries. For instance, the "led weight" was a common expression to describe the sociopolitical climate during the "Flosse system" in Tahiti. The resounding disappearance and unsolved cases of the journalist Jean-Pascal Couraud in 1997, and of two political rivals (the Autonomists Boris Léontieff and Lucien Kimitete) in 2002, increased mostly the fear of the chief's powerfulness.

Outside the coercion resources, the "system Flosse" is also based on the control of the municipalities (42 on 48 in 2004) and of the pluralist space, down to the smallest sports federation. The locking of the Media is defined by a muzzled written press, the creation of his own press agency and television channel (Tahiti Nui TV). Even the stubborn journalists are sometimes taken on by the presidency. As a matter of fact, the system absorbs all forms of contestation and critics. Moreover, the scene of an atypical domination in a democratic regime is completed by the straddling between the party and the local government. The boss of the party is also the chief of the government, on the contrary to the democratic standards.

However, this authoritarian situation, in the continuity of the personal rule practices in the Fifth French Republic, has particularly been possible by the strategic nuclear stake (1965-1996) and by the derogatory law applying in French Polynesia. Besides, the Polynesian president reproduces a governor's attitude, as well as he was influenced by the Gaullists authorities in the way of making politics. But the leader excesses in his quest of political resources accumulation led to the system entropy.

Yet, the 2004-2005 transition did not achieve the Flosse era. A decade of political instability and repetitive political plots – more than ten governments between 2004 and 2013 – had some link with his temporary fall. After a long political work on the ground, even the law sanction could not prevent him from being largely reelected in May 2013. Ironically, the vote that put "Papa Flosse" back to the presidency happened the same day than the United Nations Assembly vote for the re-registration of French Polynesia on the UN list of Non-Self-Governing Territories. This UN vote was the result of the lobbying work of Oscar Temaru towards the insular South Pacific States. Back to "his" presidency, Gaston Flosse tries to re-establish the former system; for instance, by taking back the Media control through close businessmen to his party. But he does not have any more at his disposal the same resources matrix, especially in the institutional, coercive and financial fields. He restarted the developing relations with China that are concretized by projects in aquaculture and tourism.

Confronted to many trials, a court decision denies him his mandates, and he had to leave the presidency in September 2014. But that does not mean that his political career is over at 83 years old. Indeed, he has immediately been recruited as special advisor of the French Polynesia Assembly president. Then he was launching an internal crisis in his own party when his successor, Edouard Fritch, former son-in-law and Tahoeraa delegate-president, is working on the relations enhancement with the French State. So Gaston Flosse – through a Assembly resolution voted 27 September 2014 by a part of his majority against the will of the Fritch government –, asked the State more than seven billions of Euros as a compensation for the nuclear testing prejudice, and another billion for the occupation of the Fangataufa and Moruroa atolls, where the atomic experimentations occurred. Even if at the same time new president Edouard Fritch is negotiating a financial help from the State to finance the social security. Gaston Flosse is probably preparing the next elections, considering that he would be eligible. The power addiction remains. And the "Flosse system", whether it is not as splendid as it was during the Chirac's presidency, is not directly linked to the loss of his mandates. The "Old Lion" still holds a political nuisance capacity.

The detour by the special case of the "Flosse system" not only raises the question of the denaturation of democracy in the Fifth Republic, as it also puts into light the ambiguities in the State-Overseas relations. Is the breathlessness of the "Flosse system", which durably marked the Polynesian politics, allowing new perspectives for French Polynesia, and also for the French

policy in the South Pacific territories? The French policy has yet been characterized by the absence of major political initiatives that illustrates the oblivion of the overseas spaces. Nevertheless, the renewed political stakes are irrigated by the flux of geopolitical, technological and environmental transformations.

ASIE DU NORD-EST : LES GRANDES MANŒUVRES

Patrick Maurus
Professeur de langue et littérature coréennes à l'Inalco
Février 2015

Yanji, capitale du district autonome coréen, quartiers de l'est. (© 2013 / P. Maurus.) // Yanji, capital city of the Korean autonomous district, east quarters (© 2013 / P. Maurus.)

L'abus de superlatifs dans les médias empêche souvent de réfléchir, et, de façon plus dommageable encore, de hiérarchiser réellement des faits autrement difficiles à interpréter. La péninsule coréenne appelle pourtant ces superlatifs depuis plus de soixante-dix ans, d'où la nécessité de les éviter plus encore, d'autant que les effets d'annonce et les déceptions ont presque toujours été à la mesure les uns des autres. Quoi de plus démonétisé que l'adjectif « historique » dans un article de presse ? Et pourtant, comment parler de l'accord signé par la Russie et la République populaire démocratique de Corée (RPDC), tant il donne le sentiment d'être, enfin, de première importance ?

En mai 2014, la Douma russe a voté, après dix ans de négociations, l'annulation de 90 % des quelque 10,94 milliards de dollars de dette de la RPDC, contractée essentiellement envers l'URSS. Somme coquette, surtout pour la région, à évaluer au regard de l'ensemble des échanges entre les deux pays : 110 millions en 2011. 40 fois moins qu'en 1988 ! La dette est donc proportionnellement colossale, aujourd'hui, mais pas insupportable pour une économie en état de fonctionnement.

Pour agréable que soit sans doute la nouvelle pour les finances nord-coréennes, c'est son sens politique qui importe. Les 10 % qui restent à rembourser seront étalés sur 20 ans et serviront à financer divers projets bilatéraux : les deux qui émergent pourraient absolument tout changer à la situation géopolitique de cette région de l'Asie du Nord-Est. Ici commencent les superlatifs.

Yanji, capitale du district autonome coréen, nouvelles constructions. (© 2013 / P. Maurus.) // Yanji, capital of the Korean autonomous district, new constructions. (© 2013 / P. Maurus.)

PREMIER PROJET : LE TRAIN TRANSSIBÉRIEN

Ce projet est le plus simple : la prolongation du transsibérien à travers toute la péninsule coréenne. La plupart des lignes existantes datent de l'époque coloniale (même au Sud, il a fallu attendre le TGV-KTX, mis en service en 2004, pour trouver une ligne nouvelle), autrement dit elles sont trop vieilles et destinées au départ à l'exploitation du sous-sol et des greniers à riz au seul profit du colon japonais. Ressouder la péninsule entière au continent, c'est faire en sorte que la Corée du Sud cesse d'être une île *de facto* et donc, nécessairement, rouvrir la RPDC. Gommer ou ouvrir des frontières étanches depuis 61 ans.

Si c'est si simple, pourquoi attendre, demanderont les gens normaux. Parce que c'est simple, précisément, Docteur Watson. Parce que les contremaîtres sont trop nombreux et semblent n'être là que pour saboter les travaux. Traduction : les grands amis, RPC (République populaire de Chine), États-Unis, Japon ont chacun leur agenda et leurs intérêts.

Si l'ouverture d'une ligne de train digne de ce nom entre la Sibérie/Mandchourie et la Corée du Nord puis celle du Sud (et plus loin le Japon) est si évidemment intéressante et porteuse de paix, où se trouve donc le problème ? Procédons par élimination. Les Russes ont accepté le projet. Les Chinois ont accepté le projet. Les Sud-Coréens ont accepté le projet. Restent donc les États-Unis et, éventuellement les Japonais.

Mais rien n'est simple dans la région : chaque phénomène doit être aussi évalué en fonction de chacun de ses acteurs potentiels et des multiples combinaisons bilatérales. Ainsi ce train concerne-t-il la péninsule de Vladivostok, ville sur laquelle les Chinois ont exprimé un intérêt croissant ces dernières années.

Ji'an, ancienne capitale coréenne aujourd'hui en Chine. (© 2011 / P. Maurus.) // Ji'an, former Korean capital city, now in China. (© 2011 / P. Maurus.)

SECOND PROJET : LE GAZ

Un dossier très lourd. Dont les conséquences pourraient être vertigineuses. Il suffit d'imaginer qu'un gazoduc connecte la Sibérie et la Corée du Sud *via* la RPDC. Mille objections viennent à l'esprit dès qu'on évoque cette possibilité, rarement mille avantages. Et pourtant !

De quoi s'agit-il un peu plus précisément ? De mille kilomètres environ de gazoduc, destinés à faire transiter 10 milliards de mètres cubes. Je vois ce que contient un briquet, 10 milliards, je vois moins bien, mais ça à l'air de faire beaucoup. D'autant que la question ne semble pas la quantité mais le principe lui-même.

Mais ce n'est pas parce que c'est sur le principe que le bât blesse que le projet est infaisable. En juillet 2014, des représentants des sociétés Posco (acier), Hyundai (transports) et Korail (train), toutes *chaebol* du Sud, ont visité la zone économique spéciale de Rason (Rajin-Sonbong), qui se trouve au nord-est de la RPDC, établie pour attirer les entreprises chinoises et russes. Après une bonne dizaine d'années de retard à l'allumage, les deux grands voisins ont décidé d'y investir. Quant aux Sud-Coréens, ils ont exprimé leur soutien au projet de faire passer par là le charbon russe vers chez eux. C'est-à-dire en sachant pertinemment que les bénéfices nord-coréens, ne serait-ce que sous forme de péage, seraient énormes. Et c'est bien parce que les Russes ont exprimé leur intérêt définitif que les patrons sud-coréens ont pris le train en marche, excédés de se voir laissés à l'écart des nombreux accords signés par les Nord-Coréens.

L'estuaire du fleuve Yalu, qui marque la frontière entre la RPC et la RPDC, commence à hauteur de la ville de Dandong, rive droite, et de la ville de Shinuiju (rive gauche – on peut l'apercevoir au fond de la première photo). Depuis une quinzaine d'années, la Chine développe un immense port drainant les productions de toute la Mandchourie. Mais les problèmes économiques de la RPDC ont empêché celle-ci d'entretenir son côté du fleuve, fortement envasé. D'où la proposition chinoise de s'en charger, tout en invertissant lourdement dans la zone économique spéciale de Wiwha et Hwanggumphyong. Tout est relatif et ce n'est pas encore Manhattan, mais les clichés montrent le début de développement de la ville de Shinuiju qui profite par ricochet des retombées de la ZES. Deux ans plus tôt, au même endroit, il n'y avait rien. (© 2011 / P. Maurus.) // The estuary of the Yalu River, which is part of the border between PRC China and DPRK, starts at the Chinese city of Dandong (on the right bank) and the North-Korean city of Shinuiju (on the left bank, it can been seen in the background of the first picture). Since about fifteen years, China is developing a huge port, draining the productions from all of Manchuria. But due to its economic difficulties, DPRK has been unable to properly manage its side of the river. Hence the Chinese proposition to take care of it while, at the same time, strongly investing in the special economic zone of Wiwha and Hwanggumphyong. Everything is relative and it's not Manhattan yet, but the above pictures show the beginnings of the development of the city of Shinuiju, which is indirectly impacted by the SEZ economic benefits. Two years before these pictures were taken, there was nothing here. (© 2011 / P. Maurus.)

L'intérêt des Russes ? Avant même l'effacement de la dette, ils avaient financé les 54 kilomètres de train entre Rason et Khasan (il y a une frontière commune entre les deux pays), permettant d'atteindre un terminal pour le charbon russe à Rason, infrastructure qui viendra s'ajouter aux trois ports déjà construits (depuis la fondation en 1991). Les Sud-Coréens se sont proposé d'administrer la moitié du chantier. Certainement pas le genre de cadeau que l'on fait à un État « imprévisible » ou « insolvable ». Les auteurs d'articles répétitifs sur la RPDC se rendent-ils compte (mais s'y intéressent-ils ?) que chacune de leurs affirmations est une insulte à l'intelligence des Russes et des Chinois, qui, de toute évidence ne connaissent pas le sujet et ne savent pas ce qu'ils font ?

Entre les petits symboles, comme l'inauguration de l'église orthodoxe de Jongbaek en août 2011, et les décisions lourdes de conséquence à terme, comme la possibilité d'opérer des transactions en roubles, les négociations avancent, sans être trop touchées par les mouvements de menton des Américains surarmant l'île de Cheju contre la volonté de ses habitants. Il est même très vraisemblable que les déclarations américaines et japonaises répétées sur le « danger militaire » chinois, en particulier maritime, ont joué un rôle dans le rapprochement réaliste sino-nord-coréen (la Corée du Nord représentant un autre « danger » selon les États-Unis), qui n'ont d'égal que le poids des lieux communs concernant « l'agacement des Chinois » devant la politique « imprévisible et provocatrice » de la RPDC. Pour s'affranchir de ces arguments débités *ad nauseam*, il suffit pourtant de longer la frontière sino-nord-coréenne côté chinois. Il suffit pour cela de s'intéresser aux faits. De Yanji à Ji'an puis dans les environs de Dandong (l'immense port chinois qui ne peut se développer sans l'accord de la RPDC), et très bientôt d'un bout à l'autre, on traverse une zone baignée par la poussière des travaux, couvertes d'usines et de commerces qui semblent d'abord plantés au milieu de nulle part, jusqu'à ce que l'orientation manifeste vers la RPDC ne saute aux yeux. Tout cela le long d'une frontière de plus en plus poreuse. On peine à croire que la Chine aurait tant investi dans la région sans réflexion stratégique préalable. Les investissements de Dandong et de la zone de Sinuiju-Hwanggumpyong et le retour en force dans la zone de Rason sont une politique de première importance, et, conformément aux pratiques chinoises, destinées à durer.

Entre Changbaishan et Ji'an, en Chine, un exemple des chantiers qu'on peut voir tout au long de la frontière. (© 2013 / P. Maurus.) // Between Changbaishan and Ji'an, in China, an exemple of the construction works that can be seen all along the frontier. (© 2013 / P. Maurus.)

Le plus étonnant dans l'histoire, ce sont sans doute les contradictions de la Corée du Sud, qui commencent à ressembler un peu à celles de la RPDC ! Schématiquement, le (grand) patronat pousse au dialogue intercoréen, après avoir vu tant d'opportunités lui échapper sous le quinquennat de Lee Myong-bak, tandis que les bureaucrates politiques et militaires hurlent au « danger » nord-coréen à la moindre des occasions. Faire passer le train puis le gazoduc par le territoire de la RPDC ? Ce serait donner gratuitement à celle-ci un pouvoir de chantage sur le Sud. Argument typique de la guerre froide, et en cela déjà démonétisé. Qui surtout omet les effets du droit international (que coûterait à la RPDC l'interruption du trafic du gaz chinois ou russe ?) et surtout l'intérêt économique bien compris de la Corée du Nord. Interrompre le péage serait aussi désastreux que ridicule. Mais c'est surtout contraire à l'évolution actuelle et aux choix du pays.

Il semble donc temps de tourner son attention vers le Programme de développement du fleuve Tumen, commencé en 1991 mais maintenant au cœur des intérêts communs (province du Hamgyong du Nord, Primorsky, district de Yanbian, Ryanggang). Bien des bêtises ont été débitées avec le temps sur la Chine et la Russie. Mais il n'a jamais été dit que c'étaient, en économie, des plaisantins. Ni les Nord-Coréens.

BIOGRAPHIE/BIBLIOGRAPHY

Patrick Maurus, *Les Bouddhas de l'avenir*, Arles, Actes Sud, 1993, 165 p.
—, *Histoire de la littérature coréenne*, Paris, Ellipses, 2005, 128 p.
—, *La Corée dans ses fables*, Arles, Actes Sud, 2011, 174 p.
—, *Un cheminement vagabond, nouveaux entretiens sur la sociocritique*, Paris, Honoré Champion, 2011, 272 p.

NORTH-EAST ASIA: "HISTORIC" MANŒUVRES

Patrick Maurus
Korean language and litterature professor at Inalco
February 2015

The excessive use of superlatives by the media is often an obstacle to understanding the subjects they are dealing with, and, even worst, prevents from ordering facts otherwise difficult to interpret. The Korean Peninsula nevertheless has been calling for those superlatives for the last seventy years, one more reason to avoid them like plague, since all "historic" or "extraordinary" events have been followed by "extraordinary" disappointments. What is more meaningless than the adjective "historic" in the press? But then, how is it possible to qualify the agreement between Russia and the Democratic People's Republic of Korea (DPRK) agreement, which really appears to be of "extraordinary" importance?

In May 2014, the Russian Douma, after ten years of negotiations, has passed a law erasing 90% of the 10.94 billion dollar debt contracted by the DPRK, essentially towards USSR. A high amount of money in itself, specially in this region, to be compared to the global amount of exchanges between the two countries: 110 million in 2011. 40 times less than in 1988! The debt is therefore proportionally horrendous, today, but not unbearable to any healthy economy.

This is certainly good news for the North Korean finances, but the question is mostly political. The remaining 10% will be paid back over a period of ten years, and the money will be used to finance bilateral projects: Some of them are so important they could change all the geopolitical map of North-Eastern Asia. Here come the superlatives!

FIRST PROJECT: THE TRANS-SIBERIAN RAILROAD

This project is relatively simple: the prolongation of the Trans-Siberian Railroad throughout the Korean peninsula. Most of the existing lines date back to the Japanese period (even in the South, one had to wait for the KTX program, launched in 2004, for new lines), which means they are too old and were at first designated for the colonial exploitation of Korean mineral resources and Rice Bowls. To link the whole Peninsula to the continent is working to end the *de facto* status of South Korea as an island, and, of course, to reopen the DPRK. To erase or open frontiers that have been tightly closed for the last 65 years.

If it is so simple, why are we waiting? will ask normal people. Because it is simple, precisely, doctor Watson. Because there are too many decision makers, and some of them appear to be working only for the failure of all projects. Translation: All those dear friends, PRC (People's Republic of China), USA, Japan, have their own agenda and their own interests.

If the opening of a railway line between Siberia / Manchuria and North Korea, then South Korea (even Japan) is so obviously interesting and conducive to peace, where is the problem? Who has a problem? The Russians have accepted the project. The Chinese have accepted the project. The South Koreans have accepted the project. Only the USA remain to be convinced (and maybe Japan).

But nothing is simple in this region: Each situation should also be evaluated according to all the actors involved and all the bilateral combinations. This train line will be connected to the Vladivostok Peninsula, a town for which China has expressed a growing interest in the recent years.

SECOND PROJET: GAZ

A very heavy topic. The consequences could be vertiginous. Just imagine a gas pipe connecting Siberia and South Korea *via* the DPRK. Thousands of objections are raised about this issue, never the obvious advantages. Who is afraid by what?

What is it about? A gas pipe of one thousand kilometers, enough for up to 10,000 millions of cubic meters. I know what a lighter contains. Ten billion, I'm less sure, but it sounds like a lot. The quantity is a part of the problem, but the principle is the main aspect of the polemics.

But the fact that this project faces numerous objections doesn't mean it is undoable. In July 2014, representatives of Posco (steel), Hyundai (transportation) and Korail (train), all southern *chaebols*, have visited the special economic zone of Rason (Rajin-Sonbong), north-east of the DPRK, set to attract Chinese and Russian businesses. After lagging behind for a dozen of years, the two big neighbours have decided to invest heavily. The South Koreans have expressed their will to back the project of having the Russian coal transiting in Rason on its way to the South. Which means they are perfectly aware of the fact that the North Korean profits, in the form of a toll, will be huge. And it's only because the Russians have expressed an irrevocable interest that the South Koreans jumped on the bandwagon, fed up as they were of being sidelined for the numerous contracts signed by the North Koreans.

The Russians' interest? Even before they did cancel the debt, the Russians had financed about 54 km of train lines between Rason et Khasan (there is a common border between the two countries), making it possible to send their coal to the Rason terminal. This infrastructure will add to the three already existing harbour terminals (built since Rason's foundation in 1991). The South Koreans have offered to share half the burden of the project's administration. This is definitely not the kind of gift you offer to an "unpredictable" or "insolvent" State. Do the authors of numerous articles on the DPRK realise (or even care to bother about) that every one of their assertions is an insult to the intelligence of the Chinese and Russian peoples who, obviously, don't know anything about this topic nor understand what they are doing?

Between small symbols, like the inauguration of the orthodox church of Jongbaek in Pyongyang in August 2011, and decisions with long term

consequences, like the possibility to operate transactions in rubles, negotiations are progressing, unmoved by the American military policy, consisting in stockpiling arms on the South Korean island of Cheju against the will of its inhabitants. One can even think that the American and Japanese repeated statements about the "Chinese military threat", specially at sea, have played a role in the realistic rapprochement between China and the DPRK, another "threat" according to the USA, statements that can be compared only to those truisms concerning "how upset the Chinese are" about the "unpredictable and aggravating" policy of DPRK. To get rid of those arguments, produced *ad nauseam*, just go to the Chinese-North Korean border, on the Chinese side. There, facts are obvious, if indeed you are looking for facts. From Yanji to Ji'an, then in the neighborhood of Dandong (the huge Chinese harbour that requires North Korean approval and cooperation to operate), and soon from East to West, you travel in the dust generated by the numerous works in progress, in a zone covered by factories and businesses which at first seem to be planted in the middle of nowhere, until it appears obvious that they are planned with the DPRK in mind. All this alongside a border more and more porous. It is difficult to imagine that China would have invested that much in the region without some preliminary strategic thinking. The investments in Dandong and the Sinuiju-Hwanggumpyong zone as well as Rason's newly strengthened development are signs of a policy of great importance and, according to the Chinese way of doing things, are here to last.

The most surprising aspect of this questions is maybe the deep contradictions in South Korea, which are beginning to look like the.... North Korean contradictions! To put it simply, the South Korean business sector is advocating a progress in the inter-Korean dialogue, after having lost so many opportunities under the rule of the extreme-right-wing president Lee Myong-bak, while at the same time the political and military bureaucrats scream about the "North Korean threat" on any occasion. To have a train then a gas pipe through North Korean territory? That would certainly allow the DPRK to blackmail South Korea at will! A typical Cold War argument which, in this regard, is already outdated. And it ignores the effects of international law (what would it cost to the DPRK to interrupt the circulation of Chinese or Russian gas?) and moreover the economical interest of North Korea. Interrupt the toll would be as disastrous as ridiculous. But also contradictory with the evolution of the country, for those who are still trying to study it, despite the difficulties and all the *clichés*.

So it seems time to turn our attention to the Tumen River Development Program, initiated in 1991 but now at the heart of common interests (North Hamgyong province, Primorsky, Yanbian district, Ryanggang). A lot of nonsense has been spouted over the years about China and Russia. But it has never been said that they are economic jokers. Nor the North Koreans.

MAI 2015, LE CONTRAT SINO-RDC MINIER « DU SIÈCLE » ET LA « CONSTITUTION » DU MONDE

Gilles Lhuilier
Professeur à l'ENS Rennes et professeur invité à l'Essec Paris-Singapour
Mai 2015

Thierry Michel, l'auteur de *Mobutu, roi du Zaïre* et de *Congo River*, a réalisé *Katenga business* en 2009. Le film retrace la négociation du contrat minier du siècle en un récit qui est une parabole de la mondialisation. Il permet de voir les acteurs globaux de ce contrat mais aussi les lieux d'extractions et les populations locales, permettant ainsi de mieux comprendre la dimension humaine des articles du contrat du siècle et de la « constitution du monde ». // Thierry Michel, producer of *Mobutu, king of Zaire* and of *Congo River*, released *Katenga business* in 2009. The movie follows the negociation of the mining contract of the century in a story which is used as a parable for globalisation. While it shows the global involved parties for this contract, it also shows the extraction sites and the local populations, allowing us to better understand the human dimension of the articles of the Contract of the century and of the "global constitution".

INTRODUCTION

Le contrat dit « du siècle » signé le 28 avril 2008 entre la République démocratique du Congo (RDC) et un consortium d'investisseurs privés chinois a pour objet l'exploitation d'une des plus importantes mines au monde. Ce contrat est un bon exemple du basculement juridique du monde, c'est-à-dire l'essor de nouveaux « espaces normatifs » construits par les acteurs privés (les entreprises transnationales) et les gouvernements de pays « subalternes » suivant une nouvelle « constitution du monde » théorisée par les instances onusiennes. Ce contrat du siècle permet de « matérialiser » et de lire les principales clauses de cette nouvelle « constitution du monde ».

1. LE NOUVEAU « CONTRAT SOCIAL » MONDIAL

Le texte suivant – l'article 1 du contrat – montre à la fois l'économie du contrat minier du siècle et le principe fondamental de la nouvelle « constitution » mondiale, dite de gouvernance tripartite.
Extrait de l'article 1 de l'accord-cadre
Article 1 : objectifs des parties 第一条双方的目的

1.1. Les Parties reconnaissent et déclarent qu'en signant la présente Convention de Collaboration, elles poursuivent la réalisation des objectifs suivants : 双方确认并声明，为民现以下目的签署本协议:

1.2. Pour la République démocratique du Congo : trouver les ressources financières nécessaires à la réalisation d'infrastructures nationales estimées importantes et urgentes. 刚果民主共和国，寻求实施大型和紧急国家基建项目的必要资余来源。

1.1.2. Pour SINOHYDRO : investir dans le domaine des métaux non ferreux. 中国水电，投资有色金属业。

1.2. Les deux Parties conviennent de coopérer comme suit pour réaliser, à la satisfaction de chacune d'elles, les objectifs susmentionnés : 为实现上述目标，双方一致同意按如下方式合作:

1.2.1. SINOHYDRO s'engage à mobiliser et mettre en place le financement pour la construction des infrastructures de la République démocratique du Congo (le « Projet d'Infrastructures »). Le financement sera remboursé par les revenus de l'exploitation minière de tels gisements cupro-cobaltifères situés dans la région de Kolwezi, actuellement inexploités, de l'Entreprise publique La Générale des Carrières et des Mines, en abrégé « GECAMINES ». Les modalités concrètes du remboursement de ce financement sont définies dans le Titre IV de la présente Convention de Collaboration. 中国水电保证为刚果民主共和国的基础设施建设(基建项目)调配资金并使其到位，该融资将以刚果矿业总公司(简称(GECAMINES) 川目前尚未开发的位于KOLWEZI 地区的铜钴矿采矿收入进行偿还.融资偿还的具体方式将在本协议第四章规定。

1.2.2. SINOHYDRO s'engage à mobiliser et mettre en place le financement pour le développement des gisements qui sont listés en Annexe A (« le Projet Minier »). Les modalités du remboursement de cet investissement sont définies dans le Titre IV de la présente Convention de Collaboration. 中国水电保证为附件A 中列明的矿床的开发项目(矿业项目). 调配资金并使其到位，该投资的偿还方式将在本协议第四章规定。

Carte de la République démocratique du Congo. La région du Kivu est marquée en rouge. (© 2011 / Uwe Dedering & Profoss, sous licence Creative Commons.) // Map of the Democratic Republic of Congo. The Kivu region is highlighted in red. (© 2011 / Uwe Dedering & Profoss, under a Creative Commons license.)

Ce contrat est un contrat extractif de cuivre, ce minerai rouge qui a donné son nom à la région du nord-est de la RDC, le « Kivu », et de diverses terres rares tel le koltan, nécessaire à tous les équipements électroniques ou d'armement. Par ce contrat, le gouvernement de RDC a créé avec des entreprises chinoises une *joint-venture* qui va exploiter commercialement cette mine, les bénéfices finançant directement des infrastructures publiques pour les populations

de RDC (routes, chemin de fer, hôpitaux, etc.) réalisées par les entreprises chinoises.

Ce sont les Chinois qui ont inventé ces contrats que l'on nomme désormais le « modèle angolais », dit aussi R4I pour « Resource-for-Infrastructure », en aménageant les *Productions Sharing Agreement* (PSA) pétroliers imposés depuis les années 1960 par les pays en voie de développement aux sociétés internationales pétrolières. Or ces PSA ont eux-mêmes été créés par le gouvernement indonésien en s'inspirant des contrats agricoles locaux de *sharecropping* c'est-à-dire de métayage agricole par lequel un paysan pauvre donne sa terre à exploiter à un paysan sans terre contre un partage de la production.

Dans ces contrats pétroliers, la société pétrolière internationale apporte en effet l'essentiel du financement, l'État apportant le sous-sol, et les bénéfices sont utilisés pour rembourser les frais nécessaires à la production puis sont

Les grands contrats miniers exploités par des consortiums d'entreprises transnationales tel le contrat « du siècle » permettent de limiter le nombre de mines « illégales » contrôlées par des guérillas qui forcent les populations locales à extraire les minerais dans des conditions assimilables à de l'esclavage. La mine de la photo, la mine de coltan de Luwowo, a été validée selon les normes CIRGL-RDC qui assurent qu'elle n'est pas contrôlée par une guérilla. La technique d'extraction, cependant, reste celle des mines illégales et est très dangereuse pour les mineurs. (© 2014 / MONUSCO Photos, sous licence Creative Commons.) // The big mining contracts operated by the transnational enterprise consortiums such as the contract "of the century" make it possible to limit the number of "illegal" mines, controlled by guerillas which force local populations to extract ore in conditions akin to slavery. The mine in the photo, the Luwowo coltan mine, has been validated according to the CIRGL-RDC norms which make sure it is not controlled by the guerilla. Yet, the extraction technique is still that of the illegal mines, highly dangerous for the miners. (© 2014 / MONUSCO Photos, under a Creative Commons license.)

partagés entre les deux parties. Un autre investissement – la construction d'infrastructures, etc. – a été simplement ajouté à l'investissement que constitue la mise en route d'un puits pétrolier. Le remboursement des deux investissements se réalise par le même moyen : la vente des produits de l'activité (pétrole ou mines) sur le marché mondial. Ce contrat d'un montant initial de 12 milliards de dollars a été conclu pour doter la RDC d'infrastructures. La RDC, premier « État internationalisé » au monde, a trouvé ainsi un moyen de sortir de sa dépendance envers l'Union européenne, les États donateurs, et les institutions financières internationales.

Ces « Partenariats Public Privés » (les PPP) sont ainsi des contrats entre États et entreprises transnationales maillant contrats d'investissement, coopération et exploitation commerciale, suivant non plus les pratiques d'aide au développement mais le principe commercial « gagnant-gagnant ».

Or ces contrats PPP, « partenariats » entre transnationales et organisations internationales ont été élevés au rang de concept politique central de la Gouvernance mondiale par le Secrétaire général des Nations unis, Kofi Annan. Dans son très célèbre « discours de Davos » de 1999, Kofi Annan suggéra en effet aux dirigeants des grandes sociétés mondiales de conclure « un "contrat mondial" fondé sur des valeurs et des principes communs qui donneront un visage humain au marché mondial ». Bref, un monde où la gouvernance mondiale réalise un « contrat social » construit dans la doctrine onusienne explicitement à l'image d'un PPP minier ou pétrolier, c'est-à-dire une gouvernance tripartite ONU, entreprises transnationales, société civile *(tripartite governance structure)*.

Ce sont ces nouvelles formes de droit global qu'un courant du droit public international tente de penser : le « *global social constitutionalism* ».

2. LE POUVOIR DE CRÉER DES ESPACES POLITIQUES TRANSNATIONAUX

Le droit international est en effet en pleine transformation : techniquement, ces grands contrats sont des nœuds de contrats comprenant un contrat d'État (entre un État ou une institution mandatée et un groupe d'entreprises privées étrangères), un contrat de compensation (qui organise les investissements), des accords-cadres (entre partenaires privés qui mettent en œuvre le contrat d'État et qui prévoient les accords à venir), des *joint-ventures agreements* (entre entreprises privées des deux pays qui réalisent le contrat), des *joint-ventures company* (qui créent des groupes de sociétés), et de nombreux contrats de droit privé d'application (contrat d'entreprise, vente, etc.).

Et dans chacun de ces contrats, la loi applicable en vertu du « principe d'autonomie » résulte de la négociation entre les parties et chaque contrat peut désigner une loi nationale – voire différentes lois – comme loi applicable au contrat. Chaque contrat comprend ainsi une clause de choix de la loi – qui est le plus souvent une loi nationale –, dont le champ d'application peut être ainsi « déterritorialisé », et si le contrat du siècle contient une clause de choix de la

loi de DRC, chacun des sous-contrats ou contrats de sous-traitance détermine sa propre loi.

Parfois le choix de la loi est réalisé par « incorporation », un critère d'origine anglo-saxonne, présent au Royaume-Uni, aux Pays-Bas ou dans l'État du Delaware par exemple, selon lequel la loi applicable de la société est la loi du lieu de sa constitution, c'est-à-dire du lieu où les formalités d'incorporation ont été accomplies. Ce critère permet aux associés de choisir la loi applicable à la société en choisissant le lieu d'incorporation. Incorporée en Angleterre, elle sera soumise au droit anglais. Aux Pays-Bas, ce sera le droit néerlandais. Et ce, quel que soit le pays où l'entreprise exerce son activité. C'est ainsi que les statuts vont donc désigner le pays choisi comme le lieu du siège statutaire de la société.

Ainsi, les signataires chinois sont certes deux entreprises incorporées en Chine populaire, soumise ainsi au droit chinois des sociétés proche du droit continental – français – des sociétés, mais aussi trois sociétés filiales incorporées à Hong Kong, la China Railway Group (Hong Kong) Limited (中國中鐵(香港)有 限公司), la China Railway Resources Development Limited (中國中鐵資源開 發股份有限公司), et la China Railway Sino-Congo Mining Limited (中國中鐵華剛礦業 股份有限公司). Ces sociétés se sont ainsi soumises au droit de Hong Kong, un droit des sociétés presque identique au droit anglais des sociétés, afin de pouvoir profiter du marché financier mondial qu'est la bourse de Hong Kong.

Mais ce n'est pas seulement le choix de la loi par les « marchands » qui est organisée dans cette nouvelle « constitution mondiale », c'est aussi le choix du juge – étatique ou privé – qui relève de la liberté des parties. Dans le contrat du siècle, les Chinois, conformément aux traditions et à la conception chinoise inscrite dans la loi de 1989, ont souhaité que des « négociations » s'ouvrent avant tout autre règlement du litige.

EXTRAIT DE L'ACCORD-CADRE

Article 20 : règlement des différends a l'amiable 第二十条 协商解决争议

Tout différend – relatif à l'interprétation et à l'exécution de la présente Convention de Collaboration doit être réglé en priorité par des discussions amiables entre les Parties. 缔约双方对本协定的解释或者履行所产生的争端， 应当首先通过各方的友好协商方式解决。

Mais si le désaccord persiste, le contrat prévoit le recours à un arbitrage privé administré par le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux Investissements (CIRDI) crée en 1965 afin de promouvoir les investissements internationaux en offrant un forum neutre – non national – pour le règlement des différends. L'entreprise – ici les entreprises chinoises de Chine populaire et de Hong Kong – se voit désormais reconnaître un droit de recours direct contre l'État étranger – la RDC – par le biais d'une action autonome, sans que son État de nationalité (la Chine) n'ait à agir en son nom par le mécanisme traditionnel de la protection diplomatique.

EXTRAIT DE L'ACCORD-CADRE

Article 21 : arbitrage 第二十一条 仲裁

Tout différend n'ayant pas été réglé dans les six mois qui suivent ces discussions amiables, à la demande de l'une des parties, ce différend sera soumis à l'arbitrage de CIRDI (Centre international pour le règlement des différends relatif aux investissements) selon ses règles. 如在六个月内不能友好协商解决争端，根据缔约任何一方的要求，可以将争端提交国际投资争端中心仲裁庭根据其仲裁规则进行解决。

Trois arbitres (personnes privées – professeurs de droit, avocats…) vont alors rendre une sentence arbitrale dont la force sera supérieure à une décision de justice étatique, car sans recours possible des États. Tous les États contractants au traité de Washington instituant le CIRDI, qu'ils soient parties ou non au litige, doivent en effet reconnaître et appliquer les sentences arbitrales CIRDI.

CONCLUSION

Cette nouvelle constitution mondiale permet ainsi à des personnes privées de créer des « espaces normatifs » transnationaux se superposant aux espaces juridiques étatiques ou interétatiques. L'ensemble des catégories traditionnelles des sciences juridiques doit en conséquence être repensé en contexte de mondialisation pour penser ces nouveaux espaces normatifs au carrefour du politique et de l'économique (la territorialité de la loi, les règles de conflit de loi et de juridiction, la localisation, l'ordre public, la représentation, etc.). Et c'est entre la Chine et l'Afrique que ces nouveaux espaces normatifs sont les plus exemplaires de cette mondialisation en marche.

SINO-DRC MINING CONTRACT "OF THE CENTURY" AND THE GLOBAL "CONSTITUTION"

Gilles Lhuilier
Professor at ENS Rennes & visiting professor at Essec Paris-Singapour
May 2015

INTRODUCTION

The contract, called "the Contract of the century", signed on 28 April 2008 between the Democratic Republic of Congo (DRC) and a consortium of private Chinese investors is to operate one of the largest mines in the world. This contract is a great example of the legal swing of the world, ie the development of new "normative spaces" built by private actors (TNCs) and the governments of "secondary" countries according to a new "global constitution" theorized by UN bodies. This contract of the century makes it possible to "materialize" and read the main clauses of this new "global constitution".

1. THE NEW GLOBAL "SOCIAL CONTRACT"

The following text – Article 1 of the standard contract – shows both the economy of the mining contract of the century and the fundamental principle of the new global "constitution", called tripartite governance.

Excerpt from article 1 of the framework agreement (the English text is a tentative translation)

Article 1: Objectives of the contracting parties 第一条双方的目的

1.1. The parties acknowledge and declare that by signing this Collaboration Agreement, they pursue the following objectives: 双方确认并声明，为民现以下目的签署本协议:

1.1.1. For the democratic Republic of Congo: finding the financial resources necessary for the realization of national infrastructure projects deemed important and urgent. 刚果民主共和国，寻求实施大型和紧急国家基建项目的必要资余来源。

1.1.2. For the Chinese Enterprises group: investing in the field of non-ferrous metals in the DRC territories. 中国水电，投资有色金属业。

1.2. Both Parties agree to cooperate as follows to perform, to the satisfaction of each of them, the above mentioned objectives: 为实现上述目标，双方一致同意按如下方式合作:

1.2.1. The Chinese Enterprises group is committed to mobilize and set up the financing for the construction of infrastructure in the DRC (the "Infrastructure Project"). Funding will be repaid by revenues from mining such cupro-colbaltifiees deposits in the Kolwezi area, which are not currently exploited and of which the Public Enterprise Generale Careers and Minings, abbreviated "Gecamines", owns the rights and mining rights thereto.

The specific terms of repayment of the financing are defined in Title IV of this Collaboration Agreement. 中国水电保证为刚果民主共和国的基础设施建设(基建项目)调配资金并使其到位，该融资将以刚果矿业总公司(简称(GECAMINES) 川目前尚未开发的位于KOLWEZI 地区的铜钴矿采矿收入进行偿还. 融资偿还的具体方式将在本协议第四章规定。

1.2.2. The Chinese Enterprises Group is committed to mobilize and implement the necessary funding for the development of deposits listed in Appendix A ("the Mining project"). The arrangements for reimbursement of this investment are defined in Title IV of this Collaboration Agreement. 中国水电保证为附件A 中列明的矿床的开发项目(矿业项目). 调配资金并使其到位，该投资的偿还方式将在本协议第四章规定。

This contract is a mining contract for copper, this red ore which gave its name to the North-East region of the DRC, the "Kivu", and various rare earths such as Koltan, necessaryfor all electronic equipment and armament. With this contract, the DRC government created with Chinese companies a joint venture that will commercially exploit the mine, the profits being directly funding public infrastructure for the people of the DRC (roads, railways, hospitals, etc.) carried out by Chinese enterprises.

It is the Chinese who invented these contracts that now are called the "Angola-model", also known as R4I for "Resource-for-Infrastructure", by arranging the oil industry's Productions Sharing Agreement (PSA) imposed since 1960 by developing countries to the international oil companies. Yet these PSA themselves have been created by the Indonesian government on the basis of local agricultural sharecropping contracts, agricultural sharecropping by which a poor farmer loands his land to operate to a landless farmer against a share of the production.

In these oil contracts, the international oil company indeed brings most of the funding, while the State brings the subsoil, and the profits are used to pay the costs necessary to the production then are shared between the two parties. Another investment – building infrastructure, etc. – was simply added to the investment represented the initiation of an oil well. Reimbursement of two investments is carried out by the same means: selling the products of the activity (oil or mining) on the world market. The contract for an initial amount of $12 billion was reached to provide the DRC with infrastructures. The DRC, the first "Internationalised state" in the world, has found a way out of its dependence on the European Union, donor States, and international financial institutions.

These "Public-Private Partnerships" (PPPs) are thus contracts between states and transnational corporations which are merging investment, cooperation and commercial contracts, not following anymore the practices of development aid but the "win-win" business principle.

Now these PPP contracts have been elevated to a central political concept of Global Governance by the Secretary General of the United Nations, Kofi Annan. In his famous "speech in Davos" in 1999, Kofi Annan suggested indeed

the leaders of the world's leading companies to enter "a 'global contract' based on common values and principles that give a human face to the global market". In short, a world where global governance achieves a "social contract" built according to the UN doctrine explicitly to the image of a mining or oil PPP, ie a tripartite governance between UN, Transnational Corporations and the Civil Society (tripartite governance structure).

It is these new forms of global law that a branch of public international law tries to flesh out: "global social constitutionalism".

2. THE POWER TO CREATE TRANSNATIONAL POLITICAL SPACES

International law is indeed undergoing a transformation: technically, these large contracts are contract nodes including a state contract (between a State or an authorized institution and a group of foreign private companies), a compensation contract (which organizes investments), framework agreements (between private partners who implement the state contract and provide for future agreements), joint venture agreements (between private enterprises from both countries making the contract), joint venture companies (that create corporate groups) and many private implementing contracts (contracts for services, sales, etc.).

And in each of these contracts, the applicable law under the "principle of autonomy" is the result of negotiations between the parties and each contract may designate a national law – or even different laws – as applicable to the contract law. Each contract contains a clause of choice of law – which is usually a national law –, the scope of which can thus be "deterritorialized", and if the contract of the century contains a clause choosing the DRC law, each of the sub-contract or sub-contract determines its own law.

Sometimes the choice of law is made by "incorporation", a criterion originating from Anglo-Saxon law which is still in use in the United Kingdom, the Netherlands or in the State of Delaware, for example. According to this criterion, the applicable law of the company is the law of the place of incorporation, ie the place where incorporation formalities were completed. This criterion allows partners to choose the law applicable to the company by choosing the place of incorporation. Incorporated in England, it will be subject to English law. In the Netherlands, it will be Dutch law. And this regardless of the country where the company operates. The statutes will therefore refer to the country chosen as the place of the registered office of the company.

Thus, the Chinese signatories are indeed two companies incorporated in the People's Republic of China, and as such submitted to the Chinese corporate law, close to continental – french – company law, but also three subsidiary companies incorporated in Hong Kong, China Railway Group (Hong Kong) Limited (中國 中 鐵 (香港) 有 限 公司), China Railway Resources Development Limited (中國 中 鐵 資源 開 發 股份有限公司), and China Railway Sino-Congo Mining Limited (中國 中 鐵 華 剛 礦業 股份有限公司). These companies are thus subject to Hong Kong law, a law almost identical to the English corporate

law, to take advantage of the global financial market of Hong Kong's stock exchange.

But it is not only the choice of law by the "merchants" that is organized in this new "global constitution", there is also the choice of the judge – state-appointed or private – which is at the discretion of the parties. In the contract of the century, the Chinese, according to tradition and the Chinese conception enshrined in the 1989 Act, wished that "negotiations" were opened before any other resolution of the dispute.

EXCERPT FROM THE FRAMEWORK AGREEMENT (THE ENGLISH TEXT IS A TENTATIVE TRANSLATION)

Article 20: Dispute settlement out of court 第二十条 协商解决争议

Any dispute relating to the interpretation and the actual execution of this Collaboration Agreement must be set in priority through amicable discussions between the Parties. 缔约双方对本协定的解释或者履行所产生的争端，应当首先通过各方的友好协商方式解决。

If the disagreement persists, the contract provides for recourse to private arbitration administered by the International Centre for Settlement of Investment Disputes (ICSID) created in 1965 to promote international investment by providing a neutral – not national – forum for dispute resolution. The company – here Chinese companies from PRC China and Hong Kong – has now been given a direct right of action against the foreign state – DRC – through independent action without its national State (China) having to act on its behalf by the traditional mechanism of diplomatic protection.

EXCERPT FROM THE FRAMEWORK AGREEMENT (THE ENGLISH TEXT IS A TENTATIVE TRANSLATION)

Article 21: Arbitration 第二十一条 仲裁

At the request of a contracting party, any dispute which has not been settled within six months of such amicable discussions shall be submitted to arbitration by ICSID (International Centre for Settlement of Investment Disputes) according to its rules.

如在六个月内不能友好协商解决争端， 根据缔约任何一方的要求，可以将争端提交国际投资争端中心仲裁庭根据其仲裁规则进行解决。

Three arbitrators (private persons – law professors, lawyers…) will then make an arbitration decision whose strength is greater than a state court decision because there is no possible recourse from the States. All Contracting States to the Washington Treaty which established ICSID, whether or not parties to the dispute must indeed recognize and enforce ICSID arbitration decisions.

CONCLUSION

This new global constitution allows private individuals to create transnational "normative spaces" superimposed on state or inter-state legal spaces. All the traditional categories of legal sciences must therefore be redesigned in the context of globalization to define these new normative spaces at the intersection of politics and economics (the territoriality of the law, the rules of conflict concerning law and jurisdiction, location, public order, representation, etc.). And it is between China and Africa that the new normative spaces are the most exemplary of this ongoing globalization.

LE MONDE À LA (RE)DÉCOUVERTE DE L'OCÉANIE : UNE « PACIFICITÉ » AUX QUATRE VENTS

François Guilbert
Chercheur associé à l'IRIS
Juin 2015

Ce n'est pas parce que toute une région n'est pas à la une de la presse hexagonale qu'elle est hors du temps, hors des rivalités de puissance ou encore des (re)configurations des institutions transnationales de coopération. Il n'existe plus aucun espace invisible sur notre planète. L'Océanie en est le meilleur des exemples. Ses 13 États souverains sont donc courtisés comme jamais. Ils se réordonnancent dans de nouvelles entités (Forum de développement des îles du Pacifique [août 2013], Sommets océaniens sur le développement durable [avril 2013]…). Ils interagissent plus avec les voisins d'Asie et ne cessent de se cardinaliser avec le reste du monde. Bref, ils comptent. Le poids des États océaniens aux Nations unies est sans rapport avec leur démographie. De ce fait, il ne faut pas sous-estimer leur attractivité, leur adaptabilité au réordonnancement du monde et leur désir de bâtir les moyens de se faire entendre. Signe de leur importance et de leur capacité à faire reconnaître leur identité propre, en 2011 à New York, le groupe de pays les accueillant a été dénommé « Asie-Pacifique » et non plus « Asie ».

Du fait de leur nombre, les États insulaires du Pacifique représentent 6,7 % des voix à l'ONU. Ils font donc l'objet de multiples sollicitations. Les États qui n'ont pas encore de relations diplomatiques avec eux, s'empressent d'en nouer. Il est vrai que la plupart des États océaniens sont « jeunes ». Ils en sont encore à formaliser leurs tissus relationnels y compris avec certains partenaires européens notamment à l'Est. Ainsi, la Pologne a établi des relations avec Palaos (fév. 2012), Fidji (juil. 2014), Nauru (nov. 2014) ou encore les États fédérés de Micronésie (mars 2015) pour s'assurer des soutiens nécessaires à la conquête d'un siège de membre non permanent au Conseil de sécurité pour les années 2018-2019. Ce type de relations bâtit des partenariats dissymétriques. Les pays extra-océaniens en tirent des avantages immédiats plus importants que les États insulaires. Pour autant, les Océaniens ne sont pas des États « passifs », à la seule recherche d'une rétribution financière de leurs soutiens, même si la diplomatie du carnet de chèque continue de faire florès. Née des rivalités sino-taïwanaises – 27 % des États souverains apportant une légitimité diplomatique à la République de Chine sont du Pacifique –, celle-ci n'en perdure pas moins avec d'autres acteurs, Pékin et Taipei ayant décidé en 2008 d'y mettre un terme. Nauru aurait perçu 10 millions de dollars pour établir des relations avec l'Ossétie du Sud, une manne pas toujours suffisante pour convaincre. En dépit des efforts conjugués de Tskhinvali et Moscou, Suva a décidé de ne pas franchir le pas par exemple. Néanmoins, la Russie et la Géorgie continuent de se livrer à une rivalité dans la sous-région sur le statut international de l'Abkhazie

et l'Ossétie du Sud. Moscou a obtenu dans un premier temps que Soukhoumi soit reconnue par Nauru, Tuvalu et le Vanuatu, soit la moitié des pays qui ont cru bon donner une légitimité aux territoires conquis par la Russie après sa guerre contre la Géorgie. En mars 2015, lors de sa visite à Moscou le ministre des Affaires étrangères du Vanuatu a laissé transparaître qu'il ne voyait pas de raison à ne pas reconnaître la Géorgie et l'Abkhazie. Séoul surveille de la même manière les soutiens que Pyongyang pourrait obtenir de la région. Ces choix ne sont pas seulement l'occasion de faire monter les enchères entre de potentiels donateurs, ils traduisent aussi un état d'esprit pour ne pas dire une philosophie politique. N'oublions pas que l'émancipation des puissances tutélaires (Australie, deux États ; États-Unis d'Amérique, trois ; France, un ; Nouvelle-Zélande, un ; Portugal, un ; Royaume-Uni, six) est très récente, en moyenne depuis seulement trente-six ans.

Le combat pour l'indépendance est si proche qu'il continue d'influer sur la politique étrangère des États océaniens. Les membres du Groupe mélanésien Fer de lance montrent un soutien indéfectible à la cause kanak. Ils soutiennent les revendications des indépendantistes de Papouasie-Occidentale (Indonésie). Quatre États insulaires (Nauru, Salomon, Timor-Oriental, Tuvalu) furent aussi à la manœuvre en mai 2013 pour inscrire la Polynésie française sur la liste onusienne des territoires à décoloniser comme cinq autres du bassin Pacifique : Guam, Nouvelle-Calédonie, Pitcairn, les Samoa américaines et Tokelau.

Ce combat pour l'émancipation des peuples fait de l'Océanie un terrain de manœuvres diplomatiques pour beaucoup de causes. Dialoguer avec les États océaniens, c'est s'assurer un écho politique plus grand. Pour les États insulaires, c'est s'offrir l'opportunité d'être mieux entendus notamment sur les questions vitales du changement climatique. Micro-États et grandes puissances voient là l'occasion d'être en résonance. C'est pourquoi depuis la fin des années 1990, les sommets Océanie + 1 ne cessent de se multiplier.

Le Japon a instauré en 1997 les Rencontres avec les leaders de l'Alliance du Pacifique (PALM – maintenant nommées Rencontres avec les leaders des îles du Pacifique). Ses sept éditions triennales ont permis à Tôkyô un accès garanti aux ressources halieutiques, de sécuriser ses liaisons maritimes et s'assurer du soutien à un siège de membre permanent au Conseil de sécurité, seul Tonga se montrant encore rétif à ce projet. En 2006, la République populaire de Chine a mis sur pied les Forums de développement économique Chine – Pays des îles du Pacifique. Ceux-ci permettent d'afficher combien le Japon n'est plus le principal partenaire économique et d'aide au développement de la région. Voyant le danger d'une telle caisse de résonance, la République de Chine a immédiatement institué des sommets Taïwan

ALLIÉS DU PACIFIQUE (NOVEMBRE 2006)

Comprenant que l'Océanie ne veut pas se trouver enfermer dans les rivalités sino-nipponnes et sino-taïwanaises, la Corée du Sud et certains pays de

l'ASEAN se sont montrés disponibles à l'instauration de nouveaux partenariats. C'est l'occasion de souligner leurs succès et le chemin qui les a conduits d'États récipiendaires de l'aide internationale à celui de donateurs (Corée du Sud, Singapour). Dorénavant, Séoul orchestre régulièrement des réunions de ministres des Affaires étrangères avec les îles du Pacifique (mai 2011, novembre 2014). De son côté, Bangkok a constitué un Forum pour la coopération au développement (août 2014) et la cité-État de l'ASEAN cherche à s'associer au Forum des îles du Pacifique et au Secrétariat de la Communauté du Pacifique.

Cette dynamique de rapprochement n'est pas propre aux pays riverains du bassin Pacifique. L'Inde a organisé un sommet océanien autour du Premier ministre N. Modi en déplacement à Fidji (novembre 2014) et a annoncé vouloir réitérer l'événement. Une première réunion ministérielle Cub-Îles du Pacifique s'est tenue en septembre 2008 à La Havane. Mais alors que l'Océanie se multivectorialise, aucun forum nouveau n'a été constitué avec les États-Unis, pire Washington a fermé ses représentations aux Salomon et au Samoa et n'a pas cherché à élargir l'APEC vers le Pacifique insulaire au-delà de la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Dans ce contexte, les puissances émergentes asiatiques ont beau jeu de vanter au travers de ces fora le siège des institutions internationales qu'elles accueillent (ex. : Institut mondial pour une croissance verte, Fonds vert pour le climat, Commission économique et sociale pour l'Asie-Pacifique), leurs attraits économiques et leurs savoir-faire. Elles ne sont pas les seules. Les Émirats arabes unis ou Cuba ont développé des coopérations avec le Pacifique pour consolider l'assise internationale de certaines de leurs institutions (ex. : Agence internationale pour les énergies renouvelables, École latino-américaine de médecine). Veillant à insérer ses trois communautés d'outre-mer du Pacifique, la France a tenu à valoriser sa « pacificité » en organisant trois sommets (2003, 2006, 2009) bi-multilatéralisés. En outre, Paris se montre ouvert à ce que l'Union européenne fasse rapidement de même.

Le Pacifique participe à l'économie générale des organisations internationales et en tire des avantages financiers conséquents, les insulaires sont les plus aidés au monde *per capita*. Ainsi, la Corée du Sud a établi un fonds pour la coopération avec le Forum des îles du Pacifique (RPCF) d'un million de dollars par an pour 2013-2016. Ce macro-multilatéralisme s'accompagne d'une présence renforcée des États océaniens dans plusieurs institutions internationales (ex. : Banque asiatique de développement, Mouvement des non-alignés, OMC). Ces réseaux sont efficacement mobilisés (ex. : Alliance des petits États insulaires) et se densifient en même temps que se renforce un régio-multilatéralisme trilatéralisé (Sommet des chefs des pouvoirs exécutifs de Micronésie occidentale, 2003 ; Groupe mélanésien Fer de Lance, 1988 ; Groupe des dirigeants polynésiens, 2012). Cette dynamique montre combien le multilatéralisme océanien tend à se rétracter sur des identités étroites (Micronésie, Mélanésie, Polynésie) au moment même où il institutionnalise ses relations avec le reste du monde. Toutefois, ses mouvements vers l'extérieur sont sujets à débats et controverses.

Fidji se montre le plus offensif sur le sujet mais ses voisins n'en pensent pas moins. En refusant que l'Australie et la Nouvelle-Zélande soient parties prenantes aux institutions océaniennes, Suva remet en cause l'ordre établi au lendemain de la Seconde Guerre mondiale ou tout au moins depuis le début des années 1970 lors de la mise sur pied du Forum des îles du Pacifique. Pour autant, le ré-ordonnancement de l'architecture régionale ne saurait être le fruit des (dés)accords du binôme australo-fidjien. La plupart des défis de la région (climatiques, économiques, migratoires, sanitaires) se moquent bien des statuts juridiques des territoires insulaires. Une opportunité pour que l'Union européenne, la France mais également la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française, Wallis et Futuna y trouvent eux aussi pleinement leur place et cela quel que soit leur futur institutionnel.

HOW THE WORLD IS (RE) DISCOVERING OCEANIA: A MULTI MULTI-VECTORIAL "PACIFICALITY"

François Guilbert
Research associate at IRIS
June 2015

That a region is not on the front page of the French metropolitan newspapers does not mean it is suspended in time, away from power rivalries and the (re)configuration of transnational cooperation institutions. There are no more invisible spaces in the world. Oceania is the best example of this. Wooing efforts towards its thirteen sovereign States are made like never before. Those States are reorganising themselves into new entities (Pacific Development Islands Forum [August 2013], Pacific Summits on Sustainable Development [April 2013…], etc.). They have more interactions with their Asian neighbours and keep on repositioning themselves regarding the rest of the world. In short, they matter. There is no relation between the weight of the Pacific States within the United Nations and their demography. As a consequence, one must not underestimate how attractive they are nor how they can adapt to the way the world is reorganised and their desire to ensure they are not neglected. As a sign of their importance and of their capacity of having their specific identity acknowledged, in 2011 in New York, the group of countries to which they belong has been named "Asia-Pacific" instead of "Asia".

Due to their number, the insular Pacific States represent 6.7% of the votes at UN. As such, they are the target of numerous requests. States that do not yet have diplomatic relations with them are eager to create new ones. As it happens, most Pacific States are "young". They still have to formalise their relation network, including with some European partners, most notably from Eastern Europe. For example, Poland has established relations with Palau (12 February), Fiji (14 July), Nauru (14 November) as well as the Federated States of Micronesia (15 March) to ensure the necessary support to obtain a non-permanent seat at the UN Security Council for the 2018-2019 mandate. This kind of relations builds asymmetrical partnerships. The non-Pacific States gain more important immediate advantages. Yet, the Pacific States are not "passive" States looking for a financial reward for their support, even though the checkbook diplomacy keeps on thriving. Born from the Chinese-Taiwanese rivalries – 27% of the sovereign States giving a diplomatic legitimacy to the Republic of China are from the Pacific –, this form of diplomacy continues with new actors, since Beijing and Taipei have decided in 2008 to put an end to it. Nauru is rumoured to having received $10 million to establish relations with South Ossetia, a manna that is still not enough to convince the State. Despite united efforts from Tskhinvali and Moscow, Suva has decided not to take that state. Nevertheless, Russia and Georgia continue to compete within this subregion about the international status of Abkhazia and South Ossetia. Moscow

managed to obtain recognition for Sukhumi from Nauru, Tuvalu and Vanuatu, that is half of the countries that have deemed it good to legitimise the territories conquered by Russia after its war against Georgia. In March 2015, during his visit in Moscow, Vanuatu's Minister for Foreign Affairs let it be known that he did not see any reason not to acknowledge Georgia *and* Abkhazia. Similarly, Seoul keeps a close watch over the support that Pyongyang could obtain from the region. Those choices are not only an opportunity to raise the stakes between potential sponsors, they also express a state of mind, if not a political philosophy. One shall not forget that emancipation from the tutelary powers (Australia, two States; France, one; New-Zealand, one; Portugal, one; United Kingdom, six; United States of America, three) is very recent, only 36 years on average.

The fight for independence is so close that it still has an influence over the foreign policy of the Pacific States. The members of the Melanesian Spearhead Group show an unswerving support for the kanak cause. They support claims from separatists from West Papua (Indonesia). Four insular States (Nauru, Solomon Islands, Timor-Leste, Tuvalu) were also instrumental in May 2013 to have French Polynesia added to the UN list of territories that need to undergo a decolonisation process, like five other territories in the Pacific area: Guam, New-Caledonia, Pitcairn, the American Samoa and Tokelau.

This fight for the emancipation of peoples makes of Oceania an active diplomatic field for many causes. To have an interaction with the Pacific States means ensuring to have a greater political impact. For the insular States, it gives them an opportunity to have their concerns be better considered, especially on the vital issues of climate change. Micro-States and great powers see there a chance to be connected. This is why, since the late 90s, the Oceania + 1 Summits are always more numerous.

Japan has established in 1997 the Pacific Alliance Leaders Meetings (PALM – now named Pacific Islands Leaders Meetings). Its seven three-year instances have given Tokyo a guaranteed access to fishing resources, as well as a way to secure its maritime connections and to ensure support for a permanent seat at the Security Council, only Tonga being still reluctant to this project. In 2006, the People's Republic of China set up the China-Pacific Island Countries Economic Development and Cooperation Forums. Those are useful to underscore how Japan is no longer the main economic partner nor the main actor for development aid in the region. Seeing the danger represented by such a sound box, the Republic of China has immediately established the Taiwan-Pacific Allies Summits (November 2006).

Understanding that Oceania does not want to become entangled in the Chinese-Japanese and Chinese-Taiwanese rivalries, South Korea and some ASEAN countries have made known they were available for new partnerships. This is an opportunity to underscore their success and the progress they have undergone from States benefitting from international help to become donating States (South Korea, Singapore). So, now, Seoul regularly organises meetings with the Pacific Islands' Ministers for Foreign Affairs (May 2011,

November 2014). For its part, Bangkok has established the Development Cooperation Forum (August 2014) and the ASEAN City-State is looking to be associated to the Pacific Islands Forum and the Secretariat of the Pacific Community.

This drive for closer relations is not limited to the countries of the Pacific rim. India has organised a Pacific Summit at the occasion of Prime Minister N. Modi's visit to Fiji (November 2014) and has declared it wanted to repeat this event. A ministerial meeting between Cuba and the Pacific Islands was held in September 2008 in Havana. But while Oceania is opening up to multiple paths, no new forum has been established with the United States. Worse, Washington has closed off its representations in the Solomon Islands and in Samoa and has still not considered expanding the APEC towards the insular Pacific beyond Papua New Guinea.

In this context, it is easy for the emerging Asian powers, through those forums, to value the head offices of the international institutions they host (e.g.: Global Green Growth Institute, Green Climate Fund, Economic and Social Commission for Asia and the Pacific), their economic attractive traits and their expertise. They are not the only ones. The United Arab Emirates or Cuba have developed cooperation with the Pacific to strengthen the international foundation of some of their institutions (e.g.: International Renewable Energy Agency, Latin American School of Medicine). By making sure that its three overseas communities in the Pacific are included, France has insisted on pointing out its "Pacificality" by organising three summits (2003, 2006, 2009) that were both bi and multi-sided. Additionally, Paris is showing a willingness for the European Union to do the same fast.

The Pacific participates to the general economy of international organisations and gains from it substantial financial advantages, the insular States being the most supported in the world per capita. Thus, South Korea has established a cooperation fund with the Pacific Islands Forum (RPCF) of a million dollars per year from 2013 to 2016. This macro-multilateralism happens along an increased presence of the Pacific States in several international institutions (e.g. Asian Development Bank, the Non-Aligned Movement, WTO). Those networks are efficiently mobilised (e.g.: Alliance of Small Island States) and are getting denser while the three-sided regional multilateralism is strengthening (Summit of the Heads of the Executive for Western Micronesia, 2003; Melanesian Spearhead Group, 1988; Polynesian Leaders Group, 2012). This trend shows how much the Pacific multilateralism tends towards coalescing into narrow identities (Micronesia, Melanesia, Polynesia) at the same time it institutionalises its relations with the rest of the world. However, those outward moves are matters for debate and controversy. Fiji shows itself to be the most aggressive on this subject but its neighbours think the same way. By refusing that Australia and New Zealand be involved in the Pacific institutions, Suva contests the order established after World War II or, at the least, after the early 70s and the birth of the Pacific Islands Forum. And yet, the reorganisation of the regional architecture could not be the result only of the (dis)

agreement between Australia and Fiji. Most of this region's challenges (be they climatic, economic, migratory or health challenges) could not care less about the jurisdictional status of the insular territories. This is an opportunity for the European Union, for France, but also for New Caledonia, French Polynesia and Wallis and Futuna to fully belong to this region, no matter what their institutional future will be.

LA « STRATÉGIE CASINO » AU LAOS ET AU CAMBODGE : UN PARI RISQUÉ SUR L'AVENIR

Danielle Tan
Chercheuse associée à l'IAO et ATER à Sciences Po Lyon
Juillet 2015

Le Laos et le Cambodge ont toujours fait figure de parents pauvres dans le champ des études asiatiques, et d'autant plus en ce qui concerne l'analyse politique de leur situation contemporaine. Pourtant, depuis la fin du monde bipolaire qui a laissé la place aux politiques de libéralisation économique dans les derniers régimes communistes de la région, les changements socio-économiques se sont accélérés sans pour autant laisser entrevoir un renouveau sur le plan politique. La transition néolibérale dans ces deux pays semble loin d'ouvrir la voie à une transition démocratique, contrairement à ce que revendique le courant de la « transitologie » – Samuel P. Huntington en tête – qui mêle étroitement réformes économiques d'inspiration néolibérale et processus de démocratisation. Cette théorie accorde notamment une place fondamentale aux élites qui sont censées être le moteur du processus de démocratisation.

LA TRANSITION NÉOLIBÉRALE AU LAOS ET AU CAMBODGE

Or, dans ces deux pays, la conversion à l'économie de marché a précisément aidé les anciennes élites révolutionnaires à se maintenir au pouvoir. L'alliance avec les investisseurs privés – et notamment chinois – a permis aux dirigeants de s'approprier les biens publics et de créer ainsi un socle de richesses favorable à la constitution d'une élite devenue gestionnaire d'un État privatisé. Cette économie politique de la prédation au sein de laquelle l'État est devenu l'outil principal d'accumulation primitive, se fait au détriment des plus pauvres, en particulier les populations rurales et les minorités ethniques, à travers l'élaboration d'une stratégie d'éviction foncière de celles-ci, et légitimée par la construction du mythe d'un « État développeur » qui satisfait aux exigences des bailleurs internationaux.

Au Laos par exemple, les dirigeants communistes ont habilement repris à leur compte le discours de l'intégration régionale porté depuis 1992 par la Banque asiatique de développement (BAD) à travers le Programme GMS (*Greater Mekong Subregion*) qui rassemble les cinq pays de la région du Mékong, ainsi que deux provinces chinoises, le Yunnan et le Guangxi. Ce projet transnational a pour ambition de transformer l'ancien champ de bataille de la guerre froide en « Marché commun asiatique » grâce à la suppression des frontières et l'amélioration des réseaux de transport, permettant ainsi la libre circulation des biens et des personnes. L'intégration régionale est présentée comme une opportunité inespérée pour le Laos de sortir de la pauvreté, de tourner le dos à son enclavement (*land-locked country*), et de jouer un rôle clé

en devenant le pivot des principaux corridors économiques du GMS (*land-linked country*).

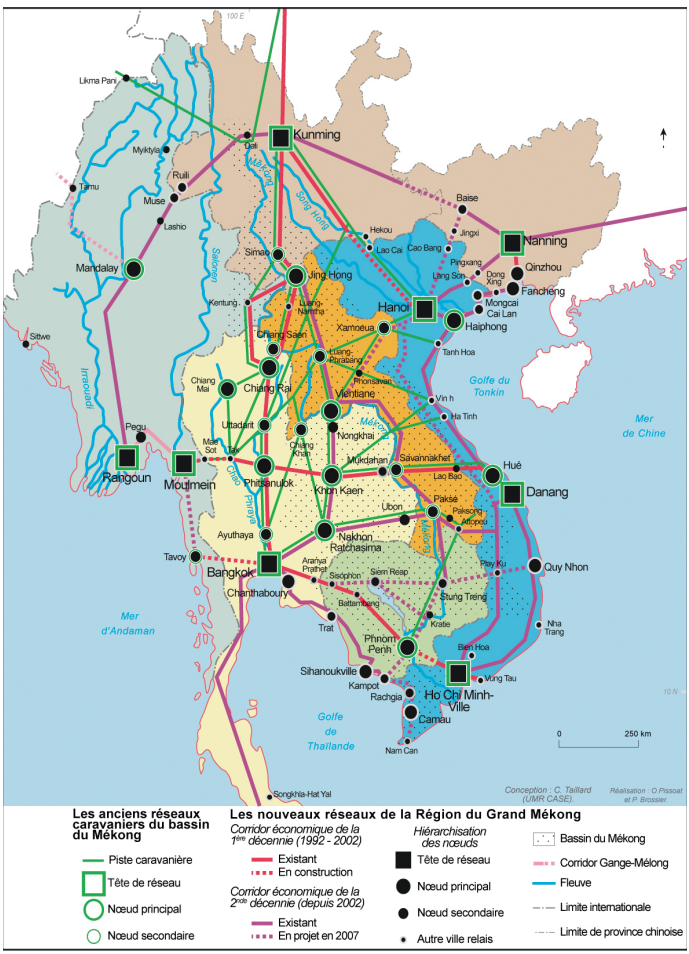
Dès le départ, la BAD a soutenu financièrement l'État laotien dans son ambition de devenir le carrefour du GMS et la « batterie de l'Asie du Sud-Est » – le gouvernement projette pour cela de construire plus de 70 barrages dont une dizaine sur le cours principal du Mékong. La BAD a également aidé techniquement le Laos à mettre en place sa stratégie pour attirer les investissements étrangers que le gouvernement a promus à travers le slogan « *Turning land into capital* ». Concrètement, la logique consiste à promouvoir le développement du pays en tirant profit de son principal avantage comparatif, c'est-à-dire l'abondance de ses terres et de ses ressources naturelles encore inexploitées, en attirant les investisseurs grâce à des concessions favorables sur lesquelles ils se chargeront de réaliser des méga projets (plantations industrielles, agriculture commerciale, mines, barrages, zones économiques spéciales, etc.) qui rapporteront d'importantes recettes pour l'État, permettant ainsi de réduire la pauvreté en fournissant de l'emploi et des revenus pour les communautés locales (voir http://www.decide.la/en/ pour avoir une vue globale, croisée et localisée des projets).

LES CASINOS : LE NOUVEAU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT EN VOGUE

Le développement ces dernières années de casinos au Laos et au Cambodge est emblématique de cette transition néolibérale. L'objectif poursuivi est d'attirer les touristes étrangers, plus spécifiquement les Chinois, les Thaïlandais, et les Vietnamiens – où le jeu d'argent est strictement interdit et réprimés dans ces pays – pour créer une dynamique touristique et attirer d'autres investissements grâce à une fiscalité avantageuse. Au Laos et au Cambodge, la loi interdit uniquement à ses citoyens de jouer dans les casinos, et en pratique, son application reste flexible. Le succès économique de Macao (44 milliards de dollars de recettes en 2014) puis de Singapour (6,5 milliards de dollars de recettes en 2014) qui a assoupli sa politique prohibitive en 2010, n'a fait que renforcer la conviction des gouvernements laotiens et cambodgiens que les casinos possédaient un fort potentiel de croissance économique.

Au Cambodge, les casinos se sont développés à partir de 1993 dans les villes frontalières, à Koh Kong, Poipet, Pailin, Chong Jom, près de la Thaïlande, à Bavet, Ha Tien, Phnom Den près du Vietnam, puis à Sihanoukville et enfin dans la capitale même, Phnom Penh. On compte aujourd'hui près de 57 casinos dispersés à travers le pays. En 2014, l'industrie du jeu a généré 25 millions de dollars de recettes fiscales, en progression de 15 % par an. NagaWorld, le plus gros casino du Cambodge, est en pleine expansion et a pu renouveler sa licence jusqu'en 2065. C'est en se lançant dans l'industrie du jeu que son propriétaire, Chen Lip Keong, un Chinois Malaisien est devenu milliardaire. NagaCorp, sa compagnie basée à Hong Kong, a enregistré en 2013 un profit net de 140 millions de dollars sur la base d'un chiffre d'affaires de 345 millions de dollars, soit une augmentation de 24 % par rapport à 2012.

Si les revenus générés par les casinos sont de plus en plus importants pour l'économie cambodgienne, ils sont toutefois dépendants de la situation géopolitique régionale. Par exemple, en 2009 et 2010, les différends frontaliers avec la Thaïlande ont fait drastiquement chuter la fréquentation des casinos situés à la frontière au profit de Savan Vegas Casino au Laos. Seul Poipet, où se trouve la plus importante concentration de casinos au Cambodge, a réussi à maintenir son activité (entre 7,5 et 12,5 millions de dollars par an). À l'avenir, il sera de plus en plus difficile pour le Cambodge de conserver son attractivité si le Vietnam décide finalement d'autoriser ses citoyens à fréquenter les casinos sur son territoire afin d'enrayer la fuite des revenus vers le Cambodge ou Singapour.



Les Corridors économiques du programme GMS. Carte de Christian Taillard, reprise dans « Un exemple réussi de régionalisation transnationale en Asie Orientale : les corridors de la Région du Grand Mékong », *L'Espace g*éographique 38, 2009, p. 1-17. // The GMS Economic Corridors Map of Christian Taillard, in "Un exemple réussi de régionalisation transnationale en Asie Orientale: les corridors de la Région du Grand Mékong", *L'Espace Géographique* 38, 2009, p. 1-17.

La concurrence commence à se faire rude également avec le Laos. Le premier casino, Dansavanh Casino Resort, a été construit en 1996 à une soixantaine de kilomètres de Vientiane, sur les bords du lac de la Nam Ngum. Le groupe Syuen, des Chinois de Malaisie, a investi 200 millions de dollars et gère le casino en *joint-venture* avec l'armée qui possède 25 % des parts. À partir des années 2000, les projets de casinos se sont rapidement multipliés, notamment sous la forme de zones économiques spéciales. Dans le sud, Sanum Investment Ltd., un groupe enregistré à Macao, gère depuis avril 2009 le casino Savan Vegas établi tout près de la zone économique spéciale de Savan-Seno à Savannakhet. Le casino accueille entre 8 000 et 10 000 visiteurs par mois, dont une très grande majorité de Thaïlandais mais aussi des locaux. Le gouvernement possède 20 % des parts, de même que ST Group, une compagnie privée laotienne. Sanum a investi 85 millions de dollars au Laos et prévoyait de développer d'autres casinos jusqu'à ce que le gouvernement réclame au groupe 23 millions de dollars de taxes rétroactives. En 2012, les machines à sous appartenant à Sanum sont saisies à Thanaleng, près de Vientiane et confiées aux partenaires laotiens du groupe ; Paksong Vegas dans la province de Champasack est annulé ainsi qu'un autre projet de casino dans la zone économique spéciale de Thakhek. Sanum a porté l'affaire auprès de la Banque mondiale pour un arbitrage international afin de récupérer 400 millions de dollars d'investissements perdus.

Kings Romans Casino en août 2012. (© 2012 / Danielle Tan.) // Kings Romans Casino. (© August 2012 / Danielle Tan.)

Dans le nord du pays, le gouvernement a octroyé des concessions de presque 100 ans à des investisseurs privés chinois pour transformer les marges pauvres du Triangle d'or – célèbre pour avoir été le principal foyer de production d'opium et d'héroïne dans le monde – en nouvelle Mecque du jeu. Les deux zones économiques spéciales, Golden Boten City, à la frontière chinoise, et celle du Triangle d'or, dans la province de Bokeo, sont devenues de véritables enclaves chinoises, où les histoires de meurtres, de pirates, de blanchiment d'argent, de drogue et de prostitution défrayent régulièrement la chronique. En avril 2011, le gouvernement laotien ferme le casino de Boten mais décide de donner une autre chance à Hong Kong Fuk Hing Travel Entertainment Group, la compagnie qui gère la zone économique spéciale.

Malgré la résistance affichée des villageois expropriés par Kings Romans Casino et les suspicions de blanchiment d'argent et de trafic de drogue qui

entachent la compagnie, le gouvernement laotien continue de soutenir activement ce projet de 10 000 ha dans lequel il possède 20 % des parts. Ce qui n'est guère étonnant car le groupe, enregistré à Hong Kong, a investi plus de 644 millions de dollars depuis 2007 et compte injecter au total 2,2 milliards de dollars d'ici 2020 pour construire une véritable ville moderne dotée d'un aéroport, d'un parc industriel et d'un complexe éco-touristique.

Alors que le vice-Ministre Somsavath Lengsavath a déclaré à la presse (*The Nation*, 9 septembre 2013) que les casinos n'apportaient aucune contribution positive au développement, « Nous n'en voulons plus », le gouvernement laotien vient pourtant d'approuver récemment la construction de deux autres casinos : l'un près des chutes de Khonephapheng, dans la province de Champassak ; l'autre dans la province de Savannakhet. Ce dernier méga projet de 10 milliards de dollars, nommé « ASEAN Paradise Savan City », impliquera le gouvernement (30 %), le Groupe ASEAN Union (une société malaisienne), et Savan City Compagny, enregistrée à Hong Kong, mais qui appartient à l'investisseur thaïlandais Chanchai Jaturaphagorn.

AU-DELÀ DE LA PORTÉE DE L'ÉTAT. LES ESPACES CASINO, ENCLAVES DE DÉVELOPPEMENT OU DE NON-DROIT ?

Si de nombreux analystes voient ces casinos comme des enclaves de non-droit, mes recherches tentent de montrer que ces États sont moins passifs qu'il n'y paraît. Leur stratégie de développement, à la frontière du licite et de l'illicite, participe aussi à la formation de l'État et à la consolidation des élites au pouvoir.

Pour plus d'information, voir https://www.iias.asia/event/beyond-states-reach-casino-spaces-enclaves-development-or-lawlessness. // For more information, see: http://rethinking.asia/event/beyond-states-reach-casino-spaces-enclaves-development-or-lawlessness.

THE "CASINO STRATEGY" IN LAOS AND CAMBODIA: A RISKY BET ON THE FUTURE

Danielle Tan
Research associate at IAO and adjunct lecturer at Sciences Po Lyon
July 2015

Laos and Cambodia appear to have been the poor relative of Asian studies over the past decades, especially when concerning the political analysis of their contemporary situation. While the end of the bipolar world has paved the way to economic liberalization policies in the remaining communist countries in Asia, increasingly rapid socio-economic changes occurred without offering a glimpse of any political renewal. It seems that in both countries the neoliberal transition is far from leading to a democratic transition, contrary to what the "transitology school" – Samuel P. Huntington, for example-claims by linking closely together neoliberal reforms and process of democratization. This theory gives a central role to the elites who are supposed to be the engine of the democratization process.

THE NEOLIBERAL TRANSITION IN LAOS AND CAMBODIA

In both countries, however, the conversion to a market economy has in fact helped the revolutionary elite remain in power. The alliance with private investors-in particular, with the Chinese-effectively provided Lao and Cambodian leaders with privileged access to private capital and public goods, thus facilitating the conversion of the revolutionary ruling elite into managers of a privatized state. This political economy of predation, in which the state has become the primary tool of primitive accumulation, is occurring at the expense of the poor-particularly the rural population and the ethnic minorities-through a land-grabbing strategy legitimized by the building of a "developmental state" myth that meets the requirements of international donors.

In Laos, for example, the communist leaders have skillfully endorsed the regional integration policy promoted by the Asian Development Bank (ABD) since 1992 through the GMS (Greater Mekong Subregion) Program, which brings together five countries in the Mekong region, and two Chinese provinces, Yunnan and Guangxi. This transnational project aims to transform the former battlefield of the Cold War to marketplace by removing borders and improving transport networks, thus allowing the free movement of goods and people. Regional integration is presented as an unexpected opportunity to emerge from poverty, to transform Laos from a "land-locked" into a "land-linked" country by becoming the pivot of the GMS economic corridors.

From the beginning, the ADB has financially supported Laos in its ambition to become the crossroads of the GMS and the "battery of Southeast Asia" – for that purpose, the government plans to build more than 70 dams including ten

on the mainstream of the Mekong River. The ADB also technically helped Laos implement its strategy for attracting foreign investments, which was promoted through the motto of "Turning Land into Capital". More specifically, the rationale is to foster the country's development by capitalizing on its main comparative advantage, that is to say its abundant and largely unexploited land and natural resources. Foreign investors are granted favourable concessions in order to implement mega-projects (industrial plantations, commercial agriculture, mining, dams, special economic zones, etc.). These projects would yield significant revenues for the state, thereby reducing poverty by generating employment and income for local communities.

THE GAMBLING INDUSTRY: THE NEW FASHIONABLE MODEL FOR DEVELOPMENT

Over the past years, the development of casinos in Laos and Cambodia has been emblematic of this neoliberal transition. The objective is to attract foreign tourists, especially the Chinese, the Thai, and the Vietnamese-where gambling is strictly prohibited and punished by law in those countries-in order to create a dynamic of touristic development and attract further investment through a favourable tax treatment. In Laos and Cambodia, the law only forbids their citizens to gamble in the casinos, but in practice, its application remains flexible. The success of the gambling industry in Macau (USD 44 billion in 2014) and Singapore (USD 6.5 billion in 2014) – which eased its prohibitive policy in 2010-has reinforced the conviction of the Lao and the Cambodian governments that casinos had a strong potential for economic growth.

In Cambodia, the casinos have mushroomed since 1993 in border towns located in Koh Kong, Poipet, Pailin, Chong Jom near Thailand, in Bavet, Ha Tien, Phnom Den near Vietnam, then in Sihanoukville, and finally in the capital, Phnom Penh. There are now nearly 57 casinos spread throughout the country. In 2014, the gambling industry generated USD 25 million in tax revenue, an increase of 15% per year. NagaWorld, the biggest casino in Cambodia is expanding and holds a lease and a license until 2065. Its owner, Chen Lip Keong, a Malaysian Chinese businessman, has become a billionaire by engaging with the gambling industry. In 2013, the Hong Kong-based NagaCorp Company reported net profit of USD 140 million on revenue of USD 345 million, both up 24% from 2012.

If revenues generated by the casinos are increasingly becoming important for the Cambodian economy, they are, however, dependent on the regional geopolitical situation. For example, in 2009 and 2010, border disputes with Thailand dramatically reduced attendance in border town casinos for the benefit of Savan Vegas Casino in Laos. Only Poipet, home to the largest concentration of casinos in Cambodia, has managed to maintain its activity (USD 7.5 to USD 12.5 million in tax revenue very year). In the future, it will be increasingly difficult for Cambodia to keep its attractiveness if Vietnam finally decides

to allow its citizens to frequent the casinos located in its territory in order to prevent capital and profit flight to Cambodia or Singapore.

The competition starts to be harsh also with Laos. The first casino, Dansavanh Casino Resort, was built in 1996 about sixty kilometers from Vientiane, on the banks of Nam Ngum Lake. The casino is managed by a joint venture between Syuen Group, a private Malaysian (Chinese) company and the Lao military, which owns 25% of the share capital. The company has invested USD 200 million. Since the 2000s, casinos projects have increased rapidly, especially in the form of special economic zones. In the South, the Macau-based Sanum Investment Ltd. opened in April 2009 Savan Vegas, which is located close to the Savan-Seno Special Economic Zone in Savannakhet. The casino is attracting between 8,000 and 10,000 visitors a month, the vast majority is Thai but we can also find Lao gamblers. The government owns 20% of the share capital, as well as ST Group, a Lao private company. Sanum has invested USD 85 million in Laos and planned to develop other casinos until the government has threatened to close the complex if the group does not pay USD 23 million in retroactive taxes. In 2012, Sanum's Slot Machine Club in Thanaleng outside Vientiane was taken over by the authorities and given to the Lao partners of the group; The Paksong Vegas project in the province of Champasack was canceled as well as another casino project in Thakhek Special Economic Zone. Sanum is awaiting arbitration through the World Bank's International Centre for the Settlement of Investment Disputes to recover USD 400 million for lost investments.

In the north, the government has granted 99-year concessions to private Chinese investors to transform the drug enclaves of the Golden Triangle-infamous for being one of the world's leading centers of opium production in the world-into a gambling Mecca. The two Special Economic Zones, Golden Boten City, at the Chinese border, and the Golden Triangle, in Bokeo Province, have turned into little more than Chinese enclaves on Lao territory, where stories of murder, kidnapping, pirates, drugs, human trafficking, and sex trade regularly hit the headlines. In April 2011, the Lao government shut the Boten casino down, but decided to give another chance to Hong Kong Fuk Hing Travel Entertainment Group, the company that runs the Golden Boten City Special Economic Zone.

Despite the resistance displayed by the villagers expropriated by Kings Romans Casino and some allegations that the company is linked to money laundering and drug trafficking, the Lao government continues to actively support this project of 10,000 ha in which it owns 20% of the share capital. This is hardly surprising given the Hong Kong-based group has invested more than USD 644 million since 2007 and plans to inject USD 2.2 billion by 2025 to create a real modern city with an airport, an industrial park and eco-tourism facilities.

While the Deputy Minister Somsavath Lengsavath told the press (*The Nation*, 9 September 2013) that casinos "have made no good contribution to development… so we don't want them anymore", the Lao government has recently approved the construction of two other casinos: one in the area of Khonephapheng waterfall, in Champassak Province; the other, named "Asean

Paradise Savan City", in Savannakhet Province. The latter is a USD 10 billion mega-project operating under a joint venture that involves the Lao government (30%), the Asean Union Group (a Malaysian company), and the Hong Kong-based Savan City Company, which belongs to Thai investor Chanchai Jaturaphagorn.

BEYOND THE STATE'S REACH. CASINO SPACES AS ENCLAVES OF DEVELOPMENT OR LAWLESSNES?

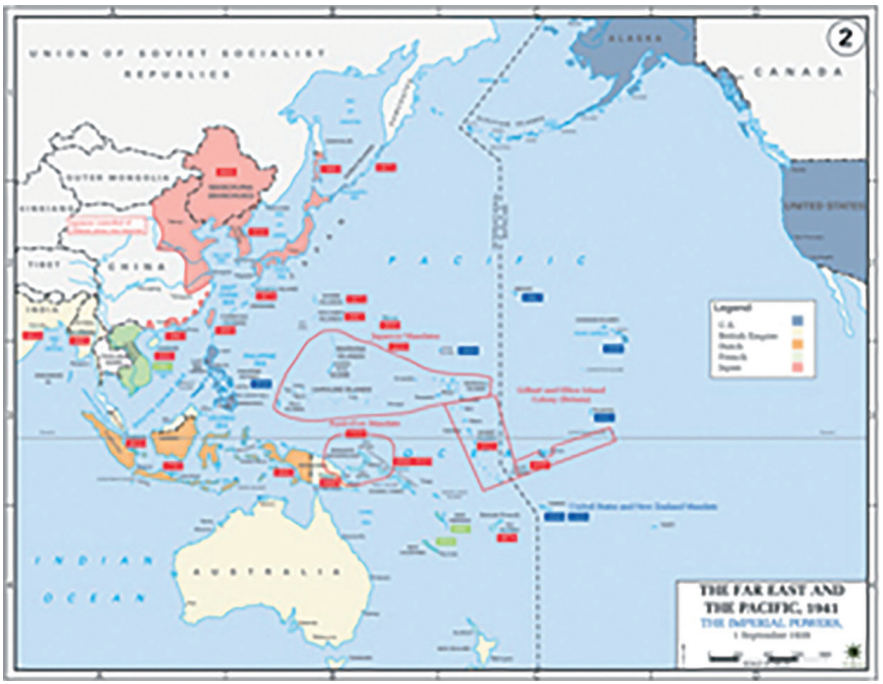
While many commentators see these casinos as enclaves of lawlessness, my research attempts to show that these states are less passive than as it seems. Their development strategy blurs the boundaries between the formal and informal economies, legal and illegal practices, but the very practice of straddling these distinctions is a technique of state formation, which contributes to consolidate the power of the ruling elites.

LE JAPON ET LE BASCULEMENT VERS LE PACIFIQUE, 1940-1945

Franck Michelin
Maître de conférences à l'Université Meiji (Japon)
Octobre 2015

UN JAPON LONGTEMPS TOURNÉ VERS LE CONTINENT

Comme le résume l'adage de Napoléon, « La politique des États est dans leur géographie ». Mais s'ils peuvent suivre une politique conforme à leur position « naturelle », ils choisissent souvent des voies plus paradoxales. L'expression convenue de « pays insulaire » tend à faire penser que des pays comme le Japon ou le Royaume-Uni auraient un destin intimement lié à la présence de la mer. Or si le choix de mener une politique résolument maritime dépend des opportunités géostratégiques et des moyens techniques, il relève avant tout d'un choix assumé dans la continuité.



Les puissances impériales dans le Pacifique en 1939. (© carte gracieusement fournie par le département d'histoire de l'académie militaire de West Point.) // Imperial powers in the Pacific 1939. (Map courtesy of The Department of History, United States Military Academy at West Point.)

Un peu à la manière de l'Angleterre à l'époque moderne, le Japon ne décide de se lancer dans l'expansion vers le Pacifique qu'à partir du moment où ses ambitions continentales ont été contrariées et où sa puissance navale lui offre un avantage stratégique. Mais ce moment ne vient réellement qu'en 1940, alors qu'il a largement épuisé ses forces sur le continent. Paradoxalement, le Japon, pays où la mer est partout présente, n'a pas toujours regardé vers le large. Culturellement, l'eau a longtemps été perçue comme une source de dangers, phénomène que le raz-de-marée de 2011 nous a rappelé.

LA NAISSANCE DE LA RIVALITÉ NIPPO-AMÉRICAINE

C'est la Première Guerre mondiale qui donne une forme concrète aux ambitions du Japon dans le Pacifique quand il s'empare des îles Marshall et Carolines aux dépens de l'Allemagne. Ces îles, confiées au Japon sous la forme de mandats de la Société des Nations (SDN), font l'objet d'une politique de mise en valeur économique, de peuplement et de présence militaire. Cette politique de présence dans le Pacifique reste néanmoins secondaire en raison de l'importance des intérêts japonais en Asie du Nord-Est.

Zones occupées par les forces armées japonaises en Chine méridionale (1938-1939). (© 2014 / F. Le Goff.) // Areas occupied by Japanese armed forces in Southern China (1938-1939). (© 2014 / F. Le Goff.)

Les États-Unis prennent tôt conscience du défi que le Japon pourrait constituer et tentent d'y mettre un frein, tout d'abord par leur médiation dans le conflit russo-japonais (1905), puis surtout lors de la Conférence de

Washington (1922). Ils parviennent alors à limiter l'expansion de la puissance navale du Japon, ainsi que ses visées hégémoniques en Chine du Nord. Si le gouvernement américain craint la puissance militaire nippone, ce sont ses capacités migratoires que l'opinion américaine redoute, notamment en Californie. La loi sur l'immigration Johnson-Reed (1924), qui limite fortement l'immigration japonaise, a un profond retentissement au Japon. Les communautés japonaises sont victimes d'une véritable politique d'apartheid dans certains États. Néanmoins, la place encore secondaire tenue par le Pacifique dans les relations internationales donne à ces tensions un tour longtemps anecdotique.

L'EXPANSION VERS LE SUD DU JAPON

Un basculement commence à se faire sentir à compter de l'automne 1939. Subissant la suprématie militaire soviétique au nord et trahi par Berlin qui s'est rapproché de Moscou, Tôkyô se trouve isolé sur la scène internationale. L'idée d'une expansion vers le sud comme porte de sortie commence à faire son chemin dans l'esprit des dirigeants japonais. Le blocus maritime exercé contre la Chine entraîne l'extension du champ d'action des forces japonaises en direction de la frontière indochinoise. En outre, le Japon exerce une forte pression pour que la France ferme sa frontière avec la Chine.

C'est l'armée allemande qui, à partir de mai 1940, ouvre la porte du sud au Japon en occupant les Pays-Bas, la France et en menaçant le Royaume-Uni d'une invasion. Confronté à une occasion inespérée, le Japon réoriente brutalement sa politique étrangère dans le sens d'une expansion aux dépens des puissances européennes en Asie du Sud-Est et en Océanie. Mais alors que la fuite du gouvernement néerlandais à Londres met les Indes orientales néerlandaises (l'actuelle Indonésie) sous la protection britannique, l'armistice séparé demandé par la France à l'Allemagne rend l'Indochine française vulnérable. Bien qu'ayant déjà tordu le bras de la France en la forçant à signer une série d'accords politiques et économiques ouvrant largement l'Indochine aux intérêts japonais, l'armée de terre japonaise viole, le 23 septembre 1940, la frontière indochinoise et obtient la soumission de la colonie. Il s'agit pour le Japon de faire montre de sa force et de sa résolution afin d'utiliser l'Indochine comme il l'entend, car celle-ci doit jouer le rôle de tremplin en cas d'offensive contre les puissances occidentales.

Forces japonaises se dirigeant vers Saigon. (Source : Mainichi shimbunsha, *in* Motoo Furuta, *Shashin kiroku : Tônan Ajia, rekishi, sensô, Nihon* [Archives photographiques : Asie du Sud-Est, histoire, guerre, Japon), vol. 5, Harupu shuppan, 1997. p. 80. // Japanese forces heading to Saigon. Source: Mainichi Shimbunsha, *in* Furuta Motoo, *Shashin kiroku: Tônan Ajia, rekishi, sensô*, *Nihon*, (Photographs archives: Southeast Asia, war, Japan), vol. 5, Harupu Shuppan, 1997. p. 80.

Cette politique expansionniste provoque, presque instantanément, les premières mesures de rétorsion américaines. La tension s'aggrave encore à la nouvelle de l'alliance du Japon avec l'Allemagne et l'Italie. À partir de ce moment, une crise sérieuse s'installe entre les deux pays et s'aggrave à chaque nouvelle avancée japonaise. À Washington qui comprend qu'il s'agit d'un plan japonais visant à s'emparer des colonies néerlandaises et britanniques, répond Tôkyô qui se voit conforté dans son désir d'obtenir les ressources qui lui font défaut. L'occupation de la totalité de la colonie française au mois de juillet 1941 rend le conflit inévitable. Malgré l'offensive allemande contre l'URSS, le Japon choisit le Pacifique comme terrain d'expansion et les États-Unis comme adversaire principal.

Zone occupée par l'armée japonaise au début de la Guerre du Pacifique. (© carte gracieusement fournie par le département d'histoire de l'académie militaire de West Point.) // Area occupied by Japanese armed forces at the beginning of 1942. (Map courtesy of The Department of History, United States Military Academy at West Point.)

LE PACIFIQUE DEVENU ENJEU MONDIAL

Ce n'est pas la sécurité du Japon que les mesures de rétorsion américaines menacent, mais son indépendance stratégique et sa position de puissance dominante en Asie orientale. Ne rien faire pour le Japon aurait signifié accepter le *statu quo* désiré par Washington dans le Pacifique. Le refus du Japon d'accepter ces termes l'amène à s'emparer des ressources qu'il ne peut plus importer des États-Unis. Il faut également insister sur l'idéologie alors montante des blocs économiques. Tôkyô adopte la vision d'un Japon autonome grâce à la constitution d'un bloc économique recouvrant l'Asie du Sud-Est et le Pacifique occidental. C'est le besoin de sécurité absolue du Japon qui le plonge dans la plus grande des insécurités, car les États-Unis ont décidé de protéger l'empire britannique.

Le 7 décembre 1941, les forces japonaises créent un immense effet de surprise en attaquant la Malaisie britannique et Hawaï de manière quasi simultanée (la première attaque précédant la seconde de seulement deux heures). La volonté du Japon de détruire la flotte américaine révèle sa compréhension de l'enjeu central que représente le Pacifique pour sa survie en tant que

puissance dominante en Asie orientale. Pour la première fois de l'histoire, le Pacifique devient un enjeu stratégique primordial et les plus grandes batailles navales de l'histoire y prennent place.

Le Japon tombe toutefois dans l'*hybris*. Il a gravement sous-estimé la pugnacité du peuple américain et n'a pas suffisamment pris en compte la disproportion de puissance économique – le PIB américain est douze fois supérieur au japonais. Sa volonté de contrôler une zone allant de la Birmanie aux Îles Aléoutiennes, en passant par la Nouvelle-Guinée, dépasse ses capacités et l'expose aux contre-attaques. Le Pacifique devient le champ d'un affrontement terrible entre les deux puissances, mais le combat tourne en faveur des États-Unis dès la fin de l'année 1942. Présent trop peu de temps pour y laisser sa marque, sans politique claire hormis le refus de l'hégémonie américaine, le Japon laisse le plus souvent un mauvais souvenir aux populations locales, mais en éradiquant la présence occidentale, il contribue grandement au lancement des processus de décolonisation dans la région. Bien que le Japon ait fait du Pacifique un enjeu géostratégique majeur, sa défaite totale a pour conséquence d'en faire un lac américain.

L'APRÈS-GUERRE : UN JAPON SOUS CLOCHE

La défaite signifie pour le Japon l'isolement sous protectorat américain. Non seulement il a perdu son empire sur le continent, mais il a également perdu le contrôle de son espace maritime. Les Îles Bonin et l'archipel d'Okinawa passent sous contrôle américain. Le Japon devient un enjeu de la guerre froide, car la victoire communiste en Chine fait du Japon un point d'ancrage indispensable en Asie. Si sa constitution pacifiste le maintient à l'écart des conflits qui ensanglantent le continent jusqu'à ce jour, il contribue au dispositif militaire américain par la présence sur son sol de bases, notamment à Okinawa d'où décollent pour le Vietnam les bombardiers B-52. Si ce territoire est rendu à la souveraineté japonaise en 1972, c'est à la condition de continuer de jouer ce rôle, créant ainsi un hiatus entre les habitants de l'île et Tôkyô.

Après-guerre, le Japon contribue à l'essor économique des dragons et tigres asiatiques et, dans une grande mesure, de la Chine. Mais le Japon, malgré ses atouts, ne parvient pas à trouver un *modus vivendi* avec cette dernière. Incapable de faire face d'une manière univoque à son passé, il devient la cible, à partir des années 1980, de campagnes de propagande chinoise qui se servent du Japon pour dévier sur lui la colère populaire. Aujourd'hui, c'est l'activisme chinois dans le voisinage d'Okinawa (îles Senkaku) qui menace, à terme, l'espace maritime japonais au moment où l'hégémonie américaine sur cet océan semble s'effriter.

JAPAN AND THE PIVOT TO THE PACIFIC, 1940-1945

Franck Michelin
Lecturer at Meiji University (Japan)
October 2015

JAPAN LOOKED AT THE CONTINENT FOR A LONG TIME

As it is summarized by Napoléon's adage, "States' policies lie in their geography". But if they may enforce policies in compliance with their "natural" position, it happens often that they follow more paradoxical paths. The stereotypical expression of "island country" tends to make people think that countries like Japan or the United Kingdom have a fate tightly bound to the sea. However, if the choice of conducting a firm maritime policy depends on geo-strategic opportunities and technical means, it is above all else the result of for a decision that was confirmed over a long period of time.

Somehow like England in the early modern period, Japan decided to expand towards the Pacific only when her territorial ambitions on the continent were impeded, and when her naval power gave her a strategic edge. But this moment only came in 1940, while her fight on the continent already exhausted her. Paradoxically, Japan, a country where the sea is never far, has not always looked towards the open sea. From a cultural perspective, water, for a long time, has been mainly considered as a source of danger, the 2011 tidal wave being a reminder of this phenomenon.

THE BIRTH OF THE JAPAN-U.S. RIVALRY

It was World War I that gave Japan's ambitions in the Pacific a concrete form, when she seized from Germany the Marshall and Caroline Islands. These islands, entrusted to Japan by the League of Nations, were subjected to a policy of economic development, settlement and military presence. Yet, Japan's policy in the Pacific remained secondary because of the importance of the Japanese interest in Northeast Asia.

The United States became aware early of the challenge Japan may become and tried to curb it, first through her mediation in the Russo-Japanese War (1905), and then particularly during the Washington Naval Conference (1922). She succeeded in limiting the expansion of Japan's naval power, as well as reining in her hegemonic ambitions in Northern China. If the U.S. government was concerned by Japan's military power, what the American opinion feared was the migratory flow from Japan, especially to California. The Immigration Act of 1924, which restricted greatly Japanese immigration, had a deep impact in Japan. Japanese communities were also the victims of segregation laws in a certain number of States. However, the secondary place taken by the Pacific in the frame of international relations made these tensions anecdotal for a long time.

JAPAN'S SOUTHWARD EXPANSION

A swing started to happen in the autumn of 1939. Facing the Soviet military supremacy in Northern Asia and betrayed by Berlin who got closer to Moscow, Tokyo became isolated on the international stage. The idea of a southward expansion as a way out started to coalesce in the minds of the Japanese leaders. The blockade enforced by Japan over China led to the expansion of the Japanese army's operations towards the French Indochina border. Moreover, Japan started to pressure France strongly to make her close Indochina's border with China.

The German army opened the door to Southeast Asia from May 1940 by occupying the Netherlands and France and by menacing the United Kingdom with an invasion. Facing this unexpected opportunity, Japan reoriented dramatically her foreign policy towards an expansion in Southeast Asia and Oceania at the expense of the European powers. But while the Dutch government's escape to London put the Dutch East Indies (current Indonesia) under British protection, the separate armistice offered by France to Germany made French Indochina vulnerable. Despite having twisted France's arm by forcing her to sign several political and economic agreements that largely opened Indochina to Japanese interests, on 23 September 1940, the Japanese army violated the Indochinese border and forced the colony to submit. Japan's goal consisted in showing her power and her resolution in order to use Indochina the way she wanted, and especially to use the French colony as a springboard in a strike against Western powers.

This expansionist policy prompted, almost instantaneously, the first retaliation measures from the United States. The tension between the two countries worsened when the alliance between Japan, Germany and Italy was announced. From then on, a serious crisis set in between them and deteriorated at each new Japanese advance. To Washington, which understood that Japan's plan consisted in taking over the Dutch and British colonies, responded Tokyo which concluded that she had to seize the resources she was lacking. The occupation of the whole of French Indochina in July 1941 made the conflict unavoidable. Despite Germany's offensive against the U.S.S.R, Japan chose the Pacific as her expansion ground and the USA as her main enemy.

THE PACIFIC AS A WORLD ISSUE

The danger coming from American retaliation measures was not to Japan's security, but her strategic independence and her position as the dominant power in Eastern Asia. Not reacting against them would have meant accepting the U.S. status quo in Eastern Asia. Japan's refusal to accept this situation brought her to seize the resources that she could not import anymore from the USA. This policy was strongly linked with the rising ideology considering the world as divided between several economic blocks. Tokyo adopted the vision of Japan becoming autonomous thanks to the building of an economic block including Southeast Asia and the Western Pacific. Japan's desire for absolute

security instead exposed her to the greatest of insecurities, since the United States had decided to protect the British Empire.

On 7 December 1941, it was a huge surprise when the Japanese forces attacked British Malaya and Hawai'i almost simultaneously (the first attack being carried out only two hours before the second one). Japan's will to eliminate the U.S. fleet from the Pacific reveals her understanding of the ocean as a central issue for her survival as the dominant power in Eastern Asia. For the first time in history, the Pacific became a primordial strategic issue, and the region saw the biggest naval battles in history.

Nevertheless, Japan committed hubris. She had seriously underestimated the American people's pugnacity and did not sufficiently take into account the differences of the economic capacities between the two countries – the U.S.'s GDP was twelve times higher than Japan's. Japan's ambition to control an area going from Burma to the Aleutian Islands and including New Guinea surpassed her capacities and exposed her to counter-attacks.

The Pacific became the site of a dreadful fight between the two powers, but the scale started to tip in favor of the United States as soon as the end of the year 1942. Japan's presence in the region was too short to leave a mark, without any clear policy apart from the refusal of U.S. hegemony, Japan left most of the time a bad memory among the local populations. However, it contributed to a great extent to the start of the decolonization process in the region by eradicating the Western presence. While Japan made of the Pacific a major geo-strategic issue, her complete defeat transformed the region in an American lake.

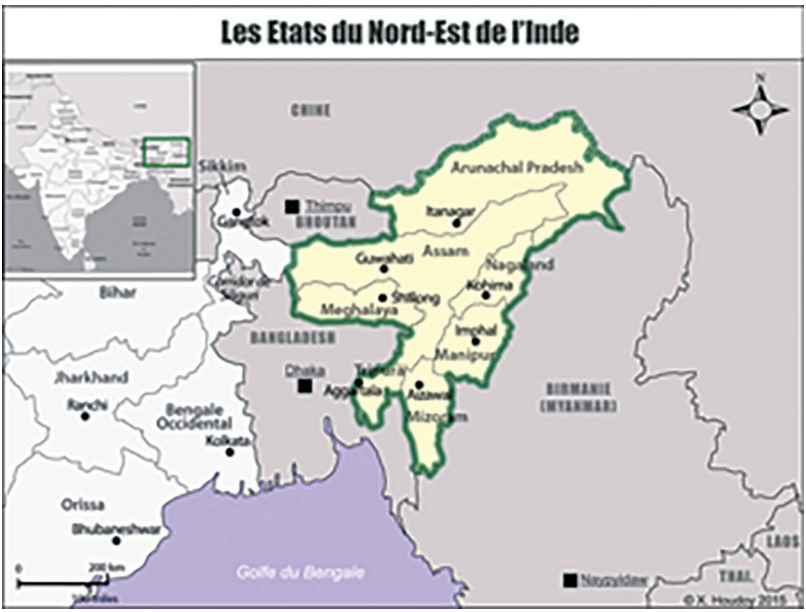
AFTER THE WAR: JAPAN IN A GLASS CASE

Defeat meant for Japan isolation under an American protectorate. Japan not only lost her empire on the continent, but also the control of her maritime space. The Bonin Islands and the Okinawa archipelago were put under U.S. control. Japan became a Cold War issue, since the communist victory in China made of Japan a vital anchorage in Asia. If Japan could stay away from wars in Asia thanks to her pacifist constitution, she contributed to the American military policy by the presence of U.S. forces on Japanese soil, especially in Okinawa from where the B-52s where taking off towards Vietnam. If this territory was given back to Japanese sovereignty in 1972, the condition was that it would continue to play the same role, creating a divide between the island's local population and Tokyo.

After the war, Japan played an important part in the economic development of the Asian dragons and tigers, as well as China's. However, despite her advantages, Japan failed in finding a *modus vivendi* with the latter. Unable to face up to her past, Japan started, from the 1980s, to be the target of Chinese propaganda campaigns which used Japan as a scapegoat to deflect people's anger. Today, China's activism near Okinawa (Senkaku Islands) is threatening Japan's ability to control her maritime space at the time the American hegemony seems to crumble.

LE DÉVELOPPEMENT DU NORD-EST DE L'INDE : UNE POLITIQUE D'INTÉGRATION RÉGIONALE QUI CONFORTE SA MARGINALISATION

Xavier Houdoy
Doctorant à l'IFG
Novembre 2015



Carte de l'Inde et du nord-est de l'Inde. (© 2015 / X. Houdoy.) // Map of India and North-East India. (© 2015 / X. Houdoy.)

En janvier 2015, le ministre du Développement du Nord-Est Jitendra Singh annonce le lancement de « Make in Northeast », initiative régionale s'inspirant du vaste programme de développement de l'industrie nationale « Make in India » voulu par le Premier ministre Narendra Modi. Région géographiquement enclavée, constamment exclue du roman national indien, le Nord-Est est une péninsule terrestre d'une superficie de près de 255 000 km², (7,7 % du territoire national), entourée, d'ouest en est, par le Bhoutan, la Chine (Tibet), le Myanmar et le Bangladesh. Rattaché au reste de l'Inde par le corridor de Siliguri, un étroit cordon d'une vingtaine de kilomètres, ce territoire pâtit à l'échelle du pays d'un retard socio-économique croissant et apparaît sur le plan symbolique autant que politique comme une périphérie. Depuis le début des années 2000, New Delhi montre pourtant un intérêt grandissant pour le développement de ce territoire peuplé d'environ 40 millions d'habitants (3,1 %

de la population nationale). Le modèle de développement esquissé propose de combattre l'isolement de la région en œuvrant à son ouverture : il s'agit, dans la rhétorique gouvernementale, de transformer le « cul-de-sac » en un « pont » entre l'Asie du Sud, celle du Sud-Est et de l'Est. Cette politique, initialement insufflée par la coalition de l'United Progressive Alliance (UPA) qui a gouverné le pays de 2004 à 2014, a été poursuivie par le Bharatiya Janata Party (BJP), son rival actuellement au pouvoir. Si elle a survécu à l'alternance politique, cette approche n'est pas sans poser de problèmes : elle contribue en effet, dans un système politique fédéral, à valider la suprématie du gouvernement central dans l'administration d'une région en grande partie artificielle. L'appellation « Nord-Est » n'évoque en effet aucune réalité culturelle et aucune mémoire collective mais matérialise plutôt le regard homogénéisant et simplificateur promu par New Delhi dans ses efforts de contrôler un territoire largement méconnu et marginalisé.

LA CONSTRUCTION D'UNE PÉRIPHÉRIE : UNE MARGINALISATION PLURIELLE

Le territoire que nous appelons aujourd'hui « Nord-Est » devient partie de l'Empire des Indes par le traité de Yandaboo en 1826, qui marque la fin de la guerre anglo-birmane. Hormis la plaine du Brahmapoutre (l'actuel État d'Assam), riche en hydrocarbures et propice à la culture du thé, les Britanniques utilisent le reste du territoire comme zone-tampon pour contrer d'éventuelles avancées ennemies (birmanes, chinoises, plus tard françaises, japonaises). Dans ces zones, les colons se contentent d'obtenir l'allégeance des populations locales sans aller jusqu'à développer une vraie présence administrative. Alors que ce contrôle lâche de l'État sur place se poursuit à l'Indépendance de l'Inde en 1947, la Partition qui s'ensuit aggrave l'enclavement de la région et crée les conditions de sa marginalisation économique en l'amputant notamment de son principal débouché maritime, le port de Chittagong.

Dans les années 1950-1960, l'émergence de menaces à l'intégrité territoriale en provenance de l'intérieur (insurrections naga, mizo, manipuri) et de l'extérieur (contentieux frontalier avec la Chine et conflit sino-indien de 1962) fait prendre conscience à New Delhi de l'importance d'y affirmer sa souveraineté. Cela passe par l'octroi de pouvoirs tutélaires exceptionnels au Centre, entérinés par la Constitution de 1950, qui créent alors un fédéralisme flexible, dit asymétrique. Le renforcement de la présence militaire et l'accélération du processus d'intégration nationale alimentent alors une défiance croissante envers le gouvernement central qui endommage le sentiment d'appartenance nationale chez les populations de la région. Si un premier processus de développement est impulsé à ce moment, il apparaît comme un instrument d'ancrage de l'État sur place. Or cette implantation se fait essentiellement à travers une approche sécuritaire qui légitime, d'après l'État, le déploiement irrégulier des institutions démocratiques et contribue à la mise à l'écart du Nord-Est.

LA PROMOTION DU DISCOURS DÉVELOPPEMENTALISTE : L'INSTAURATION D'UNE APPROCHE « PAR LE HAUT »

La persistance de défis internes et externes à l'État-nation indien consacre l'échec définitif du tout-sécuritaire à la fin des années 1990 et pousse New Delhi à reformuler son approche de la région. Pour stimuler le développement dans la région, le gouvernement de l'UPA tente d'incorporer le Nord-Est à la *Look East Policy* (LEP) qui œuvre, depuis les années 1990, au renforcement des liens économiques avec l'Asie du Sud-Est et de l'Est. Il s'agit, en favorisant l'incorporation du Nord-Est aux différentes initiatives régionales, de renforcer son intégration nationale tout en intensifiant de cette façon les relations que l'Inde entretient avec ses voisins orientaux.

Cette politique rompt le monopole de l'action dont bénéficiaient jusque-là les ministères de l'Intérieur et de la Défense, chargés respectivement de la sécurité intérieure et extérieure du territoire. Les années 2000 voient l'arrivée dans la région d'une antenne du ministère des Affaires étrangères indien (MEA) censée coordonner l'arrimage du Nord-Est au sein de la LEP, et de celle des principales chambres de commerce et d'industrie nationales. Si la situation reflète un intérêt grandissant envers la région, elle engendre un paradoxe : en œuvrant pour son ouverture territoriale, la région assiste à un cloisonnement institutionnel, coincée entre une logique d'ouverture pro-libérale portée par le MEA et une logique sécuritaire toujours vive – et au besoin instrumentalisée – portée par les acteurs traditionnels. En 2004, la création du ministère du Développement du Nord-Est (MDONER) doit remédier à cette situation par la mise en place d'un organe institutionnel de coordination des différents acteurs en jeu dans la région. Sauf que, situé à New Delhi et composé de fonctionnaires dont beaucoup n'ont aucune connaissance des problématiques propres à la région, le nouveau ministère se révèle d'emblée peu compétent. Sa légitimité est d'autant plus entamée qu'il empiète sur les prérogatives du *North Eastern Council* (NEC), basé à Shillong et qui, malgré un rang institutionnel inférieur, parvient depuis 1971 à mener un réel débat sur les thématiques socio-économiques de la région.

L'initiative « Make in Northeast » du MDONER, censée œuvrer au désenclavement du territoire par le développement du tourisme et d'une industrie locale supposés accélérer son intégration dans l'espace régional apparaît ainsi, depuis la région, comme une énième tentative de promouvoir un développement « par le haut », sans aucune consultation des acteurs locaux. Vus du Nord-Est, sécurité et développement sont loin d'être des logiques distinctes : conçues, financées, exécutées par New Delhi, elles répondent au seul objectif de renforcer, par le bâton et la carotte, la place et le poids déjà écrasants du Centre dans la région.

CONCLUSION : L'ABSENCE DE DÉBAT, UN ÉLÉMENT RÉVÉLATEUR

Si le poids écrasant que détient le Centre dans la gouvernance du Nord-Est trouve son fondement dans la Constitution, il est prolongé par des réseaux

durablement établis, alimentés par d'importants flux financiers en provenance du Centre et sujets à une corruption et à un clientélisme endémiques. Cette situation verrouille par conséquent l'espace politique et place toute tentative d'insuffler un mouvement du bas vers le haut face à des fractures multiples, aussi bien géographiques que sociales, culturelles et institutionnelles. Le passage entre les différents échelons administratifs se fait alors à sens unique, d'autant plus que la vie politique dans le Nord-Est est, à quelques exceptions près (Tripura, Mizoram), dominée par les partis nationaux (Congrès et BJP), c'est-à-dire les moins disposés à remettre en question les lignes directrices émanant du Centre. De plus, le nombre de députés d'un état fédéré à la Lok Sabha (la Chambre des représentants du Parlement) étant proportionnel à sa population, mis à part l'Assam, les États du Nord-Est disposent d'un poids politique dérisoire qui ne leur permet pas de mobiliser l'attention à l'échelle nationale. Dans leur effort de peser davantage, ces mêmes gouvernements ont tendance à se fédérer au nom du « Nord-Est », perpétrant ainsi l'image d'un ensemble monolithique et homogène façonné par le Centre. En aplanissant de cette façon les multiples particularités qui jalonnent la région, ils exacerbent les tensions identitaires et socio-économiques et creusent l'écart entre les populations et leurs représentants politiques.

Le mode de gouvernance du Nord-Est ne fait ainsi l'objet d'aucun débat de fond en Inde, une situation qui révèle l'ampleur de la marginalisation politique, économique et culturelle de ce territoire. À défaut d'avoir lieu dans la sphère politique, le débat est animé par certains *think-tanks* et cercles académiques qui, par leur indépendance et leur fiabilité, parviennent à se positionner de fait comme les seuls intermédiaires. S'ils arrivent parfois, par leurs propres canaux, à gravir les échelons et dépasser les multiples fractures jusqu'à interpeller les différents acteurs du pouvoir, leur rôle demeure beaucoup trop marginal pour renverser le rapport de force.

DEVELOPING NORTH-EAST INDIA: THE REGIONAL INTEGRATION POLICY CONFIRMS ITS MARGINALIZATION

Xavier Houdoy
Ph.D. candidate at IFG
November 2015

In January 2015, the Minister of Development of North Eastern Region (MDONER) announced the launch of the "Make in Northeast" initiative, a regional policy inspired by the vast national industrial development program known as "Make in India" strongly desired by Prime Minister Narendra Modi. Territorially landlocked, permanently kept on the fringe of the Indian collective imaginary, North-East India is a land peninsula covering an area of nearly 255,000 square kilometres (7.7% of the Indian territory) bordering from West to East, Bhutan, China (Tibet), Myanmar and Bangladesh. Connected to the rest of India by the Siliguri corridor, a mere twenty-kilometre wide strip of land, the region suffers, at the national scale, of a growing socio-economical gap and qualifies as a periphery through both symbolic and political lenses. Over the last few years however, New Delhi has shown a growing interest in the development of the area, home to an estimated 40 million people (3.1% of the national population). The primary goal is to fight the isolation of the region by working towards its regional integration – in the official rhetoric, turning a "dead-end" into a "bridge" between South Asia and its eastern extended neighbourhood. This policy, originally outlined by the United Progressive Alliance (UPA) coalition which ruled the country from 2004 to 2014, has since then been adopted by the Bharatiya Janata Party (BJP), its rival now in power. Although shared beyond political divides, this approach raises certain interrogations as it validates the supremacy of the Central government over a region that appears as artificial under many aspects. In fact, the so-called "North-East" evokes neither any cultural reality nor any collective memory but rather embodies an homogenized and simplified vision promoted by New Delhi in its efforts to expand its reach over a largely ignored and marginalized territory.

THE CONSTRUCTION OF A PERIPHERY: A MULTI-LAYERED MARGINALIZATION

The land known today as the "North-East" became part of the British Empire in 1826 when the signing of the Yandaboo Treaty marked the end of the first Anglo-Burmese War. Aside from the Brahmaputra valley (presently located in the State of Assam), endowed with sizeable hydrocarbon resources and suitable for tea culture, the rest of the territory was considered by the British Raj as a buffer zone to contain expansive moves from the enemy – Burmese, Chinese and later French, Japanese. In those areas, the colonial ruler merely sought the allegiance of local population without establishing a proper administrative presence. While this state of "loose governance" continued for a few years after

the Independence of India in 1947, the Partition that ensued aggravated the region's isolation and created the conditions for its economic marginalization by depriving it from its main maritime outlet, the harbour of Chittagong.

In the 1950s-1960s, the country's integrity faced challenges by the emergence of internal threats – the Naga, Mizo, and Manipuri uprisings – and external threats – the border dispute with China which caused the 1962 war – that convinced New Delhi of the necessity to assert its sovereignty. As a result, the Constitution of 1950 granted exceptional tutelary powers to the Centre, hence creating a "flexible" federalism, commonly described as asymmetric. However, the increasing military presence and the intensification of the process of national integration kept increasing the growing distrust towards the federal government, damaging even more the native populations' already weak sense of national belonging. The first attempt to foster development implemented at the time was widely regarded as a tool to anchor the presence of the State in the region. This implantation was mostly driven by a security approach that the State used to legitimate an irregular deployment of democratic institutions, hence contributing to the marginalization of the NER.

THE PROMOTION OF A DEVELOPMENT-DRIVEN APPROACH IN THE 2000S: THE STRENGTHENING OF A TOP-DOWN DYNAMIC

The security-driven angle ultimately failed to resolve the issues faced by the Indian nation-state, thus forcing New Delhi to reformulate its approach to the region at the turn of the 1990s. In order to foster development in the region, the UPA government decided to incorporate the NER into the Look East Policy (LEP), which since the early 1990s had been focusing on strengthening the economic ties between India and its neighbours to the East. Including the NER in the regional and trans-border initiatives already in place would on the one hand encourage the region's integration and on the other hand intensify India's external relations with its South-East and East-Asian partners.

This policy contributed in bringing new actors to the forefront, thus breaking the monopoly that the Ministries of Home Affairs (MHA) and Defence (MOD), respectively in charge of the internal and external security of the region, had enjoyed hitherto. The 2000s saw the installation of India's main chambers of commerce and industry in the region, as well as the opening of a branch of the Ministry of External Affairs (MEA) in charge of coordinating the inclusion of the NER into the LEP. Although this undoubtedly reveals a renewed interest for the region, it also creates a paradox: by working towards its territorial opening, the region is getting institutionally land-locked, wedged between the pro-liberal logic promoted by the MEA and a security-driven prism kept alive – and at times exploited – by the traditional actors. The creation of the Ministry of Development of the North-East Region (MDONER) in 2004 was intended as a solution to this problem, as the newly established institution's mandate was to coordinate the roles of the various players involved in the region. However, the new Ministry – located in New Delhi and composed of officers who know very

little about the matters at stake in the region – rapidly proved incompetent. In fact, its legitimacy was fragile from the very outset since its objectives infringed on the prerogatives of the North Eastern Council (NEC), based in Shillong since 1971, which despite its lower institutional rank, had managed to conduct a constructive debate on the socio-economic dynamics of the region.

Consequently, MDONER's "Make in Northeast" initiative, supposed to fight the region's economic marginalisation by the development of tourism and the promotion of a local industry in order to accelerate its regional integration thus appears as yet another attempt to promote a top-down approach to development, that doesn't include any consultation with local stakeholders. From the region's point of view, security and development policies have a substantial similarity-both are elaborated, funded and implemented by New Delhi and both – as a stick-and-carrot method – aim at strengthening the Central government's overwhelming power in the region.

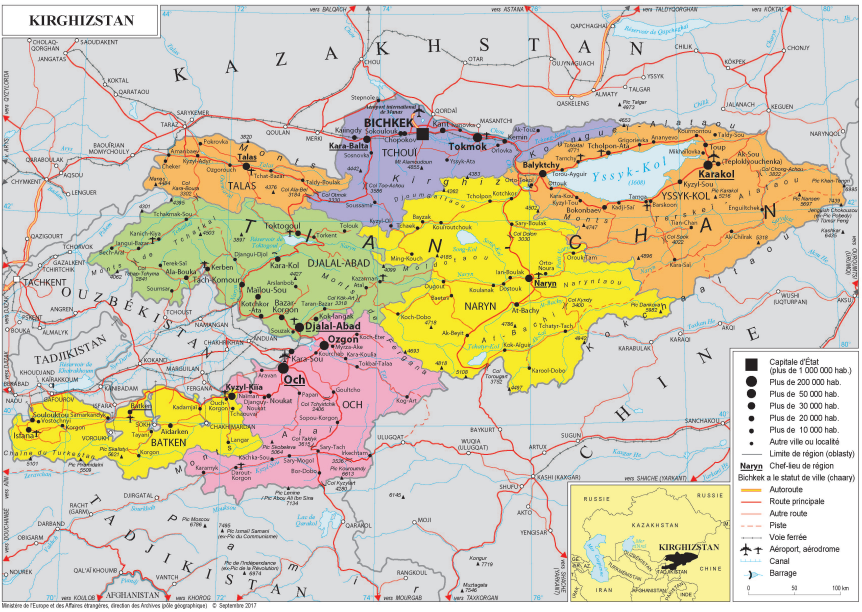
CONCLUSION. THE ABSENCE OF DISCUSSION, A SYMPTOMATIC FACTOR

The tight grip India's Constitution grants to the Centre on the governance of North-East is extended by well-established networks fuelled by substantial financial flows from the Centre, subject to corruption and to endemic nepotism. At a political level, a State's number of representatives at the *Lok Sabha* (the Chamber of Representatives) being proportional to its population, North-Eastern State governments have – except for Assam – a paltry political weight that does not allow them to gather attention at the national scale. Besides, political life in NER is, except in few cases – Tripura, Mizoram – dominated by national parties – Congress and BJP – which are the least inclined to question the guidelines issued by the Centre. Consequently, the political sphere is tightly controlled and any attempt to impulse a bottom-up dynamic is bound to face multiple fractures, be they geographic, social, cultural or institutional. As a result, when it comes to NER, transition through different administrative levels is a one-way process. In order to weigh more, the governments tend to unite under a common "North-East" banner, thus perpetrating the image of a monolithic and homogeneous unit, forged and promoted by the Centre. Flattening down the multiple particularities of the region exacerbates identity and socio-economic tensions and widens the gap between the population and its political representatives.

Finally, no substantive debate has taken shape in India's political sphere over the governance of the NER, something that reveals the extent of the political, economic and cultural marginalization of the territory. Instead of emerging on the political stage, the question of the development of North-East is held by a few think-tanks and academic circles that stand for their independence and reliability and which have *de facto* positioned themselves as the only intermediaries. If they sometimes manage through their own channels and processes to overcome the multiple obstacles and reach the circles of power, their role remains far too marginal to effectively reverse the balance of power.

LE DOMINO KIRGHIZ

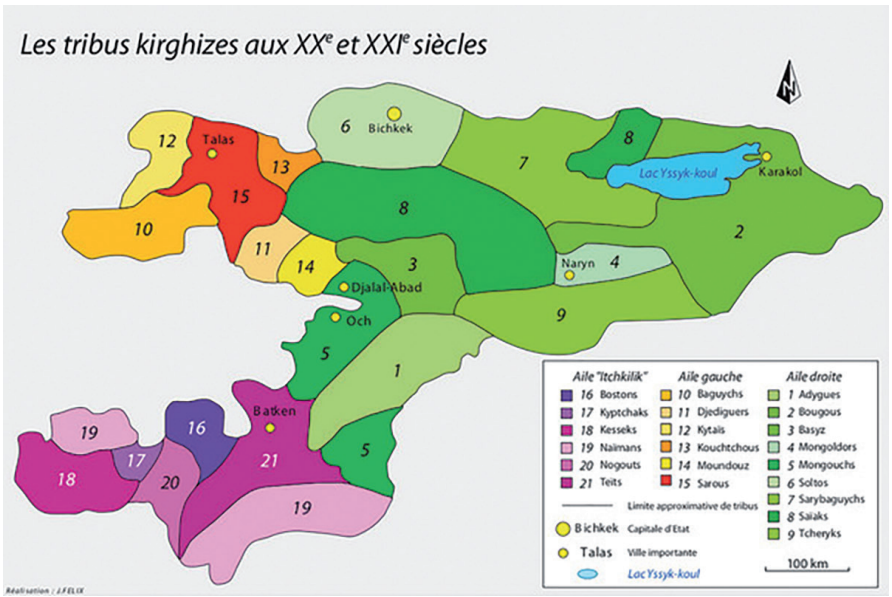
David Gaüzère
Membre associé au CEMMC et president du COSAC
Juillet 2016



La Kirghizie compte 7 *oblasti* (régions administratives) et 2 villes au statut autonome (Bichkek et Och). (© 2017 / Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, direction des Archives pôle géographique.) // Administrative map of Kyrgyzstan nowadays – Kyrgyzstan has 7 *oblasti* (administrative regions) and 2 cities with autonomous status (Bishkek and Osh). (© 2017 / Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, direction des Archives pôle géographique.)

Au lendemain de la « Révolution du 7 avril 2010 », la rue avait retrouvé son calme habituel à Bichkek, la capitale, et dans la plupart des autres villes kirghizes. En revanche, la situation restait encore confuse dans le sud kirghiz, où l'ancien président Kourmanbek Bakiev s'était retranché avec ses hommes dans l'attente de son exil ultérieur en Biélorussie. Les vagues d'affrontements réguliers entre les tenants de l'ancien régime dictatorial et clanique de la famille Bakiev et ceux du nouveau pouvoir politique d'essence démocratique, n'ont été au printemps 2010 qu'un épisode de plus à ajouter à l'histoire mouvementée et complexe qu'a connue la Kirghizie depuis son indépendance en 1991. Cette complexité résulte de l'imbrication d'intérêts régionaux (l'opposition séculaire nord-sud) locaux (tribaux, claniques) et de rivalités géostratégiques marquées entre puissances régionales (Russie, Chine, Turquie) et internationales (États-Unis).

La Russie et les États-Unis sont les héritiers d'une opposition hégémonique traditionnelle, tirant ses origines de la guerre froide. Pour Moscou, Bichkek fait partie de son « étranger proche ». La Russie dispose depuis 2003 d'une base militaire à Kant (30 km de Bichkek) et de plusieurs autres installations militaires. Mais, Moscou se sert aussi de la présence de 10 % de Russes en Kirghizie et de ses réseaux étroits avec l'élite politique kirghize pour imposer sa vision politique. Pour Washington, qui y disposait également d'une base entre 2001 et 2014 (base de Manas) et qui a su y faire prospérer de nouveaux réseaux, plus sous-jacents, la Kirghizie fait partie d'un front avancé pour aussi bien mener des opérations contre les réseaux terroristes en Afghanistan, que « gêner » la Russie dans son pré carré et freiner les ambitions économiques chinoises. Toutefois, l'évolution de la situation politique à Bichkek depuis avril 2010 a contraint Américains et Russes à rapprocher leurs vues et à faire taire leurs divergences au nom du maintien de la stabilité de cette jeune république et de la lutte contre le terrorisme.



Il y aurait aujourd'hui 21 tribus kirghizes regroupées en 3 *kanat* ou confédérations, schématiquement établies sur une base régionale et perpétuellement en concurrence pour le contrôle du pouvoir politique et économique. (© 2006 / D. Gaüzère.) // Map of actual Kyrgyz tribes – Today, there are 21 Kyrgyz tribes, grouped into 3 *kanat* or confederations, schematically established on a regional basis and who continually compete for the control of political and economic power. (© 2006 / D. Gaüzère.)

La Russie a, dès le 8 avril 2010, formellement reconnu le nouveau pouvoir à Bichkek, prenant position pour une neutralité absolue. Moscou avait quelques raisons d'exécrer l'ancien dictateur Bakiev : détournement personnel par le clan présidentiel d'un prêt d'État important, chantage sur la construction d'une

nouvelle base russe dans le Sud, rapprochement intéressé et lucratif de l'ancien régime avec les États-Unis… Mais, la Russie s'affolait d'autre part de la possibilité d'une « contagion démocratique » kirghize au Kazakhstan et jusqu'à son propre sol (notamment dans les milieux universitaires et cultivés de Moscou et de Saint-Pétersbourg). En rejoignant l'Union économique eurasiatique en août 2015, les nouvelles autorités kirghizes ont clairement démontré l'originalité de leurs orientations politiques, par un alignement à la fois sur les positions russes (renforcement des échanges économiques et de la coopération militaire) et le jeu de la carte de la démocratie parlementaire.

Les États-Unis ont, en revanche, été les grands perdants du changement de pouvoir politique à Bichkek. Washington soutenait l'ancien dictateur Bakiev, allant jusqu'à recevoir son fils, Maksim, et à le courtiser le jour même du 7 avril 2010, avant de reconnaître formellement les nouvelles autorités kirghizes une semaine plus tard (emboîtant le pas à la Russie, plus rapide). Depuis, Washington a dû rétrocéder en 2014 la base de Manas et recentrer de manière plus occulte ses activités sur place (renforcement de l'ambassade américaine, asile et soutien discret accordé à Kamtchybek Tachiev, l'héritier politique de Bakiev, en décembre 2015).

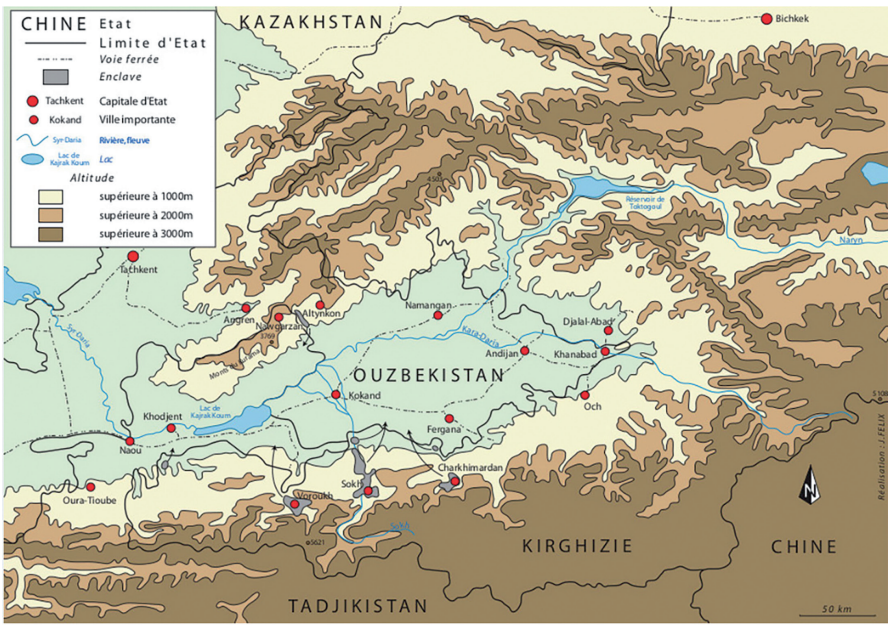
Peu importent les changements politiques à Bichkek, la Chine a traditionnellement et invariablement toujours mené une politique de pragmatisme et d'entente commerciale. Désormais, premier exportateur de produits manufacturés en Kirghizie, Pékin table sur une politique de stabilité et de neutralité vis-à-vis de son voisin kirghiz. Si la Chine a fermé durant quelques mois sa frontière à la suite des événements sanglants du sud kirghiz de juin 2010 et si la Kirghizie peut servir de « planque » aux contestataires ouïgours recherchés du Xinjiang voisin, les échanges économiques entre Bichkek et Pékin n'ont en rien été perturbés par soubresauts politiques à Bichkek. Une immigration économique chinoise, de plus en plus visible, commence cependant à éveiller des tensions de la part des « Kirghizstanais », toutes ethnies confondues, dans le pays.

La Turquie joue toujours un rôle économique et culturel essentiel en Kirghizie, mais l'action prosélyte de plus en plus marquée des confréries religieuses turques depuis 2010 a refroidi les relations entre Bichkek et Ankara.

Les républiques voisines d'Asie centrale (Kazakhstan, Ouzbékistan, Tadjikistan) redoutent avec un certain effroi la « contagion démocratique » et les conséquences de la formation d'une république parlementaire à Bichkek. La Kirghizie, perçue comme une « Suisse de l'Asie centrale » pour son rôle de refuge aux mouvements d'opposition démocratique de chaque État, fait peur aux États voisins, aux systèmes présidentiels autoritaires et partageant une allergie commune à toute ouverture politique. Ainsi, un embargo frontalier a, à partir d'avril 2010, asphyxié des pans entiers de l'économie kirghize. Étranglé, le nouveau gouvernement kirghiz a ouvert en représailles les vannes de plusieurs barrages sur la rivière Naryn pour inonder par des crues les plaines ouzbèkes et kazakhes, vitales, en contrebas, afin de forcer l'Ouzbékistan et le Kazakhstan à rouvrir leurs frontières. Aussi, dès l'automne suivant et le retour au calme, les

craintes ont laissé place à un pragmatisme de rigueur, qui prévaut depuis, face aux défis communs de la lutte contre le narcotrafic et le terrorisme islamiste et de la nécessité de partage des ressources énergétiques.

Les islamistes du Mouvement Islamique d'Ouzbékistan (MIO), achetés courant avril-mai 2010 par le clan Bakiev et les réseaux narco-mafieux du sud du pays pour saper les fondements du nouveau pouvoir politique, avaient discrètement gagné le Sud kirghiz depuis leur base de Kunduz dans le nord de l'Afghanistan et des caches dans les vallées tadjikes de Garm et d'Obigarm pour tenter de déstabiliser la religieuse et traditionnelle vallée du Fergana, divisée entre la Kirghizie, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan. Ils ont à ce titre joué un rôle actif dans la tentative de déstabilisation du Sud kirghiz en juin 2010, bénéficiant de nombreuses complicités locales et pouvant s'appuyer sur la logistique et les financements du djihadisme international. Leurs actions, depuis souterraines, restent néanmoins récurrentes dans la région. Le MIO a juré allégeance à l'État Islamique en mars 2015 et continue à rencontrer un fort écho parmi la population religieuse et désœuvrée de la vallée du Fergana.



Vitrine de l'absurdité soviétique, la vallée du Fergana est aujourd'hui un volcan prêt à se réveiller à chaque instant. Peuplée de 10 millions d'habitants, cette petite vallée encaissée d'Asie centrale est partagée entre 3 républiques, la Kirghizie, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan, et compte une vingtaine d'enclaves. Elle reste donc en permanence une zone de tensions à la fois interethniques et interétatiques. (© 2006 / J. Felix.) // Physical and administrative map of the Ferghana Valley – Showcase of Soviet absurdity, the Ferghana Valley is today a volcano, ready to wake up at any moment. Populated with 10 million inhabitants, this small Central Asian deep valley is shared between three republics, Kyrgyzstan, Uzbekistan and Tajikistan, and has more than twenty enclaves. It remains a permanent zone of both inter-ethnic and inter-state tensions. (© 2006 / J. Felix.)

La Kirghizie demeure encore en définitive un État faible, vulnérable, une sorte de domino, à la merci des convoitises de ses voisins. Son enclavement, son relief montagneux – dont la coupure géographique naturelle entre les vallées du Fergana au sud et du Tchouï au nord – et la détermination de frontières artificielles par le jeune pouvoir soviétique dans les années 1920 (internationalisées en 1991) font que l'unité nationale est chaque jour de plus en plus remise en question entre un nord, plus proche des traditions nomades des Kirghiz, superficiellement islamisé, plus russifié et sécularisé, plus industriel et un Sud, ouzbékophone, rural, conservateur et religieux, qui continue à former une « entité propre » reliée au reste du pays par une seule route, coupée plusieurs mois de l'année en hiver. La traditionnelle fracture politique, économique et culturelle entre le nord et le sud du pays s'accroît d'autre part toujours plus chaque jour, prenant désormais une tournure religieuse au gré des luttes régionales. Ainsi, aujourd'hui force est de constater que l'islamisme progresse dans le sud du pays, tandis que le nord connaît un certain essor des Églises et des sectes protestantes américaines et désormais coréennes (la Kirghizie abrite au nord d'importantes minorités coréenne et allemande). Les révolutions de 2005 et de 2010 n'ont donc fait que confirmer, par le jeu d'alternance des pouvoirs régionaux, le creusement d'un fossé béant s'agrandissant chaque jour davantage entre deux parties du pays de moins en moins conciliables.

Lénine, bien que de moins en moins connu par les jeunes générations, est toujours respecté en Kirghizie, pour avoir notamment « sauvé » le peuple kirghiz de son extermination en 1916 et sous le gouvernement provisoire. (© 2016 / B. Balci.) // Statue of Lenin March 2016 Osh – Although less and less known to younger generations, Lenin is still respected in Kyrgyzstan, notably for having "saved" the Kyrgyz people from extermination in 1916 and under the provisional government. (© 2016 / B. Balci.)

BIBLIOGRAPHIE/BIBLIOGRAPHY

Cagnat, René (dir.) (avec la collaboration de David Gaüzère et de Sergheï Massaoulov), « Asie centrale, essai de prospective à court et moyen terme : "Les jeux sont faits… ou presque !" », *Revue de Défense Nationale* 789, avril et mai 2016.

Gaüzère, David, « Le Tadjikistan, un avant-poste stratégique convoité en Asie centrale », *in* Pierre Chabal (dir.), *L'Organisation de Coopération de Shanghai et la construction de la « nouvelle Asie »*, Berne, Peter Lang, 2016, p. 203-220.

—, « D'Al-Qaïda à l'EIIL, l'évolution de la tactique de déstabilisation des États par les Organisations terroristes islamistes », *Diploweb*, Paris, 2015, [http://www.diploweb.com/D-Al-Qaida-a-l-EIIL-l-evolution-de.html].

—, « Veillée d'armes au Ferganistan », *Notes de l'Observatoire Stratégique et Économique de l'Espace Post-soviétique, Institut des Relations Internationales et Stratégiques*, 27 Mai 2013, [http://www.iris-france.org/docs/kfm_docs/docs/observatoire-russie/27052013-veillee-armes-au-ferganistan.pdf].
—, « Kyrgyz South : Dangerous Networks », Dossier : The Pogroms in Kyrgyzstan, Two Years After, Eurasiane (e-MAP), 1er mai 2012, [http://www.gis-reseau-asie.org/uploaded_files/images/monthly-articles/article-160701/kyrghyz-south-dangerous-networks.php].
—, *Les Kirghiz et la Kirghizie à l'époque contemporaine : La construction d'un État-nation*, Sarrebruck, Éditions universitaires européennes, 2010, 547 p.

THE KYRGYZ DOMINO

David Gaüzère
Associate member at CEMMC & COSAC
July 2016

In the aftermath of the "Revolution of 7 April 2010", street had regained its usual calm in Bishkek, the capital, and in most other Kyrgyz cities. At the same time, the situation remained confused in Southern Kyrgyzstan, where former President Kurmanbek Bakiyev was entrenched with his men in waiting for his subsequent exile in Belarus. Waves of regular clashes between the supporters of the former dictatorial and clan regime of the Bakiyev family and those of the new political power, from democratic essence, have been interpreted in spring 2010 as another episode to add to the turbulent and complex History, experienced by the Kyrgyz Republic (official designation) since its independence in 1991. This complexity results from the interweaving of regional (secular opposition North-South), local (tribal, clan-based) interests and marked geostrategic rivalries between regional (Russia, China, Turkey) and international (United States) powers.

Russia and the United States are the heirs of a traditional hegemonic opposition, pulling its origins in the Cold War. For Moscow, Bishkek is part of its "near abroad". Russia has since 2003 a military airbase in Kant (30 km from Bishkek) and several other military installations. But Moscow also used the presence of 10% Russians in Kyrgyzstan and its close networks with the Kyrgyz political elite to impose its vision policy. For Washington, who had also an airbase between 2001 and 2014 (Manas Airbase) and developed there more underlying networks, Kyrgyzstan is a part of as good an advanced front conducting operations against terrorist networks from Afghanistan, as a way to "hamper" Russia in its background and to slow down Chinese economic ambitions. However, the evolution of political situation in Bishkek since April 2010 forced Americans and Russians to reconcile their views and to silence their differences on behalf of the maintenance of stability of this young Republic and fight against terrorism.

Russia has, 8 April 2010, formally recognized new power in Bishkek, taking position for an absolute neutrality. Moscow had some reasons to loathe former dictator Bakiyev: personal diversion by the presidential clan of a major state loan, blackmail on the construction of a new Russian airbase in the South, interested and lucrative rapprochement from the former regime to the United States... But Russia was frustrated, on the other hand, about the possibility of a Kyrgyz "democratic contagion" to Kazakhstan and up to its own soil (notably in academic and intellectual circles in Moscow and St. Petersburg). By joining Eurasian Economic Union in August 2015, new Kyrgyz authorities have clearly demonstrated the originality of their policies, by alignment on both Russian

positions (strengthening economic exchanges and military cooperation) and the game's gamble of parliamentary democracy.

The United States, on another side, were the big losers of the change of power politics in Bishkek. Washington argued the former dictator Bakiyev, ranging up to receive his son, Maksim, and courting him the same day 7 April 2010, prior to formally recognize the new authorities in Kyrgyzstan a week later (a week after Russia). Since, Washington had to surrender in 2014 the Manas Airbase and refocus its activities to a more hidden way (new American Embassy building, asylum and discreet support to Kamchybek Tashiyev, the political heir of Bakiyev, in December 2015) on-site.

Regardless political changes in Bishkek, China has traditionally and consistently always pursued a policy of pragmatism and commercial agreement. Now, leading exporter of manufactured goods in Kyrgyzstan, Beijing plans on a policy of stability and neutrality towards its neighbouring Kyrgyzstan. If China has closed for a few months its border following the bloody events June 2010 in Southern Kyrgyzstan and if Kyrgyzstan can serve as a "stash" for Uighur protesters from close Xinjiang, trade between Bishkek and Beijing was in no way affected by Bishkek political upheavals. However, more and more visible Chinese economic immigration begins to arouse tensions with the part of the "Kyrgyzstanese" population, all combined ethnic groups, in the country.

Turkey is still playing an essential economic and cultural role in Kyrgyzstan, but the more marked proselyte actions from Turkish religious brotherhoods since 2010 cooled relations between Ankara and Bishkek.

Neighbouring Republics of Central Asia (Kazakhstan, Uzbekistan and Tajikistan) fear with a certain dread "democratic contagion" and consequences of the formation of a parliamentary Republic in Bishkek. The Kyrgyz Republic, seen as a "Switzerland of Central Asia" for its role as a refuge to every state democratic opposition movements, frightens neighbouring states, ruled by authoritarian presidential systems and sharing a common allergy to any opening policy. Thus, a border embargo asphyxiated since April 2010 whole swathes of the Kyrgyz economy. Strangled, the new Kyrgyz Government opened in retaliation valves of several dams on the Naryn River to flood the below Uzbek and Kazakh vital plains, in order to force Uzbekistan and Kazakhstan to reopen their borders. Also, with the following autumn and the back to calm, fears have been replaced by a rigorous pragmatism, which is now prevailing, facing the common challenges of the fight against drug trafficking and Islamist terrorism and the need to sharing energy resources.

Jihadists from the Islamic Movement of Uzbekistan (IMU), purchased current April-May 2010 by the Bakiyev clan and the narco-mafia networks in the South of the country to undermine the foundations of the new political power, had quietly betaken themselves to Southern Kyrgyzstan from their base in Kunduz in the North of Afghanistan and caches in Tajik Garm and Obigarm Valleys, in an attempt to destabilize the religious and traditional Fergana Valley, divided between Kyrgyzstan, Uzbekistan and Tajikistan. They have played such an active role in this destabilization attempt in June 2010, benefiting much

local complicities, and could rely on logistics and financing of international jihadism. Their actions, since underground, remain nonetheless recurrent in the region. The IMU has sworn allegiance to the Islamic State in March 2015 and continues to meet a strong echo among the religious and desperate population of the Fergana Valley.

Kyrgyzstan still ultimately remains a weak, vulnerable state, a sort of domino, at the mercy of covetousness from its neighbours. Its landlocked-state aspect, its mountainous land – including natural geographical break between the Fergana Valley in the South and the Chu Valley in the North – and the determination of artificial borders by the young Soviet power in the 1920s (internationalized in 1991) explain that national unity is every day more and more questioning between a North, closer to the nomadic traditions of a superficially Islamic Kyrgyz people, more Russified, secularized and industrial ground, and an Uzbek-speaking, rural, conservative and religious South, which continues to form an "own entity", linked to the rest of the country by a single road, cut several months of the year in winter. Besides, the traditional political, economic and cultural fracture between the North and the South of the country is still increasing more and more every day, now taking a religious turn at the discretion of the regional struggles. Thus, Islamism is clearly progressing in the South of Kyrgyzstan, while the North is facing the growth of Protestant American and now Korean churches and sects (North Kyrgyzstan houses important Korean and German minorities). Through the alternation of regional authorities, the 2005 and 2010 revolutions have confirmed, that the digging of a gaping gap is more expanding every day between two less and less reconcilable parts of the country.

L'OCÉANIE, ENTRE VULNÉRABILITÉS ET CONVOITISES

Sarah Mohamed-Gaillard
Maître de conférences en histoire contemporaine au CESSMA
Août 2016

L'Océanie occupe une place marginale tant dans l'histoire des colonisations que dans celle des relations internationales. Cette région se compose pourtant de milliers d'îles et englobe un espace océanique considérable, s'étirant des îles Hawaii au nord, à Rapa Nui à l'est, à la Papouasie-Nouvelle-Guinée à l'ouest et, à la Nouvelle-Zélande au sud. Le caractère quasi invisible de l'Océanie dans ces historiographies tient en partie à l'exiguïté et à la dispersion d'une grande partie des îles qui représentent par ailleurs un bassin démographique limité : environ 38 millions de personnes en incluant les populations de l'Australie (24 millions d'habitants) et de la Nouvelle-Zélande (environ 4,3 millions). Les seuls États et territoires insulaires représentent donc moins de 10 millions d'habitants dont 6,5 millions pour la seule Papouasie-Nouvelle-Guinée, la plus grande et la plus peuplée des îles d'Océanie.

L'Océanie dont les contours géographiques – notamment sur ses bordures occidentales – peuvent être flous, est en outre souvent confondue avec l'appellation générique de Pacifique qui tend à diluer les spécificités des États et territoires insulaires dans un espace Asie-Pacifique fortement défini par ses bordures continentales. De cette mise en perspective découle souvent l'image d'États et territoires océaniens faisant figure de « ventre mou » d'un espace Asie-Pacifique dynamique. En dépit de la grande diversité des situations des archipels, les États et territoires d'Océanie sont ainsi largement perçus par leurs vulnérabilités démographiques, sociales, politiques, économiques, stratégiques, environnementales et climatiques.

Pourtant, ces îles ne cessent depuis la fin du XVIIIe siècle de susciter la convoitise des Occidentaux en quête d'escales et de points d'appuis pour leurs Marines ; de richesses naturelles à capter ; d'âmes à évangéliser ; de terres à mettre en valeur ; de main d'œuvres à exploiter, etc. Après les premières prises de possession anglaises auxquelles s'oppose, dans les années 1840, une offensive française aux îles Marquises, à Tahiti et en Nouvelle-Calédonie, les prises de possession des îles répondent rarement à un projet colonial clair de la part des États occidentaux. La volonté d'empêcher une nation concurrente d'accéder à un archipel a ainsi pu guider l'action de la Grande-Bretagne, de la France, des États-Unis, de l'Australie, etc. Cette tactique qui vise à dénier l'attrait stratégique que pourrait avoir une île pour une puissance rivale, est largement poursuivie durant la guerre froide au cours de laquelle l'Océanie fait pourtant figure de lac occidental. Mais l'intérêt militaire de certaines îles, dans lesquelles les États-Unis, la Grande-Bretagne, puis la France testent leurs armements atomiques, ou disposent de site de lancement pour leurs fusées et satellites, confère à la région dans

son ensemble une importance stratégique qu'aucune action extérieure ne doit venir fragiliser.

Dans les années 1970 et 1980, les actions soviétiques, chinoises, voire libyennes ont pu inquiéter les puissances présentes en Océanie, même si elles représentaient des risques de déstabilisation bien moindre que les tensions internes aux archipels en voie de décolonisation ou nouvellement indépendants. À la fin de la guerre froide, les grandes puissances manifestent un certain désintérêt stratégique pour la région qui se traduit notamment par une réduction des aides au développement. C'est sur fond de ce relatif désengagement que certaines fragilités internes aux archipels surgissent parfois violemment comme ce fut le cas en Papouasie-Nouvelle-Guinée, à Fidji, aux îles Salomon, à Tonga, etc. Ces tensions ont fait naître des craintes quant à la stabilité d'une région de plus en plus souvent définie par ses vulnérabilités.

Pour contrer les fragilités de ce monde insulaire, les puissances historiquement possessionnées en Océanie déploient des programmes de coopération et de développement à destination d'États océaniens qui peuvent aussi compter sur de nouveaux bailleurs de fonds, tels la République populaire de Chine, Taïwan, l'Inde, etc. L'Océanie devient ainsi le théâtre d'une compétition entre des États qui y développent des stratégies locales afin de conforter leur politique globale de puissance. Les États-Unis, la France, la RPC et l'Inde – tous dotés d'un armement nucléaire – s'impliquent ainsi en Océanie, à des degrés divers, et pour des motivations différentes. La région n'est donc en rien laissée en marge des enjeux internationaux tant stratégiques qu'économiques. Consciente de cette compétition qui se manifeste entre autres par une stratégie du dollar destinée à gagner l'appui des États insulaires, Hillary Clinton affirme, lors du 43e Forum du Pacifique (2012) : « [l]e Pacifique est assez grand pour nous tous. » Indépendamment de la forme qu'ils prennent, ces transferts de fonds qui sont nécessaires aux États océaniens, témoignent donc des enjeux qu'ils représentent tant au sein des rapports de force qui traversent l'Asie-Pacifique, voire l'Indopacifique que sur la scène internationale.

Face à une vision occidentale qui souligne les fragilités insulaires, une perspective océanienne tend à valoriser les étendues océaniques et les échanges qui lient les archipels les uns aux autres. Tel est le cas de la notion de « mer d'îles » proposée par Epeli Hau'ofa, à laquelle fait écho celle de « Grands États océaniques » mise en avant par le Forum du Pacifique en 2012.

Sans céder à une vision angélique – les fragilités des États insulaires sont bien réelles – il faut relever que ces archipels détiennent certains atouts. Ils disposent d'immenses Zones économiques exclusives qui peuvent susciter la convoitise du fait de leur richesse en poissons et de leurs potentielles réserves en minerais et en hydrocarbures. L'Océanie n'échappe ainsi ni à la recherche de nouvelles ressources énergétiques ni au nécessaire contrôle des voies de transports de ces énergies. L'Australie s'approvisionne ainsi en gaz en Papouasie-Nouvelle-Guinée dont les gisements pétroliers comme les réserves d'or, de cuivre, de cobalt, de nickel… attirent de nombreuses entreprises, notamment chinoises et américaines. De par leur position géographique, certains de ces

archipels ont en outre un intérêt stratégique pour le stationnement de forces armées ; rappelons l'importance de Guam pour les États-Unis ou encore le projet chinois d'installer une base militaire à Tonga. De même, les îles situées à proximité de l'équateur sont propices à l'accueil de sites nécessaires aux programmes spatiaux. L'Inde souhaite ainsi donner plus d'indépendance à sa politique spatiale en installant à Fidji une station de contrôle. Enfin, bien que ces États insulaires puissent être qualifiés de micro-États, ils n'en jouissent pas moins des qualités reconnues à un État souverain et jouent un rôle non négligeable au sein des forums internationaux.

À titre d'exemple, la République populaire de Chine et Taïwan se sont livrés jusqu'en 2006 à une guerre du carnet de chèques pour obtenir la reconnaissance diplomatique des États insulaires. Depuis 2014, l'Inde développe ses relations avec l'Océanie et dans ce but, organise à Fidji le premier sommet Inde-États insulaires du Pacifique. Les 14 États océaniens qui participent à ce sommet, reconduit en 2015 et 2016, représentent autant de potentiels appuis diplomatiques pour l'Inde qui souhaite obtenir un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies. Outre l'intérêt que représentent en eux-mêmes ces États insulaires qui peuvent être un débouché pour les productions industrielles, le récent intérêt de l'Inde pour la région traduit une ambition plus large au sein d'une aire Indopacifique en plein développement et marquée par sa rivalité avec la République populaire de Chine.

En dépit de vulnérabilités parfois fortes, l'Océanie est l'un des théâtres de l'aire Asie-Pacifique ou d'une région Indopacifique en devenir. En ce sens, ces îles peuvent constituer de possibles pôles d'influence pour des puissances aux ambitions globales. La multiplication des acteurs intéressés par cette région complexifie les relations régionales tout en donnant aux États insulaires l'opportunité de développer des politiques étrangères répondant à leurs intérêts propres. Les jeux de puissance qui se jouent actuellement en Océanie, sont donc loin de se réduire à des enjeux locaux. Ils mettent à la fois en lumière la place qu'occupe cette région sur la scène internationale et la conception que les États océaniens se font des relations internationales.

BIBLIOGRAPHIE/BIBLIOGRAPHY

Argounès, Fabrice, Mohamed-Gaillard, Sarah & Vacher, Luc, cartographie de Marin, Cécile, *Atlas de l'Océanie. Continent d'îles, laboratoire du futur*, Paris, Autrement, 2011, 80 p.

Fry, Greg & Tarte, Sandra (éds), *The New Pacific Diplomacy*, Canberra, ANU Press, Pacific Series, 2015, 326 p.

Hau'ofa, Epeli, « Our sea of Islands », in *We are the Ocean, selected works*, Honolulu, University of Hawaii Press, 2008, p. 27-40.

OCEANIA BETWEEN VULNERABILITIES AND COVETOUSNESS

Sarah Mohamed-Gaillard
Lecturer of contemporary history at CESSMA
August 2016

Oceania has a marginal place within the colonial studies and the history of international relationships. This region, which is composed of thousands of islands, is a huge oceanic space that spreads from the Hawaii Islands in the North to Rapa Nui in the East and from Papua New Guinea in the West and to New Zealand in the South. Partly due to the exiguity and dispersion of large parts of these islands, Oceania remains quasi-invisible into historiography and represents a limited demographic area of nearly 38 million people from Australia (24 million inhabitants) and New Zealand (nearly 4.3 million). The Island states and territories which represent less than 10 million inhabitants whereby only 6.5 million are Papua New Guinean, are the largest and most inhabited isles of Oceania.

Although Oceania's geographic contours – especially those in the western region – may be ill-defined, it is also merged with the common classification of the Pacific that tends to dilute the characteristics of the Island states and territories in a Asia-Pacific area. Hence the Pacific Island States and Territories seem to be a grey zone in a dynamic Asia-Pacific space. In spite of the large diversity of situations in the archipelagos, Pacific Island Countries (PIC) are nevertheless largely perceived by their demographic, social, political, economical, strategic, environmental and climatic vulnerabilities.

However, since the end of the eighteenth century, these islands continue to arouse envy from Westerners who are seeking to take stopovers for their Marines; to exploit natural wealth, to evangelise people, to cultivate the land, to get the labour force to work, etc. After the first English annexations, which were followed by the 1840s French offensive in the Marquesas Island, Tahiti, and New Caledonia, conquests of the islands no longerrelated to a clear colonial project. The will to avoid a rival State's access to an island could motivate the United Kingdom, France, United States, Australia… into Oceania. This race for conquest, which countries denied as strategic interests, was largely followed throughout the Cold War and through a pro-occidental Oceania. The islands also stratetic and military value which often consisted of also added to the strategic nuclear tests by United States, United Kingdom, andFrance, For this reason, no external action would weaken the balance. In the 1970s and 1980s, Soviet China and Libya threatened the security of the western powers interests in Oceania. The problems of destabilization inthe area soon became smaller than the internal tensions causing territories already engaged in the decolonization process or newly independent states to become stressed. At the end of the Cold War, the great powers manifested a strategic denial for Oceania that was expressed by the diminution of the developmental aids. Some fragilities of

the island State resulted in violence which appeared in Papua New Guinea, Fiji, Solomon Islands and the Tonga. These tensions reflectedthe instability of this region and defined it by these weaknesses.

To counter the fragilities of these island, the powers that have historically been involved in Oceania developed programs of cooperation and development that allowed these Island States and Territories to rely on new funding partners, such as China, Taiwan, India, etc. Therefore, Oceania has became a zone of competition for increasing global policies of power. The United States, France, China and India – four nuclear powers – have been involved in Oceania for different reasons and at different degrees. Thus, the region is not let? at the margins of international strategic or economic issues. Understanding this context, the dollar policy is often takin in order to gain support of the Island States. According to Hillary Clinton at the forty-third meeting of the Pacific Forum (2012): "The Pacific is big enough for all of us". However, regardless of their type, these financial transfers necessary for the PIC, represent general issues of the Asia-Pacific and Indo-Pacific areas within the international scene.

From awestern vision, which emphasizes the fragilities of the Islands, the Oceania voice underlines the values of the oceanic spaces and the exchanges that bind the islands together. This defines the meaning of the expression "sea of islands" by Epeli Hau'ofa, and echos the other expression "Pacific's Great Ocean States", raised by the Pacific Forum in 2012.

Without engaging in otherworldliness – the weaknesses of the Island States are very real – these archipelagos also have some assets. They dispose huge Economic Exclusive Zones whose fishing resources and potential ore and oil reserves could excite the envy of external powers. Oceania is plainly concerned with the research of new energetic resources and with the necessity to control its paths of transport. Australia supplies itself with gas from Papua New Guinea whose oil deposit reserves, such as gold, copper, cobalt and nickel reserves attract a lot of Chinese and American companies. Due to their geographic position, some of these islands may also be of a particular strategic interest for the stationing of troops. We could also stress the importance of Guam for United States or the Chinese project of setting upa military base in Tonga.

Likewise, the islands located in the vicinity of the equator are favorites to host space programs. India wants to give more independence to its space program by setting a control station at Fiji. Thus, even though the Pacific Island States could be referred to as small states, they still hold all the attributes of sovereign states and play a non-negligible role in the international forums.

For instance, until 2006, the Republic of China and Taiwan have carried "a chequebook competition" for gaining the diplomatic recognition of the PIC. Since 2014, India developed its ties with Oceania and in reaching this goal organized the first Forum for India Pacific Islands Cooperation in Fiji. In 2014, 2015 and 2016, the 14 PIC were represented as potential diplomatic supports for India whichwished to obtain a permanent seat at the UN Security Council. These PIC would also represent a market opportunity for the Indian industries. But the recent interest that India manifests for Oceania is representative

of its ambition into an Indo-Pacific area, its aim to develop fast, and its rivalry with China.

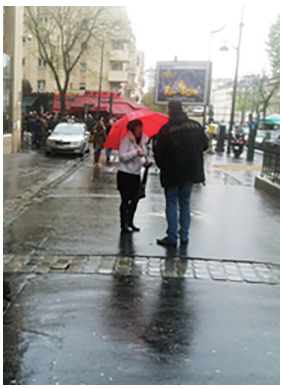
Despite its sense of vulnerability, Oceania is a sub-region of Asia-Pacific and Indo-Pacific areas that could be seen by global powers as some local point of influence. The multiplication of actors with an interest in Oceania makes the regional relationships more complex, giving the Pacific Island States the opportunity to develop a foreign policy related to their own interests. The political powers that are currently carried out in Oceania cannot be reduced to local issues. They highlight the position the area holds in the international scene and how the PIC appreciate international relationships.

ENTRE DÉCLIN ET PROGRESSION SOCIALE, LES TRAJECTOIRES TRANSNATIONALES DES MIGRANTS DE CHINE DU NORD INSTALLÉS À PARIS

Florence Lévy
Jeune chercheuse associée au CECMC
Octobre 2016

Mme Cheng, proche de la cinquantaine, marche d'une allure lente dans les rues de l'est parisien. Vêtements et maquillage sobres, attitude discrète, rien n'indique qu'elle travaille comme prostituée et est à la recherche de clients. Cette ancienne comptable de Fushun s'est lancée dans cette activité en indépendante quelques années après son arrivée à Paris. Si les débuts lui ont été particulièrement pénibles, elle reste positive et explique qu'elle ne supportait plus de travailler en tant que nourrice pour des Chinois du Sud qui la méprisaient et l'exploitaient.

Pour elle, le commerce du sexe est « un choix quand on n'a plus le choix », mais il lui a permis de s'affranchir du contrôle de son employeur, de rencontrer son mari français et enfin d'obtenir un titre de séjour par mariage. Depuis, elle combine les gains de la prostitution au travail plus respectable de femme de ménage et a pu payer des études onéreuses à son fils resté au pays.



Prostitution de rue Paris. (© 2015 / F. Lévy.) // Paris street prostitution. (© 2015 / F. Lévy.)

C'est également afin de ne « plus avoir un patron qui te surveille » que M. Wei, un ancien conducteur de taxi à Tianjin, a abandonné les emplois dans les restaurants et les chantiers de construction à Paris, pour travailler en tant que chiffonnier. Il récupère dans les poubelles parisiennes des objets qu'il revend à la sauvette en marge des marchés aux puces. Lui aussi considère qu'il « faut avoir la face épaisse » pour trier les déchets sous le regard des riverains. Cependant, il est satisfait de pouvoir gagner près de 1 000 euros par mois et d'entretenir à distance sa femme et sa fille, restées à Tianjin.

Marché informel en marge du marché aux puces de Montreuil. (© M. Qiu.) // Informal market besides flea market of Montreuil. (© M. Qiu.)

Les histoires de vie de ce type, qui sont assez fréquentes parmi les migrants provenant du nord de la Chine installés à Paris depuis la fin des années 1990, interrogent. Comment en effet expliquer que ces urbains quittent un pays en pleine croissance et des situations relativement confortables pour émigrer vers un pays où ils vont se trouver dans des trajectoires si descendantes ? Car à bien des égards ce flux récent et très peu documenté prend à revers les idées reçues sur les migrations. La plupart de ces migrants sont des quadragénaires, urbains, diplômés du secondaire ou de l'université, estimant appartenir à une petite couche moyenne chinoise et qui sont partis seuls, sans contacts en Europe. Les femmes représentent 70 % des migrants et deux tiers d'entre elles sont divorcées. Ces profils très atypiques les distinguent non seulement des autres immigrants provenant de Chine du Sud majoritaires en France (qui s'inscrivent dans des chaînes migratoires villageoises) mais aussi de la plupart des migrants « économiques ».

Réinsérer ces parcours migratoires dans les histoires de vie longues commencées en Chine permet de mettre en lien l'émergence de ce flux avec les transformations économiques et sociales de la Chine urbaine au tournant du siècle. Le départ pour l'Europe a été conçu comme une solution innovante pour résister au déclassement qui les menaçait depuis l'accélération des réformes. Ces personnes, qui pour la plupart ont intégré après leurs études des postes d'ouvriers qualifiés, de cadres, de personnels de direction, ont bénéficié des avantages offerts par le régime maoïste (éducation, santé, emploi logement, retraite). Mais ces modèles de réussite ont été brusquement remis en cause à partir du milieu des années 1990. Les trajectoires professionnelles ont été les premières touchées car les restructurations industrielles ont entraîné un soudain chômage de masse ; les premiers « mis à pied » ont été les femmes, les vieux (plus de quarante ans) et ceux sans qualification technique, c'est-à-dire des profils correspondant à la majorité des migrants rencontrés à Paris. Dans le même temps, le dispositif de protection sociale a été remis en cause et l'accès à l'éducation et à la santé, jusque-là quasi gratuites, sont devenus très onéreux. Or ces personnes ont été directement touchées car elles devaient prendre en charge leur enfant – sur le point d'entrer à l'université – et leurs parents dont la santé déclinait. Enfin, des pratiques consuméristes sont devenues de nouveaux marqueurs de positionnement social et la plus faible croissance des capacités économiques de ces urbains vis-à-vis d'autres groupes a été perçue

comme un signe d'appauvrissement. Ainsi, si peu de migrants rencontrés à Paris se trouvaient effectivement sans emploi au moment de leur départ, tous ont redouté la baisse de leur niveau de vie. Pour les femmes, ces difficultés ont été à l'origine de tensions familiales qui ont pu se conclure par un divorce. La forte stigmatisation sociale et l'appauvrissement de ces femmes divorcées ont accru leur sentiment d'être en rupture par rapport aux normes économiques et sociales de la réussite. En réponse aux sentiments d'insécurité professionnelle, économique, familiale et de perte de statut, la migration a été pensée par tous comme une solution temporaire mais aussi très innovante dans leur catégorie sociale. « On est venu pour travailler et gagner de l'argent pendant 3 à 4 ans et rentrer à la maison [avec des économies]. »

En France, le projet et en particulier sa temporalité changent de nature. Le suivi des parcours sur une période longue, entre trois à neuf ans, permet de montrer combien les projets sont façonnés par des contraintes, cette fois propres au pays d'installation, qui avaient rarement été anticipées avant le départ. Venus avec des visas touristiques, ces migrants se sont retrouvés rapidement sans titre de séjour. L'illégalité va dès lors façonner leurs marges de manœuvre en les confinant à des ressources informelles et à une précarité temporelle (puisqu'ils sont expulsables à tout moment).

Au niveau professionnel, l'absence de papiers, de maîtrise du français et de contact sur place contribue à limiter leur choix aux emplois informels proposés par des employeurs de Chine du Sud, installés depuis plus longtemps à Paris. Quelles que soient leurs formations et leurs capacités prémigratoires, les hommes y sont embauchés pour des tâches nécessitant la force physique, dans les restaurants, ateliers de confection ou entrepôts et les femmes comme nourrices à demeure. Si à première vue, ces situations s'apparentent à celles d'un marché du travail ethnique, regroupant des travailleurs, des employeurs et des clients sinophones, les situations sont plus complexes. Les migrants du Nord se plaignent de tensions récurrentes avec leurs employeurs du Sud, prenant la forme d'humiliations et d'exploitations. Ils s'estiment discriminés à l'embauche, recrutés pour les tâches les plus pénibles ou les plus mal payées et surtout dans des emplois genrés mais toujours déqualifiés. Ces situations sont très mal vécues par les Chinois du Nord qui supportent mal d'être au service de personnes du Sud, d'origine rurale et peu éduquées. Se renégocie à Paris une fracture sociale provenant de Chine, qui valorise les urbains aux dépens des ruraux, largement délaissés par le régime. À Paris, les Chinois du Nord qui sont insérés dans les réseaux sinophones mais au plus bas de la stratification sociale, vivent un renversement des hiérarchies sociales en migration. L'espace des sinophones n'y est ni homogène ni régi par des relations de solidarité systématiques mais est, au contraire, traversé par des clivages forts et des relations de pouvoir. Les liens interpersonnels mêlent à la fois entraide, concurrence et exploitation. Ils sont ambivalents et éphémères et interrogent l'idée d'une « communauté chinoise » à Paris tout en permettant de montrer la complexité des usages scientifiques du concept d'ethnicité.

À l'image de Mme Cheng et de M. Wei, ces tensions poussent une partie des migrants du Nord hors de ces réseaux « ethniques ». Ils investissent alors des activités indépendantes, à la marge de la société locale, mais destinées à une clientèle parisienne. Les hommes deviennent chiffonniers ; les femmes ont plus de choix car outre la domesticité et les soins du corps, elles utilisent la sexualité en migration, en se prostituant mais également en se mariant avec des hommes français, mettant ainsi sur le même plan, les ressources économiques et les ressources de l'intime. On est de nouveau dans le registre d'activités innovantes et genrées face à des contraintes subies. Elles les obligent à un travail sur la présentation de soi, ici et en Chine, tout en préservant leur capacité d'atteindre l'objectif affiché dès le départ de soutenir la famille restée au pays. Ainsi, malgré l'impossibilité de retourner en Chine, l'investissement de l'espace transnational leur permet de contrebalancer une mobilité sociale descendante en France par des positionnements sociaux ascendants en Chine, maintenus à distance et ainsi de préserver une image positive d'eux-mêmes.

BIBLIOGRAPHIE/BIBLIOGRAPHY

Lévy, Florence & Lieber, Marylène, « La sexualité comme ressource migratoire : les Chinoises du Nord à Paris, *Revue française de sociologie* 50 (4), 2009, p. 719-746.

—, « La migration des Chinoises du Nord : une alternative genrée ? », *Perspectives Chinoises* 4, (numéro spécial sur les femmes en Chine), 2012, p. 47-55.

—, « The Migration of Women from Northern China : A Gender-Oriented Choice ? », *China Perspectives* 4, (Special issue on Women in China), 2012, p. 43-51.

— « Entre contraintes et interstices, l'évolution des projets migratoires dans l'espace transnational. Une ethnographie des migrants de Chine du Nord à Paris », Paris, EHESS et Université de Neuchâtel, Thèse de doctorat de sociologie, 2015, 500 p.

BETWEEN DOWNWARD AND UPWARD SOCIAL MOBILITY: TRANSNATIONAL CAREERS OF NORTHERN CHINESE MIGRANTS IN PARIS

Florence Lévy
Junior research associate at CECMC
October 2016

Mrs. Cheng, a Chinese woman in her late 40's walks slowly in the streets of Eastern Paris. Nothing indicates that this plainly dressed and lightly made up woman is a sex worker looking for clients. Being a Chinese ex accountant, she turned to this independent work a few years after her arrival in Paris. When times were difficult, she would remain optimistic by remembering her unbearable work as a nanny for the southern Chinese employers who despised and exploited her.

She defines prostitution as "a choice, when you have no choice", while also acknowledging how it enabled her to leave her previous employer, to meet her French husband and to obtain a legal document through marriage. Being able to work as a cleaning lady, she was able to combine her earnings from this more respectable position and prostitution to pay for her son's expensive university fees in China.

Mr. Wei, a former taxi man in Tianjinin Paris who worked at construction sites and restaurants in Paris, also wanted to free himself from the control of an employer. Like many northern Chinese migrants, he sells used objects salvaged from Parisian bins at illegal flea markets. He notes that "you need to have a thick face" when locals watch you inspecting rubbish bins. Still he is satisfied with his monthly earnings (around 1,000 euros) and sends some to his wife and daughter in China.

These life stories are beyond exceptional among northern Chinese migrants who have settled in Paris since the late 1990s. They continue to question the motivations and the senses associated with migration. Why do these migrants leave a country of increasing economic growth to settle in Europe where they will experience migration as a harsh downward social mobility? In certain ways, this recent and poorly documented flux tackles many ill-acknowledged ideas on migrations. Most migrants are educated citizens in their 40's and depict themselves as part of the lower middle class urban population in China. Women represent 70% of these migrants with 2/3's being divorced. Their atypical profiles contrast with the largest Chinese migration flux in France. Coming from South of China and embedded in migratory chains, they are different from most economic migrants.

Contextualizing migration trajectories into long term life stories in China highlights the link between the rise of this new migratory wave and the social and economic transformations of urban China at the turn of the century. Migration has been conceived by these men and women as a way to resist

the downward social mobility increased by economic reforms in the mid-90s. After graduation from high school or a university, they take positions as qualified workers in intermediary professions or management. These lines of work allow access to a series of benefits (good education, permanent jobs, subsidized housing, health care, retirement). However, this model of success is suddenly put into question. Their professional careers are affected by the restructuring of the economy which is accompanied by the shut down of many state owned enterprises. The first to be made redundant are the workers considered to be the least adaptable to the new, flexible, and competitive working conditions. These groups consisted of older workers (aged over 40yrs) and those who met fewer qualifications such as women. Therefore, it is easy to see how this criteria applies to the profiles of most migrants in Paris. At the same time, the dismantle of welfare system escalated prices if access to healthcare and education. This generation is confronted with an unprecedented need for money, as they have to provide for both their children and aging parents. The changes in lifestyles and the development of a consumer society have led to the emergence of new enticements. The economic capacity is a determining factor when it comes to evaluating the social positioning of individuals. While the country is rapidly developing, migrants' narratives reflect frustration of their situation. The speed of improvement on their living standards is perceived to be slower than other groups. They often interpret this discrepancy as a sign of impoverishment. If few migrants were unemployed before they left China, most were concerned about a decrease of their living standards. But these economic and social changes also have an impact on families causing a significant rise in divorce rates for city dwellers in their forties. Divorce is often accompanied by women impoverishment and social stigmatization which increases the insecurities of meeting the economic and social norms of success. The combination of these different difficulties allow future migrants to feel put aside or offset from the middle class. Migration is therefore thought of as a temporary and innovative solution to address the issue of professional, economic, familial and social decline in status. "We came to France to work and earn money during three or four years and then go home."

In France, their migration plans and its temporality change of nature. The follow-up of migrants' trajectories during three to nine years allows for the measurement of impact of structural constraints in the destination country that shape their projects. They came with tourist visas and soon after become undocumented migrants. Illegal status creates room for maneuvering and confining them to informal resources in a temporal precarity (as they could be deported at any time). The lack of legal status, French language skills and contacts with locals limit their choices to informal jobs proposed by Chinese entrepreneurs or families settled for a longer period of time in Paris. Men find jobs in restaurants, garment factories, or warehouses while most women work as live-in nannies. At first glance, these situations are related to an ethnic work market which consists of Chinese speaking workers, employers, and clients. However, a deeper analysis highlights the complexity

of these situations. Feeling humilated and exploited by employers, Northern Chinese migrants often complain about their working conditions. Faced with discrimination, they are only hired for arduous and poorly paid jobs which disregard their premigration qualifications. Men and women experience a double process of deskilling themselves and being placed into highly gendered jobs.

Northern Chinese migrants have a difficult time working and serving southern Chinese employers in the countryside. A social division that differentiates urban and rural citizens in China is renegotiated in Paris. It is important to acknowledge this dimension in order to highlight how Northern Chinese migrants are integrated at the bottom of the social stratification and experience a complete reversal of social hierarchy in migration. The "Chinese community" is not a homogeneous place with systematic solidarity relationship. In the contrary, it is crossed by strong dividing lines and power relations. The interpersonal links mix mutual assistance, competition and exploitation. Ambivalent and ephemeral, they call into question the idea of a "Chinese community" in Paris which highlights the complexity of scientific usage on the concept of ethnicity.

As in the cases of Mrs. Cheng and Mr. Wei, these tensions push and weed out some Chinese migrants from the "ethnic networks". They try to enlarge the range of economic activities and propose independent services to local clients. Men work as ragmen, while most women turn to domestic service, massage parlors, prostitution or trying to marry a French citizen. Hence, female migrants have more choices and can use sexual and intimate relationships, relying on either economic or intimate resources. These innovative and gendered activities reflect the agency of these migrants. They represent a way to achieve their primarily goal and to provide for their families in China. However, they also have an impact on their identity which is forced to adapt the way they present themselves, in France or in China. Though, even if they can't go back to China, the investment of the transnational space, unable them to balance they downward social mobility in France by their upward positioning in China, and to keep a positive image of themselves.

PERSPECTIVE DE COOPÉRATION RÉGIONALE DANS LE PACIFIQUE : QUELS MODÈLES D'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE POUR LES TERRITOIRES FRANÇAIS ?

Jérémy Ellero
Chercheur associé au LARJE
Novembre 2016

L'émancipation des collectivités françaises en Océanie ne peut se résumer à leur éradication de la liste des dix-sept territoires à décoloniser de l'Organisation des Nations unies (ONU). Plus généralement, l'insertion dans les flux du commerce international des îles de moins d'un million d'habitants est au cœur des enjeux du développement insulaire. En effet, le système commercial multilatéral connaît une mutation profonde et semble engagé dans un morcellement régional de ses sphères d'influence. Depuis le début des années 2000, l'initiative des accords Pacific Island Countries Trade Agreement (PICTA) et Pacific Agreement on Closer Economic Relations (PACER) apparaît comme la première étape pour la construction d'un marché régional unique dans le Pacifique.

Source : Fédération des entreprises des Outre-mer, actes du colloque « Les enjeux économiques et stratégiques de l'outre-mer français du Pacifique, 2014 ». // Source: Association of Companies Operating in French Overseas, conference proceeding "Economic and Strategic Issues of the South Pacific French Overseas Territories, 2014".

Dans le bassin Caraïbe, la Méditerranée, le sud-ouest de l'océan Indien, et le Pacifique Sud, les processus de coopération régionale se sont récemment développés entre des ensembles d'États insulaires afin de trouver une place

dans le système commercial multilatéral. Cependant, l'Océanie s'étend sur un tiers de la surface du globe et affiche des contrastes saisissants. Autant dans leurs surfaces, la densité de leurs populations, ou la taille de leurs économies, les îles du Pacifique apparaissent comme un espace fragmenté et composite.

Au cœur de cet ensemble, les collectivités françaises pâtissent de l'isolement tout comme la majorité des Petits États Insulaires (PEI). Néanmoins, les réalités économiques de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie et de Wallis et Futuna sont particulièrement singulières. Si le territoire est richement doté en ressources minérales, l'archipel polynésien ne peut valoriser son exceptionnel patrimoine naturel qu'au travers du tourisme, les îles Wallis et Futuna n'ont pour ressources que les transferts financiers de la métropole.

La Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française partagent avec les PEI l'isolement et l'étroitesse de leurs marchés. Cependant les territoires français affichent un niveau de produit intérieur brut (PIB) et un indice de développement humain comparables aux pays développés à économie de marché. En effet, les transferts financiers massifs combinés aux protections de marchés ont créé des économies « sous serre » dont le pouvoir d'achat est sans lien avec leur puissance économique effective.

En Nouvelle-Calédonie comme en Polynésie française plus de 97 % des entreprises ont moins de 10 salariés. Comme dans la majorité des îles d'Océanie, le modèle économique n'est orienté que vers le marché intérieur et présente peu de compétences pour l'export. Ainsi l'éloignement, le faible degré d'ouverture et l'hétérogénéité des îles du Pacifique influent directement sur les politiques commerciales.

La justification de ce protectionnisme réside dans la fragilité du tissu industriel et commercial qui ne peut entrer en compétition avec les flux de l'économie mondiale. En sus, la faible demande intérieure freine le développement d'un tissu d'entreprises solides et diversifiées. Cependant, la transition d'une production de substitution aux importations à une production de conquête de parts de marché ne peut s'effectuer qu'en déterminant les avantages comparatifs des territoires français tout en structurant les filières susceptibles de se développer à l'international. Pour le moment, la capacité d'export de la Nouvelle-Calédonie (hors nickel) et de la Polynésie est quasiment inexistante et concerne peu de produits.

Dans un contexte de compétitivité coût hors normes il convient d'élargir le champ de recherche microéconomique sur les stratégies d'entreprises insulaires et le développement d'activités par la sphère privée.

Les études sur les modèles économiques des îles de moins d'un million d'habitants ont connu un renouveau dans les années 1990 avec la création du groupe des Petits États insulaires en développement à l'ONU. Si la majorité des travaux universitaires s'inscrivent dans les courants de pensée néoclassique ou keynésien (Poirine, 1995), il s'agit d'avantage d'un diagnostic des contraintes insulaires combiné à une description des différentes subventions propres aux économies îliennes postcoloniales.

Ainsi, la littérature insulaire conclut systématiquement que le transport et les petites échelles de production conduisent à une situation schizophrénique envers le libre-échange. En effet, l'isolement incite au repli, mais l'ouverture est indispensable à la croissance du niveau de vie. En conséquence, la réalité des PEI induit un traitement particulier lors des grandes négociations commerciales internationales.

Cependant, les îles d'Océanie se sont toujours protégées de la pression du libre-échange et plus particulièrement de la compétition commerciale des pays développés du Pacifique Sud. D'un côté, les collectivités françaises du Pacifique sont liées à la sphère économique française par un accord d'association leur offrant un accès au marché européen en franchise des droits de douane et sans contingentements. De l'autre, les PEI bénéficient de régimes préférentiels vers l'Australie et la Nouvelle-Zélande (South Pacific Regional Trade and Economic Cooperation Agreement, SPARTECA, 1981).

Dans ce contexte, on observe depuis les années 2000 une accélération des projets de coopération régionale en Océanie. Avec l'ambition nouvelle d'impulser la règle du libre-échange, l'objectif est d'associer la majorité des membres du Forum des îles du Pacifique. Dans ce sens les accords-cadres PICTA (2002) et PACER (2001) doivent mettre en place la structure d'un marché unique.

Pour autant, ni la Nouvelle-Calédonie, ni la Polynésie, n'est engagée dans les négociations en vue d'adopter les accords PICTA et PACER. Les territoires français disposent de liens commerciaux privilégiés avec l'Union européenne qui dissuadent toutes tentatives de s'adapter aux exigences de l'Organisation mondiale du commerce.

Dès lors, il convient de s'interroger sur le degré d'intégration optimum au sein de la zone Océanie. En effet, le faible niveau de développement et l'étroitesse des marchés des PEI offrent peu d'opportunités commerciales. Cependant, le niveau des PIB australien et néo-zélandais combiné à la stabilité de leurs économies constituent un potentiel d'échanges. Une plus large ouverture des territoires français dans leur environnement semble alors parfaitement paradoxale. De nombreuses îles du Pacifique sont des pays en développement présentant une main-d'œuvre non qualifiée qui cherche à s'exporter pour occuper un emploi temporaire. *De facto*, un afflux de travailleurs saisonniers contribuerait à asphyxier les petits marchés de l'emploi calédonien et polynésien. Tout au contraire, la forte valeur ajoutée des biens australiens et néo-zélandais est de nature à déstabiliser les économies des collectivités françaises.

L'intégration de la Polynésie et de la Nouvelle-Calédonie dans leur environnement induit une modernisation des fondamentaux de la croissance (les transferts, l'indexation, la surévaluation de la monnaie), ainsi qu'une homogénéisation des niveaux de développement des îles du pacifique. *In fine*, les possibilités d'intégration mutuellement bénéfiques des territoires français relèvent plus d'interstices, tels que des échanges de marchés ou d'accords bilatéraux avec l'Australie ou la Nouvelle-Zélande qui ne revêtent pas qu'une dimension économique. Une plus grande ouverture envers ces pays pourrait être compensée par des contreparties de nature non économique et concerne

en priorité les projets de coopération académique, associative, militaire, sportive et scientifique.

BIBLIOGRAPHIE/ BIBLIOGRAPHY

Freyss, Jean, *Économie assistée et changement social en Nouvelle-Calédonie*, Paris, PUF, 1995, 456 p.

Lagadec, Gaël (dir.), Ellero, Jéremy & Farvaque, Étienne, *Quelle insertion économique régionale pour les territoires français du Pacifique ?*, Nouméa, Presses universitaires de la Nouvelle-Calédonie, 2016, 122 p.

Poirine, Bernard, *Les petites économies insulaires : théories et stratégies de développement*, Paris, L'Harmattan, 1995, 290 p.

Union européenne, « Décision 2013/755/UE » du conseil du 25 novembre 2013 relative à l'association des pays et territoires d'Outre-mer (PTOM) à l'Union européenne. *Journal officiel de l'Union européenne*, consulté en juillet 2016.

PERSPECTIVE OF REGIONAL COOPERATION IN THE PACIFIC: MODELS OF ECONOMIC INTEGRATION FOR THE FRENCH TERRITORIES?

Jeremy Ellero
Research associate at LARJE
November 2016

The emancipation of the French collectivities in Oceania cannot be confined to removal from United Nations (UN) list of seventeen territories in order to be decolonized. More generally, the integration of islands with populations of under one million in international trade flows is the key to the issues of insular development. The multilateral trading system is undergoing profound change and seems to be experiencing a regional fragmentation of its spheres of influence. Since the early 2000's, the initiative of the Pacific Island Countries Trade Agreement (PICTA) and Pacific Agreement on Closer Economic Relations (PACER) agreements appear to be the first step towards the construction of a regional single market in the Pacific.

In the Caribbean basin, the Mediterranean, the Southwest Indian Ocean and the South Pacific, regional cooperation processes recently developed to find a place in the multilateral trading system between island states. However, Oceania covers a third of the globe and shows striking contrasts. Whether it be in their surfaces, the density of their population, or the size of their economies, the Pacific islands appear as a composite and fragmented space.

At the very heart of this area, the French territories suffer from isolation as the majority of Small Island States (SIS). Nevertheless, the economic realities of New Caledonia, Polynesia and Wallis and Futuna are particularly peculiar. If the territory is richly endowed with mineral resources, the Polynesian archipelago can only leverage its exceptional natural heritage through tourism, and the Wallis and Futuna Islands have resources from mainland financial transfers solely.

New Caledonia and French Polynesia share with SIS isolation and narrowness of their markets. However the French territories are characterized by a level of Gross Domestic Product (GDP) and a human development index comparable with developed countries. Indeed, massive financial transfers combined with tariffs and quotas on imported goods have created overprotected economies whose purchasing power is unrelated to their actual economic power.

In New Caledonia as in French Polynesia over 97% of companies have fewer than 10 employees. As in most of the islands of Oceania, the economic model is mainly oriented towards the domestic market and has few skills for export. Thus, geographical isolation, lack of commercial openings and the heterogeneous nature of the Pacific Island economies have a direct influence on commercial policies.

The justification of this protectionism lies in the fragility of industrial and commercial fabric that cannot compete with world trade flows. In addition, weak domestic demand slows down the development of a fabric of strong and diversified businesses. However, the transition of an import substitution scheme to a conquest of market share can be done only by determining the comparative advantages of the French territories while also structuring the sectors likely to export internationally. For the time being, the export capacity of New Caledonia (excluding nickel) and Polynesia is virtually nonexistent and very few products are concerned.

In a context of weak cost competitiveness, it seems necessary to expand the micro research field on the island business strategies and the development of activities by the private sphere.

Studies on the economic models of the islands which populate less than one million people have experienced a revival by the creation of the '90s group Small Island Developing States in the UN. If the majority of academic literature is focused on the neoclassical or Keynesian schools (Poirine, 1995), this is more likely considered to be a diagnosis of insular constraints combined to a description of various postcolonial subsidies.

Thus, the insular literature consistently concludes that the transportation and small production scales lead to a disoriented situation towards free trade. Indeed, isolation encourages withdrawal, but the opening is essential for the growth of living standards. Consequently, the reality of SIS induced a particular treatment at major international trade negotiations.

However, the islands of Oceania have always been protected from the pressure of free trade, and more specifically the commercial competition of the South Pacific developed countries. On one side, the French territories are linked to French economic sphere by an association agreement providing access to the European Union (EU) market free of customs duties and without quotas. On the other, the SIS benefit from preferential regimes to Australia and New Zealand (South Pacific Regional Trade and Economic Cooperation Agreement, SPARTECA 1981).

In this context, it is observed since the 2000s an acceleration of regional cooperation projects in Oceania. With the new ambition of introducing the rule of free trade, the objective is to gather the majority of the Pacific Islands Forum. In this sense the trade agreements PICTA (2002) and PACER (2001) should establish the first step of a single market.

However, New Caledonia or French Polynesia are not involved in the negotiations to adopt the PICTA and PACER agreements. The French territories have commercial ties with the EU that discourage all attempts to meet the requirements of the World Trade Organization.

Therefore, it is appropriate to question the optimum degree of integration within the Oceania region. Indeed, the low level of development and narrow markets of the SIS prevent commercial opportunities. However, the level of GDP in Australia and New Zealand combined with the stability of their economies offer a trade potential. A wider opening of the French territories in their

environment then seems perfectly paradoxical. Many Pacific islands are developing countries with unskilled workers seeking to export labor for seasonal employments. Indeed, an influx of seasonal workers could asphyxiate the small Caledonian and Polynesian job markets. On the contrary, the high value-added products of the Australian and New Zealand industry is likely to destabilize the economies of the French collectivities.

The integration of New Caledonia and French Polynesia in their environment induces a modernization of the growth fundamentals (financial transfers, indexation, currency overvaluation) and a homogenization of the level of economic development of the Pacific islands. Ultimately, opportunities for mutually beneficial integration for the French territories are more interstices such as service operations. Through bilateral agreements with Australia and New Zealand that lack economic dimension, greater openness towards these countries could be offset by the counterparties of non-economic nature. Therefore, free trade shall be perceived locally as a first step towards regional integration in all areas: institutional, normative, monetary, academical, military, and scientific research.

POUR UNE « RÉVOLUTION ASIATIQUE » DANS L'HISTOIRE DES RELATIONS INTERNATIONALES CONTEMPORAINES

Pierre Journoud
Professeur d'histoire contemporaine à l'UPVM
Mars 2017

FREINS

Le volontarisme institutionnel français témoigne, depuis la fin de la guerre froide, d'une prise de conscience salutaire de la nécessité d'encourager et de faire connaître les recherches françaises transdisciplinaires sur le vaste continent asiatique : l'implantation en Asie-Pacifique de 5 des 27 Instituts français de recherche à l'étranger (IFRE devenus UMIFRE depuis qu'à la tutelle du MAEDI s'est ajoutée celle du CNRS) – Bangkok, Hong Kong, New Delhi, Pondichéry et Tôkyô, sans compter d'importantes antennes, comme à Taipei – ; la création en France de plusieurs centres de recherches spécialisés, tels que Asia Centre en 2005 et le Centre d'histoire de l'Asie contemporaine (CHAC) de l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne en 2008 ; la naissance du « Réseau Asie » en 2001, transformé en « GIS Asie » en 2013. Il reste encore beaucoup à faire, cependant, tout particulièrement en histoire des relations internationales (RI), malgré la renommée et le dynamisme de cette sous-discipline historique. À l'exception notable des conflits indochinois et des puissances régionales qui y ont été impliquées, l'Asie a peu attiré les historiens français internationalistes. Les grandes synthèses historiques, par exemple sur la guerre froide ou sur la politique étrangère de la France, reflètent à la fois l'indigence de la place qui lui est réservée et son caractère excessivement européo-centré. Sans doute plus qu'aucun autre continent, l'Asie, qui a pourtant concentré les conflits les plus meurtriers après la Seconde Guerre mondiale, mais aussi les plus forts taux de croissances mondiaux, justifie pleinement le constat dressé par Robert Frank, dans un plaidoyer collectif *Pour l'histoire des relations internationales* publié en 2012, d'une « difficile internationalisation de l'histoire des RI ».

Comment expliquer une telle carence ? Les difficultés d'apprentissage des langues et d'accès aux archives des pays concernés, indépendamment de la nature de leur régime politique, sont des obstacles réels mais souvent surmontables. Le rejet de l'événement et du « temps présent » est-il le résultat d'un trop-plein de violences, de totalitarismes et de « *Boat People* » qui, à l'heure des guerres d'Indochine puis des désillusions postcommunistes, ont détourné une génération d'intellectuels – et sans doute aussi d'historiens – des questions politico-stratégiques asiatiques ? Traduit-il plus profondément la prégnance de l'héritage des *Annales* dans l'étude de l'espace asiatique que l'on a longtemps préféré aborder, sur le temps long, par la permanence de ses structures économiques, sociales et culturelles ? La consanguinité entre histoire coloniale et histoire asiatique, incarnée dès l'origine par la vénérable EFEO, a-t-elle freiné

l'essor d'une authentique histoire asiatique des RI ? Marquée par des travaux de grande ampleur, comme ceux de Denys Lombard sur le carrefour javanais (1990), la vogue plus récente de l'histoire impériale (qui étudie les circulations des hommes, des concepts, des objets, dans et entre les aires impériales) et de l'histoire globale (qui privilégie l'exploration des processus de mondialisation), a-t-elle supplanté l'histoire des RI ?

Océanie. (© MAEDI, libre de droits pour Internet.) // Océanie. (© MAEDI, free use ont the Internet.)

JALONS

Quelques jalons, pourtant, avaient bien été plantés. Le premier par Pierre Renouvin, le maître, précisément, de l'école française des RI qu'il contribua à refonder avec Jean-Baptiste Duroselle dans les années 1950-1960. Dans un petit ouvrage imprégné d'histoire coloniale sur *La Question d'Extrême-Orient 1840-1940*, publié en 1946 alors que l'Asie était encore une *terra incognita* pour les contemporanéistes, Renouvin avait appelé de ses vœux une « asiatisation » de l'histoire contemporaine de ce continent asiatique dont il pressentait l'importance à venir dans les RI. Mais, il fallut attendre plus de quarante ans pour que surgît, sous la plume de François Joyaux, une *Nouvelle question d'Extrême-Orient*. Malgré ses limites, cette première histoire des RI dans un espace étendu de la frontière indo-birmane à la péninsule coréenne assumait pleinement, selon le vœu de Renouvin et Duroselle, une histoire du temps présent (depuis 1945…), exclusivement consacrée aux relations diplomatiques et aux problèmes politico-stratégiques.

François Joyaux, pourtant, n'a guère fait école parmi les historiens. Tandis que la géopolitique, la science politique, l'économie, s'emparaient avec gourmandise de l'Asie, les historiens français des RI se laissaient distancer par le dynamisme historiographique impulsé aux États-Unis et en Asie, notamment sur la période cruciale de la guerre froide. Plusieurs initiatives collectives, par exemple à Paris autour de l'Institut Pierre Renouvin (IPR, Paris-I), de l'EHESS ou de Sciences Po Paris, contribuèrent sans doute à réduire l'écart. Mais, si elles ont permis d'éclairer certains pans de l'histoire des relations intra-régionales et internationales de l'espace asiatique, et de bâtir de fructueuses coopérations interuniversitaires avec l'Asie, elles ont pour l'essentiel focalisé leurs travaux sur la péninsule indochinoise, déjà privilégiée. Jeune Institut pluridisciplinaire du ministère de la Défense où l'Asie se frayait alors une place qu'elle a notablement renforcée depuis lors, l'IRSEM a donc alimenté, dès sa naissance en 2010, de nouvelles dynamiques collectives pour élargir les études politico-stratégiques à des horizons moins explorés, même parmi les « civilisationnistes » : l'Afghanistan (2010), l'Asie du Sud-Est (2012), la péninsule coréenne (2013). L'IRSEM n'a pas négligé non plus de se positionner, en vertu d'une complémentarité stimulante entre historiens et politistes, sur des thématiques plus médiatiques : la Chine ; la mer de Chine méridionale, etc.

L'actualité n'a fait que renforcer les besoins. Chacune des puissances mondiales et régionales affiche son « pivot vers l'Asie », dans un climat régional marqué par la rapide montée en puissance de la Chine et ponctué de tensions entretenues par des nationalismes vigoureux, pour lesquels l'histoire est plus une arme qu'une discipline. L'importance actuelle des enjeux politico-stratégiques, économiques et culturels en Asie ; la place des historiens internationalistes français dans la construction des savoirs, justifient que l'on formule ici l'espoir d'une nouvelle et authentique dynamique historiographique.

DIRECTIONS

Quelles limites conférer à l'espace étudié ? Faut-il privilégier, plutôt que la définition très extensible qu'en livrent les rédacteurs de ce site Internet, les seuls pays asiatiques tournés vers l'océan Pacifique ? Hugues Tertrais le suggère dans *L'Asie pacifique au XXe siècle* (2015), en proposant le néologisme d'Asie pacifique. Le « p » minuscule sert ici à le distinguer du concept plus ancien d'Asie-Pacifique qui intègre, outre l'Asie du Nord et du Sud-Est, l'Océanie et la façade pacifique du continent américain. Situés sur l'axe des grandes routes maritimes et des fortes croissances, qui s'est progressivement surimposé à la ligne de front de la guerre froide, les pays de l'Asie pacifique jouent en effet un rôle structurant dans les relations interrégionales et le régionalisme asiatiques. Ils se trouvent aussi au cœur de rivalités de puissances et de tensions frontalières lourdes d'incertitudes. Sur ces dossiers brûlants qui voient l'histoire sans cesse instrumentalisée par les protagonistes, les historiens français ne sont hélas guère audibles. Leur intérêt traditionnel pour les acteurs étatiques et les

relations bilatérales est appelé à s'élargir aux acteurs non traditionnels, dont le rôle est croissant – entreprises, réseaux transnationaux, organisations religieuses, régionales et internationales… Ne serait-ce que par l'effet d'entraînement qu'y joue la montée en puissance économique et financière de la Chine et de certains de ses rivaux asiatiques, les relations des pays de l'Asie pacifique avec les autres grandes régions du monde doivent également être prises en compte. L'Amérique latine, généralement occultée au profit de l'Afrique, et l'Océanie, sont autant d'angles morts à investir. Or, comme l'a montré un colloque organisé par Jean-Marc Regnault, Sémir Al Wardi et Jean-François Sabouret, fin novembre 2016 à l'Université de Polynésie française, les territoires encore sous tutelle et les micro-États du Pacifique sont devenus, eux aussi, des espaces d'investissements et de rivalités stratégiques des puissances asiatiques.

L'histoire des RI est par essence une histoire transnationale et transrégionale. Son intérêt récent pour les organisations et les relations multilatérales est appelé à s'étendre à l'Asie. Si productifs sur la construction européenne, les historiens ne sauraient négliger plus longtemps l'histoire de la seule organisation exclusivement asiatique, l'ASEAN, des coopérations mises en place par cercles concentriques autour d'elle (ASEAN + 3, +6, etc.), des relations qu'elle a établies avec d'autres organisations régionales, comme l'UE, et des sous-régionalismes qui se sont développés en son sein ou à sa périphérie. De nouvelles initiatives ont d'ores et déjà vu le jour. Publié dans les deux derniers numéros de la revue *Relations internationales* (167 et 168), un premier colloque international organisé en juin 2016 à Paris-I a permis d'amorcer une réflexion nouvelle sur l'histoire des relations euro-asiatiques, en particulier celle encore balbutiante des inter-régionalismes européen et aséanien (ASEM). Un deuxième, accueilli par l'université Paul-Valéry Montpellier-III les 30-31 mars 2017, à l'occasion du cinquantenaire de l'ASEAN, s'intéressera, à l'intérieur du « triangle stratégique » États-Unis/Chine/Asie du Sud-Est, aux conflits, coopérations, processus de paix et de régionalisation depuis 1947. Il en faudra beaucoup d'autres.

« Internationaliser » et « asiatiser » l'histoire des RI, voire l'« asiocéaniser » comme le suggère l'ambassadeur Christian Lechervy, c'est élargir notre regard, poser de nouvelles questions, se mettre en quête de nouvelles sources, varier les échelles d'analyse, étudier de nouveaux acteurs et de nouvelles périodicités, forger de nouvelles coopérations, notamment avec nos collègues asiatiques. Ce chantier aura besoin d'ouvriers nombreux et qualifiés, parmi lesquels les historiens français des RI doivent trouver leur juste place, entre une histoire impériale par définition trop restrictive et une histoire globale nécessaire mais parfois trop diluante. Aujourd'hui comme hier, selon le titre d'un essai à paraître dans lequel Pierre Grosser réévalue opportunément la contribution majeure de l'Asie à l'histoire des RI au XXe siècle, *L'histoire se fait en Asie*.

BIBLIOGRAPHIE/ BIBLIOGRAPHY

Journoud, Pierre & Tertrais, Hugues, *Paroles de Dien Bien Phu. Les survivants témoignent*, Paris, Tallandier, 2004, 415 p.
Journoud, Pierre (dir.), *L'évolution du débat stratégique en Asie du Sud-Est depuis 1945*, *Études de l'IRSEM* 14, 2012.
—, *Vietnam 1968-1976. La sortie de guerre*, Bruxelles, Peter Lang, 2012, 185 p.
—, *La guerre de Corée et ses enjeux stratégiques, de 1950 à nos jours*, Paris, L'Harmattan, 2013, 484 p.
Journoud, Pierre, *De Gaulle et le Vietnam, 1945-1969. La réconciliation*, Paris, Tallandier, 2014, 544 p.
—, « Diplomatie France – Vietnam : Entre héritages de l'histoire et quête d'un nouveau souffle », publié le 31 août 2016 [https://asiepacifique.fr/diplomatie-france-viet-nam-entre-heritages-de-lhistoire-quete-dun-nouveau-souffle/].
—, « La pensée stratégique vietnamienne », publié le 4 septembre 2016 [https://www.diploweb.com/La-pensee-strategique-vietnamienne.html].
—, « Les Philippines, le verdict de La Haye et la nouvelle donne stratégique en mer de Chine méridionale », publié le 7 septembre 2016 [https://asiepacifique.fr/philippines-verdict-de-haye-nouvelle-donne-strategique-mer-de-chine-meridionale-1/].
—, *L'énigme chinoise. Stratégie, puissance et influence de la Chine depuis la guerre froide*, Paris, L'Harmattan, 2017, 430 p.

FOR AN "ASIAN REVOLUTION" WITHIN THE HISTORY OF CONTEMPORARY INTERNATIONAL RELATIONS

Pierre Journoud
Professor of contemporary history at UPVM
March 2017

CHALLENGES

Since the end of the Cold War, a number of French institutions were created, which demonstrate a worthy commitment to promoting and disseminating French multidisciplinary research on this vast continent of Asia: five of the 27 Instituts français de recherche à l'étranger (IFRES) are located in Asia – in Bangkok, Bichkek, Hong Kong, New Delhi, Tokyo, in addition to important satellite locations, such as Taipei –; several centers for specialized research on Asia were created in France: like Asia Centre in 2005, the Center of contemporary history (University Paris I Panthéon-Sorbonne) in 2008; and the "Asian Network" was launched in 2001, which became a "GIS Asie" in 2013, among many others. Regardless, there is still a lot of work to do, especially in the field of history of international relations (IR), even though it is a reputable and dynamic historic subfield. French internationalist historians have had little interest in Asia, except for the Indochinese conflicts and the regional powers which were involved in these conflicts. Many great treatises on the history of contemporary international relations, for example on the Cold War or on French foreign policy, indicate a coverage of Asia that is both insufficient and excessively Eurocentric. More than any other region, Asia fully justifies Robert Frank's statement of the "difficulties of internationalizing the history of international relations", although Asia has experienced some of the deadliest wars since 1945, and also the highest rates of growth in the world. Frank's edited book, *Pour l'histoire des relations internationales* (2012), has sought to remedy this disparity.

How can we explain such a deficiency? It is truly difficult to learn the language and access the archives of these countries, regardless of the nature of their political regimes, but these obstacles may be overcome. Is it possible that as a result of the Indochina wars and the postcommunism disillusions, a generation of intellectuals – and maybe also historians – were deterred from studying Asian political-strategic issues because they were tired of violence, totalitarian regimes, and Boat People? More profoundly, can the rejection of both events and current events be interpreted as a symptom of the pervasiveness of the "Annales" legacy? Inspired by this dominant historical school of thought, much of the study of the Asian continent has been focused on its enduring economic, social, and cultural structures. Would it be possible that the entanglement of imperial history and Asian history, initiated by the venerable École française d'Extrême-Orient, curbed the development of an authentic Asian history of

international relations? With impressive research works like those of Deny Lombard on the "Javanese crossroads" (1990), did the more recent vogue on imperial and global histories supplanted the history of IR?

MILESTONES

Nevertheless, the first steps had already been taken. The first one by Pierre Renouvin, the master of the French school of international relations which he helped rebuild with Jean-Baptiste Duroselle in the 1950-1960s. In a small book imbued with colonial history on "The Far-East issue between 1840 and 1940" (*La Question d'Extrême-Orient 1840-1940*), published in 1946 while Asia was still a terra incognita for contemporary historians, Renouvin foresaw the importance of Asia in IR and he called for the "asianization" of the contemporary history of Asia. Unfortunately, it was over forth years later that François Joyaux wrote his "the New Far-East Issue" (*La nouvelle question d'Extrême-Orient*). This first history of IR in a region that extended from the Indo-Burmese border to Korea, although limited, provided a history from 1945 onward that was exclusively devoted to the diplomatic relations and political-strategic issues.

Yet François Joyaux did not set a precedent. Whereas Geopolitics, Political Science, Economy, were deeply engaged in studying Asia, French historians of IR were falling behind compared to the rise of historiography in the USA and Asia, particularly on the crucial period of the Cold War. Several joint initiatives tried to reduce the gap, including the Institute Pierre Renouvin and the Center for contemporary Asia (University Paris I), EHESS and Sciences Po Paris. These initiatives have enlightened certain aspects in the history of Asian intra-regional and international relations, and also managed to build fruitful inter-university cooperation with Asia, but they mostly focused on Indochina. The French Ministry of Defense, seeing the growing importance of Asia, created in 2010 a new inter-disciplinary institute, the Institute for strategic research at the Military Academy (IRSEM), to broaden its politico-strategic studies to other regions: Afghanistan (2010), Southeast Asia (2012), the Korean peninsula (2013). Because IRSEM includes researchers in both history and political science, IRSEM was also able to investigate topics that receive more media attention: China, South China Sea, etc.

Current events only emphasize the need to study Asia. Every world and regional power has its own "pivot toward Asia", in a regional environment characterized by a rapid increase in Chinese power and laced with tensions nurtured by a vibrant nationalism that sees history as a tool than an academic discipline. The current importance of political-strategic, economic and cultural stakes in Asia; the place taken by internationalist French historians in the construction of knowledge, all justify our hope for a new and authentic historiographical dynamic.

NEW PERSPECTIVES

How do we define the limits of Asia? Rather than the very expandable definition given by the authors of this website, should we include only the countries on the Pacific coast? This is what Hugues Tertrais suggests in his *L'Asie pacifique au XXe siècle* ("Pacific Asia in the XXth century", 2015), by offering his own concept of "Pacific Asia". "Pacific Asia," as defined by Hugues Tertrais, is different from the older concept of "Asia-Pacific", which includes North and South-East Asia, Oceania, and the Pacific side of North and South America. Indeed, the "Asia Pacific" countries play a key role in inter-regions relationships and Asian regional development, because they have strong rates of growth and they are located along the major maritime lines, which over time have replaced the Cold War front. These countries are also at the heart of power rivalries and border tensions full of uncertainty. Unfortunately, French historians have failed to take a clear stance on these key topics in which history is continuously exploited by the various protagonists. Their traditional interest in state actors and bilateral relations should be expanded to non-traditional actors, whose role is constantly growing – multinational companies, transnational networks, religious, regional and international organizations... The relations of the Pacific Asian countries with the other parts of the world should also be included, at least to account for the ripple effect of the economic and financial power of China and some of its Asian rivals. Similarly, attention should be given to Latin America (often neglected for Africa), and Oceania. In fact, as evidenced in a recent international symposium organized by Jean-Marc Regnault, Sémir Al Wardi and Jean-François Sabouret, in late November 2016 at the University of French Polynesia, trust territories and microstates of the Pacific have also become a region for strategic investments and rivalries between Asian powers.

The history of international relations is essentially a transnational and trans-regional history. Its recent focus on multilateral organizations and relations is expected to be expanded to Asia itself. Although very prolific on the European regionalism, historians should not neglect the history of ASEAN, the only exclusively Asian organization, or the cooperation settled by concentric circles around it (ASEAN + 3, +6, etc.), or the relations that ASEAN has established with other regional organizations like the EU, or sub-regionalisms which have developed within or around ASEAN. New initiatives have already emerged. A first international symposium, organized in June 2016 at the University Paris I and published in the latest issues of Relations internationales (167 et 168), has developed new thinking on the history of Euro-Asian relations, especially the history of EU and ASEAN inter-regionalisms (Asia Europe Meeting), which is still at an early stage. A second conference, hosted by the University Paul-Valéry Montpellier 3 on 30-31 th March 2017 for the 50 th anniversary of the creation of the ASEAN, will focus on conflicts, cooperation, peace and regionalization processes since 1947, within the strategic triangle U.S./China/Southeast Asia.

"Internationalize" and "Asianize" the history of international relations, or why not "Asianoceanize" according to Ambassador Christian Lechervy's neologism, means widen our scope, ask new questions, engage in a search of new sources, vary the scales of analyzes, study new actors and periodicities, build new cooperation, especially with our Asian colleagues. This huge construction site will need many skilled workers, among which French historians of international relations will have to find their right place between a restrictive imperial history and a necessary but sometimes ever-expanding global history. Today like yesterday, as mentioned in the title of a forthcoming essay in which Pierre Grosser rightly re-estimates the major contribution of Asia to the history of international relations in the twentieth century, history is being made in Asia.

ÉTUDIER LA GUERRE

Jean-Baptiste Jeangène Vilmer
Directeur de l'IRSEM
Juin 2017

L'institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) est un institut de recherche du ministère des Armées, dont la singularité est d'être à l'intersection des mondes de la Défense et de l'Université. Créé en 2010 par la fusion de quatre centres de recherches du ministère, il est composé d'une quarantaine de personnes, civiles et militaires. Sa mission principale est de renforcer la recherche française sur les questions de défense et de sécurité, pour faire émerger à terme des « études sur la guerre » (War Studies), qui pour l'instant ne sont pas un champ consolidé en France.

École militaire (IRSEM). (© libre de droit pour Internet/free use ont the Internet.)

Les chercheurs se répartissent en cinq domaines : Questions régionales Nord (Europe, États-Unis, Russie et espace post-soviétique, Chine, Japon et péninsule coréenne), Questions régionales Sud (Afrique, Moyen-Orient, Golfe, sous-continent indien, Asie du Sud-Est et Pacifique), Armement et économie de défense (questions économiques, technologiques, énergétiques), Défense et société (sociologie de la violence, de la guerre et des forces armées) et Pensée stratégique (étude de la conduite des conflits armés aux niveaux stratégique, opératif et tactique). Ce découpage ne sert qu'à faciliter l'organisation interne et, dans les faits, beaucoup de sujets sont transversaux.

Sur l'Asie et le Pacifique, nous avons notamment Benoît de Tréglodé (directeur de recherche, spécialiste du Vietnam et des questions stratégiques en Asie du Sud-Est), Juliette Genevaz (chercheur Chine, spécialiste de l'Armée populaire de libération), Mélissa Levaillant (chercheur sous-continent indien, spécialiste de la politique étrangère indienne) et Marianne Péron-Doise (chercheur Asie du Nord, spécialiste de la Corée du Nord et de la sécurité maritime). Un nouveau statut de chercheur associé, qui sera mis en place dans les prochaines semaines, nous permettra de compléter ces compétences.

Nos chercheurs sont issus de l'université, titulaires d'un doctorat, parfois d'un postdoctorat ou d'une habilitation à diriger des recherches, et ils publient des ouvrages et des articles scientifiques. Certains sont d'ailleurs des universitaires en poste. D'autres, fonctionnaires civils ou militaires, ont développé une expertise au cours de leur carrière. Cette équipe hétérogène, issue de différentes disciplines (science politique, histoire, géographie, droit, etc.), alliant connaissances théoriques et expériences pratiques, est ce qu'il faut pour étudier la guerre.

Les « études sur la guerre » peuvent être définies comme le domaine de recherche pluridisciplinaire ayant la guerre au sens large pour objet. Elles reposent sur le présupposé que la guerre est un « fait social total », pas seulement au sens que Marcel Mauss donnait à cette expression, mais dans le sens où la guerre sous toutes ses formes touche toujours et en même temps à de nombreuses disciplines. Elle est un phénomène complet qui se prête mal au découpage disciplinaire et que seule une approche transversale permet de comprendre. De ce point de vue, les études sur la guerre incluent par définition toute approche disciplinaire de la guerre (histoire militaire, droit des conflits armés, éthique de la guerre, sociologie des forces armées, économie de défense, etc.). Leur raison d'être est précisément de réunir ces approches éclatées.

Reconnues comme une discipline académique dans le monde anglophone depuis au moins un demi-siècle, les études sur la guerre sont particulièrement développées dans les universités britanniques. Le département de War Studies du King's College de Londres, fondé en 1962, reste la référence mondiale en la matière. En France, les nombreuses tentatives de créer à l'université des centres de recherche ou des formations dans ce domaine depuis le début des années 1970 ont rarement duré et/ou n'ont jamais atteint la taille critique. C'est la faute de deux maux : la marginalisation et la fragmentation.

La marginalisation est due en partie à l'héritage d'un certain antimilitarisme, mais aussi à la dimension pratique de l'objet d'étude, et aux échanges qu'elle implique avec les militaires et les politiques, ce qui n'est pas toujours très bien vu. Ce mépris de la pratique est encore une exception française : aux États-Unis par exemple, les carrières faites d'allers-retours entre l'université et l'administration sont fréquentes, et il semble évident à tout le monde que dans ces domaines (la politique étrangère ou la défense), c'est un enrichissement mutuel.

La fragmentation, quant à elle, est d'abord disciplinaire, puisqu'en France les sciences « phares » qui étudient la guerre défendent leur pré carré et ne dialoguent que très peu mutuellement, alors que les études sur la guerre sont fondées sur la pluridisciplinarité. Pour cette raison, se tourner vers les études sur la guerre revient souvent à se détourner de sa discipline d'origine, et risquer d'être finalement marginalisé par elle. La fragmentation est aussi institutionnelle : on réfléchit sur les conflits armés à de nombreux endroits – dans les universités, les instituts de recherche, au sein des ministères (Armées, Affaires étrangères,

Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale) et même dans les grandes entreprises – mais généralement pas ensemble.

Cela étant dit, les choses commencent à bouger en France. Depuis quelques années, la donne a changé pour plusieurs raisons : le renouvellement générationnel, qui s'est fait à la fois de l'intérieur (grâce aux bourses du ministère de la Défense qui finance de nombreuses thèses) et de l'extérieur (de plus en plus de jeunes Français vont se former à l'étranger, dans des pays où les War Studies sont prises au sérieux) ; le contexte sécuritaire (multiplication des opérations extérieures, attentats terroristes sur le territoire national) ; une volonté politique et des moyens financiers mis en place par le ministère des Armées (le Pacte enseignement supérieur et la signature en janvier 2017 d'une convention entre le ministère, le CNRS et la CPU) ; l'espoir d'une fécondation croisée entre militaires et chercheurs (de plus en plus de chercheurs civils s'engagent dans la réserve opérationnelle ou citoyenne, et réciproquement des outils sont mis en place pour encourager les militaires à entreprendre un doctorat).

Une étude de la manière dont les War Studies ont pu émerger à l'étranger montre que leur développement dépend essentiellement de trois paramètres : une prise de conscience sociale de l'importance du sujet (condition à peu près remplie en France depuis novembre 2015), une promotion de l'interdisciplinarité (qui reste un facteur bloquant en France) et le souci d'être utile au politique (qui reste aussi problématique chez nous à cause du fantasme de « pureté » de nombreux universitaires qui craignent de passer pour des conseillers du Prince – tout en étant souvent flattés de l'être lorsque leur avis est sollicité).

La promotion de l'interdisciplinarité est un combat plus large auquel le CNRS est attentif, et qui a déjà connu des développements intéressants avec d'autres approches par objet plutôt que par discipline, en premier lieu les études sur le genre (Gender Studies) et les études aréales (Area Studies). Le mouvement actuel consistant à réunir les chercheurs par aires culturelles et qui a permis la création des groupements d'intérêt scientifique (GIS) sur les Amériques, l'Afrique, le Moyen-Orient et les mondes musulmans, et bien sûr l'Asie, est un précédent encourageant pour ceux qui, comme nous, défendent les études sur la guerre.

C'est dans ce cadre que l'IRSEM travaille sur la région Asie Pacifique. Les chercheurs de l'équipe s'y rendent pour leurs terrains de recherche mais également pour participer à de nombreux séminaires et colloques que nous organisons avec des institutions dans cette région (l'Asan Institute for Policy Studies à Séoul, l'Académie diplomatique du Vietnam à Hanoï ou le National Institute for Defense Studies à Tôkyô pour prendre les exemples les plus récents). Parallèlement à ces actions en Asie, l'IRSEM accueille régulièrement des chercheurs originaires de cette région pour des séminaires dans nos murs (dernièrement, le Professeur Ren Xiao de l'Université Fudan à Shanghai) ou à l'extérieur lors d'événements scientifiques co-organisés avec des universités partenaires : celui de mars dernier à l'université Paul-Valéry de Montpellier-III

autour des 50 ans de l'ASEAN a notamment souligné combien les théâtres stratégiques « Asie – Pacifique » pour ne pas dire « Indo-Pacifique » sont durablement imbriqués et méritent à ce titre une approche globale. Notre prochain événement dans ce domaine est un colloque international sur la Chine, en anglais (« Five Years of Xi Jinping », voir l'affiche jointe), qui aura lieu le 8 juin à l'École militaire.

Affiche du colloque Five Years of Xi Jinping : China's Political Development. (© libre de droit pour Internet.) // Poster of the conference Five Years of Xi Jinping: China's Political Development. (© free use ont the Internet.)

Toutes ces activités sur l'Asie et le Pacifique développées au sein de notre institut montrent qu'au-delà d'un souhait de redynamiser les études stratégiques sur l'Asie et le Pacifique en France, l'IRSEM a aussi un intérêt propre pour les études asiatiques, et les études aréales plus largement, parce qu'elles valorisent l'interdisciplinarité.

BIBLIOGRAPHIE/BIBLIOGRAPHY

Holeindre, Jean-Vincent, « Des *Strategic Studies* aux *War Studies* : la structuration d'un champ d'études », *in* S. Taillat, J. Henrotin & O. Schmitt, *Guerre et stratégie : approches, concepts*, Paris, PUF, 2015, p. 499-514.
Jeangène Vilmer, Jean-Baptiste, « Le tournant des études sur la guerre en France », *Revue Défense Nationale* 800, mai 2017, p. 51-61.
Schmitt, Olivier, « *Si vis pacem, intellege bellum*. Étudier la guerre pour préparer la défense », Note de recherche n° 38, IRSEM, 9 mai 2017.

STUDYING WAR

Jean-Baptiste Jeangène Vilmer
Director of IRSEM
May 2017

The Institute for Strategic Research (IRSEM) is the research institute of the French Ministry of Armed Forces. Its purpose is to lie at the intersection of defense and academia. Created in 2010 by the merging of four Ministry research centers, it consists of around forty staff, both civilian and military. Its principle goals are to improve French research into security and defense issues and eventually generate dedicated "War Studies", which has so far not been consolidated as a field in France.

The researchers are divided into five areas: Northern Regional Issues (Europe, the United States, Russia and the former-Soviet Union, China, Japan and the Korean peninsula), Southern Regional Issues (Africa, the Middle East, the Gulf, the Indian subcontinent, South East Asia and the Pacific), Armament and Defense Economics (economic, technological and energy issues), Defense and Society (the sociology of violence, war and the armed forces) and Strategic Thought (the study of armed conflicts on the strategic, operational and tactical levels). This division is only to serve the internal organization and, in practice, many subjects are transversal.

On Asia and the Pacific, we have Benoît de Tréglodé (director of research, specializing in Vietnam and strategic issues in South-East Asia), Juliette Genevaz (China researcher, specializing in the People's Liberation Army), Mélissa Levillant (Indian subcontinent researcher, specializing in Indian foreign policy) and Marianne Péron-Doise (North Asia researcher, specializing in North Korea and maritime security). A new status of associated researcher, which will be implemented in the upcoming weeks, will allow us to complement these skills.

Our researchers come from academia, holding a doctorate and often a post doctorate, and publish books and scientific articles. Several of them are university professors and have a parallel academic appointment. Others, civilian and military officials, have developed an expertise through the course of their careers. This diverse team, qualified in different disciplines (political science, history, geography, law), with theoretical knowledge and practical experience, possess the necessary skills to study war.

"War Studies" can be defined as a multidisciplinary research field with war, in a broad sense, as its subject. It rests on the presumption that war is a "total social fact", not only in the sense that Marcel Mauss gave the expression, but in the sense that war, in all its forms, always simultaneously relates to numerous disciplines. It is an all-encompassing phenomenon which is not suited to disciplinary division and can only be understood through a transversal approach. From this perspective, War Studies includes, by definition, every disciplinary

approach of war (military history, the law of armed conflicts, the ethics of war, the sociology of armed forces, defense economics, etc.). Its raison d'être is precisely to combine these fragmented approaches.

Recognized as an academic discipline in the English-speaking world for at least fifty years, War Studies particularly developed in British universities. The Department of War Studies of King's College London, founded in 1962, remains the global standard. Since the 1970s, the numerous attempts in France to create university research or training centers in this field have rarely lasted and/or have never reached critical mass. This is the fault of two problems: marginalization and fragmentation.

The marginalization is partially due to history of anti-militarism in France, but also to the practical dimension of the subject. It requires exchanges with military personnel and politicians, which are not always warmly regarded. This contempt of the practice is also unique to France: in the United States, for example, careers that move between academia and public service are common, and it is evident to all that in these fields (foreign policy or defense) it is clearly mutually enriching.

The fragmentation is firstly disciplinary. In France the main disciplines studying war defend their private domains and rarely talk amongst themselves, even though War Studies is founded on interdisciplinarity. For this reason, turning towards war studies often costs turning away from one's original discipline, at the risk of being marginalized. Fragmentation is also institutional: armed conflicts are contemplated in many locations – universities, think tanks, ministries (Defense, Foreign Affairs, Secretariat-General for National Defense and Security) and even in large corporations – but generally not together.

Nevertheless, the situation is starting to move in France. For several years there have been developments, for several reasons: generational shifts, both on the interior (thanks to Ministry of Defense scholarships which fund numerous Ph. Ds.) and on the exterior (more and more young French people want to study abroad, in countries where War Studies are taken more seriously); the security context (an increase in overseas operations, terrorist attacks at home); political willpower and financial resources generated by the Ministry of Defense ("Higher Education Pact"; the signature in January 2017 of a convention between the Ministry, the National Centre for Scientific Research (CNRS) and the organization of university presidents (CPU)); the hope for cross-fertilization between the military and researchers (more and more researchers are participating in the military reserve and, reciprocally, there are programs to encourage military personnel to undertake doctorates).

One study into the way in which War Studies managed to emerge abroad shows that its development depends essentially on three parameters: social awareness of the subject's importance (a condition which, since November 2015, has been mostly fulfilled in France), the promotion of interdisciplinarity (which remains an impediment) and attention to being politically useful (which also remains problematic in France due to the dream of

"purity" of many academics, afraid of being seen as the "Prince's advisors" – while being frequently flattered for being so when their advice is requested).

The promotion of interdisciplinarity is a greater struggle, of which the CNRS is attentive. It has already witnessed interesting developments with other approaches, by topic rather than by discipline – foremost Gender Studies and Area Studies. This current movement that allowed the creation of Scientific Interest Groups (GIS) on the Americas, Africa, the Middle East and the Islamic world, and of course Asia, is an encouraging example for those who, like us, support War Studies.

It is within this framework that IRSEM works on the Asia-Pacific region. Our researchers are regularly sent there for their research projects but also to participate in the seminars and conferences we organize with institutions in this region (the Asan Institute for Policy Studies in Seoul, the ADV in Hanoi or the NIDS in Tokyo, to take the most recent examples). In parallel with these actions in Asia, IRSEM regularly welcomes researchers from this region for seminars within our walls (most recently, Prof. Ren Xiao from Fudan University in Shanghai) or outside at scientific events co-organized with partner universities: the one last March at Paul-Valéry University of Montpellier 3 around the 50 th anniversary of ASEAN highlighted in particular how much the Asia-Pacific strategic theaters, if not the Indo-Pacific, are intertwined and deserve a comprehensive approach. Our next event in this field is an international conference on China, which will be held on 8 June at the École Militaire, in English ("Five Years of Xi Jinping").

All these activities in Asia developed within our institute show that besides a desire to reinvigorate strategic studies on Asia and the Pacific in France, IRSEM also has its own interest in Asian studies, and area studies more broadly, since they promote interdisciplinarity.

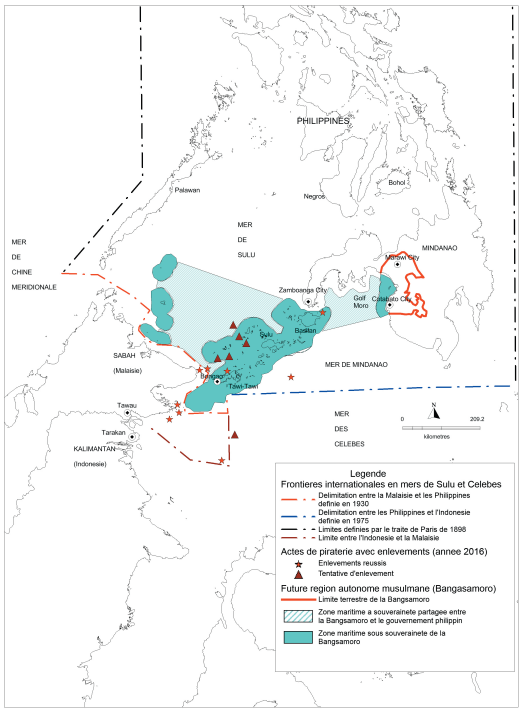
VERS UNE COOPÉRATION MILITAIRE MULTILATÉRALE EN MERS DE SULU ET SULAWESI

François-Xavier Bonnet
Géographe, chercheur associé à l'Irasec et membre
de l'Observatoire Asie du Sud-Est (DGRIS)
Août 2017

Bordée au nord par l'île de Palawan, à l'est par les Visayas, au sud par l'île de Mindanao et l'archipel de Sulu, à l'ouest par l'île de Bornéo, la mer de Sulu (260 000 km^2) est à la confluence de trois pays : les Philippines, la Malaisie et l'Indonésie. Si les pouvoirs coloniaux espagnols puis américains ont qualifié, d'une manière très péjorative, cette mer semi-fermée de « mer des pirates » ou « mer des moros », les gouvernements philippins successifs, depuis l'indépendance, ont ajouté le terme de « *Southern backdoor* » (porte d'arrière-cour méridionale) pour signifier leur impuissance à contrôler les trafics en tous genres tant humains que matériels. Dans le contexte de la lutte contre le terrorisme en Asie du Sud-est, à partir de 2002, les militaires américains ont qualifié la zone maritime comprenant la mer de Sulu et la mer des Célèbes (ou mer de Sulawesi) de « triangle de transit des terroristes » (T-3 : Terrorist Transit Triangle).

De fait, ce T3, surnommé aussi « routes d'infiltration » ou « corridor des terroristes » par les institutions de défense et sécurité américaines, concentre les principales guérillas et groupes radicaux et terroristes d'Asie du Sud-est. La mutation de mouvements de libération musulmane, d'obédience maoïste comme le Moro National Liberation Front (MNLF) ou islamique comme le Moro Islamic Liberation Front (MILF) aux Philippines, en mouvements terroristes comme Abu Sayyaf, a transformé en profondeur l'importance stratégique de cette vaste région maritime. L'archipel de Sulu est devenu une plaque tournante régionale et internationale du trafic d'armes, munitions et explosifs. De plus, Sulu est devenue, en Asie du Sud-est, la capitale des enlèvements internationaux. Si certaines factions du groupe terroriste Abu Sayyaf, basé sur l'île de Basilan et l'archipel de Sulu, déclarent avoir fait allégeance à Al Qaida puis à Daech, il n'en demeure pas moins que les enlèvements restent leur source financière essentielle pour leur survie. Ainsi, entre l'an 2000 et 2016, pas moins de 97 étrangers, représentés par 15 nationalités, ont été enlevés directement ou indirectement par des factions Abu Sayyaf. Cependant, sur ce total de victimes étrangères, 63 % sont des habitants qui bordent le T3 (36 Malaisiens et 27 Indonésiens). Par ailleurs, lors de ces activités criminelles spectaculaires, qui visaient des étrangers, 41 Philippins furent enlevés par ces ravisseurs. Si les victimes occidentales attirent l'attention des médias internationaux, les habitants du T3 sont, de loin, les victimes les plus nombreuses.

Le capitole de la province de Sulu. (© Harly Limlingan Marcuap.) // Capitol of the province of Sulu. (© Harly Limlingan Marcuap.)



Carte de la région du T-3. (© François-Xavier Bonnet.) // Map of the T3 region. (© François-Xavier Bonnet). Legends:
[SOUTH CHINA SEA; SULU SEA; MINDANAO SEA; CELEBES SEA; (Malaysia); (Indonesia)
Legend: International frontiers in the Sulu and Celebes seas
Boundary between Maysi and the Philippines defined in 1930
Boundary between the Philippines and Indonesia defined in 1975
Limits defined by the Treaty of Paris in 1898
Limit between Indonesia and Malaysia
Acts of piracy with kidnappings (2016)
Successful kidnappings
Attempted kidnappings
Future Muslim autonomous region (Bangasamoro)
Terrestrial limit of Bangasomoro
Maritime zone with sovereignty shared between Bangasamoro and the Government of the Philippines
Maritime zone under the sovereignty of Bangasamoro.]

DES COOPÉRATIONS MILITAIRES BILATÉRALES EN MERS DE SULU ET CÉLÈBES

Face à ces multiples menaces dites « non traditionnelles », la coopération militaire bilatérale entre les Philippines et la Malaisie est caractérisée par une certaine méfiance réciproque. Ainsi, les Philippines revendiquent, depuis 1962, l'État de Sabah (nord-est de l'île de Bornéo), territoire reconnu internationalement comme faisant partie de la Fédération de Malaisie, mais appartenant, jusqu'à la fin du XIXe siècle au sultanat de Sulu. En représailles, la Malaisie a soutenu activement le mouvement séparatiste du MNLF en organisant, entre autres, des camps d'entraînement sur des îles offshore, de la fin des années 1960 au début des années 1980.

Cependant, les deux États tentent de surpasser leurs différends territoriaux et ont développé une coopération qui repose sur trois accords dont les protocoles d'accord de coopération de lutte contre la contrebande de 1967 et 1995 et le Mémorandum of Understanding (MOU) de coopération de défense de 1994.

De toutes les activités militaires communes des deux pays, c'est le groupe de coordination des patrouilles frontalières (BPCG : Border Patrol Coordinating Group) qui fut le plus actif jusqu'en 2008. De 1994 à 2008, les forces navales, aériennes et de police maritime des deux pays ont participé à 18 opérations de patrouilles frontalières visant à combattre la piraterie, la contrebande, la pêche illégale. Cependant, ces patrouilles furent stoppées en 2008 pour des raisons techniques : la marine des Philippines avait un besoin urgent de récupérer les navires utilisés par les patrouilles afin de les affecter aux opérations antiguérilla sur Sulu.

Les deux pays ont, aussi, depuis 18 ans, des exercices bilatéraux de leurs marines appelés Malphi Laut. Ces exercices se déroulent, généralement, en mer de Sulu et au large de l'ouest de Mindanao. De même, ils organisent des exercices conjoints de leurs forces aériennes appelés Malphi Sarta et forces terrestres appelés Land Malphi.

Cependant, en février 2013, 235 hommes, certains armés, de Sulu débarquaient à Lahad Datu (Sabah) et affirmaient la souveraineté du sultan de Sulu sur l'État de Sabah. L'incident de Lahad Datu, qui s'était soldé par la mort de 68 personnes (dont 56 de Sulu) a eu un double effet sur la coopération militaire entre les deux voisins. Le premier effet fut l'arrêt de leurs activités navales et le renforcement de la sécurité de Sabah par l'établissement d'une zone de sécurité le long de la côte appelée la zone de sécurité du Sabah oriental (ESSZONE : East Sabah Safety Zone) placée sous le commandement de la sécurité du Sabah oriental (ESSCOM : Eastern Sabah Security Command). Le second effet, fut la prise de conscience, de part et d'autre de la mer de Sulu, de la nécessité de coopérer en matière de renseignements (aucun des deux pays n'a détecté à temps les mouvements des 235 hommes) et de développer une coopération navale multilatérale avec l'Indonésie.

Enfin, la Malaisie est profondément engagée dans le processus de paix sur Mindanao entre le gouvernement philippin et le mouvement rebelle

musulman du Moro Islamic Liberation Front (MILF). La Malaisie est le principal acteur de l'IMT (International Monitoring Team), chargé de s'assurer du maintien du cessez-le-feu dans les zones musulmanes de Mindanao.

Avec la signature, en 2014, de l'accord concernant la délimitation de la frontière de la zone économique exclusive (ZEE) entre les Philippines et l'Indonésie en mer des Célèbes, les deux pays n'ont plus de dispute territoriale et maritime. Depuis 1986, l'Indonésie et les Philippines organisent des patrouilles navales coordonnées, appelées Corpat Philindo, le long de leur frontière maritime définie en 1975.

VERS UNE COOPÉRATION MILITAIRE TRILATÉRALE

L'incident de Lahat Datu de 2013 et l'accroissement spectaculaire des enlèvements et des actes de piraterie dans la région des mers de Sulu et de Sulawesi (entre mars et novembre 2016, par exemple, 27 Indonésiens et 10 Malaisiens ont été enlevés) ont poussé, pour la première fois, les trois États (Philippines, Indonésie et Malaisie) à organiser des patrouilles navales coordonnées.

Ville de Jolo (sur l'île de Sulu) depuis la mer. À gauche, on peut apercevoir la plus grande mosquée de la ville (Masjid Tulay). Surplombant la ville, se dresse le Bud (mont) Tumatangis, le point culminant de l'archipel de Sulu à 811 mètres. (© Harly Limlingan Marcuap.) // City of Jolo (on the island of Sulu) from the sea. On the left is the largest mosque of the city (Masjid Tulay). Overlooking the city is Bud (Mount) Tumatangis, the highest point of the Sulu archipelago at 811 metres. (© Harly Limlingan Marcuap.)

L'accord trilatéral est signé à Bali le 2 août 2016, par les trois ministres de la Défense. Les trois pays auraient accepté que les personnels militaires puissent traverser les frontières afin de poursuivre des terroristes, kidnappeurs et pirates. Cependant, ce droit de poursuite transnational ne pourrait se faire qu'en mer (les poursuites sur terre sont pour l'instant exclues), avoir l'accord du pays traversé et être dans une situation d'urgence. Par ailleurs, trois postes de commandement seront établis (Bongao aux Philippines, Tawau en Malaisie, et Tarakan en Indonésie) pour mieux coordonner les patrouilles navales et développer le renseignement opérationnel. Enfin, le 1er octobre 2016, les trois ministres de la Défense s'accordaient sur la nécessité d'organiser des patrouilles aériennes au-dessus de la zone maritime d'intérêt commun.

Les patrouilles navales conjointes ont débuté le 19 juin 2017 dans le contexte de la guerre urbaine menée par le gouvernement Philippin contre des centaines de militants islamistes qui avaient tenté de prendre le contrôle de la ville de Marawi (province de Lanao del Sur). Si la plupart de ces combattants islamistes, ayant prêté allégeance à Daech, sont Philippins (le groupe des frères

Maute est de la province de Lanao del Sur, le groupe Abu Sayyaf dirigé par Isnilon Hapilon est de Basilan), des dizaines d'étrangers participent aux opérations. Ces derniers, Indonésiens et Malaisiens de la Jemaah Islamiyah mais aussi Saoudiens, Yéménites et autres Africains ont pu se rendre à Mindanao en empruntant cet espace du T-3.

Village sur pilotis près de l'île de Panglima Tahil, au large de Jolo. Ces villages sur pilotis sont habités par les populations du groupe ethno-linguistique Badjaos (surnommés aussi les nomades de la mer ou tziganes de la mer). (© Harly Limlingan Marcuap.) // Village on stilts near Panglima Tahil island off Jolo. These villages are inhabited by the ethno-linguistic Badjaos group (called "sea nomads" or "sea gypsies".) (© Harly Limlingan Marcuap.)

Face à la pression des événements, les trois voisins ont pu dépasser leurs différends et s'organiser pour combattre ensemble un terrorisme qui menace d'autant plus la région que les combattants islamistes Malaisiens et Indonésiens seront tentés de rentrer chez eux après la défaite de Daech en Syrie et en Irak. Cette coopération multilatérale pourrait se rapprocher, à terme, du modèle de coopération multilatérale dans le détroit de Malacca (coopération comprenant l'Indonésie, la Malaisie et Singapour).

BIBLIOGRAPHIE/BIBLIOGRAPHY

Guéraiche, William (dir.), *Philippines contemporaines*, Bangkok/Paris, IRASEC/Les Indes savantes, 2013, 619 p.

Kane, Solomon, *La croix et le kriss. Violences et rancœurs entre les chrétiens et musulmans dans le sud des Philippines*, Bangkok/Paris, IRASEC/Les Indes savantes, 2006, 223 p.

Miani Lino, *The Sulu Arms Market. National Responses to a Regional Problem*, Singapour, Institute of Southeast Asian Studies, 2011, 214 p.

Vitug, Marites Danguilan & Gloria, Glenda M., *Under the Crescent Moon. Rebellion in Mindanao, Quezon City*, Quezon City, Ateneo Center for Social Policy-Public Affairs Institute for Popular Democracy, 2000, 327 p.

TOWARDS MULTILATERAL MILITARY COOPERATION IN THE SULU ET SULAWESI SEAS

François-Xavier Bonnet
Geographer, associated researcher at IRASEC
and member of the South-East Asia Observatory
August 2017

The Sulu Sea (260 000 km²) is bordered to the north by Palawan Island, to the east by the Visayas, to the south by Mindanao Island and the Sulu archipelago and to the west by Borneo. It is at the confluence of three countries: the Philippines, Malaysia and Indonesia. The Spanish and then the American colonial powers called this semi-enclosed sea, highly pejoratively, "The Pirate's Sea" or "the Moros Sea". Since independence, successive Philippine governments have also called it "the southern backdoor", indicating their inability to control both human and material trafficking. Since 2002, the American military in their fight against terrorism in South-East Asia has referred to the maritime zone comprising the Sulu Sea and the Celebes (or Sulawesi Sea) as the "terrorist transit triangle" (T3).

The T3, also known by American security institutions as "infiltration routes" and the "terrorist corridor", harbours the main guerrilla and radical terrorist groups of Southeast Asia. The transformation of Maoist and Muslim liberation movements, such as the Moro National Liberation Front (MNLF) and the Moro Islamic Liberation Front (MILF) in the Philippines into terrorist movements such as Abu Sayyaf has profoundly changed the strategic importance of this vast maritime area. The Sulu archipelago has become a regional and international hub for the trafficking of arms, ammunition and explosives. Furthermore, Sulu has become the capital of international kidnapping in Southeast Asia. Certain factions of the Abu Sayyaf terrorist group, based on Basilan Island and the Sulu archipelago, declared allegiance to Al Qaida and then to Daesh, and the kidnapping are their main source of financing. Between 2000 and 2016, 97 foreigners, representing 15 nationalities, were kidnapped directly or indirectly by factions of Abu Sayyaf, of whom, 63% were residents of countries bordering the T3 (36 Malaysians and 27 Indonesians). Although these spectacular criminal activities targeted foreigners, 41 Filipinos were also kidnapped. Westerners attract the attention of international media; however, the inhabitants of the T3 are by far the most numerous victims.

BILATERAL MILITARY COOPERATION IN THE SULU AND CELEBES SEAS

In view of these many "non-traditional" threats, bilateral military cooperation between the Philippines and Malaysia includes a certain mutual distrust. Thus, since 1962, the Philippines has claimed the State of Sabah (north-west of the island of Borneo), which is recognized internationally as part of the Federation

of Malaysia but which belonged to the Sultanate of Sulu until the end of the 19th century. In retaliation, Malaysia has actively supported the separatist movement MNLF, including organizing training camps on offshore islands, between the end of the 1960s and the beginning of the 1980s.

The two countries have nevertheless attempted to overcome their territorial dispute through three agreements for cooperation: protocols to stop smuggling in 1967 and 1995 and a memorandum of understanding for defence cooperation in 1994.

The Border Patrol Coordinating Group was the most active military cooperative activity between the two countries until 2008. Between 1994 and 2008, the naval, air and maritime police forces of the two countries participated in 18 border patrol operations to combat piracy, smuggling and illegal fishing. The patrols were, however, stopped in 2008 for technical reasons, as the Philippines navy had to reassign the ships used by the patrols for urgent anti-guerrilla operations on Sulu.

For 18 years, the two countries have also conducted bilateral naval exercises, known as Malphi Laut, generally in the Sulu Sea and off western Mindanao. They also hold joint exercices of their aerial forces, known as Malphi Sarta, and of their land forces, known as Land Malphi.

In February 2013, 235 men from Sulu, some of whom were armed, landed at Lahad Datu in Sabah and claimed the sovereignty of the Sultan of Sulu. This incident, which resulted in the deaths of 68 people (56 of whom were Sulu), had a dual effect on military cooperation between the two neighbours. The first was an end to their naval activities and reinforcement of the security of Sabah by establishment of a security zone along the coast, known as the East Sabah Safety Zone (ESSZONE) commanded by the Eastern Sabah Security Command (ESSCOM). The second effect was awareness on both sides of the Sulu Sea of the importance of cooperation in matters of intelligence, as neither country had detected the movement of 235 men in time, and for multilateral naval cooperation with Indonesia (see below).

Malaysia is strongly engaged in the peace process on Mindanao between the Philippine Government and the rebel Muslim movement the Moro Islamic Liberation Front (MILF). Malaysia is the main actor in the international monitoring team, as it is responsible for ensuring that the cease fire is respected in the Muslim areas of Mindanao.

Since the signature in 2014 of an agreement on an exclusive economic zone between the Philippines and Indonesia in the Celebes Sea, the two countries no longer have any territorial or maritime dispute. Since 1986, the two countries have organised coordinated naval patrols, known as Corpat Philindo, along the maritime border defined in 1975.

TOWARDS TRILATERAL MILITARY COOPERATION

The Lahat Datu incident in 2013 and the spectacular increase in kidnappings and piracy in the region of the Sulu and Sulawesi seas (with, for

example, 27 Indonesians and 10 Malaysians kidnapped between March and November 2016) finally pushed the three countries (the Philippines, Indonesia and Malaysia) to organize coordinated naval patrols.

A trilateral agreement was signed on Bali on 2 August 2016 by the three ministers of defence, whereby the three countries agreed that their military personnel could cross national borders to pursue terrorists, kidnappers and pirates. The right of transnational pursuit was, however, limited to the sea (pursuit on land is currently excluded), with the agreement of the country to be entered and only in an emergency. Furthermore, three command posts were to be established (at Bongao in the Philippines, Tawau in Malaysia and Tarakan in Indonesia) to better coordinate naval patrols and develop operational intelligence. On 1 Octobre 2016, the three ministers of defence agreed to organise aerial patrols over the maritime zone of common interest.

The joint naval patrols began on 19 June 2017 during the urban war led by the Philippine Government against hundreds of Islamic militants who had attempted to take control of the city of Marawi (in Lanao del Sur province). Most of the Islamist fighters had sworn allegiance to Daesh and were Filipino (the Maute brothers in Lanao del Sur and the Abu Sayyaf group led by Isnilon Hapilon in Basilan); however, dozens of foreigners participated in operations, including Indonesians and Malaysians of the Jemaah Islamiyah and

Under the pressure of these events, the three neighbours overcame their differences and organized a common fight against the terrorism that threatened the region, as Malaysian and Indonesian fighters tried to return home after the defeat of Daesh in Syria and Iraq. This multilateral cooperation could eventually resemble the model of cooperation in the Straits of Malacca among Indonesia, Malaysia and Singapore.

LANGUES, CULTURE, INFLUENCE

Jean-Philippe Eglinger
Directeur de Việt Pháp Strategies et chargé de cours à l'Inalco et à l'Univ. Thang Long (Hanoï)
Octobre 2017

Jeune étudiant en langue et civilisation vietnamiennes à l'École supérieure de Hanoï au début des années 1990, il n'était pas rare que mes compatriotes en poste à Hanoï me demandent pourquoi j'apprenais le vietnamien : « est-ce bien sérieux ? », « l'anglais suffit ! », « c'est beaucoup d'investissement pour un faible retour ! », « c'est du temps perdu si le Vietnam ne se développe pas ! »…

Passionné par mes études qui me permettaient progressivement d'accéder (péniblement) à un minimum de communication « directe » ou « sans filtre (humain ou linguistique) » avec mes camarades étudiants vietnamiens ainsi qu'à un environnement culturel complexe *via* l'apprentissage de la langue, j'avais alors trouvé une réponse qui coupait court à toute argumentation : « Cela me permet d'aller au marché et de négocier seul le prix de mes oranges ! ». Boutade, certes, mais qui finalement m'a permis de dégager quelques éléments structurants.

Tout d'abord, j'étais en mesure d'établir une relation directe avec mon interlocuteur qui me savait gré de l'effort fourni pour apprendre sa langue. Relation maladroite dans les premiers temps, mais au moins sincère et personnelle, qui me permettait de limiter le nombre d'intermédiaires dans la communication. Ceci pouvait déboucher sur des relations de confiance et de partage avec mon interlocuteur, tout en sachant qu'il faut sans cesse rester prudent car il y a au Vietnam des fils invisibles pour nous. Je m'aperçus également que certains de mes interlocuteurs souhaitaient également pouvoir communiquer directement avec moi dans une autre langue que leur langue maternelle. S'engageait alors un petit « rapport de force linguistique », le meilleur des protagonistes imposant sa langue de travail à l'autre.

Ce « rapport de force linguistique » pouvait également se transformer en émulation positive permettant des travaux communs indispensables, dans la compréhension de l'autre, à savoir des exercices de traduction (littéraires, économiques) qui ne peuvent se réaliser que dans une approche commune et mixte pour en optimiser la qualité. Mes meilleures expériences dans ce domaine furent les traductions réalisées avec mes camarades Huyền et Nguyệt… Travail de communication, certes, mais plus que cela : appréhension du monde de l'autre avec la langue comme outil de décryptage culturel… Discussion endiablée en français et vietnamien pour saisir le sens ; un échange où les langues et les concepts essayaient de s'apprivoiser… et où l'apprentissage de la langue de l'autre permettrait en creux une meilleure connaissance de la sienne… Un apprentissage du français pour moi *via* le vietnamien et pour mes partenaires,

le français comme miroir de leur langue, de leur système de pensée… Une forme de Francophonie « à deux sens », active et partagée…

Pour revenir au cas de la négociation pour le prix des oranges, bien sûr, l'aspect « négociation du prix » prenait alors tout son sens. Cela m'apprit que même en pratiquant la langue de négociation il était difficile d'obtenir un prix « vietnamien ». Il était (est) cependant possible d'arriver à un prix largement inférieur à celui pratiqué pour les « *Tây* » (Occidentaux).

Et enfin, le plus important de tout, cela me permettait de réaliser mes activités en liberté et indépendance dans le cadre local qui m'était imparti. Je me faisais mon jugement. Pas forcément toujours en accord avec la réalité, mais au moins je ne dépendais pas d'une tierce personne pour me dire quoi penser et/ou prendre mes décisions.

Il m'était alors souvent opposé, à juste titre, l'argument de l'interprète. « Prenez-en un ! ». Ils sont formés, connaissent l'environnement, ont les contacts… Tout cela est naturellement vrai. Cependant, que vous reste-t-il vraiment lorsque l'interprète n'est plus là ? Êtes-vous maître de votre action ? De votre réseau ? Quelle est votre réelle capacité d'influence ? Par ailleurs, est-ce que vos propos ont été correctement « transmis, entendus ? ».

Je me rappelais alors des commentaires du Père Léopold Cadière au sujet des interprètes : « Oh ! Méfiez-vous de l'interprète ! Vous êtes maître de votre pensée ; vous savez ce que vous voulez demander mais il n'est pas de même pour l'interprète (…) Il ne traduira donc pas exactement ce que vous lui aviez dit d'où l'inexactitude ou l'imprécision dans les réponses, lesquelles seront elles-mêmes traduites plus ou moins exactement en français. Double cause d'erreurs ou d'imprécision. L'interprète peut influencer la réponse par la manière dont il pose la question. Lui-même peut influencer la marche générale de votre enquête. Cette question d'influence est d'une grande importance. »

Le rapport entre maîtrise de la langue, non pas en tant qu'outil de communication (permettant de converser), mais en tant qu'outil de création et de développement du lien interpersonnel, d'appréhension culturelle permettant à l'individu de se transmuer dans un environnement « étranger » est alors posé. Cadière poursuit : « Les débats tournent en faveur de l'une ou de l'autre des deux parties, selon la manière dont l'interprète traduit les questions. Je ne parle pas de traduction matériellement inexacte. Je ne fais allusion qu'à des réticences, qu'à des nuances presque insaisissables de sens, qu'à des mots presque synonymes employés pour un autre, qu'à un air de sévérité et de reproche, ou de bonté ou d'encouragement, employé à propos et qui ferme la bouche de l'interlocuteur, ou, au contraire le pousse à dire tout ce qu'il sait… »

Cette notion de maîtrise de sa pensée, de son action, de son influence est bien antérieure à Cadière.

En 1669, le commerce français dans le Levant accuse un retard par rapport aux autres nations européennes en raison de plusieurs faits : « taxes et vexations extraordinaires, et des avanies pour en tirer de l'argent » ; la présence de plusieurs nations commerçantes dans le Levant diminue les possibilités des Français ; les marchandises françaises sont (réputées) de mauvaise qualité ;

les Français ne savent pas négocier et établir le prix des produits négociés. Les marchands français se plaignent donc des mauvais traitements parmi lesquels le sentiment de non-confiance vis-à-vis des interprètes locaux chargés de traduire les négociations entre les Français et les Turcs. Colbert étant très attaché au commerce intérieur et extérieur français, une vraie politique va être menée pour favoriser le développement des échanges : édit de mars 1669 relatif à l'affranchissement des taxes de douanes pour le port de Marseille, arrêt du Conseil royal de commerce relatif à l'envoi de jeunes garçons Français à Constantinople et Smyrne pour se former aux langues orientales et devenir les futurs interprètes et intermédiaires : les Drogmans.

Jean Baptiste Adanson, drogman, 1802. (© Konrad Westermayr [Public domain], *via* Wikimedia Commons.) // Jean Baptiste Adanson, dragoman, 1802. (© Konrad Westermayr [Public domain], by Wikimedia Commons.)

Ces personnes, initialement issues du Levant (pour la plupart fils de diplomates ou commerçants français établis dans l'Empire ottoman ou des chrétiens locaux) bénéficiaient d'une formation à l'École des Jeunes de Langues au Collège des Jésuites de Paris. Puis, les Drogmans ont progressivement été recrutés en France à partir du XVIIIe siècle et notamment après la Révolution[1]. Ces Drogmans devenaient ainsi les intermédiaires de confiance liés à nos intérêts, et avaient pour rôle de maîtriser ce maillon important de la relation et de la confiance nécessaires à la bonne conduite du commerce et de l'influence. Perdre ce « maillon », c'est perdre la capacité à écouter la source, à négocier, à influencer directement dans la langue et la culture du partenaire, du client. Garder la maîtrise de ce « maillon », commence par pouvoir percevoir, appréhender l'environnement dans lequel nous évoluons. Le philosophe hollandais Spinoza définissait cette perception dans son *Traité de la réforme de l'entendement* (écrit inachevé entre 1665 et 1670) comme s'appuyant sur 4 modes d'acquisition : Les 5 sens, l'expérience acquise, le raisonnement et l'intuition.

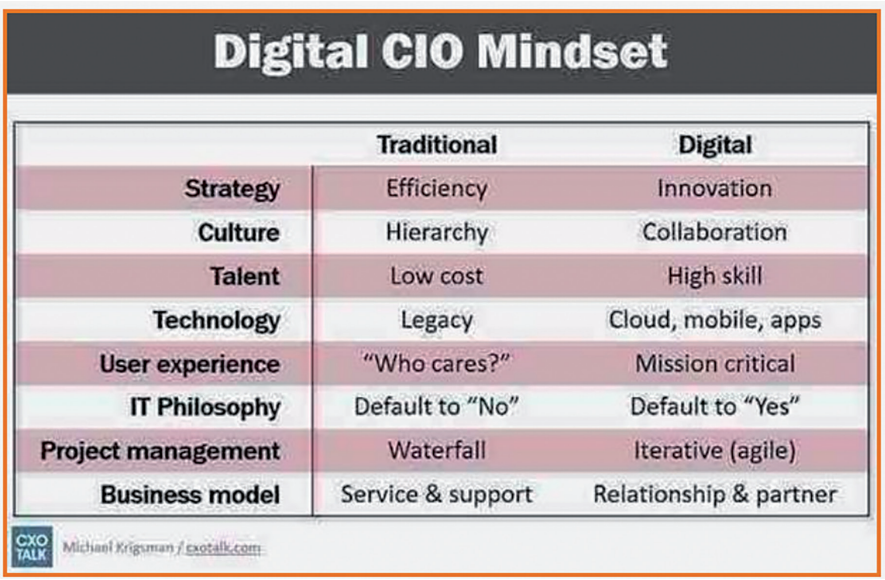
On peut être amené à se demander si la conduite des affaires, du commerce, de l'influence telle que présentée il y a maintenant quelques siècles reste pertinente dans un monde où la globalisation va croissant et où l'ère du

1 https://books.google.fr/books?id=whIIAAAAQAAJ&pg=PA663&lpg=PA663#v=onepage&q&f=false

numérique nous apporte des nouveaux outils nous permettant d'abolir les frontières physiques, culturelles et linguistiques dans ce que certains considèrent le « village global » où l'anglais suffirait à pallier un déficit linguistique et culturel ?

Les progrès indéniables réalisés par des outils automatiques de traductions comme Systran, Google Trad, (et bien d'autres) sonnent-ils la fin de l'apprentissage des langues en permettant une communication presque instantanée avec son interlocuteur étranger ? Par ailleurs, l'avènement de l'Intelligence Artificielle va-t-il rendre désuète le facteur humain dans cette notion de capacité d'appréhension culturelle, à savoir être en mesure de percevoir la grille de lecture de son interlocuteur pour être en mesure de prendre rapidement la décision pertinente dans un laps de temps de plus en plus réduit avec des structures de plus en plus « agiles ».

En effet, la montée du numérique dans un système économique de plus en plus soumis à un environnement incertain tend à modifier la structure des organisations les obligeant à passer d'une structure « pyramidale » à une structure en « réseau » pour une meilleure agilité. Les cultures d'entreprises et institutionnelles qui étaient jusqu'à présent principalement fondées sur le paramètre « hiérarchie » semblent tendre progressivement vers la notion de « collaboration » et évoluer vers les modèles d'affaires organisés autour de l'approche « Produit/service & Support » qui privilégient la notion « relation & partenaire ». Enfin, la « valeur » sera concentrée non plus sur le « produit » mais sur « l'expérience client », à savoir la façon dont le client souhaite utiliser (consommer) le produit ou le service. Cela va demander une connaissance plus approfondie des habitudes du client et des orientations futures.



Source : © Michael Krigsman / www.cxotalk.com.

Par ailleurs, comme le notait Alain Juillet, ancien Haut Responsable pour l'Intelligence Économique en France et actuel président du CDSE (Club des Directeurs de Sécurité des Entreprises), dans un article des *Échos* le 16 janvier 2017, « Ce qui lui sera demandé (au dirigeant/décideur), ce sera la capacité de prise de décision instantanée. Il devra se différencier en apportant une vision, une réflexion, une intuition… »

Cet aplatissement de la structure hiérarchique, cette nécessité de contact direct, peut également signifier le retour à la notion de « savoir-être » permettant au décideur de comprendre la « grille de lecture » de sa cible, mieux être capable de rentrer dans son environnement afin d'en saisir le mode de fonctionnement et de pouvoir alors l'anticiper. En effet, dans les nouvelles organisations du travail, le manager va devenir alors un facilitateur, un animateur de réseaux interne plus qu'un chef. Sa fiabilité dans l'entreprise sera déterminée par sa réputation opérationnelle et sa capacité à mettre en réseau plutôt que par son niveau hiérarchique.

En effet, dans un monde passé d'un environnement stable où la gestion du risque se faisait à partir d'un historique existant à un environnement instable, la gestion du risque implique d'avoir accès à la connaissance sous-jacente de cet environnement en perpétuelle évolution impliquant une compétence opérationnelle plus marquée, en prenant en compte l'aspect culturel du pays considéré.

Comme cela avait été noté dans le document de la Délégation Interministérielle à l'Intelligence Économique en 2015 : « À l'international, l'incompétence interculturelle est un facteur de crise majeur alors qu'à l'inverse, la connaissance de la culture d'un pays partenaire est une prévention efficace[2]. »

Les outils peuvent être d'une grande aide à sélectionner un nombre de paramètres, à automatiser des tâches consommatrices de temps, à filtrer le bruit. Cependant, la compréhension de l'environnement, le contact, l'intelligence interculturelle, la mise en perspective finale, resteront selon moi de l'ordre de l'humain. Dès lors, l'expérience, l'intuition, alimentées par la compétence linguistique et culturelle doublée d'une connaissance du terrain resteront des éléments déterminants dans la capacité de compréhension et d'anticipation des enjeux ainsi que dans la capacité à délivrer un message adapté et influent dans un contexte étranger.

BIBLIOGRAPHIE/BIBLIOGRAPHY

Cadière, Léopold, *Croyances et pratiques religieuses des Vietnamiens*, Paris, EFEO, 1992.
Volle, Michel & Rochet, Claude (dir.), *L'intelligence iconomique. Les nouveaux modèles d'affaires de la 3e révolution industrielle*, Paris, De Boeck, 2015, 181 p.
Harbulot, Christian, *Manuel d'intelligence économique*, Paris, PUF, 2012, 432 p.

2 https://www.entreprises.gouv.fr/files/files/directions_services/information-strategique-sisse/d2ie_reference_et_notion-cle-juillet.pdf

LANGUAGES, CULTURE, INFLUENCE

Jean-Philippe Eglinger
Director of Việt Pháp Strategies & lecturer at Inalco
and at Thăng Long University (Hanoi)
October 2017

As a young student learning Vietnamese language and civilization at the University of Foreign Languages in Hanoi in the early 90's, it was not rare that my fellow compatriots based in Vietnam asked me why I was learning this language. "Is that serious?", "it is much 'a hell' of investment for such a weak return!"... Were words I could hear all the time.

Focusing on my studies allowed me not only to practice (painfully at first) a minimum of "direct" communication, (communication "without filter" (human or linguistic) with my Vietnamese friends, but also to apprehend a complex cultural environment. Enjoying this experience, I then found an answer which cut short to any argumentation of my fellow compatriots: "learning Vietnamese enables me to go to the market alone and to negotiate myself the price of oranges!". A Joke, certainly, but which finally was a good representation of the learning process I was going through.

First of all, by learning Vietnamese, I was able to establish a direct relationship with my interlocutor who seemed to appreciate the effort I made to speak his or her language. Fragile and "awkward" relationships in the beginning, but at least it were a sincere and personal one. This enabled me to limit the number of intermediaries in the process of communication. This could lead to trust and faithful relationships with my interlocutor in the mid/long term, even if I knew that I needed to remain careful because there are always invisible links that one cannot see in Vietnam. I also realized that some of my interlocutors also wished to communicate directly with me in their own language. Then a small "linguistic power struggle" took place and the best of the protagonists imposed his working language to the other.

This "linguistic power struggle" could be also turned into positive emulation allowing the completion of common works, which helped understanding the "other" environment: namely translation exercises (of literature, economic works, ...). These experiences were made possible only because they were carried out in common by a mixed team (French and Vietnamese) which was able to optimize the quality of the translation work. My best experiences in this field were the translation works carried out with my comrades Huyền and Nguyệt... Communication practice, certainly, but more than that: the apprehension of a whole new world through the translation of words and phrases, using language as a tool for cultural environment decoding..."Wild" and animated discussions both in French and Vietnamese to "approach" the meaning, seize the concept; a fruitful exchange where languages and concepts of each culture tried to come together... and where the learning of the language would allow in

addition to better understand our own language… A way for me to learn French again through Vietnamese; and for my partners, French language as a mirror of their own language, of their way of thinking… A form of active and shared "bi-lateral" Francophonie…

Going back to the case of buying oranges, of course, the aspect of "price negotiation" in the local language was quite meaningful. This being said, it also showed me that even if I was able to negotiate bargain/haggle in Vietnamese, it was still difficult for me to obtain a "Vietnamese" price. It was however still possible to reach a negotiated price largely lower than the one usually practiced for the "Tây" (Westerner).

Finally, and above all, this allowed me to carry out my activities in total autonomy, within the frame that I was benefited from. I could build and have my own judgment of the situation. Not always in line with reality, but at least I did not depend on a third person to tell me what to think and/or how to make a decision.

Sometimes friends praised me the role of interpreters. "You should take one! They are trained, they know the environment, they have all the contacts…" All this is quite true. However, what's left when the interpreter is not with you anymore? Are you the master of your own action? Of your social network? What is your real capacity to influence? In addition, how can you make sure that your remarks "were correctly transmitted, are properly translated, heard, and understood?"

I then remembered the comments of Léopold Cadière about interpreters: "Oh! Be wary of the interpreter! You are the Master of your thought; you know what you want to ask, but it is not the same for the interpreter (…) He will not translate exactly what you told him. Then will arise an inaccuracy which will to lead an inaccurate answer. This will bring about a double cause of errors or inaccuracy. Moreover, the interpreter can influence the answer by the way he asks the question. He can also influence the general process of your investigation. This question of influence is of great importance."

The relationship between mastering the language, not so much as a communications tool (which enables us to have a conversation), but as a tool to create and develop interpersonal relationship, to give access to culture, and therefore allow one person to "transmute"/project himself or herself into a "foreign" environment is then arising. Cadière carries on: "The debates turn in favor of one or other of the two parts, according to the way the interpreter translates the questions. I do not refer here to a factually (?) inaccurate translation. I refer to the personal hesitation, the imperceptible nuances of meaning, the synonymous words used for another, the posture of severity and reproach, or kindness or encouragement, that can "close" the mouth of the interlocutor, or, on the contrary pushes him to say all that he knows…"

This concept of control of his or her own thought, his or her action, his or her influence was observed before Cadière mentioned it.

In 1669, the French trade in the East was lagging behind compared to the other European nations due to several factors: "extraordinary taxes and

vexations, and other different ways to draw some money"; the presence of several mercantile nations in the East was putting some pressure on the French; Moreover, French goods were namely famous for their poor quality; the French could not negotiate and establish the price for their products. The French merchants complained about the poor treatment that they were facing and the feeling they had of non-confidence towards the local interpreters in charge of the negotiations between the French and the Turk. Colbert being very keen on domestic and external French trade, a real policy would be carried out to support the development of trade: The edict of March 1669 relating to the clearance of customs taxes in the Marseilles harbor; The judgment of the royal Council of trade relating to the sending in Constantinople and Smyrna of young French boys to be trained to Eastern languages in order to become future interpreters and intermediaries: The Dragomans.

These people, initially coming from the East (most of them being the sons of French diplomats or tradesmen established in the Ottoman Empire or of the local Christians) benefited from training at École des jeunes de langues at the Jesuit College in Paris. Then, the Dragomans were gradually recruited in France as from the eighteenth century and in particular after the French Revolution[1]. These Dragomans became the trusted intermediaries related to the interests of the French, and had a predominant role to control this important relation and confidence link necessary to foster the French trade and the influence. Loosing this "link", meant loosing the capacity to listen to the local source, to negotiate, to influence directly in the language and the culture of the partner. Keeping the control of this "link", required the capacity of being able to perceive, to apprehend the environment in which one evolved. The Dutch philosopher Spinoza defined this perception capacity in his *Treaty of the Reform of the Understanding* (unfinished essay; 1665-1670) as being based on 4 modes of acquisition: 5 senses, the experience acquired, reasoning and intuition.

One can wonder whether the conduct of business, trade, the influence as presented a few centuries ago remains relevant in a modern world where the globalization process is increasing and where the digital era brings new tools enabling us to abolish the physical, cultural and linguistic borders in what some consider the "global village" where English would be enough to mitigate a linguistic and cultural deficit.

Does the undisputable progress made by automatic tools for translations like Systran, Google Trad, (and well as others) sound the end of the learning of foreign languages by allowing an almost instantaneous communication with a foreign interlocutor? Moreover, could the progress of the Artificial Intelligence make the human factor obsolete? Namely being able to perceive the "grid of reading" of its interlocutor in order to be able to quickly make the relevant decision in an increasingly short lapse of time in a more and more "agile" structure?

1 https://books.google.fr/books?id=whIIAAAAQAAJ&pg=PA663&lpg=PA663#v=onepage&q&f=false

Indeed, the rise of the digital in an economic system increasingly subjected to a versatile environment tends to modify the structure of organizations forcing them to move from a "pyramidal" structure to a "network" structure for a better agility. The companies and institutional cultures that were until now mainly founded on "hierarchy" seem to gradually tend towards the concept of "collaboration" and therefore to evolve to the models of business organized around the approach "Products/service & Support" which privilege the concept "relation & partner". Lastly, the "value" will be no longer only focused on the "product" but also on "the customer experience", namely the way in which the customer wishes to use (to consume) the product or the service in which knowing the current and future pattern of your customer will be key.

Moreover, as noted by Alain Juillet, previous High Ranking official for the Economic Intelligence in France and current president of the CDSE (Club of the Company's Safety Directors), in an article published in *Les Échos* on 16 January 2017, "What will be required of him (regarding the leader/decision maker), will be his instantaneous decision making capacity. It will have to differentiate himself by his ability to bring a vision, a reflection, an intuition…"

The flattening of the hierarchical structure, the need for direct contact, can also mean the return to the concept of "know-how-to-be" or attitude which makes it possible for the decision maker to understand the "grid of reading" of his or her target/prospect, to be in a position to "decrypt" his or her environment in order to apprehend its operating process and therefore be able to anticipate it. Indeed, in the new work organizations, new organizations, the manager will tend become a facilitator, an internal network animator rather than a "boss". The decision maker reliability in the company will be more determined by his or her operational reputation and his or her networking capacity rather than by the hierarchical level.

Indeed, whereas in a stable economic environment where risk management was being conducted on an existing history, in an unstable environment, risk management implies to have access to the subjacent knowledge of this ever changing environment in which we are moving in, implying more operational field competences, where the taking into account of the cultural aspects of the country has to be considered.

As stated in a document published by the French Delegation to Economic Intelligence in 2015: "at the international level, the intercultural incompetence is a major factor of crisis whereas, the knowledge of the culture of a partner country is an effective prevention[2]."

To do so, the tools can be of a great assistance to select a number of parameters, to automate tasks which are time consuming or to filter "the noise". However, the perception/the understanding of the environment, human contact, the intercultural intelligence, the capability to put in "perspective",

2 https://www.entreprises.gouv.fr/files/files/directions_services/information-strategique-sisse/d2ie_reference_et_notion-cle-juillet.pdf

will still have to be driven, in my opinion, by the human factors. Consequently, the experience, the intuition, acquired with the linguistic and cultural abilities backed by complete field knowledge will remain crucial points for the capacity of comprehension and anticipation of the challenges like (in the capacity) delivering a truly convincing message adapted and influential in a foreign context.

LES PHILIPPINES ET LE DÉSORDRE DU MONDE

William Guéraiche
Professeur associé à l'AUD
Janvier 2018

Les excès du président Rodrigo Duterte depuis son élection en mai 2016 ne lassent de défrayer la chronique. Les historiens apprécieront à l'avenir comment cet homme relativement nouveau dans la politique nationale philippine s'inscrit dans la continuité de ses successeurs mais aussi en rupture en raison de la violence de son discours et de ses pratiques. On peut par ailleurs se demander en quoi il représente un mal plus profond de la société philippine dans son ensemble. Un peu plus d'un an après son élection, la remise en question de l'État de droit reste un thème dominant mais sans que cela semble affecter les Philippins dans leur ensemble.

LA FIN DE L'ÉTAT DE DROIT ?

Deux événements de l'actualité récente interrogent sur le rapport de Duterte à l'État de droit. Le 11 octobre 2017, le président philippin demande à deux rapporteurs, des Nations unies et de l'Union européenne, de quitter le territoire sous 24 heures. Suite à la campagne meurtrière contre les soi-disant trafiquants de drogue, une délégation interparlementaire avait en effet pensé à entamer une démarche visant à l'expulsion des Philippines des Nations unies. La réponse de l'ancien avocat et maire de Davao dénote son rapport au droit. Sans contester le bien-fondé de la procédure, il rétorque que la Russie et la Chine ne laisseront pas faire au Conseil de sécurité. La *real politik* prime donc sur le droit international. La même logique fut à l'œuvre un mois plus tôt quand Antonio Trillanes, un de ses opposants, demanda une autorisation pour examiner les comptes de la famille Duterte (en l'occurrence son fils et son gendre) qui seraient impliqués dans des affaires de corruption. Or, le président n'y consentit pas, renvoyant d'un revers de main, la demande de l'ancien officier de marine, leader du coup de force de 2003. Le non-respect du droit international voire du droit tout court est devenu une banalité que les observateurs de la vie politique philippine ne relèvent même plus.

La « guerre à la drogue » avec son cortège d'exécutions sommaires est l'aspect le plus choquant de la politique du nouveau président. L'acronyme « EJK » (« *extrajudicial killing* ») s'est banalisé dans la presse nationale et compte plus d'un million d'occurrences sur Google. Jamais depuis son indépendance, le pays n'avait été soumis à une telle vague de violence sur un temps aussi court. Le point de référence reste pour l'archipel, les seize ans de dictature sous Ferdinand Marcos. Du passage de la loi martiale en septembre 1970 au People Power de février 1986 (restauration de la démocratie), les exécutions extrajudiciaires s'étaient élevées à plus de 3 500. Il n'a fallu qu'une année pour

que la nouvelle administration atteigne ce bilan et le dépasse. Certes le débat est loin d'être fermé sur le nombre réel de personnes exécutées sommairement. Or, même si les sources divergent, il demeure que le présent « *salvaging* » (terme du vocabulaire philippin qui se réfère à la violence sous la dictature militaire) est d'une ampleur sans précédent. Amnesty International avance le nombre de 7 000 ; Human Rights Watch 4 800 ; les autorités pour leur part nient la réalité. Le 9 octobre 2017, le porte-parole de la police, en accord avec Malacanang (palais présidentiel), déclare qu'à sa connaissance, un seul cas a été reporté entre le 1er juillet 2016 et le 30 septembre 2017. La vérité n'est pas médiane et se rapproche évidemment des associations de défense de droit de l'homme. L'exécution sommaire de petits délinquants par les forces de police et des groupes paramilitaires qui s'inspirent directement des « *vigilantes* » de la période Marcos est elle aussi incontestable.

Le manque de réaction nationale dérange. En ce qui concerne le jeu démocratique, une partie de l'explication semble se trouver dans le niveau de violence et, précisément le délitement de l'État de droit qui laisse peu de place, sinon aucune, aux contre-pouvoirs. Après l'élection du 9 mai 2016, l'opposition s'est cherché un leader. Leni Robredo, la vice-présidente élue, a fait illusion quelques mois mais s'est vite retrouvée muselée, tant dans ses fonctions que dans son accès aux médias. Le sénat semble avoir cristallisé la résistance. L'avocate, militante pour les droits de l'homme et élue au sénat en 2016, Leila De Lima est devenue la principale opposante à la « guerre à la drogue » ce qui lui valut, non sans ironie, d'être accusée de violer la législation sur les stupéfiants avant d'être incarcérée en février 2016. L'ancien candidat à la vice-présidence et sénateur Antonio Trillanes reprennent, non sans courage, le flambeau de l'opposition. Dans un registre différent, l'Église traversée par des intérêts contradictoires, n'a pas été le fer de lance de l'opposition aux violations des droits de l'homme comme elle le fut en 1986. Il a fallu attendre une année – et le millier de morts des EJK – pour que la conférence des évêques et le cardinal Tagle élèvent enfin la voix en septembre 2017. Le plus grand tour de force du président actuel est d'avoir réussi à bâillonner les médias. *The Inquirer* a été le dernier média à critiquer les dérives actuelles. Mais le retrait de ses soutiens publicitaires, sur injonction présidentielle, a eu raison du tabloïd manillais. De manière aussi surprenante que discrète, c'est l'armée qui reste un solide rempart face aux dérives de l'administration actuelle à l'instar de Trillanes. Néanmoins les Philippins, dans leur immense majorité, ont soutenu l'administration en place.

Les *gated communities* ne sont pas inquiétées. (© Elisabeth Luquin, Inalco-CASE.) // Order reigns in the gated communities. (© Elisabeth Luquin, Inalco-CASE.)

UN SOUTIEN POPULAIRE

En dépit du climat de répression, comment Duterte a-t-il réussi à maintenir son soutien populaire ? En juin 2017, la *Social Weather Station* (l'instrument de mesure de l'opinion le plus fiable aux Philippines) indiquait que 78 % des Philippins avaient plutôt une bonne opinion de leur président ; 77 % sont satisfaits de la « Guerre à la drogue » indice de satisfaction qui s'est maintenue sur un an (84 % en septembre 2016). Ces bons résultats contrastent singulièrement avec le nouveau « *salvaging* » entrepris par l'administration actuelle. De fait, le climat dans Manille est en somme toute assez débonnaire (tout au moins dans la journée, hors des quartiers populaires) et ne fait pas craindre l'avènement d'un nouveau People Power. L'ensemble de la population semble s'être résolue à son destin voire semble soutenir son président dans l'archipel et au-delà.

En arrière-plan, le nouveau président s'inscrit dans la continuité d'un imaginaire politique mais il a aussi apporté sa touche personnelle au jeu politique. À l'instar des films populaires ou des s*oap operas* philippins, Duterte prend la place du héros positif, celui qui par son autorité et sa détermination va faire triompher « le bien ». L'histoire philippine est jalonnée de ces personnages autoritaires qui se sont présentés comme seuls recours. Depuis Quezon sous le Commonwealth avant la Deuxième Guerre mondiale à Panfilo, « Ping » Lacson, le brutal chef de la police reconverti en homme politique, l'électorat de droite populiste a maintenu ces personnages dans le paysage politique. À la faveur d'élections à la proportionnelle intégrale, certains comme Joseph Estrada ont même pu accéder aux plus hautes fonctions de l'État. Sur cette trame bien établie, l'élection de Duterte a néanmoins un aspect nouveau, celui de la simplification du message politique. Manuel, « Mar » Roxas était sans nul doute le candidat le plus qualifié pour succéder à Benigno Aquino en 2016. Le débat sur les questions de fond (éradication de la pauvreté, ouverture de l'archipel, corruption, etc.) n'a pas eu lieu. Duterte a fait une extraordinaire campagne de communication en opposant la force de sa volonté à la complexité des sujets – la « guerre à la drogue » en est un excellent exemple. Mar Roxas a ainsi été emporté par cette vague populiste d'un nouveau cru. Beaucoup restent encore à écrire sur cette politique de communication qui n'est pas sans rappeler la campagne présidentielle américaine ou celle du Brexit en Grande-Bretagne – qui se sont déroulées après.

La pauvreté, le vrai problème des Philippines. (© Elisabeth Luquin, Inalco-CASE.) // Poverty, the underlying issue in the Philippines. (© Elisabeth Luquin, Inalco-CASE.)

À l'instar de Donald Trump, les incohérences du nouveau président en matière de politique étrangère ont paradoxalement conforté son soutien populaire. Dès son élection, le nouveau président n'entend pas s'en laisser conter par les Étasuniens. Alors qu'Obama s'inquiète des exécutions sommaires, Duterte lui répond vertement le 4 octobre 2016 qu'il « peut aller se faire voir » et que de toute façon son administration peut acheter des armes aux Russes et aux Chinois. Son électorat applaudit mais les observateurs internationaux s'interrogent sur le partenariat entre Manille et Washington. Si son prédécesseur avait essayé de prendre ses distances par rapport au grand frère étasunien, il l'avait néanmoins ménagé. Duterte se rend trois semaines plus tard à Pékin pour une visite officielle de quatre jours. La promesse d'investissements chinois dans l'archipel à hauteur de 13 milliards de dollars risque de faire basculer des alliances dans un contexte géopolitique aussi incertain que tendu.

Peut-être que l'aspect le plus étonnant est le manque de réaction internationale. On peut toujours expliquer l'attitude des Philippins mais celle des Occidentaux ? Peut-être que les Philippines serviront une nouvelle fois de laboratoire comme sous la période étasunienne (surveillance, contre-terrorisme par exemple) ou plus récente avec l'usage des réseaux sociaux pour mobiliser les foules (People Power II en 2001, dix ans avant les printemps arabes) mais cette fois-ci pour inaugurer les désordres du monde.

BIBLIOGRAPHIE/ BIBLIOGRAPHY

Guéraiche, William (dir.), *Les Philippines contemporaines*, Bangkok/Paris, IRASEC/Les Indes Savantes, 2013, 619 p.

Ricordeau, Gwenola, « Philippines : un massacre de masse au nom de la "guerre à la drogue" », *Santé, réduction des risques et usages des drogues. Géopolitiques et drogues* 87, 2e trimestre 2017, p. 12-16.

NEW ORDER IN THE PHILIPPINES: NO RECOURSE BUT ELIMINATION

William Guéraiche
Associate professor at AUD
January 2018

In August 2017, US Secretary of State Rex Tillerson's redefinition of the US State Department's mission replaces "democratic world" in the previous mission statement with "prosperous world". In fact, the words democracy or democratic do not appear in the new mission statement. For Rodrigo Duterte of the Philippines, elected in May 2016, this omission may have served if not as a subtle form of advocacy by the US for his policy of summary executions, then at least a legitimate policy of turning a blind eye. Duterte's election accompanied not only the global trouble regarding the effects of the presidency of Donald Trump and his administration but also reflects a deeply entrenched unease in Philippine society.

THE END OF THE STATE OF LAW

Recent events reflect the disintegration of the rule of law in the Philippines, one that historically has been undermined by previous leaders. The UN Human Rights Council's critical review of the extra-judicial killings and drugs war in the Philippines in May 2017 spawned a series of actions by President Duterte. On 11 October 2017, Duterte gave the commissioner of the United Nations and that of the European Union a 24-hour notice to leave Manila. The former mayor of Davao City warned that, should the status of the Philippines as a member state come under question, Russia and China would block a resolution to demote the state in the Security Council. It seems that ultimately *realpolitik* supersedes international law. Prior to this escalation, the president's family's finances came into question by Senator Antonio Trillanes, Duterte's opponent and leader of the 2003 coup against then President Arroyo. Duterte did not address the corruption allegations at first and then retaliated by turning the accusation on his initiator without further recourse. Whether a matter is questionable under international law or national law, monitors of Philippine civil society within the archipelago have come to see disregard for the rule of law as a matter of course of state's presidents, particularly Duterte, whose drug war has become in effect the rule of law of his presidency.

This War on drugs with its litany of summary executions has been the most shocking aspect of the new president's policy. Upon election, he promised ten ways to change the Philippines, beginning with an uncompromising War on drugs. However, while the media have trivialised the massive evasion of national and international law in Duterte's War on drugs with the use of the acronym EJK (*extrajudicial killing*), not since independence, has the level of

violence overwhelmed the country in so short a period. The 16 years of military dictatorship under Ferdinand Marcos remains a benchmark. From the institution of Martial Law in September 1970 to the People Power of 1986, or the restoration of the democracy, extrajudicial killings peaked at 3,500. Within less than a year, under the new administration, summary executions have superseded that number. According to Jude Josue Sabio, who has appealed to the International Criminal Court in The Hague to uncover mass killings in the name of the War on drugs by Duterte during his days as mayor of Davao City, Duterte is responsible for crimes against humanity. By August 2017, Human Rights Watch put the number of extra-judicial killings at 7,000 at least since June 2016 while Amnesty International came to that number nearly seven months prior, in January 2017; Sabio, counts 9,400 murders since Duterte began his war in 1988. But, for their part, the authorities deny the reality. In October 2017, the police spokesperson, along with Malacanang (the presidential palace), stated that, based on his knowledge, only one case was reported between 1 July 2016 and 30 September 2017.

The lack of response from the opposition is disturbing. Violence in the political game, assassination of politicians and journalists for instance, preexisted the new administration and has continually eroded the state of law. The checks and balances have not counterbalanced the executive power either. Leni Robredo, both social activist and current vice president, who ran on a separate party ticket from Duterte, has come under constant attack for her attempts to check Duterte's policies. Her anti-poverty programme coupled with her criticism of the drug war led to her forced resignation as chairwoman of the Housing and Urban Development Coordinating Council. Since December 2016, she simply has had no power. Leila de Lima, former chairperson of the Philippine Commission on Human Rights and secretary of the Department of Justice, now senator, has become the figurehead of the opposition against the War on drugs. In February 2017, she was arrested for what the police referred to as aiding the drug lords and her bail was denied by the Department of Justice. Antonio Trillanes, former candidate to the office of vice-president and current senator has taken up the flag of the opposition (see above). The Catholic Church, subject to conflicting interests, has not been at the forefront of the human rights front as it was in 1986. After a long year and the witness of thousands of extra-judicial killings of the poor, the Catholic Bishops' Conference of the Philippines and Cardinal Tagle ended this embarrassing silence in September 2017; Vatican Radio broadcasted the cardinal and Archbishop of Manila saying, "we cannot govern the nation by killings". Duterte's response to the Catholic Church's criticism was to mock the foundational beliefs of heaven and hell and to place himself as the rogue saviour of Philippine society: "You Catholics, (…) If you want to go to heaven, then go to (your priests and bishops). Now, if you want to end drugs … I will go to hell. Come join me". The greatest tour de force of the new president has been to muzzle the media. *The Inquirer* was the last newspaper to openly criticise the current violence. But the withdrawal of

advertising resources, imposed by Malacanang, gagged the last newspaper critical of the president.

STRONG DOMESTIC SUPPORT

Despite this context of repression, how has Duterte succeeded in maintaining his popular support? In June 2017, Social Weather Stations (the Philippines' leading survey institute) found that 78% of Filipinos had a favourable view their president; similarly, 77% were satisfied with Duterte's War on drugs, a satisfaction rate which has remained steady over the course of the year (84% in September 2016). These results present a striking contrast with the reality of the president's policy of summary executions. As a matter of fact, there have been no palpable tensions in Manila and no sign of the imminence of a new People Power. It seems that the whole population has accepted its fate and has even been keen to support its president.

Evocative of the hero in the Philippine soap operas, Duterte epitomises this figure, the one who because of his authority and determination will make justice triumph. Authoritarian characters, presenting themselves as the only recourse, have punctuated Philippine history. Since Quezon under the Commonwealth before the Second World War to Panfilo, "Ping" Lacson, the brutal chief of police who became politician, the right-wing populist electorate maintained these figures in the political landscape, like in the landslide election of Joseph Estrada. However, the election of Duterte marks a shift. The oversimplification of the political message was the salient aspect of the campaign. Manuel "Mar" Roxas was beyond a doubt the most qualified contender to succeed Benigno Aquino in 2016, however, the debate on substantive issues (poverty, opening the archipelago, corruption, the cost of migrations, etc.) did not take place. Instead, Duterte put forth a stunning communication campaign highlighting his sole method to tackle complex problems: a War on drugs. A populist wave carried away Mar Roxas. This condensation of a wide socio-political national condition ironically anticipated the one in Britain for the Brexit and, of course, the election of Donald Trump.

Paradoxically, as in the case of the US president, inconstancies in foreign policy have strengthened Duterte's domestic support. Since his election, the new president has been eager to demonstrate his power to the Americans, threatening to shift the power history between the US and the Philippines: in October, only months after his election, he warned the Americans that his country may choose to buy arms from Russia or China. While his predecessor wanted to break away from the former colonizer of the archipelago, Aquino kept up appearances. In contrast, Duterte stormily shrugs off the Americans, even as the US Special Forces continue to train and support the Philippine military and vocally looks eastward for new alliances. In October 2016, he went to Beijing for a four-day official visit. The promise of a 13 billion dollar investment in the Philippines may reshuffle the precarious balances in East Asia.

Duterte's administration did not trigger international backlash either. The Philippines has not made the front pages of the international news media. Yet again, the Philippines may be a laboratory of foreign or internal mobilisation, either as it was under the US colonisation (implementation of a surveillance state, counter-terrorism, etc.), or more recently, with the use of social networks to mobilise popular discontent (People Power II, the Arab Spring).

PUNIR PYONGYANG : UNE FAUSSE BONNE IDÉE

Théo Clément
Doctorant contractuel à l'IAO et à l'Université de Vienne
Février 2018

Au cours de sa très médiatisée tournée asiatique de novembre, Donald Trump s'est vu accueilli en grande pompe par la Chine de Xi Jinping, selon un protocole que Yang Jiechi, le « Kissinger chinois », a qualifié de « *State visit* + ». Comme les enfants et les diplomates le savent très bien, les cadeaux, et surtout les plus spectaculaires, ne sont jamais gratuits. Cette visite d'État devait en effet être l'occasion pour Donald Trump d'évoquer avec son homologue chinois divers sujets assez épineux, dont notamment la question du nucléaire nord-coréen qui divise beaucoup Pékin et Washington. Si la stratégie coréenne des États-Unis est encore très difficile à évaluer, faute de cohérence manifeste, la présente administration américaine semble convaincue de la pertinence des sanctions économiques pour dénucléariser la République populaire et démocratique de Corée (RPDC, Corée du Nord). Les États-Unis n'ayant pas ou peu de relations commerciales avec Pyongyang (sous embargo américain depuis 1950), c'est essentiellement en direction de la Chine, premier partenaire économique et commercial nord-coréen, que s'active la diplomatie américaine pour que cessent ces échanges commerciaux qui, selon Washington, alimentent la course nucléaire de Kim Jong-un.

Sur le papier, l'argument fait sens : en empêchant la RPDC de commercer avec le monde extérieur et en limitant l'apport de devises étrangères, les sanctions économiques pourraient réaliser d'une pierre, deux coups : tout d'abord, assécher les flux financiers et de marchandises qui « irriguent » le programme nucléaire ; ensuite, mettre sous pression l'économie nord-coréenne pour faire comprendre aux têtes dirigeantes de Pyongyang qu'il est dans leur intérêt de remiser leurs programmes controversés. Cette stratégie, qu'on pourrait estimer d'autant plus pertinente du fait du précédent constitué par l'accord sur le nucléaire iranien, survole néanmoins un certain nombre de caractéristiques spécifiques, voire uniques, de la RPDC et de son programme nucléaire. De fait, cette « diplomatie coercitive » reposant essentiellement sur les sanctions n'a apporté que peu de résultats, et semble même se montrer à bien des égards contre-productive, le spectaculaire test balistique du 29 novembre dernier n'étant qu'un exemple parmi d'autres.

L'impact des sanctions économiques sur la production de richesses en Corée du Nord et sur les structures politiques du pouvoir est d'autant plus difficile à évaluer que la RPDC est un pays particulièrement opaque pour les observateurs étrangers. Pyongyang ne publie plus de statistiques économiques de manière régulière depuis les années 1960, et les données du commerce extérieur sont essentiellement des données « miroir » fournies par les partenaires commerciaux de la RPDC. On parvient ainsi à savoir que

depuis les années 2000, le commerce extérieur de la Corée du Nord est en très forte hausse (de 2,4 à environ 10 milliards de dollars en 2014), tout comme les investissements étrangers, même si la progression est moins spectaculaire : d'un à deux milliards de dollars sur la même période. Cependant, les principaux partenaires commerciaux de la Corée du Nord, à savoir la Chine, la Russie et, très loin derrière, plusieurs pays d'Asie méridionale et du Sud-est, sont loin d'être eux-mêmes des modèles de transparence. Ainsi, la RPDC, qui a fait défaut sur sa dette extérieure en 1975 et vit coupée du crédit international depuis lors, parvient mystérieusement à financer un important déficit commercial structurel en faveur de la Chine, très probablement en exportant de manière « clandestine » diverses marchandises (sanctionnées ou non : fruits de mer, textiles, minerais… mais aussi missiles ou matériel militaire). Ainsi, les données statistiques dont disposent les chercheurs (et les décideurs) sont fort peu fiables, et rendent d'autant plus difficile l'évaluation de l'impact des mesures de rétorsion économique. La Russie, deuxième partenaire commercial de la Corée du Nord, est en effet soupçonnée par certains chercheurs de dissimuler une large partie de ses échanges avec la RPDC en les faisant transiter *via* les tentaculaires réseaux d'entreprises prête-noms chinoises. Dans de telles conditions d'opacité, du fait de l'expertise de Pyongyang et de sa classe d'ingénieux entrepreneurs d'État experts dans le contournement des sanctions, on ne peut nullement s'étonner de voir que la Banque de Corée (du Sud) estime la croissance nord-coréenne pour 2016 à pas moins de 3,9 % du PIB, et ce malgré une brutale montée en puissance des sanctions onusiennes (notamment à partir de mars 2016 et de la résolution 2270). En effet, depuis lors, les deux tiers des exportations nord-coréennes se voient partiellement ou totalement interdites (du charbon jusqu'aux fruits de mer), en plus de l'importation de certains produits stratégiques dont notamment divers produits pétroliers.

Si l'on peine à savoir comment tourne véritablement l'économie nord-coréenne malgré le fait qu'elle soit la plus durement et durablement sanctionnée au monde, les observateurs sont à peu près tous d'accord pour dire que la Chine joue un rôle non négligeable dans la relative réussite économique de Pyongyang. En effet, Pékin est de très loin le premier partenaire commercial de la Corée du Nord, même si du fait de l'opacité décrite plus haut, il est difficile de savoir le véritable degré de dépendance commerciale envers la Chine. Pékin rechigne en effet à punir trop sévèrement Pyongyang de peur de trop déstabiliser un voisin avec qui les relations sont très ambiguës (relative proximité idéologique mais nationalismes locaux très farouches) : briser l'élan économique où les équilibres politiques nord-coréens pourraient remettre en question la stabilité de la frontière ou même, dans le pire des cas, participer d'une réunification-absorption par la Corée du Sud, docile allié américain. De plus, phénomène souvent sous-estimé, la Chine dispose d'autant moins de raisons de se montrer plus agressive avec la Corée du Nord que les sanctions et l'isolement économique nord-coréen font de la RPDC un marché captif et un fournisseur de matières premières fort peu chères car dénué de partenaires commerciaux

alternatifs. Pour une Chine qui cherche depuis plus d'une décennie à briser la prépondérance économique des entreprises d'État dans les trois provinces du Nord-Est (*dongbei*), ne pas couper d'herbe sous le pied du secteur privé relève de l'évidence. Pour couronner le tout, Pékin considère qu'elle n'est pas partie prenante de la crise nucléaire actuelle, qui oppose selon elle Pyongyang à Washington, d'autant plus que la diplomatie américaine ne semble pas en mesure de faire à la Chine une proposition suffisamment intéressante pour qu'elle change de stratégie.

Mais si les sanctions économiques sont vouées à l'échec, c'est avant tout dû à la nature même ainsi qu'aux objectifs du programme nucléaire nord-coréen, tant destiné à assurer la sécurité d'un État isolé qu'à garantir la souveraineté nord-coréenne. La question de la souveraineté politique de la Corée du Nord constitue une problématique centrale et un véritable pilier de la construction idéologique de la RPDC au sortir de la colonisation japonaise jusqu'à nos jours. La quête nucléaire de la Corée du Nord, tout comme le redressement économique du pays (les deux éléments de la stratégie officielle du « *pyongjin* » : développement « en parallèle » du nucléaire et de l'économie) participent d'un long effort d'émancipation nationaliste visant à protéger la Corée des interventions extérieures et des « puissances hostiles ». C'est par ailleurs un puissant vecteur de cohésion idéologique et politique interne en Corée du Nord, puisqu'en maîtrisant le feu nucléaire, Kim Jong-un réalise un objectif posé par son père et son grand-père, à savoir la prévention de toute ingérence ou agression contre le territoire nord-coréen. De fait, quand Washington cherche à imposer une dénucléarisation par la contrainte, *via* les sanctions économiques, il donne raison à Pyongyang et en vient très paradoxalement à « justifier » le besoin de sanctuarisation nucléaire nord-coréenne. On conviendra par ailleurs du fait que menacer de destruction totale le pays depuis la tribune de l'Assemblée Générale de l'ONU ne fait que renforcer cette dynamique.

Si l'on est loin d'avoir fait toute la lumière sur les derniers tests balistique et nucléaire nord-coréens (respectivement en novembre et septembre 2017), le moins que l'on puisse dire est que Kim Jong-un semble avoir réussi son pari et présente, sinon une dissuasion tout à fait crédible, du moins des progrès technologiques suffisamment rapides pour ne laisser aucune chance à une dénucléarisation contrainte avant que Pyongyang ne parvienne à son objectif. La « diplomatie coercitive » a échoué, les options militaires sont toutes potentiellement cauchemardesques, et on voit difficilement ce que Washington pourrait ou voudrait mettre sur la table des négociations en échange d'un gel des essais, sans même parler d'une dénucléarisation. En d'autres termes, la Corée du Nord a gagné. À l'heure actuelle, le meilleur moyen de diminuer la pression sécuritaire (et donc la justification du programme nucléaire) est de chercher à faire ce qui relève de l'inédit pour Washington (et d'autres chancelleries occidentales dont la France, seul pays européen à n'avoir jamais reconnu diplomatiquement Pyongyang aux côtés de l'Estonie), à savoir trouver un *modus vivendi* avec la RPDC, puissance nucléaire *de facto* et potentiellement émergent économique de demain.

BIBLIOGRAPHIE/ BIBLIOGRAPHY

Clément, Théo, « Quelles sont les raisons des réticences chinoises aux sanctions économiques contre la Corée du Nord ? », *Diploweb*, novembre 2017.
—, « Économie et militarisation de la Corée du Nord : la politique de sanctions est-elle contre-productive ? », *Revue Défense Nationale*, octobre 2017.
—, « The Rajin-Sonbong Economic and Trade Zone : A Geoeconomic Perspective, Tumen Triangle Documentation Project », Sino-NK, 65 p.
Lankov, Andrei, « Why Nothing Can Really Be Done about North Korea's Nuclear Program, Hazards on the Road Ahead : The United States and the Korean Peninsula », *Asia Policy* 23, National Bureau of Asian Research, 2017.
Toloraya, Georgy, « Byungjin vs. the Sanction Regime : which works better ? », *38 th North*, 20 octobre 2016.

WHY PUNISHING PYONGYANG IS A BAD IDEA

Théo Clément
Ph. D candidate at IAO and the University of Vienna
February 2018

During his much-publicized Asian tour, Donald Trump was offered an imperial welcome by China's Xi Jinping, according to a protocol that Yang Jiechi – "Beijing's Kissinger" – could only describe as "State visit +". As kids, and diplomats, know very well, gifts, and especially spectacular ones, always come with strings attached. This State visit was indeed supposed to give Trump the opportunity to exchange views with Xi Jinping on a variety of touchy subjects, one of them being the North Korean nuclear issue on which Beijing and Washington are at odds. Whereas the United States' Korean peninsula strategy still remains blurry and lacks coherence, the Trump administration seems convinced that economic sanctions still are relevant and effective in order to denuclearize the Democratic People's Republic of Korea (DPRK, North Korea). With the US having limited or even non-existent trade relations with Pyongyang, Washington has been focusing its diplomatic efforts towards China to coerce Beijing into severing cross-border trade and business that, according to the US, fuel Kim Jong-un's nuclear quest.

On paper, this strategy does make sense: by preventing the DPRK from trading with the outside world and by limiting its export revenues, economic sanctions could possibly kill two birds with one stone; first, they could dry up financial flows that fuel North Korea's nuclear program. Second, by pressuring the North Korean economy, economic measures could help convincing the Pyongyang leadership that it is in its own interest to put an end to the nuclear program. This strategy might even appear all the more relevant given the Iranian precedent, but it overlooks crucial and unique characteristics of the DPRK and its nuclear program. That being said, this sanctions-based "coercive diplomacy" seems to have had a very limited impact, and might even be considered counter-productive, as the spectacular 29 November ballistic missile test-fire suggests.

The effect of economic measures on North Korea's production of wealth and its political structures is extremely hard to assess given the opaqueness of the country for foreign watchers. Pyongyang no longer publishes economic statistics on a regular basis since the 1960s and foreign trade data accessible by foreigners mostly is "mirror data" provided by the DPRK's foreign partners. We are thus able to know that since the 2000's, North Korea's external trade has known a dramatic rise (from $2.4 to $10 billion in 2014), as did inward Foreign Direct Investment, albeit on a less spectacular scale: from $1 to $2 billion on the same period. However, North Korea's most important trade partners, namely China, Russia and, to a lesser extent, South and South-east Asian countries, can hardly be considered as models of transparency. The DPRK, which defaulted on its

external debt in 1975 and hasn't been able to access international credit ever since, still is able to finance an important and structural commercial deficit with China, most probably by clandestinely exporting various goods, sanctioned or not (from seafood to missiles). Statistical data available to researchers and policymakers thus lacks reliability, making quite difficult to assess the impact of economic sanctions. Russia, North Korea's second largest trade partner, is suspected by some scholars to dissimulate part of its trade with the DPRK by running it through complex networks of Chinese front companies. In such an opaque context, given Pyongyang's expertise in the circumventing of economic sanctions, one can hardly be surprised to see that the Bank of (South) Korea estimates the DPRK's GDP growth rate at no less than 3,9%, even though UN sanctions have become much harsher after the March 2016 resolution. Indeed, since then, two-thirds of North Korean exports have been partially of totally forbidden (from coal to seafood), in addition to the import of several strategic resources, including oil.

Although it is quite hard to understand how the North Korean economy keeps running despite long-lasting and always harsher measures, most experts agree that China plays a significant role in the DPRK's relative economic success. Beijing indeed is by far North Korea's first trade partner, even though it is quite difficult to know Pyongyang's actual degree of dependence on China, given the opacity describe above. Beijing seems reluctant to punish Pyongyang in a way that could destabilize its neighbour, the two socialist brethren having an extremely ambiguous relationship (relative ideological proximity but fierce nationalism on both sides): slowing down the economic momentum or disturbing the internal political balance of the DPRK could jeopardize the border's stability or even, worst case scenario, trigger an "unification by absorption" to the benefit a Seoul, a close American ally. What's more, China has little incentive to become tougher on the DPRK, as sanctions and economic isolation gradually turned North Korea into a captive market for China, as well as a cheap supplier of raw materials with limited or no alternative trade partners. China has been looking, for more than a decade, to further strengthen its economic reform in the three Chinese northeastern provinces known collectively as *dongbei*, whose economy still is dominated by State-owned companies. In this context, providing economic opportunities to the private sector has become an important mission for local authorities. Besides, Beijing considers that it is not a player to the current nuclear crisis, which opposes Pyongyang to Washington, a position that cannot be considered as surprising given Washington's inability to seduce Chinese diplomacy into a change of strategy.

But if economic sanctions are doomed to fail, it is first and foremost due to the very nature as well as the objectives of the North Korean nuclear program: Kim Jong-un's nuclear quest not only aim at guaranteeing the isolated State's security but also protecting North Korean sovereignty. The issue of the political sovereignty of the DPRK constitutes the main pillar on which North Korean ideological discourses and policies are build, ever since the end of the Japanese colonization. The nuclear program, as well as the emphasis put

on the economic development of the country, is only one specific element of the North's long-lasting effort for national liberation aimed at sanctuarizing the country against foreign interferences and "hostile forces". In addition, it remains a powerful mean to foster internal political and ideological cohesion as, by mastering nuclear dissuasion, Kim Jong-un is achieving a long-standing of his father and grand-father, that is preventing the country from foreign aggression and influence. When Washington tries to use economic sanctions to coerce Pyongyang into denuclearization, it quite the contrary justifies Pyongyang's anxiety and feeds its need to achieve nuclear sanctuarization. Obviously, threatening Kim Jong-un of "totally destroying North Korea" at the UN General Assembly does nothing but reinforce this paradigm.

Of course, the latest ballistic and nuclear tests (respectively November and September 2017) have not yet revealed all of their secrets, but the least that can be said is that Kim Jong-un seems to have won his bet. Although the North Korean nuclear dissuasion might not be completely credible and ready, Pyongyang is progressing too fast to give any chance to coerced denuclearization. "Coercitive diplomacy" has failed, military options all have potentially nightmarish outcomes, and one can hardly see what Washington might have to offer against a test freeze, not to mention a full denuclearization. More bluntly, North Korea has won. For the time being, the best way to defuse tensions and security pressure (and thus the *raison d'être* of the nuclear program) is to implement a yet unseen strategy from Washington (as well as other Western powers, including France, the only European Union member – along with Estonia – no to have diplomatic relations with North Korea): finding a *modus vivendi* with the DPRK, a *de facto* nuclear power and potentially emerging country.

AUX CONFINS DU PACIFIQUE ORIENTAL, LE TERRITOIRE DE LA PASSION-CLIPPERTON, UN « FINISMER » ASIATIQUE ?

Christian H. Jost
Professeur émérite à l'université de Lorraine et chercheur au CRIOBE
Octobre 2018

« Clipperton et la Chine »… Associer le géant chinois au minuscule atoll français situé aux confins du Pacifique oriental peut sembler osé en première lecture. C'est pourtant le titre d'un ouvrage et d'un colloque qui s'est tenu au Havre en 2011 pour célébrer un Tricentenaire, celui de la découverte française de l'île de La Passion par le négociant havrais Michel Dubocage (1676-1727) qui faisait route, toutes voiles dehors, vers… la Chine, pour y faire commerce (Carte 1).

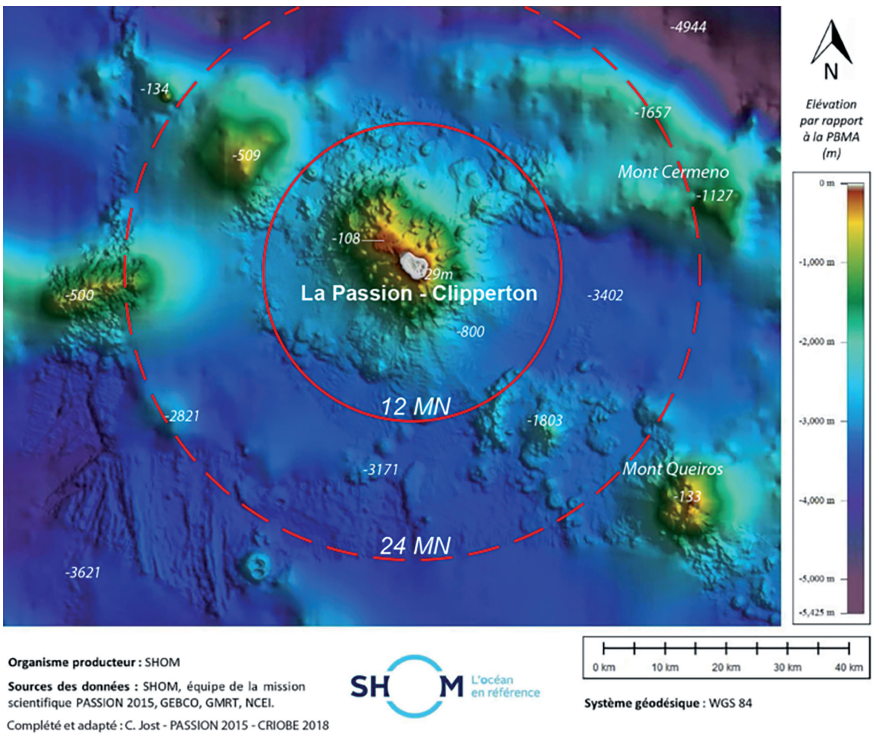
Carte 1 : Le voyage à Amoy (Xiamen) du capitaine Michel Dubocage par le Cap Horn et la découverte de l'île de La Passion (1708-1716). (© C. Jost/CEGUM, 2011.) // Map 1: The voyage to Amoy (Xiamen) of Captain Michel Dubocage *via* Cape Horn and the discovery of La Passion Island (1708-1716). (© C. Jost/CEGUM, 2011.)

Aperçue pour la première fois le Vendredi saint 3 avril 1711, il en dresse un croquis montrant son « lac intérieur » et son rocher, la baptise La Passion en souvenir de ce jour saint. Commandant de *La Découverte* qui naviguait de conserve avec Martin de Chassiron à bord de *La Princesse*, Dubocage reste treize mois à Amoy (Xiamen) où il signe probablement le premier traité commercial maritime franco-chinois (consigné par écrit dans son journal de

navigation). L'histoire retient pourtant le nom de John Clipperton, flibustier, naturaliste anglais, qui l'aurait croisée en 1704 bien qu'aucune preuve écrite n'ait jamais été retrouvée.

En 1858, le lieutenant Le Coat de Kerveguen en prend possession au nom de Napoléon III mais ce sont les États-uniens d'Amérique puis les Mexicains qui l'occupent à partir de 1892 et 1897 pour en exploiter le guano, engrais recherché durant le « *guano rush* » de la deuxième moitié du XIXe siècle. Les Mexicains y oublièrent en 1914 une garnison militaire qui fut décimée par le scorbut auquel ne survécurent que trois femmes et huit enfants sauvés par l'USS *Yorktown* en 1917. Après un arbitrage international du conflit de souveraineté entre la France et le Mexique, l'île fut définitivement attribuée en 1931 à la France, qui l'occupa finalement entre 1966 et 1969. Son nom de baptême est en passe de lui être restitué après proposition de projet de loi de statut du député Philippe Folliot et approbation de l'Assemblée nationale le 15 novembre 2016.

Au-delà de son histoire jalonnée de drames, de meurtres, d'échouages, de trafics illicites, qui présente tous les ingrédients d'un roman historique à suspense, le territoire de La Passion-Clipperton suscite toujours de vifs intérêts



Carte 2 : Le mont et l'atoll La Passion-Clipperton, les monts sous-marins voisins et l'aire maritime protégée (AMP) de 12 milles nautiques créés en novembre 2016. // Map 2: The La Passion-Clipperton atoll, with its rock, neighbouring underwater hills and the marine protected area (MPA) measuring 12 nautical miles created in November 2016.

étrangers et pose des défis à la France à la hauteur de ses atouts, que sont sa position, ses ressources, son exceptionnel écosystème, et de ses handicaps d'isolement, d'éloignement et d'inhospitalité.

Unique atoll du Pacifique oriental, cet anneau corallien de trois kilomètres sur quatre, construit sur un mont volcanique de plus de 3 500 mètres au-dessus des plaines abyssales, est unique au monde de par son « Rocher » volcanique qui le domine de ses 29 mètres.

De seulement 13,6 km², dont 1,7 km² de terres émergées, il est un des très rares atolls complètement fermé, sans chenal d'accès ni renouvellement de ses eaux. Les eaux de son lagon sont sombres, douces en surface, salées et sulfurées dans ses profondes fosses qui concentrent la fiente de plus de 130 000 oiseaux de mer, dont la plus grande colonie au monde de fous masqués.

Domaine public d'État administré depuis Tahiti à 5 400 kilomètres par le Haut-commissaire de la République en Polynésie française, elle est la deuxième île la plus isolée au monde, à 1 100 kilomètres de la première côte continentale, celle du Mexique. Battue par des houles contraires, dans la zone de formation des cyclones tropicaux du Pacifique nord oriental, d'accès périlleux, quel est donc l'intérêt pour la France de conserver ce « confetti d'empire » désolé où ne vivent que des oiseaux, des crabes et des rats ?

INTÉRÊTS ET RESSOURCES DE LA PASSION-CLIPPERTON

Malgré sa faible superficie et les conditions équatoriales difficiles, l'île est habitable selon les termes de la Convention des Nations unies sur les droits de la mer (CNUDM). Elle confère ainsi à la France une souveraineté sur une zone économique exclusive (ZEE) de 435 600 km² d'océan, de fonds et de sous-sol marin, de colonne d'eau et d'air, soit une zone plus vaste que la ZEE de la France métropolitaine (335 000 km²). Par son extension, elle devient ainsi le 5e des treize territoires d'Outre-mer français.

Sa position géographique par 10°17'N et 109°12'O, en face des deux plus grands ports mexicains de Manzanillo et Lazaro Cardenas, sur la route de trafics illicites entre la Colombie, le Mexique et les États-Unis d'Amérique en fait un poste avancé de surveillance des routes maritimes et aériennes.

Sur le plan économique, la ZEE se situe au cœur d'une des régions les plus riches au monde en thonidés dont 13 % de la production mondiale de thon. Dans la seule zone française, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO, de l'anglais Food and Agriculture Organization of the United Nations) évaluait déjà en 1969 à 25 000 tonnes par an, les captures de thon. Depuis les accords de pêche signés entre la France et le Mexique en 2007, renouvelés en 2017, autorisant tout navire mexicain qui en fait la demande d'y pêcher (47 en 2018), sans contrepartie financière ni limitation de quota, les senneurs mexicains y prélèvent massivement la ressource avec l'appui d'hélicoptères et de vedettes rapides et ce, au plus près des côtes, jusqu'à la création de l'Aire marine protégée (AMP) de 12 milles nautiques en novembre 2016. L'AMP ne représente toutefois que 0,4 % de la ZEE ! Les

Localisation de l'île de La Passion-Clipperton dans le Pacifique tropical nord oriental. // Location of the island of La Passion-Clipperton in the tropical northeastern Pacific. [Guadalupe Island; MEXICO; Gulf of Mexico; Havana; COSTA RICA; COLOMBIA; EQUADOR; Cocos Island; Malpelo Island; Galapagos Islands; Exclusive Economic Area (EEA) 200 nautical miles off the Pacific coast; Clipperton EEA; North-eastern Pacific Ocean; La Passion-Clipperton Island (Fr.); Revillagigedo Islands (Mex.)] (C. Jost-Prodig UMR 8586 Paris).

déclarations obligatoires de prises étant unilatérales, les quantités déclarées ne dépassent pas les 5 000 tonnes pêchées annuellement alors que les observations faites à chaque expédition française sur place signalent plusieurs senneurs (jusqu'à 10 en 2005) de capacité d'emport supérieur à 1 000 tonnes opérant simultanément. Les prises annuelles se situent alors plutôt entre 25 000 et 50 000 tonnes. Or, si la France mettait en place un système de surveillance et de taxation des pêches, ne serait-ce que sur 5 000 tonnes, elle pourrait récupérer a minima deux millions d'euros.

Si des bateaux de pêche asiatiques, coréens, japonais, chinois ont été observés en activité dans la ZEE française avant 2010, les analyses à partir des données de l'organisation non gouvernementale (ONG) Global Fishing Watch montrent qu'aujourd'hui quasiment seuls les bateaux mexicains autorisés y pêchent. Mais les bateaux qui désactivent leur balise Vessel Monitoring System (VMS) ou la prétendent en panne pour entrer furtivement dans la zone, ne sont pas rares. On observe aussi que la concentration des bateaux chinois autour de la ZEE a sensiblement augmenté ces dernières années.

La Chine impose des restrictions à sa flotte de pêche nationale, mais sa flotte d'eaux lointaines a augmenté pour compenser. La surveillance satellitaire est

aujourd'hui quotidienne sur Clipperton, mais les visites de la Marine nationale française restent annuelles et les missions scientifiques françaises sont rares car limitées par les moyens et l'éloignement.

Les ressources minières profondes de Clipperton ne sont quasiment pas connues, mais le potentiel existe, comme l'ont montré trois des quatre sondages de la campagne mexicaine SurPaClipp de 1997 à laquelle l'auteur a participé, qui ont révélé la présence de nodules polymétalliques. Clipperton est en bordure d'un des plus vastes champs de nodules polymétalliques du monde qui s'étend jusqu'aux Hawaï et sur lequel la France (*via* l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer) dispose déjà de 75 000 km² de concessions.

Clipperton est aussi un vivier pour la science. Sur le plan biologique, malgré sa faible biodiversité, le mont Clipperton est un attracteur d'espèces, une oasis dans le désert océanique, une nurserie, et aussi un relais-étape sur les routes des monts sous-marins que suivent les grandes espèces pélagiques, notamment les requins. Clipperton est un maillon clé d'une connectivité entre les Galápagos au sud et les Revillagigedo au nord mais la seule non protégée. Proche de la dorsale du Pacifique oriental qui est la plus grande barrière biogéographique marine du monde, la zone présente un intérêt tout particulier, car elle héberge des assemblages insolites de flore et de faune indopacifique et panaméenne et plusieurs espèces endémiques. Elle est un laboratoire unique pour les études des relations océan-atmosphère et tout particulièrement celles du phénomène El Niño, mais également pour l'étude des variations climatiques à partir des archives du climat que constituent les coraux. L'île est aussi le seul point fixe émergé dans le Pacifique tropical oriental, qui peut permettre le calibrage et la validation des données satellitaires et des mesures ainsi précises des variations du niveau marin, de la circulation océanique ou encore de la composition des eaux marines. Son lagon fermé recèle peut-être des composants utiles pour la pharmacopée, mais il ne faut pas manquer sa réouverture en cours et sa renaissance sous influence océanique.

L'atoll de La Passion-Clipperton. Vue de la côte est et du Rocher à gauche en arrière de l'anse en train de s'ouvrir, des fosses profondes du lagon (bleu sombre) entourées de récif corallien mort (verdâtre) et des algues (orangé). (Photo : Expédition scientifique internationale PASSION 2015 dirigée par C. Jost.) // The La Passion-Clipperton atoll. View of the east coast with the Rock to the left behind the cove, which is opening, the deep pools of the lagoon (dark blue) surrounded by dead coral reef (greenish) and seaweed (orange). (Photo: PASSION 2015, international scientific expedition led by C. Jost.)

QUELS ENJEUX, QUELS DÉFIS POUR LA FRANCE ?

Les défis économiques et environnementaux ne se posent pas seulement en termes de contrôle de la ressource par une police des pêches et des visites

clandestines, mais aussi en termes de protection du capital écosystémique et de gestion des déchets dont est jonché cet atoll pourtant inhabité. Restes et vestiges d'anciennes occupations militaires, comme ceux des États-uniens de 1944, d'anciennes expéditions, mais aussi déchets échoués par la mer jusqu'à ces paquets de cocaïne trouvés en 2005 et encore en 2015 par notre expédition Passion 2015. Il n'y en a toutefois pas plus que sur les plages continentales, mais ici personne ne les ramasse pour le moment. L'écosystème marin est encore en bon état comme l'a montré l'expédition 2016 de National Geographic-Pristine Seas à laquelle l'auteur a participé, mais il est en limite de rupture du fait de la pêche incontrôlée.

Les intérêts et les enjeux que représente cette possession ultramarine trop longtemps oubliée se posent au plan géostratégique d'une souveraineté française à affirmer aux portes des Amériques et dans le « finismer » des intérêts asiatiques, et autant aux plans économique, environnemental et scientifique. Les réponses à apporter relèvent de stratégies multiples à conduire simultanément. La « stratégie diplomatique » de coopération avec le Mexique qui se développe, surtout au bénéfice du Mexique, ne suffit pas. Il convient de développer une véritable « stratégie de surveillance et de police » avec des capacités d'intervention sur zone pour juguler les pressions extérieures de toutes natures (pêche, clandestins, dégradation, déchets…) et récupérer des redevances de pêche. Elle doit être couplée à une « stratégie écosystémique » de réserve intégrale dans les 50 milles nautiques de reproduction des espèces (6 % de la ZEE) et de gestion raisonnée des ressources entre 50 et 200 milles nautiques (soit 94 % de la ZEE), et à une « stratégie économique » de valorisation au bénéfice des pêcheurs français et des scientifiques français et étrangers. L'installation d'une station scientifique française ouverte à l'internationale et sécurisée, tel que nous l'avons proposé dès 1998 et réinscrit dans le rapport Folliot, en est le projet qui répondrait à tous les enjeux auxquels la France doit rapidement répondre.

Les marges orientales du Pacifique sont aussi celles de l'Océanie sur laquelle la Chine affiche un intérêt à tout le moins économique. Ne sont-elles pas déjà les nouvelles cases de l'échiquier Pacifique sur lesquels les grandes puissances bordières affichent des ambitions et une présence croissante ? Aujourd'hui est venu le temps de l'Asie-Pacifique et devrait-on dire de l'Asie-Pacifique-Amériques (APA). L'Ambassadeur de France dans le Pacifique disait récemment : « Séparer la mer de Chine du Pacifique occidental, c'est absurde d'un point de vue stratégique, absurde d'un point de vue économique. C'est même absurde d'un point de vue écologique. » (C. Lechervy, *in* B. Vandendyck, 2018). Au regard de l'extension de l'influence chinoise, il est urgent d'étendre rapidement les actions et présence française dans le Pacifique central et oriental. La Passion-Clipperton en est la tête de pont.

BIBLIOGRAPHIE/ BIBLIOGRAPHY

Jost, Christian, « La Passion-Clipperton : l'île de toutes les passions et convoitises », *in* J.-F. Sabouret, J.-M. Regnault & S. Al Wardi, *L'Océanie convoitée*, Paris, CNRS Éditions, 2017, p. 220-226.

Folliot, Philippe (en collaboration avec C. Jost & Th. Pailloux), *Valoriser l'île de La Passion (Clipperton) par l'implantation d'une station scientifique à caractère international. Rapport parlementaire, Rapport à Monsieur le Premier ministre et à Madame la ministre des Outre-mer*, 9 juin 2016, 83 p.

Collectif, *Dubocage de Bléville : Clipperton et la Chine, Cahiers havrais de recherche historique, Actes du colloque pour le Tricentenaire de la découverte française de l'île de La Passion*, Le Havre, CHRH hors-série, 2011, 270 p.

Vandendyck, Bastien, *Le développement de l'influence chinoise dans le Pacifique océanien, Asia Focus #61* – Programme Asie, IRIS, Paris, février 2018, 29 p.

ON THE EDGES OF THE EASTERN PACIFIC, THE TERRITORY OF LA PASSION-CLIPPERTON, AN ASIAN "SEAS END"?

Christian H. Jost
Professor emeritus, University of Lorraine, and researcher at the CRIOBE
October 2018

"Clipperton and China". Initially, it might appear daring to link giant China with a tiny French atoll located on the edge of the eastern Pacific. That is, however, the title of a publication and of a conference held in Le Havre in 2011 to celebrate the tercentenary of the discovery by France of the island of La Passion by a merchant from le Havre, Michel Dubocage (1676-1727) who was heading under full sail to ... China, for trade (Map 1).

Captain Dubocage saw the island for the first time on Good Friday, 3 April 1711. He drew a sketch showing its "inner lake" and its rocky hill and named it La Passion after the holy day. He was the captain of *La Découverte,* which sailed together with Martin de Chassiron aboard *La Princesse*. Dubocage stayed for 13 months in Amoy, where he signed what was probably the first Franco-Chinese maritime commercial treaty (recorded in his navigation log). History recounts that the island was first discovered in 1704 by John Clipperton, an English buccaneer and naturalist, although no written proof has been found.

In 1858, Lieutenant Le Coat de Kerveguen took possession of the island in the name of Napoleon III; however, it was occupied by Americans from 1892 and by Mexicans from 1897 in order to exploit the guano, a much-prized fertilizer during the "guano rush" in the second half of the 19th century. In 1914, the Mexicans "forgot" a military garrison on the island, which was decimated by scurvy, leaving only three women and eight children, who were saved by the USS *Yorktown* in 1917. After international arbitration of the conflict over sovereignty between France and Mexico, in 1931, the island was definitively attributed to France, which finally occupied it between 1966 and 1969. Its baptismal name was restored after approval by the National Assembly of a status law proposed by the Deputy Philippe Folliot on 15 November 2016.

Apart from its history of drama, murders, abandonment and trafficking, which have all the ingredients of a historical suspense novel, the territory of La Passion-Clipperton still arouses keen foreign interest. It presents challenges to France due to both its assets, which are its position, its resources and its exceptional ecosystem, and to its drawbacks, which are its isolation, remoteness and inhospitality.

It is the only atoll in the eastern Pacific. It is in the form of a coral ring measuring 3 km by 4 km, which lies on a volcano more than 3500 metres above the abyssal plains. It is unique due to its 29-metre volcanic "Rock", which dominates the island.

The atoll measures only 13.6 km², of which 1.7 km² are above water, and is one of only a few atolls that is completely closed, with no access channel or

water exchange with the ocean. The water in its lagoon is dark, fresh on the surface but salty and sulfurous in deep trenches that concentrate the droppings of more than 130 000 sea birds, including the largest colony of masked boobies in the world.

The atoll is a State public domain administered from Tahiti 5 400 km away by the High Commissioner of the Republic in French Polynesia. It is the second most isolated island in the world (after Tristan da Cunha), 1 100 km from the nearest continental coast, that of Mexico. The island is battered by contrary winds in a zone of the north-eastern Pacific in which tropical cyclones are formed, with perilous access. Why is France interested in preserving this desolate "confetti of the empire", inhabited only by birds, crabs and rats?

IMPORTANCE AND RESOURCES OF LA PASSION-CLIPPERTON

Despite its small surface area and the difficult equatorial conditions, the island is habitable according to the United Nations Convention on the Law of the Sea. France therefore has sovereignty over an exclusive economic area (EEA) of 435 600 km² of ocean, seabed, subsoil, water column and air, comprising an EEA larger than that of metropolitan France (335 000 km²). By extension, it is thus the fifth largest of the 13 French overseas territories.

Its geographical position, 10°17´N et 109°12´W, opposite the two largest Mexican ports of Manzanillo and Lazaro Cardenas, on the illicit trafficking route between Colombia, Mexico and the USA, makes it an advance post for maritime and aerial surveillance.

Economically, the EEA is in the middle of one of the richest tuna fishing areas in the world, which provides 13% of global production. The Food and Agriculture Organization of the United Nations estimated in 1969 that the French part of the area produced 25 000 tonnes of tuna per year. France and Mexico signed a fishing agreement in 2007, renewed in 2017, which authorises any Mexican vessel that makes a request to fish in the area (47 boats in 2018) without financial compensation or quota. Mexican seiners, with the support of helicopters and speedboats, removed massive quantities of tuna as close as possible to the coast, until creation of a marine protected area (MPA) of 12 nautical miles in November 2016. The MPA, however, represents only 0.4% of the EEA. As mandatory declaration of catches is unilateral, the quantities declared are no more than 5000 tonnes annually, whereas each French expedition to the site found several seiners (10 in 2005) with a capacity greater than 1 000 tonnes operating simultaneouly. Annual catches are therefore between 25 000 and 50 000 tonnes. If France established a surveillance system and taxed fisheries, even for only 5 000 tonnes, it could recover at least 2 million euros.

Although Asian fishing boats from Korea, Japan and China, were observed operating in the French EEA before 2010, analysis of data from the nongovernmental organisation Global Fishing Watch shows that, today, they consist of almost only authorized Mexican boats. Boats that have deactivated their Vessel Monitoring System beacon or pretend that it is not working in order to sneak

into the area are not, however, rare. Furthermore, the concentration of Chinese boats around the EEA has increased markedly in recent years. China imposes restrictions on its national fishing fleet, but it has increased its distant water fleet in order to compensate. Although there is now daily satellite surveillance on Clipperton, visits by the French Navy are still annual, and French scientific missions are rare because of limited resources and the distance.

Little is known about the deep mineral resources of Clipperton, but they potentially exist, as shown in three of four surveys during the Mexican SurPaClipp campaign in 1997, in which the author participated, which demonstrated the presence of polymetallic nodules. Clipperton is on the edge of the of the largest fields of such nodules in the world, which extends to Hawaii and on which France (*via* the Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer) already has 75 000 km^2 of concessions.

Clipperton is also a nursery for science. Despite its limited biodiversity, the Clipperton Rock attracts many species. The island is an oasis in the ocean desert and also a stopover on the chain of underwater mountains followed by large pelagic species, and especially sharks. Clipperton is a key link in the connectivity between the Galapagos to the south and the Revillagigedo to the north, but the only one that is not protected. Because it is near the Eastern Pacific Ridge, which is the largest marine biogeographical barrier in the world, the areas is of particular interest, because it hosts unusual groups of Indo-Pacific and Panamanian flora and fauna and several endemic species. It is a unique laboratory for studying ocean-atmosphere relations, particularly those of the El Niño phenomenon, and also for studying climate variations by observing changes in the "climate archives" represented by corals. The island is also the only fixed point that emerges in the tropical eastern Pacific, which allows calibration and validation of satellite data and thus precise measurement of variations in sea level, ocean circulation and the composition of marine waters. Its closed lagoon may contain useful pharmaceutical agents; however, its current reopening and change under the influence of the ocean should not be ignored.

WHAT ISSUES AND CHALLENGES FOR FRANCE?

The economic and environmental challenges are not only to control its resources by policing fishing and clandestine visits but also to protect its ecosystem capital and to manage the waste that litters this uninhabited atoll. Remains and vestiges of previous military occupation, such as that by the USA in 1944, previous expeditions and also waste washed up by the sea, including packets of cocaine found in 2005 and again in 2015 in our Passion 15 expedition. They are not more numerous than on continental beaches, but, here, no one is collecting them for the moment. The marine ecosystem is still in good condition, as shown by the National Geographic-Pristine Seas expedition in 2016, in which the author participated, but it is on the verge of breakdown due to uncontrolled fishing.

The interests and issues that this long-forgotten overseas possession present are geostrategic – asserting French sovereignty at the gates the Americas and at the "Seas End" of Asian interests – and also economic, environmental and scientific. The solution will require various concurrent strategies. The "diplomatic strategy" of cooperation with Mexico that is developing, mainly to the benefit of Mexico, is not enough. A real "surveillance and policing strategy" should be developed, with the capacity to intervene in the zone to curb external pressures of all kinds (such as fishing, illegal immigrants, degradation and waste) and to recover fishing taxes. This should be accompanied by an "ecosystem strategy" of an integral reserve within 50 nautical miles for species reproduction (6% of the EEA) and reasoned management of resources between 50 and 200 nautical miles (94% of the EEA), and also by an "economic strategy" of valorisation for the benefit of French fishermen and French and foreign scientists. Installation of a secure French scientific base open to international scientists, as we proposed in 1998 and included in the Folliot report, is the project that would address all the challenges to which France must rapidly respond.

The eastern edges of the Pacific are also those of Oceania, in which China has demonstrated at least an economic interest. Are they not already the new squares on the Pacific chessboard on which the great neighboring powers are showing growing interest and presence? The time of the Asia-Pacific, or should we say Asia-Pacific-Americas, has come. The French Ambassadeur to the Pacific said recently: "Separation of the China Sea from the Eastern Pacific is absurd from the point of view of strategy and absurd even from an economic point of view. It is also absurd from an ecological point of view." (C. Lechervy, *in* B. Vandendyck, 2018). In view of the extension of Chinese influence, it is urgent rapidly to extend French actions and presence in the central and eastern Pacific. La Passion-Clipperton Island is at the bridgehead.

L'ÉTRANGE REFUS FRANÇAIS DE NOUER DES LIENS DIPLOMATIQUES AVEC LA CORÉE DU NORD

Frédéric Ojardias
Chercheur et journaliste (RFI) basé à Séoul
Janvier 2019

Photographie du dernier sommet Moon-Kim, affichée sur la façade de la mairie de Séoul. (© F. Ojardias.) // Giant picture of the last Moon-Kim summit displayed on the Seoul Metropolitan Governement building in central Seoul. (© F. Ojardias.)

La France est avec l'Estonie l'un des deux pays membres de l'Union européenne à ne pas avoir établi de relations diplomatiques avec la République populaire démocratique de Corée (RPDC), nom officiel de la Corée du Nord.

Ce refus français – Pyongyang de son côté demande depuis des décennies des liens diplomatiques formels – constitue une incongruité historique : des années 1960 aux années 1990, la France s'est montrée beaucoup plus encline que ses alliés du bloc occidental à tisser des liens et à nouer des échanges avec la RPDC. En février 1981, lors d'une visite à Pyongyang, François Mitterrand – alors candidat à l'élection présidentielle – a même promis verbalement une reconnaissance diplomatique au dirigeant nord-coréen Kim Il-sung.

Cette étrange exception revient aujourd'hui dans l'actualité, alors que les deux Corées opèrent un rapprochement spectaculaire depuis le début de l'année (trois sommets en six mois) et que le président sud-coréen Moon Jae-in demande explicitement à la communauté internationale de normaliser ses relations avec la RPDC.

CETTE INCONGRUITÉ, COMMENT L'EXPLIQUER ?

Un bref rappel historique s'impose. Les deux pays n'ont aucune relation quand se termine la guerre de Corée (1950-1953), conflit sanglant auquel la France a participé du côté des forces de l'ONU. Mais sous l'impulsion d'une diplomatie gaullienne qui se veut indépendante des États-Unis, des contacts sont ensuite établis. À la fin des années 1960, la RPDC ouvre à Paris un bureau commercial, qui devient en 1984 une délégation générale abritant aussi la représentation permanente de la Corée du Nord auprès de l'Unesco : le diplomate qui se trouve à sa tête a donc rang d'ambassadeur auprès de l'ONU.

Dans les années 1980, c'est une entreprise française qui construit le grand hôtel Yangakdo, à Pyongyang. L'historien Charles Armstrong a aussi révélé (*Juche and North Korea's Global Aspirations*, 2009) l'existence d'un projet – jamais réalisé – d'envoi de 200 ingénieurs français et leurs familles à Hamhung pour y construire une usine chimique. Le chercheur Aidan Foster-Carter rappelle de son côté (*Les connexions françaises de la Corée du Nord*, 2014) l'envoi de Nord-Coréens en France pour étudier le français… et les liens médicaux entre les deux pays : la nomenklatura nord-coréenne vient à partir des années 1990 se faire soigner à Paris et des médecins français sont dépêchés au chevet des « grands dirigeants » Kim Il-sung et Kim Jong-il. En 2004, c'est dans la capitale française, où elle est soignée pour un cancer, que décède Ko Yong-hui, mère du dirigeant actuel Kim Jong-un.

Série de timbres publiée par la Corée du Nord en 1982 et ayant pour thème les relations franco-nord-coréennes. (© F. Ojardias.) // North Korea-France relations-themed stamps published by North Korea in 1982. (© Ojardias.)

Comme le fait remarquer Foster Carter, « faire entrer – vivante – puis faire sortir – morte – Ko Yong-hui de Paris dans le plus grand des secrets » a probablement nécessité l'autorisation et la coopération des autorités françaises et de leurs services secrets. En 2006, la nièce de Kim Jong-il se suicide dans la capitale française, où elle faisait ses études. Quelques années plus tard, Kim Jong-nam, fils aîné de Kim Jong-il et visiteur régulier en France, enverra son fils étudier à Sciences Po Le Havre.

Au début des années 1980, les tentatives de Mitterrand, devenu président, d'ouvrir une ambassade à Pyongyang se heurtent au refus féroce de la République de Corée (Corée du Sud) dirigée par le président et général Chun Doo-hwan. Séoul menace d'annuler de juteux contrats de construction de centrales nucléaires. Paris cède, et renonce ensuite définitivement à toute velléité de reconnaissance diplomatique, alors que la Corée du Nord est accusée de terrorisme (attentats de Rangoon en 1983 et de l'avion de la Korean Air en 1987) et entame sa longue marche vers son statut actuel d'État paria.

À la fin des années 1990, la chute du mur et la politique de la main tendue au Nord entamée par le président sud-coréen Kim Dae-jung changent radicalement la donne. Après le sommet intercoréen de juin 2000, de nombreux États – accédant à une demande de la Corée du Sud – établissent des relations diplomatiques avec Pyongyang. En octobre 2000, lors du 3e sommet de l'ASEM

(Asia-Europe Meeting) justement organisé cette année-là à Séoul, deux partenaires européens de la France, la Grande Bretagne et l'Allemagne, décident soudainement – et sans en avertir Paris, qui occupe alors la présidence tournante de l'Union européenne – de reconnaître la RPDC.

De nombreux témoignages ont raconté la surprise et la colère du président Jacques Chirac, qui venait justement de déclarer depuis Séoul qu'une reconnaissance du Nord était prématurée. Se sentant trahi par ses partenaires européens dans un contexte de tensions autour de la politique étrangère et de sécurité commune de l'UE, Jacques Chirac décide de camper sur ses positions.

C'est à partir de cette date charnière que le discours officiel de la France à l'égard de la RPDC se durcit. Le Quai d'Orsay a formulé une doctrine en trois points, qui n'a pas évolué depuis. Celle-ci stipule que la France acceptera d'établir des liens diplomatiques avec la Corée du Nord à condition que cette dernière 1) respecte les traités internationaux relatifs aux Droits de l'Homme dont elle est signataire ; 2) démantèle son programme nucléaire de façon vérifiable et irréversible ; 3) œuvre à l'amélioration des liens intercoréens.

Si depuis 2000, la question de la reconnaissance diplomatique ressurgit régulièrement, la position française reste inchangée. En 2009, le président Nicolas Sarkozy envoie l'ancien ministre de la Culture Jack Lang à Pyongyang, visite qui a pour conséquence l'ouverture le 10 octobre 2011 d'un bureau français de coopération humanitaire et culturelle à Pyongyang. Mais toujours pas d'ambassade.

Le Quai d'Orsay considère que cette reconnaissance serait un « signal » d'approbation qui doit récompenser une politique d'ouverture, des gestes concrets et irréversibles vers un démantèlement nucléaire, etc. Un argument souvent avancé du côté des diplomates est que la non-reconnaissance serait en outre un levier utile, « un moyen de pression », ou une façon d'inciter la RPDC à mieux prendre en considération son interlocuteur français. *A minima*, la non-reconnaissance ne nuirait pas à la France ; « cela ne changera rien de toute façon », ai-je souvent entendu.

Dans l'histoire de la diplomatie française, la reconnaissance formelle de l'existence d'un État ne vaut pourtant pas approbation de la politique de son gouvernement. Paris maintient ainsi des relations bilatérales formelles avec de nombreux États accusés de violations de droits de l'homme ou de prolifération nucléaire.

Au-delà de l'anomalie diplomatique, cette non-reconnaissance est jugée de façon sévère par certains acteurs privés français impliqués dans des projets humanitaires, culturels ou académiques en Corée du Nord. « Le bureau français de coopération à Pyongyang n'a pas le poids politique d'une ambassade, ni le nombre de fonctionnaires nécessaire pour lancer des projets et développer une bonne compréhension du pays », regrette l'un d'entre eux.

« La RPDC change, et vite », observe de son côté Patrick Maurus, professeur émérite de l'Inalco qui – entre autres entreprises – a lancé plusieurs échanges universitaires franco-nord-coréens. « Les constructions se multiplient, à Pyongyang, à Wonsan. On voit beaucoup d'entreprises étrangères. Quand on

est français, monter des projets est plus difficile. Notre non-reconnaissance nous oblige en outre à suivre la politique américaine en RPDC… Elle est une aberration, au moment où le pays décolle. »

Les appels à changer la position française ont repris cette année, alors que Kim Jong-un multiplie les sommets et a gelé ses essais nucléaires et balistiques. « Il est temps que [la France] établisse des relations diplomatiques avec la Corée du Nord » pour aider le processus de dialogue, déclare ainsi Jack Lang après le sommet Trump-Kim en juin. Une reconnaissance est nécessaire « si [la France] veut être présente dans le débat sur la sécurité de la région », assurent deux députés en juillet.

L'alignement de la France sur les positions américaines depuis 2000 ne semble pas avoir permis à Paris de peser davantage sur la diplomatie dans la péninsule coréenne. Le Quai d'Orsay semble coincé, obligé par sa propre doctrine en trois points à attendre un moment qui ne vient pas – qui pourrait ne jamais venir : si la Corée du Nord ne tire plus de missiles et a détruit l'entrée de ses tunnels d'essais nucléaires, la perspective d'un véritable démantèlement nucléaire semble encore très éloignée, quoi qu'en disent les tweets de Donald Trump.

Il pourrait donc être temps pour la France de réviser sa position – sans pour autant nier la gravité et l'étendue des violations des droits de l'homme en RPDC, ni les menaces de prolifération nucléaires que fait peser le régime. Cela serait un moyen simple et réaliste d'avoir davantage de poids dans les discussions dans la région – notamment sur le dossier nucléaire, sujet très important pour Paris.

Cela pourrait être aussi une façon d'afficher son soutien envers l'allié sud-coréen, alors que le président Moon Jae-in multiplie les efforts pour encourager le Nord et la communauté internationale à normaliser leurs relations.

« La France reconnaît simplement le monde tel qu'il est », déclara en 1964 le général de Gaulle lors de l'établissement des liens diplomatiques avec la Chine communiste. Un demi-siècle plus tard, l'étude du cas des relations franco-nord-coréennes semble en tout cas montrer qu'en matière de relations internationales, la recherche à peu de frais d'une bonne conscience ne suffit hélas pas pour bâtir une politique étrangère efficace.

BIBLIOGRAPHIE/ BIBLIOGRAPHY

Maurus, Patrick, *Les trois Corées*, Paris, Hémisphères, 2018, 192 p.
Ojardias, Frédéric, *Sud-Coréens*, Paris, Ateliers Henry Dougier, 2017, 142 p.
Pons, Philippe, *Corée du Nord, un* État-*guérilla en mutation*, Paris, Gallimard, 2015, 707 p.

WHY FRANCE STILL REFUSES TO ESTABLISH DIPLOMATIC RELATIONS WITH NORTH KOREA

Frederic OJARDIAS
Journalist (RFI) and researcher based in Seoul
January 2019

France is along with Estonia one of the two members of the European Union that did not establish diplomatic relations with the Democratic People's Republic of Korea (DPRK), the official name of North Korea.

This French refusal – while Pyongyang has been asking for decades formal diplomatic links – can be seen as an historic oddity: from the '60s to the '90s, France was much more inclined to develop relationships and trade with the DPRK, compared to its allies from the Western block. On February 1981, during a visit to Pyongyang, François Mitterrand – by then candidate to the presidential election – even verbally promised diplomatic recognition to the North Korean leader Kim Il-sung.

This question of recognition is back in the news, as the two Koreas initiated a spectacular thaw since the beginning of the year (with three summits in only six months) and as the South Korean president Moon Jae-in is explicitly asking the international community to normalize its relations with the DPRK.

HOW TO EXPLAIN THIS ODDITY?

A brief historic reminder might be necessary. France and North Korea had no relations at the end of the Korean War (1950-1953), during which a French battalion fought along the UN forces. But later, along the lines of an ambitious De Gaulle's foreign policy that aimed at more independence from the United States, some contacts were established. In the late 60s, the DPRK opened in Paris a commercial bureau, which became in 1984 a general delegation that hosts additionally the permanent North Korean mission to the Unesco: its chief diplomat has therefore the rank of an ambassador.

In the '80s, a French civil engineering company built the Yangakdo Hotel in Pyongyang. The historian Charles Armstrong revealed (*Juche and North Korea's Global Aspirations*, 2009) a project – which never materialized – of sending 200 French engineers and their family to Hamhung to build a chemical factory. Aidan Foster-Carter reminds us (*Les connexions françaises de la Corée du Nord*, 2014) that North Koreans were sent to France to study French… while the North Korean nomenklatura used to come to Paris from the '90s to get quality healthcare. French doctors were even hurried on several occasions to Pyongyang to treat the "Great Leaders" Kim Il-sung and Kim Jong-il. In 2004, Ko Yong-hui, mother of the current leader Kim Jong-un, died in 2004 in Paris, where she was being treated for cancer.

As Foster Carter notices, "getting Ko Yong-hui in and out of Paris, twice – alive and then dead – in total secrecy and safety must have been a huge operation, requiring approval at the highest level and involving [the French intelligence agency]". In 2006, the niece of Kim Jong-il committed suicide in the French capital, where she was studying. A few years later, Kim Jong-nam, first son of Kim Jong-il and himself a regular visitor to France, sent his son to study in Sciences Po Le Havre.

In the early 80s, the attempts of President Mitterrand, after his election, to open an embassy in Pyongyang were thwarted by the fierce opposition of the Republic of Korea (South Korea), led by the president and general Chun Doo-hwan. Seoul threatened to cancel lucrative nuclear plant construction contracts. Paris gave in, and then definitely abandoned its recognition ambitions, as the DPRK became accused of terrorism (Rangoon bombing in 1983 and Korea Air plan explosion in 1987) and gradually acquired its current status of pariah state.

But in the late 90s, the Fall of the Wall and the "sunshine policy" initiated by South Korean president Kim Dae-jung completely changed the situation. After the inter-Korean summit of June 2000, many European States – fulfilling South Korea's wishes – established diplomatic relations with Pyongyang. In October 2000, during the 3rd ASEM (Asia-Europe Meeting) summit, organized that year in Seoul, two European partner countries, the United Kingdom and Germany, suddenly decided to diplomatically recognize the DPRK – without notifying in advance the French president, who was, at the time, holding the revolving presidency of EU.

President Jacques Chirac had just announced – from Seoul – that diplomatic recognition of the DPRK was premature… and several testimonies reported his surprise and his anger when he learnt that UK and Germany decided to ignore his statement. Feeling betrayed by his European partners, in a context of preexisting tensions related to the common foreign and security policy (CFSP), Jacques Chirac decided to stand firm on his position.

After that day, the French official line towards the DPRK hardened. The Quai d'Orsay formulated a three points doctrine that did not evolve since. It states that France would accept to establish diplomatic relations with North Korea under the conditions that the regime: 1) respects the international treaties related to Human Rights and to which it is signatory; 2) dismantles its nuclear weapon program in a verifiable and irreversible way; 3) contributes to the improvement of inter-Korean relations.

Since 2000 this question of diplomatic recognition has been regularly surfacing, but the French diplomats did not move. In 2009 the president Nicolas Sarlozy sent the former Minister of Culture Jack Lang to Pyongyang; as a result of his visit, a French humanitarian and cultural cooperation bureau opened in the North Korean capital. But still no embassy in sight.

The Quai d'Orsay considers that diplomatic recognition would be a signal of approval which should reward a policy of opening and concrete and irreversible gestures towards nuclear dismantlement… An often heard argument from

French diplomats is that non-recognition is a useful leverage, a "way to pressure" the North and to encourage the regime to better treat its French counterpart. At the very least, the position would not hurt French interests anyway: "recognition or not, it won't change anything" seems like a position widely shared.

However, in the history of French diplomacy, formally acknowledging the mere existence of a State does not mean approving the policies of its government. Paris cultivates bilateral and formal relations with a number of States which are accused of Human Rights violations or nuclear proliferation.

Furthermore, besides the diplomatic oddity, this non-recognition is criticized by some private actors involved in humanitarian, cultural or academic projects in the DPRK. "The French cooperation bureau does not have the political weigh of an embassy, it does not have the necessary number of diplomats to manage projects and to ensure a good understanding of the country", says one of them, under the condition of anonymity.

"The DPRK is changing fast", says Patrick Maurus, professor emeritus at Inalco Paris who – among other endeavours – launched several academic exchanges between France and North Korea. "A lot of buildings are under construction in Pyongyang and in Wonsan, for example. Many foreign companies can be seen. When you are French, starting a project is more difficult. Furthermore, the non-recognition posture compels France to follow the American policy towards the DPRK… it is an aberration, especially considering how the DPRK is now taking off."

Calls to change the French policy restarted this year, as Kim Jong-un participated to several summits and froze its nuclear tests and ballistic launches. "It is time that [France] establish diplomatic relations with North Korea" to support the current dialogue process, wrote Jack Lang in June after the Trump-Kim meeting. Diplomatic recognition is necessary "if France wants to participate to the security debate in the region", said in July two members of Parliament.

The alignment of France on the American positions since 2000 does not seem to have helped Paris to have more weight on the diplomacy around the Korean peninsula. The Quai d'Orsay seems stuck, compelled by its own three-points doctrine to wait a moment that is not coming – and that may never come: if North Korea did freeze its nuclear tests and did destroy the entrance of its nuclear test tunnels, the perspective of the true and credible dismantlement seems remote at the moment.

The time might be ripe for France to revise its position – without denying the seriousness and the extent of the violations of Human Rights in the DPRK and the concerns related to nuclear proliferation. It would be a simple and realist way to have more impact on the dialogue in the region – in particular related to the nuclear issue.

Furthermore, it could be a way for France to show its support to its South Korea ally, as Moon Jae-in is pushing hard for North Korea and the international community to normalize their relations.

"France recognizes the world as it is" said the General De Gaulle in 1964, when France established diplomatic relations with communist China. Half a century later, the case study of the French-North-Korea relations seems to demonstrate that, at least in the field of international relations, trying to get a clear conscience for cheap is unfortunately not sufficient to build an efficient foreign policy.

L'ISLAM POLAIRE EN RUSSIE : LA COMMUNAUTÉ MUSULMANE À L'ÉPREUVE DE L'ARCTIQUE

Sophie Hohmann
Enseignante au Département Eurasie de l'Inalco
Juin 2019

Déjà au xe siècle, le célèbre voyageur Ibn Fadlân, envoyé comme ambassadeur par le calife abbasside al-Muqtadir chez les Bulgares de la Volga (actuel Tatarstan), avait été témoin de l'influence du milieu en zone boréale sur la communauté musulmane naissante de Russie. En effet, comment effectuer les prières du crépuscule et de la nuit lorsque la nuit ne dure qu'un instant, lorsque les nuits blanches d'été requièrent des arrangements ?

Ville de Norilsk, ville du nickel, 1er mai 2017. (© François Jacob.) // Norilsk, the city of nickel industry, 1 May 2017. (© François Jacob.)

Aujourd'hui en Russie, la communauté musulmane (qui représente environ 13 % de la population en Russie comprenant les Musulmans de Russie (Tatars, Bachkirs, Caucasiens du Nord, etc.) ainsi que les migrants originaires des anciennes républiques soviétiques musulmanes) s'étend sur des latitudes bien plus polaires encore puisque des villes comme Mourmansk, Novij-Ourengoj, Salekhard, Norilsk, Magadan qui sont toutes situées au-delà du cercle polaire arctique voient se construire des mosquées, des maisons de prières depuis les années 1990. Par ailleurs, le développement du marché halal participe à la fabrication d'une nouvelle culture arctique musulmane et se présente comme une puissante ressource religieuse.

COMMENT EST NÉE CETTE COMMUNAUTÉ MUSULMANE EN RUSSIE ARCTIQUE ? COMMENT S'ACCOMMODE-T-ELLE DE CONDITIONS DE VIE SOUVENT EXTRÊMES ?

La fin de l'URSS en décembre 1991 a provoqué des ruptures multiformes et des bouleversements inédits dans les républiques anciennement soviétiques devenues indépendantes qui vont façonner chacune leur identité propre. Les transformations socio-économiques et politiques ont eu des conséquences majeures sur les migrations des populations originaires d'Asie centrale, du Caucase du Sud (et du Nord). Ces populations pour la

plupart musulmanes sunnites hanéfites (Asie centrale), sunnites chaféites (Caucase Nord) et chiites (Azerbaïdjan), mais aussi très imprégnées d'un islam soufisé (Naqchbandiyya, Yassawiyya, Qadiriyya), se sont retrouvées confrontées à l'incapacité des nouveaux États de faire face aux immenses défis socio-économiques et aux besoins majeurs d'une jeunesse sans débouchés. Le délitement des filets de sécurité sociale, dont l'État soviétique était le garant, a participé à pousser les populations en âge de travailler à partir chercher du travail en Russie. Cette ancienne « métropole » constitue alors pour beaucoup une sorte de référent où la langue russe et la compréhension de modes de fonctionnement pérennes permettent une alternative au vide des années 1990. Rappelons qu'en Russie entre 1992 jusqu'en 2013, la croissance démographique est négative, le taux de fécondité très bas et cette situation engendrent un besoin de main-d'œuvre important surtout dans le contexte de la reprise économique qui a lieu en Russie dans les années 2000 et qui va se traduire entre autres par un véritable boom de la construction. C'est dans cette logique que les migrations de travail de populations musulmanes vont s'accélérer. Ces migrations ne sont pas nouvelles car à l'époque soviétique les mobilités professionnelles existaient déjà, elles étaient organisées dans des cadres précis et selon des trajectoires suivant des politiques d'industrialisation, de construction de grands projets, l'armée, les études, etc.

Mosquée de la ville de Salekhard, district autonome de Yamalo-nenets, 20 juillet 2018. (© Sophie Hohmann.) // Mosque in the city of Salekhard, Autonomous district of Yamalo-nenets, July, 20 2018. (© Sophie Hohmann.)

Après la fin de l'URSS, ces migrations vont prendre une autre forme, elles vont pour beaucoup s'encastrer dans des trajectoires existantes, puis évoluer, se transformer en fonction des contextes, de l'évolution des rapports entre les nationalités dans le paysage économique et politique. Un exemple saillant est l'apparition d'une véritable « aristocratie » économique dans la diaspora azérie qui a su articuler son accès aux diverses ressources (économiques et politiques) et ses liens avec de puissants réseaux locaux. L'exploitation des richesses du sous-sol (hydrocarbures, minerais, etc.) dans les villes très industrialisées de l'Arctique russe s'accélère à partir de 2003 ce qui va créer des emplois en partie investis par les jeunes hommes originaires du Caucase et d'Asie centrale, ayant des formations d'ingénieurs, de mineurs, de géologues, et souvent aussi sans aucune formation. L'Arctique russe (2,5 millions d'habitants en 2015) redevient alors un *Klondike* avec un effet attractif important. Les villes de l'Arctique russes sont les villes les

plus peuplées de l'Arctique mondial : Mourmansk compte 305 000 habitants, Norilsk 176 000, Novij Ourengoj 116 000 habitants. Les villes arctiques ont été pour la plupart développées autour des richesses du sous-sol dont l'extraction et la mise en valeur sont tristement associées au goulag dont la fonction économique n'est plus à démontrer. La présence de populations musulmanes de plus en plus nombreuses et visibles (la proportion de Musulmans est estimée entre 5 % et jusqu'à plus de 20 % de la population dans les villes industrielles arctiques) va se concrétiser par la revitalisation du religieux dans l'espace public du Nord. Les mosquées se construisent, des imams de différentes nationalités (ouzbèque, tadjique, kirghize, daghestanaise, etc.) sont nommés par les autorités religieuses. Souvent ce sont d'anciens migrants qui ont acquis la citoyenneté russe et surtout une légitimité sociale et religieuse (soit à travers une formation acquise dans une université islamique en Russie ou ailleurs, soit par le biais d'une attestation d'une Direction spirituelle). Il faut rappeler ici que les autorités spirituelles sont très divisées en Russie : il y a trois directions spirituelles et plus de 80 sous-directions, des centaines d'associations). Ces autorités sont en concurrence pour le contrôle des communautés locales, régionales de croyants dans un contexte islamique et politique complexe. Dans cette logique concurrentielle, l'idée de former une Oumma arctique a été évoquée dans la région de Yamal, détentrice d'une part conséquente des ressources en hydrocarbures et où la proportion de migrants musulmans est forte.

Usine de cuivre de Norilsk, hauts fourneaux, pause durant l'opération de fonte en fusion, 31 octobre 2018. (© Vitas Beneta.) // Copper factory in Norilsk: Blast furnaces, pause during melting operation, 31 October 2018. (© Vitas Beneta.)

Dans les villes industrielles de Russie arctique, souvent créées dans les années 1930 dans le cadre de l'exploitation des richesses par les prisonniers du Goulag, le climat est hostile, la nature autour également. Le besoin de spiritualité répond à ces conditions de vie, à l'isolement de ces villes situées en dehors du « continent » (*materik*), au milieu de nulle part, isolées durant de longs mois l'hiver, et dans lesquelles le travail s'organise autour de l'extraction très polluante des minerais (cuivre, charbon, nickel, palladium, etc.) à Norilsk, Vorkuta, dans la péninsule de Yamale, et des hydrocarbures, des emplois dans les usines de poissons, les conserveries, de différents types de services (dans les ports comme à Mourmansk et Doudinka par exemple).

Mosquée Nurd Kamal, Norilsk, 12 juillet 2015. (© Sophie Hohmann.) // Mosque Nurd Kamal, Norilsk, 12 July 2015. (© Sophie Hohmann.)

L'islam s'adapte à un environnement polaire à travers notamment la construction des mosquées sur pilotis, avec des architectures souvent faites pour résister à l'érosion causée par les tempêtes de blizzard (purga), et par les froids à moins 50 degrés, parfois plus, qui durent au moins la moitié de l'année. La mosquée de la ville de Norilsk est ainsi la plus polaire au monde, elle déploie un minaret octogonal qui a la faculté de résister aux vents violents. Ces mosquées sont financées la plupart du temps par des entrepreneurs islamiques locaux d'origine tatare, la communauté des croyants participe par la *sadaka* (charité) à une part du financement. La pratique des musulmans doit elle aussi s'adapter aux nuits et jours polaires, les tensions autour de la question déjà évoquée des prières du crépuscule et de la nuit à cumuler ou non en fonction des théologiens et des écoles de droit musulman restent vivaces. Néanmoins, des solutions sont proposées par les directions spirituelles de s'aligner sur les horaires de la région de Moscou, ou de Tioumen, ou encore de La Mecque… Va-t-on vers la création d'une Oumma arctique (communauté musulmane) en Russie ? Cette mention est souvent faite par les associations et sous-directions spirituelles dans les régions arctiques russes cherchant à se consolider autour d'une identité propre. Les migrants originaires d'Asie centrale se réislamisent en Russie et reconstruisent leur masculinité dans ce processus de religiosité de plus en plus important et complexe, surtout dans les villes isolées où les vulnérabilités sont exacerbées et servent d'autres desseins.

L'ARCTIQUE RUSSE : RENOUVEAU D'UN FRONT PIONNIER DANS LES IMAGINAIRES LOCAUX ?

Le contexte arctique crée des conditions particulières qui ont une influence sur la pratique religieuse. L'isolement et le caractère hautement industriel de ces villes arctiques souvent militarisées, situées en zone stratégique (*pogran zona*), dernière frontière avant l'Océan, contribuent à accentuer certaines caractéristiques qui façonnent le paysage social dans lequel vivent les musulmans. Les identités se retrouvent en concurrence entre les populations slaves présentes

depuis longtemps (Russes, Ukrainiens, Biélorusses), les peuples autochtones animistes même si plutôt minoritaires dans les villes polaires, et les migrants issus des républiques d'Asie centrale et du Caucase du Sud. Cette étude de cas régionale portant sur le développement de l'islam dans un environnement extrême et atypique montre aussi de quelle façon la crise des idéaux post-soviétiques a engendré une sorte de « ré-enchantement » par le religieux à travers un besoin de croire et tout un univers de significations.

BIBLIOGRAPHIE/ BIBLIOGRAPHY

Hervieu-Léger, Danièle, *La religion pour mémoire*, Paris, Cerf, 1993.
Hohmann, Sophie, « Arctic labour migration, vulnerability, and social change in the South Caucasus : The case of Azerbaijanis in the polar cities of Murmansk and Norilsk », *in* K. Oksanian & D. Averre (éds), *Security, Society and the State in the Caucasus*, Londres, Routledge, 2018, p. 120-144.
Ibn, Fadlân, *Voyage chez les Bulgares de la Volga*, Beyrouth, Les éditions de la Méditerranée, 1981, p. 39-41.
Laruelle, Marlene, Hohmann, Sophie & Burtseva, Alexandra, « Trajectory of a City : Murmansk and its Transforming Diversity », *in* Laruelle (éd.), *New Mobilities and Social Changes in Russia's Arctic Regions*, Londres, Routledge, 2016, p. 158-175.
Werth, Nicolas, « "Déplacés spéciaux" et "colons de travail" dans la société stalinienne », *Vingtième Siècle* 54, *Sur les camps de concentration du* XX*e siècle*, avril-juin 1997, p. 34-50.

POLAR ISLAM IN RUSSIA: THE MUSLIM COMMUNITY EXPERIENCING THE ARCTIC

Sophie Hohmann
Teacher at the Eurasia Department of Inalco
June 2019

Foreword: In this month' issue, we present a paper that reflects the porosity between cultural areas as it covers a geographical area situated in the extreme North, partly in Asia and partly in Europe. It concerns a population whose religion links to the Muslim world, more often addressed in connection with the Middle East in the French institutional system. This article therefore emphasizes the plurality of approaches to particular geographical areas in that they contribute to several complementary prisms of analysis.

In the tenth century, the famous traveler Ibn Fadlân was sent as an ambassador by Abbassid Caliph al-Muqtadir to the Bulgarians of the Volga, now in Tatarstan. He witnessed the constraints of the environment in the boreal zone on the nascent Muslim community. Indeed, how to perform the prayers of dusk and night when the night lasts only a short while during the white summer nights?

Today in Russia, the Muslim community represents about 13% of the population: this includes Russian Muslims (Tatars, Bashkirs, Northern Caucasians, etc.) as well as migrants from the former Soviet Muslim Republics (Uzbeks, Tajiks, etc.). Islam now extends to polar latitudes, and cities such as Murmansk, Novij-Urengoj, Salekhard, Norilsk, Magadan, all of which located beyond the Arctic Circle, witness the construction of mosques and houses of prayer since the 1990s. In addition, the development of halal markets contributes to the creation of a new Muslim Arctic culture, which presents itself as a powerful religious resource.

HOW WAS THIS MUSLIM COMMUNITY BORN IN ARCTIC RUSSIA? HOW DOES IT COPE WITH EXTREME LIVING CONDITIONS?

The end of the USSR in December 1991 provoked multifarious breaks and unprecedented upheavals in the former Soviet republics when they became independent, and each of them had to reshape their own identity. Socio-economic and political transformations had a major impact on the migration of people from Central Asia and from South – and North – Caucasus. These populations are either Sunni Muslims from Hanafi (Central Asia), or Shafi'i Sunnis (North Caucasus), or mainly Shi'a (Azerbaijan); they are also very influenced by Sufi Islam (Naqshbandiya, Yassawiya, Qadiriya). These societies found themselves confronted with the incapacity of the new states to cope with immense socio-economic challenges and with the needs of the young adults (youth bulge) without economic opportunities. The disintegration of social safety nets, formerly guaranteed by the Soviet state, pushed the working-age population to

seek work in Russia. This old "metropolis" became then for many a kind of reference, where the Russian language and the understanding of perennial modes of operation provided an alternative to the void of the 1990s. Let us recall that population growth was negative in Russia between 1992 and 2013 because of very low fertility rates. This situation created a need for importing a large workforce, in the context of the economic recovery that took place in Russia in the 2000s, reflected among other things by an impressive boom in construction work. It is in this context that labor migration of Muslim populations accelerated. These migrations are not new, because in the Soviet era professional mobility already existed and was widespread, but they were organized in precise frameworks and according to trajectories following central planning: industrialization policies, large infrastructure projects, the army, academic studies, etc.

After the collapse of the USSR, these migrations took another form: they continued to fit, for some time, into existing trajectories, then evolved, transformed themselves depending on the local contexts, on the evolution of relationships between nationalities in a landscape of economic and political change. A striking example is the emergence of a true economic "aristocracy" among the Azeri diaspora that has secured its access to various economic and political resources, and has developed links with powerful local networks. Exploitation of the ground wealth (hydrocarbons, ores, etc.) in the highly industrialized cities of the Russian Arctic accelerated after 2003. This created new job opportunities, invested in parts by young men from the Caucasus and Central Asia who had training in engineering, mining, geology, and by others without any training. The Russian Arctic (2.5 million inhabitants in 2015) then became a new "Klondike" with a strong attractive power for young men. The Russian Arctic cities are the most populous cities in the global Arctic: Murmansk has 305,000 inhabitants, Norilsk has 176,000, Novij-Urengoj has 116,000 inhabitants. Most arctic cities developed around ground riches, the extraction and transformation of which are sadly associated with the gulag, whose economic function is well established. Muslim populations are increasingly present, numerous and visible: the proportion of Muslims is estimated between 5% and more than 20% in the Arctic industrial cities. This presence materializes by the revitalization of the religion in the Northern public space: mosques are built, imams from different nationalities (Uzbek, Tajik, Kyrgyz, Dagestan, etc.) are appointed by religious leaders, themselves often former migrants who acquired Russian citizenship and a new social and religious legitimacy, either through training at an Islamic university in Russia or elsewhere, or through a certificate from a Spiritual Direction. Let us recall, here, that religious authorities are very divided in Russia: there are three spiritual directorates, more than 80 sub-directorates, and hundreds of associations. These authorities are competing for the control of local communities, and of regional associations of believers, in a complex Islamic and political context. In this competitive logic, the idea of forming an Arctic Ummah was mentioned in the Yamal region, an area which holds a substantial share of hydrocarbon resources and where the proportion of Muslim migrants is high.

In the industrial cities of Arctic Russia, often created in the 1930s as part of the exploitation of ground riches by Gulag prisoners, the climate is hostile, as well as the nature around. The need for spirituality meets these living conditions, and responds to the isolation of these cities located outside the "continent" (*materik*). These cities are located in the middle of nowhere, are isolated during many months in winter; the work there is organized around the extraction of very polluting ores (copper, coal, nickel, palladium, etc.) in Norilsk, Vorkuta, Yamal Peninsula, as well as hydrocarbons. Other jobs exist in fish factories, canneries, as well as different types of services (in ports such as in Murmansk and Dudinka, for example).

Islam adapts to a polar environment through the construction of mosques on stilts, with architectures often made to resist the erosion caused by blizzard storms (*purga*), and to cold temperatures at minus 50 degrees Celsius, which sometimes last more than half of the year. The mosque in the city of Norilsk is the most polar in the world, it deploys an octagonal minaret that has the ability to withstand high winds. These mosques are financed mostly by local Muslim entrepreneurs of Tatar origin, and the believers community participates to the financing through Muslim charity (*sadaka*). Practicing Islam must also adapt to the polar nights and days: there are tensions around the question already evoked earlier of cumulating – or not – prayers of dusk and night, a question which varies according to theologians and schools of Islamic law. Nevertheless, solutions are proposed by the spiritual directions, such as aligning the polar schedules with the schedules of the region of Moscow, or Tyumen, or Mecca… Are we going to the creation of an Arctic *Umma* (Muslim community) in Russia? This question is often posed by spiritual associations and sub-divisions in the Russian Arctic regions seeking to consolidate their own identity. Migrants from Central Asia are re-Islamizing in Russia and are re-constructing their masculinity in this increasingly important and complex process of religiosity, especially in isolated cities where vulnerabilities are exacerbated and could serve other projects.

RUSSIAN ARCTIC: RENEWAL OF A PIONEER FRONT IN LOCAL IMAGINARIES?

The Arctic environment creates special conditions that influence religious practice. Geographical isolation and the highly industrial nature of these often militarized arctic cities, located in strategic areas (*pogran zona*), the last frontier before the ocean, contributes to accentuate certain characteristics that shape the social landscape in which Muslims live. Identities find themselves in competition: the long-standing Slavic populations (Russians, Ukrainians, Byelorussians), the animist indigenous peoples, even if they are a minority in the polar cities, and the migrants from the republics of Central Asia and the Southern Caucasus. This regional case study of the development of Islam in an extreme and atypical environment also shows how the crisis of post-Soviet ideals engendered a sort of "re-enchantment" by the religion through a need to believe and a whole universe of meanings.

DU MANQUE DE FEMMES À « L'IMPORTATION » D'ÉPOUSES

Clémence Jullien
Postdoctorante en anthropologie (Univ. de Zurich)
et jeune chercheuse associée au CEIAS et CSH
Décembre 2019

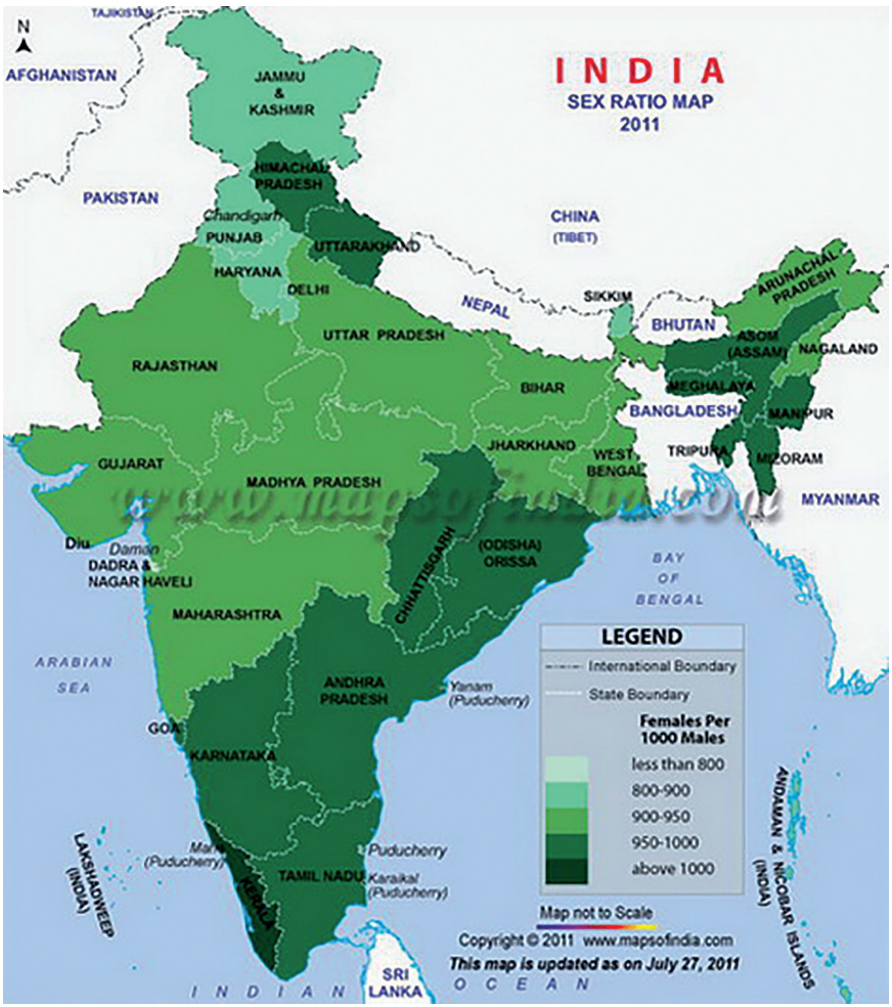
APPRÉHENSIONS D'« UNE NATION SANS FEMMES »

En 2003, sortait *Matrubhoomi, A Nation Without Women*. Ce film indien, peu connu dans son pays d'origine, a été lauréat de trois prix à l'international. Comme l'indique son titre, il traite des conséquences de l'avortement sélectif et de l'infanticide des filles en Inde. Le film dépeint un village rural où les filles sont systématiquement tuées à la naissance et où seule une femme subsiste, Kalki. Après l'avoir cachée pendant des années, son père, un paysan, accepte de la vendre à une famille aisée pour être mariée à cinq frères. À défaut de trouver des épouses, les autres hommes du village assouvissent leur frustration sexuelle comme ils peuvent, de projections de films pornographiques à des spectacles de danse avec des transgenres, en passant par des actes de zoophilie et de viol collectif. En somme, non seulement le réalisateur, Manish Jha, pousse à son paroxysme le problème du déséquilibre du sex-ratio mais il montre aussi – sans complaisance – que la masculinisation de la société est source de multiples violences.

Affiche du film *Matrubhoomi, A Nation Without Women* (Manish Jha, 2003). // Movie poster of *Matrubhoomi, A Nation Without Women* (Manish Jha, 2003.

Faute de données suffisantes, il apparaît risqué de soutenir cette corrélation, pourtant défendue par plusieurs chercheurs (Oldenburg, 1992 ; Hudson

& Den Boer, 2002). En revanche, ce film engagé a le mérite de montrer le type de mariage qui résulte de situations démographiques déséquilibrées. Habituellement, en Inde du Nord, le mariage s'effectue au sein de deux familles de même caste et la dot, cet ensemble de prestations en espèces et en biens (bijoux en or, mobilier, voiture, etc.) que la famille de la mariée doit rassembler et donner à la famille du mari, constitue l'un des éléments fondamentaux. À partir du cas de Kalki, la protagoniste du film, le réalisateur met en scène un mariage atypique : non seulement ce dernier défie les frontières habituelles de classe et de caste entre les conjoints, mais l'union est en plus scellée sans dot. Il soulève *in fine* une interrogation qui constitue une de mes questions



Carte du sex-ratio en Inde à partir des données du recensement (Census, 2011). Source : www.mapsofindia.com. // Sex ratio map from the data of the 2011 Census. (Source: www.mapsofindia.com.)

de recherche actuelle : comment les règles d'alliance sont-elles reconfigurées dans un contexte de déséquilibre démographique ? Dans quelle mesure les règles matrimoniales conventionnelles peuvent-elles s'appliquer dans un pays auquel il manque 63 millions de femmes ?

PRENDRE EN CONSIDÉRATION L'HYPERGAMIE ET LA FRAGMENTATION DES TERRES

Ces deux dernières décennies, des hommes d'un district d'Haryana se sont mobilisés et ont formé des collectifs comme l'« Association des hommes célibataires » (Avivahit Purush Sangathan) ou encore l'« Union des Célibataires du district du Jind » (Jind Kunwara Union). Dans cette dernière, formée en 2009, les membres déploraient le sort des célibats forcés et requéraient des femmes en échange de voix à l'approche d'élections politiques.

Contrairement à ces collectifs, pour qui le déséquilibre du sex-ratio était la source du problème, les pendjabis qui peinent à trouver une épouse locale accusaient davantage leur sort personnel.

Le terrain ethnographique que j'ai mené dans différents villages du Malwa – une région rurale située dans un état historiquement connu pour son déséquilibre du sex-ratio, le Pendjab – a montré que le déséquilibre démographique ne pouvait expliquer à lui seul la difficulté que certains hommes rencontrent au moment de trouver une épouse. Si les hommes que je rencontrais reconnaissaient que l'avortement sélectif féminin était une pratique qui persistait au Pendjab (citant parfois quelques cas de leur village), la corrélation entre un déficit de filles et une pénurie d'épouses n'était pas toujours établie. Ils mentionnaient davantage les problèmes de la fragmentation des terres que l'impact du déséquilibre du sex-ratio à la naissance. Lors d'une succession, les terres sont divisées entre les différents fils de la famille et, pour les moins bien lotis ou les fratries plus nombreuses, la superficie s'amenuise considérablement au fil des générations. Qui, disaient-ils, acceptera de se marier avec un paysan qui n'a qu'un hectare de terre ? Cette préoccupation était particulièrement prégnante au sein de familles Jats – des propriétaires terriens dits dominants – qui se sont appauvries. Parmi eux, les hommes qui pâtissent d'une mauvaise réputation (un problème d'alcoolisme, une addiction aux drogues, des penchants violents, des conflits familiaux connus des villageois) ou qui sont en situation de handicap physique (après l'amputation d'une main ou d'un bras lors d'un accident du travail par exemple) étaient particulièrement concernés. Avec l'hypergamie féminine, cette pratique – très valorisée en Inde du Nord – selon laquelle une femme doit épouser un homme de statut plus élevé, les hommes de milieux défavorisés peinent davantage encore à se marier.

SE PROCURER UNE ÉPOUSE

Au Pendjab, les célibataires sont fréquemment moqués et désignés péjorativement comme des « *shadaa* ». Cette catégorie d'hommes trentenaires et

célibataires malgré eux, à laquelle les villageois du Malwa se référaient parfois avec ricanements, a été entre autres reprise par le réalisateur Jagdeep Sidhu et tournée en dérision dans son film *Shadaa*, tout récemment sorti (juin 2019). Ce film rappelle que le mariage reste la norme en Inde et que les hommes célibataires sont, à ce titre, habituellement mis à l'écart et considérés comme des citoyens de second rang.

Au Pendjab, mais aussi en Haryana (Kaur, 2004, 2016) et en Uttar Pradesh (Chaudhry, 2018), certains hommes qui ont passé la trentaine et qui ne sont pas parvenus à se marier font venir des femmes démunies d'autres régions indiennes, voire de pays limitrophes comme le Népal ou le Bangladesh. Au vu de mes données (45 couples interviewés une à trois fois), il s'agit de femmes, principalement illettrées, qui viennent en grande partie du Bengale ou du Bihar – des États pauvres – et dont la caste, la langue, les habitudes (vestimentaires, culinaires, etc.), l'âge, parfois même la religion, diffèrent de celles du mari pendjabi. Les procédés de mise en relation sont variés, allant de connaissances ou de voisins qui tirent profit de leurs réseaux et de leurs professions pour amener une femme contre rétribution, à des réseaux plus ou moins organisés de trafiquants qui kidnappent des adolescentes ou persuadent des parents dans le besoin (situation économique ou familiale précaire) d'acheter leurs filles, en passant par d'anciennes épouses achetées qui font à leur tour venir des jeunes filles de leur lieu d'origine.

On sait qu'en Inde – notamment dans le nord du pays –, les unions, principalement arrangées et accompagnées d'une dot, suivent des critères respectés et bien définis comme l'hypergamie, l'endogamie (mariage entre deux membres d'une même *jati*, caste) ou l'exogamie (mariage contracté à l'extérieur de son propre *gotr*, clan). À ce titre, les couples qui bafouent les normes matrimoniales endurent souvent des sanctions sévères, parfois violentes, voire fatales (« *honour killing* », crimes d'honneur). Compte tenu de ce contexte, comment expliquer alors que des mariages inter-régionaux, inter-castes et interreligieux soient envisagés et réalisés ?

Portraits de M. Sing (pendjabi, 65 ans) et son épouse (bengalie, 52 ans) dans un village du district de Sangrur, Pendjab (19 juin 2018). (© C. Jullien.) // M. Sing (Punjabi, 65 years) and his wife (Bengalie, 52 years) in a village in Sangrur district, Punjab (19 June 2018). (© C. Jullien.)

Compte tenu de ces nombreux écarts, les mariages interétatiques sont dépréciés et les femmes sont souvent désignées péjorativement comme des « étrangères » ou « des femmes achetées ». S'il s'agit d'un type de mariage peu respecté, tout le monde s'accorde néanmoins sur le fait qu'il faut une femme

pour tenir un foyer. Pour légitimer leur union et montrer qu'ils n'avaient pas le choix, des pendjabis qui s'étaient mariés avec une épouse importée s'exclamaient « Sinon, qui aurait fait les chapatis[1] ? ».

Il existe en outre des stratégies pour que ces unions – peu communes – soient admises de la famille et des villageois. Une fois mariée, la jeune femme – originairement hindoue, voire musulmane – adopte la religion de son époux, généralement le sikhisme (au Pendjab, les Jats sont principalement Sikhs) – et parvient, progressivement, à parler pendjabi. Il lui est également demandé de changer de prénom, d'habitudes vestimentaires et de régime alimentaire. Autrement dit, les marqueurs identitaires de l'épouse « importée » sont systématiquement gommés. Une certaine marge de manœuvre prévaut également quant à la question de l'appartenance de la caste. Le mari (ou sa famille) assure souvent que la jeune femme vient de la même caste ou d'une caste au nom différent, mais au statut similaire. Certaines des femmes bengalis, bihari ou encore orissi[2] avec lesquelles je parlais expliquaient avoir « oublié » leur nom de famille et leur caste lorsque je leur posais la question. Un sexagénaire m'assurait même que son épouse – dont les traits du visage étaient caractéristiques du nord-est de l'Inde – était, comme lui, une pendjabie Jat Sikh. Sans contredire son mari, qui garantissait qu'elle était pendjabie et qui restait systématiquement à nos côtés, elle donnera tout de même le nom de son village d'origine, village situé dans le district de Nalbari, en Assam, à l'extrême nord-est du pays[3]. Bien sûr, les villageois ne sont pas dupes : les traits du visage, la couleur de la peau et la langue parlée sont autant d'indicateurs sur l'origine étrangère de ces femmes mais, compte tenu de la longue distance (souvent plusieurs milliers de kilomètres), l'identité exacte de la femme ne peut être attestée et le bénéfice du doute demeure.

En somme, ces mariages atypiques inter-régionaux parviennent à être sinon respectés, du moins tolérés dans les États, comme le Pendjab, où les hommes les plus défavorisés peinent à trouver une épouse. Cela contraste avec les mariages d'amour inter-castes, encore très critiqués pour l'atteinte qu'ils portent à l'honneur de la communauté. Lors de relations amoureuses inter-castes ou interreligieuses au sein d'un même district, le couple planifie secrètement sa fuite, de sorte à éviter les remontrances des familles respectives et à échapper aux mesures punitives (violences, viols, pratiques humiliantes) parfois établies par le conseil villageois. C'est bien en soulignant qu'ils n'avaient pas d'autre choix et en jouant sur le flou qui plane quant à l'origine et l'identité de leur épouse (difficilement vérifiables au vu de la distance géographique) que des hommes pendjabis Jats, réputés pour leur strict respect de l'endogamie et pour leur sens de l'honneur, en viennent à bafouer les normes

1 Les chapatis sont des pains plats largement consommés en Inde en accompagnement des repas.

2 Le Pendjab est à une distance approximantive de 1 500 km de l'État du Bengale-Occidental, de 1 000 km du Bihar, et 1 700 km de l'Orisha (anciennement appelé Orissa).

3 À presque 2 000 km du Pendjab.

matrimoniales et à se marier avec des femmes de milieux socio-culturels différents. Reste à voir si ces mariages inter-régionaux sont susceptibles (ou non) de faire évoluer le système de la dot et s'ils permettront, comme l'aurait souhaité Ambedkar (le père de la Constitution indienne), de diluer progressivement les frontières inter-castes.

BIBLIOGRAPHIE/ BIBLIOGRAPHY

Chaudhry, Shruti, « "Flexible" caste boundaries : cross-regional marriage as mixed marriage in rural north India », *Contemporary South Asia* 27 (2), 2018, p. 214-228.
Hudson, Valerie M. & Den Boer, Andrea, « A Surplus of Men, A Deficit of Peace : Security and Sex Ratios in Asia's Largest States », *International Security* 26 (4), 2002, p. 5-38.
Kaur, Ravinder (éd.), *Too Many Men, Too Few Women : Social Consequences of Gender Imbalance in India and China*, New Delhi, Orient Blackswan, 2016, 352 p.
—, « Across-Region Marriages. Poverty, Female Migration and the Sex Ratio », *Economic and Political Weekly*, 39 (25), 2004, p. 2595-2603.
Oldenburg, Philip, « Sex Ratio, Son Preference and Violence in India-A Research Note », *Economic and Political Weekly* 27 (49-50), 1992, p. 2657-2662.

FROM A SHORTAGE OF WOMEN TO THE "IMPORTATION" OF WIVES

Clémence Jullien
Post-doctoral associate in Anthropology (University of Zurich)
& junior research associate at CEIAS and CSH
December 2019

APPREHENSIONS OF A "NATION WITHOUT WOMEN"

Matrubhoomi, A Nation Without Women, was released in 2003. This Indian movie, though little known in India, has won three international awards. As its title hints at, it deals with the consequences of selective abortion and female infanticide in India. The film depicts a rural village where girls are systematically killed at birth and where only one woman remains, Kalki. After hiding her for years, Kalki's father, a peasant, agrees to sell her to a wealthy family to be married to five brothers. Failing to find wives, the men in the village ease their sexual frustration as much as possible: from pornographic movie screenings to dance performances with transgender people, zoophilia and gang rape. In short, not only does the director, Manish Jha, push the problem of sex-ratio imbalance to its climax, but he also shows without any complacency that the masculinization of society is a source of multiple kinds of violence.

In the absence of sufficient data, it seems risky to support the correlation between an imbalanced sex ratio and these kinds of violence, which are nevertheless supported by several researchers (Oldenburg, 1992; Hudson & Den Boer, 2002). Yet, this politically engaged movie has the merit of showing one type of marriage that can result from situations of unbalanced demography. Usually, in Northern India, marriage takes place between two families of a same caste, and the dowry (this combination of cash and goods such as gold jewelry, furniture, car, etc. that the bride's family gathers and gives to the husband's family) constitutes one of its fundamental elements. Based on the case of Kalki, the film director stages an unusual marriage: not only does it defy the usual class and caste boundaries between spouses but, additionally, the union is sealed without a dowry. This echoes one of my current research questions: how are alliance rules reconfigured in a context of demographic imbalance? To what extent can conventional matrimonial rules be applied in a country where 63 million women are missing?

CONSIDERING HYPERGAMY AND LAND FRAGMENTATION

Over the past two decades, men from a district in Haryana have been mobilizing through collectives such as the "Association of Single Men" (*Avivahit Purush Sangathan*) or the "Union of Single People of Jind District" (*Jind Kunwara*

Union). The latter, formed in 2009, during a campaign of political elections, deplored the fate of forced celibacy and offered votes to the political candidates who would be able provide them women.

Unlike these collectives, for which the sex-ratio imbalance is the source of the problem, Punjabis struggling to find a local wife are more likely to blame their personal fate or the agricultural crisis. The ethnographic fieldwork I have carried out in different villages in Malwa – a rural region of Punjab, a state historically known for its sex-ratio imbalance – has shown that demographic imbalance alone cannot explain the difficulty that some men face in finding a wife. While the men I met acknowledged that female selective abortion was a persistent practice in Punjab (sometimes citing a few cases from their own villages), the correlation between a shortage of girls and a shortage of wives was not always established. My respondents mentioned the problems of land fragmentation more than the impact of gender imbalance. In an inheritance, the land is divided between the sons within a given family; for the less well-off or the larger families, the area decreases considerably over generations. Who, as they told me, would agree to marry a peasant who only owns a couple acres of land? This concern was particularly acute among Jat families – so-called dominant landowners – who have become impoverished. Among them, men who suffer from a bad reputation (because of alcoholism, drug addiction, a tendency to violence, publicly known family conflicts) or who are physically handicapped (from the amputation of a hand or an arm during an accident at work, for example) were particularly concerned. Because of female hypergamy – a highly valued practice in North India, whereby a woman is married to a man of higher status – men from disadvantaged backgrounds find it even more difficult to find a wife.

FINDING A WIFE

In Punjab, single men are frequently mocked and pejoratively referred to as *shadaa*. This category of unmarried men in their thirties to whom the villagers of Malwa sometimes referred to, giggling, is also taken up by the director Jagdeep Sidhu and made fun of in his recently released movie *Shadaa* (June 2019). This movie reminds us that marriage remains the norm in India and that single men are, as such, usually excluded and considered as second-class citizens.

In Punjab, as well as in Haryana (Kaur, 2004, 2016) and Uttar Pradesh (Chaudhry, 2018), some men who have not been able to marry and who have reached their thirties bring in poor women from other Indian regions or even from neighbouring countries such as Nepal or Bangladesh. Based on my data (45 couples interviewed one to three times each), these wives are mainly illiterate women, who usually come from Bengal or Bihar (known as poor Indian states) and whose caste, language, habits (clothing, cooking, etc.), age, sometimes even religion, differ from those of the Punjabi husband. The methods for match-making are diverse, ranging from acquaintances or neighbours taking

advantage of their networks and professions to bring a woman for a fee, to more or less organized networks of traffickers kidnapping teenage girls or persuading parents in need (precarious economic or family situation) to sell their daughters, or even formerly purchased wives who, in turn, bring young girls from their place of origin.

It is known that in India – particularly in the north of the country – unions, mainly arranged and accompanied by a dowry, follow respected and well-defined criteria such as hypergamy, endogamy (a union between two members of the same jati, caste) or exogamy (a union concluded outside of one's own gotr, can). Thus, couples who violate marital norms often endure severe, sometimes violent and occasionally fatal sanctions ("honour killings"). Given this context, how can we explain that inter-regional, inter-caste and interreligious marriages are considered an option and carried out?

Because they stray from traditions, inter-regional marriages are disparaged, and the women involved are often given little consideration and are called "foreigners" or "bought women". However, even though these marriages are not held in high regard, everyone still agrees that a woman is needed in a household. To legitimize their union and show that they had no choice, Punjabis who married an "imported" wife exclaimed: "Otherwise, who could have made the *chapatis*[1]?".

In addition, there are strategies to ensure that these unusual unions are accepted by families and villagers. Once married, a young woman – originally Hindu, or even Muslim – adopts her husband's religion – usually Sikhism (in Punjab, Jats are mainly Sikhs) – and gradually learns to speak Punjabi. It is also requested of her to change her first name, clothing style and food habits. In other words, the identity markers of the "imported" wife are systematically erased. Moreover, a certain leeway prevails with regards to the question of caste membership. The husband (or his family) often ensures that the young woman comes from the same caste or from a caste with a different name but of similar status. Some of the Bengali, Bihari or Orissi[2] women with whom I spoke explained that they had "forgotten" their family name and caste when I enquired. A 60-year-old male respondent even assured me that his wife – whose facial features were characteristic of Northeastern India – was, like him, a Punjabi Jat Sikh. Without contradicting her husband, who claimed that she was Punjabi and who remained at our sides during the whole interview, she still gave me the name of her village of origin, a village located in the district of Nalbari, Assam. Of course, villagers are not fooled: facial features, skin colour and the language spoken are all indicators of the foreign origin of these women but given their far-away origin (often several thousand kilometres away), the exact identity of the woman cannot be proven and so the benefit of the doubt is granted.

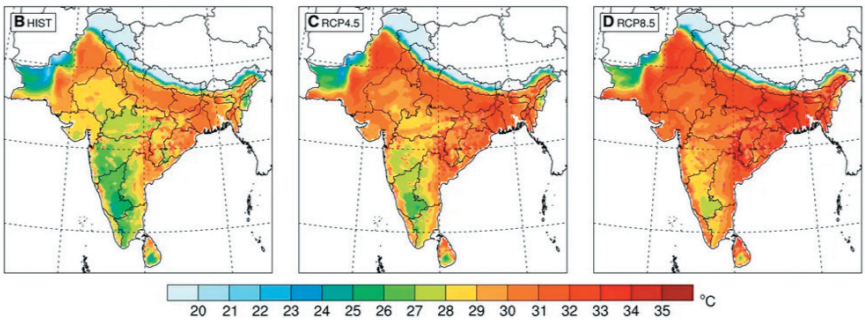
1 Chapatis are a kind of flat bread widely consumed throughout India.

2 Punjab is lacoat approximately 1,500 km away from West Bengal, 1,000km away from Bihar, and 1,700km away from Orisha (formerly known as Orissa).

In short, these unusual inter-regional marriages are somewhat tolerated, if not respected, at least in states such as Punjab, where the most disadvantaged men struggle to find a wife. This contrasts with inter-caste love marriages, which are still highly criticized for undermining the honour of the community. In the case of inter-caste or inter-religious romantic relationships, the couple has to secretly plan its escape in order to avoid the admonitions of the respective families and to avoid punitive measures (violence, rape, humiliating practices) sometimes prescribed by the village council. It is by stressing that they had no other choice and by playing on the unclear origin and identity of their wives (the geographical distance making it difficult to verify) that Punjabis Jat men, renowned for their strict respect for endogamy and their strong sense of honour, come to flout matrimonial norms and marry women from different socio-cultural backgrounds. It remains to be seen whether these inter-regional marriages are likely (or not) to change the dowry system and whether they will make it possible, as Ambedkar – the father of the Indian constitution – would have liked, to gradually dilute the inter-caste borders.

FAUT-IL EMPÊCHER LES PAUVRES DE DÉTRUIRE LA PLANÈTE POUR VIVRE EN PAIX ?

Damien Carrière
Postdoctorant « résident » à l'IRSEM et au CESSMA
Septembre 2020



Illus. 1 : Projection des températures moyennes « au bulbe mouillé » en Asie du Sud, (avec une humidité saturée), en (B) entre 1976 et 2005, en (C) entre 2071 et 2100 avec une température supérieure de 2.25 Celsius en moyenne, en (D), entre 2071 et 2100 avec une élévation de 4.5 Celsius de température moyenne. Une température de 31 degrés au « bulbe mouillé » est considérée comme dangereuse, une température de 35 degrés au « bulbe mouillé » est fatale en quelques heures. Sources : Im, Pal & Eltahir, 2017. // Illus. 1: Projected average "wet-bulb" temperatures in South Asia, (with saturated humidity), in (B) between 1976 and 2005, in (C) between 2071 and 2100 with an average temperature above 2.25 Celsius, in (D), between 2071 and 2100 with an average temperature rise of 4.5 Celsius. A "wet-bulb" temperature of 31 degrees is considered dangerous, a "wet-bulb" temperature of 35 degrees is fatal in a few hours.

Les informations sur la dégradation de l'environnement en Inde sont plus inquiétantes chaque semaine. Le confinement des derniers mois a rendu l'air des grandes villes de nouveau respirable, et leur degré de pollution habituel, en grande partie automobile, d'autant plus manifeste. Un cyclone a frappé la côte est, un autre, inhabituel en cette saison, la côte ouest, et des nuages de criquets ont dévasté les récoltes au centre du pays. Des vagues de chaleurs de plus en plus importantes menacent de rendre inhabitables les parties les plus chaudes du pays, comme le Rajasthan, et Delhi. La température « au bulbe mouillé », (voir Illus. 1), c'est-à-dire la température mesurée en incluant le refroidissement par évaporation – et donc *in fine* la capacité de refroidissements des mammifères par transpiration – dépasse des seuils critiques. Malgré l'instabilité climatique grandissante, les dégradations environnementales ne cessent pas. L'inquiétude monte au sujet de la viabilité des modèles d'échange que nous connaissons. Les inégalités, la submersion programmée d'une partie des terres agricoles comme des zones urbaines côtières, la baisse des récoltes, sont perçues comme des facteurs annonciateurs d'une

future déstabilisation des États qui amènerait directement à des cycles de violence en Inde comme ailleurs. Je propose au contraire d'affirmer que la violence et les dégradations environnementales font cause commune. En Inde, cette violence, qui accompagne le développement économique, s'abat en particulier sur les plus pauvres parmi lesquels on trouve les populations tribales, les Adivasis, qui forment environ 8 % de la population du pays (voir Illus. 2, Illus. 3 et Illus. 5), ainsi que sur les Dalits (ceux qui étaient appelés les « intouchables ») qui en forment 16 %.

Je prends un exemple tiré de la « littérature grise » en l'occurrence des écrits qui ne sont pas d'origine académique mais proviennent de « *think-tanks* », et qui sont destinés aux décideurs. Je montre comment s'y construit un discours qui postule un lien entre dégradation environnementale et violence, tout en faisant porter la responsabilité de celles-ci, non pas sur le mode de production et d'échange de biens, mais sur les plus pauvres. Ces derniers sont pourtant les premières victimes du réchauffement climatique comme des autres dégradations environnementales. Ce sont eux qui verront les premiers leurs choix de vie se réduire, eux qui seront peut-être déplacés de force, contraints à la migration, ou affamés par le renchérissement des denrées causé par la baisse des rendements agricoles. Le titre volontairement provoquant de cet article rend visible l'inanité du discours qui leur fait porter la responsabilité de ce qui les frappe.

Illus. 2 : Village Adivasi dans l'État de l'Odhissa, dans une forêt qui sera submergée par un barrage. (© 2017 / D. Carrière.) // Illus. 2: Adivasi village located in the state of Odhissa, in a forest that will be submerged by a dam. (© 2017 / D. Carrière.)

En l'espèce, l'exemple pris est issu d'un rapport du Global Military Advisory Council on Climate Change : « *Climate Change & Security in South Asia* », rédigé par trois anciens hauts gradés des forces armées indiennes, pakistanaises et bengalies (Ghali *et al.*, 2016). Le rapport s'empare de la cause de l'environnement et militarise le problème, c'est-à-dire qu'il tend à apporter aux questions posées par le réchauffement climatique ou la destruction des ressources des réponses en termes de préparation militaire. Ce n'est pas négatif si les armées sont chargées d'opérations de secours dans les catastrophes environnementales, comme lors du cyclone Fani dans l'Odisha en 2018. Cela peut l'être, si la préparation militaire tient lieu de politique environnementale, ou si cette préparation ne pense l'adaptation que sous la forme de violences à venir. Et dans ce cas les dégradations environnementales sont perçues comme génératrices de violences

multiples qui peuvent aller jusqu'à la guerre et auxquelles il faut pouvoir répondre, ainsi que de situations de secours aux populations qu'il faut pouvoir anticiper. L'Inde étant un pays fédéral (voir Carte 1), c'est l'armée et les forces de police « centrales » qui sont déployées dans ces derniers cas pour porter assistance aux autorités locales, comme elles le sont d'ailleurs pour sécuriser les installations minières ou pour réprimer les révoltes qui régulièrement agitent les forêts indiennes, notamment celles de l'État de Chhattisgarh (Carrière, 2020).

Illus. 3 : Les bergers de Ladakh font partie des populations tribales de l'Inde. (© 2016 / Clara Chevalier.) // Illus. 3: Ladakh sheperds are part of India's tribal people. (© 2016 / Clara Chevalier.)

Je propose une traduction en français d'un passage de ce rapport :

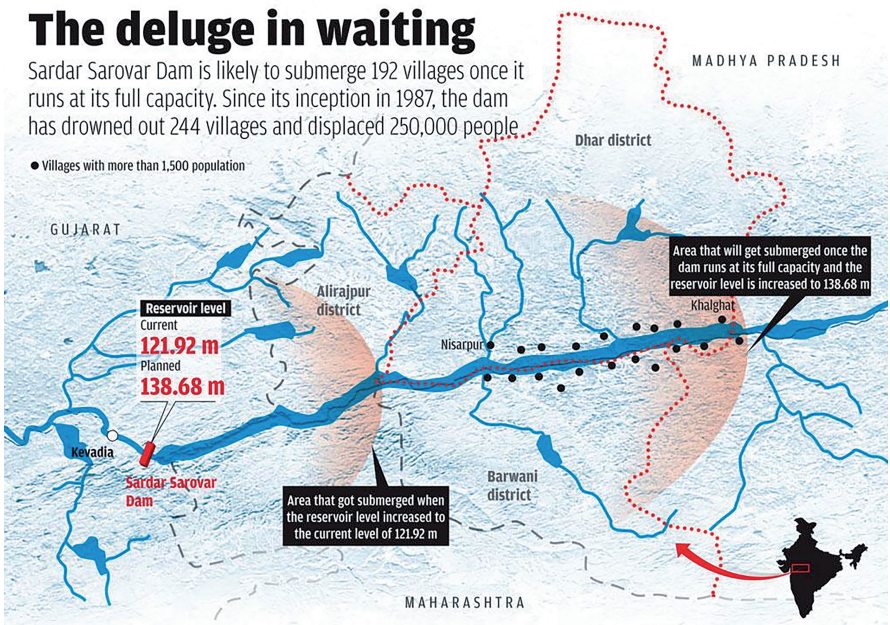
> « *Il a été dit que* "la pauvreté est la plus grande source de pollution" car les pauvres n'ont rien d'autre que leur environnement immédiat à exploiter pour vivre. Comme les impacts du changement climatique vont directement affecter cet environnement par les sécheresses, l'*érosion, le manque d*'eau, il y a un risque croissant de sur-exploitation, de migrations induites et une demande croissante de maintien de l'ordre, ce qui entraîne des conflits. Le serpent se mordrait la queue si la réduction de la pauvreté se faisait au prix par exemple de la couverture forestière, élément essentiel de l'adaptation contre le (*sic*) changement climatique. » (Ghazi, Muniruzzaman & Singh, 2016, p. 17.)

Ce paragraphe est particulièrement révélateur, et montre en peu de mots l'enchaînement d'idées que l'on retrouve dans des pans entiers de cette littérature grise. Examinons-le attentivement.

La première phrase de ce texte est tirée d'un discours d'Indira Gandhi à Stockholm en 1972, mais le texte ne le mentionne pas et change le sens de ces mots, qui à l'époque appelait à un développement économique responsable. Premièrement, si les pauvres polluent parce qu'ils n'ont que leur propre environnement à exploiter, on peut en déduire que les riches préservent le leur en exploitant celui des autres. C'est d'une certaine façon l'essence de ce que l'on peut appeler le colonialisme environnemental. D'une part, les pauvres ne peuvent faire gérer par d'autres les conséquences de leurs styles de vies, comme le traitement des déchets. D'autre part, on note également que les trois auteurs présupposent que l'exploitation d'environnements lointains n'est pas la cause de la pollution. Enfin, et surtout, ils n'interrogent pas les causes macro-économiques ou historiques de la pauvreté, qui résident dans

Carte 1 : Carte politique de l'Inde. (Source : Rajeshodayanchal at Malayalam Wikipedia ; https://commons.wikimedia.org/wiki/File:India-map-en.svg.) // Map 1: India political map. (Source: Rajeshodayanchal at Malayalam Wikipedia; https://commons.wikimedia.org/wiki/File:India-map-en.svg.)

l'exploitation des ressources des plus pauvres au profit des plus riches. La mise en accusation des plus pauvres renvoie aux théories néo-malthusiennes. Celles-ci voient dans la croissance des populations, particulièrement les plus pauvres, un risque pour la planète, sans interroger les différences d'impact entre les styles de vie des populations les plus riches et ceux des populations les plus pauvres.



Le barage Sardar Sarovar devrait submerger 192 villages lorsqu'il sera rempli à capacité. Depuis le début de la construction en 1987, le barrage a noyé 244 villages et forcé le déplacement de 250 000 personnes. (Source : Jitendra, « As Sardar Sarovar dam's gates get shut, 192 villages fear submergence », *DownToEarth*, 19 juin 2017.) // Jitendra, "As Sardar Sarovar dam's gates get shut, 192 villages fear submergence", *DownToEarth*, 19 June 2017.

Deuxièmement, les auteurs énumèrent certains des impacts déjà visibles du changement climatique, de l'érosion des sols et du manque d'eau. Ils passent de ce constat au risque croissant de sur-exploitation. Mais n'est-ce pas plutôt la sur-exploitation qui génère l'érosion ? Bien sûr ici le propos est très général, mais le passage par des cas particuliers tend à étayer l'hypothèse inverse : c'est bien la destruction des forêts par l'industrie du bois et l'abattage illégal qui favorise l'érosion au Rajasthan, et non l'érosion qui cause la surexploitation. De fait, la surexploitation et les dégradations environnementales vont de pair, comme le recours massif aux pesticides ou les brûlis des champs dans l'Haryana.

En revanche, il n'est pas absurde de penser avec les trois auteurs de ce rapport que la dégradation des sols entraîne une migration, cela s'observe. En Inde, les migrations entre campagnes et villes sont communes, mais il s'agit souvent moins d'un départ définitif que d'un moyen de conserver les terres et un style de vie en partant en ville chercher le travail complémentaire qui manque au village, pour mieux revenir. Par exemple, neuf dixièmes des quarante gardiens de sécurité privé que j'ai interrogés à ce sujet durant mes recherches de thèse à Delhi étaient originaires d'un autre État. Près de la moitié d'entre eux était originaire de l'état rural et pauvre du Bihar. La migration temporaire est une solution d'adaptation, certainement pas un

danger : à Delhi elle fournit aux riches la main-d'œuvre nécessaire à leurs désirs, dont celui de sécurité et d'exclusivité (Carrière, 2018). L'exode rural existe bien entendu également, et il est bien alimenté par la misère rurale et les déplacements de populations aux profits des projets industriels, comme dans la vallée de la Namrada où la construction de barrages a déplacé des dizaines de milliers de personnes.

Les migrations, en Asie du Sud en tout cas, ne génèrent pas de conflits internationaux : il ne s'agit jamais d'une invasion. L'Inde a clôturé sa frontière avec le Bangladesh, et régulièrement des malheureux trouvent la mort le long de ces barbelés. Les protestations du Bangladesh ne mènent pas à un ultimatum. De fait, la question des migrations climatiques reste ouverte. En Inde continentale, il est délicat dans la plupart des cas d'attribuer le choix de la migration au changement climatique, plutôt qu'aux conditions économiques, au moins avant quelques années – la montée du niveau de la mer s'accélère, et le cas des îles Salomon disparues est encore l'exception. Surtout, la décision de migrer dépend du capital social, humain et économique des individus concernés. On ne peut donc pas, comme le font Ghazi, Muniruzzaman, et Singh, passer de l'immigration aux conflits en supposant une causalité évidente de l'une à l'autre sauf à reproduire le sombre imaginaire raciste et identitariste du Camps des Saints (Raspail, [1973] 2011), et à délaisser une approche scientifique rigoureuse, et toute politique rationnelle. Dans son livre publié une première fois en 1973, devenu classique à l'extrême droite, Jean Raspail imagine l'arrivée sur les côtes européennes d'un million de migrants originaires d'Asie du Sud qui détruisent l'Europe en exigeant d'en partager les richesses. L'image de migrants en grandes colonnes de malheureux frappe l'imagination. En Inde, elle ne renvoie pas aux réalités des migrations climatiques, mais aux images de la Partition de 1947 : dans ce cas comme dans d'autres, ce sont bien les violences qui ont provoqué le départ des réfugiés, et non les réfugiés qui ont provoqué la violence.

Enfin, les trois officiers notent que la réduction de la pauvreté ne doit pas se faire « aux dépens, par exemple, de la couverture forestière ». La réduction de la pauvreté est évidemment souhaitable. Mais en Inde, la réduction de la couverture forestière est allée au contraire de pair avec l'appauvrissement des populations, souvent tribales, qui y vivent. Pour simplifier une géographie comme une démographie particulièrement complexe, on peut dire que les forêts indiennes sont le lieu de vie des Adivasis, qui revendiquent d'être les premiers habitants du sous-continent. Ils sont les victimes de discriminations systématiques depuis la colonisation britannique. L'exploitation du bois depuis l'époque coloniale, réalisée aujourd'hui par les industries extractives ou papetières (Benbalaali, 2018), s'est toujours faite dans la violence, et en utilisant la force face aux oppositions. Les forêts ne doivent pas être comprises comme une ressource vide, ou gênante pour l'exploitation d'une autre, mais comme un espace habité par des individus qui l'aménagent. Si la destruction de l'environnement et la pauvreté peuvent aller de pair, on peut proposer *a contrario* que l'intégration de ces populations dans la société indienne, ainsi

que le respect de leur gestion de l'environnement, permette de mieux protéger les forêts.

Chasseur Adivasi dans l'Odisha. (© 2017 / Jagdish Singh.) // Adivasi hunter in Odisha. (© 2017 / Jagdish Singh.)

L'argument employé par l'Inde, jusqu'à une époque récente, dans les négociations pour le climat, était de refuser les restrictions sur l'utilisation du charbon au motif que sa croissance économique, et donc le niveau de vie de sa population, en dépendait. Elle ajoute n'être responsable que d'une infime partie des gaz à effet de serre rejetés dans l'atmosphère depuis la révolution industrielle (1850) : 3 %, à comparer aux États-Unis qui ont émis 27 % de ces gaz (Agarwal & Narain, 2003).

La réponse à l'urgence environnementale – chaque jour plus impérieuse – dépend de choix politiques à toutes les échelles, et la réduction des gaz à effet de serre comme l'adaptation peuvent être d'autant plus difficiles et violentes si elles sont guidées par une méconnaissance des enjeux ou par une « course à l'armement environnemental » qui les militariserait. En effet, ce n'est pas la pauvreté qui est à la source des dégradations environnementales, ni celles-ci de la violence, mais un système d'exploitation qui produit les deux. Il importe de mettre en cause les sources de la pauvreté comme des dégradations environnementales sans faire peser sur leurs premières victimes la responsabilité d'un système dont elles ne bénéficient même pas.

BIBLIOGRAPHIE/ BIBLIOGRAPHY

Agarwal, Anil, & Sunita Narain, *Global Warming in an Unequal World : A Case of Environmental Colonialism*, 2003, 37 p.

Benbalaali, Dalel, « Bhadrachalam Sheduled Area, Telangana », *in* Alpa Shah, *Ground down by Growth : Tribe, Caste, Class and Inequality in Twenty-First-Century India*, Londres, Pluto Press, 2018, p. 115-142.

Carrière, Damien, *Filtering Class through Space : Security Guards and Urban Territories in Delhi, India*, Minneapolis/Paris, University of Minnesota/ Université Paris Sorbonne Cité, 2018, 383 p.

—, « Les Forces de Police Armées en Inde, entre croissance et polyvalence », *Note de recherche de l'IRSEM* 94, avril 2020, p. 16.

Ghazi, Tariq Wasem, Muniruzzaman, A.N.M. & Singh, A.K., « Climate Change & Security in South Asia : Cooperating for Peace », *GMACCC Paper* 2, La Hague,

Institute for Environmental Security/ Global Military Advisory Council on Climate Change, 2016, 34 p.
Im, Eun-Soon, S. Pal, Jeremy & Eltahir, Elfatih A. B., « Deadly Heat Waves Projected in the Densely Populated Agricultural Regions of South Asia », *Science Advances* 3 (8), e1603322, 2017, 7 p.
Jitendra, « As Sardar Sarovar Dam's Gates Get Shut, 192 Villages Fear Submergence », *DownToEarth*, 19 juin 2017.
Raspail, Jean, *Le Camp des saints* ; précédé de *Big Other*, Paris, Robert Laffont, 2011, 396 p.

SHOULD WE PREVENT POOR PEOPLE FROM DESTROYING THE PLANET TO LIVE IN PEACE?

Damien Carrière
Post-doctoral associate at IRSEM and CESSMA
September 2020

News on the state of the environment in India is getting more worrisome by the week. The last weeks of confinement has made the air of major Indian cities breathable again. This made their usual degree of pollution, largely caused by vehicular traffic, even more glaring. A hurricane hit the east cost, and another the west, a rare event for the season. Swarms of locusts have devastated crops in the centre of the country. Heatwave are intensifying every year. They threaten to render swathes of the country, like Rajasthan and Delhi, uninhabitable. There the "wet bulb" temperature, that is to say a measurement that includes cooling by evaporation and thereby permits to assess the capacity of mammals to lose temperature by transpiration, threatens to pass critical levels. Despite the increasing climatic instability, environmental degradation does not stop. Concerns are growing about the sustainability of the current economic models of production and exchange. The worsening inequalities, submersion of part of arable land as well as coastal urban zones, and the decreasing harvests, are perceived as signs of a future destabilisation of states that would lead to cycles of violence in India and elsewhere. I propose on the contrary that violence and environmental degradations feed into each other. In India, the violence that has always accompanied economic development, weights in particular on the poorest populations, in particular tribal populations like the Adivasis, who form approximately 8% of the population of the country, and Dalits (known as "untouchables") who make by and large 16% of this general population.

I take an example from the "grey literature", in this case, a report emanating from a think tank aiming at influencing decision makers. I show how it constructs a discourse that postulates a link between environmental degradation and violence, while pointing fingers at the poorest populations, instead of at our system of exchange and production of goods. The poor will be the first victims of environmental degradations like, global warming. Their capabilities are the first to be reduced, they are the one who might be forcefully displaced, who might have no other choice but migrating, who will be starved by the climbing price of crops linked with speculations on decreasing harvests. The purposefully provocative title of this paper underlines the inanity of the theories that make of the poor the culprits of environmental degradations.

The report of the Global Military Advisory Council on Climate Change, "Climate Change & Security in South Asia" (2016) is written by three retired high ranking officers of the Indian, Pakistani, and Bengladeshi armies. It grasps with the problem of environmental degradation and militarises it. This means

that it answers global warming, and destruction of natural resources, with the preparedness of military forces. This is not an issue when armies are tasked with rescuing populations, like during hurricane Fani in Orissa in 2018. It becomes a problem if militarisation is taken in lieu of environmental policy, and if that preparation thinks of adaptation only in terms of combating violence. And in this case, the reports holds that environmental degradations will generate violence that can go up to wars, and against which armies should be prepared, as well as humanitarian operations that should be anticipated. India being a federal country, the armies and the central armed police forces that are deployed in the latter cases to assist local authorities, like they are deployed to protect mines or to suppress the revolts that regularly flare in India's forest, in particular in the state of Chhattisgarh (Carrière, 2020).

I quote this report:

> "It has been said that 'poverty is the biggest polluter' as the poor have nothing but their immediate environment to exploit for their livelihoods. As the impacts of climate change will directly affect that environment by droughts, erosion, water shortages, there is increasing risk of overexploitation, induced migration and growing stress on law and order, resulting in conflicts. The snake would bite its own tail, if poverty abatement would go at the cost of e.g. forest cover, an essential element in adaptation against climate change." (Ghazi, Muniruzzaman & Singh, 2016, p. 17).

This paragraph puts in few words the chain of ideas that are to be found in large sets of this grey literature.

Firstly, if "poverty is the biggest polluter as the poor have nothing but their immediate environment to exploit" then it follows that the rich preserve their environment by exploiting that of others. It is the essence of what is called environmental colonialism. On the one hand, the poor cannot outsource the management of the by-products of their lifestyles, like rubbish collection and management. On the other hand, it appears that the three authors do not consider the exploitation of distant environments to be a cause of environmental degradation. Finally, they do not interrogate the macro-economic or historic roots of poverty, which lay in the exploitation of the poorest at the profit of the richest. Accusing the poorest of degrading the environment refer to neo-malthusian theories, which make the population growth a risk for the planet, without interrogating the difference of impacts between the lifestyle of the few and that of the many.

Secondly, the authors Ghazi, Muniruzzaman, and Singh enumerate already visible impacts of global warming, soil erosion and water scarcity. They move from those observations to the "growing risk of over-exploitation", without distinguishing which is the cause of the other. Yet is not it rather over-exploitation of soils that generate erosion? Of course here the statements are extremely general, yet significant examples tend to support the reverse causal relation: It is unchecked mechanized irrigation salinates the fields of Gujarat, and not the reverse. It is the destruction of forests and illegal lodging that favours the

erosion, and lower rainfall, in Rajasthan. Indeed, overexploitation and environmental degradations are going together, like the massive recourse to pesticides and stubble burning in the fields of Haryana. However, it is not absurd to think with the authors that the degradation of soils and landscape can be the cause of internal migration, that is observable. In India the migrations between countryside and cities are commonplace. Yet is often less a definitive departure than a way to preserve a lifestyle or a familial exploitation by finding in the city the funds and seasonal work that cannot be met in the village.

Nine tenth of the security guards I interviewed in Delhi during my dissertation fieldwork were coming from another state. Nearly half were from the impoverished rural state of Bihar, and most were aspiring to go back to their familial land at some point in the future. Temporary migration is a form of adaptation, certainly not a danger: In Delhi it provides to the rich the manpower necessary for the realisation of their desires, including that of security and exclusivity (Carrière, 2018). Permanent migration from the countryside obviously also exists, yet again, it is nourished by poverty and the construction of large industrial projects, like in the valley of the Narmada, where a set of giant dams have caused the displacement of dozen of thousands of people.

Migrations, at least in South Asia, have not degenerated into conflicts and wars: A migration is not an invasion. India has closed and militarized its border with Bangladesh. Migrants find death on this wall regularly. The diplomatic protests of Bangladesh are unlikely to lead to an ultimatum. Indeed, the question of climate changed induced migration remains open. In India, it remains difficult to attribute migrations to climate change rather than to economic conditions, at least for now – sea level rise is accelerating, yet the case of the disappearing Solomon Islands remains the exception. Mostly, the decision to migrate depends on the human, social and economic capital of individuals. It is therefore not accurate to assert the existence of a causal link between migration and wars. This unless one reproduces the racist and identity imaginary of The Camps of the Saints (Raspail, [1971] 2016), and abandon a scientific approach, and all rational policies. In his book, now a classic of the extreme right, Jean Raspail imagines the arrival on European shores of millions of migrants from South Asia, who destroy Europe and demand to share its riches. The image of migrants in long columns of hapless people mark the imagination. Yet in India, it does not refer to the realities of climate migrations, but to the images of the Partition between India and Pakistan in 1947: in that case like in many others, it is violences that have thrown these millions of people on the road, not the refugees that have caused the violence, even less the war.

Lastly, the three officers rightly note that the reduction of poverty should not be made at the expense, "of forest cover". The reduction of poverty remains undeniable a goal. Yet so far in India, it is the destruction of forests that has gone hand in hand with the impoverishing of the populations, often tribal, that inhabit them. To simplify outrageously a rich and complex demography and geography, it can be said that Indian forests host populations of Adivasis, who claim to be the first inhabitants of the subcontinent. They have been largely

discriminated against since the British colonisation. Lodging since colonial time, and the coal and paper industries nowadays (Benbalaali, 2018), have used force and violence against them and against any oppositions. Forest should not be understood as an empty resource, or as a nuisance for the exploitation of another, but as an inhabited space that is managed and produced by the people inhabiting it. If the destruction of environment and poverty go hand in hand, we could propose, by contrast, that the integration of those populations in Indian society, with the respect for their lifestyle and management of their environment, would protect forest better than the current policies of poverty reduction.

The argument leveraged by India, until recently during climate negotiations, was to refuse restrictions in the use of coal because its economic growth and the quality of life of most of its population needed this cheap energy. It is also true that India is responsible, since the industrial revolution (c 1850), of only 3% of greenhouse gases emissions by contrast with the 27% emitted by the United States in the same period (Agarwal & Narain, 2003).

The response to the environmental and climatic emergency – every day more urgent – depends on political choices at all scales, and the reduction of greenhouse gases as well as the adaptation to the change can be furthermore difficult and violent if is misguided on what is at stake, or by a militarization of the environmental question. Poverty is not the cause of environmental degradations, and the latter does not trigger violence. The exploitative system of production under which we live is at the source of both. It is crucial to question the source of poverty as well as that of environmental degradation without blaming their victims for a system from which they so marginally benefit.

N'EST PAS CARAVANIER QUI VEUT ! OU L'ART DE NAVIGUER ENTRE LŒSS ET STEPPES (XVIIIE-XXE SIÈCLE)

Laurent Chircop-Reyes
Chercheur au CEFC, associé au CECMC-CCJ et à l'IrAsia
Octobre 2021

Une caravane de chameaux en Mongolie intérieure, début XXe siècle. (Source : archive photographique tirée de l'ouvrage Yadong yin hua ji, 亞東印畫輯, 1924.) // A camel caravan in Inner Mongolia, early 20th century. (Source: photographic archive from the book *Yadong yin hua ji* 亞東印畫輯, 1924.)

L'étude des mobilités historiques invite à réfléchir sur l'adaptation aux changements environnementaux et sociaux, aux différentes manières qu'avait l'humain d'interagir avec son milieu en contexte d'incertitude, de crises économiques et sociales ou en milieux hostiles, ainsi qu'aux multiples façons dont plusieurs communautés ont pu pratiquer l'espace en se déplaçant. Plusieurs travaux de très grande qualité ont porté sur la mobilité humaine, en Asie comme dans d'autres régions du monde (pour l'Asie voir par exemple les travaux de Guerassimoff *et al.*, 2020 ; Jami, 2014 ; Li, 2010 ; Wang, 2021 ; ou dans d'autres régions voir Noiriel, 2008 ; Ahmida, 2009). Toutefois, beaucoup de questions restent à élucider concernant le fonctionnement pluriel de la mobilité humaine chinoise outre-terre au Nord (voir Illus. 3), et les différents savoirs locaux mis en œuvre par les caravaniers et les communautés migrantes avant et au tournant du XXe siècle.

Dans cet article, nous tentons de comprendre le fonctionnement pluriel des circulations, notamment dans des espaces où se déployaient les trajectoires de différents groupes en milieux hostiles et en périphérie du champ d'action politique. Nous évoquons en particulier ce que requérait le fait de se déplacer à travers ces régions avant les grands cycles de modernisation du début du XXe siècle.

DES DÉPLACEMENTS CONTRAINTS ET RISQUÉS

Il en coûtait parfois la vie à ceux qui traversaient le plateau de Lœss et les steppes sino-mongoles. Avant la première moitié du XXe siècle, ces espaces isolés étaient effectivement risqués, pour des raisons naturelles et humaines.

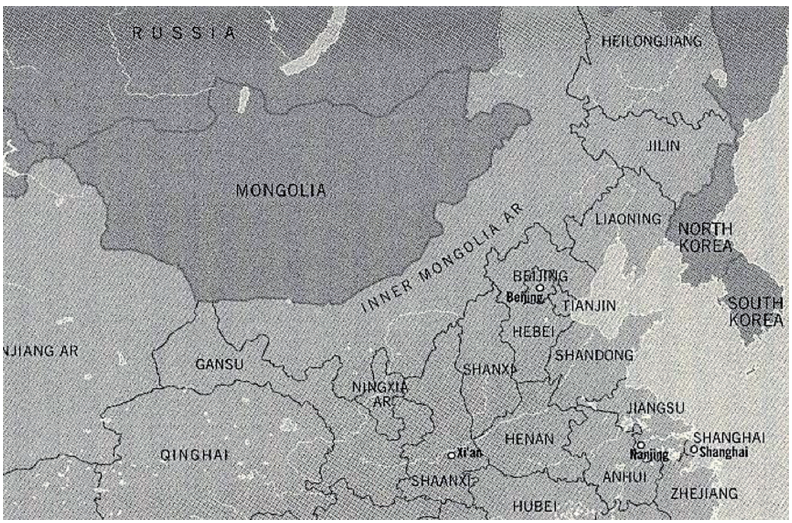
Venteuses et glaciales l'hiver, soumises à une sécheresse intense l'été, ces régions se caractérisaient également par une relative absence étatique. Différentes formes de brigandage s'exerçaient alors sur les caravanes qui sillonnaient vers le nord et l'ouest surtout à partir de Shahukou (Shanxi Nord)

(voir Illus. 5 et 7), aussi appelé la « porte [vers] l'Ouest » (Xikou 西口). Les exactions violentaient en particulier les groupes se déplaçant avec des biens de grande valeur, comme les marchands de la province du Shanxi (Jinshang 晉商), dont certaines familles partaient faire commerce au loin et migrer jusqu'à Kiakhta, une « ville-négoce » (*maimaicheng* 買賣城), en Russie mais également des migrants nourrissant l'espoir d'une vie meilleure dans l'immensité des steppes « au-delà des fortifications » (*saiwai* 塞外). Issus de professions diversifiées (agriculteurs, artisans et aussi commerçants), les migrants étaient forcés de quitter le Shanxi et les provinces environnantes (Shaanxi, Hebei) à partir du

Illus. 2 : Les provinces sous les Qing et fortifications au Nord après 1550. (Source : William T. Rowe, *China's Last Empire. The Great Qing*, 2009.) // Illus. 2: Provinces in Qing China and Great Wall after 1550. (Source: William T. Rowe, *China's Last Empire. The Great Qing*, 2009.)

XVe siècle, entre autres à cause de problèmes environnementaux (sécheresse, aridité des sols) et de surpopulation.

Marchands et migrants peinaient à assurer leur propre sécurité mais les négociants puissants et organisés en corporation pouvaient solliciter les services de protection privée de professionnels de l'escorte caravanière (*baobiao hangye* 保鏢行業). Entre le XVIIIe et le début du XXe siècle, les maîtres-escortes (*biaoshi* 鏢師), en tant qu'acteurs interstitiels, établissaient un pont entre marchands et brigands d'une part, et participaient au maintien du négoce transrégional comme aux balisages des pistes pour les voyages commerciaux et migratoires, d'autre part. Des travaux sur le phénomène des compagnies d'escorte (*biaoju* 鏢局), au travers desquelles ces caravaniers exerçaient formellement leur profession, nous ont permis d'en apprendre beaucoup sur le rôle des savoirs pour se déplacer en contexte d'insécurité. Ces travaux s'intéressent surtout aux savoirs communicationnels (codes verbaux et non verbaux, jargons, parlers véhiculaires) et défensifs (pratiques martiales).



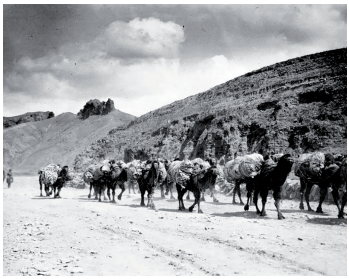
Illus. 3 : Provinces de la Chine du Nord actuelle. (Source : William T. Rowe, 2009.) // Illus. 3: Current Northern China Provinces. (Source: William T. Rowe, 2009.)

Toutefois, ces déplacements sous escorte ne sont que la partie émergée de la mobilité humaine chinoise outre-terre au Nord.

MARCHER VERS L'OUEST

Itinéraires commerciaux et migrations se sont mutuellement nourris sur plusieurs générations en Chine du Nord. Certains ont façonné le phénomène « *zou Xikou* 走西口 » (« marcher [à travers] la porte de l'Ouest »). Ce terme, issu du folklore local, fait référence aux chants, danses, et opéras locaux pratiqués

encore aujourd'hui par les habitants du Shanxi, dont les ancêtres avaient autrefois migré vers le nord-ouest. Ces récits racontent, entre autres, la nostalgie de la terre natale, mais aussi la pénibilité et le caractère dangereux des voyages au cours desquels les caravanes étaient régulièrement victimes du brigandage. *Zou Xikou* possède ainsi une dimension historique et culturelle locale forte. Son héritage actuel constitue une source précieuse de données de terrain.



Illus. 4 : Une caravane de marchandises sur chameaux entre la province du Shanxi et celle du Hebei. (Source : T. C. Chamberlin, 1909.) // Illus. 4: A caravan of goods on camels between Shanxi and Hebei provinces. (Source: T. C. Chamberlin, 1909.)

Ces mobilités ont parallèlement participé à façonner les « routes commerciales du thé » sino-russes (*chaye shanglu* 茶葉商路) au début du XVIIIe siècle. L'installation des habitants du Shanxi le long de ces trajets devait être

Illus. 5 : Routes balisées et empruntées par les compagnies d'escorte sous les Qing. (Source : Liu Yinghai & Qiao Zengguang, *Biaoxing sihai* 鏢行四海, 2014). // Illus. 5: Routes recognised and taken by escort companies during the Qing period. (Source: Liu Yinghai, Qiao Zengguang, *Biaoxing sihai* 鏢行四海, 2014.)

temporaire. En partie pour des raisons liées au respect des cultes aux ancêtres. Mais, Cui Sipeng et Wang Chunxin (2017) nous font remarquer que, pour ne pas « déshonorer les familles restées au pays », seuls les groupes qui « réussissaient dans le négoce pouvaient nourrir l'espoir de retourner sur leur terre natale ».

Aucune étude à ce jour ne permet d'indiquer un nombre précis des habitants du Shanxi ayant quitté la province pour aller faire commerce et migrer vers le nord-ouest. Comparativement, l'on possède des données plus précises pour les migrations vers le nord-est, appelées la « ruée vers la Mandchourie » (*chuang Guandong* 闖關東) – litt. « ruée vers la passe de l'Est ». Un rapport effectué en 1933 (Zhang, 2001, p. 322) indique le chiffre (sous-estimé) de 170 000 habitants ayant migré vers les provinces du Jilin, Liaoning, Heilongjiang, ainsi que dans les régions sibériennes et de l'actuelle Mongolie-Intérieure. Des représentants de sociétés marchandes du Shanxi, qui ont migré en Russie, puis sont retournés dans leur province suite à la révolution d'Octobre en 1917, ont estimé qu'au début du XXe siècle plus de 10 000 marchands du Shanxi étaient installés en Russie. Migration et commerce constituaient, d'après l'historien Zhang Zhengming (2001), les deux activités les plus ordinaires de la vie quotidienne des habitants du Shanxi.

SCIENCE DU DÉPLACEMENT

De quoi les caravanes marchandes longues distances se composaient-elles ? Tout d'abord, les animaux étaient indispensables. Il s'agissait d'animaux exploités pour leur force de portage (chameaux, mulets et chevaux), mais aussi pour l'aspect sécuritaire (chiens de garde) ou communicationnel (pigeons domestiqués). Alors que le mulet accompagnait (et accompagne toujours d'ailleurs) les caravanes du Yunnan vers les régions tibétaines, birmanes et vietnamiennes (Ma Jianxiong, 2016), le chameau, véritable « vaisseau du désert », réputé pour son endurance et sa résistance, tenait un rôle central dans ces expéditions. L'envergure caravanière était en moyenne variable entre vingt et quatre-vingts individus et une centaine d'animaux par expédition. Incomparable, certes, avec le nombre colossal des familles de caravaniers subsahariens entre le VIIIe et le XVIe siècle, qui pouvaient conduire des caravanes de milliers de dromadaires pour se prémunir des attaques de brigands (Nantet, 2008). Afin de pallier le problème du brigandage, les marchands du Shanxi confiaient ainsi leurs marchandises à des milices privées armées, dont certaines entretenaient des rapports « amicaux » tacites avec les brigands pour « louer le passage » (*jielu* 借路) des caravanes. Notons que ce négoce de passage fonctionnait de deux façons : les caravaniers achetaient leur chemin aux brigands, et ces derniers pouvaient également acheter leur circulation aux soldats réguliers postés aux postes-frontières interrégionaux (*guankou* 關口).

Les caravanes du Shanxi (aussi celles du Hebei et du Shandong) avaient donc ceci de singulier qu'elles se composaient de professionnels de l'escorte (*biaohang* 鏢行). C'est-à-dire des spécialistes maîtrisant, entre autres, les techniques de transport à la force humaine (conduite de charrettes à bras), les

jargons de brigands et les parlers locaux (tel que le « parler noir », *heihua* 黑話), ainsi que les techniques martiales et l'usage du fusil. Les escorteurs comme leurs compagnies appartenaient à des lignées familiales ou claniques d'écoles de pratiques martiales, et le recrutement au sein d'une compagnie s'effectuait en interne et dans les règles de la filiation concernée. Les membres d'une compagnie d'escorte possédaient un statut différent selon leur ancienneté et leurs compétences, et selon les savoirs qu'ils possédaient par disposition naturelle ou transmission. Par exemple, il y a ceux qui sont recrutés pour leurs connaissances de l'environnement et des moyens de communiquer avec les différents groupes locaux, ou pour leur maîtrise d'un savoir-faire particulier (soigneur, artisan). Il y a également ceux qui sont recrutés pour leur bonne vue, d'autres pour leur ouïe fine, d'autre encore pour leur sensibilité olfactive – savoir reconnaître à quel animal appartient telle odeur (grâce aux matières fécales) afin de détecter la présence éventuelle de brigands, qui se déplacent généralement avec des chevaux.

Illus. 6 : Passage d'une charrette à bras dans une vallée lœssique au nord du Shanxi. (Source : *Yadong yinhua ji*, 1924.) // Illus. 6: A handcart passing through a lœssic valley in northern Shanxi. (Source: *Yadong yinhua ji*, 1924.)

Les voyages longues distances nécessitaient un sens aiguisé de l'orientation et une « lecture » fine de l'environnement. Ces paramètres étaient vitaux pour ne pas s'égarer et pouvoir repérer l'emplacement des points d'eau. Une expédition pouvait prendre entre un et trois mois du Shanxi au Hebei ou à la Mongolie-Intérieure, voire six mois jusqu'à la frontière russe. Les caravaniers étaient aussi concernés par les conditions naturelles délétères. Une simple gerçure mal guérie ou une lésion superficielle de la peau peut provoquer des crevasses, s'ensuivant une infection cutanée, de la fièvre, etc., et est susceptible de compromettre la progression de l'ensemble du groupe. Parmi les nombreuses « prescriptions » à suivre, il y avait celle de ne pas se laver pendant toute la traversée. Ils se protégeaient ainsi du climat sec et froid en laissant la graisse sécrétée par les pores de la peau s'accumuler et recouvrir le visage jusqu'à former une protection efficace contre le vent et le sable. Se déplacer à travers ces espaces impliquait de maîtriser les techniques de production du feu, d'aménagement d'habitats troglodytiques, etc. Les maîtres-escortes avaient, par crainte d'empoisonnement, l'interdiction formelle de manger de la nourriture des auberges. Ces dernières, qui s'apparentaient à de modestes caravansérails, étaient des haltes de repos sur la route, sans pour autant représenter des lieux de confiances.

D'après la tradition orale locale, il n'était pas rare que les aubergistes soient associés aux brigands du coin.

Illus. 7 : Une ancienne piste à Shahukou 杀虎口, « frontière » Shanxi/Mongolie-Intérieure. (© juin 2018 / Laurent Chircop-Reyes.) // Illus. 7: An ancient route in Shahukou 杀虎口, Shanxi/Inner Mongolia "border". (© June2018 / Laurent Chircop-Reyes.)

Les études menées sur les conditions de mobilité humaine chinoise outre-terre au Nord (voir Illus. 2 & 3) antérieure au XXe siècle indiquent que les caravaniers ne pouvaient se passer d'individus maîtrisant des savoirs locaux et des techniques les plus élémentaires du quotidien. Elles mettent en avant la pertinence d'investigations d'une quotidienneté jusqu'ici peu investiguée dont l'apparente « banalité » révèle des situations riches d'enseignements sur les savoir-faire (savoir réparer et fabriquer des chaussures par exemple) et le fonctionnement social.

BIBLIOGRAPHIE/ BIBLIOGRAPHY

Ahmida, Ali Abdullatif, *Bridges Across the Sahara : Social, Economic, and Cultural Impact of the Trans-Sahara Trade During the 19th and the 20th Centuries*, Cambridge, Cambridge Scholars Publishing, 2009, 231 p.

Chircop-Reyes, Laurent, *Maîtres-escortes. Trajectoires d'une martialité, du corps social aux savoirs du corps. Chine du Nord, XVIIIe-début XXe siècles*, Paris, Maisonneuve & Larose nouvelles éditions/Hémisphères, (à paraître).

—, « Merchants, Brigands and Escorts : an Anthropological Approach to the Biaoju 鏢局 Phenomenon in Northern China », *in* Paolo Santangelo (éd.), *Ming Qing Studies*, 2018, p. 123-149.

—, « Le "parler noir", *heihua* 黑話. Étude du jargon des caravaniers et des brigands en Chine impériale tardive », *Études Chinoises*, 2021, p. 345-372.

Cui Sipeng 崔思朋, Wang Chunxin 王春馨, « Qing Daoguang shiqi Shanxiren "zou Xikou" cheng yin tanxi » 清道光時期山西人'走西口'成因探析 [Les causes de la « marche vers l'ouest » des habitants du Shanxi sous le règne de Daoguang, dynastie Qing], *Journal of Taiyuan Normal University*, vol. 3, n° 3, 2017, p. 16-19.

Guérassimoff, Éric, Hardy, Andrew, Nguyen, Phuong Ngoc & Poisson, Emmanuel, *Les migrations impériales au Vietnam. Travail et colonisation dans l'empire pacifique français, XIXe-XXe siècles*, Paris, Maisonneuve & Larose nouvelles éditions/Hémisphères, 2020, 395 p.

Jami, Catherine (éd.), Mobilité humaine et circulation des savoirs techniques (XVIIe-XIXe siècles), *Extrême-Orient Extrême-Occident* 36, 2014, 225 p.

Liu Yinghai 劉映海, Qiao Zengguang 喬增光, *Biaoxing sihai* 鏢行四海 [Quand les escorteurs caravaniers sillonnaient la Chine], Taiyuan, Shanxi jiaoyu, 2014, 203 p.
Li, Zhiting 李治亭, « Chuang guandong yu zouxikou de bijiao yanjiu » 闖關東與走西口的比較研究 [Étude comparative entre la « ruée vers la Mandchourie et la « marche vers la porte de l'Ouest »], *Dongbei wenhua* 3, 2010, p. 33-40.
Ma, Jianxiong, Ma, Cunzhao, « The Mule Caravans as Cross-Border Networks : Local Bands and their Stretch on the Frontier between Yunnan and Burma », *in* S. Oh (éd.), *Myanmar's Mountain and Maritime Borderscapes : Local Practices, Boudary-Making and Figured Worlds*, Singapour, ISEAS-Yusof Ishak Institute, 2016, p. 237-257.
Noiriel, Gérard, « L'Immigration : naissance d'un "problème" (1881-1883) », *Agone* 40, 2008, p. 15-40.
Wang, Yi, *Transforming Inner Mongolia : Commerce, Migration and Colonization on the Qing Frontier*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2021, 354 p.
Zhang, Zhengming 張正明, *Jinshang xingshuai shi* 晉商興衰史 [Histoire de l'ascension et du déclin des marchands du Shanxi], Taiyuan, Shanxi guji, 2001, 383 p.

WHAT IT TAKES TO BE A CARAVANNER? THE ART OF MOVING ACROSS LOESS AND STEPPE (18TH-20TH)

Laurent Chircop-Reyes
Researcher at CEFC & associated at CECMC-CCJ and IrAsia
October 2021

The study of historical mobility invites reflection on adaptation to environmental and social change. The different ways in which humans interacted with their environment in the context of uncertainty, economic and social crises or hostile conditions, as well as the multiple ways in which various communities have practised space by moving. There are many excellent works on human mobility, both in Asia and in other parts of the world (for Asia see for example Guerassimoff *et al.*, 2020; Jami, 2014; Li, 2010; Wang, 2021; or in other regions see Noiriel, 2008; Ahmida, 2009). They are too numerous to mention here. However, it seems to me that many questions remain unanswered concerning the plural functioning of Chinese human mobility across the land in the North (see Illus. 3), and the different local knowledge used to move by caravanners and migrant communities before and at the turn of the twentieth century.

In this article, we attempt to understand the plural functioning of circulations, particularly in spaces where the trajectories of different groups were deployed in hostile environments and on the periphery of the scope of political action. In particular, we discuss what it took to move through these regions before the great cycles of modernisation at the beginning of the twentieth century.

CONSTRAINED AND RISKY TRAVEL

The cost of crossing the Loess Plateau and the Sino-Mongolian steppe was sometimes high. Before the first half of the twentieth century, these remote areas were indeed risky, for natural and human reasons. Windy and icy in winter, subject to intense drought in summer, these regions were also characterised by a relative absence of government. Various forms of brigandage were practised on caravans travelling north and west, especially from Shahukou (Northern Shanxi) (see Illus. 5 & 7), also known as the "gateway to the West" (Xikou 西口). The abuses were particularly violent against groups moving with high-value goods, such as merchants from Shanxi Province (Jinshang 晉商), some of whose families went to trade far away and migrated as far as Kiakhta, a "trade town" (*maimaicheng* 買賣城) in Russia. But also migrants with hopes of a better life in the vastness of the steppe "beyond the fortifications" (*saiwai* 塞外). Coming from diverse professions (farmers, artisans and also traders), they were forced to leave Shanxi and the surrounding provinces (Shaanxi, Hebei) from the fifteenth century onwards, among other

reasons because of environmental problems (drought, aridity of the soil) and overpopulation.

Merchants and migrants struggled to provide their own security. However, the powerful and corporately organised merchants could still seek the private protection services of escort-caravaners (*baobiao*). Between the eighteenth and early twentieth centuries, escort-masters (*biaoshi* 鏢師), as interstitial actors, bridged the gap between merchants and brigands, on the one hand, and participated in the maintenance of trans-regional trade as well as in the marking of trails for commercial and migratory journeys, on the other. Some previous work (including my own) on the phenomenon of escort companies (*biaoju* 鏢局) has enabled us to learn a great deal about the role of knowledge for moving in a context of insecurity. These studies concern especially communicative knowledge (verbal and non-verbal codes, jargon, vehicular language) and defensive knowledge (martial arts practices).

However, these escorted human circulation are only the tip of the iceberg that was Chinese human mobility in the North.

WALKING TO THE WEST

Trade routes and migrations were intensely connected over several generations in North China. Some have shaped the phenomenon of "*zou Xikou* 走西口" (walking [towards] the West gate). This term is derived from local folklore. It refers to the local songs, dances, and operas still practised today by the people of Shanxi, whose ancestors once migrated to the north-west. These stories tell, among other things, of the nostalgia for the native land, but also of the arduous and dangerous nature of the journeys during which the caravans were regularly victims of brigandage. *Zou Xikou* thus has a strong local historical and cultural dimension. Its present-day heritage is a valuable source of field data.

This mobility also participated to shape the sino-russian "tea trade routes" (*chaye shanglu* 茶葉商路) in the early eighteenth century. The settlement of Shanxi people along these routes was supposed to be temporary. Partly for reasons related to respect for ancestor cults. But Cui Sipeng and Wang Chunxin (2017) point out to us that, in order not to "dishonour the families left behind", only those groups who were "successful in trade could harbour the hope of returning to their homeland".

No study to date can indicate a precise number of Shanxi people who left the province to trade and migrate to the north-west. In comparison, more accurate data are available for the north-eastern migration, known as the "Manchuria rush" (*chuang Guandong* 闖關東) – lit. "East gate rush". A report in 1933 (Zhang, 2001, p. 322) gives the (underestimated) figure of 170,000 having migrated to the provinces of Jilin, Liaoning, Heilongjiang, as well as to the Siberian and current Inner Mongolia regions. Representatives of Shanxi merchant companies, who migrated to Russia and then returned to their province following the October Revolution in 1917, estimated that at the beginning of the twentieth century more than 10,000 Shanxi merchants were living in Russia. Migration and trade

were, according to historian Zhang Zhengming (2001), the two most common activities in the daily lives of Shanxi people.

DESERT SHIP AND PROFESSIONAL ESCORT

What did long-distance caravan trade consist of? First, animals were indispensable. These were animals exploited for their carrying power (camels, mules and horses), but also for security (guard dogs) or communication (domesticated pigeons). While the mule accompanied (and still does) the caravans from Yunnan to the Tibetan, Burmese and Vietnamese regions (Ma Jianxiong, 2016), the camel, a true "desert ship", renowned for its endurance and resistance, played a central role in these expeditions. The caravan size varied between twenty and eighty individuals, and a hundred animals per expedition. This is of course incomparable with the colossal number of sub-Saharan caravan families between the 8th and 16th centuries, who could lead caravans of thousands of dromedaries to protect themselves from brigand attacks (Nantet, 2008). In order to overcome the problem of brigandage, the Shanxi Merchants entrusted their goods to private armed militias, some of which maintained tacit "friendly" relationships with the brigands to "rent the passage" (*jielu* 借路) of the caravans. Note that this passageway trade worked in two ways: the caravanners bought their way from the brigands, and the brigands could also buy their traffic from the regular soldiers posted at the interregional border posts (*guankou* 關口).

The Shanxi caravans (also those of Hebei and Shandong) were thus unique in that they were composed of professional escorts (*biaohang* 鏢行). That is to say, specialists mastering, among other things, human power transportation techniques (driving handcarts), brigands' jargon and local languages (such as "dark language", *heihua* 黑話), as well as martial arts techniques and the use of the rifle. Both the escorts and their companies belonged to family or clan lineages of martial arts schools, and recruitment into a company was done internally and according to the rules of the particular lineage. The members of an escort company had a different status depending on their seniority and skills, and on the knowledge they possessed by natural disposition or transmission. For example, there are those who are recruited for their knowledge of the environment and ways of communicating with different local groups, or for their mastery of a particular skill (healer, craftsman). There are also those who are recruited for their good eyesight, others for their keen hearing, and still others for their olfactory sensitivity – being able to recognise which animal a particular smell belongs to (*via* faeces) in order to detect the possible presence of brigands, who usually travel with horses.

Long-distance travel required a keen sense of direction and a fine "reading" of the environment. These parameters were vital to avoid getting lost and to be able to locate water points. An expedition could take between one and three months from Shanxi to Hebei or Inner Mongolia, or even six months to the Russian border. The caravanners were also affected by the deleterious natural

conditions. A simple badly healed chapped skin or a superficial lesion of the skin could cause cracks, followed by a skin infection, fever, etc., and could compromise the progress of the whole group. Among the many "prescriptions" to be followed was that of not washing during the entire journey. This protected them from the dry, cold climate by allowing the fat secreted by the pores of the skin to accumulate and cover the face until it formed an effective protection against the wind and sand. Moving through these spaces meant mastering the techniques of fire production, cave dwelling, etc. For fear of poisoning, the master escorts were strictly forbidden to eat food from the inns. The latter, which resembled modest caravanserais, were rest stops on the road, but not places of trust. According to local oral tradition, it was not uncommon for innkeepers to be associated with local brigands.

The studies carried out on Chinese human mobility across the land in the North (see Illus. 2 & 3) prior to the twentieth century indicate that caravanners could not do without individuals who mastered local knowledge and the most elementary techniques of daily life. They highlight the relevance of investigating a hitherto little-investigated everyday life, whose apparent "banality" reveals situations that are rich in information about know-how (knowing how to repair and make shoes, for example) and social functioning.

The documentary and field research conducted in China for this study received the scientific and financial support from the Quai Branly-Jacques Chirac Museum/Martine Aublet Foundation (2016-2017) and from the EFEO – French School of Asian Studies (2018).

L'INDE : UNE POLITIQUE ÉTRANGÈRE À NULLE AUTRE PAREILLE

Claude Blanchemaison
Ancien ambassadeur de France en Inde
Février 2022

L'Inde pratique une politique extérieure originale, adaptée au monde d'aujourd'hui, sans alliance militaire mais avec une multitude d'accords de partenariats spécifiques. Cette souplesse peut surprendre de la part d'un pays qui était en 2019 la cinquième économie du monde, et qui sera bientôt le plus peuplé de la planète. Mais cette politique étrangère « tous azimuts » fournit un environnement favorable pour que l'économie indienne, durement touchée par la pandémie du Covid-19, retrouve sa trajectoire de croissance. Et parallèlement, le gouvernement nationaliste indien entend poursuivre sa politique d'hindouisation.

18e Sommet de l'Association sud-asiatique pour la coopération régionale. (Source : site web du secrétariat SAARC.) // The 18th SAARC Summit in Kathmandu, November 2014. (Source: SAARC secretariat website.)

PRIORITÉ AUX PAYS VOISINS

L'Inde donne bien entendu la priorité aux relations avec les huit pays de son environnement immédiat : le grand rival chinois, le frère ennemi pakistanais et le très proche Bangladesh, mais aussi les deux États enclavés de l'Himalaya (le Népal et le Bhoutan), les deux États insulaires de l'océan Indien (le Sri Lanka et les Maldives), et le Myanmar (qui fait face à l'archipel indien des îles Andaman et Nicobar). Tous ont en commun d'avoir la Chine comme principal partenaire économique.

L'Inde a bien tenté en 1985 de regrouper tous ces pays, sauf la Chine, au sein d'une Association de Coopération Régionale pour l'Asie du Sud (SAARC), mais le déséquilibre entre les participants et le différend indo-pakistanais n'ont pas permis d'aboutir à une intégration régionale. Douze ans plus tard, l'Inde crée, avec six pays proches de la baie du Bengale, un cadre de coopération technique plus opérationnel, le BIMSTEC, portant sur des secteurs très variés (tels que les transports, l'énergie, l'agriculture ou la lutte contre le terrorisme).

Après dix ans de gouvernements dirigés par le parti du Congrès, Narendra Modi du Bharatiya Janata Party (BJP, Parti du Peuple Indien, nationaliste et hindouiste) est devenu Premier ministre et a poursuivi, pour l'essentiel,

Xi Jinping et Narendra Modi à Mamallapuram, octobre 2019. (Source : twitter/ @PMOIndia.) // Xi Jinping and Narendra Modi in Mamallapuram, October 2019. (Source: twitter/ @PMOIndia.)

la politique de voisinage de son prédécesseur Manmohan Singh. Il a signé en 2015 l'accord réglant définitivement le litige frontalier qui subsistait avec le Bangladesh depuis son indépendance en 1971. Cependant, après sa réélection triomphale en 2019, il a fait adopter par le Parlement des amendements à la loi sur la nationalité indienne qui ne permettront plus de naturaliser des réfugiés de religion musulmane. Les réfugiés politiques, économiques et climatiques venus du Bangladesh, en dépit de la clôture de barbelés qui matérialise la frontière, ne pourront donc plus se faire naturaliser indiens. Cela n'a pas empêché Narendra Modi d'être bien reçu à Dacca en mars 2021 par Sheikh Hasina, malgré quelques manifestations populaires d'hostilité.

Le Premier ministre indien s'est rendu au Sri Lanka et aux Maldives en juin 2019 pour assurer ces deux pays de la volonté indienne d'établir une forte coopération avec eux, en recherchant les moyens de contrer l'activisme chinois, notamment dans le domaine des infrastructures.

LA DISSUASION NUCLÉAIRE

Les tensions avec la Chine et le Pakistan ont amené l'Inde à se doter de l'arme nucléaire en 1998, devenant ainsi puissance nucléaire militaire, non-signataire du Traité de Non-Prolifération (TNP).

Vladimir Poutine et Narendra Modi à New Delhi, décembre 2021. (Source : Press Information Bureau, Government of India.) // Vladimir Putin and Narendra Modi at New Delhi, December 2021. (Source: Press Information Bureau, Government of India.)

L'exercice de la dissuasion nucléaire réciproque entre l'Inde et le Pakistan a connu sa première mise à l'épreuve l'année suivante, lors de la guerre de Kargil. Les Pakistanais ont dû se retirer des sommets himalayens, situés du côté indien de la ligne de cessez-le-feu de 1949 (*Line of Control*), qu'ils avaient brièvement occupés. Seules des armes conventionnelles ont été utilisées lors de ce conflit.

LE RISQUE CALCULÉ PRIS AU CACHEMIRE

En août 2019, après sa victoire électorale aux élections législatives, Narendra Modi a fait voter au Parlement l'abolition de l'article 370 de la Constitution. Le statut particulier de l'État du Jammu-et-Cachemire est supprimé et celui-ci est remplacé par deux Territoires de l'Union directement administrés par Delhi : le Ladakh à majorité bouddhiste, voisin de l'Aksai Chin territoire annexé par la Chine, et le Cachemire à majorité musulmane, séparé de la partie administrée par le Pakistan par la ligne de cessez-le-feu de 1949.

À part les protestations violentes du Pakistan et les objections de forme de la Chine, il n'y a pas eu de réaction véritablement hostile au niveau international, même de la part des gouvernements de pays musulmans. L'Inde a traditionnellement de bons rapports avec l'Arabie saoudite, avec les pays du Golfe et avec ceux du Proche-Orient, à qui elle fournit par ailleurs une main-d'œuvre abondante. Par ailleurs, Narendra Modi a passé, en septembre 2019, plus d'une semaine aux États-Unis, dont plusieurs jours à l'Assemblée générale des Nations unies, où il a convaincu ses interlocuteurs de sa parfaite sérénité.

DES RELATIONS COMPLEXES AVEC LA CHINE

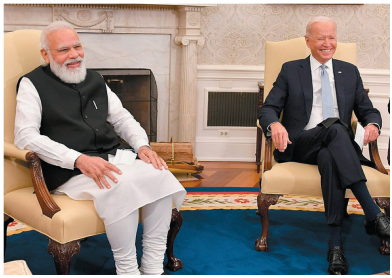
Les relations avec le grand voisin chinois constituent bien entendu un défi majeur pour l'Inde. La frontière himalayenne n'est toujours pas stabilisée, ni à l'ouest où des combats ont encore eu lieu en août 2020, ni à l'est où Pékin revendique l'Arunachal Pradesh depuis la guerre éclair de 1962. Pékin ne reconnaît aucun des traités signés par les Britanniques avec le Tibet.

Depuis 2014, la Chine développe systématiquement son programme des « Routes de la soie » terrestres et maritimes, qui a notamment pour effet d'encercler l'Inde. Dans ce cadre, les Chinois ont obtenu un accès direct à l'océan Indien à travers le Pakistan à l'ouest, et la Birmanie à l'est.

Cependant la Chine est devenue le premier partenaire commercial de l'Inde et les deux pays veulent entretenir des relations convenables, en dépit de leur rivalité et d'incidents de frontière de plus en plus fréquents.

Le voisinage tendu avec la Chine projette l'Inde dans le champ de la rivalité entre les grandes puissances. Pékin s'oppose évidemment à ce que l'Inde devienne membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies.

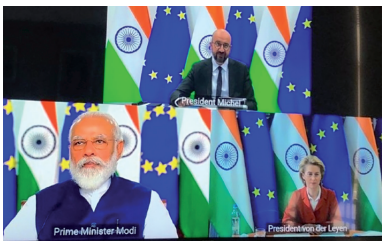
Puissance régionale incontournable, Delhi aspire à des responsabilités mondiales et s'investit pleinement dans toutes les organisations multilatérales dont elle fait partie.



Joe Biden et Narendra Modi à Washington, septembre 2021. (Source : Press Information Bureau, Government of India.) // Narendra Modi and Joe Biden in Washington, September 2021. (Source: Press Information Bureau, Government of India.)

LE PARTENAIRE TRADITIONNEL RUSSE

L'Inde avait des relations étroites avec l'Union soviétique, qui fut historiquement son premier fournisseur d'armements et son modèle pour la construction de grands barrages et d'usines sidérurgiques. Après une relative éclipse dans les années quatre-vingt-dix, la coopération stratégique est devenue beaucoup plus étroite avec les visites régulières de Vladimir Poutine, à partir d'octobre 2000. La dernière en date remonte au 6 décembre 2021, durant laquelle de nombreux accords de coopération ont été signés, notamment dans les domaines militaires, de l'énergie et de l'espace. La Russie joue souvent un rôle modérateur dans l'attitude de la Chine et du Pakistan vis-à-vis de l'Inde, notamment dans le cadre de l'Organisation de Coopération de Shanghai.



Sommet virtuel Inde-Union européenne, 2020. (Source : Twitter/@vonderleyen.) / : Virtual Summit European Union/India, 2020. (Source: Photo: Twitter/@vonderleyen.)

LE RAPPROCHEMENT AVEC LES ÉTATS-UNIS

Les relations entre l'Inde et les États-Unis sont restées compliquées pendant toute l'époque de la guerre froide, Delhi paraissant alors plus proche de Moscou, du fait de son rôle dans le Mouvement des non-alignés. Les essais nucléaires de 1998 ont retardé le réchauffement des rapports indo-américains, jusqu'à la visite de Bill Clinton en mars 2000, vingt-deux ans après celle de Jimmy Carter. Barak Obama a créé en 2015 un « Dialogue stratégique et commercial ». Les tensions de l'été 2020 avec la Chine, sur les hauteurs de l'Himalaya, ont conduit Delhi à chercher un rapprochement avec Washington, mais l'Inde refuse toute forme d'alliance quelle qu'elle soit, y compris après la création de l'AUKUS entre les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie

en août 2021. Début décembre 2021, Joe Biden a obtenu la participation de l'Inde et du Pakistan à son Sommet virtuel sur la démocratie.

Les Américains ont depuis quelques années convaincu l'Inde de faire partie, avec le Japon et l'Australie, du Quadrilateral Security Dialogue (QUAD). L'Inde a participé à quelques manœuvres maritimes avec ces pays, mais elle cherche désormais à donner aussi un contenu non militaire à ce cadre informel de coopération.

Cependant, l'Inde peut désormais compter sur sa participation à l'Organisation de Coopération de Shanghaï (OCS), dont elle fait partie depuis 2017 à l'initiative de la Chine et de la Russie, pour équilibrer son rapprochement avec Washington.

BEAUCOUP RESTENT À FAIRE AVEC L'UNION EUROPÉENNE

L'Union européenne n'a pas encore réussi à transformer son vieil accord de 1994 en accord de libre-échange avec l'Inde. Un accord de partenariat diversifié a cependant été signé en 2004.

L'Union européenne a reconnu en 2021 que l'Inde devait devenir un partenaire déterminant dans le cadre de la nouvelle approche Indo-Pacifique.

PARTENARIAT STRATÉGIQUE AVEC LA FRANCE

L'Inde a conclu des accords de partenariat stratégique avec un grand nombre de pays. Le premier, signé avec la France dès 1998, donne lieu à un dialogue stratégique intense.

De nombreuses entreprises françaises sont installées en Inde.

La coopération militaire se développe. L'armée de l'air indienne possède une cinquantaine d'avions Mirage-2000 modernisés. Trente-trois des trente-six avions Rafale achetés par l'Inde à la France ont déjà été livrés fin 2021. Trois sous-marins Scorpène construits à Mumbai avec Naval Group sont opérationnels, trois autres le seront bientôt.

Emmanuel Macron et Narendra Modi à Chantilly, août 2019. (Source : site web de l'Élysée.) // Emmanuel Macron and Narendra Modi at Chantilly, August 2019. (Source: Elysée website.)

Mais d'autres discussions sont en cours. Le président Macron s'est entretenu avec le Premier ministre indien en marge du Sommet du G 20 de Rome et de la COP 26 de Glasgow en novembre 2021. La Ministre française des Armées s'est

rendue à Delhi le 16 décembre 2021 pour y évoquer les développements de la coopération stratégique et militaire, dans une ambiance de forte concurrence.

CONCLUSIONS

L'Inde met en évidence la position stratégique centrale qu'elle occupe entre l'Europe et l'Asie, et compte bien jouer un rôle clé dans la stratégie Indo-Pacifique par le contrôle qu'elle exerce sur l'océan Indien.

L'Inde pratique une politique étrangère « tous azimuts », à sa mesure, qui doit nécessairement s'appuyer sur un développement économique durable et une situation politique intérieure stable.

Le 15 août 2022, l'Inde fêtera le soixante-quinzième anniversaire de son indépendance. À cette occasion, Narendra Modi, Premier ministre depuis huit ans, devra prononcer le traditionnel discours-programme du haut du Fort Rouge, monument édifié au XVIIe siècle par l'empereur moghol Shah Jahan. Il devra alors justifier sa gestion hasardeuse de la pandémie, qui a ravagé le pays pendant deux ans, et donner une perspective claire en vue des élections législatives de 2024. Celles-ci pourraient d'ailleurs se traduire par un changement de majorité si le parti du Congrès et les partis régionaux parvenaient à s'entendre.

Les perspectives de croissance économique varient selon les sources, mais il semble bien que les résultats de l'année financière avril 2021-mars 2022 devraient permettre de compenser la contraction de l'année 2020-2021 et de replacer l'Inde sur une trajectoire de forte croissance à moyen terme, nécessaire pour absorber les millions de jeunes arrivant chaque année sur le marché du travail.

Discours de Narendra Modi à Fort Rouge, août 2014. (Source : https://www.narendramodi.in/text-of-pms-speech-at-red-fort-6464.) // Narendra Modi's speech at Red Fort, August 2014. (Source: https://www.narendramodi.in/text-of-pms-speech-at-red-fort-6464.)

BIBLIOGRAPHIE/ BIBLIOGRAPHY

Blanchemaison, Claude, *Inde, contre vents et marées*, Paris, Temporis, 2021, 314 p.
Coll., *Géopolitique de l'Inde*, *Hérodote* 173, Paris, La Découverte, 2019.
Jaishankar, Subrahmanyam, *The India Way. Strategies for an Uncertain World*, New Delhi, HarperCollins Publishers India, 2020, 240 p.
Roy, Arundhati, *Mon cœur séditieux*, Paris, Gallimard, 2019, 1056 p.

INDIA AS A CASE STUDY OF A "CATCH ALL" FOREIGN POLICY

Claude Blanchemaison
Former ambassador of France to India
February 2022

India has an original foreign policy, adapted to today's world, without military alliances but with a multitude of specific partnership agreements. This flexibility may seem surprising for a country that in 2019 was the 5th largest economy of the world and which will soon become the most populated on the planet. But this "all-round" foreign policy provides a favourable environment for the Indian economy to return to its growth trajectory after being badly hit by the Covid-19 pandemic. At the same time, the nationalist Indian government intends to pursue its policy of Hindu revivalism.

PRIORITISING NEIGHBOURING COUNTRIES

India, naturally, gives priority to its relationship with the eight countries in its immediate neighbourhood: the great rival China, its fraternal enemy Pakistan and Bangladesh which is very close, but also the two landlocked Himalayan states (Nepal and Bhutan), the two Indian Ocean island states (Sri Lanka and the Maldives), and Myanmar (facing the Indian archipelago of the Andaman and Nicobar Islands). All these countries have one thing in common: China is their main economic partner.

India did attempt in 1985 to bring all these countries together, barring China, in a South Asian Association for Regional Cooperation (SAARC), but the imbalance between the member-countries and the Indo-Pakistani dispute did not lead to a regional integration. Twelve years later, India set up along with 4 other countries around the Bay of Bengal and the 2 landlocked Himalayan states, a more operational framework for technical cooperation, the BIMSTEC, focussed on a wide range of sectors (such as transport, energy, agriculture or the fight against terrorism).

After 10 years of Congress-led governments, Narendra Modi of the Bharatiya Janata Party (BJP, a Hindu nationalist party) became Prime Minister and continued, to a large extent, his predecessor, Manmohan Singh's neighbourhood policy. In 2015, he signed an agreement to finally settle the border dispute with Bangladesh that had existed since its independence in 1971. However, after his triumphant re-election in 2019, he pushed through Parliament the Citizenship Amendment Act that will no longer allow the naturalisation of Muslim refugees. The political, economic and climate refugees coming in from Bangladesh, despite the barbed wire fence that delimits the border will, therefore, no longer be able to become naturalised Indian citizens. This did not prevent Narendra Modi from receiving from Sheikh Hasina, despite some hostile public protests, a warm reception in Dhaka in March 2021.

In June 2019, Narendra Modi visited Sri Lanka and the Maldives to assure them of India's willingness to establish a strong cooperation with them, seeking ways to counter Chinese activism, particularly in the field of infrastructure.

NUCLEAR DETERRENCE

Tensions with China and Pakistan led India to acquire nuclear weapons in 1998, and thus becoming a military nuclear power without being a signatory to the Non-Proliferation Treaty (NPT).

In the following year during the Kargil War, the exercise of mutual nuclear deterrence between India and Pakistan was put to test for the first time. After bombardments using conventional weapons and infantry fighting, the Indian army forced the Pakistanis to withdraw from the Himalayan peaks on the Indian side of the 1949 LOC ceasefire line (Line of Control).

CALCULATED RISK IN KASHMIR

In August 2019, after his victory in the general elections, Narendra Modi got the Parliament to vote for the abolition of Article 370 of the Constitution. Subsequently the state of Jammu and Kashmir ceased to exist and was replaced by two Union Territories directly administered by Delhi: Buddhist-majority Ladakh, neighbouring a territory annexed by China, and Muslim-majority Kashmir, which is separated from the Pakistan-administered part by the 1949 ceasefire line.

Apart from Pakistan's violent protests and China's formal objections, there has been no real international backlash, even from the governments of Muslim countries. India has traditionally had good relations with Saudi Arabia, the Gulf States and the Middle East, to which it actually supplies a large workforce. Narendra Modi, moreover, spent more than a week in the United States in September 2019, including several days at the United Nations General Assembly, where he convinced his interlocutors of his perfect serenity.

COMPLEX RELATIONS WITH CHINA

Relations with its large neighbour China are of course a major challenge for India. The Himalayan border continues to be unstable, both in the West where fighting took place as recently as in August 2020, and in the east, where Beijing still claims Arunachal Pradesh since the blitzkrieg of 1962. Beijing does not recognize any of the treaties signed by the British with Tibet.

Since 2014, China has been systematically developing its land and sea "Silk Roads" programme, which effectively will encircle India. In this endeavour, the Chinese have gained direct access to the Indian Ocean through Pakistan in the west, and Burma in the east.

But China has become India's leading trading partner, and both countries would like to maintain good relations despite their rivalry and the increasingly frequent border skirmishes.

The tense neighbourhood with China is propelling India in the field of great power rivalry. Beijing is obviously opposed to India becoming a permanent member of the United Nations Security Council.

Already a key regional power, New Delhi, however, aspires to wield global responsibilities.

TRADITIONAL RUSSIAN PARTNER

India had a close relationship with the Soviet Union, which historically was its leading arms supplier and its model for the construction of big dams and steel plants. After a relative lull in the 1990s, strategic cooperation has become much closer since October 2000 with Vladimir Putin's regular visits to the country. The most recent one was on 6 December 2021, during which numerous cooperation agreements were signed, notably in the military, energy and space fields. Russia often plays a moderating role in the attitude of China and Pakistan towards India.

THE RAPPROCHEMENT WITH THE UNITED STATES

Relations between India and the US remained complicated throughout the Cold War era during which New Delhi appeared to be closer to Moscow because of its role in the Non-Aligned Movement. The nuclear tests of 1998 merely delayed the warming of Indo-US relations until Bill Clinton's visit in March 2000, twenty-two years after Jimmy Carter's. In 2015, Barack Obama initiated a 'Strategic and Business Dialogue'. The tensions in the Himalayas in the summer of 2020 with China led Delhi to seek a rapprochement with Washington, but India has refused any kind of alliance whatsoever, even after the creation of AUKUS bringing together the US, the UK and Australia in 2021. In early December 2021, Joe Biden naturally invited India and Pakistan to participate in the Virtual Democracy Summit.

The Americans have convinced India to join the Quadrilateral Security Dialogue (QUAD) with Japan and Australia. India has participated in a few maritime maneuvers with these countries, but is now seeking to give this informal framework for cooperation a non-military content as well.

But India is counting on its participation in the Shanghai Cooperation Organization (SCO), of which it has been a member since 2017, at the initiative of China and Russia, to balance out its rapprochement with Washington.

EUROPEAN UNION STILL LAGS BEHIND

The European Union has been surprised by India's diplomatic mobility. It could never manage to transform its old 1994 agreement into a free trade agreement.

It did, however, conclude a partnership agreement in 2004 and recognised in 2021 that India should become an important partner in the new Indo-Pacific approach.

STRATEGIC PARTNERSHIP WITH FRANCE

India has concluded strategic partnership agreements with a large number of countries. But the first signed with France as early as 1998 led to a fruitful strategic dialogue.

Many French companies are now established in India.

The air force now possesses about 50 upgraded Mirage-2000 aircraft. 33 of the 36 Rafales purchased from France were delivered by the end of 2021. Three Scorpene submarines built in Mumbai with Naval Group are operational, with three more to follow.

Further discussions are going on. President Macron met up with the Indian Prime Minister on the sidelines of the G20 Summit in Rome and the COP 26 in Glasgow in November 2021. The French Minister of the Armed Forces visited New Delhi on 16 December 2021 to discuss developments in strategic and military cooperation in an atmosphere of heightened competition.

CONCLUSIONS

India wishes to underline its central strategic position between Europe and Asia, and expects rightly to play a key role in the Indo-Pacific strategy through its control of the Indian Ocean.

India's foreign policy is "all encompassing" and tailored to its needs, which must necessarily be supported by sustainable economic development and a stable domestic political situation.

15 August 2022 will mark India's 75th anniversary of its independence. On this occasion, Narendra Modi, who has been Prime Minister for the past eight years, will have to deliver the traditional keynote speech from the top of the Red Fort, a monument built in the seventeenth century by the Mughal emperor Shah Jahan. He will have to justify on that occasion his risky management of the pandemic, which has ravaged the country for two years, and give a clear perspective keeping the legislative elections of 2024 in focus and the more distant horizon of 2047, the centenary of India's independence.

The outlook for economic growth varies according to the sources, but it appears that the performance in the fiscal year April 2021-March 2022 is likely to offset the contraction seen in 2020-2021 and put India back on a strong medium-term growth trajectory, needed to absorb the millions of young people entering the labour market each year.

ACTUALITÉ DES MOUVEMENTS SOCIAUX EN INDONÉSIE : ESSAIS D'INVENTION DE SENS COMMUNS

Gabriel Facal
Anthropologue, cofondateur en 2020 de l'ALTERSEA
Mai 2022

Manifestation du 4 novembre 2016 contre le Gouverneur de Jakarta. Sur la pancarte : « Nous, la police nationale, nous condamnons les blasphémateurs. » (© Ade Haer.) // 4 November 2016 demonstration against the Governor of Jakarta. On the sign: "We, the national police, condemn the blasphemers." (© Ade Haer.)

INTRODUCTION

Les mouvements sociaux contemporains en Indonésie ont été affectés par de récents changements sociopolitiques rapides et profonds. Après la chute du régime du président Suharto (1965-1998), le corps législatif a adopté des réformes constitutionnelles, incluant des dispositions clés visant à protéger les droits humains, la liberté religieuse, la liberté d'expression et des médias, ainsi que les droits des femmes. Malgré ces avancées, l'administration de l'actuel président, Joko Widodo (appelé Jokowi, 2014-2019 ; 2019-2024) a progressivement entrepris des politiques qui menacent les droits démocratiques de larges pans de la société indonésienne. Le jeune Jokowi était pourtant entré sur la scène politique avec des mandats plébiscités comme maire de la ville de Solo puis comme gouverneur de Jakarta, et sa campagne présidentielle avait soulevé les foules d'une jeunesse progressiste. Au cours de ses mandats de président,

Journée internationale de la femme, sur l'avenue MH. Thamrin, Jakarta, 8 mars 2020 (© Gloria Truly Estrelita.) // International's Women's day, Jl. MH. Thamrin, Jakarta, 8 March. (© Gloria Truly Estrelita.)

les nombreuses orientations et lois poussées à travers le processus parlementaire sans consultation publique ni transparence ont alimenté l'opposition et conduit à des mobilisations à travers tout le pays.

DES LUTTES SECTORIELLES AUX CAUSES SYSTÉMIQUES

Plusieurs types de mouvements sociaux se sont exprimés récemment, que l'on peut catégoriser selon leur degré de sectorialisation. Tout d'abord, il s'agit d'activités sociales peu articulées à la critique et à faible teneur revendicative mais qui mettent en exergue les manquements des pouvoirs de l'État dans la gestion des affaires publiques. Ainsi des nombreuses initiatives d'auto-organisation pour faire face au Covid : réseaux d'information et d'éducation populaire, exercices physiques destinés à renforcer l'immunité contre le virus, cuisines publiques. Les carences de l'État pour garantir l'égalité et la sécurité de ses citoyens sont aussi mises au jour par les associations LGBTQ, lesquelles défendent leurs droits face à la passivité, et parfois la complaisance, de l'exécutif dans ce domaine. Les mouvements agraires, dont les narratifs pénètrent encore peu les collectifs paysans au niveau régional, sont contraints à de nombreux compromis avec les acteurs de l'agro-industrie, particulièrement les promoteurs de l'huile de palme, et de nombreux collectifs ont souffert de violentes répressions, souvent avec des complicités au sein de l'État. Outre ces acteurs en situation d'isolement et d'invisibilité dans l'espace public, plusieurs mouvements de masse manifestent une effervescence des mobilisations. Dix jours seulement après les élections présidentielles du 17 avril 2019, la « marche des femmes » à Jakarta a reçu le renfort d'organisations pour les droits humains, les peuples indigènes, les droits des handicapés et de groupes informels d'étudiants. Peu après, des manifestations records ont mobilisé les segments jeunes et urbains face aux réformes visant à affaiblir la Commission de l'éradication de la corruption (KPK) et contre un projet de révision du Code pénal menaçant les droits civiques. Galvanisé par l'activisme de la « génération K-Pop » – s'appuyant sur des références aux jeux en ligne et autres images dérivées de la culture numérique – ce mouvement articule mobilisations dans la rue et sur

« Parcourir l'histoire des prisonniers politiques de 65 : qui sont-ils » : série mensuelle de webinaires sur l'histoire de 1965. (Crédit : Sirin Farid Stevy ; https://altersea.hypotheses.org/warisan-ingatan.) // "Navigating the history of '65 political prisoners: who are they?": monthly webinar series on the history of 1965. (Credit: Sirin Farid Stevy; https://altersea.hypotheses.org/warisan-ingatan.)

Internet. Pour Yatun Sastramidjaja, ce mouvement est l'expression d'un nouveau type de résistance juvénile, celle-là même qui, il y a dix ans à peine, avait conditionné l'accès au pouvoir du candidat Jokowi, promoteur d'une « réforme totale » prétendument en faveur des droits civiques et sociaux.

La dynamique marquante de ce mouvement fut également la mise en place d'une alliance entre les organes de représentation formels des étudiants, des ONG de protection des droits humains et des collectifs militants de défense de la Papouasie indonésienne. Cette alliance fut renouvelée début 2020 sous la férule des syndicats professionnels, pour s'opposer au projet de loi Omnibus sur la création d'emplois, qui entame les droits des travailleurs et la sécurité de l'emploi. Par ailleurs, depuis plusieurs mois, des rumeurs véhiculant que Jokowi vise à modifier la loi afin de briguer un troisième mandat (au lieu des deux autorisés jusqu'à présent), suscitent de grandes manifestations. Portées par les organisations étudiantes, elles rassemblent non seulement les tenants de l'opposition mais également des partisans du camp gouvernemental qui avaient placé en lui des espoirs de renouveau démocratique. Ces manifestations sont l'occasion de revendications supplémentaires, comme l'exigence du blocage des prix des produits de consommation courante. Enfin, une dernière catégorie de mouvements concerne des mobilisations moins conjoncturelles et qui subissent une criminalisation très prononcée de la part du gouvernement. Ainsi des groupes anarchistes, dont la nature des revendications reste incomprise par les autorités et qui sont disqualifiés sur la base d'une association présumée au communisme. Le spectre de celui-ci reste vivace et est largement alimenté par les anciens officiers de l'armée reconvertis comme acteurs politiques et dans les affaires. Malgré l'éradication du communisme dès 1965-1966, la mémoire des exactions subies continue d'être préservée et transmise grâce à quelques ressortissants installés à l'étranger et à la mise à profit de réseaux internationaux.

Manifestation contre la réforme visant la commission d'éradication de la corruption (KPK). La pancarte indique : « Mon cœur brisé ça suffit, ne brisez pas la KPK ! » (© Antara/Andreas Fitri Atmoko.) // "My broken heart is enough, don't break the KPK!" (© Antara/Andreas Fitri Atmoko.)

INVENTER DES VOIES DE SORTIE DES CADRAGES NATIONAUX

Avec l'accroissement de l'usage des médias numériques et une nouvelle culture de mobilisation renforcée par les alliances transnationales, les mouvements sociaux indonésiens sont de plus en plus convergents entre eux. Ils font toutefois l'objet d'un contrôle très fort, aussi bien sur le terrain avec la surveillance par un fort contingent de l'organe de renseignement (BIN) que sur la Toile, face

aux patrouilles de cyber surveillance déployées par la police et aux milices digitales privées sous-traitantes de l'État (les *buzzers*). Cette répression favorise la dimension souterraine des mouvements, tant pour leur organisation interne que pour la constitution de réseaux d'alliance. En outre, l'existence de figures médiatrices au sein des groupes mobilisés rend peu visibles les conditions de négociation des coalitions tout autant que le délitement des alliances. Plus spécifiquement dans le cas des syndicats professionnels, les forces dirigeantes sont incarnées par des figures plus que par des collectifs et cette personnalisation favorise l'informalité des arrangements interpersonnels pour les accords ou conflits avec les instances dirigeantes de l'État. Cette dimension informelle nuit à la confiance accordée aux organisations politiques.

La vitalité des mouvements sociaux est toutefois manifeste dans les actions menées ainsi que dans leur inventivité. La dimension artistique, volontiers parodique et sarcastique, très prégnante tant dans les modes d'action que dans les contenus diffusés à travers des clips, des « mêmes », et des slogans signale à cet égard la capacité de ces mouvements à produire différents types de sens communs. Cette imagerie protestataire inédite exprime une agilité dans la manipulation d'héritages militants et montre une compréhension fine des dynamiques sociopolitiques les plus actuelles.

Se projetant au-delà des luttes multi-sectorielles, les mouvements actuels commencent donc de nouvelles convergences entre des causes qualifiées par leurs partisans d'« intercommunautaires », « intersectionnelles » ou « intersectorielles ». Cette nouvelle génération relie les questions de genre, de classe, de race, mais aussi d'écologie et de justice sociale, s'inscrivant dans une dynamique déployée à l'échelle plus globale.

BIBLIOGRAPHIE/ BIBLIOGRAPHY

Facal, Gabriel, « Grandeur, décadence et legs d'une "femme forte". Au cœur d'une oligarchie familiale en Indonésie », *Terrain* 74-75 [Portrait], 2021, https://journals.openedition.org/terrain/20941.

—, « Initiatives morales et déviations pratiques en Indonésie. Un médiateur politique entre intermédiation et accumulation », *Journal des anthropologues* 166-167, 2021, p. 77-97.

Curato Nicole et Fossati, Diego, « Authoritarian Innovations : Crafting support for a less democratic Southeast Asia », *Democratization* 27 (6), 2020, p. 1006-1020.

Lim, Merlyna, « Many Clicks But Little Sticks : Social Media Activism in Indonesia », *Journal of Contemporary Asia* 43 (4), 2013, p. 637-657.

Power, Tom & Warburton, Eve (dir.), *Democracy in Indonesia : From Stagnation to Regression ?*, Singapour, ISEAS-Yusof Ishak Institute, 2020, 393 p.

Sastramidjaja, Yatun, « Indonésie : évolution rhizomique d'une nouvelle résistance juvénile », *Alternatives Sud* 28 (4), 2020, p. 49-62.

NEWS FROM SOCIAL MOVEMENTS IN INDONESIA: ATTEMPTS TO INVENT COMMON MEANINGS

Gabriel Facal
Anthropologist, co-founder in 2020 of ALTERSEA
May 2022

INTRODUCTION

Contemporary social movements in Indonesia have been affected by recent rapid and profound socio-political changes. After the fall of President Suharto's regime (1965-1998) the country's legislature passed constitutional reforms, including key provisions to protect human rights, religious freedom, freedom of expression and of the media, and women's rights. Despite these gains, the administration of the current president, Joko Widodo (called Jokowi, 2014-2019; 2019-2024) has progressively undertaken policies that threaten the democratic rights of large sections of Indonesian society. The young Jokowi had entered the political arena with successful terms as mayor of Solo City and then governor of Jakarta, and his presidential campaign had stirred up the crowds of progressive youth. During his terms as president, the many policies and laws pushed through the parliamentary process without public consultation or transparency fueled opposition and led to mobilizations across the country.

FROM SECTORAL STRUGGLES TO SYSTEMIC CAUSES

Several types of social movements have recently emerged, which can be categorized according to their degree of sectorization. First of all, they are social activities with little critical and demand-oriented content, but which highlight the shortcomings of the State's powers in the management of public affairs. Thus, the numerous initiatives of self-organization to face Covid: networks of information and popular education, physical practices intended to reinforce immunity against the virus, public kitchens. The State's shortcomings in guaranteeing the equality and security of its citizens are also exposed by LGBTQ associations, which defend their rights in the face of the executive's passivity, and sometimes complacency, in this area. Agrarian movements, whose narratives still do not penetrate the peasant collectives at the regional level, are forced to make compromises with agribusiness actors, particularly palm oil promoters, and many collectives have suffered violent repression, often with complicity within the state.

In addition to these isolated and invisible actors in the public sphere, several mass movements are showing an effervescence of mobilizations. Just ten days after the 17 April 2019 presidential elections, the "women's march" in Jakarta was joined by organizations for human rights, indigenous peoples, disability rights, and informal student groups. Soon after, record demonstrations

mobilized the youth and urban segments against reforms aimed at weakening the Corruption Eradication Commission (KPK) and against a proposed revision of the penal code that threatened civil rights. Galvanized by the activism of the "K-Pop generation" – drawing on references to online games and other images derived from digital culture – this movement articulates mobilizations in the streets and on the Internet. For Yatun Sastramidjaja, this movement is the expression of a new type of youthful resistance, the same one that, only ten years ago, had conditioned the access to power of candidate Jokowi, promoter of a "total reform" supposedly in favor of civil and social rights.

Another important dynamic of this movement was the establishment of an alliance between formal student representative bodies, human rights NGOs and activist collectives to defend Papua Indonesia. This alliance was renewed in early 2020 under the leadership of the professional unions to oppose the Omnibus Job Creation Bill. The law, passed in 2021, includes a wide-ranging reform of labor legislation, which undermines workers' rights and job security. Lifting restrictions on the exploitation of forest lands by companies, it also threatens the environment and indigenous communities. In addition, for several months, rumors that Jokowi is aiming to change the law in order to run for a third term of office have sparked large-scale demonstrations. These demonstrations, which are led by student organizations, bring together not only opposition supporters but also government supporters, and are an opportunity to make additional demands, such as the freezing of prices for everyday consumer goods.

Finally, a last category of movements concerns less conjunctural mobilizations that are subject to strong criminalization by the government. Thus, anarchist groups, whose demands are not understood by the authorities and who are disqualified on the basis of their alleged association with communism. The specter of communism remains alive and well and is largely fueled by former army officers who have been converted to political and business activities. Despite the eradication of communism in 1965-1966, the memory of the abuses suffered continues to be preserved and passed on thanks to a few nationals living abroad and the use of international networks.

INVENTING WAYS OUT OF NATIONAL FRAMINGS

With the expanded use of digital media and a new culture of mobilization reinforced by transnational alliances, Indonesian social movements are increasingly converging. However, they are subject to a very strong supervision, both on the ground with the surveillance of an extended contingent of the intelligence agency (BIN) and on the Web, in the face of cyber surveillance patrols deployed by the police and private digital militias subcontracted by the State (the buzzers). This repression favors the underground dimension of the movements, both for their internal organization and for the constitution of alliance networks. More specifically, in the case of professional unions, the leading forces are embodied by figures rather than by collectives, and this

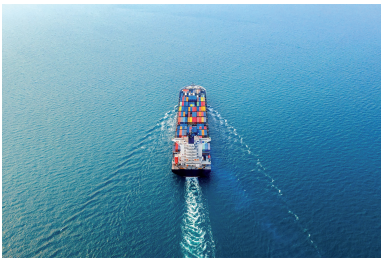
personalization favors the informality of interpersonal arrangements for agreements or conflicts with the state's governing bodies. This informal dimension undermines the trust placed in political organizations.

The vitality of social movements is however manifested by the actions carried out as well as by their capacity for inventiveness. The artistic dimension, readily parodic and sarcastic, which is very prevalent both in the modes of action and in the content disseminated through clips, memes, and slogans, signals in this respect the capacity of these movements to create different types of common meaning. This unprecedented protest imagery expresses an agility in the manipulation of militant heritages and shows a fine understanding of the most current socio-political dynamics.

Projecting beyond multi-sectoral struggles, current movements are initiating new convergences between causes described as "inter-community", "intersectional" or "inter-sectoral". This new generation connects issues of gender, class, race, but also ecology and social justice, as part of a dynamic deployed on a more global scale.

INSTITUTIONNALISATION, COMPARTIMENTALISATION ET « PRIVATISATION » DES CONFLITS : LES RESSORTS DE LA RELATION UE-CHINE, PREMIÈRE RELATION COMMERCIALE AU MONDE

Camille Brugier
Chercheuse sur la Chine à l'IRSEM
Juin 2022



Crédit : @ freepik.

Depuis l'établissement de leur relation diplomatique en 1975, la Chine et l'Union européenne ont développé la relation commerciale la plus importante en valeur au monde, devant la relation UE-États-Unis (587 milliards d'euros pour la première contre 556 milliards pour la seconde en 2020). Malgré les difficultés dans les chaînes d'approvisionnement rencontrées pendant la crise de la Covid-19, 2021 est une année record pour le commerce bilatéral entre les deux puissances puisqu'il a augmenté de plus de 100 milliards d'euros (à peu près la valeur du commerce bilatéral sino-russe) pour atteindre 695 milliards d'euros. Deux aspects spécifiques à la relation UE-Chine expliquent ce développement phénoménal : la compartimentalisation institutionnalisée des affaires commerciales d'une part et politiques d'autre part ; la préférence sino-européenne pour la gestion des conflits commerciaux dans le cadre privé de la relation bilatérale.

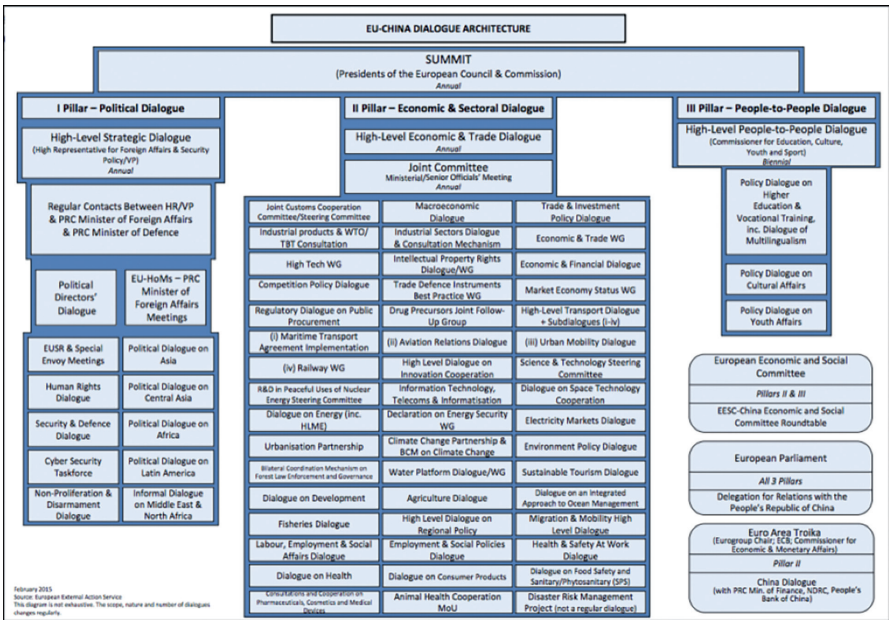
En effet, si les chiffres du commerce ne sont pour le moment pas impactés, la nature de la relation sino-européenne a pourtant pris un tournant plus hostile depuis 2019. Cette année-là a marqué le début d'un enchaînement de confrontations entre les deux entités. Du côté chinois, sanctions contre – entre autres – des parlementaires européens dont le Français Raphaël Glucksman, des chercheurs et le *think tank* allemand *Mercator Institute for China Studies* ; sanctions également contre les produits lituaniens suite à l'ouverture d'un bureau de représentation de Taïwan à Vilnius. Du côté européen, enterrement de l'Accord Global d'Investissement (AGI), en négociation depuis 2012, par le Parlement européen ; sanctions contre quatre dirigeants chinois pour leur rôle dans la répression de la population ouïgoure ; la Chine est qualifiée de « rival systémique » par la Commission européenne ; création d'outils de défense commerciaux ciblés sur les actions de la Chine ; enfin, tout récemment deux

plaintes de l'UE contre la Chine auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) : la première au sujet des discriminations commerciales à l'égard de la Lituanie (31 janvier 2022), et la seconde au sujet de la protection du droit de propriété intellectuelle (22 février 2022).

Ces tensions, et les rapprochements transatlantiques qui se font parallèlement (US-EU Trade and Technology Council ; règlements bilatéraux de « vieux » conflits commerciaux comme celui opposant Airbus à Boeing), indiquent-elles que nous assistons à la fin d'une ère ? L'étude de la relation commerciale UE-Chine avant 2019 permet de mettre en lumière une dimension originale et relativement inexplorée de la politique étrangère chinoise, à savoir sa relation fonctionnelle – sans pour autant être dénuée de tensions – avec un acteur identifié comme « occidental » mais non-américain. Cet article s'attachera à identifier les moteurs de la relation commerciale UE-Chine, qui est encore aujourd'hui la plus importante au monde.

UNE POLITIQUE COMMERCIALE FORTEMENT INSTITUTIONNALISÉE ET ISOLÉE DES QUESTIONS POLITIQUES

Une des spécificités de la relation commerciale UE-Chine jusqu'au tournant de 2019 est son degré d'institutionnalisation et la compartimentalisation des sujets commerciaux et politiques. Cette relation repose sur trois piliers : le premier traite des affaires politiques, de défense et de droits de l'homme ;



Architecture en piliers de la relation UE-Chine. (Source : Service Européen pour l'Action Extérieure (SEAE), 2015.) // Pillar architecture of the EU-China relationship. (Source: European External Action Service, 2015.)

le second concerne les affaires commerciales et sectorielles ; le troisième couvre les échanges entre peuples, à savoir les questions d'éducation, de culture, etc.

Les différents piliers sont constitués de dialogues bilatéraux thématiques, souvent animés par des technocrates, qui se rencontrent à intervalles réguliers selon un calendrier établi à l'avance. Les discussions y sont techniques – y compris pour le dialogue sur les droits de l'homme. Cette réalité est singulière, notamment en comparaison de la relation commerciale sino-américaine, très peu institutionnalisée, où les sujets commerciaux s'intègrent à des discussions plus larges menées sporadiquement lors de rencontres de très haut niveau.

En pratique, l'institutionnalisation sino-européenne garantit la continuité des négociations commerciales en dépit des désaccords politiques, par exemple sur les questions relatives aux droits de l'homme. Ce design institutionnel a été promu par l'UE à la fin des années 1990 après avoir fait le constat de l'inefficacité des mesures punitives pour faire avancer la cause des droits de l'homme en Chine. En effet, l'embargo sur les armes imposé par les pays occidentaux suite à la répression sanglante de Tian'anmen (toujours en vigueur à ce jour) n'a pas poussé le gouvernement chinois à intégrer les droits de l'homme dans son mode de gestion du pays. Ce changement de politique côté européen n'a pas signifié pour autant l'abandon d'un lobbying intense en faveur des droits de l'homme auprès de Pékin, seulement la mise au rebut d'une politique de « shaming » sur la scène internationale. L'objectif fixé par l'UE était de « socialiser » les dirigeants et technocrates chinois aux questions de droits de l'homme dans un cadre relationnel privé, institutionnalisé et favorisant des rencontres récurrentes.

Le Parlement européen, beaucoup plus attaché aux sanctions symboliques en matière de violations des droits de l'homme que la Commission européenne, a récemment remis en cause cette approche de la relation « par piliers ». En réponse aux sanctions du Parlement européen contre quatre de ses dirigeants, la Chine a mené une contre-offensive à l'encontre d'un certain nombre de ressortissants et d'institutions européennes. Le Parlement européen, qui se préparait alors à se prononcer sur la ratification de l'Accord Global d'Investissement (AGI) signé avec la Chine en décembre 2020 par la Commission européenne, a poussé cette dernière – sans même avoir besoin d'un recours formel au vote – à suspendre cette ratification. Par cette action politique, il a également mis un terme à la compartimentalisation des questions commerciales et politiques dans la relation sino-européenne « par piliers », qui prévalait jusqu'alors dans les faits.

Outre le rôle de la relation institutionnelle « par piliers », l'expansion phénoménale des relations commerciales UE-Chine a aussi été favorisée par la gestion bilatérale de leurs conflits commerciaux. Jusqu'en 2019, si la Chine et l'UE ont utilisé de manière ponctuelle l'instance multilatérale de l'OMC pour signaler un désaccord important (pratique du « *signalling* »), ils ont résolu finalement leurs différends au sein de leurs dialogues bilatéraux institutionnalisés.

LA PRATIQUE DE LA PRIVATISATION DES CONFLITS

En cas de conflit commercial important, les États ont deux possibilités qui ne sont pas mutuellement exclusives : 1) négocier une solution au niveau bilatéral, et/ou 2) porter plainte auprès de l'Organe de règlement des différends de l'OMC – à condition que les deux États en soient membres. À l'OMC, suite au dépôt d'une plainte, les parties mènent des « consultations » l'une avec l'autre pour trouver une solution à l'amiable. En cas d'échec au bout de 60 jours, un « panel » est constitué – sorte de tribunal qui décidera, après audition des deux membres, s'il y a effectivement des actions non conformes aux règles internationales en matière de commerce. Un « gagnant » et « perdant » du contentieux est alors désigné par ce panel.

Malgré des différends similaires avec la Chine sur les questions relatives à la surproduction d'acier, les barrières tarifaires ou phytosanitaires appliquées aux produits agricoles, le dumping de panneaux solaires, ou encore les barrières à l'export de terres rares – les États-Unis et l'Union européenne ont, jusqu'à récemment, géré ces conflits de façon radicalement différente.

Alors que les contentieux entre Washington et Pékin sont plus nombreux (39 depuis 2001) et ont tendance à perdurer, les contentieux Chine-Union européenne (16 depuis 2001) sont plus rares et dépassent rarement la phase des « consultations ». Sur de nombreux sujets, l'UE et la Chine sont arrivés à trouver des solutions à l'amiable et avaient la possibilité de « rapatrier » les négociations au sein des nombreux dialogues et groupes de travail thématiques institutionnalisés présentés plus haut.

Cette « privatisation » des conflits commerciaux a été centrale dans la construction de la relation commerciale UE-Chine. Elle illustre la spécificité de cette relation. En effet, la privatisation était une demande très forte de la partie chinoise. Pour la Chine, « privatiser » permettait de maintenir une image de grande puissance, de préserver son prestige dans les instances internationales. En effet, les « perdants » et les « gagnants » des contentieux portés à l'OMC étant fortement médiatisés, perdre aurait conduit à l'affaiblissement du prestige de l'État chinois sur la scène internationale, mais surtout vis-à-vis de sa propre population. La politique étrangère chinoise étant conduite en grande partie à l'intention de cette dernière, la préférence pour une gestion bilatérale s'imposait. De son côté, l'Union européenne, pourtant très aguerrie et puissante au sein de l'OMC, a décidé d'accéder à cette demande pour assurer un règlement des conflits plus rapide et moins coûteux pour ses entreprises, mais aussi pour préserver sa réputation de « bon élève » du droit international en se prémunissant de possibles pertes face à la Chine.

La relation commerciale UE-Chine s'est donc essentiellement appuyée sur son institutionnalisation, la séparation des enjeux politiques et commerciaux et la privatisation de la gestion des conflits pour se développer et devenir la relation la plus importante au monde. Le tournant de 2019 montre une nouvelle dynamique à l'œuvre notamment avec la remise en cause de la compartimentalisation par l'action du Parlement européen. En effet, si

l'institutionnalisation de la relation perdure (les groupes de travail et les dialogues continuent d'exister et de permettre aux négociateurs des deux parties de se rencontrer), les questions commerciales sont durablement mêlées aux affaires politiques. Néanmoins, malgré le durcissement des relations UE-Chine, il convient de s'interroger sur les objectifs du changement stratégique opéré par l'UE et de son intérêt à adopter une approche plus semblable à l'approche américaine – à savoir une approche plus agressive mêlant une politique de « shaming » et des plaintes à répétition à l'OMC – alors qu'à ce jour, les États-Unis n'ont pas obtenu plus de concessions sur le plan politique de la part de la Chine que l'UE.

BIBLIOGRAPHIE/ BIBLIOGRAPHY

Brugier, Camille, « The Rise and Expansion of EU-China Relations : Soft-Balancing, Forum-Shopping or Prestige Diplomacy », Doctoral Thesis (open access), European University Institute, 2017, 228 p.
—, « The EU's Trade Strategy Towards China : Lessons for an Effective Turn », *Asia Europe Journal* 15 (2), 2017, p. 199-212.
—, « Vers un retour à la guerre commerciale entre Washington et Pékin ? », IRSEM, *Brève Stratégique* n° 27, 2021.

INSTITUTIONALIZATION, COMPARTMENTALIZATION AND "PRIVATIZATION" OF CONFLICTS: THE DRIVING FORCES BEHIND EU-CHINA RELATIONS, THE WORLD'S LARGEST TRADING RELATIONSHIP

Camille Brugier
China researcher at IRSEM
June 2022

Since the establishment of their diplomatic relationship in 1975, China and the EU have developed the world's largest trade relationship, ahead of the EU-US relationship (€587 billion for the former versus €556 billion for the latter in 2020). Despite important supply chains interruptions during the Covid-19 crisis, 2021 was a record year for bilateral trade between the two powers, as it increased by more than €100 billion (roughly the value of Sino-Russian bilateral trade) up to €695 billion. Two aspects specific to the EU-China relationship explain this phenomenal development: the institutionalised compartmentalisation of trade and political affairs on the one hand; and the Sino-European preference for managing trade conflicts within the private framework of their bilateral relationship on the other.

While trade figures are not yet impacted, the nature of the Sino-European relationship has taken a more hostile turn since 2019. In fact, this year marked the beginning of a series of confrontational moves between the two entities. On the Chinese side, sanctions were launched against – among others – European parliamentarians including the Frenchman Raphaël Glucksman, researchers and the German think tank *Mercator Institute for China Studies;* sanctions also hit Lithuanian products following the opening of a Taiwanese representative office in Vilnius; On the European side, the European parliament buried the Comprehensive Agreement on Investment (CAI); sanctions against four Chinese leaders because of their role in the repression of the Uighur population were announced; the European Commission characterized China as a "systemic rival" in 2019; it launched specific trade defense tools targeted at China's actions; and most recently two EU complaints against China at the World Trade Organization (WTO): the first concerning trade discrimination practices against Lithuania (31 January 2022), and the second on the protection of intellectual property rights (22 February 2022).

While these tensions and parallel transatlantic rapprochements (US-EU Trade and Technology Council; bilateral settlements of "old" trade disputes such as the one opposing Airbus to Boeing) do indicate the end of an era, the study of EU-China trade relations prior to 2019 unveils an original and relatively unexplored dimension of China's foreign policy, namely its functioning – but not tension-free – relationship with an actor identified as "Western" that is non-American. This article seeks to identify the drivers of the EU-China trade relationship, still to this day the most important trade relationship in the world.

A HIGHLY INSTITUTIONALIZED TRADE POLICY ISOLATED FROM POLITICAL ISSUES

One of the specificities of the EU-China trade relationship until the turn of 2019 is its high degree of institutionalization and the compartmentalization of trade and political issues. The institutionalized setting comprises three pillars: the first deals with political, defense and human rights matters; the second with trade and sectoral issues; the third covers people-to-people exchanges, i.e. education, culture, etc.

The different pillars are constituted by a set of thematic bilateral dialogues, organized at the level of policy officers, which meet at regular intervals according to a pre-established calendar. The discussions are technical – including the human rights dialogue. This institutional setting is singular, especially in comparison with the Sino-US trade relationship, which is not institutionalized and where trade issues are integrated into broader discussions held sporadically at very high-level meetings.

In practice, Sino-EU institutionalization ensures continuity in trade negotiations in the face of the numerous political disagreements the two actors experience, for example on human rights issues. This institutional design was promoted by the EU in the late 1990s after it became clear that punitive measures were ineffective in advancing the cause of human rights in China. Indeed, the arms embargo (still enforced today) imposed by Western countries following the bloody repression of Tian Anmen did not push the Chinese government to integrate human rights into its management of the country. This change of policy on the European side did not mean abandoning intense lobbying of Beijing in favor of human rights, only the benching of the international "shaming" policy targeting China until then. The objective set by the EU was to "socialize" Chinese leaders and technocrats to human rights issues in a private, institutionalized framework of relations that favored recurrent meetings.

The European Parliament, which is much more committed to symbolic sanctions for human rights violations than the European Commission, has recently challenged this "pillar" approach to the relationship. In response to the European Parliament's sanctions against four of its leaders, China led a counter-offensive against a number of European nationals and institutions. The European Parliament, which was then preparing to vote on the ratification of the Comprehensive Agreement on Investment (CAI) signed with China in December 2020 by the European Commission, pushed the latter – without even needing a formal vote – to suspend the ratification process. With this political action, the European parliament also put an end to the compartmentalization of trade and political issues in the Sino-European "pillar" relationship, which had prevailed until then in practice.

In addition to the role of the institutional "pillar" relationship, the phenomenal expansion of the EU-China trade relationship has also been aided by the bilateral management of their trade disputes. Until 2019, while China and

the EU used the multilateral forum of the WTO on an ad hoc basis to signal a major disagreement ("signalling'), they ultimately resolved their disputes within their institutionalized bilateral dialogues.

THE PRIVATIZATION OF CONFLICTS

In the event of a major trade dispute, states have two options, which are not mutually exclusive: 1) negotiate a solution bilaterally, and/or 2) file a complaint with the WTO Dispute Settlement Body – provided both states are members of the institution. In the WTO, when a complaint is filed, the parties conduct "consultations" with each other to find a solution. If they fail to do so within a 60 day period, a "panel" is set up – a kind of court that decides, after the hearings of both members, whether there was a breach international trade law.

Despite disputes with China over similar products of practices such as steel overproduction, phytosanitary barriers on agricultural products, dumping of solar panels, or export barriers to rare earths – the US and the EU have, until recently, handled these conflicts in radically different ways.

While disputes between Washington and Beijing are more numerous (39 since 2001) and tend to persist, China-EU disputes (16 since 2001) are rarer and seldomly go beyond the "consultation" phase. On many issues, the EU and China were able to find amicable solutions and had the possibility to bring the negotiations back into the institutionalized thematic dialogues and working groups presented above.

This "privatization" of trade disputes has been central to the construction of the EU-China trade relationship, which has become the first trade relationship in the world. It illustrates the specificity of the EU-China relationship. Indeed, privatization was a very strong demand from the Chinese side. For China, "privatization" allowed it to maintain an image of great power, to preserve its prestige in international forums. Indeed, as the "losers" and "winners" of WTO disputes are highly publicized, losing would have led to a weakening of the prestige of the Chinese state on the international scene, but above all vis-à-vis its own population. Since Chinese foreign policy is largely conducted eyeing its own people, the preference for bilateral management was obvious. For its part, the European Union, although very experienced and powerful within the WTO, decided to accede to this request in order to ensure faster and less costly dispute resolution for its companies, but also to preserve its reputation as a "benevolent actor" of international law by protecting itself from possible losses to China.

The EU-China trade relationship has therefore relied heavily on its high degree of institutionalization, the separation of political and commercial issues and the privatization of conflict management to develop into the most important relationship in the world. The turn of 2019 shows a new dynamic at work, notably with the questioning of compartmentalization by the action of the European Parliament. Indeed, while the institutionalization of the relationship persists (working groups and dialogues continue to exist and allow

negotiators from both sides to meet), trade issues are permanently intertwined with political affairs. Despite the current contractions of EU-China relations, it is worth questioning the objectives of the EU's strategic shift and its interest in adopting an approach more similar to the US approach – namely a more aggressive approach involving shaming and repeated complaints to the WTO – when to date the US has not obtained more political concessions from China than the EU.

ÉMERGENCE ET DÉVELOPPEMENT DU CAPITALISME EN COCHINCHINE (1859-1930)

Ho Hai Quang
Maître de conférences HDR à l'université de Reims puis de La Réunion
Février 2023

Les économistes et historiens qui ont étudié l'économie du Vietnam pendant la période coloniale sont unanimes pour déclarer que le secteur de production capitaliste y a été créé grâce à des capitaux venant de France et que ceux-ci ont été fournis par de grandes sociétés métropolitaines. Sur quelle base théorique cette thèse s'appuie-t-elle ? Dans quelle mesure est-elle vérifiée concernant les plantations d'hévéa qui formaient l'essentiel du secteur de production capitaliste en Cochinchine pendant l'ère coloniale ? Un examen critique des faits historiques permettra de répondre à ces questions.

LE SOUBASSEMENT THÉORIQUE DE LA THÈSE DES CAPITAUX IMPORTÉS

Les marxistes soutiennent cette thèse car elle prend directement appui sur *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, livre dans lequel Lénine développe l'idée que l'expansion du capitalisme dans le monde, à travers des conquêtes coloniales, s'explique par la conjonction de deux facteurs : d'une part, la formation d'un énorme excédent de capitaux dans les pays capitalistes les plus avancés (suraccumulation de capital) et d'autre part, la possibilité de faire fructifier ces capitaux en les exportant dans les pays sous-développés où les conditions sont réunies pour que les taux de profits soient particulièrement élevés.

Les auteurs non marxistes défendent aussi cette même théorie car, comme Jacques Marseille le remarque dans *Empire colonial et capitalisme français* (1984) : « Dans le domaine de l'impérialisme colonial, la référence à la théorie marxiste semble s'imposer, car même si elle n'est pas toujours présente

Le Vietnam (Cochinchine, Annam, Tonkin) sous domination française. (Infographiste : © Ho Quang Xuan.) // Vietnam (Cochinchina, Annam, Tonkin) under French domination. (Graphic designer: © Ho Quang Xuan.)

dans les ouvrages, elle est presque toujours implicite. On serait même tenté d'écrire qu'il n'existe pas d'autre théorie de l'impérialisme… Les historiens qui réfutent la théorie marxiste recourent aux mêmes cadres explicatifs. » Mais cette théorie explique-t-elle vraiment la naissance du capitalisme en Cochinchine ?

OBJECTIF PRINCIPAL DE LA COLONISATION DU VIETNAM

L'objectif principal que la France poursuivait en colonisant le Vietnam n'était pas d'ouvrir à ses entreprises un espace où elles pourraient investir leurs capitaux en mal de profit, mais d'accéder au Yunnan (Chine) que l'on imaginait comme un eldorado commercial et minier.

C'est parce qu'ils pensaient pouvoir arriver dans cette région en remontant le cours du Mékong que les colonisateurs ont commencé par s'emparer des six provinces méridionales du Vietnam. Elles furent regroupées pour former la Cochinchine française, base à partir de laquelle des expéditions de reconnaissance du Mékong pourraient être organisées. Ces expéditions ayant montré que ce fleuve n'était pas navigable sur toute sa longueur, la France étendit sa domination vers le nord en colonisant l'Annam (1884) et le Tonkin (1885) essentiellement dans l'espoir de pouvoir pénétrer au Yunnan en remontant le Fleuve Rouge.

L'ÉCHEC DES PREMIÈRES ENTREPRISES FRANÇAISES

Au cours des cinquante premières années de la colonisation, toutes les industries créées en Cochinchine grâce à des capitaux venant de France ont échoué. En fait, les premières entreprises rentables et dont la production était capable d'alimenter un vaste marché ont été créées non pas par de grandes sociétés françaises mais par des petits colons. Ceux-ci n'étaient pas arrivés en Cochinchine comme industriels ou commerçants mais comme fonctionnaires, missionnaires, médecins, policiers, soldats… L'État colonial a joué un rôle déterminant dans la création de leurs entreprises.

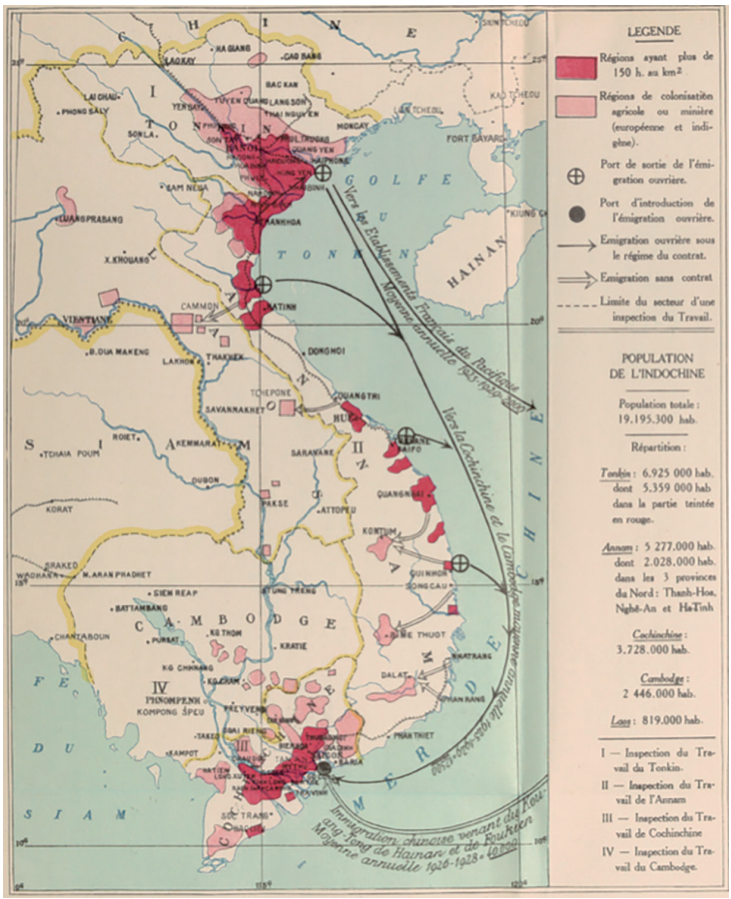
L'ÉTAT ET L'ACCUMULATION PRIMITIVE DU CAPITAL

Après avoir constitué un immense domaine foncier en expropriant des populations indigènes, l'État accorda gratuitement aux petits colons de vastes concessions de terre. Il leur procura aussi, par le canal du budget de la colonie, une partie des capitaux nécessaires à la mise en valeur de leurs propriétés. Ce budget était alimenté par les impôts qui existaient sous la monarchie vietnamienne et par de nouvelles ressources provenant de taxes sur sel et sur la consommation de l'opium. Une partie des recettes générées par cette fiscalité fut utilisée pour rémunérer grassement les fonctionnaires ainsi que tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, vivaient du budget de la Colonie. Les capitaux amassés sur place et les concessions foncières ont permis aux petits colons de créer,

entre 1900 et 1913, les premières plantations d'hévéa aux abords de Saigon. Après la Première Guerre mondiale, la demande de caoutchouc qui ne cessa d'augmenter avec le développement ininterrompu de l'industrie automobile, attira en Cochinchine une vague de capitaux venant de métropole : ceux-ci n'ont donc pas créé le secteur de production capitaliste en Cochinchine mais ont permis de l'étendre.

LE SALARIAT CONTRAINT

Les plantations créées avant la Première Guerre mondiale fonctionnaient avec des salariés libres. Ceux-ci n'étaient pas très nombreux car ces plantations n'étaient pas immenses. Et comme elles étaient situées à proximité de centres urbains, leurs propriétaires pouvaient trouver des ouvriers sans difficultés.



L'émigration et l'immigration ouvrière en Indochine, 1931. (Source : E. Delamarre / CIRAD, 2016-196233.) // Emigration and worker immigration in Indochina, 1931. (Source: E. Delamarre / CIRAD, 2016-196233.)

Totalement différente était la situation des plantations d'hévéa créées après la Première Guerre mondiale. Les concessions foncières accordées aux sociétés caoutchoutières couvraient plusieurs milliers d'hectares et étaient localisées en pleine jungle, dans des régions impaludées où ne vivaient que quelques tribus proto-indochinoises non sédentarisées. Pour y créer des plantations et les faire fonctionner, les sociétés caoutchoutières recrutèrent des milliers de salariés parmi la paysannerie pauvre de l'Annam et du Tonkin.

Les contrats de travail qui liaient ces ouvriers à leurs employeurs n'étaient pas des contrats résiliables à tout moment mais des contrats d'engagement : les ouvriers devaient 3 à 5 ans de travail et ne pouvaient pas démissionner. Ce salariat n'était donc pas un salariat libre mais un salariat contraint, similaire à celui que les planteurs de La Réunion, de la Guyane, de la Martinique et de la Guadeloupe avaient utilisé pour recruter des engagés indiens, chinois, malgaches… après l'abolition de l'esclavage (1848). Comment expliquer le recours à cette forme de salariat ?

Pour faire venir de la main-d'œuvre d'Annam et du Tonkin, les planteurs devaient s'adresser à des sociétés spécialisées et leur avancer des sommes élevées pour couvrir les coûts du recrutement et du transport des travailleurs jusqu'en Cochinchine. Pour les planteurs, ces opérations n'étaient rentables que s'ils avaient la certitude de pouvoir garder les travailleurs pendant un temps suffisant pour leur permettre au moins d'équilibrer leurs comptes. Seuls des contrats de travail insécables et de longue durée pouvaient leur donner cette garantie.

Pour des raisons de tranquillité publique, l'État avait aussi intérêt à ce que les engagés restent sous le contrôle des engagistes. C'est pourquoi une législation d'exception fut créée pour punir les engagés qui fuyaient (amendes et même emprisonnement en cas de récidive).

Débarquement à Saigon d'engagés destinés aux plantations d'hévéa de Cochinchine. (Source : ANOM/FM/7AFFECO/Carton 25.) // Disembarkation in Saigon of indentured labourers destined for the rubber plantations of Cochinchina. (ANOM/FM/7AFFECO/Carton 25.)

LA REPRODUCTION DU SALARIAT CONTRAINT

Dans le salariat libre, la reproduction du rapport salarial et le renouvellement des travailleurs sont assurés par le salaire dont le montant doit permettre aux ouvriers de subsister et aussi d'entretenir ceux qui les remplaceront au travail : leurs enfants.

Il en va différemment dans le salariat contraint. Les hommes formaient l'essentiel de la main-d'œuvre des plantations et les femmes étant très peu nombreuses, les enfants étaient rares. Dans ces conditions, le salaire était fixé pour permettre aux engagés de reproduire leur seule force de travail pendant leur séjour dans la plantation. Son montant étant inférieur au vrai coût de reproduction de la force de travail, les engagés étaient donc surexploités. Par ailleurs, les syndicats étant interdits et les contrats de travail étant de longue durée et non résiliables, les planteurs exploitaient sans frein leurs ouvriers. La mortalité était très élevée et nombreux étaient les engagés qui demandaient à être rapatriés à la fin de leur contrat. Pour les remplacer les sociétés caoutchoutières recrutaient de nouveaux engagés dans les villages du nord du pays : les plantations de Cochinchine fonctionnaient donc comme des pompes aspirantes et refoulantes de travailleurs. Ce système de rotation de main-d'œuvre permettait aux sociétés caoutchoutières de faire supporter le financement du renouvellement de la force de travail par les villages émetteurs d'engagés. En effet, c'était dans les familles de ces villages que naissaient et grandissaient les enfants jusqu'au moment où ils étaient recrutables pour aller travailler en Cochinchine.

En définitive, le salariat contraint mettait en jeu une double exploitation : celle des ouvriers des plantations et celle de l'économie domestique qui était articulée à celle des plantations par le biais du marché du travail.

CONCLUSION

S'il est vrai que les capitaux fournis par de grandes sociétés françaises ont participé au développement du capitalisme en Cochinchine, il est faux d'affirmer qu'ils en sont à l'origine.

En réalité, ce mode de production a été créé au cours de la décennie qui a précédé la Première Guerre mondiale grâce à d'État colonial. Il n'est pas exagéré de dire que l'État colonial a été l'accoucheur du capitalisme en Cochinchine.

Il importe aussi de souligner que ce capitalisme n'avait pas sa forme classique. En effet, les travailleurs employés dans les plantations d'hévéa n'étaient pas des salariés libres mais des salariés contraints. C'est cette forme de salariat qui a permis aux sociétés caoutchoutières de les surexploiter. Le salariat contraint a été le terreau sur lequel le syndicalisme et le communisme se sont développés au Vietnam.

EMERGENCE AND DEVELOPMENT OF CAPITALISM IN COCHINCHINA (1859-1930)

Ho Hai Quang
Former lecturer at univ. de Reims, then at univ. de La Réunion
February 2023

Economists and historians who have studied the economy of Vietnam during the colonial period are unanimous in declaring that the capitalist production sector was created thanks to capital coming from France and that this was provided by large metropolitan corporations.

On what theoretical basis is this thesis based? To what extent is it verifiable concerning the rubber plantations which formed the bulk of the capitalist production sector in Cochinchina during the colonial era? A critical examination of the historical facts will answer these questions.

THE THEORETICAL BASEMENT OF THE IMPORTED CAPITAL THESIS

Marxists support this thesis because it is directly based on Imperialism, *The Supreme Stage of Capitalism* (1917), a book in which Lenin develops the idea that the expansion of capitalism in the world, through colonial conquests, is explained by the conjunction of two factors: on the one hand, the formation of an enormous surplus of capital in the most advanced capitalist countries (overaccumulation of capital) and on the other hand, the possibility of increasing profits by exporting this capital abroad to underdeveloped countries where the conditions are met for the rate of profits to be particularly high.

Non-Marxist authors also defend this same theory because, as Jacques Marseille remarks in *Empire colonial et capitalisme français* (1984): "In the field of colonial imperialism, the reference to Marxist theory seems to be essential, because even if it is not always present in works, it is almost always implicit. One would even be tempted to write that there is no other theory of imperialism… Historians who refute the Marxist theory resort to the same explanatory frameworks."

But does this theory really explain the birth of capitalism in Cochinchina?

MAIN OBJECTIVE OF THE COLONIZATION OF VIETNAM

The main objective that France pursued by colonizing Vietnam was not to open up a space for its companies where they could invest their capital in search of profit, but to gain access to Yunnan (China) which was imagined as a commercial and mining El Dorado.

It was because they thought they could reach this region by following the course of the Mekong that the colonizers began by seizing the six southern provinces of Vietnam. These were grouped together to form French

Cochinchina, a base from which Mekong reconnaissance expeditions could be organized.

These expeditions having shown that this river was not navigable over its entire length, France extended its domination towards the north by colonizing Annam (1884) and Tonkin (1885) essentially in the hope of being able to penetrate into Yunnan by going up the Red River.

THE FAILURE OF THE FIRST FRENCH COMPANIES

During the first fifty years of colonization, all the industries created in Cochinchina thanks to capital coming from France failed. In fact, the first profitable companies whose production was capable of supplying a vast market were created not by large French companies but by small settlers. These did not arrive in Cochinchina as industrialists or traders but as civil servants, missionaries, doctors, policemen, soldiers… The colonial state played a determining role in the creation of their businesses.

THE STATE AND THE PRIMITIVE ACCUMULATION OF CAPITAL

After having formed an immense domain by expropriating the land indigenous populations, the State granted vast concessions of land free to small settlers. It also procured for them, through the colony's budget, part of the capital necessary for the development of their properties. This budget was financed from the taxes which existed under the Vietnamese monarchy and by new resources coming from taxes on salt and on the consumption of opium…

Part of the revenue generated by this taxation was used to generously remunerate civil servants as well as all those who, in one way or another, lived off the Colony's budget. The capital amassed in Cochinchina and the land concessions enabled small settlers to create, between 1900 and 1913, the first rubber plantations on the outskirts of Saigon.

After the First World War, the demand for rubber, which continued to increase with the uninterrupted development of the automobile industry, attracted a wave of capital to Cochinchina from France: these therefore did not create the capitalist production sector in Cochinchina but made it possible to extend it.

FORCED WAGE LABOR

The plantations created before the First World War operated with free salaried workers. These were not very numerous because the plantations were not huge. And since they were located near urban centers, their owners could find workers without difficulty.

Completely different was the situation of the rubber plantations created after the First World War. The land concessions granted to the rubber companies covered several thousand hectares and were located in the middle of the

jungle, in malarious regions where only a few non-settled proto-Indochinese tribes lived. To create plantations and make them work, the rubber companies recruited thousands of workers from among the poor peasantry of Annam and Tonkin.

The employment contracts that bound these workers to their employers were not contracts that could be terminated at any time but were indentured agreements: the workers had to work for 3 to 5 years and could not resign. This wage labor was therefore not a "free" wage labor but a "forced" wage labor, similar to that which the planters of Reunion, Guyana, Martinique and Guadeloupe had used to recruit Indian, Chinese and Malagasy workers… after the abolition of slavery (1848).

How to explain the use of this form of wage labor? To bring in labor from Annam and Tonkin, planters had to contact specialized companies and advance them large sums to cover the costs of recruiting and transporting workers to Cochinchina. For the planters, these operations were profitable only if they were certain of being able to keep the workers there for a sufficient time to allow them at least to balance their accounts. Only long-term employment contracts which could not be cancelled could give them this guarantee.

For reasons of public tranquility, the state also had an interest in ensuring that the indentured labourers remained under the control of the planters. This is why exceptional legislation was created to punish those who fled (fines and even imprisonment in the event of a repeat offence).

THE REPRODUCTION OF FORCED WAGE LABOR

In the free wage labor, the reproduction of the social relationships and the renewal of the workers are ensured by the wage. The amount of the wage must allow the workers to subsist and also to maintain those who will replace them at work: their children.

It is different in forced wage labor. Men formed the bulk of the labor force on the plantations, and since women were very few in number, children were rare. Under these conditions, the wage was fixed to allow the workers to reproduce only their labor-power during their stay on the plantation. Its amount being less than the true cost of reproduction of labor power, the hired workers were therefore overexploited.

Moreover, since trade unions were prohibited and employment contracts were long-term and could not be cancelled, planters exploited their workers without restraint. Mortality was very high and there were many indentured labourers who asked to be repatriated at the end of their contract. To replace them, the rubber companies recruited new workers in the villages of the north of the country: the plantations of Cochinchina therefore functioned as pumps that pull in and throw out workers.

This system of workforce rotation allowed the rubber companies to have the financing of the renewal of the labor-power borne by the villages that issued workers. Indeed, it was the families of these villages who produced and raised

the children until they were recruited to go and work in Cochinchina. Indee, it was in the families of these villages that the children were born and grew up until the moment when it was possible to recruit them to go and work in Cochinchina.

Ultimately under forced wage labor two mechanisms of exploitation were at work: that of the plantation workers and that of the domestic economy which was linked to the plantations through the labor market.

CONCLUSION

If it is true that the capital provided by large French companies participated in the development of capitalism in Cochinchina, it is false to affirm that they are its origin. In reality, this mode of production was created during the decade preceding the First World War thanks to the Colonial state. It is no exaggeration to say that the Colonial state was the midwife of capitalism in Cochinchina. It is also important to emphasize that this capitalism did not have its classical form. Indeed, the workers employed in the rubber plantations were not free employees but indentured labourers. It is this form of wage labor that allowed the rubber companies to over-exploit them. Forced wage labor was the soil in which trade unionism and communism developed in Vietnam.

DEUXIÈME PARTIE

ENJEUX NATIONAUX ET STRATÉGIQUES

PART TWO

NATIONAL CHALLENGES AND STRATEGIES

NOUVEAU « LEADERSHIP » ET NOUVEAUX DÉFIS EN CORÉE DU NORD ?

Nicolas Levi
Chercheur à l'Iksio et enseignant au WSGE (Varsovie)
Février 2014

Depuis le décès de Kim Jong-il en décembre 2011, il semblerait d'une part qu'apparaissent à la tête de la Corée du Nord de nouvelles personnalités qui ne soient pas issues des anciennes structures phares du système nord-coréen. D'autre part du point de vue du dossier économique, l'armée nord-coréenne qui était à la tête de nombreuses sociétés des secteurs des matières premières et du domaine de l'infrastructure publique en Corée du Nord s'est vue transférer ses richesses (entre autres minières et agricoles) par certaines organisations affiliées au Parti du Travail Coréen (le parti communiste nord-coréen). En d'autres termes, des sociétés gérées par des structures militaires sont dorénavant sous le contrôle de structures affiliées au Parti (le Ministère du Commerce International, le Ministère des Affaires étrangères, le Second Comité Économique…).

En effet, l'armée ne constitue pas uniquement une force militaire, il s'agit également du premier employeur de la Corée du Nord. Étant donné la forte implication des structures militaires dans la vie politique et économique en Corée du Nord depuis sa création en 1948, l'armée est devenue par là même une organisation clé du système nord-coréen.

Un monument à la gloire de Kim Il-sung, le fondateur de la Corée du Nord. (© 2020 / N. Levi.) // A monument to the glory of Kim Il-sung, the founder of North Korea. (© 2010 / N. Levi.)

Les années passant, de nouvelles organisations paramilitaires ont été créées en Corée du Nord (citons entre autres la Garde des Paysans Travailleurs Rouges créée en 1959) afin que l'armée en elle-même se reconcentre autour de ses actions militaires. Depuis le milieu des années 1990, la famille des Kims (c'est-à-dire la famille biologique de Kim Jong-un, le numéro un de la Corée du Nord) s'est de plus en plus opposée au rôle économique de l'Armée. C'est ainsi que se sont vues renforcer les fonctions économiques du Parti du Travail Coréen par la création d'organisations hybrides à la fois militaire et liées au Parti (par exemple le Second Comité Économique, une sorte de ministère des Affaires

économiques militaires ou la Commission de Défense nationale, une organisation militaire qui est cependant gérée conjointement par le Parti et par l'armée nord-coréenne). Au final nous avons donc l'armée qui continue de gérer certaines structures économiques stratégiques, les organisations paramilitaires qui gèrent des structures de second ordre et le Parti qui tente de prendre le contrôle de structures gérées par les organisations militaires. Le Parti (et tout particulièrement certaines cellules) cherche à prendre le contrôle de ses structures économiques car l'Armée a des priorités qui divergent de celle du Parti. L'armée continue d'être considérée comme une organisation conservatrice tandis que les cellules évoquées ci-dessous sont sensiblement plus ouvertes à des changements économiques en Corée du Nord et ses responsables se considèrent comme étant de meilleurs gestionnaires de sociétés que les représentants militaires aux affaires économiques.

Les changements dont il est question semblent être orchestrés par la famille des Kims, famille de ceux qui règnent sur la Corée du Nord depuis 1948, année de la création de ce pays. En effet les structures du Parti qui s'occupent de la gestion d'actifs qui étaient à l'origine militaire sont gérées par des membres du clan des Kims (Paek Se-bong, le directeur du Second Comité Économique est un cousin germain de Kim Jong-un, Kim Yong-chun, le directeur de la Garde des Paysans Travailleurs Rouges est le grand-oncle de Kim Jong-un). Tout cela semble donc démontrer que quelles que soient l'année ou l'époque, c'est la famille des Kims qui dispose du vrai pouvoir en Corée du Nord.

Pourquoi les Kims ? Il faut indiquer ici que dans les années 1940, Joseph Staline, le dictateur soviétique a personnellement décidé que la Corée devrait être sous administration soviétique, en effet il savait que les Américains avaient le même type de prétentions. C'est ainsi que Staline décida qu'un certain Nord-Coréen du nom de Kim Song-ju (il se donnera dans les années 1940 le patronyme de Kim Il-sung) serait le représentant de Moscou dans la péninsule Coréenne. Ce même Kim Il-sung encouragea ensuite Mao et Staline à attaquer la Corée du Sud qui était sous occupation américaine. C'est au final un conflit sanglant qui éclata entre les deux Corées entre 1950 et 1953 durant lequel

Statue de Kim Il Sung. (© 2010 / N. Levi.) // Statue of Kim Il-sung (© 2010 / N. Levi.)

périrent plus de 2 millions de personnes. Aucune des deux Corée ne gagna cette guerre et en juillet 1953 un armistice fut signé.

À la mort de Staline, Kim Il-sung observant la scène internationale et notamment le XXe congrès du Parti communiste soviétique de 1956, remarqua que le successeur de Staline, Nikita Khrouchtchev avait critiqué avec virulence la politique de son prédécesseur. Mauvais présage, sans doute pour un homme qui avait été « choisi » par Staline lui-même. Il fallait donc alors mettre en place une autre stratégie pour demeurer au pouvoir en Corée du Nord et Kim Il-sung décida de mettre en place un autre système de loyauté, un système interne à la Corée du Nord qui s'appuiera désormais sur les liens du sang et le clan de la famille Kim

C'est pourquoi dès le début des années 1960, les membres de la famille des Kims furent nommés en masse à des postes clés du système nord-coréen (Kim Jong-ju, le frère cadet de Kim Il-sung a notamment été responsable dans les années 1960 du Département de la Propagande et de l'Agitation du Parti, Kim Sung-ae, la femme de Kim Il-sung, était dans les années 1970 la première secrétaire de la Fédération démocratique des Femmes nord-coréennes). Après le décès de Kim Il-sung en 1994, le fils de Kim Il-sung, Kim Jong-il a pris la tête de la Corée du Nord. Suite à la mort de Kim Jong-il en 2011, c'est son fils Kim Jong-un qui le remplaça. La famille des Kim continue donc de jouer sans discontinuer un rôle clé au sein de toutes les structures de l'état socialiste depuis 1948.

La Corée du Nord, depuis sa création jusqu'en 1990, a bénéficié d'une aide internationale importante des pays du bloc de l'Est au premier chef de l'Union soviétique qui ont participé activement à sa reconstruction : de nombreux techniciens polonais, tchécoslovaques, hongrois sont allés en Corée du Nord tandis que de nombreux orphelins de Corée du Nord sont allés vivre en Allemagne de l'Est et en Pologne.

Dans un tel contexte international, les décisions clés de la famille des Kims ont présidé au destin de la population nord-coréenne. En effet, un soutien constant du bloc soviétique et de la Chine a permis à la Corée du Nord d'éviter toutes les réformes pouvant mettre en péril la stabilité du régime nord-coréen et a maintenu ainsi l'aile conservatrice de la famille des Kims (sous la houlette de Kim Jong-il) à la tête de ce pays.

La chute du mur de Berlin en 1989 puis la chute de l'Union soviétique en 1991 ont entraîné l'arrêt du soutien économique provenant du bloc soviétique à la Corée du Nord. Les conséquences furent terribles : famine (plus de 3 millions de morts selon des rapports nord-coréens divulgués au grand public), crise énergétique…

La période allant de 1995 à nos jours a été par contre synonyme de changements structurels et organisationnels en Corée du Nord avec à la clé des changements au sein des élites nord-coréennes. Certes, ce sont toujours les membres de la famille des Kims qui sont à la tête des principales structures politiques, économiques et militaires de la Corée du Nord, néanmoins, il semblerait que l'aile « libérale » de la famille prenne les principales décisions politiques au sens large et non l'aile conservatrice. Celle-ci se compose de conseillers qui ont été

approuvés par Kim Jong-il et par le jeune leader Kim Jong-un. Ces conseillers sont des hommes politiques, des hommes d'affaires qui sont qualifiés comme étant loyaux à la famille des Kims. Il s'agit également de membres de la famille biologique de Kim Jong-un, le leader nord-coréen. Ils ont effectué des études à l'étranger, gèrent des sociétés et disposent de solides relations avec l'Armée Populaire de la Corée du Nord.

L'Assemblée populaire suprême nord-coréenne (l'équivalent de l'Assemblée nationale française). (© 2010 / N. Levi.) // The North Korean Supreme People's Assembly (corresponding to the British House of Commons or the U.S. House of Representatives). (© 2010 / N. Levi.)

Parmi les membres de ce « conseil d'administration » de la Corée du Nord, citons entre autres les personnalités de Ri Su-yong, le précepteur de Kim Jong-un lorsque celui-ci était en Suisse et dorénavant responsable pour un certain nombre d'investissements en Corée du Nord (notamment dans le cadre du complexe hôtelier des Monts Kumgang (Monts de diamants), Kim Sung-nam, le conseiller de Kim Jong-un qui s'occupe tout particulièrement de tout ce qui concerne les relations entre la Corée du Nord et la Chine, Kim Sol-song, la sœur aînée de Kim Jong-un, qui est conjointement responsable avec les frères millionnaires Jon (Sung-hun et Young-hun) de certaines sociétés nord-coréennes du secteur des transports et de l'approvisionnement de produits de grande consommation (voitures, etc.). La liste complète est beaucoup plus longue et comporte de nombreux autres membres de la famille des Kims qui n'habitent pas forcément en Corée du Nord (comme Kim Jong-nam, le fils aîné de Kim Jong-il qui continue de gérer les comptes de la famille des Kims).

L'avènement de cette aile libérale suite aux problèmes de santé du défunt Kim Jong-il a entraîné des changements radicaux dans le système nord-coréen. Depuis l'avènement de Kim Jong-il, les militaires ont perdu une grande partie de leurs capacités décisionnelles. Ceux-ci aussi se sont vus obligés de transmettre les entités économiques qui étaient jusque-là sous leur contrôle des organisations affiliées au PTC. Se pose alors la question suivante : est-ce que la réorganisation de ces structures (qui constituaient 70 % des capacités économiques de la Corée du Nord) peut entraîner des changements politico-sociaux en Corée du Nord ? L'aile libérale de la famille des Kims sait que pour éviter toute instabilité, elle se doit de gratifier les militaires qui étaient à la tête de sociétés économiques importantes en Corée du Nord (comme les mines) ou de divisions militaires stratégiques (comme celles qui sont proches des frontières avec la Chine et la Corée du Sud). Kim Jong-un leur donne ainsi chaque année des « cadeaux » (sous la forme de voitures, de devises étrangères, de meubles

« *Made in Europe* » – certaines élites nord-coréennes ont des maisons dont tous les produits sont autrichiens !) qui assurent la pérennité de la nouvelle relation entre l'armée et le Parti. Cela illustre le degré de corruption croissant au plus haut niveau des éléments décisionnels en Corée du Nord et peut ainsi conduire à des changements plus radicaux ultérieurs auxquelles l'aile libérale ne pourrait faire face. En effet comment savoir si les généraux nord-coréens accepteront à long terme de perdre leur pouvoir en échange de « cadeaux » somptueux ? Ces mêmes généraux sont-ils convaincus que Kim Jong-un les maintiendra en vie ? L'histoire récente ne leur donne-t-elle pas raison : Ri Yong-ho, Kim Jong-gak et Hyon Chol-hae des anciens leaders de l'armée nord-coréenne ont tout simplement été démis de leurs fonctions prestigieuses au sein de l'Armée : à qui donc le tour ?

À titre de revanche, il semblerait que le suivant sur la liste qui sera écarté n'est d'autre qu'un proche de Kim Jong-un : Jang Sung-thaek. Pour des raisons obscures (Jang Sung-thaek aurait menacé et remis en doute le pouvoir de Kim Jong-un), cet homme politique nord-coréen a perdu en fin novembre 2013 son poste de directeur au sein de la Commission de Défense Nationale suite à des désaccords avec des militaires nord-coréens et fut fusillé après un procès express le 13 décembre 2013. Il est encore trop tôt pour tirer des conclusions de cet évènement mais s'il se révèle exact que Jang Sung-thaek ait été exécuté, cela signifierait que d'une part personne ne peut se sentir en sécurité en Corée du Nord et que d'autre part la famille des Kims dispose d'une part du pouvoir moins importante que dans le passé dans la mesure où ce serait l'armée qui serait responsable de l'éviction de Jang Sung-thaek. Il est également probable que l'éviction de Jang Sung-thaek ait été due à des conflits qui ne soient pas directement dus à des factions militaires opposées. En effet depuis quelques années, bien que la famille des Kims continue de dominer la scène politique, d'autres familles (des ramifications de la famille des Kims) ont vu leurs rôles s'accroître au sein des dernières années : citons entre autres la famille de Kang Sok-ju (un vice premier ministre nord-coréen dont les enfants gèrent des sociétés en Corée du Nord), la famille d'Oh Kuk-ryol (un militaire dont les enfants travaillent dans des sociétés d'import-export entre la Chine et la Corée du Nord). Ce sont donc peut-être des disputes avec ces familles qui sont à l'origine de l'éviction de Jang Sung-thaek ?

En ce qui concerne le dossier nucléaire cher aux organisations militaires nord-coréennes, celui-ci est dorénavant géré par un groupe d'hommes politiques issus du PTC mais disposant de certaines connaissances militaires. Ce groupe de personnalités (Kim Kyong-ok, Ju Kyu-jang, Pak Do-chun, Choe Ryong-hae) constitue le fer de lance décisionnel concernant la question atomique et ce sont eux qui devraient prendre directement part aux négociations nucléaires avec, entre autres, les États-Unis. Ce qui reste ici pertinent, c'est le fait que ces négociations (si on peut les qualifier de telles) sont pour l'instant menée du point de vue nord-coréen par des personnalités qui sont plus ou moins issues de la famille des Kims. Je pense ici tout particulièrement à Ri Gun,

Kim Kye-kwan et Ri Yong-ho. Tous sans exception étaient des proches de la famille des Kims.

La famille des Kims doit aussi faire face à un défi générationnel. Depuis une dizaine d'années, de plus en plus de leaders nord-coréens envoient leurs enfants effectuer des études économiques et d'architecture à l'étranger (notamment en Autriche, France, Grande Bretagne et certains étudient aux États-Unis sous le couvert de faux passeports !). Si cette jeunesse dorée liée bien entendu à la famille des Kims et aux familles évoquées ci-dessus, souhaite s'enrichir et faire par là même changer leur pays, quelle peut-être le futur de la Corée du Nord ? La réponse à cette question est difficile à donner car d'une part le régime nord-coréen continue de maintenir un système politique vieux de près de 65 ans mais d'autre part une nouvelle génération de leaders nord-coréens (par exemple Paek Ryong-chon, directeur de la Banque Centrale nord-coréenne, ancien étudiant en Chine et fils de Paek Nam-sun, ancien ministre nord-coréen des Affaires étrangères) souhaite s'enrichir et cela devra passer forcément par des changements au sein du système nord-coréen, plus explicitement des réformes tangibles devront être mises en place

En conclusion, la famille des Kims, qui a vu son cercle s'élargir avec l'avènement de membres honoraires et l'éviction de certains proches, doit faire face à des changements internes en Corée du Nord. La famille des Kims doit aussi prendre en compte les changements générationnels qui s'opèrent chez ses partenaires étrangers (je pense tout particulièrement aux élites chinoises qui s'opposent de plus en plus à la politique défiante de Pyongyang) et qui peuvent affecter le futur des relations entre la Corée du Nord et ses partenaires étrangers. Les changements qui ont été indiqués dans ce texte signifient que le « *leadership* » nord-coréen est conscient des changements nécessaires mais que ceux-ci doivent éviter toute remise en cause du système politique nord-coréen.

ANNEXE : MEMBRES CHOISIS DE LA FAMILLES DES KIM

Personnalité	Rôle	Relation généalogique par rapport à Kim Jong-un
Kang Sok-ju	Vice premier ministre	Cousin germain
Kim Jong-chol	Conseiller de Kim Jong-un	Demi-frère
Kim Jong-nam	Conseiller en investissements en Corée du Nord	Demi-frère
Kim Kwang-sop	Ambassadeur de la Corée du Nord en Autriche	Oncle
Kim Pyong-il	Ambassadeur de la Corée du Nord en Pologne	Oncle

Personnalité	Rôle	Relation généalogique par rapport à Kim Jong-un
Kim Sul-song	Directrice de sociétés	Demi-sœur
Kim Yong-chun	Directeur de la Garde des Paysans Travailleurs Rouges	Grand oncle
Kim Yong-nam	Chef d'État officiel de la Corée du Nord	Cousin germain
Paek Se-bong	Directeur du Second Comité Économique	Cousin germain
Yang Hyong-sop	Secrétaire de l'Assemblée Populaire Suprême	Cousin germain

A NEW LEADERSHIP AND NEW CHALLENGES IN NORTH KOREA?

Nicolas Levi
Researcher and lecturer at Iksio & lecturer at WSGE (Warsaw)
February 2014

Since Kim Jong-il passed away in December 2011, on one hand it seems that new elites are appearing at the head of North Korea. However these people were not belonging to the former flagship structures of the North Korean system. On the other hand, from the standpoint of economical issues, the North Korean army (the KPA – Korean People's Army) which was at the head of many companies in the field of the public infrastructure in North Korea had lost a part of its power (by losing its control on mining and agriculture infrastructures) due to an increasing power of the Korean Workers' Party (KWP – the North Korean Communist Party) and affiliated organizations. In other words, companies run by military structures are now under the control of organizations affiliated to the Korean Workers Party (the Ministry of International Trade, the Ministry of Foreign Affairs, the Second Economic Committee,…).

Indeed, the army is not merely a military force, it is also the largest employer in North Korea. Given the strong involvement of the military structures in the political and economic life in North Korea since its inception in 1948, the army has become a key organization of the North Korean system.

Over the years, new paramilitary organizations have been created in North Korea (including among others the Worker-Peasant Red Guards established in 1959) so that the army refocus around its military actions. Since the mid 90's, the Kim family (the biological family of Kim Jong-un, the current leader of North Korea) has been increasingly opposed to the economic role of the KPA. Thus the economic functions of the KWP have been strengthened by creating hybrid organizations affiliated both to the KPA and the KWP (such as the second Economic Committee, a sort of Ministry of Economic Affairs or the military Commission of National Defense, a military organization jointly managed by the KWP and the KPA). Nevertheless the KPA is still managing some strategic economic structures. Paramilitary organizations are also managing structures of less importance. The KWP (especially some specific KWP cells) seeks to take control of some economic structures because the KPA economical policy diverges from the KWP one. The KPA continues to be considered as a conservative organization while cells mentioned below are significantly more open to economic change in North Korea and its leaders consider themselves as better managers of companies that the military representatives to business entities.

The referred changes appear to be orchestrated by the Kim family, the family of those who rule over North Korea since 1948 (the establishment date of North Korea). Indeed the structures of the Party involved in assets management which were previously managed by KPA affiliated organizations are currently managed by some members of the Kim family (Paek Se-bong, the director of the Second

Economic Committee is a cousin of Kim Jong-un, Kim Yong-chun, the director of the Worker-Peasant Red Guards is the great uncle of Kim Jong-un, …). These elements indicate that the real power is in the hands of the Kim family.

Why the Kims? We must here mention that in the '40s, Joseph Stalin, the Soviet dictator personally decided that Korea should be under Soviet administration. In fact he knew that the Americans had the same type of claims. Thus Stalin decided that a North Korean named Kim Song-ju (the original name of Kim Il-sung) was chosen as the representative of Moscow in the Korean Peninsula. Then the same Kim Il-sung encouraged Mao and Stalin to attack South Korea, which was under U.S. occupation. This is ultimately a bloody conflict that broke out between the two Koreas between 1950 and 1953. Neither Korea won the war in July 1953 and an armistice was signed. 2 million of civilians and soldiers were killed in this conflict.

After the death of Stalin, Kim Il-sung was worried by the results of the XXth Congress of the Soviet Communist Party in 1956. He noticed that Stalin's successor, Nikita Khrushchev, had strongly criticized the policy of his predecessor. Therefore it was necessary to implement another strategy in order to remain at power in North Korea. Therefore Kim Il-sung decided to set up another system of loyalty, a system based upon links blood and loyalty to the Kim family.

Consequently in the '60s, the Kim family members were appointed at key positions of the North Korean system (Kim Jong-ju, the younger brother of Kim Il-sung was responsible in the '60s for the Department of Propaganda and Agitation of the KWP. Kim Sung-ae, the second wife of Kim Il-sung, was in the '70s the first secretary of the North Korean Democratic Women's Union. After the death of Kim Il-sung in 1994, the son of Kim Il-sung, Kim Jong-il took the head of North Korea. When Kim Jong-il passed away in December 2011 he was replaced by his son Kim Jong-un. The family of Kim therefore continues to play a key role in all structures of the socialist state since 1948.

North Korea, from its inception until 1990, received a substantial international aid from countries of the Eastern bloc primarily from the Soviet Union which have actively participated in the reconstruction of North Korea. Many technicians from other eastern European countries (Poland Czechoslovakia, Hungary, East Germany, Romania,…) sent also funds to North Korea. Many North Korean orphans were also living in East Germany and in Poland.

In this international context, the key decisions of the Kim family chaired the fate of the North Korean population. Ongoing support of the Soviet bloc and China helped North Korea to avoid any reforms which could jeopardize the stability of the North Korean regime and thus have maintained the conservative wing of the family Kims (under the leadership of Kim Jong-il) at the head of North Korea.

The fall of the Berlin Wall in 1989 and the collapse of the Soviet Union in 1991 led to the end of the economic support from the Soviet Bloc to North Korea. The consequences were tough for the regime of Pyongyang: starvation (more than 3 million people passed away according to secret North Korean reports disclosed to the general public), a never-ending energy crisis, …

The period from 1995 to the present day implicated structural and organizational changes in North Korea. The Kim family is still at the head of the main political, economic and military structures of the country, however, it seems that the "liberal" wing of the family took major policy decisions. These decisions are of course accepted by the former North Korean leader and by Kim Jong-un. Those who advised the Kim family are politicians, businessmen, considered as being loyal to the Kim family. They studied abroad (in China, Europe, in the United States under false names), they manage companies and have strong relations with the KPA.

Among the members of the "management board" of North Korea, there are also other personalities such as Ri Su-yong, the tutor of Kim Jong-un, now responsible for a number of investment in North Korea (especially in the resort of the Mount Kumgang), Kim Sung-nam, advisor of Kim Jong-un on Chinese matters, Kim Sul-song, the older half-sister of Kim Jong-un, who is managing some North Korean companies jointly with the millionaire brothers Jon (Sung-hun and Young-hun) in the transport sector and in the supply of consumer goods (cars, etc.). The full list is much longer and includes many other members of the family who do not live necessarily in North Korea (such as Kim Jong-nam, the eldest son of Kim Jong-il who continues to manage some of the accounts of the Kim family).

The advent of this liberal wing has led to radical changes in the North Korean system Since Kim Jong-il passed away in 2011, the KPA lost much of their decision-making abilities. The KPA was also forced to pass the economic entities that were under their control to the KWP. This raises the following question: Can the reorganization of these structures (which constitutes 70% of the economic capacity of North Korea) lead to political and social changes in North Korea? The liberal wing of the Kim family which tries to avoid an internal unstability has to set new rules of the "game". They reward the former KPA managers of important economic societies in North Korea (for example in the mining industry) or strategic military divisions (such as those near the borders with China and South Korea). Kim Jong-un gives them some kind of annual "gifts" (in form of cars, foreign currencies, furniture "Made in Europe" – some North Korean elites have homes where all products are Austrian!). That ensures the sustainability of the new relationship between the KPA and the KWP. This reflects also the increasing degree of corruption at the highest level of decision channels in North Korea and can subsequently lead to more radical changes with which the liberal wing could not cope in the future. How to know whether North Korean generals will still accept a loss of power in exchange of lavish "gifts"? These same general are convinced that Kim Jong-un will keep them alive? The recent history doesn't give them reason. Ri Yong-ho, Kim Jong-gak and Hyon Chol-hae former leaders of the KPA were simply removed from their prestigious positions in the North Korean Army: so who's next?

The next was Jang Sung-thaek, the former husband of the aunt of Kim Jong-un. For unknown reasons (Jang Sung-thaek allegedly threatened and thrown in doubt the power of Kim Jong-un), this North Korean politician was

executed on 13 December after an quick military trial. It is still too early to draw conclusions from this event but if it is true that Jang Sung-thaek was executed, it would mean that nobody can feel safe in North Korea and that the Kim family has less power than in the past years if they were not responsible for the eviction of Jang Sung-thaek. It is also highly possible that the eviction of Jang Sung-thaek was due to conflicts that are not directly caused by opposing military factions. Indeed, in recent years, although the Kim family continues to dominate the political scene, other families (side-branches of the Kim family) have seen their roles increase in the recent years. Including among others, the Kang family (Kang Sok-ju is a North Korean Deputy Prime Minister whose children manage companies in North Korea), the Oh family (Oh Kuk-ryol's children work in import-export companies between China and North Korea). Therefore, some disputes among these families may have lead to the eviction of Jang Sung-thaek?

Regarding the nuclear file, it is now run by a group of KWP politicians endow with some military knowledge. This group of individuals (Kim Kyong-ok, Ju Kyu-jang, Pak Do-chun and Choe Ryong-hae) represent the cutting edge on the atomic issue and these people should be involved in nuclear negotiations. What remains relevant here is the fact that these negotiations (if they can be considered reliable) are yet conducted by people associated to the Kim family: Ri Gun, Kim Kye-kwan and Ri Yong-ho. All without exceptions were relatives of the Kim family.

The Kim family must also deal with a generational challenge. In the past ten years, more and more North Korean leaders sent their children to study abroad (including in Austria, France, Great Britain,…) If this golden youth wishes to enrich themselves and change the fate of their country, then what may be the future of North Korea? The answer to this question is difficult firstly because the North Korean regime continues to maintain an old hermetic system but on the other way a new generation of North Korean leaders (for instance Paek Ryong-chon, the current director of the North Korean Central Bank, a former student in China and the son of Paek Nam-Sun, the former North Korean Foreign Minister) wants to get rich and it will necessarily pass through changes in the North Korean system, ie. more explicitly tangible reforms would be implemented

In conclusion, the enlarged Kim family is facing internal changes in North Korea. The Kim family must also take into account the generational changes taking place in its foreign partners (I think especially to the Chinese elites which are more and more opposed to the belligerent policy of Pyongyang) that may affect the future of relations between North Korea and its foreign partners. The changes that have been indicated in this text means that the North Korean leadership is aware of the requested changes but they are also conscious that these changes cannot question the nature of the North Korean political system.

ANNEX: SELECTED MEMBERS OF THE KIM FAMILY

Personality	Role	Genealogical relationship in relation to Kim Jong-un
Kang Sok-ju	Vice Prime Minister	Cousin
Kim Jong-chol	Advisor of Kim Jong-un	Half-brother
Kim Jong-nam	Investment advisor in North Korea	Half-brother
Kim Kwang-sop	North Korean Ambassador to Austria	Uncle
Kim Pyong-il	North Korean Ambassador to Poland	Uncle
Kim Sul-song	Director of companies	Half-sister
Kim Yong-chun	Director of the Guard of Red Peasant Workers	Great-uncle
Kim Yong-nam	Official head of state of North Korea	Cousin
Paek Se-bong	Director of the Second Economic Committee	Cousin
Yang Hyong-sop	Secretary of the Supreme People's Assembly	Cousin

BEATE SIROTA, OU COMMENT UNE AMÉRICAINE DE 22 ANS CHANGEA LA CONDITION DES FEMMES JAPONAISES

Michel Wasserman
Professeur à la Faculté des Relations internationales
de l'Université Ritsumeikan (Kyôto)
Mars 2014

Une dame américaine de 89 ans, dont le nom, Beate Sirota, ne dira sans doute pas grand-chose à la majorité des lecteurs du Réseau Asie, est morte le 30 décembre 2012, suscitant un concert d'hommages enamourés dans les principaux titres de la presse internationale, et ce pour un travail effectué un peu par hasard par une gamine de 22 ans au cours de neuf journées haletantes du début 1946. Responsable de l'article sur l'égalité entre les sexes dans la « *Peace constitution* » imposée par les Américains aux Japonais, Beate Sirota avait ensuite passé quarante années de sa vie à présenter les théâtres d'Asie au public américain, une activité aussi novatrice et autrement consommatrice de temps et d'énergie que son travail sur la constitution, mais ce n'est pas cela qui lui fut compté au moment suprême. Consciente que cette autre œuvre de sa vie était tombée lentement dans l'oubli, elle en éprouvait dans le grand âge comme une frustration. Elle s'en ouvrit à l'une de ses amies, et c'est ainsi que Nassrine Azimi et moi-même fûmes amenés à lui consacrer une biographie qu'elle eut le temps de préfacer deux mois avant de disparaître. Publié en France quelques mois après sa mort, le livre, traduit en japonais, bénéficia au Japon du retentissement qu'avait suscité la disparition de l'héroïne, laquelle coïncidait avec le retour au pouvoir de la droite conservatrice qui n'avait jamais accepté la constitution imposée par l'occupant et plaçait cette fois la révision de la loi fondamentale au centre de son agenda politique. Notre manuscrit fut donc accepté par les prestigieuses éditions Iwanami, qui décidèrent de le publier pour le premier anniversaire de la mort de Beate, choisissant pour ce faire leur collection culte de « Booklets », une publication du calibre d'un *Que sais-je* sur des questions sociétales qui paraissent depuis une trentaine d'années à raison de deux ou trois livraisons mensuelles et réunit les plus grandes signatures du pays : c'est ainsi que notre ouvrage, dûment ramené par les soins experts d'une éditrice maison aux dimensions impératives de la collection, parut en janvier dernier. Sur le même thème constitutionnel, si porteur qu'il génère ces jours-ci des présentoirs spécifiques dans les grandes librairies japonaises, nous succédions en toute simplicité dans la collection à Ôe Kenzaburô, Prix Nobel de Littérature et grande conscience humaniste du Japon contemporain, qui n'avait pas manqué de fournir sa contribution au débat à l'été 2013.

Je n'avais moi-même, je dois le reconnaître, jamais entendu parler de Beate Sirota lorsque Nassrine Azimi, haut fonctionnaire des Nations unies en poste à Hiroshima dans une antenne consacrée à la formation permanente des cadres administratifs des pays en développement, vint s'ouvrir à moi de

ce projet de livre. Je connaissais en revanche assez bien l'œuvre de son père, l'illustre pianiste Leo Sirota, pour avoir pas mal travaillé sur la réception de la musique occidentale au Japon. J'ai notamment consacré il y a quelques années un livre, *Le Sacre de l'Hiver*, à l'étrange phénomène de société que constitue l'engouement des Japonais pour la *Neuvième,* considérée, bien à tort évidemment, comme un rite germanique de fin d'année. L'origine de cette curieuse croyance remonte à une tradition imposée par un chef d'orchestre juif autrichien, Joseph Rosenstock, qui était venu au Japon en 1936 pour fuir le nazisme en prenant la direction de ce qui est aujourd'hui l'Orchestre symphonique de la radio-télévision NHK, dont il contribua à faire l'une des grandes phalanges du circuit international. J'avais donc été conduit à m'intéresser à la question des musiciens juifs de renom qui avaient trouvé refuge au Japon pendant la période nazie et qui avaient ainsi formé l'élite musicale locale. Les Allemands avaient bien entendu réclamé l'expulsion de ces maîtres, mais le gouvernement japonais, soucieux de ne pas mettre en danger les investissements étrangers et les possibilités d'immigration choisie sur lesquels il comptait pour mettre en valeur ses conquêtes coloniales, en Mandchourie notamment, n'était guère enclin à céder aux pressions des nazis sur une question qui était après tout pour lui secondaire. Il fut donc amené à définir en 1938 une politique *ad hoc* qui stipulait que les résidents juifs au Japon ou dans les territoires sous contrôle devaient être traités sur les mêmes bases que les autres ressortissants étrangers. Les grands maîtres de musique purent donc continuer à exercer leur magistère, d'autant plus que les commencements de la guerre du Pacifique, très favorables au Japon, n'entraînèrent aucun ralentissement de la vie musicale, bien au contraire : les concerts d'abonnement de Rosenstock à la tête de l'orchestre de la radio furent dupliqués à partir d'octobre 1940, et Sirota, qui avait résidé en permanence au Japon depuis 1929, ne fut semble-t-il jamais autant mis à contribution comme concertiste que durant l'année 1942.

Ce n'est qu'avec le tournant de la guerre et les défaites imprévues et cruelles de 1942-1943 (Midway, Guadalcanal), que le climat festif qui avait jusqu'alors prévalu commença à tourner à l'aigre. Les résidents étrangers dans le pays, surtout ceux qui n'épousaient pas les visées de l'Axe, furent perçus par les autorités comme une potentielle cinquième colonne, et cela se traduisit dans le domaine musical par l'interdiction qui fut faite aux interprètes japonais de se produire en concert avec des artistes étrangers qui ne relèveraient pas des puissances de l'Axe. Le contrat qui liait depuis 1931 Sirota à la prestigieuse École de musique de Tôkyô ne fut donc pas reconduit à compter de 1944, et il fut comme la plupart des autres résidents étrangers assignés avec son épouse à résidence dans une station de moyenne montagne où il possédait une villa d'été en rondins, peu faite pour supporter, sans combustible ou presque, des hivers où le thermomètre descendait à moins quinze. Les époux Sirota souffrirent donc du froid, de la faim aussi, et de la peur que faisait régner l'omniprésente police militaire, mais du moins survécurent-ils, ce qui ne fut pas le cas de l'essentiel de la famille de Leo restée en Europe et qui disparut durant la tourmente nazie.

Leur fille Beate, qui avait vécu au Japon entre cinq et quinze ans et parlait parfaitement la langue du pays, était partie en 1938 poursuivre des études universitaires dans un collège californien. Elle revint en 1945 pour chercher ses parents, dont elle était restée sans nouvelles depuis le début de la guerre du Pacifique : possédant naturellement le japonais, elle s'était fait engager comme civil dans le personnel militaire de MacArthur, et lorsque le grand homme donna neuf jours à la *Government Section* à laquelle elle appartenait pour rédiger la constitution du pays, étant « *The Only Woman in the Room* » (c'est le titre qu'elle donna à ses Mémoires parus en 1997), elle se vit confier (à 22 ans !) la responsabilité de la clause révolutionnaire sur l'égalité des sexes, qui établit que pour toutes « questions se rapportant au mariage et à la famille, la législation est promulguée dans l'esprit de la dignité individuelle et de l'égalité fondamentale des sexes » (Article 24).

Les autres membres de la section n'étaient certes pas des constitutionnalistes, mais au moins possédaient-ils souvent une formation de juristes. Beate, elle, avait, ce que les autres n'avaient pas, une connaissance personnelle du pays et de sa langue, et elle avait pu, petite fille, observer la manière dont les femmes japonaises étaient traitées, soit selon ses propres termes comme « des biens mobiliers que l'on pouvait acheter et vendre à volonté ».

Bien qu'il se soit agi d'un secret de polichinelle, pendant plusieurs dizaines d'années l'identité américaine des rédacteurs de la constitution demeura cachée, et notamment le fait qu'un article décisif du document avait été l'œuvre d'une jeune femme à peine sortie de l'université. Lorsque son rôle fut rendu public, Beate devint une idole pour les Japonaises, et elle l'est restée.

Rentrée aux États-Unis après avoir travaillé un an et demi pour les Forces d'occupation, Beate allait rapidement jouer un rôle de premier plan dans le rétablissement des relations américano-japonaise, et plus généralement dans le développement des liens culturels avec l'Asie. Elle rejoignit la *Japan Society* de New York, une planète de la galaxie Rockefeller, après la réouverture de l'institution, dormante pendant les années de guerre. Après s'y être occupé des étudiants japonais qui avaient timidement repris le chemin des États-Unis, elle en devint en 1958 la directrice des Arts du spectacle, fonctions qu'elle occupa à partir de 1970 dans une institution jumelle, la *Asia Society*, où son cahier des charges lui faisait obligation d'inviter annuellement trois groupes : si l'un d'eux se révéla souvent japonais, elle travaillait par ailleurs sur une zone culturelle immense et quasi inconnue en dehors de quelques rares spécialistes, vingt-deux pays allant de l'Asie occidentale jusqu'à l'Océanie qu'elle arpenta à raison de cinq ou six destinations annuelles pour auditionner des artistes traditionnels (elle se refusait par principe à inviter un spectacle qu'elle n'aurait pas vu elle-même)

Quand elle dut, à contrecœur bien entendu, se retirer en 1991 (elle avait 68 ans), elle avait organisé une quarantaine de tournées, comportant chacune de vingt à vingt-cinq représentations à la *Asia Society* et dans le réseau très demandeur des universités américaines. Ses artistes avaient visité 400 villes dans 42 États des États-Unis, et leurs spectacles avaient été vus par un million

et demi d'Américains. Le *Village Voice* la remercia pour vingt ans de « cadeaux asiatiques », et le metteur en scène Peter Sellars, pour qui elle était « une légende », lui dit un jour que le spectacle asiatique auquel, jeune étudiant, il avait grâce à elle assisté pour la première fois de son existence à UCLA, avait tout simplement changé sa vie.

BEATE SIROTA, OR HOW A 22-YEAR-OLD AMERICAN GIRL CHANGED THE CONDITION OF THE JAPANESE WOMEN

Michel Wasserman
Professor at College of International relations, Ritsumeikan University (Kyoto)
March 2014

An 89-year-old american lady, whose name will probably be unknown to a majority of the readers of the *Réseau Asie*, died on 30 December 2012, amid a flurry of loving homages in the world's most prominent newspapers, which praised the work accomplished by a 22-year-old girl during nine hectic days in early 1946. Responsible for the article on the equality of sexes in the "Peace Constitution" imposed by the Americans on Japan, Beate Sirota had spent thereafter 40 years of her life introducing Asian theatrical traditions to the american audience, an activity as innovative and far more consuming of time and energy than her work on the constitution, even if on her last day it was not what she would be remembered for. Feeling that this part of her lifework had slowly fallen into oblivion, Beate harbored in her old age some frustration about this state of affairs – frustration which she shared with a friend of her. It is on these premises that this friend, Nassrine Azimi, and myself were brought to write a biography of Beate, for which she had time to write the foreword two months before passing away. The book was published in France a few months afterwards. Translated into Japanese, it benefitted from the nationwide reflection that her death had caused in Japan, her passing coinciding with the return to power of the conservative right, which had actually never accepted the constitution imposed by the American Occupation. It has therefore put the revision of the country's fundamental law at the core of its political agenda. Our manuscript was therefore accepted by the prestigious Iwanami publishing company, which decided to release the book on the first anniversary of Beate's death in their famed "Booklets" series: this publication, which is quite similar in caliber to the "*Que sais-je?*" series, has been released for thirty years or so at the pace of two or three monthly issues, signed by some of the country's most prominent intellectuals. Our book, which had to be reduced to the immutable size of the Booklet series by the able hands of one of Iwanami's editors, was released last January: on the same constitutional theme, so controversial these days that it generates specific sections in Japan's main bookstores, we follow, in all simplicity, on the footsteps of no less than Ôe Kenzaburô, Nobel Prize of Literature and great humanistic conscience of today's Japan, who had not missed the occasion of making his own contribution to the debate during the summer of 2013.

I must admit that I had myself never heard of Beate Sirota when Nassrine Azimi, a UN official based in Hiroshima where she worked in one of the United Nations' institutes dedicated to the training of professionals from developing countries, presented to me this book project. I knew however quite well the

work of her father, the famous pianist Leo Sirota, having myself undertaken some research on the reception of Western music in Japan. Some years ago, I even devoted a book, *Le Sacre de l'Hiver*, to a strange social phenomenon, the infatuation of the Japanese with Beethoven's *Ninth*, considered, of course inaccurately, as a germanic rite for the end of the year. The origin of this curious belief goes back to a tradition imposed by an Austrian Jewish conductor, Joseph Rosenstock, who had come to Japan in 1936 to flee Nazism, and had assumed the direction of what is today the NHK Symphony Orchestra, which he contributed to transform into one of the great formations of the international circuit. I had therefore been led to pay attention to the question of the famous Jewish musicians who had found refuge in Japan during the Nazi period and had trained the country's musical elite. The Germans had of course asked for the expulsion of those masters, but the Japanese government, keen not to jeopardize the foreign investments and selective immigration on which it counted to develop its colonial conquests, especially in Mandchuria, was not willing to yield to Nazi pressure on a question which was felt after all as rather secondary. The government was therefore led to define in 1938 an *ad hoc* policy, which stipulated that the Jewish residents of Japan or of the territories under Japanese control should be treated according to the same principles as other foreign nationals. The great music masters were therefore able to continue with their teaching, all the more so as the beginnings of the Pacific War, very favourable to Japan, had led to no slowing down of the musical life: on the contrary, Rosenstock's subscription concerts as head of the radio orchestra were duplicated from October 1940 onward, and Sirota, who had been a permanent resident of Japan since 1929, was seemingly never as busy as a concertist as he was during year 1942.

It is only with the turning of the tides of war, and with the unexpected and painful defeats of 1942-1943 (Midway, Guadalcanal), that the festive mood began to sour. The foreign residents, especially those who did not support the views of the Axis, were perceived as a potential fifth column, and this led in the musical field to the prohibition for Japanese performers to appear in concert with foreign artists who did not belong to the Axis powers. Sirota's contract with the prestigious Tokyo Music Academy, which had been constantly renewed since 1931, was brought to an end in 1944, and he was, as many foreign residents, sent with his wife into forced residence to a mountain resort where they possessed a summer log-house, hardly built to endure, practically without any fuel, 15 degrees-below zero winters. The Sirotas suffered therefore from cold, hunger, and also from the fear instilled by the omnipresent military police. But at least they did survive, which was not the case of many in Leo's family back in Europe, annihilated during the Nazi period.

Their daughter Beate, who had lived in Japan between the ages of 5 and 15 and who spoke the language fluently, had left in 1938 to study in a Californian college. She came back in 1945 to look for her parents, of whom she had had no news since the beginning of the Pacific War: fluent in Japanese, she had been able to enroll as a civilian in MacArthur's military staff, and when the great man

gave nine days to the Government Section to which she belonged to draft the country's constitution, as she was "*The Only Woman in the Room*" (the title she gave to her Memoirs published in 1997), she was to be responsible (at age 22!) for the revolutionary clause on the equality of the sexes, which notably stipulates that with regard to "matters pertaining to marriage and the family, laws shall been acted from the standpoint of individual dignity and the essential equality of the sexes" (Article 24).

The other members of the section were definitely no constitutionnalists, but at least some had been trained as jurists. Yet Beate had what the others did not, a first hand knowledge of the country and of the language, and she had been able, as a young girl, to observe the way Japanese women were treated (in her own words as "property to be bought and sold on a whim").

Though it was but an open secret, for decades officialdom refused to recognize the American origin of the drafters, and especially the fact that a fundamental article of the constitution had been written by a young woman barely out of college. Once her role was made public however, Beate became an idol for Japanese women, and remains so to this day.

Having returned to the United States after working 18 months for the Occupation Forces, Beate was soon to play a major role in the restoration of US-Japan relations, and more generally in the development of cultural links with Asia. She joined the *Japan Society* in New York, part of the Rockefeller constellation, after the reopening of the institution which had been dormant during the war. After working for the welfare of Japanese students that were timidly returning to America, she assumed in 1958 the direction of the Performing Arts section, and thereafter joined in the same position, in 1970, the *Asia Society*, a sister organization. Her mandate there required that she invite three groups a year: though one of the three was often from Japan, she still had to cover an immense cultural zone, known only until then to just a handful of scholars, 22 countries extending from West Asia to Oceania which she visited, five or six a year, to audition traditional artists (as a matter of principle, she would not stage a performance unless she had personnally watched it beforehand).

When she, of course reluctantly, retired in 1991 (she was 68), she had managed to organize some 40 tours, each with some 20 to 25 performances presented at *Asia Society* itself or through the very cooperative network of universities around the country. Her artists had travelled to 400 cities in 42 American states, and their performances had been attended by one and a half million Americans. The *Village Voice* thanked her for 20 years of "Asian gifts", and the stage director Peter Sellars, to whom she was "a legend", told her once that he had had no experience whatsoever of Asian performing arts until the day he had seen a performance organized by Beate at the University of California in Los Angeles, and that it had simply changed his life.

MONGOLIE : L'EXCEPTION LIBÉRALE EN ASIE

Antoine Maire
Doctorant au CERI
Avril 2014

La Mongolie bénéficie d'un statut particulier dans l'imaginaire collectif. La multiplication des reportages sur ce pays en témoigne. Cette exceptionnalité mongole se traduit également sur le plan politique. Située au cœur de l'Asie, la Mongolie jouit d'un régime politique libéral et fait figure d'exception dans une région connue pour ses régimes autoritaires et rongée par la hausse des tensions géopolitiques. Cette situation pose question car rien ne laissait supposer que les autorités mongoles pourraient mener à bien une transition démocratique dans laquelle tant d'autres pays ont échoué.

Yourte de campagne du parti démocrate lors de l'élection présidentielle de 2013. (© 2013 / A. Maire.) // A campaignger for the democratic party, Ulaanbaatar, June 2013. (© 2013 / A. Maire.)

La Mongolie figure régulièrement dans les classements de la Freedom House comme un pays « libre », c'est-à-dire comme un pays où la compétition politique est libre et où les libertés civiles sont respectées. Bien que ce classement apparaisse critiquable en bien des points, il met néanmoins en évidence le haut niveau de liberté de la société mongole. Cela fait de ce pays une exception rare dans l'espace post-socialiste. Une comparaison avec les autres pays de la région offre un aperçu de cette spécificité mongole. Ainsi, les pays d'Asie centrale sont pour la plupart dirigés selon un mode de gouvernement autoritaire. La Corée du Nord, dont la situation était comparable à celle de la Mongolie en 1989 (enclavement politique, proximité avec les deux grands voisins russes et chinois etc.) a, elle, suivi une trajectoire d'évolution opposée au cas mongol, qui a conduit à un durcissement du régime et à un isolement accru. Ces comparaisons mettent en évidence la singularité de la position mongole. Elle permet aux citoyens de bénéficier d'un haut niveau de liberté et d'une relative égalité. La place des femmes dans la société en est le meilleur exemple. Symbole de cette situation, des hommes ont récemment manifesté pour demander l'égalité entre les sexes sur le marché de l'emploi et la Mongolie a même pu être qualifiée d'« île au milieu de l'océan » par le chercheur Thomas Spoorenberg.

L'évolution politique du pays depuis le début de la décennie 1990 confirme cette spécificité. La révolution démocratique et pacifique de l'hiver 1989-1990

s'est traduite par la mise en place d'un gouvernement de coalition composé de l'ancien parti unique – le Parti populaire et révolutionnaire mongol – et des différents mouvements démocratiques d'opposition, dont est issu l'actuel président Elbegdorj, et dont les manifestations ont conduit à la démission du politburo en 1990. Ce gouvernement de coalition a permis l'adoption d'une nouvelle Constitution en 1992 qui insiste sur le respect des droits de l'homme et sur la mise en place d'un régime démocratique et multipartite. Dès lors, la stabilité politique mongole mérite d'être soulignée. Les épisodes d'alternance politique sont réguliers, et le jeu politique est ouvert à des partis nombreux et divers. Un épisode de tensions a cependant eu lieu en 2008. Des manifestants ont contesté le résultat des élections législatives et ont incendié le siège du parti populaire et révolutionnaire mongol. Cinq personnes ont trouvé la mort et le président Enkhbayar a dû déclarer l'état d'urgence et imposé un couvre-feu. Cet épisode tragique a néanmoins débouché sur la mise en place d'un gouvernement de coalition chargé de faire face à cette crise et les élections suivantes n'ont donné lieu à aucune contestation réelle. Outre cette stabilité politique, une autre tendance remarquable est liée à l'évolution du régime politique mongol. Alors que les États d'Asie centrale se sont majoritairement tournés vers une forme de gouvernement autoritaire, axée autour de la figure d'un homme fort, le régime politique mongol a suivi une trajectoire d'évolution radicalement différente. Celle-ci a conduit le pays d'un régime semi-présidentiel à un régime parlementaire au sein duquel le pouvoir du président s'est trouvé peu à peu marginalisé. Cette évolution remarquable traduit l'ancrage profond de la Mongolie dans un système libéral et en fait un contre-exemple dans la région.

Le Grand Khural, parlement de Mongolie et cœur du pouvoir politique. (© 2013 / A. Maire.) // The Great Khural, the parliament of Mongolia. (© 2013 / A. Maire.)

Ce succès est d'autant plus frappant que peu d'éléments permettaient d'envisager une telle réussite. *A posteriori,* certains chercheurs parlent de « démocratisation sans conditions préalables » pour caractériser l'évolution politique mongole. Parmi les éléments qui auraient pu freiner cette évolution, l'enclavement entre deux puissances autoritaires apparaît comme le plus rédhibitoire. L'absence d'expérience démocratique dans le pays constitue un autre élément souvent mentionné dans la mesure où les Mongols n'ont expérimenté aucun mode de gouvernement démocratique avant 1990. Le développement mongol remet également en cause les théories qui postulent que la démocratie ne peut prendre racine que dans le cadre d'un contexte économique favorable. La Mongolie, contrairement à cette hypothèse, a mis en place un système politique libéral et démocratique au cœur d'une crise économique particulièrement violente. Le produit intérieur brut a chuté après 1990 de près de 40 %, le

chômage a fait son apparition dans le pays et des tickets de rationnement ont même été mis en place. Il a ensuite fallu dix ans à la Mongolie pour retrouver les niveaux de production atteints en 1989. Ces difficultés économiques n'ont pourtant pas altéré l'élan mongol vers la démocratie. Autre élément défavorable, la reprise économique perceptible dès le début des années 2000 s'est appuyée sur la redécouverte d'un immense potentiel minier qui a rapidement suscité la convoitise des investisseurs étrangers et permis la constitution de fortunes importantes en Mongolie. Nombre d'exemples en Asie centrale et en Afrique ont conduit les chercheurs à souligner les risques inhérents au développement d'une économie rentière basée sur l'exploitation des ressources naturelles mais la Mongolie a, une fois encore, échappé à une dérive autoritaire malgré cette richesse en matières premières.

Dans ces conditions délicates, la réussite de la transition politique mongole pose question. Elle a suscité l'attention de nombreux travaux qui ont tenté d'expliquer cette exceptionnalité mongole. Certains ont mis en avant l'héritage de Gengis Khan comme la source principale de la démocratie mongole. D'autres ont insisté sur le rôle particulier de la nouvelle Constitution mongole qui garantit un équilibre des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. Certains ont au contraire affirmé que la mise en place d'un régime démocratique constituait un outil stratégique indispensable pour préserver l'indépendance fragile du pays. On a aussi mis l'accent sur la dépendance initiale de l'économie mongole à l'aide étrangère qui aurait forcé les autorités du pays à se conformer aux attentes des donateurs internationaux. L'ensemble de ces hypothèses constitue autant de facteurs explicatifs nécessaires à la compréhension de la réussite de la transition mongole. Ils n'expliquent néanmoins pas la facilité avec laquelle la démocratie s'est ancrée dans le pays et le consensus général dont a bénéficié ce mode de gouvernement depuis le début de la décennie 1990.

Meeting de campagne du candidat Ts. Elbegdorj, Oulan-Bator, juin 2013. (© 2013 / A. Maire.) // A campaign rally for candidate Ts. Elbegdorj, Ulaanbaatar, June 2013. (© 2013 / A. Maire.)

Les Mongols, lorsqu'on les interroge, évoquent une autre grille de lecture et lient souvent le mode de gouvernement démocratique à leur mode de vie traditionnel et à leur attachement « naturel » à la liberté. Cette affirmation, bien que souvent décriée, fait le lien entre le mode d'organisation sociale élémentaire, dans le cas mongol la famille nucléaire, et le mode d'organisation sociopolitique du pays. Il repose sur « l'idée que les rapports familiaux – entre parents et enfants, entre mari et femme – servent de modèle aux relations politiques[1] ». Le nomadisme, les contraintes géographiques du pays, font que

1 Todd, Emmanuel, *La troisième planète. Structures familiales et systèmes idéologiques*, Paris, Seuil, 1983, p. 18.

le système familial mongol est un système nucléaire au sein duquel les enfants, à l'exception du fils cadet, quittent le foyer familial au moment du mariage. De ce fait, le rapport à l'autorité, vis-à-vis du père dans le cadre de la famille, se trouve atténué par ce départ. Le fils qui quitte le foyer familial bénéficie d'un niveau de liberté important puisque ce départ le soustrait à l'autorité parentale, en devenant le chef d'une nouvelle unité familiale. Cet attachement à la liberté et ce rejet relatif des relations d'autorité se traduisent d'ailleurs dans un trait de caractère partagé entre les Mongols et les Français, celui d'un esprit critique très marqué.

Affiche de campagne électorale, Oulan-Bator, juin 2013. (© 2013 / A. Maire.) // A campaign poster, Ulaanbaatar, June 2013. (© 2013 / A. Maire.)

Cette corrélation entre l'organisation sociale la plus élémentaire, c'est-à-dire le lien familial, et l'organisation politique permet non pas de mettre en évidence un déterminisme direct entre ces deux éléments, mais d'affirmer que cette corrélation a sans doute facilité la mise en place et l'acceptation d'un régime politique libéral en Mongolie. Ce dernier est ainsi conforme au rapport quotidien des Mongols aux concepts d'autorité et de liberté. Il permet d'expliquer en partie cet attachement mongol au libéralisme politique, dont la démocratie est un sous-produit. Cet aspect vient ainsi s'ajouter aux imbrications complexes entre les autres facteurs explicatifs déjà mis en évidence.

MONGOLIA, A LIBERAL EXCEPTION IN ASIA

Antoine Maire
Ph.D. candidate at CERI
April 2014

Mongolia benefits from a special status in the collective mindset and this is illustrated by an increasing number of documentaries and TV reports. The Mongolian exceptionality can also be found in the political area. Located in the heart of Asia, Mongolia enjoys a liberal political regime and can be considered an exception in a region known for authoritarian regimes and eaten away by increasing geopolitical tensions. This situation is intriguing because nothing presupposed that the Mongolian authorities could lead a democratic transition, where so many other countries have failed.

Mongolia is always defined as a "free country "in the annual ranking of the Freedom House, that is, a country where political competition is free and where civil liberties are respected. Although this ranking can be criticized on many aspects, it shows that the high level of freedom in the Mongolian society makes this country an exception in the post-socialist world. A comparison with other countries of the region gives an insight of this Mongolian specificity. Thus, Central Asian countries are mainly governed by an authoritarian government system. North Korea, whose situation used to be mostly similar to Mongolia's in 1989 (political land-locking, proximity with two big neighbours), followed a different trajectory, leading to an increasing isolation. Those comparisons show the singularity of the Mongolian situation where citizens benefit from a high degree of freedom and, in a way, of an equality illustrated by a remarkable equality between men and women. The recent demonstration during which men demanded equality is a symbol of this situation and led T. Spoorenberg to define Mongolia as "an island in the middle of the ocean".

The political evolution of the country since the beginning of the 1990s confirms this specificity. The democratic and peaceful revolution of the winter of 1989-1990 led to a coalition government made of the former single party – the Mongolian people's and revolutionary party – and of the components of the democratic movement whose demonstrations led to the withdrawal of the politburo and the falling down of the socialist system in Mongolia. This coalition government adopted a new Constitution in 1992 which insists on democracy, multi-party elections and Human rights. Consequently, the stability of the Mongolian political system needs to be emphasized. Changes of parties in power often occurred and elections are considered free and fair. 2008 was an exception in this matter. The results of the parliamentary elections were contested by demonstrators who set the MPRP's headquarters on fire. Five people died and former President Enkhbayar declared the state of emergency as well as a curfew. However, those tragic events led to a coalition government to tackle the crisis. Much more than this political stability, the evolution of the

Mongolian political regime has to be pointed out. When most Central Asian states built an authoritarian form of government where the presidency is a dominant player, Mongolia's evolution was completely different. The Mongolian political system has gradually changed from a semi-presidential system to a parliamentary one, in which the power of the President has decreased. This particular evolution confirms the Mongolian rooting in a liberal system which makes the country a counter-example in the region.

The Mongolian success is all the more striking that few elements led to believe it would happen. A posteriori, Steven Fish talks about a "democracy without prerequisites" to describe the Mongolian evolution. Among the elements which could lead Mongolian transition to fail, land-locking between two authoritarian big powers is the most redhibitory. The lack of democratic experience is another element often mentioned since Mongolia had not experienced a democratic system before 1990. The Mongolian case is also a counter-example for theories which postulate that democracy takes root in a favourable economic context. On the contrary, Mongolia built its democratic system during a severe economic crisis. Mongolian GDP fell down 40%, unemployment appeared, and rationing system had to be implemented. It took 10 years for Mongolia to recover from this transition crisis. However, those economic difficulties did not distort the Mongolian run-up towards democracy. The fact that the new Mongolian economic growth was based on the rediscovery of the Mongolian potential in mineral resources is another unfavorable condition. Numerous examples of African and Central Asian countries led researchers to emphasize the risks inherent in an economic development based on natural resources. However, Mongolia, here, also escapes an authoritarian drift.

Within this complex framework, Mongolia's democratic transition success drew the attention of many researchers who tried to explain this Mongolian exceptionality. Some insisted on the heritage of Gengis Khan as the main legacy which inspired Mongolian democracy. Others insisted on the role of the Mongolian Constitution which guarantees a balance between the legislative, the executive and the judiciary powers. Some underline that democracy was a necessary strategic tool to guarantee the independence and sovereignty of the country; or emphasized the economic dependency to international assistance which led Mongolian decision-makers to conform to the wish of international donors. All these factors help to understand the Mongolian success. However, they do not explain the easiness with which democracy rooted in Mongolia and the general consensus that this form of government enjoyed since the beginning of the 1990s.

Mongolian people, when asked about it, mention another key for understanding. They often link the democratic system of government to the Mongolian traditional way of life and the Mongolian "natural" attachment to freedom. This affirmation, sometimes slandered, builds a link between the elementary social organization, that is, the nuclear family, and the socio-political system of the country. It lies on "the idea that family connections – between parents and children, between husband and wife, are a pattern for

political connections[1]". Because of nomadism and geographical constraints, the Mongolian family system is nuclear where children, with the exception of the youngest, leave the household when married. Thus, respect towards authority, towards the father, diminishes. The child who leaves the household benefits from much more freedom because he distances himself from his father's authority and becomes the chief of a new family unit. This daily attitude to freedom and the relative rejection of relations of authority results in a character trait shared by the Mongolian and the French: a highly developed critical mind.

This correlation between an elementary social organization, that is, family connections, and political organization does not show a direct determinism between those two elements, but allows to imply that it has probably facilitated the implementation and acceptation of a liberal political regime in Mongolia. This attitude is in compliance with the daily attitude of the Mongolian people towards authority and freedom. It partially explains this Mongolian attachment towards political liberalism, democracy being an under-product of this attachment. This aspect needs to be added to the complex imbrication between the factors previously mentioned.

1 Todd, Emmanuel, *La troisième planète. Structures familiales et systèmes idéologiques*, Paris, Seuil, 1983, p. 18.

BIRMANIE (MYANMAR) - ÉTAT DE LA RECHERCHE DANS UN PAYS EN TRANSITION

Alexandra de Mersan
Ethnologue, maître de conférences à l'Inalco et chercheuse associée au CASE
Novembre 2014

Jour d'observance religieuse au sanctuaire de Mahamuni. État d'Arakan (ou Rakhine). Le téléphone portable et, dans une moindre mesure, l'accès à Internet se sont largement diffusés et implantés dans le quotidien de tous en l'espace de deux, trois ans. (© 2014 / A. de Mersan.) // A day of religious observance in the Mahamuni sanctuary. Arakan (or Rakhine) State. Cellphones and, more moderately, Internet access have been widely adopted and become an everyday feature for everyone in the course of two or three years. (© 2014 / A. de Mersan.)

UNE TRANSITION DÉMOCRATIQUE…

La Birmanie (ou Myanmar) connaît des changements sans précédent entamés après les élections parlementaires de novembre 2010 et se prépare à un nouveau scrutin programmé en 2015. Le pays, est-il nécessaire de le rappeler, ne vit plus sous un régime dictatorial gouverné par une junte, même si les députés et membres du gouvernement, élus ou nommés, appartiennent à l'armée (constitutionnellement à hauteur de 25 % des sièges) ou sont pour une large part d'anciens militaires ou proches de l'ancien régime. À la surprise générale, dès l'été 2011, Thein Sein, le président de la Birmanie, a entrepris une série de réformes politiques, sociales et économiques dont les plus significatives ou visibles peut-être (mais cela dépend de qui regarde) ont été la liberté de la presse et l'abolition de l'organe de censure, la libération de prisonniers politiques dont celle d'Aung San Suu Kyi, Prix Nobel de la paix, et fille de Aung San, héros de l'indépendance. La libération de cette figure emblématique de la démocratie et icône du peuple (quoi que cet aspect s'estompe largement), lui a permis d'être élue députée quelques mois plus tard lors d'élections intermédiaires. Cette politique d'ouverture après des décennies d'isolation s'est aussi traduite par une nouvelle orientation économique plus attractive envers les investisseurs étrangers. La Birmanie possède un fort potentiel de développement économique dans de nombreux domaines (tourisme, infrastructures, électricité par la construction de barrages, etc.) à travers notamment ses ressources naturelles et cultivées.

Sans doute ce qui apparaît le plus immédiatement significatif aux yeux des Birmans est ce qui a directement contribué à l'amélioration de leur quotidien : libération de la parole, possibilité de critiquer, de manifester, liberté de la presse au demeurant particulièrement foisonnante et suivie, accès généralisé

Centre-ville de Rangoun, août 2014. Après des décennies de dictature, liberté recouvrée de s'exprimer publiquement sans crainte de représailles. Campement de manifestants demandant la restitution des terres accaparées par les militaires. (© 2014 / A. de Mersan.) // Center of Rangoon, August 2014. After decades of dictatorship, a newfound freedom to express oneself publicly without fear of retribution. Here is the camp of protesters asking for the restitution of land grabbed by the military regime. (© 2014 / A. de Mersan.)

aux médias, à Internet bien sûr et aux téléphones portables (les Birmans dans leur majorité sont passés de rien au téléphone portable). Les journaux sont abondamment lus et la liberté de ton étonne encore ceux qui ont connu les années de censure implacable. Dans un tout autre registre, la possibilité d'importer une voiture constitue aussi un exemple visible de ces changements. On est d'ailleurs frappé par les nombreux signes de l'entrée immanquable de la Birmanie dans la globalisation, par l'accélération de la circulation des personnes, des idées et des choses, l'entrée massive de biens de toutes sortes ou encore par le rythme accéléré de constructions immobilières. À titre anecdotique mais significatif, l'évolution sur quelques années de la version des Pages jaunes birmanes témoigne de cela.

Les réformes sont allées à un train tel que les Birmans peinent toutefois à digérer ce festin après tant d'années de vaches maigres. Et même, tout le monde n'a pas encore été servi ni même convié à s'asseoir au banquet. Si les acteurs extérieurs étatiques ou non étatiques de tout poil (ONG, *Think tank*, entreprises, investisseurs, touristes, etc.) s'assurent chacun leur part de gâteau, les Birmans restent toutefois sur leur faim. La situation économique du pays demeure difficilement soutenable et divers secteurs, l'éducation par exemple, sont exsangues. Preuve en est, le maintien d'une importante migration birmane – intérieure ou vers d'autres pays de l'Asie du Sud-Est pour la plupart – qui est à l'œuvre depuis le début des années 2000. Les résultats partiels du recensement de 2014, le premier depuis des décennies – indiquent une population totale inférieure aux prévisions (51,4 millions au lieu de 60 millions), qui s'explique notamment par le fait que le nombre d'émigrés est inconnu. À l'inverse, le retour au pays de nombreux exilés demeure timide malgré des appels lancés en ce sens par les dirigeants birmans. De plus, le décalage entre riches et pauvres s'accroît et l'exaspération est manifeste parmi la population.

LA RECHERCHE DANS LA TRANSITION…

En août dernier se tenait à Singapour la Conférence internationale bisannuelle des études birmanes. Ce fut l'occasion de présenter l'état de la recherche sur le pays dans ce contexte particulier d'ouverture et de transition lequel, d'ailleurs, a favorisé l'apparition d'une nouvelle génération de chercheurs.

La recherche actuelle rend évidemment compte de cette période de réformes, des nombreux changements afférents ainsi que de l'actualité la plus immédiate du pays, qu'ils soient l'objet même de la recherche ou – le plus fréquemment – qu'ils se soient imposés à elle. Ainsi, les violences qui ont éclaté en juin 2012 dans l'État d'Arakan (Rakhine) entre bouddhistes et musulmans ou, de façon plus large, la question de la place de la religion dans la transition actuelle, présente dans de (trop ?) nombreuses communications, a masqué d'autres problèmes et occulté des questions peu développées au regard d'autres enjeux. L'enjeu du prochain scrutin, marqué par des formes d'alliances politiques inédites, l'apparition d'une pluralité de nouveaux acteurs liés au processus de paix, et l'émergence d'une « société civile » (quoi que la notion devrait être mieux définie en contexte birman), a été l'objet de diverses présentations. Ou encore, les contributions ont porté sur la demande pressante dans la population de modification de la constitution de 2008 en vue notamment d'instaurer un système fédéral, de limiter le pouvoir des militaires ou de permettre à Aung San Suu Kyi d'être candidate à la présidence. D'autres aspects relatifs aux difficultés de construction et de cohésion nationale mériteraient d'être davantage traités comme les mouvements armés en cours dans l'État Kachin. Il en va de même pour la question foncière et les enjeux autour de la restitution des terres confisquées par les militaires ces dernières décennies, le développement économique et l'absence de redistribution des bénéfices de l'exploitation des ressources naturelles aux populations locales ou le mécontentement croissant à l'encontre des projets et investissements chinois à tout va. Étonnamment, la question de l'émigration suscite aussi peu d'études. Certes, il est difficile d'évaluer comment ce phénomène même a pu contribuer aux changements récents ou participer de la Birmanie contemporaine, dans ses choix de développement notamment.

Dans ce contexte, l'émergence d'une diversité d'acteurs mais aussi d'opinions, de pouvoirs et d'intérêts qui s'expriment dans la Birmanie d'aujourd'hui déroute quelque peu le chercheur qui peine à établir une vue d'ensemble, à apprécier des tendances générales, ou les positions dominantes dans le domaine religieux, politique ou dans les médias, dans un conc ert proche de la cacophonie.

Plusieurs invités birmans ont souligné l'absence de débats publics autour de grandes orientations futures dans le contexte actuel. Si aujourd'hui, dans le pays, chacun donne à entendre sa voix, s'exprime publiquement et ouvertement, les lieux réels pour discuter, débattre ou se concerter sont inexistants : comment anticiper (cf. *Envisionning Myanmar* était la thématique de la conférence) ? À quels modèles les Birmans se réfèrent-ils, à quels lendemains rêvent-ils et dans quel type de société se projettent-ils au-delà le simple mot de « démocratisation », dans les domaines de l'économie, du social, de la politique ?

Autre aspect remarquable, un vrai décalage d'opinions et d'analyse existe parfois selon que l'on se place du point de vue extérieur ou intérieur, ou

encore du point de vue des acteurs du changement ou des observateurs. Les Birmans présents à la conférence des études birmanes ont parfois exprimé leur exaspération vis-à-vis d'une position étrangère sans doute trop intrusive et pressante : un regard étranger qui se pose en expert, en modèle, distribue bons et mauvais points, croit comprendre, juge et ne se pose jamais la question de sa légitimité. Par ailleurs, que sait-il et comprend-il de la culture birmane pour s'autoriser ou s'imposer comme acteur extérieur, comme porte-parole ou analyste ? Exaspération aussi devant une critique qui ne mesure peut-être pas toujours l'état dans lequel se trouvait la Birmanie au lendemain des élections de 2010, le chemin parcouru dans ces réformes toujours en cours où tout était (et demeure) à construire ou à reconstruire. Le décalage se voit, par exemple entre les versions, birmane ou anglaise, des sites d'information sur le pays. Selon la langue choisie, les sujets traités diffèrent.

Dans un autre registre, la parution de l'article en juillet 2013 du *Time magazine* intitulé « *The face of Buddhist terror* » avec en couverture, le portrait du moine birman, U Wirattu, réputé pour son nationalisme religieux illustré par une campagne de boycottage des entreprises musulmanes, a participé de ce fossé ressenti en Birmanie. De même, la différence d'appréciation est saisissante à propos du conflit en cours en Arakan. Tandis que les Arakanais (bouddhistes) sont perçus, décrits et condamnés souvent sans nuance par la communauté internationale comme les agresseurs racistes et ultranationalistes des victimes musulmanes apatrides, dans le pays, ils apparaissent à de nombreux égards aux yeux des Birmans comme légitimes dans leurs positions, voire comme « montrant la voie ». Ce décalage a abouti au départ précipité d'Arakan au printemps dernier des ONG internationales. De telles situations de tensions ou de violences imposent d'adopter une démarche compréhensive afin de prendre le nécessaire recul. Qu'apporte alors la recherche anthropologique ?

Pour le chercheur de longue date de la société arakanaise, il s'agit de faire entendre une voix « de l'intérieur » sans en être le porte-parole, c'est-à-dire, de donner des éléments de compréhension, même si cela s'apparente à complexifier une situation. Il s'agit d'expliciter notamment la construction historique de la figure de l'Indien (*kala*) et de l'étranger dans la société arakanaise, ou encore d'expliquer de quoi relève ce que l'on peut appeler, faute de mieux, le « patriotisme » ou le « nationalisme » arakanais. Mais encore, par exemple, de dire les fondements de la peur de l'islam dans ces sociétés.

À l'instar des pays anglo-saxons ou d'Europe du Nord, faudrait-il s'impliquer davantage et mettre en place une recherche française plus participative et engagée, en l'occurrence, dans le cas de la Birmanie contemporaine, à penser une éventuelle contribution au processus de paix et de réconciliation nationale, en formulant des recommandations ?

Rangoun, août 2014, foisonnement d'une presse libre de s'exprimer. La lecture quotidienne de plusieurs journaux est monnaie courante actuellement en Birmanie après des décennies de propagande officielle et de contrôle des médias par un implacable organe de censure, aboli en 2013. (© / 2014 A. de Mersan.) // Rangoon, August 2014, the proliferation of the press, now that it has freedom of speech. Reading several newspapers each day is commonplace currently in Burma, after decades of official propaganda and media control by a relentless censor board, abolished in 2013. (© 2014 / A. de Mersan.)

BURMA (MYANMAR): RESEARCH AND A COUNTRY IN TRANSITION

Alexandra de Mersan
Ethnologist, lecturer at Inalco and research associate at CASE
November 2014

DEMOCRATIC TRANSITION…

Burma (Myanmar) is undergoing unprecedented changes that began some months after the November 2010 parliamentary elections, and is now preparing for a new vote scheduled for 2015. The country is, of course, no longer a junta-ruled dictatorship, even if the members of both parliament and government, whether elected or appointed, belong to the army (to whom the constitution grants 25% of the seats) or are former military officers or were close to the former regime. To general surprise Thein Sein, the Burmese president, launched a series of political, social and economic reforms, starting in the summer of 2011, of which the most significant – or perhaps the most visible (although it depends on who is looking) – have been press freedom, the abolition of the censorship bureau and the release of political prisoners, including the Nobel Peace Prize winner Aung San Suu Kyi, daughter of Aung San, the hero of independence. Freeing this emblematic figure of democracy and popular icon (although this aspect has been fading rapidly) led to her election to parliament a few months later in the course of by-elections. This policy of openness has also led to new economic policies more favourable to foreign investors after decades of isolation. Burma possesses an important economic development potential in several areas (tourism, infrastructure, hydro-electrical power generation, etc.) that include its natural and agricultural resources.

To a majority of Burmese the most immediately significant change must doubtlessly seem to be what has contributed most directly to the improvement of daily life: freedom of speech, the opportunity to criticize and demonstrate, freedom for a particularly abundant and closely followed press, broad access to the media, to the internet of course, and to mobile phones (most Burmese have progressed to the cell phone in one step from nothing at all). Newspapers are widely read, and freedom of expression still surprises those who lived through the years of implacable censorship. On quite a different plane, the ability to import a car is another very visible aspect of these changes. The numerous signs of Burma's inevitable entry into the era of globalisation are striking, whether it is the acceleration of the speed at which people, ideas or things circulate, the massive arrival of goods of all types, or the fast pace of housing construction. A further example, marginal but significant, is the development of the Burmese version of the Yellow Pages.

Although reforms have progressed at such a rate that the Burmese sometimes have trouble digesting them all after so many years of restrictions, not everyone has been served yet, nor even invited to take their place at the banqueting table.

If external governmental and non-governmental bodies of all kinds (ONGs, Think Tanks, corporations, investors, tourists, etc.) each have a piece of the action, the Burmese themselves are not yet satisfied. The country's economic situation is hardly sustainable, and several sectors, e.g. education, are close to collapse. The continuing high level of Burmese migration both within the country and towards other South East Asian countries, which has been underway since the early years of the century, are witness to this. Partial results of the 2014 census, the first for many decades, indicate a total population below expectations (51.4 million instead of 60 million), which can be explained by the fact that the number of emigrants is unknown. On the other hand, the number of returning exiles remains modest despite appeals issued by the Burmese leadership. Furthermore the gap between rich and poor is increasing, and the population's exasperation is noticeable.

RESEARCH ACTIVITIES DURING THE TRANSITION…

The bi-annual International Burmese Studies Conference held in Singapore last August served as a platform for the presentation of the state of research into the country in this special context of renewal and transition, which incidentally has led to the emergence of a new generation of researchers.

Current research activities obviously take this period, the reforms and the numerous relevant changes, into consideration, including the most striking aspects of the country's current affairs either as a prime subject of research, or more commonly as subjects that impose themselves on researchers. In this way, the violence that broke out in Arakan (Rakhine) State in June 2012 between Buddhists and Muslims, or more generally the issue of religion's place in the current transition, covered in (too?) many papers, concealed other problems and overshadowed scantily developed issues arising from other challenges. The issue of the forthcoming election, affected by new forms of untested political alliances, the appearance of a plurality of new actors related to the peace process, and the emergence of a "civil society" (although this notion requires more precise definition in the Burmese context) were themes of several presentations. Papers also covered subjects such as the population's urgent demand to modify the 2008 constitution particularly to install a federal system, to limit the power of the military, or to allow Aung San Suu Kyi to stand as a presidential candidate. Other issues related to the difficulties of nation building and national cohesion, like that of the armed groups currently active in Kachin State, deserved broader coverage. The same is true of land registry issues, and the stakes involved in the return of land confiscated by the army over the past few decades, economic development, and the failure to redistribute profits from the exploitation of natural resources to local population groups, or the growing discontent over ambitious projects and investments by the Chinese. Strangely, not much attention was paid to the emigration issue either. It is of course difficult to evaluate to what extent this phenomenon can have contributed to the

recent changes, or what role it plays in contemporary Burma, especially in its development choices.

The emergence of a variety of actors, opinions, authorities and interests all speaking out in today's Burma in the wake of the reforms is a challenge to researchers who have some trouble establishing any sort of overview, identifying key trends or dominant positions in the fields of religion, politics or in the media in a general atmosphere close to cacophony.

Several Burmese guests underlined the absence of public debate on major future issues in the current climate. If everybody in the country today is speaking out, openly and in public, effective places for discussion, debate and compromise do not exist: Envisioning Myanmar was the theme of the conference, but in such a context how can one envision? Which models do the Burmese take as a guide, what outcomes do they expect, what sort of society do they see in the simple word of "democratisation" in the fields of economics, social policies and politics?

Another notable aspect was the existence of a genuine difference of opinion and analysis depending on whether the viewpoint was internal or external, or whether it was that of the actors themselves involved in the changes, or of outside observers. Burmese conference attendees often expressed their exasperation at foreign attitudes considered too intrusive or impatient: this outside assessment adopts an expert or ideal position, distributes good and bad marks, thinks it understands, judges and has no doubt of its legitimacy. Indeed, what does it know about and understand of Burmese culture to act, or impose itself as an external player, as spokesperson or analyst? The same exasperation could be seen in the face of criticism that sometimes fails to take into account the state in which Burma found itself the day after the 2010 elections, the distance covered by reforms that are still being applied when everything had (and remains) to be built or rebuilt. The disconnection can be seen for example in the Burmese or English versions of websites describing the nation: the covered subjects differ by language.

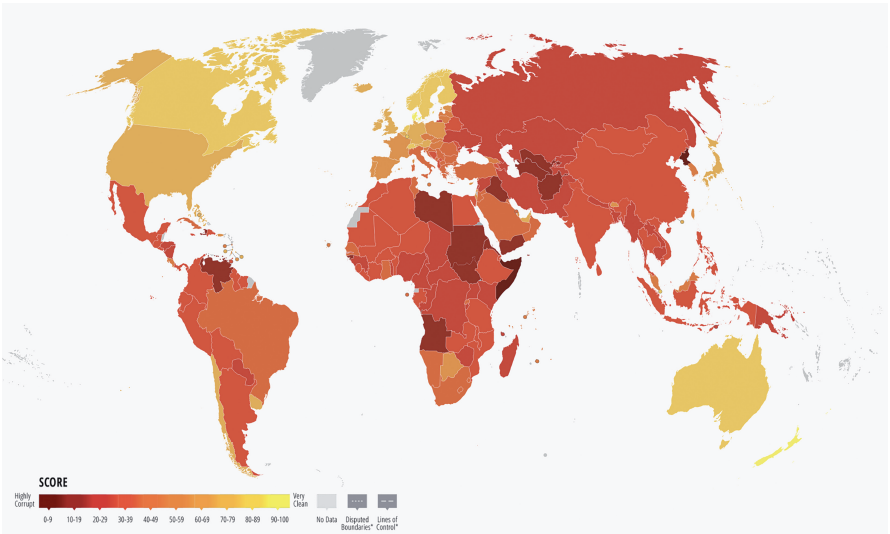
On a different level, the publication of an article with a picture of the Burmese monk U Wirattu, who is known for his religious nationalism and notably for his boycott of Muslim businesses, entitled "The Face of Buddhist Terror" on the cover of *Time Magazine* in July 2013, contributed to creating the barrier that the Burmese feel. Equally, the difference in understanding of the Arakanese conflict is noteworthy. While the Arakanese (Buddhists) are often perceived and described as racist, ultra-nationalist aggressors of nationless Muslim victims and unreservedly condemned by the international community, within the country, as observed by the Burmese, their stance seems legitimate for several reasons, even "showing the path to be followed". This difference of appreciation led to international NGOs departing precipitously from Arakan last spring. In such tense and violent situations a step back is needed to obtain a comprehensive approach that would deliver a more objective assessment. What role can anthropological research then play?

For someone who has studied Arakanese society for some years, it is an issue of letting "an inner voice" be heard without becoming its spokesperson, that is to say, an issue of providing elements for improved understanding, even if it makes the situation more complex. In particular the historical background to the figure of the Indian (kala) and foreigner in Arakanese society needs to be explained. So does the meaning of, for want of a better term, Arakanese "patriotism" or "nationalism", and the fear of Islam in these societies.

In the case of contemporary Burma, should we follow the example of Anglo-Saxon or northern European countries and become more deeply involved, with a more participatory and engaged form of French research that develops recommendations towards an eventual contribution to the peace process and national reconciliation?

LA NOUVELLE CAMPAGNE CONTRE LA CORRUPTION EN CHINE (2012-2014)

Marie-Claire Bergère
Historienne, professeur émérite à l'Inalco
et ancienne directrice d'études à l'EHESS
Mars 2015



Carte de l'indice de perception de la corruption 2014, selon Transparency Internation. La Chine se place en 100e position des pays les moins corrompus, sur 174 pays. En Asie-Pacifique, elle est le 16e pays le moins corrompu, sur 28 pays. (© 2014 / Transparency International.) // Map of the 2014 corruption perceptions index, according to Transparency Internation. China is ranked as the 100th less corrupted country, out of 174. In the Asia-Pacific region, it is ranked as the 16th less corrupted country, out of 28. (© 2014 / Transparency International.)

La corruption a toujours existé dans la Chine communiste, mais à l'époque maoïste, puritaine et égalitariste, elle ne s'étalait guère en public et était moins massive. Après la mort de Mao Zedong et le lancement de la réforme économique, elle a pris un nouvel essor favorisé par l'introduction du marché, l'intensification de la circulation monétaire, la réapparition d'entrepreneurs privés et le développement du consumérisme. Elle se manifeste dans les provinces comme à Pékin, à tous les étages de la société civile comme de la bureaucratie. Les collusions entre cadres et entrepreneurs entretiennent une étroite imbrication entre pouvoir et argent. Les pots-de-vin, les trafics d'influences, les détournements de fonds, les abus de biens sociaux se chiffrent en millions et milliards de yuans. Au tournant du XXIe siècle, les progrès de la mondialisation étendent encore le champ et l'échelle de cette corruption.

Conscients des dangers que de telles dérives font courir à l'économie, à la société comme au régime, les dirigeants de Pékin n'ont cessé depuis les années 1980 de lancer de grandes campagnes de lutte contre les corrupteurs et les corrompus. La chute spectaculaire de quelques grands entrepreneurs privés et de responsables haut placés – tels Chen Xitong, maire de Pékin, en 1998 ou Chen Liangyu, secrétaire du comité municipal du parti de Shanghai, en 2008 –, a frappé l'opinion mais n'a pas suffi à enrayer l'extension de la corruption car les cadres étaient eux-mêmes trop impliqués dans les divers trafics : difficile d'arrêter le voleur quand il ne fait qu'un avec le gendarme.

Dès son élection comme secrétaire général du parti au XVIIIe congrès, en novembre 2012, et sans même attendre sa prise de pouvoir comme président de la République en mars 2013, Xi Jinping a fait de la lutte contre la corruption son objectif prioritaire, indissociable de la réforme économique dont il a proclamé l'urgente nécessité. Cette campagne-là a-t-elle plus de succès que les précédentes ?

UNE CAMPAGNE À LA MAO, MENÉE AVEC DÉTERMINATION

La nouvelle campagne suit le schéma des campagnes maoïstes : slogans, désignation de cibles par le parti, isolement des présumés coupables chassés de leur emploi, attaques contre leur entourage et leurs réseaux, enquête interne menée par la Commission de discipline du Comité central. La culpabilité reconnue, aggravée le plus souvent par une déconsidération morale de l'individu accusé d'inconduite sexuelle, on en arrive à l'exclusion du parti et au renvoi de l'accusé devant les tribunaux. Dans cette procédure, dont les diverses étapes peuvent s'étaler sur de longs mois, le rôle principal revient au parti et à sa Commission de discipline, qui engage les poursuites et dont le verdict précède et dicte celui des tribunaux. Si cette campagne ne s'accompagne pas, comme si souvent sous le règne de Mao, d'une terreur de masse, elle n'en fait pas moins appel à une violence qui s'exerce contre les individus : au cours de l'enquête interne menée par le parti dans le plus grand secret et en dehors de toute procédure légale, tous les moyens sont bons, y compris la torture, pour obtenir des aveux.

Classique dans son déroulement, cette campagne se distingue par la détermination du pouvoir, l'ampleur du mouvement et la mise à mal des barrières qui jusqu'ici protégeaient les dirigeants les plus haut placés.

Annoncée dès le XVIIIe congrès, en novembre 2012, la volonté de Xi Jinping de « faire la chasse aux tigres et aux mouches » (aux grands et petits criminels) n'a cessé d'être réaffirmée. En août 2013 le Bureau politique a approuvé un plan quinquennal (2013-2017) de prévention et répression contre la corruption. Interdiction a été faite à tous les cadres de recevoir des cadeaux en argent ou en nature, d'utiliser des fonds publics pour financer des dépenses excessives : banquets extravagants, voyages à l'étranger, achat de voitures de luxe pour les services, etc. Ces dispositions s'appliquent aux cadres militaires aussi bien que civils. Pour mettre en œuvre cette politique Xi Jinping a placé à la tête de

la Commission de discipline un dirigeant de haut vol, l'un des sept membres du comité permanent du Bureau politique : Wang Qishan, réputé pour son énergie, ses compétences financières et sa rigueur morale.

UNE CAMPAGNE EFFICACE

Les résultats ne se sont pas fait attendre. Dès 2013 le nombre des cadres punis s'élève à 180 000 (13,8 % de plus que l'année précédente). Le mouvement atteint tous les milieux : compagnies d'État (pétrolières et charbonnières en particulier), spéculateurs immobiliers, hauts fonctionnaires, cadres provinciaux, cercles militaires, milieu de la télévision, de l'université. Autant que la quantité, la qualité des personnalités sanctionnées témoigne du caractère radical de la campagne. La liste des victimes est un véritable gotha de la fonction publique : Jiang Jiemin, ex-chef de la commission de gestion des actifs publics, Liu Tienan, ex-vice-président de la commission de développement et de réforme (qui dirige l'ensemble de la politique économique), Li Dongsheng, ex-vice-ministre de la Sécurité, le général Xu Caihou, ex-vice président de la commission centrale des Affaires militaires dont dépendent les forces armées. Et bien d'autres.

Le cas le plus remarquable est celui de Zhou Yongkang qui fut jusqu'au XVIIIe Congrès l'un des hommes les plus puissants de Chine : membre du comité permanent du Bureau politique, chargé des problèmes de sécurité. Son pouvoir s'enracinait dans la riche province du Sichuan, ainsi que dans les réseaux

Le réseau d'influence de Zhou Yongkang : sa famille, le Service de sécurité publique, l'administration du Sichuan et l'industrie pétrolière. (© 2014 / Shwangtianyuan, sous licence Creative Commons.) // Zhou Yongkang's relationship network: his family, the Public Security Service, the Sichuan administration and the oil industry. (© 2014 / Shwangtianyuan, under a Creative Commons license.)

de l'industrie pétrolière et les services de police et du renseignement. Jamais jusqu'ici le parti n'avait accepté que soit mis en accusation un membre du directoire suprême que représente le comité permanent du Bureau politique. La condamnation de Zhou Yongkang a donc fait tomber un véritable tabou.

Apeurés, les cadres sont revenus dans leur ensemble à un genre de vie plus sobre, comme en témoigne la chute des importations de produits de luxe. Des résistances cependant persistent : celles des groupes d'intérêts locaux, de grandes compagnies publiques hostiles à toute mesure visant à réduire l'opacité de leur gestion et l'importance de leurs profits, celles enfin de hauts dirigeants du parti se sentant menacés à terme. Ces résistances ont été en partie surmontées et seront peut-être vaincues si, comme prévu, la campagne se poursuit pendant plusieurs années.

LES LIMITES DE LA CAMPAGNE

Elles découlent de son caractère même. Et tout d'abord du rôle prédominant joué par le parti et la discipline de parti au détriment de toute participation citoyenne et de l'appareil judiciaire. Bien que le Bureau politique ait déclaré en août 2014 vouloir mettre en place un quadruple contrôle sur la corruption (par le parti, la population, l'appareil judiciaire, les médias) et même si les dénonciations par voie de presse ou des réseaux sociaux jouent leur rôle, c'est au parti et à lui seul que revient la décision ultime de lancer ou non des poursuites. Le mouvement des Nouveaux citoyens qui reprenait à son compte le programme officiel de la lutte anti-corruption a été réprimé et ses activistes traduits en justice pour troubles à l'ordre public en janvier 2014. Seul le parti est habilité à faire la police du parti.

Un journal de Hong Kong nomme et présente les secrétaires de Zhou Yongkang (© 2014 / versé dans le domaine public par *The voice of America*.) // A Hong Kong newspaper reports all of Zhou Yongkang's secretaries. (© 2014 / released in the public domain by *The Voice of America*.)

D'où naît le soupçon d'instrumentalisation de la lutte anti-corruption. Aujourd'hui comme hier, celle-ci ne servirait-elle pas aussi, et peut-être surtout, à écarter les cliques rivales qui gênent les hommes au pouvoir ? Les partisans de l'ancien président Jiang Zemin ? Et surtout ceux de Bo Xilai, l'ex-secrétaire municipal du parti à Chongqing (Sichuan), soupçonné d'avoir voulu ravir la direction suprême à Xi Jinping à la veille du XVIIIe Congrès. Si Zhou Yongkang a fini par être mis en examen n'est-ce pas avant tout à cause des liens qui unissaient l'ancien chef de la Sécurité à Bo Xilai ? Les soupçons d'une campagne biaisée s'accroissent du fait que tous les tabous ne sont pas tombés et que la caste des « Princes rouges » (issue des familles de dirigeants) – dont

relève Xi Jinping lui-même – demeure hors d'atteinte. Sur les quarante-huit « tigres » poursuivis entre 2012 et 2014 on ne compte aucun de ces « princes ». Ils ne sont pourtant pas les derniers à profiter de leur situation privilégiée pour faire fortune. Mais il a fallu les enquêtes de journalistes américains et les fuites concernant les capitaux mis à l'abri dans les paradis fiscaux des Îles Vierges ou des Caïmans (*China Leaks*) en janvier 2014 pour que soit révélé le montant de leurs fortunes, révélation qui n'a pas jusqu'ici entraîné de sanctions mais a provoqué des mesures de rétorsion contre certains journalistes et organes de presse étrangers.

UN BILAN MITIGÉ

Les biais imposés à la lutte contre la corruption nourrissent un certain scepticisme dans une opinion pourtant généralement favorable au mouvement. La bureaucratie apeurée se réfugie dans l'apathie. Le ralentissement de la croissance freine la synergie avec la réforme économique. Pourtant, conduite sans faiblir depuis deux ans, la campagne lancée par Xi Jinping n'en a pas moins acquis une certaine crédibilité. Destinée à moraliser la vie publique et lutter contre le mécontentement social, elle a aussi servi à renforcer le pouvoir du parti et surtout celui de son chef. Son efficacité comme ses limites découlent de l'autoritarisme qui caractérise le régime chinois et posent encore une fois le problème de savoir si le maintien de ce régime est compatible avec la poursuite de la croissance économique et du développement social.

THE NEW ANTICORRUPTION CAMPAIGN IN CHINA (2012-2014)

Marie-Claire Bergère
Historian, professor emeritus at Inalco & former director of studies at EHESS
March 2015

Corruption has existed for many years in Communist China, but during the Maoist period – a time of puritan and egalitarian ideals – it was not displayed in public and did not occur to such an extent. After President Mao's death and the launch of the economic reform, it gained a new momentum: it was then stimulated by the introduction of a market economy, the increase of the currency circulation, the reemergence of private enterpreneurs and the rising consumerism. Corruption may be found in the provinces as well as in Beijing, in all the sectors of civil society and all the layers of the bureaucracy. Alliances between cadres and enterpreneurs lead to an interweaving between wealth and power. Bribes, influence-peddling, embezzlement, misuse of public funds reach million and billion of dollars. At the beginning of the twenty-first century, increased globalization enlarges even more the scope and scale of this corruption.

Chinese leaders are well aware of the dangers that such abuses poses to the economy and the society, as well as to the political regime. As a result, since the 1980s, they keep launching big anticorruption campaigns targeting both corrupters and corrupted. The spectacular downfalls of some major private entrepreneurs and high-ranking officials – such as Chen Xitong, the Beijing mayor, in 1998, or Chen Liangyu, the secretary of the Shanghai Party Committee, in 2008 – frightened the public but did not prevent the spread of corruption, for officials themselves were heavily involved in illicit dealings: how can a robber be caught when he and the policeman are the same?

As soon as he was elected General Secretary of the Chinese Communist party by the XVIIIth Congress in November 2012, and without waiting to be appointed President of the Republic, Xi Jinping made the struggle against corruption a top priority to be matched with the absolutely necessary and urgent economic reform. Is this new anticorruption campaign likely to be more successful than the previous ones?

A MAOIST-STYLE CAMPAIGN CARRIED OUT WITH DETERMINATION

The new campaign is carried out in accordance with the rules laid down during the Maoist period: using slogans, the Party pointing at targets, dismissing the presumed culprits from their jobs, isolating them and attacking their inner circle and their supporters'networks and finally submitting them to an investigation conducted by the Disciplinary Commission of the Communist Party Central Committee. After having been found guilty by this commission, the accused is kicked out of the party and morally discredited by allegations

of sexual misconduct and finally sent to court. The leading role in these proceedings, which may last several months, is played by the Communist Party and its Disciplinary Commission, which decides to initiate investigations and whose verdict precedes and determines the judgement of the court. If this kind of campaign no longer entails mass terror, as it did under Mao's reign, it nevertheless calls for violence against individuals: during the secret investigations carried on by the Disciplinary Commission outside any legal framework, all means – including torture – are good to obtain confessions.

Even if these proceedings are not new, this campaign still distinguishes itself by the firm resolution of its promoters, its broad range and the weakening of the protections from which the higher-level cadres have benefited until now.

At the XVIIIth Party Congress, in November 2012, Xi Jinping announced his intention "to chase tigers and flies" (i. e. major as well as petty criminals) and, since then, he often restated this intention. In August 2013, the Political Bureau approved the new Five-year Plan (2013-2017) for preventing and repressing corruption. All cadres were prohibited from receiving money or gifts-in-kind, from using public funds to finance extravagant spending: lavish banquets, travels to foreign countries, fancy company cars, etc. These provisions apply to military as well as to civilian officials. To implement this policy Xi Jinping appointed Wang Qishan as head of the Disciplinary Commission. The man is an energetic financial expert of the highest standards and integrity.

AN EFFICIENT CAMPAIGN

It did not take long to see the results of the campaign. In 2013, the number of punished cadres raised to 180,000 (an increase of 13.8% over 2012). The movement spread to each and every social and professional groups: state-owned companies (more particularly oil and coal companies), real estate speculators, high-level officials, provincial cadres, military circles, the media world, the academic community. The quality as well as the number of disciplined individuals attest to the radical nature of the campaign. The casualty list includes many of the public service and power elite: Jiang Jiemin, ex-Director of the State-Owned Assets Supervision and Administration Commission, Liu Tienan, ex-Deputy Director of the National Development and Reform Commission (in charge of the general economic policy), Li Dongsheng, ex-Vice Minister of China's Ministry of Public Security, General Xu Caihou, ex-Vice Chairman of the Central Military Commission that oversees the Chinese armed forces.

The most remarkable case is that of Zhou Yongkang, who was until the XVIIIth Party Congress one of the most powerful men in China. He was a member of the 17 th Politburo Standing Committee, within which he was in charge of security problems. The roots of his power were to be found in the complex networks of patronage that he had successively built as a leader in the development of the oil industry, as Party Secretary of the rich province of Sichuan and as head of China security apparatus. Never before had the Party allowed a member of the supreme decision-making body, that is the Standing

Committee of the Politburo, to be investigated. Zhou Yongkang's conviction has indeed broken down this taboo.

Frightened cadres, as a collective whole, have got back to a more frugal lifestyle, as is attested by the falling imports of luxury goods. The campaign however meets with opposition from local interest groups, from big State-owned enterprises rejecting any measures which could decrease the lack of transparency in their management as well as the size of their profits, and also from top Party leaders, who feel threatened and unsure about their future. These resistances have partly been overcome and they may be defeated if, as planned, the campaign can be pursued for several years.

THE LIMITATIONS OF THE CAMPAIGN

They arise from its very nature. First of all, from the Party and the party discipline's predominant part, to the detriment of citizen participation and the court system. Though the Politburo in August 2014 stated that cases of corruption were to be conjointly investigated by the Party, the population, the judiciary and the medias, and even if some instances of corruption were disclosed by the press or the social networks, the ultimate decision to prosecute the suspects is the responsibility of the Party only. The New Citizens movement, which approved and relayed the official anticorruption program, was repressed and, in January 2014, its activists were brought to court for disrupting social order. The party, and only the party, would police itself.

Such a policy gives rise to the suspicion of the instrumentalization of the anticorruption campaign. Is not this present-day campaign used to ruthlessly thrust aside rival cliques challenging current power holders, as was often the case in the previous movements? Is it not used to knock down the supporters of ex-President Jiang Zemin? Or still more important, those of Bo Xilai, ex-Secretary of the Chongqing Municipal Party Committee (Sichuan), who was suspected of wanting to take the top leadership away from Xi Jinping on the eve of the XVIIIth Party Congress? And if Zhou Yongkang was finally brought to court, is not the reason to be found in the established liaisons existing between this ex-Head of Security and Bo Xilai?

Suspicions of a biased campaign are all the more serious because all taboos have not been eliminated, and the "Princelings" (i. e. the descendants of prominent senior communist officials) – Xi Jinping being one of them –, remain immune from prosecution. None of the "48 tigers "investigated between 2012 and 2014 was a "princeling". And yet they are not the last ones to use their privileged situation to make a fortune. It is only thanks to enquiries conducted by American journalists and through leaked information relating to secret off-shore bank accounts opened in tax havens such as the Cayman Islands or British Virgin Islands (China leaks) in January 2014 that the amount of some princelings' fortune was made known. Such revelations however did not result in sanctions against perpetrators but only in measures taken against foreign newspapers and journalists.

A CAMPAIGN WITH MIXED RESULTS

Because of the biases and cronyism to be found in this campaign, public opinion, while on the whole favourable, still has some doubts about the sincerity of the leadership. Frightened officials are retreating into apathy. The slowdown of economic growth hinders synergy with economic reforms. The campaign launched two years ago by Xi Jinping has however acquired some credibility. Intended to raise ethical standards in public life and to address social discontent, it was also used to strengthen the power of the Party and more specifically that of its leader. Its efficiency as well as its limitations result from the authoritarianism that is the hallmark of China's regime. And this once again raises the question of whether or not the continued existence of such a regime may be consistent with the pursuit of China's economic growth and social development.

LE DÉVELOPPEMENT DURABLE : UN VRAI CASSE-TÊTE POUR HANOÏ

Hiên Do Benoit
Maître de conférences au CNAM et chercheuse au LIRSA
Août 2015

Vue de Nguyen Trai, axe reliant Hanoï et Ha Dong. (© 2015 / Hiên Do Benoit.) // Nguyen Trai road, the axis linking Hanoi and Ha Dong. (© 2015 / Hiên Do Benoit.

Pour prendre en compte la réalité sociétale, Henri Bartoli avait suggéré en 1999, dans son ouvrage intitulé *Repenser le développement. En finir avec la pauvreté,* l'inséparabilité entre l'économique, le social et l'environnemental. Au sein de cette configuration relationnelle, le développement durable exige, selon ce professeur d'économie, que : « le social soit aux commandes, que l'écologie soit appréhendée comme conditionnalité nouvelle, que l'économique soit ramené à son rôle d'instrument ».

Si, au nom de la paix sociale, au tournant des années 1980-1990, la question du développement économique – ou plus exactement celle de la croissance économique – revêtait au Vietnam une importance cruciale, la notion de développement durable suscite aujourd'hui un tel engouement que l'État-Parti vietnamien a mis en avant des mesures à prendre afin de préserver l'environnement, d'autant plus que la crédibilité du pouvoir en place et la pérennité de l'économie vietnamienne en dépendent grandement. Ainsi, le développement durable s'est affirmé au Vietnam comme un concept à la mode. Il a acquis une place importante, comme en témoigne la position prise en matière de développement par le Comité central en 1998 au travers de la directive 36, et, dès le premier congrès du XXIe siècle du Parti communiste en 2001, l'instauration d'un ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement en 2002 qui a contribué à la mise en place de la loi sur la protection de l'environnement en 2005. Dans les discours et les textes officiels, la terminologie utilisée est, pour le moins qu'on puisse dire, irréprochable : on vise un « développement rapide, efficace et durable » ; on fait de telle sorte que « la croissance économique soit accompagnée d'égalité et de progrès sociaux ainsi que d'actions de protection de l'environnement ».

La prise de conscience « écologique » est réelle. D'autant plus que la réalité s'impose à tous. Bien qu'étant aux premiers stades d'une industrialisation promise à un bel avenir, une bonne partie de l'environnement du Vietnam a déjà été indéniablement dégradée. La pollution du milieu naturel devient

La ligne de métro aérien en construction va-t-elle au moins résoudre les embouteillages chroniques sur Nguyen Trai ? (© 2015 / Hiên Do Benoit.) // Can the skytrain under construction solve at least the chronic congestion on Nguyen Trai road? (© 2015 / Hiên Do Benoit.)

alarmante dans bien des endroits, particulièrement dans les fleuves et les rivières. Certains cours d'eau sont même déclarés « morts ». Récemment, des appels ont été renouvelés directement auprès du Premier ministre pour sauver d'un projet immobilier le Dong Nai, fleuve dans le sud du pays déjà très connu par le volume d'eaux industrielles qu'il reçoit quotidiennement. Dans la capitale, la surface des lacs – réservoirs naturels en cas d'inondations, outre leur aspect charmant – se réduit à un rythme alarmant en raison des empiétements dus aux constructions illégales, à la grave pollution liée à une forte activité économique et à la concentration démographique.

Selon de récents rapports de la Banque mondiale, la situation à la veille de l'adoption de la loi sur la protection de l'environnement appelle à des actions d'envergure. En effet, jusqu'à 60 % de la population reçoit de l'eau propre mais non potable et 90 % des eaux industrielles et des déchets hospitaliers ne sont pas traités. La pollution provient de différentes sources, tant bien que mal contrôlées par l'État : l'agriculture intensive, l'exploitation minière, l'industrialisation et la concentration urbaine.

Les effets globaux du réchauffement climatique s'ajoutent à cela. Selon les termes d'une étude publiée en 2009 par la Banque asiatique pour le développement (BAD), ils sont lourdement handicapants pour les pays d'Asie du Sud-Est. Cela n'est guère surprenant si l'on consulte une autre étude amplement citée de la Banque mondiale, publiée en février 2007, concernant l'impact de l'augmentation du niveau de la mer dans les pays en développement. Elle estimait que le Vietnam serait l'un des deux premiers pays les plus touchés dans le monde par une hausse d'un mètre du niveau de la mer vers 2100, et le plus en danger en Asie de l'Est. Cet état de fait est lié à l'activité économique et au pourcentage élevé de population située dans les deltas à basse altitude du Mékong et du fleuve Rouge. Sans préparation ni adaptation, plus de 10 % de la population serait affectée (pourcentage le plus haut dans le monde). Les calculs publiés dans cette étude concluent que l'élévation du niveau de la mer d'un mètre affecterait 5 % de la superficie du Vietnam et 10 % de son PIB.

Cela dit, le développement durable renvoie en réalité à de très nombreuses questions qui vont au-delà de la question environnementale et dont l'emboîtement complexifie chaque jour davantage la coordination de l'action publique. Au Vietnam, la solidarité vis-à-vis des générations qui vivront dans la société

À quelques centaines de mètres du palais du gouvernement et du palais présidentiel, le lac de l'Ouest (quartier Ba Dinh-Hanoi) n'est pas épargné par la pollution et la négligence collective. (© 2015 / Hiên Do Benoit.) // West Lake (Ba Dinh district, Hanoi), located a few hundred metres from the Government Palace and the Presidential Palace, has not been spared the harmful effects of pollution and collective negligence (© 2015 / Hiên Do Benoit.)

de demain suscite, à la limite, moins de questions que l'exigence de solidarité entre tous les individus formant la société vietnamienne d'aujourd'hui. L'idée selon laquelle il faut avant tout dépasser un certain nombre de difficultés économiques et sociales (pauvreté, malnutrition, accès à l'eau potable, accès à la connaissance, etc.) afin de permettre à chacun de satisfaire ses besoins est prégnante. Force est de constater qu'au Vietnam la croissance économique – qui semble être jusqu'à présent le seul moyen permettant le développement, c'est-à-dire les changements structurels positifs de la population qui se traduisent par une amélioration des conditions de vie – se poursuit à un rythme soutenu tandis que les problèmes environnementaux et sociaux subsistent.

Le vrai casse-tête pour Hanoï consiste dans une série de défis à relever : la modification de la qualité de la croissance, la redistribution des richesses, la gestion des risques, la maîtrise de la démographie, l'aménagement territorial, mais aussi l'éducation. Une simple loi ne suffit pas, comment l'expliquent des experts économiques dans le pays. Il s'agit de toute une chaîne de réformes à mettre en œuvre de concert.

Ces égouts à ciel ouvert sont « ingérables » en raison des pluies torrentielles et de la chaleur humide qui peut dépasser 40 degrés (rue Thai Ha, quartier Dong Da, Hanoï). (© 2015 / Hiên Do Benoit.) // The open sewers are "unmanageable" due to torrential rains and tropical heat which can exceed 40 degrees (Thai Ha Street, Dong Da district, Hanoi). (© 2015 / Hiên Do Benoit.)

Cette interconnexion entre les différents maillons de la réforme a été mise en mots sans détour par l'ancien Premier ministre Vo Van Kiêt dans une lettre concernant la lutte contre la pauvreté, publiée dans le journal *Tuôi Tre* (« Jeunesse ») en avril 2008, deux mois avant sa mort : « La société ne se développera pas sans des politiques destinées à stimuler une partie de la popula-

tion à s'enrichir légalement. Toutefois, sans politiques appropriées et une lutte efficace contre la corruption, laissant "l'accumulation des capitaux" se faire comme durant la période "sauvage", nous ne pourrons jamais assurer la justice et le développement durable. » Cette logique s'entend également dans les milieux populaires ; on peut discuter à loisir de « stratégies-cadres », de « programmes » et parler de la façon d'« anticiper les catastrophes », tant qu'un fossé vertigineux séparera riches et pauvres et que l'éducation ne deviendra pas l'affaire de tous on peut s'attendre à chaque instant à ce qu'une catastrophe survienne.

Les défis posés par le développement durable, pris dans toutes ses composantes, constituent ainsi des enjeux socio-économiques de premier plan pour le Vietnam dans la mesure où il a quitté la catégorie des pays à faible revenu (classification Banque mondiale) et fait partie depuis 2010 du groupe des pays à revenu intermédiaire.

SUSTAINABLE DEVELOPMENT: HANOI'S HEADACHE

Hiên Do Benoit
Associate professor at CNAM and LIRSA
August 2015

In 1999, in his book *Rethinking Development. Ending poverty*, Henri Bartoli set out the inseparability between economic, social and environmental elements. At the heart of this configuration, sustainable development requires, according to this professor of economics, that "the social element is in control, that ecology is understood as a new conditionality, that the economy is reduced to its role as an instrument".

If, in the name of social harmony during the years 1980-1990, the issue of economic development – or rather that of economic growth – was crucial in Vietnam, the concept of sustainable development today gives rise to such interest that the Communist Party of Vietnam has put forward measures to preserve the environment, especially since the credibility of the government and the sustainability of the Vietnamese economy depends greatly on sustainable development. In this way, the term sustainable development has become a buzzword in Vietnam. It has become an important issue, as seen in the position taken on development by the Central Committee in Directive 36 in 1998 and as evidenced by the establishment of a Ministry of Natural Resources and Environment in 2002 following the decision of the 21st Central Committee of the Communist Party in 2001, as well as by the promulgation of the Law on Environmental Protection in 2005. In speeches and official texts, the terminology used is irreproachable: the aim is "fast, efficient and sustainable" development so that "economic growth is accompanied by equality and social progress and environmental protection activities".

There is awareness of the need to be "eco-friendly", especially as the reality affects everyone. Although a bright future beckoned in the early stages of industrialization, it is undeniable that much of Vietnam's environment has undergone significant deterioration. The level of environmental pollution is becoming alarming in many places, especially in rivers and streams. Some streams have even been declared "dead". Recently, the Prime Minister has been called on to save the Dong Nai River from a property development project. This river, in the south of Vietnam, receives significant volumes of industrial waste daily. In the capital, Hanoi, the surface area of lakes – natural flood plains as well as beautiful natural features – has been reduced at an alarming rate due to encroachments by illegal construction and the severe pollution caused by high levels of economic activity and high population density.

Recent reports by the World Bank emphasize that the situation on the eve of the adoption of the Law on Environmental Protection calls for significant steps to be taken. Effectively, up to 60% of the population receives water which is clean but not drinkable water and 90% of industrial waste and hospital waste

is not treated. The pollution stems from different sources, all in some way controlled by the State, including: intensive agriculture, mining, industrialization and urban concentration.

Then there are the effects of global warming as well. A 2009 study by the Asian Development Bank (ADB) noted that the effects of global warming hampers the countries of Southeast Asia. This is hardly surprising considering a widely-cited study by the World Bank, published in February 2007, on the impact on developing countries of the rising sea level. It is thought that Vietnam would be one of two countries in the world most affected by sea level rise of one-metre by 2100, and the country in East Asia most at risk. This fact is linked to economic activity and the high percentage of the population living in the low-lying deltas of the Mekong and Red River. Without preparation or adaptation, more than 10% of the population would be affected (the highest percentage in the world). Calculations published in this study concluded that a rise of sea levels of one metre would affect 5% of Vietnam's land area and 10% of its GDP.

That said, sustainable development actually refers to very many questions that go beyond the environmental question and whose interlinkages require daily coordination of public action. In Vietnam, the question of solidarity vis-à-vis the generations who will live in the society of tomorrow creates, ultimately, fewer questions than the need for solidarity between all individuals forming today's Vietnamese society. The prevailing notion is that we must first overcome a number of economic and social problems (poverty, malnutrition, access to safe water, access to knowledge, etc.) to allow everyone to satisfy his/her needs. It is clear that in Vietnam economic growth – which seems thus far the only route to development, that is to say the positive structural changes in the population that result in improved living conditions – continues apace whereas environmental and social problems remain.

The real headache for Hanoi lies in a series of challenges: changing the quality of growth, wealth redistribution, risk management, controlling the demographics, land use, but also the education system. Economic experts in the country have emphasized that merely enacting legislation is not in itself sufficient – a set of reforms must be implemented in conjunction with legislation.

Former Prime Minister Vo Van Kiet bluntly highlighted the links between the various strands of reform in a letter concerning the fight against poverty, published in the newspaper *Tuoi Tre* ("Youth") in April 2008, two months before his death: "Society will not develop without policies designed to stimulate part of the population to become rich legally. However, without appropriate policies and an effective fight against corruption, allowing "the accumulation of capital" would be like during the "wild" period, we will never be able to ensure justice and sustainable development." This logic is also heard among the working class. One can talk at length about "strategy frameworks" and "programmes" and discuss about how to "anticipate disasters" ; however while a

vast gulf separates rich and poor and education is still to become a matter of all, catastrophy looms.

The challenges of sustainable development, encompassing all its components, are thus leading socio-economic issues faced by Vietnam since it left the category of low-income countries (World Bank classification) and entered the middle-income countries group in 2010.

LE RÔLE DES HYBRIDES CULTURELS DANS L'OUVERTURE DE LA CHINE

Édith Coron
Coach spécialiste en « leadership » global et en interculturel,
basée en Chine depuis 2006
Décembre 2015

Durant la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques, 2008 joueurs de tambours ont accueilli les visiteurs. (© 2008 / Tim Hipps, U.S. Army, versée dans le domaine public.) // During the opening ceremony of the Olympic Games, 2008 drummers welcomed visitors. (© 2008 / Tim Hipps, U.S. Army, released in the public domain.)

> « Mon mari est français ; j'ai vécu aux États-Unis ; ma famille est chinoise et vit encore en Chine ; je travaille en France avec des Européens, des Chinois et des Américains. Je vis dans un grand tourbillon multiculturel. Comment puis-je trouver mon centre de gravité, éviter d'être absorbée par les autres et être capable d'apporter ma propre contribution ? »

C'est une question centrale pour Qinghua Xu-Pionchon, qui s'est toujours engagée pour prendre son destin en main. Cette avocate du barreau de New York, qui a rajouté à son nom de famille d'origine celui de son mari, avait été gréviste de la faim lors de la révolte des étudiants chinois en 1989. Partie peu après aux États-Unis pour y faire ses études, elle en obtenait la nationalité avant de s'installer en France en 2002.

La fonction de Qinghua Xu-Pionchon à la tête de la China Business Unit d'EY la place aux avant-postes de la globalisation. Elle réfléchit à son cheminement :

> « Vous tâtonnez dans le noir, vous tapant ici et là, et, un jour, le ciel s'éclaircit. C'est un processus qui a un sens. Je veux relier les gens et les cultures, faire et défaire des *deals* pas seulement en affaires ; je cherche à connecter les personnes, à enrichir leurs vies, à avoir un impact. »

Si naviguer entre deux cultures est un périple identitaire unique à chacun, certains traits communs émergent, dessinant la figure de « l'hybride culturel » : une personne engagée dans un processus de transformation, qui se déplace avec familiarité, et souvent aisance, entre deux cultures. Ce faisant, elle reste authentiquement elle-même et revendique – à divers degrés – sa complexité culturelle comme un élément clé de son identité.

Le Musée national de Chine sur la place Tian'anmen offre une double narration de la rencontre entre la Chine et le reste du monde. (© 2015 / A. Garrigue.) // The National Museum of China in Tiananmen Square offers a dual narrative of the encounter between China and the rest of the world. (© 2015 / A. Garrigue.)

Dans sa rencontre avec le monde, la Chine est devenue un terrain privilégié de cette hybridité culturelle que la globalisation engendre, spécialement dans les champs des affaires et de l'éducation. Les chiffres en témoignent :

- 10 millions de Chinois continentaux vivent à l'étranger ;
- 650 000 étrangers ont un permis de résidence en Chine ;
- plus de 3 millions de Chinois continentaux ont étudié à l'étranger depuis 1978 dont la moitié est retournée en Chine ;
- 375 000 étrangers, venus de 203 pays, étudient en Chine continentale.

Personnalités célèbres ou contremaîtres anonymes, Chinois continentaux ou issus de la diaspora et travaillant en Chine continentale, étrangers du monde entier travaillant ou étudiant en Chine, ils peuvent dans certains cas – une minorité – être des hybrides biologiques, nés de couples mixtes mais le plus souvent ils se sont hybridisés à travers le travail ou les études.

À la fois produits et réflexions en miroir des sociétés dans lesquelles ils se développent, ils offrent, au-delà de leurs histoires individuelles, un prisme à travers lequel observer les évolutions des sociétés qui sont en profonde transformation.

UNE APPROCHE DYNAMIQUE ET FRACTALE

Comprendre l'hybridité culturelle demande une double approche. L'approche fractale permet d'observer la relation entre l'individu et le tout, en zoomant sur les détails de la vie des personnes, puis en reculant pour mieux appréhender le contexte. L'approche dynamique offre un modèle en trois dimensions. Sur la ligne du temps, les itinéraires des personnes dessinent des spirales oscillant entre deux axes, celui de la culture A et celui de la culture B. Aux prises avec leur propre complexité et celle de leur environnement, tiraillées entre leurs multiples allégeances et sentiments d'appartenance, les personnes évoluent. Certaines embrassent cette dynamique qui les stimule. D'autres s'y perdent et s'engouffrent dans un tourbillon dont Qinghua Xu Pionchon a su s'échapper en plaçant l'hybridité culturelle au cœur de son identité. Comme elle, de nombreux hybrides ont un impact collectif tant sur la société chinoise que sur le rôle de la Chine dans la globalisation.

HYBRIDATION ET MONDE DES AFFAIRES

Le monde des affaires est un laboratoire immense pour observer de près les effets de la rencontre entre la Chine et le reste du monde.

Quand la Chine a ouvert son économie au monde avec les réformes de Deng Xiaoping en 1979, les hybrides culturels, étaient peu nombreux mais ils ont fortement contribué à transformer la Chine. Leur nombre a crû avec le développement du pays, en même temps que se fertilisait le terreau de l'hybridité culturelle alors que les entreprises étrangères sur le sol chinois et les compagnies chinoises qui vont à l'étranger apprenaient à gérer la diversité culturelle de leurs employés.

Chinois et étrangers sont pris dans les tourbillons de la globalisation qui conduit et que conduit la Chine. Les entreprises peuvent encourager les transformations des personnes ou chercher à les éviter. Le monde des affaires crée des hybrides culturels et les hybrides culturels créent des affaires.

ÉCOLES ET UNIVERSITÉS, TERREAUX DE L'HYBRIDITÉ

Beaucoup n'apprennent pas l'hybridité au travail mais tôt à l'école. Les échanges d'étudiants entre la Chine et le reste du monde se sont démultipliés. Dans cet autre terreau de l'hybridité, quatre forces interviennent :

- les parents soucieux d'aider leurs enfants à mieux affronter un monde du travail global et compétitif ;
- les enfants qui à travers leur exposition à d'autres langues et cultures reprogramment littéralement leurs cerveaux ;
- les institutions éducatives prises entre internationalisation et crainte de perdre leur identité dans la transmission de la connaissance et des valeurs ;
- la société aux prises avec les transformations que la globalisation impose.

QUEL AVENIR INVENTENT-ILS ?

Les hybrides culturels sont particulièrement engagés dans une dynamique créative. En se construisant, ils embrassent leur hybridité culturelle et peuvent jouer de façon innovante le rôle de ponts culturels. Ils deviennent des pionniers dans de nombreux secteurs, de la recherche scientifique appliquée au monde du luxe et de la mode. Dans les sciences humaines ou l'innovation sociopolitique, ils sont de moins en moins bien acceptés.

LES HYBRIDES CULTURELS CHERCHENT LEUR PLACE EN CHINE

Une visite au Musée national de Chine sur la place Tian'anmen offre une double narration. L'exposition « La Chine antique » reconnaît la fécondité des échanges entre la Chine et le reste du monde. L'exposition « La Voie du relèvement de la Chine » promeut une identité chinoise basée sur le mythe d'une

nation han rassemblée pour affronter l'oppresseur occidental et japonais sous la direction du Parti communiste.

Dans cette vitrine très publique, le discours chinois officiel ne semble ni reconnaître, ni même donner un nom à l'hybridité culturelle. Il reflète les contradictions entre deux images très différentes que la Chine a données d'elle-même récemment.

Durant la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques, 2008 joueurs de tambours scandaient le slogan confucéen affiché autour du stade du Nid d'oiseau : « N'est-il pas glorieux de recevoir des amis qui viennent de loin ? » (有朋自远访来, 不亦乐乎). Mais depuis 2013, le ton a changé. Le « document IX » du Parti communiste, a identifié sept « périls » politiques dont celui des « valeurs universelles ». Il appelle ses membres à résister aux « infiltrations » des idées venues de l'extérieur. L'hybridité culturelle ne fait pas partie du « rêve chinois » de l'administration de Xi Jinping.

Les raisons ne sont pas seulement politiques. Il est difficile de traduire en chinois le terme d'hybridité culturelle et pour Huo Datong, un psychanalyste de Chengdu, « de la même manière que dans la cure analytique, la personne se libère et résout ses problèmes à travers les mots, une société a besoin d'être capable de mettre en mot les choses et de trouver les mots pour se regarder ».

LA CHINE COMME UN MIROIR GROSSISSANT

La Chine est aussi une gigantesque loupe qui permet d'observer le phénomène universel de l'hybridité culturelle, qui est au cœur de notre monde contemporain globalisé. Un phénomène difficile à prendre à bras-le-corps et qui crée des tensions contradictoires générant de l'anxiété : chez les personnes, un sens d'aliénation et dans les groupes le renforcement des cercles d'appartenance et la tentation de l'exclusion. L'hybridité peut terroriser les individus et générer du terrorisme dans les sociétés.

L'hybridité culturelle transforme l'identité et implique des modifications du cerveau humain pour mieux gérer la complexité dont elle naît. Collectivement, elle peut nous permettre de mieux co-créer la modernité.

En Chine, comme ailleurs, les hybrides culturels sont une avant-garde : ils font briller une nouvelle lumière, cette lumière que Qinghua Xu Pionchon a recherchée si longtemps et qu'elle incarne aujourd'hui.

CHINA BLEND: THE CULTURAL HYBRIDS BRIDGING THE WORLD

Édith Coron
Executive coach and intercultural specialist based in China since 2006
December 2015

> "My husband is French; I've lived in the United States. My family is Chinese and still lives in China; I work in France with Europeans, Chinese and Americans. I am swept up in a multicultural whirlwind. How can I ground myself in order not to be swamped by other people, to be able to make my own contribution?"

This is the central question for Qinghua Xu-Pionchon, who has always sought to be the mistress of her destiny. A New York lawyer, who appended her original family name to that of her husband, she went on hunger strike during the Chinese student revolt in 1989. She left shortly afterwards to study in the United States, where she gained citizenship. In 2002, she decided to settle in France.

Qinghua Xu-Pionchon's job as head of the China Business Unit of EY puts her at the forefront of globalization. Thoughtfully, she looks back at her own journey:

> "You grope around in the dark, knocking here and there, and then one day you see the light. It's a process, with an end-point… I want to connect people and cultures, make and re-make deals – although not only in business. I want to bring people together, enrich their lives, make a difference."

Navigating between cultures amounts to a journey through one's identity that is unique to each individual in which some common traits emerge and that sketch the figure of the "cultural hybrid'. That is a person engaged in a process of transformation, who moves between different cultures with ease and familiarity. In so doing, he retains a sense of his authentic self, and – to varying degrees – claims this cultural complexity as a key component of his identity.

In its encounters with the world, China has become a breeding ground for the cultural hybridity that globalization engenders, especially in the fields of business and education. Some figures highlight the phenomenon:

- 10 million mainland Chinese passport holders are living abroad;
- 650,000 foreigners are living in China with residence permits;
- More than 3 million mainland Chinese have studied abroad since the opening of China in 1979. Half of them have returned;
- 375,000 foreign students from 203 countries are studying in the People's Republic of China.

Cultural hybrids range from world famous figures to anonymous line managers. Some are Chinese mainlanders, some are from the Chinese diaspora now working in China; some are foreigners from all over the world working or studying in China. Some – a minority – are biological hybrids born to mixed couples, some became hybridized through work or education.

They are both the products and the mirrors of the societies in which they develop. Beyond their individual stories, they offer a prism through which to observe the evolution of societies that are going though deep transformations.

FRACTAL AND DYNAMIC APPROACH

Understanding cultural hybridity requires a double approach. A fractal approach allows us to observe the relationship between the individual and the whole, zooming in on the details of these people's lives and then pulling back to inspect the context. A dynamic approach offers a three-dimensional model. On the time line, the journeys that these people take can be plotted as spirals, moving back and forth between two axes, Culture A and Culture B. As they grapple with their own complexity and that of their environment, torn between their multiple allegiances and different senses of belonging, they evolve. Some embrace this dynamic and are spurred on by it, whilst others lose themselves, sucked into the whirlwind that Qinghua Xu-Pionchon escaped by putting her cultural hybridity at the heart of her identity. Like her, many have an impact at a collective level on both Chinese society and China's role in globalization.

THE BUSINESS OF HYBRIDIZATION

Business is an immense laboratory through which to look more closely at the encounter between China and the rest of the world.

When China opened its economy up to the world with Deng Xiaoping's reforms in 1979, there were few cultural hybrids but they became the "movers and shakers" of China's transformation. Their numbers grew with China's economic development while the ground for cultural hybridization was becoming more fertile as both foreign firms in China and Chinese companies expanding abroad had to manage the diversity of their employees.

Chinese and foreigners have been caught in the whirlpool of globalization which China is driving and being driven by. Companies either encourage this kind of transformation or they shy away from it. Businesses create cultural hybrids and cultural hybrids create businesses.

SCHOOL AND UNIVERSITY, CRUCIBLES OF HYBRIDITY

For many of this new breed, hybridity is not something that they learn as adults at work, it starts early at school. Student exchanges between China and the rest of the world have increased many fold. In this fertile ground for cultural hybridity four forces are at play:

Parents, who want to help their child compete in the global job market competition.

The students themselves who through their exposure to different languages and cultures literally rewire their neurological pathways.

Educational institutions that are caught between a drive to internationalize and the fear of losing their traditional ethos while transmitting knowledge and values.

Society grappling with the transformations that globalisation imposes.

WHOSE FUTURE IS IT ANYWAY?

Cultural hybrids are engaged in a creative dynamic. While working on their personal construction, if they embrace their cultural hybridity, they can play the role of bridges between cultures, often with innovative traits. They become avant-garde pioneers in many different fields, from applied scientific research to the world of luxury fashion. In social sciences or socio-political innovation, however, they are increasingly unwelcome.

COURTED YET SHUNNED: CULTURAL HYBRIDS SEEK A HOME IN CHINA

A visit to the National History Museum on Tiananmen Square offers a double narrative. "Ancient China" which recognizes the fruitful interplay between China and the rest of the world, and "the Road to Rejuvenation" which promotes a Chinese identity based on the myth of an ethnic Han nation built in the face of western and Japanese oppression under the leadership of the Communist Party.

In this very public window the official Chinese script seems unwilling to acknowledge or even give a name to cultural hybridity. That is also reflected in the contradictions between two very different images that China has given of itself recently.

During the opening ceremony of the Beijing Olympic games, 2008 drummers were beating out their welcome while a slogan was displayed around the Bird's Nest stadium: "Friends have come from afar, how happy we are" (有朋自远访来, 不亦乐乎).

That open tone has changed since 2013, set by what is now known as "Document 9", issued by the ruling Communist Party, that identified seven political "perils", including "universal values", and called on Party members to strengthen their resistance to "infiltration" by outside ideas. Cultural hybridity is not the "Chinese dream "of the Xi Jinping administration.

But this is not only due to politics. It is indeed hard to find words in Chinese to talk about cultural hybridity. Huo Datong, a psychoanalyst from Chengdu, suggests that "in the same way that in the analytical cure, the person frees himself and addresses his problems through words, a society needs to be able to put things into words, to have the words to look at itself".

CHINA AS A MAGNIFYING GLASS

China is also a magnifying glass for cultural hybridity as a universal phenomenon, at the heart of our contemporary globalized world.

But it is hard to embrace. It creates contradictory tensions that can generate anxiety and a sense of alienation in individuals. In groups, these tensions can strengthen circles of belonging and lead to exclusion. It can terrorize individuals and generate terrorism in societies.

Born from the experience of dealing with complexity, cultural hybridity is the transformation of one's identity, involving the physical modification of the human brain so as to better manage that complexity. Collectively it might allow us to co-create modernity.

In China, as elsewhere, cultural hybrids are a vanguard: they shine a new light, the same light that Qinhua Xu Pionchon sought for so long and that she now embodies.

DÉVELOPPEMENT ET SÉCURITÉ EN CHINE

Juliette Genevaz
Postdoctorante (TAPIR) au Centre Asie (Ifri)
Janvier 2016

Le projet chinois de Nouvelle Route de la soie, annoncé en 2013, propose d'ouvrir des routes terrestres et maritimes pour faciliter le transport et l'investissement international de la Chine à l'Europe. Xi Jinping parle d'un contrat « gagnant-gagnant » pour les économies situées sur le tracé de la Route de la soie. Sur fonds de déclin des institutions de Bretton Woods qui n'ont pas su intégrer les nouvelles puissances telles que la Chine à leur processus de décision, le projet propose un décentrage de notre carte du monde.

L'enjeu principal du projet chinois est cependant d'abord d'ordre intérieur. Il s'inscrit dans une stratégie politique qui identifie le développement du pays à sa sécurité. Or, la question de la sécurité nationale en Chine se pose de manière entièrement différente aux frontières Nord-Ouest et Sud du pays par lesquelles passent respectivement les Routes de la soie terrestre et maritime. En menant des politiques de développement régional spécifiques aux provinces situées à ces extrémités géographiques, le Parti communiste chinois (PCC) maintient une position de force.

© 2015 / MERICS, Moritz Rudolf.

DÉVELOPPEMENT ET INSÉCURITÉ

Le « développement » du pays est le maître mot dans la propagande du PCC depuis les réformes des années 1980. Le développement économique s'est fondé sur l'ouverture au marché, la libéralisation des prix et une politique d'exportation globale. L'investissement étranger qu'ont entraîné ces réformes a créé de l'emploi, accéléré l'urbanisation et accru la croissance économique du pays de manière spectaculaire.

Les transformations sociales attenantes au développement économique du pays créèrent un sentiment d'insécurité au sein de la population. Avec l'abandon du système d'économie planifiée, les chinois ont perdu la sécurité de l'emploi et la garantie d'une sécurité sociale. La frange de la population la plus vulnérable, comme les anciens travailleurs de l'État ou les paysans expropriés, ont contesté les réformes du parti-État.

En réponse, celui-ci s'est érigé comme garant de la stabilité sociale du pays. Dans la propagande, la notion de stabilité s'est déclinée sous Jiang Zemin (1989-2002) en intégration des nouvelles forces sociales dans le parti (théorie des « trois représentations ») puis sous Hu Jintao (2002-2012) en construction d'une « société harmonieuse » visant à réduire les inégalités. Xi Jinping a, autant dans son discours que dans ses réformes institutionnelles, identifié la stabilité du pays avec sa sécurité. Avec l'établissement du Comité de sécurité nationale en 2013 notamment, il a confondu sécurité intérieure et sécurité extérieure.

Alors que la Chine est aujourd'hui la première économie mondiale en termes de parité de pouvoir d'achat, les tensions sociales restent aiguës en Chine. En particulier, les inégalités territoriales divisent la Chine en deux. D'un côté, le littoral entretient des rapports permanents avec le monde, et de l'autre les provinces intérieures restent cloisonnées et sous-développées. Le tracé des routes terrestre et maritime de la soie jette la lumière sur la manière dont ce projet de politique étrangère s'inscrit dans le discours intérieur du président chinois.

SÉCURITÉ À L'OUEST

La Nouvelle Route de la soie réactive le programme de développement local que le PCC a mis en place au Xinjiang, la province à l'extrême ouest du pays, en 2000. Ce programme, le « développement du grand ouest », est fondé sur une politique de subvention et de fiscalité préférentielle de Pékin vis-à-vis des quinze provinces situées à l'ouest du pays. Ces provinces n'avaient en effet pas connu la croissance économique des provinces côtières par manque d'investissement direct étranger. Pour mener la construction des infrastructures au cœur du programme de « développement du grand ouest », le CCP a organisé une grande migration de cadres et d'ingénieurs au Xinjiang. Représentants de l'ethnie han qui domine en Chine, ces cadres ont rapidement verrouillé les postes clefs de la bureaucratie locale, au détriment de la population ouïgoure qui constitue environ 45 % de la population du Xinjiang.

Le « développement du grand ouest » a en partie porté ses fruits au Xinjiang. En effet, parmi les quinze provinces faisant partie du « grand ouest », le Xinjiang dispose du produit intérieur brut (PIB) par habitant le plus élevé (40 300 RMB). Cependant, la croissance économique a creusé la disparité entre le Nord industrialisé et le Sud du Xinjiang qui reste pauvre. Elle ne paraît pas non plus prometteuse à long terme parce qu'elle reste fondée sur le rôle de grandes entreprises d'État pilotées par Pékin. Surtout, la province reste en proie à une extrême violence sociale. Depuis 2008, le nombre d'attentats revendiqués par des groupuscules basés au Xinjiang a poussé Pékin à prendre de fortes mesures répressives dans la province. Ces mesures ne visent pas seulement les organisations terroristes mais la population ouïgoure dans son ensemble – dont les enfants, par exemple, n'ont pas le droit de fréquenter des lieux de culte.

Le Xinjiang est un nœud de la Nouvelle Route de la soie. Pékin fait le pari d'une meilleure intégration avec les républiques d'Asie Centrale pour apaiser la contestation ouïgoure et attirer l'investissement de ces pays dans la province. Dans la mesure où les régimes politiques du Kazakhstan, du Kirghizistan, du Tadjikistan et de l'Afghanistan sont de nature autoritaire, il est aussi possible d'envisager que le PCC consolide ses rapports avec ces régimes pour poursuivre la politique répressive qu'il mène vis-à-vis des Ouïgours.

SÉCURITÉ AU SUD

Le volet maritime de la Nouvelle Route de la soie passe par l'île de Hainan à l'extrême Sud de la Chine. L'île a également fait l'objet d'une politique surmesure de développement depuis qu'elle a acquis le statut de province à part entière en 1988. Plus jeune et plus petite province du pays, Hainan est aussi la plus importante des zones économiques spéciales. En 2010, Pékin a donné à Hainan la tâche de devenir une attraction touristique internationale à l'horizon 2020.

Bien que le territoire terrestre de Hainan soit le plus petit de toutes les provinces chinoises, la province a autorité sur les 2/3 des eaux sur lesquelles la Chine affirme une souveraineté contestée par le Vietnam, les Philippines, la Malaisie, Taïwan et Brunei. En 2012, Pékin a doté le gouvernement local de Hainan des pouvoirs nécessaires à l'administration des îles au centre des disputes territoriales. Le gouvernement central a également mis à la tête de Hainan l'ancien directeur de l'administration océanique d'État qui maintient l'ordre en mer. Les lignes de croisière, dont le gouvernement de Hainan est en train de multiplier le nombre, s'ajoutent aux divers types de bateaux, de pêche et de garde-côtes, qui assurent la présence chinoise en mer de Chine du Sud.

La Nouvelle Route de la soie, qui vise à accélérer le commerce maritime en modernisant la série de ports qui se trouvent sur son tracé, ouvre la mer de Chine du Sud à la navigation internationale. L'ouverture des eaux n'est pas une nouveauté : 25 % du commerce mondial passe déjà par le détroit de Malacca. Elle donne cependant davantage de visibilité aux bateaux chinois qui sillonnent la mer de Chine du Sud. Si Hainan parvient à devenir un centre touristique

international, il s'agira d'un tourisme d'un nouveau genre, où les bases militaires jouxtent les plages de sable fin.

CONCLUSION

Le PCC a construit un discours élaboré identifiant le développement du pays à la croissance. Sous Jiang Zemin et Hu Jintao, ce discours a permis au parti d'acquérir une position indéboulonnable parce qu'il se disait garant de la stabilité sociale nécessaire au développement économique. Les profondes divisions géographiques et sociales du pays ainsi que le ralentissement de la croissance économique ont cependant mis à mal l'identification du développement à la croissance économique.

Son projet de Nouvelle Route de la soie permet à Xi Jinping d'associer la notion de développement, toujours centrale dans l'idéologie du parti, à celle de la sécurité nationale. Sous couvert de cette rhétorique, la nouvelle génération de dirigeants chinois maintient une main de fer sur le peuple ouïgour à l'ouest et, au sud, revendique la souveraineté chinoise dans une mer dont plusieurs pays se réclament. L'identification de menaces, intérieure à l'ouest et extérieures au sud, donne à Pékin carte blanche pour mettre en place des politiques de développement régional où l'État joue un rôle clef.

SECURITY AND DEVELOPMENT IN CHINA

Juliette Genevaz
Postdoctoral fellowship (TAPIR) at Centre Asie (Ifri)
January 2016

In 2013, Chinese President Xi Jinping launched the New Silk Road initiative. This far-reaching foreign policy proposed to open new overland and maritime routes to enhance international transportation and trade between China and Europe. Xi presented his proposal as a "win-win" type of contract for all countries situated on the New Silk Road route. Against a backdrop of declining Bretton Woods institutions that failed to integrate emerging powers such as China into their decision-making process, this project is nothing less than a new world map.

The purpose of the New Silk Road is, first and foremost, to consolidate the power of the Chinese Communist Party (CCP) at home. It is consistent with the current leadership's ideology that identifies the country's development to national security. The development/security nexus, however, takes different meanings at China's Northwestern border and at its Southern border, where the overland economic belt and the maritime silk road respectively go through. The CCP has designed specific regional development programs in Xinjiang and Hainan, the two provinces located at each of these borders, that keeps it in a position of power.

DEVELOPMENT AND INSECURITY

Since the sweeping socio-economic reforms that Deng Xiaoping launched in the 1980s, the notion of "development" has held a central place in CCP propaganda. The drivers of China's economic development have been opening up to the market, price liberalization and a global export policy. These reforms attracted foreign direct investment, which in turn created jobs, accelerated the urbanization process and dramatically increased China's economic growth.

The sweeping changes that Chinese society experienced during the country's economic take-off created a feeling of insecurity among the population. The leadership's decision to forsake the planned economy system meant the loss of job security and of a guaranteed social security for most employees. The most affected portion of the population, such as the laid-off state employees and expropriated farmers contested these reforms bitterly.

As a response, the party-state presented itself as guarantor of the country's social stability. This notion underwent successive transformations within the party's ideology. It was key in Jiang Zemin's theory of the "Three Represents" (1989-2002), and then in Hu Jintao's "harmonious society" slogan (2002-2012), that aimed at reducing social inequalities. Xi Jinping, in turn, identified the

country's stability to its security, both in his discourse and in the institutional reforms that he implemented. In 2013, he established the National Security Council, a new state agency blurring the distinction between internal and external security.

Now that China has become the world's largest economy in terms of purchasing power parity, social tensions remain high. Regional inequality, in particular, cuts China in half. On the one hand, the coast entertains a permanent contact with the outside world. On the other hand, the hinterland remain landlocked and under-developed. The routes of the overland Silk Road economic belt and the maritime Silk Road shed light on the way that the New Silk Road project fits with Xi Jinping's domestic discourse.

SECURING WEST

The New Silk Road has given impetus to the regional development program that Beijing put in place in China's Westernmost province, Xinjiang, in 2000. This program, the "Great Western development" plan, comprises subsidies and a preferential taxation regime for 15 provinces located in the country's West. It is a corrective measure to the regional divide resulting from the influx of foreign direct investment to coastal provinces, that had left the Western provinces behind. The CCP organized a massive migration of cadres and engineers from Beijing to Xinjiang to build the infrastructures at the heart of the Great Western development. Belonging to the Han ethnic group, dominant in China, they occupied the key positions in the local bureaucracy. The Uyghur population, around 45% of Xinjiang's population, was marginalized as a result of this population influx.

The Great Western development project has been successful to some extent in Xinjiang. Among the 15 provinces constituting the Great West, Xinjiang has the highest per capita GDP (40,300 RMB). Economic growth, however, has deepened the divide between Xinjiang's industrialized North and the poor Southern part of the province. It does not seem sustainable because it is driven by State-Owned Enterprises run by Beijing. What is more, Xinjiang remains prey to extreme social violence. Since 2008, the number of terrorist attacks claimed by organizations based in Xinjiang has increased and Beijing has responded with coercive measures. These measures do not only concern these organizations, but the Uyghur population as a whole – for example, Beijing now forbids children to attend places of worship.

Xinjiang is a linchpin in the New Silk Road. Beijing is betting on enhanced integration with the Central Asian Republics to bring Uyghur contention to a halt and to attract these countries' direct investment to the province. Given that Kazakhstan, Kirghizstan, Tajikistan and Afghanistan are authoritarian countries, the CCP may also be consolidating its ties with these regimes to pursue the coercive measures it has taken against the Uyghur population.

SECURING THE SOUTH

The maritime Silk Road goes through Hainan island, China's Southernmost province. Since it became a full-fledged province in 1988, Hainan has benefited from successive special development programs. It is the youngest and smallest province of the country but the largest special economic zone. In 2010, Beijing designed a new development plan for Hainan that required it becomes an international tourist attraction by 2020.

Hainan province has the smallest land territory of all Chinese provinces, but its jurisdiction extends over 2/3 of the South China Sea where China is confronting Vietnam, the Philippines, Malaysia, Taiwan and Brunei over sovereignty issues. In 2012, Beijing devolved powers to Hainan's local government to exert authority over the islands at the heart of these disputes. In 2015, the central government appointed Liu Cigui, former director of the State Oceanic Administration that enforces law on the seas, as governor of Hainan province. The new cruise ships departing from Hainan will add to the various kinds of boats (mostly fishing boats and coast guard boats) that ensure Chinese presence in the South China Sea.

The maritime Silk Road aims at modernizing the ports located on its route in order to enhance maritime trade. This will open the South China Sea to international navigation further. 25% of world trade already goes through the Malacca Straits. With the Silk Road, Chinese ships sailing the South China Sea will become even more visible. If Hainan indeed manages to become a major international tourist destination, military bases will most likely border popular attractions.

CONCLUSION

The CCP has long elaborated a discourse identifying China's development to its economic growth. Under Jiang Zemin and Hu Jintao, this discourse established the party's status as the ruling party, presenting the party as the guarantor of the social stability necessary to economic development. Subsequently, a decreasing growth rate and deepening geographic and social divides put this identification under threat.

With the New Silk Road project, Xi Jinping has given new significance to the notion of development that remains central in party ideology. China's new leader links the notion of development closely to national security. Using this rhetoric, the new Chinese leadership keeps an iron grip on the Uyghur people in the West and, in the South of the country, claims sovereignty over a sea where several other countries claim equal rights. The identification of threats, domestic to the West and international to the South, provides Beijing with the justification for regional economic development programs where the State plays the key role.

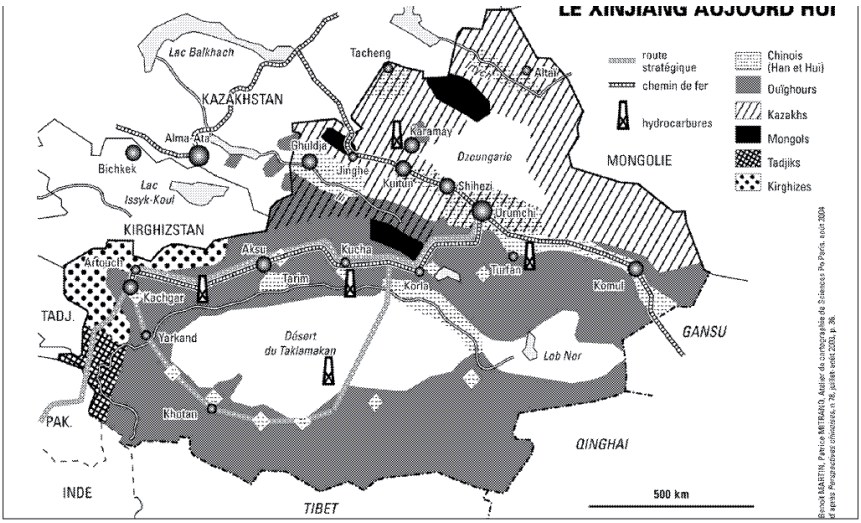
LE XINJIANG ET LA QUESTION OUÏGHOURE

Rémi CASTETS
Maître de conférences à l'UBM, chargé de cours à Sciences Po Bordeaux, rattaché au TELEM et chercheur associé au Central Asian Program
Avril 2016

Vaste comme trois fois la France, le Xinjiang a longtemps été un des principaux carrefours des fameuses routes de la soie. Conquis par la dynastie mandchoue des Qing au milieu du XVIIIe siècle, il se situe à la confluence entre le monde des steppes dans sa partie nord et celui des oasis centrasiatiques dans sa partie sud. Le paysage ethno-religieux qui le caractérise est le fruit des interactions ancestrales entre ces deux mondes, le puissant voisin chinois à l'est et les marges voisines du sous-continent indien au sud.

Extension maximale des empires chinois vers le Xinjiang et l'Asie centrale. (© FNSP. Sciences Po – Atelier de cartographie, 2009. Source : Rémi Castets, « Migrations intérieures et colonisation dans le Grand Ouest de la Chine », *in* Christophe Jaffrelot & Christian Lequesne (dir.), *L'enjeu mondial : les migrations*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 74.) // Maximal reach of the Chinese empires over Xinjiang and Central Asia. (© FNSP. Sciences Po – Atelier de cartographie, 2009. Source: Rémi Castets, « Migrations intérieures et colonisation dans le Grand Ouest de la Chine » [Internal migrations and colonization of Western China], *in* Christophe Jaffrelot et Christian Lequesne (dir.), *L'enjeu mondial: les migrations* [The global issue: migrations], Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 74.)

Au tournant du XXe siècle, cinq ou six grands groupes de populations cohabitent dans la région. Les oasis au sud des Tianshan, c'est-à-dire les oasis du bassin du Tarim, de Turfan et de Komul (Hami) étaient traditionnellement peuplées par la majorité sédentaire musulmane turcophone ouïgoure. Implantés plus récemment plus au nord dans la vallée de l'Ili, ils côtoyaient par ailleurs quelques sujets chinois et hui (populations sinophones musulmanes) essentiellement dans l'est de la province. Hormis les populations tadjikes vivant dans le massif du Pamir, les trois autres grands groupes de populations « autochtones », c'est-à-dire les Mongols et les turcophones Kazakhs et Kirghizes avaient originellement des modes de vie nomades. Ces populations vivent encore aujourd'hui plutôt dans le nord et les zones montagneuses de l'ouest.



Source : Rémi Castets, « Nationalisme, Islam et opposition politique chez les Ouïghours du Xinjiang », *Études du CERI*, n° 110, oct. 2003, p. 42.

Le Xinjiang aujourd'hui. (© FNSP. Sciences Po – Atelier de cartographie, 2004. Source : Rémi Castets, « Nationalisme, islam et politique chez les Ouïghours du Xianjiang », *Les études du CERI* 110, 2003, p. 42.) // Xinjiang today. (© FNSP. Sciences Po – Atelier de cartographie, 2004 Source: Rémi Castets, « Nationalisme, islam et politique chez les Ouïghours » [Nationalism, islam and political opposition among Xinjiang Uyghurs], *Les Etudes du CERI* 110, octobre 2004, p. 43.)

Soulevée par de nombreuses insurrections et de brefs épisodes d'indépendance, la région est dans l'imaginaire politique chinois un territoire instable et sensible. Pour assoir leur souveraineté, l'empire Qing durant la deuxième moitié du XIXe puis le PCC dès les années 1950 ont promu la colonisation de la région en favorisant l'installation de populations han. L'afflux a été massif et continue d'être canalisé en partie par une structure dépendant du Gouvernement central, les Corps de Production et de Construction du Xinjiang (CCPX). Dissous dans les autres provinces où ils avaient été mis en place, ils ont là-bas été remis en place au sortir de la Révolution culturelle. Le poids économique de ce conglomérat présent dans de nombreux secteurs d'activité

permet de fixer de nombreux immigrants mais aussi *via* ses forces de sécurité de contribuer au maintien de cette dernière. Les CCPX sont en effet la première force économique de la région. Ils contrôlent près du tiers des surfaces arables et assurent environ le quart de la production industrielle régionale. Comptant moins de 10 % de membres issus des minorités nationales, les salaires élevés et les avantages sociaux qu'ils proposent drainent les colons han venus du reste de la Chine. Ainsi, les CCPX abritent encore en leur sein environ le tiers des Han du Xinjiang. L'immigration chinoise tend aussi depuis la période de réforme et d'ouverture à suivre les axes de développement de l'économie privée. Comme dans le reste des marges du Grand Ouest, elle est dominée par les Han. Par convenance mais aussi compte tenu des tensions interethniques, ils préfèrent employer leurs semblables. La demande de main-d'œuvre dans l'agriculture, le bâtiment et les travaux publics, l'industrie pétrolière, le tourisme draine ainsi les migrants venus pour la plupart du Sichuan, du Henan et du Gansu.

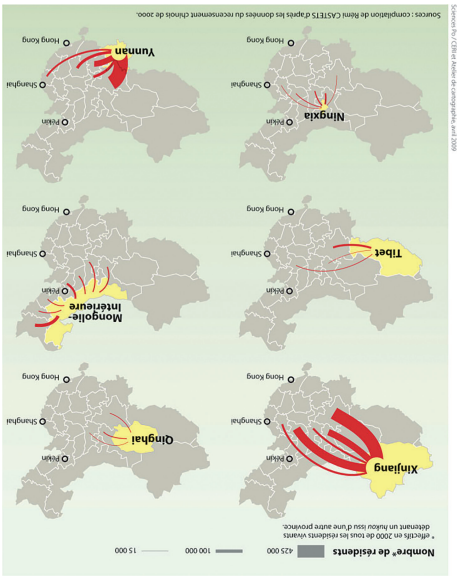


Figure 25 : **Principales origines des résidents légaux dans quelques provinces en 2000**

Principales origines des migrants légaux dans les régions du Grand ouest chinois. (© FNSP. Sciences Po – Atelier de cartographie, 2009. Source : Rémi Castets, « Migrations intérieures et colonisation dan s le Grand Ouest de la Chine », *op. cit.*, p. 80.) // The origins of migrants settling in China's western provinces. (© FNSP. Sciences Po – Atelier de cartographie, 2004. Source: Rémi Castets, « Migrations intérieures et colonisation dan s le Grand Ouest de la Chine » [Internal migrations and colonization of Western China], *op. cit.*, p. 80.)

Ainsi, les Ouïghours qui constituaient les trois quarts de la population de la province en 1949 constituent à ce jour moins de 45 % de cette dernière. Quant à la population han, elle est passée durant le même laps de temps de 6 à plus de 40 % des 22 millions d'habitants peuplant aujourd'hui la région. Les Han sont désormais majoritaires dans le Nord et l'Est, et leur population s'accroît dans l'ouest du bassin du Tarim au fur et à mesure que se développent de nouvelles bases des CCPX ainsi que les infrastructures de transport, le tourisme et les centres d'exploitation des ressources naturelles.

Certes, la politique de stabilisation de la région s'appuie aussi sur des investissements massifs de l'État central afin de développer les infrastructures

de transport et de mise en valeur des ressources naturelles. Les transferts issus de l'État central représentant plus de la moitié du budget régional. La région abrite une part importante des réserves de charbon de la République populaire de Chine, plus du cinquième des réserves de pétrole et de gaz naturel du pays et de nombreuses ressources minérales. Pékin s'appuie sur une exploitation intensive de ces ressources pour générer une croissance élevée autant destinée à attirer les Han qu'à augmenter le niveau de vie des minorités nationales. Le Xinjiang était en 1949 parmi les provinces les plus pauvres de Chine. Désormais, son PIB/habitant le classe au 19e rang parmi les 31 entités provinciales chinoises. Cependant, la position dominante des Chinois ethniques dans les cercles de pouvoir et les cercles économiques et les investissements dirigés en priorité vers les zones de colonisation favorisent les colons han. Cela rend par ailleurs plus difficile l'ascension sociale des franges de la société ouïgoure éloignées de ces mêmes cercles. Alors que l'usage du mandarin est devenu obligatoire dans le système scolaire afin de favoriser l'insertion professionnelle de ces derniers, de nombreux Ouïghours continuent de se plaindre de l'absence de moyens dévolus aux établissements scolaires des zones peuplées de minorités. Mal formés et discriminés sur un marché du travail tenu par les Hans, ils peinent à tirer profit d'une croissance économique vigoureuse qui fait la part belle aux Han et s'accompagne d'une sinisation rampante.

Figure 23 : Évolution de la population han dans les provinces du Grand Ouest chinois, 1953-2000

Évolution de la population han dans les provinces du Grand Ouest chinois, 1953-2000. (© FNSP. Sciences Po – Atelier de cartographie, 2009. Nous avons fait alterner en rouge et en vert la couleur des courbes pour des questions de lisibilité. Source : Rémi Castets, « Migrations intérieures et colonisation dans le Grand Ouest de la Chine », *in* Christophe Jaffrelot & Christian Lequesne (dir.), *L'enjeu mondial : les migrations*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 73.) // Evolution of the Han share among western provinces' populations. We alternate red and green color curves for readability. (© FNSP. Sciences Po – Atelier de cartographie, 2004. Source: Rémi Castets, « Migrations intérieures et colonisation dan s le Grand Ouest de la Chine » [Internal migrations and colonization of Western China], *op. cit*., p. 7.)

La stratégie de stabilisation de l'État est par ailleurs assortie à un contrôle politique étroit et une répression sévère de toute remise en question des politiques promues par ce dernier. Le Xinjiang a théoriquement le statut de région

autonome depuis le milieu des années 1950 mais en réalité les institutions de la région autonome sont sous le contrôle étroit du PCC local, lui-même tenu par des Han relayant les instructions des organes centraux. En dépit d'un bref desserrement du contrôle du Parti et de l'État sur la société dans les années 1980, la reprise en main du Parti par les conservateurs à la fin des années 1980 s'est traduite par la mise en place de dispositifs de contrôle de la société, de la culture et de l'islam de plus en plus étroits et répressifs. Aujourd'hui, la multiplication des réglementations destinées à assoir ce contrôle, les contrôles incessants, les sanctions abusives de la part de policiers ou fonctionnaires trop zélés ou corrompus, nourrissent la défiance des Ouïghours. En outre, les bases locales du Parti et de l'administration qui dans les années 1980 avaient intégré des cadres issus des minorités plus ouverts ont été purgées et mises sous pression. Beaucoup de cadres ou d'imams n'osent plus servir de médiateurs. Ainsi, après une accalmie au début des années 2000, la presse chinoise relate une recrudescence des agressions contre les Hans et les « collaborateurs » ouïghours, voire des attaques de commissariats ou des attentats s'exportant parfois dans d'autres provinces de Chine. Quand les frustrations deviennent insupportables, les Ouïghours descendent parfois en masse dans la rue comme à Khotan en 1995, à Yining en 1997 ou à Urumchi en 2009. La surdité des autorités face aux récriminations des populations locales et les consignes données aux forces de sécurité afin d'étouffer dans l'œuf tout mouvement de contestation conduisent souvent ces manifestations à être durement réprimées.

Enfants issus des marges paupérisées de la société ouïghoure (Kachgar). (© Guirec Poënces.) // Uyghur children from lower classes in Kachgar. (© Guirec Poënces.)

En l'absence de dialogue entre l'État et la société, les franges économiquement marginalisées, exposées aux restrictions religieuses, au zèle ou à la corruption des fonctionnaires, sont sujettes à de forts ressentiments. Les frustrations engendrées par les politiques mentionnées un peu plus haut, ces injustices et la surdité de l'État conduisent parfois des groupes de jeunes à s'attaquer à ses représentants et aux privilégiés dont il défend les intérêts : les Hans ou les « collaborateurs » ouïghours trop zélés. Ces troubles sont souvent mis par les autorités chinoises sur le compte de déstabilisations extérieures de la part des cercles anticoloniaux Ouïghours de la diaspora ou des franges jihadistes réfugiées dans les marges pakistano-afghanes ou en Syrie. L'agitation de l'étendard jihadiste est aussi une tentative destinée à isoler l'opposition ouïgoure et à rallier l'Occident aux politiques de stabilisation défendues par Pékin. Défenseur d'un modèle national non négociable, le Parti rejette en l'état des

choses l'identification d'éventuelles problématiques coloniales, toute transition vers le fédéralisme ou tout dialogue sur la redéfinition des politiques mises en place par l'État dans la région. Malgré la dégradation actuelle du contexte au Xinjiang, l'État chinois, fort de sa longue histoire et de sa vision politique sur le long terme, mise sur une croissance forte et une lente sinisation du territoire afin de résoudre le problème ouïgour.

Bazar de Kachgar. (© Guirec Poënces.) // Kachgar Bazaar. (© Guirec Poënces.)

BIBLIOGRAPHIE/ BIBLIOGRAPHY

Castets, Rémi, « Nationalisme, Islam et opposition politique chez les Ouïghours du Xinjiang », [Nationalism, islam and political opposition among the Uyghurs in Xinjiang], *Les Études du CERI* 110, octobre 2004, 45 p.

—, « La Chine face au terrorisme islamique » [China facing the Islamic terrorism], *Questions internationales* 75, sept.-oct. 2015, p. 105-109.

—, « The modern Chinese state and strategies of control over Uyghur Islam », *Central Asian Affairs* 2 (3), 2015, p. 221-245.

—, « Les recompositions de la scène politique ouïghoure dans les années 1990-2000 » [The recomposition of Uyghur political scene in the years 1990-2000], *Relations internationales* 145, janv.-mars 2011, p. 87-104.

—, « Uyghur Islam : Caught between foreign influences and domestic constraints », *in* Jean-François Huchet, Marlène Laruelle, Sébastien Peyrouse & Bayram Balci (dir.), *China, India and Central Asia : A new Great Game ?*, New York, Palgrave Macmillan/Presses de Sciences Po, 2010, p. 215-233.

—, « Migrations intérieures et colonisation dans le Grand Ouest de la Chine » [Internal migration and colonization of the Great West China], *in* Christophe Jaffrelot & Christian Lequesne (dir.), *L'enjeu mondial : les migrations* [The global issue : migrations], Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 73-84.

—, « Entre colonisation et développement du Grand ouest. Impact des stratégies de contrôle démographique et économique au Xinjiang » [Between colonization and Western Development. Impact of demographic and economic control policies in Xinjiang], *Outre-Terre* 16, oct. 2006, p. 257-272.

XINJIANG AND THE UYGHUR ISSUE

Rémi Castets
Associate professor at UBM, adjunct professor at Sciences Po Bordeaux
& affiliated at TELEM and to the Central Asian Program
April 2016

Four time as large as California, Xinjiang has long been a strategic crossroad on the famous Silk Road. Conquered by the Manchu Qing Dynasty in the mid-eighteenth century, the area now covered by Xinjiang is located at the confluence between the world of the steppes in its northern part (chin. beilu, beijiang) and that of Central Asian oases in its southern part (chin. nanlu, nanjiang, uygh. yetishär). The ethno-religious landscape that characterizes it is the result of ancestral interactions between these two worlds, the powerful Chinese neighbour to the east and the neighboring margins of the Indian subcontinent to the south.

At the turn of the century, five or six main population groups live in the region. The oases south of the Tianshan, that is to say the oases of the Tarim Basin and Turpan/Komul Basin, were traditionally inhabited by Turkic-speaking dwellers, the Uyghurs. Established more recently further north mainly in the valley of the Ili, those muslim populations were living there with other minorities such as Kazakhs, Mongols (see *infra*), Xibos or Tatars. In the East of the province, they were constituting the vast majority of the population even if some oases were sheltering also a few ethnic Chinese (Han) and Hui (Muslim Chinese-speaking populations). Apart from the Tajiks living in the mountains of Pamir, the other three major "indigenous" groups, that is to say, the Mongols and the Kazakh and Kyrgyz Turks had originally nomadic lifestyles. These people still live more in the north and mountainous areas in the west.

Shaken by many insurrections and brief periods of independence, the area is, in the Chinese political imagination, an unstable and sensitive territory. To reinforce their sovereignty, the Qing Empire in the second half of the nineteenth century and the CCP in the 1950s promoted the colonization of the region by favoring the installation of Han populations. The influx was massive and today continues to be channeled in part by a structure under the Central Government, the Xinjiang Production and Construction Corps (XPCC). Dissolved in the other provinces where they had been put in place, they have there been set up again in Xinjiang at the end of the Cultural Revolution. The economic weight of this conglomerate, which is present in many business sectors, helps many immigrants to settle but it also makes it possible to stabilize the region through the contribution of its security forces. The XPCC are the first economic power in the region. They control almost a third of arable land and produce about a quarter of the regional industrial production. Fewer than 10% of its members belong to national minorities. Their high salaries and their social protection system drain Han settlers from the rest of China. Thus, the XPCC

still harbor about a third of Han in Xinjiang. Since the period of reform and opening, Chinese immigrants also tend to follow the lines of development of the private economy. As in the rest of Chinese Far West, local economy is dominated by the Han. For convenience but also because of the fears and misunderstanding generated by ethnic tensions, they prefer to employ their own kind. Labor demand in agriculture, construction and public works, oil industry, and tourism attracts migrants coming mostly from Sichuan, Henan and Gansu.

The Uyghurs, who represented three quarters of the population of the province in 1949, nowadays represent less than 45% of the latter. As for the Han population, it went up from 6 to over 40% of the 22 million people inhabiting the region today. The Han now constitute the majority in the north and east and their population is growing in the Western Tarim Basin along with the development of new XPCC bases as well as transport infrastructures, tourism and centers for the exploitation of natural resources.

The region's stabilization policy also relies on substantial investments from the central government to develop transport infrastructures and the exploitation of natural resources. The economic investments from Beijing represents more than half of the regional budget. The region contains a substantial part of the People's Republic of China's reserves of coal, over a fifth of the oil and natural gas reserves of the country and many mineral resources. Thus, Beijing's economic policy is also based on the intensive exploitation of these resources to generate high growth as much to attract the Han as to increase the standard of living of the national minorities. Xinjiang was, in 1949, among the poorest provinces in China. Now its GDP / capita ranks nineteenth among China's 31 provincial entities. However, the dominance of ethnic Chinese in the circles of power and economic circles and the fact that investments are directed primarily towards settlement areas favor the Han settlers. While the use of Mandarin has become mandatory in the school system, many Uyghurs continue to complain of the lack of resources allocated to schools in areas populated by minorities. Poorly trained and discriminated against on the labor market held by Hans, they struggle to benefit from an economic growth associated with creeping sinicization.

China's stabilization strategy is also matched with tight political control and severe repression of any questioning of the policies promoted by the the state. Xinjiang has the status of autonomous region since the mid-1950s, but in reality the institutions of the autonomous region are under the strict control of the local branch of the Party, itself run by Han relaying instructions of the central organs of the Party. Despite a brief loosening control of the Party and the State in the 1980s, the takeover of the CCP by the Conservatives in the late 1980s resulted, in Xinjiang, in increasingly narrow and repressive systems monitoring society, culture and Islam. Today, the proliferation of regulations enforcing this close supervision, incessant police checks, and unfair penalties from overzealous or corrupt police officers or officials, feed the mistrust of the Uyghurs. Local bases of the Party and the administration that had recruited in the 1980s individuals from the minorities, have been purged and remain

under pressure. Many executives or imams do not dare to mediate conflicts anymore. So, after a lull in the early 2000s, the Chinese press report an upsurge of attacks against Hans, Uyghur "collaborators", and terrorist attacks in Xinjiang or other provinces of China. Actually, in the absence of dialogue between the state and society, economically marginalized Uyghurs exposed to religious restrictions and the zeal or the corruption of officials are subject to strong resentment. Those frustrations and the deafness of the state is leading some youths to use violence to express their rejection of the Chinese Central State model of modernization and repressive policies. In the same way Palestinians do, some Uyghur youngsters are ready to sacrifice themselves in order to attack Chinese state representatives and privileged whose interests the State defends: Hans or overzealous "collaborator" Uyghur. Sometimes the expression of discontent is taking the form of demonstrations degenerating in riots. When frustrations or unfairness feelings become unbearable, Uyghurs sometimes descend en masse on the street as in Khotan in 1995, in Yining in 1997 or Urumchi in 2009. The State's deafness to the complaints of local people and the instructions given to security forces to stifle any protest movement often lead these demonstrations to be severely repressed.

These disorders are often seen by the Chinese authorities as caused by the destabilizing influence of the anticolonial Uyghur diasporic circles or terrorist cells linked to Uyghur jihadist elements operating in the Pakistani-Afghan margins or in Syria. In fact, waving the jihadist flag is also an attempt to isolate the Uyghur opposition and rally the West to the stabilization policies advocated by Beijing. Advocating a non-negotiable national model, the Party rejects the identification of any colonial dimension in its policies, any transition to federalism or dialogue on redefining the policies implemented by the State in order to satisfy Uyghur society demands. Despite the current degradation of the political environment in Xinjiang, the Chinese State, with its long history and its long-term political vision, bets on an economic high-growth and sinicization process over the next decades to solve the Uyghur problem

LES JAPONAIS AU TIBET AU DÉBUT DU XXE SIÈCLE

Corinne Atlan
Traductrice de littérature japonaise (roman, poésie, théâtre),
romancière, essayiste et conférencière
Mai 2016

Intronisé à l'âge de trois ans en 1879, le XIIIe Dalaï-lama, surnommé par la suite « Le Grand Treizième », restera jusqu'à sa mort en 1933 le chef temporel et spirituel du Tibet. Soucieux de faire respecter les frontières et préserver l'indépendance d'un territoire qui représente un enjeu commercial et stratégique pour les Britanniques et les Mandchous, puis à partir de 1912 pour la jeune république de Chine, il fera son possible pour moderniser son pays et le doter d'une armée digne de ce nom.

Carte du Tibet historique, avant 1914. (© 2014 / Jean-Marc Eldin et L'Asiathèque, *in* Corinne Atlean, *Le Cavalier au miroir*, Paris, L'Asiathèque, 2014, 342 p.) // Map of the historical Tibet, before 1914. (© 2014 / Jean-Marc Eldin et L'Asiathèque, *in* Corinne Atlean, *Le Cavalier au miroir*, Paris, L'Asiathèque, 2014, 342 p.)

Dirigé par une oligarchie bouddhiste, et fermé aux étrangers, le Tibet attire aussi aventuriers, espions, explorateurs, missionnaires, qui n'ont de cesse de pénétrer dans ce pays interdit. Les Japonais – physiquement moins repérables que les Occidentaux – seront les premiers à y entrer, souvent sans grande préparation, et à titre purement individuel, car le gouvernement de Meiji, occupé

par le contrôle de la Corée et la conquête de Formose (1895) puis la guerre avec la Russie (1904-1905), ne manifeste aucun intérêt pour le « Toit du monde ». Les Anglais, eux, cartographient méthodiquement le pays en y envoyant des espions originaires des marches de l'empire britannique des Indes. Ils préparent ainsi l'expédition Younghusband qui, après avoir massacré en chemin la petite armée tibétaine (en décembre 1903, trois batailles décisives – mitrailleuses contre épées vétustes – feront 1 000 morts tibétains soit un tiers des effectifs, contre des pertes britanniques minimes) entrera en 1904 à Lhassa, exigeant la signature d'accords commerciaux et contraignant le Dalaï-Lama à l'exil – une manière forte que les Mandchous s'empresseront d'imiter en 1909.

Alexandra David-Néel, Kawaguchi Ekai et Aphur Yongden au Japon en juillet 1917. (© 1917 / Alexandra David-Néel, Ville de Digne-les-Bains.) // Alexandra David-Néel, Kawaguchi Ekai and Aphur Yongden in Japan in July 1917. (© 1917 / Alexandra David-Néel, Ville de Digne-les-Bains.)

Les premiers visiteurs japonais, Nômi Kan 能海寬 et Kawaguchi Ekai 河口慧海 n'ont, eux, aucun objectif militaire. Tous deux ont eu pour Maître Nanjô Bunyû 南條文雄 (1849-1927), pionnier des études bouddhiques japonaises et ancien élève de l'orientaliste Max Müller en Angleterre dans les années 1870. Sans se connaître, ces deux moines bouddhistes animés d'une foi fervente entreprennent dès 1899 un voyage vers le Tibet interdit, l'un à partir de la Chine, l'autre à partir du Népal, dans le but d'en rapporter d'anciens soûtras tibétains : Nanjô Bunyû leur a parlé de ces textes, plus proches des originaux sanskrits, depuis longtemps disparus, que les versions chinoises absconses utilisées au Japon.

L'histoire n'a guère retenu le nom de Nômi Kan (1869-1903), dont la trace se perd dans les confins orientaux du pays, infestés de brigands. La chance sourit davantage à Kawaguchi Ekai (1866-1945), et le fascinant récit qu'il tirera de son séjour de trois ans au Tibet va exercer une influence déterminante sur plusieurs générations d'aventuriers et de chercheurs.

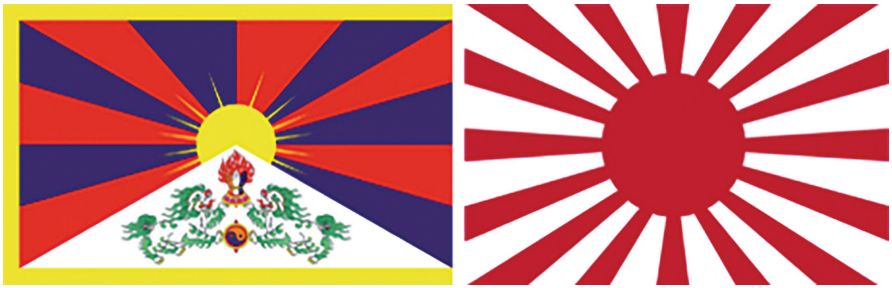
Ekai appartient à l'école zen Ôbaku 黄檗, caractérisée par une forte empreinte de la Chine des Ming. Au Manpukuji 萬福寺, temple principal de l'école situé non loin de Kyôto (et où l'on peut voir aujourd'hui encore, deux magnifiques cèdres de l'Himalaya plantés par Ekai à son retour), il étudie le chinois, connaissance qui s'avérera fort utile pour entrer incognito au Tibet. *Trois ans d'aventures au Tibet*, publié en 1904, est traduit en anglais dès

1906 par ses soins, – car, outre le chinois, Ekai maîtrise le népali et l'anglais. Alexandra David-Neel (1868 – 1969) célèbre exploratrice qui contribua largement à faire connaître le Tibet et le bouddhisme tibétain en France, et dont le *Voyage d'une Parisienne à Lhassa* fit sensation lors de sa publication en 1927, a rencontré le Japonais au Sikkim en 1912, dans la ville de Kalimpong où séjournait le XIIIe Dalaï-lama en exil. C'est d'ailleurs dans l'antichambre du souverain tibétain, auquel ils ont l'un et l'autre demandé audience, qu'ils font connaissance. Alexandra David-Neel rend également visite à Ekai en 1916, à l'occasion d'un voyage au Japon, et l'on peut supposer que le récit du subterfuge qui permit au Japonais d'arriver jusqu'à Lhassa, déguisé en moine mendiant chinois, ne fut pas sans influence sur l'exploratrice française puisque, quelques années plus tard, à l'âge de 56 ans, elle entre à son tour dans la capitale tibétaine déguisée en mendiante.

Yajima Yasujirô 矢島保治郎 (1882-1963) affirmait pour sa part que la lecture du *Seizô-ryokôki* 西蔵旅行記 (*Trois ans d'aventures au Tibet*) était à l'origine de son attirance pour Lhassa. Beatnik avant la lettre, voyageant avec un sac à dos portant l'inscription *Sekai musen ryokôsha* 世界無銭旅行者, «globe-trotter sans le sou», Yajima est animé d'une soif d'aventures qui l'a d'abord poussé à s'engager dans l'armée. Après avoir servi sous le commandement du général Nogi 乃木希典 pendant la guerre russo-japonaise, il se fait réformer en simulant la folie, part pour la Chine, et parvient finalement à Lhassa en 1911 en se joignant à une caravane sous la fausse identité d'un soldat mongol.

En 1913, au retour de son second exil, le XIIIe Dalaï-lama se montre bien disposé envers les rares Japonais qui parviennent jusqu'à lui : admiratif de la modernisation rapide du Japon, petite mais puissante nation, également bouddhiste et qui a elle aussi longtemps vécu sous un régime féodal, il espère – assez naïvement – nouer des liens avec ce pays et bénéficier de son aide. L'armée tibétaine est alors en pleine réforme. Le Dalaï-lama confie à Yajima l'entraînement d'un de ses bataillons, ainsi que la construction du Kusung-magar, bâtiment réservé au prestigieux régiment des gardes du corps. Yajima établit les plans en se remémorant les casernes de l'armée japonaise. (L'édifice, situé dans l'enceinte du Norbulingka, le palais d'été des dalaï-lamas, sera entièrement détruit par les bombardements chinois de 1959, qui répriment l'insurrection de Lhassa.) Yajima quitte Lhassa en 1918, et rentre au Japon avec son épouse tibétaine, qui s'adapte mal au Japon et meurt de maladie en 1923. Leur fils unique sera tué au combat pendant la guerre du Pacifique.

Deux moines du Nishi Honganji 西本願寺, un temple influent de Kyôto, séjournent à Lhassa à la même époque que Yajima. Le Dalaï-lama, qui les a rencontrés à Darjeeling au cours de son second exil en Inde, les a conviés à lui rendre visite. Le premier, Tada Tôkan 多田等観 (1890-1967) passera dix années, de 1913 à 1923, au monastère de Sera, l'un des plus importants de Lhassa, à pratiquer et étudier le bouddhisme tibétain. Après son retour au Japon, où il rapporte un grand nombre de précieux manuscrits que lui a confié le Dalaï-lama en personne, il posera les bases de la tibétologie japonaise.



Le drapeau tibétain et le drapeau de l'armée impériale japonaise. // The Tibetan flag and the flag of the Imperial Japanese Army.

Le second, Aoki Bunkyô 青木文教 (1886-1956), séjournera quatre ans à Lhassa, et collaborera lui aussi à la réforme de l'armée tibétaine en traduisant les manuels militaires japonais utilisés pour l'entraînement. On ne sait qui exactement, de lui ou de Yajima, aura l'idée d'agrémenter l'ancien étendard de l'armée tibétaine d'un motif de soleil afin d'élaborer un drapeau national. Toujours est-il que ce soleil à six rayons – symbolisant les six tribus à l'origine du peuple tibétain – rappelle curieusement le drapeau de l'armée impériale nippone.

Fûkoku kyôhei 富国強兵, «un état riche, une armée forte»: tel est le mot d'ordre qui a présidé au développement du Japon de l'ère Meiji. C'est de ce modèle (tout autant que de la Grande-Bretagne, dont ils ont de bonnes raisons de se méfier) que s'inspirent le XIIIe Dalaï-lama et son proche conseiller, Tsarong Dzasa, lui aussi grand admirateur du Japon. Après s'être efforcés de guider le pays vers le progrès, sur les plans non seulement militaire, mais aussi économique et éducatif, ils devront renoncer à leurs réformes au milieu des années 1920, sous la pression d'une aristocratie monastique conservatrice qui y voit une menace à ses privilèges.

Yajima et Aoki, très attachés au Tibet et au peuple tibétain, animés d'un sincère désir de les soutenir, ne sont aucunement mandatés par leur pays pour le faire, ce qui limite la portée de leurs actes. Leur présence, et celle de quelques autres de leurs compatriotes, à Lhassa au début du XXe siècle montrent en tout cas que les Japonais, contrairement à leur réputation, savent faire preuve d'initiative personnelle, et sont parfois dotés d'un esprit d'aventure hors du commun, à l'opposé de la propension à l'insularité qu'on leur attribue si volontiers.

Plus important encore, leurs efforts constants pour aider le pays à se moderniser et à protéger son indépendance contribuent à prouver que le Tibet était bien une nation à part entière. L'histoire, néanmoins, s'est tristement répétée: après les Britanniques et les Mandchous, et avec une puissance de frappe ô combien supérieure, l'armée de Mao Zedong envahit à son tour le Tibet en 1951. Quand le XIVe Dalaï-lama, âgé d'à peine 24 ans, est contraint à l'exil en 1959, il empruntera exactement la même route que son prédécesseur pour

fuir Lhassa, et trouvera comme lui refuge dans les contreforts indiens de l'Himalaya. L'indifférence des nations du monde pour le sort du Tibet, qui s'est perpétuée jusqu'à nos jours, restera elle aussi identique.

Statue de bronze de Kawaguchi Ekai évoquant son périple au Tibet, devant la gare de Shichidô, à Sakai, sa ville d'origine (actuelle banlieue d'Osaka). (© 2007 / Taei, versé dans le domaine public.) // Bronze statue of Kawaguchi Ekai commemorating his journey to Tibet, in front of the Shichidô train station of the town of Sakai, his birthplace, in the suburbs of Osaka. (© 2007 / Taei, released in the public domain.)

Voilà maintenant plus de six décennies que les Tibétains vivent sous le régime de terreur instauré par la Chine. La destruction systématique de leur culture et de leur religion, la surveillance et la violence quotidiennes qui s'exercent dans tous les espaces de leur vie se sont encore amplifiées depuis la répression des émeutes de 2008, lors des Jeux olympiques de Pékin. Les journalistes étrangers étant interdits de séjour, c'est dans le silence du monde que, depuis 2009, de plus en plus de Tibétains s'immolent par le feu en signe de protestation et de désespoir. On dénombre à ce jour 148 immolations – des moines, mais aussi des femmes et des hommes ordinaires. Pourtant, dans un imaginaire occidental ou japonais encore nourri des récits des premiers explorateurs, le « Pays des neiges » reste un lieu mythique, habité par des moines souriants en robes grenat.

BIBLIOGRAPHIE/ BIBLIOGRAPHY

Atlan, Corinne, *Le Cavalier au miroir*, Paris, L'Asiathèque, 2014, 342 p.
Berry, Scott, *The Rising Sun in the Land of Snows, Japanese involvement in Tibet in the early twentieth century*, New Delhi, Adarsh Book, 2005, 352 p.
Kawaguchi, Ekai, *Trois ans d'aventures au Tibet*, Paris, Kailash, 2004, 304 p.
Woesern, Tsering, *Immolations au Tibet. La Honte du monde*, Montpellier, Indigène, 2013, 47 p.

JAPANESE EXPLORERS IN TIBET AT THE BEGINNING OF THE TWENTIETH CENTURY

Corinne Atlan
Japanese literature translator (novels, poetry, theatre), novelist, essay writer and speaker
May 2016

The Thirteenth Dalai Lama, later nicknamed "the Great Thirteen" was enthroned at the age of 3 in 1879 and remained until his death in 1933 the temporal and spiritual leader of Tibet. He anxiously tried to preserve the borders and independence of a land that was first commercially and strategically at stake for the British and the Manchus, and later, from 1912, for the young Republic of China. He thus put all his efforts into modernizing his country and endowing it with a proper army.

As it was ruled by a Buddhist oligarchy and closed to foreigners, Tibet attracted adventurers, spies, explorers, and missionaries, who recklessly tried and penetrated these forbidden lands. The Japanese – for whom it was easier to blend in physically than Westerners – were the first outsiders to enter Tibet, often with little preparation, and solely as individuals since the Meiji government was busy controlling Korea and invading Formosa (1895) and later with the war against Russia (1904-1905), and thus did not show much interest towards "the Roof of the World". The British, on the other hand, were methodically drawing maps of Tibet, sending spies from the marches of the British Raj. They thus prepared the Younghusband expedition, which, after having massacred the small Tibetan army (in December 1903, over three decisive battles, where machineguns fought against ancient swords, 1,000 Tibetan soldiers died, a third of their troops, while the British casualties were slim) entered Lhasa in 1904, demanding commercial agreements and pushing the Dalai Lama into exile. This was the heavy-handed manners Manchus were soon to imitate in 1909.

The first Japanese visitors, Nômi Kan 能海寛 (1869-1903) and Kawaguchi Ekai 河口慧海 (1866-1945), had no military intents. Both had the same master, Nanjô Bunyû 南條文雄 (1849-1927), pioneer in Japanese Buddhist studies and a former student of the Orientalist Max Müller in England in the 1870s. These two monks did not know each other but, spurred by their fervent faith, they embarked on a journey to forbidden Tibet as soon as 1899. One set off from China, the other one from Nepal, with the goal of bringing back ancient Tibetan sutras. These texts, Nanjô Bunyû had told them, were more faithful to the long lost original Sanskrit scriptures than the abstruse Chinese translations used in Japan.

Nômi Kan's name has not remained in history since we lose track of him in the Eastern fringes of the country, plagued with bandits. Kawaguchi Ekai had better luck and the fascinating accounts he drew out of his three-year-long

journey in Tibet were to decisively rub off on several generations of adventurers and researchers.

Ekai belongs to the Zen Ôbaku 黄檗 School, characterized by a strong imprint of Ming dynasty's China. At the Manpukuji 萬福寺, the school's main temple located near Kyoto (where we can still see the two beautiful cedars from the Himalayas planted by Ekai himself upon his return), Ekai studied Chinese, a knowledge that appeared to be very useful to enter incognito in Tibet. *Three Years in Tibet* was published in 1904, and translated into English as soon as 1906 by Ekai himself. In fact, besides Chinese, he mastered Nepali and English as well. Alexandra David-Neel (1868-1969), a famous explorer who widely contributed to making Tibet and Tibetan Buddhism known in France – *My Journey to Lhasa (Voyage d'une parisienne à Lhassa)* was a hit when it was published in 1927 – met Ekai in 1912 in Kalimpong, where the Thirteenth Dalai Lama was living in exile. They actually met in the antechamber of the sovereign to whom they had both asked for an audience. Alexandra David-Neel also visited Ekai in 1916 during a journey in Japan. It is safe to assume that the account of the ploy that permitted the Japanese man to arrive in Lhasa disguised as a Chinese mendicant monk might have influenced the French explorer since, a few years later, age 56, she managed as well to enter the Tibetan capital disguised as a beggar.

Yajima Yasujirô 矢島保治郎 (1882-1963) assured that reading 西蔵旅行記 *Seizô-ryokôki*, (*Three Years in Tibet*) was the source of his enthusiasm for Lhasa. Yajima was an avant-garde beatnik who travelled with a rucksack marked世界無銭旅行者*Sekai musen ryokôsha*, "Penniless World Traveller". Driven by his yearn for adventure, Yajima first joined the army. He served under the command of General Nogi 乃木希典 during the Russo-Japanese War, and then feigned insanity in order to be reformed. Yajima then left for China, joined a caravan passing himself off as a Mongol soldier, and finally arrived in Lhasa in 1911.

In 1913, as he returned from his second exile, the Thirteenth Dalai Lama was inclined to warmly welcome the scarce Japanese visitors who reached out to him. He indeed admired the fast-paced modernization of Japan, a small but powerful nation, which was a Buddhist country as well, and had also long lived under a feudal system. He thus – rather naively – hoped to be able to tie bonds with Japan and benefit from its help. The Tibetan army was then undergoing a large-scale reform and the Dalai Lama entrusted Yajima with the training of a battalion, as well as the construction of the Kusung-magar, a building reserved to the monarch's bodyguards. Yajima established the plans by remembering the barracks of the Japanese army. (the edifice, located inside the Norbulingka, the summer palace of the Dalai Lamas, was to later be entirely torn down by the 1959 Chinese bombing repressing the Tibetan uprising in Lhasa). Yajima left Lhasa in 1918 and returned to Japan with his Tibetan wife who poorly adjusted to Japan and died of disease in 1923. Their only son was to be killed in action during the Pacific War.

Two monks from the Nishi Honganji 西本願寺, an influent temple in Kyoto, stayed in Lhasa at the same time as Yajima. The Dalai Lama had met them in Darjeeling during his second exile in India, and invited them to visit him. One of them, Tada Tôkan 多田等観 (1880-1967) was to stay ten years, from 1913 to 1923, at the Sera monastery, one of the most important monasteries in Lhasa, where he practiced and studied Tibetan Buddhism. Upon his return to Japan he brought back a number of precious manuscripts the Dalai Lama had entrusted him with, and was to set the basis of Japanese tibetology.

The other monk, Aoki Bunkyô 青木文教 (1886-1956), stayed in Lhasa for four years and he as well collaborated to the reform of the Tibetan army by translating Japanese military textbooks used for training. It is not certain who between him and Yajima had the idea of adding the symbol of a sun to the design of the old Tibetan army flag and thus producing the Tibetan national flag. The fact remains that this sun beaming with six rays – each symbolizing one of the six original tribes of Tibet – and the one on the Japanese imperial army's flag look oddly alike.

富国強兵*Fûkoku kyôhei*, "wealthy state, strong army" was the watchword that presided over the Japanese development of the Meiji era. This model was to inspire the Thirteenth Dalai Lama and his close counselor, Tsarong Dzasa, who also greatly admired Japan. After their endeavor to lead the country towards progress, not only on a military level, but also economically and on an educational level, they had to renounce their reforms during the mid-1920s under the pressure of the conservative monastic aristocracy who saw a threat to its privileges. Although Yajima and Aoki were very fond of Tibet and its people, and driven by a sincere desire to support them, in no way were they mandated by their country to do so, which severely limited the impact of their efforts. Nevertheless, the presence of these two Japanese and a few others of their fellow countrymen in Lhasa at the beginning of the twentieth century shows that Japanese people may be prone to undertake personal initiative, contrarily to their follow-the-leader reputation, and are sometimes endowed with a remarkable spirit of adventure, in defiance of the inclination towards insularity that one so often credits them with.

More importantly, their continuous efforts to help Tibet to modernize and protect its independence contribute to proving that Tibet truly once was a nation in its own right. History, however, sadly repeated itself: after the British and the Manchus, Mao Zedong's army – and its oh so greater striking force – was to invade Tibet in 1951. The Fourteenth Dalai Lama was forced into exile in 1959 at the age of 24 only. He fled Lhasa taking the exact same route as his predecessor, and, just like him, was to find refuge in the foothills of the Himalayas. International disregard upon the fate of Tibet remained identical as well, today onwards.

It has now been six decades that the Tibetan people live under China's rule of terror. Systematic destruction of Tibetan culture and religion, daily surveillance and violence are exerted on every aspects of their lives and have yet been toughen since the repression of the 2008 uprisings, during the Beijing

Olympics. Foreign journalists being denied entry, silence has fallen down upon the growing number of Tibetans who, since 2009, set themselves on fire in sign of protest and despair. To this day, 148 Tibetans – not only monks but also laymen and women – have set themselves on fire. And yet, in the Western or Japanese worldviews still infused with the tales of the first explorers, the "Land of the Snows" remains a mythical place, inhabited with ever smiling monks in garnet-colored robes.

LA CORÉE DU NORD : CAS D'ÉCOLE DE L'IGNORANCE AU SERVICE DE LA POLITIQUE

Philippe Pons
Journaliste au *Monde*
Décembre 2016

Avenue des scientifiques Mirai à Pyongyang. (© Gildas Le Lidec.) // Mirai Scientist Avenue in Pyongyang. (© Gildas Lel Lidec.)

Le président Donal Trump va-t-il changer d'approche vis-à-vis de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) ? Non pas en raison d'orientations idéologiques différentes mais pour prendre en compte le constat d'échec de la politique menée depuis plus de vingt ans (première crise nucléaire de 1994) par les administrations démocrate et républicaine. C'est loin d'être certain : une telle inflexion exigerait un doigté diplomatique qui ne semble pas la qualité première du nouveau président. Pourtant, une chose est claire : isolement, sanctions, négociations infructueuses (car hypothéquées d'entrée de jeu par l'arrière-pensée que le régime devait s'effondrer) se sont avérés une tactique contre-productive. Celle-ci n'a en rien entravé les ambitions nucléaires et balistiques nord-coréennes mais a conforté Pyongyang dans sa volonté de se doter d'une force de dissuasion.

Fin octobre, le directeur des renseignements américains, James Clapper, n'a pas caché que l'abandon par Pyongyang de sa force de dissuasion était « probablement une cause perdue », reconnaissant implicitement que la politique menée par Washington était un fiasco puisqu'elle a eu un effet contraire à l'objectif recherché. La RPDC en est aujourd'hui à son cinquième essai nucléaire. Cet échec de la diplomatie américaine est aussi un cas d'école des errements d'un suivisme aussi aveugle que coupable des alliés des États-Unis, à commencer par l'Union européenne, dont il faudrait peut-être tirer les conséquences.

Il est facile (et pas complètement faux) de faire porter sur la Chine la responsabilité de l'échec de la politique menée à l'égard de la RPDC : elle applique les sanctions, qu'elle vote au Conseil de sécurité, avec modération. Pékin a d'autres priorités que les États-Unis : les dirigeants chinois ne sont pas favorables à

Salut aux deux Grands Leaders à Mansudae. (© Gildas Le Lidec.) // Salute to the two Great Leaders in Mansudae. (© Gildas Le Lidec.)

une RPDC nucléaire mais souhaitent encore moins déstabiliser le régime en l'étranglant. La raison plus fondamentale de l'échec de la politique des États-Unis et de leurs alliés à l'égard de la Corée du Nord est à rechercher aussi dans la perception qu'en ont leurs dirigeants : la RPDC est le pays le plus haï de la planète. Mais aussi un des plus mal connus. Et inversement.

L'isolement volontaire de la RPDC et l'ostracisme dont elle est l'objet, conjugués à la rhétorique belliqueuse de Pyongyang ont engendré un rejet épidermique du plus vieil adversaire des États-Unis. La politique menée à l'égard de ce pays par Washington et ses alliés est d'abord le fruit d'une ignorance de l'« ennemi » qu'ils combattent. La dénonciation l'emporte sur une quête d'intelligibilité. Une tentative de compréhension ne signifie en rien, bien évidemment, ignorer, nier ou minimiser une noire réalité (la répression et les camps de travail) mais devrait permettre de se donner les moyens d'avoir une politique plus constructive sans pour autant baisser la garde.

La diabolisation du régime opérée par l'administration Bush avec son florilège de formules simplistes (« État-voyou », pays de « l'Axe du Mal », régime « imprévisible » et « irrationnel ») demeure la doxa répercutée à satiété par les médias sur ce pays. Elle dénote une méconnaissance aussi délibérée que politiquement motivée de la nature et des objectifs du régime en esquivant un facteur primordial : le legs de la guerre froide et le sentiment d'insécurité d'un pays qui estime être toujours en état de guerre : « quel peut être l'effet des menaces de frappes préventives sur un pays qui vit depuis cinquante ans sous la menace nucléaire américaine sinon d'exacerber ces sentiments » d'insécurité, interroge Roland Bleiker[1].

La politique de la RPDC est loin d'être imprévisible et *a fortiori* irrationnelle si l'on se place dans la logique qui est la sienne : transformer l'armistice de 1953 en traité de paix, obtenir des garanties de sécurité et se dégager de sa situation de pays paria en imposant un rapport de force suffisant pour contraindre Washington et ses alliés à négocier. Sans dissuasion nucléaire, estime Pyongyang, la RPDC est à la merci du sort de l'Irak ou de l'Afghanistan. Cette stratégie n'a pas varié et les rebondissements de ces dernières années

1 « Négocier avec la Corée du Nord ? Question nucléaire et relations intercoréennes », *Critique internationale*, oct.-déc. 2010, p. 26.

Lecture publique de *Rodong Shinmum*. (© Gildas Le Lidec.) // Public reading of *Rodong Shinmum*. (© Gildas Le Lidec.)

ne peuvent être compris que replacés dans ce contexte. La politique américaine et, derrière elle de ses alliés, n'a qu'une obsession (la prolifération) en se berçant de l'idée que le régime doit s'effondrer. Bien que démentie par les faits depuis vingt ans, cette arrière-pensée est à l'origine de la stratégie à court terme des États-Unis oscillant entre dialogue et confrontation alors que celle de Pyongyang, s'inscrit-elle dans une perspective à long terme (se doter de l'arme nucléaire) et ne change pas d'un iota son objectif.

Déclenchée par Washington en octobre 2002, la seconde crise (après celle de 1994) est révélatrice des erreurs de jugements auxquelles conduit une stratégie aveuglée par des présupposées idéologiques. Non sans parallèle avec la manipulation des informations des services de renseignements pour en faire les « preuves » exigées de la Maison Blanche « justifiant » l'invasion de l'Irak, la crise nucléaire nord-coréenne a pour origine une utilisation de faits dont la véracité était secondaire par rapport au but recherché : la confrontation en espérant faire tomber le régime. Une stratégie qui eut un effet contraire à celui recherché : éliminer la « menace » nucléaire nord-coréenne.

Marchande de patates douces dans le quartier de l'Université Kim Il-sung. (© Gildas Le Lidec.) // Sweet potato seller in the Kim Il-sung University district. (© Gildas Le Lidec.)

Lorsque George W. Bush arriva au pouvoir, le programme atomique de la RPDC était « gelé » sous la surveillance de l'Agence internationale pour l'Energie atomique (AIEA) conformément à l'accord-cadre de 1994. Libéré de cet accord rompu par Washington, et défiant les sanctions internationales, Pyongyang procédait à son premier essai atomique en 2006.

L'appréhension d'un pays complexe, anachronique au regard d'autres régimes socialistes (effondrés ou en transition), démontrant une résilience peu commune, nécessite des instruments d'analyses plus affûtés que la simple dénonciation de l'abomination et du non-respect des règles internationales. La conviction d'avoir épinglé un phénomène en se fiant à des analogies historiques fragiles conduit à des erreurs de jugement et à des politiques erronées. En qualifiant par exemple le régime de « stalinien », on se contente de plaquer sur une réalité fruit d'un contexte historique, socioculturel et géopolitique spécifique, une grille de lecture ossifiée appliquée à des régimes communistes défunts. Le qualificatif « stalinien » n'est pas faux en soi mais réducteur : si le régime n'avait été que stalinien, il n'aurait pas survécu à l'effondrement du bloc soviétique.

Animé d'un patriotisme viscéral, entretenu par une mémoire doloriste du passé colonial et de l'« agression » américaine, le régime nourrit dans la population une mentalité d'assiégé permanent. Pas plus le stalinisme que le maoïsme ou l'héritage politico-culturel, local pris isolément, ne fut déterminant dans sa construction : il est le fruit de l'interaction de ces facteurs. Une politique qui ignore ce contexte est vouée à l'échec. Seule une meilleure connaissance, fondée sur une expertise académique, pourrait remédier aux carences de la politique menée à l'égard de la RPDC afin de sortir de ce qui est devenu aujourd'hui l'impasse nucléaire.

La recherche universitaire n'a pas pour tâche de prescrire une politique mais d'éclairer une situation afin que, dans le meilleur des cas, les gouvernants puissent définir une action plus appropriée à une réalité mal connue, réduite à une vision caricaturale. S'il existe une abondante littérature de qualité sur la RPDC, fruit de recherches approfondies, en coréen, chinois, japonais, russe et anglais, la France fait piètre figure : les chercheurs français travaillant sur ce pays se comptent sur les doigts d'une main. Et ceux qui aspirent à l'être ne sont guère encouragés par l'État. Au contraire. S'y rendre – ce qui, d'un point de vue scientifique, paraît la moindre des choses pour un chercheur qui aspire travailler sur un pays – est impossible sinon à ses frais et sans soutien sur place. La France, dernier pays avec l'Estonie à ne pas entretenir de relations diplomatiques avec la RPDC, ne donne pas de bourse pour s'y rendre. Pour pallier l'inertie de l'État, Patrick Maurus, ancien directeur du département Corée à l'Inalco et traducteur de littératures sud-coréenne et nord-coréenne, a ouvert une brèche que l'on ne peut que saluer : l'association Tangun, qu'il dirige et est composé d'étudiants, organise chaque année des séjours d'études à l'Université Kim Il-sung à Pyongyang pour une dizaine de doctorants en coréen mais aussi en d'autres disciplines. Ces séjours sont autofinancés par l'association qui a mis sur pied des voyages touristiques en RPDC dont les revenus servent à la prise en charge du séjour des étudiants[2] dont les recherches vont de l'histoire tout court à l'histoire de l'art en passant par le cinéma ou les relations internationales.

2 Pour toute information sur ces voyages et séjours d'études, voir le site revuetangun.com.

Travailleuse faisant une pause. (© Gildas Le Lidec.) // Female worker taking a break. (© Gildas Le Lidec.)

Il n'y a rien à apprendre en allant RPDC, dira-t-on. Si, beaucoup. À commencer par confronter les informations que l'on peut avoir à l'extérieur à ce que l'on voit – ou est donné à voir – pour les étayer, les nuancer ou les infirmer. Contrairement à une idée reçue, la RPDC n'est pas un pays figé. Sa société est en mutation. Elle n'est pas non plus un pays pauvre mais un pays appauvri par les conséquences économiques de la famine de la seconde partie des années 1990. Une économie hybride, *de facto* de marché (conjuguant centralisme et initiatives privées), l'élargissement de l'élite à une nouvelle couche d'« entrepreneurs », l'évolution souterraine des rapports sociaux, les arcanes du pouvoir… appellent pour les appréhender des recherches académiques et non pas seulement le ressassement de clichés. Mais, apparemment, une meilleure connaissance d'un pays, dont on dénonce la fermeture, n'est pas la préoccupation des politiques comme si davantage de savoir ne servait à rien.

L'obsession sécuritaire (la non-prolifération nucléaire) élude les évolutions en cours, comme si ce pays ne pouvait pas changer, et ne contribue guère à remédier aux souffrances de la population dont il vaudrait mieux accompagner les efforts plutôt que de s'acharner à vouer aux gémonies ses dirigeants. Développer des échanges universitaires et culturels, ou renforcer l'action humanitaire, en d'autres termes ouvrir des espaces de dialogue pour l'instant inexistants ou entrebâillés, ne signifient en rien soutenir le régime ni baisser la garde mais permettraient de favoriser son évolution, de désenclaver le pays et aussi de contribuer à améliorer le sort de la population, victime de répression et de pénuries.

NORTH KOREA: A TEXTBOOK CASE OF IGNORANCE TAKING OVER POLITICS

Philippe Pons
Journalist working for Le Monde. Former correspondent of this journal for Japan and Korea
December 2016

Will President Donald Trump change his approach towards the Democratic People's Republic of Korea (DPRK)? Not because of different ideological leanings, but in response to the assessment of failure of the policy democratic and republican administrations have backed for the last 20 years (since the first nuclear crisis of 1994). It is far from sure that he will. Such an inflexion would require diplomatic skills which do not seem to be the new president's biggest strength. Yet one thing is clear: isolation, sanctions, unsuccessful negotiations (which were bound to be useless because of the underlying idea that the regime must eventually collapse) have revealed themselves to be counterproductive. This did not however in any way hinder North Korea's nuclear and ballistic ambitions but bolstered the city of Pyongyang's will to acquire a deterrent force.

In late October, the director of US intelligence James Clapper, admitted that Pyongyang's abandoning its deterrent force was "probably a lost cause", implicitly acknowledging that Washington's policy was a fiasco, since it has produced the effect opposite of what it targeted. The DPRK is currently carrying out its fifth nuclear test. This failure on American diplomacy's part is also a textbook case of the mistakes caused by the US's allies blind as well as reprehensible followership, starting with the European Union – a situation lessons should be learned from.

It is easy – and not altogether wrong – to blame China for the failure of the policy targeted at the DPRK: China applies the sanctions voted by the Security Council somewhat half-heartedly. Beijing has different priorities from the United States'. Chinese leaders are not favourable to a nuclear-powered DPRK but they are even more reluctant to risk destabilizing the regime by over pressuring it. The more fundamental reason why the US and its allies' policy towards the DPRK has failed can be explained by their leaders' perception of North Korea as the most hated country on the planet. Also one of the most misunderstood, which works both ways.

The DPRK's voluntary isolation and the ostracism it is submitted to, added to Pyongyang's bellicose rhetoric, have caused a knee-jerk reaction of rejection of the US's oldest foe. The policy Washington and its allies have carried out towards this country is first of all the result of their ignorance of the "enemy" they are fighting. Finger pointing prevails over seeking comprehensibility. Attempting to understand obviously doesn't entail ignoring, denying or minimizing in any way dark aspects of reality such as repression and labour

camps, but it does involve looking for ways to come up with a more constructive policy.

Demonizing the regime like the Bush administration did with its anthology of simplistic phrases – "Rogue States", "axis of evil", "unpredictable" and "irrational" regime – remains the most wide-spread popular belief endlessly perpetuated by the media. This belief shows how the fact that so little is known about the regime's nature and its goals is deliberate and politically motivated, because it overlooks an essential factor: the Cold War's heritage and the feeling of insecurity of a country that still considers itself in a state of war. "What effect can the threat of pre-emptive military strikes have on a country that has been living under American nuclear threat for the last fifty years, apart from exacerbating these feelings", asks Roland Bleiker[1].

The DPRK's policy is far from unpredictable let alone irrational if it is put into perspective with the country's objectives: obtaining the guarantee of safety and overcoming its outcast status by establishing a balance of power strong enough that Washington and its allies have no choice but to negotiate. Without a nuclear deterrent force, Pyongyang deems that the DPRK is at the mercy of a fate like that of Iraq's or Afghanistan's. This strategy hasn't budged, and the twists in events of the last few years can only be understood placed in this context. The American policy, followed suit by its allies, has a unique obsession – proliferation – deceiving itself with the delusion that the regime must collapse. No matter how this underlying thought has been denied by facts in the past twenty years, it is the root of the US's short term strategy, wavering between communication and confrontation, whereas Pyongyang's strategy is based on a long term perspective (obtaining the nuclear weapon) and hasn't changed anything to its goal.

The second crisis which was triggered by Washington in October 2002 (after the 1994 crisis) reveals all the errors of judgement a strategy blinded by ideological assumptions can lead to. This crisis bears a striking resemblance with the White House's manipulating secret information in order to find the "proof" needed to "justify" the invasion of Iraq. Indeed, the current nuclear crisis also originated in the manipulation of information provided by intelligence services, the truth of which was secondary compared to the goal they targeted: confrontation aiming to bring down the regime. This was a strategy which actually resulted in in the opposite effect, failing to eliminate the North Korean nuclear "threat".

At the time George W. Bush took office, the DPRK's nuclear program was frozen under the International Atomic Energy Agency (IAEA)'s close watch, in line with the framework-agreement of 1994. When Washington broke the agreement off, Pyongyang proceeded freely to its first nuclear test in 2006, openly defying international sanctions.

1 « Négocier avec la Corée du Nord ? Question nucléaire et relations intercoréennes », *Critique internationale*, oct.-déc. 2010, p. 26.

Understanding a country so complex, out-of-synch with other socialist regimes (which have either collapsed or are transitioning) and which demonstrates such extraordinary resilience, requires a deft and subtle analysis, rather than simply denouncing the regime's abomination and its violation of international law. The firm conviction of having perfectly pinpointed a phenomenon based on fragile historical analogies leads to misguided judgements and policies. Referring to the regime as "Stalinist" for example, amounts to shoving the outcome of a specific historical, social and geopolitical context inside an antiquated framework once applied to long-gone communist regimes. The term "Stalinist" is not altogether wrong, but restrictive. Had the regime simply been Stalinist, it wouldn't have survived the collapse of the Soviet bloc.

The regime's patriotic fervour, nourished by the tormented remembrance of the country's colonial past and the American "attack", feeds the permanently under-siege mind set amongst the population. Taken separately, Stalinism or Maoism, or local political heritage did not play a significant part in the construction of the regime. It is the relationship between these factors that gave birth to it. A policy that ignores this context is doomed to fail. Only a better understanding based on academic expertise, could address the shortcomings of the policy directed at the DPRK, in order to break the current nuclear deadlock without letting our guard down or becoming too lenient.

Academic research's objective is not to prescribe policies but to shed light on situations so that, best case scenario, leaders can take more appropriate action to respond to an unfamiliar set of facts, seen through a distorted view. Although well-researched quality literature on the DPRK is quite plentiful in many languages such as Korean, Chinese, Japanese, Russian and English, France's performance is quite poor in this field. French researchers working on this subject could be counted on the fingers of one hand, and those aspiring to are hardly encouraged by the State. Quite the contrary, actually going there – which seems pretty basic, from a scientific standpoint, for a for a researcher seeking to study a country – is possible only at personal expense and with no support on-site. France is the last country along with Estonia not maintaining diplomatic relations with the DPRK, and the French State does not finance trips to Korea. In order to make up for the State's apathy, Patrick Maurus, former director of the Korean department at the Inalco school and translator of Southern and Northern Korean literature, opened up a breach that can only be applauded: the Tangun association that he directs, made up of students, organizes yearly student trips abroad to the Kim Il-Sung University in Pyongyang for ten or so Ph.D. students in Korean as well as in other subjects. These trips abroad are independently financed by the association that set up touristic trips to the DPRK, the income of which is used to fund the students' stay. These students[2] research ranges from history to history of the arts, and from cinematography to international relations.

2 For all information on these trips and study stays, see the website revuetangun.com.

There's nothing to learn from the DPRK, people will say. But there is, a lot. Starting with confronting the information that can be received on the outside with what can actually be seen – or what is presented to one's eyes – to support them, counter-balance them, or invalidate them. As opposed to a common stereotype, the DPRK is not an unyielding country. Its society is changing. It's not a poor country either but an impoverished one, because of the economic consequences of famine in the late 1990s. A hybrid economy, *de facto* a market economy (combining centralisation and private enterprise), the broadening of the elite to a new social class made up of entrepreneurs, the underground evolution of social relations, the mysterious mechanisms of power… all this calls for a deeper understanding of academic research instead of tossing around clichés.

The securitarian mania of nuclear non proliferation ignores these evolutions as though the country were incapable of change, and hardly contributes to lightening the population's suffering, whose efforts it would be better to encourage, instead of subjecting it to public scorn. Developing academic and cultural exchanges, reinforcing humanitarian aid, in other words breaching the currently widely-yawning dialogue gap, have nothing to do with supporting the regime, but would not amount to supporting the regime or letting our guard down, but would help with encouraging the courny's transformation and releasing it from its enclosure as well as contribute to improving living conditions for the oppression-bound population which faces frequent shortages.

POUR UNE MICRO-GÉOPOLITIQUE DES ESPACES PUBLICS ORDINAIRES À HỒ CHÍ MINH-VILLE

Marie Gibert-Flutre
Maîtresse de conférences en géographie à l'université Paris-Diderot et chercheuse au CESSMA
Juillet 2017

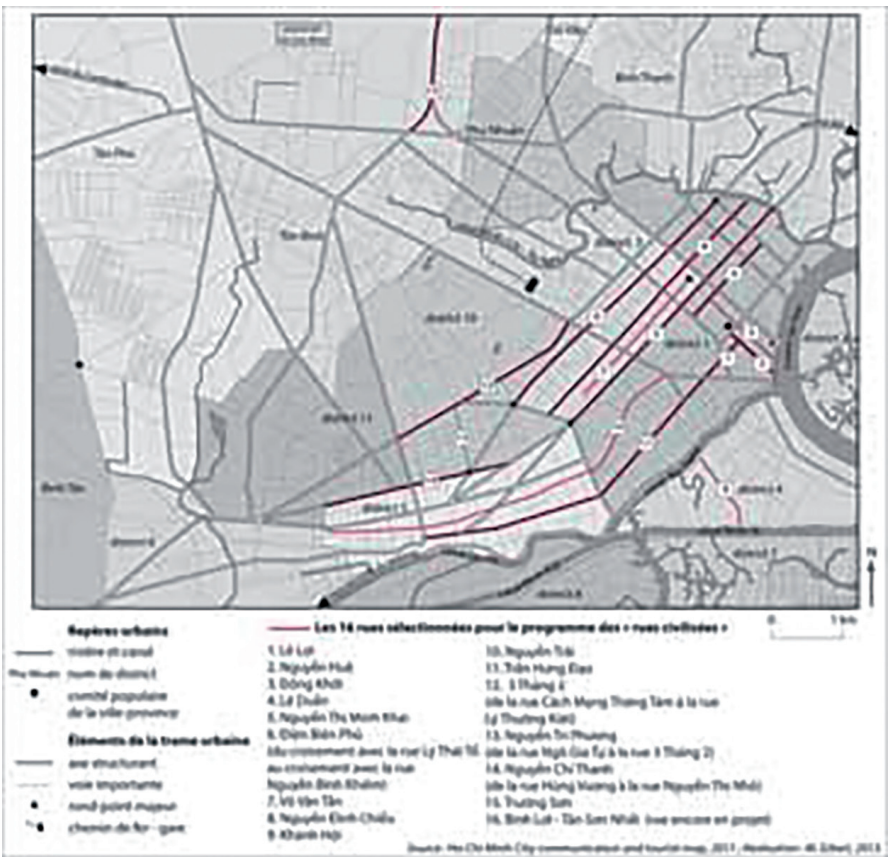
L'affiche du programme officiel « 45 jours pour "récupérer" les trottoirs du district 1 ». (© Comité populaire de HCM V.) //
The poster for the official program "45 days to 'recover' the sidewalks of District 1". (© Popular Committee of HCM V.)

Lieux de brassage et d'interactions sociales dans la ville, les espaces publics se trouvent dans une position paradoxale au Vietnam aujourd'hui. Alors que le pays cherche à s'insérer dans les flux concurrentiels de la mondialisation, les autorités de Hồ Chí Minh-Ville plébiscitent la production de nouveaux marqueurs métropolitains, principalement sous la forme de grands projets emblématiques : l'aménagement de vastes espaces publics doit incarner la modernisation du pays et l'entrée de la ville dans le cercle tant convoité des métropoles émergentes. Mais, dans le même temps, le foisonnement ancien de formes ordinaires d'espaces publics, d'envergure beaucoup plus modeste – les « espaces publics de poche » (traduction de *pocket public spaces*) –, est de plus en plus directement menacé. Les menaces sont de deux ordres. Sur le plan de l'urbanisme opérationnel, la mise en œuvre de grandes opérations immobilières et la construction d'infrastructures lourdes – dont la construction du métro est la forme la plus visible – justifient la disparition progressive des petits espaces ouverts, parcs, placettes et ruelles en particulier. Sur le plan de l'urbanisme réglementaire par ailleurs, de vastes programmes étatiques de « nettoyage » des espaces publics menacent directement, et de plus en plus ouvertement, la polyfonctionnalité de ces espaces publics hérités et le foisonnement historique de leurs usages.

DES ESPACES PUBLICS ORDINAIRES SOUS TENSION

Ce moment de tension s'illustre dans l'actualité récente : les autorités métropolitaines de Hồ Chí Minh-Ville ont lancé le 1er mars 2017 une opération intitulée « 45 jours pour "récupérer" les trottoirs du district 1 », district qui correspond au centre historique de la métropole.

Cette opération d'envergure, qui a couplé campagnes d'affichage, démonstrations de fermeté par des annonces officielles et multiplication d'actions fortes médiatisées – avec déguerpissement des vendeurs ambulants, destruction des façades et terrasses empiétant sur les trottoirs et mise en fourrière des véhicules stationnés sur les trottoirs – est loin d'être la première du genre. Les archives de la période coloniale recèlent déjà des projets de réglementations menaçant la pratique de la vente de rue à Saigon. David Koh a aussi effectué un recensement des différentes campagnes étatiques à l'encontre de l'occupation des trottoirs à Hanoï depuis les réformes de l'ouverture de 1986 (Đổi Mới) dans un article de 2008. Entre 2013 et 2015 avait également été mis en place le programme municipal des « rues civilisées » dans le centre-ville de Hồ Chí Minh-Ville, prévoyant d'éliminer la vente de rue dans seize rues.



Les rues sélectionnées pour le programme d'édification de « rues civilisées » de Hồ Chí Minh-Ville entre 2013 et 2015. (© M. Gibert-Flutre.) // The streets selected for the program to build "civilized streets" in Hồ Chí Minh City between 2013 and 2015. (© M. Gibert-Flutre.)

L'enjeu du contrôle des espaces publics par les autorités vietnamiennes n'est donc pas nouveau. Ce qui l'est en revanche, outre la violence de la mise en œuvre de la campagne de 2017 à Hồ Chí Minh-Ville, ce sont les arguments avancés : conscientes de la sensibilité économique et sociale du sujet, les autorités ont cette fois habilement évité de cibler explicitement les vendeurs de rue, pour mettre en avant, de manière beaucoup plus positive, la nécessité de préserver l'accès des trottoirs aux piétons. Ainsi, outre les vendeurs de rue, les voitures garées sur les trottoirs, mais aussi les terrasses des cafés et les extensions non réglementaires du bâti ont été énergiquement « nettoyées ». La médiatisation de la destruction de la terrasse d'un Starbucks café, emblème s'il en est de l'internationalisation de la ville, témoigne de ce changement de stratégie, reposant sur la valorisation des déplacements piétonniers en ville – ces derniers étant pour le moment extrêmement limités dans les pratiques quotidiennes. L'ampleur des chantiers actuellement à l'œuvre dans l'hyper-centre a par ailleurs indéniablement facilité le « nettoyage » des espaces publics durant cette campagne. Rien ne garantit cependant que cette mise en ordre soit plus durable que les dernières actions officielles, notamment celle de 2009 lorsque Hồ Chí Minh-Ville avait accueilli les Jeux du Sud-Est asiatique.

Les trottoirs de Hồ Chí Minh-Ville, des micro-territoires urbains appropriés. (© M. Gibert-Flutre.) // The sidewalks of Hồ Chí Minh City, appropriate urban micro-territories. (© M. Gibert-Flutre.)

Cette actualité appelle plus que jamais à la production d'une micro-géopolitique des trottoirs et des espaces publics ordinaires à Hồ Chí Minh-Ville, tant les enjeux, à la fois fonciers, économiques, sociaux, politiques, culturels et en termes de marketing urbain, y sont importants et imbriqués. Les espaces publics constituent en effet un objet d'étude particulièrement éclairant pour comprendre les paradoxes inhérents à l'actuel processus de métropolisation de la ville.

REPENSER LES ESPACES PUBLICS VIETNAMIENS : UNE ENTREPRISE NÉCESSAIRE DE DÉCENTREMENT THÉORIQUE

Cet objet d'étude ne se laisse cependant pas facilement appréhender, tant nous sommes tributaires d'héritages sémantiques et de conceptions européano-centrés particulièrement peu adaptés au Vietnam, lorsqu'il s'agit de penser les espaces publics aujourd'hui. Les critères normatifs de définition, reposant sur une conception juridique de ces espaces – incompatible avec des pratiques

commerciales –, mais aussi ses déclinaisons morphologiques les plus emblématiques, comme la place, matrice historique de la ville européenne, et enfin l'idéal démocratique auquel le terme est associé – renvoyant immanquablement à l'emblème de l'agora grecque – laissent en effet penser que Hồ Chí Minh-Ville n'a tout simplement pas d'espace public. Dans les parcs comme dans les rues, l'expression citoyenne est très étroitement contrôlée et entravée par les représentants de l'État-Parti, qui utilisent d'ailleurs ces espaces comme autant de lieux de propagande. De plus, le foisonnement des vendeurs de rue et toutes sortes d'appropriations relevant de la sphère privée peuvent être lus comme autant de formes de privatisation. Enfin, les quelques places que l'on trouve à Hồ Chí Minh-Ville sont exclusivement d'origine coloniale. Comme dans la plupart des villes asiatiques héritées, ce sont en effet les carrefours, bien plus que les places, qui constituent les principaux pôles de centralité et de sociabilité. L'absence de grands espaces ouverts en dehors du centre-ville colonial est notamment liée à la miniaturisation cadastrale et architecturale historique de la ville, où 85 % des habitants vivent dans des maisons-tubes mitoyennes, le long d'étroites ruelles. Cette caractéristique essentielle du tissu urbain d'une métropole qui compte aujourd'hui plus de 10 millions d'habitants explique par ailleurs les très fortes densités de peuplement qu'elle accueille (4 000 hab. /km² en moyenne, comprenant les districts ruraux de la métropole, mais jusqu'à 80 000 hab. /km² dans certains quartiers péricentraux comme le district 10).

Une analyse fine des enjeux liés au contrôle et à l'accès des espaces publics à Hồ Chí Minh-Ville nécessite alors une entreprise de décentrement scientifique

La réversibilité des usages des ruelles, espaces publics ordinaires à Hồ Chí Minh-Ville. (© M. Gibert-Flutre.) // The reversibility of the uses of alleys, ordinary public spaces in Hồ Chí Minh City. (© M. Gibert-Flutre.)

afin d'en post-colonialiser l'approche. L'enjeu est de trois ordres. Il s'agit tout d'abord d'élargir la compréhension et la définition des espaces publics dans le champ des études urbaines, au-delà du seul critère juridique, en reconnaissant notamment la valeur des usages quotidiens de ces espaces, dans la production même de leur caractère public. La « publicité » d'un lieu peut en effet relever de différents critères, leur statut juridique public n'en étant qu'un parmi d'autres, comme la capacité d'un lieu à accueillir les citadins dans leur diversité et dans le foisonnement de leurs pratiques et revendications.

Ce travail de décentrement scientifique invite dans un second temps à revaloriser l'ordinaire urbain dans le champ des études métropolitaines. Cela permet de reconsidérer les espaces publics interstitiels, les ruelles et les trottoirs par exemple, mais aussi les cours de pagode et les petits carrefours pour leur important potentiel de mixité sociale et les aménités urbaines qu'ils offrent sur une base quotidienne. Ces derniers peuvent être éphémères : un axe de circulation fermé à la circulation motorisée en soirée pour laisser place à un marché et un lieu de rencontres. Ces « envers métropolitains », souvent absents des plans de ville et en mal de reconnaissance de la part des autorités et des investisseurs, correspondent à ce que Manish Chalana et Jeffrey Hou appellent « *messy urbanism : the "other" cities of Asia* ». Leur relative invisibilisation par les pouvoirs publics en quête de grands projets aux formes de plus en plus mondialisées ne doit pas occulter leur extraordinaire potentiel en termes de création de lien social, notamment par la réversibilité des usages quotidiens qu'ils accueillent. Revaloriser l'ordinaire urbain implique également de revaloriser le rôle des citadins ordinaires dans la fabrique métropolitaine et de les considérer comme des acteurs à part entière, dans une conception itérative du processus de métropolisation.

Dans un troisième temps, cette approche renouvelée sous-entend de repenser de manière critique les représentations, notamment cartographiques, de la métropole. C'est ce que proposent par exemple Annette Kim et son équipe du Spatial Laboratory en cherchant à produire des cartes de Hồ Chí Minh-Ville prenant en compte les parcours sans cesse recomposés des vendeurs ambulants et leur place centrale dans l'économie et l'identité de la métropole (Kim, 2015). C'est aussi l'enjeu de l'outil informatique « UrbanTempo » que je développe actuellement pour rendre compte, de manière synthétique et systématique, de la polyfonctionnalité quotidienne des espaces publics et des ruelles vietnamiennes. La production d'une micro-géopolitique des espaces publics ordinaires à Hồ Chí Minh-Ville invite donc à repenser les approches conceptuelles et les outils des études urbaines, dans une approche décentrée et postcoloniale.

DU TERRITOIRE AU RÉSEAU, DE LA RUE À LA VOIE : MENACES SUR LES ESPACES PUBLICS ORDINAIRES DE HỒ CHÍ MINH-VILLE

La richesse de la réversibilité des espaces publics ordinaires de Hồ Chí Minh-Ville est aujourd'hui menacée par les programmes de « nettoyage » orchestrés

par les autorités métropolitaines, mais plus encore par le caractère de plus en plus hégémonique d'un usage sur les autres : la circulation motorisée. Alors que les trottoirs et les ruelles de Hồ Chí Minh-Ville pouvaient jusqu'ici être considérés comme autant de « territoires » urbains, c'est-à-dire des espaces fortement appropriés par les citadins dans le cadre de leurs pratiques quotidiennes, ces derniers tendent de plus en plus à se réduire à une fonction de simple réseau, au service des circulations dans la ville. D'une voirie longtemps exclusivement dédiée à la desserte locale, les ruelles occupent aujourd'hui de nouvelles fonctions de transit, permettant de relier les différents quartiers d'une métropole de plus en plus étendue, où les grands axes structurants demeurent peu nombreux. Mais, de la « rue » à la « voie », c'est précisément le statut d'espace public ordinaire qui disparaît, et avec lui, la richesse d'une culture urbaine précieuse par ses capacités d'intégration citadine.

BIBLIOGRAPHIE/ BIBLIOGRAPHY

Manish, Chalana & Jeffrey, Hou, *Messy Urbanism : Understanding the "Other" Cities of Asia, Hong Kong*, Hong Kong, Hong Kong University Press, 2016, 269 p.
Marie, Gibert, « La modernisation de la trame viaire à Hô Chi Minh Ville : enjeux et recompositions territoriales », *in* Manuelle Franck & Thierry Sanjuan (dir.), *Territoires de l'urbain en Asie. Une nouvelle modernité ?*, Paris, CNRS Éditions, 2015, p. 170-191.
Kim, Annette M., *Sidewalk City. Remapping Public Space in Ho Chi Minh City*, Chicago, University of Chicago Press, 2015, 264 p.
Koh, David W.H., « The Pavement as Civic Space : History and Dynamics in the City of Hanoi », *in* Michael Douglass, K.C. Ho & Giok Ling Ooi (dir.), *Globalization, the City and Civil Society in Pacific Asia*, Londres/New York, Routledge, 2008, p. 145-174.

LES AÏNOUS, PEUPLE ABORIGÈNE DU JAPON, FACE AUX DÉFIS DE LA RECONSTRUCTION IDENTITAIRE

Lucien-Laurent Clercq
Maître de conférences invité à l'Université de Hokkaidô (Japon)
Septembre 2017

Hokkaidô. (© 2017 / GeoAtlas, libre de droit pour Internet/free use on the Internet.)

La population aborigène aïnoue s'élève aujourd'hui officiellement à environ 25 000 personnes (les données officieuses portent cependant ce chiffre à 250 000 individus), dans un archipel japonais comptant 127,3 millions d'habitants. La grande majorité de ses membres réside à Hokkaidô, la deuxième plus grande île du Japon, peuplée de 5 700 000 habitants et s'étendant sur 83 500 km² en incluant ses terres irrédentes, les fameux territoires du Nord réclamés à la Russie par le Japon (*hoppô ryôdo*, comprenant les quatre îles Kouriles les plus méridionales : Kounachir, Itouroup, Chikotan et l'archipel des îles Habomai). Il existe également une diaspora aïnoue dont les membres se sont installés dans les principales agglomérations urbaines à travers Honshû pour y chercher du travail et fuir une discrimination longtemps

endémique (environ 10 000 personnes vivraient aujourd'hui dans l'agglomération de Tôkyô).

Jusqu'à son annexion par le gouvernement de Meiji en 1868, ce grand territoire septentrional était connu du nom d'Ezo-chi, la terre des Ezo, une région étrangère peuplée par de mystérieux sauvages, dont la pointe la plus au sud clôturait la lointaine bordure du jeune régime politique moderne japonais. Les rapports entre les « *Shamo* » (terme vernaculaire désignant les Japonais) et les Autochtones peuplant cette vaste étendue, qui se nomment eux-mêmes « Ainu » (les hommes) par opposition aux *Kamuy*, les divinités animistes de leur panthéon, et appellent leur terre *Ainu moshiri* (la terre des hommes, qui incluait jadis le nord de Honshu, Hokkaidô, les îles Kouriles, Sakhaline et la pointe du Kamchatka), s'inscrivirent longtemps, du point de vue nippon, dans la logique du *ka i chitsujo*, un système hérité de la Chine ancienne, puis repensé afin de s'adapter au modèle insulaire. Il s'articulait autour d'un centre civilisé et de sa périphérie faite d'une multitude de peuples barbares, dont le degré de sauvagerie s'amplifiait avec l'éloignement. En se basant sur cette situation particulière, certains spécialistes de l'historiographie japonaise ont positionné les Aïnous au même niveau que d'autres ressortissants de pays étrangers, au premier rang desquels figuraient d'importants partenaires commerciaux comme la Corée ou le Royaume des Ryûkyû, eux aussi colonisés par le passé. Ainsi, dès le début des relations entre les deux ethnies, les gens d'Ezo, regroupés en tribus de pêcheurs-chasseurs-cueilleurs, ne sont jamais apparus comme des membres du territoire national, même s'ils n'étaient pas non plus les ressortissants d'un pays tout à fait étranger, en raison de leur proximité géographique et de l'important négoce maritime qu'ils avaient institué entre plusieurs pays.

Ekashi, Akan, Marimo matsuri. (© 2006 / Lucien-Laurent Clercq.)

Leurs origines furent longtemps sujettes à controverse. Le processus de formation de l'anthropologie japonaise se caractérisa d'ailleurs à ses débuts par d'âpres débats académiques, où cette question fut importante. En s'appuyant sur des bases morphologiques, des missionnaires et des explorateurs étrangers amateurs d'ethnologie, assurèrent que ces derniers étaient les membres d'une lointaine race caucasienne perdue, suscitant rapidement une fantasmagorie tenace en Extrême-Orient comme en Occident (les chercheurs du Troisième Reich exploitèrent même cette idée pour consolider le rapprochement des forces de l'Axe). Désormais, grâce aux résultats d'études sur l'ADN, il est communément accepté que les Aïnous sont les descendants du peuple Jômon proto-mongoloïde qui vécut à l'âge néolithique japonais (-10 500 à -300 av. J.-C.) et créa la première culture du Japon. Si la question de leurs origines n'est pas totalement élucidée, les discussions sont plus sereines et des scientifiques sont finalement arrivés à démontrer que les Jômon, les Ryûkyû et les Aïnous portent tous en effet un marqueur génétique identique (l'haplotype ab3st) communément partagé par les populations mongoloïdes et présent également à divers niveaux chez les Coréens, Tibétains, Toungouses, Esquimaux et Yakoutes de la République de Sakha. C'est en particulier le trait caractéristique des Bouriates, le groupe ethnique minoritaire sibérien le plus important (environ 450 000 personnes) peuplant la région du lac Baïkal. On peut donc penser que les lointains ancêtres des Jômon seraient originaires de cette région du sud de la Russie orientale, conférant ainsi aux Aïnous, et à leurs voisins shamo avec qui ils se sont largement métissés, de lointaines origines sibériennes. Une autre hypothèse de peuplement, dite méridionale, suggère que les Jômon proviendraient du « Sundaland », une zone indomalaise correspondant aux îles et péninsules de l'Asie du Sud-Est, ou un important flux humain en provenance du continent africain passé par l'Inde, aurait remonté par Taïwan, les Ryûkyû, puis Kyûshû et Honshû.

Icharupa, Porotokotan, Shiraoi. (© 2004 / Lucien-Laurent Clercq.)

La langue aïnoue, qui fut longtemps un mystère linguistique, est fort isolée. Parlée jusqu'au début du XXe siècle à Hokkaidô, Sakhaline, et les îles Kouriles, elle est de type agglutinant, traditionnellement non-écrite et parfois assimilée aux langues paléosibériennes. Il ne resterait de nos jours qu'une trentaine de locuteurs connus la parlant couramment. On assiste cependant depuis le début des années 1980 à un regain d'intérêt des Aïnous pour leur héritage linguistique et culturel et de nombreuses classes, multipliées depuis le vote de la loi pour la promotion culturelle *Ainu shinpô* en 1997, puis pérennisées par la reconnaissance des Aïnous en tant que peuple aborigène du Japon en 2008, ne cessent de voir le jour.

La pensée religieuse aïnoue se fonde quant à elle sur l'animisme et reconnaît l'existence d'une âme chez tous les êtres vivants, les objets, les phénomènes et les éléments naturels (appelés *kamuy*). Les *ekashi* (anciens) responsables du culte, dont les temps forts sont les *kamuy nomi* (cérémonie honorifique à l'attention des kamuy), les *icharupa* (cérémonie en mémoire des ancêtres) et les *iyomante* (cérémonie du renvoi des esprits animaux dont celle de l'ours est la plus célèbre), sont aussi de remarquables artisans spécialistes du travail du bois.

Menoko, Toyohiragawa, Sapporo. (© 2005 / Lucien-Laurent Clercq.)

En effet, les *inao*, des bâtonnets sculptés considérés comme des messagers ailés faisant office d'intermédiaires entre les humains et les *kamuy* afin de leur présenter des requêtes ou de renvoyer les essences qu'ils contiennent, sont nécessaires à tous les rituels. Réalisés dans un matériau réputé pour son efficacité protectrice contre les esprits démoniaques, ils contiennent une grande quantité de *ramat*, une énergie proche du *mana* polynésien. Plus d'une dizaine de bois différents sont utilisés selon les *kamuy* auxquels ils sont destinés. Ils

peuvent être placés à même le sol ou fixés sur un autel *nusasan*, fonctionnant alors comme une « rampe de lancement » propulsant les requêtes contenues dans les *inao* en partance d'*Ainu moshiri*, le monde des humains, pour *Kamuy moshiri*, le monde des *kamuy*. Ces cérémonies, tout comme le chamanisme aïnou, servent à maintenir l'équilibre entre les deux mondes par des règles immuables, permettant la réincarnation des âmes et leur inscription dans l'éternel cycle du recommencement de la vie.

À l'instar d'autres peuples autochtones confrontés à des défis similaires, les Aïnous tentent avec plus ou moins de succès depuis les années 1960, de se réapproprier un passé qui connut une rupture brutale en raison de l'acculturation socioculturelle de l'ethnie. Le pouvoir étatique a cherché à accélérer son assimilation, notamment par le biais d'une loi de l'indigénat aliénante (*Kyûdojin Hogohô*) votée en 1899, envisageant celle-ci comme l'éradication de la langue, des coutumes et des valeurs de la société traditionnelle. Engagés de longue date dans la lutte pour l'obtention de droits relatifs à leur statut de peuple autochtone du Japon, les Aïnous sont en constante recherche de ce passé fragmentaire, dont la quête s'avère indispensable dans l'espoir de le reconstituer ou de comprendre sa disparition.

Cette recherche éperdue soutient également des revendications politiques plus pragmatiques s'appuyant sur une histoire et des origines différentes de celles de la majorité, qu'ils continuent de chercher à définir et à affiner. En effet, si les Aïnous ont rapidement privilégié l'éducation des plus jeunes et le mimétisme socioculturel autant que possible pour faciliter leur intégration dans cette nouvelle société, ils n'ont cessé néanmoins d'élaborer en parallèle au cœur des foyers et lors de rencontres politiques, des stratégies de résistance à l'acculturation, en s'interrogeant sur leurs spécificités autochtones. Malgré les tentatives acharnées d'effacement existentiel, ils sont les créateurs et les détenteurs d'une historicité que l'on a longtemps voulu leur nier pour mieux les déposséder. La communauté aïnoue se caractériserait plutôt par une valorisation de la combativité et une extraordinaire capacité de résistance à travers certaines figures héroïques, mais aussi grâce à l'élaboration de stratégies inspirées de la lutte d'autres minorités. Ouvert sur le monde, l'activisme politique communautaire aïnou et son calendrier se sont restructurés autour des mutations socioculturelles que traversait l'ethnie, tout en s'adaptant à ses besoins immédiats.

Vers le milieu des années 1960, un important mouvement s'est alors engagé dans un effort de réinterprétation de l'identité aïnoue et de son histoire. Il marque son insertion croissante dans un réseau international, cherchant à désenclaver son isolement et à faire pression sur un gouvernement peu enclin à entendre d'une oreille favorable les revendications aïnoues. Les activistes se focalisèrent dès lors sur une argumentation positionnant les Aïnous comme étant un peuple ou une « nation » aborigène, cherchant à ce titre à regagner une autonomie décisionnelle, tout en bénéficiant à parts égales des opportunités offertes par la société dans laquelle ils vivaient désormais. Ils cherchèrent à combattre, en utilisant des stratégies politiques modernes, l'*a priori* récurrent de leur infériorité raciale et culturelle et à le transformer habilement en

un ensemble de caractéristiques socio-identitaires positives, insistant notamment sur un lien privilégié à la Terre et un ensemble de valeurs spécifiques présentées comme étrangères à la société shamo ou vraisemblablement oubliées de celle-ci : conscience humaniste, étroites relations avec l'environnement, spiritualité animiste respectueuse des hommes, des êtres vivants et des dieux de l'animisme insulaire. Redynamisées, elles devinrent une source d'inspiration permanente et les témoignages de la vitalité d'une culture indestructible malgré les assauts d'une modernité coloniale ambiguë.

Ce moment crucial marque les débuts de la construction de l'histoire aïnoue contemporaine par les Aïnous eux-mêmes, et apparut simultanément avec la naissance d'un sentiment « d'aborigénéité » dont les termes, largement sociopolitiques, servirent à définir les orientations du militantisme contemporain. Habits traditionnels aux motifs uniques, danses, chants et instruments du culte animiste, symboles intangibles de la culture aïnoue, recommencèrent à s'afficher en évidence lors des manifestations socioculturelles de l'ethnie (cérémonies commémorant le retour du saumon, célébration mémorielle de Shakushain, fête de Marimo à Akan, etc.). L'identification à d'autres destinées aborigènes leur donna l'opportunité de se désenclaver en brisant un isolement les coupant jusque-là d'une alternative existentielle fondamentale : la possibilité d'une lutte pour la restauration des droits autochtones, dont ils avaient maintenant conscience d'avoir été spoliés et qu'ils pouvaient désormais réclamer, tout comme la revendication d'une identité nouvelle de par son hybridation culturelle. C'est en intégrant ce paramètre qu'ils purent redéfinir leurs relations avec l'État, arguant contre lui de leur spécificité historique et culturelle et de leur légitimité à obtenir des droits particuliers liés à leur autochtonie.

9e Inkaru ushipe kamuy nomi, Moiwayama, Sapporo. (© 2017 / Lucien-Laurent Clercq.)

Aujourd'hui, les Aïnous n'en poursuivent pas moins leur combat contre la violence étatique et une discrimination aux multiples facettes. Elles sont la cause des querelles intestines tenaces vrillant les communautés, empêchant la bonne conduite de projets communs d'émancipation, symptômes chroniques ne relevant pas d'une quelconque spécificité socioculturelle

aïnoue, mais plutôt des structures inégalitaires paternalistes postcoloniales perpétuant la croyance en une société monoculturelle obsédée par l'authenticité. Face à cette situation oppressante, l'instrumentalisation par une caste bureaucratique et la privation de droits fonciers, l'un des grands défis de demain pour les Aïnous sera de parvenir à s'unir et à parler d'une voix commune pour dépasser ces stratégies cherchant à les diviser toujours un peu plus. À cette fin, le soutien d'autres communautés autochtones solidaires, passées maître dans la réconciliation communautaire et dans l'art de déjouer ces processus coloniaux cherchant à fragmenter les minorités, serait un atout considérable.

BIBLIOGRAPHIE/ BIBLIOGRAPHY

Berque, Augustin, *La rizière et la banquise. Colonisation et changement culturel à Hokkaidô*, Paris, POF, 1980, 272 p.

Clercq, Lucien-Laurent, « Prolégomènes à un essai de reconstruction historique de l'identité socioculturelle aïnoue contemporaine (1re partie) », *Media and Communication Studies* 70, Research Faculty of Media and Communication, Hokkaidô University, 2017, p. 1-35.

Dallais, Philippe, « Hokkaidô : le peuple Ainu, ou l'ambivalence de la diversité culturelle au Japon » in Jean-Marie Buissou (dir.), *Le Japon contemporain*, Paris, Fayard, 2007, p. 357-361.

Gayman, Jeffry, « The Ainu », *in* Neely Sharlotte (ed.), *Native Nations : The Survival of Fourth World Peoples*, Vancouver, J. Charlton Publishing, p. 55-72.

Lewallen, Ann-Lise, *The Fabric of Indigeneity : Ainu Identity, Gender, and Settler Colonialism in Japan*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 2016, 328 p.

Pelletier, Philippe, *Climat et capitalisme vert. De l'usage économique et politique du catastrophisme*, Montreuil, Nada Éditions, 2015, 150 p.

Siddle, Richard, Race, *Resistance and the Ainu of Japan*, Londres, Routledge, 1996, 269 p.

THE AINU, INDIGENOUS PEOPLE OF JAPAN, FACING THE CHALLENGES OF IDENTITY RECONSTRUCTION

Lucien-Laurent Clercq
Specially appointed associate professor at the Hokkaido University (Japan)
September 2017

The Ainu aboriginal population is now officially about 25,000 people (unofficial data however include 250,000 individuals), in a Japanese archipelago of 127.3 million inhabitants.

The vast majority of its members reside in Hokkaido, the second largest island in Japan, populated by 5,700,000 inhabitants and extending over 83,500 km^2 including its disputed lands, the famous territories of the North claimed by both Russia and Japan (*Hoppo ryodo*, comprising the four most southerly Kuril islands: Kounachir, Itouroup, Shikotan and the archipelago of the Habomai Islands). There is also an Ainu diaspora, whose members have settled in the main urban centers through Honshu to look for work and to escape long-term discrimination (about 10,000 people live today in the greater Tokyo metropolitan area).

Until its annexation by the Meiji government in 1868, this great northern territory was known by the name of Ezo-chi, the land of the Ezo, a foreign region inhabited by mysterious savages, whose southernmost point fenced the distant border of the young modern political Japanese regime. The relationship between the "*Shamo*" (the vernacular term for the Japanese) and the indigenous peoples who inhabit this vast area, who call themselves "Ainu" (men) to distinguish themselves from the *Kamuy*, the animistic deities of their pantheon, and who refer to their land as *Ainu moshiri* (the land of men, which formerly included the north of Honshu, Hokkaido, the Kuril Islands, Sakhalin and the Kamchatka Point), were long inscribed from the Japanese point of view, in the logic of "*ka i chitsujo*", a system inherited from ancient China, then adapted to the particular island model. It was articulated around a civilized center and its periphery made of a multitude of barbarian peoples, whose degree of savagery increased with distance. On the basis of this particular situation, some specialists in Japanese historiography have positioned the Ainu on the same level as other nationals of foreign countries, in the forefront of which were major trading partners such as Korea or the Kingdom of the Ryukyu, who were also colonized in the past. Thus, from the very beginning of the relations between the two ethnic groups, the people of Ezo, living as fishermen-hunter-gatherer tribes, never appeared as members of the national territory, even if they were not nationals of a completely foreign country, because of their geographical proximity and the important maritime trade that they had established between several countries.

Their origins were long controversial. The process of formation of Japanese anthropology was characterized at the outset by bitter academic debates, in

which this question was important. On the basis of morphology, foreign amateur ethnographers missionaries and explorers asserted that the Ainu were members of a distant lost Caucasian race, quickly arousing a tenacious phantasmagoria in the Far East as in the West (researchers of the Third Reich even exploited this idea to consolidate the rapprochement of the Axis forces). Now, thanks to the results of DNA studies, it is commonly accepted that the Ainu are the descendants of the proto-Mongoloid Jomon people who lived in the Japanese Neolithic age (-10,500 to -300BC.) and created the first culture of Japan. If the question of their origins is not completely elucidated, the discussions are more serene and scientists have finally demonstrated that the Jomon, the Ryukyu and the Ainu all carry an identical genetic marker (haplotype ab3st) commonly shared by the Mongoloid populations and also present at various levels among the Koreans, Tibetans, Tungus, Eskimos and Yakuts of the Republic of Sakha. It is in particular the characteristic trait of the Buryats, the largest Siberian ethnic minority group (about 450,000 people) inhabiting the Baikal region. It may therefore be thought that the distant ancestors of the Jomon were originally from this southern region of eastern Russia, thus conferring on the Ainu and their Shamo neighbours with whom they had largely mixed, distant Siberian origins. An alternative theory of their origins suggests that Jomon originates from the Sundaland, an Indomalaysian area corresponding to the islands and peninsulas of Southeast Asia, where a large human flow from the African continent passed by India, and would have traveled through Taiwan, the Ryukyu, then Kyushu and Honshu.

The Ainu language, which for a long time was a linguistic mystery, is very isolated. Spoken until the beginning of the twentieth century in Hokkaido, Sakhalin, and the Kuril Islands, it is of agglutinative type, traditionally unwritten and sometimes assimilated to Palaeosiberian languages. Today there are only about thirty known individuals speaking it fluently. Since the early 1980s, however, there has been a renewed interest in Ainu for their linguistic and cultural heritage. Many classes have grown and multiplied since the Ainu Shinpo Cultural Promotion Act passed in 1997 and the recognition of Ainu as an indigenous people of Japan in 2008.

Ainu's religious thought is based on animism and recognizes the existence of a soul in all living beings, objects, phenomena and natural elements (called *kamuy*). The *ekashi* (elders) in charge of worship, whose highlights are the "*kamuy nomi*" (honorary ceremony for the *kamuy*), the "*icharupa*" (ceremony in memory of the ancestors) and the "*iyomante*" (ceremony of the dismissal of animal spirits, of which the bear is the most famous), are also remarkable craftsmen specialized in woodworking. Indeed, the "*inao*", carved sticks considered as winged messengers acting as intermediaries between humans and kamuy in order to present requests or to return the essences that they contain, are necessary to all the rituals. Made of a material known for its protective effectiveness against demonic spirits, they contain a large amount of "*ramat*", an energy akin to Polynesian *mana*. More than a dozen different woods are used according to the *kamuy* for which they are intended. They can be placed on the

ground or fixed on a "*nusasan*" altar, acting as a "launching ramp" propelling the requests contained in the *inao* from *Ainu moshiri*, the world of humans, to *Kamuy moshiri*, the world of *Kamuy*. These ceremonies, like Ainu shamanism, serve to maintain the balance between the two worlds by immutable rules, allowing the reincarnation of souls and their inscription in the eternal cycle of renewal of life.

Like other indigenous peoples facing similar challenges, the Ainu have been attempting with varying degrees of success since the 1960s to reappropriate their past, which experienced a brutal break because of the socio-cultural acculturation of the group. State power sought to accelerate its assimilation, notably through an alienating indigenous law (*Kyudojin Hogoho*) enacted in 1899, fostering the eradication of the language, customs and values of traditional society. Long engaged in the struggle for rights related to their status as indigenous peoples of Japan, the Ainu are in constant search for this fragmentary past, the quest for which is indispensable, in the hope of reconstructing it, or understanding its disappearance.

This passionate search also supports more pragmatic political demands based on a history and origins different from those of the majority, which they continue to define and articulate. Indeed, while the Ainu have rapidly favored the education of the youngest and the socio-cultural mimesis as much as possible to facilitate their integration into this new society, they have nevertheless developed in parallel, in their households and during political meetings, strategies of resistance to acculturation by questioning their indigenous specificities. Despite the fierce attempts of existential effacement, they are the creators and the holders of a historicity that the State has long wanted to deny to them, in order to better dispossess them. The Ainu community is characterized rather by a valorization of combativeness and an extraordinary capacity of resistance through certain heroic figures as well as by the development of strategies inspired by the struggle of other minorities. Open to the world, Ainu political activism and its timetable have been restructured around the long-term socio-cultural changes that the ethnic group has been experiencing, while adapting to its immediate needs.

In the mid-1960s, an important movement began, entailing an effort to reinterpret the Ainu identity and its history. This marks a growing emergence into an international network, as the Ainu seek to break their isolation and to put pressure on a government not inclined to hear their claims with a favourable ear. From then on, the activists focused on an argument positioning the Ainu as an indigenous people or nation, seeking to regain decision-making autonomy while benefiting equally from the opportunities offered by the society in which they now lived. Through modern political strategies, they sought to combat the recurrent a priori supposition of their racial and cultural inferiority and to transform it skillfully into a set of positive socio-identity characteristics, insisting in particular on a privileged link to the Earth and an ensemble of specific values presented as unknown to the Shamo society or probably forgotten by it: humanistic consciousness, close relations with the environment,

animistic spirituality respectful of men, living beings and gods of insular animism. Revitalized, these values became a source of permanent inspiration and testimonies of the vitality of an indestructible culture despite the onslaught of unrelenting colonial modernity.

This crucial moment marks the beginnings of the construction of contemporary Ainu history by the Ainu themselves, and appeared simultaneously with the birth of a sense of "aboriginality" whose terms, largely sociopolitical, served to define the orientations of the Ainu contemporary militancy. Traditional clothes with unique motifs, dances, songs and instruments of the animist cult, intangible symbols of the Ainu culture, began to appear again during ethnocultural demonstrations (ceremonies commemorating the return of salmon, Shakushain memorial celebration, Marimo festival in Akan, etc.). Identification with other aboriginal destinies gave them the opportunity to break their isolation that hitherto cut them off from a fundamental existential alternative: the possibility of a struggle for the restoration of indigenous rights, which they now had consciousness of having been deprived of and which they could henceforth reclaim, as well as the claim for a new identity through cultural hybridization. It was by integrating this parameter that they redefined their relations with the State, insisting on their historical and cultural specificity and their legitimacy to obtain specific rights related to their autochthony.

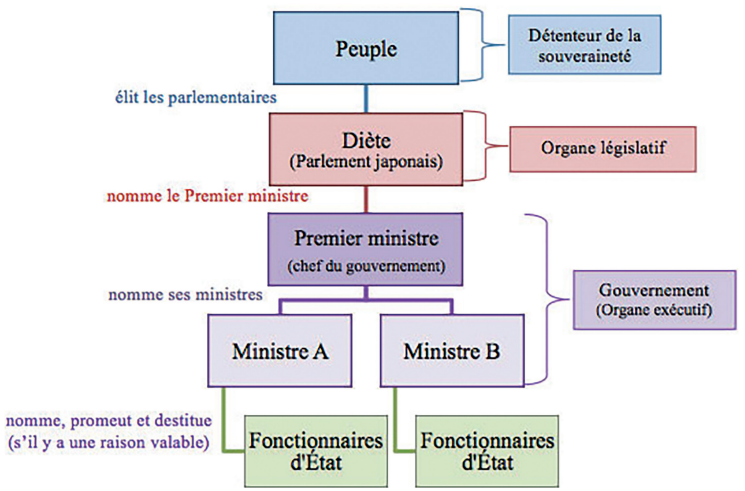
Today, the Ainu nonetheless pursue their fight against state violence and multiple facets of discrimination. These challenges are the cause of tenacious intensive quarrels in communities, preventing the good conduct of common emancipation projects, chronic symptoms that do not belong to any Ainu sociocultural specificity, but rather to postcolonial paternalistic inequality patterns perpetuating the belief in a monocultural society obsessed with authenticity. Faced with this oppressive situation, the exploitation by a bureaucratic caste and the deprivation of land rights, one of the great challenges of tomorrow for the Ainu will be to unite and speak with a common voice to overcome these strategies always seeking to divide them a little more. To this end, the support of other solidarity-based indigenous communities who became specialists in community reconciliation and in the art of thwarting colonial processes seeking to fragment minorities, would be a considerable asset.

LA DÉMOCRATIE JAPONAISE ET LES RAPPORTS ENTRE HAUTS FONCTIONNAIRES ET HOMMES POLITIQUES

Arnaud Grivaud
Postdoctorant à l'Inalco depuis 2017
Novembre 2017

Depuis Max Weber, l'étude des relations qu'entretiennent les hommes politiques avec les hauts fonctionnaires fait partie des thèmes cruciaux de la science politique. Au cœur de cette problématique, on retrouve, en effet, la tension entre la nécessité de disposer d'un gouvernement efficace et celle de respecter le principe de la démocratie représentative. D'un côté, les hommes politiques sont élus par les citoyens afin de mettre en œuvre les mesures promises lors de leur élection ; de l'autre, les hauts fonctionnaires sont recrutés – souvent sur concours – parce qu'ils disposent de certaines connaissances techniques nécessaires à la réalisation des politiques publiques. Les responsables politiques mandatés par le Peuple ont généralement besoin d'avoir recours au savoir-faire de ces spécialistes que sont les agents de la haute administration, lesquels doivent s'exécuter en loyaux subordonnés, conformément à l'archétype wébérien de la bureaucratie moderne et au principe hiérarchique. Mais dans le cas où ces derniers tireraient avantage de leur savoir et de l'ignorance relative des élus afin de modifier selon leurs souhaits le contenu des politiques, on pourrait considérer alors que ce sont les hauts fonctionnaires qui gouvernent, au mépris du mandat électif confié aux hommes politiques par les citoyens.

Plus encore que dans d'autres pays, les relations politico-administratives japonaises ont, après la Seconde Guerre mondiale, fait l'objet de très nom-



La chaîne des mandats dans le régime parlementaire japonais. // The chain of mandates in the Japanese parliamentary regime.

breuses études. Jusque dans les années 1970, ces dernières affirmaient généralement que les hauts fonctionnaires étaient en réalité les acteurs dominant la prise de décision (c'est la thèse de la domination bureaucratique, *kanryô shihai-ron*). La bureaucratie japonaise était puissante et de nombreux hommes politiques influents étaient en fait d'anciens hauts fonctionnaires. Mais à partir de la fin des années 1970, alors que les élus du Parti libéral démocrate (PLD) gagnaient en influence en demeurant au pouvoir depuis la création du parti en 1955, certains chercheurs, comme Muramatsu Michio, ont commencé à nuancer la thèse susmentionnée et à contester le caractère prétendu non démocratique du système politique japonais. Ils affirmaient pour leur part que les parlementaires du PLD étaient les véritables décideurs, bien qu'en collaboration étroite avec les hauts fonctionnaires (c'est la thèse de la prédominance du parti, *seitô yûi-ron*). Si ces deux thèses semblent s'opposer, elles s'accordent en revanche sur le fait que le Premier ministre et son gouvernement étaient relativement faibles face aux hauts fonctionnaires et aux parlementaires de la majorité. Pour chaque domaine de politique publique, des alliances composées d'élus PLD, d'agents du ministère concerné et des groupes de pressions impliqués, parvenaient souvent à mettre en échec les tentatives du gouvernement de remettre en cause leurs intérêts acquis. Pour le secteur agricole par exemple, il s'agissait d'une coopération étroite entre les hauts fonctionnaires du ministère de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche, les parlementaires PLD spécialisés dans le domaine et essentiellement les coopératives agricoles japonaises (généralement appelées *nôkyô*).

C'est principalement à partir des années 1990 que s'implanta l'idée que le Japon devait disposer d'un gouvernement et d'un Premier ministre forts, après

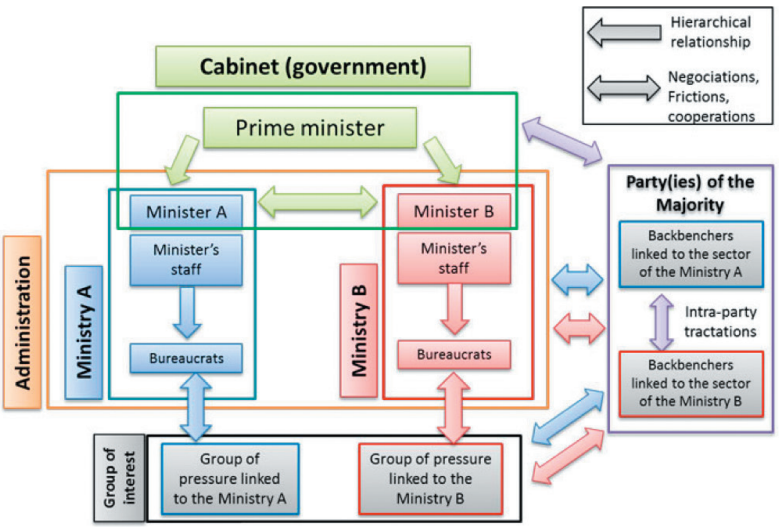


Schéma des relations entre le gouvernement, la majorité et les groupes de pression. // Diagram explaining the relationship between politicians, bureaucrats and lobbies.

la crise économique et l'éclatement de nombreux scandales politico-administratifs (on peut citer notamment le scandale *Recruit*, celui des transfusions de sang contaminé par le VIH, celui du rachat par l'État de créances douteuses détenues par des organismes financiers spécialisés dans le prêt immobilier). L'exécutif devait se trouver en mesure d'imposer des décisions parfois douloureuses mais dans l'intérêt du plus grand nombre, et ce, malgré les résistances de certains hauts fonctionnaires et parlementaires de la majorité. S'en suivirent sur plus d'une quinzaine d'années, de multiples réformes institutionnelles visant à rendre possible l'avènement de gouvernements dotés d'un tel « *leadership* » : réforme électorale, des administrations centrales, augmentation du nombre d'assistants ministériels, restrictions à l'intervention des hauts fonctionnaires à la Diète, élargissement de la marge de manœuvre des ministres concernant la nomination des agents de la haute administration,

Le gouvernement de Koizumi Jun'ichirô (2001-2006) donna le sentiment aux observateurs que les réformes avaient porté leurs fruits. Le Premier ministre avait remporté, en effet, de nombreuses victoires face à une partie des parlementaires PLD et à une partie de l'administration opposés à son projet néolibéral. La privatisation des groupes autoroutiers, mais surtout celle de la Poste, furent les points d'orgue de cette lutte essentiellement menée au sein de la majorité. En revanche, les trois gouvernements PLD qui lui succédèrent de 2006 à 2009, semblèrent renouer avec l'incapacité des exécutifs à s'imposer. Il ne fait nul doute que le contexte dans lequel Koizumi est arrivé au pouvoir et sa capacité à théâtraliser sa lutte contre les représentants de la « vieille politique » furent déterminants dans sa réussite ; bien qu'indispensables, les réformes institutionnelles seules ne sauraient être la garantie pour tout gouvernement de pouvoir battre en brèche les oppositions issues de l'administration ou de son parti.

Illustration figurant sur le programme électoral du PLD pour l'élection de 2005 provoquée par la dissolution de la Chambre basse par Koizumi. Il y est inscrit : « La privatisation de la Poste est la mère de toutes les réformes. Les réformes Koizumi sont une promesse que le PLD a fait avec le Peuple, aussi, nous les mènerons jusqu'au bout. » // Illustration appearing on the PLD electoral program for the 2005 election caused by the dissolution of the Lower House by Koizumi. It says: "The privatization of the Post Office is the mother of all reforms. The Koizumi reforms are a promise that the LDP made with the People, and we will see them through to the end."

Pourtant, le Parti démocrate du Japon (PDJ) parvint au pouvoir en 2009 – créant ainsi la première véritable alternance depuis 1955 – en invoquant la nécessité de réformer à nouveau les institutions, dont la transformation n'avait été selon lui que superficielle ; une fois de plus, la solution devait être institutionnelle. Des organes furent créés, d'autres supprimés, les contacts entre hauts fonctionnaires et parlementaires de la majorité furent proscrits, Conformément aux promesses de campagne du PDJ, cela devait permettre une « reprise en main de la décision politique par les responsables politiques », lesquels devaient « cesser de dépendre des hauts fonctionnaires » (idées résumées respectivement par les concepts largement relayés par la presse japonaise de *seiji shudô* et de *datsu kanryô izon*). Cette défiance à l'égard de la haute administration était d'autant plus forte que de nombreux membres du PDJ estimaient que cette dernière, qui avait servi si longtemps son adversaire politique, chercherait nécessairement à saboter les mesures du nouveau gouvernement. Cette analyse manquait en fait de nuance et la mise à l'écart des hauts fonctionnaires résulta finalement en de multiples problèmes de communication et de coordination au sein du gouvernement. Ce constat fut renforcé à l'occasion de la mauvaise gestion de la crise suite au tremblement de terre du 11 mars 2011 et à l'accident nucléaire de Fukushima, ce qui amena d'ailleurs le gouvernement à assouplir sa position à l'égard de ses administrations.

Un candidat sans étiquette pour les élections municipales de la ville de Kôbe reprenant la rhétorique antibureaucratique du PDJ un mois après sa victoire. (© octobre 2009 / Arnaud Grivaud.) // An unlabelled candidate for the municipal elections in the city of Kôbe taking up the anti-bureaucratic rhetoric of the PDJ a month after his victory. (© October 2009 / Arnaud Grivaud.)

Si lors de l'arrivée du PDJ au pouvoir, beaucoup de hauts fonctionnaires étaient sceptiques vis-à-vis des promesses formulées, ils n'en conservaient pas moins une éthique professionnelle (et un devoir légal !) qui leur commandait de suivre les directives de leurs ministres. Certains étaient même enthousiastes à l'idée de servir un nouveau pouvoir qui romprait avec les pratiques du PLD qui ne manquaient pas de les exaspérer à l'instar des citoyens. Certes, des informations attestent que quelques cadres de la fonction publique avaient activement œuvré pour que le gouvernement échoue sur certaines questions (notamment au sujet du déplacement de la base militaire américaine hors de l'île d'Okinawa), mais c'est essentiellement l'absence de ligne politique claire au sein du PDJ qui fut responsable de la plupart des dysfonctionne-

ments relevés. En définitive, de 2009 à 2012, les pouvoirs PDJ se montrèrent – à l'instar de bien d'autres avant eux – incapables d'assurer un fort « *leadership* » gouvernemental tout en conservant la cohésion au sein du parti.

Suite à la victoire du PLD mené par Shinzô Abe aux élections de 2012 et l'introduction de ses mesures économiques (les *Abenomics*), les relations entre les responsables politiques et les hauts fonctionnaires, qui s'étaient déjà apaisées avec le Premier ministre Noda (2011-2012), s'adoucir davantage. Pour autant, à défaut de le prôner haut et fort, Abe partage l'idée qu'un gouvernement doit tenir fermement son administration. Avec sa réforme de la fonction publique d'État adoptée en 2014, le Premier ministre et son équipe dispose d'une marge de manœuvre bien plus grande concernant la nomination des cadres supérieurs de la haute administration. La presse note – à raison – que dès 2013, Abe a fait preuve dans ce domaine d'un interventionnisme jamais vu auparavant et relève chaque année plusieurs promotions d'agents « proches du chef du gouvernement ». Mais malgré quelques mécontentements exprimés au sein de l'administration au sujet de certaines « nominations politiques », Abe a pris soin jusqu'ici de ne pas trop bousculer les coutumes de gestion des ressources humaines dans la haute fonction publique, quand bien même il en a légalement la possibilité. C'est sûrement cette posture relativement prudente qui lui a permis d'imposer à l'administration des changements, sans se la mettre à dos.

Est-ce à dire que la démocratie représentative japonaise se porte bien à nouveau ? Pas mieux que les autres en réalité : le taux d'abstention pour les élections de 2012 était de 40,7 % et celui des élections de 2014 de 47,4 % – un record. L'opposition, décomposée puis recomposée sur des considérations rarement idéologiques, demeure incapable de séduire les citoyens, ou même de transformer en base électorale les mouvements de contestations populaires

Abe Shinzô et les autres candidats aux élections à la présidence du PLD en 2012. Il finit deuxième au premier tour, derrière Ishiba Shigeru à sa droite, mais l'emporte au second. Il réussit depuis à maîtriser les oppositions au sein du parti. (© Septembre 2012 / TTNIS.) // Abe Shinzô and the other candidates for the PLD presidential elections in 2012. He finished second in the first round, behind Ishiba Shigeru to his right, but won in the second. He has since succeeded in controlling opposition within the presidential election of 2012 party. (© September 2012 / TTNIS.)

s'opposant au redémarrage des centrales nucléaires, à la signature du traité de libre-échange transpacifique ou encore à l'adoption des projets de lois de défense et de sécurité en 2015. C'est d'ailleurs parce qu'Abe est conscient de cet état de fait, qu'il a dissous la Chambre basse fin septembre 2017, en prenant une nouvelle fois l'opposition de court, alors que sa cote de popularité avait largement chuté à cause de scandales l'éclaboussant. Cette opposition s'est d'ailleurs à nouveau illustrée par son inconstance, puisque le Parti démocrate progressiste (*Minshintô)*, qui résultait d'une fusion entre le PDJ et le Parti de la restauration, s'est séparé en deux à moins d'un mois des élections. Une fraction plutôt à gauche a créé le Parti constitutionnel démocrate (*Rikken minshutô*) et une autre, plus conservatrice, a rejoint de fait, le Parti de l'espoir (*Kibô no tô*), fondé par la gouverneure de Tôkyô et l'ancienne figure importante du PLD : Koike Yuriko. Si le lecteur français est perdu, il peut se réconforter en se disant que l'électeur japonais ne l'est pas moins. Sauf grande surprise, c'est bien une nouvelle victoire du PLD qui se profile, ou plutôt, une nouvelle défaite de l'opposition. En définitive, on pourra rétorquer le fait que le gouvernement d'Abe soit puissant et semble pouvoir outrepasser les quelques résistances qu'on lui oppose, est en parfait accord avec les objectifs des réformes institutionnelles des années 1990. Mais au vu de la faiblesse de sa légitimité démocratique entachée par les taux d'abstention record évoqués plus haut, on peut se demander si c'est bien là une situation souhaitable.

BIBLIOGRAPHIE/ BIBLIOGRAPHY

Grivaud, Arnaud, « La réorganisation du pouvoir politique au Japon : la haute fonction publique dans le système politique japonais des années 1990 à nos jours », Thèse de doctorat en études japonaises, Paris, université Paris-Diderot, 2016, 560 p.

—, « La redéfinition de la place de la haute fonction publique dans les institutions politiques au Japon depuis les années 1990 », *in* David-Antoine Malinas & Julien Martine (dir.), *Japon pluriel 11 : actes du onzième colloque de la Société française des études japonaises*, Arles, Philippe Picquier, 2016, p. 39-47.

—, « La réforme des institutions politiques japonaises à partir des années 1990 : les emprunts faits au modèle britannique de Westminster », *in* Richer-Rossi Françoise (dir.), *D'une culture à l'autre. Bras de fer et brassage(s)*, Paris, Houdiard, 2017, p. 122-145.

Krauss, Ellis S. & Muramatsu, Michio, « Bureaucrats and Politicians in Policymaking : The Case of Japan », *The American Political Science Review* 78 (1), mars 1984, p. 126-146.

Nakamura, Akira, « Un réexamen du modèle asiatique de gouvernement à la suite de la crise économique mondiale : un point de vue japonais tiré de l'expérience de la triple catastrophe de mars 2011 », *Revue Internationale des Sciences Administratives* 78, février 2012, p. 255-275.

Zakowski, Karol, *Decision-Making Reform in Japan. The DPJ's failed attempt at a political-led government*, Londres, Routledge, 2015, 252 p.

JAPANESE DEMOCRACY AND THE RELATIONSHIP BETWEEN BUREAUCRATS AND POLITICIANS

Arnaud Grivaud
Postdoctoral researcher at Inalco since 2017
November 2017

On the one hand, citizens elect politicians so they can implement the policies they promised during the electoral campaign; on the other hand, bureaucrats are recruited – often after an exam – because they have certain technical knowledge that is essential to the implementation of these policies. Politicians receive a mandate from the People and they generally need to rely on the know-how of these bureaucrats, who have to comply as loyal subordinates, in accordance with the weberian archetype of modern bureaucracy and the rule of hierarchy. But if they take advantage of their knowledge and the relative ignorance of the politicians in order to shape policies' content according to their interests, we can then consider that it is bureaucrats who are actually governing, despite the politicians' elective mandate they get from the citizens.

Even more than in other countries, Japanese politico-administrative relations have resulted in numerous studies since the end of the World War II. Until the 1970s, the main theory was that bureaucrats were actually the ones leading the decision-making process (this is called the thesis of the bureaucratic domination, *kanryô shihai-ron*). The Japanese bureaucracy was powerful and as a matter of fact, many influent politicians were former bureaucrats. But at the end of the 1970s, as the Liberal Democratic Party (LDP) politicians had gained more influence while remaining in power since the creation of the party in 1955, some scholars like Muramatsu Michio started nuancing the above-mentioned thesis and contesting the so-called non-democratic nature of Japan's political system. They argued that LDP backbenchers were the true leaders, although working closely with bureaucrats (this is called the thesis of the party predominance, *seitô yûi-ron*). If these two theses seem to be in contradiction with each other, they converge on the fact that the prime minister and his/her government were relatively weak vis-à-vis bureaucrats and LDP backbenchers. For each policy sector, an alliance (composed of LDP Diet members, bureaucrats from the related ministry and pressure groups) often managed to block government's attempts to jeopardise its interests. Regarding the agricultural sector for instance, there was a strong cooperation between bureaucrats from the Ministry of Agriculture, Forest and Fisheries, LDP backbenchers specialised in this field and the Japanese agricultural cooperatives (usually called *nôkyô*).

The idea that Japan should be led by a strong government and a strong prime minister sprung up principally from the 1990s, with the economic crisis and the bursting of numerous politico-administrative scandals (we can

mention the *Recruit* scandal, the scandal of the transfusions with HIV contaminated-blood, the scandal of the purchase with public money of doubtful debts owned by financial institutions specialised in real estate loans, etc.). The executive branch had to be capable of imposing decisions that were sometimes rough but in the interest of the largest number of citizens, despite some bureaucrats and LDP backbenchers' resistances. During more than fifteen years, multiple institutional reforms, which goal was the emergence of governments provided with such a leadership, have been successively implemented: electoral reform, reorganisation of the ministries, increase in the number of ministers' staffers, restrictions for bureaucrats' speeches at the Diet, broadening of ministers' room for manoeuvre regarding bureaucrat appointments, etc.

Koizumi Jun'ichirô's government (2001-2006) gave to observers the feeling that reforms had been successful. The prime minister had indeed managed to win several battles against the fraction of the LDP backbenchers and the bureaucracy that was opposed to his neoliberal project. The privatisation of highway public corporations, but above all, the privatisation of Japan's Post, constituted the climax of this conflict that mainly took place inside the Majority. On the other hand, the three LDP cabinets successively created from 2006 to 2009 gave the impression that they had gone back to the time when Japanese governments were unable to display a strong leadership. There is no doubt that the context in which Koizumi took the power and his ability to dramatize his struggle against the representatives of "old politics" have been decisive in his success; although they were indispensable elements, institutional reforms alone could not be the guarantee for every government to overcome the oppositions from its bureaucracy or its Majority.

However, the Democratic Party of Japan (DPJ) arrived to power in 2009 – thusly provoking the first "true" power shift since 1955 – advocating the need for new reforms of the institutions, which it claimed had only been superficially transformed; once again, the solution was to be an institutional one. Institutions have then been created, others have been abolished, contacts between bureaucrats and backbenchers have been prohibited… According to DPJ's electoral promises, this was to "enable politicians to take back the control over the decision-making process", as they had to "stop relying excessively on bureaucrats" (these idea can be respectively summed up by the concepts of *seiji shudô* and *datsu kanryô izon*, which have been widely reused by Japanese medias). This mistrust toward bureaucracy was also particularly strong because many DPJ members were considering that it had served their political opponent for such a long time that it would necessarily try to sabotage new government policies. This analysis cruelly lacked nuance and the complete eviction of bureaucrats from the decision-making process resulted in multiple dysfunctions in the communication and the coordination inside the government. These issues became particularly patent during the bad crisis management of the aftermaths of the 2011 Tôhoku earthquake and

Fukushima's nuclear plant accident; this led the government to soften its position toward the bureaucracy.

If many bureaucrats were sceptical regarding DPJ's promises when it came to power, they had nonetheless their professional ethos (and a legal duty!) that commanded them to follow their ministers' directives. Some of them were even enthusiastic at the idea to serve a new power that might end LDP's controversial habits that were not without exasperating them as well as the citizens. Of course, some sources attest that a few high-rank bureaucrats have actively undermined the government so that it fails on specific issues (namely the transfer of US military base out of the Okinawa island), but it is principally the lack of a clear political line in the DPJ that was responsible for most of the malfunctions. Finally, from 2009 to 2012, DPJ's governments – like many others before – have proved to be unable to display a strong leadership while maintaining the cohesion in the party.

After Shinzô Abe's LDP won the election of 2012 and started to implement the "Abenomics', the relations between politicians and bureaucrats that the Prime Minister Noda (2011-2012) had already appeased became even calmer. If he did not state it loud and clear, Abe shared nonetheless the idea that a government had to control the bureaucracy steadily. With his reform of the senior civil service adopted in 2014, the prime minister and his entourage have a room for manoeuvre much broader than any government before regarding appointments of the high-rank bureaucrats. Media noticed – rightly – that from 2013 until now, Abe have been involved in these nominations more than any prime minister before, and they highlight every year several promotions of bureaucrats described as "close to the chief of the Cabinet".

But despite some discontentment expressed among the ministries regarding some "politicised nominations", Abe took care of not disrupting excessively bureaucracy's human resources management habits, even though he was legally entitled to do so. It is certainly this relatively careful stance that allowed him to make bureaucracy comply with changes without antagonising it.

Does it mean that the Japanese representative democracy is doing well again? In fact, not better than the others: the abstention rate for the elections of 2012 was 40.7% and 47.4% for the elections of 2014 – a record. The opposition, which have been decomposed and then recomposed on rarely ideological criteria, is unable to attract citizens' interest, or even to transform in electoral basis the popular protest movements opposed to the restart of nuclear plants, to the signing of the Trans-Pacific Partnership Agreement, or to the adoption of the National Defence and Security bills in 2015. Once again, this opposition showed its versatility because the Democratic Progressive Party (*Mishintô*) – which resulted from a merger between the DPJ and the Japan Innovative Party (*Ishin no tô*) – split in two less than a month before the elections. The left wing of the party created the Constitutional Democratic Party of Japan (*Rikken minshutô*) and the right wing merged with the Party of Hope (*Kibô no tô*), founded by the governor of Tokyo and former important figure of the LDP: Koike Yuriko.

If the reader feels confused, he or she can comfort him or herself with the fact that Japanese electors are confused too. If no big surprise, it is indeed a new LDP victory that is coming, or rather a new failure of the opposition. Finally, one could argue that the fact that the Abe government is powerful and seems to be able to overcome the few resistances he faces is perfectly matching the goals the institutional reforms in the 1990s sought to achieve. But taking into account its weak democratic legitimacy which is tainted by the above-mentioned extremely low participation rate at the election, one can wonder if this situation is desirable.

ÉNIGMATIQUE SINGAPOUR : VISITE POLITIQUE D'UNE CITÉ-ETAT EN MUTATION

Éric Frécon
Chercheur en science politique à l'École navale française (Brest)
et chercheur associé à Asia Centre
Décembre 2017

En tant que quatrième centre financier au monde, deuxième port de la planète pour les conteneurs et troisième plus grande communauté de Français en Asie, Singapour mérite l'attention. Mieux : avec deux universités en tête du classement *QS* en Asie et des problématiques qui font écho à des débats en France – que ce soit le terrorisme, la protection sociale, l'immigration ou encore le multiculturalisme – la cité-État devrait interpeller. Pourtant, « la marque Singapour » (*Brand Singapore*, réédité en 2017) – et sa vitrine de Changi, classé meilleur aéroport au monde – attire davantage les commerçants que les politistes. C'est regrettable car le vent y tourne depuis 2011. Est-ce la crise de la cinquantaine ? Car après cinq décennies d'anesthésie politique, le Parti d'action populaire (PAP – *People's Action Party*), au pouvoir depuis 1959, voit Singapour se réveiller et tourner lentement une page de son histoire. En témoignent ses deux pires résultats électoraux (législatifs et présidentiels) en 2011, la première grève en 2012 depuis 1986, les premières « émeutes » en 2013 depuis 1969, le décès de la figure tutélaire Lee Kuan Yew en 2015 et la chute de la croissance de 15 % à 2 % en 2010-2017. Même dans les librairies de l'aéroport, les ouvrages du père fondateur s'éclipsent en tête de gondole devant un roman graphique qui s'aventure dans la réécriture de l'histoire nationale. Son auteur, Sonny Liew, invité à Angoulême en 2018, a osé refuser une bourse gouvernementale pour s'éviter l'habituelle autocensure.

Malgré les avertissements – « écrire sur Singapour ? Tu ne comptes pas y rester ?! » – investissons cette (quasi !) *terra incognita* de la science politique (française). Embarquons dans le métro en guise de premier aperçu, observons et décryptons la gestion de l'espace. Étonnamment, le voyage s'annonce plus aventureux que sur les sampans des mangroves voisines, sous la surveillance des caméras et au gré d'un urbanisme rarement laissé au hasard.

> « Si tous nos beaux phraseurs […] avaient parcouru toute la vallée du Nil […], à la vue de toutes ces misères, ils auraient trouvé un autre langage pour parler des institutions de l'Égypte sous le despotisme du Pacha. » (Émile Prisse d'Avennes, 1807-1879.)

ALJUNIED

La ligne verte traverse Singapour sur 40 kilomètres, de Changi à l'est jusqu'à Tuas à l'ouest.

Premier stop à Aljunied, où se concentrent dortoirs de migrants, espaces de loisirs plus ou moins tolérés, associations claniques et religieuses. Ce quartier dénote dans l'espace national ; il abrite le bastion du Parti des travailleurs (WP – *Workers'Party*), principal opposant. Son secrétaire-général Low Thia Khiang a été l'un des deux seuls députés non-PAP sur 84 puis 87, en 2001 et 2006, avant la vague (relative) de 2011 (6 puis 7 députés élus du WP) et le tassement de 2015 (6 députés élus).

Il est vrai que les bâtons du PAP ne manquent pas dans les roues du WP, qu'il s'agisse du *gerrymandering*, des campagnes officielles très courtes, des cautions et quotas raciaux sélectifs pour les candidats, de la liberté de la presse limitée (151e rang mondial d'après Reporters sans frontières en 2017). Il n'empêche : les photos des immenses foules prises lors de ses réunions de campagne sur les pelouses des environs, ont été à l'origine d'une ferveur inattendue. Aljunied incarne la porosité face à l'idée de forteresse idéologique et sécuritaire : une activité *underground* commence à animer ses quartiers à force de rythmes punk et ska ; on y trouve même les cigarettes au clou de girofle issues de la contrebande à la sortie du métro.

KALLANG

Ce sentiment de transition se confirme une station plus loin, aux abords du rutilant complexe sportif. Cet écrin sonne creux, à l'écart sur la rive gauche, au sud de la *Singapore River*. Surtout, le gouvernement a opté pour le clinquant sans n'avoir jamais réussi à animer le petit et vieux stade, souvent désert, au cœur du quartier voisin de Lavender. Sur le terrain du sport, le PAP semble dépassé. La population peine à se reconnaître dans ses équipes nationales – miroirs du gouvernement ? La politique d'importation de champions (des Balkans, de Chine), *via* un comité olympique que dirigent un vice-Premier ministre et le président du Parlement, montre ses limites.

Les sportifs locaux montent non seulement au créneau contre le manque de soutien, tel Schooling médaille d'or à Rio en natation. Mais, au-delà, contre le confort aseptisant dans lequel le gouvernement berce sa jeunesse à coups de bourses, des appels sont par exemple lancés envers des entraîneurs de football trop timorés et défensifs.

Ici aussi, des jeunes cherchent donc à s'émanciper des tutelles ministérielles autant que de la passivité ambiante. Face à cette tendance, le gouvernement – du moins la plupart de ses figures historiques – paraît en décalage.

CITY HALL

Quittons les cités-dortoirs du bien nommé *Heartland* pour rentrer dans le centre institutionnel et économique. Si Singapour est une forteresse, voici son donjon, non loin de Fort Canning où s'étaient justement terrés les Britanniques en 1942. Tout y est plus haut et plus soigné. Le gouvernement s'y replierait-il ? Il paraît en tout cas se couper de la base en cherchant à tout maîtriser. Rien ne

doit lui résister, pas même la géographie : le luxueux hôtel Raffles, sis Beach Road, ne donne ainsi plus sur la mer mais sur de gigantesques polders.

Près de City Hall se trouve le palais présidentiel. En août, Halimah Yacob a été élue présidente sans élection (!). Comme souvent, les constitutionnalistes funambules ont rivalisé d'acrobaties avec les conseillers contorsionnistes (et pusillanimes) : le scrutin fut réservé aux candidats malais par souci d'équité au vu des « races » (terme officiel) des derniers présidents – à moins qu'il ne s'agît d'éliminer ainsi un opposant chinois : Tan Cheng Bock. Puis seule la candidature d'Halimah Yacob fut jugée recevable, d'où l'idée d'une présidente plus « *selected* » qu'« *elected* » selon les commentaires en ligne.

À côté, le Premier ministre Lee Hsien Loong a été chahuté par ses familles de sang et même politique au Parlement, autour de l'interprétation qu'il fait du testament de son père Lee Kuan Yew (et de la destruction, ou pas, de sa demeure non loin, au 38 Oxley Road – possible objet mémoriel dont pourrait user le gouvernement).

RAFFLES PLACE

À l'ombre des gratte-ciel, le tohu-bohu des vieilles *Ford* autour du square ou des sampans sur la rivière a fait place aux vagues d'employées que déversent les métros bondés, au bord de la rupture. Mais à trop vouloir tout canaliser, même au sens figuré, de hauts fonctionnaires émérites – et quelques ministres – commencent à regretter un monde des affaires aseptisé. Il manquerait le goût du risque et de la rencontre pour relever l'esprit d'entreprise. À force de toponymes en référence au fondateur anglais Raffles (1781-1826), les Singapouriens auraient-ils oublié leur passé pré-colonial de cité-entrepôt ?

Tandis que l'ancien Premier ministre Goh a parlé de « crise de milieu de vie » lors du jubilé de 2015, l'économie laisse entrevoir des signes de faiblesse. La croissance s'appuie en partie sur la méconnue industrie manufacturière des faubourgs. Si Singapour se positionne toujours comme le deuxième pays pour mener des affaires selon le rapport *Doing Business*, la « ville du lion » (*Singa Pura*) était classée quatrième centre financier le plus opaque au monde selon le *Financial Secrecy Index* en 2015.

BUONA VISTA

Ici, le ministère de l'Éducation promeut une méritocratie grippée. Mais l'installation aux alentours des campus étrangers (ESSEC, INSEAD, Yale-NUS) et des parcs dédiés à la recherche, tels *Fusionopolis* et *Biopolis*, bousculerait-elle les habitudes pour plus d'innovations ?

De même, le très proche *Mediacorp* campus, qui abrite des médias publics sous contrôle, semble perdre la main face à une nouvelle élite. Cette dernière est certes formée dans la voisine et vénérable *National University of Singapore* mais, au-delà même du post-colonialisme, elle cherche maintenant à tourner la page de Lee Kuan Yew et de ses pratiques autoritaires – qui

perdureraient à ses yeux. Tel est entre autres l'objectif du nouveau site indépendant newnaratif.com.

À l'appui de ces démarches intellectuelles, à défaut d'un gouvernement préoccupé par la succession du Premier ministre et faute d'une opposition actuellement empêtrée dans une affaire judiciaire, la vie associative prendrait le relais sur le terrain…

PIONEER

Ce nom est-il un hommage ou un appel ? Dans cette dernière hypothèse, où trouver les prochains éclaireurs du pays ? La voisine *Nanyang Technological University* espérait une station de métro pour mieux la desservir. Mais est-ce par crainte des mouvements estudiantins, dans un campus déjà construit très loin du centre-ville ? Toujours est-il que le métro le plus proche plonge finalement à côté, dans un complexe très dense d'habitations.

Or, c'est effectivement peut-être ici, et non dans des instituts, que se joue l'avenir du pays. De façon informelle, des Singapouriens de tous horizons y œuvrent bénévolement, pour le dialogue interracial et contre une pauvreté qui commence à prendre le visage de sans-abri.

Dans cette lignée, de vrais « pionniers », diplomates, journalistes et universitaires en moyenne septuagénaires, ont appelé à défier l'autorité, tout en se dressant contre l'idée d'un micro-état condamné aux divisions inférieures (en réponse à une tribune qui fit grand bruit au printemps dernier).

CONCLUSION

Au gré de cette conquête de l'ouest, le pays tâtonne pour ouvrir de nouvelles voies. Celles-ci ne transiteraient plus par les réseaux habituels des élites et se désenclaveraient du seul *Central Business District*. De Pioneer à Tuas, des travaux sont lancés en périphérie (comme vers Changi) qu'ils soient urbains, portuaires ou même sociétaux. Singapour y réapprend sa géographie et à vivre ensemble. Attendons la correspondance avant de poursuivre ; « travaux en cours ».

BIBLIOGRAPHIE/ BIBLIOGRAPHY

Liew, Sonny, *The Art of Charlie Chan Hock Chye*, Singapour, Epigtam Books, 2015, 316 p. (traduit en français).

Frécon, Éric, « Singapour : un sentiment de lente bascule », *in* Abigaël Pesses & Claire Thi-Liên Tran (dir.), *Asie du Sud-est : Bilan, enjeux et perspectives*, Bangkok/Paris, IRASEC/Les Indes savantes (à paraître – 2018).

D'EST EN OUEST, AU FIL DE LA PREMIÈRE LIGNE (VERTE) DU MÉTRO,…

… inaugurée fin 1987 : hier fierté de Singapour et aujourd'hui objet de test pour le gouvernement à cause des dysfonctionnements répétés – et de l'accident survenu début novembre à Joo Koon.

FROM EAST TO WEST, ALONG THE FIRST (GREEN) METRO LINE,…

… inaugurated at the end of 1987: yesterday the pride of Singapore and today a test object for the government because of repeated malfunctions – and the accident that occurred at the beginning of November at Joo Koon.

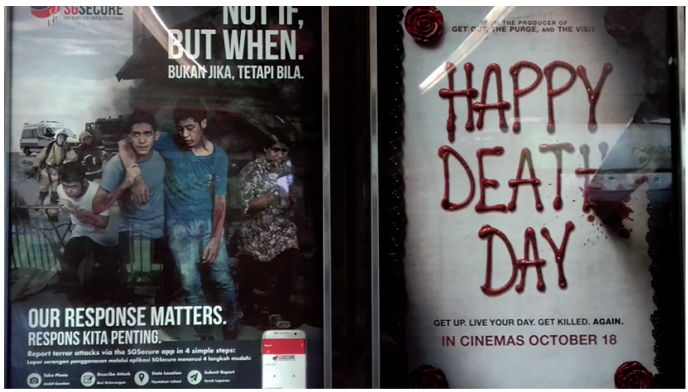
Dans le quartier de la station Eunos : travaux d'aménagement face à la difficulté de concilier héritages du passé et contraintes du futur… (© 2017 / Éric Frécon.) // In the Eunos station district: development work faced with the difficulty of reconciling legacies of the past and constraints of the future… (© 2017 / Éric Frécon.)

Station Paya Lebar : vu d'un foodcourt (ensemble d'anciens marchands ambulants installés côte à côte et à présent sédentarisés), le quartier malais de Geylang se métamorphose derrière le métro aérien, où s'installe chaque année le bazar du Ramadan. (© 2017 / Éric Frécon.) // Paya Lebar station: seen from a food court (a group of former street vendors installed side by side and now settled), the Malay district of Geylang is transforming behind the skytrain, where the Ramadan bazaar is set up each year. (© 2017 / Éric Frécon.)

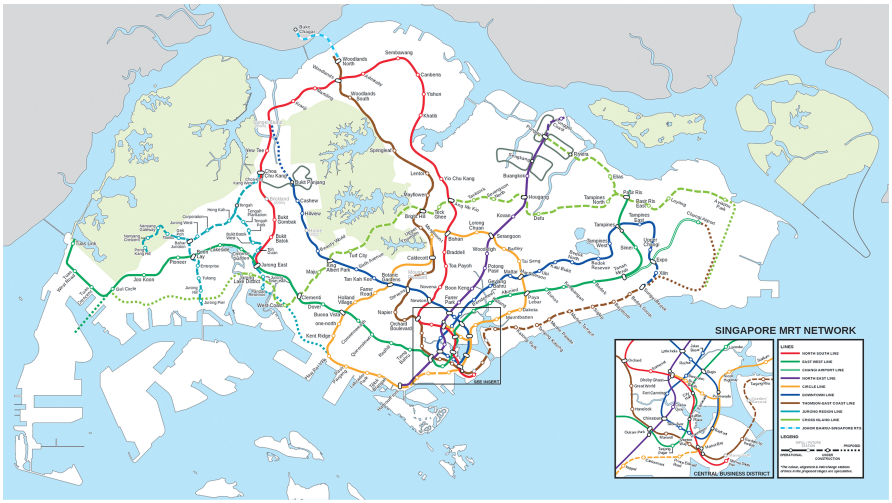
Station Jurong East : la plupart des stations sont accolées à des malls (centres commerciaux), principaux lieux de vie des Singapouriens, jusqu'à tard le soir. Là aussi, la sécurité prévaut, les caméras de surveillance s'activent et la police veille. (© 2017 / Éric Frécon.) // Jurong East Station: most stations are adjacent to malls (shopping centers), the main places where Singaporeans live, until late in the evening. Here too, security prevails, surveillance cameras are activated and the police keep watch. (© 2017 / Éric Frécon.)

Entre les stations Jurong East et Chinese Gardens : la zone est appelée à devenir un second Central Business District (quartier des affaires) afin de désengorger le premier. Elle abritera notamment la prochaine ligne de trains à grande vitesse Singapour-Kuala Lumpur. (© 2017 / Éric Frécon.) // Between Jurong East and Chinese Gardens stations: the area is expected to become a second Central Business District in order to relieve congestion in the first. It will notably house the next Singapore-Kuala Lumpur high-speed train line. (© 2017 / Éric Frécon.)

Station Chinese Gardens : des travailleurs sud-asiatiques – trop nombreux au goût de la population, mais pas du gouvernement qui en a besoin pour ses chantiers – profitent de leur congé. Ils sortent de leurs camps-dortoirs et jouent au cricket ; en attendant que cette parcelle soit à son tour envahie par les grues ? (© 2017 / Éric Frécon.) // Chinese Gardens station: South Asian workers – too numerous for the taste of the population, but not for the government which needs them for its construction sites – are taking advantage of their leave. They come out of their dormitory camps and play cricket; while waiting for this plot to in turn be invaded by cranes? (© 2017 / Éric Frécon.)



Station Lakeside : à gauche, affiche gouvernementale appelant à la résilience en cas d'attaque terroriste, traduite en angais et malais (deux langues officielles, en plus du mandarin et du tamoul) ; les affiches veillent généralement à représenter fidèlement les quatre groupes raciaux officiels : Chinois (74,34 % de la population – chiffres du gouvernement pour 2017), Malais – presque exclusivement musulmans (13,38 %) –, Indiens (9,05 %) et autres (3,23 %). (© 2017 / Éric Frécon.) // Lakeside Station: left, government poster calling for resilience in the event of a terrorist attack, translated into English and Malay (two official languages, in addition to Mandarin and Tamil); posters are generally careful to accurately represent the four official racial groups: Chinese (74.34% of the population – government figures for 2017), Malays – almost exclusively Muslims (13.38%) –, Indians (9.05%) and others (3.23%). (© 2017 / Éric Frécon.)



Le réseau de métro singapourien (fin 2017). (© Seloloving (Own work) [CC BY-SA 4.0], *via* Wikimedia Commons.) // The Singaporean metro network (end of 2017). (© Seloloving (Own work) [CC BY-SA 4.0], *via* Wikimedia Commons.)

MYSTERIOUS SINGAPORE: POLITICAL VISIT OF A CHANGING CITY STATE

Éric Frécon
Researcher at the French Naval Academy (Brest)
& research associate at the Asia Centre
December 2017

Fourth financial centre in the world; second biggest port for containers; third largest French community in Asia; two universities at the very top of the *QS* ranking for Asia and key-issues which echo current debates in France: namely terrorism, welfare state, immigration and multiculturalism. In spite of these figures, statistics and commonalities, *Brand Singapore* (title of a book, second edition in 2017) – and its showcase, Changi International Airport, ranked as the best airport in the world – welcomes more businesspeople than political scientists. That is a pity, knowing that "the wind of change" has been blowing since 2011 and the two worst (legislative and presidential) elections and results for the PAP (*People's Action Party*) which has led the country since 1959; first strikes in 2012 since 1986; first so-called "riots" in 2013 since 1969; death of the founding father Lee Kuan Yew in 2015; fall of the growth from 15% to 2% in 2010-2017. Even in the bookshops at the airport, late "Uncle Lee"'s books are now substituted on the main shelves by a graphic novel, which explores a new reading of the national history. His author, Sonny Liew, who will attend Angoulême Festival in 2018, recently dared to refuse a national grant: his main concern was the possible idea of self-censorship.

Although people warn – "to write on Singapore? Are you kidding? Nonsense: don't you want to stay here?" –, let us go for a kind of "academic trek" in this (quasi!) *terra incognita* for (French) political science. Let us embark on the metro for a first look. Let us watch over and decipher urban spacing. Surprisingly, this journey could be more adventurous than previous trips on wooden sampans in the nearby mangroves, under the attentive surveillance of myriads of CCTVs and in urban areas under control.

> « If only all our beautiful orators [...] had travelled along the Nil Valley [...], seeing these miseries, they would have found different words to comment Egyptian institutions under the despotism of the Pacha. » (Émile Prisse d'Avennes, 1807-1879.)

ALJUNIED

The Green line, 57 km-long, crosses Singapore, from Changi in the East to Tuas in the West.

First stop in Aljunied, where dormitories for migrants, (more or less legal) "leisure areas' and a concentration of religious associations are located. This

neighbourhood is apart from the national territory; you are hosted in the WP (*Workers' Party*) territory, the biggest opposition party. His secretary-general, Low Thia Khiang, was one of the only two first non-PAP members of parliament (MP) – out of 84, then 87, in 2001 and 2006 – before the (relative) wave in 2011 (6, then 7 elected MPs) and the stabilisation in 2015 (6 elected MPs).

Gerrymandering, very short official campaigns, expensive guarantees, selective racial quotas for the candidates, limited freedom of expression (Singapore is ranked 151 st by Reporters without Borders): in this context, political life is tough for the WP.

However, photographs of the very large crowd, which gathered there for the rallies before the last elections, initiated an unexpected fervour. Aljunied is the symbol of porosity; it challenges the security and ideological fortress *via* its underground life, with punk and ska shows; this is also where people can find *kretek* (clove cigarettes), smuggled from Indonesia, near exits of the metro station.

KALLANG

This feeling of transition is confirmed one stop further, near the magnificent sport complex. This luxurious box looks empty, away on the left-shore, at the mouth of the Singapore River. The government built it without having been able to fill and animate the small and old stadium, most of the time deserted by fans, in the nearby neighbourhood of Lavender. In the sports field, PAP is overtaken and no more in tune with the reality. The population does not recognise itself through its national teams. The importation of champions (e.g. from Balkans or China), *via* an Olympic Committee led by a Deputy-Prime Minister and the Speaker of Parliament, shows the limits of the sports policy.

Sportspeople, like the swimmer Joseph Schooling (gold medal in the Rio Olympics), not only complain about the lack of support. But, beyond this, calls are launched against the sleeping comfort due to the numerous and generous grants; in this wake, recently, the timorous football coaches were primarily targeted because of their pusillanimity and their too much defensive tactical options.

Eventually, in sports and Kallang as well, young people are trying to go over the "governmental guardianship" and the surrounding passivity. In addressing this trend, the government – at least most of its members – seems to be out-dated.

CITY HALL

Let us leave the sleeping suburbs of the well-named "heartlands" and venture downtown, into the institutional and economic areas. If Singapore is a fortress, here is the donjon (the fortified tower), close to Fort Canning, where the allied

troops precisely entrenched in 1942. Everything is higher and cleaner. In a very certain way, is this area where the Cabinet would be *figuratively* retreating? In any case, it gives the impression of being increasingly cut off from reality, while it still tries to control every aspect of daily life. Meanwhile, nothing should resist it, including nature and geography: the famous Raffles Hotel, located on Beach Road, does not offer views on the sea anymore but on broad areas of reclaimed land, now densely packed with skyscrapers.

Within walking distance from City Hall, you can reach the Presidential Palace (*Istana*). Last August, Halimah Yacob (the former Speaker) was elected president without any elections (!). As usual, constitutionalist funambulists competed through tough acrobatics with contortionist (and pusillanimous) political advisors: the election was reserved for Malay candidates, officially because of the concern of equity between the "races" (official word to denote the official categories of main ethnic groups in the country) of the last presidents – or, according to harsh critiques, mainly through social media platforms, wasn't it like that just to kick out a potential Chinese opponent: Tan Cheng Bock? At the end of the day, the only accepted candidacy was Halimah Yacob's, with two other potential contenders deemed to have fallen short of official criteria, hence the idea spread online of a "*selected*" more than "*elected*" president.

Not far, the Prime Minister Lee Hsien Loong has been challenged by his blood and political families because of the interpretation of the testament of his father Lee Kuan Yew: did it plan the destruction, or not, of his house on 38 Oxley Road, as it could become a possible memorial (actually quite useful for a possible fragile government)? An otherwise familial dispute turned into a spectacle for national public scrutiny.

RAFFLES PLACE

At the bottom of the skyscrapers, the traffic jam, full of old *Fords* around the square and of sampans on the river, is substituted by canalised waves of employees spit by overcrowded coaches and metros (locally known as MRTs), which are regularly disrupted. But, instead of willing channelling every flows – often too much and even in a figurative sense (people, cars, as well as ideas) –, some old senior officials – and even some ministers – start to regret an aseptic business sphere. They miss the interest for risk in order to resuscitate the spirit of entrepreneurship. Because of all the references and toponyms to the English founder Raffles (1781-1826), would Singaporeans have forgotten their pre-colonial history as an *entrepôt*?

While the former Prime Minister Goh mentioned a middle-life crisis during the 2015 jubilee, the economy shows signs of weakness. The growth relies partly on the underestimated industry and factories in the suburbs. If Singapore is still ranked as the second country for Doing Business, the Lion City (*Singa Pura*) was ranked the fourth most opaque financial Centre in the world according to the 2015 Financial Secrecy Index.

BUONA VISTA

Here, the Ministry of Education promotes a perfectible meritocracy. Nearby, would the building of foreign campuses (ESSEC, INSEAD, Yale-NUS) and parks dedicated to research, like *Fusionopolis* and *Biopolis*, challenge the uses and habits for more innovation?

Similarly, not far, the *Mediacorp* campus, which hosts public media (under surveillance), seems to lose the grip, while a new elite is on the way to shade it. It is true that this emerging elite has been trained either overseas or in the old campus of the venerable *National University of Singapore* but, beyond the only post-colonialism issue, this elite seeks – above all – to move away from Lee Kuan Yew's era and his authoritarian practices – which would persisted according to it. This is the objective, among other, of the new independent news website newnaratif.com.

To sustain these intellectual initiatives, as the Cabinet is too much distracted by the forthcoming succession of the Prime Minister and the opposition is too busy with a judicial case, only associations would be able to take over on the field, at the grassroots level…

PIONEER

Is this name a homage or a call? If we validate the former hypothesis, where can Singapore find its next scouts and pioneers? The nearby *Nanyang Technological University* hoped a metro station would bring its students along. But is it because of the fear of students' demonstrations, in a remote campus, far away from downtown? The fact is that the metro station has eventually been built in a very dense housing area.

Actually, it makes sense: it is more probably in this kind of neighbourhoods, rather than in think tanks and institutes, that the country is at the crossroads. Informally, Singaporeans from various social and educational backgrounds, work as volunteers to promote interracial/interreligious dialogue and to fight poverty, embodied by unexpected homeless people.

In parallel, true and old pioneers, who now average 70-year-old, working as diplomats, journalists or scholars call for "more people to speak up and challenge authority". They also rebutted the idea of vulnerable and weak micro-State, according to a highly discussed op-ed last spring.

CONCLUSION

On the way to its Far West (and East), the country is hesitating to open and find new paths. This trail would not cross any more the usual old networks made up of classical elites. It would explore areas far behind the only *Central Business District*. From Pioneer to Tuas, in the periphery, works are launched (like in Changi): not only urban or in ports but also social ones. Singapore is learning (again) its geography and its *vivre-ensemble*. Let us wait for the next connection before going on. Caution: upgrading works in progress.

LA RANÇON D'UN SUCCÈS : LES DÉFIS RENOUVELÉS DU VIH/SIDA AU VIETNAM

Myriam de Loenzien
Chercheuse HDR à l'IRD, membre du CEPED et directrice adjointe du GIS Asie
Mai 2018

Un des paradoxes de la situation du Vietnam, pays à forte croissance économique qui a accédé au rang de pays à revenu moyen en 2010, réside dans le surgissement de nouveaux défis, en raison même de ses succès. Le pays doit en effet opérer les mutations nécessaires pour assurer la durabilité de la prise en charge de vastes problèmes sociétaux dans le contexte de la disparition de puissants appuis dont il a bénéficié au cours des dernières décennies. C'est notamment le cas dans le domaine de la santé. De fin 2017 à fin 2018, les principaux programmes internationaux d'aide à la lutte contre le VIH/sida financés par le Fonds mondial, la Banque asiatique de développement et le Plan d'urgence des États-Unis pour l'aide en matière de sida (PEPFAR) arrivent à terme. Le ministère de la Santé a lancé un appel à toutes les ressources nationales susceptibles d'être mobilisées. Il craint une résurgence de l'épidémie (Bộ Y tế [Ministère de la Santé], 2017).

Comment les sciences sociales peuvent-elles aborder de telles questions ? Pour illustrer l'approche adoptée dans le domaine des études de population, j'évoque ici quelques recherches que j'ai coordonnées après un aperçu de leur contexte sociodémographique et culturel.

D'UNE CONDAMNATION MORALE À UNE APPROCHE PLUS PARTICIPATIVE

Dans un contexte de faible prévalence, la lutte contre le VIH/sida au Vietnam a connu des changements rapides, donnant lieu progressivement au déploiement d'une prise en charge.

L'épidémie apparue en 1990 a connu une accélération jusqu'au début des années 2000 avant de ralentir. Elle est aujourd'hui considérée comme stabilisé. Elle est restée concentrée au sein de populations spécifiques telles que les consommateurs de drogue par voie injectable, les hommes qui ont des relations sexuelles avec des hommes ou les personnes qui exercent une activité de commerce sexuel (Bộ Y tế [Ministère de la Santé], 2017). En 2016, on estime à 250 000 le nombre de personnes vivant avec le VIH, représentant 0,4 % de la population âgée de 15 à 49 ans (Onusida, 2015).

L'engagement du gouvernement dans la lutte contre le VIH/sida a longtemps été considéré comme faible (Independent Commission on AIDS in Asia, 2008). Au début des années 2000, les séropositifs restaient fortement dépendants de leurs proches pour l'achat d'un traitement. La plupart des personnes atteintes souffraient d'une dégradation rapide et invalidante de leur état de santé. À ces difficultés s'ajoutait la confrontation à des comportements discriminatoires

(McNally, 2002). Jusqu'en 2003, la politique des « Fléaux sociaux » associait en effet le VIH à des pratiques interdites et réprimées telles que la prostitution, l'usage de drogue et l'addiction aux jeux (Vijeyarasa, 2010). Elle les liait dans un discours moralisateur, comme en témoignaient les panneaux d'affichage dans les espaces publics (Parker, 2007) (Illus. 1).

Fin 2002, le premier programme de prise en charge thérapeutique et gratuit par antirétroviraux s'est mis en place dans plusieurs hôpitaux. Cette initiative pilote était menée par le Groupe français d'intérêt Public (GIP) Ensemble pour une Solidarité Thérapeutique En Réseau (ESTHER). Celui-ci a aidé à organiser la sélection des candidats au traitement, assurer leur observance du traitement, c'est-à-dire la prise rigoureuse des médicaments et la réalisation d'examens médicaux réguliers. Pour cela, il a cherché à favoriser une attitude positive des séropositifs à l'égard de leur traitement. Cette observance et cette adhérence étaient primordiales pour éviter le développement de souches résistantes du virus.

Illus. 1 : Exemple d'affiche illustrant le traitement du VIH/sida au sein de la campagne des fléaux sociaux. (Sam Son, 2005.) (© Myriam de Loenzien.) // Illus. 1 : "Decided to eliminate the harmful culture and social evils." (Sam Son, 2005.) (© Myriam de Loenzien.)

À partir du milieu des années 2000, de nouveaux savoir-faire se sont diffusés et de nouvelles normes adoptées (Hirsch *et al.*, 2015 ; Montoya, 2010). La loi sur le VIH/sida de 2006 a permis aux personnes séropositives d'accéder à une assurance santé (National Assembly, 2006). Les consultations des patients ont évolué vers une prise en charge plus individualisée. Les formations médicales élaborées en collaboration avec une aide internationale ont encouragé le développement de contacts directs et plus interactifs entre patients et soignants. Des conseillers ont été dédiés au sein des infrastructures de santé à l'aide aux personnes séropositives et leurs familles. La disponibilité des dépistages anonymes et gratuits s'est accrue (Loenzien, 2016). Les associations d'aide aux séropositifs se sont développées et ont progressivement été admises au sein de services hospitaliers. Cette nouvelle approche était marquée par une attitude d'empathie à l'égard des personnes atteintes (Pham *et al.*, 2010) (Illus. 2).

Par ailleurs, des programmes de réduction des dommages liés à l'injection de drogue ont été mis en œuvre avec notamment les services de thérapie de substitution en 2008 dans la province de Haiphong puis en 2009 dans plusieurs provinces dont celle de Hanoï (Socialist Republic of Vietnam, 2010 ; Des Jarlais *et al.*, 2016). En 2017, on estimait à 124 000 le nombre de personnes séropositives qui bénéficiaient d'un traitement antirétroviral (Bộ Y tế

Illus. 2 : « Le VIH vous tourmente ? À qui vous confier ? Venez au centre communautaire de conseil sanitaire. Ne vous inquiétez pas, il n'y a que vous et moi. Quand nous conseillons nous sommes des spécialistes, quand nous discutons nous sommes des confidents. » (Haiphong 2005.) (© Myriam de Loenzien.) // Illus. 2: "HIV torments you? To whom could you confide? Come to the community healthcare counselling center. Do not worry, there's only you and me. When we give advice we are specialists. when we talk, we are confidants." (Haiphong, 2005.) (© Myriam de Loenzien.)

[Ministère de la Santé], 2017). Cependant, avec la baisse progressive des aides allouées par les aides multilatérales et bilatérales s'est posée de façon croissante la question de la pérennité de la prise en charge (Linh, Huong & Thuy, 2015) (Pallas *et al.*, 2015).

DE L'HÔPITAL À LA FAMILLE : LES DIFFÉRENTES FACETTES DE L'ÉPIDÉMIE

Les recherches auxquelles j'ai participé ont concerné la façon dont la lutte contre le VIH/sida s'est organisée à l'hôpital ainsi qu'au sein des ménages et familles.

La première recherche visait à préciser les conditions de prise en charge psychosociale des séropositifs au sein de l'hôpital. Elle s'est déroulée de 2003 à 2006 à Hanoï et Haiphong. Un critère important de la prise en charge résidait dans la continuité des soins qui devait être assurée du dépistage du virus au traitement des infections opportunistes, de la prévention aux soins palliatifs encore très difficiles d'accès à cette époque. Cette continuité impliquait plusieurs acteurs parmi lesquels les infrastructures sanitaires, les familles des séropositifs, les groupes d'aide aux séropositifs et à leurs proches jouaient un rôle majeur (Loenzien, 2014b).

Les résultats montrent que l'accès aux antirétroviraux a considérablement amélioré les conditions de vie des patients et s'est accompagné de profonds changements sociaux. Les infrastructures sanitaires alors en pleine restructuration se sont progressivement adaptées. L'initiative d'accès aux antirétroviraux a été relayée par de vastes programmes internationaux de prise en charge qui ont bénéficié de financements importants, permettant une pleine valorisation de cette expérience pilote. La famille est apparue très présente. Aussi, nous avons mené de 2005 à 2010 une étude à partir des ménages (Loenzien, 2014a). Nous avons utilisé une méthode cas témoin permettant de comparer des ménages comportant des personnes séropositives et des ménages n'en comportant pas.

Cette étude s'est déroulée au nord du pays. La forte prévalence du VIH dans la province de Quang Ninh était liée à la circulation transfrontalière de drogue, l'existence de chantiers de mines conduisant à la concentration d'hommes

jeunes migrant seuls, la présence de commerce sexuel impliquant en partie un tourisme venant de Chine. La situation sociodémographique et épidémiologique était contrastée entre d'une part la ville de Halong caractérisée par une forte prévalence du virus et des infrastructures sanitaires modernes, des associations d'aides aux séropositifs actives, d'autre part la commune rurale de Dông Triêu où la prévalence était relativement faible et les groupes de support aux séropositifs inexistants. Le contraste entre la vision idyllique de la baie de Halong et les conditions de vie de la population était saisissant.

Notre étude a permis de préciser le profil sociodémographique et la situation familiale des personnes séropositives. En raison d'un dépistage très tardif, une part importante des séropositifs étaient des hommes jeunes et célibataires tandis que les aidants étaient majoritairement des femmes, notamment leurs mères, sœurs et pour certains leurs épouses. La forte norme d'assistance au sein du groupe familial était mise à rude épreuve dès le soupçon de séropositivité. Nous avons pu montrer que l'atteinte VIH/sida coïncidait avec un affaiblissement du lien conjugal quant à l'entraide dans le domaine sanitaire. La famille est apparue comme à la fois occupant une place centrale et porteuse de nombreuses ambivalences (Loenzien, 2009). Les membres de la famille s'efforçaient de faciliter les liens du patient avec les infrastructures sanitaires et les groupes d'aide afin de favoriser sa prise en charge mais ils contribuaient aussi à limiter et contrôler ses contacts pour obéir à des impératifs de prévention et de préservation du secret de la séropositivité face à la forte stigmatisation et aux comportements de discrimination. Le traitement de faveur réservé à la personne séropositive au sein de la famille contribuait à l'isoler et à la priver de contacts sociaux. Les familles cherchaient à maintenir leur cohésion et leur intégration dans un contexte de ressources restreintes et de peur de la transmission (Loenzien, 2014a).

CONCLUSION

L'épidémie VIH/sida constitue un objet d'étude complexe. Son étude mobilise des connaissances en sciences biomédicales mais aussi sociales. L'angle d'approche que nous avons adopté illustre quelques aspects des transformations profondes qu'a connues le Vietnam au cours des dernières décennies. Il met en avant l'évolution des normes d'entraide et de solidarité, la prégnance des relations de genre et le rôle de régulateur que joue la famille. Celle-ci a été progressivement relayée par les organisations d'aide aux séropositifs qui se sont multipliées avec le déploiement des politiques de prise en charge. Aujourd'hui, l'objectif du gouvernement est d'obtenir une prévalence du VIH inférieure à 0,3 % ainsi que de réaliser le programme mondial 90-90-90 pour 2020 avec 90 % de séropositifs qui connaissent leur statut, 90 % de personnes dépistées qui bénéficient d'un traitement durable par antirétroviraux, 90 % de personnes traitées par antirétroviraux qui ont une charge virale indétectable (Bộ Y tế [Ministère de la Santé], 2017). Un vaste défi que les sciences sociales et humaines pourraient contribuer à relever.

BIBLIOGRAPHIE/ BIBLIOGRAPHY

Loenzien, Myriam de, « Family : The Cornerstone of the Current Fight against HIV/AIDS Epidemic in Vietnam », *in* Magali Barbieri & Danièle Bélanger, *Reconfiguring Families in Contemporary Vietnam*, Redford City, Stanford University Press, 2009, p. 97-132.

—, *Famille et société au prisme du VIH/Sida au Viêt Nam*. Paris, L'Harmattan, 2014a, 264 p.

—, « Prise en charge des séropositifs VIH/Sida. Innovation et continuité des soins dans un contexte de rupture », *in* Gilbert de Terssac, Truong An Quoc & Michel Catla, *Viêt-Nam en transitions*, Lyon, ENS Editions, 2014b, p. 217-239.

—, 2016. « La dimension familiale du dépistage VIH/sida », *in* Maria E. Cosio Zavala & Bich-Ngoc Luu (éds), *Mutations d*émographiques et *sociales du Viêt Nam contemporain*, Nanterre, Presses universitaires de Paris-Nanterre, 2016, p. 95-118.

THE PRICE OF SUCCESS: RENEWED CHALLENGES REGARDING HIV/AIDS IN VIETNAM

Myriam de Loenzien
Research associate at IRD & member of CEPED, & deputy director of GIS Asie
May 2018

The situation of contemporary Viet Nam raises a paradox. On one hand this country with strong economic growth has enjoyed noticeable improvements in its social and economic conditions, which allowed it to become a middle income country in 2010. On the other hand, because of this success, it is gradually deprived of the powerful international support it has enjoyed during the last decades. This compels the government to undertake measures necessary to ensure the sustainability of its social model. This constraint is especially true in the health sector. The fight against HIV/AIDS will reach a milestone at the end of this year when the main international programs will have come to an end. At this date, the main supports from the Global Fund, the Asian Development Bank and the United States Emergency Plan of Aid for AIDS (PEPFAR) will have withdrawn. Consequently, the Ministry of health has recently appealed to all national resources that could be mobilized. It fears that there would be a resurgence of the epidemic (Bộ Y tế [Ministry of health], 2017). How can social science address these issues? To illustrate the approach adopted in the field of population studies, I will present research works that I have coordinated and before that, provide a quick overview of their socio-demographic and cultural context.

FROM A MORAL CONVICTION TO A MORE PARTICIPATORY APPROACH

The fight against HIV/AIDS in Viet Nam has experienced rapid changes in a context of low prevalence. Care and support gradually developed for people living with HIV/AIDS.

The first case of the epidemic occurred in 1990. HIV prevalence subsequently increased until the early 2000s. After a period of deceleration, the epidemic is now regarded as stabilized. It is mainly concentrated in specific populations such as injecting drug users, men who have sex with men and commercial sex workers (Bộ Y tế [Ministry of]) Health], 2017). In 2016, an estimated 250,000 people were living with HIV, which represents 0.4% of the population aged 15-49 years (UNAIDS, 2015).

The commitment of the Government in the fight against HIV/AIDS has long been considered to be low (Independent Commission on AIDS in Asia, 2008). In the early 2000s, people living with HIV were still highly dependent on their families for their treatment. Most of them were suffering from rapid deterioration of their health and disabling condition. These difficulties added to the hardship of their confrontation to discriminatory behavior (McNally, 2002).

Until 2003, the "Social evils" policy has addressed HIV positive diagnosis together with prostitution, drug abuse and gambling addiction, which were banned and repressed (Vijeyarasa, 2010). It has bound all these issues in a moralizing discourse, as evidenced by billboards in the public areas (Parker, 2007) (Illus. 1).

At the end of 2002, the first therapeutic and free antiretroviral program has been set up in several hospitals. This pilot initiative was led by the French Alliance for Global Health Partnership (ESTHER). It helped organize the selection of the candidates for treatment. One aim was to ensure medication compliance, i.e. strict taking of drugs and regular medical tests. One key issue was the positive attitude of HIV patients with respect to their treatment. This compliance and this adherence to treatment were essential to prevent the development of resistant strains of the virus.

From the middle of the 2000s, new know-how and standards have been adopted (Hirsch *et al.*, 2015; Montoya, 2010). The 2006 law on HIV/AIDS allowed people living with HIV to access health insurance (National Assembly, 2006). Medical consultations have evolved towards more individualized care. Medical training designed in collaboration with international assistance has encouraged greater interaction and direct contacts between patients and caregivers. Advisers have been dedicated in health infrastructure to helping people living with HIV and their families. The availability of free anonymous HIV testing has increased (Loenzien, 2016). Associations of people living with HIV/AIDS have developed and their participation has gradually been admitted in hospital services. This new approach has been marked by an attitude of empathy for people living with HIV (Pham *et al.*, 2010) (Illus. 2).

Furthermore, harms reduction programs regarding injected drug use have been implemented including substitution therapy services in 2008 in Haiphong province, and subsequently in several provinces in 2009, including Hanoi (Socialist Republic of Viet Nam, 2010) (Des Jarlais *et al.*, 2016). In 2017, an estimated 124,000 people living with HIV received antiretroviral treatment (Bộ Y tế [Ministry of health], 2017). However, the gradual decline of funding from multilateral and bilateral aid led to increasing concern regarding the sustainability of HIV/AIDS care and support (Linh, Huong & Thuy, 2015; Pallas *et al.*, 2015).

FROM THE HOSPITAL TO THE FAMILY: THE VARIOUS FACETS OF THE EPIDEMIC

The research studies I participated to dealt with the way HIV/AIDS prevention and control was held in the hospital as well as within households and families.

The first research program aimed at specifying the conditions of psychosocial support for people living with HIV within the hospital. It took place from 2003 to 2006 in Hanoi and Haiphong provinces. An important interest of our topic lied in exploring the continuity of care. This concept concerns the whole care and treatment process from HIV test to the treatment of opportunistic infections, from prevention to palliative care, which access was still restricted at this time. This continuity involved several actors including the health infrastructure,

the families of people living with HIV/AIDS and groups providing support to people living with HIV/AIDS and their relatives (Loenzien, 2014b).

The results show that access to antiretroviral drugs has greatly improved the living conditions of patients and has been accompanied by profound social changes. Health infrastructures that were already undergoing structural changes gradually adapted to HIV/AIDS programs. ESTHER initiative has been relayed by the implementation of huge international programs promoting antiretroviral drugs access, allowing for a full development of the pilot experience. The family appeared very present in care and treatment. We therefore conducted a community based study from 2005 to 2010 (Loenzien, 2014). It consisted in a case-control study in order to compare households with people living with HIV and households without people living with HIV.

This study took place in the North of the country. The high prevalence of HIV in Quang Ninh province was partly explained by the cross-border flow of drugs, the many mining activities leading to the concentration of young males migrating alone, the correlated circulation of commercial sex workers and sex tourism from China. The sociodemographic and epidemiological situation was mixed. On the one hand Ha Long city was characterized by a high level of HIV prevalence, availability of modern health infrastructures and active associations of people living with HIV AIDS. On the other hand the rural district of Dong Trieu had a relatively low prevalence and no visible HIV/AIDS support groups. The contrast between the idyllic vision of Ha Long Bay and the living conditions of the population was striking.

Our study has drawn the socio-demographic profile and family situation of people living with HIV/AIDS. Due to late testing, an important part of them were young single men while caregivers were mostly women, especially their mothers, sisters and for some of them their wives. The strong social norm of assistance within the family group was strained as soon as HIV status was suspected. We have been able to show that HIV/AIDS led to a weakening of the marriage bond regarding healthcare support. The family appeared as playing a central role but also as carrying much ambivalence (Loenzien, 2009). Members of the family were trying to facilitate links between the patient, health infrastructure and support groups in order to ease care and treatment. But they were also contributing to limit and control these contacts in order to obey the dictates of prevention and preservation of secrecy of HIV status in a context of strong stigma and discrimination behaviors. The preferential treatment for the HIV-positive person in the family contributed to isolate this person and deprive him or her of social contacts. Families were struggling to maintain their cohesion and their integration in a community marked by limited resources and fear of transmission (Loenzien 2014).

CONCLUSION

HIV/AIDS epidemic is a complex phenomenon. Its study mobilizes knowledge in biomedical but also social sciences. The way we approached it illustrates

some aspects of the deep transformations experienced by Viet Nam over the past decades. It highlights the evolving social norm of mutual assistance and solidarity, the relevance of taking into account gender relations and the role family as a regulator. Family has been gradually relayed by HIV/AIDS support groups that have increased rapidly with the implementation of care and treatment programs. The Government's goal is now to reach less than 0.3% HIV prevalence and follow the worldwide program 90-90-90 for 2020: 90% of HIV positive cases detected, 90% of people with positive result receiving antiretroviral treatment, 90% people receiving treatment with an undetectable viral charge (Bộ Y tế [Ministry of health],) 2017. This is an objective to which social and human sciences could contribute.

LES TRANSFORMATIONS DU SENS DU TRAVAIL AU JAPON

Vincent Mirza
Directeur du Laboratoire interdisciplinaire de recherche sur les villes
et les processus urbains contemporains (Univ. Ottawa)
Septembre 2018

Dans un contexte global d'augmentation constante de la précarité, face aux transformations majeures du travail et de son rôle dans la socialisation des individus, la flexibilisation de la main-d'œuvre a redéfini le travail, la participation sociale et la définition de soi des jeunes adultes au Japon. Ainsi, les difficultés économiques des deux dernières décennies ont produit de nouvelles subjectivités et un nouveau sens de la participation à la société.

Vue d'Akasaka, Tôkyô. (© été 2018 / Vincent Mirza.) // View of Akasaka, Tokyo. (© Vincent Mirza, été 2018.)

En effet, malgré quelques signes récents de reprise de l'économie, le Japon a traversé une série de difficultés politiques et économiques qui ont marqué la société. En 2008, le choc Lehmann a touché un grand nombre de petites et moyennes entreprises, affaibli le secteur financier et l'économie en général, et Fukushima, le plus grand cataclysme que le pays a connu depuis la Seconde Guerre mondiale, a prolongé les difficultés économiques préexistantes. Cependant, les temps difficiles ont commencé bien avant 2008. En effet, il est important de souligner que le ralentissement économique des années 1990 et au début des années 2000 a eu une plus grande influence sur l'augmentation des travailleurs à temps partiel et les transformations du marché du travail que les événements récents. Ainsi, depuis plus de vingt ans, les difficultés de l'économie japonaise ont considérablement transformé la configuration du marché du travail et des pratiques des entreprises (Lechevalier, 2011). Non seulement la crise des deux dernières décennies a mis en évidence les inégalités sociales, mais il a également révélé les différences antérieures dans les conditions de travail, les aspirations et les choix de vie.

C'est ce contexte qui affecte plusieurs sphères du social notamment l'articulation entre les représentations de l'économie, la participation sociale, les choix de vie et les aspirations des jeunes adultes qui ont de plus en plus de difficultés à définir leurs places dans la société et à répondre aux attentes du système.

Plusieurs discours se sont inscrits dans l'espace public pour souligner les effets du marasme des deux dernières décennies, mais aussi pour l'exploiter.

Les néolibéraux veulent réformer l'économie et les néoconservateurs militent pour un retour à l'ordre moral. Dans les deux cas, la crise sert de tremplin à un discours qui insiste, pour les uns, sur la nécessité de s'adapter à la globalisation et, pour les autres, sur le besoin de renforcer l'esprit national (Mirza, 2008). Il faut souligner que les grandes entreprises ont été non seulement le moteur de la croissance économique, mais aussi le maillon essentiel d'une chaîne institutionnelle très serrée qui relie la famille, l'éducation et le travail. En conséquence, les difficultés des entreprises ont rapidement cédé la place à un discours sur l'avenir de la nation et sur l'importance de la morale et de l'éthique au travail.

La presse a largement pris le relais en parlant des problèmes liés au monde du travail. Plusieurs observateurs ont annoncé la fin du système d'emploi à vie, et les quotidiens font état des difficultés rencontrées par les employés dans les entreprises. Plusieurs commentateurs ont commencé à dénoncer la nouvelle attitude des jeunes par rapport au travail. Ils manqueraient de vigueur, de détermination, feraient preuve d'individualisme et d'égoïsme. Bien entendu, ce discours ignore une des conséquences majeures de la flexibilisation du régime de travail, c'est-à-dire une baisse importante du recrutement dans les écoles et dans les universités. Avec une baisse du recrutement dans les écoles secondaires et les universités, les entreprises ont considérablement affaibli leurs liens avec le monde de l'éducation. D'ailleurs de nombreuses recherches ont montré que ce phénomène est une des causes importantes de l'augmentation du nombre d'employés temporaires ou à temps partiel ce qui revient à dire qu'au Japon l'on travaille à temps plein, mais sans les avantages sociaux (Brinton, 2010).

Ces dénonciations morales correspondent donc assez mal à la réalité des jeunes adultes qui doivent s'adapter à un marché du travail qui s'est considérablement flexibilisé, mais qui fonctionne encore, du moins dans le discours, sur le modèle de Japan Inc. C'est également ce que soulignent les sondages effectués par le Ministry of Internal Affairs and Communications qui montre que la proportion d'employés irréguliers a progressé de 20 % en 1990 à 37,4 % en 2014 pour dépasser le seuil des 40 % une année plus tard (Takahashi, 2015).

Ainsi, on observe que de plus en plus de jeunes se retrouvent sur le marché du travail sans sécurité d'emploi ou perspective d'avenir (Mirza, 2008). Ces incertitudes se déclinent aussi au sujet du mariage alors que de plus en plus de jeunes femmes et de jeunes hommes ne sont pas mariés. Là encore un discours moral surtout dirigé vers les femmes insiste sur la nécessité du mariage notamment pour répondre à la crise démographique (puisqu'il n'y a que très peu d'enfants hors mariage au Japon).

Cependant, un nombre croissant de jeunes femmes repoussent ou retardent le mariage (à Tôkyô, plus de 50 % des jeunes femmes de 30 ans restent célibataires) et restent plus longtemps sur le marché du travail. Ce phénomène dénote une volonté de la part des jeunes femmes de la classe moyenne d'obtenir plus d'indépendance et de faire carrière, même si les conditions de travail pour les femmes restent encore très difficiles dans les entreprises japonaises

et qu'elles occupent en majorité des emplois à temps partiel ou temporaires (Mirza, 2016).

Alors que les jeunes femmes refusent ou repoussent le mariage les jeunes hommes doivent, eux aussi, composer avec des parcours qui sont de moins en moins régulés par les transitions entre le monde de l'éducation et celui du travail. Ils rencontrent de nombreuses difficultés s'ils s'écartent du cheminement de carrière typique, s'ils ont fait le mauvais choix dans leur domaine d'études, ou s'ils n'arrivent pas trouver un emploi régulier dès la sortie de l'école en raison d'un marché restreint d'emploi. De plus, contrairement aux attentes certains jeunes refusent de suivre le parcours prescrit et plusieurs renoncent à occuper des emplois stables dans des grandes entreprises. La flexibilisation du travail s'est traduite non seulement par une expérience de perte et d'augmentation des inégalités mais aussi par l'émergence d'un discours qui insiste de plus en plus sur la réalisation de soi et la possibilité de faire des choix différents.

Si la précarité et les inégalités sont plus apparentes qu'auparavant, c'est aussi la variation dans les parcours de vie qui devient plus probante. Ainsi la transition bien orchestrée de la société d'après-guerre qui permettait de passer de l'école à l'entreprise puis de fonder une famille a fait place à une plus grande individualisation des parcours. Cette diversification des choix se traduit par une plus grande précarité d'emplois, mais aussi par l'émergence d'une pluralité de représentations. Ainsi, confrontés à la critique et à la difficulté de trouver un emploi, la dernière décennie a aussi été marquée par l'émergence de revendications politiques et, à la suite du tsunami et de la catastrophe nucléaire de Fukushima le 11 mars 2011, d'une série de demandes dans l'espace public contre la pauvreté, la précarité ou encore le nucléaire. Même minoritaires (par exemple le mouvement Students Emergency Action for Liberal Democracy – SEALDs – s'est déjà dissous depuis deux ans) ces mouvements sont encore des indices de la façon dont les jeunes adultes tentent de penser les effets des réformes néolibérales au Japon (Mirza, 2015).

Les transformations du travail, en fragilisant le cadre hégémonique des 60 dernières années, ont ouvert des brèches, a fait ressortir certaines contradictions. Les difficultés économiques des vingt dernières années ont non seulement fragilisé les pratiques et les représentations du travail, mais aussi ce qui devait être maîtrisé dans la modernité : l'individualisme, la diversité des choix, etc. Or, c'est la fragmentation de ce cadre hégémonique et les contradictions qu'elle engendre par cette fragmentation qui permet l'apparition de nouvelles pratiques, de nouvelles valeurs et d'un « nouveau sens du travail », mais aussi d'un nouveau sens politique et d'une redéfinition de soi et de son rapport à la société chez les jeunes adultes au Japon.

À ce titre, l'articulation entre le travail, le politique et la vie quotidienne est un « lieu » d'étude privilégié pour comprendre et expliquer ces transformations. Il nous permet de réfléchir à ces nouvelles subjectivités qui sont en train de façonner la société japonaise contemporaine et comment cette nouvelle vie flexible reconfigure le rapport aux autres, aux choses et oblige les jeunes

adultes à créer des significations et des stratégies pour faire face à cette nouvelle conjoncture.

BIBLIOGRAPHIE/ BIBLIOGRAPHY

Brinton, Mary C., *Lost in Transition : Youth, Work, and Instability in Postindustrial Japan*, Cambridge, Cambridge University Press, 2011, 228 p.
Lechevalier, Sébastien, *La grande transformation du capitalisme japonais (1980-2010)*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2011, 422 p.
Mirza, Vincent. 2008. « Les furita et la définition du travail temporaire au Japon », *Anthropologie et sociétés* 32, 2008, p. 32-48.
—, « Meaning of Work, Temp Union and Political Representation in a Time of Crisis », *in* H. Itoh & B. Bernier, *Japanese Youth in the Conservative Elite Society*, Londres/NewYork, Edwin Mellen Press, 2015, p. 53-70.
—, « Young Women and Social Change in Japan : Family and Marriage in a Time of Upheaval », *Japanese Studies* 36 (1), 2016, p. 21-37.
Takahashi, Koji, « The Work and Lives of Japanese Non-Regular Workers in the "Mid-Prime-Age" Bracket (Age 35-44) », *Japan Labor Review* 12 (3), 2015, p. 100-123.

THE TRANSFORMATIONS OF THE MEANING OF WORK IN JAPAN.

Vincent Mirza
Director of the Interdisciplinary Research Laboratory on Cities and Contemporary Urban Processes (University of Ottawa)
September 2018

In a global context of an increasing precariousness, faced with the major transformations of work and its role in the socialization of individuals, the flexibilization of the workforce has redefined labour, social participation and the self-definition of young adults in Japan. Thus, the economic difficulties of the past two decades have produced new subjectivities and a new sense of participation in society.

Indeed, despite some recent signs of recovery of its economy, Japan has gone through a series of political and economic difficulties that have marked society. In 2008, the Lehmann shock hit a large number of small and medium-sized enterprises, weakened financial sector and the economy in general and in 2011, Fukushima, the biggest cataclysm that the country has experienced since the Second World War prolonged the pre-existing economic difficulties. However, difficult times began well before and it is important to note that the economic slowdown of the 1990s and early 2000s had a greater influence on the increase in part-time workers and on the transformations of the labor market. Indeed, for more than twenty years, the difficulties of the Japanese economy have considerably transformed the configuration of the labor market and corporate practices (Lechevalier, 2011). Not only the difficult conjuncture of the last two decades brought to light social inequalities, but it has also rendered explicit the differences in working conditions, aspirations and life choices.

This context affects several spheres of the social including the articulation between representations of the economy, social participation, lifestyle choices and the aspirations of young adults who have more and more difficulty defining their places and meet the expectations of mainstream society.

Several narratives emerged in the public space to highlight the effects of the last two decades slump, but also to exploit it. Neo-liberals want to reform the economy and the neo-conservatives are pushing for a return to the moral order. In both cases, the crisis serves as a springboard for a discourse that insists, for some, on the need to adapt to globalization and, for others, on the need to strengthen national spirit (Mirza, 2008). It should be reminded that large corporations have been not only the engine of economic growth, but also the essential link in a very tight institutional chain linking family, education and work. As a result, the difficulties of the companies quickly gave way to a discourse on the future of the nation and the importance of morals and ethics at work.

The press has largely build up on this topics by talking about problems related to the world of work. Several observers have announced the end

of the employment system for life, and daily reports relate the difficulties faced by employees in the work environment. Commentators have begun to denounce the new attitude of young people in relation to work who supposedly lack vigor, determination and also individualist and selfish. Of course, this discourse ignores one of the major consequences of the flexibilization of the work regime i.e. an important drop in recruitment in schools and universities. With a decline in recruitment in secondary schools and universities, companies have significantly weakened their links with the world of education and many studies have shown that this phenomenon is one of the important causes of the increase in the number of temporary or part-time employees, which is to say that in Japan we work full-time, but without benefits (Brinton, 2010).

These moral denunciations therefore correspond rather poorly to the reality of young adults who have to adapt to a labor market that has considerably flexibilization, but still works, at least in the discourse, modeled on Japan Inc. This is also highlighted by surveys conducted by the Ministry of Internal Affairs and Communications, which shows that the proportion of irregular employees increased from 20% in 1990 to 37.4% in 2014 to exceed the 40% threshold a year later (Takahashi, 2015).

Thus we observe that more and more young people find themselves in the job market without job security or future prospects (Mirza, 2008). These uncertainties are also about marriage, as more and more young women and men are not married. Here again, a moral discourse especially directed towards women insist on the necessity of marriage, especially to respond to the crisis.

Here again, a moral discourse directed above all to women insist on the necessity of marriage, particularly in response to the demographic crisis (since there are very few children out of wedlock in Japan).

However, a growing number of young women are delaying or delaying marriage (in Tokyo, more than 50% of 30-year-old women remain single) and stay longer in the labor market. This phenomenon indicates a desire on the part of young women of the middle class to obtain more independence and to develop a career even if working conditions for women are still very difficult in Japanese companies and that women occupy majority of part-time or temporary jobs (Mirza, 2016).

While young women refuse or reject marriage, young men must also deal with paths that are less and less regulated by transitions between the world of education and the world of work. They face many difficulties if they deviate from the typical career path, if they have made the wrong choice in their field of study, or if they can not find a regular job right out of school because of a limited job market. Moreover, contrary to expectations, many young men refuse to follow the prescribed path and many give up stable jobs in large companies. The flexibilisation of work has resulted not only in an experience of loss and increase of inequalities but also in the emergence of a discourse which insists more and more on self-realization and the possibility of making different choices.

If precariousness and inequalities are more apparent than before, it is also the variation in the life course that becomes more convincing. Thus the well-orchestrated transition from post-war society that allowed people to go from school to business and then to found a family has given way to a greater individualisation of destinies. This diversification of choices results in a greater job insecurity, but also in the emergence of a plurality of representations. Thus, in response to moral denunciations against young people and to face the difficulty of finding a job, the last decade has also been marked by the emergence of political demands and, following the tsunami and the disaster Fukushima nuclear power on 3 March 2011, a series of demands in the public space against poverty, insecurity or nuclear power. Even a minority (for example, the SEALDs movement has already been dissolved for two years) these movements are still clues as to how young adults are trying to think about the effects of neoliberal reforms in Japan (Mirza, 2015).

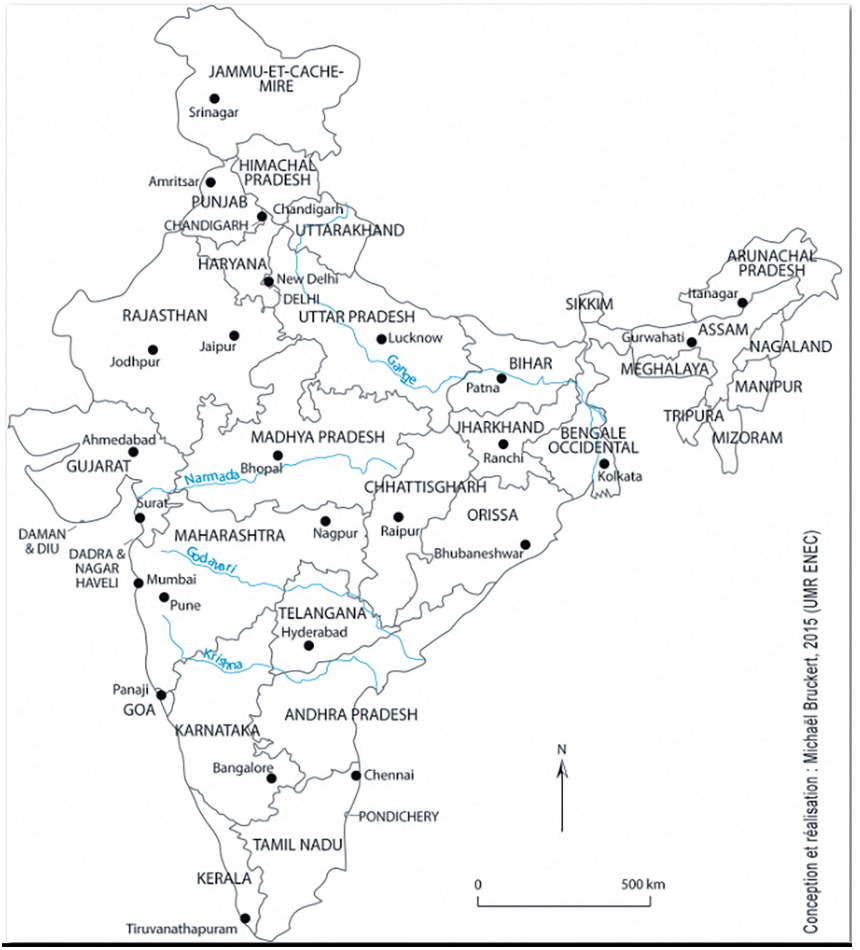
The transformations of work, by weakening the hegemonic framework of the last 60 years, opened gaps, highlighted several contradictions. The economic difficulties of the last twenty years have not only weakened the practices and representations of work, but also what had to be mastered in modernity: individualism, the diversification of choices, etc. However, it is the fragmentation of this hegemonic framework, the contradictions that are engendered by this fragmentation that allow the emergence of new practices, new values and a "new sense of work", but also a new meaning politics and a redefinition of oneself and one's relationship to society among young adults in Japan.

As such, the link between work, politics and everyday life is a privileged "place" for understanding and explaining these transformations. It allows us to reflect on these new subjectivities that are shaping contemporary Japanese society and how this new flexible life reconfigures the relationship to others, to things and forces young adults to make sense of this new conjuncture.

LA CONSOMMATION DE VIANDE EN INDE : QUELLE RÉALITÉ DERRIÈRE LES MYTHES ?

Michaël Bruckert
Chercheur en géographie au Cirad
Novembre 2018

Dans son ouvrage *La Voie*, Edgar Morin appelle à la « régulation » de la consommation de viande dans « les pays émergents comme la Chine ou l'Inde où la consommation croît avec l'amélioration du niveau de vie » (2011, p. 231). La croissance de la consommation de viande en Inde est-elle aussi mécanique ? Dépend-elle uniquement du revenu par habitant ?



Carte de l'Inde. // Map of India.

UNE « TRANSITION NUTRITIONNELLE » EN INDE ?

Les débats actuels au sujet du véganisme en Occident montrent bien à quel point la consommation de viande ne dépend pas uniquement de paramètres économiques. Manger de la viande implique de mettre à mort un animal et d'ingérer une chair qui n'est pas sans rappeler celle de l'être humain. C'est donc un acte qui pose des questions morales. L'Inde notamment est bien connue en Occident pour l'ampleur qu'a pris historiquement la pratique du végétarisme. On peut dès lors s'interroger sur l'évolution des habitudes alimentaires dans ce pays : la croissance économique, et les dynamiques de mondialisation et d'urbanisation qui lui sont associées, induisent-elles effectivement une forte augmentation de la consommation carnée ? Autrement dit, il s'agit de savoir si l'Inde connaît une « transition nutritionnelle », expression qui renvoie grosso modo à une augmentation de la proportion de protéines animales, de sucre et de graisse dans l'alimentation.

Cuisson d'une sauce au poulet dans un foyer de Chennai (Tamil Nadu), 2013. (© Michaël Bruckert.) // Cooking a chicken gravy in a home in Chennai (Tamil Nadu), 2013. (© Michaël Bruckert.)

L'étude des statistiques de consommation fournies par le National Sample Survey Office du gouvernement indien relativise l'existence de cette transition. Si la quantité de graisse et de sucre consommée est bien en augmentation depuis les années 1990, celle de viande reste très faible. Ainsi, en 2011, la consommation individuelle moyenne aurait été de 500 g de bœuf, 720 g de mouton, 90 g de porc et 1 690 g de poulet, soit un total de 3 kg (pour une moyenne de près de 100 kg aux États-Unis).

Il importe cependant de donner une image plus complexe de cette réalité. Déjà, cette consommation est en hausse depuis le début des années 2000 :

Viande servie dans la rue à Chennai (Tamil Nadu), 2012. (© Michaël Bruckert.) // Meat served in the street in Chennai (Tamil Nadu), 2012. (© Michaël Bruckert.)

les quantités ingérées de poulet sont en nette croissance, notamment dans les villes et au sein des catégories les plus aisées. On assiste donc bien à une forme de transition dans laquelle les classes moyennes urbaines seraient les premières à modifier leurs habitudes alimentaires. Ensuite, on constate que cette consommation est très hétérogène à travers le pays et entre les groupes sociaux. Les États du sud et du nord-est affichent des niveaux beaucoup plus élevés que ceux du centre et du nord-ouest du pays. Une rapide étude de corrélation montre que les régions où la consommation carnée atteint des maximums ne sont pas celles où le revenu individuel est le plus élevé, mais plutôt celles où la proportion de musulmans, de chrétiens ou de membres des « basses castes » est la plus élevée. Inversement, les consommations les plus faibles sont enregistrées dans les régions où les membres des « hautes castes » sont le plus présents et où la droite nationaliste hindoue est la plus implantée. Autrement dit, ce ne sont pas des variables économiques mais plutôt des variables culturelles et politiques qui expliquent les niveaux de consommation de viande en Inde. Le modèle de la « transition nutritionnelle » n'a donc rien de mécanique.

Les statistiques permettent par ailleurs de déconstruire le mythe d'une Inde végétarienne : seuls 30 % de la population s'abstiendrait totalement de produits carnés, ce chiffre étant même inférieur à 2 % dans un État comme le Nagaland (nord-est de l'Inde). De la même façon, les chiffres contredisent l'image d'une Inde qui, sacralisant la vache, ne consommerait jamais de bœuf : un article récent a montré que près de 15 % de la population indienne (des musulmans, des chrétiens mais aussi de nombreux hindous) mangerait régulièrement de cette viande (Natrajan & Jacob, 2018).

Cette grande diversité des pratiques, mais également les changements qui les affectent, ont été mis en lumière par les recherches de terrain que j'ai menées dans l'État méridional du Tamil Nadu de 2011 à 2015. Les observations et entretiens menés auprès des mangeurs indiens, ainsi qu'avec des acteurs de la chaîne d'approvisionnement (éleveurs, marchands de bestiaux, abatteurs, bouchers, etc.) illustrent bien la fragmentation des pratiques et des représentations associées à la viande dans l'Inde contemporaine.

UN CHANGEMENT DES LOGIQUES ET DES MODALITÉS DE CONSOMMATION DE VIANDE

Plusieurs logiques de consommation (ou d'abstinence) de viande peuvent être identifiées. La logique de pureté tend à marginaliser les produits carnés : de nombreux hindous se privent de viande lors de jours spécifiques (pleine lune, etc.), lors de visites à un temple, après la mort d'un proche, parfois pendant un mois entier ou après un certain âge. Ce végétarisme plus ou moins temporaire est très courant au Tamil Nadu. Sa pratique vise à purifier son corps – l'ingestion de la chair d'un animal tué tend à éloigner le dévot du divin – mais aussi à s'infliger une forme d'ascèse : d'une certaine façon, la viande est toujours vue comme désirable ; s'en abstenir, c'est maîtriser son animalité, c'est affirmer un contrôle de soi qui confère une supériorité à la fois sociale et

morale. Ce discours est très présent chez les végétariens stricts, notamment ceux appartenant aux castes de Brahmanes (exerçant originellement la fonction de prêtres).

Cette logique de pureté est concurrencée par une logique de force et de santé. Pour de nombreux Indiens rencontrés, notamment des chrétiens, des musulmans et des hindous appartenant aux castes « moyennes » ou « basses », la viande est un aliment fournissant de l'énergie et rendant le corps vigoureux. Pour les maharajas et autres nobles indiens exerçant des fonctions martiales, la carnivorie a longtemps été considérée comme un signe de pouvoir, de réussite dans le monde matériel. La viande, généralement assimilée à une substance échauffante par les diverses médecines humorales du sous-continent, serait donc appropriée pour les corps et les individus robustes. La modernité et la sécularisation de la société semblent aujourd'hui raviver cette logique de force : pour de nombreux jeunes hommes, mais également pour des responsables politiques ou des commerçants prospères, consommer de la viande en public permet d'affirmer sa puissance et souvent sa masculinité. On note cependant que le caractère « échauffant » de la viande peut aussi jouer en sa défaveur : de nombreuses personnes âgées ou malades ainsi que des mères de famille s'en abstiennent de peur que leur corps ne soit affecté par cet excès de chaleur.

Ces deux logiques, celle de la pureté et celle de la force, ne sont pas exclusives : elles peuvent s'ignorer, s'interpénétrer, se subordonner ou se substituer l'une à l'autre en fonction des contextes. En atteste ce jeune homme rencontré à Chennai (Tamil Nadu) : pâtissier sur un bateau de croisière, il s'adonne sans retenue à la carnivorie afin de suivre le rythme effréné de travail à bord, mais devient temporairement végétarien quand il rend visite au temple de sa lignée lors d'une escale. De la même façon, de nombreux hindous sont végétariens chez eux mais se livrent à leur passion carnée au restaurant.

Les recherches de terrain ont également mis en lumière une recomposition des modalités de consommation de la viande au Tamil Nadu. Pendant longtemps, une modalité « cérémonielle » a dominé, aussi bien pour les hindous que pour les musulmans et les chrétiens. La grande valeur, économique et symbolique, accordée au bétail, ainsi que les questionnements moraux liés à sa mise à mort, faisaient de la consommation de viande – principalement de chevreau – un acte épisodique voire exceptionnel (moins d'une fois par mois). Cette pratique était collective, souvent festive et ritualisée. Depuis plus d'une décennie, une modalité de consommation « banalisée » est apparue, notamment en contexte urbain. La carnivorie est devenue plus régulière pour de nombreux ménages de la classe moyenne. La viande est consommée dans de nouveaux contextes (notamment le restaurant), moins cérémoniels. Disponible à tout moment, elle intègre potentiellement le repas quotidien. Son statut change : elle est à présent un aliment substituable à d'autres. Le poulet est la viande emblématique de cette modalité de consommation : il est valorisé pour son faible coût, son goût plutôt neutre, sa maigreur supposée, sa facilité

de préparation et sa couleur blanche qui n'évoque que lointainement son origine animale. À l'évidence, c'est l'intensification (massive) de son élevage et l'industrialisation (relative) de sa transformation et de sa distribution qui ont fait du poulet une viande presque générique.

Façade d'un restaurant « non végétarien » à Chennai (Tamil Nadu), 2013. (© Michaël Bruckert.) // Facade of a "non vegetarian" restaurant in Chennai (Tamil Nadu), 2013. (© Michaël Bruckert.)

Cette banalisation ne semble cependant en aucun cas s'imposer à l'ensemble de la société. Au contraire, elle va de pair avec une politisation renouvelée de la viande (et notamment du bœuf) depuis la victoire du BJP, parti nationaliste hindou, aux élections générales de 2014. De nombreuses mesures ont depuis été prises contre la mise à mort des bovins et contre les abattoirs clandestins. Elles s'accompagnent souvent d'actions violentes de la part de militants allant jusqu'à lyncher un individu qui serait suspecté de produire, de vendre ou de consommer du bœuf.

Il apparaît donc que la production et la consommation de viande sont considérées comme des actes problématiques qu'il importe de légitimer et de réguler par des dispositifs tout à la fois culturels, sociaux et politiques – prenant la forme de prescriptions, d'interdits ou d'une simple conformité des pratiques à des usages. Mais ces dispositifs semblent remis en cause par la recomposition des structures de production et des modalités de consommation. Dès lors, à la lumière du cas de l'Inde, il semble bien qu'en Occident, c'est la crise de ces dispositifs de légitimation et de régulation de la carnivorie qui nourrit la crise morale et écologique que traverse actuellement le secteur de la viande. La banalisation de la consommation de viande, qui a accompagné la massification de sa production, masque les processus métaboliques qui relient cet aliment aux écosystèmes, tout en évacuant toute gravité, toute solennité dans l'ingestion du semblable.

BIBLIOGRAPHIE/BIBLIOGRAPHY

Bruckert, Michaël, *La chair, les hommes et les dieux. La viande en Inde*, Paris, CNRS Éditions, 2018, 408 p.
Morin, Edgar, *La Voie. Pour l'avenir de l'humanité*, Paris, Fayard, 2011, 544 p.
Natrajan, Balmurli & Jacob, Suraj, 2018, « "Provincialising" Vegetarianism. Putting Indian Food Habits in Their Place », *Economic and Political Weekly* 53 (9), p. 54-64.

MEAT CONSUMPTION IN INDIA: DECONSTRUCTING THE MYTHS

Michaël Bruckert
Geographer, researcher at Cirad
November 2018

In his book *La Voie*, Edgar Morin calls for a "regulation" of meat consumption "in emerging countries such as China or India where consumption increases with the improvement of the standard of living" (2011, p. 231). Does meat consumption in India indeed rise in such a mechanical way? Does it depend solely on per capita income?

A "NUTRITION TRANSITION" IN INDIA?

Current debates about veganism in the West clearly show that meat consumption does not depend only on economic parameters. Eating meat involves killing an animal and ingesting a flesh that is reminiscent of the human flesh. Hence, this act raises moral questions. India in particular is well known in the West for the historical prevalence of vegetarianism. Therefore, we can wonder about the evolution of eating habits in this country: does economic growth, and the dynamics of globalization and urbanization associated with it, induce a sharp increase in meat consumption? In other words, is India experiencing a "nutrition transition"? This expression roughly refers to an increase in the proportion of animal protein, sugar and fat in the diet.

Consumption statistics provided by the National Sample Survey Office of the Indian Government put the existence of such a transition into perspective. While the intake of fat and sugar has been increasing since the 1990s, the amount of meat eaten remains very low. In 2011 Indians would have consumed 500 g of beef, 720 g of "mutton" (sheep and goat meat), 90 g of pork and 1690 g of chicken as an individual average, for a total of 3 kg of meat (in contrast with 100 kg in the USA.

However, it is important to give a more complex picture of Indian meatscapes. First, meat consumption has been rising since the beginning of the 2000s. The intake of chicken are clearly growing, especially in the cities and among the wealthier categories. A form of transition is taking place, whereby the urban middle classes are the first to change their eating habits. Second, this consumption appears to be very heterogeneous across the country and between social groups. Southern and northeastern States show much higher levels than those of the center and the north-west of the country. A brief correlation study shows that the regions where meat consumption peaks are not those with the highest individual income, but rather those where the proportion of Muslims, Christians or people from low castes is the highest. Conversely, the lowest meat consumption levels are recorded in regions where high castes members are the most present and where the rightwing Hindu nationalist parties are the most

established. In other words, the levels of meat consumption in India depend more on cultural and political parameters than on economic parameters. Obviously, there is nothing mechanical about the "nutrition transition" model.

Statistics also help deconstruct the myth of a vegetarian India. In fact, only 30% of the population would strictly abstain from meat – less than 2% in a state such as Nagaland (in northeastern India). In the same way, the statistics contradict the image of a country that would worship the cow and, therefore, never consume beef. A recent article showed that about 15% of the Indian population (Muslims, Christians, but also many Hindus) would regularly eat this meat (Natrajan & Jacob, 2018).

The fieldwork that I conducted in the southern state of Tamil Nadu from 2011 to 2015 confirmed this great diversity of practices, but also the changes that affect these practices. Observations and interviews carried out with Indian consumers, but also with the supply chain actors (animal keepers, livestock traders, slaughterers, butchers, etc.) illustrate the fragmentation of practices and representations associated with meat in contemporary India.

CHANGING MEAT CONSUMPTION RATIONALES AND PATTERNS

Several meat consumption (or abstinence) rationales can be identified. First, a "rationale of purity" tends to marginalize meat products in the diets. Many Hindus shun meat on specific days (full moon, etc.), when visiting a temple, after a relative's death, sometimes for a whole month or after passing a certain age. This temporary vegetarianism is very common in Tamil Nadu. This practice aims at purifying the body – eating the flesh of a dead animal tends to keep the devotee away from the divine – but also at performing a form of asceticism. In a way, meat is still seen as something desirable: abstaining from it is a way to control one's animality, which confers a simultaneously social and moral superiority. This discourse is common within strict vegetarian people, especially those belonging to Brahmin castes (originally serving as priests).

This rationale of purity is rivaled by a "rationale of power". For many Indians that I met – including Christians, Muslims and Hindus belonging to "average" or "low" castes – meat is a foodstuff that provides energy and strength to the body. For Maharajas and other Indian nobles who used to be involved in martial activities, meat-eating has long been considered as a sign of power, of success in the mundane and material world. Meat, generally perceived by the various humoral medicines prevailing in the subcontinent as a food that heats up the body, would therefore be suitable for robust individuals. Today, modernity and the secularization of society seem to revive this rationale of power. For many young men, but also for politicians or successful businesspersons, eating meat in public is a way to assert one's power, and often one's masculinity. However, the warming potential of meat can also contribute to its marginalization. Many elderly or sick people, as well as mothers, eschew it, fearing that the excess of heat would affect their bodies.

The rationale of purity and the rationale of power can be exclusive. Yet they sometimes interpenetrate or substitute each other, depending on the context. A young man met in Chennai (Tamil Nadu) and serving as a pastry chef on a cruise ship reported indulging into heavy meat-eating to keep up with the hectic pace of work aboard, but being temporarily vegetarian when visiting his family temple during a stopover. Similarly, many Hindus are vegetarians at home but indulge in meat eating outside, notably at the restaurant.

Meat consumption patterns are being reconfigured in Tamil Nadu. For a long time, a "ceremonial pattern" dominated, for Hindus, Muslims and Christians. The high economic and symbolic value endowed to livestock, as well as the moral issues related to animal killing, made meat (mainly the flesh of a young billy goat) consumption an episodic, if not exceptional act, taking place less than once a month. This practice was collective, often festive and ritualized. For more than a decade now, a "banalized pattern" of consumption emerged, especially in urban context. Meat-eating became more regular in many middle class homes. Meat is consumed in new, less ceremonial contexts (notably the restaurant). Available at any time, it potentially integrates the daily meal. Its status changes: it can now take the place of other side dishes. Chicken epitomizes this emerging consumption pattern: this meat is valued for its low cost, its rather neutral taste, its supposed leanness, its convenience for cooking and its white color, which barely evokes its animal origin. Obviously, it is the (massive) intensification of its breeding and the (relative) industrialization of its processing and distribution that have made chicken an almost generic meat.

This banalization, however, does not prevail over every section of the society. On the contrary, it goes hand in hand with a renewed politicization of meat (and especially of beef) since the BJP (the Hindu nationalist party) took office after the 2014 general elections. Newly elected politicians took steps to ban the slaughter of cattle and to clamp down on clandestine slaughterhouses. These moves often came along with violent actions by activists who happen to lynch to death anyone suspected of producing, selling or consuming beef.

Meat production and consumption appear as problematic acts that need to be legitimized and regulated by cultural, social and political rationales – in the form of prescriptions, prohibitions, restrictions, or a simple conformity of practices to uses. Yet, these rationales are challenged by the reconfigured production structures and consumption patterns. Therefore, in the light of the situation prevailing in India, it seems that in the West, the crisis of the legitimization and regulation of meat-eating nourishes the moral and ecological crisis that the meat sector is currently undergoing. The banalization that accompanied the massification of meat production and consumption concealed the metabolic processes that link this peculiar food to the ecosystems, while denying any gravity, any solemnity to the ingestion of a substance that is similar to human flesh.

« VILLES ÉPONGES ». NOUVEAUX REGARDS SUR LA DÉVITALISATION URBAINE AU JAPON

Sophie Buhnik
Chercheuse à l'IFRJ-MFJ et chercheuse associée à Géographie-cités
et à la Fondation France-Japon
Février 2019

Le déclin des villes en marge des processus de métropolisation s'est récemment imposé comme une priorité de nombreux agendas nationaux, même en France, où une natalité élevée et des programmes d'équilibrage du territoire ont longtemps occulté la dévitalisation des villes petites et moyennes (Béal *et al.*, 2017). L'émergence du déclin urbain dans les opinions nationales s'inscrit dans des débats sur ce qui est défini comme une néolibéralisation de l'action publique. Celle-ci est vue comme la cause majeure d'un développement de plus en plus inégal entre, d'une part, les métropoles gagnantes de stratégies d'attractivité soutenues par différentes institutions étatiques ou supra-étatiques, et d'autre part, les territoires dont le décrochage est accentué par des mesures d'austérité budgétaire, d'où un sentiment d'abandon qui bénéficierait au vote populiste.

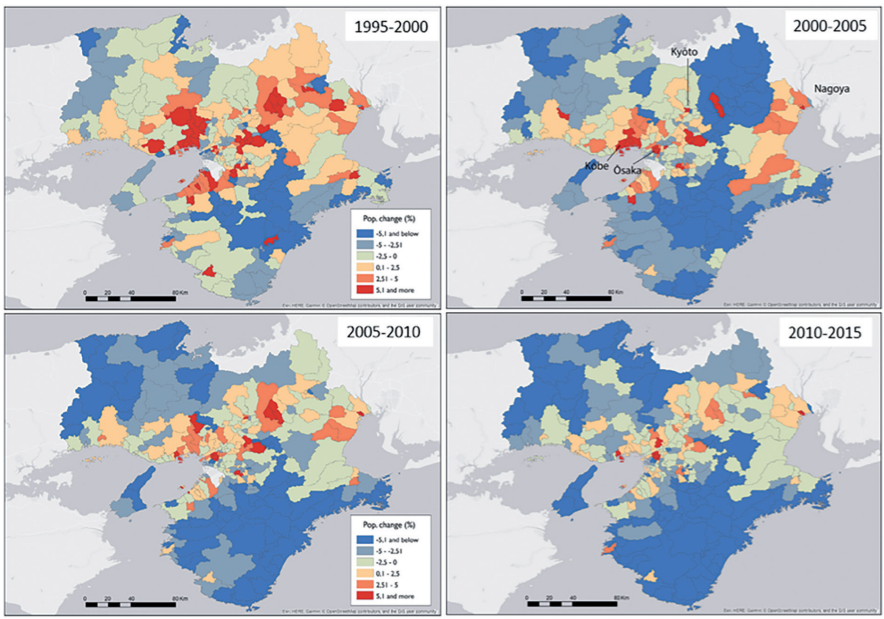
La volonté de trouver des solutions et de nuancer une vision schématique des fractures territoriales a donné un nouvel élan aux études globales sur les villes en décroissance. Le Japon y joue un rôle paradoxal, entre valeur exploratoire et maintien d'un statut à part qui restreint son analyse comparée. En tant que premier pays exposé à une baisse de sa population (depuis 2008), il est décrit comme un laboratoire des défis auxquels les villes vieillissantes feront face, notamment le phénomène qualifié en japonais d'épongéification (*suponjika*) : l'apparition de friches résidentielles et commerciales « troue » le tissu des quartiers et détériore le quotidien des résidents restants, de plus en plus âgés – les plus jeunes partant vers des bassins d'emploi dynamiques, Tôkyô au premier chef. Jusqu'aux années 2010 toutefois, les essais de typologie internationale de la décroissance urbaine ont souvent insisté sur la trajectoire singulière des villes japonaises : leur déclin n'aurait pas son origine dans la désindustrialisation mais dans une transition démographique exceptionnelle ; les territoires touchés n'affichent pas les signes de violence sociale caractérisant leurs homologues occidentaux.

LE DÉCLIN URBAIN AU JAPON, UNE GÉOGRAPHIE PÉRIPHÉRIQUE

Cependant, l'ouverture au public de données géolocalisées fines par le ministère des Affaires intérieures (Sômushô), ainsi que des coopérations entre collectivités et universités pour la conduite d'enquêtes habitantes, ont enrichi les connaissances sur les disparités de développement dans le Japon contemporain. S'y ajoute la participation plus fréquente de spécialistes japonophones de

ces thématiques à des congrès internationaux (tels que l'Union géographique internationale). Cela consolide l'insertion de ce pays dans des réflexions sur les liens entre l'extension mondiale du nombre de villes en déclin et l'application de logiques concurrentielles au domaine de l'urbanisme. Car plutôt que de mettre en exergue les particularités des villes nippones, ces travaux interrogent l'influence d'une vision compétitive de la ville sur les modalités héritées de la production urbaine, selon une approche interdisciplinaire articulant sociologie, sciences de l'espace et économie politique du changement institutionnel. De plus en plus de travaux se réfèrent ainsi à des recherches sur la néolibéralisation de l'État japonais pour expliquer les recompositions de ses territoires (Hirayama, 2005 ; Tsukamoto, 2012). Est ainsi mise en évidence une géographie périphérique de la décroissance qui fait écho à des constats similaires sur l'évolution des systèmes urbains européens (Buhnik, 2015, Abe *et al.*, 2018).

Les analyses fondées sur les mobilités résidentielles et le secteur du logement révèlent que les pertes d'habitants d'une part, l'augmentation du nombre de maisons vides (*akiya*) d'autre part, deviennent massives dans les régions rurales mais aussi dans les franges des principales aires métropolitaines, comme Ôsaka, Nagoya ou même Tôkyô. Comme l'illustre la cartographie des changements de population par municipalité puis par quartier dans la région

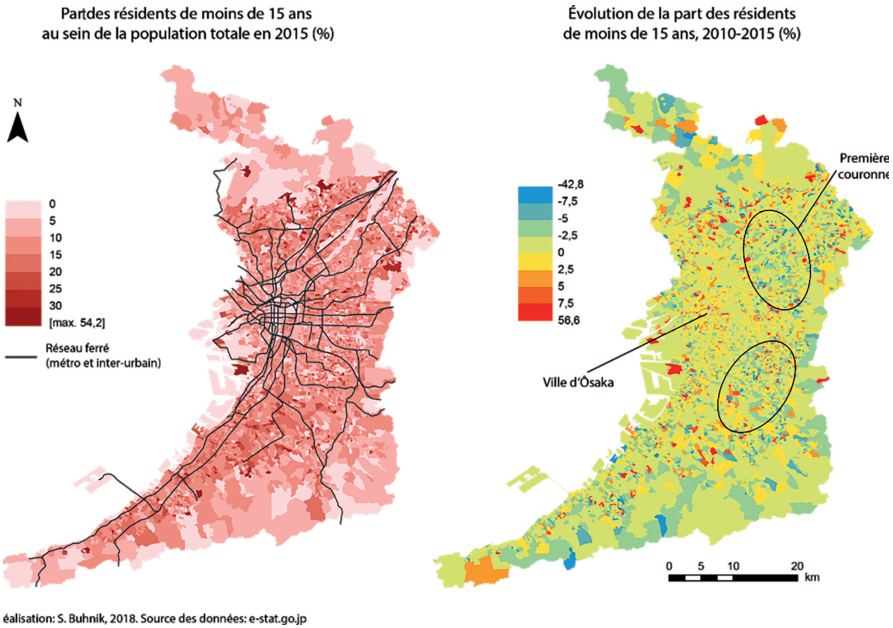


Carte 1 : Évolution de la population totale par municipalité depuis 2000, d'après les résultats des recensements compilés sur le portail de la statistique gouvernementale (www.e-stat.go.jp). (S. Buhnik, 2018.) // Map 1: Evolution of the total population by municipality since 2000, according to the results of censuses compiled on the government statistics portal. (www.e-stat.go.jp). (S. Buhnik, 2018.)

d'Ôsaka depuis 2000 (Carte 1 & 2), les agglomérations japonaises évoluent « à trois vitesses », entre :

1) Des périphéries peu denses dont la population active a presque entièrement émigré et où les retours d'individus âgés de 25 à 45 ans sont perçus comme trop résiduels (pour suffire à revitaliser le secteur agricole entre autres), ou intermittents (la maison des parents servant de résidence secondaire).

2) Les cœurs des grandes villes, surtout leurs quartiers d'affaires, ont bénéficié depuis le début des années 2000 de la mise en œuvre de grands projets urbains. Axés sur la production de bureaux à proximité de pôles de gares, souvent sur d'anciennes friches ferroviaires, ces projets stimulent la construction de logements en condominium, dont beaucoup ciblent des clients jeunes et âgés, célibataires ou en couple, intéressés par les avantages d'une localisation en centre-ville. L'augmentation du nombre de couples mariés y élevant leur(s) enfant(s) entraîne un regain de la part des moins de 15 ans au sein des grandes villes.



éalisation: S. Buhnik, 2018. Source des données: e-stat.go.jp

Carte 2 : À gauche : Part des résidents de moins de 15 ans au sein de la population totale en 2015 (%). À droite : Évolution de la part des résidents de moins de 15 ans, 2010-2015 (%). // Map 2: Left: Share of residents under 15 years of age in the total population in 2015 (%). Right: Evolution of the share of residents under 15 years old, 2010-2015 (%).

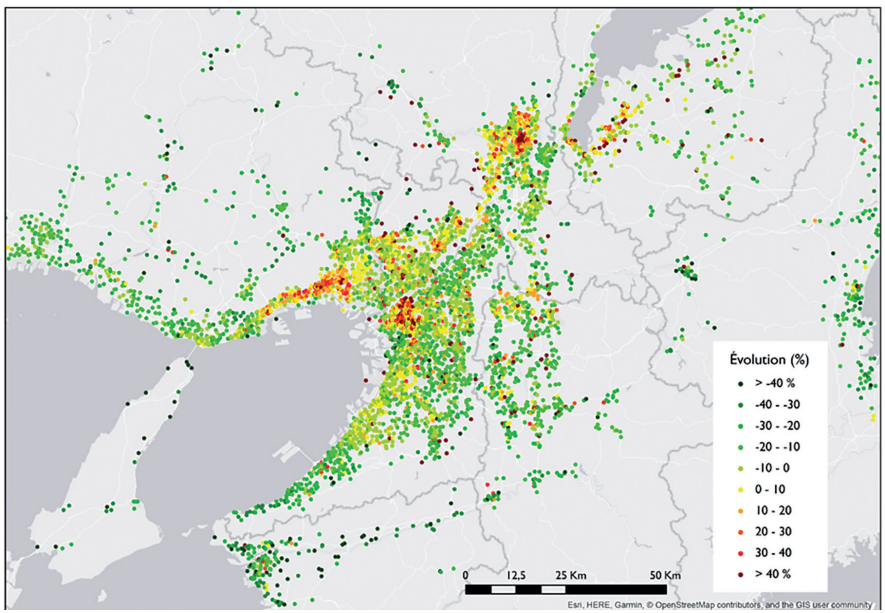
3) À l'intervalle, les couronnes périurbaines des grandes villes se sont rapidement urbanisées en réponse à la demande en logement de l'après-guerre. Mais leur croissance est depuis vingt ans beaucoup plus faible voire négative, et fragmentée, sous l'influence de deux facteurs qui s'autoalimentent : une dévalorisation peu contrôlable de leur parc de logement ; le remplacement

insuffisant des ménages qui y ont emménagé des années 1960 à 1990 par une génération ultérieure d'habitants. La part des jeunes de moins de 15 ans, liée aux arrivées de jeunes couples mariés, est en perte de vitesse.

CONTRE LA VACANCE RÉSIDENTIELLE : DES DISPOSITIFS TARDIVEMENT ADOPTÉS ?

Dans le Kansai par exemple, c'est entre 10 et 40 km du cœur d'Ôsaka que l'on compte le plus de parcelles avec logements vacants, surtout des pavillons ou des logements publics collectifs. Selon une enquête nationale sur le logement de 2013, parmi les 8 millions d'unités d'habitation vacantes recensées (13,5 % du parc total), 3 millions sont des biens non repris par les descendants de propriétaires partis ou décédés. Le voisinage encore présent redoute ces maisons mal entretenues, car elles font baisser la valeur des terrains alentour, qui parfois ne représente déjà plus que 15 % de son prix d'avant la fin de la Bulle en 1990 (Carte 3).

Jusqu'à cette date, la croyance dans la hausse continue des prix fonciers poussait les membres de la classe moyenne à s'endetter pour acheter un terrain de plus en plus loin des centres-villes, en comptant sur un réseau de



Carte 3 : L'évolution des prix fonciers dans le Kansai de 2005 à 2015, en pourcentage (valeurs de référence calculées sur une position (2005, 2015), à partir d'informations centralisées par les départements ou *ken*). Source : MLIT. (S. Buhnik, 2018.) // Map 3. The evolution of land prices in Kansai from 2005 to 2015, in percentage (reference values calculated on a position (2005, 2015), from information centralized by the departments or *ken*). Source: MLIT. (S. Buhnik, 2018.)

transport efficace (Aveline, 2008). La taxe sur les terrains bâtis, qui n'est que d'1/6e de celle sur les terrains non bâtis, incitait en outre les ménages à édifier une maison de courte durée de vie, qui serait détruite et rénovée par les successeurs. Or, parmi les cohortes nées à partir des années 1970 et arrivées sur un marché du travail précarisé, beaucoup n'ont pas reproduit ce parcours : mariage, achat d'une maison, formation d'une famille dont le revenu dépend d'abord du salaire du mari. L'éducation des enfants dans un environnement moins bétonné, la proximité au domicile des parents restent toutefois de puissants motifs d'installation en banlieue : mais pour les ménages concernés, il est souvent moins coûteux d'acquérir une parcelle neuve qu'un terrain déjà bâti, soumis qui plus est à une lourde taxe sur les héritages s'il provient de leurs parents. Le stationnement est devenu en outre une forme fréquente de recyclage des maisons vides, un choix peu apprécié des municipalités.
Les collectivités locales ont longtemps eu des marges de manœuvre très réduites face aux héritiers qui ne réhabilitent pas le bien de leurs parents, voire refusent cet héritage. La loi sur les maisons vacantes entrée en vigueur en 2015 (*akiyato taisaku tokubetsu sochi hô*) ne leur donne pas de droit de préemption mais leur permet d'imposer une taxe supplémentaire sur les maisons vides jugées dangereuses. Elles peuvent aussi faire payer les frais de démantèlement par les propriétaires déclarés, à condition qu'ils soient solvables. En 2015, le démantèlement aux frais du propriétaire a été ordonné douze fois seulement.

Enfin, le ministère du Territoire (MLIT) continue de soutenir des stratégies de redensification urbaine assises sur la définition de périmètres de rénovation défiscalisés (pour les entreprises qui y construisent). Initialement, ces périmètres visaient à relancer la régénération de Tôkyô, dans un contexte de rivalité accentuée entre métropoles d'Asie. Il est certes louable de remettre en cause des pratiques à l'origine d'un fort étalement urbain, et de redynamiser des centres bien desservis par les transports collectifs. Dans la pratique toutefois, la plupart de ces périmètres ont permis de requalifier des quartiers d'affaires ou à haut potentiel touristique ; ils ont rarement concerné des quartiers périurbains ordinaires, où se sont tissés de solides réseaux de voisinage. En ce sens, l'importance conférée à la « ville compacte » dans les discours officiels donne la mesure de la conversion de l'administration centrale japonaise à des stratégies sélectives d'attractivité urbaine, ce qui a toutefois renforcé l'implication des acteurs publics dans la régulation des paysages urbains.

BIBLIOGRAPHIE/ BIBLIOGRAPHY

Abe, Kazutoshi, Kubo, Tomoko & Komaki, Nobuhiko, « Changes in the Japanese Urban System Since the 1950s : Urbanization, Demography, and the Management Function », *in* C. Rozenblat *et al.* (éds), *International and Transnational Perspectives on Urban Systems, Advances in Geographical and Environmental Sciences*, Singapour, Springer, 2018, p. 143-163.
Aveline, Natacha, *Immobilier. L'Asie, la bulle et la mondialisation*, Paris, CNRS éditions, 2008, 319 p.

Béal, Vincent, Collet, Anaïs, DeFilippis, James, Ocejo, Richard E. & Rousseau, Max, « Villes en décroissance », Métropolitiques, 27 mars 2017.
Buhnik, Sophie, « Métropole de l'endroit et métropole de l'envers. Décroissance urbaine, vieillissement et mobilités dans les périphéries de l'aire métropolitaine d'Ôsaka », Thèse soutenue à l'université Paris-I, 2015, 590 p.
Hirayama, Yosuke, « Running hot and cold in the urban home-ownership market : the experience of Japan's major cities », *Journal of Housing and the Built Environment* 20, 2009, p. 1-20.
Tsukamoto, Takashi, « Neoliberalization of the Developmental State : Tôkyô's Bottom-Up Politics and State Rescaling in Japan », *IJURR* 36, 2012, p. 71-89.

"SPONGE CITIES". NEW PERSPECTIVES ON THE PROGRESS OF URBAN DE-GROWTH IN JAPAN

Sophie Buhnik
Member of the IFRJ-MFJ & associate researcher
of the Géographie-cités and the France-Japan Fondation
February 2019

In recent years, preventing the relative and absolute decline of small to mid-size cities within national urban systems has become a top priority of many national agendas, even in France, where high birth rates and postwar regional planning policies aiming at balancing territorial development have for a long time concealed the extent of devitalization trends in smaller urban areas (Béal *et al.*, 2017). Although they are still perceived as places of quiet urban life, the small to mid-size cities that are geographically and functionally remote from global urban networks are particularly concerned.

The decline of "non-metropolitan" cities has become an important matter of public interest in various countries; it is tightly linked to rising worries about the unexpected effects of austerity budgeting imposed on public institutions. According to countless scientific papers or reports, territorial reforms and devolution policies inspired by New Public Management ideas played a major part in reinforcing development trends that distinguish global city-regions on one side, from shrinking urban or rural regions on the other. In the latter case, local resentment towards a perceived "abandonment" by central powers is thought to have exerted a significant influence on populist votes.

Finding locally adapted solutions and giving a more nuanced vision of "territorial divides" have been important motivations behind the recent surge of academic literature that tries to analyse urban decline more systematically. Within this field, the place of Japanese case studies is paradoxical: their exploratory value is blurred by residually essentialist beliefs in the singularity of urban life in Japan. As the first country to cope with a naturally decreasing population, Japan epitomizes all the challenges that await aging megacities and in particular, the so-called phenomenon of "sponge cities" (*suponjika*) : i.e. the perforation of local urban fabrics by residential or commercial vacant lots, such that daily living conditions and access to urban resources become more difficult for the remaining residents. Until the early 2010s however, attempts to build cross-national typologies of shrinking cities often insisted on the specificity of Japanese examples, especially the weight of the demographic factor and the apparent lack of social unrest in decaying urban areas.

ON THE "PERIPHERALIZATION" OF URBAN DECLINE IN JAPAN

However, the release of geolocalized microdata by the Ministry of Internal Affairs (Sômushô) and numerous partnerships between faculty departments

and municipalities to conduct resident surveys, among other factors, have allowed for a finer – yet still fragmented – knowledge about uneven territorial development in contemporary Japan. Moreover, the contribution of Japanese or Japanese-speaking scholars to international congresses in urban affairs has not been left without notice: for instance, more than 8% of the papers presented at the 2018 International Geographical Union were focused on Japanese case studies, which can be seen as a will to bring back Japan into global urban studies' perspectives, in a context of intensifying inter-urban competition worldwide. Empirical studies on the distribution of de-growth in Japan are now advocating stronger multilevel analyses that help question the consequences of market-oriented administrative reforms on inherited local urban governance. The interpretation of their results is also relying more than before on the contributions of interdisciplinary theoretical frameworks (sociology, political economy and political science). More articles, for instance, now insist on the long-term changes brought by the neoliberalisation of the Japanese Developmental State, when discussing the evolution of the country's urban planning system (Hirayama, 2005; Tsukamoto, 2012) or how shrinkage affects peripheral cities and regions more strongly (Buhnik, 2015; Abe *et al.*, 2018).

In particular, analyses of residential mobilities and of different segments of the housing sector show that losses of inhabitants and increasing rates of housing vacancy are much higher in rural regions and on the fringes of Japan's main metropolitan areas. As illustrated by maps of demographical change by municipality and by neighbourhood in the Ôsaka region since 2000 (Map 1 & 2), three kinds of dynamics can be identified within city-regions in spite of their complex organization:

1) Low-densely inhabited urban fringes whose working-age population has massively emigrated and where "skilled returns" of individuals belonging to the 25-40 age group is perceived as too residual (for a significant revitalization of the agicultural sector, for instance) or temporary (to use the parental home as a holiday residence).

2) Downtown neighbourhood, especially if they are close to or fastly connected to central business districts, have benefited from the implementation of large-scale renewal projects since the early 2000s. Situated in and around major railway hubs, these projects have drawn the construction of condominium housing around them, targeting small households of various ages. An increase in the number of married couples who raise their children in condominium apartments entails a recent rise in the population under 15 in metropolitan urban cores like Osaka city.

3) In-between outlying areas around Japan's bigger cities during the xxth century, were developed to answer the housing crisis in the aftermath of the Second World War and to cater to the housing needs of a fastly growing population of white-collars (from the 1960s to 1980s especially). But their growth has become more sluggish, more fragmenter, and since the 2000s at least, globally negative for a majority of them. Two intertwined factors are particularly

influential: a depreciation of housing stocks that is highly difficult to prevent (given the number of housing units reaching the end of their lifecycle) ; the fact that aging landowners whose children have left ("empty nesters") are not sufficiently replaced by younger ones.

FIGHTING HOUSING VACANCY: WHAT CAN LOCAL GOVERNMENTS DO?

In Kansai for instance, the number of vacant houses (or vacant public housing units) reaches its peak in the areas surrounding Osaka city within a radius of 10-30 km. According to the 2013 national housing survey of the ministry of Land, Infrastructures, Transport and Tourism in 2013, out of 8 millions of housing units left empty (13.5% of the national stock), roughly 3 million were categorized as ownerless units: the inheritors, if there are any, have not inherited from the parcel and what is built upon it. Neighbours legitimately fear that badly maintained empty houses will further deteriorate land prices, at a time when said prices, in average, represent less than 15% of their purchase value, especially for houses bought during the 1980s-1990s (Map 3).

Until the 1990s, the "land myth" (belief in continuously rising land values) encouraged households to take out a loan for land parcels that were remote from employment cores, albeit they were counting on an efficient commuting system (Aveline, 2008). Moreover, the tax on built land is still 1/6 th of the rate imposed on unbuilt land, a system meant to push households to construct a short-lived house that their heirs would replace when they would inherit the land. But many individuals born after the early 1970s, who graduated from universities at a time when labour market conditions had worsened, were not able to reproduce their parents' lifecourse: marriage, housing purchase, forming a male breadwinner family model. The possibility to educate children in "greener" spaces, not far from their own parents' home, still constitutes a powerful incentive to make an outward residential mobility. But as far as couple households are concerned, it is often less costly to purchase an unbuilt parcel rather than an already built land, which will also require to pay a heavy inheritance tax if it comes from one's parents. Hence, heirs often prefer to rehabilitate their parents' lot into parking spaces, a solution that municipalities, however, want to avoid.

Local governments, for a long time, had very limited room for manœuvre against inheritors who do not maintain a land with a house of poor quality that cannot be resold or simply renounce the inheritance. The Special Measure Law on Housing Vacancy (*akiyato taisaku tokubetsu sochi hô*), enacted in 2015, does not give a full pre-emption right to municipalities, but allows them to impose an added tax on empty houses deemed dangerous for the neighborhood. They can also dismantle empty houses and coerce the current owner or inheritor into paying for it, provided that he has the financial abilty to do so. In 2015, the dismantling of vacant houses at the expense of the owner has been ordered twelve times in total.

LES FANTÔMES DE LA SECTE AUM

Antonin Bechler
Maître de conférences au GEO (univ. de Strasbourg)
Mai 2019

Shôko Asahara (de son vrai nom Chizuo Matsumoto), gourou de la secte Aum, ainsi que douze de ses adeptes, ont été exécutés en juillet 2018 par les autorités japonaises. L'épuisement des derniers recours pour les anciens membres de la secte condamnés à la peine capitale, couplé au désir d'en finir avec cette affaire avant l'abdication de l'empereur et la fin de l'ère Heisei durant laquelle elle avait défrayé la chronique, auraient constitué les motifs déterminants de cette décision.

Le bruit médiatique assourdissant généré par « l'affaire Aum » dans la seconde moitié des années 1990 démontre paradoxalement l'impuissance à l'expliquer efficacement selon les cadres de référence existants alors. Les interprétations furent innombrables, les analyses parfois convaincantes, mais aucune n'a permis de répondre de manière définitive à l'ensemble des questions soulevées. Or, comme le regrette le sociologue Shinji Miyadai, l'exécution d'Asahara et des principaux cadres de la secte qui avaient contribué à traduire dans la réalité ses « enseignements » risque de porter un coup fatal à la nécessaire recherche de la vérité ainsi que des leçons qui restent à tirer de ce cas si particulier d'émergence d'un mouvement religieux extrémiste.

L'une des approches privilégiées pour penser le phénomène Aum s'est concentrée sur l'évolution du rapport entre réalité et fiction dans la perception de son environnement signifiant par l'individu japonais dans un contexte de changement de paradigme qui est celui du passage à la postmodernité (voir S. Miyadai, Masachi Ôsawa, Eiji Ôtsuka, Hiroki Azuma, etc.). Cette question du rapport à la fiction m'intéresse particulièrement en tant que chercheur en littérature dans la mesure où le phénomène Aum semble avoir eu un impact considérable sur de nombreux créateurs de fiction japonais contemporains, au point d'infléchir la trajectoire prise par leur œuvre à compter des événements cités plus bas.

Pour évoquer cette question, je rappellerai d'abord les circonstances de l'affaire, et présenterai ensuite à titre d'exemple la réaction de trois auteurs de fiction de différentes générations. Ces artistes japonais, producteurs de récits tout comme a pu l'être, dans un registre différent, la secte Aum, ont ressenti envers elle une forme de proximité inconfortable qui les a poussés à se confronter de manière critique au miroir déformant qu'elle leur tendait.

Tout d'abord, revenons brièvement sur la formation et les activités de la secte Aum. Fondée en 1984 comme un groupe de méditation et de yoga tantrique, la secte avait pris en 1987 le nom Aum shinrikyô (Aum Vérité Suprême). Asahara s'y révèle un gourou charismatique qui séduit ses premiers adeptes par sa maîtrise des techniques de yoga, puis recrute de nouveaux fidèles

attirés par la spiritualité voire la perspective de pouvoirs surnaturels qu'il n'hésite pas à mettre en scène pour les magazines *New Age* qui viennent l'interviewer. Prônant un « retour au bouddhisme originel » mettant l'accent sur des pratiques d'ascèse rigoureuses, à la limite de la mortification, il séduit de nombreux jeunes gens attirés par une perspective de développement personnel dont la méthode, par sa difficulté, semble plus convaincante que les pratiques plus « douces » en vogue dans la plupart des nouveaux mouvements religieux qui se développent à cette période. Asahara développe une théologie personnelle basée sur des concepts bouddhiques, mais versant progressivement vers une forme de millénarisme messianique en vertu duquel les membres de la secte, à commencer par leur gourou, doivent empêcher une apocalypse imminente. Son enseignement mettant l'accent sur le développement spirituel individuel, encourageant à l'abandon des attachements matériels, fait mouche dans le Japon des années 1980, celui de l'économie spéculative et de la consommation à outrance, tandis que le grand récit apocalyptique construit par la secte est également en phase avec la sensation diffuse de « fin d'une époque » qui s'empare du Japon à l'orée de la « décennie perdue » qui conclura le siècle.

Mais, à la suite notamment de l'échec retentissant de sa campagne aux élections législatives de 1990, le mouvement entame une fuite en avant paranoïaque. Asahara multiplie les théories du complot et lance une opération de recrutement tous azimuts, encourageant les adeptes à « renoncer au monde » pour vivre au sein de la secte après lui avoir légué leurs biens. Il a de plus en plus recours à la violence, n'hésitant pas à éliminer ses opposants, y compris au sein du mouvement. Et tandis que la plupart des adeptes poursuivent leur « développement spirituel » ignorants de ces dérives, certains cadres laissent libre cours à leurs visions fantasques d'apocalypse imminente, avec la bénédiction du gourou. Ainsi, des expérimentations sur des armes chimiques et bactériologiques débutent dès 1989. Des composés sont « testés » de manière ciblée sur certains opposants, voire sur les populations voisines considérées comme hostiles à la secte, comme à Matsumoto en juin 1994. L'escalade culmine avec l'attaque au gaz sarin dans le métro de Tôkyô, conçue dans l'urgence comme une tentative désespérée de semer la confusion et de retarder les enquêtes policières en cours. Malgré l'amateurisme dont ont (heureusement) fait preuve ses responsables, l'attaque perpétrée au matin du 20 mars 1995 cause 13 morts et plus de 6 000 blessés. Asahara est arrêté le 16 mai, son procès débute l'année suivante et s'achève en 2004 sur sa condamnation à mort. La secte Aum poursuit depuis ses activités sous un autre nom, Aleph, faisant l'objet d'une surveillance active de la part des autorités.

Le premier auteur que je souhaiterais évoquer est Kenzaburô Ôé (1935-). En mars 1995, Ôé achève sa carrière de romancier avec le dernier volume de sa trilogie *L'arbre vert flamboyant* (*Moeagari midori no ki*, non traduit). Du moins a-t-il ainsi annoncé sa retraite à la presse l'année précédente, peu avant de se voir attribuer le prix Nobel de littérature. Pur produit de la « démocratie d'après-guerre », défenseur acharné de la constitution de 1947, Ôé est une voix

qui depuis la fin des années 1950 parle pour la périphérie, les marges et les marginaux, contre la centralité du pouvoir. Son œuvre de romancier et d'essayiste est un témoignage de son long combat pour défendre un idéal de société fondé sur les valeurs démocratiques « importées » au Japon par les Américains au lendemain de la guerre, et les contradictions que cette greffe n'a pas manqué de susciter. Alors que les combats politiques les plus violents autour de la question s'achèvent au début des années 1970 et se détournent peu à peu sur des enjeux plus individuels, l'œuvre romanesque d'Ôé suit la même voie, et en parallèle à la question du vivre ensemble, amorce une recherche de sens qui prend peu à peu les contours d'une méditation spirituelle, voire mystique au fil des années 1980. Comme si l'écrivain, formé dans un contexte d'opposition frontale de grands récits structurants, décontenancé par le visage offert par le Japon de la haute croissance puis de la bulle économique, cherchait à sauter une étape pour parvenir au « grand récit » ultime, absolu, celui de la foi. Ainsi s'interrogent les personnages de sa trilogie, fondateurs d'une secte religieuse qui, certes moins excentrique et exigeante pour ses disciples qu'Aum, n'en présente pas moins sa doctrine sous la même apparence de palimpseste intertextuel, et n'en verse pas moins dans la violence.

Ôé avait justifié sa décision de cesser l'écriture romanesque parce qu'il considérait son œuvre parvenue à son terme et refusait de se répéter, préférant désormais s'effacer devant la carrière de musicien de son fils handicapé. Mais en 1996, suite au décès de son ami compositeur Tôru Takemitsu, il déclare reprendre l'écriture romanesque, et publie en 1999 avec *Saut périlleux* (*Chûgaeri*, traduit en anglais sous le titre *Somersault*) une variation sur sa trilogie précédente dans lequel les responsables de la secte décident cette fois de la saborder, posant un ultime pied de nez à leurs fidèles, pour éviter qu'elle ne « finisse comme Aum ». La tentation religieuse s'était manifestée chez Ôé comme un désir de retrouver une forme de transcendance alors que les paradigmes idéologiques qui surdéterminaient la société japonaise jusqu'ici s'épuisaient progressivement, à commencer par celui de la guerre froide dont il admettra que le dénouement l'aura laissé « totalement désemparé ». Le roman aura permis à Ôé de modéliser une doctrine religieuse conçue (à l'instar de celle d'Aum) comme un assemblage de fragments hétéroclites, tirés ici de la culture encyclopédique de son auteur, mais cette modélisation tourne « à blanc » : frère Gî, le messie d'Ôé, ne croit pas, et se trouve constamment dépassé par l'empressement de ses disciples à faire de lui un « gourou ». L'affaire Aum contribue à détourner Ôé de ce qu'il nommera ensuite sa « dérive mystique », et après le *mea culpa* de *Saut périlleux*, son œuvre romanesque se recentre vers une réflexion sur la figure du romancier et la valeur de sa contribution possible à la collectivité.

Le deuxième auteur, Haruki Murakami (né en 1949) est souvent présenté comme une sorte d'anti-Ôé. Ce dernier a d'ailleurs critiqué l'« inconséquence » de son œuvre avant de se résigner face à son succès international. Les premiers écrits de Murakami sont d'une facture typiquement postmoderniste : le récit y est un jeu, l'Histoire une pile de gravats d'où l'on pioche de temps à

autre une brique pour colorer une intrigue, sans plus de valeur que la citation d'une chanson pop ou d'une marque de parfum. Un jeu doux-amer cependant, puisque si Murakami n'étale pas ses convictions politiques et n'esquisse aucun projet de société, ses personnages de jeunes célibataires sont tout de même circonspects face au Japon de la « classe moyenne intégrale » dont ils font eux-mêmes partie. En somme, la piscine de signes divertit, mais on peine à y flotter…

Pour Murakami, qui séjourne alors à l'étranger et découvre la secte Aum *via* les actualités télévisées et lors de brefs passages au Japon, le phénomène est typiquement postmoderne : si sur le fond, il se rapproche du constat d'Ôé en évoquant dans son recueil *Underground* la recherche d'un « récit unique » qui a pu attirer les adeptes, c'est surtout sa forme qui le questionne. Le « bric-à-brac » de signes déhiérarchisés assemblé par Asahara l'interpelle d'autant plus qu'il semble n'avoir rien à envier au *modus operandi* de ses propres œuvres romanesques. Ces réflexions conduisent Murakami à réaliser, de retour au Japon, un recueil d'entretiens avec des victimes puis des membres de la secte, et à s'interroger sur la prolifération et la teneur des récits qui parsèment la société japonaise, et sur le type de récit susceptible de « structurer » celle-ci et de donner du sens à l'existence individuelle, à même de contrer le « récit puéril » d'Aum. Murakami n'ayant pas à sa disposition le cadre sociopolitique sur lequel avait pu s'étayer le système de valeurs d'un Ôé, il propose en réponse à Aum un modèle que d'aucuns pourraient qualifier de « populiste » : l'idéalisation du lien interpersonnel le plus étroit, hors de tout projet politique ou social. Présente de manière intermittente dès les premiers romans de Murakami, puis systématique à partir de *Chroniques de l'oiseau à ressort*, cette quête de lien vient structurer des récits autrement toujours conçus comme des agrégats de signes déhiérarchisés, dans lesquels le spectre d'Asahara vient parfois passer une tête (ainsi dans *1Q84*), mais l'auteur semble considérer que l'ancrage de la cellule familiale comme horizon d'attente ultime suffit à l'exorciser.

Plus jeune que Murakami, le troisième auteur, Hideaki Anno (né en 1960), est membre éminent de la « première génération *otaku* », biberonnée aux *mangas*, aux films et séries télévisées d'animation et d'effets spéciaux. Il se fait un nom au début des années 1980 en réalisant, pour des conventions de science-fiction, des courts-métrages d'animation amateurs qui lui ouvrent les portes des studios : intermittent pour Hayao Miyazaki et Hisao Takahata, son nom est aussi au générique de certaines des productions les plus révérées de cette culture *otaku* que les médias découvrent, mi-craintifs mi-moqueurs, au cours des années 1980. Consommateurs acharnés de signes de caractère fictionnel au détriment, selon les médias, d'une réalité dont ils parviendraient mal à prendre la mesure, les jeunes *otaku* sont comparativement nombreux au sein de la secte Aum, dont le discours est flatteur à l'égard des œuvres et genres qu'ils affectionnent : selon Asahara, les auteurs de *manga* et de films d'animation seraient ainsi les « prophètes de notre temps », et il n'hésite pas à leur emprunter concepts et vocabulaire. En 1993, alors qu'Aum a déjà fait plusieurs

fois les gros titres pour ses frasques politico-judiciaires, Anno entame la préparation de sa série d'animation *Neon Genesis Evangelion*. Diffusé à partir de septembre 1995, son scénario aux contours encore bien vagues au début du projet semble intégrer au fil de la production les révélations sur la secte et sa doctrine qui saturent l'espace médiatique après les attaques de mars. Fondée sur les « éléments d'attraction » fédérateurs du public *otaku* (robots géants, jeunes filles sémillantes, jargon scientifique…), la série s'infléchit cependant en cours de diffusion vers une forme d'introspection psychanalytique alors qu'Anno réalise ce qui le rapproche, ainsi que son public, de la secte : la propension à privilégier des constructions sémiotiques séduisantes à un réel ainsi esquivé. Anno se défend certes de traiter d'Aum, invoquant au sujet des nombreux parallèles entre son œuvre et la secte la coïncidence « d'attaques terroristes simultanées » (*sic*). Mais il s'éloigne ensuite pour un temps de l'animation, réalise plusieurs films en prises de vues réelles, et finit par livrer en 2016 sa conclusion sur la question du rapport entre fiction et réalité en faisant appel au genre le plus visuellement « factice » qui soit, le film de monstres à effets spéciaux (*tokusatsu*), pour commenter avec acuité la réalité du Japon post-Fukushima dans *Shin Godzilla* (*Godzilla : resurgence*).

Dans le contexte de nos sociétés postmodernes qui voient une progression toujours plus rapide vers un état d'équivalence généralisée dans la valeur perçue des informations (quels que soient leur origine ou leur statut), profitant de l'affaiblissement continu des instances traditionnelles de légitimation, la secte Aum s'est efforcée d'imposer sa fiction à la réalité, d'actualiser « le désir appelé utopie » (F. Jameson), aussi aberrante soit la forme qu'elle s'est choisie pour ce faire. Mais dans la mesure où ce contexte est plus que jamais le nôtre aujourd'hui – et les artistes susnommés ne s'y sont pas trompés, à l'image de Murakami affirmant avoir été interpellé par Aum « avant tout en tant que romancier » –, c'est la responsabilité de tous les créateurs de récits qui se trouve désormais constamment mise à l'épreuve. Qu'ils soient romanciers, cinéastes, journalistes, leaders religieux, ou dirigeants politiques.

BIBLIOGRAPHIE/ BIBLIOGRAPHY

Bechler, Antonin, Ôé Kenzaburô. *Une économie de la violence*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2016, 352 p.
Murakami, Haruki, *Underground*, Paris, Belfond, 2013, 362 p.
Ôé, Kenzaburô, *Œuvres*, Paris, Gallimard, 2016, 1344 p.
Reader, Ian, *Religious violence in contemporary Japan : the case of Aum Shinrikyô*, Hawaï, University of Hawaï Press, 2000, 310 p.
Suvilay, Bounthavy, « Neon Genesis Evangelion ou la déconstruction du robot anime », *ReS Futurae* 9, 2017.

THE GHOSTS OF AUM SHINRIKYÔ

Antonin Bechler
Associate professor at GEO
May 2019

Shôko Asahara (whose real name was Chizuo Matsumoto), guru of the Aum shinrikyô sect, and twelve of his followers, were executed in July 2018 by the Japanese authorities. The rejection of the last appeals by former members of the sect sentenced to death, coupled with the desire to end this case before the abdication of the emperor and the end of the Heisei era, were probably the decisive factors behind this decision.

Founded in 1984 as a tantric yoga group, the sect took the name Aum shinrikyô (Aum Supreme Truth) in 1987. There, Asahara revealed himself as a charismatic guru who seduced his first followers with his mastery of yoga techniques, then recruited new believers attracted by spirituality or the prospect of supernatural powers which he did not hesitate to stage for New Age magazines. Advocating a "return to original Buddhism" emphasizing rigorous practices of asceticism, he seduced many young people attracted by the perspective of personal development following a method that, because of its difficulty, seemed more convincing than the "softer" practices that were popular in most of the new religious movements at the time. Asahara developed a personal theology based on Buddhist concepts, but gradually moved toward a form of messianic millenarianism whereby members of the sect, beginning with their guru, must prevent impending apocalypse. His teachings, emphasizing individual spiritual development, promoting the abandonment of material attachments, hit the mark in Japan in the 1980s, with its speculative economy and over-consumption, while the great apocalyptic narrative constructed by the cult was also in tune with the diffuse sensation of "the end of an era" that seized Japan then on the brink of the "lost decade" that would conclude the century.

But, at the time of the dramatic failure of its campaign in the 1990 parliamentary elections, the cult began to drift towards utter paranoia. Asahara multiplied conspiracy theories and launched an all-out recruiting operation, encouraging followers to "give up the world" to live in the sect's facilities after bequeathing it their properties. He resorted more and more often to violence and did not hesitate to eliminate his opponents, including within the movement. And as most followers continued their "spiritual development" while being unaware of these trends, some executives indulged in their fantasies and impending apocalyptic visions, with the guru's blessing. Thus, experiments on chemical and bacteriological weapons began in 1989. The compounds were "tested" in a targeted way on some opponents, or even neighboring populations considered hostile to the sect, as in Matsumoto in June 1994. The escalation culminated with the sarin gas attack in the Tokyo subway, designed as a desperate attempt to confuse and delay ongoing police investigations. In spite of the amateurism

of its perpetrators, the attacks carried out in the morning of 20 March 1995 left 13 dead and more than 6000 injured. Asahara was arrested on 16 May; his trial began the following year and ended in 2004 with his death sentence. The Aum sect has since continued its activities under the name Aleph, under active surveillance from the authorities).

The deafening media noise generated by the "Aum affair" paradoxically demonstrates the powerlessness to explain it effectively according to the frames of reference of the time. The interpretations were innumerable, the analyzes sometimes convincing, but none made it possible to answer all the questions raised definitively. Thus, as sociologist Shinji Miyadai regrets, the execution of Asahara and the leading members of the sect who helped to turn his "teachings" into reality, could be a fatal blow to the necessary search for the truth, and for the lessons that could still be learned from this particular case of an emerging extremist religious movement.

One of the most popular approaches to the Aum phenomenon has focused on the evolution of the relationship between reality and fiction in the Japanese individual's perception of his or her environment of signifiers in the context of the transition toward postmodernity (see S. Miyadai, Masachi Ôsawa, Eiji Ôtsuka, Hiroki Azuma, etc.). This issue of the relation to fiction is of particular interest to me as a researcher in literature, as the Aum phenomenon seems to have had a considerable impact on many creators of contemporary Japanese fiction, to the point of shifting the trajectory taken by their work after the events mentioned above. As an example, I would like to briefly mention the case of three fiction writers from three different generations.

In March 1995, Kenzaburô Ôe (born in 1935) ended his career as a novelist with the last volume of his trilogy *The Flaming Green Tree* (*Moeagari midori no ki*, untranslated). He had announced his retirement to the press the year before, shortly before being awarded the Nobel Prize for Literature. A pure product of "post-war democracy", a staunch defender of the 1947 constitution, Ôe is a voice that, since the late 1950s, has spoken for the periphery, the margins and the marginalized, against the centrality of power. His work as a novelist and essayist is a testimony to his long struggle to defend an ideal of society based on the democratic values "imported" into Japan by Americans in the aftermath of the war, and the contradictions inherent to this "transplant". While the fiercest political struggles around the issue ended in the early 1970s and were gradually replaced by more individual issues, Ôe's novels follow the same path, beginning a search for meaning that gradually takes on the shape of a spiritual meditation, and even a mystical turn in the 1980s. As if the writer, trained in a context of frontal opposition between "grand narratives", disconcerted by the face offered by Japan during the high-growth era followed by the "economic bubble" period of the 1980s, sought to reach further, for the ultimate "grand narrative" of faith. Hence the characters' thirst for religious meaning in his trilogy, as founders of a religious sect which, while certainly less eccentric and demanding for its disciples than Aum, nonetheless presents its doctrine under the same appearance of an intertextual palimpsest, and also ends in violence.

Ôe had justified his decision to stop writing novels because he considered his creative work to have come to an end and refused to repeat himself, henceforth preferring to make room for his disabled son's musical career. But in 1996, following the death of his friend, composer Tôru Takemitsu, he declared that he would resume novelistic writing, and published *Somersault* in 1999, a variation on his previous trilogy in which the leaders of the sect decide to undermine it, infuriating their followers, to prevent it from "ending like Aum". The religious temptation manifested itself in Ôe as a desire to regain a form of transcendence while the ideological paradigms that over-determined Japanese society hitherto were gradually being exhausted, beginning with that of the Cold War whose unravelling had left him, as he later acknowledged, "totally helpless". The novel allowed Ôe to model a religious doctrine conceived (like that of Aum) as an assemblage of heterogeneous fragments, drawn here from the encyclopedic culture of its author, but this modeling is somehow restrained: brother Gii, the messianic figure in Ôe's trilogy, does not believe, and is constantly overwhelmed by the eagerness of his disciples to turn him into a "guru". The Aum affair helped Ôe to escape from what he would later call his "mystical drift", and after the *mea culpa* of *Somersault*, his novelistic work refocuses on a reflection on the figure of the novelist and the issue of the value of his contribution to the community.

Haruki Murakami (born in 1949) is often presented as an anti-Ôe. The latter has often criticized the inconsistency of his work before acknowledging him in the face of his international success. The first writings by Murakami are of a typically postmodernist style: the narrative is a game, History a pile of rubble from which one draws from time to time, just what is needed to color a plot, with no more value than the quote from a pop song or a perfume brand. A bittersweet game however, since if Murakami does not demonstrate political convictions nor supply an alternative social vision, his characters, young and single, are still cautious towards the "one size (middle class) fits all" Japanese society in which they take part. In short, the pool of signifiers may entertain, but one drowns in there all the same.

For Murakami who then resided abroad and discovered Aum shinrikyô *via* news and during short stays in Japan, the phenomenon is typically postmodern: it could be understood, as in Ôe, as an example of a drive for a "grand narrative" which attracted followers, but Murakami was specially shocked by the form taken by the movement's doctrine. The "junk-hack" of de-hierarchized signifiers assembled by Asahara challenged him all the more as it seemed to follow the same *modus operandi* as his own fictional works. These reflections led Murakami to publish, back in Japan, a collection of interviews with victims and then cult members, and to question the proliferation and the content of the narratives that permeate Japanese society, and the type of narrative that could "restructure" it and give meaning to individual existence, to counter Aum's "childish story". As Murakami did not have at his disposal the socio-political framework on which Ôe's value system had been able to develop, he proposed as a response to Aum a model that some might call "populist" : the idealization

of the closest interpersonal link, disconnected from any political or social perspective. Present intermittently from Murakami's earliest novels, then systematic from *The Wind-up bird chronicle*, this search for some kind of individual "link" goes on to structure narratives that are otherwise still conceived as aggregates of de-hierarchized signifiers, in which the ghost of Asahara sometimes shows his head (as in *1Q84*), but the author seems to consider that the anchoring of the cellular family unit as the ultimate ideal should be enough to exorcise it.

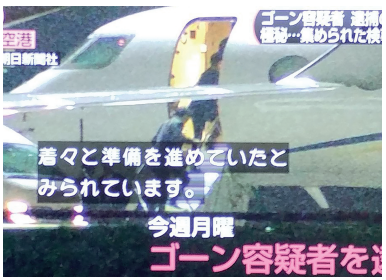
Younger than Murakami, Hideaki Anno (born in 1960) is a prominent member of the "first-generation *otaku*", fed on manga, animation and special effects flicks. He made a name for himself at the beginning of the 1980s by producing amateur animated short films for sci-fi conventions. He went on to work as an animator on Hayao Miyazaki and Hisao Takahata's works among others, his name being in the credits of some of the most revered productions of the *otaku* culture that the media discovered, half fearful and half mocking, during the 1980s. Relentless consumers of fictional signifiers to the detriment, according to the media, of a reality they were not able to fully contend with, young *otaku* were comparatively numerous within Aum shinrikyô, whose discourse was flattering to the works and genres they liked: according to Asahara, authors of manga and animated films would be the "prophets of our time", and he did not hesitate to borrow concepts and vocabulary from their work. In 1993, while Aum had already made the headlines several times for its political and legal antics, Anno began the preparation of his animated series *Neon Genesis Evangelion*. Airing from September 1995, its scenario, still vague at the beginning of the project, seemed to incorporate throughout its production the revelations on the sect and its doctrine that oversaturated the media in the aftermath of the March attacks. Suffused with the attracting elements beloved by the *otaku* audience (giant robots, young girls, scientific jargon…), the series shifted over the course of its broadcast towards a form of psychoanalytical introspection as Anno realized what the sect had in common with himself and his audience: the propensity to privilege seductive semiotic constructions to a reality thus evaded. Obviously, Anno denied that he was referring to Aum, stating that the numerous parallels between his work and the cult were simply the coincidence of "simultaneous terrorist attacks" (sic). But he then moved away from animation for some time, directing several live-action films, and ended up delivering in 2016 his conclusion on the question of the relationship between fiction and reality by drawing on the most visually "fake" genre, the "big monster" movie with lo-fi special effects (*tokusatsu*), to comment acutely on the reality of post-Fukushima Japan in his feature-length movie *Shin Godzilla* (*Godzilla: resurgence*).

These Japanese artists, producers of fiction like Aum, in the same place and at the same time as the cult, felt an uncomfortable affinity toward it that pushed them to confront the deforming mirror that it held out to them. In the context of our postmodern societies, which are accelerating towards a state of absolute equivalence in the perceived value of information (whatever its origin or status), the cult took advantage of the continued weakening of traditional

instances of legitimization, and sought to impose its fiction on reality, to fulfill "the desire called utopia" (F. Jameson), however aberrant the form it has chosen to do this might appear to us. But to the extent that this context is more than ever ours today – and the aforementioned artists did not miss this point, as Murakami clearly showed when he claimed to have been drawn to Aum "first and foremost as a novelist" – it is the responsibility of all producers of narratives that is now constantly being tested: novelists, filmmakers, journalists, religious or political leaders.

CE QUE LA COUVERTURE MÉDIATIQUE DE L'ARRESTATION DE CARLOS GHOSN NOUS APPREND DES PRATIQUES JOURNALISTIQUES AU JAPON

César Castellvi
Postdoctorant à l'Inalco et jeune chercheur associé au CRJ
Octobre 2019



L'arrestation de Carlos Ghosn le 19 novembre 2018. Photo disponible sur Twitter. Image extraite d'une vidéo disponible sur le site de l'*Asahi Shimbun*. // The arrest of Carlos Ghosn on 19 November 2018 evening. Photo available on Twitter. Extracted from images available on the *Asahi Shimbun* website.

Nous sommes le 19 novembre 2018. En quelques heures, les images de la police japonaise montant dans l'avion privé de Carlos Ghosn, tout juste arrivé à l'aéroport de Haneda à Tôkyô, font le tour du monde. Ces images annoncent la chute de l'homme qui a dirigé pendant plus de quinze ans l'un des plus grands groupes automobiles mondiaux. Pour autant, on n'y voit pas Carlos Ghosn en personne. La vidéo montre en effet les inspecteurs montant dans l'avion et fermant les volets des hublots sans qu'on y aperçoive le principal suspect. La scène relève ainsi davantage de la suggestion, en faisant travailler l'imaginaire des téléspectateurs. Cette mise en scène fait naître quelques interrogations, dont on se servira comme point de départ de notre réflexion.

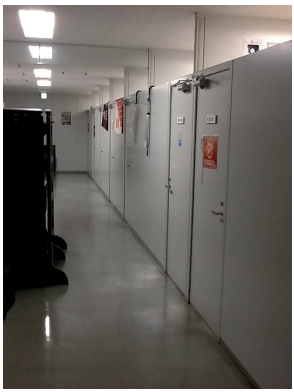


Photo montrant l'intérieur du club de presse d'un commissariat départemental. (Photo prise par l'auteur en septembre 2012.) // The inside of the press club of a departmental police station. (Photo taken by the author in September 2012.)

Une première interrogation concerne la manière dont les journalistes ont pu filmer cette scène. Les images ne viennent pas d'une chaîne de

télévision, mais de la presse écrite. Les journalistes qui ont divulgué ce scoop disposaient donc de l'information sur l'arrestation à venir suffisamment en avance pour être en mesure de connaître le lieu et l'heure d'arrivée de l'homme d'affaires, et de cette manière, de préparer les caméras qui ont immortalisé le moment. La thèse de la divulgation complètement volontaire dans un objectif de communication détournée de la part des enquêteurs en charge (*leak*) nous semble peu probable. Si tel était le cas, l'ensemble des médias auraient été mis au courant, et la nouvelle aurait sans doute été placée « sous embargo » (accord entre les journalistes et une source institutionnelle sur la date de publication d'une information). Le plus probable est que les reporters de l'*Asahi Shimbun* ont eu vent de l'arrestation avant leurs concurrents. Cette information les aura mis en position de négocier leur exclusivité, en échange de la non-divulgation du scoop avant que l'avion n'atterrisse à l'aéroport (ce qui aurait pu faire échouer l'arrestation).

Enfin, quelle est l'identité des reporters à l'origine de ce scoop ? Cette question restera sans réponse. En effet, que cela concerne le premier article à avoir été publié en ligne sur le site Internet du quotidien trois heures après l'arrivée de l'avion, puis sa version papier publiée dans l'édition du lendemain matin (le 20 novembre), ainsi que la plupart des articles factuels concernant l'affaire publiés par la suite, on ne sait jamais qui sont les journalistes à l'origine des articles qui restent anonymes.

L'arrestation de Ghosn et sa médiatisation « spectacle » par les journalistes sont l'occasion de présenter un certain nombre de traits caractéristiques du journalisme au Japon. Trois points seront détaillés en particulier.

UN CERTAIN RAPPORT AUX SOURCES : LES INVESTIGATIONS EN CLUBS DE PRESSE

Dans ce type d'affaires, le gros des investigations est mené par des journalistes accrédités à une institution en particulier, en l'occurrence, le parquet de Tôkyô. Leur travail consiste essentiellement à mener des investigations en interne de l'organisation, travail rendu possible par l'existence d'associations de journalistes appelées clubs de presse (*kisha kurabu*). Ces clubs sont tristement célèbres, car régulièrement critiqués pour leur caractère monopolistique et le frein qu'ils constituent à la liberté d'accès à l'information. En effet, seuls les reporters salariés d'une entreprise affiliée à l'Association des éditeurs de presse japonais (Nihon Shimbun Kyôkai) y ont accès, fermant ainsi la porte aux reporters de la presse magazine, aux free-lances, ou aux médias étrangers.

Si l'auteur de ces lignes partage cette critique, il remarque aussi qu'on parle moins souvent de ce que les journalistes font vraiment à l'intérieur d'un club. D'un point de vue sociologique, les clubs de presse jouent un rôle central dans le système médiatique japonais. Pour reprendre une notion du sociologue américain Herbert Gans (2004), ils remplissent une fonction « d'amplificateur d'opportunité », en mettant en relation de

manière quasi-permanente les journalistes et les sources institutionnelles. En dehors de leur dimension monopolistique, ce qui distingue ces clubs d'autres associations telles que le groupe couvrant la Maison Blanche ou la salle de presse de l'Élysée, c'est leur présence systématique sur l'ensemble du territoire (environs 800 clubs référencés).

日産ゴーン会長逮捕へ
朝日新聞
11月19日
号外
報酬過少に申告した疑い 東京地検特捜部
速報も詳報もデジタル版で
NISSAN

Cette page, appelée *gôgai* (édition spéciale), est distribuée gratuitement à la sortie des grandes gares japonaises lors d'une annonce considérée comme historique. Ici, le *gôgai* annonce l'arrestation de Carlos Ghosn. Il est distribué dans les rues de Tôkyô le soir du 19 novembre 2018. // This page, called *gôgai* (special edition), is given for free around the exit of the main train stations, when a piece of news is considered as really important. Here, the *gôgai* was distributed in the streets of Tokyo on the evening of 19 November 2018, announcing the arrest of Carlos Ghosn.

Dans ces clubs, la plupart des journaux et chaînes de télévision nationale disposent d'un espace de travail où sont présents 24 heures sur 24 un nombre plus ou moins élevé de reporters. Les journalistes accrédités sont soumis à une double logique. D'un côté, chaque entreprise se trouve sur un pied d'égalité du point de vue des annonces venant des institutions sources. Ces annonces vont constituer la majeure partie des informations publiées. De l'autre, un club est aussi une arène, où chaque média est en compétition avec les autres dans la course à l'exclusivité. Tout collègue devient ainsi un rival potentiel. L'objectif pour un reporter est d'établir une relation suffisamment solide avec une source, afin d'être le seul à disposer d'une information. En raison des très nombreuses interactions ayant lieu dans le huis clos du club de l'institution couverte, la compétition est intense, et les oreilles des uns et des autres toujours grandes ouvertes sur ce qui se passe dans l'espace de travail du voisin.

L'ORGANISATION DU TRAVAIL ET LA QUESTION DE L'IDENTITÉ DE L'AUTEUR D'UN ARTICLE

Pour les médias les plus importants, comme la NHK (Nippon Hôsô Kyôkai, en français Compagnie de diffusion du Japon, unique groupe audiovisuel public japonais) ou la presse nationale, une dizaine de reporters peut être affectée en permanence à un club central comme celui du parquet de Tôkyô. La division du travail y est particulièrement poussée, et les journalistes y opèrent de manière relativement autonome par rapport à leur rédaction. On y trouve d'abord des rubricards, chargés de faire le travail d'investigation à l'intérieur de l'institution source. Chacun s'occupe d'une section particulière telle que la Cour suprême,

le bureau du procureur, ou encore la section d'investigation spéciale (*tokubetsu sôsabu*) qui s'occupe de l'affaire Ghosn.

Le travail se fait en équipe. Chaque reporter est ainsi chargé de ramener des morceaux d'informations sous forme de mémos (*memo awase*). Le travail de recoupement de l'information se fait encore principalement en interne. Un journaliste est ensuite chargé de rédiger la première version de l'article. Cette version sera elle-même relue et complétée par le chef d'équipe, qui dirige les reporters du média. Ce dernier est généralement un vétéran aux réseaux suffisamment étendus pour avoir accès aux hautes sphères du parquet et vérifier les informations recueillies. Dans tous les cas, les éditeurs et la direction en chef de la rédaction seront aussi là pour décider de la manière dont la nouvelle sera publiée dans les pages et en ligne.

Japan Osaka Newspaper. (© 2011 /Emmet Anderson.)

Cette description rappelle le caractère fondamentalement collectif de cette activité professionnelle. Dans le cas japonais, la situation justifie que les articles soient très souvent anonymes dans les pages des journaux. L'autre raison de la forte présence de l'anonymat est la volonté des journalistes de brouiller au maximum les pistes menant à leurs sources en interne, afin de ne pas leur causer préjudice.

UNE CERTAINE CULTURE PROFESSIONNELLE : LE *SHAKAIBU* JOURNALISM

Un dernier élément doit être identifié. Comme l'indiquent les pages dans lesquelles les articles relatifs à cette affaire ont été majoritairement publiés, ce scoop est à attribuer aux reporters du service Société de la rédaction, le *shakaibu*. En effet, malgré le caractère politique et économique de l'affaire, les malversations financières restent généralement la chasse gardée des journalistes de ce service. À la télévision comme dans la presse écrite, le service Société est souvent la partie de la rédaction la mieux dotée en ressources humaines (plus de cent reporters pour les grands médias). Il est chargé de couvrir les faits divers et les affaires criminelles, mais aussi les questions d'éducation. C'est aussi le premier service à intervenir lorsque survient un cataclysme naturel.

Les journalistes qui y travaillent bénéficient d'une reconnaissance professionnelle forte qui tranche avec la position moins prestigieuse de ce segment dans les médias en France, où le journalisme politique et les nouvelles inter-

nationales sont bien plus considérées. Rappelons d'abord que la grande majorité des jeunes reporters japonais commencent leur carrière en couvrant les affaires policières en région. Preuve qu'il s'agit d'une voie royale dans les organisations, quatre des présidents des principaux quotidiens ainsi que celui de l'agence de presse Kyôdô (équivalent japonais de l'Agence France Presse) sont issus de ce service.

Pour se rendre compte de l'importance de cette spécialité journalistique au Japon, on peut également regarder le rattachement des différents journalistes ayant gagné le prix de la Nihon Shimbun Kyôkai (équivalent japonais du prix Pulitzer) ces vingt dernières années. Le résultat est sans appel. Sur les 92 prix décernés dans la section Édition (*henshû bumon*) entre 1997 et 2017, 52 ont été décernés à des reporters du *shakaibu*, contre 21 pour le service Photographie, et seulement 2 pour le service Politique, 4 pour le service Économie et 5 pour le service Nouvelles internationales. S'ils n'ont pas remporté le prix cette année lors de l'édition 2019 le 4 septembre dernier, il ne fait aucun doute que les reporters du service Société de l'*Asahi Shimbun* faisaient partie des favoris pour l'obtention de cette précieuse reconnaissance. Ce sont finalement leurs collègues du *shakaibu* du journal régional *Akita Sakigake Shinpô* qui ont décroché la palme cette année.

Le scoop de l'arrestation de Ghosn nous a permis d'identifier certaines pratiques emblématiques du journalisme au Japon. Cependant, il faut rappeler le contexte économique auquel fait face la grande presse traditionnelle, au Japon comme ailleurs. À l'ère de la digitalisation des contenus et des formats et du non-renouvellement du lectorat traditionnel, les ressources économiques disponibles diminuent. Or, les investigations de ce type nécessitent des moyens humains considérables. Les entreprises capables d'accréditer une équipe entière à la couverture permanente du club d'une institution sont de moins en moins nombreuses. Par ailleurs, la course au scoop, tout en restant une source de reconnaissance professionnelle considérable pour les journalistes, ne constitue plus le principal moyen de distinction d'un journal par rapport à ses concurrents. L'avenir est donc incertain pour ce qui a longtemps fait la force des grands médias d'information japonais.

BIBLIOGRAPHIE/ BIBLIOGRAPHY

Castellvi, César, « Quel avenir pour la presse japonaise ? Réflexions sur un modèle original et ses limites », *Japon Pluriel* 12, Arles, Philippe Picquier, 2019, p. 661-671.

—, « Le journaliste et son entreprise au Japon : étude sociologique du travail et des carrières dans un modèle professionnel en mutation », Thèse de doctorat en sociologie, EHESS, 2018, 540 p.

—, « Signer pour survivre ? La signature du journaliste au cœur des transformations de la presse japonaise », *Terrains & Travaux* 30, ENS Paris-Saclay, 2017, p. 55-77.

Freeman, Laurie Anne, *Closing the Shop : Information Cartels and Japan's Mass Media*, Princeton, Princeton University Press, 2000, 280 p.
Gans, Herbert, *Deciding what's news : A Study of CBS Evening News, NBC Nightly News, Newsweek, and Time*, Evanston, Northwestern University Press, 2004, 416 p.

WHAT THE MEDIA COVERAGE OF CARLOS GHOSN'S ARREST TELLS US ABOUT JOURNALISTIC PRACTICES IN JAPAN

César Castellvi
Post-doctroral associate at Inalco & junior research associate at CRJ
October 2019

It is 19 November 2018. In just a few hours, images of the Japanese police boarding Carlos Ghosn's private plane as it arrived at Haneda Airport in Tokyo have travelled around the world, announcing the fall of the man who had led one of the world's largest automotive groups for more than fifteen years. However, in the video, there is no Carlos Ghosn in sight. The images show the inspectors boarding the aircraft and closing the window flaps, without showing us the main suspect. The scene is more of a suggestion, making the viewers' imagination work. However, this staging of the arrest raises some questions that will be used as a starting point for this paper.

How were the journalists able to film this scene? The images do not come from a TV channel but from a national newspaper, the *Asahi Shimbun*. The journalists who broke the news got the information about the upcoming arrest sufficiently in advance to be able to know where and when the businessman landing was planned, and to set up the cameras that immortalized the moment. The theory of a voluntary disclosure for the purpose of misleading communication by the investigators in charge doesn't seem obvious. If this were the case, all the media outlets would have been informed, and the news would probably have been "embargoed" (agreement between journalists and a source on the date of publication of an information). Most likely, the reporters got wind of the arrest before their competitors. This information will have put them in a position to negotiate their exclusivity, in exchange for the agreement not to publish the news before the plane landed at the airport (which could have interfered with the arrest).

Who were the reporters behind this scoop? They remain anonymous to this day. Indeed, in both the first article published online by the newspaper's website three hours after the plane's landing and its print version published in the next morning's edition (20 November), as well as most of the factual articles about the case published afterwards, the absence of byline does not allow the reader to know the identity of the journalists behind the articles.

Ghosn's arrest and the "spectacular" coverage that ensued are an opportunity to highlight a number of key features of journalism in Japan. Three points will be discussed in particular.

THE RELATIONSHIP WITH INSTITUTIONAL SOURCES: JOURNALISTS' INVESTIGATIONS WITHIN PRESS CLUBS

In this type of affair, the main part of the investigations is conducted by journalists accredited to a particular institution, in this case, the Tokyo Public

Prosecutor's Office. Their work essentially consists of conducting investigations within the institution, a task made possible by the existence of journalists' associations called *press clubs* (*kisha kurabu*). These *clubs* are sadly infamous because of the regular criticisms against their monopolistic nature and the obstacle they represent to the access to information. Indeed, only staff reporters of a company affiliated to the Japanese Press Publishers Association (Nihon Shinbun Kyôkai) have access to a club. Thus, it closes the door to magazine press reporters, freelancers, as well as foreign media.

While the author of these lines shares this criticism, he also notes that the commentators often talk less about what reporters really do inside a club. From a sociological perspective, press clubs play a central role in the Japanese media system. By taking up a notion of the American sociologist Herbert Gans, they fulfil the function of "amplifying opportunity", by connecting journalists and institutional sources in an almost permanent way. Apart from their monopolistic dimension, what distinguishes these clubs from other press associations such as the group covering the White House or the French presidential residence is their systematic presence throughout the country (around 800 clubs are clearly identified).

Most national newspapers and television channels are operating in their own workspace inside the club. Depending on the size of the media company, a greater or lesser number of reporters are present, 24 hours a day. Accredited journalists are driven by a double logic. On one hand, each company is on an even playing field in terms of announcements from source institutions. These announcements will constitute the bulk of the information published. On the other hand, a club is also an arena where each media competes with the others in the race for exclusivity. Any colleague thus becomes a potential rival. The aim for a reporter is to build a relationship with a source strong enough to be the only to get a particular information. Due to the very high number of interactions taking place inside the closed space of a club, the competition is tough, and everyone's ears are always wide open about what is happening on the other side of the workspace.

THE DIVISION OF LABOR AND THE ISSUE OF ARTICLE AUTHORSHIP

For the biggest media outlets such as the NHK or the national newspapers, about ten reporters can be permanently assigned to a major club such as the Tokyo Public Prosecutor's Office. The division of labor is particularly advanced, and journalists operate relatively independently from their central newsroom. First, some reporters are responsible for doing the investigative work within the source institution. Each one deals with a particular section such as the Supreme Court, the prosecutor's office, or the special investigation section (*tokubetsu sôsabu*), the section which deals with the Ghosn case.

The reporting work is done collectively as a team. Each reporter is in charge of bringing back pieces of information in the form of memos (*memo awase*). The fact cross-checking task is also done internally. Another staff reporter is

then assigned to write the first version of the article. This version will itself be reviewed and completed by the team leader. He generally is a veteran staff writer, with a source network large enough to access the highest levels within the prosecution service and verify the information collected. In any case, the editors at the newsroom will also be there to decide how the news will be published, both on the newspaper pages and online.

This description recalls the collective nature of the journalistic activity. In the Japanese case, the circumstances justify the absence of reporters' byline in the newspaper pages. The other reason for the strong presence of anonymity is the will of reporters to cover up as much as possible the tracks leading to their sources in order not to cause them any harm.

THE *SHAKAIBU* JOURNALISM AS A PROFESSIONAL CULTURE

A final feature must be specified. As illustrated by the pages in which the articles about the Ghosn affair are mainly published, this breaking news is the work of the reporters of the City news department, the *shakaibu*. Indeed, despite the political and economic nature of the affair, financial abuses generally remain the monopoly of the City news journalists. In both television and print media, the *shakaibu* is often the most human-resourced part of the editorial staff (more than 100 reporters for the major media companies). It is in charge of covering criminal cases and accidents, as well as educational issues. It is also the first department to react when a natural disaster happens.

The journalists of this department receive a strong professional recognition, which contrasts with the less prestigious position of this segment in French media, where political journalism and international news are regarded much more highly. First of all, the large majority of young Japanese reporters start their careers by covering police matters in regions. As a proof that criminal affair reporting is one of the royal career courses, the CEO of the four main daily newspapers companies as well as the president of the news agency Kyôdô (Japanese equivalent of the Agence France-Presse, a French international news agency) are former reporters from the shakaibu.

Another way to notice the importance of this journalistic specialty in Japan may be to look at the profile of the reporters who have won the prize of the Nihon Shinbun Kyôkai (Japanese equivalent of the Pulitzer Prize) over the past twenty years. The result is irrevocable. Among the 92 prizes awarded in the reporting section (*henshû bumon*) between 1997 and 2017, 52 were awarded to *shakaibu* reporters, compared to 21 for the photography department and only 2 for the political news department, 4 for the economics news department and 5 for the international news department. At the next award ceremony in October, the bets will of course remain open, but there is no doubt that the team of reporters from the *Asahi Shimbun shakaibu* who released the Carlos Ghosn arrest scoop will be among the strongest candidate for this precious prize.

L'URBANISATION DE HANOÏ : AUTORITARISME, COMPROMIS ET RÉSISTANCES

Yves Duchère
ATER à l'Inalco et chercheur associé au CESSMA
Novembre 2019

Au Vietnam, l'État et le parti sont intimement liés, et le second continue de guider le premier en maintenant son emprise sur lui et sur la société. Les réformes de la fin des années 1980 (*Đổi Mới*, renouveau), si elles correspondent à la fin d'une idéologie de lutte des classes et de dictature du prolétariat, restent essentiellement tournées vers des impératifs économiques.

Aujourd'hui, le pays intègre progressivement les réseaux de la mondialisation et poursuit sa transition urbaine, notamment depuis la libéralisation de son marché foncier dans les années 1990.

Le taux de croissance urbaine (3 %) et la part d'urbains (36 % en 2019) attestent de la progression de cette transition qui s'accompagne de puissantes dynamiques métropolitaines, notamment à Hồ Chí Minh ville (capitale économique), Hanoï (capitale politique) et Đà Nẵng (métropole émergente du centre du Vietnam). Dans ce contexte, la ville, qui abritait autrefois la « bourgeoisie comprador » (qui tire ses richesses de ses relations économiques avec des pouvoirs impérialistes à l'étranger) devient le moteur de l'économie, et la nouvelle idéologie urbaine vient appuyer le rôle paternaliste du parti communiste.

Le partage des fruits de la croissance et l'accès à la ressource foncière cristallisent de nombreuses tensions, tout en dévoilant les représentations et les stratégies d'acteurs déployées par ces derniers pour se maintenir dans la course. Mais en filigrane, au-delà des revendications foncières, c'est la question du partage du pouvoir et de l'omnipotence du parti communiste qui est soulevée par les populations, de manière indirecte et détournée.

LA CIVILISATION URBAINE COMME PROJET HÉGÉMONIQUE

Les modalités de la fabrique urbaine ou de l'industrialisation laissent voir une économie politique particulière. En effet, les autorités travaillent de concert avec les forces du marché tout en conservant leur contrôle quasi-total de la production urbaine en accord avec la tradition politique léniniste du centralisme démocratique qui confère à l'échelon central toute latitude en matière de décisions politiques.

Face aux enjeux sociaux, économiques et environnementaux du développement urbain, l'État-Parti a entrepris à partir des années 1990-2000 un processus de décentralisation visant à redonner davantage de marge de manœuvre aux collectivités locales, provinces en tête. Dans les faits, ces réformes s'apparentent davantage à une déconcentration du pouvoir puisque les budgets de

fonctionnement des provinces, dont une partie est reversée aux districts, puis aux communes, sont pour une large partie distribués directement par l'État.

La prise de décision politique et la marge de manœuvre dont bénéficient les collectivités locales est conditionnée par les connexions de ces dernières avec le pouvoir central et par leur capacité à moduler les décisions émanant des niveaux supérieurs. C'est donc un système ambivalent basé sur un mélange de compromis, de volontarisme idéologique, de tâtonnement et d'adaptation aux exigences locales qui se met en place. L'enjeu qui semble se profiler a finalement davantage trait à la question du contrôle des richesses créées par le développement économique.

La modernisation métropolitaine de Hanoï est un projet d'État défendu par les tenants d'une métropole de rang international dont les discours vantent les mérites d'une ville moderne et connectée au monde. Les appareils idéologiques de l'État diffusent normes et principes, et participent ainsi à forger le « sens commun » soit par la coercition, soit par la persuasion. Le concept de « civilisation urbaine » (*văn minh đô thị*, dérivé du chinois *wenming* (文明), civilisation, culture), qui remplace progressivement celui d'« homme nouveau » (l'homme nouveau, *con người xã hội chủ nghĩa*, est un concept d'importation sino-soviétique désignant l'élite productiviste et politique du pays pendant la période d'émulation à partir de 1948. La figure de cet homme vertueux émergeant sur les décombres du féodalisme a participé à la reconstruction du Vietnam contemporain et à la diffusion de l'idéologie), se déploie comme un nouveau cap que donne par exemple à voir le slogan : « une ville verte, civilisée, moderne et culturelle » et qui illustre le processus de légitimation du pouvoir central. Pour le régime, il existe donc des espaces civilisés et des espaces à civiliser. La « civilisation urbaine » se définit alors en négatif de l'espace supposément « précivilisé ». Finalement, les espaces périphériques des villes non encore assujettis au gouvernement de la « civilisation urbaine » sont marqués par un mode de gouvernance largement permissif (Duchère, 2019a, p. 181) qui dénote la faiblesse de l'État au-delà des limites et frontières de l'espace considéré comme « civilisé ». Même si certaines zones rurales sont qualifiées de « civilisées » (« *nông thôn văn minh* ») par les autorités, elles le sont surtout après avoir atteint un certain nombre de critères de modernité dans le cadre du très autoritaire programme *nông thôn mới* (« campagnes nouvelles »). Rappelons aussi que cette certification étatique, ou labélisation, concerne aussi bien le village et la commune civilisés que la « famille culturelle » (« *gia đình văn hóa* »).

COMPROMIS, ARRANGEMENTS ET COMPROMISSIONS À TOUTES LES ÉCHELLES

L'urbanisation autoritaire du régime de Hanoï ne fait pas pour autant l'unanimité, et nombreux sont les rapports de force à l'œuvre qui dénotent la manière dont chaque acteur tente de négocier sa place dans le processus de métropolisation.

La fabrique urbaine au Vietnam recouvre un caractère ambivalent laissant apparaître des mécanismes de concertation couplés à des formes d'autoritarisme elles-mêmes modulées en fonction des territoires et de leurs enjeux. Le centre politique maintient son emprise sur les périphéries, notamment en liant les différents acteurs les uns aux autres autour d'intérêts politiques et économiques. À l'instar de ce qu'on observe à l'échelle de la société vietnamienne, l'administration fonctionne davantage sur le régime de la concertation/persuasion que de la contrainte. Les acteurs de la machine politico-administrative sont liés les uns aux autres par des intérêts sectoriels ou régionaux qui donnent à voir une administration politique et territoriale marquée par l'entrisme, le corporatisme et surtout par la mainmise du centre sur toutes ses périphéries.

Les relations entre les différents niveaux de l'administration sont caractérisées par un système de contraintes/incitations particulièrement souple et arrimé à des logiques de compromis se manifestant, entre autres, par des arrangements entre acteurs. Ce système place systématiquement l'échelon de la commune, du district et de la province dans une situation de dépendance face aux orientations voulues par les autorités centrales mais, dans le même temps, il est admis et toléré que les communes et districts sollicitent eux-mêmes des « incitations » auprès de la population ou des entreprises de construction-promotion. De la même manière, ces collectivités locales, n'ayant pas les moyens de leurs ambitions urbaines, négocient aussi avec les investisseurs privés la réalisation d'aménagement en échange de facilités fiscales ou de terres (« socialisme fiscal »).

Si ces mécanismes de concertation peuvent un temps suffire à satisfaire l'appétit des acteurs de l'appareil politico-administratif, le mécontentement populaire ne cesse de s'intensifier, au point que selon une source officielle, 70 % des plaintes et autres recours administratifs déposés auprès des différentes institutions publiques étaient, en 2012, relatifs aux questions foncières.

« Terres libérées » (expropriées) pour lesquelles aucune indemnité n'a pour le moment été versée aux anciens utilisateurs. (© 2013 / Yves Duchère.) // "Liberated lands" (expropriated) for which no compensation has yet been paid to former users. (© Yves Duchère, 2013.)

Ces dernières années, la métropolisation de la ville de Hanoï s'est accompagnée d'une extension de l'espace urbain qui a le plus souvent fait fi de l'existant et s'est assortie de conflits fonciers, conséquence du déploiement autoritaire de la modernité urbaine mais aussi du système de double prix de la terre (prix d'« expropriation » inférieur au prix du marché). Dans ce contexte,

face à l'agitation sociale, les autorités travaillent à leur maintien au niveau local et particulièrement au niveau infra-communal. Pour ce faire, l'État et ses agences tentent de participer plus activement à la vie locale, qu'elle soit festive ou associative. De nombreuses organisations villageoises, en apparence indépendantes du Front de la Patrie (organisation liée au PCV et regroupant les « associations de masses ») sont en fait placées sous la tutelle d'un ministère dont elles reçoivent une large part de leur financement.

Enfin, les entreprises de promotion-construction, les pouvoirs publics et les habitants participent conjointement à la fabrique urbaine et dans certains cas, les acteurs peuvent être tout à la fois habitant, administrateur et investisseur, ce qui de fait entraîne d'évidentes collusions et arrangements.

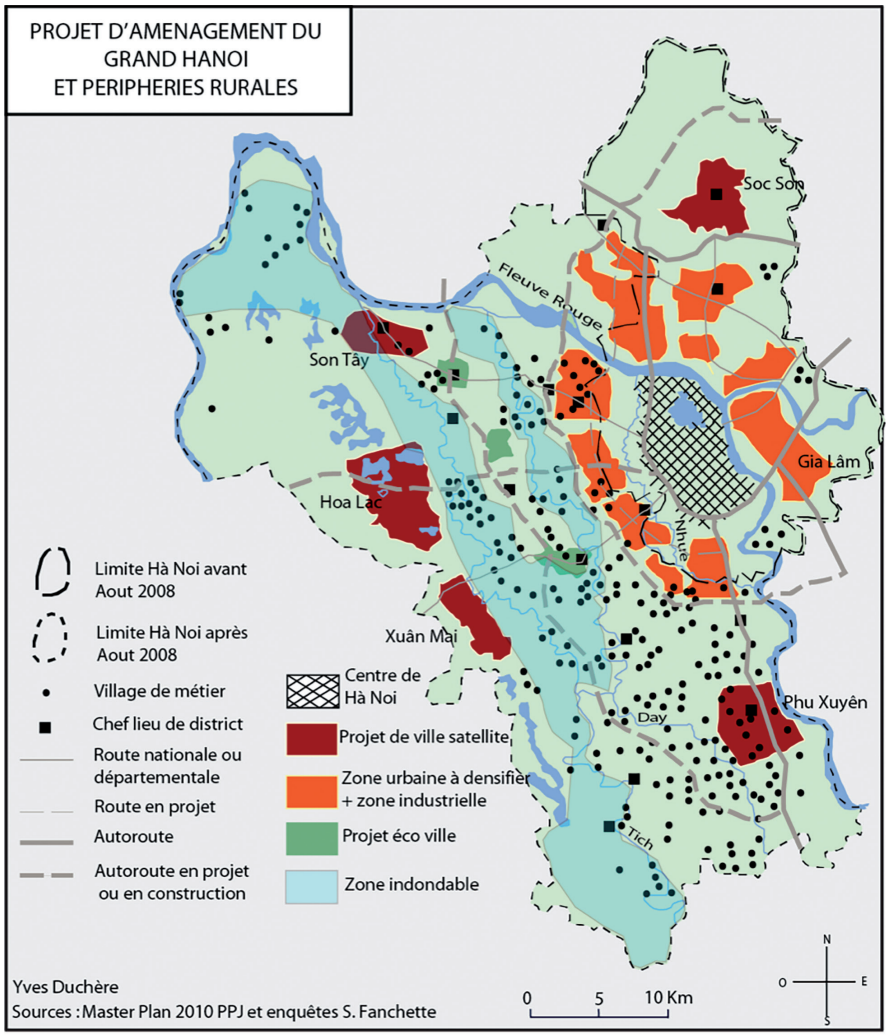
« Femmes au combat contre les ennemis du peuple. Tirons les enseignements de l'affaire Doan Van Vuon et anéantissons les voleurs de terres ! ». (© 2013 / Yves Duchère.) // "Women in combat against the enemies of the people. Let's learn from the Doan Van Vuon affair and destroy the land thieves!". (© translation: Yves Duchère, 2013.)

RÉSISTANCES ET CONTESTATIONS

La terre est devenue un levier d'enrichissement notoire qui permet à une petite classe moyenne émergente d'accumuler du capital en profitant de ses relations avec le pouvoir. Les indemnités versées aux paysans expropriés, que ce soit pour des projets d'intérêt public ou des projets privés, sont très basses. Le rapport entre le prix d'indemnisation et le prix de (re)-vente sur le marché libre peut varier de 1 à 100, ce qui de fait génère un profond sentiment d'injustice. Par ailleurs, l'évaluation du prix des terres agricoles se fait en fonction de la valeur de la production annuelle et non pas de la localisation.

Dans ce contexte, le projet de civilisation urbaine des autorités ne fait pas l'unanimité, et de nombreuses localités – surtout périurbaines – sont en proie à d'importantes tensions sociales. Les formes de résistances vont alors de la menace anonyme, grignotage de terre, dissimulation (résistance matérielle) à la production artistique affirmant de manière déguisée la dignité et/ou exprimant la colère (résistance statutaire) en passant par le développement d'une sous-culture dissidente (résistance idéologique). Les sujets qui résistent, voire qui se révoltent, se situent « au-dedans de l'idéologie dominante » (J. Scott, 2008) telle qu'ils la conçoivent puisque leurs objectifs s'inscrivent dans le système de valeurs des dominants (le marxisme-léninisme, même conjugué à l'économie de marché). La dissimulation, la ruse, l'art de se faufiler entre les articles de loi (*lách luật*), la mobilisation des réseaux ou encore le passage en force (*phá rào*), sont les possibilités qui s'offrent aux habitants et qui consti-

tuent autant de résistances matérielles. Les individus prenant part à des formes d'urbanisation informelles et illégales sur des terres rizicoles ou sur des terres normalement réservées au maraîchage n'hésitent par exemple pas à rappeler que ces terres ont été gagnées par la lutte.



Projet d'aménagement du Grand Hanoï. // Greater Hanoi and rural outskirts development project.

Lorsque tous les recours ont été usités, et qu'aucune solution n'a été trouvée, l'expression du sentiment d'injustice devient publique et peut prendre la forme de manifestations plus ou moins violentes. Cette expression populaire de la dignité ne peut pas être simplement considérée comme déterminé économiquement et advient lorsque le tabou doit être brisé. Les manifestations

de colère qui se multiplient posent également la question de la légitimité des structures d'encadrement et de la confiance que la population leur accorde.

BIBLIOGRAPHIE/BIBLIOGRAPHY

Duchère, Yves, *Hanoï et sa région. Une géographie du compromis*, Paris, Les Indes Savantes, 2019a, 238 p.
—, « Urbanization and land disputes in Vietnam : compromises and protest », *The Russian Journal of Vietnamese Studies* 3 (1), 2019, p. 20-34.
—, « Les enjeux politiques de la gestion des villages de métier des clusters du delta du fleuve Rouge », *Les Cahiers d'Outre Mer* 269, 2015, p. 9-32
Scott, James C., *La domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*, Paris, Éditions Amsterdam, 2008, 269 p.

HANOI'S URBANIZATION: AUTHORITARIANISM, COMPROMISE AND RESISTANCE

Yves Duchère
Adjunct lecturer at Inalco & research associate at CESSMA
November 2019

In Vietnam, the State and the party are intimately linked and the latter continues to guide the former by maintaining its hold on it and on society. The reforms of the late 1980s (*Đổi Mới*, renewal), while they marked the abandonment of class struggle and the dictatorship of the proletariat, nevertheless remained essentially oriented towards economic imperatives. The country is gradually integrating the networks of globalization and is continuing its urban transition, particularly since the liberalization of its land market in the 1990s.

The urban growth rate in Vietnam (3%) and the share of urban dwellers (36% in 2019) attest to the progress of urban transition, which is accompanied by powerful metropolitan dynamics, particularly at Hồ Chí Minh city (economic capital), Hanoi (political capital) and Đà Nẵng (emerging metropolis in central Vietnam). In this context, the city, one home to the "comprador bourgeoisie" (which derives its wealth from its economic relations with imperialist powers abroad) is becoming the engine of the economy, and the new urban ideology supports the paternalistic role of the communist party. The sharing of the fruits of growth and access to land resources crystallize many tensions while revealing the representations and strategies of actors deployed by them to stay in the race. But behind the scenes, beyond land claims, it is the question of power sharing and the omnipotence of the Communist Party of Vietnam (CPVN) that is indirectly and indirectly raised by the populations.

"URBAN CIVILIZATION" AS A HEGEMONIC PROJECT

The modalities of urban manufacturing or industrialization suggest a particular political economy. Indeed, the authorities work in concert with market forces while maintaining almost total control over urban production in accordance with the Leninist political tradition of democratic centralism, which gives the central level full latitude in political decision-making.

Faced with the social, economic and environmental challenges of urban development, the State Party undertook a decentralization process from the 1990s onwards, aimed at giving local authorities, led by the provinces, more room for manoeuvre. In practice, these reforms are more akin to a devolution of power since the provinces' operating budgets, part of which are paid to the districts and then to the communes, are largely distributed directly by the State.

Political decision-making and the room for manoeuvre enjoyed by local authorities are conditioned by their connections with the central government

and by their ability to modulate decisions from higher levels. It is therefore an ambivalent system based on a mixture of compromise, ideological voluntarism, trial and error and adaptation to local requirements that is being put in place. The issue that seems to be emerging is finally more related to the question of controlling the wealth created by economic development.

The metropolitan modernization of Hanoi is a State project defended by the supporters of an international metropolis whose speeches praise the merits of a modern city connected to the world. The ideological apparatuses of the State disseminate norms and principles, and thus contribute to forging "common sense" (such as making people believe that a civilized society is an urban society) either through coercion or persuasion. The concept of "urban civilization" (*văn minh đô thị*), derived from the Chinese *wenming* (文明)), which is gradually replacing that of "new man", is unfolding as a new direction that can be seen, for example, in the slogan: "a green, civilized, modern and cultural city" and which illustrates the process of legitimizing the central power... For the regime, there are therefore civilized spaces and spaces to civilize." Urban civilization" is then defined as a negative of the rural space supposedly inhabited by "precivilized" people. This concept is therefore also part of a logic of socio-spatial distinction establishing a clear – but not definitive – separation between rural and urban areas, plains and mountains inhabited by so-called "minority" ethnic groups or quite simply between the *nhà quê* (pejoratively, the rural) and the urban population. Finally, the peripheral areas of cities not yet subject to the government of "urban civilization" are marked by a largely permissive mode of governance (Duchère, 2019a, p. 181) which denotes the weakness of the State beyond the limits and borders of the "civilized urban space". Even if some rural areas are qualified as "civilized" ("*nông thôn văn minh*") by the authorities, they are so especially after having reached a certain number of modernity criteria within the framework of the very authoritarian *nông thôn mới* programme ("new countryside"). Let us also remember that this state certification, or labeling, concerns both civilized villages and towns as well as the "cultural family" (*gia đình văn hóa*).

COMPROMISES, ARRANGEMENTS AND COMPROMISES AT ALL SCALES

However, the authoritarian urbanization of the Hanoi regime is not unanimously accepted and many of the power relations at work reflect the way in which each actor tries to negotiate its place in the metropolization process.

The urban fabric in Vietnam is ambivalent, revealing consultation mechanisms coupled with forms of authoritarianism that are themselves modulated according to the territories and their challenges. The political center maintains its hold on the peripheries, in particular by linking the various actors to each other around political and economic interests. As is the case in Vietnamese society, the administration operates more on the basis of consultation/persuasion than coercion. The actors of the political-administrative machine are linked to each other by sectoral or regional interests that show a political and

territorial administration marked by entrism, corporatism and above all by the control of the center on all its peripheries.

The relations between the different levels of the administration are characterized by a system of constraints/incentives that systematically places the commune, district and provincial levels in a situation of dependence on the orientations desired by the central authorities. Nevertheless, it is accepted and tolerated that municipalities and districts themselves solicit "incentives" from the population or construction-promotion companies. Similarly, these local authorities, not having the means to achieve their urban ambitions, also negotiate with private investors to carry out development in exchange for tax facilities or land ("fiscal socialism").

While these consultation mechanisms may last long enough to satisfy the appetite of the actors of the political-administrative system, popular discontent is steadily increasing to the point that, according to an official source, 70% of complaints and other administrative appeals filed with the various public institutions in 2012 related to land issues.

In recent years, the metropolization of the city of Hanoi has been accompanied by an extension of urban space that has most often ignored the existing situation and has been accompanied by land conflicts, as a result of the authoritarian deployment of urban modernity but also of the system of double land prices ("expropriation" prices lower than the market price). In this context, in the face of social unrest, the authorities are working to maintain them at the local level and particularly at the infra-communal level. To this end, the State and its agencies are trying to participate more actively in local life, whether festive or associative. Many village organizations, apparently independent of the Fatherland Front (an organization linked to the CPVN and bringing together the "mass associations"), are in fact placed under the supervision of a ministry from which they receive a large part of their funding.

Finally, development and construction companies, public authorities and residents participate jointly in the urban fabric and in some cases, the actors can be at the same time residents, administrators and investors, which in turn leads to obvious collusion and arrangements.

RESISTANCE AND DISPUTES

The land has become a notorious lever of enrichment that allows a small emerging middle class to accumulate capital by taking advantage of its relationships with power. The compensation paid to expropriated farmers, whether for projects of public interest or private projects, is very low. The ratio between the compensation price and the (re) sale price on the free market can be from 1 to 100… which in fact generates a deep sense of injustice. In addition, the valuation of agricultural land prices is based on the value of annual production and not on location.

In this context, the authorities' urban civilization project is not unanimously accepted and many localities – especially peri-urban ones – are plagued by

significant social tensions. The forms of resistance then range from anonymous threat, nibbling on land, concealment (material resistance) to artistic production disguised as dignity and/or expressing anger (statutory resistance) and the development of a dissident subculture (ideological resistance). The subjects who resist, even revolt, are "within the dominant ideology" as they conceive it, since their objectives are part of the dominant value system (Marxism Leninism, even combined with the market economy).

Concealment, cunning, the art of sneaking between the articles of law (*lách luật*), the mobilization of networks or even the use of force (*phá rào*), are the possibilities open to the inhabitants and constitute as many material resistances. Individuals involved in informal and illegal forms of urbanization on rice land or on land normally reserved for market gardening, for example, do not hesitate to recall that these lands have been won by the struggle.

When all remedies have been used, and no solution has been found, the expression of the feeling of injustice becomes public and can take the form of more or less violent demonstrations. This popular expression of dignity cannot simply be considered as economically determined and comes when the taboo has to be broken. The increasing expressions of anger also raise questions about the legitimacy of management structures and the trust that the population places in them.

CONTRÔLE SOCIAL EN CHINE CONTEMPORAINE

Thomas Boutonnet
Maître de conférences en Études chinoises à l'univ. de Strasbourg
et membre du GEO
Février 2020

En mai 2013, l'acte de vandalisme du jeune Ding Jihao, 14 ans, à Luxor (Égypte) est l'occasion pour les médias chinois de raviver un débat, récurrent ces trente dernières années, sur le supposé bas degré de « civilisation » (*wenming* 文明) de la population chinoise en général, et des touristes chinois en particulier. Et, bien que cet incident éclaire davantage sur les manières d'être et d'agir de l'homo touristicus, toute considération nationale mise à part, la conclusion est vite tirée par les médias et les acteurs politiques chinois : eu égard aux fréquents incidents ayant impliqué, en Chine comme à l'international, des touristes chinois dans des comportements considérés comme « non civilisés » (*bu wenming* 不文明) et ternissant l'image de la Chine, il paraît nécessaire d'améliorer la « civilisation spirituelle » (*jingshen wenming* 精神文明) de la population chinoise.

Mais qu'entend-on alors par « civilisation spirituelle » ? Qu'est-ce que le terme *wenming* 文明 signifie-t-il réellement ? Et, d'une manière plus générale, comment ces concepts sont-ils devenus en Chine contemporaine des instruments de contrôle social ?

Le terme *wenming* 文明, présent en chinois classique pour exprimer le caractère « avisé » ou « talentueux » d'une personne, est utilisé à partir des années 1860, par emprunt au japonais, pour traduire le concept occidental de « civilisation » qui, dans le lexique politique de l'époque, exprimait tout autant ce qui caractérisait la vie culturelle et matérielle d'une société humaine que l'action même de « civiliser », c'est-à-dire de conformer une population à des mœurs et une culture considérée comme supérieurs. Synonyme de modernité, le concept de « civilisation » s'opposait alors à la barbarie et permettait par ailleurs de justifier opportunément l'entreprise coloniale et « civilisatrice » européenne.

Si l'on retrouve le terme *wenming* 文明 à l'œuvre en Chine dans les différents projets politiques de transformation de l'individu et de construction du citoyen à la fin du XIXe siècle et tout au long du XXe siècle, ce n'est qu'au début des années 1980 que ce terme prend une dimension centrale, avec l'introduction par Deng Xiaoping du double concept de « civilisation spirituelle » (*jingshen wenming* 精神文明) et de « civilisation matérielle » (*wuzhi wenming* 物质文明). Apparu pour la première fois en 1978 lors du troisième Plénum du onzième Comité central (qui marque le lancement des réformes économiques de Deng Xiaoping), ce couple de *wenming* 文明 poursuit l'objectif d'orienter le pays vers une économie de marché (l'établissement d'une « civilisation matérielle »), un tournant radical avec le système d'alors qu'il s'agira de tempérer et

d'accompagner par le maintien, chez l'individu, d'une pensée politique, d'un état d'esprit et d'un comportement idéologiquement corrects et moralement irréprochables (ce qui suppose d'engager la population chinoise dans un processus de « civilisation spirituelle »). Ainsi, si la « civilisation matérielle » signifie essentiellement le développement de la production et de la consommation de marchandises à même d'élever la population chinoise au stade de la modernité matérielle, « la civilisation spirituelle », elle, représente la modernisation morale et culturelle du citoyen chinois, l'inculcation d'une « moralité socialiste moderne assez solide pour affronter les nouveaux défis de l'économie socialiste de marché[1] ».

Car le développement de la « civilisation matérielle », c'est-à-dire la transition de l'économie chinoise vers une économie de marché, quand bien même socialiste (le modèle économique chinois sera par la suite rapidement qualifié d'« économie socialiste de marché »), entraîne des conséquences sociales brutales, parmi lesquelles la disparition progressive du rôle providentiel de l'État, mais également la mise au chômage d'une partie de classe ouvrière et l'accroissement de l'exode rural, autant de populations précarisées qu'il faut encadrer et discipliner. Ce sont donc ces déséquilibres que le processus de « civilisation spirituelle » de la population chinoise est censé réguler, en établissant notamment un cadre moral vertueux doublé d'un discours moralisateur dont l'objectif est de contrôler (essentiellement) les classes paupérisées en réclamant d'elles un comportement exemplaire et respectueux de l'ordre établi et une implication sans faille dans le projet de développement économique de la Chine.

« Chartes de civilization des citoyens de la capitale ». (© 2009 / T. Boutonnet, Pékin.) // "Charter of Civilisation of the Citizen of the Capital". (© 2009 / T. Boutonnet, Beijing.)

Ainsi, dans les grandes villes chinoises à partir du milieu des années 1990, et alors que les autorités chinoises se retrouvent contraintes d'encadrer un nombre croissant d'individus défavorisés par les réformes (notamment les populations rurales migrantes en ville et dont la force de travail a ensuite considérablement nourri le « miracle économique » chinois) ou désœuvrés (les millions d'ouvriers mis au chômage par la restructuration des entreprises publiques), sont mises en place les premières « Chartes de civilisation » (*wenming gongyue* 文明公约), dont les préceptes s'imposent en priorité aux nom-

1 Nicholas Dynon, "'Four Civilizations' and the Evolution of Post-Mao Chinese Socialist Ideology", *The China Journal* 60, July 2008, p. 84.

breux migrants et autres populations indigentes venues faire fonctionner la croissance chinoise dans les chantiers immobiliers des grandes métropoles.

Le texte énonce les préceptes suivants :

> « 1. [Le citoyen "civilisé"] aime ardemment la patrie, aime ardemment Pékin, promeut l'harmonie de la nation et préserve sa stabilité. 2. [Le citoyen "civilisé"] aime ardemment le travail, aime son poste et respecte sa profession, est honnête, loyal et fait montre d'abnégation et de frugalité. 3. [Le citoyen "civilisé"] respecte la loi et se conforme à la discipline, préserve l'ordre public, se dévoue courageusement pour de justes causes et fait preuve de droiture et d'intégrité. 4. [Le citoyen "civilisé"] embellit la cité, se soucie de l'hygiène, promeut les espaces verts de la capitale et protège l'environnement. 5. [Le citoyen "civilisé"] se soucie de la collectivité, respecte le bien public, se dévoue à l'intérêt public et protège le patrimoine culturel. 6. [Le citoyen "civilisé"] prône la science, respecte les enseignants, se perfectionne sans ménager ses efforts et élève sa qualité. 7. [Le citoyen "civilisé"] respecte les personnes âgées et aime les enfants, aime le peuple et supporte l'armée, respecte les femmes et aide le pauvre et le faible. 8. [Le citoyen "civilisé"] se débarrasse des vieilles habitudes, a une vie saine, adhère au planning familial et maintient sa forme physique. 9. [Le citoyen "civilisé"] a des manières civilisées, accueille les hôtes avec politesse, est généreux et magnanime et prend plaisir à aider les autres. »

Ces chartes, affichées en pleine rue et dans la majorité des lieux publics, dispensent d'une ville à l'autre des règles de conduite similaires et normatives ; et si certains points relèvent des règles de vie en collectivité (protection de l'environnement, respect du bien public), d'autres constituent une véritable incursion dans les dispositions morales et intellectuelles des individus (aimer le travail, aimer ardemment la patrie, élever sa « qualité ») : plus qu'une définition des bonnes manières du citoyen modèle, ces chartes déclinent un ensemble de valeurs, un cadre moral auquel les individus sont censés se conformer afin de favoriser l'édification d'une « civilisation matérielle ».

Certes, l'écart est souvent considérable entre le discours et son effet performatif (effet que cette contribution n'a d'ailleurs pas pour objectif d'étudier), mais, au travers de cette charte, on comprend que *wenming* 文明 en Chine contemporaine sert un projet d'éducation civique et morale du citoyen. Ce terme est par ailleurs régulièrement mobilisé pour stigmatiser ou, au contraire, promouvoir des comportements, des attitudes ou des positions que le pouvoir chinois considère comme corrects et convenables dans le contexte social. En ce sens, *wenming* 文明 désigne tout autant un ensemble de valeurs morales (politesse, civilité, éducation, bonnes manières, hygiène) que le processus de normalisation et de mise en conformité des mœurs, des pratiques et des valeurs morales de l'individu à l'aune de celles des classes supérieures et de l'élite urbaine (le « processus de civilisation » que décrit Norbert Elias)[2].

2 Norbert Elias, *La Civilisation des mœurs*, Paris, Calman-Lévy, 1991, p. 69.

« Les valeurs centrales du socialisme. » (*shehuizhuyi hexin jiazhiguan* 社会主义核心价值观). (© 2016 / T. Boutonnet ; Shanghai.) // "Core socialist values" (*shehuizhuyi hexin jiazhiguan* 社会主义核心价值观), i.e.: prosperity, democracy, wenming, harmony, freedom, equality, justice, rule of law, patriotism, dedication, integrity and friendship". (© 2016 / T. Boutonnet; Shanghai.)

Ce concept de « civilisation spirituelle » s'est ainsi vu décliné dans un grand nombre de campagnes de mobilisation de masse ou d'éducation civique (la lutte contre la « pollution spirituelle » de 1983, les « huit honneurs et des huit hontes » de 2006 ou la campagne de préparation aux Jeux olympiques de 2008, pour n'en citer que quelques-unes) et, comme l'indique Léo Kloeckner, ces « campagnes de construction de la civilisation spirituelle sont l'occasion de produire des discours très injonctifs et d'opérer une mobilisation de la population sur le registre de l'amélioration de soi. Les campagnes de civilisation spirituelle sont ainsi devenues, avec le programme de la ville civilisée de la nation, de véritables leviers de contrôle social et de transformation des comportements » (Kloeckner, 2012). Et, de fait, depuis les années 2000, *wenming* 文明 est également devenu un des concepts centraux de l'action publique (comme en témoigne, par exemple, le concours des « Villes civilisées » initié en 2005) et de la politique intérieure chinoise, et fait d'ailleurs officiellement partie des douze « valeurs centrales du socialisme », lancées en 2007 en opposition à ce que le Parti communiste chinois appelle les « valeurs occidentales ».

Les valeurs sont : « puissance et richesse, démocratie, civilisation, harmonie » (c'est-à-dire, ce que devrait être une société idéale) ; « liberté, égalité, justice, état de droit » (c'est-à-dire, ce que devrait offrir une société idéale) ; « patriotisme, dévouement, honnêteté, gentillesse » (c'est-à-dire, ce que devrait offrir le citoyen idéal).

L'omniprésence de *wenming* 文明 dans le discours idéologique contemporain, tout comme son emploi à des fins de contrôle social et comme outil de normalisation (quand bien même son efficacité ne serait pas avérée), dès lors interroge sur le projet de société fantasmé par les autorités chinoises, à une époque où les dispositifs technologiques (la République populaire de Chine s'illustre depuis plusieurs années par le développement du crédit social et l'utilisation massive de la surveillance biométrique) sont devenus, eux, très efficaces pour garantir la mise en conformité de tout un chacun avec tout type d'injonction. Entre d'autres termes, et en guise de conclusion : s'il s'agit de modeler des citoyens civilisés, alors à quel modèle de société idéale ce processus de civilisation est-il censé aboutir ?

Campagne de publicité en faveur de l'Exposition universelle de Shanghai. Le texte dit : « Rendons la ville plus civilisée, rendons la vie plus belle ». (© 2010 / T. Boutonnet ; Shanghai.) // Advertising campaign for the 2010 Shanghai World Exposition. The text reads: "Let's make the city more civilised, let's make life more beautiful". (© T. Boutonnet.)

Au regard de l'utilisation qui est faite de ce concept dans la propagande politique chinoise depuis une dizaine d'années, tout porte à croire qu'une société « spirituellement civilisée » telle que la souhaiteraient les autorités chinoises viserait à uniformiser un certain nombre de pratiques culturelles jugées trop vulgaires ou trop locales (dans la continuité des campagnes d'assainissement en vue des Jeux olympiques de 2008 et de l'Exposition universelle de 2010, les campagnes d'éducation civique de ces dernières années appellent à des pratiques et à des interactions dans l'espace public qui se voudraient plus conformes aux standards internationaux), à exclure de l'espace public les comportements et les existences qui ne contribuent pas à diffuser une image positive de la Chine (la répression politique et la gentrification urbaine en sont deux funestes illustrations), à réduire la place de l'individu et le facteur humain à une portion congrue (la modernité vers laquelle doit tendre la société est réfléchie comme essentiellement matérielle, marchande et technologique, et non comme politique ou culturelle), tout en promouvant, malgré de très fortes inégalités sociales, économiques et territoriales, « le fantasme d'une société en apparence réconciliée dans la consommation » (Guiheux, 2011, p. 110). Une civilisation qui, somme toute, aimerait se voir exclusivement dédiée à la consommation de services et de biens marchands. En ce sens, la Chine contemporaine préfigure un modèle de société préoccupant, dont les fondements et la logique se retrouvent également, ou sont déjà largement repris, ailleurs.

À l'heure où le régime politique chinois se durcit, où la liberté d'expression et les libertés individuelles sont entravées comme elles ne l'ont jamais été depuis vingt ans, et où la puissance économique et le pouvoir d'influence de la République Populaire de Chine s'affirment, le propos de Jean-François Billeter sur le devenir de la société chinoise, tenu il y a vingt ans de cela, se révèle d'une inquiétante actualité : « La société dans son ensemble, en particulier la société urbaine et le régime lui-même, n'ont fondamentalement plus d'autre perspective qu'un développement conçu en termes purement économiques. L'imaginaire dominant est désormais le même qu'ailleurs. Il est aussi pauvre, et aussi dangereux par cette pauvreté même. » (Billeter, 2000, p. 61.)

BIBLIOGRAPHIE/ BIBLIOGRAPHY

Boutonnet, Thomas, « From Local Control to Globalised Citizenship : The Civilising Concept of Wenming in Official Chinese Rhetoric », *in* Corrado Neri & Florent Villard (dir.), *Global Fences : Literatures, Limits, Borders*, Lyon, I.E.T.T., 2011, p. 79-103.

Billeter, Jean-François, *Chine trois fois muette*, Paris, Allia, 2000, 146 p.

Dynon, Nicholas, « "Four Civilizations" and the Evolution of Post-Mao Chinese Socialist Ideology », *The China Journal* 60, 2008, p. 83-109.

Guiheux, Gilles, « La construction d'un sujet consommateur dans la Chine urbaine », *Monde chinois* 27, 2011, p. 101-111.

Kloeckner, Léo, « Les effets de l'émergence sur les discours officiels de promotion de la modernisation en Chine », *EchoGéo* 21, 2012, 21 p.

SOCIAL CONTROL IN CONTEMPORARY CHINA

Thomas Boutonnet
Lecturer in Chinese studies at the University of Strasbourg & member at GEO
February 2020

A incident occurred in May 2013, involving a 14 year old Chinese boy named Ding Jinhao, while he and his parents were visiting the Temple of Luxor in Egypt. The little boy became famous worldwide after having written on the walls of the temple, on a decorative border, "Ding Jinhao was/visited here". This deliberate damage to a historical and precious relic was, of course, shocking for a lot of people, the story went viral on the internet, and discussions were so fierce that Ding Jinhao's parents had to make public excuses. Along the way, this incident restarted a recurrent debate in China on the degree of "civilisation" (*wenming* 文明) of Chinese tourists, and of Chinese people in general. Chinese media underlined the fact that several incidents involving *non-wenming* Chinese tourists were reported these last years, and that these incidents contribute to blemishing China's reputation and image abroad. Most of the media articles converged on the necessity to make the Chinese population more *wenming*.

But what does "make the Chinese population more *wenming*" exactly mean? What does *wenming* mean?

In classical Chinese language, *wenming* meant clear-sightedness and talent. But in the middle of the nineteenth century, Chinese intellectuals started to use *wenming* to translate the western concept of "civilisation", right after the Japanese used the same word (pronounced *bunmei*) to do so. At that time, "civilisation" meant an advanced stage of human social development and organisation, but it was also a political tool to justify the colonisation by the West, to emphasize the process of civic and moral education within the colonial project and the material, social and cultural benefits supposedly brought to colonised people through European colonisation. Therefore, "civilisation" not only refers to the advanced cultural and technological life of a community, but also refers to a process that aims to conform people to moral and social practices that are culturally and socially constructed as being the most advanced. As it was a translation of the western concept of "civilisation", the word *wenming* also became associated with westernisation and modernisation and was then used to refer to someone civilised, enlightened, in opposition to barbarism and in association with the Western world and modernity.

These etymological and historical approaches seem necessary and are quite useful but only allow us a limited comprehension of the word wenming, since a word is mostly defined by how it is used rather than by what root words it originates from, and an etymological approach detached from contemporary and common usage is in itself too limited. Since *wenming* is a term massively used in contemporary China, especially by politicians, political institutions

and ideological campaigns, there is a lot to learn from how this word is used in political texts and discourses.

In the middle of the 1990s, the transition from a plan-based to a market-based economy forced the shutting down of numerous state-owned industries, which led to massive unemployment and major social issues. At the same time, the new rules of capitalist economy, the hard conditions of life in the countryside and the attraction of major Chinese cities in terms of employment forced millions of jobless peasants to migrate to large cities looking for professional perspectives and incomes. Those migrant peasant workers, who are referred to as *mingong* (民工), were regarded as outsiders and suffered, and are still suffering, from discrimination as some of the locals saw in them a threat to social stability. They were commonly associated with images of danger and otherness, in a typical amalgam between poverty and crime, dirt and illness. It was however these very workers (millions of urban jobless workers and mingong) who, working in tiring and terrible conditions, built the spectacular economic growth of China often described in Western countries as "the Chinese economic miracle". It was therefore necessary and imperative for the ruling authority to accompany and frame this transition towards a capitalist economy with a substantial civilising process. In the mid-1990s, a framework of rules regarding morality and behaviour started to be extensively displayed in the form of formal "charters of civilisation" (文明公约), which mostly targeted poor, underprivileged people living in urban areas or likely to migrate there.

The Charter goes:

> "1. [The civilised citizen] passionately loves the country, passionately loves Beijing, promotes the harmony of the nation and preserves its stability. 2. [The civilised citizen] passionately loves the work, loves his/her position and respects his/her profession, is honest, loyal and shows abnegation and frugality. 3. [The civilised citizen] respects the law and the discipline, preserves the public order, devotes him/herself with courage to justice and fairness and shows righteousness and integrity. 4. [The civilised citizen] beautifies the city, cares about hygiene, promotes ecological public spaces of Beijing and protects the environment. 5. [The civilised citizen] cares about community, respects public goods, devotes himself to the public interest and protects cultural legacy. 6. [The civilised citizen] praises science, respects educators, improves him/herself without sparing his/her efforts and raises his/her quality. 7. [The civilised citizen] respects the elderly and loves children, loves the people and supports the army, respects women and helps the poor and the weak. 8. [The civilised citizen] gets rid of old habits, has a healthy life, uses birth control and keeps his/her body in perfect shape. 9. [The civilised citizen] acquires civilised manners, welcomes hosts with politeness, is noble and generous and enjoys helping people."

The "charters of civilisation" were a series of aphorisms addressing many aspects of Chinese daily life, stipulating norms and standards regarding the morality, behaviours and political thoughts that every ordinary citizen should obeserve. As Anne-Marie Broudehoux has pointed out, "this golden

list appeared everywhere in Beijing, on construction sites, near bus stops, and along major streets", it constitutes an obvious attempt to force newcomers to the city to comply with norms of civility, and "conveys a clear picture of the ideal citizen[1]". While some of these aphorisms promote greater respect and tolerance within a collective space (the emphasis on protecting the environment and respecting public areas and goods), others can only be described as forceful intrusions into individuals' moral and intellectual practices (love work, love the country, raise one's quality (素质) – another ambiguous term which is used in the negative to describe those considered not *wenming* enough). More than a simple definition of the good manners that a city resident should have, this charter displays all the virtues of the Chinese "new man", it is a moral framework with which any Chinese individual is supposed to comply. Here, *wenming* clearly involves a process, a transformation, a normalisation, and obviously echoes what sociologist Norbert Elias defined as "process of civilisation", a standardisation and normalisation of behaviours, habits and attitudes in a given society in order to comply with the social conventions and moral standards practiced by the upper classes and the urban elite[2].

Through these "charters of civilisation", we can clearly see that the word *wenming*, in the politics of contemporary China, serves a project of civic and moral education of Chinese citizens. The political project to civilise Chinese individuals and to transform them into ideal citizens is not, of course, something new in modern China. One can for instance think of Liang Qichao's idea of *guominxing* (国民性) under the Qing, or Chiang Kai-Shek's *xinshenghuoyundong* (新生活运动) during the Republic era, or the mass campaigns during the Mao era. But the rhetorical framework of this civilising project were strongly reinforced during the late 1970s by the contribution of Deng Xiaoping.

In 1978 when Deng Xiaoping decided to put China on track towards the market economy and to this end planned to implement and initiate a policy of "reforms and openness" (改革开放), he did so by building a specific ideological framework in order to create an imaginary around the changes to come. Deng's "two civilisations" program (两个文明), which differentiates between "material civilisation" (物质文明) and "spiritual civilisation" (精神文明), constitutes the core of his ideological framework. In this program, Deng Xiaoping drew an ideological line in his clear separation of two "civilisations" for the Chinese: "material civilisation" refers to economic growth led by market development and mass consumption, while "spiritual civilisation", which can also be understood as the process of civilising minds, consists in a set of moral standards and practices such as hard work, abnegation, patriotism and trust in the Party, and therefore requires Chinese people to be morally beyond reproach. Right from its beginning, this "process of civilising minds" involved the purpose of accompanying the growth and development of "material civilisation", configuring and

1 Anne-Marie Broudehoux, *The Making and Selling of Post-Mao Beijing*, New York, Routledge, 2004, p.181.

2 Norbert Elias, *La Civilisation des mœurs*, Paris, Calman-Lévy, 1991, p. 69.

adapting minds to the new rules and socio-economic practices deriving from capitalist economies.

Nicholas Dynon has demonstrated that while "material civilisation" meant the development of the production and of the consumption of goods in order to bring Chinese people to a stage of material modernity and economic well-being, "spiritual civilisation" was mainly about conditioning minds (and bodies)[3]. It was about instilling "a 'proper' commitment to both the market and the state, promoting an ethos of production and consumption that is market driven yet collectively oriented[4]". As Anne-Marie Brady has mentioned, it was and still is a "form of social control, which is backed up by the law and police system[5]" in a society destabilised by the intrusion of new modalities of existence. So the concept of *wenming* and the "charters of civilisation" clearly reveal that, they evoke more than good manners and politeness: wenming shapes a way of life, cornering its every aspect, from political to social appearance, including interpersonal relations, work, family, education and ethics.

Since the 1980s and the launch of the "two *wenming*" program, the concept of wenming has been substantially exposed and deployed in social and public spaces through all kinds of events and items related to "spiritual civilisation". One can of course think of the 1983 campaign against spiritual pollution; or the resolution, voted by the Central Committee in 1986, to build a "socialist spiritual civilisation" (中共中央关于社会主义精神文明建设指导方针的决议); or the creation in 1997 within the Central Committee of a Commission in charge of the building of a spiritual civilisation (中央精神文明建设指导委员会), whose task is to rule and coordinate all the Civilisation offices (文明委办公室) in place in every major city and district in China and in charge of civilising the minds of Chinese people, A official website has even been launched for this purpose (中国精神文明网, www.wenming.cn) by the government.

During the 2000s and the 2010s, several other events and campaigns took place in China to promote "civilised" Chinese citizens. Among them, Hu Jintao's "Eight Honours and Eight Shames" (八荣八耻) campaign is to be noticed. Made of eight orders or directives, this code of behaviour was supposed to express and clarify the "socialist concept of honour and disgrace" (社会主义荣辱观). Each directive exposed a human or moral behaviour, differentiated bad from good, shame from glory and explained what kind of virtue should be a privilege to embrace and a shame not to respect. This moral code explained, for instance, that loving your country was an honour and harming your country was a disgrace, or that respecting law and discipline was an honour and violating them a disgrace. It also explained that luxury and laziness were disgraces, work and hard struggle honours. Although its original purpose was to pro-

3 Nicholas Dynon, "'Four Civilizations' and the Evolution of Post-Mao Chinese Socialist Ideology", *The China Journal* 60, July 2008, p. 88.

4 Sara L. Friedman, "Embodying Civility: Civilizing Processes and Symbolic Citizenship in Southeastern China", *The Journal of Asian Studies*, n°3, vol. 63, August 2004, p. 702.

5 Anne-Marie Brady, *Marketing Dictatorship. Propaganda and Thought Work in Contemporary China*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2008, p. 117.

mote the moralization of Chinese political life, this moral code of behaviour was very quickly exhibited everywhere in China and actually addressed the whole Chinese population: it was a large and massive moral education campaign, whose objective was to "raise people's quality" (提高人民的素质) and to convince lower classes of the importance of a simple life.

Wenming became ubiquitous in Chinese political propaganda in the 2000s and the 2010s. *Wenming* was at the core of an assessment launched in 2003, the "National Civilised cities" (全国文明城市) program, which regularly distributed awards to model cities for their excellency in terms of governance, infrastructures and social control. Numerous criteria are needed to apply to become a "Civilised City', such as education of party officials, government transparency, public security, providing cultural facilities, environmental quality, protecting labour rights, but also the maintenance of social stability (维护社会稳定), civic education (市民教育) and the moral and ideological education of children under 18 (未成年人思想道德教育). *Wenming* was also to be found in the promotion campaign for the 2008 Olympic games (迎奥运 讲文明 树新风), during which Beijing was cleared of all the city's poorer populations or, more recently, in CCP's propaganda to promote core socialist values (社会主义核心价值观).

As we can see, wenming is to be found literally everywhere in China's political propaganda. It is used as a discursive strategy to enforce social control and as a normalisation tool in the process of civilising the minds and behaviours of the Chinese. As we saw, the purpose of spiritual civilisation is to mould Chinese people into ideal citizens with ideal behaviours, and since contemporary China is now (more than ever) able, technologically speaking, to implement a pervasive control of the Chinese population (the massive use of biometric surveillance, and the development of social credit systems all over the country are representative of this new power) in order to guarantee overall obedience to all kinds of institutional injunctions, this raises questions about the kind of society and civilisation this civilising process is supposed to implement. In other words: what kind of civilisation does wenming nowdays refer to?

Considering how the concept has been used in Chinese political propaganda over the last ten years, it seems that a "spiritually civilized" society as imagined by Chinese authorities aims at standardising a number of cultural practices that are seen as too coarse or too local (in the continuity of the sanitation campaigns for the 2008 Olympic Games or the 2010 World Exposition, recent civic education campaigns call for practices and interactions in public spaces that are more in keeping with international standards), at excluding from public spaces behaviours and lives that do not convey a positive image of China (political repression and urban gentrification are two dramatic examples of this), at limiting the presence of individuals and human actions to its smallest manifestation (the modernity society must tend towards is conceptualized as essentially material, market-oriented and technological, not as political or cultural), while promoting, despite extremely strong social, economic and territorial inequalities, "the fantasy of a society seemingly reconciled through consumption" (Guiheux, 2011, p. 110). This civilisation, in the end, seems to be

fully dedicated to consuming goods and services, and as the Chinese regime is becoming harsher, as freedom of expression and individual freedoms are more limited than they have been for over twenty years, and as the economic power and influence of the People's Republic of China strongly increase, the words of Jean-François Billeter on the future of Chinese society, though formulated over twenty years ago, are still extremely relevant: "The whole society, in particular urban society and the regime itself, now has no other perspective than a development imagined in purely economic terms. The dominant imaginary is now the same as elsewhere. It is just as barren, and just as dangerous because of this very barrenness." (Billeter, 2000, p. 61).

LE RENSEIGNEMENT JAPONAIS : UNE PROBLÉMATIQUE ACTUELLE, UNE HISTOIRE NÉCESSAIRE

Grégoire Sastre
Postdoctorant au CRCAO et jeune chercheur associé au CRJ
Mars 2020

Le renseignement et les guerres secrètes se jouent dans des espaces hors la légalité et leurs contours demeurent flous, ce qui en fait un sujet difficile à traiter de manière objective et apaisée. Cela tient également, comme le souligne Alain Dewerpe, à la persistance, autour du renseignement, d'un imaginaire romanesque du secret, des complots, des manipulations et du mensonge, ainsi qu'à une méfiance plus ou moins assumée pour ce qui était considéré comme les égouts de la politique. On y retrouve également la dichotomie entre la surveillance et la protection du public : il s'agit, d'un côté, de contrôler les populations et, de l'autre, de déjouer les menaces. Quand un lanceur d'alerte comme Edward Snowden met à jour un abus de pouvoir, les gouvernements en place, démocratiques ou non, mettent en avant la nécessité de se défendre sur le terrain de l'action clandestine, qu'elle soit physique ou non.

Fukushima Yasumasa durant sa traversée de la Sibérie. (© Bibliothèque nationale de la Diète.) // Fukushima Yasumasa during his crossing of Siberia. (© National Diet Library.)

Au Japon, ces questions font l'objet d'intenses débats depuis la fin de la guerre du Pacifique. En décembre dernier, la décision d'envoyer un navire et deux avions de reconnaissance des Forces d'autodéfense (FAD) afin de mener une mission de renseignement dans le golfe d'Oman a ainsi ému l'opinion : elle a été prise par le Cabinet sans être débattue ou votée par la Diète japonaise. Cette décision pose la question de l'usage des forces militaires japonaises, même pour une action non violente comme le renseignement, et du contrôle démocratique de cet usage dans l'évolution du droit japonais en lien avec les questions de défense. Nous allons dans un premier temps évoquer les récents changements de paradigmes du renseignement japonais et dans un second temps en montrer les racines historiques.

À la suite de la défaite et de la dissolution de l'Armée impériale japonaise en 1945, les autorités japonaises n'ont eu de cesse de travailler à remettre sur pied des services de renseignement dignes de ce nom. Parmi les promoteurs de telles réformes, on pourra citer Gotôda Masaharu (1914-2005), ministre de la Justice (1993) et Secrétaire général du cabinet de Yasuhiro Nakasone (1918-2019). Cet objectif semble aujourd'hui à portée d'atteinte, en particulier depuis la mise en place par l'administration Abe du Conseil national de sécurité (loi de novembre 2013) et le passage de la loi sur la Protection des secrets spécifiquement désignés touchant à la sûreté nationale (décembre 2013). Cependant, cette loi est encore aujourd'hui très critiquée. En effet, des flous subsistent. Si chaque chambre de la Diète a mis en place un Comité sur le renseignement (Jôhô kanshi shinsakai), aucune instance de vérification et de contrôle indépendante de l'exécutif n'a été mise en place. Ce manque de contrôle démocratique du secret pose de nombreux problèmes quant à la liberté de l'information et donc de la presse, ce qui demeure le point sur lequel sont focalisées les critiques.

Le mérite principal de ces deux lois consiste à combler un certain nombre de vides apparus dans le processus de reconstitution de l'appareil de renseignement japonais, et tout particulièrement les problèmes de communication entre les agences de renseignement suivant les ministères auxquels elles sont rattachées (il s'agit d'un problème connu des administrations japonaises en général). Ainsi, avant 2013, rien n'obligeait celles-ci à coopérer entre elles. Ces deux lois ont également permis d'uniformiser la désignation de ce qui est secret et ce qui ne l'est pas, afin de rationaliser l'information et également de rassurer l'allié américain quant au sérieux du renseignement japonais. Dans ce cadre clarifié, le Conseil national de sécurité, qui dépend du Premier ministre, a pour rôle de donner aux décideurs politiques une seule source de renseignement, produit de la collaboration des différentes agences.

Pour expliquer l'avènement de ce nouveau paradigme d'un renseignement japonais renforcé, centralisé et plus opérationnel, il faut envisager de nombreux facteurs et, en premier lieu, le rapport du Japon à son environnement international. À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, le renseignement japonais s'est reconstitué petit à petit, d'abord sous le contrôle des autorités d'occupation américaines, puis sous contrôle japonais, mais en gardant une large dépendance à l'allié américain. Après avoir bon an mal an servi les besoins américains durant la guerre froide, les services de renseignement japonais doivent travailler dans une situation géopolitique dégradée. Ils doivent faire face à la montée en puissance de la Chine, à la menace nord-coréenne, et tout récemment à la volatilité de l'occupant actuel de la Maison-Blanche. Dans ce cadre, l'administration Abe a dit sa volonté d'augmenter les dépenses de défense qui représentent actuellement moins de 1 % du PIB. Ce niveau de dépense peu élevé est un héritage de la doctrine Yoshida qui servit à faire des économies en sous-traitant la défense japonaise aux États-Unis.

En plus d'un rejet de l'usage de la force dans la défense nationale, le pacifisme japonais est ancré dans la crainte du retour d'un régime militariste et

de la perte des libertés civiles. L'opposition des grands quotidiens, *Mainichi shimbun*, *Asahi shimbun* et *Tôkyô shimbun* ainsi que de la majorité de la presse régionale, d'une partie de la société civile et de l'opposition politique à la loi sur la Protection des Secrets en est un bon exemple, car le renseignement, en tout cas de prime abord, ne requiert pas l'usage de la force militaire. Aussi, l'opposition à la loi montre surtout la peur légitime d'assister à une mise à mal des droits démocratiques, dont, au premier chef, le droit à l'information. Cette crainte est profondément ancrée dans l'histoire du pays et de ses activités de renseignement – dont les acteurs se révèlent très volatils.

Au Japon, le renseignement militaire moderne voit le jour avec la fondation du bureau d'état-major de la nouvelle armée japonaise en 1871, qui est placé sous l'égide du ministère de l'Armée. En plus des acteurs institutionnels, tels que les attachés militaires, c'est toute une galaxie d'acteurs qui viennent prendre part à cette activité de manière plus ou moins claire et plus ou moins officielle. Les officiers de l'Armée, tels que Fukushima Yasumasa (1852-1919), ou Akashi Motojirô (1864-1919), constituent en réalité la portion congrue des acteurs du renseignement où l'on trouve des étudiants, des hommes d'affaires, des diplomates et autres agents politiques. Parmi ces acteurs se trouvent des agents d'influence non institutionnels, qui apparaissent dans les années 1880 – et dont le rôle est largement sous-évalué par l'historiographie.

Pierre commémorative de l'association ultranationaliste Gen'yôsha à Fukuoka. Le texte explique que l'association a vu le jour au sein du mouvement pour la liberté et les droits du peuple et a œuvré à l'indépendance du Japon et à la libération de l'Asie. Une tournure qui passe sous silence le rôle joué par celle-ci dans la politique expansionniste japonaise. (© 2018 / G. Sastre.) // Commemorative stone of the ultranationalist Gen'yôsha association in Fukuoka. The text explains that the association emerged within the movement for freedom and people's rights and worked for the independence of Japan and the liberation of Asia. A twist which ignores the role played by it in Japanese expansionist policy. (© 2018 / G. Sastre.)

Pour la majorité, ces derniers ont œuvré à faciliter l'expansion japonaise en Asie, qu'elle soit territoriale, politique ou économique. On peut citer quelques exemples : avant la guerre sino-japonaise de 1894 un groupe soutenu par l'association ultranationaliste Gen'yôsha, le Tenyûkyô, tente de mener des actions insurrectionnelles en aidant la rébellion paysanne coréenne, Tonghak ; en Russie, des membres de l'association Kokuryûkai avec à sa tête Uchida Ryôhei (1879-1937), s'installent à Vladivostok afin d'y rassembler des renseignements à propos de la présence russe en Extrême-Orient ; en Chine, ils viennent en aide à divers révolutionnaires, dont Sun Yat-sen, afin de servir les intérêts japonais.

Entrée du Tôadôbun shoin à Shanghai. (Wikipedia.) // Entrance of the Tôadôbun shoin in Shanghai. (Wikipedia.)

Mais ces agents d'influence ne sont pas les seuls acteurs du renseignement ; il existe d'autres catégories notamment formées par l'Institut pour une culture commune de l'Asie de l'Est (Tôadôbun shoin), qui deviennent diplomates, banquiers, hommes d'affaires ou militaires et qui sont une source importante de renseignement.

Les années passant, le renseignement japonais se professionnalise, la présence japonaise sur le continent se fait plus forte, et les services d'acteurs tels que les agents d'influence se justifient de moins en moins ; leur rôle diminue donc au point de disparaître. Cependant, les méthodes et le rapport à l'action hors contrôle des institutions, eux, continuent à être utilisés par les militaires. C'est le cas des spécialistes de la Chine (*Shinatsû*), tels que Sasaki Tôichi (1886-1955), qui jouent un rôle central dans les activités de renseignement de l'Armée en Chine. Sur le front intérieur, par le biais de la loi de Préservation de la Paix instaurée dès 1925, la population se trouve étroitement surveillée par les polices civiles et militaires.

Après la défaite japonaise, les autorités d'occupation américaines mettent en place des unités de renseignement au Japon, notamment *via* le détachement pour le contre-espionnage de la section du renseignement militaire du SCAP (Supreme Command of the Allied Powers), le 441 st Counter Intelligence Corps, dirigée par le général Charles Willoughby (1882-1972), dont l'objectif est de purger l'appareil militaire des anciens responsables du régime militariste japonais. D'anciens officiers du renseignement de l'Armée impériale japonaise parviennent néanmoins à se faire apprécier de Willoughby, que le Général MacArthur surnomme « mon adorable fasciste », et sont intégrés dans les services de renseignement du SCAP. Des hommes tels que le lieutenant-général Arisue Seizô (1895-1992), dernier commandant du renseignement de l'Armée impériale, avec qui Willoughby peut partager son admiration du Duce, parviennent à se faire recruter. Arisue devient conseiller auprès de l'armée américaine d'occupation en 1946. Il crée une unité de renseignement nommée Arisue Kikan. En 1951, un rapport de la CIA indique que l'objectif de ces hommes n'est pas le renseignement ni même la création d'un service de renseignement japonais, mais la reconstitution des forces armées.

Si le départ de Willoughby et de MacArthur en 1950 et le recouvrement par le Japon de sa souveraineté en 1952 permettent aux autorités, dont le Premier

ministre Yoshida Shigeru, de remettre un peu d'ordre au sein du renseignement japonais, cette première étape met en lumière le chemin parcouru. Elle rappelle également combien sont fondées les craintes d'une partie de la population quant au risque de mise à mal des libertés démocratiques par un pouvoir qui serait peu scrupuleux de celles-ci. En somme, si les réformes lancées en 2013 sont légitimes du point de vue de l'efficacité du renseignement japonais, les demandes de contrôle démocratique le sont tout autant, car les risques de dérive sont bien présents.

BIBLIOGRAPHIE/ BIBLIOGRAPHY

Dewerpe, Alain, *Espion : une anthropologie historique du secret d'État contemporain*, Paris, Gallimard, 1994, 478 p.
Kotani, Ken, *Japanese Intelligence in World War II*, Oxford/New York, Osprey Publishing, 2009, 232 p.
Samuels, Richard J., *Special Duty : A History of the Japanese Intelligence Community*, Ithaca (New York), Cornell University Press, 2019, 384 p.
Sastre, Grégoire, « Du non-institutionnel à l'institutionnel ? La relation des agents d'influence avec le renseignement militaire Japonais (1880-1912) », in *Japon Pluriel* 12, Arles, Philippe Picquier, 2018, p. 715-724.
—, « Le phénomène des agents d'influence japonais en Asie (1880-1915) », Thèse de doctorat, université Paris-Diderot, Paris, 2016, 501 p.

JAPANESE INTELLIGENCE: A NEED FOR CONTEXT

Grégoire Sastre
Post-doctoral associate at CRCAO & junior research associate at CRJ
March 2020

Intelligence and secret wars are played out in spaces where legality doesn't apply and their boundaries are blurry, making it a difficult subject to deal with in an objective and peaceful manner. This is also due, as Alain Dewerpe points out, to the persistence of a romantic undertone around intelligence, as well as a distrust for what was considered the sewers of politics. Another problematic aspect of this subject is the dichotomy between surveillance and protection of the public: when a whistleblower like Edward Snowden uncovers an abuse of power, governments, democratic or not, emphasize the need to use clandestine operations in order to defend the public, whether physical or not.

In Japan, these issues have been the subject of intense debates since the end of the Pacific War. Last December, the decision to send a warship and two reconnaissance planes of the Self-Defense Forces (SDF) to conduct an intelligence gathering mission in the Gulf of Oman was met with criticism: it was made by the Cabinet without being discussed or voted on by the Japanese Diet. This decision once again raises the question of the use of Japanese military forces, even for non-violent action such as intelligence gathering, as well as the lack of democratic control provided by the law in such matters. We will first discuss the recent changes in Japanese intelligence paradigms and then show their historical roots.

Following the defeat and dissolution of the Imperial Japanese Army in 1945, the Japanese authorities worked tirelessly to re-establish intelligence services worthy of the name. Among the promoters of such reforms was Gotôda Masaharu (1914-2005), Minister of Justice (1993) and Secretary General of the Cabinet of Yasuhiro Nakasone (1918-2019). Today, this objective seems within reach, in particular since the establishment by the Abe administration of the National Security Council (NSC) and the passage of the Act on the Protection of Specially Designated Secrets (SDS) (December 2013).

The main merit of these two laws is to fill a number of gaps that appeared in the process of rebuilding the Japanese intelligence apparatus, and in particular the problem of compartmentalization between intelligence agencies depending on the ministries to which they belong (it is a known problem of the Japanese administrations in general). Therefore, Before 2013, there was no obligation for them to cooperate with each other. These two laws have also made possible the standardization of the designation of what is secret and what is not, in order to rationalize the informations and also to reassure the American ally about to the seriousness of the Japanese intelligence apparatus. In this simplified framework, the National Security Council, which reports to the Prime Minister, has the role of giving political decision-makers a single

source of information which is the product of the collaboration of the various agencies.

However the State Secrecy Law had its fare share of criticism, mainly about the vagueness of its wording and the fact that no independent body of verification and control has been established. In face of these problems, each chamber of the Diet set up an Intelligence Oversight Committee (Jôhô kanshi shinsakai), but their role is still consultative, and their independence from the executive branch questionable. This lack of democratic control over state secrecy poses many problems with regards to freedom of information and therefore of the press, which remains the main point on which critics are focused.

To explain the advent of this new paradigm of Japanese intelligence, one must consider many factors, first of all, Japan's relationship to its international environment. At the end of the Second World War, Japanese intelligence services were reconstituted little by little, first under the control of the American occupation authorities, and then under Japanese control while still depending on the American ally. After serving American interests during the Cold War, Japanese intelligence services are now forced to work in a deteriorated geopolitical situation. They are facing the rise of China, the North Korean threat, and more recently the volatility of the current occupant of the White House. In this context, the Abe administration has stated its objective to increase defense spendings, which, due to the Yoshida doctrine – saving money by subcontracting Japanese defense to the United States – currently amounts for less than 1% of the GDP.

In addition to the rejection of the use of military force for the purpose of national defense, Japanese pacifism is also anchored in the fear of the return of a military regime and the loss of civil liberties such a regime would bring. The opposition to the State Secrecy Law, among which were major daily newspapers, the *Mainichi shimbun*, the *Asahi shimbun* and the *Tokyo shimbun*, as well as the majority of the regional press, part of the civil society and political opposition, exemplify this fear. Since intelligence, at least at first glance, does not require the use of military force, opposition to the law mainly shows a legitimate fear of witnessing the undermining of democratic rights, including, above all, the right to information. This state of mind is deeply rooted in the history of the country and its intelligence activities – whose actors have proven to be very volatile.

In Japan, modern military intelligence was born with the founding of the General Staff of the new Japanese Army in 1871, which was placed under the control of the Ministry of the Army. In addition to institutional actors, such as military attachés, there is a whole galaxy of actors who took part in these activities in a more or less clear and official way. In fact, Army officers, such as Fukushima Yasumasa (1852-1919), or Akashi Motojirô (1864-1919), were the less numerous group of the intelligence actors, which included students, businessmen, diplomats and other political agents. Among these actors were the non-institutional agents of influence, who appeared in the 1880s – and whose role is largely undervalued by historiography.

For the most part, these actors have worked to facilitate Japanese expansion in Asia, whether it be territorial, political or economic. For example, before

the Sino-Japanese War of 1894, a group supported by the ultra-nationalist association Gen'yôsha, the Tenyûkyô, tried to carry out insurrectional actions by helping the Korean peasant rebellion, Tonghak; in Russia, members of the Kokuryûkai association headed by Uchida Ryôhei (1879-1937), settled in Vladivostok in order to gather information about the Russian presence in the Far East, and in China, they came to help various revolutionaries, including Sun Yat-sen In order to serve Japanese interests

Among the other categories of intelligence actors, were those taught by the Institute for a Common Culture of East Asia (Tôa dôbun shoin), who became diplomats, bankers, businessmen or soldiers and who were an important source of information.

As the years passed, Japanese intelligence became more professional, the Japanese presence on the continent became stronger, and the services of actors such as agents of influence became less and less justified; their role therefore diminished to the point were they ceased to take part in such activities. However, their use of methods such as operations outside of institutional control remained a tool among the military, including specialists of China (*Shinatsû*), such as Sasaki Tôichi (1886-1955), who played a central role in the Army intelligence activities in China. On the home front, through the Peace Preservation Law introduced in 1925, the population was closely watched by the civilian and military police.

After the Japanese defeat, the American occupation authorities set up intelligence units in Japan, in particular *via* the Civil Intelligence Section (CIS) of SCAP (Supreme Command of the Allied Powers), the 441 st Counter Intelligence Corps, led by General Charles Willoughby (1882-1972), whose objective was to purge the Japanese military of former leaders of the military regime. However, former intelligence officers from the Imperial Army managed to gain recognition from Willoughby, whom General MacArthur called "my adorable fascist", and were integrated into the intelligence services of the SCAP. Men such as Lieutenant-General Arisue Seizô (1895-1992), the last commander of the Intelligence department of the Imperial Army, with whom Willoughby could share his admiration for the Duce, managed to be recruited. Arisue became an advisor to the US military in 1946. He created an intelligence unit called Arisue Kikan. In 1951, a CIA report indicated that the aim of these men was not intelligence or even the creation of a Japanese intelligence service, but the reconstitution of its armed forces.

If the departure of Willoughby and MacArthur in 1950 and the recovery of its sovereignty by Japan in 1952 allowed the authorities, including Prime Minister Yoshida Shigeru, to restore some order within Japanese intelligence community, this first step, however, highlights the road traveled. It also reminds us how well founded are the fears of a part of the population about the risk of undermining democratic freedoms by a power which would be unscrupulous of them. In short, if the reforms launched in 2013 are legitimate from the point of view of the efficiency of Japanese intelligence, the demands for democratic control are just as legitimate, because the risks of abuse are very present.

SCOLARISER LA NATION : TRANSFORMATIONS SOCIALES, NOUVELLES ASPIRATIONS ET BOULEVERSEMENTS DES IDENTITÉS LOCALES EN INDE

Iva ČÁPOVÁ
Doctorante contractuelle (ENS Paris) rattachée au CMH et au CEIAS
Mai 2020

L'école primaire privée « Modern Expert Public School » et son panneau publicitaire, campagne du Bihar, Inde. (© 2017 / I. Čápová.) // "Modern Expert Public School" and its billboard, Bihar Campaign, India. (© 2017 / I. Čápová.)

FERVEURS ÉDUCATIVES DANS LES CAMPAGNES

Modern Expert Public School : « Please ! Contact in the Office as Soon as Possible for Bright Future of Your Children, Because Best Quality and Best Education is Only Requried (sic) to Develop the Mind of Your Child[1]. » C'est l'inscription, en blanc sur fond rouge, du grand panneau publicitaire déjà bien décrépi qui, du haut de ses deux tiges de bambou, nous accueille en entrant dans cette cour d'une école privée du Bihar. Dans cet État du nord de l'Inde, une telle affiche publicitaire, proposant dans un anglais plus qu'approximatif différentes offres d'éducation, est loin d'être une exception. Les publicités pour écoles ou autres centres d'éducation privés parsèment au contraire l'ensemble du paysage, urbain comme rural. Depuis de grands immeubles le long d'une route, depuis un mur où elles sont peintes ou collées en série sous forme d'affiches, depuis un poteau électrique coincé entre une baraque de marchand de bétel et l'échoppe d'un vendeur de tchaï, ou même depuis le tronc d'un arbre esseulé en plein milieu d'un champ, de partout les réclames de ces écoles et de ces centres d'études privés tentent de capter l'attention. Ils se donnent à cette fin des noms suggestifs, tels que « Mat's Guru Rahul Sir Classes », « Ambition Success Centre » ou « Royal Academy[2] », et se vantent d'extraordinaires mérites comme d'être « The first-ever event on best learning practices around the world », « A

1 École moderne privée forte d'expertise : « S'il vous plaît ! Rendez-vous le plus tôt possible dans notre bureau pour un avenir radieux de vos enfants, car la meilleure qualité et la meilleure éducation sont nécessaires au développement de leur esprit. »
2 Traductions respectives : « Classes de Sir Rahul, gourou en mathématiques », « Centre de l'ambition et de la réussite », « Académie royale ».

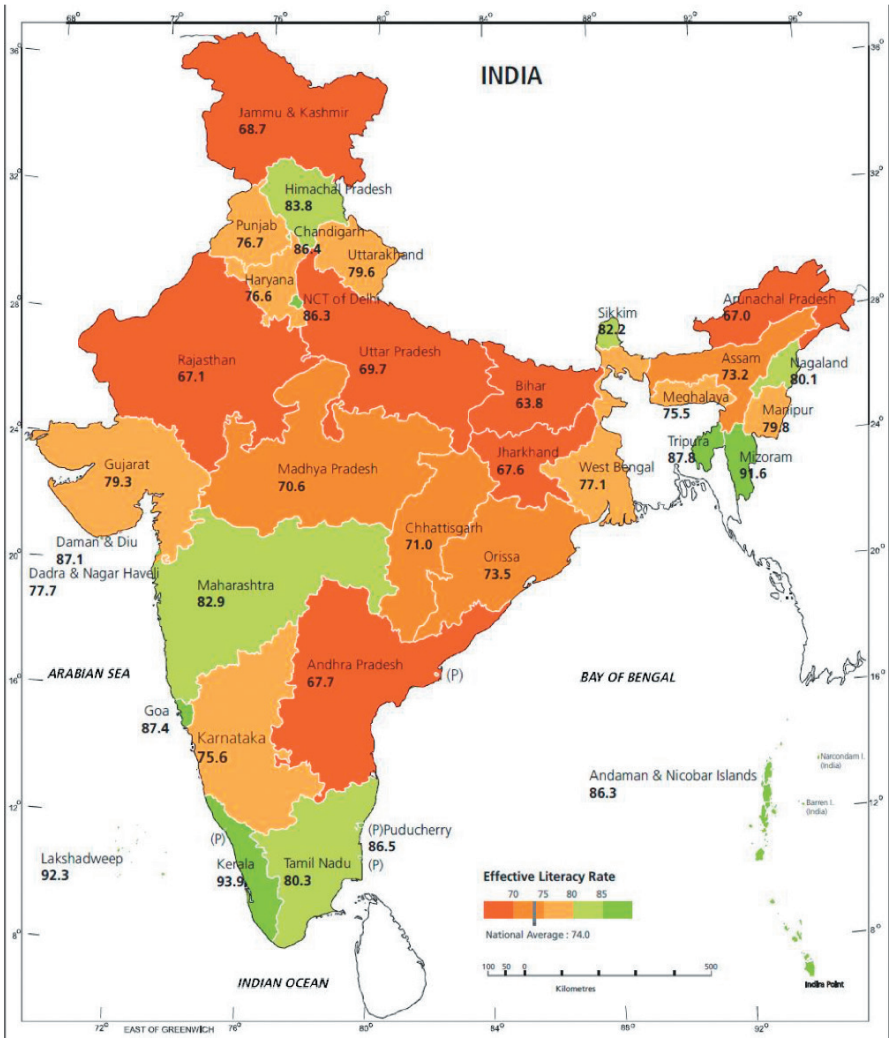
pioneer institute for success », « 100% Job Oriented » ou encore « ranked as one of the top 100 schools across India[3] ».

Au sein des États indiens, le Bihar se dénote par de nombreux indicateurs en matière de démographie comme de pauvreté, de chômage et d'illettrisme. Tandis qu'il présente la densité de population et la croissance démographique (de 82 à 104 millions d'habitants entre 2001 et 2011) les plus hautes de l'Union, sa pénurie structurelle d'emplois en fait un fournisseur notoire de la force de travail saisonnière pauvre non-qualifiée des mégalopoles de l'Inde et même des pays du Golfe. En outre, sa population, aux neuf dixièmes rurales, est particulièrement jeune (un tiers a moins de 15 ans) et affiche dans les campagnes le taux d'illettrisme le plus élevé de l'Union, à savoir 40%. Dans ce contexte marquant, la prolifération publicitaire précédemment décrite, si elle n'est pas l'apanage de cet État, y est néanmoins singulièrement intense et témoigne de l'existence d'un marché en matière d'offres éducatives très dynamique, allant de la maternelle jusqu'à la préparation aux examens d'entrée à l'université ou aux concours d'État de la fonction publique.

Plus qu'une simple demande, ces publicités explicitent par leur vocabulaire – « modernité », « développement », « succès » – l'existence d'un puissant imaginaire attaché à l'école et d'un certain nombre de représentations subjectives agissantes au sein de la population locale. En effet, en dépit de la nature extrêmement lacunaire des contacts antérieurs directs avec l'école de la part des familles, les attentes attachées à l'éducation ont considérablement crû depuis deux décennies et le lancement d'un véritable programme d'accès universel à l'école primaire gratuite en 2001[4]. Si le terrain ethnographique que j'ai réalisé au Bihar permet d'affirmer que les parents adhèrent aujourd'hui massivement à l'opportunité qui leur est offerte d'envoyer leurs enfants à l'école, cette dynamique soulève néanmoins des questions plus précises. Quels espoirs ces familles pratiquement dépourvues de capital scolaire, nourrissent-elles intimement quand elles scolarisent leurs enfants ? Quelles conduites adoptent-elles au jour le jour à l'égard de la scolarité et de l'éducation formelle en général ? Enfin, et d'une manière plus générale, quelles transformations sociales et quels changements concrets dans les vies des individus, la démocratisation actuelle de l'éducation et la scolarisation de masse en Inde contemporaine, occasionnent-elles ?

3 Traductions respectives : « Le tout premier événement dans le monde sur les meilleures pratiques d'apprentissage », « Un institut pionnier pour la voie du succès », « 100 % orienté vers l'emploi », « classé parmi les 100 meilleures écoles de l'Inde ».

4 Sarva Shiksha Abhiyan : version indienne, lancée en 2001 par le gouvernement central, du programme de l'Unesco « L'éducation pour tous » (Forum mondial sur l'éducation de Dakar, 2000).



Carte du taux d'alphabétisation par États en Inde. Avec un taux d'alphabétisation de 63,8 %, le Bihar est de 10 % en dessous de la moyenne nationale. (Source : National Commission on Population, Ministry of Health and Family Welfare, Government of India, Basé sur les données du Recensement de l'Inde en 2011.) // The map of the literacy rate by states in India. With a literacy rate of 63.8%, Bihar is 10% below the national average. (Source: National Commission on Population, Ministry of Health and Family Welfare, Government of India, Based on 2011 Census of India data.)

Distribution du repas gratuit de midi (ici riz et pommes de terre dans une école primaire publique d'un village du Bihar), particulièrement valorisé par des familles qui peinent à faire manger leurs membres tous les jours à leur faim, notamment dans certaines régions où le niveau de sous-nutrition des enfants demeure important. (© 2018 / I. Čápová.) // Distribution of a free lunch (rice and potatoes in a public primary school in a village in Bihar), particularly valued by families who struggle to feed their children every day, especially in certain regions where the level of undernutrition among children remains high. (© 2018 / I. Čápová.)

LES ANTÉCÉDENTS DE LA SCOLARISATION DE MASSE EN INDE ET LES MOTIVATIONS DES FAMILLES

La transformation profonde opérée par l'école s'est d'abord matérialisée dans ces bâtiments en dur majoritairement sortis de terre durant les années 2000 et 2010. Par la couleur rose de leurs façades, devenue emblématique, et par leur taille, ils se repèrent de loin, surtout dans les villages où ils font un contraste très net avec le reste des constructions plus modestes et plus ternes. Toutefois l'attrait de l'école ne tient pas qu'à sa gratuité et à la présence tant matérielle que symbolique de ses infrastructures. Elle repose également sur des programmes incitateurs concrets, comme la distribution de repas gratuits le midi, l'attribution de bourses d'études ou la délivrance de manuels scolaires et d'uniformes, autant d'avantages que les parents d'élèves rencontrés sur mon terrain jugeaient très appréciables. Plus que tout autre mesure, le Mid-Day Meal, ce fameux repas gratuit de mi-journée délivré à l'école, est à lui seul responsable d'une part importante des hausses d'inscription à l'école, notamment des filles de familles pauvres (Afridi, 2011) depuis une dizaine d'années. Certaines sont ainsi été envoyées à l'école accompagnées du petit frère ou de la petite sœur dont elles ont la charge afin que tous les deux bénéficient du repas gratuit le midi, même quand celui ou celle-ci est trop jeune pour être scolarisé. On observe même dans beaucoup d'écoles publiques un nombre désormais plus élevé de filles que de garçons, car les familles, envoyant prioritairement ces derniers dans des écoles privées, ne font suivre leurs sœurs que quand leurs finances le leur permettent.

Si jusque-là, la mise en œuvre effective de l'école primaire gratuite et universelle pour tous de 6 à 14 ans avait été faible, faute d'un sous-financement chronique de ce secteur au niveau de l'État, la campagne des années 2000 n'arrivait pas en terrain vierge. Depuis l'Indépendance du pays en 1947, les promesses d'une mobilité sociale et d'un futur meilleur avaient eu le temps de se frayer un chemin dans l'imaginaire inégalitaire mâtiné de valeurs démocratiques de la société. La montée en puissance économique et l'enrichissement spectaculaires dans cet intervalle de l'Inde, auxquels la population pauvre contribuait sans en partager les bénéfices (Shah & Lerche *et al.*, 2018), avait progressi-

vement imprimé l'idée dans les esprits que l'ensemble de la population était invitée à prendre part au « *vikās* » (développement en hindi) de la Nation et que l'éducation était le moyen à portée de main de tous pour y parvenir. Renforcée par le système des quotas dans l'accès aux universités et aux postes dans la fonction publique, mis en place dès l'Indépendance et considérablement élargis depuis, l'impression s'est peu à peu imposée qu'avec l'école les aspirations à la dignité des populations les plus modestes allaient pouvoir se réaliser et la hiérarchie sociale commencer à s'écrire autrement.

Cours dans une classe de primaire publique dans un village du Bihar, Inde. Les manques en équipements des écoles publiques sont en partie responsables des migrations vers le secteur privé. (© 2018 / I. Čápová.) // A public primary school classroom in a village in Bihar, India. Lack of equipment in public schools is partly responsible for migration to the private sector. (© 2018 / I. Čápová.)

MARCHÉ DES OFFRES ÉDUCATIVES, DISTINCTION SOCIALE ET SYSTÈME SCOLAIRE À PLUSIEURS VITESSES

De façon significative, l'afflux croissant d'enfants de milieux modestes dans les écoles publiques a rapidement entraîné la désertion dans les années 2000 de ceux de l'élite locale et des familles les plus aisées qui se sont alors tournées vers l'éducation privée dont l'offre a rapidement explosé. D'après mes interlocuteurs sur le terrain, il semble que ce mouvement subi de défection ait entraîné une nette diminution de la qualité de l'enseignement public. Sans prendre position sur la véracité de cet énoncé, il est notoire qu'il contribue à justifier des efforts effrénés de différenciation sociale sur le marché effervescent de l'enseignement privé dans une société où le parcours scolaire est un marqueur social et symbolique de plus en plus fort. De cette compétition résulte un renouvellement de la ségrégation sociale sur le terrain scolaire et plus largement un processus d'éducation de la population à plusieurs vitesses. Ce creusement des écarts est particulièrement marqué entre les populations pauvres d'un côté, qui, dans la perspective d'améliorer leur mode de subsistance, prennent progressivement pied dans l'éducation publique, où elles sont de toute façon implicitement cantonnées, et de l'autre, les populations des classes moyennes et supérieures qui, elles, mobilisent toutes leurs ressources économiques, sociales et scolaires au bénéfice de stratégies éducatives ambitieuses mises en œuvre dès le plus jeune âge des enfants (Donner, 2006).

Toutefois la fabrication des inégalités sur le terrain scolaire ne réside pas dans cette seule ségrégation et tient aussi à un essoufflement important des familles pauvres dans leurs efforts de scolarisation sur la longue durée, essentiellement par manque de conviction, de perspectives professionnelles

tangibles et de moyens financiers. Ainsi d'un taux d'inscriptions en cycle élémentaire de 97 % en 2015-2016, ce nombre chute à 49 % dans le cycle secondaire (Troisième-Seconde dans le système français) puis à 20 % dans le cycle secondaire supérieur (Première-Terminale dans le système français) et enfin à 15 % dans l'enseignement supérieur. Pour comparaison, ces chiffres sont respectivement au niveau national de 89 %, 51 %, 32 % et 25 %.

DEVENIR DIPLÔMÉ : ENTRE NOUVELLE IDENTITÉ ET PÉNURIE DES DÉBOUCHÉS

Malgré ces accents inégalitaires, la scolarisation de masse produit cependant une population de jeunes adultes instruits, mais d'origines modestes, qui parient sur leur niveau d'étude et l'obtention d'un travail qualifié pour dépasser la condition précaire de leurs parents. Plus encore, ces jeunes, qui sont d'habitude les premiers dans leurs familles à recevoir une telle formation scolaire, se retrouvent porteurs d'une image d'eux-mêmes qui ne rend plus concevable qu'ils poursuivent les travaux agricoles ou besogneux qui sont ceux de leurs parents, dans l'imaginaire collectif indissociablement attaché à la condition d'« illettré ». Ils sont en effet aux yeux de leur entourage les dépositaires de valeurs distinctives qu'on les avait justement envoyés faire leur a l'école (autodiscipline, respect des autorités, morale citoyenne, hygiène corporelle, propreté vestimentaire), et ceci leurs confère une identité et une respectabilité particulières (Jeffrey, Jeffery & Jeffery, 2004).

Les cours privés se déroulent deux fois par jour, avant et après l'école formelle proprement dite (publique ou privée). Ils sont délivrés à domicile par les jeunes diplômés du village, aspirant aux concours de la fonction publique (Bihar, Inde). (© 2019 / I. Čápová.) // Private lessons take place twice a day, before and after the actual formal school (public or private). They are delivered at home by the young graduates of the village, aspiring to take the civil service exams. Bihar, India (© 2019 / I. Čápová.)

Or dans une société indienne où environ 90 % des emplois relèvent du secteur informel, la confrontation de toutes ces ambitions avec la réalité du marché du travail est souvent rude et la plupart de ces jeunes se retrouvent forcés de rejoindre immédiatement après leurs études une forme de sous-emploi (Jeffrey, Jeffery & Jeffery, 2008). En manque donc de débouchés, ils s'obstinent à préparer et tenter en série, souvent durant plusieurs années de suite, des concours d'État de la fonction publique qui n'offrent qu'un nombre extrêmement restreint de places au regard du nombre, immense, des aspirants.

En prise toutefois avec la nécessité de contribuer aux revenus familiaux, une grande partie de cette jeunesse éduquée, ou bien rejoint le contingent des

enseignants des écoles privées (les écoles publiques n'acceptant que des enseignants formés), ou bien ouvre à domicile des cours du soir et du matin qui rencontrent depuis quelque temps une participation massive, excepté des enfants les plus pauvres, car l'opinion courante les estime indispensables à la réussite scolaire en sus des cours de l'école formelle. En principe de façon temporaire, ces jeunes diplômés trouvent ainsi un débouché digne de leur niveau d'éducation et qui leur procure le sentiment de pouvoir rendre à la communauté un savoir et un savoir-vivre dont ils se sont rendus possesseurs. Alors qu'ils en avaient été eux-mêmes exclus étant jeunes, les voici ainsi quinze ans plus tard, petites mains d'un système privé dont ils contribuent aujourd'hui à bâtir l'essor et la diversité que nous déclinent les innombrables panneaux publicitaires un peu partout dans le paysage indien.

BBIBLIOGRAPHIE/ BIBLIOGRAPHY

Afridi, Farzana, « The Impact of School Meals on School Participation : Evidence from Rural India », *The Journal of Development Studies* 47 (11), 2011, p. 1636-1656.

Donner, Henrike, « Committed Mothers and Well-adjusted Children : Privatisation, Early-Years Education and Motherhood in Calcutta », *Modern Asian Studies* 40 (2), 2006, p. 371-395.

Jeffrey, Craig, Jeffery, Patricia & et Jeffery, Roger, *Degrees Without Freedom ? Education, Masculinities, and Unemployment in North India*, Redwood City, Stanford University Press, 2008, 256 p.

Jeffrey, Craig, Jeffery, Patricia & Jeffery, Roger, 2004, « "A Useless Thing !" or "Nectar of the Gods ?" The Cultural Production of Education and Young Men's Struggles for Respect in Liberalizing North India », *Annals of the Association of American Geographers*, 2004, p. 961-981

Shah, Alpa, Lerche, Jens, Axelby, Richard, Benbabaali, Dalel, Donegan, Brendan, Raj, Jayaseelan & THAKUR, Vikramaditya, *Ground Down by Growth. Tribe, Caste, Class and Inequality in Twenty-first-century India*, Londres, Pluto Press, 2018, 304 p.

EDUCATING THE NATION: SOCIAL TRANSFORMATIONS, NEW ASPIRATIONS AND CHANGING LOCAL IDENTITIES IN INDIA

Iva ČÁPOVÁ
Contractual Ph.D. candidate at ENS Paris & affiliated at CMH and CEIAS
May 2020

EDUCATIONAL ENTHUSIASM IN THE COUNTRYSIDE

Modern Expert Public School: "Please! Contact in the Office as Soon as Possible for Bright Future of Your Children, Because Best Quality and Best Education is Only Requried (sic) to Develop the Mind of Your Child." This is the inscription, written in white on a red background, on the already dilapidated large billboard which, from the top of its two bamboo stems, welcomes us as we enter the classroom of a private school in Bihar. In this northern Indian state, such billboard, which offers a variety of educational opportunities in more than a rough English, is far from being an exception. Advertisements for schools or other private education centres are scattered all over the landscape, both urban and rural. From tall buildings along a road, a wall where they are painted or glued in series as posters, an electric pole stuck between a betel merchant's shack, a chai seller's stall to the trunk of a lonely tree in the middle of a field, the advertisements for these schools and private study centres try to draw attention everywhere. They give themselves suggestive names such as "Mat's Guru Rahul Sir Classes", "Ambition Success Centre" or "Royal Academy", and boast such extraordinary merits as being "The first-ever event on best learning practices around the world", "A pioneer institute for success", "100% Job Oriented" or "ranked as one of the top 100 schools across India".

Within the Indian states, Bihar has many demographic indicators such as poverty, unemployment and illiteracy. While it has the highest population density and growth (from 82 to 104 million people between 2001 and 2011) within the Union, its structural shortage of jobs makes it a notorious supplier for the seasonal poor, unskilled labour force of India's megacities and even the Gulf countries. Moreover, nine-tenths of its population is rural and particularly young (one-third is under 15 years of age), with the highest rural illiteracy rate within the Union, which is 40%. The proliferation of advertising described above, while not exclusive to the State, is nevertheless particularly intense and reflects the existence of a very dynamic market of educational offers, from kindergarten to university entrance exams and state civil service competitions.

More than a simple request, these advertisements explain through their vocabulary – "modernity", "development", "success" – the existence of a dominant imaginary linked to the school and several subjective representations acting within the local population. Indeed, despite the extremely deficient

direct previous contact with the school on the part of families, expectations related to education have considerably increased over the past two decades and the launch of a proper programme of universal access to free primary school in 2001. Although the ethnographic fieldwork that I carried out in Bihar makes it possible to affirm that parents today massively adhere to the opportunity offered to them to send their children to school, this dynamic, nonetheless, raises more precise questions. What hopes do these families, practically deprived of educational capital, have when they send their children to school? What is their daily conduct regarding schooling and formal education in general? Finally, and on a more general level, what social transformations and real changes in people's lives are taking place as a result of the current democratization of education and mass schooling in contemporary India?

THE HISTORY OF MASS SCHOOLING IN INDIA AND FAMILIES' MOTIVATIONS

The profound transformation carried out by the school began to materialize in these solid buildings, most of which were built between 2000 and 2010. The pink colour of their facade, which has become emblematic, and the size of the buildings make them stand out from afar, especially in the villages where they contrast sharply with the rest of the more modest and dull buildings. However, the school's appeal is not only due to its free schooling but also due to the material and symbolic infrastructure's presence. Another reason for its appeal is the particular incentive programmes, such as the distribution of free lunches, scholarships, textbooks and uniforms, which the parents of the pupils, which I met, found very appealing. Above all, the Mid-Day Meal, the famous free midday meal provided at the school, has alone been responsible for a significant part of the enrolment increases, especially for girls from low-income families (Afridi, 2011) over the last ten years or so. Some girls are sent to school with their younger siblings so that they can both benefit from the free lunches, even if they are too young to go to school. In many public schools, the number of girls now outnumbering boys is even higher, because families send their boys to private schools as a priority and only send their sisters to private schools when their finances allow them to do so.

While the effective implementation of free and universal primary education for all 6-14-year olds has so far been weak due to chronic underfunding of this sector at the State level, the campaign in the 2000s did not come to a standstill. Since the country's independence in 1947, the promises of social mobility and of a better future had time to find its way into the inegalitarian imaginary mixed with the democratic values of the society. India's dramatic economic rise and enrichment during this period, to which the poor population was contributing without sharing the benefits (Shah & Lerche *et al.*, 2018), had gradually instilled the idea that the whole population was invited to take part in the "*vikâs*" (development in Hindi) of the Nation and that education would be affordable for all – reinforced by the introduction of a quota system for all to have access to universities and civil service posts, which was introduced at the time of inde-

pendence and has been considerably expanded since then. The perception that through education, it was possible to fulfil the aspirations of the humblest people for dignity, and that the social hierarchy was beginning to be written differently, has gradually gained ground.

THE MARKET FOR EDUCATIONAL OFFERS, SOCIAL DISTINCTION AND A MULTI-SPEED SCHOOL SYSTEM

Significantly, the growing influx of children from modest backgrounds into public schools rapidly led to the desertion in the 2000s of those from the local elite and wealthier families who then turned to private education, whose supply rapidly exploded. According to my interlocutors within the field, this sudden defection seems to have led to a sharp decline in the quality of public education. Without taking a position on the veracity of this statement, it is well known that this helps to justify the unbridled social differentiation efforts in the effervescent private education market in a society in which the educational pathway is an increasingly reliable social and symbolic marker. The result of this competition is a renewal of social segregation in schools and, more broadly, a multi-speed process of educating the population. This widening gap is particularly marked between the poor populations, which on the one hand, hopes to improve their means of subsistence by gradually gaining a foothold in public education, where they are in any case implicitly confined, and on the other hand, the middle and upper-class populations, which mobilize all their economic, social and educational resources in favour of ambitious educational strategies implemented from the earliest age of children (Donner, 2006).

However, the creation of inequalities on the school ground does not lie in this segregation alone. It is also because low-income families are running out of energy when it comes to their long-term schooling efforts, mainly due to a lack of conviction, tangible professional prospects and financial means. Thus, compared to an enrolment rate of 97% in elementary education in 2015-2016, this number declines to 49% in secondary education (years 10 and 11 in the British system), then to 20% in upper secondary education (years 12 and 13 in the British system) and finally to 15% in higher education. These figures are 89%, 51%, 32% and 25% respectively at the national level for comparison.

BECOMING A GRADUATE: BETWEEN A NEW IDENTITY AND A SHORTAGE OF OPPORTUNITIES

Despite these inequalities, mass schooling nevertheless produces a population of educated young adults from modest backgrounds, who rely on their level of education and the acquisition of skilled work to overcome the precarious condition of their parents. Moreover, these young people, who are usually the first in their families to receive such schooling, find themselves the bearers of a self-image that no longer makes it conceivable for them to continue working on their parents' farms or doing the hard work that their parents did since in

the collective consciousness they are attached inseparably to the status of "illiterate". In the eyes of the people around them, they are in fact the custodians of the distinctive values for which they were sent to school (self-discipline, respect for the authorities, civic morality, personal hygiene, cleanliness of clothing), and this gives them a special identity and respectability (Jeffrey, Jeffery & Jeffery, 2004).

However, in Indian society, where about 90 % of jobs are in the informal sector, the challenges of confronting all these expectations as well as the reality of the labour market are often harsh. Most of these young people are usually obliged to immediately join a form of underemployment after their studies (Jeffrey, Jeffery & Jeffery, 2008). As a result, given the lack of job opportunities, they persist in preparing and attempting, often for several years in a row, for a series of state civil service competitions that offer only a minimal number of places compared to the vast number of applicants.

However, in line with the need of contributing to the family's income, many of these educated young people either join the contingent of teachers in private schools (public schools only accept trained teachers), or open evening and morning classes at home, which for some time now have met with massive participation, except for the poorest children, as current opinion considers them indispensable for academic success in addition to formal school courses. In principle, these young graduates, thus, find an outlet worthy of their education's level and which gives them the feeling of being able to give something back to the community in terms of the knowledge and skills they have acquired. Fifteen years later, here they are, excluded as young people, the small hands of a private system whose growth and diversity they are now helping to build, as shown by the countless billboards all over the Indian landscape.

LE LOGEMENT DES MIGRANTS INTERNES EN CHINE : LES RUSES DE L'INTÉGRATION URBAINE

Cinzia Losavio
Doctorante contractuelle (univ. Paris-I Panthéon-Sorbonne), rattachée au CRIA
Juillet 2020

Les images des gares chinoises débordant de voyageurs et des bousculades lors de la fête du Printemps ont contribué ces dernières années à faire des flux migratoires internes en Chine un phénomène internationalement connu. Défini comme la plus grande migration humaine au monde, le *chunyun*, la période de l'année de plus grande affluence dans les transports, concerne principalement la *population flottante* (流动人口 *liudong renkou*), une population de travailleurs migrants qui rentre dans son lieu d'origine pour les retrouvailles familiales.

Passée de 6,6 millions en 1982 à 288 millions en 2018, la *population flottante* comprend tout individu se déplaçant temporairement à l'intérieur des frontières nationales sans l'obtention d'un permis de résidence permanente dans la ville où il habite. Ces vagues migratoires internes, en forte augmentation depuis le lancement des réformes économiques en 1978 et qui s'orientent principalement des zones rurales et de petites villes vers les grands centres urbains ont contribué à soutenir la croissance économique chinoise à un rythme frénétique au cours de ces quatre dernières décennies. Une osmose s'est ainsi produite entre les deux processus de développement économique et urbain et de mobilité tant spatiale que sociale. Toutefois, si elle a élevé les conditions de vie des urbains comme des ruraux, cette osmose n'a pas contribué à la disparition des inégalités entre ville et campagne, mais plutôt à leur transfert dans l'espace urbain.

Les migrants internes à la gare de Wuchang (Wuhan) se rendant à leur lieu d'origine pour la fête du Printemps (春节, *chunjie*), le nouvel an chinois. (© janv. 2016 / Cinzia Losavio.) // Internal migrants at Wuchang (Wuhan) station returning to their place of origin for the Spring Festival (春节, *chunjie*), the Chinese New Year. (© January 2016 / Cinzia Losavio.)

Dans cet article, nous présentons la question de l'integration urbaine de la *population flottante* au prisme du logement et des choix résidentiels.

Nous revenons sur le contexte sociopolitique des quarante dernières années expliquant pourquoi les migrants de l'intérieur (terme ici équivalent à « *population flottante* ») mettent désormais sur un pied d'égalité l'intégration urbaine et la propriété d'un logement en ville. Puis, s'appuyant sur le cas d'une ville du Guangdong, Zhuhai, nous présentons les voies informelles d'accession à la propriété de ces migrants.

Les migrants internes, résidents *de facto* en ville, sont le plus souvent originaires de petites villes, bourgs et cantons éloignés. Les services sociaux de base auxquels ils ont accès restent ancrés au lieu d'enregistrement de leur résidence et les migrants internes sont dépendants du statut d'*agricole* qui leur est attribué par le biais du *hukou*, le système d'enregistrement des ménages. Le transfert de ce document de la ville d'origine à la ville de migration, qui signifie en Chine une migration officielle, s'avère être une procédure très longue et complexe que la plupart des migrants préfèrent ne pas engager. Plusieurs raisons l'expliquent. Tout d'abord, transférer le *hukou* d'origine vers un lieu où il est difficile de prévoir la durée du séjour, n'est pas envisageable d'autant plus que l'un des critères d'éligibilité est la preuve que l'on détient (dans la ville où l'on habite) un travail et une résidence stables depuis plusieurs années. De plus, migrer officiellement en zone urbaine prive les ruraux du droit d'usage de leur terrain à la campagne, les privant non seulement de la propriété d'un bien immobilier (habitation construite sur un terrain rural constructible), mais aussi d'une source de revenus de secours (lopin de terre cultivable). Enfin, bien que presque complètement exclus des programmes de prestations sociales hors de leur lieu de résidence officielle, les migrants peuvent désormais avoir recours au marché pour accéder aux biens et services essentiels, n'ayant plus vraiment d'obstacle à leur permanence en ville.

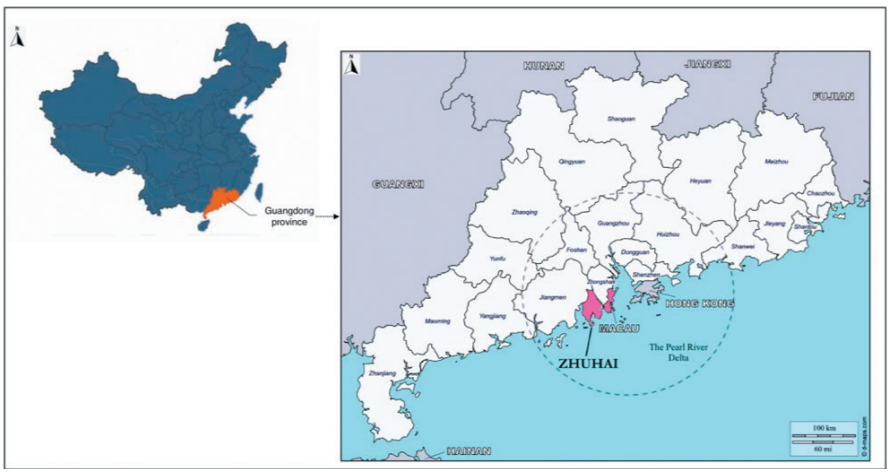
Deux migrants originaires du Shandong contemplant les coûteux logements de marché construits suite à la démolition d'une partie d'un village urbain, dans le centre-ville de Guangzhou, province du Guangdong. (© déc. 2016 / Cinzia Losavio.) // Two migrants from Shandong contemplating the expensive commodity housing built after the demolition of part of an urban village in Guangzhou's city centre, Guangdong Province. (© December 2016/Cinzia Losavio.)

Le logement urbain reste toutefois une question épineuse pour des millions de migrants internes. Devenu un symbole fort pour les migrants de leur intégration en ville, l'accès au logement en milieu urbain demeure difficile pour beaucoup d'individus qui se déplacent entre zones rurale et urbaine. N'ayant pas les moyens d'acheter un *logement de marché* en ville et ne pouvant pas prétendre aux allocations sociales ou aux logements sociaux garantis par la ville dans laquelle ils migrent, les migrants internes rejoignent le groupe dit sandwich incluant les ménages à revenu moyen-inférieur ayant des difficultés à se loger.

Le passage d'une économie planifiée à une économie de marché a entraîné en Chine la transition du système du « *logement de bien-être* », octroyé par l'État à tous les urbains, vers un autre système qui, encourageant l'investissement privé, a transformé le logement urbain en un *bien marchand*. La réforme de l'immobilier lancée par Deng Xiaoping dans les années 1980-1990 a d'abord libéralisé la construction, puis l'achat des logements en ville, transformant la société urbaine en un peuple de propriétaires. Pour tout ménage, l'achat d'un bien immobilier en ville constitue désormais un important marqueur d'ascension sociale et d'aisance matérielle, un gage de sécurité et de stabilité, ainsi qu'un moyen privilégié de placement de l'épargne.

L'essor du marché de l'immobilier n'a pas uniquement bénéficié aux acteurs privés mais a surtout contribué à nourrir les finances publiques au niveau local (dès la réforme fiscale de 1994, les gouvernements locaux reçoivent 47 % des recettes publiques mais doivent contribuer à 80 % des dépenses), *via* l'accumulation et la vente de ressources foncières destinées à la construction (Lin et Yi, 2013). Ces dynamiques tournées vers le profit ont engendré une appréciation des valeurs immobilières qui a transformé le logement urbain en moteur de la croissance économique chinoise (Aveline, 2017). En tant qu'*État développeur* (Knight, 2014), la Chine a poursuivi une stratégie productiviste, érigeant le secteur immobilier en garant du développement économique et de la stabilité sociale.

Suite à la crise asiatique de 1997, puis à la crise financière de 2008, les autorités centrales ont été contraintes de renforcer le rôle de la consommation de logements de marché et de logements sociaux dans la croissance nationale, stimulant le secteur de la construction. Les prix de l'immobilier urbain ont ainsi connu une hausse spectaculaire (dans les 35 plus grandes villes chinoises, les prix immobiliers moyens ont progressé à un taux annuel de 17 % entre 2004 et 2013), générant l'éclosion d'une *bulle immobilière* (Aveline, 2020).



Localisation de la ville-préfecture de Zhuhai dans la province du Guangdong. (© Cinzia Losavio.) // The location of the prefecture-level city of Zhuhai in Guangdong province. (© Cinzia Losavio.)

En parallèle, l'accession à la propriété est aussi devenue un révélateur essentiel des inégalités sociales et spatiales. Les prix élevés de l'immobilier, le marché de la location insuffisamment développé et les besoins en logement des catégories sociales les plus dépourvues (notamment des migrants internes) systématiquement sous-estimés, ont contribué à transformer le logement d'un bien essentiel en un bien financièrement inaccessible. Cela a entraîné une fragmentation des spatialités urbaines, et a par ailleurs rendu tout ménage, y compris les plus modestes, encore plus obsédés par l'accès à la propriété.

À partir de 2008, le gouvernement chinois a lancé un ambitieux plan de 400 milliards de yuans voué à améliorer l'offre de logements sociaux pour 7,5 millions de *ménages modestes ayant des difficultés à se loger* (Li, 2014). Toutefois ce programme ne prenait en compte que les foyers urbains, négligeant les 136 millions de migrants recensés en zone urbaine en 2007. Il a fallu la crise financière de 2008 pour que le gouvernement central commence à entrevoir l'intérêt d'intégrer les migrants internes dans la classe moyenne urbaine. Cela permettait en effet de consolider le nouveau modèle de croissance reposant davantage sur la consommation intérieure. Ce projet a été formalisé lors du lancement du premier plan national d'urbanisation 2014-2020 qui fixait l'objectif d'octroyer le *hukou* urbain à 100 millions de migrants dans les villes petites et moyennes. Puis, en 2010, le gouvernement a admis pour la première fois que certains migrants hautement qualifiés puissent être éligibles au *logement locatif public*, un nouveau régime social de location à prix contrôlé.

Le lien existant entre migrations internes et dynamiques urbaines demeure indissociable en Chine, toutefois il a indéniablement évolué au cours de ces quarante dernières années. La *population flottante* n'est plus perçue comme un *flux aveugle* (盲流 *mangliu*) menaçant l'ordre public des villes comme dans les années 1980. Elle n'est plus assimilée aux ouvriers-paysans (农民工 *nongmingong*) peu qualifiés sur lesquels s'appuyait la croissance urbaine à faible coût des années 1990. Depuis peu, les nouvelles aspirations urbaines orientées vers un développement qualitatif et innovant ainsi que le besoin de pourvoir à une société toujours plus vieillissante, ont contribué à redéfinir positivement le rôle des migrants en ville, laissant envisager de nouvelles possibilités d'intégration.

Le cas de Zhuhai, ville-préfecture de la province du Guangdong à l'avant-garde des réformes économiques et immobilières, offre une bonne illustration de ces nouvelles voies d'intégration des migrants. Cette ville située dans le Delta de la Rivière des Perles, en face de Hong Kong et Macao, présente des prix immobiliers parmi les plus élevés en Chine, et compte une *population flottante* de plus d'un tiers de sa population totale. Non qu'elle soit représentative des villes chinoises, Zhuhai est plus petite en terme démographique que les mégapoles de Shenzhen, Guangzhou, Pékin et Shanghai, mais son PIB par tête est plus élevé que certaines d'entre elles (127 227 yuans en 2015 contre 109 603 à Pékin et 106 009 à Shanghai). Zhuhai constitue donc une vitrine des transformations sociospatiales actuelles qui concernent les villes petites et moyennes vouées à croître à un rythme plus rapide que les mégapoles.

La carte représente la ville de Tangjiawan, dans la partie nord de Zhuhai. Au-dessus de la carte, les images d'un ensemble d'habitations à droits de propriété partagés (共有产权住房 gongyou chanquan zhufang). Source de la carte : © Zhuhai Urbain (共有产权住房). // The map illustrates Tangjiawan Town, in the northern part of Zhuhai. Above the map, the images of a shared property rights housing complex (共有产权住房 *gongyou chanquan zhufang*). Map source: Zhuhai Urban Planning Bureau. (© May 2017/Cinzia Losavio.)

Durant la dernière décennie, un nouveau projet urbain plus inclusif envers les populations allochtones a été mis en œuvre à Zhuhai. Tout d'abord, l'introduction en 2011 d'un nouveau système d'octroi du *hukou* local sur la base d'un quota et de l'attribution de points (Losavio, 2019), laisse présager qu'une place plus importante est en train d'être créée pour les migrants demeurant en ville sans droits sociaux. Ensuite, depuis 2014, les régimes du logement social en vigueur à Zhuhai s'ouvrent à certaines catégories migratoires : les migrants ayant obtenu le *hukou* local depuis au moins 5 ans sont admis au programme de *logement à prix abordable* (accession aidée à la propriété) ; le *personnel hors site* très qualifié peut participer au programme de *logement locatif public* ; les *talents* bénéficient des *logements dédiés au personnel qualifié* (location ou accession aidées à la propriété) ou des *logements à propriété partagée* (accession à un titre de propriété partielle). Apparemment plus inclusif, cet agenda ne compte intégrer en ville que les migrants les plus jeunes, qualifiés et performants, autrement dit, ceux qui constituent une meilleure ressource pour un développement urbain *haut de gamme*.

Dans un contexte urbain où l'offre de logements sociaux est limitée aux *autochtones* ou aux migrants *talentueux*, et où le *logement de marché* n'est pas accessible aux plus dépourvus, y aurait-il un moyen moins conventionnel pour les migrants qui ne disposent pas d'un capital, économique ou de savoir-faire suffisant d'accéder à la propriété en ville comme garantie d'intégration ?

Les études précédentes concernant les choix résidentiels des migrants internes en Chine ont mis l'accent sur le parc locatif privé dans les villages urbains (les villages ruraux qui, en raison de l'urbanisation accélérée des dernières décennies, ont été atteints par l'expansion urbaine et encerclés de gratte-ciel) (Losavio, 2020), qui représente encore l'option la plus répandue pour les migrants pour se loger. Cependant, l'accession à la propriété dans ces mêmes zones grises est faiblement documentée.

Un complexe d'immeubles de « petites propriétés » dans un village urbain de Zhuhai. (© mars 2017/ Cinzia Losavio.) // A "small properties" complex in an urban village of Zhuhai. (© March 2017/Cinzia Losavio.)

Il existe deux types de propriété *de facto* sans reconnaissance légale mais qui font figure de voies informelles d'intégration pour les migrants. Les deux types sont situés dans les *villages urbains* et concernent des ménages de migrants à revenus faibles ou moyens. Le premier, la « *etite propriété* » (小产权房 *xiochanquanfang*), désigne les logements construits aux frais de villageois autochtones sur un terrain rural dont ils disposent. Ces logements sont vendus à des acheteurs hors de la communauté villageoise, notamment des migrants (Losavio, 2020). Leur informalité tient à plusieurs raisons. Tout d'abord les droits de propriété des logements construits dans le village ne peuvent pas être transférés hors de la communauté villageoise. Deuxièmement, ces logements sont édifiés sur des terrains agricoles non destinés à la construction ou sur des terrains ruraux constructibles limités à l'usage personnel. Enfin, l'achat de ce type de logement ne prévoit pas un acte de propriété formel, le *livret rouge*, mais un équivalent informel, le *livret vert* (Qiao 2017).

Le deuxième type, la « propriété *de facto* » (事实上产权 *shishishang chanquan*), concerne les immeubles dont la construction est entièrement financée par un foyer de migrants sur un terrain mis à disposition par des villageois autochtones. Une fois la construction de l'immeuble accomplie, les deux ménages concernés en partageront la propriété. En l'absence de documents le prouvant, la propriété exclusivement *de facto* du ménage de migrants ne repose que sur un solide lien de confiance avec les villageois, qui garantirait, selon les dires des migrants interviewés, une indemnisation sûre en cas de redéveloppement du village. Compte tenu du coût nettement inférieur de ces logements informels face au marché formel, la *petite propriété* et la *propriété de facto* contribuent à fournir un logement abordable en ville à environ 80 millions de ménages de migrants. Ces marchés informels ayant atteint des proportions gigantesques (estimés à 30 % des logements dans les villages urbains),

le gouvernement n'est plus en mesure de les supprimer, au risque de compromettre la stabilité sociale du pays. L'accession informelle à la propriété constitue non seulement une garantie d'intégration urbaine pour nombre de migrants internes, il soulage également l'État dans son rôle de garant de biens essentiels.

La manière dont l'État chinois administre les populations qui migrent à l'intérieur du pays pour contribuer au développement urbain, génère des interstices d'informalité en ville. Elle renforce également un mode d'urbanisation spatialement et socialement hiérarchisée, qui transforme les disparités territoriales sans nécessairement les ajuster.

BIBLIOGRAPHIE/BIBLIOGRAPHY

Aveline-Dubach, Natacha, « La centralité du foncier dans le régime d'accumulation du capital en Chine [Centrality of Land in the Capital Accumulation Regime in China] », *Revue de la régulation. Capitalisme, institutions, pouvoirs* 21, 2017.

—, « China's Housing Booms : A Challenge to Bubble Theory », *in* Denise Pumain (éd.), *Theories and Models of Urbanization : Geography, Economics and Computing Sciences*, New York, Springer International Publishing, 2020, p. 183-208.

Knight, John B., « China as a Developmental State », *The World Economy* 37 (10), 2014, p. 1335-1347.

Li, Mingye, « Le logement social en Chine : Une politique subordonnée à la croissance économique et à la stabilité sociale », Thèse de doctorat, U. Paris-Est (Institut d'Urbanisme de Paris/École Nationale des Ponts et Chaussées), 2014.

Lin, George & Francine Yi, « Urbanization of Capital Or Capitalization on Urban Land ? Land Development and Local Public Finance in Urbanizing China », *Urban Geography* 32, 2013, p. 50-79.

Losavio, Cinzia, « Building wealth through a stratified inclusion : the point-based hukou system in Zhuhai », in Natacha Aveline, *Pathways of sustainable urban development across China – the cases of Hangzhou, Datong and Zhuhai*, Venise, Imago editor, 2019, p. 108-120.

—, « Xiaochanquan (China) », *in* A. Ledeneva, E. Teague, P. Matijevic, G.M. Moisé, P. Majda & M. Toqmadi (éds), *The Global Encyclopaedia of Informality*, Vol. 3, *The Global Informality Project*, Londres, UCL Press, 2020.

—, « Chéngzhôngcûn (China) », *in* A. Ledeneva, E. Teague, P. Matijevic, G.M. Moisé, P. Majda & M. Toqmadi (éds), *The Global Encyclopaedia of Informality*, Vol. 3, *The Global Informality Project*, Londres, UCL Press, 2020.

Qiao, Shitong, *Chinese Small Property : The Co-Evolution of Law and Social Norms*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017, 230 p.

CHINA'S INTERNAL MIGRANTS HOUSING AND THE TRICKS OF URBAN INTEGRATION

Cinzia Losavio
Contractual Ph.D. candidate at univ.
Paris-I Panthéon-Sorbonne & affiliated at CRIA
July 2020

Pictures of Chinese railway stations overflowing with travellers along with the hustle and bustle during the Spring Festival have in recent years contributed to making internal migration flows in China known internationally. The *Chunyun*, which is the busiest time of the year for the Chinese transportation system, has been defined as the largest human migration in the world. This migration mainly concerns China's *floating population* (流动人口 *liudong renkou*), a population of migrant workers returning to their place of origin for family reunions. This population increased from 6.6 million in 1982 to 288 million in 2018, and it includes any individual moving temporarily within China's national borders, without obtaining a permanent residence permit in the city of arrival. These internal waves of migration have risen sharply since the start of China's economic reforms in 1978. They concern mainly population movements from rural areas and small towns to large urban centres, which have helped sustain China's frenetic growth during the last four decades. Indeed, a form of osmosis has occurred between the processes of economic and urban development on the one hand, and spatial and social mobility on the other. However, while this osmosis has raised living conditions of both urban and rural dwellers, it has not contributed to the disappearance of inequalities between urban and rural areas, but rather to their transfer within urban space.

In this article, we present the issue of the *floating population*'s urban integration through the prism of housing and residential choices. We will illustrate the socio-political context of the last forty years explaining why internal migrants (used here as a synonym of *floating population*) associate urban integration with urban homeownership. Based on the case of a city in Guangdong province, Zhuhai, we will then present migrants' informal channels to get to homeownership.

Internal migrants are *de facto* urban residents who mostly come from small towns, remote villages and townships. They only have access to basic social services in the place of their official residential registration. These services are linked to migrants' *agricultural* status which is granted to them through the *hukou*, China's household registration system. The transfer of *hukou* registration from the place of origin to the destination city constitutes official migration in China, and it is a very long and complex procedure which most migrants prefer not to undertake. There are several reasons for this. First, it is not possible to change *hukou* registration when it is difficult to predict the duration of stay in a new location, as one of the eligibility criteria is the proof of having a

stable job and a fixed residence for several years in the city of arrival. Moreover, officially migrating to urban areas deprives rural people of their land use right in the countryside. This takes away not only their right to own property (the housing built on their rural construction land plot), but also a source of emergency income (their plot of arable land). Finally, although almost completely excluded from social benefit programs outside the place of official residence, migrants can now purchase essential goods and services on the market, so there is no longer any real obstacle to their permanence in cities.

Urban housing, however, remains a thorny issue for millions of internal migrants. Access to housing in urban areas has become a strong symbol within migrants of their integration into cities, yet it remains difficult for many individuals floating between rural and urban areas. They lack the means to buy *commodity housing*, and they are not eligible for social benefits nor for social housing in host cities. Internal migrants are thus part of the so-called *sandwich* group which refers to lower-middle income households facing accommodation problems.

The transition from a planned economy to a market economy has led to the transition from China's "welfare-oriented public housing distribution system", provided by the State to all urban citizens, to a different system which, by encouraging private investment, has transformed urban housing into a *tradable commodity*. The real estate reform launched by Deng Xiaoping in the 1980-90s first liberalised construction, then the purchase of housing in cities, transforming China's urban society into a people of homeowners. Buying an urban housing has become for all households an important marker of upward social mobility and of material well-being, a guarantee of security and stability, as well as a preferred means of investing their savings. The rapid development of the real estate market has not only benefited private actors, but has above all contributed to supporting local public finances, *via* the accumulation and sale of land resources intended for construction (Lin & Yi, 2013). Indeed, following tax reforms in 1994, local governments receive 47% of public revenues, but must provide 80% of total government expenditure. These profit-oriented dynamics have led to an increase in real estate values that has transformed urban housing into an engine of China's economic growth (Aveline, 2017). Acting as a *developmental state* (Knight, 2014), China has pursued a *productivist* strategy, making the real estate sector as the guarantor of economic development and social stability. Following the Asian crisis of 1997, and the global financial crisis of 2007, the Chinese central government was forced to strengthen the role of housing and social housing consumption in China's GDP, thus stimulating the construction sector. The price of urban real estate has thus increased dramatically (in more than 35 major Chinese cities, real estate prices rose at an annual rate of 17% between 2004 and 2013), leading to the bursting of a real estate bubble (Aveline, 2020).

At the same time, home ownership has also become a key indicator of social and spatial inequalities in China. High real estate prices, China's still underdeveloped rental market as well as the systematically underestimated housing

needs of the most-deprived social categories (notably internal migrants), have contributed to transform housing from an essential good into a financially inaccessible one. This has led to a fragmentation of urban space, and has also made all households, including the most modest, even more obsessed with access to homeownership.

Starting in 2008, the Chinese government launched an ambitious 400 billion Yuan plan to improve the supply of social housing for 7.5 million low-income *households with housing difficulties* (Li, 2014). However, this program only concerned urban households, neglecting the 136 million migrants identified in urban areas in 2007. It was not until the financial crisis of 2008 that the central government has realised the potential value of integrating internal migrants into China's urban middle class. This would make it possible to consolidate the country's new growth model, relying on domestic consumption. This project was formalised with the launch of the first national urbanisation plan for 2014-2020, which set the goal of granting the urban hukou to 100 million migrants in small and medium-sized cities. Then, in 2010, the government admitted for the first time that some highly skilled migrants may be eligible for *public rental housing*, a new social rental scheme with government-controlled rents.

In China, the bond between internal migration and urban dynamics remains indissoluble, yet it has undeniably evolved over the past 40 years. The *floating population* is no longer seen as a *blind flow* (盲流 *mangliu*) threatening public order in cities, as was the case in the 1980s. It is no longer equated with low-skilled peasant workers (农民工 *nongmingong*) whose cheap labour fed urban growth during the 1990s. Recently, the new urban aspirations geared to qualitative and innovative development, together with the need to provide for an increasingly aging society have contributed to redefining positively the role of migrants in cities, opening up new possibilities of urban integration.

The case of Zhuhai, a prefecture-level city in Guangdong province, at the forefront of economic and real estate reforms, provides a good illustration of these new ways of integrating migrants. Zhuhai, which is located in the Pearl River Delta, opposite Hong Kong and Macau, has some of the most expensive housing prices in China and its *floating population* accounts for one third of its total inhabitants. Zhuhai is smaller in demographic terms than the megalopolises of Shenzhen, Guangzhou, Beijing and Shanghai, but its GDP per capita is higher than some of them (127,227 Yuan in 2015, compared to 109,603 Yuan in Beijing and 106,009 Yuan in Shanghai). Although Zhuhai is almost certainly not representative of Chinese cities, it is a showcase of China's current socio-spatial transformations affecting small and medium-sized cities, set to grow more quickly than the megalopolises.

Over the past decade, a new and more inclusive urban agenda aimed at integrating internal migrant populations, has been implemented in Zhuhai. First of all, the introduction in 2011 of a new system for granting local *hukou* permit on the basis of quotas and the allocation of points (Losavio, 2019) suggests that a more important place is being created for migrants living in cities without social rights. Second, the social housing regimes in force in Zhuhai have opened up to

certain migratory categories since 2014, including: migrants who have obtained a local *hukou* permit for at least 5 years and who are admitted to the *affordable housing* program (social access to home ownership); *off-site personnel* who are highly qualified and who can now participate in *public rental housing* programme; and *talented persons* who are now eligible for *housing dedicated to qualified personnel* (rental-oriented or ownership-oriented) or *shared property rights housing* (access to partial ownership). This, apparently more-inclusive agenda aims to integrate only the youngest, the most qualified and the most efficient migrants, who are a better resource for *high-end* urban development.

In an urban context with the supply of social housing limited to urban dwellers or *talented* migrants, and in which the *housing market* is not accessible to the most deprived households, it may be asked whether there is a less conventional path for migrants who do not have sufficient capital – economic or in terms of expertise – to have access to urban property as a guarantee of integration.

Previous studies on the residential choices of internal migrants in China have focused on the private rental stock in urban villages (rural villages that have, as a result of the dramatic urbanization process of the last decades, been encircled by urban settlements and skyscrapers) (Losavio 2020), which remains the most widespread housing option for migrants. Yet, homeownership in these grey areas is poorly documented. There are in fact two types of *de facto* property without legal recognition, but which appear as informal channels of the integration for migrants. Both types are located in *urban villages* and both target low and middle-income an informal equivalent (the *green booklet*) (Qiao, 2017).

migrant households. The first concerns "*small property rights*" (小产权房 *xiochanquanfang*), which designates housing built at the expense of indigenous villagers on their rural land, and which are then sold to buyers outside the village community, especially migrants (Losavio, 2020). The informality of these dwellings is due to several reasons: first, the ownership rights of housing built in the village cannot be transferred out of the village community; second, these housing are built on agricultural land not intended for construction or on rural construction land limited to personal use; and finally, the purchase of such housing does not provide formal title deeds (the *red booklet*), but

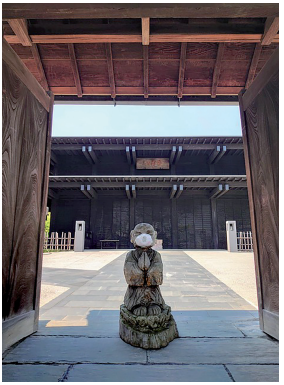
The second type, the "*de facto property*" (事实上产权 *shishishang Chanquan*) concerns buildings whose construction is funded entirely by a migrant household on rural land made available by indigenous villagers. Once the building is completed, the two households involved share its ownership. Given the lack of any title deeds, ownership by the migrant household is exclusively *de facto*, and rests on a strong trusting relationship with the villagers. According to the migrants interviewed, in the eventuality that the village is redeveloped, this strong relationship would guarantee them a compensation. Given the relatively low costs of these informal settlements compared to the formal market, *small properties* and *de facto properties* contribute to providing affordable urban housing to approximately 80 million migrant households. As these informal

markets have reached epic proportions (they account for at least 30% of urban villages housing), the government is no longer in a position to eradicate them, at the risk of jeopardizing the country's social stability. Informal home ownership is not only a guarantee of urban integration for many internal migrants, it also relieves the State of its role of provider of essential goods.

The way in which the Chinese State manages the populations that migrate within the country to contribute to urban development, generates urban interstices of informality. It also reinforces a spatially and socially hierarchical mode of urbanization, which transforms territorial disparities instead of adjusting them.

LA POLITIQUE DE GESTION DE CRISE JAPONAISE FACE À L'ÉPIDÉMIE DE COVID-19 : UN ÉQUILIBRE DÉLICAT ENTRE LIBERTÉ ET SÉCURITÉ

Adrienne Sala
Chercheuse associée à la FFJ et chercheuse invitée
à l'Université de Tôkyô
Novembre 2020



L'entrée d'un temple dans l'arrondissement de Kita (Tôkyô), où un masque est appliqué sur une statue de bonze avec écrit au feutre rouge « stay home » symbolisant la coopération collective pendant l'état d'urgence pour relayer les demandes du gouvernement à l'égard des citoyens, avril 2020. (© Adrienne Sala.) // The entrance to a temple in the district of Kita (Tokyo), where a mask is applied to a statue of a monk with "stay home" written in red marker symbolizing collective cooperation during the state of emergency to relay the government demands on citizens. (© April 2020 / Adrienne Sala.)

Malgré une exposition forte et précoce au virus SARS-Cov-2 et une double vulnérabilité structurelle (concentration élevée et vieillissement important de la population), le Japon est un des rares pays développés où, à l'issue de la première vague de contamination, le taux de mortalité était faible (le taux de mortalité des personnes hospitalisées est également très faible (7,5 %)). Le 25 mai, lorsque l'état d'urgence est levé, on recense au total 846 morts et 16 706 cas cumulés. Rapporté à une population de 126 millions, avec 13 cas pour 100 000 hab., le Japon fait partie des bons élèves avec ses voisins asiatiques. En outre, l'archipel n'a eu recours ni à des mesures coercitives, ni au fichage intrusif de sa population. Depuis juillet, malgré une nette hausse des nouveaux cas, liée aussi à la plus grande capacité de test (Fig. 1), le taux de mortalité reste faible.

Pourtant les analyses de la gestion de crise japonaise ne convergent pas toutes dans le même sens. Certains politistes sont plus critiques à l'égard de la lente réactivité du gouvernement central, de la lourdeur bureaucratique et du manque de transparence du processus décisionnel. La réactivité des gouverneurs locaux pendant la première vague semble néanmoins faire consensus. La complexité de l'analyse révèle en effet la diversité des enjeux plurisectoriels et multi-niveaux : enjeux sanitaires, économiques, sociaux, et politiques enchevêtrés au niveau local, national et global. Dans cet article, nous proposons de mettre en perspective les trois piliers sur lesquels s'appuie cette gestion de crise sanitaire : le système de santé, les enquêtes

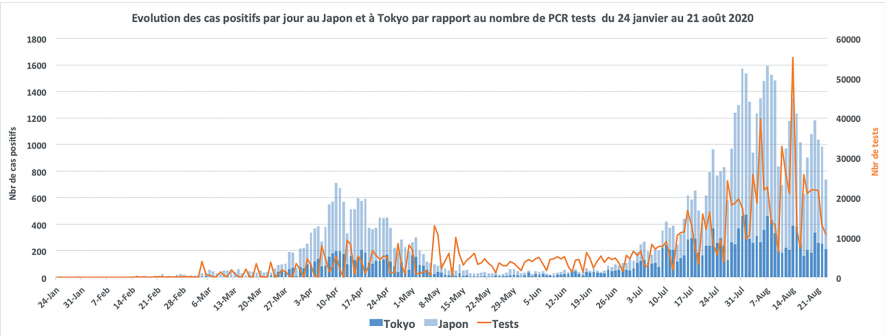


Fig. 1 : Évolution des cas positifs de Covid-19 et des PCR tests du 24 janvier au 21 août 2020. Source : Ministère de la Santé, du Travail et des Affaires sociales https://www.mhlw.go.jp/stf/covid-19/open-data.html (dernière consultation le 25 août 2020). // Fig. 1: Covid-19 daily cases and PCR test from January 24 to August 21, 2020. Source: MHLW (https://www.mhlw.go.jp/stf/covid-19/open-data.html) (last visited on August 25 2020).

épidémiologiques et la responsabilité civique, dont l'articulation donne un aperçu de la politique de lutte contre la diffusion du virus axée sur la prévention. Cette mise en perspective permet de ne pas isoler la gestion de la crise actuelle en l'ancrant dans la continuité des crises précédentes. L'efficacité de la coordination entre les acteurs politiques, économiques et les citoyens est néanmoins mise à l'épreuve de la longue durée de l'épidémie et de ses conséquences socio- économiques.

LE SYSTÈME DE SANTÉ – PREMIER PILIER DE LA GESTION DE CRISE SANITAIRE

Selon les rapports de l'OMS, le système de santé japonais se classe parmi les meilleurs du monde. En 2018, les dépenses de santé représentaient 10,9 % du PNB et l'espérance de vie est l'une des plus longues du monde. Le système de santé japonais fait néanmoins face à des enjeux majeurs tels que le vieillissement de la population, l'augmentation des maladies chroniques, la hausse des dépenses de santé, et le manque de personnels soignants et de médecins (2,35 pour 1000 hab.). Le nombre de lits, avec 13,2 lits pour 1 000 habitants en 2015 est nettement supérieur à la moyenne de l'OCDE, toutefois seulement 0,2 % (1 841 lits) était réservé aux maladies infectieuses (OMS, 2019). Par conséquent, dès la mi-mars, la capacité d'accueil des hôpitaux fut progressivement augmentée pour faire face à la hausse des cas confirmés (42 071 lits au 21 août). Cette augmentation a maintenu le taux global d'occupation des hôpitaux relativement bas depuis la deuxième vague (27,4 % le 21 août).

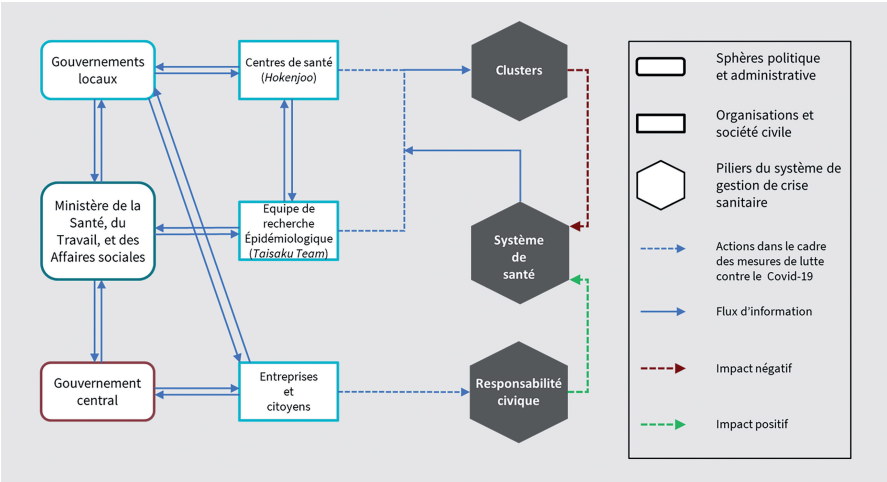


Fig. 2 : Les trois piliers de la gestion de crise sanitaire liée à la propagation du virus SARS-Cov-2. // Fig. 2: Three pillars of the crisis management for Covid-19 epidemic.

Dans le contexte d'épidémie de choléra, la Loi de contrôle des maladies infectieuses de 1897, révisée en 1999, prévoyait initialement 10 000 lits, or avec seulement 1 500 lits utilisés en moyenne, une révision de l'ancien système s'imposait. La réforme répondait aussi à la demande de la société civile pour le respect des droits humains et de la dignité des patients à la suite de différents scandales comme celui du sang contaminé (Foote, 2000), pour une protection des données personnelles, et pour limiter le pouvoir de l'autorité administrative centrale au profit de celui des gouvernements locaux (Nomura, Takahashi & Takeda, 2003).

La capacité du système de santé à gérer les risques liés à l'épidémie de Covid-19 repose surtout sur la résilience du personnel soignant et des médecins qui sont en sous-effectif et dont seule une minorité est formée aux maladies infectieuses. La crainte d'un nouvel engorgement du système hospitalier contraste avec la faible réactivité du gouvernement malgré l'identification de

Lot de deux masques en coton envoyé par le gouvernement Abe à tous les ménages, accompagné d'une note informative sur les 三密 (*san mitsu*) expliquant les lieux à éviter, reçu pendant la deuxième semaine de l'état d'urgence, le 26 avril 2020. (© Adrienne Sala.) // Set of two masks sent to each households in Japan during the state of emergency. (© 26 April 2020 / Adrienne Sala.)

nouveaux clusters dès le mois de juin. En outre, la confusion liée au lancement de la campagne « Go to travel » du 22 juillet au 31 août pour promouvoir le tourisme intérieur, malgré la seconde vague, a suscité des critiques virulentes au sein du corps médical reflétant des divergences dans la coordination des acteurs et des organisations. Le système de santé est donc soutenu par deux autres piliers pour prévenir et contenir la propagation du virus.

LES INVESTIGATIONS ÉPIDÉMIOLOGIQUES – DEUXIÈME PILIER

La première phase de la politique de lutte contre le virus consistait à identifier les clusters en recourant aux enquêtes épidémiologiques conformément aux procédures du système de surveillance régies par la loi de 1999. La décision de ne pas procéder à des tests de dépistage systématiques s'explique par des contraintes techniques (manque de tests et de personnel qualifié, absence de traitement réduisant l'utilité du dépistage), et les contraintes structurelles du système de santé. Cependant, les risques associés à ces contraintes ont pu être réduits par l'activation efficace du système de surveillance des maladies infectieuses. En application du dispositif prévu par la loi, tous les médecins doivent informer les centres de santé (*hokenjo*) lorsqu'un cas de maladie infectieuse est détecté. Les centres de santé déploient ensuite les procédures de traçage des personnes contact. Plus de 500 centres de santé sont présents sur l'ensemble du territoire représentant un des organes majeurs de la gestion de crise sanitaire. Ils sont en étroite coordination avec le gouvernement local, chargé de diffuser ces informations auprès du ministère de la Santé, du Travail et des Affaires sociales, de l'Institut national des maladies infectieuses et du gouvernement central organisé en cellule de crise.

Plutôt qu'identifier et mettre en quarantaine les personnes contaminées, les enquêtes épidémiologiques ont, avant tout, pour objectif de déterminer les facteurs de diffusion du virus afin d'appliquer rapidement des mesures ciblées (Omi, 2020). Les résultats de ces enquêtes, dont plusieurs ont été conduites sur le navire de croisière Diamond Princess, ont permis de comprendre, dès le début du mois de mars, les conditions de propagation du virus, synthétisées par le terme « *san mitsu* » (三密), désignant les lieux fermés (密閉), les lieux bondés (密集) et les lieux à forte proximité entre les individus (密接) (Oshitani *et al.*, 2020).

L'entrée d'une gare située sur la JR Yamanote line pendant l'heure de pointe. (© 28 août 2020/Adrienne Sala.) // JR Yamanote line Station entrance at rush hour time. (© 28 August 2020 / Adrienne Sala.)

À partir du mois de mars, face à l'ampleur de l'épidémie et à une charge croissante supportée par les centres de santé et les hôpitaux, le gouvernement a réagi en axant aussi sa politique vers la détection précoce en augmentant progressivement les capacités de test de dépistage et le nombre d'employés au sein des centres de santé. Le 7 avril, le gouvernement a déclaré l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 25 mai conformément à la Loi de mesures spéciales pour prévenir et lutter contre les nouvelles épidémies de grippe, amendée le 13 mars 2020 pour y ajouter la Covid-19. Cette période est perçue en dehors du Japon comme un « confinement volontaire » par opposition au confinement imposé dans plusieurs pays. En effet, si la loi ne prévoit pas de mesures coercitives (sanctions, délation, etc.), c'est surtout la politique de prévention depuis début janvier qui explique la mise en place d'un état d'urgence moins restrictif des libertés individuelles. L'efficacité de cette politique dépend aussi de l'activation à un niveau avancé de la responsabilité civique.

Un étalage de masques chirurgicaux dans un magasin de Tôkyô proposant un large choix de masques à des prix variés. (© août 2020/Adrienne Sala.) // Masks stall in a general store. (© August 2020/Adrienne Sala.)

LA RESPONSABILITÉ CIVIQUE – TROISIÈME PILIER

Les restrictions demandées par le gouvernement central et les gouverneurs locaux en fonction de la situation sanitaire locale, sont relayées par une communication régulière diffusée par les médias et les réseaux sociaux, encourageant une gestion individuelle et collective du risque. Ces « restrictions volontaires » reposent sur la responsabilité individuelle et collective formant la responsabilité civique. Le port du masque généralisé est l'une des illustrations de cette responsabilité dont l'acceptation sociale est le résultat d'une série d'épisodes épidémiques et non d'une contrainte réglementaire.

Depuis la grippe espagnole (1918- 1919), alors que le port du masque chirurgical faisait l'objet de vives controverses en Europe et aux États-Unis, cette pratique s'est progressivement généralisée au Japon pendant la grippe italienne (1949-1950), la grippe Hongkongaise (1966-1968), le SARS en 2003 et la grippe porcine en 2009, transformant le port du masque en une norme sociale. Associé à un acte censé protéger l'individu et la collectivité, le port du masque fait l'objet depuis 2009 de campagnes d'information régulières diffusées par les médias et les entreprises. On retrouve ici une illustration de la coordination entre l'État et les acteurs économiques dans l'éducation citoyenne et la diffusion de normes de comportement : le port du masque est devenu un symbole

de respect et de responsabilité chez les travailleurs au même titre que les règles d'hygiène (Burgess & Horii, 2012).

La responsabilité individuelle dans son rapport au bien-être collectif semble donc révéler une politique « libérale » de gestion de la crise en comparaison avec d'autres pays où le confinement total fut virulemment critiqué pour avoir infantilisé les citoyens, rendus passifs face à la lutte contre la diffusion du virus. En comparaison des politiques de lutte contre le virus, intrusives dans le domaine des droits et des libertés individuelles, la politique japonaise de gestion de crise sanitaire actuelle repose sur un équilibre délicat entre liberté et sécurité. Ce paradigme devient vulnérable dès que l'équilibre des responsabilités se détériore en conséquence de l'érosion de la capacité des institutions à absorber les risques.

BIBLIOGRAPHIE/ BIBLIOGRAPHY

Burgess, Adam & Horii, Mitsutoshi, « Risk, ritual and health responsibilisation : Japan's "safety blanket" of surgical face mask-wearing », *Sociology of Health & Illness* 34 (8), 2012, p. 1184-1198.

Nomura, Takashi, Takahashi, Hiroshi & Takeda, Yoshifumi (2003), « Changes in Measures against Infectious Diseases in Japan and Proposals for the Future », *The Journal of the Japan Medical Association* 46 (9), 2003, p. 390-400.

Oshitani, Hitoshi & Experts Members of The National COVID-19 Cluster Taskforce at Ministry of Health, Labour and Welfare, Japan, « Cluster-based approach to Coronavirus Disease 2019 (COVID-19) response in Japan-February-April 2020 », *Japanese journal of infectious diseases*, 2020, p. 491-493.

Sala, Adrienne, « Le Japon face à l'épidémie. Gestion de crise et responsabilité civique », La Vie des idées, 22 avril 2020.

Rue commerçante dans un quartier de Tôkyô où une affiche « arc-en-ciel » est collée à l'entrée d'un restaurant pour informer les clients que l'établissement respecte l'application des mesures barrières contre la propagation du virus. Ces affiches sont téléchargeables sur le site du gouvernement métropolitain de Tôkyô depuis fin juillet. (© août 2020/Adrienne Sala.) //Restaurant in a shopping street with a COVID-19 safety sticker issued as part of initiatives to encourage implementation of the Tokyo Disease Control Measures Guidelines for Businesses. (© August 2020/ Adrienne Sala.)

JAPAN CRISIS MANAGEMENT POLICY AND COVID-19 EPIDEMIC: A DELICATE BALANCE BETWEEN FREEDOM AND SECURITY

Adrienne Sala
Post-doctoral researcher at FFJ & visiting researcher
at the University of Tokyo
November 2020

Despite its high and early exposure to the SARS-Cov-2 combined to a structural vulnerability (high concentration and significant aging of the population) Japan is one of the few advanced countries having an extremely low death rate at the end of the Covid-19 epidemic first wave (the death rate of hospitalized people is also very low, 7.5%). On 25 May when the state of emergency was lifted Japan had a total number of 846 deaths and 16,706 cumulative cases. With 13 cases per 100,000 inhabitants, Japan is among the good students along with its Asian neighbours. Moreover the Japanese government did not use coercive measures or intrusive tracking of its population. However, analyses of Japanese crisis management do not all converge in the same direction, as critics pinpoint the national government slow responsiveness, the entrenched bureaucracy and lack of transparency in the decision-making process. Nevertheless there seems to be a consensus on local governors high responsiveness during the first wave of the contaminations. The complexity of the crisis analysis reflects the diversity of multi-sectorial and multilevel issues: health, economic, social and political issues intertwined at the local, national and global levels. In this paper we propose to put into perspective the three pillars of the Japanese health crisis management: health system, epidemiological investigations and civic responsibility. Articulation of these three pillars gives an overview of the Japanese preventive policy anchoring the Covid-19 crisis in the continuity of previous crises. Effectiveness of coordination between political and economic actors and citizens is nonetheless being challenged by the long duration of the epidemic and its socio-economic consequences.

THE MEDICAL AND HEALTHCARE SYSTEM – FIRST PILLAR OF THE HEALTH CRISIS MANAGEMENT

According to WHO reports, Japan's healthcare system ranks among the best in the world. In 2018, health expenditures accounted for 10.9% of GNP and life expectancy is one of the longest in the world, although it faces major issues such as aging population, rising chronic diseases, healthcare spending, and a lack of healthcare professionals and doctors (2.35 per 1,000 inhabitants). The number of beds, at 13.2 beds per 1000 inhabitants in 2015 is well above the OECD average, however only 0.2% (1,841 beds) were reserved for infectious diseases (WHO 2019). Therefore from mid-March, hospitals capacity was gradually increased to cope with the rise of confirmed cases (42,071 beds in

August 21). This increase has kept the overall hospital occupancy rate relatively low since the second wave (27.4% on August 21).

In the context of a cholera epidemic, the Infectious Disease Control Act of 1897 revised in 1999, originally required provisioning of 10,000 beds. A revision of the old system was necessary as only 1,500 beds were used on average. The reform also responded to civil society's demand for compliance with human rights and dignity following various scandals such as the contaminated blood scandal (Foote, 2000), for better protection of personal data and for limiting the central administrative authority power in favor of that of local governments (Nomura, Takahashi & Takeda, 2003).

Ability of the health care and medical service system to manage risks associated with the current epidemic relies primarily on the resilience of understaffed services (caregivers and doctors), with only a minority of them trained in infectious diseases management. In this context of new clusters identification since early June, there has been a growing concern regarding the gap between hospitals possible overcapacity and the central government low reactivity. In addition, the "Go to travel" campaign launched from July 22nd to August 31 st to promote domestic tourism led to confusion and virulent criticism from the medical professionals, reflecting divergences in the coordination of actors and organizations. To contain the spread of the virus and support the Japanese healthcare and medical system, two other pillars are key.

EPIDEMIOLOGICAL INVESTIGATIONS – SECOND PILLAR OF THE CRISIS MANAGEMENT

In accordance with the system of surveillance defined by the Infectious Disease Prevention Act, identifying clusters through epidemiological surveys was the first phase of the policy to fight the virus (from January to April).

Decision not to carry out systematic PCR tests is the result of technical constraints (lack of tests and qualified personnel, lack of treatment reducing the usefulness of test) as well as health and medical system structural constraints. However, risks associated with these constraints have been efficiently remediated by the activation of the infectious disease surveillance system. According to the law, all physicians must inform the health centers (*hokenjo*) when a case of infectious disease is detected. The health centers then deploy contact tracing procedures. More than 500 health centers are present throughout the country, representing one of the major structures involved in health crisis management. They work in close coordination with local government, Ministry of Health, Labor and Welfare, the National Institute of Infectious Diseases and the national government organized into a crisis unit.

Rather than aiming at identifying and quarantining infected people, in Japan the main objective of epidemiological investigations is to determine factors behind the spread of the virus in order to rapidly apply targeted measures (Omi 2020). Since early March the results of these investigations, conducted also on the Diamond Princess, allowed identifying key contagion vectors of the

virus, summarized and communicated through the terms "*san mitsu*" (三密) or "three Cs", referring to Closed places (密閉), Crowded places (密集) and places with Close proximity between individuals (密接) (Oshitani *et al.* 2020).

Since March, due to the magnitude of the epidemic and the increasing burden on health centers and hospitals, the Japanese government responded by adding to its policy early detection by increasing gradually testing capacity and health centers workforce. On 7 April, the government declared a state of health emergency until 25 May in accordance with the Special Measures Law Against Novel Influenza, revised on 13 March 2020 to add Covid-19. This period is perceived outside of Japan as "voluntary containment" as opposed to the mandatory lockdown in most countries. Indeed, if the law does not provide for coercive measures (penalties, denunciation) and if the state of emergency is not restrictive of individual liberties (lockdown), the application of preventive policies since January helps understanding the crisis management relative effectiveness which also depends on the third pillar.

CIVIC RESPONSIBILITY – THIRD PILLAR

The restrictions requested by the national government and local governors according to the local health situation, are relayed through regular communication *via* media and social networks, encouraging individual and collective risk management. These "voluntary restrictions" combine individual and collective responsibility into the civic responsibility. The widespread wearing of masks is one illustration of this responsibility, whose social acceptance is the result of successive epidemic episodes.

Since the Spanish flu (1918-1919), whereas in Europe and the United States surgical masks wearing was the subject of intense controversy, the practice gradually became widespread in Japan during the Italian flu (1949-1950), the Hong Kong flu (1966-1968), SARS in 2003 and the swine flu in 2009, transforming the practice into a social norm. Since 2009 by protecting the individual and the community, the wearing of masks has been the subject of regular media information campaigns and corporate internal communication. This is an illustration of the coordination between the State and economic actors in civic education and dissemination of behavioral norms: the wearing of masks has become a symbol of respect and responsibility among workers in the same way as hygiene rules (Burgess & Horii, 2012).

Individual responsibility related to collective well-being seems to reveal a "liberal" policy of crisis management in comparison with other countries where mandatory lockdown was virulently criticized for having infantilized citizens, made passive in the fight against the spread of the virus. Compared to intrusive measures in the field of individual rights and freedoms, Japan's current health crisis management policy is based on a crucial balance between freedom and security. This paradigm becomes vulnerable as soon as the balance of responsibilities deteriorates as a result of the erosion of institutional capacity to absorb risks.

LA CASTE JOUE-T-ELLE UN RÔLE POLITIQUE CHEZ LES MUSULMANS EN INDE ?

Julien Levesque
Chercheur, coordinateur de l'axe Politique et société (CSH)
et jeune chercheur associé au CEIAS
Avril 2021

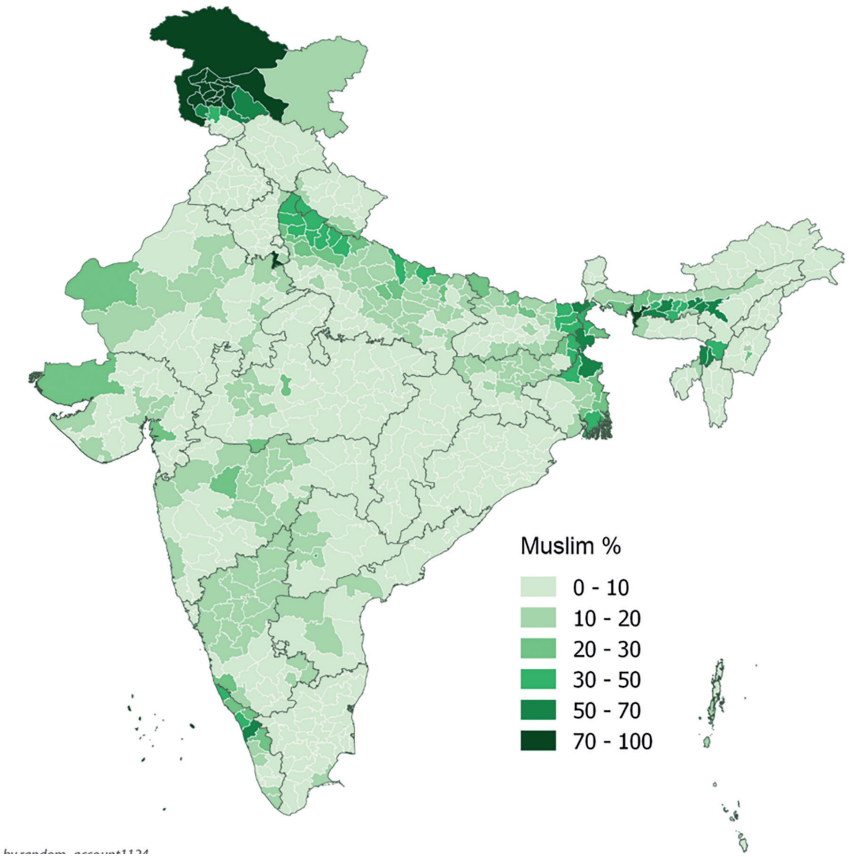
Des croyants musulmans prient face au mausolée du saint soufi Muinuddin Chishti, dans la ville d'Ajmer au Rajasthan. La plupart des saints soufis et leurs descendants revendiquent une ascendance prophétique. Ils font ainsi partie d'une catégorie sociale désignée par le terme de « *sayyid* », généralement placée en haut de la hiérarchie sociale symbolique. (© Julien Levesque.) // Muslim pilgrims pray facing the tomb of the Sufi saint Muinuddin Chishti, in the city of Ajmer in Rajasthan. Sufi saints and their descendant claim to descend from Prophet Muhammad, and are thus designated as "*sayyid*", the name of group that generally tops the symbolic social hierarchy. (© Julien Levesque.)

Les musulmans d'Asie du Sud représentent plus de 500 millions de personnes, soit plus d'un quart de la population musulmane mondiale, situées principalement au Pakistan (220 millions), en Inde (200 millions), et au Bangladesh (150 millions). Les musulmans d'Asie du Sud se distinguent par les États dans lesquels ils vivent, leurs cultures et langues régionales, ainsi que par leurs sectes, écoles de jurisprudence, ou encore classes sociales. Ils sont aussi divisés par la caste, structure sociale qui fait partie des traits culturels et religieux qui unifient les sociétés musulmanes d'Asie du Sud au-delà de leurs différences. Celle-ci est désignée par différents termes, selon les régions, comme *biradari*, *qaum*, *samaj*, ou par le mot anglais *community*. Plusieurs travaux ont souligné comment la caste peut devenir un enjeu politique et servir de support de mobilisation, mais ceux-ci n'abordent pas la spécificité de la question en contexte musulman. Les musulmans ont en effet tendance à être traités principalement sous l'angle religieux, comme un bloc minoritaire dans le contexte politique de l'Inde, ou comme un groupe en proie à une radicalisation et à des conflits sectaires dans des contextes où ils sont majoritaires comme c'est le cas au Pakistan et au Bangladesh. Nous nous posons ici la question de savoir dans quelle mesure la caste joue un rôle politique pour les musulmans indiens. Pour cela, nous reviendrons d'abord sur ce que recouvre la notion de caste chez les musulmans sud-asiatiques, avant d'aborder ses enjeux politiques pour la minorité musulmane dans le contexte de l'Inde.

DES CASTES CHEZ LES MUSULMANS ?

Commençons par revenir sur une apparente contradiction : l'existence de castes parmi les musulmans. La caste peut se définir comme une forme

d'organisation sociale impliquant des rapports d'interdépendance inégalitaires entre groupes sociaux, régis par un ensemble de règles de comportement limitant et régulant les interactions entre ces groupes (endogamie, commensalité, spécialisation professionnelle). La notion de caste ne repose sur aucun fondement textuel dans la tradition islamique, qui enjoint au contraire aux croyants de se traiter comme égaux. Par conséquent, de nombreux musulmans d'Asie du Sud répondent par la négative lorsqu'on leur demande si les castes existent en leur sein.

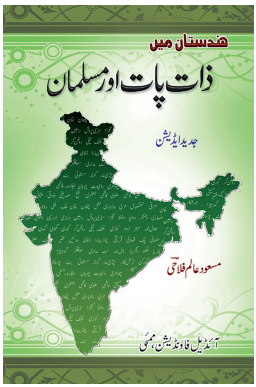


Carte de la répartition de la population musulmane en Inde, par district, à partir des données du recensement de 2011. Source : https://i.imgur.com/NU8uZfA.png. // Map of the distribution of Muslims in India, by district, based on the 2011 census data link: https://i.imgur.com/NU8uZfA.png

Cependant, les observateurs ont noté au moins depuis le XIXe siècle que les musulmans du sous-continent possédaient des structures sociales similaires voire quasi identiques aux castes hindoues. Cette observation a suscité de nombreux débats (Levesque, 2020). En effet, les travaux sur la question – de l'ethnographie coloniale britannique aux études de sociologues et anthropologues

– tendent à opposer ceux qui y voient une institution sociale propre à l'hindouisme (dans la lignée de l'anthropologue structuraliste Louis Dumont) et ceux qui considèrent la caste comme une forme de structure sociale non restreinte à une religion ou une culture spécifique (comme le sociologue Imtiaz Ahmad ou l'anthropologue Marc Gaborieau). Selon cette conception, hindous et musulmans indiens partagent les mêmes structures sociales car ils font partie de la même société. Marc Gaborieau (2007) souligne l'existence de phénomènes d'intouchabilité parmi les musulmans, ce qui justifie selon lui de parler de castes, au moins aux niveaux dominés de la société.

À partir de la seconde moitié du XIXe siècle, les musulmans d'Asie du Sud ont cherché à donner une existence formelle aux communautés de caste en créant des associations. Les organisations communautaires fondées sur l'appartenance de caste, ou « associations de caste » (*caste associations*), naissent d'enjeux politiques touchant à l'identité et à la représentation collective. Ces organisations, souvent appelées *anjuman* (ou encore *sabha*, assemblée), s'engagent au niveau local dans un travail communautaire : gestion de coopératives de quartier, d'hôpitaux, d'internats, ou de festivals religieux. L'inclusion de la caste dans le recensement décennal entre 1881 et 1931 fait de cette appartenance un enjeu politique, en révélant le poids numérique de chaque communauté : les associations se mobilisent alors pour pétitionner auprès des autorités concernant leur position dans la hiérarchie et pour contrôler la manière dont leurs membres se déclarent.



Couverture de l'ouvrage *Hindustan mein zat-pat aur musalman* [Les castes et les musulmans en Inde] de Masud Alam Falahi. En s'appuyant sur des textes religieux rédigés en Asie du Sud, l'auteur dénonce la justification des inégalités de caste par des religieux issus de groupes dominants. // Cover of the book *Hindustan mein zat-pat aur musalman* [Caste and Muslims in India], by Masud Alam Falahi. Relying on religious texts written in South Asia, the author condemns the justification of caste inequality by religious scholars hailing from dominant groups.

LA REPRÉSENTATION DE LA MINORITÉ MUSULMANE EN INDE ET LA POLITIQUE DE CASTE

Les musulmans possèdent donc des associations de caste, qui jouent un rôle politique. Mais alors, pourquoi la question du rôle politique de la caste parmi les musulmans reste-t-elle absente des travaux sur les organisations politiques et religieuses musulmanes, comme des travaux sur la politique de caste ? Pour comprendre cela dans le cas de l'Inde, il faut avoir en tête le métarécit de la représentation des musulmans dans le pays. Celui-ci décrit un soutien massif

des musulmans au parti du Congrès de l'indépendance en 1947 jusqu'aux années 1980, suivi d'une désaffection au profit de partis régionaux fondés sur l'identité de caste, comme le Samajwadi Party dans l'Uttar Pradesh et le Rashtriya Janata Dal au Bihar. Dans les États de l'Uttar Pradesh et du Bihar, ce soutien donne naissance à l'« équation M-Y », une alliance entre les musulmans et la caste des Yadavs. Cette trajectoire accompagne l'accès au pouvoir dans les années 1990 de castes marginalisées socialement, ce que Christophe Jaffrelot (2005) a qualifié de « révolution silencieuse ». Par ailleurs, les musulmans soutiennent largement l'idée du « sécularisme » indien qui garantit des droits aux minorités religieuses. En témoigne par exemple, comme l'a montré Irfan Ahmad (2009), l'adhésion de la Jamaat-i Islami à ce principe qui va pourtant à l'encontre de sa doctrine fondatrice, ou encore l'invocation récurrente de la Constitution dans les manifestations de l'hiver 2019-2020 contre la réforme de la loi sur la citoyenneté. Enfin, il faut noter une constante sous-représentation des musulmans aussi bien dans les instances électorales que dans les institutions étatiques (administration, justice, police), qui va en s'accroissant avec la politique majoritaire menée par le gouvernement de Narendra Modi.

Ce récit souffre de plusieurs lacunes : il repose essentiellement sur l'expérience des musulmans d'Inde du Nord, et particulièrement de l'Uttar Pradesh et du Bihar, et nous informe donc peu sur les dynamiques d'autres régions de l'Inde comptant une importante population musulmane, comme le Kerala, le Bengale-Occidental, l'Assam, ou le Cachemire (Fig. 2). Or ce sont dans certaines de ces régions – marquées différemment par l'héritage de la Partition du sous-continent – que des partis politiques musulmans, comme l'Indian Union Muslim League ou la Majlis Ittehad ul-Muslimeen, ont pu perdurer après l'indépendance, alors que toute mobilisation sur une base communautaire était exclue dans le nord de l'Inde. Ce récit présuppose par ailleurs que les musulmans voteraient en bloc et ne permet donc pas de comprendre comment les différences internes aux musulmans – de secte, de caste, de région et de culture – affectent les choix politiques.

POLITIQUE DE REPRÉSENTATION MINORITAIRE OU POLITIQUE IDENTITAIRE ?

La critique de ce récit met en lumière la tension entre une « politique de représentation minoritaire » (*minority politics*) d'une part, qui a pour enjeu la représentation de la minorité musulmane dans son ensemble, et ce qu'on peut appeler une « politique identitaire » d'autre part, qui défend la représentation d'intérêts sectoriels (de caste ou de secte) parmi les musulmans et dénonce les inégalités qui existent en leur sein.

La « politique de représentation minoritaire » est depuis l'indépendance principalement assurée par un ensemble d'organisations largement investies par une élite politique issue des castes dominantes du nord de l'Inde (désignées par le terme *ashraf*, ou noble), et par des religieux (*ulama*), conservateurs qui empêchent une évolution des normes guidant la communauté. Ces organisations, comme le All India Muslim Personal Law Board ou la Muslim

Majlis-i Mushawarat, s'occupent essentiellement de questions relativement symboliques pour les musulmans (comme la place de l'ourdou, le statut minoritaire d'institutions éducatives, le maintien d'un droit personnel séparé pour les musulmans), sans se concentrer sur les enjeux socio-économiques. Mes recherches confirment, à partir d'une base de données prosopographique constituée avec l'historienne Laurence Gautier, le fait que les dirigeants de ces organisations sont quasi-intégralement issus de castes dominantes.

L'Ansari Mahapanchayat est une organisation fondée en 2019, en amont des élections législatives du Bihar, et qui entend représenter les musulmans de la caste des tisserands (Momin Ansari). // The Ansari Mahapanchayat was founded in 2019, ahead of the elections in the Indian state of Bihar, and seeks to represent Muslims of the weaver caste group (Momin Ansari).

Cette forme de politique de représentation minoritaire subit depuis une trentaine d'années des critiques croissantes. Plusieurs organisations – comme le Pasmanda Muslim Mahaz (PMM) – tentent en effet de contester le « *leadership* » politique et religieux des élites musulmanes, en l'accusant de faire valoir le besoin d'unité des musulmans dans le contexte minoritaire de l'Inde pour maintenir sa position dominante. Ces organisations prétendent représenter les groupes marginalisés – ou *pasmanda* – et fondent leur mobilisation sur l'appartenance de caste pour revendiquer une plus grande égalité. Le PMM et d'autres organisations du même type ne sont en fait que la partie émergée de l'iceberg : elles agrègent une myriade d'organisations locales ou régionales qui font un travail au sein de leur communauté de caste. Ces activités impliquent souvent, au-delà de questions pratiques comme l'organisation d'événements religieux et de mariages, une réinvention identitaire et la production d'un récit collectif. Le récit mis en avant par les associations de caste propose fréquemment un mythe des origines permettant de lier la caste en question aux origines de l'islam dans la péninsule arabique. En ce sens, ces communautés cherchent donc à s'approprier une caractéristique des *ashraf*, la supposée origine externe au sous-continent indien.

Ce travail effectué par les associations de caste peut être qualifié de « politique identitaire », car il met l'accent sur l'appartenance de caste pour réaffirmer l'égalité entre musulmans. La politique identitaire peine toutefois à se traduire en force électorale. Les récentes élections législatives dans l'État indien du Bihar confirment cette observation : alors que cet État est le cœur des mobilisations *pasmanda* et qu'une nouvelle organisation a vu le jour en amont des élections, très peu de candidats de castes musulmanes marginalisées ont été choisis par les partis et seulement trois élus sur un total de dix-neuf députés musulmans. À bien des égards, les comportements de vote parmi les musulmans indiens restent donc largement déterminés par la volonté de s'opposer au parti au pouvoir.

CONCLUSION

La caste parmi les musulmans indiens n'est pas un phénomène en recul mais en transformation. L'organisation et la mobilisation collective autour de l'appartenance de caste se manifestent à la fois dans la multitude d'associations qui continuent de voir le jour, tout comme dans les revendications effectuées sur cette base. Si ces groupes peinent pour l'instant à s'organiser en force électorale, leur rôle politique s'exerce à un niveau local et par le biais de processus de construction identitaire, et pourrait se traduire à terme par une plus grande représentativité sociale des organisations prétendant représenter les musulmans indiens.

BIBLIOGRAPHIE/ BIBLIOGRAPHY

Ahmad, Irfan, *Islamism and Democracy in India : The Transformation of Jamaat-e-Islami*, Princeton, Princeton University Press, 2009, 328 p.
Gaborieau, Marc, *Un autre islam*, Paris, Albin Michel, 2007, 400 p.
Gautier, Laurence & Levesque, Julien (dir.), « Introduction : Historicizing Sayyidness : Social Status and Muslim Identity in South Asia », *Journal of the Royal Asiatic Society* 30 (3), 2020, p. 383-393.
Jaffrelot, Christophe, *Inde : la démocratie par la caste*, Paris : Fayard, 2005, 594 p.
Levesque, Julien. « Debates on Muslim Caste in North India and Pakistan : from colonial ethnography to pasmanda mobilization », CSH-IFP Working Papers 0015, Centre de Sciences Humaines, New Delhi, revised Jul 2020.

DOES CASTE PLAY A POLITICAL ROLE AMONG MUSLIMS IN INDIA?

Julien Levesque
Head researcher, Politics and Society at CSH & associated post-doc researcher at CEIAS
April 2021

South Asian Muslims represent more than 500 million people, which is more than a quarter of the world's Muslim population, mainly located in Pakistan (220 million), India (200 million), and Bangladesh (150 million). South Asian Muslims are different in terms of the states in which they live, their cultures and languages, as well as their sectarian orientations, schools of jurisprudence, or social classes. They are also divided into numerous castes – a form of social organization which paradoxically unites South Asian Muslim societies beyond their differences. Caste is designated by different terms, such as *biradari*, *qaum*, *samaj*, or the English word community. Whereas a significant body of scholarship has highlighted the way caste becomes a political issue and the source of collective mobilization, the same question has barely been touched upon when it comes to Muslims. Indeed, the scholarly treatment that thelatter generally receive adopts a religious lens, seeing them as a undifferentiated minority group in the Indian context, and as subject to radicalization and sectarian conflicts in the majority contexts of Pakistan and Bangladesh. Therefore, this paper hopes to throw some light on whether caste plays a political role among Muslims in India.

CASTES AMONG MUSLIMS?

Let us start by re-examining an apparent contradiction: the existence of castes among Muslims. Caste can be defined as a form of social organization that implies unequal relationships of interdependence among social groups, regulated by a set of behavioural rules that limits interaction between these groups (endogamy, commensality, occupational specialisation). The notion of caste has no textual basis in the Islamic tradition, which enjoins believers to treat each other as equals. Consequently, many South Asian Muslims, when asked about caste, respond that no such thing exists in Islam.

Yet observers had noted since the nineteenth century that Muslims in the sub-continent do possess social structures similar or quasi-identical to Hindu castes. This observation has since then sparked significant debate (Levesque, 2020). Indeed, scholars – from colonial ethnography to socio-anthropological studies – tend to differ on whether caste should be seen as a social institution culturally rooted in Hinduism (in line with the structuralist anthropology of Louis Dumont) or as a social structure not limited to a particular religion or culture (as argued by sociologist Imtiaz Ahmad and anthropologist Marc

Gaborieau). According to the latter conception, Hindus and Muslims are part of the same society and therefore share the same social structures. Moreover, Gaborieau (2007) highlights the existence of untouchability among Muslims, which according to him justifies the use of the term "caste", at least for the most dominated social groups.

From the second half of the nineteenth century, South Asian Muslims have sought to give a formal existence to their caste communities, by creating associations. Community organizations founded on caste belonging, or "caste associations", were born of political issues related to identity and collective representation. Often called *anjuman* (association) or *sabha* (assembly), such organizations engage in community work and collective welfare, by running neighbourhood cooperatives, hospitals, student hostels, or managing religious festivals. But the inclusion of caste in the decennial census between 1881 and 1931 turned caste identity into a political issue, by revealing the proportional weight of each community. Associations then petitioned authorities about their position in the hierarchy and sought to control the way their members registered themselves.

CASTE POLITICS AND THE REPRESENTATION OF THE MUSLIM MINORITY IN INDIA

If Muslims have caste associations and that these play a political role, why does this question remains largely absent from scholarship on Muslim minority politics as well as on caste politics? To understand why, we need to be aware of the meta-narrative of Muslim representation in independent India. This narrative tells of Indian Muslims' massive support to the Congress party after the country's independence in 1947, up until the 1980s. Muslims then turned towards regional political parties based on caste identity, such as the Samajwadi Party in Uttar Pradesh and the Rashtriya Janata Dal in Bihar. In these two states, Muslim support to such political parties gave birth to what became known as the "M-Y equation", an alliance between Muslim voters and the Yadav Hindu caste. The M-Y equation brought castes that had so far been politically marginalized to political poser, a phenomenon that political scientist Christophe Jaffrelot described as a "silent revolution". Moreover, Muslims largely support the Indian conception of secularism, which guarantees specific rights to religious minorities. As shown by Irfan Ahmad, even organizations like the Jamaat-i Islami ended up adhering to the secular principle although it runs counter to its foundational doctrine. This adherence to the principle of secularism was also visible in the recurring invocations of the Constitution during the winter 2019-2020 protests against a reform of the citizenship law. Finally, the narrative of Muslim representation in independent India could not be complete without one final observation: the constant under-representation of Muslims in elected offices as well as state institutions (administration, justice, police), which the majoritarian politics led by Prime minister Narendra Modi has only exacerbated.

This meta-narrative suffers from several shortcomings. First, it mainly describes the experience of North Indian Muslims, especially those of Uttar Pradesh and Bihar, but leaves out other regions with an important Muslim population, such as Kerala, West Bengal, Assam, or Kashmir. Interestingly, these are the regions where Muslim political parties could remain after independence as they were less affected by the bloody events of Partition. Thus, while any sort of political mobilisation on the basis of Muslimness was ruled out in North India, the Indian Union Muslim League in Kerala and the All India Majlis Ittehad ul-Muslimeen in Hyderabad were able to play an active political role, and still exist today. Finally, this narrative assumes that Muslims all vote in a similar way, *en bloc*, and thus does not help us understand how internal differences within Muslims – of sect, caste, region, or culture – affect political choices.

MINORITY POLITICS OR IDENTITY POLITICS?

Criticizing the meta-narrative of Muslim representation points to the tension between, on the one hand, "minority politics" and, on the other, "identity politics".

By minority politics, I mean the issue of representing Muslims as a single community in India's minority environment. Since 1947, minority politics has mainly been the prerogative of a set of organizations controlled by a political and religious elite hailing from North India's dominant Muslim caste groups (designated by the term *ashraf*, or noble). Among those, the religious scholars (*ulama*) have consistently maintained a conservative stance preventing change in the norms that guide the community. Organizations like the All India Muslim Personal Law Board or the Muslim Majlis-i Mushawarat essentially deal with relatively symbolic matters – such as the place of Urdu, the minority status of educational institutions, or the preservation of a separate personal law for Muslims – without paying much heed to socio-economic problems. My research confirms, on the basis of a biographical database constituted with historian Laurence Gautier, the fact that the leaders of such organizations have since 1947 been almost entirely from dominant, *ashraf* caste groups.

This form of minority politics has increasingly attracted criticising in the past few decades, from groups whose actions could be qualified, by contrast, as "identity politics". Identity politics here designate the representation of sectional interests (of caste or sect) within Muslims, and the denunciation of internal discrepancies. Several organizations – such as the Pasmanda Muslim Mahaz – challenge the political and religious leadership of Muslim elites by accusing them of using the need for the Muslim minority to stay united as a way of maintaining their dominant position. These organizations claim to represent marginalized caste groups among Muslims – or *pasmanda* – and mobilize on the basis of caste to demand greater equality. Organizations like the PMM are in fact only the tip of the iceberg: they aggregate or federate a myriad of local and regional caste-based organizations. Their community work, apart

from practical matters like religious events or marriages, also involves identity construction and the production of a new collective narrative. This narrative generally rests on a myth of origins that ties the community to the origins of Islam in the Arabic peninsula. In that sense, these communities seek to appropriate for themselves a characteristic of *ashraf* groups, their supposed foreign origin.

However, this form of "identity politics" has so far failed to make a dent as an electoral force. The recent legislative assembly elections in the Indian state of Bihar are a case in point. Although this state has historically been at the forefront of *pasmanda* mobilizations and in spite of the recent creation of a new organization ahead of the elections, very few candidates from *pasmanda* groups fielded by political parties and only three were actually elected. In many ways, the voting pattern of Indian Muslims thus remains largely determined by the wish to oppose the party currently in power.

CONCLUSION

Caste among Indian Muslims is not a fading but an evolving phenomenon. The contemporary relevance of caste-based mobilization among Muslims shows in the fact that numerous associations keep being created to voice social and political demands. If these groups find it hard to get their representatives elected, their political role works at a local level through processes of identity construction, and could eventually contribute to a broader representativeness of organizations that speak in the name of Indian Muslims.

NOUVELLES PERSPECTIVES SUR LE VIEILLISSEMENT EN CHINE CONTEMPORAINE… ET AU-DELÀ

Justine Rochot
Postdoctorante de la Fondation Chiang Ching-Kuo
au CECMC et chercheuse associée au CEFC
Novembre 2021

Le vieillissement de la population chinoise est aujourd'hui un sujet régulièrement abordé dans la presse et la littérature scientifique, en Chine comme à l'étranger. Conséquence couplée de l'allongement de l'espérance de vie, de la transition démographique et des politiques de planification des naissances instaurées pour la plus importante en 1979, les plus de 60 ans représentaient 18,1 % de la population (253 millions de personnes) en 2020 contre seulement 7 % en 2000, et les projections estiment qu'ils constitueront jusqu'à 28 % de la population en 2030.

Si les recherches existantes se sont essentiellement intéressées aux enjeux institutionnels entourant les demandes croissantes de prise en charge du vieil âge dépendant, elles se penchent en revanche peu sur les expériences intimes du vieillissement des personnes concernées et considèrent souvent les personnes âgées comme une catégorie homogène de récipiendaires passifs du soutien de leur famille ou des politiques publiques. En outre, les analyses demeurent souvent empreintes d'un culturalisme plus ou moins déguisé, entretenu pour une part par les autorités chinoises, considérant les personnes âgées chinoises comme nécessairement plus respectées que leurs pairs occidentaux du fait d'un principe de piété filiale qui irriguerait les rapports sociaux depuis des millénaires.

À rebours de ces prismes dominants, je montrerai ici que le seuil statistique des « plus de 60 ans », généralement considéré comme une catégorie naturelle et évidente, reflète pourtant mal la diversité des expériences, des identités et des attentes formulées par les personnes âgées dans le contexte chinois. En orientant notre regard vers la nouvelle génération de retraités chinois qui, depuis une dizaine d'années, façonnent de nouvelles manières de concevoir la retraite et le vieillissement, il s'agira ainsi de pointer du doigt combien les expériences du vieillissement et les comportements qui lui sont associés sont en réalité aussi divers que façonnés par des facteurs multiples.

UN GROUPE HÉTÉROGÈNE MARQUÉ PAR DES INÉGALITÉS

Les politiques de la retraite, héritées en partie de la période maoïste, conditionnent aujourd'hui de profondes inégalités entre les personnes âgées actuelles, lesquelles ont d'importantes implications notamment sur leur autonomie financière et l'état des liens entre générations.

Les ruraux âgés demeurent largement exclus des politiques de retraite et des filets de protection sociale accessibles à la majorité de leur contrepartie urbaine, et ce malgré l'instauration récente de maigres assurances retraites rurales : en 2010, 78 % des urbains de plus de 60 ans disposaient ainsi de leur propre revenu (essentiellement des pensions) tandis que 88 % des ruraux demeuraient dépendants d'un travail ou de soutien financier familial.

Au sein même de la population âgée urbaine, de fortes inégalités continuent également de séparer différentes catégories de retraités, l'âge de la retraite et les bénéfices sociaux accordés variant à la fois sur la base du genre (les femmes pouvant prendre leur retraite en moyenne 5 ans plus tôt que les hommes, parfois dès 50 ans), de la profession (les ouvriers prenant également leur retraite plus tôt que les « cadres ») et de la nature des unités de travail (opposant ici les employés retraités de l'administration publique, des entreprises privées ou publiques et les cadres qualifiés du Parti et de l'administration).

En 2014, l'âge moyen d'entrée en retraite en Chine était estimé à 54 ans environ, soit près de 10 ans de moins que la moyenne mondiale – un fait imputable à la fois aux seuils extrêmement bas de la retraite chez certaines catégories de retraités urbains mais aussi aux politiques massives de mise en retraite anticipée instaurées dès la fin des années 1990 dans les entreprises d'État.

L'INVENTION CHINOISE DU TROISIÈME ÂGE

Facteurs d'inégalités, les politiques de la vieillesse participent aussi, à l'échelle des discours, à faire évoluer la manière dont différentes cohortes de retraités chinois conçoivent leur vieillissement et ce moment de transition important dans le parcours de vie qu'est l'entrée en retraite. Les politiques de mise à la retraite des « cadres révolutionnaires » (jusqu'alors non-soumis à une retraite obligatoire) au début des années 1980 ont constitué ici un moment historiquement charnière, poussant l'État-Parti à dépeindre la retraite non comme un « retrait » de la société mais comme une continuité de l'activité révolutionnaire, une nouvelle étape dans la carrière des individus, compatible avec une

Couverture de l'un des premiers exemplaires de la revue *Elderly Chinese* (*Zhongguo laonian* 中国老年), créée en 1983, initialement à destination des cadres retraités. Source : collection personnelle Justine Rochot. // The cover of one the first issue of the Magazine *Elderly Chinese* (中国老年), created in 1983 and initially essentially addressed to retired cadres. Source: personal collection Justine Rochot.

forme d'utilité sociale. Ces réformes ont en outre coïncidé avec la participation de la Chine à l'Assemblée mondiale sur le vieillissement, organisé par l'ONU en 1982 – un évènement qui a sensibilisé les autorités aussi bien aux enjeux à venir du vieillissement de sa population qu'à l'importance de la contribution, sur les plans spirituels, culturels et socio-économiques, des personnes âgées elles-mêmes.

Depuis les années 1990, l'État-Parti, comme les nouveaux acteurs du marché (qui ont vu dans le vieillissement de la population une opportunité financière séduisante) ont ainsi participé à façonner l'émergence d'un nouveau « troisième âge » de la vie, essentiellement urbain et prenant des colorations propres au contexte chinois. De nouvelles expressions traduisant l'émergence de sous-catégories d'âge intermédiaires se sont ainsi diffusées : les « personnes moyennement âgées » (*zhonglao nian ren* 中老年人), le « clan des retraités » (*tuixiu zu* 退休族) ou « des cheveux d'argent » (*yinfa zu* 银发族) ou encore les « jeunes vieux » (*xiao laoren* 小老人). Tout un pan d'initiatives s'est également développé à destination de cette nouvelle classe d'âge – allant des universités pour personnes âgées aux revues papiers pour retraités, en passant par des groupes WeChat en ligne, des agences de voyages et centres vacances, des centres d'activités de quartier, des entreprises de santé ou des programmes de bénévolat – leur promettant de nouvelles perspectives pour appréhender leur retraite, désormais dépeinte comme un « second printemps » dans les parcours de vie.

LA RETRAITE DE LA « GÉNÉRATION MAO »

Les formes prises aujourd'hui par le troisième âge chinois ne peuvent toutefois être séparées des cohortes qui s'approprient aujourd'hui ces initiatives avec une ferveur sans précédent, et auprès de qui le « vieillissement activiste » (*jiji yanglao* 积极养老 traduction locale quelque peu distordue mais révélatrice du concept de « vieillissement actif ») promu par l'État-Parti trouve une résonance toute particulière. Depuis la fin des années 2000, une nouvelle génération d'urbains, nés entre la fin des années 1940 et le début des années 1960, est en effet entrée progressivement à l'âge de la retraite : premières générations à avoir grandi sous le maoïsme, ils ont vu leur scolarité secondaire interrompue durant la Révolution culturelle et ont, pour une part d'entre eux, été envoyés se « faire rééduquer auprès des paysans pauvres » lors du Mouvement d'envoi des Jeunes instruits à la campagne (1968-1980) ; entrés sur le marché du travail au moment de l'ouverture économique, et dans la conjugalité à l'heure de la planification des naissances, ils constituent aujourd'hui les premières cohortes de parents d'enfants uniques à prendre leur retraite.

Leur expérience du vieillissement et leur comportement en retraite se distinguent à ce titre de ceux de leurs aînés. Bénéficiant certes plus largement d'accès à des pensions et à la propriété foncière, leur conscience marquée d'appartenir à un ensemble générationnel distinct, sacrifié de manière successive à tous les moments charnières de leurs parcours de vie, n'en est pas

Si 2 % des plus de 60 ans fréquentent une université pour personnes âgées en Chine (2,9 % en ville et 0,9 % à la campagne) d'après le recensement de 2015, ce sont plus de 20 % des plus de 60 ans qui aimeraient en réalité pouvoir intégrer de telles structures, témoignant d'un fort écart entre l'offre et la demande. Ici, les candidats à l'université pour personnes âgées de la ville de Hefei, dans l'Anhui, font la queue pour les inscriptions, pourtant réparties sur trois journées. Source : https://new.qq.com/omn/20180831/20180831A11DL9.html#p=1 (consulté le 27 octobre 2021). // While 2% of people aged 60 and older are estimated to be enrolled in a University for Senior Citizen in China (2,9% in cities, 0,9% in rural areas) according to a 2015 census, more than 20% of the elderly actually wish to enroll in an institution of the sort, revealing the huge existing gap between supply and demand as far as lifelong learning initiatives are concerned. In this picture, people are lining up to enroll at the Hefei City University for Senior Citizen (Anhui Province). Source: https://new.qq.com/omn/20180831/20180831A11DL9.html#p=1 (last visited on 27 October 2021).

moins renforcée aujourd'hui. Craignant de peser financièrement sur leur enfant unique en cas de maladie du fait du coup croissant de la santé, ils sont particulièrement demandeurs d'activités leur permettant de repousser l'âge de l'entrée dans la dépendance, et ce d'autant que certains s'occupent activement de leurs propres parents âgés. La santé prend également une importance particulière face à l'augmentation du coût et à la réduction du nombre d'institutions de prise en charge de la petite enfance, contraignant les enfants uniques aujourd'hui sur le marché du travail à déléguer en masse la charge de leur enfant en bas âge à leurs parents retraités (un phénomène renforcé depuis la relaxe progressive des limitations sur les naissances depuis 2013) : en 2014, on estimait ainsi à 60-70 % la part des enfants de moins de deux ans principalement élevés par leurs grands-parents, un fait souvent vécu comme pesant par ces nouvelles générations de retraités qui se considèrent une nouvelle fois sacrifiés à un moment important de leurs parcours de vie.

Une séance de danse de place au parc Ditan de Pékin, réunissant une centaine de personnes, principalement des femmes retraitées. (© 14 août 2014 / Justine Rochot.) // A "square dance" session in Beijing Ditan park, gathering more than a hundred persons, mainly retired women. (© 14 August 2014 / Justine Rochot.)

L'intensification des rassemblements de jeunes retraités (souvent symbolisée par la « fièvre des danses de place » – *guangchangwu re* 广场舞热 – qui a marqué les espaces publics urbains durant les années 2010) ainsi que leurs mobilités nationales et internationales depuis près d'une décennie, s'inscrivent donc dans ce contexte complexe, mêlant à la fois l'émergence récente de nouveaux espaces à destination des « jeunes vieux », la circulation et réappropriation de nouvelles normes de la retraite, et le vieillissement d'une génération de parents d'enfants uniques socialisés en période collectiviste. Ces derniers trouvent en effet dans ces sociabilités des formes d'effervescences collectives qui ne sont pas sans leur rappeler leur propre jeunesse, mais aussi des lieux où échanger et apprendre à négocier le temps nouveau de la retraite (marquée par un désarroi d'autant plus fort que le travail a constitué pour eux une part centrale de leur identité sociale), à mettre à distance les pressions pesant sur eux en tant que parents vieillissant d'enfant unique, ou encore à « rattraper le temps perdu » par l'arrêt précoce de leur scolarité et continuer à se sentir en prise avec un monde changeant.

Bouleversant les représentations dominantes de « la » vieillesse chinoise, le troisième âge de la génération Mao se révèle ainsi un point d'entrée particulièrement heuristique pour complexifier les approches du vieillissement : interrogeant sur les attentes et pratiques qui seront celles des jeunes retraités chinois actuels au fur et à mesure de leur avancée vers le grand âge, ces constats invitent aussi plus largement à déconstruire l'image monolithique de la vieillesse en Asie orientale, souvent réduite au seul prisme de la piété filiale, et à intégrer dans les analyses le rôle joué par les cultures politiques, les modèles

d'État-providence, les circulations de savoirs et les socialisations générationnelles dans le façonnement d'expériences et de représentations sans cesse changeantes du vieillissement.

BIBLIOGRAPHIE/ BIBLIOGRAPHY

Rochot, Justine, « "Un parc à soi" : les parcs, territoires de la vieillesse en Chine urbaine contemporaine », *Lien social et Politiques* 79, 2017, p. 193-214.
—, « Vieillir ensemble. Ethnographie d'une expérience collective de la retraite au sein d'un groupe de vieux "jeunes instruits" chinois », *Études chinoises* 36 (1), 2017, p. 105-138.
Frazier, Mark W., *Socialist Insecurity. Pensions and the Politics of Uneven Development in China*, Ithaca (New York), Cornell University Press, 2010, 224 p.
Lenoir, Rémi, « L'invention du "troisième âge" », *Actes de la recherche en sciences sociales* 26-27, 1979, p. 57-82.
Manion, Melanie, *Retirement of Revolutionaries in China : Public Policies, Social Norms, Private Interests*, Princeton (New Jersey), Princeton University Press, 2014, 210 p.
Zhang, Hong, « The New Realities of Aging in Contemporary China : Coping with the Decline in Family Care », *in* Jay Sokolovsky (éd.), *The Cultural Context of Aging. Worldwide Perspectives*, Westport, Praeger, 2009, p. 196-215.

NEW PERSPECTIVES ON AGING IN CONTEMPORARY CHINA… AND BEYOND

Justine Rochot
Chiang Ching-Kuo Foundation postdoctoral associate at CECMC and research associate at CEFC
November 2021

The aging of the Chinese population now constitutes a well-known topic, regularly treated both by media and academic literature in China and abroad. As a consequence of growing life expectancy, demographic transition and family planning policies (with its most important one dating from 1979), people aged more than 60 represented 18.1% (253 million people) of the Chinese population in 2020, against 7% in 2000. According to projections, they might reach as much as 28% of the population by 2030.

While existing research has mostly focused its attention on the institutional aspects surrounding the growing needs for long-term care among the eldest and most dependent fringe of the elderly, little has been done to understand the intimate experiences of aging of the people concerned, the elderly being often seen as a homogenous category of passive recipients of care. Moreover, part of existing analysis remain tainted with more or less explicit culturalist approaches, partly cultivated by Chinese authorities themselves, which tend to consider Chinese elderly as necessarily more respected than their western counterparts, thanks to a principle of filial piety supposedly irrigating interpersonal relationships for thousands of years.

Against those dominant interpretations, I will show that the statistic threshold of the "60 years and older", usually considered as an natural and obvious category, doesn't do justice to the diversity of experiences, identifications and expectations formulated by Chinese older people themselves. By focusing on the new generation of Chinese retirees who, for the past decade, has shaped new ways of imagining aging and retirement, this article will point out the important diversity of experiences and attitudes associated to aging in China, as well as the social factors currently shaping them.

A HETEROGENEOUS GROUP MARKED BY INEQUALITIES

Retirement policies, inherited in part from the Maoist period, first play an important role in shaping inequalities between the elderly nowadays, these policies having implications on the financial autonomy of older people and consequently on the state of intergenerational relationships.

Rural elderly indeed remain largely excluded from pensions and other social safety net available to their urban counterparts, despite the recent development of still insufficient rural pension schemes: in 2010, 78% of urban people aged 60 and older benefited from personal incomes (mostly pensions) while

88% of rural elderly still depended on their own labor or on financial support from their family.

The urban elderly themselves also remain largely unequal, as the age to which people can pretend to retire and the amounts of social benefits they can enjoy still vary according to their gender (women's retirement age being usually about 5 years younger than their male counterpart, sometimes as early as 50 years old), their profession (workers being able to retire earlier than "cadres") and to the work unit they retire from (opposing retired employees from the public administration, retirees from private and public enterprises, as well as qualified cadres from the Party and public administration).

In 2014, the average age of retirement in China was estimated at 54 years old, about 10 years younger than the world average: this fact can be linked both to the low ages of retirement among some categories of urban retirees, and to the early retirement forced upon (mostly female) workers since the late 1990s as part of the massive downsizing of public enterprises.

INVENTING A CHINESE THIRD AGE OF LIFE

Beyond producing inequalities, aging policies also participate in shaping the ways various cohorts of Chinese retirees imagine both their aging process and the redefining moment within one's life course that is retirement. The policies of retirement of "revolutionary cadres" (who, until then, were not subjected to compulsory retirement) in the early 1980 constituted for instance a historically defining moment, which pushed the Party-State to portray retirement in a new fashion – not as a withdrawal from society, but as a continuity of one's activity, a new step in one's revolutionary career, allowing one to remain socially useful. Those reforms have moreover coincided with the participation of China to the World Assembly on Aging organized by the UN in 1982 – an event which sensitized Chinese authorities both to the challenges to come in terms of population aging and to the importance of the spiritual, cultural and socio-economical contributions of the elderly themselves.

Since the 1990s, the Party-State, along with new market-oriented actors who have seen in population aging an attracting financial opportunity, have therefore participated in shaping the emergence of a new "third age" of life, both essentially urban and bearing specificities intimately linked to the Chinese context. New expressions reflecting the emergence of intermediary age categories have started to appear: the "middle-aged" (*zhonglaonian ren* 中老年人), the "retired clan" (*tuixiu zu* 退休族) and the "silver-hair clan" (*yinfa zu* 银发族), as well as the "little elderly" (*xiao laoren* 小老人). Initiatives targeting this new category of middle-aged consumers have also sprouted – from senior universities to magazines for retirees and online WeChat accounts, through travel agencies, holiday resorts in China and abroad, neighborhood activity centers, health-product companies and volunteering programs – all offering their key-audience with new perspectives for their retirement, described as a "second spring" in their life course.

THE RETIREMENT OF THE "MAO GENERATION"

However, the forms taken by the Chinese "third age" cannot be separated from the specific cohorts which appropriate these new initiatives today with an unprecedent enthusiasm, and among which the "activist ageing" (*jiji yanglao* 积极养老, a twisted yet somehow revealing local translation of the concept of "active ageing ") promoted by the Party-State finds a surprising echo. Since the late 2000, a new urban generation, born between the late 1940s and the early 1960s, have indeed progressively entered retirement: as the first generations to grow up in the early days of Maoism, they have seen their secondary school-years interrupted by the Cultural Revolution and have experienced, for 17 millions of them, being sent to the countryside to "undergo re-education by poor peasants" during the Down to the Countryside Movement (1968-1980); after having entered the workforce during economic reforms, and becoming parents right after the only child policy of 1979, they represent today the first cohorts of retired only-child parents.

Their experiences of aging and their attitudes as retirees indeed distinguish them strongly from their own elders. Benefitting admittedly from larger access to pension and home ownership, they nonetheless cultivate a shared consciousness of belonging to a distinct generation, repeatedly disadvantaged by shifting state policies which have affected each of their critical life transition. Fearing to become a financial burden to their only child in case of illness because of the rising cost of healthcare, their demand for activities allowing them to further postpone dependency is particularly strong, and even more so among those who still have their own elderly parents to take care of. Health also takes a particular importance in a context of rising cost and reduced numbers of child care institutions, which constrain adult and working only children to increasingly delegate the care of their offspring to their retired parents (a phenomenon reinforced after the progressive relaxing of the one child policy since 2013). In 2014, 60 to 70% of children aged less than 2 years old were estimated to be mainly taken care of by their grandparents – a fact considered by these current retirees as yet another sacrifice experienced by their generation at a critical moment of their life course.

The recent intensification of retirees' gatherings (often symbolized by the "square dance fever" – *guangchang wu re* 广场舞热 – which has marked urban public spaces since the 2010s) as well as the growing national and international mobility of older people, must therefore be understood as a product of multiple factors: the development of a number of new spaces and activities specifically dedicated to "young elderly", the circulation and reappropriation of new norms of retirement, and the aging of a new generation of one child parents socialized under collectivism. Beyond enjoying forms of collective effervescence which echo their youth experiences, these new cohorts of retirees also find in these gatherings places where they can exchange and learn how to negotiate retirement (a life transition particularly confusing for this generation for whom work constituted an important part of their social identity), distance themselves

from the pressure they experience as aging parents of only children, but also make up for the lost years induced by their suspended education, and remain connected to a fast-changing world.

Disrupting common and unified representations of Chinese elderly, the third age of the "Mao generation" therefore offers a heuristic entry point to further complexify existing approaches to aging in China and beyond: on top of allowing us to wonder what the expectations and practices of current young retirees will look like as they get older, these observations also compel us to further deconstruct the image of old age in East Asia, beyond the sole prism of filial piety, and to question more systematically the role played by political cultures, social welfare models, knowledge circulation and generational socializations in the shaping of ever-changing experiences and representations of aging.

APRÈS LES ÉMEUTES, UNE NOUVELLE ÈRE AU KAZAKHSTAN ?

Michaël Levystone
Chercheur au Centre Russie/Eurasie (Ifri)
Mars 2022

Janvier 2022 aura vu le Kazakhstan subir sa plus grave crise politique depuis son indépendance, proclamée le 16 décembre 1991. L'augmentation du prix du carburant a embrasé l'ouest du pays en proie à une marginalisation socio-économique, puis les régions du sud, traditionnellement plus rétives au pouvoir central. Que s'est-il passé dans les faits, et quelles conséquences ces troubles ont-ils eues à l'échelle nationale et régionale ?

Source : https://www.shutterstock.com/fr/image-vector/kazakhstan-political-map-capital-astana-national-450725131?consentChanged=true

LES FAITS

Entre le 1er et le 2 janvier 2022, le prix du litre de gaz de pétrole liquéfié (GPL) est passé de 60 à 120 tenge (soit une augmentation de 12 à 24 centimes d'euro) dans l'oblys de Manguistaou, région pétrolière du sud-ouest du Kazakhstan. Dès le 2 janvier, des habitants de la ville de Janaozen, qui avait déjà été le théâtre de manifestations en 2011, se sont rassemblés pour protester contre le renchérissement du GPL, carburant utilisé par 80 % des automobilistes locaux. Le lendemain, la contestation gagne d'autres villes du Kazakhstan : Aktaou, Aktioube, Atyraou, Chymkent, Taraz, et l'ancienne capitale Almaty, dans le sud du pays. Le plafonnement du prix du GPL à 50 tenge (dix centimes d'euro) le

litre pour une durée de six mois, annoncé le 4 janvier par une commission gouvernementale spécialement dépêchée à Aktaou, ne suffit à éteindre l'élan protestataire qui prend un tour politique.

Les manifestants réclament pacifiquement le rétablissement de la Constitution de 1993 et le départ définitif de l'ancien président Noursoultan Nazarbaïev (qui continue de tirer les ficelles à la tête de l'État), avant que la situation ne dégénère. On assiste ainsi à des scènes d'émeute et de guerre entre citoyens et forces de l'ordre dans plusieurs villes du Kazakhstan, et singulièrement à Almaty, qui choquent l'opinion publique et tétanisent les autorités d'un pays réputé pour sa grande stabilité intérieure depuis 1991.

La mairie d'Almaty. (© Michaël Levystone.) // Almaty city hall. (© Michaël Levystone.)

En grande difficulté, le président de la République, Kassym-Jomart Tokaïev, décrète le 5 janvier l'état d'urgence dans plusieurs oblystar (avant de le généraliser à l'ensemble du territoire national) et se tourne vers l'alliance militaire régionale dont son pays est membre, l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC). Son intervention éclair – les premiers contingents se retirent dès le 13 janvier – permet aux autorités kazakhstanaises de reprendre le contrôle du pays et de sortir progressivement de cette crise. Le 7 janvier, le chef de l'État annonce que l'ordre constitutionnel est rétabli au Kazakhstan. Le 10 janvier est décrété Journée de deuil national en hommage aux victimes de ces troubles. Le 11, le président Tokaïev attaque publiquement son prédécesseur, augurant un changement d'ère politique au Kazakhstan.

LA FIN DU SYSTÈME NAZARBAÏEV ?

« Elbassy [le Père de la Nation, titre honorifique de Noursoultan Nazarbaïev] a favorisé l'émergence dans le pays d'une caste de gens riches, bien au-delà des standards internationaux. » Cette déclaration, faite le 11 janvier 2022 par le président Tokaïev en présence de son nouveau gouvernement, aurait été inconcevable ne serait-ce qu'une semaine auparavant, lorsqu'à la faveur des événements, il s'est emparé de la tête du Conseil de sécurité. Devenu en 2018 l'organe décisionnaire en matière de sécurité nationale, de défense et de politique étrangère, le Conseil de sécurité était en réalité le véritable centre du pouvoir kazakhstanais, que Nazarbaïev continuait de diriger, malgré sa démission de la présidence de la République en mars 2019. En prenant le contrôle de cette

structure, Tokaïev a finalement concrétisé la transition politique amorcée par Nazarbaïev trois ans auparavant.

Nour-Soultan, la capitale futuriste du Kazakhstan. (© Michaël Levystone.) // Nur-Sultan, the futuristic capital of Kazakhstan. (© Michaël Levystone.)

Sa conquête du pouvoir s'est doublée d'une mise au pas du Comité national de sécurité (KNB). Les puissants services de renseignement kazakhstanais étaient dirigés par des proches de Nazarbaïev : son ancien Premier ministre Karim Massimov, secondé par Samat Abich, neveu d'Elbassy. Soupçonnés d'avoir pris part à une conspiration visant à évincer Tokaïev et qui implique également un autre neveu de Nazarbaïev, Kaïrat Satybaldy, Massimov et Abich ont été limogés, pour être remplacés par Ermek Saguimbaïev et Mourat Nourtleou, deux hommes de confiance du président. Plusieurs figures du clan Nazarbaïev se sont en parallèle vu rogner une partie des avantages dont elles pouvaient bénéficier dans le monde des affaires, à commencer par les trois gendres de l'ancien chef de l'État. Ainsi, Dimach Dossanov et Kaïrat Charipbaïev ont dû quitter respectivement les instances dirigeantes de KazTransOil et de QazaqGas, et Timour Koulibaïev, se séparer de ses actions dans KazAzot et démissionner de la direction du principal organisme de lobby patronal du pays, à savoir la Chambre nationale des entrepreneurs. Le président Tokaïev a également fait savoir que les principales entreprises du pays avaient vocation à abreuver un fonds social dont le gouvernement a annoncé la création le 15 janvier.

Sur le plan politique, les postes clés sont occupés par des proches de Tokaïev : Maoulen Achimbaïev à la présidence du Sénat (où il avait remplacé en 2020 Dariga Nazarbaïeva, fille aînée d'Elbassy, limogée par décret), ou encore Alikhan Smaïlov à la tête du nouveau gouvernement, dont la composition annoncée le 11 janvier, seulement remaniée au tiers, a surpris (mentionnons cependant le remplacement, une semaine plus tard, de Mourat Bektanov par Rouslan Jaksylykov au ministère de la Défense). Tokaïev semble vouloir renouveler le personnel politique en douceur, à l'image du pacte qu'il a visiblement conclu avec Nazarbaïev. Après avoir obtenu d'Elbassy – muet durant toute la crise – qu'il se présente comme un « retraité » et qu'il lui fasse publiquement allégeance durant son Adresse à la Nation du 18 janvier, Tokaïev a choisi de ne pas faire trop brutalement disparaître de la scène publique celui qui a présidé aux destinées du Kazakhstan pendant trois décennies, lui maintenant le bénéfice de prérogatives exceptionnelles (droit d'intervenir au parlement, de siéger au Conseil constitutionnel, maintien de l'immunité).

LA RUSSIE VEILLE AU GRAIN EN ASIE CENTRALE

La crise kazakhstanaise a également donné lieu à la première intervention de l'OTSC en conditions réelles. Ses Forces de maintien de la paix ont en effet commencé à affluer vers le Kazakhstan le 6 janvier 2022, avec un champ d'intervention circonscrit à la sécurisation des bâtiments publics et des infrastructures militaires. Les contingents dépêchés par l'Arménie, la Biélorussie, le Kirghizstan, le Tadjikistan et surtout la Russie – les Forces de maintien de la paix étaient aux trois quarts composées de soldats russes et dirigées par le général Andreï Serdioukov, un vétéran des guerres de Tchétchénie – n'avaient nullement vocation à réprimer les manifestations dans le pays, ce dont se sont chargées les forces de sécurité kazakhstanaises.

La quiétude du Jardin botanique d'Almaty. (© Michaël Levystone.) // Chill time in Almaty Botanical Garden. (© Michaël Levystone.)

L'intervention de l'OTSC au Kazakhstan sonne incontestablement comme une éclatante victoire stratégique pour la Russie. Tout d'abord, la mobilisation de tous les autres membres de cette alliance militaire a permis à Moscou d'afficher une image de solidarité et d'efficacité en rupture avec l'immobilisme qui avait prévalu durant les crises précédentes dans la région (guerre frontalière Kirghizstan-Tadjikistan en 2021 ; guerre Arménie-Azerbaïdjan pour le contrôle du Haut-Karabakh en 2020 ; conflit interethnique entre communautés kirghizes et ouzbèkes dans l'ouest du Kirghizstan en 2010). Ensuite, le Kremlin a envoyé un message de fermeté, non seulement à sa propre opinion publique, mais également à ses concurrents régionaux, au premier rang desquels la Turquie, qui comprendra qu'en dépit de liens culturels ancestraux l'unissant aux pays d'Asie centrale (Tadjikistan excepté), c'est Moscou qui demeure la puissance sécuritaire de référence dans cette région. Enfin, la Russie a contribué à préserver à ses frontières un régime allié, face au risque d'un pouvoir nationaliste propre à attiser, dans le pire des scénarios, les velléités séparatistes des quelque 3,5 millions de Russes ethniques vivant au Kazakhstan (pour l'essentiel dans les régions septentrionales, voisines de la Russie, qui plus est).

Depuis la fin de la crise kazakhstanaise, des voix s'élèvent dans les médias russes pour réclamer des contreparties à l'intervention de l'OTSC, dont on aura compris qu'elle portait la griffe de Moscou : notamment, la préservation de la langue russe au Kazakhstan, ou la reconnaissance officielle de la « réintégration » de la République de Crimée et de la ville de Sébastopol à la Fédération de Russie, ce à quoi Nour-Soultan s'est obstinément refusé depuis 2014. Les mois

à venir permettront d'y voir plus clair quant aux éventuels bénéfices supplémentaires dont ce succès stratégique pourrait s'accompagner pour la Russie au Kazakhstan, mais au sujet desquels la nécessité pour Moscou d'intervenir face à l'ampleur de la crise, tout autant que ses nombreux intérêts dans ce pays – Moscou exploite au Kazakhstan des infrastructures militaires (cosmodrome de Baïkonour, polygone de Sary-Chagan, aérodrome de Kostanaï) et collabore avec Nour-Soultan au sein de plusieurs organisations régionales : l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) et l'Union économique eurasiatique (UEEA), en plus de l'OTSC –, commandent encore d'observer une certaine mesure.

BIBLIOGRAPHIE/ BIBLIOGRAPHY

Genté, Régis, « Kazakhstan : le président aurait déjoué le coup de force de son prédécesseur », *Le Figaro*, 10 janvier 2021.
Levystone, Michaël, « Quelles relations bilatérales russo-centrasiatiques ? », *Diploweb*, 16 janvier 2022.
—, *Russie et Asie centrale à la croisée des chemins. Des survivances soviétiques à l'*épreuve de la mondialisation, Paris, L'Harmattan, 2021, 176 p.
—, « Trente ans après la chute de l'URSS : focus sur l'Asie centrale », *Storymap*, 30 septembre 2021.
Teurtrie, David, « Derrière la crise au Kazakhstan, la stratégie gagnante de la Russie de Poutine », *Le Journal du dimanche*, 12 janvier 2022.

AFTER THE RIOTS, A NEW ERA IN KAZAKHSTAN?

Michaël Levystone
Researcher at the Russia/Eurasia Center (Ifri)
March 2022

In January 2022 Kazakhstan underwent its most serious political crisis since its independence, proclaimed on 16 December 1991. The increase in the price of fuel has set ablaze the west of the country in the grip of socio-economic marginalization, then the southern regions, traditionally more resistant to central power. What actually happened, and what consequences did these troubles have at the national and regional levels?

WHAT HAPPENED?

Between January 1st and 2nd, 2022, the price of a liter of liquefied petroleum gas (LPG) rose from 60 to 120 tenge (i.e. an increase of 12 to 24 euro cents) in the Mangystau region, an oil province from southwestern Kazakhstan. From 2 January, residents of the town of Zhanaozen, which had already been the scene of demonstrations in 2011, gathered to protest against the increase in the price of LPG, the fuel used by 80% of local car drivers. The next day, the protest spread to other cities in Kazakhstan: Aktau, Aktobe, Atyrau, Shymkent, Taraz, and the former capital Almaty, in the south of the country. The cap on the price of LPG at 50 tenge (10 euro cents) per liter for a period of six months, announced on 4 January by a government commission specially dispatched to Aktau, is not enough to put to an end the protest momentum, which gets more and more political.

The demonstrators peacefully demand the restoration of the 1993 Constitution and the definitive departure of former President Nursultan Nazarbayev (who then continues to pull the strings at the head of the state), before the situation degenerates. Indeed, scenes of riots and fights between citizens and police forces in several cities of Kazakhstan, and particularly in Almaty, shock public opinion and paralyze the authorities of a country renowned for its great stability since 1991.

In great difficulty, the newly elected in 2019 President of the Republic, Kassym-Jomart Tokayev, decrees on 5 January a state of emergency in several regions before extending it to the national territory on the whole, and calls for help the Collective Security Treaty Organization (CSTO, the regional military alliance between Russia, Belarus, Armenia, Kazakhstan, Kyrgyzstan and Tajikistan). His lightning intervention – the first contingents withdrew on 13 January – enabled the Kazakhstani authorities to regain control of the country and gradually emerge from this crisis. On 7 January, the Head of State announces that constitutional order is restored in Kazakhstan. 10 January is declared a National Day of Mourning in honor of the victims of these troubles.

On 11 January, President Tokayev publicly attacked his predecessor, auguring a change of political era in Kazakhstan.

THE END OF THE NAZARBAYEV SYSTEM?

"Elbasy [the Father of the Nation, honorary title of Nursultan Nazarbayev] favored the emergence in the country of a caste of wealthy people, well beyond international standards." This declaration made on 11 January 2022, by President Tokayev in the presence of his newly appointed government would have been inconceivable even a week earlier, when he took advantage of the ongoing crisis to rule the head of the Security Council. Serving since 2018 as the decision-making body in the field of national security, defense as well as foreign policy, the Security Council was in fact the real center of Kazakhstani power, which Nazarbayev continued to lead, despite his formal resignation from the presidency of the Republic in March 2019. By taking control of this structure, Tokayev finally put into effect the political transition initiated by Nazarbayev three years earlier.

His conquest of power was coupled with a reining in of the National Security Committee (KNB). The powerful Kazakhstani intelligence services were led by people very close to Nazarbayev: his former Prime Minister Karim Masimov, assisted by Elbasy's nephew, Samat Abish. Masimov and Abish have been dismissed by president Tokayev, who suspected them to be part of a conspiracy aimed at ousting him (and which also involves Kayrat Satybaldy, Abish's brother). Tokayev appointed two trusted men, Ermek Sagymbayev and Murat Nurtleu, at the head of KNB.

Several figures of the Nazarbayev clan have in the meantime seen some of their economic advantages cut back, starting with the three sons-in-law of the former head of state. Thus, Dimash Dosanov and Kayrat Sharipbayev were respectively removed from the direction of KazTransOil and QazaqGas, and Timur Kulibayev had no alternative but to sell his shares in KazAzot and to step down as Chairman of Atameken National Enrepreneurs Chamber, the main employers' lobby organization of Kazakhstan. President Tokayev also made it known that the main companies in the country were intended to contribute to a social fund, created on 15 January.

On the political level, the key positions are occupied by those close to Tokayev: Maoulen Ashimbayev as Head of the Senate (where he had replaced in 2020 Dariga Nazarbayeva, Elbasy's eldest daughter, dismissed by decree), or Alikhan Smaylov at the Head of the new government, whose composition announced on 11 January was surprising, as it only one third of its ministries was replaced, even though a new minister of Defense was appointed a week later. Seemingly, Tokayev wishes to renew the political staff smoothly, judging by the pact he obviously concluded with Nazarbayev. Silent throughout the crisis, Elbasy eventually made an Address to the Nation on 18 January, during which he presented himself as "retired from politics" and publicly pledged allegiance to his successor. In return, the latter chose not to make disappear too

brutally the man who presided over the Nation's destiny for three decades, by granting him the benefit of a particular status (presidential immunity, right to speak in parliament and to attend meetings in the Constitutional Council).

RUSSIA KEEPS A CLOSE WATCH ON CENTRAL ASIA

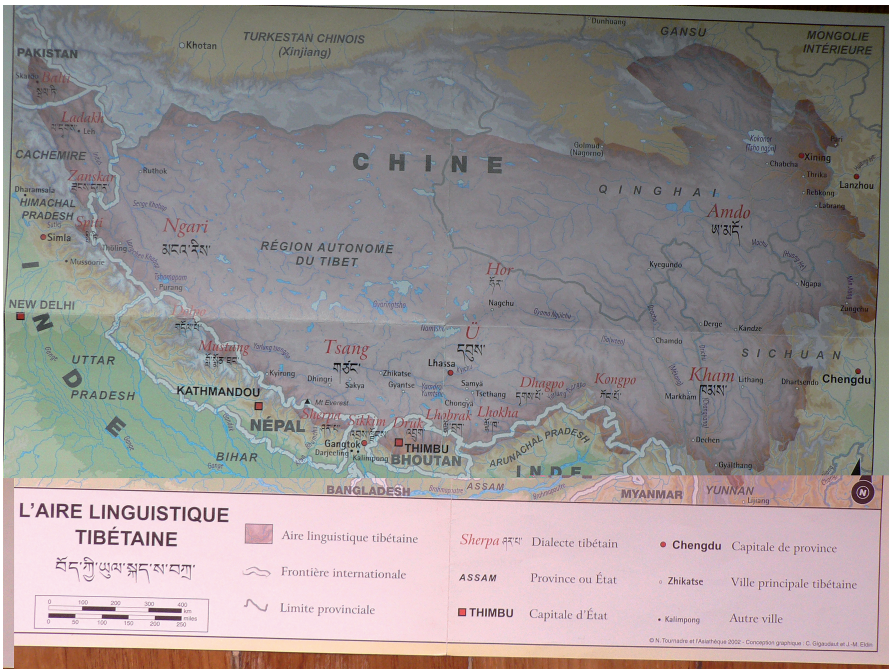
The Kazakhstani crisis also gave rise to the first intervention of the CSTO. Its Peacekeeping Forces began to flow into Kazakhstan on 6 January 2022, with a scope of intervention limited to securing public buildings and military infrastructure. Contingents sent from Armenia, Belarus, Kyrgyzstan, Tajikistan and especially Russia – the Peacekeeping Forces were three-quarters made up of Russian soldiers and led by General Andrei Serdyukov, a veteran of the Chechen wars – were not deployed to repress the demonstrations in the country, a duty directly assumed by the Kazakhstani security forces.

The intervention of the CSTO in Kazakhstan undoubtedly sounds like a brilliant strategic victory for Russia. First of all, its mobilization of all the other members of its military alliance enabled Moscow to display an image of solidarity and efficiency that broke with the immobility that had prevailed during the previous crises in the region (the war between Kyrgyzstan and Tajikistan at their border in 2021, the war between Armenia and Azerbaijan for the control of Nagorno-Karabakh in 2020, the inter-ethnic clash between Kyrgyzs and Uzbeks in western Kyrgyzstan in 2010. Then, the Kremlin sent a message of firmness, not only to its own public opinion, but also to its regional competitors, first and foremost Turkey, which will have to take it Moscow remains the security provider in Central Asia despite ancestral cultural ties uniting these countries (with the exception of Tajikistan) to Ankara. Finally, Russia has contributed to preserving an allied regime on its borders, in the face of the risk of a nationalist power likely to stir up, in the worst-case scenario, the separatist tendencies of some 3.5 million ethnic Russians living in Kazakhstan. Most of them live in the northern part of Kazakhstan, neighbouring Russia…

Since the end of the Kazakhstani crisis, voices have been raised in the Russian media to demand compensation for the intervention of the CSTO, which will have been understood to bear the hallmark of Moscow: in particular, the preservation of the language in Kazakhstan, or the official recognition of the "reintegration" of the Republic of Crimea and the city of Sevastopol into the Russian Federation, which Nur-Sultan has stubbornly refused to do since 2014. It would be pretty unwise at the moment to be positive about the potential benefits Russia could gain in addition to its previously mentioned strategic success in Kazakhstan, especially by taking into account the urgent need for Moscow to intervene in the face of the scale of the crisis, as well as its huge interests in this country. Indeed, Moscow not only operates military infrastructure in Kazakhstan (Baikonur cosmodrome, Sary Shagan anti-ballistic missile testing range, Kostanay airport), but also closely collaborates with Nur-Sultan in the framework of several regional organizations, such as the Shanghai Cooperation Organization (SCO) and the Eurasian Economic Union (EEU), in addition to the CSTO.

LA NOUVELLE POLITIQUE LINGUISTIQUE AU TIBET ET SES CONSÉQUENCES

Nicolas Tournadre & Katia Buffetrille
Katia Buffetrille est ethnologue et tibétologue, IR à l'EPHE.
Nicolas Tournadre est linguiste, membre de l'IUF
et professeur émérite à l'univ. d'Aix-Marseille.
Juillet 2022



Aire linguistique tibétaine. (© Asiathèque.) // Tibetan linguistic area. (© Asiathèque.)

Les premiers textes tibétains datent de l'Empire (VIIe-IXe s.) et les Tibétains, depuis qu'ils ont noté leur langue à l'aide d'un alphabet original, inspiré par les écritures indiennes, sont restés fidèles à cette écriture. La langue tibétaine, quant à elle, fait partie de la branche tibéto-birmane de la macrofamille sino-tibétaine, mais elle est très éloignée de la langue chinoise par sa grammaire, son vocabulaire et son écriture. L'écart entre chinois et tibétain est aussi grand que la distance séparant le français du persan ou de l'hindi, trois langues appartenant pourtant à la même macrofamille, celle de l'indo-européen. Depuis plus d'un millénaire la langue écrite tibétaine a été l'outil de transmission du savoir et à ce titre a souvent été qualifiée de latin de la Haute Asie.

Cette transmission s'est largement effectuée dans les monastères de toutes les régions tibétophones qui s'étendent sur un immense territoire, équivalent à environ un quart de la Chine contemporaine, et débordent même sur le flanc sud de l'Himalaya. Les monastères, tels que Drépung au Tibet central, Labrang en Amdo ou Dzogchen dans le Kham, fonctionnaient en quelque sorte comme des universités dans lesquelles, outre la lecture, l'écriture et les pratiques religieuses, on apprenait d'autres matières (grammaire, logique, médecine, astrologie, poésie, etc.).

Alphabet tibétain

ཀ ka	ཁ kha	ག ga	ང nga
ཅ ca	ཆ cha	ཇ ja	ཉ nya
ཏ ta	ཐ tha	ད da	ན na
པ pa	ཕ pha	བ ba	མ ma
ཙ tsa	ཚ tsha	ཛ dza	ཝ wa
ཞ zha	ཟ za	འ a	ཡ ya
ར ra	ལ la	ཤ sha	ས sa
ཧ ha	ཨ a		

Alphabet tibétain. (© Asiathèque.) // Tibetan alphabet. (© Asiathèque.)

Au début du XXe siècle, alors que l'ensemble du territoire qui dépendait du gouvernement des dalaï-lamas (Tibet central et occidental) était un État indépendant, les premières écoles « modernes » furent établies. L'idée qu'avant l'annexion chinoise de 1950, l'éducation au Tibet était uniquement religieuse est contredite par des recherches récentes qui montrent qu'il existait un réseau d'écoles privées, non seulement à Lhasa mais sur l'ensemble

Bibliothèque du monastère de Pelkor Chödé, Gyantsé (Tibet central), 1989. (© Katia Buffetrille.) // Library of Pelkor Chödé Monastery, Gyantsé (Central Tibet), 1989. (© Katia Buffetrille.)

du pays. À cela, il faut ajouter l'éducation donnée à domicile dans les familles aisées ou d'aristocrates et qui profitait souvent aux enfants des serviteurs ainsi que l'éducation au sein des monastères. La tentative du XIIIe Dalaï-lama (1875-1933) d'établir des écoles « anglaises » fut, cependant, de courte durée du fait de l'opposition du corps monastique. Beaucoup de familles d'aristocrates envoyèrent alors leurs enfants dans des écoles anglaises dirigées par des missionnaires dans le nord-est de l'Inde, à Kalimpong et Darjeeling. Quant aux régions orientales du Tibet (Kham et Amdo) qui connaissaient des organisations politiques diverses, dès la fin des Qing (1912) et sous la République de Chine (1912-1949), elles connurent des écoles « modernes » offrant un cursus en chinois dans le but d'inculquer un sentiment de « nationalisme officiel » parmi les « minorités ».

Dès l'annexion du Tibet par la République populaire de Chine, les changements furent nombreux. La politique ethnique et éducative appliquée par la Chine communiste fut largement calquée sur le modèle soviétique. La Chine reconnut officiellement dans sa Constitution l'existence, outre la majorité han, de 55 « ethnies minoritaires », dont peu sont connues au niveau international. Parmi ces ethnies, seules quatre d'entre elles ont vu leur écriture inscrite sur les billets de banque chinois : les Mongols, les Tibétains, les Ouighours et les Zhuang.

La politique ethnique et éducative a toujours privilégié la langue chinoise, cela depuis la fondation de la République Populaire de Chine (1949), mais la place accordée aux « langues minoritaires » a varié. Dans les années cinquante, au Tibet central, de nombreuses écoles furent fondées, aussi bien dans les villes que dans les régions rurales. À Lhasa, la première école d'État a été établie en 1952. L'enseignement était en tibétain, mais le contenu accordait une place importante à la propagande communiste chinoise. D'autre part, il existait en parallèle des écoles offrant des cursus en chinois. Dans les régions orientales, de petites écoles furent fondées dans diverses localités et, entre 1956 et 1958, des écoles primaires bilingues furent établies.

Par ailleurs, dès le début des années soixante, de nombreux enfants tibétains furent envoyés dans des internats situés dans les provinces chinoises, contraints pendant tout leur cursus de rester loin de leur terre natale. Cette politique s'est poursuivie jusqu'à présent et s'est généralisée récemment à des zones tibétaines encore épargnées.

École tibétaine de Kanzé (Kham), 1985. (© Katia Buffetrille.) // Tibetan school of Kanzé (Kham), 1985. (© Katia Buffetrille.)

Au début de la Révolution culturelle en 1966, les écoles furent fermées et réouvertes seulement après 1970, mais en abandonnant l'enseignement en tibétain.

Avec la mort de Mao (1976) et l'accession au pouvoir de Deng Xiaoping, des programmes éducatifs spécifiques pour les « minorités » furent développés sur l'ensemble du plateau tibétain. L'Université du Tibet fut ouverte en 1984 à Lhasa. En 1985, toutes les écoles primaires de Lhasa enseignaient en tibétain et en 1986 fut promulguée la loi rendant obligatoire et gratuite six ans d'éducation primaire et trois en secondaire. Pourtant, en dépit de cette loi et de l'augmentation des écoles, le nombre d'illettrés parmi les Tibétains est resté important puisqu'en 2004, 41 % des Tibétains adultes urbains étaient encore illettrés.

Pierre gravée avec « *Om mani padme hum* », le mantra à Avalokiteshvara, bodhisattva protecteur du Tibet, 2003. (© Katia Buffetrille.) // Stone engraved with *Om mani padme hum*, the mantra to Avalokiteshvara, bodhisattva protector of Tibet, 2003. (© Katia Buffetrille.)

Sous l'impulsion du Xe Panchen-lama (1938-1989) et de l'historien Dungkar Lobsang Thrinle (1927-1997) notamment, des écoles expérimentales et des programmes entièrement en tibétain furent élaborés dans toutes les matières – y compris les mathématiques et la physique-chimie – couvrant l'ensemble du cursus jusqu'aux premiers niveaux universitaires. Les élèves et les étudiants tibétains obtinrent de bien meilleurs résultats aux examens scolaires dans leur langue maternelle et même en chinois !

Toutefois, les manifestations qui éclatèrent régulièrement à Lhasa à la fin des années 1980 firent ressurgir l'idée selon laquelle une éducation en tibétain n'était pas « patriotique ». Puis, les manifestations du printemps 2008 embrasèrent l'ensemble du plateau tibétain. Une série de campagnes fut alors menée contre la langue tibétaine, réduisant son enseignement, tout d'abord de manière drastique dans la Région autonome du Tibet puis, assez rapidement dans les régions tibétophones de l'est et du nord-est incluses dans d'autres provinces chinoises.

Avec l'arrivée de Xi Jinping au pouvoir (2012), la situation n'a fait qu'empirer. De nombreuses manifestations pacifiques ont alors eu lieu pour demander la préservation de la langue dans les écoles et certains des 160 Tibétains qui se sont auto-immolés entre 2009 et 2022 l'ont même inscrit dans leur « testament ».

À partir de 2016, de nombreux Tibétains défendant pacifiquement le droit à l'enseignement de leur langue ont été incarcérés, comme Tashi Wangchuk. Arrêté en 2016, il fut condamné en 2018 à 5 ans de prisons au motif officiel

d'« incitation au séparatisme ». Libéré en 2021, il est toujours surveillé par les autorités pour qui toute contestation de la politique éducative est subversive.

La nouvelle politique imposée par Xi Jinping s'incarne aujourd'hui dans le « grand renouveau de la nation chinoise », son grand projet national. Il ne laisse plus aucune place aux 55 « nationalités » qui doivent désormais se fondre dans la grande nation chinoise, c'est-à-dire dans la nationalité han. Cette nouvelle politique ne tolère plus l'expression des langues « minoritaires ». Les écoles tibétaines comme celles des autres ethnies ferment les unes après les autres et les initiatives privées d'enseignement du tibétain le soir ou dans les monastères pendant les vacances sont dorénavant interdites. Les collèges et lycées doivent enseigner uniquement en chinois, et cela concerne aussi la plupart des écoles primaires et même les jardins d'enfants dans les zones rurales. Les parents sont dorénavant obligés d'apprendre eux-mêmes le mandarin pour l'enseigner à leurs enfants (des séances de formation en ce sens ont eu lieu dans la Région autonome du Tibet et au Qinghai). Les textes sacrés doivent être traduits en chinois (des prisonniers tibétains seraient contraints de s'y atteler), et les moines doivent prier et étudier dans cette langue. L'utilisation du tibétain est également de plus en plus restreinte sur les plateformes en ligne.

Pendant des décennies, le Parti communiste chinois avait laissé planer un doute sur son attitude vis-à-vis des « minorités ethniques ». À présent on assiste véritablement en Chine à une politique ethnocidaire qui vise toutes les cultures et langues autres que la chinoise. S'il est incontestable qu'une telle politique a déjà engendré des effets très négatifs sur la diversité culturelle de la Chine, on peut néanmoins penser qu'elle n'aura pas les résultats escomptés, à savoir la disparition des identités liées à ces diverses cultures. C'est en tout cas vraisemblable pour les cultures et les langues ayant acquis une notoriété internationale, notamment celles des Tibétains, des Ouïghours, des Mongols, ou encore des Coréens. Concernant la culture et la langue tibétaines, il est probable qu'elles bénéficieront d'une résilience liée à leur histoire millénaire ainsi qu'au bouddhisme tibétain, sans oublier une diaspora active et déterminée (environ 120 000 personnes dont 10 000 en France) où elles continueront à se développer dans l'attente de l'abandon de la politique actuelle.

BIBLIOGRAPHIE/ BIBLIOGRAPHY

Bass, Catriona, *Education in Tibet : Policy and practice since 1950*, Londres/ New York, Tibet Information Network/Zed Books, 1998, 320 p.
Buffetrille, Katia & Robin, Françoise (éds), « *Tibet is Burning. Self-Immolations : Ritual or Political Protest ?* », *Revues d'Études Tibétaines* 25, 2012, 224 p.
Buffetrille, Katia, « Corps sacrifiés, corps sanctifiés. Immolations, funérailles et martyre au Tibet », *in* Anna Caiozzo (dir.), *Mythes, rites et émotions : les funérailles le long de la Route de la soie*, Paris, Honoré Champion, 2016, p. 343-360.
Kolås, Åshild & Thowsen, Monika P., *On the Margins of Tibet : Cultural Survival on the Sino-Tibetan Frontier*, Seattle/Londres, University of Washington Press, 2005, 288 p.

Tibetan Centre for Human Rights and Democracy (TCHRD), *Sucked our Marrow*: *Tibetan Language and Education Rights under XI Jinping*, 2022, 42 p.
Tournadre, Nicolas, « Le bilinguisme tibétain-chinois : situation et enjeux », *Perspective chinoises* 74, 2002.
—, « The Tibetic languages and their classification », *in* Thomas Owen-Smith & Nathan Hill (éds), *Trans-Himalayan Linguistics : Historical and Descriptive Linguistics of the Himalayan Area*, Berlin/Boston, De Gruyter Mouton, 2014, p. 105-130.
—, « The Classical Tibetan cases and their transcategoriality. From sacred grammar to modern linguistics », *Himalayan Linguistics* 9 (2), 2010, p. 87-125.
Tournadre, Nicolas & Dorje, Sangda, *Manuel de tibétain standard*, Paris, Asiathèque, 2009, 3e éd., 606 p.
Travers, Alice, « Between Private and Public Initiatives ? Private Schools in pre-1951 Tibet », *Himalaya* 35 (2), 2016, p. 118-135.
Ugyan, Choedup, « Historical Trajectory of Tibetan Identity : Some Preliminary Notes on the Role of Exile Educational Institutions », *The Tibet Journal* 42 (2), Special Issue : Third Symposium in Memory of Prof. Dawa Norbu (Autumn/Winter 2017), 2017, p. 93-110.

THE NEW LANGUAGE POLICY IN TIBET AND ITS CONSEQUENCES

Katia Buffetrille & Nicolas Tournadre
Katia Buffetrille is an ethnologist and Tibetologist.
Nicolas Tournadre is a linguist, member of the Academic Institute of France (IUF) & professor emeritus at Aix-Marseille.
July 2022

The first Tibetan texts date back to the Empire (7th-9th century) and the Tibetans, since they wrote down their language using an original alphabet inspired by Indian scripts, have remained faithful to their script. The Tibetan language belongs to the Tibeto-Burman branch of the Sino-Tibetan macrofamily, but is very different from the Chinese language in its grammar, vocabulary and script. The gap between Chinese and Tibetan is as great as the distance separating French from Persian or Hindi, three languages that belong to the same macrofamily, that of Indo-European. For more than a thousand years, the Tibetan written language has been the tool for the transmission of knowledge and as such has often been described as the Latin of High Asia.

This transmission was largely carried out in the monasteries throughout the Tibetan-speaking regions, which extend over an immense territory equivalent to about a quarter of contemporary China and even to thes southern flank of the Himalayas. Monasteries, such as Drepung in Central Tibet, Labrang in Amdo or Dzogchen in Kham, functioned as a kind of university where, in addition to reading, writing and religious practices, other subjects were taught (grammar, logic, medicine, astrology, poetry, etc.).

In the early twentieth century, when the entire territory under the Dalai Lama government (Central and Western Tibet) was an independent state, the first "modern" schools were established. The idea that before the Chinese annexation of 1950, education in Tibet was solely religious is contradicted by recent research which shows that there was a network of public schools, not only in Lhasa but throughout the country. In addition, there was home education in wealthy or aristocratic families, which often benefited the children of servants, as well as education in monasteries. The attempt of the 13 th Dalai Lama (1875-1933) to establish "English" schools was, however, short-lived due to opposition from the monastic body. Many aristocratic families sent their children to English schools run by missionaries in the north-east of India, in Kalimpong and Darjeeling.

As for the eastern regions of Tibet (Kham and Amdo), which knew various political organisations, from the end of the Qing (1912) and under the Republic of China (1912-1949), they had "modern" schools offering a curriculum in Chinese with the aim of inculcating a sense of "official nationalism" among the "minority'.

As soon as Tibet was annexed by the People's Republic of China, many changes took place. The ethnic and educational policy applied by Communist China was largely modelled on the Soviet model. China officially recognised in its constitution the existence of 55 "minority ethnic groups" in addition to the Han majority, few of which are known internationally. Among these ethnic groups, only four have had their script written on Chinese banknotes: Mongols, Tibetans, Uighurs and Zhuang.

Ethnic and educational policy has always favoured the Chinese language since the founding of the People's Republic of China (1949), but the place given to "minority languages" has varied. In the 1950s, many schools were founded in central Tibet, both in the cities and in rural areas. In Lhasa, the first state school was established in 1952. The teaching was in Tibetan, but the content was heavily influenced by Chinese communist propaganda. On the other hand, there were also schools offering courses in Chinese. In the eastern regions, small schools were established in various localities and, between 1956 and 1958, bilingual primary schools were established.

In addition, from the early 1960s onwards, many Tibetan children were sent to boarding schools in the Chinese provinces, forced to stay away from their homeland throughout their education. This policy has continued to the present day, and has recently been extended to areas of Tibet that had not been affected previously.

At the beginning of the Cultural Revolution in 1966, schools were closed and reopened only after 1970, but without teaching in Tibetan.

With the death of Mao (1976) and the rise to power of Deng, specific educational programmes for "minorities" were developed throughout the Tibetan plateau. The University of Tibet was opened in 1984 in Lhasa. By 1985, all primary schools in Lhasa were teaching in Tibetan, and in 1986, according to the official legislation, six years of primary and three years of secondary education became both compulsory and free. However, despite this law and the increase in schools, the number of illiterates among Tibetans remained high: in 2004, 41% of urban adult Tibetans were still illiterate.

Under the leadership of the 10th Panchen Lama and the historian Dungkar Lobsang Thrinle, among others, experimental schools and curricula were developed entirely in Tibetan in all subjects – including mathematics and physics/chemistry – covering the entire curriculum up to the first levels of university. Tibetan pupils and students performed much better in school examinations in their mother tongue and even in Chinese!

However, the regular protests in Lhasa in the late 1980s brought back the idea that education in Tibetan was not "patriotic'. Then, in the spring of 2008, protests swept across the Tibetan plateau. A series of campaigns were waged against the Tibetan language, reducing its teaching, first drastically in the Tibet Autonomous Region and then, short after, in the Tibetan-speaking areas of the east and northeast, including other Chinese provinces.

With the arrival of Xi in power (2012), the situation only got worse. Many peaceful demonstrations took place to demand the preservation of the language

in schools and some of the 160 Tibetans who self-immolated between 2009 and 2022 even mentioned it into their "will".

From 2016 onwards, many Tibetans peacefully defending the right to learn their language have been imprisoned, such as Tashi Wangchuk. Arrested in 2016, he was sentenced in 2018 to 5 years jail on the official charge of "inciting separatism". Released in 2021, he is still under surveillance by the authorities, who consider any challenge to education policy to be subversive.

The new policy imposed by Xi Jinping is now embodied in the "great renewal of the Chinese nation", his great Chinese national project. It no longer leaves any room for the 55 "nationalities", which must now merge into the great Chinese nation, i.e. into the Han nationality. This new policy no longer tolerates the expression of "minority" languages. Tibetan schools, like those of other ethnic groups, are closing down one after the other, and private initiatives to teach Tibetan in the evenings or in monasteries during the holidays are henceforth forbidden. Secondary schools must teach only in Chinese, and this also applies to most primary schools and even kindergartens in rural areas. Parents are now obliged to learn Mandarin themselves in order to teach their children (training sessions have been held in the Tibet Autonomous Region and Qinghai). Sacred texts must be translated into Chinese (Tibetan prisoners are reportedly forced to do this), and monks must pray and study in Chinese. The use of Tibetan is also increasingly restricted on online platforms.

If for decades the Chinese Communist Party had left some doubt about its attitude towards "ethnic minorities", things are now clear. In China, we are truly witnessing an ethnocidal policy that targets all cultures and languages other than Chinese. While there is no doubt that such a policy has already had very negative effects on China's cultural diversity, it is likely that it will not have the desired results, namely the disappearance of the identities associated with these various cultures. This is likely to be the case for cultures and languages that have gained international recognition, such as those of Tibetans, Uyghurs, Mongols, and Koreans. As for Tibetan culture and language, it is likely that they will benefit from an extraordinary resilience linked to their millennia-old history and to Tibetan Buddhism, not to mention an active and determined diaspora (approximately 120,000 people among including 10,000 in France) among whom they will continue to develop before, hopefully, shining again in Tibet once this ethnocidal policy is abandoned.

LE JUGE JAPONAIS, LE DROIT ET LA POLITIQUE

Nathan Béridot
Chercheur à l'IFRAE et à l'IRJS et chargé d'enseignements
à l'Inalco et à l'univ. Paris-I Panthéon-Sorbonne)
Décembre 2022

C'est en 1978 que juges japonais et juges français furent appelés à se prononcer sur des questions proches, relatives aux droits des personnes étrangères.

Ronald McLean était un citoyen américain qui enseignait l'anglais au Japon. Afin d'y rester, il fit une demande de prolongation de son titre de séjour peu avant son expiration. Cette demande fut refusée par le Bureau de l'immigration, qui invoqua le fait que M. McLean avait depuis son entrée sur le territoire changé d'employeur sans en avertir les services de l'immigration. Afin de contester ce refus de renouvellement, Ronald McLean intenta une action, fondée sur l'article 22 de la Constitution qui prévoit le droit de fixer sa résidence et d'en changer. Selon lui, cette disposition lui donnait le droit de rester au Japon et d'y fixer sa résidence si bon lui semblait. La Cour suprême rejeta son argument le 4 octobre 1978. Elle précisa que les droits fondamentaux des personnes étrangères n'étaient protégés que dans la limite de leur statut, et qu'aucun texte ne leur garantissait le droit de rester au Japon. En d'autres termes, la décision d'accepter ou de ne pas accepter des étrangers sur le sol japonais relevait de la seule décision du pouvoir exécutif.

La Cour suprême du Japon, à Tôkyô (Chiyoda-ku). (© Wikimedia Creative Commons.) // The Supreme Court of Japan, Tokyo (Chiyoda-ku). (© Wikimedia Creative Commons.)

Par une décision rendue la même année, les juges français semblaient se prononcer en sens inverse.

Le décret du 29 avril 1976 est à l'origine du « regroupement familial », c'est-à-dire de la possibilité pour les travailleurs étrangers séjournant en France de faire bénéficier d'un titre de séjour, sous certaines conditions, les membres de leur famille afin qu'ils demeurent sur le territoire français. Craignant que cette mesure conduise à une augmentation du taux de chômage, le gouvernement de Raymond Barre décida, par un décret du 10 novembre 1977, de suspendre pour trois années le regroupement familial. Le Groupe d'information et de soutien

des travailleurs immigrés (GISTI) ainsi que deux syndicats saisirent alors le juge administratif afin de contester ce décret du 10 novembre. Le Conseil d'État se prononça le 8 décembre 1978, soit environ deux mois après l'arrêt McLean, et donna raison au GISTI en annulant le décret de 1977. Dans sa décision, il précisait que les personnes étrangères jouissaient, comme les nationaux, du droit de mener une vie familiale normale, lequel comportait notamment la faculté de faire venir auprès d'eux leur conjoint et leurs enfants mineurs.

JUGE ACTIF, JUGE PASSIF

Que penser de ces deux décisions ? Le premier réflexe de l'observateur extérieur consisterait probablement à laisser parler son sens de la Justice, pour affirmer que le juge japonais n'a pas protégé les libertés des étrangers, contrairement au juge français.

Une telle interprétation ne serait pas inédite, car c'est précisément en ce sens que se prononcent de nombreux auteurs dans une littérature anglo-saxonne foisonnante. Pour ces auteurs, l'attitude du juge japonais serait marquée par la volonté de ne jamais contrarier le pouvoir politique, et de décider toujours dans un sens susceptible d'emporter un plein consensus au sein des institutions. Ce faisant, il ne censurerait que très rarement les décisions du pouvoir politique, ni ne protégerait les libertés fondamentales de peur d'entraver l'action des gouvernants. C'est la raison pour laquelle ces mêmes auteurs n'hésitent pas à qualifier le juge japonais de « passif », « conservateur », « docile », souffrant d'une cruelle comparaison avec la Cour constitutionnelle de Corée qualifiée quant à elle d'institution judiciaire « la plus active de la région ».

Cette critique de la passivité du juge japonais doit être questionnée. En effet, la Constitution de 1946 qui remplace la Constitution de Meiji du 11 février 1889 entendait rompre avec la toute-puissante figure impériale qui trônait au faîte de la séparation des pouvoirs. Elle confiait de très larges pouvoirs au juge, afin qu'il puisse le cas échéant s'opposer au pouvoir politique, accusé d'avoir entraîné le Pacifique dans la guerre. De fait, prétendre que le juge japonais est passif revient à affirmer que la Cour suprême du Japon ne se conformerait pas au rôle que lui a confié la Constitution de 1946.

BON JUGE, MAUVAIS JUGE

À bien y réfléchir, qualifier un juge de « passif » comporte à l'évidence une part de subjectivité. En effet, l'acte de juger ne se résume pas à un simple choix par lequel le juge se déciderait à protéger ou à ne pas protéger un droit supplémentaire. Juger a bien plus à voir avec un arbitrage, qui consiste à choisir un intérêt plutôt qu'un autre.

Ainsi, il est possible de voir dans la décision McLean la volonté de ne pas protéger les droits fondamentaux des personnes étrangères. Néanmoins, il est également possible d'y voir la volonté de protéger l'autonomie du pouvoir politique, nécessaire à la bonne marche de l'État. De même, dans la décision GISTI

du Conseil d'État, le juge français a choisi le protéger les droits des personnes étrangères, mais l'a fait au prix d'une réduction de l'autonomie du pouvoir politique. En d'autres termes, en la matière, le juge ne saurait être qualifié de passif ou d'actif, puisque la décision de justice relève d'un choix : un intérêt est passivement protégé parce qu'un autre intérêt s'en trouve activement renforcé.

Qualifier le juge japonais de « passif » ne constitue donc pas une grille de compréhension opératoire. Plus encore, si l'on voit de la passivité dans la décision du juge japonais, c'est en réalité car on la pense injuste, mauvaise. Une telle qualification constitue donc une appréciation politique de sa décision, et non une évaluation objective de son action. Or, toute appréciation politique pose la question de la subjectivité de son auteur. En pensant sa décision mauvaise, on part du principe que certains intérêts sont plus dignes de protection que d'autres. C'est, d'une certaine manière, refuser d'accepter que le juge japonais puisse défendre un système de valeurs différent.

N'existerait-il pas une autre manière de lire ces décisions de justice ?

Minobe Tatsukichi (1873-1948). (© sous licence Creative Commons/Wikimedia Creative Commons.)

DROIT ET POLITIQUE

La clé de compréhension de l'attitude du juge japonais se cache probablement dans l'histoire des institutions.

À la fin de la guerre, les juristes japonais formés à la compréhension de la Constitution de Meiji n'ont eu que très peu de temps pour comprendre la nouvelle Constitution largement issue de la doctrine juridique anglo-saxonne. Ce faisant, les plus influents d'entre eux comme Minobe Tatsukichi (1873-1948) ont en réalité analysé la nouvelle Constitution à l'aune des anciens textes et concepts. Ainsi, ces penseurs ont affirmé que la Constitution de 1946 avait en réalité transféré le pouvoir suprême de gouvernement de l'empereur aux citoyens, lesquels occupent la place la plus éminente dans la nouvelle Constitution. Aujourd'hui encore, les juristes japonais défendent l'idée que le principe de souveraineté démocratique constitue la colonne vertébrale des institutions.

À bien des égards, le juge japonais se conçoit comme le garant de cette souveraineté démocratique, bien plus que comme le catalyseur des évolutions sociétales. La vraie légitimité est démocratique et appartient au peuple, et non au juge dont la légitimité est basée sur la technicité de son savoir. Ce faisant, il est rare qu'il s'autorise à se prononcer sur des questions de société qui lui semblent relever du choix souverain des citoyens, telle que la place des étrangers au sein de la société.

Ainsi pourrait-on comprendre deux décisions récentes de la Cour suprême.

Le 23 juin 2021, la Cour suprême a refusé de prononcer l'inconstitutionnalité du système de nom unique, obligeant l'un des époux (généralement l'épouse) à adopter le patronyme du conjoint. Justifiant sa position, elle a précisé qu'il n'existait pas à l'heure actuelle de « consensus » au sein de la société sur cette question, et que le choix de modifier cette règle revenait en dernière instance au peuple, et non au juge.

En revanche, dans une décision du 25 mai 2022, la Cour suprême a prononcé l'inconstitutionnalité d'un acte empêchant les Japonais résidant à l'étranger de voter au contrôle populaire des magistrats, procédure permettant aux citoyens de s'opposer à la nomination d'un juge à la Cour suprême. Cette censure est justifiée par l'importance du droit de vote, fondement de la souveraineté démocratique.

S'intéresser au droit et aux institutions se révèle porteur d'enseignements. On ne peut donc que déplorer que le droit japonais ne fasse aujourd'hui l'objet que de peu d'études, et qu'on en soit resté à cette sentence de Yoshiyuki Noda qui affirmait que les Japonais « n'aiment pas le droit ». Comme il serait nécessaire, afin de tordre le cou à ce lieu commun, que les chercheurs français « aiment » un peu plus le droit (japonais)…

BIBLIOGRAPHIE/ BIBLIOGRAPHY

Beridot, Nathan, « Le contrôle de constitutionnalité des lois par la Cour suprême japonaise », *Revue internationale de droit comparé* 4, 2020, p. 975-998.
Haley, John O., *Authority Without Power : Law and the Japanese Paradox*, New York, Oxford University Press, 1994, 268 p.
Matsui, Shigenori, « Why is the Japanese Supreme Court so Conservative ? », *Washington University Law Review* 88 (6), 2011, p. 1375-1423.
Oda, Hiroshi, *Japanese Law*, New York, Oxford University Press 2011, 3e éd., 544 p.
Ramseyer J. Mark & Rasmusen, Eric B., « Why Are Japanese Judges so Conservative in Politically Charged Cases ? », *The American Political Science Review* 95 (2), p. 331-344.
Yamamoto, Hajime, « Les garanties constitutionnelles de l'autorité judiciaire et ses problèmes au Japon », *Revue du droit public et de la science politique en France et* à *l'etranger*, 2007, p. 175-192.

THE JAPANESE JUDGE, LAW AND POLITICS

Nathan Béridot
Researcher at IFRAE and IRJS & lecturer at Inalco
and univ. Paris-I Panthéon-Sorbonne
December 2022

In 1978, Japanese and French judges were called upon to rule on similar issues relating to the rights of foreigners.

Ronald McLean was an American citizen who taught English in Japan. Wishing to remain in Japan, he applied for an extension of his residence permit shortly before its expiry. This extension was refused by the Immigration Bureau, which cited the fact that Mr McLean had changed his job since his entry into the country without notifying the Immigration Bureau. In order to challenge this refusal to renew, he brought an action, which he based on Article 22 of the 1946 Constitution, which provides for the right to determine residence. According to him, this provision gave him the right to remain in Japan and to fix his residence there if he wished. The Supreme Court, ruling on 4 October 1978, rejected his argument. It stated that the fundamental rights of foreigners are protected only within the limits of their status, and that no text guarantees them the right to remain in Japan. In other words, the decision to accept or not to accept foreigners in Japan is a matter of discretionary power of the executive branch.

In a decision rendered the same year, the French judge seems to have ruled in the opposite direction.

The decree of 29 April 1976 is at the origin of "family reunification", i.e. the possibility for foreign workers residing in France to grant a residence permit, under certain conditions, to members of their family in order to remain on French territory. Fearing that this measure would lead to an increase in the unemployment rate, the government of Raymond Barre decided, by a decree of 10 November 1977, to suspend family reunification for three years. The Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés (Information and Support Group for Immigrant Workers, GISTI) and two trade unions brought an action before the administrative judge to challenge this decree of 10 November. The Conseil d'État (French Supreme Court in the administrative order) ruled on 8 December 1978, about two months after the McLean ruling, and found in favour of the GISTI by annulling the 1977 decree. In its decision, it argued that foreigners enjoy, like nationals, the right to lead a normal family life, which includes the right to have their spouse and minor children come to live with them.

ACTIVE JUDGE, PASSIVE JUDGE

What should we think of these decisions? The first reflex of the outside observer would probably be to let his sense of justice speak for itself, to affirm that the Japanese judge did not protect the rights of foreigners, unlike the French judge.

Such an interpretation would not be unprecedented, as this is precisely the view of many authors in the abundant Anglo-Saxon literature. For these authors, the attitude of the Japanese judge is marked by a desire never to challenge political power and always to decide in a way that is likely to win full consensus within the institutions. In so doing, they rarely challenge the decisions of the political authorities, nor do they protect fundamental rights for fear of hindering the action of those in power. This is why these same authors do not hesitate to describe the Japanese judge as "passive', "conservative" and "docile', suffering from a cruel comparison with the Korean Constitutional Court, which is described as "the most active judicial institution in the region".

This is an important statement. Indeed, the 1946 Constitution, which replaced the Meiji Constitution of 11 February 1889, had intended to break with the all-powerful imperial figure that sat at the apex of the separation of powers. It gave very broad powers to the judge, so that he could, if necessary, oppose the political power, accused of having dragged the Pacific into the war. Indeed, to claim that the Japanese judge is passive is to assert that the Supreme Court of Japan would not comply with the role entrusted to it by the 1946 Constitution.

GOOD JUDGE, BAD JUDGE

On second thought, describing a judge as "passive" obviously involves an element of subjectivity. Indeed, the act of judging cannot be summed up as a simple choice by which the judge would decide to protect or not to protect an additional right. Judging has much more to do with arbitration, which consists in choosing one interest over another.

Thus, it is possible to see in the McLean decision a desire not to protect the fundamental rights of foreigners. However, it can also be seen as protecting the autonomy of political power, which is necessary for the proper functioning of the state. Similarly, in the GISTI case, the Conseil d'Etat chose to protect the rights of foreigners, but did so at the cost of reducing the autonomy of political power. In other words, in this matter, the judge cannot be described as passive or active, since the judicial decision is a choice: one interest is passively protected because another interest is actively reinforced.

To describe the Japanese judge as "passive" is therefore not an operational understanding grid. What is more, if we see passiveness in the Japanese judge's decision, it is we think this decision is bad, unfair. Such a statement therefore constitutes a political assessment, and not an objective description of the action of judiciary. However, any political assessment raises the question of the subjectivity of its author. By thinking his decision is wrong, we assume that some interests are more worthy of protection than others. In a certain way, this means refusing to accept that the Japanese judge may defend a different set of values from our own.

Is there not another way to describe these court decisions?

LAW AND POLITICS

The key to understanding the attitude of the Japanese judiciary probably lies in the history of the institutions.

At the end of the war, Japanese lawyers trained to understand the Meiji Constitution had very little time to understand the new Constitution, which was largely derived from Anglo-Saxon legal doctrine. In doing so, the most influential of them, such as Minobe Tatsukichi (1873-1948), actually analyzed the new constitution in terms of the old texts and concepts. Thus, they argued that the 1946 constitution had actually transferred the supreme power of government from the emperor to the citizens, who occupy the most prominent place in the new constitution. Even today, Japanese jurists maintain that the principle of democratic sovereignty is the backbone of the institutions.

In many respects, the Japanese judge sees himself as the guarantor of this democratic sovereignty, rather than as an actor of societal progress. True legitimacy is democratic and belongs to the citizens, not to the judge whose legitimacy is based on the technicity of his knowledge. In so doing, it is rare that it allows itself to pronounce on social issue that it considers to be the sovereign choice of the citizens, such as the place of foreigners within society.

This is how two recent Supreme Court decisions might be understood.

On 23 June 2021, the Supreme Court refused to declare the single name system unconstitutional, obliging one of the spouses (usually the wife) to adopt the spouse's surname. In justifying its position, the Court stated that there is currently no "consensus" in society on this issue and that the choice to change this rule belongs to the citizens, not the judge.

On the other hand, in a decision of May 25, 2022, the Supreme Court ruled unconstitutional an act that prevented Japanese citizens living abroad from voting in the popular review of judges, a procedure that allows citizens to object to the appointment of a Supreme Court judge. The decision was justified by the importance of the right to vote as the basis of democratic sovereignty.

Taking an interest in law and institutions can be instructive. It is therefore regrettable that Japanese law is currently the subject of only a few studies, and that we are still left with Yoshiyuki Noda's statement that the Japanese "do not like law'. In order to counter this commonplace, it would be necessary for French researchers to "like" (Japanese) law a little more…

TROISIÈME PARTIE

CONSTRUCTION DES SAVOIRS

PART THREE

CONSTRUCTING THEORIES

IMPRÉCISION ET AMBIGUÏTÉ DANS LA COMMUNICATION

Mieke Matthyssen
Chercheur au Département de sinologie
de l'Université de Ghent (Belgique)
Mai 2014

Le peuple chinois est généralement réputé employer dans les échanges des expressions vagues et ambiguës et avoir une préférence pour des façons « détournées » et suggestives d'exprimer sa pensée. Ceci ne concerne pas seulement le domaine des communications interpersonnelles et des interactions sociales habituelles (*renji guanxi*) mais s'applique également aux discours officiels. Les racines de ce style de communication se trouvent dans la philosophie morale et la structure de la société chinoise antique – structure de société dont l'origine remonte également à la pensée philosophique antique – et reviennent finalement à un idéal de maintien à tout prix de l'harmonie sociale (*hexie*). À cet égard, ce mode de communication demeure encore aujourd'hui un puissant outil pour cette « société harmonieuse », qui fut l'idéologie approuvée par l'ancien président Hu Jintao pour la société contemporaine. Mais où sont les limites d'un tel discours après des décennies de bouleversements sociaux et de modernisation ?

ORIGINE ET FINALITÉ

La manière dont les informations sont communiquées en Chine a tendance – surtout en comparaison avec le style occidental clair et non équivoque de communication – à demeurer vague, ambiguë et suggestive. Plusieurs raisons expliquent pourquoi la communication en Chine affiche ces caractéristiques.

Sur le plan sociologique, suite à une longue histoire de bouleversements politiques et un risque permanent de tomber en disgrâce auprès des autorités, le peuple chinois a acquis un talent tout particulier pour deviner les évolutions du pouvoir avec toutes les directions imprévisibles que cela peut prendre. En effet, comme un adversaire d'hier peut devenir demain un supérieur, il est par conséquent préférable d'apprendre à retenir sa langue. Il s'agit là d'un facteur particulièrement générateur d'angoisse dans des sociétés comme la Chine qui n'ont pas de système juridique solide capable de protéger l'individu et où il y a une forte emphase à « sauver la face » (*mianzi* ou *lian*). Le proverbe confucéen « un mot prononcé par un gentleman ne peut pas être repris, même par un attelage de quatre chevaux » continue à être considéré comme l'expression d'une sagesse pratique profondément enracinée dans la mentalité chinoise. En d'autres termes, ce qui a été exprimé une fois ne peut plus être annulé, et c'est pourquoi se contenter d'une communication vague – et même parfois d'une absence de communication – est généralement perçu comme la voie la plus sûre pour demeurer en vie.

Du point de vue de la morale sociale, la communication indirecte et ambiguë est fortement liée à l'harmonie sociale, objectif ultime du code moral confucéen. La société confucéenne est dominée par des rôles hiérarchiques stricts et des règles bien définies du comportement qui régissent comment les gens de statuts différents devraient aborder et interagir entre eux dans leurs relations. Compte tenu de l'interdépendance des contextes spécifiques dans lesquels une personne peut se trouver engagée et des différents rôles qu'elle est par conséquent censée assumer dans une telle société, les gens expriment rarement directement leurs pensées et sentiments. Bien qu'il puisse paraître en surface y avoir une contradiction entre des rôles bien définis et une communication vague, Chang Hui-Ching, expert reconnu dans l'analyse de la communication chinoise, a fait remarquer que « c'est précisément parce que les relations chinoises sont bien définies qu'il y a peu besoin d'être verbalement explicite, les expressions inadéquates pouvant être interprétées dans un sens contraire à l'ordre défini des relations ». Cela signifie par exemple que des énoncés inappropriés seront néfastes au développement harmonieux de la conversation en provoquant une perte de face, ce qui aurait ainsi un impact négatif sur la relation. Lors d'une enquête, un jeune employé de Shanghai a expliqué que, dans les échanges sociaux, les Chinois ont tendance à être « implicites » et seraient même embarrassés (*gangga*) s'ils devraient s'exprimer clairement et explicitement dans des questions qui ont rapport à la face et au statut social. Si cela implique, dans telles situations, de faire semblant de ne pas être très clair, alors telle est la conduite sociale à privilégier.

L'utilisation fréquente de l'expression « *bu fangbian* » (« c'est pas idéal ! ») illustre ce point. Par exemple, lorsqu'un Chinois veut exprimer le fait que quelque chose ne peut se faire parce qu'il n'est pas capable ou en position de le faire, ou tout simplement ne veut pas le faire, quelle que soit la vraie raison, la phrase « *bu fangbian* » sera souvent utilisée. Cette réponse est moins négative et plus susceptible d'éviter les conflits que de simplement dire non, car elle laisse place à l'interprétation et à une certaine négociation sur les limites du rôle dans lequel on se trouve, sans déranger l'harmonie de la relation.

Cela implique également que les Chinois ne sont pas toujours désireux d'entendre une représentation ou une explication véridique des faits, que celle-ci soit ou ne soit pas vraie. Assez souvent la « véritable » raison ou explication est moins importante que de sauver la face ou de ne pas mettre autrui dans l'embarras, en particulier dans le cas de faits ou d'informations bouleversants et aptes à engendrer des conflits.

Fortement associés à la recherche d'harmonie interpersonnelle et publique, qui conditionne toutes les formes de communication, les vertus confucéennes de modestie et discrétion expliquent également le phénomène d'une communication vague ou ambiguë. L'absence de besoin d'une expression bien articulée signifie, pour reprendre ici les mots du psychologue social Michael Harris Bond, qu'il n'existe « pas de désir [individuel] de transcender un ordre plus large des choses. » En effet, par rapport à la culture occidentale, où la communication est souvent perçue plutôt comme une expression de soi, dans des cultures

chinoises, la communication est principalement considérée comme un moyen de réaffirmer la position du communicateur dans la société et de préserver l'harmonie sociale. En conséquence, faire semblant d'être ignorant, peu clair ou simplement mal informé, et s'exprimer en termes vagues et modérés représente plutôt une force (a « *social virtue* ») plutôt qu'une entrave à la vie sociale.

DISCOURS OFFICIEL : RÉSISTANCE ACCRUE

Ce qui est vrai de la communication interpersonnelle, s'applique également au discours officiel, terme utilisé pour désigner toute communication publique réalisée et contrôlée par des voies officielles et orientée vers l'ensemble de la société. Constamment attentives à la nécessité de maintenir la stabilité sociale, les autorités chinoises ont toujours exercé une sélection sévère dans le contrôle de la diffusion des nouvelles. Cela se reflète dans les vastes systèmes aux multiples ramifications de censure et d'autocensure par tous ceux qui communiquent dans les médias publics. De là, ça ne doit pas nous étonner que le mot « censure » soit si souvent remplacé par les internautes chinois par le terme « crabe de rivière » (*he xie*), homophone en chinois pour « harmonieux » (*hexie*).

Non seulement le gouvernement central choisit parfois d'adopter un *black-out* sur les nouvelles ou de restreindre l'accès à de nouvelles sources, dans d'autres cas, les autorités chinoises préfèrent distribuer de l'information vague et générale plutôt que de rapporter l'histoire complète des faits si ceci peut engendrer des perturbations. Tenir les citoyens ignorants ou vaguement informés des questions troublantes est justifié comme étant favorable – ou comme étant au moins censé être favorable ! – au maintien d'une « société harmonieuse », trop d'informations négatives pouvant engendrer de l'instabilité et du mécontentement social. Quelques exemples sont la couverture de l'actualité officielle inexacte et scandaleusement tardive de l'épidémie de SRAS (2003), le scandale du lait en poudre empoisonné (2008) et les protestations du Tibet à Lhassa (2008), les deux derniers exemples sans doute influencés par les Jeux olympiques à Pékin en 2008.

Conditionné par des milliers d'années de censure et un accès très limité à des sources d'information exactes autant que par la constante menace de tomber

Aspect de la rue à Pékin pendant le SRAS en 2003. (© 2003 / Lynn Robbroeckx.) // How Beijing streets looked like during the SARS epidemics in 2003. (© 2003 / Lynn Robbroeckx.)

en disgrâce, l'homme de la rue ne désire souvent même pas être informé avec précision, ni n'en éprouve non plus le besoin. Un jeune assistant de bureau interrogé sur le manque d'information autour de la répression d'étudiants à Tian'anmen en 1989 faisait par exemple le commentaire suivant : « À mon avis, la plupart des Chinois ne sont pas tellement intéressés par la politique. L'histoire n'a presque rien à faire avec leur vie réelle. » Et un jeune de 27 ans interrogé sur la même question répondait en disant : « Pour les jeunes de ma génération, ce n'est pas du tout une question importante. Je ne comprenais pas du tout ce qui se passait réellement [à l'époque]. » Une raison pour ce manque d'intérêt pour une connaissance véridique des faits est que pour la plupart des gens, recevoir de l'information claire et correcte est peu susceptible de changer, voire améliorer, leur situation actuelle et leur vie quotidienne. Bien au contraire, cela pourrait aussi amener encore plus de soucis. Recevoir de l'information peu fiable, vague, ou aucune information du tout est devenu une coutume à laquelle les Chinois semblent s'être habitués et qui, dans le passé, a rarement été remise en question. Ce qui importe, c'est d'accepter sa position sociale avec la connaissance et l'information à laquelle on a ou n'a pas accès en vertu de cette position, et pour le reste, rester focalisé sur les nécessités du jour.

Cependant, malgré cette attitude démissionnaire profondément ancrée culturellement, il y a dans la population chinoise une résistance croissante et de plus en plus explicite contre la communication peu fiable et équivoque des médias officiels. Des individus et des groupes de citoyens ont commencé à interroger et résister à la censure étatique, en articulant la colère grandissante d'être maintenus dans l'obscurité. En particulier dans le domaine de la bureaucratie corrompue, la colère l'emporte sur la résignation et la prétendue ignorance. Depuis l'antiquité, les fonctionnaires confucéens portent la forte responsabilité sociale et morale de servir le peuple et de jouer dans la société un rôle de modèles. L'homme de la rue ne tolère plus dans la lutte contre la corruption les fonctionnaires faisant semblant de ne pas être au courant et donnant des informations ambiguës sur des pratiques corrompues qu'ils ont lancées pour leur enrichissement personnel. Par exemple lors du séisme au Sichuan en 2008, des ingénieurs civils, des blogueurs et des militants ont uni leurs forces pour attirer l'attention sur le scandale de corruption présumée d'officiels impliqués dans la construction d'écoles qui s'étaient effondrées.

Donc d'un côté, dans le domaine de la communication interpersonnelle, imprécision et ambiguïté dans la communication demeurent des vertus sociales hautement appréciées, qui à leur tour contribuent à l'harmonie dans la société. En revanche, d'un autre côté, laisser le peuple dans l'ignorance fait perdre de sa légitimité à la stratégie officielle toute centrée sur le maintien de l'harmonie, et le mécontentement grandit surtout quand il s'agit de dissimuler la corruption. De toute évidence, la tâche de modération de la circulation d'informations dans les médias deviendra de plus difficile avec le temps. Tôt ou tard, les dirigeants politiques, tant au niveau central que local, devront reconnaître les limites de ce mode traditionnel de communication centré tout entier sur la stabilité sociale, et adopteront une voie médiane plus transparente pour communiquer avec les gens.

VAGUENESS AND AMBIGUITY IN COMMUNICATION

Mieke Matthyssen
Researcher at Sinology Department at Ghent University (Belgium)
May 2014

It is generally assumed that Chinese people are predisposed to using vague and ambiguous communication and prefer a "roundabout", suggestive way of expressing their thoughts. This is not only the case in interpersonal communication and social interaction (*renji guanxi*) but also applies to the domain of official speech. The roots of this communication style can be found in ancient moral philosophy and in the structure of society (its origin is also based on ancient philosophical thought), and ultimately comes down to the ideal of maintaining harmony (*hexie*). In this respect, this mode of communication still serves as a powerful tool today for "the harmonious society', having been the former president Hu Jintao's signature's ideology in contemporary society. But where are the limits of such speech after decades of rapid social change and modernization?

ORIGIN AND AIM

The way things are communicated in China tends – especially in comparison with the Western style of clear and unambiguous messaging – more often than not to be vague, suggestive, and ambiguous. Several reasons explain why communication in China displays these characteristics.

On a sociological level, following a long history of political ups and downs and constant risk of falling into disgrace with the authorities, Chinese people are conditioned to be particularly aware of the ebb and flow of power and how it can flow in unpredictable directions. That is to say, yesterday's opponent may be tomorrow's superior, and thus it is best to bite a fiery tongue. This is an especially threatening factor in societies such as China that lack a robust legal system that protects the individual and where there is a strong focus on maintaining face (mianzi or lian) and with a lack of legal protection, such as Chinese society. The Confucian saying that "a word uttered by a gentleman cannot be taken back, even by a team of four horses" continues to be viewed as a practical wisdom that is never far removed from the Chinese psyche. In other words, what is once said cannot be undone, hence vague or no communication is generally perceived as the safest way of self-preservation.

From the viewpoint of social morality, indirect and ambiguous communication is strongly related to social harmony, the ultimate aim of the Confucian moral code. Confucian society is dominated by strict hierarchical roles and well-defined rules of behavior that govern how people of different status should address and interact with one another within their relationships. Given the interdependency of specific contexts that a person might be engaged in and

the variable roles a person is expected to take, in such a society, people seldom directly express their thoughts or feelings. Although it seems that on the surface there is an apparent contradiction between well-defined roles and vague communication, Chang Hui-Ching, an authority in Chinese communication, observed that it is "precisely because Chinese relations are well-defined, there is little need to be verbally explicit, since utterances can be interpreted against definitions of the relationship". That is to say, improper utterances would be detrimental for the harmonious development of the conversation by causing loss of face, for example, and thus negatively impacting the relationship. A young Shanghainees employee confirmed this by explaining that in social interaction, Chinese people tend to be "implicit", and would even feel awkward (*gangga*) if they had to explicitly take a clear position in issues that imply face and social status. If this involves pretending not to know clearly, then that is the preferred social conduct.

A fine example of this is the frequent use of the expression bu fangbian, "It is not convenient". For example, when a Chinese person wants to express the fact that something cannot be done because he or she is not able or in the position to do so, or simply does not feel like doing so, whatever the real reason might be, the phrase "It is not convenient" will often be used. This reply is less negative and more likely to avoid conflict than simply saying no, since it leaves room for interpretation and for negotiating the boundaries of the role one finds oneself in, without disturbing the relational harmony.

This also implies that Chinese people are not always eager to hear a truthful representation or explanation of the facts, whether true or not. Often enough, the "true" reason or explanation is less important than maintaining face or not embarrassing others, especially in the case of upsetting, conflict-arousing facts or information.

Strongly related to the search for interpersonal and public harmony which conditions all forms of communication, the Confucian virtues of modesty and self-effacement also explain such a vague or ambiguous communication. The absence of the need for well-articulated self-expression simply means that there is, to use the words of social psychologist Michael Harris Bond, "no [individual] desire to transcend the larger scheme of things". Indeed, compared to Western cultures, where communication is rather seen as an expression of the self, in Chinese cultures, communication is primarily considered a means of reaffirming the communicator's position in society and maintaining social harmony. As a result, pretending to be ignorant, unclear or just uninformed, and expressing oneself in vague, moderate terms, functions as a social virtue rather than as a social impediment.

OFFICIAL DISCOURSE: GROWING RESISTANCE

What is true for interpersonal communication, also applies to official discourse, that is, all public communication conducted and controlled by official channels and oriented to the wider society. Constantly vigilant to the need

to maintain social stability, Chinese political leaders are very selective about spreading news. This is reflected in the far-reaching systems of censorships and self-censorship by all those who communicate in public media. Not surprisingly, the word "censorship" is often referred to by Chinese netizens as "river crab" (*he xie*), which sounds similar to "harmonious" in Chinese (*hexie*).

Not only does the central government sometimes chooses to adopt a news black-out or restrict access to news sources, in other cases, Chinese leaders prefer to distribute vague and general news information rather than report the full story if this could cause upset. Keeping citizens ignorant or vaguely informed about disturbing issues is justified as being for the sake – or at least under the pretext – of the "harmonious society", as too much negative information may lead to social discontent and instability. A few examples are the inaccurate and scandalously late official news coverage of the SARS outbreak (2003), the poisoned milk powder scandal (2008), and the Tibet protests in Lhasa (2008), the last two examples undoubtedly influenced by the Olympic Games in Beijing.

Conditioned by thousands of years of censorship and very limited access to accurate information sources, and by the constant threat of falling into disgrace, the man in the street is seldom eager to be accurately informed, nor does he feel the need to be so. A striking example is the comment of a clerical assistant on the lack of information on Tiananmen incident: "In my opinion, normal Chinese people are not interested in politics very much. History has almost nothing to do with their real life." And another young (27) person admits that: "For my generation, it's not a big issue at all. I didn't understand what was really going on [at the time]." To most Chinese people, receiving clear and truthful information is unlikely to change, let alone improve, anything about their current situation and daily life. Receiving unreliable, vague or no information at all, indeed has become a habit to which Chinese people seem to have become accustomed to and which has in the past rarely been questioned. What matters is the acceptance of one's position and the knowledge and information to which one according to this social position has or does not have access, and further remain focused on the necessities of the day.

However, despite this deeply imbedded, culturally conditioned resigning attitude, there is a growing and increasingly explicit resistance against such vague, unreliable and ambiguous communication in official media. Individuals and groups of citizens started questioning and resisting the censorship of the state, articulating a growing anger with being kept in the dark. Especially in the domain of officialdom, anger takes over from resignation and pretended ignorance. From ancient times, officials traditionally bear the strong social and moral responsibility of serving the people and being a role model in society. In the fight against ubiquitous corruption among officials who pretend not to know and give ambiguous information about corrupt practices they initiated for the sake of self-enrichment, both central government and the man in the street no longer tolerate this. An example is the school corruption scandal during the Sichuan Earthquake in 2008, when Chinese civil engineers, bloggers, and

activists joined forces to bring attention to the alleged corruption of officials involved in the construction of schools that collapsed.

So one the one hand, as far as interpersonal communication is concerned, vagueness and ambiguity in communication are still highly valued social virtues, which in turn contribute to the harmony in society. On the other hand, keeping the people ignorant is losing a lot of its legitimacy as a "harmony-oriented" official strategy, and discontent grows especially when it concerns corruption. Obviously, the task of moderating the flow of information through media will become harder over time. Political leaders, both at central and local level, will sooner or later have to recognize the limits of such social stability-oriented communication and adopt a more transparent middle way of communicating with the people.

LES MULTIPLES ASPECTS DU CALENDRIER CHINOIS

Alain Arrault
Chercheur à l'EFEO et au CECMC
Octobre 2014

Vendeur de posters et calendriers, Pékin, 1936. (Extrait de « Jie tou wenhua », Meishu shenghuo, 26 mai 1936, p. 30, Illus. 7.) // Poster and calendar seller, Beijing, 1936. (Excerpt from "Jietou wenhua", Meishu shenghuo, 26, May 1936, p. 30, Illus. 7.)

SCIENCE ET OBJET DU QUOTIDIEN

La chose la mieux partagée au monde est paradoxalement celle à laquelle on prête le moins attention, et même pire puisqu'elle est vouée à rejoindre immanquablement les poubelles de l'histoire. Soyons plus précis : il ne s'agit pas du calendrier au sens des théories cosmologiques et astronomiques de telle ou telle civilisation, qui apparaît dans le titre de savants ouvrages tels que le calendrier babylonien, le calendrier de l'Égypte ancienne, le calendrier des Romains, etc. Non, il s'agit plus prosaïquement de l'objet calendrier ou dit « calendrier annuel », celui que l'on utilise au jour le jour, indispensable pour se repérer dans le temps, célébrer les fêtes annuelles, les anniversaires ; organiser son emploi du temps, prendre des rendez-vous (et les oublier !) ; se rappeler des activités des jours passés… Conjuguant mémoire et anticipation, passé et futur, il est évidemment le résultat de calculs sophistiqués, d'observations scrupuleuses des étoiles, d'un appareillage complexe prenant en compte le cycle du soleil, de la lune, de la précession des équinoxes, une sorte de « structure profonde », dont il ne serait que la « structure de surface », comme le dit Jean-Claude Martzloff. Mais de cela, l'usager lambda n'a nul besoin d'en avoir une fine connaissance : à l'image de l'objet technique, tel que par exemple l'ordinateur, la calculette, l'emploi du calendrier ne nécessite aucune expertise particulière.

HEURS ET MALHEURS DU CALENDRIER

C'est peut-être l'une des raisons qui conduit irrémédiablement, sauf exception, à la mise au rebut du calendrier une fois l'année achevée : il finit dans une poubelle ou couvert de poussière sur une étagère oubliée ; ou, comme en Asie, il sert d'emballages, de semelles (Illus. 1), de contreforts pour des images votives, etc., tant il est vrai que l'objet technique est par essence voué à être remplacé et à dis-

paraître. Il n'est donc pas surprenant de constater qu'il ne subsiste que très peu de calendriers : quelques calendriers sur pierre du temps de la Rome antique, un calendrier gaulois gravé sur une plaque de bronze (*ca* IIe siècle après notre ère), la copie tardive d'un calendrier privé écrit en 354 à Rome…

Il en va toutefois différemment pour le calendrier chinois. Les premiers calendriers, datés de quelques siècles avant notre ère, ont été retrouvés dans des tombes de fonctionnaires locaux, qui emmenaient dans l'au-delà de la vie ce qui semble être leur bibliothèque : écrits sur lattes de bambou ou planches de bois, les calendriers y côtoient des traités mathématiques, des codes de loi, des textes philosophiques et *religieux*. Et surtout les célèbres *rishu* 日書 (livre des jours), une sorte de traités de divination hémérologique, qui exposent diverses méthodes pour déterminer en fonction des jours la nature faste ou néfaste de nombreuses activités, et qui exigeaient de ce fait le recours à un calendrier. Ils ont également été excavés de fosses, situées sur les marges occidentales de l'empire, dans lesquelles on s'est plu – on ne sait pas exactement pour quelle raison – à enterrer des milliers de documents, le plus fréquemment de nature administrative.

Illus. 1 : Calendrier fragmentaire de l'an 630, découpé en forme de semelle de chaussure, Xinjiang, Turfan, Astana. // Illus. 1: Partial calendar from the year 630, cut in the shape of a shoe sole, Xinjiang, Turfan, Astana.

Usités pendant presque six siècles, du IIIe s. av. notre ère au IIIe s. de notre ère, bambou et bois vont céder la place au papier comme support. Nous voyons ainsi émerger aux alentours du Ve siècle quelques calendriers sur papier, qui seront suivis par bien d'autres retrouvés sur la Route de la soie, respectivement ensevelis et dans une grotte murée à Turfan (VIIe-VIIIe s.) et à Dunhuang (IXe-Xe s.) ; mais aussi au Japon (VIIe-VIIIe s.) ; à Karakhoto chez les Tangut (XI-XIIIe s.) qui ont eu recours à des caractères mobiles pour les imprimer, avant que les bibliothèques et les collectionneurs finissent par jouer leur rôle de « conservateurs », plus ou moins efficaces, à partir de la dynastie des Ming (1368-1644).

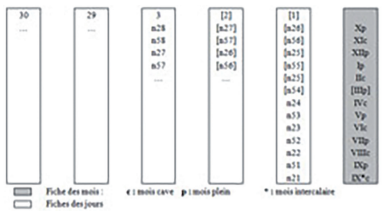
DU CALENDRIER RUDIMENTAIRE AU CALENDRIER HÉMÉROLOGIQUE

Sur cette très longue durée, ce n'est pas tant le changement de support – du bambou au papier –, ni la multiplication des données astronomiques (cycle

de la lune, lever et coucher du soleil, etc.), ni vraiment les débuts de l'imprimerie chinoise (Illus. 2), mais plutôt l'insertion dans le calendrier d'activités quotidiennes à partir du VIIe siècle qui contribua à une rupture majeure dans la nature, le rôle et l'usage du calendrier chinois.

Illus. 2 : Calendrier-almanach de 877 retrouvé à Dunhuang, Gansu. Il est l'un des premiers imprimés chinois. Registre supérieur : détail du 7e et 8e mois ; Registre inférieur : diverses méthodes divinatoires, dont celle en relation avec les 12 animaux cycliques. (© Collection A. Stein, British Library.) // Illus. 2: Calendar-almanac for the year 877 found in Dunhuang, Gansu. It is one of the first Chinese printed documents Upper register: details of the 7 th and 8 th months; Lower register: various divinatory methods, including the method related to the 12 cyclical animals. (© Collection A. Stein, British Library.)

Les premiers calendriers aux alentours de notre ère ont une forme relativement rudimentaire (Illus. 3) : l'exposition complète des mois et des jours, quelques informations astronomiques (les équinoxes et les solstices) et hémérologiques (les « esprits » qui déterminent la qualité faste ou néfaste des cycles du temps). Si, comme nous l'avons signalé, ils devaient nécessairement être complémentaires des « livres des jours », la découverte dans les tombes de fonctionnaires locaux d'agendas plaiderait également pour un usage administratif. Dans l'interstice laissé vide entre les jours apparaissent sporadiquement des notations rétrospectives du défunt, ayant trait à ses déplacements, ses lieux de résidence, à des sommes d'argent, aux phénomènes climatiques, à ses problèmes de santé (Illus. 4)… Servaient-ils alors de base à la rédaction de rapport destiné à la hiérarchie ?



Illus. 3 : Calendrier de 134 avant notre ère (transcription partielle). Les mois sont en vertical sur la première latte à droite, les jours sont en face de chaque mois en horizontal sur les lattes suivantes (« n » suivi d'un chiffre correspond à la numérotation des 60 binômes sexagésimaux). Le premier jour du dixième mois a pour binôme le numéro 26 (*jichou* 己丑), le second a le binôme numéro 27 (*gengyin* 庚寅), etc. // Illus. 3: Calendar for the year 134BC (partial transcription). Months are written vertically in the right-most strip, days are written in front of each month, horizontally, on the adjacent strips ("n" followed by a number is a match for the numbering system using the 60 sexagesimal pairs). The first day of the tenth month is paired with the number 26 (*jichou* 己丑), the second is paired with the number 27 (*gengyin* 庚寅), etc.

Aux alentours du VIIe siècle, la notation au jour le jour des activités fastes permet non seulement de faire l'économie des traités d'hémérologie,

mais surtout de produire un objet destiné à un plus vaste lectorat que celui des élites politiques et administratives. C'est en effet un véritable florilège et un inventaire à la Prévert de plusieurs centaines d'activités que nous découvrons dans les calendriers du IXe au Xe siècle (Illus. 5), retrouvés à Dunhuang, le carrefour entre l'Asie centrale et la Chine.

Illus. 4 : Calendrier de l'an 11 avant notre ère, tombe de Yinwan, Jiangsu. Ce calendrier-agenda a été annoté par son propriétaire : il indique somme d'argent, lieux de résidence, déplacements, etc. // Illus. 4: Calendar for the year 11BC, Yinwan Tomb, Jiangsu. This locations, journeys, etc.

Regroupées par catégories, elles concernent, par ordre d'importance, entre 10 et 25 % les activités de constructions (construire une maison, poser la poutre faîtière, fabriquer des portes, un chariot ; creuser un trou, forer un puits ; réparer les latrines, les entrepôts, les meules ; démolir une maison, un mur, une cloison, etc.), les activités rituelles (exorciser, délivrer, sécuriser ; sacrifier et faire des offrandes, remercier, etc.) et funéraires (enterrer, inhumer, mettre en bière, couper l'herbe des tombes, mettre des vêtements de deuil, etc.), puis entre 5 et 10 % celles liées à la médecine (soigner les maladies, prendre des médicaments), les activités domestiques (tailler des vêtements, arranger le lit, balayer la maison) et marchandes (acheter des esclaves et des animaux domestiques), et enfin, pour moins de 5 %, les activités agricoles (planter et repiquer, couper les arbres, ouvrir les canaux d'irrigation, faire des boissons alcoolisées), les activités officielles (être nommé à un poste, être promu, etc.), les mariages (contracter un mariage, se marier, présenter la dote), les soins du corps (laver le corps et la tête, se couper les ongles des mains et des pieds, enlever les cheveux blancs), les déplacements (déménager, partir en voyage, rentrer à la maison), l'instruction (entrer à l'école, se cultiver). Pour surréalistes qu'elles puissent paraître, ces activités concernent *a priori* tout un chacun, et, d'une certaine manière, si elles ne sont pas le reflet fidèle de la société chinoise de l'époque, elles contribuent à informer le lecteur du calendrier des activités, – dans le flux ininterrompu des occupations quotidiennes –, qu'il doit considérer comme déterminantes, car porteuses de valeur faste ou néfaste pour l'avenir.

CALENDRIER, POUVOIR ET ÉCONOMIE

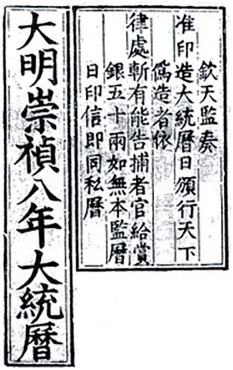
La fabrication, l'impression et la diffusion du calendrier ont été, à partir de la dynastie des Tang (618-907), revendiquées comme l'apanage du gouvernement chinois, notamment du département de l'astronomie pour ce qui concerne son élaboration. L'enjeu est à la fois politique – maintenir l'unité de l'empire –, et économique : la vente de centaine de milliers de calendriers représente un revenu, certes modeste, mais non négligeable (pour mémoire aux alentours du XIVe siècle la production officielle de calendriers s'élève à plus de trois millions). Mais l'apparition à intervalle régulier de rapports d'administrateurs et d'encarts sur la couverture (Illus. 6), rappelant la règle et mettant en garde les contrefacteurs et les fraudeurs, montre *a contrario* que le privilège impérial était sans vergogne ignoré. Cela tient parfois au relâchement des liens entre le centre et la périphérie, comme à Dunhuang où un bureau local produisait un calendrier non conforme au calendrier officiel (écart d'un jour ou deux, erreur dans les noms d'ère de la dynastie, etc.). Mais ce sont des ateliers privés qui vont, dès le Xe siècle, briser le monopole et donner lieu quelques siècles plus tard, aux alentours de la fin des Ming, à de véritables entreprises spécialisées dans les calendriers et les almanachs. La production massive de calendriers et la nécessité de les diffuser rapidement sur un vaste territoire dans un laps de temps relativement court – au passage de la nouvelle année – les ont ainsi conduites à s'organiser en succursales liées avec la maison mère par un système de licence.

Illus. 5 : Calendrier de 834 retrouvé à Dunhuang, Gansu. Détail du premier mois lunaire : registre supérieur, les jours ; registre inférieur, les esprits journaliers et les activités fastes, parmi lesquelles on peut lire (colonne du premier jour) : être promu, se marier, entrer à l'école, se déplacer, réparer la demeure, la meule, les latrines, planter… (© Collection Paul Pelliot, Bibliothèque nationale de France.) // Illus. 5: Calendar for the year 834 found in Dunhuang, Gansu. Details for the first lunar month: on the upper register, the days; on the lower register, the spirits of those days and the auspicious activities, among which one can find (column for the first day): being promoted, marrying, entering school, travelling, repairing one's house, the millstone, the pit latrine, planting seeds… (© Collection Paul Pelliot, Bibliothèque nationale de France.)

DE LA LITURGIE AUX JOURS FÉRIÉS

Si l'idiosyncrasie hémérologique du calendrier chinois – auquel il faudrait ajouter ses cousins du monde sinisé (Corée, Japon, Vietnam) – est évidente, souvenons-nous qu'il n'en va pas de même pour son alter ego occidental qui, du Moyen Âge à nos jours, met l'accent sur les fêtes des saints et les grandes cérémonies religieuses. En grande majorité, les réjouissances que le premier mentionne sont un duplicata, au niveau local, de rituels accomplis à

la capitale : le Premier labour, un rite d'ouverture des travaux des champs patronné par l'empereur, le sacrifice aux Sources et aux rivières, le culte au dieu du Sol, l'offrande aux Fondateurs (Confucius et ses émules), etc. Hormis la fête du Nouvel An, rien ne transparaît des fêtes populaires, encore moins des grandes dates bouddhiques et taoïstes. Paradoxalement, c'est l'État de la Nouvelle Chine, en quête de modernité, qui a introduit très récemment dans le calendrier trois fêtes traditionnelles, des jours devenus désormais fériés : la commémoration des morts (Qingming, le 5 avril), la fête de Duanwu (le cinquième mois du cinquième mois lunaire, une sorte de fête pour conjurer la venue des grandes chaleurs avec leur lot de maladies et d'épidémies), et celle de la mi-automne (le quinzième jour du huitième mois lunaire, un succédané d'un lointain culte à la lune), officiellement réinterprétées afin de les débarrasser de leurs composantes « superstitieuses ».



Illus. 6 : Couverture du calendrier officiel de 1635. L'encart à droite avertit qu'il a été élaboré par le Bureau de l'astronomie impériale et prévient que « les contrefacteurs seront punis, selon la loi, de décapitation. Pour ceux qui en auront permis l'arrestation, les fonctionnaires les gratifieront de 50 onces d'argent. S'il n'a pas le sceau authentique des calendriers de ce bureau, il est alors semblable au calendrier privé ». (© Bibliothèque nationale Chine.) // Illus. 6: Cover of the official 1635 calendar. The right sidebar warned that it had been produced by the Imperial Department of Astronomy and that "fraudsters would be punished, according to law, by being beheaded. Those who would have facilitated their arrest would be rewarded 50 silver ounces by the civil servants. If it did not bear the genuine seal of calendars from this Department, it would then be identical to the private calendar". (© Bibliothèque nationale Chine.)

SOCIOLOGIE DU CALENDRIER

Une enquête sociologique sur l'usage du calendrier traditionnel fut menée dans les années 1980 à Taïwan. Elle révèle que plus de 80 % de foyers en possèdent au moins un et 56 % le consultent pour connaître « la qualité des jours ». Parmi les 15 activités retenant l'attention des usagers, 10 le sont majoritairement en recourant au calendrier : elles concernent notamment la maladie, la direction à prendre en sortant de chez soi au Nouvel An, les activités commerciales, l'inauguration d'un magasin, la localisation de l'esprit du fœtus pour les femmes enceintes ; les autres se partageant entre le recours à des spécialistes (commencer des travaux, la situation topologique du bureau et de la demeure) et la consultation des divinités (jour de sortie en mer pour les pêcheurs).

Depuis les années 1990-2000, le calendrier-almanach a fait son retour sur le Continent. Tout d'abord importé de Hong Kong et Taïwan, on observe plus récemment une timide mais réelle production locale (Illus. 7), qui profite des espaces de relâchement du contrôle des publications. Il serait ainsi très instructif de mener sur le Continent une enquête comparable à celle conduite à Taïwan.

Illus. 7 : Calendrier traditionnel de 1999, dit de la Tour d'observation des étoiles de Li Fusheng 李復生, imprimé dans le Hunan. De haut en bas : le calendrier occidental (du 16 février au 1er mars), les jours de la semaine, les esprits journaliers, le calendrier chinois (du 1er au 14e jour du premier mois lunaire), les activités fastes et néfastes ; dernier registre : autres esprits journaliers, anniversaire de divinités (Laozi divinisé, seigneur Yang). (© Collection personnelle.) // Illus. 7: Traditional 1999 calendar, know as the "calendar of the Li Fusheng Stars" Watchtower 李復生", printed in Hunan. From top to bottom: the western calendar (from February 16 to March 1), the week days, the days' spirits, the Chinese calendar (from the 1st day to the 14th day of the first lunar month), auspicious and harmful activities; last register: other days' spirits, gods' birthdays (deified Laozi, Lord Yang). (© Personal collection.)

THE NUMEROUS ASPECTS OF THE CHINESE CALENDAR

Alain Arrault
Researcher at EFEO and CECMC
October 2014

A SCIENCE AND AN EVERYDAY OBJECT

Paradoxically, the most shared thing in the world is also the one that receives the least attention, and even worse since it is always destined to end in the dustbin of history. Let's be more precise: it is not the calendar as the cosmological and astronomical theories of a particular civilization, which appears in the title of scholarly works such as the Babylonian calendar, the calendar of ancient Egypt, the calendar of the Romans, etc. No, it's more prosaically the calendar object also called "annual calendar", the one we use daily, essential to find our bearings in time, to celebrate annual festivals and birthdays; arrange our schedule, make an appointment (and forget it!) remember the activities of the past days… Combining memory and anticipation, past and future, it is obviously the result of sophisticated calculations, scrupulous observation of the stars, a complex apparatus taking into account the cycle of the sun, the moon, the precession of the equinoxes, a kind of "deep structure" of which it is only the "surface structure", as Jean-Claude Martzloff says. But the average user does not need to have detailed knowledge of this: just like any technical object, such as a computer or a calculator, using a calendar requires no special expertise.

HIGHS AND LOWS OF THE CALENDAR

That may be one reason that leads irrevocably, with exceptions, to scrapping the calendar at the end of the year: it ends up in a trash can or covered in dust on a forgotten shelf; or, as in Asia, it is used as packaging, soles (Illus. 1), buttresses for votive images, so true is it that the technical object is inherently doomed to be replaced and to disappear. It is therefore not surprising that there remain very few calendars: some calendars engraved on stone from Ancient Rome, a Gaulish calendar engraved on a bronze plaque (ca second century AD), the late copy of a private calendar written in 354 in Rome…

However, the situation is different for the Chinese calendar. The first calendars, dated a few centuries BC, have been found in the tombs of local officials, who took with them "beyond life" what appears to be their library: written on strips of bamboo or wooden planks, the calendars stand alongside mathematical treatises, codes of law, philosophical and religious texts; and especially the famous Rishu 日書 (books of days), a kind of hemerological divination textbooks presenting various methods to determine, based on days, the auspicious or harmful nature of many activities, and thus required the use of a calendar.

They were also excavated from pits located on the western margins of the empire where-for reasons still unknown-were buried thousands of documents, most frequently of an administrative nature.

Used for almost six centuries, from the third century BC to the third century AD, bamboo and wood gave way to the paper as support material. Then we see, emerging around the fifth century, some calendars on paper, which will be followed by many others found on the Silk Road, respectively buried in a pit and in a walled grottoe in Turfan (seventh to eighth century) and Dunhuang (ninth-tenth century); but also in Japan (seventh to eighth century); in Karakhoto among the Tangut (eleventh-thirteenth century) who have used movable type to print them, before libraries and collectors ended up playing their "custodian" role, more or less effectively, starting from the Ming Dynasty (1368-1644).

FROM A BASIC CALENDAR TO A HEMEROLOGICAL CALENDAR

On this very long period, it's not so much the material change-from bamboo to paper-, nor the proliferation of astronomical data (cycle of the moon, sunrise and sunset, etc.), nor really the beginning of Chinese printing (Illus. 2), but rather the inclusion in the calendar of activities during the seventh century which contributed to a major shift in the nature, role and use of the Chinese calendar.

The first calendars around the current era had a relatively rudimentary shape (Illus. 3): a complete exposure of months and days, a few astronomical (equinoxes and solstices) and hemerological (the "spirits" that determine the auspicious or harmful quality of the cycles of time) informations. If, as we have noted, they were necessarily complementary to the "books of days", their discovery in the tombs of local officials diaries also plead for an administrative use. In the gap left empty between days appear sporadically retrospective notations of the deceased, about his travels, his places of residence, money, weather phenomena, his health problems (Illus. 4)… Were they then used as a basis for writing reports to the hierarchy?

Around the seventh century, including auspicious activities day after day did not only allow to save money on hemerological manuals, but more importantly created an object with a wider readership than the political and administrative elites. There is indeed a true anthology and an endless inventory of hundreds of activities that we find in the calendars of the ninth to the tenth century (Illus. 5), found in Dunhuang, the crossroads between Central Asia and China.

Grouped into categories, they relate, in order of importance, between 10 and 25%, to construction activities (building a house, setting a ridge beam, manufacturing doors and carriage, digging a hole, drilling a well; repairing latrines, warehouses or millstones; knocking down a house, a wall, a partition, etc.), ritual activities (practicing an exorcism, delivering, securing; making sacrifices and offerings, thanksgiving, etc.) and funeral activities (burying, placing in the coffin, cutting grass off graves, putting mourning clothes, etc.); between 5 and

10% those related to medicine (curing diseases, taking medication), domestic activities (cutting out clothes, making the bed, sweeping one's home) and commercial ones (buying slaves and domestic animals); and, finally, less than 5%, agricultural activities (planting and transplanting, cutting trees, opening irrigation canals, making alcoholic beverages), official activities (being appointed to a position, being promoted, etc.), weddings (contracting a marriage, marrying, presenting the dowry), body care (washing the body and head, cutting fingernails and toenails, removing white hair), movements (moving, travelling, going home), education (entering school, educating oneself). As surrealist as they may seem, those activities theoretically involved everyone and, in a way, though they are not a true reflection of Chinese society at the time, they contribute to in-form the reader of the calendar of events-in the uninterrupted flow of daily business-that must be considered as decisive, since they were carrying auspicious or harmful values for the future.

CALENDAR, POWER AND ECONOMY

Producing, printing and distributing the calendar were, from the Tang Dynasty (618-907), claimed to be the exclusive prerogative of the Chinese government, in particular the Department of Astronomy as regards its development. The stakes are both political-to maintain the unity of the empire-and economic: the sale of hundreds of thousands of calendars represented a modest yet significant income (for example, around the fourteenth century, official production of calendars amounted to more than three million copies). But the appearance at regular interval of reports from administrators and inserts on the calendar's cover (Illus. 6), citing the rule again and warning counterfeiters and fraudsters, shows on the other hand that the imperial privilege was shamelessly ignored. Sometimes this was due to a loosening of the ties between the center and the periphery, such as Dunhuang where a local office produced a calendar which differed from the official one (difference of a day or two, errors in the era names of the dynasty, etc.). But it was private workshops which, starting from the tenth century, would be breaking the monopoly and lead a few centuries later, around the late Ming, to real companies specializing in calendars and almanacs. Mass production calendars and the need to distribute them quickly over a large area in a relatively short period of time-the passage of the New Year-had led them to organize in branches associated with the parent company by a licensing system.

FROM LITURGY TO DAY OFF

If the hemerological idiosyncrasy of the Chinese calendar – to which should be added its cousins in the sinicized world (Korea, Japan, Vietnam) – is obvious, let us remember that this is not true for its Western alter ego which, from the Middle Ages to the present, focuses on saints' days and important religious ceremonies. The vast majority of the festivities that the former mentions is a

duplicate at the local level of rituals made at the capital: Prime plowing, a ritual of opening field work sponsored by the Emperor, sacrifice to the Sources and rivers, worship of the god of Earth, the offering to the Founders (Confucius and his followers), etc. Apart from the New Year festival, it does not show folk festivals, even less major Buddhist and Taoist dates. Paradoxically, it is the State of the New China which, in search of modernity, has very recently introduced in the calendar three traditional festivals, days which have now become public holidays: the commemoration of the dead (Qingming, 5 April), the festival of Duanwu (the fifth month of the fifth lunar month, a kind of celebration to ward off the coming of hot weather with their share of diseases and epidemics), and the mid-Autumn Festival (the fifteenth day of the eighth lunar month, a substitute of a distant worship to the moon), officially reinterpreted to remove their "superstitious" components.

SOCIOLOGY OF THE CALENDAR

A sociological survey on the use of the traditional calendar was conducted in the 1980s in Taiwan. It reveals that over 80% of households own at least one and 56% will consult it to see "the quality of days". Of the 15 activities retaining the attention of users, 10 are predominantly identified by using the calendar: there are related in particular to sickness, the direction to take when leaving home at New Year, business activities, the opening of a store, the localization of the fetus spirit for pregnant women; the rest are spread between resorting to specialists (starting work, the topological location of the office and the home) and consulting deities (day at sea for fishermen).

Since the years 1990-2000, the calendar-almanac is back on the Continent. First imported from Hong Kong and Taiwan, we recently observed a modest but real local production (Illus. 7) which takes advantage of the loosening spaces of the control on publication. It would be very instructive to carry on the Continent a comparable investigation to the one conducted in Taiwan.

JAPON : UN PAYS DE HAUTE CULTURE, EN MARGE SUR LE MARCHÉ INTERNATIONAL DE L'ART

Cléa Patin
Maître de conférences au Département des études japonaises
à l'université Jean-Moulin-Lyon-III
Avril 2015

Alors que les grands pays développés ont à un moment ou à un autre dominé la scène artistique mondiale – le marché de l'art se restructure en fonction des pôles de richesse – le Japon, pourtant deuxième puissance économique mondiale de 1972 à 2010, a en quelque sorte « manqué sa chance ». À l'exception d'une poignée de vedettes, comme Murakami Takashi, Nara Yoshitomo ou Kusama Yayoi, il n'a pratiquement pas rayonné à l'export. Sur le marché mondial de l'art contemporain, il ne joue aujourd'hui qu'un rôle périphérique. Ce constat surprend d'autant plus que le pays bénéficie à première vue d'atouts puissants.

Tôkyô Art Fair 2008, la principale foire d'art japonaise. (© 2008 / C. Patin.) // Tokyo Art Fair 2008, the main art fair in Japan. (© 2008 / C. Patin.)

UN MARCHÉ DE L'ART AU SOCLE ANCIEN ET SOLIDE SUR LE TERRITOIRE NATIONAL

Le premier atout s'enracine certainement dans un réseau de galeries solide et ancien. Dès l'époque d'Edo, le milieu des négociants d'art s'est structuré de manière dense et efficace, en partant de la vente d'ustensiles liés à la cérémonie du thé pour embrasser peu à peu l'ensemble des productions artistiques et picturales. Des ventes « réservées aux seuls professionnels » (les *kôkankai*) ont émergé au sein d'associations et généré au passage des relations complexes de compétition et de solidarité entre marchands d'art. Dans les années 1920-1930, une nouvelle génération de galeristes a vu le jour. Capable de flexibilité, elle a testé de nouvelles méthodes de ventes et accompagné la naissance d'une grande variété de mouvements artistiques. De fait, la rencontre tumultueuse avec l'Occident, à l'origine d'un profond travail de réflexion identitaire et de (re)définition des normes artistiques, a eu pour effet de favoriser un spectre très large de biens – de l'artisanat d'art à la peinture moderne occidentale japonisée (*nihonga*, *yôga*), en passant par les tableaux d'importation. Les éléments les

plus avant-gardistes, en phase avec l'ère du « tourbillon innovateur perpétuel », sont venus se greffer sur ces premières strates dès les années 1920.

Si à l'instar des autres pays industrialisés, l'offre artistique a crû au Japon plus rapidement que la demande, le pays n'en a pas moins bénéficié d'un socle actif de collectionneurs, capables de réunir des œuvres en se dédiant à la communauté. Dès la fin du XIXe siècle, une nouvelle génération d'acheteurs a pris le relais des aristocrates et des riches marchands d'Edo, se sentant investie d'une mission sociale de diffusion de la culture et de protection du patrimoine. À la tête de grandes entreprises, certains amateurs d'art sont allés jusqu'à capitaliser pour ouvrir des fondations, avec l'aval de leur compagnie, inaugurant ainsi une voie originale de mécénat à la japonaise, dont l'Association pour la Promotion du Mécénat d'Entreprise constitue encore aujourd'hui un élément clé. À côté des entreprises, une poignée d'individus passionnés – les *salarîmen korektâ* –, dont la plupart ont profité de la période de stabilité de l'emploi pendant la période de forte croissance, se mobilisent toujours pour faire reconnaître leurs artistes favoris. Un peu prosélytes, certains transmettent leur enthousiasme à la jeune génération, à travers des dons à des musées, des visites guidées de galeries, des conférences, des animations diverses et variées au sein d'associations de collectionneurs. Fiers de leurs acquisitions, ils se délectent de les présenter, de manière individuelle ou collective – mais le plus souvent de manière anonyme pour ne pas éveiller l'attention du fisc – au sein de galeries ou de musées.

À ces deux pôles centraux du marché de l'art – galeries et collectionneurs – s'ajoute au Japon le dynamisme d'autres acteurs extrêmement influents, dont l'engagement a revêtu une dimension particulièrement originale. Ainsi, journaux et grands magasins ont permis, dès le début du XXe siècle, de mettre à la portée de la classe moyenne des œuvres de qualité. Les premiers ont été actifs davantage sur le versant des expositions et de la critique d'art, tandis que les seconds, sans délaisser la nécessité d'exposer des œuvres, se sont également attelés à leur diffusion et à leur vente sur tout le territoire. En contact direct avec leur lectorat ou leur clientèle, ils se sont substitués aux institutions publiques, à une époque où peu de musées existaient au Japon, pour assumer une « mission de service culturel ». Même si leurs motivations s'ancraient aussi dans la

Affiche de la nuit de Ginza (quartier de Tôkyô plutôt spécialisé dans l'art figuratif traditionnel). // Poster for Ginza Night (Ginza is a Tokyo district mostly specializing in traditional figurative art).

volonté de rayonner sur le plan promotionnel et commercial, ils ont grandement participé à élargir le socle de la demande pour les œuvres d'art. Par ailleurs, si leur rôle tend de nos jours à s'amenuiser – notamment devant l'essor massif, depuis les années 1970, d'institutions muséales au sein des collectivités locales – il n'en reste pas moins que leur maillage et leurs réseaux s'étendent encore sur tout le territoire.

De manière générale, le développement du marché de l'art au Japon a largement reposé sur l'investissement privé. Cependant, le rôle de la puissance publique, bien qu'il ait varié selon les époques, ne peut être passé sous silence. En effet, dès la fin du XIXe siècle, l'État s'est investi fortement dans la structuration du monde artistique. Malgré un retrait après la Seconde Guerre mondiale, l'État continue de financer, à travers l'Agence pour les Affaires culturelles ou la Fondation du Japon, des programmes de formation d'artistes à l'étranger. Il encourage également la création à travers la distribution de prix, et, même s'il n'existe pas au Japon de collections publiques comme celles des fonds d'art contemporain (FNAC ou FRAC) en France, il continue d'acquérir des œuvres de manière indirecte, à travers l'action des musées publics.

UNE POSITION PARADOXALEMENT EN MARGE DES RÉSEAUX INTERNATIONAUX

Extrêmement structuré, le marché de l'art japonais bénéficie sans conteste de débouchés sur le territoire national. Cependant, il s'est aussi développé à contre-courant de l'évolution de la scène artistique internationale. Alors que l'on distingue aujourd'hui deux types d'art (traditionnel et novateur), qui requièrent chacun une organisation du marché distincte et des réseaux de légitimation différents, le soutien à ces segments a progressé en sens inverse au Japon et dans les autres pays. Ainsi a-t-on favorisé dans l'archipel – à contrepied de l'Europe, des États-Unis, de l'Inde et de la Chine – une organisation très structurée du marché traditionnel. Le segment de la peinture figurative (les tableaux de *yôga* et de *nihonga*) a bénéficié d'un cursus de formation privilégié dans les écoles d'art, de soutiens tant dans les galeries que les grands magasins, ainsi que d'un vaste réseau d'acheteurs. Autrement dit, il a pu contrôler ensemble des mécanismes de certification de la qualité, des vecteurs de la formation du goût et des réseaux de diffusion – organisation que l'on n'observe pas à ce niveau ni à cette échelle dans les pays occidentaux. En France, notamment, l'art traditionnel se trouve relégué au second plan dans le « marché des chromos ». Le balancier semble donc inversé au Japon relativement à ce que l'on observe sur les autres marchés, où préside un réseau de légitimation dense pour l'art contemporain innovant et des galeries éclatées pour un art traditionnel faiblement, voire pas du tout, institutionnalisé.

Une bonne illustration de cette tendance générale se retrouve dans la manière dont le Japon a vécu la bulle spéculative des années 1980. Pour la première fois, au faîte de sa puissance sur le plan économique et fort d'un pouvoir d'achat exceptionnel, le pays est parti à l'assaut du marché international, monopolisant

l'attention des marchands d'art occidentaux et ratissant les ventes aux enchères internationales, au point d'alimenter les lamentations incessantes de la presse étrangère : « il va tout racheter ! ». Toutefois, fidèle aux prédispositions de ses amateurs d'art, il ne s'est alors que peu soucié de promouvoir ses artistes vivants à l'extérieur, préférant se concentrer sur les importations d'œuvres impressionnistes et modernes en provenance de l'Europe. Autrement dit, l'import a alors primé sur l'export, « l'art classé sur l'art en devenir ». À cela s'est ajouté un élément déstabilisateur de spéculation intense : les nouveaux acheteurs, davantage motivés par un rendement à court terme, se sont alignés sur le plus bas dénominateur commun en termes d'expertise, favorisant des comportements moutonniers, qui n'ont au final pas permis de soutenir les formes les plus originales de création. Le résultat, on le sait, fut un traumatisme durable : au nom de l'ouverture et de la transparence du marché, la frénésie d'achat de la fin des années 1980 a au final joué contre l'art (spéculation sur les œuvres) et contre le marché (retrait des grands *auctioneers*, faillite des galeries, effondrement de la demande). Plus que tout autre pays, le Japon en a payé les frais.

Cette expérience, très douloureuse, a certainement échaudé les galeries japonaises, qui regardent désormais avec prudence l'explosion des cours sur le marché chinois. Elles sont aussi plus averses au risque. Or, le risque est inhérent au monde de l'art vivant : dans ce milieu, il s'agit en effet de sélectionner des artistes au sein d'une offre pléthorique, avec une incertitude quasi-totale sur leurs chances de réussite. En d'autres termes, plus que de dénicher de nouveaux « talents », le jeu consiste à *construire* des carrières au fil d'expositions porteuses, à travers la mobilisation d'un réseau d'alliances (fruit des multiples interactions entre conservateurs de musées, collectionneurs et galeristes). La réussite prend alors une forme pyramidale : les artistes à la réputation ascendante se font happer par des galeries de rang supérieur. Malheureusement, face à ces défis structurels, les galeries japonaises – outre l'expérience traumatisante de la bulle spéculative – présentent des faiblesses. Établissements à faibles effectifs, elles dépendent d'abord trop des choix effectués au sommet de la direction, et montrent donc une très faible diversification des risques liés à la prise de décision. Ensuite, leurs stratégies de compensation en cas de perte tendent aujourd'hui à se déliter. Concrètement, jusqu'au début des années 2000, une galerie défricheuse pouvait encore espérer compenser la fuite de chez elle d'un artiste en vogue par le fait que ses poulains devenus célèbres continuaient de la soutenir (par exemple, en lui achetant ou en lui confiant des œuvres). De même, une galerie d'art figuratif pouvait opérer des transferts de capital du segment des artistes reconnus (les grands maîtres de *nihonga* ou de *yôga*), à celui des débutants, voire encore de l'art classé (surtout l'impressionnisme), à l'art contemporain. Dans ce dernier cas, les transferts se faisaient du second marché au premier marché. Toutefois, de telles pratiques pâtissent récemment de l'affaiblissement des liens de solidarité maître/disciple dans le monde de l'art traditionnel (déclin des associations d'artistes, des salons, des voies académiques de carrière), ainsi que de l'hégémonie de l'art contemporain sur la scène internationale. Enfin, un quatrième acteur, venu s'immiscer à la

limite du premier marché – les nouvelles maisons de vente aux enchères à la japonaise sur le modèle anglo-saxon – a introduit pour la première fois dans le milieu un fort élément de concurrence externe, qui apporte certes plus de transparence sur les prix, mais contribue également à renforcer une structure sous forme d'oligopole à frange, incitant les majors à abuser de leur pouvoir de marché.

Affiche de la nuit de Roppongi (quartier de Tôkyô plutôt spécialisé dans l'art contemporain). // Poster for Roppongi Night (Roppongi is a Tokyo district mostly specializing in contemporary art).

Conscientes des limites du marché domestique, plusieurs galeries jeunes et dynamiques ont décidé, à contre-courant, de s'imposer sur la scène mondialisée, où seul l'art le plus novateur bénéficie d'une reconnaissance institutionnelle. Certaines n'hésitent d'ailleurs pas à s'expatrier, incapables de supporter « l'immobilisme du marché de l'art japonais », et fondamentalement hostiles aux ventes fermées entre professionnels (*kôkankai*), qui restent en phase avec le système académique de gestion des carrières. En témoigne le succès fulgurant de marchands d'art comme Koyama Tomio, qui a su imposer en dix ans une poignée d'artistes extrêmement médiatisés. Avec beaucoup de retard, les institutions publiques semblent elles aussi prendre davantage conscience de ces potentialités à l'export : l'Agence pour les Affaires culturelles accorde en effet plus d'attention au secteur en plein essor des mangas. En conséquence, on voit émerger aujourd'hui une forme nouvelle de *star system* à la japonaise (sous l'impulsion de Murakami Takashi), qui place le modèle prédominant au bord de l'implosion : là où existait une progression à l'ancienneté sous forme très hiérarchisée, peu propice au renouvellement des thèmes et à l'internationalisation des carrières, on voit émerger de jeunes artistes ambitieux, qui veulent bénéficier d'une « rampe de lancement express », quitte à prendre des risques décuplés. Pourtant, ce système plus ouvert à l'international a un coût : les chances de réussite sont minimes en regard du taux d'échec. Seule une très faible minorité d'artistes rafle la quasi-totalité des revenus du secteur. Prédomine aussi la loi du plus fort : le succès des galeries les plus innovantes est exposé au mécanisme de prédation de leurs artistes les plus profitables par des galeries plus puissantes, les plus faibles étant sans recours en cas de litige, en raison de la quasi-absence de contrats écrits (et *a fortiori* de contrats

d'exclusivité). Les artistes, quant à eux, retirent de ce comportement prédateur des bénéfices incertains. Ils attendent que l'engagement des galeries financièrement plus puissantes soit durable, mais ils apprennent aussi que la puissance commerciale d'une galerie se construit aussi sur des arbitrages plus sélectifs entre court et long terme.

JAPAN: A HIGH-CULTURED COUNTRY IN THE MARGIN OF THE GLOBAL ART MARKET

Cléa Patin
Associate professor at Department of Japanese Studies,
Université Lyon-III
April 2015

While the major developed countries have at one time or another dominated the art world – the art market restructures itself depending on where the poles of wealth are – Japan somehow "missed its chance", even though it remained the largest economy from 1972 to 2010. With the exception of a handful of stars, such as Murakami Takashi, Nara Yoshitomo, or Kusama Yayoi, the country's global reach remained limited. Today, it still plays a peripheral role in the international market of contemporary art. This fact is even more surprising that it simultaneously offers numerous advantages in the field of art and culture.

A DOMESTIC ART MARKET WITH A VERY STRONG BASIS

Japan's first asset is definitely rooted in a strong and old network of galleries. Since the Edo period, art dealers organized themselves through a dense and efficient network. Their action started from the sale of tea ceremony ustensils to embrace gradually all artistic and pictorial productions. At the beginning of the twentieth century, their networks became increasingly interlinked, with elements of competition but also solidarity, especially through sales "reserved only for professionals" (*kôkankai*), which were organized by art dealers associations. In the 1920s-1930s, a new generation of gallerists was born. Capable of flexibility, it has tested new sale methods and accompanied the birth of a wide variety of artistic movements. In fact, the tumultuous encounter with the West, generating a deep reflection on self-identity and a (re) definition of artistic standards, had the effect of promoting a broad spectrum of art goods, from Japanese crafts, to modern Japanese paintings using Western techniques (*nihonga*, *yôga*), or imported artworks. The avant-garde movements, in line with the necessity of "perpetual innovation", added themselves during the 1920s.

As in other industrialized countries, the artistic supply in Japan grew faster than demand. Nevertheless, the country has benefited from an active base of collectors, able to gather artworks, while dedicating themselves to the community. From the late nineteenth century, a new generation of buyers took over from aristocrats and wealthy merchants of the Edo period, feeling invested with a social mission of spreading the culture and protecting Japan's cultural heritage. At the head of large companies, some art lovers have even capitalized to open foundations, with the consent of their own enterprises, launching an

original Japanese way of patronage. This approach is still alive today through the action of the Association for Corporate Support of the Arts. Alongside big companies, a handful of passionate individuals (the *salarîmen korektâ*) – most of whom have benefited from the stable period of employment during the period of high growth – still fight for the recognition of their favorite artists. Concerned with the need to the increase the demand for arts, many of them share their enthusiasm with the younger generation, through donations to museums, organized tours in galleries, lectures, various animations and events inside collectors associations. Proud of their acquisitions, they especially enjoy showing them in galleries or museums. Whether they do it in groups or as individuals, they usually wish to remain anonymous, in order not to arouse the attention of the tax authorities.

In addition to these central segments of the art market – galleries and collectors – Japan also experienced very dynamic and original ways of supporting the arts though the involvement of two other major actors, who left their Western counterparts far behind: newspapers and department stores. Indeed, from the beginning of the twentieth century, both of them have played a key role in expanding the arts and culture among the middle class. Whereas the first specialized in the field of art exhibitions and art criticism, the latter, without neglecting the necessity to show the paintings, focused more on the sale and the distribution of artworks throughout the country. Being in direct contact with their readership or their customers, they have replaced public institutions, at a time when few museums existed in Japan, in order to assume a "cultural service mission". Although their motivations were also deeply linked with the will to foster brand promotion or marketing strategies, they greatly contributed to broadening the base of the demand for artworks. Moreover, even though they nowadays face a setback, due to the massive building of museums by local and regional authorities since the 1970s, they remain essential in terms of commercial networks and territorial meshing.

In brief, the development of the art market in Japan has largely relied on private investment. However, the role of public authorities, which has greatly varied over time, shall not be underestimated. Indeed, as soon as the late nineteenth century, the state was very committed in structuring the art world. Despite a withdrawal after the Second World War, it still pursues the mission to fund artist training programs abroad, through the Agency for Cultural Affairs or the Japan Foundation. It also encourages art creation through the distribution of prizes. Even though there is no equivalent in Japan for the French contemporary art funds (FNAC and FRAC), it continues to acquire works indirectly, through the action of public museums.

A POSITION AT THE MARGINS OF THE GLOBAL STAGE

Early and strongly rooted, the Japanese art market shows obvious advantages at the national scale. However, it developed against the current evolution of the international art scene. While the researchers in the sociology of the arts usually

distinguish two segments, traditional and innovative, which require a separate organization of the market and a different legitimation network, choices greatly diverged in Japan and in other countries. In fact, contrary to Europe, the US, India or China, Japan developed a highly structured organization for the traditional market, at the expense of contemporary art. The segment of figurative painting (*yôga* and *nihonga*) could take advantage of a dedicated curriculum in art schools, count on the efficient support of art galleries and department stores, and match an extensive network of buyers. In other words, it was able to control quality certification mechanisms, to participate in shaping tastes, and to ensure strong distribution networks. This kind of organization cannot be observed at that level nor at this scale in Western countries. In France, for example, traditional art is upstaged in the "marché des chromos" by a dense network of legitimation for innovative art, and is mainly promoted by art galleries which are weakly – if at all – institutionalized.

We can see a good illustration of this general trend in the way Japan experienced the speculative bubble of the 1980s. For the first time, at the height of its economic strength and its buying power, Japan took off to conquer the international market. For five years, it monopolized the attention of Western art dealers and dominated all international auction sales, to the point of arousing incessant complaints in the foreign press: "it will steal all our treasures!" However, due to the predispositions of its art lovers, Japan finally did very few to promote its own living artists outside, preferring to focus on imports of impressionist and modern artworks from Europe. In other words, highly recognized artists took precedence over up-and-coming ones. This has been coupled with destabilizing elements of intense speculation: new buyers, primary motivated by short-term performance, aligned themselves with the lowest common denominator in terms of expertise, promoting herd behavior, which has finally failed to support the most original artistic trends. As a result, the burst of the bubble ended in a lasting trauma: in the name of openness and transparency of the market, the buying frenzy of the late 1980s finally played against art (speculation on artworks) and against the market (withdrawal of the major auction houses, galleriy bankruptcy, collapse of the demand). More than any other country, Japan has paid the price of this frenzy.

This experience, very painful, led the Japanese galleries to keep their distance with the current outburst of the Chinese art market. It definitely made them more risk averse. However, huge risks are inherent to the world of contemporary art: galleries have to select artists within oversupply, facing almost total uncertainty about their chances of success. Furthermore, the issue consists less in unearthing new "talent", than to build careers through supportive exhibitions, and the mobilization of a network of alliances (result of multiple interactions between curators, collectors and galleries). Success takes a pyramidal shape: promising artists are seized from their original galleries by senior art dealers. In front of these structural challenges, Japanese galleries – in addition to the traumatic experience of the speculative bubble – present weaknesses. Low staffing firms, they first depend too much on the

choices made at the top of the direction, and therefore does not show much risk diversification in decision making. Furthermore, their compensation strategies in case of loss now tend to crumble. Indeed, until the early 2000s, a small gallery could compensate one of its most popular artists leaving it by still receiving support from former protégés in the long term (for example, it would occasionally receive interesting artworks). Similarly, in the field of figurative art, they could operate capital transfers from the segment of highly recognized artists (the masters of *nihonga* or *yôga*) to the beginners', or even from "museum art" (especially impressionism) to contemporary art. In the latter case, the transfers were made from the secondary market to the primary market. However, such practices recently stumble over the weakening of solidarity between master and disciple in the world of traditional art (decline of associations of artists, *salons d'art*, academic career paths) and the hegemony of contemporary art on the international stage. Finally, a fourth actor, who appeared at the edge of the first market, introduced for the first time an element of fierce external competition: the new Japanese auction houses. While advocating more transparency on prices, they also participate in strengthening the market structure of an oligopoly with competitive fringe, prompting the majors to abuse their market power.

Aware of the limitations of the domestic market, a few young and dynamic galleries prompted themselves to conquer the global stage, where only the most innovative art gain institutional recognition. Some of them do not hesitate to settle abroad, unable to bear "the inertia of the Japanese art market" and fundamentally hostile to closed sales between professionals (*kôkankai*), which remain in line with the academic system of career management. For instance, the successful art dealer Koyama Tomio was able impose in ten years a handful of very mediatized artists. With delay, public institutions, such as the Agency for Cultural Affairs, also seem to now be more aware of the potential for export: thus arose more attention to the growing sector of manga. As a consequence, a new form of the Japanese star system (under the leadership of Takashi Murakami) is now emerging, placing the predominant model on the verge of implosion: in place of a seniority-based advancement within the frame of a rigid hierarchy – admittedly not very conducive to the renewal of themes and internationalization of careers – appears a speed-up carrier model, with considerably increased risks. In fact, opening the system to the world bears a cost: the chances of success are minimal in light of the failure rate: only a tiny minority of artists win almost all of the sector's incomes. Furthermore, the success of small innovative galleries expose them to the predation of their most profitable artists by more powerful galleries. In that case, they often are at a loss as to what to do with enforcing their rights, since almost no one is bound to artists by written contracts (let alone exclusive contracts). Artists also gain uncertain benefits from this predatory behavior. They expect that the commitment of more financially powerful galleries would be sustainable, but they also learn that the market power of a gallery is also built on a more selective arbitrage between short and long term.

LA TACTIQUE KAMIKAZE – UNE INVENTION FONDAMENTALEMENT JAPONAISE ?

Constance Sereni
Maitre-assistante à l'Unité de japonais
de l'Université de Genève
Septembre 2015

Le 25 octobre 1944, une escadrille commandée par le lieutenant Seki Yukio, as de l'aviation japonaise, décolle de la base de Mabalacat, sur l'île de Luzon. Depuis le 21 octobre, chaque jour des avions quittent cette base dans le même but : trouver une proie de choix (un porte-avions américain, si possible), fondre sur elle à pleine vitesse et s'écraser sur son pont. Les avions, des chasseurs Zéro, sont porteurs de bombes de 500 kg, ce qui fait que lors de l'impact, le navire subira donc à la fois le choc de l'avion et l'explosion de la bombe. Ils font partie d'une unité nouvellement formée par le vice-amiral Ônishi Takijirô (1891-1945), une « unité d'attaque spéciale » (*tokkôtai*), qui porte le nom de *Shinpu*. Les caractères qui composent ce nom signifient « vent divin » et peuvent aussi se lire d'une autre façon : *Kamikaze*, le nom que l'histoire retiendra.

Les kamikazes étaient officiellement tous volontaires. Certains étaient très jeunes : ici, au centre, Araki Yukio, 17 ans, en mai 1945, entouré d'autres membres de son escadrille. La photo a été prise par l'agence de presse de l'armée, la veille de leur dernière mission. (© 1945 / versée dans le domaine public.) // Officially, all kamikaze pilots were volunteers. Some were very young. In the centre, Araki Yukio, 17 years old, with other members of his squadron, May 1945. The picture was taken by an army press corps photograph, the day before their last mission. (© 1945 / released in the public domain.)

Cette nouvelle tactique est loin d'être improvisée. C'est bien la première fois qu'un officier donne l'ordre à des pilotes de partir pour une mission-suicide, mais l'idée n'est pas nouvelle.

Le Japon, en octobre 1944, est exsangue. La marine vient de subir une défaite cuisante lors de la bataille de la mer des Philippines les 19 au 20 juin 1944, perdant presque tous leurs appareils et un tiers des porte-avions engagés. Il ne lui reste que quelques miettes de son aéronavale, qui en 1941 était l'une des meilleures du monde. Devant ce constat, plusieurs officiers, indépendamment, ont l'idée qu'il serait possible de maximiser l'impact des appareils et des hommes restants en les transformant en bombes humaines, mais jusqu'ici l'état-major

n'a pas voulu choisir cette option. Il a malgré tout déjà autorisé la mise au point d'engins exclusivement destinés aux attaques suicide, les torpilles pilotées *Kaiten* et les bombes humaines *Ôka*, qui sont en cours de développement depuis la fin de l'été mais n'ont pas encore été déployées.

Ônishi choisit cette solution par pragmatisme. Il est chargé de permettre à la flotte japonaise de contrer, avec le peu de moyens qui lui reste, la puissante flotte américaine qui doit permettre au général Douglas MacArthur de reprendre les Philippines. Pour avoir une chance, il faudrait profiter d'un effet de surprise, et donc supprimer les avions américains qui seraient susceptibles de repérer les navires japonais, avec une poignée d'appareils et une poignée d'hommes. Le calcul est simple : c'est certes envoyer ses hommes à une mort certaine, mais un avion kamikaze peut potentiellement à lui seul détruire un porte-avions.

Très rapidement, les kamikazes sont instrumentalisés par la propagande. Ici, la couverture du magazine *Shashin Shûhô* 347, du 15 novembre 1944, soit moins d'un mois après la première attaque kamikaze, met en avant Seki Yukio, commandant de la première escadrille kamikaze. Pourtant Seki, d'après certains témoignages, était loin d'être convaincu du bien-fondé de sa mission. Ce n'est pas le seul : beaucoup d'écrits de kamikazes font état de doutes ou de regrets. (© 1944 / Onoda, Cabinet Printing Bureau of the Empire of Japan, versée dans le domaine public.) // Very quickly, kamikaze pilots were used as propaganda tools. This is the cover of the 15 November issue of *Shashin Shûhô* (issue n°347), showing Seki Yuki, the commander of the first successful kamikaze strike. Seki, however, according to some reports, was not enthusiastic about his mission. He wasn't the only one: letters and diaries by kamikaze pilots sometimes express doubts or regrets towards their mission. (© 1944 / Onoda, Cabinet Printing Bureau of the Empire of Japan, released in the public domain.)

Pour Ônishi, il s'agit à ce moment-là d'une tactique ponctuelle, applicable à cette situation précise. Pourtant, l'idée fera tache d'huile, et se répandra dans la Marine et l'Armée de terre au point qu'elle deviendra durant les derniers mois de la guerre la tactique principale de l'aviation japonaise. Le nombre de pilotes kamikazes ne dépassera pourtant pas les quelques milliers (les chiffres font état de 3 500 à 4 000 pilotes au total.)

La première mission kamikaze, celle commandée par Seki, trouvera une cible de choix, et connaîtra un succès immense : l'un des avions touche le magasin à munitions d'un porte-avions américain, le *St. Lô*, qui prend feu puis sombre. Si ce résultat est reproductible, le Japon tient donc là l'arme la plus efficace qu'il

Pour les Alliés, les attaques kamikazes sont terrifiantes, parce qu'incompréhensibles et presque impossible à arrêter. Elles contribuent à créer l'image d'un soldat japonais fanatisé et inhumain. Ici, des marins combattent le feu allumé par un impact kamikaze sur le porte-avions léger *Belleau Woods*, le 30 octobre 1944. En arrière-plan, le *Franklin*, un des plus grands porte-avions américains, également touché. (© 1944/U.S. Army, versée dans le domaine public.) // For the Allied forces, kamikaze strikes are terrifying, unfathomable and almost impossible to stop. They contribute to the creation of the image of Japanese soldiers as inhuman and fanatical. Here, sailors fight to stop the fire started by a kamikaze strike on the light carrier USS *Belleau Woods*, on 20 October. In the background, the *Franklin*, one of the largest US carriers, is also hit. (© 1944/U.S. Army, relased in the public domain.)

n'ait jamais eue : une poignée d'avion permet de supprimer un bâtiment majeur et de couler des dizaines d'avions ennemis. Les chiffres montrent toutefois que ce succès est en réalité exceptionnel, probablement dû à l'habileté particulière du pilote ou à un hasard particulièrement heureux pour les Japonais. En tout, les kamikazes ne couleront que trois porte-avions de petite taille, en comptant le *St. Lô*. Pendant la bataille d'Okinawa, ils ne parviendront à couler aucun navire de grande taille. Mais puisque les escadrilles kamikazes ne reviennent pas faire de rapport, ce sont leurs avions d'escorte qui témoignent des succès de leurs camarades et, très souvent, les exagèrent largement. La tactique a donc l'apparence de l'efficacité. Les journaux rapportent des pertes immenses du côté américain, des dizaines de porte-avions coulés à chaque sortie, et l'état-major se gargarise de ces prétendus succès qui permettent d'écarter le spectre de la défaite imminente.

Les résultats n'apparaissent pourtant pas brillants lorsqu'on les examine *a posteriori*. Seul un peu moins de 15 % des appareils sacrifiés ont réussi à toucher une cible, et les dégâts n'étaient pas toujours considérables. Mais on ne peut donc pas simplement balayer d'un revers de la main la tactique kamikaze à cause de son taux d'échec élevé : malgré tout, elle représente pour les Alliés une menace véritable, au point de provoquer chez les hommes une sorte de psychose, une peur panique à chaque fois qu'un avion japonais s'approchait. D'après un correspondant de guerre américain, « l'attente terrible, l'anticipation de la terreur, rendue plus vive par l'expérience, conduit certains hommes à l'hystérie, la folie, la dépression la plus profonde ». Et en dix mois de guerre, les kamikazes ont réussi à infliger presque autant de pertes aux navires alliés que pendant le reste de la guerre du Pacifique.

Au-delà de leur intérêt tactique, qui reste malgré tout limité tant le coût en hommes et en matériel est élevé, au Japon les kamikazes représentent un outil de propagande extraordinairement efficace. L'image du sacrifice de ces jeunes gens (les plus jeunes ont dix-sept ou dix-huit ans) est censée galvaniser le peuple et soutenir le moral des troupes, et c'est pourquoi les missions sont très rapidement publicisées dans la presse et dans les actualités au cinéma. Les kamikazes deviennent les héros par excellence que chacun se doit d'émuler. Comment se plaindre de la disette ou des bombardements quand la fleur de la jeunesse japonaise n'hésite pas, elle, à sacrifier sa vie pour protéger la nation ?

Cette propagande a un revers. Pour les commentateurs américains de l'époque, les kamikazes démontrent au contraire l'inhumanité, la sauvagerie, l'altérité fondamentale d'un ennemi redoutable et fanatique. Cela permet de justifier en retour la violence des GI américains contre les soldats japonais capturés et les populations civiles d'Okinawa, ou encore les bombardements incendiaires sur les villes japonaises. Un tel ennemi doit être réduit en cendres, puisqu'il n'a plus rien d'humain.

Pourtant, la tactique kamikaze n'est pas un phénomène si exceptionnel que cela, et surtout, elle ne provient pas d'une particularité japonaise fondamentale. Certes, la glorification du sacrifice avait été érigée en principe dans l'éducation et l'idéologie de guerre dans le but de transformer une génération de jeunes hommes en soldats parfaits. Les idéologues japonais, en utilisant un passé souvent imaginaire tiré librement des chroniques de samurai et autres légendes guerrières, voulaient prouver qu'il existait un esprit de sacrifice inné chez les Japonais, partie intégrante de ce *Yamato damashii*, l'âme du Japon ancien, mélange d'héroïsme martial et de sentimentalisme larmoyant qui serait caractéristique du cœur japonais.

Mais ce n'est que l'application d'un mécanisme de recrutement des esprits qui se retrouve dans nombre de guerres, le culte du sacrifice et du soldat tombé au combat déjà identifié par George Mosse pour la Première Guerre mondiale. Ériger en exemple le sacrifice du soldat est un moyen courant de fabriquer des héros pour galvaniser l'opinion. Tous les livres d'histoire soviétiques men-

Colin Kelly, considéré par certains comme le premier pilote suicide américain, se serait volontairement écrasé sur un navire japonais le 10 décembre 1941. En réalité, il est probable que Kelly se soit abîmé en mer, mais, après la défaite de Pearl Harbor, l'armée américaine elle-aussi n'hésite pas à exploiter la valeur de propagande des attaques-suicide. Peinture commémorative de 1942 par Deane Keller. (© 1944/U.S. Army, versée dans le domaine public.) // Colin Kelly, still considered by some to be the first American suicide pilot, crashed according to legend on the smokestack of a Japanese cruiser on the 10 December 1941. It is actually more likely that Kelly's plane burned and crashed into the sea; but after the crushing defeat at Pearl Harbor, the US army cannot ignore the power of suicide attacks as propaganda. Commemorative painting, 1942, by Deane Keller. (© 1944 / U.S. Army, released in the public domain.)

tionnent Nikolai Gastello (1908-1941), nommé Héros de l'Union soviétique après avoir écrasé volontairement son avion contre des chars allemands près du village de Dekshany en Biélorussie. Aux États-Unis, pendant les premiers jours de la guerre du Pacifique, on érige en héros le capitaine Colin Purdie Kelly Jr. (1915-1941) qui, quelques jours après Pearl Harbor, aurait volontairement écrasé son avion endommagé sur le croiseur *Haruna* après avoir ordonné à son équipage de sauter de l'appareil. L'histoire est certainement largement apocryphe.

Cependant, certaines caractéristiques font que le cas du Japon est unique. Non seulement il s'agit d'ordres de l'état-major au lieu d'actions individuelles et spontanées, mais le Japon a formé des hommes et créé des appareils dans le seul but qu'ils se sacrifient dans une attaque suicide. On ne peut qu'être frappé de la violence d'un système qui livre sciemment ses soldats à la mort alors que même les plus acharnés des dirigeants ne pouvaient ignorer que la guerre ne pouvait plus être gagnée. Mais si l'armée japonaise est la seule à avoir érigé l'attaque-suicide en tant que stratégie officielle et à l'avoir utilisée à très grande échelle, elle est loin d'être la seule à avoir exploité les sentiments patriotiques parfois sincères de ses hommes pour des résultats finalement médiocres.

WERE KAMIKAZE TACTICS FUNDAMENTALLY JAPANESE?

Constance Sereni
Senior research and teaching assistant at Japanese department
of the University of Geneva
Septembre 2015

25 October 1944, a five-plane squadron, under the command of Lieutenant Seki Yukio, one of the aces of the Japanese air forces, took off from Mabalacat air base, on the island of Luzon. Since the morning of the 21 st, planes have been leaving every day in search of a coveted prey, an American carrier if possible, with the same objective: plunge towards the deck at a great speed, crashing the plane. The planes are Zero fighters, laden with 500 kg bombs, which means that to the shock of impact will be added the force of the explosion. They are part of a new type of strike force newly created by Vice-admiral Ônishi Takijirô (1891-1945), a "special attack unit" (*tokkôtai*), christened *Shinpu*. The ideograms mean "divine wind" and can also be read *Kamikaze*, a word destined to go down in history.

This new tactic was far from improvised. Although this was the first time an officer has given orders for pilots to voluntarily crash their planes, the idea was not novel.

In October 1944, Japan had been brought to its knees. Its Navy had just been dealt a death blow during the battle of the Philippine Sea the June 19 th–20 th 1944, losing almost all its planes as well as a third of all remaining carriers. Its naval air power, which was in 1941 one of the best in the world, had been reduced to almost nothing. Confronted with this situation, several leader had independently reached the conclusion that the impact of the few remaining aircrafts could be maximised by using them as piloted bombs, but so far headquarters had not warmed to the idea. However, research had begun since late summer on some suicide crafts, the manned torpedoes *Kaiten* as well as the piloted bombs *Ôka*, but these had yet to be deployed.

Ônishi's decision was a pragmatic one. His task was to find a way to help the depleted Japanese forces counter the massive American fleet and stop General Douglas MacArthur from retaking the Philippines. The Japanese's only chance was a surprise attack, which implied finding a way to disable the American planes patrolling the skies, with a handful of men and working aircrafts. His calculation was simple: although it might have meant sending men to their death, a single kamikaze plane could potentially destroy an entire carrier.

At that point, this tactic was understood to be a desperate, one-off action, applicable only to this particular situation. But immediately, the idea spread through the Japanese Army and Navy like wildfire, so much so that in the last few months of the war it became the main strategy of its air forces. However, the number of kamikaze pilots would never exceed a few thousands (estimates range from 3,500 to 4,000 pilots in total.)

The first successful kamikaze mission, the one led by Seki, met with unexpected success. One of the planes hit the ammunition hold of an American escort carrier, the *St. Lô*, starting a fire that lead to the loss of the ship. If this result can be replicated, Japan has found one of the most efficient weapons of the war: a handful of planes can potentially destroy a major warship and sink dozens of aircrafts. Numbers show, however, that this first success was the exception, and probably due to exceptional skill on the pilot's part or a stroke of luck. In total, kamikaze planes would go on to sink only three small-sized carriers, including the *St. Lô*. During the battle of Okinawa, no major warships would be sunk by kamikaze planes. But since kamikaze squadrons could not report on their own successes or failures, their escort are the only one who could testify to the success of their comrades, and very often they tended to exaggerate successes. Kamikaze attacks thus appear to be successful. Newspapers report immense losses on the American side, with dozens of carriers lost with each strike, and heady reports from the highest authorities help push away the growing shadow of impending defeat.

And yet, when their results are examined after the fact, they appear lacklustre. Only less than 15% of planes lost managed to inflict any kind of damage to their targets, and often without causing significant harm. This doesn't, however, mean that the kamikaze tactic can be easily dismissed just because it implied a very low success rate: for the Allied forces, it represented a true threat, creating within the men a kind of "kamikaze psychosis", a fear close to panic every time a plane drew close. "The strain of waiting", according to a war correspondent, the anticipated terror, made vivid from past experience, sent some men into hysteria, insanity, breakdown." And during the last ten months of the war, kamikaze pilots managed to inflict as much damage to Allied ships as the entire Japanese forces had managed to since 1941.

But beyond their tactical worth, which remains limited given the extremely high losses both of men and aircrafts, within Japan the kamikaze pilots were an extremely efficient propaganda tool. The image of these youths' sacrifice (the youngest were seventeen or eighteen) is meant to rouse civilians on the home front and raise morale within the troops, and thus kamikaze missions are very rapidly heavily publicized in print and in newsreels. Kamikaze pilots are the heroes that every Japanese should emulate. How could one complain of the lack of food, or of the air raids, when the flower of Japanese youth is selflessly sacrificing their lives to protect Japan?

This propaganda, however, has a mirror image. For American journalists and commentators, the kamikaze pilots prove the exact opposite: that the enemy is inhuman, savage, and fundamentally Other, a fearful and bestial monster. This can then be used to justify the violence of American GIs towards captured and, on Okinawa, civilian Japanese, or the use of incendiary bombs on heavily populated cities. Such an enemy deserves to be burnt to a cinder, since it is no longer human.

And yet, there is nothing that is exceptional in the use of kamikaze tactics, and moreover, there is nothing particularly Japanese about it. It is true that the

glorification of sacrifice was a central tenant of wartime education and ideology, and was aimed at transforming a generation of young men into perfect soldiers. Japanese ideologues, utilizing an often imaginary past stemming from debatable interpretations of samurai chronicles and other warrior legends, tried to prove that there was an innate spirit of sacrifice within the Japanese psyche, within the *Yamato damashii*, the soul of ancient Japan, a mixture of martial heroism and tearful sentimentalism that was in their view characteristic of the Japanese heart.

But what it truly represents is nothing but the application of a system for the recruitment of minds that has been visible in a number of conflicts, the cult of sacrifice and fallen soldiers already identified by George Mosse in the case of World War I. Making the death of soldiers into an example is a common enough manner of mobilizing public opinion. Every history book published in the Soviet Union made ample mention of Nikolai Gastello (1908-1941), made a Hero of the Soviet Union after crashing voluntarily into a column of German tanks near the village of Dekshany in Belarus. In the United States Colin Purdie Kelly Jr. (1915-1941) was made into a hero for having crashed his bomber on the smokestack of the Japanese cruiser *Haruna*, a few days after Pearl Harbor, after asking his crew to bail out, in what is probably an apocryphal story.

However, the case of Japan is unique in a number of war. Kamikaze attacks are no longer spontaneous and individual sacrifices but are the result of direct orders, and furthermore, pilots were instructed and aircrafts constructed with the explicit aim of being sacrificed in a suicide attack. The inherent violence of a system that knowingly sends men to certain death cannot be denied, especially when even the most patriotic of commanders could no longer ignore the fact the war could not be won. But even though the Japanese army was the first to have officialised suicide attacks as a tactic and to have used to on such a large scale, it is far from being the only one to have exploited the sometimes sincere patriotic feelings of its men for ultimately mediocre results.

HISTOIRE CONNECTÉE, HISTOIRE PARTAGÉE : UN TOURNANT DE L'HISTORIOGRAPHIE DU VIETNAM

Pierre Brocheux
Enseignant-chercheur spécialiste de l'Asie du Sud-Est et du Vietnam
Février 2016

L'*Année France-Vietnam*, 2013-2014, a donné lieu en alternance à plusieurs manifestations conjointes diplomatico-culturelles : colloques, débats, thèses, expositions. Plusieurs publications en 2013 et 2014, 2015 ont révélé la richesse des échanges entre Français et Vietnamiens pendant les quatre-vingt-cinq années de la « présence française » dans la péninsule indochinoise. Il faut accepter que « présence » est un euphémisme qui désigne une conquête militaire, une sujétion politique, économique et culturelle des trois royaumes de la péninsule. Cependant, un parfum de nostalgie n'a pas flotté sur ces manifestations.

En cette fin d'année 2015, il est possible de faire le point sur une évolution conflictuelle mais féconde en posant sur elle un regard apaisé et, pour un historien, objectif. La notion de *recul historique* qui met à distance les relations entre Français et Vietnamiens (et Indochinois, dans une optique plus large), n'est pas le temps mesuré mais la durée bergsonienne où s'opèrent des emprunts et des syncrétismes.

Le *recul historique* n'est pas un moment vide ni une parenthèse avec des pointillés, il est un moment plein. Dans le Vietnam réunifié, le *recul historique* se remplit lorsque, en 1986, les dirigeants de la République socialiste du Vietnam proclament le *Đổi Mới* (Rénovation). Les réformes économiques – sortie de l'économie dite socialiste – en étaient la composante majeure mais, surtout à l'étranger, la dimension culturelle et donc politique passa inaperçue ou fut méconnue. Or, le discours de Nguyễn Văn Linh, secrétaire général du Parti communiste, au 4e congrès de l'Union nationale des écrivains et des artistes, provoqua une réelle libération des esprits, des voix, des plumes et des pinceaux[1]. En revanche la parole politique (et avec elle l'historiographie) qui s'exprima librement en 1989, 1990, 1991, se heurte encore aujourd'hui à des obstacles.

Globalement le *Đổi Mới* est l'ouverture sur le monde extérieur et le Vietnam socialiste adopte une stratégie diplomatique multilatérale provoquée par la crainte qu'inspire la montée en puissance de la Chine : adhésion à l'ASEAN, à l'Organisation internationale de la Francophonie, etc.

Par conséquent, le *Đổi Mới* est la condition première de l'évolution de la culture vietnamienne autant que de l'essor économique. L'historiographie

1 Đoàn Câm Thi, *Écrire le Vietnam contemporain. Guerre, Corps, littérature*, Paris, Sorbonne Université Presses, 2010, 210 p.

a bénéficié de la nouvelle donne même si elle se heurte encore à la pesanteur idéologique : postulats, interdits sous des prétextes souvent fallacieux. Toutefois, depuis deux décennies, l'histoire officielle, notamment l'histoire enseignée, est soumise à questionnement voire à révision, par des publications ainsi que par Internet où s'expriment des blogueurs intérieurs et ceux de la diaspora.

La revue *Xưa và Nay* [Passé-Présent] de l'Association nationale des historiens, interroge la *doxa* historiographique et ouvre des brèches dans le mur des certitudes ou de l'orthodoxie. Ce fut le cas du colloque de 2014 sur la dynastie des Nguyễn (XIXe-XXe) dont les débats contradictoires furent passionnés. Autre exemple, des livres et un colloque ont entrepris de faire reconnaître la contribution du lettré et savant catholique Trương Vĩnh Ký, dit Petrus Ký, à l'enrichissement de la culture nationale[2]. Il convient aussi de tenir compte de ce que plusieurs Vietnamiens et Vietnamiennes qui sont venus soutenir leurs thèses de doctorat en France ont été conduits à interpréter l'histoire de leur pays en se débarrassant des idées reçues.

Commémoration du 169e anniversaire de la naissance du lettré Trương Vĩnh Ký, le 6 décembre 2006. Le lycée Petrus Ký, fondé en 1927 à Saigon, a été étatisé en 1975 et baptisé Lê Hông Phong. Un lycée privé sous le contrôle du ministère de l'Éducation nationale et du Comité populaire d'Hô Chi Minh-Ville, a été inauguré en 1997 à Hô Chi Minh-Ville sous le nom de Trương Vĩnh Ký. Il est fréquenté par 2 900 élèves du primaire au secondaire. (© 2006 / C. Davant.) // Commemoration of the 169th birthday of lettré Trương Vĩnh Ký, on December, 6th, 2006. Petrus Ký high school, founded in 1927 in Saigon, was nationalised in 1975 and renamed Lê Hông Phong. A private high school under the tutelage of the Ministry of National Education and of Ho Chi Minh City's People's Committee, was opened in 1997 in Ho Chi Minh City and named after Trương Vĩnh Ký. It hosts 2,900 students, from the primary to secondary school levels. (© 2006 / C. Davant.)

Du côté de la recherche et des publications françaises, le *Đổi Mới* s'est révélé favorable à la reprise, on peut même dire la renaissance de la vietnamologie. Cette reprise est inaugurée et dynamisée par le retour de l'École française d'Extrême-Orient à Hanoï en 1993 et l'ouverture de son centre d'Hô-Chi-Minh-Ville en 2013. L'Institut de recherche sur le développement (IRD) a rejoint l'EFEO sur le terrain des recherches scientifiques. Si les archives nationales du Vietnam ont été progressivement ouvertes aux étrangers, il en fut de même pour les terrains de recherche des agronomes, des économistes, des anthropologues, ethnologues et sociologues[3]. La coo-

2 Présenté par la seule mention « interprète de l'armée française » dans une anthologie de la littérature vietnamienne traduite en français et publiée à Hanoï par Nguyễn Khắc Viên et Hữu Ngọc. Aujourd'hui, l'intérêt porté à Petrus Ký et la reconnaissance de son œuvre ont toutes les apparences d'une réhabilitation qui ne dit pas son nom.

3 L'historien Philippe Papin a participé de façon active au chantier de fouilles de l'ancienne

pération scientifique et technique a porté ses fruits à travers maints colloques et publications conjointes.

Arrêtons-nous sur l'historiographie qui a pris un tournant à partir des années 1990. La sortie de trente années de guerre s'accompagne progressivement d'un changement de paradigme. Le courant dominant de « l'ère française » était anticolonialiste, elle traitait la face sombre du moment colonial. En contrepoint, l'histoire écrite par les colonisés était « résistancialiste », elle exaltait un passé grandiose qui justifiait et nourrissait le combat héroïque contre l'oppression étrangère.

Des deux côtés, ces histoires étaient fondées sur une opposition binaire permanente, frappées au sceau du manichéisme. Cette vision des relations franco-indochinoises antagonistes survit au XXIe siècle dans les histoires officielles des pays indochinois mais aussi dans l'historiographie occidentale, en premier lieu en France[4]. Il faut faire une exception pour les livres de Ch. Fourniau et de Ph. Devillers[5] qui évitent la réduction d'une réalité complexe et mouvante à des clichés.

Mais une histoire alternative est apparue dans les années 1990, elle éclaire tous les registres du régime colonial français en même temps qu'elle explore la complexité de l'évolution des sociétés indochinoises qui se recomposent au cours du XXe siècle sous l'effet des transformations de l'économie et de la culture[6]. Elle éclaire notamment les stratégies adoptées par les élites locales pour résister à l'ordre colonial et le subvertir sans violence[7]. L'observation, l'analyse et le récit focalisent la dialectique réformiste et évolutionnaire et non le refus intransigeant et le choc frontal[8]. On passe d'un angle de vision obtus et réducteur à 360° d'ouverture.

En 1995, la *Revue française d'histoire d'outre-mer* s'engage dans cette voie en proposant un dossier composé de cinq articles sous le titre « Indochine : domination et transactions ». Ces « cinq contributions [traitant de la politique, de la religion, de l'enseignement et de la médecine] ont en commun de ne pas s'enfermer dans le schéma reçu et communément admis

---

capitale Thang Long. Les travaux savants de Philippe Langlet sur les Annales impériales et le bouddhisme vietnamien ont été réalisés en liaison étroite avec les chercheurs de l'Institut Hán Nôm de Hanoï.

4 Le livre d'Éric Panthou, *Les plantations Michelin au Vietnam* (éditions La Galipote) est représentatif de cette tradition historiographique, il a obtenu le « Prix du livre anticolonial » en 2014. L'ouvrage est bien documenté et intéressant, mais il ne remplace pas la magnifique thèse, malheureusement non publiée, de Marianne Boucheret, *Les plantations d'hévéas en Indochine, 1897-1954*, université Paris-I, 2008, 1146 p.

5 *Vietnam. Domination coloniale et résistance nationale (1858-1914)*, Paris, Les Indes savantes, 2002 ; *Français et Annamites. Partenaires ou ennemis ? 1856-1902*, Paris, Denoël, 1998.

6 P. Brocheux et D. Hémery ont amorcé cette nouvelle approche dans *Indochine, la colonisation ambiguë*, Paris, La Découverte, 1995 (2e édition en 2000).

7 E. Poisson, *Mandarins et subalternes au nord du Vietnam, une bureaucratie à l'épreuve (1820-1918)*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2004.

8 P. Brocheux éclaire ce mouvement évolutionnaire dans *Histoire contemporaine du Vietnam. La nation résiliente*, Paris, Fayard, 2012.

d'une colonisation oppressive et destructrice à laquelle s'oppose une résistance unanime et jusqu'au-boutiste des colonisés[9] ».

Les travaux de l'historien Nguyễn Thế Anh et des sociologues-historiens Trinh Văn Thảo et Nguyễn Phương Ngọc se situent dans la même perspective. Leurs publications nous ont révélé le rôle déterminant des lettrés réformistes et modernistes (Phan Châu Trinh, le mouvement Duy Tân, Minh Tân, l'école Đông KInh Nghĩa Thục) relayés et prolongés par le syncrétisme du confucianisme et du marxisme par Hồ Chí Minh[10].

En octobre 2012, au *Rendez-vous de l'histoire* à Blois, en se plaçant dans la même perspective que S. Gruzinski pour l'Amérique espagnole et le monde du Pacifique, P. Rocheux organise et anime une table ronde sur le thème des « métissages en Indochine » avec la participation de D. Rolland (la population eurasienne), Đòan Câm Thi-Poisson (la littérature), C. Herbelin (l'architecture) et N. André-Palloix (les arts plastiques). Plusieurs ouvrages vont creuser ce sillon et traiter des échanges, inspirations, emprunts dans le domaine de la culture et de la politique.

Cette initiative prélude à un chapitre nouveau au prisme des interactions et de la transculturation en Indochine, les ouvrages se succèdent à partir de 2005.

BIBLIOGRAPHIE/BIBLIOGRAPHY

Bousquet, Gisèle & Taylor, Nora, *Le Viêt Nam au féminin. Vietnam* : *Women's Realities*, Paris, Les Indes Savantes, 2005, 400 p.

Nguyễn, Phương Ngọc, *À l'origine de l'anthropologie au Vietnam. Recherches sur les auteurs de la première moitié du XXe siècle*, Aix-en-Provence, Presses universitaires de Provence, 2012, 259 p.

Trinh, Văn Thảo (dir.), « Les passeurs. Portrait de groupe d'intellectuels vietnamiens dans le siècle franco-vietnamien (1858-1954) », *Moussons* 24, 2014, p. 13-18.

Flicker, Corinne & Nguyen, Phuong Ngoc (dir.), *Théâtres français et vietnamien. Un siècle d'échanges (1900-2008)*, Aix-en-Provence, Presses universitaires de Provence, 2014, 180 p.

Jammes, Jérémy, *Les oracles du Cao Dài. Étude d'un mouvement religieux vietnamien et de ses réseaux*, Paris, Les Indes Savantes, 2014, 613 p.

Herbelin, Caroline, Wisniewski, Béatrice & Dalex, Françoise (coll.), *Arts du Vietnam. Nouvelles approches*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015, 270 p.

L'édition des Actes de deux colloques de l'Année France-Vietnam couronne et entérine ce cheminement historiographique :

9 Extrait de l'« Introduction ».

10 Trinh Van Thao, *Vietnam. Du confucianisme au communisme*, Paris, L'Harmattan, 2007 ; Nguyên Thê Anh, *Parcours d'un historien du Vietnam*, Recueil d'articles édité par Ph. Papin, Paris, Les Indes Savantes, 2015.

Aubert-Nguyên, Hoai-Huong & Espagne, Michel (dir.), *Le Vietnam, une histoire de transferts culturels*, Paris, Éditions Démopolis, 2015, 324 p. ;
Barjot, Dominique & Frémeaux, Jacques (dir.), « France-Vietnam, quatre siècles de relations », in *Mondes et cultures, compte rendu annuel des travaux de l'Académie des sciences d'Outre-Mer*, Paris, Académie des sciences d'Outre-Mer.
Un troisième recueil est sous presse, sur le thème des « Relations diplomatiques, économiques et culturelles entre la France, l'Europe et le Vietnam depuis 1954 », édité par Pierre Journoud et Hugues Tertrais.

CONNECTED HISTORY AND SHARED HISTORY, A TURN IN HISTORIOGRAPHY OF VIETNAM

Pierre Brocheux
Researcher-professor specialist of South-East Asie and Vietnam
February 2016

This article aims at outlining Vietnam historiography but it does not pretend to be an exhaustive overview. It only focuses on the Vietnamese studies in France. In 2013-2014, *L'Année France-Vietnam* ("France-Vietnam Year") was celebrated in both countries under official sponsoring by the Foreign ministries and by cultural agencies such as AUPELF, EFEO, etc. Many academic conferences and art exhibitions were carried out during that ambitious criss-cross program for revisiting "Eighty-five years of French presence", mostly in Paris and Hanoi. Numerous publications between 2013 and 2015 have also revealed the wealth of interactions between the French and Vietnamese peoples during this period. Though "French presence" is an euphemism for military conquest and the political, economic and cultural subjection of the the three kingdoms of the peninsula, there was no hint of imperial nostalgia.

As a one-century period has elapsed, the consequences of historical events, be they beneficial or harmful, evident or concealed, can be studied and analysed with a more peaceful state of mind and, for historians, with a more objective interpretation. This notion of *historical perspective*, which steps back from the relations between the French and the Vietnamese peoples (and Indochinese people, in a broader perspective), is not using elapsed time but Bergson's duration where mixing and syncretism are at work. Eighty-five years of "French presence" were followed by twenty-nine years of war for independence worsened by civil strife intertwined with proxy war called Cold War. Then, how is it possible to manage peaceful encounters and dialogues?

The *historical perspective* does not cover an empty time period nor a parenthesis with an ellipsis, but a full time period which, in reunited Vietnam, started in 1986, when the Vietnamese government adopted a new policy called *Đổi Mới* (Renovation). This policy's major components were economic reforms – to abandon the so-called socialist economy. But *Đổi Mới*'s cultural and, thus, political dimensions were both barely noticed or badly understood, especially abroad, even though, in 1987, the Secretary General of the Communist Party, Nguyễn Văn Linh, called writers and artists to emancipate from dogma and tabous[1]. But the political discourse and, by the same token, historiography are still facing obstacles despite a period of freedom of expression between 1989 and 1991.

1 Đoàn Câm Thi, *Écrire le Vietnam contemporain. Guerre, Corps, littérature*, Paris, Sorbonne Université Presses, 2010, 210 p.

Generally speaking, the *Đổi Mới* is an opening to the outside world and Socialist Vietnam has adopted a multilateral diplomatic strategy brought about by the threat that is China's rise in power: joining ASEAN, joining the International Organisation of La Francophonie, etc.

So, *Đổi Mới* is the key condition for updating the development of the Vietnamese culture as well as Vietnam's economic growth. Historiography has benefited from this new deal, even though it still has to oppose ideological inertia: dogmas and forbidden issues, often justified by false pretence. However, in the last two decades, the official history, especially the one taught in school, has been subjected to examination, or even been corrected, by publications as well as by the Internet, where are writing bloggers both from Vietnam and from the diaspora. As far as Internet is now an usual communication instrument as well as studies are pursued abroad, researchers can go ahead working. Now, many Vietnamese go to foreign universities to study and make social sciences research while many foreign social scientists have free access to local archives and fields of demography, sociology, ethnology. In spite of obstacles, Vietnamese historians deal with sensitive matters, either directly or getting round.

The *Xưa Và Nay (Past and Present)* journal, published by the National Association of Vietnamese historians (NAHVN), has made some breaches in the wall of certainties and dogmas. First, the historical role of the Nguyễn dynasty, the last Vietnamese kings (19-20th centuries). They were accused to have called the French to take power against the Tây Sơn, and so, they put "the snake in the hen-house". The last Nguyễn (Khái Định and Bảo Đại) were French colonial power's "puppets". In 2014, the NAHVN organised a national colloquium which rose heated debates. Then, the case of Trương Vĩnh Ký, aka Petrus Ký, a catholic *lettré* who played a crucial role in the modernization and diffusion of Quốc ngử (the Latin transcription of Vietnamese writing). He was labelled "interpreter of the French Army" in a literary anthology published in French in Hanoi (1972). Since *Đổi Mới*, he has been the subject of two books (1993) and a colloquium. They are a recognition of his contribution to the Vietnamese modern culture as well as a political rehabilitation. It is also important to mention that numerous Vietnamese students, going to France to defend their Ph.D. thesis, have thus been in a position to analyse their country's history without the hindrance of preconceptions.

As far as French research goes, *Đổi Mới* has facilitated the cultural relations between France and Vietnam even though *francophonie* steadily declines. It is not an exaggeration to say there was a renaissance of Vietnamese Studies (*Vietnamologie* in French). This was initiated and was made more dynamic when the École française d'Extrême-Orient (EFEO – French School in the Far East) came back in Hanoi (1993) and opened another centre in Ho Chi Minh City in 2013. Since the 1990s, the Institut de recherche pour le développement (IRD – Institute of Research for Development) is also involved in the fields of demography, urbanism, agronomy (rural sociology) and economics. Both institutions are partners with the corresponding Vietnamese institutions. That cooperation has borne fruit through joint fieldworks, seminars and publications. Historian Philippe Papin participated to archeological excavations on Thắng Long site, Philippe Langlet's

scholarship on *Annales impériales* and early Buddhism in Vietnam was completed in close collaboration with the Hán Nôm Institute and its Buddhist scholars.

Now, let us focus on historiography, which took a turn since the 1990s. As thirty years of war and their memory become gradually more distant, historiography has changed paradigm. Previously, in France, historians dominantly exposed the dark side of colonial domination, except for the works of Ch. Fourniau and Philippe Deviller, respectively *Vietnam. Domination coloniale et résistance nationale. 1858-1914* (Paris, Les Indes savantes, 2002 [Vietnam. Colonial domination and national resistance. 1858-1914]) and *Français et Annamites. Partenaires ou ennemis? 1856-1902* (Paris, Denoël, 1998 [French and Annamites. Partners or enemies? 1856-1902]). Both are critical narratives and analyses of a complex reality and avoid reducing this reality to a series of clichés. Meanwhile, Vietnamese historians underscored the heroic resistance against the foreign domination and glorified the past.

On both sides, this binary opposition – colonisers versus colonized – was a Manichean perspective. Since the 1990s an alternative historiography has appeared which explores the complex transformations of Indochinese societies under the impact of economic and cultural modernisation, as limited as it was[2] That new approach reveals the strategies of the local elites for resisting the colonial order and to subvert it without violence[3] Therefore, observation, analyse and narration focus on reformist and evolutionary dialectics and not on uncompromising refusal and head-on clash[4].

In 1995, the *Revue française d'histoire d'Outre-Mer* opened that way by publishing a five-article special issue titled "Indochine: domination et transactions" (Indochina: domination and transaction). Those "five contributions [dealing with politics, religion, education and medicine] have in common to not limit themselves to the pre-established and commonly accepted framework of an oppressive and destructive colonisation against which stands a unified and diehard resistance from the colonised population[5]".

Sharing this point of view, historian Nguyễn Thế Anh and sociologists Trinh Văn Thảo and Nguyễn Phương Ngọc have underscored the crucial role of the reformist litterati and their movement (Phan Châu Trinh, Duy Tân, Minh Tân, Đông Kinh Nghĩa Thục) prolonged by Hô Chi Minh's syncretic melting of Confucianism and Marxism[6]

2 Pierre Brocheux & Daniel Hémery initiate it in *Indochina. An ambiguous colonization (1858-1954)*, Berkeley, University of California Press, 2009.

3 Emmanuel Poisson, *Mandarins et subalternes au nord du Vietnam, une bureaucratie à l'épreuve (1820-1918)*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2004.

4 Pierre Brocheux focus that evolutionary trend in *Histoire contemporaine du Vietnam. La nation résiliente*, Paris, Fayard, 2012.

5 Tome 82, n°309, 4e trimestre 1995, extract from "Introduction".

6 See. Trinh, Van Thao, *Du confucianisme au communisme*, Paris, L'Harmattan, 1997; Nguyen, The Anh, *Parcours d'un historien du Vietnam*, selected articles presented byPhilippe Papin, Paris, Les Indes savantes, 2015.

In October 2012, at *Rendez vous de l'Histoire* (Meeting with History) in Blois, inspired by Serge Gruzinski's works on the mixing and circulation of cultures in Spanish America and in the Pacific world, D. Rolland, Đòan Câm Thi, C. Herbelin and N. André-Palloix were invited by P. Brocheux to join a round-table on "intermixing in Indochina" on four topics: population, literature, architecture and fine arts.

Many works followed this initiative, ploughing the field of exchanges, inspirations and borrowings, resulting in opening a fruitful historiographical chapter on interactions and transculturation in Indochina, and in setting the conditions for the publication of a significant set of books since 2005.

MARUYAMA MASAO ET LA PENSÉE JAPONAISE D'APRÈS-GUERRE

Bernard Stevens
Chercheur qualifié du FNRS à l'Université de Louvain-la-Neuve (Belgique)
Mars 2016

Si les noms de Nishida et de ses disciples de l'école de Kyôto sont aujourd'hui connus en pays de langue française, le paysage philosophique japonais récent reste encore largement ignoré. Que savons-nous du succès de la pensée marxiste dans l'immédiat après-guerre, au moment du déclin de l'école de Kyôto ? Que savons-nous des existentialistes japonais dans la mouvance sartrienne durant les années 1950-1960 ? Que savons-nous de l'immense productivité des commentaires japonais sur quasiment tous les courants philosophiques occidentaux les plus novateurs ?…

Maruyama Masao. (Source : https://prabook.com/web/masao.maruyama/458749.)

Pour schématiser à l'extrême une situation évidemment plus complexe, on pourrait dire qu'à l'école de Kyôto 京都学派, dominant le paysage philosophique d'avant-guerre, succède l'influence du *Nihon Tetsugakukai* 日本哲学会 (« Société philosophique du Japon »), animé principalement par l'Université de Tôkyô et fortement tributaire d'un marxisme qui se relève glorieusement des persécutions durant les années sombres du militarisme, en même temps qu'il manifeste la pleine liberté de pensée d'un Japon soucieux de se reconstruire sur des bases solidement démocratiques. Le courant marxiste japonais d'après 1945, exerçant une véritable fascination sur la quasi-totalité des intellectuels, est alors beaucoup plus ouvert aux travaux soviétiques que ne l'est, à la même époque, une Europe meurtrie par la guerre froide, pour ne pas parler d'une Amérique en proie au maccarthysme. Son évolution le montre cependant désireux de dépasser la rigidité idéologique du marxisme-léninisme orthodoxe et de réévaluer la dimension humaniste du matérialisme historique,

dont témoignent notamment les textes du jeune Marx. C'est dans ce contexte qu'apparaît une réflexion sur le modernisme et le rapport problématique que le Japon a pu entretenir avec ce dernier. Parmi les penseurs les plus originaux de cette mouvance, on voudra peut-être retenir, en ordre d'éloignement croissant par rapport à l'orthodoxie marxiste : Hiromatsu Wataru, Yoshimi Takeuchi et Mutai Risaku.

Loin derrière la mouvance marxiste on note, dès le milieu des années 1950, un intérêt pour la philosophie analytique surtout américaine, des études portant sur l'épistémologie, sur l'éthique, ainsi qu'une masse considérable de travaux spécialisés consacrés à l'histoire de la philosophie occidentale – l'accent portant en particulier sur l'antiquité grecque et l'Europe médiévale (l'Université Sophia de Tôkyô jouera ici un rôle décisif). Cependant, aucun de ces travaux n'a sérieusement retenu l'attention de quiconque à l'extérieur du Japon.

Mieux reçus, aux États-Unis notamment, furent les travaux sur l'histoire des idées religieuses en Asie, par Nakamura Hajime, les recherches sur le mysticisme et l'islam, par Izutsu Toshihiko, l'histoire de la pensée et de la littérature japonaise, par Katô Shûichi, la critique littéraire de Kobayashi Hideo, ou encore (proche du mouvement moderniste) l'analyse idéologique du Japon par Maruyama Masao – dont nous dirons quelques mots plus bas.

Couverture de l'ouvrage *Loyautés et rébellion*, éditions allemande et japonaise, de Maruyama Masao. // Covers of Maruyama Masao's *Loyalties and Rebellion*, German and Japanese editions. (© Bernard Stevens.)

Plus récemment, des publications portant sur la dimension culturelle de la psychologie ou de la psychopathologie ont suscité un intérêt à l'extérieur de l'archipel : les travaux de Yuasa Yasuo sur la psychologie des profondeurs, ceux du psychanalyste Doi Takeo sur les notions japonaises d'*amae* 甘え (« attachement fusionnel ») ou sur le binôme conceptuel *omote-ura* 表-裏 (« l'endroit » et « l'envers » de la façade sociale), les contributions Daseinsanalytiques de Kimura Bin sur la notion d'*aida* 間 (« l'entre », l'interrelationnel) ou de *jikaku* 自覚 (« l'éveil à soi »)… Deux auteurs francophiles, s'ils sont certes connus des japonisants, mériteraient cependant d'être plus familiers des philosophes : Nakamura Yûjiro, avec des recherches originales sur la notion de *sensus communis* et Sakabe Megumi, qui s'est penché sur les richesses sémantiques du parler japonais classique…

La fécondité de la pensée japonaise pour la réflexion philosophique européenne est évidente, comme le montrent déjà les ouvrages, par exemple,

d'Augustin Berque, puisant, avec une égale aisance, dans les sources occidentales et orientales de la pensée contemporaine.

Or de ce vaste tableau nous aimerions retenir ici en particulier la figure de Maruyama Masao (1914-1996) et évoquer, dans les quelques lignes qui suivent, sa stature intellectuelle d'exception : à la fois historien, politologue et sociologue du Japon contemporain, ses profondeurs de vue, la perspicacité et l'originalité de ses interprétations confèrent toutefois à leur auteur une envergure que l'on peut considérer comme étant authentiquement philosophique. Comparé tantôt à Sartre, pour l'impact de ses positions sur ses contemporains, tantôt à Hannah Arendt, ou même Habermas, pour le type de préoccupations qui lui tiennent à cœur à propos de ses analyses du totalitarisme face à la démocratie, Maruyama est probablement le penseur philosophique le plus impressionnant de la deuxième moitié du XXe siècle au Japon. Il est en outre un pendant tout indiqué à la stature également exceptionnelle de Nishida Kitarô (1874-1945) qui domina, quant à lui, la philosophie de la première moitié de ce même siècle. Si Nishida, fondateur de la célèbre « école de Kyôto », fut un penseur profondément original sur le plan de la recherche cognitive, religieuse et métaphysique, on sait qu'il a été violemment contesté pour ses positions politiques ambiguës sous le régime militariste. Ce qui en outre a pu aggraver la réputation fâcheuse du philosophe est la participation de certains de ses disciples de l'école de Kyôto au tristement fameux symposium de 1942 sur « Le dépassement de la modernité » (*kindai no chôkoku* 近代の超克) – interprété, sans doute à tort, comme un témoignage de ralliement au régime. Le fait que le philosophe le plus célèbre du Japon contemporain, ainsi que l'école qu'il a fondée, puissent avoir un si mauvais renom pèse lourdement sur la réception de la pensée japonaise en Occident, et notamment dans les pays de langue française.

Face à cet état de choses, la découverte d'une pensée aussi idéologiquement saine et nuancée que celle de Maruyama nous apparaît, en quelque sorte, comme une occasion de sauver l'honneur perdu. Certes, Maruyama n'est pas le seul intellectuel à avoir redonné une authentique respectabilité politique à la pensée japonaise d'après-guerre – on pourrait également nommer Nakamura Hajime et Katô Shûichi ou, plus récemment, Karatani Kôjin, Nakamura Yujirô, Kimura Bin, Ueda Shizuteru et quantité d'autres –, mais il est le seul à avoir porté sa réflexion au cœur des questions idéologiques les plus difficiles de son époque et ce avec un sens aigu de la responsabilité de l'intellectuel. Un des paradoxes, et pas le moindre, qui caractérise le rapport de complémentarité que nous établissons entre Nishida et Maruyama réside dans le fait que le premier, visant un discours à validité universelle, exprime, à bien des égards, des positions marquées par la particularité culturelle japonaise, tandis que le second, consacrant son effort à l'examen de la vie intellectuelle moderne au Japon, fait montre d'une réflexion plus manifestement universelle. La pensée de Maruyama, loin de se limiter à un intérêt régional, nous interpelle en ceci qu'elle nous montre, à l'œuvre, ce que deviennent l'idéal de la démocratie et le projet inachevé de la modernité lorsqu'ils sont pris en charge dans un contexte

extra-occidental. La dimension effectivement universelle de la modernité comme de la démocratie en ressortent avec d'autant plus de netteté – sans pour autant en masquer le caractère problématique en un âge, comme le nôtre, où les affirmations identitaires (identités meurtrières) reprennent une vigueur inégalée dans toutes les régions de la planète.

BIBLIOGRAPHIE/BIBLIOGRAPHY

Stevens, Bernard, *Invitation à la philosophie japonaise. Autour de Nishida*, Paris, CNRS Éditions, Paris, 2005, 233 p.

—, *Le nouveau capitalisme asiatique. Le modèle japonais*, Louvain-la-Neuve, Academia-Bruylant, 2009, 121 p.

—, « Overcoming Modernity : A Critical Response to the Kyoto School », in edited by Bret W. Davis, Brian Schroeder & Jason M. Wirth (éds), *Japanese and Continental Philosophy*, Bloomington, Indiana University Press, 2011, p. 229-246.

MARUYAMA MASAO AND PHILOSOPHICAL THOUGHT IN POST-WAR JAPAN

Bernard Stevens
Researcher at Catholic University of Louvain
(Belgium)
March 2016

If the names of Nishida and of his disciples of the Kyoto School are well known today in French speaking countries, the recent Japanese philosophical scene remains widely ignored. What do we know about the success of Marxist thought in the post-war period, when the Kyoto School was on the decline? What do we know about the Japanese existentialists of the Sartrian sphere of influence during the 1950ies and 1960ies? What do we know about the huge productiveness of Japanese commentaries in just about all the most innovative Western philosophical currents?...

If we want to simplify a situation that is obvioulsy more complex, one could say that after the Kyoto School京都学派, dominating the philosophical scene before the war, we can observe the influence of the *Nihon Tetsugakukai* 日本哲学会 ("Philosophical Society of Japan"), mainly around the University of Tokyo, and greatly influenced by a Marxism that was being glorioulsy restored after the persecutions endured during the dark times of militarism, and expressing a total freedom of thought within a new Japan, reconstructing itself on a strong democratic basis. The Japanese Marxist current after 1945, exercising a true fascination on almost all the intellectuals, is then much more open to Sovietic works than is Europe, locked up by the Cold War, or the USA, totally prey to McCarthyism. It's evolution however proves it to be willing to overcome the ideological rigidity of orthodox Marxism-Leninism and to revalue the humanistic dimension of historical materialism, witnessed by the writings of the younger Marx. It is within such a context that we can observe a reflexion on modernism and the problematic relation that Japan might have had with it during the preceding decades. Among the most original thinkers of this current, one might remember, in order of their growing distance from Marxist orthodoxy: Hiromatsu Wataru, Yoshimi Takeuchi and Mutai Risaku.

Far behind the Marxist sphere of influence one can mark, starting during the mid 1950ies, an interest for analytic philosophy, mainly American, studies on epistemology, on ethics, as well as a considerable number of specialized works on the history of Western philosophy – particularly on Greek Antiquity and Medieval Europe (Sophia University of Tokyo playing here a decisive role). None of these works has yet seriously interested anybody outside Japan.

However there has been some positive reception, particularly in the United States, for the researches on the history of religious thought in Asia, by Nakamura Hajime, researches on mysticism and Islam, by Izutsu Toshihiko, on the history of Japanese literature, by Kato Shuichi, the literary criticism of Kobayashi Hideo

and also (closer to the modernist movement), the ideological analyzes of Japan bu Maruyama Masao – of which we will say a word further down.

More recently, some publications on the cultural dimension of psychology or psychopathology have aroused some interest outside the archipelago: the works by Yuasa Yasuo in depth psychology, those of the psychoanalyst Doi Takeo concerning the Japanese notion of *amae* 甘え (infantile attachment) or the conceptual binomial *omote-ura* 表-裏 (the front and the back of the social facade), the Daseinsanalytical contributions of Kimura Bin on the notion of *aida* 間 ("betweenness") or *jikaku* 自覚 ("self-awareness")... Two francophile authors, if they are indeed known to the Japanologists, should be better introduced in the philosophical circles: Nakamura Yûjiro, with his original researches on the notion of *sensus communis* and Sakabe Megumi, who studied the semantic richness of the Japanese classical idiom...

The fruitfullness of Japanese thought for European philosophical reflexion is obvious, as we can already see, for example, with the works by Augustin Berque, drawing, with equal ease, from the Oriental and Occidental sources of contemporary thought.

Of this vast picture, we would just like to retain here the figure of Maruyama Masao (1914-1996) and, in the following lines, touch on his exceptional intellectual stature: altogether historian, political analyst and sociologist of contemporary Japan, the depth of his views, the perspicacity and originality of his interpretations convey to their author a calibre that can be considered as authentically philosophical. Compared sometimes to Sartre, for his impact on the political positions of his contemporaries, sometimes to Arendt, or even Habermas for the type of concern that were his in relation to his analyzes of totalitarianism in regard to democracy, Maruyama is probably the most impressive philosophical thinker of the second half of twentieth century Japan. He is moreover an appropriate parallel to the equally exceptional calibre of Nishida Kitarô (1874-1945) who dominated, as for himself, the philosophy of the first half of the same century. If Nishida, the founder of the famous "Kyoto School", was a deeply original thinker on the level of cognitive, religious and metaphysical research, one knows that he was quite contraversial for his ambiguous political stance during the militaristic regime. What has worsened the regrettable reputation of the philosopher is the participation of some of his disciples of the Kyoto School to the sadly famous symposium of 1942 on "Overcoming modernity" (*kindai no chôkuko*近代の超克) – interpreted by some critics as a rallying to the regime. The fact that the most famous philosopher of contemporary Japan, as well as the school he has founded, could have had such a bad reputation weighes heavyly on the reception of Japanese thought in the West, and notably in the countries of French language.

In front of this state of affaires, the discovery of a way of thinking so ideologically healthy and balanced as that of Maruyama appears to us, in a way, as an occasion to save the lost honour. Indeed, Maruyama isn't the only intellectual to have regiven some authentic political respectability to post-war Japanese thought – one could also name Nakamura Hajime and Kato Shuichi,

as well as, more recently, Karatani Kôjin, Nakamura Yujirô, Kimura Bin, Ueda Shizuteru and a number of others –, but he is the only one to have brought his reflexion in the middle of the most difficult ideological questions of his times and this with an acute sense of the responsability of the intellectual. One of the paradoxes, and not the least, that characterizes the complementarity that we are establishing between Nishida and Maruyama resides in the fact that the former, aiming a universally valid discourse, expressed, to some extend, positions marked by the cultural particularity of Japan, while the latter, spending a great effort studying Japanese intellectual history, has a way of thinking that is more clearly universal. The work of Maruyama, far from being limited to a regional interest, questions us in the fact that it shows what the ideal of democracy and of modernity become when they is taken over within a far-Eastern context. The universal dimension of modernity appears thus more clearly – without yet concealing its problematic character in a time, like ours, when cultural identity and unicity are being underlined in an unprecedented provocative manner all over the globe.

L'ÉCRITURE DE SOI DANS LE JAPON DES TOKUGAWA

Guillaume Carré
Chercheur au CCJ-CRJ
Juin 2016

L'effacement de l'individu japonais devant les logiques implacables du groupe est un cliché inlassablement ressassé sur la société de l'archipel, comme l'a fait remarquer Emmanuel Lozerand, professeur à l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco) dans un article récent de la revue *Ebisu*. Son amusant florilège des discours sur la « dilution du sujet » japonais montre que ce préjugé sert bien souvent d'explication commode aux vertus ou aux tares prêtées à la nation japonaise. Pourtant, pour l'historien, le Japon constitue une mine de témoignages individuels d'une richesse exceptionnelle. Depuis des temps reculés, des Japonais ont en effet tenu des journaux (*nikki*), rédigés des essais (*zuihitsu*), et certaines des œuvres les plus anciennes et les plus célèbres des lettres japonaises, comme le *Journal* de Murasaki Shikibu ou les *Notes de chevet* de Sei Shônagon affichent une subjectivité de l'auteur, où, il est vrai, il est difficile de faire la part de la construction littéraire.

Sei Shônagon (c. 966-1017), poète et écrivain japonaise. (© 1872/œuvre dans le domaine public.) // Sei Shônagon (c. 966-1017), Japanese poet and writer. (© 1872 / work in the public domain.)

L'usage de tenir un journal s'est répandu dans la population avec les progrès de la pratique de l'écriture, et à l'époque d'Edo, entre les XVIIe et XIXe siècles, c'était une habitude courante pour des hommes et des femmes de toutes

Arai Hakuseki (1657-1725), conseiller du shogun Tokugawa Ienobu. (© œuvre dans le domaine public.) // Arai Hakuseki (1657-1725), advisor for shogun Tokugawa Ienobu. (© work in the public domain.)

conditions. Ces notes journalières font toutefois une place très variable à l'expression des sentiments intimes des rédacteurs, qui bien souvent, se contentent d'enregistrer des événements singuliers ou routiniers, sans trop de commentaires.

Un autre type de « document du for privé » peut sembler plus susceptible d'exprimer une présence plus affirmée de l'auteur : l'autobiographie. Cependant, tout comme en Europe, cette forme d'écriture demeure rare au Japon avant l'époque contemporaine. À partir de l'ère Meiji de nombreuses autobiographies y furent publiées, et l'influence occidentale dans ce phénomène éditorial est évidente. On en a écrit cependant bien avant l'ouverture des ports, si du moins, on ne restreint pas la définition de ce genre à un exhibitionnisme ou un narcissisme plus ou moins complaisant, comme le voudrait notre époque d'« egolâtrie ». On peut même en trouver des préfigurations assez anciennes au Japon, mais là encore, c'est l'époque d'Edo qui nous fournit le plus d'exemples.

Il faut dire que sous les Tokugawa, les pouvoirs féodaux imposaient de justifier régulièrement les mérites individuels et familiaux par la production de sortes de curriculum vitæ et de généalogies relatant les biographies des membres d'une maisonnée sur plusieurs générations. Quiconque souhaitait maintenir une position sociale et celle de sa famille, avait donc intérêt à conserver des traces de son existence. La transmission entre les générations est d'ailleurs un élément central des autobiographies au Japon, qui commencent fréquemment par un rappel des origines familiales. De plus le prétexte de l'écriture autobiographique réside communément dans l'éducation des générations postérieures. Quoi qu'il en soit du mobile réel, c'est une justification qu'on trouve aussi couramment alléguée dans l'Europe préindustrielle, par exemple par Blaise de Monluc ou Agrippa d'Aubigné.

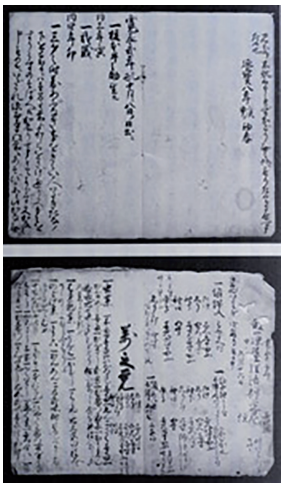
En dehors de l'autobiographie *stricto sensu*, ce souci se manifeste plus volontiers au Japon dans les documents testamentaires et les diverses instructions léguées par les chefs de famille à leurs successeurs. Bien qu'en général assez avares de détails sur leur existence personnelle, les auteurs de ces textes les présentent comme des bilans de leur expérience, et y dispensent des conseils de réussite personnelle et professionnelle, fortement teintés de représentations collectives sur les statuts sociaux. Le richissime bourgeois de Hakata Shimai Sôshitsu, rédigea ainsi dès le début du XVIIe siècle un testament qui constitue un exposé détaillé de la mentalité d'un riche patron d'une maison de commerce, une catégorie sociale alors en pleine ascension. Un des premiers écrits explicitement autobiographiques de l'époque d'Edo, rédigé en 1675 par le confucéen et professeur d'art militaire Yamaga Sokô, emprunte, lui aussi, la forme d'un testament spirituel adressé à ses héritiers. Il y fait le bilan concis, mais assez satisfait, d'une existence dédiée à l'étude, et résume les grandes lignes de sa réflexion sur la place des samouraïs dans la société.

Matsudaira Sadanobu (1759-1829), régent du shogun Tokugawa Ienari. (© œuvre dans le domaine public.)
// Matsudaira Sadanobu (1759-1829), regent to shogun Tokugawa Ienari. (© work in the public domain.)

Les autobiographies les plus célèbres de l'époque d'Edo sont issues du milieu guerrier, hommes d'État ou intellectuels. Arai Hakuseki avec l'*Oritaku shiba no ki*, ou encore Matsudaira Sadanobu et son *Uge no hitokoto*, tous deux à la tête du gouvernement shogounal, respectivement au début et à la fin du XVIIIe siècle, nous livrent, comme on peut s'y attendre, des récits de vie qui sont aussi des mémoires politiques, rédigés dans la retraite de l'action publique, après une disgrâce. Plaidoyers *pro domo* mâtinés de règlements de compte, ces autobiographies ne font quasiment aucune place à la vie privée de leurs auteurs une fois parvenus aux responsabilités politiques. Ce sont peut-être ces limites imposées à l'exercice autobiographique de l'homme d'État qui ont poussé Matsudaira Sadanobu, à écrire une sorte d'essai,

le *Shugyôroku*, plus axé sur des règles de vie, et qui dessine son autoportrait idéalisé.

Les parties concernant la jeunesse dans ces écrits livrent éventuellement quelques discrets aperçus sur la personnalité des auteurs durant cette période. Celle-ci est bien évidemment liée au souvenir des parents, et donc du lignage ; comme les autobiographies qui nous sont parvenues ont été le plus souvent rédigées par des hommes, c'est alors le moment où l'entourage féminin (mère, servantes), est le plus présent. Mais cette aube de l'existence personnelle s'inscrit dans une sorte de schéma narratif stéréotypé, plus ou moins influencé par une conception confucéenne des âges de la vie. L'éducation, chargée d'inculquer à l'enfant les valeurs de son milieu, amène finalement chez l'adolescent la prise de conscience morale de la dette envers les parents et de ses responsabilités, étape décisive pour en faire un homme prêt à assumer son rôle dans la société. Et donc les auteurs d'autobiographies nous décrivent souvent leurs progrès dans leurs apprentissages, en l'émaillant de quelques erreurs de jeunesse.



Les premières pages de l'autobiographie d'Enomoto Yazaemon.
// The first pages of Enomoto Yazaemon's biography.

La rareté des autobiographies avant l'ère Meiji prouve que sous les Tokugawa, prendre le déroulement de sa propre vie comme sujet d'écriture n'avait rien d'évident ou de banal. Le désir de l'homme d'État de témoigner face au jugement de la postérité, ou de l'intellectuel d'illustrer le lien entre sa vie et sa pensée, sont des motifs qui n'ont rien de déroutant. Mais pourquoi Enomoto Yazaemon, un marchand de sel de Kawagoe né en 1625, décida-t-il de raconter sa vie semblable à bien des autres, de sa troisième jusqu'à sa cinquante-sixième année ? Ce personnage était en réalité pleinement conscient d'avoir vécu des temps de profondes transformations sociales et économiques, et dans un tel contexte, il estimait avoir satisfait aux devoirs de piété filiale en faisant prospérer son affaire : c'est en réalité avec lui que la maison de commerce familiale peut entamer un véritable destin de lignée marchande.

Sa fierté est d'autant plus forte que ses relations avec sa famille ne furent pas toujours faciles, et, peut-être moins gêné qu'un guerrier sur ce point, son texte en porte la trace. Ces souvenirs sont aussi ceux d'un homme conscient de son déclin, et soucieux de laisser dans les mémoires de ses descendants l'image d'un marchand respecté et qui n'a jamais ménagé sa peine. Enomoto Yazaemon se présente donc comme un exemple de réussite et d'accomplissement personnel, dans le respect des valeurs de son milieu. Celles-ci, basée sur des conceptions patriarcales et paternalistes de la famille, se teintent en ce milieu de XVIIe siècle de confucianisme populaire. On a souvent voulu chercher dans l'idéologie confucéenne une des causes du prétendu manque d'individualité des Japonais ou même des « Asiatiques » : mais c'est oublier que, au Japon, ces enseignements ont souvent été interprétés comme une incitation à développer ses capacités personnelles pour donner le meilleur de soi à la société.

Un nombre limité de biographies sont donc recensées pour l'époque d'Edo, mais peut-être en reste-t-il encore à découvrir, en particulier dans la masse des archives du XIXe siècle. Car on connaît quelques écrits autobiographiques tout à fait surprenants datant de cette époque. Par exemple, à Kanazawa, celui de Watazuya Masaemon, tenancier de bordel et entrepreneur de spectacle, qui, nullement honteux de son milieu interlope, s'étend sur son rôle dans la ville au cours des années 1820-1830. Ou encore, le long récit picaresque de Katsu Kokichi, parfaite incarnation du vassal shogounal désœuvré, bagarreur, passant d'une combine louche à l'autre pour survivre, fils indigne, mauvais sujet, et chef de famille en dessous de tout. Aucun de ces personnages ne prétend naturellement à poser en parangons de vertus domestiques ou comme exemples à suivre. Pourtant leurs vies de marginaux leur ont semblé dignes d'être contées, un signe parmi d'autres que les valeurs et les identités collectives de la société des Tokugawa laissaient la place à de nouvelles représentations et aspirations des destins individuels. Il est fort possible que les archives innombrables des Japonais de la fin du shogounat recèlent encore de nombreux témoignages de ce genre. En tout cas les singularités de tels autoportraits suggèrent que la vogue autobiographique des ères Meiji et Taishô n'était pas qu'un symptôme de l'« occidentalisation », et que les racines de nouvelles conceptions de l'écriture sur soi sont aussi à chercher dans le Japon d'Edo.

BIBLIOGRAPHIE/ BIBLIOGRAPHY

Carré, Guillaume, « L'époque prémoderne », 494 p., *in* Francine Hérail, *L'Histoire du Japon : des origines à nos jours*, Paris, Hermann, 2010, 1400 p.

—, « Les marges statutaires dans le Japon prémoderne : enjeux et débats », *Annales. Histoire, Sciences Sociales* 66 (4), 2011, p. 955-976.

—, « Par-delà le premier ancêtre. Les généalogies truquées dans le Japon prémoderne (XVIe-XIXe siècles) », *Extrême-Orient, Extrême-Occident* 32 (1), Saint-Denis, Presses universitaires de Vincennes, octobre 2010, p. 61-87.

SELF-WRITING IN TOKUGAWA JAPAN

Guillaume Carré
Associate professor at CCJ-CRJ
June 2016

The erasure of the Japanese individual by the implacable logic of the group is a hackneyed *cliché* on the society of the archipelago, as noted by Emmanuel Lozerand, professor at Inalco, in a recent article in the *Ebisu* journal. His amusing anthology of speeches about the "dilution of the Japanese subject" shows that this prejudice is often used as a convenient explanation of the virtues or defects ascribed to the Japanese nation. Yet for the historian, Japan is a mine of individual testimonies of exceptional richness. Since ancient times, the Japanese have indeed kept diaries (*nikki*), essays (*zuihitsu*), and some of the oldest and most famous works of the Japanese literature, such as the *Diary of Murasaki Shikibu* or the *Pillow book* of Sei Shônagon, show the subjectivity of the author, in which it is yet difficult to distinguish the part of the literary construction.

The custom of keeping a diary spread in the population along with the knowledge of writing, and in the Edo period, between the 17th and 19th centuries, it was a common practice for men and women of all conditions. However, the place left for the expression of the redactors' inner feelings in these daily notes is highly variable, because they often merely register singular or routine events without much comment.

Another type of "private writings" may seem more likely to express a stronger presence of the author: the autobiography. Nevertheless, just as in Europe, this form of writing is rare in Japan before the contemporary period. From the Meiji era, many autobiographies were published, and Western influence in this editorial phenomenon is obvious. But autobiographies have been also written a long time before the opening of the ports, at least if we do not limit the definition of this genre to exhibitionism or a more or less complacent narcissism, as they are seen in our current era of "egolatry". One can even find some rather old crude examples of autobiographies in Japan, but again, the Edo period is providing us with the more numerous examples.

It must be said that, under the Tokugawa rule, feudal powers imposed to regularly justify individual positions and family merits by producing some kind of curriculum and genealogies recounting the biographies of the members of a household over many generations. And thus, anyone willing to maintain his own social position and that of his family, had an incentive to keep records about his family's existence. Transmission between generations is a central element of autobiography in Japan, which often begins with a reminder of the family background. Furthermore the pretext of autobiographical writing commonly lies in the education of later generations. Whatever the real motive, this justification is also commonly alleged in pre-industrial Europe, for example by Blaise de Monluc or Agrippa d'Aubigné.

Apart from the autobiography in the strict sense, this concern is more readily apparent in Japan in the testamentary documents and various instructions bequeathed by the family heads to their successors. Although generally very scant on details about their personal lives, the authors of these texts present the sum of their own experiences and provide advice for personal and professional success, heavily tinged with collective representations of social status. The wealthy merchant of Hakata named Shimai Sôshitsu wrote in the early seventeenth century a testament which is a remarkable testimony of the mentality of a rich trading house owner, a social class in full rising at the time. One of the first explicitly autobiographical works of the Edo period, written in 1675 by the Confucian and professor of military science Yamaga Sokô, also borrows the form of a spiritual testament addressed to his heirs, with the concise, but quite satisfied, records of a life dedicated to study, which summarizes the main points of his reflection on the samurai's role in society.

The most famous autobiographies of the Edo period are from warrior writers, statesmen or intellectuals. Arai Hakuseki, author of the *Oritaku shiba no ki*, or Matsudaira Sadanobu, who wrote the *Uge no hitokoto*, were both head of the shogun government respectively at the beginning and the end of the eighteenth century. Their life records, as might be expected, are also political memoirs, written after they retired from public affairs, following a disgrace. Pleas *pro domo* mixed with settling political scores, these autobiographies make virtually no place for the private life of their authors once they reached political responsibilities. It is perhaps these limitations of the autobiographical frame for a statesman who incited Matsudaira Sadanobu to write a kind of essay, the *Shugyôroku*, more focused on the rules of life, and that draws an idealized self-portrait.

The parts concerning youth in these writings may yield some discreet insights on the personality of writers at the time. This period is obviously related to the memory of parents, and therefore of the lineage; as the autobiographies that remain were mostly written by men, it is also the part where female entourage (mother, maids) is more present. But the dawn of personal existence is often a sort of stereotypical narrative scheme, more or less influenced by a Confucian conception of ages. Education, which is responsible for inculcating the child with the values of his social background, finally brings in the adolescent a moral awareness of the debt to his parents and of his own responsibilities, a decisive step for becoming a man ready to assume his role in society. So the authors of autobiographies often describe how their learning progressed, peppering their records with some youthful errors.

The scarcity of autobiographies before the Meiji era demonstrates that, under Tokugawa's rule, taking one's own life as a writing subject was nothing obvious or banal. The desire of the statesman to testify for posterity, or that of the intellectual to illustrate the link between his life and his thoughts, are reasons easily understandable. But why Yazaemon Enomoto, a salt merchant of Kawagoe born in 1625, decided to tell his life, so similar to many others, from his third to his 56th year? This man was in fact fully aware of having experienced

times of deep social and economic changes, and in this context, he considered that he had fulfilled the duties of filial piety by making prosperous his business: it was indeed with him that the family business was set on the actual of a wealthy merchant dynasty.

His pride is all the greater since his relations with his family were not always easy, and, may be less embarrassed than a warrior on this, its text bears traces of his sufferings. These records are also those of a man aware of his decline, and anxious to leave in his descendants' memories the image of a respected and hardworking merchant. Enomoto Yazaemon presents himself as an example of success and personal fulfillment while respecting the values of his community. These values, based on patriarchal and paternalistic conceptions of the family, are tinged in the middle of a seventeenth century by popular Confucianism. People often wanted to search in the Confucian ideology the causes of the so-called lack of individuality of Japanese or other "Asians". But we cannot forget that, in Japan, Confucian teachings have often been interpreted as an incentive to develop its own personal ability to give the best of human potential to society.

A limited number of biographies are listed in the Edo period, but perhaps are there still more to be discovered, especially in the mass of the nineteenth century archives. In fact, we know some very surprising autobiographies wrote in this period. For example, in Kanazawa, the one of Watazuya Masaemon, brothel keeper and entertainment producer, who, not ashamed at all by his underworld activities, emphasises his role in the city during the 1820-1830s. Or the long picaresque narrative of Katsu Kokichi, perfect embodiment of the aimless Shogun vassal, a brawler moving from a shady business to another to survive, unworthy son, rogue swordsman, and deplorable family head. None of these characters naturally claim to pose as paragons of domestic virtues or as examples to follow. Yet they thought their lives as nonconformists wereworthy of storytelling, a sign among others that the common values and collective identities of the Tokugawa society gave way to new representations and aspirations of individual destinies. It is quite possible that the countless private Japanese archives of the late shogunate still contain many such life records. Anyway the singularities of this kind of self-portraits suggests the autobiographical vogue of Meiji and Taisho eras was not only a symptom of "Westernization" and that the roots of new conceptions about" self-writing" are also to be found in Edo Japan.

LA RECONNAISSANCE DU CAODAÏSME DANS LE VIETNAM CONTEMPORAIN : UN JEU D'ÉQUILIBRISTE ENTRE PASSÉ ET AVENIR

Jérémy Jammes
Maître de conférences en Anthropologie et en Études religieuses
et directeur de l'IAS (UBD)
Septembre 2016

La doctrine et les ambitions politiques du caodaïsme ou « Grande Voie de la Troisième Ère de Salut [proclamée depuis] le Haut Palais » (*Cao Đài Đại Đạo Tam Kỳ Phổ Độ*) sont directement orientées vers le peuple vietnamien, lequel aurait pour mission de propager à travers le monde des oracles humanistes produits lors de séances médiumniques, en vue d'acquérir des mérites et de moins lourdes punitions au moment du Dernier jugement (*cuộc đại phán xét*) et de la Fin du monde (*Tận thế*). Ces séances d'écriture automatique font intrinsèquement partie de la formation et du développement du caodaïsme. Collectifs ou individuels (*via* la méditation), elles permettent la réception de messages ou d'oracles en vietnamien ou en français lors de rituels de communication avec les esprits (déités ou ancêtres). La pratique médiumnique caodaïste s'inscrit dans un héritage à la fois taoïste chinois (*fuluan* 扶鸞 ou *fuji* 扶乩, « tenir le phénix » ou « le *ji* », c'est-à-dire un instrument d'écriture), vietnamien (*đàn tiên* ou culte des Immortels) et occidental (spiritisme kardéciste).

Temple de l'Empereur de Jade, membre du réseau des sociétés rédemptrices Minh Sư (Hô Chi Minh-Ville). (© 2007/J. Jammes.) // Temple of Jade Emperor, member of the Minh Sư redemptive societies network (Ho Chi Minh City). (© 2007 / J. Jammes.)

L'idée que le fonctionnaire vietnamien Ngô Văn Chiêu (1878-1932) soit « l'inventeur » du caodaïsme, notamment lors d'une série de visions et de messages de l'Empereur de Jade, ne doit pas faire oublier l'entreprise collective à l'origine même de cette religion et de l'invention de sa tradition théologique. La sociogenèse du caodaïsme a en effet été en mesure de rallier entre eux des réseaux endogènes (entrepreneurs et commerçants, enseignants, maîtres taoïstes Minh, militants politiques, etc.) et exogènes (spirites, francs-maçons,

théosophes, colonisateurs « indigénophiles ») alors présents dans la société coloniale. Dans ce processus, des groupes médiumniques et millénaristes sino-vietnamiens Minh (*ming* 明, « Lumière ») – désignés comme des « sociétés rédemptrices » par la recherche contemporaine – ont atteint une reconnaissance au niveau national par la vietnamisation et traduction de leurs textes religieux chinois en écriture romanisée vietnamienne (*quốc ngữ*). Les acteurs impliqués dans cet élan réformateur des Trois Enseignements (confucianisme, bouddhisme, taoïsme) se situent à l'interaction de trois mondes culturels – vietnamiens, français et chinois – qui concourent à générer cette ambivalence identitaire caractéristique aussi bien du panthéon, de l'architecture que de l'origine plurielle de ses pratiques médiumniques.

Le nouveau panthéon prend dès lors ses distances de la matrice théologique chinoise pour inclure des figures occidentales spirites (Allan Kardec, Camille Flammarion, Victor Hugo) et chrétiennes (Jésus, Jeanne d'Arc), en réévaluant leurs statuts (désignant Jésus comme un saint par exemple). La syncrétisation intentionnelle en cours propose une modernisation des Trois Enseignements traditionnels par une vietnamisation de symboles et personnages non asiatiques.

Saint-Siège de la branche Ban Chỉnh Đạo (Bến Tre). (© 2001/J. Jammes.) // Holy See of the Ban Chỉnh Đạo Branch (Bến Tre). (© 2001 / J. Jammes.)

Dès la période coloniale, le caodaïsme a mis sur pied une hiérarchie administrative hypertrophiée entre les mains d'un groupe de médiums, transformant cette religion en potentiel allié ou rival des forces nationalistes anti-communistes. Cette bureaucratie tire son inspiration de l'Église catholique, avec ses missionnaires (*giáo sĩ*) et son corps ecclésiastique formé de diacres, prêtres, évêques, archevêques, cardinaux (et même un pape entre 1927 et 1934), avec toutefois l'initiative de conférer un statut hiérarchique élevé aux adeptes féminins (qui peuvent devenir cardinales). Recrutant des milliers de paysans et de fonctionnaires dans les rangs des colonisés dans les dix premières années du mouvement, c'est dans les termes d'une conversion de masse qu'il faut appréhender la genèse du caodaïsme, lequel est devenu un acteur incontournable dans le processus de décolonisation dans le centre et le sud du Vietnam, certes avec quelques missions dans le nord, mais vouées à l'échec face au maillage communiste du territoire.

Les ambitions caodaïstes portaient en effet sur des territoires autrement plus vastes que la Cochinchine et tentaient de concrétiser l'utopie d'un État religieux ou d'une « religion nationale » (*quốc đạo*) – qui aurait pour capitale un Saint-Siège situé dans la province et la ville éponyme de Tây Ninh près de la frontière cambodgienne. Cette province hévéicole était alors peu habitée et son choix révélait déjà les perspectives missionnaires indochinoises du caodaïsme (première mission à Phnom Penh dès 1927). Dans leur élan, les responsables caodaïstes ont parfois eu recours à des alliances militaires et ont affiné des stratégies politiques (en étant armé par les Japonais ou encore les Français dans les années 1940-1950, à la tête de quelque 65 000 soldats en 1954). Entre 1964 et 1965, le caodaïste Phan Khắc Sửu (1893-1970) devint même président de la République du Vietnam.

La communauté caodaïste n'a cependant jamais été homogène et elle comprend plus de dix sectes ou branches. Certaines d'entre elles cultivent un neutralisme politique à travers des pratiques ascétiques et le retrait du monde (branche Chiếu Minh, « Unir et Illuminer » ; d'autres sont vouées à la cause communiste (Minh Chơn Đạo, « Voie de la Lumière pure »). Dans cette configuration éclatée du caodaïsme, le groupe Cơ Quan Phổ Thông Giáo Lý Đại Đạo (« Organe de diffusion de la doctrine de la grande voie caodaïste ») émerge dans les années 1940-1960 et prône à la fois un esprit de synthèse « œcuménique » et de ralliement des branches, ayant recours pour cela à une multitude d'oracles et de publications exégétiques. Toutefois, chacune de ces branches caodaïstes continue de se polariser à partir d'un centre mythologique, symbolique, économique, politique ou institutionnel propre, processus identitaire qui a pour effet de définir leurs relations avec l'État et d'attiser leur concurrence sur leur route vers la légitimité.

Ce passé complexe et ambivalent à bien des égards permet de mieux cerner les trois grandes phases opérées par la République socialiste du Vietnam depuis 1976 dans ses rapports avec le caodaïsme. La première phase correspond approximativement aux dix premières années du régime (1976-1986). Elle se caractérise par ses mesures répressives physiques à l'encontre des dirigeants qui s'opposent à la Révolution marxiste-léniniste et aux anciens collaborateurs avec les Japonais, Français ou Américains. Plus d'un millier de caodaïstes ont été emprisonnés, et 39 d'entre eux exécutés. L'activité médiumnique se voit dénoncée comme un instrument politique visant à créer un État dans l'État. Elle est de fait interdite, tout comme l'est le culte collectif, les activités missionnaires et éducatives. Les trois millions d'adeptes ainsi que leurs temples et centres de méditation sont officiellement placés sous le contrôle du Front de la Patrie du Vietnam (*Mặt trận Tổ quốc Việt Nam*). Un Conseil de Gestion (*hội đồng chưởng quản*) est installé à la tête de chaque branche caodaïste, également contrôlée au niveau provincial par le gouvernement (*via* un Comité religieux, *Ban tôn giáo*).

La deuxième phase débute fin 1986, à l'issue du VIe Congrès du Parti communiste vietnamien, c'est-à-dire à un moment où le Vietnam désire entamer un « renouveau » (*đổi mới*) dans sa politique géostratégique et économique.

Affiche officielle commémorant les 50 ans du premier temple de la branche Ban Chỉnh Đạo au Nord (Hanoï). (© 2012 / J. Jammes.) // Official poster celebrating the 50-year anniversary of the first Caodai temple in the North built by the Ban Chỉnh Đạo denomination (Hanoi). (© 2012 / J. Jammes.)

L'athéisme d'État a progressivement laissé place à une reconnaissance contrôlée d'un utilitarisme social, d'une allégeance et d'une loyauté du religieux (religions et croyances) envers l'identité nationale. Ce tournant montra les signes extérieurs d'un certain assouplissement avec les groupes religieux par rapport aux premières années, débouchant même sur un certain dynamisme missionnaire (caodaïste, évangélique, nouveaux mouvements religieux) depuis la fin des années 1990. La transformation à ce moment du Saint-Siège de Tây Ninh en site touristique illustre parfaitement ce renouveau religieux. Depuis 1995, le caodaïsme a même obtenu un statut légal de « religion » (*tôn giáo*), en contrepartie d'une transparence dans toutes les activités des branches admises. De plus, une organisation caodaïste qui montre au moins 20 années de stabilité et de bons rapports avec les autorités gouvernementales est en mesure de demander sa reconnaissance comme branche officielle de la religion. Ce fut le cas, parmi d'autres, des branches suivantes : Tiên Thiên (1995) ; Chiếu Minh Long Châu, Minh Chơn Đạo, Truyền Giáo Cao Đài (1996) ; Tây Ninh et Ban Chỉnh Đạo-Bến Tre (1997) ; Bạch Y (1998) ; Chơn Lý et Cầu Kho Tam Quan (2000) ; Minh Lý Đạo (2006).

Depuis, les temples sont rouverts, d'autres construits, et des exégèses publiées. Si les activités ordinaires de cultes (prières, sermons, cérémonies) continuent de devoir être programmées et autorisées chaque année, elles dépendent moins de l'arbitraire décisionnel des autorités locale ou provinciale que de l'aval gouvernemental du Comité religieux.

Autel principal dans un temple en banlieue parisienne (Alfortville). (© 2006 / J. Jammes.) // Main altar in a temple in Paris suburb (Alfortville, France). (© 2006 / J. Jammes.)

Dans le prolongement, est rétabli en 1998 au sein de chaque temple et branche un organe de charité (*cơ quan phước thiện*), véritable bras social du caodaïsme banni après 1975. Dans les zones rurales et urbaines, le caodaïsme peut dès lors redéployer son système philanthropique et de protection économique ou physique (dispensaires, hospices de vieillards, maternités, prêts à taux préférentiels), créant ou renforçant des liens clientélistes entre les temples et les populations dans le besoin (paysans, vieillards, malades, jeunes, etc.). Une évolution significative, dans le sens d'un assouplissement du rapport de pouvoir avec le gouvernement, est notable après la promulgation de « l'Ordonnance gouvernementale sur la Croyance et la Religion » (*Pháp lệnh Tín ngưỡng Tôn giáo*, 2004). Celle-ci encourage les groupes religieux à développer des activités caritatives, médicales et éducatives, et offre une reconnaissance officielle et à durée déterminée aux acteurs religieux les plus solidaires et loyaux avec la nation.

Démographiquement, la branche de Tây Ninh a été reléguée au second rang, après celle de Bến Tre (Ban Chỉnh Đạo), dans le delta du Mékong (recensement national de 2009), avec approximativement un million d'adeptes chacune. La branche de Bến Tre, fondée en 1934, est présentée comme politiquement plus « neutre » et incluait en réalité des militants communistes dans ses rangs.

Finalement, la vitalité de la religion Cao Đài se mesure également outre-mer, avec 15 000-20 000 adeptes répartis sur plus de seize pays. La majeure partie d'entre eux proviennent des vagues migratoires des *boat people* et appartiennent à la branche la plus anticommuniste, celle de Tây Ninh. Entre 1992 et 2006, une organisation fédérait cette communauté, l'association Cao Dai Overseas Missionary (CDOM). En parallèle, le gouvernement vietnamien montra dès la période de « rénovation » des signes d'ouverture pour faciliter le retour et l'investissement des *boat people* au Vietnam.

En novembre 2006, des négociations ont ainsi abouti entre CDOM, les autorités actuelles du Saint-Siège de Tây Ninh et les ministères des Affaires étrangères vietnamien et cambodgien pour permettre le rapatriement et le culte au Vietnam du corps momifié de Phạm Công Tắc (1890-1959), médium charismatique mort en exil à Phnom Penh. En contrepartie, CDOM modéra son discours anticommuniste, qui entraîna d'ailleurs sa dissolution.

La pleine intégration de cette communauté transnationale dans le Vietnam contemporain demeure, on le voit, polarisée autour de deux moteurs idéologiques du caodaïsme, que sont, d'une part, l'utopie d'une religion nationale et missionnaire et, d'autre part, la libre pratique du médiumnisme caodaïste – toujours interdite. Cette situation idéologique stimule activement une production clandestine de messages oraculaires, à la fois outre-mer et au Vietnam, gage d'un dynamisme de la religion. Ces textes médiumniques, plus ou moins politisés, reflètent à leur tour la multipolarité du fait caodaïste, avec sa riche palette de branches, chacune héritière d'une histoire singulière avec le communisme et le pouvoir central.

BIBLIOGRAPHIE/ BIBLIOGRAPHY

Jammes, Jérémy, *Les Oracles du Cao Đài. Étude d'un mouvement religieux vietnamien et de ses réseaux*, Paris, Les Indes Savantes, 2014, 613 p.
Werner, Jayne S., *Peasant Politics and Religious Sectarianism: Peasant and Priest in the Cao Dai in Viet Nam*, New Haven, Yale University Southeast Asia Studies, 1981, 122 p.

CAODAI ACCEPTANCE IN CONTEMPORARY VIETNAM: TIGHTROPE WALKING BETWEEN PAST AND FUTURE

Jeremy Jammes
Director of the IAS & associate professor in Social Antrhropology and Religious Studies (UBD)
September 2016

The doctrine and political ambitions of Caodaism or "Great Way of the Third Cycle of Universal Salvation of the Higher Realm" (*Cao Đài Đại Đạo Tam Kỳ Phổ Độ*) meant to address to Vietnamese people, who receive the mission to spread out all over the world humanistic messages produced during spirit-medium séances, for the acquisition of merit and less heavy punishments at the time of the Last Judgment (*cuộc đại phán xét*) and of the End of the World (*tận thế*). These "automatic writing" séances are intrinsically part of the creation and of the development of Caodaism. Run collectively or individually (through meditation), these rituals of communication with spirits (deities or ancestors) produce messages or oracles in Romanized Vietnamese and French. Caodai spirit medium practice draw its inspiration from a Chinese Daoist heritage (*fuluan* 扶鸞, or *fuji* 扶乩, "to hold the phoenix" or "the *ji*", i.e. a writing instrument), but also a Vietnamese one (*đàn tiên* or "Altar to Immortals") and even a French one (Spiritism of Allan Kardec).

The persisting idea that the Vietnamese civil servant Ngô Văn Chiêu (1878-1932) "invented" Caodaism, through a series of visions and messages from the Jade Emperor for instance, should not depreciate the collective enterprise which was at the root of this religion and of the invention of its theological tradition. In summary, Caodai leaders demonstrated their sociological capacity to build up both endogenous (businessmen or entrepreneurial, professors, Minh Daoist masters, political activists, etc.) as well as exogenous networks (spiritualists, free-masons, theosophists, French *indigénophiles*) in the colonised population. Especially, Caodaism offered Minh (*ming* 明, "Light") spirit-writing and millenarian groups – that recent scholarship would designate as "redemptive societies' – a national level legacy by Vietnamising and translating their religious texts previously available only in Chinese into the romanised modern alphabet of the Vietnamese language (*quốc ngữ*). The actors involved in this reform process of the Three Teachings (Confucianism, Buddhism, Daoism) mostly sat at the crossroads of three cultural worlds – Vietnamese, French, and Chinese – which are a source of identity ambivalence with an impact within Caodai pantheon and architecture, as well as within its both Western spiritualist and Sino-Vietnamese spirit-medium practices.

The Caodai pantheon thus departs from the Chinese theological matrix, since it introduces a large number of Western spiritist names (Allan Kardec, Camille Flammarion, Victor Hugo) and Christian figures (Jesus, Joan of Arc), which status were revaluated (addressing Jesus as a saint for instance).

The intentional syncretization in progress thus combined a modernisation of the Three Teachings tradition by a Vietnamisation of non-Asian symbols and characters.

Since French colonial period, Caodaism has created a strict hierarchical organisation in the hands of a group of mediums, thereby transforming the religion as either a potential rival or an ally of anti-Communist nationalist forces. This bureaucracy draws its inspiration from the Catholic Church, with its missionaries (*giáo sĩ*) and an ecclesiastical corpus of deacons, priests, bishops, archbishops and cardinals (and even a pope between 1927 and 1934), except for the initiative to confer hierarchical power to women (whom can be promoted up to cardinal status). Recruiting thousands of colonised peasants and civil servants during the first ten years, Caodaism offered a rare case of mass-conversion and became a crucial agent in the process of decolonisation in central and southern Vietnam, hazarding some missions to the North, but destined to fail due to Communist networking there.

Indeed, Caodaism presented a genuine project of a religious society, drawing an ideological patron of a national or "state religion" (*quốc đạo*) – whose borders corresponded to those of present-day Vietnam – that would have its Holy See in the province and the city of Tây Ninh, near the Cambodian border. This rubber land province was almost uninhabited and its choice revealed the Indochinese agenda of the Caodai mission (first mission to Phnom Penh in 1927). Carried away by enthusiasm, Caodai leaders sometimes had recourse to military alliance and political strategy to defend this project (armed by the Japanese or even the French in 1940-1950s, with about 65,000 soldiers in 1954). Between 1964 and 1965, a Caodai follower, Phan Khắc Sửu (1893-1970), even served as President of the Republic of Vietnam.

However, Caodai community has never been homogeneous, and it comprises more than ten denominations. Some of them cultivate political neutralism *via* asceticism and retreat from the world (Chiếu Minh denomination, "Unify and Lighten"). Others were committed to the Communist cause (Minh Chơn Đạo denomination, "Way of the Pure Light"). Throughout this divided landscape, the "Centre for the Diffusion of the Doctrine of the Great Way" (Cơ Quan Phổ Thông Giáo Lý Đại Đạo) emerged in the years 1940-1960 and claimed since then a synthesised and ecumenical spirit, that meant the accord of the branches, multiplying spirit messages and exegetic publications to support this discourse. However, every Caodai branches still polarise themselves around their proper mythological, symbolic, economical, political or institutional centre. This identity process redefines their relationship with the State and arouses competition between them in their road to legitimacy.

This complex and ambivalent past, in many ways, makes possible a better understanding of the two major phases undertaken by the new Socialist Republic of Vietnam in its relationships with Caodaism from 1976 until today. The first phase corresponds approximately to the years 1976 to 1986, and it is characterised by repressive measures imposed on the leaders who were opposed to Marxist-Leninist revolution and had collaborated with the

Japanese, the French, or the Americans. More than a thousand of Caodaist were imprisoned, and thirty-nine of them were executed. The spirit-medium activity was specifically accused of being a political tool to create a State within a State. It was forbidden, likewise ceremonies, missionary and education activities. The three million followers as well as their temples and meditation centers were officially placed under the control of the Vietnam Fatherland Front (*Mặt trận Tổ quốc Việt Nam*). A Council of Management (*Hội đồng chưởng quản*) was installed at the head of each denomination, also controlled at the level of the province by the government (*via* a "Religious committee", *Ban tôn giáo*).

The second phase began at the end of the Sixth Congress of the Vietnamese Communist Party in 1986, when Vietnam wished to initiate a "renovation" (*đổi mới*) into its geostrategic and economic politics. State atheism progressively gave way to a controlled recognition of the social utilitarianism of religions and beliefs and of their full allegiance and loyalty to national identity. This turn showed signs of a certain softening with religious movements and even certain missionary dynamism (Caodaist, Evangelical, New Religious Movements) since the end of 1990s. The most striking example of this religious renewal was the transformation of the Tây Ninh Holy See into place of mass-tourism. In 1995, Caodaism even obtained a legal status as "religion" (*tôn giáo*) in exchange for transparency in all the activities of the official denominations. Furthermore, any Caodai organisation having shown at least twenty years of stability and good relationships with the authorities was able to ask for this official status as a main denomination of the Caodai religion. This was the case, among others, of the following denominations: Tiên Thiên (1995); Chiếu Minh Long Châu, Minh Chơn Đạo, Truyền Giáo Cao Đài (1996); Tây Ninh and Ban Chỉnh Đạo-Bến Tre (1997); Bạch Y (1998); Chơn Lý and Cầu Kho Tam Quan (2000); Minh Lý Đạo (2006). Henceforth, temples were reopened or built. Many Caodai exegesis got the approval for publication. If the ordinary activities of the worship (prayers, sermons, and ceremonies) still needed to be programmed and authorised administratively every year, they were less dependent on arbitrary local and provincial authorities, and more dependent on the governmental Religious committee.

In the same spirit, in 1998 the authorities restored within each Caodai temple and denomination the welfare arm of Caodaism – the charity agencies (*cơ quan phước thiện*) – which had been banished after 1975. In both rural and urban areas, Caodaism is able to exert once again an influence through a series of philanthropic services (free clinic, geriatric centers, nurseries, preferential loan). These agencies aim to provide economical and physical protection to people in need (peasants, old, invalid or sick people, youth, etc.), creating or strengthening patron-client ties with temples. A policy of appeasement between the government and Caodaism is noticeable since the promulgation of the "Ordinance on Belief and *Religion*" (*Pháp lệnh Tín ngưỡng Tôn giáo*) of 2004. This document encourages religious groups to develop charitable, medical, and educational activities and offers an official but fixed-term recognition to the most loyal religious actors of the nation.

Although it appeared to be demographically the main Caodai organisation of the country in 1975, the Tây Ninh denomination was relegated to the second rank in the 2009 National Census. It was ranked behind the denomination of Bến Tre (or Ban Chỉnh Đạo, "Committee of Reform") in the Mekong Delta. Both have approximately one million believers. The denomination of Bến Tre, established in 1934, is presented as politically more "neutral" and included Communist partisans within its ranks.

Finally, between 15,000 to 20,000 Caodaists scattered over sixteen countries, most of whom were boat people; a majority of them belonging to the Tây Ninh denomination, which is the most fervent anti-Communist denomination. Between 1992 and 2006, an organization had federated their transnational activities, the Cao Dai Overseas Missionary Association (CDOM). The Vietnamese government had been displaying signs of greater tolerance since the reform process mid-1980s to facilitate the return and the investments of the boat people in Vietnam.

In November 2006, negotiations between the CDOM, the current authorities of the Holy See and both the Vietnamese and Cambodian Ministries of Foreign Affairs allowed the repatriation to the Holy See of Tây Ninh and the worship of the mummified body of the late charismatic medium Phạm Công Tắc (1890-1959) since his death in exile at Phnom Penh. In exchange, the CDOM moderated its anti-Communist discourse, which entrained its dissolution since then.

The integration process of this Caodai transnational community in contemporary Vietnam is polarized on two driven forces, i.e. the utopia of a national and missionary religion, as well as the free practice of Caodai spirit-mediumship – still banned. This ideological agenda still generates a reactive and clandestine production of spirit messages in overseas but also in Vietnam, guaranteeing the religious dynamism of today's Caodaism. These texts are more or less politically-driven and they overall reflect the multipolarity of the Caodai phenomenon, with its great diversity of branches and of relationships with Communism and central power.

LE CHANGEMENT DE PARADIGME DE LA SAINTETÉ DANS LA CHINE DU XXE SIÈCLE

Ji Zhe
Maître de conférences HDR au Département Chine
à l'Inalco et directeur du CEIB
Janvier 2017

La Chine, comme son autre nom Shenzhou 神州 (Terre divine ou Pays des esprits) le suggère, a une riche tradition pour construire la sainteté. Vers le début du Ier siècle, les descendants de Confucius ont reçu des empereurs des pairies héréditaires. Le culte de Confucius a ainsi été officialisé comme une affaire d'État et il fut considéré à ce moment-là comme un saint. C'est au VIIe siècle que le culte des autres saints confucéens a été établi, selon lequel certains personnages historiques confucéens représentatifs ont été sélectionnés et vénérées avec Confucius dans les temples de ce dernier. Ces « saints », « sages » et « Confucéens éminents des premiers temps » constituent un véritable panthéon confucéen, dont le nombre total accumulé s'élève jusqu'à plus de 170 à la fin du XIXe siècle. Leur statut et rang ont tous été définis par des édits impériaux.

Confucius et ses disciples. (© libre de droits pour Internet.) // Confucius and his disciples. (© free use on the Internet.)

Le bouddhisme et le taoïsme étaient relativement indépendants de l'État, mais les empereurs et les officiels pouvaient également accorder une reconnaissance à leurs saints, par exemple en les honorant par des titres posthumes. Cependant, pour la plupart des saints bouddhistes et taoïstes, leur sainteté se fondait sur des vertus religieuses plutôt que sur la sanction politique, comme ce qui est montré dans une grande quantité de matériaux hagiographiques. Ces vertus concernent la contribution, l'élaboration, l'interprétation et la diffusion des doctrines, les pratiques exceptionnelles de l'ascétisme, la réalisation d'un état supérieur du salut (par exemple, atteindre l'illumination ou devenir un immortel), et, bien sûr, la capacité de produire des miracles. En plus, ceux qui

étaient considérés comme (re) fondateurs d'un lignage religieux ont également été vénérés comme des saints. Leurs reliques étaient sacrées, et parfois créditées de pouvoirs miraculeux.

Dans les cultes locaux qui étaient souvent gérés par les laïcs mais qui partageaient les mêmes idées et rituels avec les trois religions institutionnalisées, de nombreux personnages historiques étaient divinisés : ils avaient contribué aux affaires publiques ou avaient été considérés comme incarnant des vertus telles que la piété familiale, la fidélité et l'amitié. L'intervention de l'État dans le culte de ces saints était parfois forte : certains temples et monuments commémoratifs ont été construits par le gouvernement et les officiels présidaient régulièrement les divers rites concernés. Dans une certaine mesure, le culte de ces saints a créé un lien entre l'État impérial et la société locale. Néanmoins, on comptait encore beaucoup de temples privés pour les saints locaux.

Depuis le milieu du XIXe siècle, la Chine a connu un ensemble de mutations dans les relations entre le religieux, le politique et le social. En 1912, la première République asiatique a été proclamée en Chine, marquant un tournant historique. D'une part, la religion n'était plus un méta-système qui structure la cosmologie et la société, mais s'est inscrit dans un système plus large dirigé par un État laïcisé en construction qui contraignait la forme d'organisation, le rôle social et l'autorité légitime de la religion. D'autre part, la modernité a produit un ensemble de sacralités non-religieuses impliquées dans les thèmes tels que la science, la démocratie, le progrès, la révolution, la liberté, la modernisation, le communisme et le nationalisme, etc. Dans ce contexte, « la fabrique des saints » faisait face à un double défi issu des tensions entre la religion et les autorités laïques, ainsi que des tensions entre le sacré religieux et le nouveau sacré non-religieux. Le confucianisme a été l'une des premières cibles de frappe des mouvements modernes et sécularistes. Depuis le début du XXe siècle, il a perdu son privilège idéologique et a été souvent perçu comme un obstacle à la modernisation. Il n'a été ni reconnu par l'État nationaliste, ni par l'État communiste comme « religion » à part entière, même s'il continue à être instrumentalisé par les politiciens. En 1919, les chefs du Gouvernement Beiyang, qui furent des généraux de l'ancien Empire, ont fait installer les tablettes commémoratives de Yan Yuan 颜 元 (1635-1704) et Li Gong 李 塨 (1659-1733) dans les temples de Confucius. Cela a constitué la dernière « canonisation » étatique des saints confucéens. Certes, les confucianistes ou les apologistes des valeurs confucéennes existent toujours, mais les « saints et sages » traditionnels confucéens autrefois au centre de l'ancien système unifié de l'éducatif, du religieux et du politique ont définitivement disparu. Le bouddhisme et le taoïsme ont été également profondément affectés par le changement politique. Afin de s'adapter à la conception occidentalisée et politiquement correcte de la religion basée sur le modèle du christianisme, les élites de ces religions ont essayé de créer des associations sur le modèle des Églises chrétiennes. Après 1949, le gouvernement communiste a finalement établi un mode du corporatisme d'État pour la régulation religieuse : chaque religion légale ne peut détenir qu'une seule association nationale.

Le moine Taixu (droite) et Chiang Kai-shek. (© libre de droits pour Internet.) // The monk Taixu (right) and Chiang Kai-shek. (© free use on the Internet.)

Dans un tel système, seuls ceux qui sont acceptés par les autorités politiques trouvent place dans l'association officielle. Dans une certaine mesure, ces leaders officiellement reconnus peuvent bénéficier du régime. Certains parmi eux sont devenus des saints patriotiques selon la propagande d'État. Quant aux cultes locaux et populaires, ils ont rencontré plus de difficultés pour s'adapter à la modernité, car ils sont généralement considérés comme des « superstitions », et donc réprimés par les États modernes. Cependant, comme réaction à un tel sécularisme, un certain nombre de substituts aux cultes locaux et à la religion populaire sont apparues durant la première moitié du XXe siècle et sont qualifiés par des chercheurs comme des « sociétés rédemptrices ». Ces mouvements religieux combinaient les idéaux religieux traditionnels et les moyens modernes de mobilisation, tenant la bannière de la revitalisation morale pour sauver le monde. Leurs principales préoccupations comprenaient le bien-être public et la solidarité sociale, mais ils ont essayé de transcender les intérêts locaux, en proposant des projets sur des questions sociopolitiques au niveau national et mondial. Un des arguments essentiels des sociétés rédemptrices était que la modernisation et l'occidentalisation étaient des sources de perte de la tradition et généraient une corruption morale.

Un bon nombre de leurs dirigeants ont réussi à se présenter comme des nouveaux exemples moraux montrant la Voie à l'humanité, comme Duan Zhengyuan 段正元 (1864-1940), Zhang Tianran 张天然 (1889-1947) et Li Yujie 李玉阶 (1900-1994). Le discours des sociétés rédemptrices implique une critique de la modernité. Cependant, il faut souligner que l'adaptation et la résistance à la modernité, l'affirmation et la négation de la sacralité laïque, sont tous des stratégies possibles pour produire une nouvelle sainteté. Par exemple, Cheng Yingning 陈撄宁 (1880-1969), un maître taoïste laïc important, s'est profondément engagé dans les voies du nationalisme, en interprétant l'ancienne pratique de l'« alchimie intérieure » comme une méthode « scientifique » capable de renforcer le pays. Taixu 太虚 (1890-1947), le leader réformateur bouddhiste, a mobilisé certains concepts essentiels de la politique républicaine, comme l'égalité et la révolution, pour la promotion de son « Bouddhisme dans

le siècle ». Ils sont devenus saints après leur décès. Pourtant, d'autres dirigeants bouddhistes, comme Xuyun 虚云 (1864 ? -1959) et Yinguang 印光 (1862-1940) qui s'intéressaient plutôt à préserver le monachisme traditionnel, ont été aussi vénérés comme refondateurs et protecteurs des traditions « authentiques », donc « saints » dans le plein sens du mot.

En théorie, on peut distinguer les différents paradigmes de sainteté selon l'attitude du saint vis-à-vis la politique moderne et les thèmes sacrés séculiers (intransigeante, conservateur, adaptative, engagé). Mais dans la pratique, les frontières entre le progrès et le conservatisme, entre le religieux et le profane, ne sont pas toujours claires. Dans de nombreux cas, on peut trouver un syncrétisme délicat et un trafic intense entre les différentes orientations. Même le réformateur le plus progressiste peut faire appel à des moyens traditionnels de la construction de la sainteté, y compris l'ascétisme, les miracles et le récit légendaire. De la même façon, rien ne peut empêcher aux leaders « conservateurs » d'employer des discours et médias modernes pour justifier leur autorité.

En outre, la fabrication des saints s'expose désormais à plus de risques d'échec. En effet, aucune sacralité dans une société moderne et différenciée ne peut se dispenser de critique. L'autorité sacrée a été relativisée. Même l'État, comme la plus grande force institutionnelle dans la Chine moderne, ne peut pas manipuler totalement la production de la sacralité. En fait, l'intervention excessive de l'État, ainsi l'engagement sans réserve d'un leader religieux dans les affaires politiques, peuvent conduire les fidèles à douter de sa foi. En bref, la fabrication des saints en Chine moderne et contemporaine évolue dans un environnement où de nouvelles possibilités et nouvelles difficultés coexistent.

BIBLIOGRAPHIE/ BIBLIOGRAPHY

Campo, Daniela, *La construction de la sainteté dans la Chine moderne : la vie du maître bouddhiste Xuyun*, Paris, Les Belles Lettres, 2013, 470 p.

Goossaert, Vincent & Ownby, David (éds), « Special issue : Mapping Charisma in Chinese Religion », *Nova Religio* 12 (2), 2008, p. 3-11.

Huang, Jinxing 黄进兴, *You ru sheng yu : quanli, xinyang yu zhengdangxing* 优入圣域: 权力, 信仰与正当性, Pékin, Zhonghua shuju, 2010, 471 p.

Ji, Zhe, *Religion, modernité et temporalité : une sociologie du bouddhisme chan contemporain*, Paris, CNRS Éditions, 2016, 348 p.

Liu Xun, *Daoist Modern : Innovation, Lay Practice, and the Community of Inner Alchemy in Republican Shanghai*, Cambridge (MA), Harvard University Press, 2009, 396 p.

Ownby, David, Goossaert, Vincent & Ji, Zhe (éds), *Making Saints in Modern China*, Oxford, Oxford University Press, 2017, 528 p.

Pitman, Don A., *Toward a Modern Chinese Buddhism : Taixu's Reforms*, Honolulu, University of Hawaii Press, 2001, 408 p.

THE PARADIGM SHIFT OF SAINTHOOD IN MODERN CHINA

Jı Zhe
Associate professor of Chinese Studies at Inalco & director of CEIB
January 2017

China, as her another name Shenzhou 神州 (Divine Land or Earth of Spirits) suggests, has a rich tradition of saint-making. Around the beginning of the first century, the decedents of Confucius were conferred hereditary peerages by emperors, and the worship of Confucius was officialized as a state affaire. We may Confucius since then became a saint. In the seventh century, the worship of other Confucian saints has been established, according to which certain representative Confucian historical figures were selected and venerated with Confucius in the temples of the latter. These "saints", "sages", "preceding worthies Confucians" constitute a veritable Confucian pantheon, whose total number accumulated up to more than 170 in late nineteenth century. Their status, rank and the related rituals were all canonized by imperial edicts.

As for the Buddhist and Taoist traditions that were relatively independent form the state, the emperors and officials might also offer political recognition to their saints, typically by honoring them by posthumous titles. However, for most Buddhist and Taoist saints, their saintliness stems from their religious achievements rather than political sanction, as a great amount of hagiographical materials has shown. These achievements may include outstanding contributions to the elaboration, interpretation and diffusion of doctrines, exceptional practices of asceticism, the realization of a superior state of salvation (for example, attaining enlightenment or becoming an immortal), and, of course, the capacity of producing miracles. Besides, those who were considered as (re) founders of a religious linage were also venerated as saints. Their relics were sacred, and sometimes credited with miraculous powers.

As for local cults, they were often managed by lay people, but they shared the same ideas and rituals with the three institutionalized religion. Many historical figures were deified by these cults because they had contributed greatly to public affairs or incarnated virtues such as filial piety or loyalty to friendship. The state intervention in the worship of these saints was strong: some temples or commemorative monuments were built by the government and the local officials regularly presided over the rituals. To a certain degree, the worship of these saints created a tie between the state and the local society. Nevertheless, there were still a great number of private temples of local saints.

Since the middle of the nineteenth century, huge changes have taken place in the relations between the religious, the political and the social in China. In 1912, the first Asian Republic was proclaimed in China, which marked a turning point in history. On the one hand, religion was no longer a meta-system structuring cosmology and society, but has to be relocated in a global system headed by a secular state. In this situation, the organizational form, social

role, and legitimate authority of religion depended largely on its interactions with the nation-state in building. On the other hand, modernity produced different kinds of non-religious sacredness, which referred to the transcendences represented by the themes of the time, such as science, democracy, progress, revolution, freedom, modernization, communism, nationalism, etc. In this context, the making of saints faced a double challenge: firstly, how to deal with the tensions between religion and secular authorities; secondly, how to deal with the tensions between religious sacredness and new non-religious sacred theme.

Confucianism was one of the first striking targets of Chinese modernist and secularist movements. Since the beginning of the twentieth century, it lost its ideological privilege was often seen as an obstacle of Chinese modernization. It was neither recognized by the Nationalist state nor by the Communist state as "religion", even though it continued to be used by politicians. In 1919, the leaders of Beiyang government, who had metamorphosed from Qing generals, installed the memorial tablets of Yan Yuan颜元 (1635-1704) and Li Gong李塨 (1659-1733) in the temples of Confucius. This can be seen the last state canonization of Confucian saint in its strict sense. Certainly, Confucians or apologists for Confucianism always exist, but the traditional Confucian "saints and sages" once reproduced by the old unified educational, religious and political system has definitely disappeared.

Buddhism and Taoism were also deeply affected by the political evolution. In order to adapt to the politically correct and westernized conception of religion based on the model of Christianity, the elite of these religions tried to create church-like organizations supposed to represent them to the state. After 1949, the Communist government finally established a state corporatist model for religious regulation: each legal religion can hold only one monopolistic national association. In such a system, only those who are accepted by the political authorities can have positions in the official association. To a certain degree, those officially recognized leaders may benefit from the regime, including its propaganda. Some of them became patriotic saints.

Comparably speaking, local and popular cults encountered more difficulties to adapt themselves to modernity, because they were generally considered as "superstitions", and therefore suppressed by the modern states. However, as a reaction to this secularism, a number of substitutes for local cults and the popular religion appeared during the first half of the twentieth century, which are qualified by scholars as "redemptive societies". These religious movements reintegrated traditional religious ideals and modern mobilization means, holding the banner of morality reestablishment for saving the world. Their main concerns included public welfare and social solidarity, but they tried to transcended local interests and to address to national sociopolitical issues and even to the universal human problems. A basic argument of the redemptive societies is that modernization and westernization bring the loss of tradition and the corruption of morality. Quite a few of their leaders did succeed in setting themselves as new moral example to lead the way, such as Duan Zhengyuan

段正元 (1864-1940), Zhang Tianran 张天然 (1889-1947), and Li Yujie 李玉阶 (1900-1994).

The discourse of redemptive societies implies a criticism to modernity. However, both the adaptation and the resistance to the modernity, both the affirmation and the negation of the secular sacredness, can give a sense of sainthood. For example, Cheng Yingning陈撄宁 (1880-1969), an important lay Daoist master, deeply engaged with nationalism, by interpreting the ancient practice of "interior alchemy" as a scientific method able to strengthen the country. Taixu 太虚 (1890-1947), the Buddhist reformist leader, referred to some essential concepts of republican politics, like equality and revolution, for the promotion of his "Buddhism for the human realm". They have become saints after their death. Other Buddhist leaders, like Xuyun 虚云 (1864?-1959) and Yinguang 印光 (1862-1940) who were more interested in the preservation of monasticism, were venerated as revivers and protectors of the "authentic" traditions, therefore "saints" in the full sense of the word.

In theory, we may distinguish different sainthood paradigms according to the saint's position in relation to the modern state and the secular sacred themes (from intransigent, conservative, adaptative, to engaged). But in practice, the borders between progress and conservative, between the religious and the secular, are not always clear, or rather, are always not clear. In many cases a delicate syncretism and an intensive traffic can be found. Even the most progressive reformist may make an appeal to traditional technologies of saint-making, including asceticism, miracles, legendary narrative, and so on. The same, nothing can prevent the "conservative" religious leaders from using modern discourses and media to justify their authority.

Furthermore, the making of saint is exposed to more risks of failure, since no sacredness in a modern and differentiated society can exempt from criticism or doubt: the sacred authority has been relativized. Even the state, as the strongest institutional force in modern China, cannot manipulate totally the production of sacredness. In fact, the excessive state intervention, as well as the over-engagement of religious leaders in political affairs, may lead the devotees to a doubt of the leaders' religious commitment. In brief, the making of saint in modern and contemporary China evolves in an environment where new possibilities and difficulties coexist.

TOYOTA VICTIME DU TOYOTISME : POURQUOI LES SCIENCES SOCIALES ONT ENCORE BEAUCOUP À APPRENDRE DE CETTE ENTREPRISE ?

Stéphane Heim
Maître de conférences à l'Université de Kyôto
Février 2017

Au début des années 1990, le constructeur automobile japonais, Toyota Motor Corporation (dans le texte, Toyota), jouit d'une popularité grandissante du fait de ses succès aux États-Unis et de son organisation productive, tantôt nommée le Toyota Production System, la Lean Manufacturing, le toyotisme ou la production juste-à-temps. Ce succès est largement attribué à ses instruments de gestion de production – le *kanban* (système d'inventaire et de livraison de pièces), le *andon* (outil de contrôle visuel de la production), le *kaizen* (évolution permanente de l'organisation productive) et bien d'autres – qui consacrent une nouvelle mode managériale, celle de la réduction systématique et continue des coûts, inscrite dans les gènes de l'organisation. Cette mode managériale aux mille peaux est aujourd'hui appliquée dans des secteurs bien différents de la construction automobile tels que les hôpitaux ou les services postaux. Dès lors, ce ne sont plus les outils développés et mis en œuvre dans les ateliers de production de Toyota et de ses fournisseurs, mais la philosophie managériale du juste-à-temps qui triomphe, qui impose le temps du marché à celui de la production du bien ou du service, qui renverse la temporalité fordiste et son économie politique.

Étrangement, d'objet de curiosité, l'entreprise Toyota est devenue victime de son propre succès, le toyotisme. Alors que très vite, les chercheurs en sciences sociales de divers horizons se penchent sur cette philosophie managériale, l'entreprise Toyota comme objet d'étude tombe en désuétude. L'analyse rigoureuse du modèle productif de Toyota, de son environnement économique et institutionnel, de ses conditions d'applicabilité, des contraintes qu'il rencontre lorsqu'il ne dégage pas de marges comme en Europe, de sa relation salariale et des relations inter-sociétés est négligée. Pourtant tous ces éléments nous invitent à une réflexion théorique plus poussée sur la dichotomie entre l'entreprise comme espace de production d'une part, et la société comme cadre juridique du processus d'accumulation du capital de l'autre. C'est là que se situent les véritables leçons à tirer du « moment Toyota » dans l'histoire du capitalisme.

Pour beaucoup, l'entreprise moderne est une invention récente datant de la fin du XIXe siècle, celle de la corporation ou de la société en français, de la rationalisation grandissante de pans entiers de nos sociétés (au sens sociologique) dont Max Weber s'est fait l'observateur minutieux. Il nous est plus aisé de penser l'entreprise et ses frontières à partir de sa catégorisation juridique moderne – société anonyme, etc. – que de ses activités et la manière dont

celles-ci sont segmentées, distribuées et contrôlées. Toutefois, la concentration de l'activité productive au sein de l'entreprise qui se substitue à la famille est le fruit d'un processus historique plus ancien, qui tire son origine de la propriété privée des capitaux et de la révolution commerciale initiée par les marchands du Bas Moyen Âge en Europe (du début du XIVe siècle à la fin du XVIe siècle).

L'entreprise, en tant que lieu de concentration de l'activité productive, a connu des développements fort distincts d'un pays à l'autre. Dans la première moitié du XXe siècle, les grandes entreprises américaines se sont développées *via* l'intégration et la segmentation interne d'un grand nombre d'activités et de leurs ressources, de l'achat de matières premières à la vente du produit final. À l'inverse, la plupart des grandes entreprises japonaises, sur l'invitation du gouvernement japonais et du fait de certaines contingences historiques (la dépendance énergétique qui exige de trouver d'autres sources de réduction des coûts, la présence sur le sol japonais des constructeurs américains Ford et General Motors dès les années 1920, les crises pétrolières des années 1970 qui ont participé à réorienter le parc automobile des États-Unis vers des modèles automobiles de plus petite taille, etc.), se sont plutôt construites en externalisant des activités tout en maintenant un contrôle étroit sur celles-ci. Ainsi, les mécanismes de contrôle interne de la société Toyota sont étendus au-delà de ses frontières juridiques. Dès les années 1940, sous l'impulsion de son président, Kiichiro Toyoda, Toyota a encouragé l'externalisation des moyens de production vers ses fournisseurs en déployant divers outils afin de superviser au plus près leurs activités. Ceci crée les soubassements de dynamiques de coopération et de concurrence inédites dans le secteur automobile. En réunissant ses principaux fournisseurs au sein d'une association de coopération (le *Kyôhôkai* qui compte actuellement plus de 220 sociétés), Toyota a également dû consentir à certains compromis avec ses fournisseurs dans les années 1960, tels que la division de ses départements internes en charge de l'accompagnement des fournisseurs et ceux dédiés à l'achat des produits, machines et matières premières. Pour maintenir une forte segmentation des tâches et un contrôle accru sur ses fournisseurs tout en assurant la diminution permanente des coûts de production, Toyota a veillé à allouer la production d'un même produit à trois fournisseurs (voire plus), ce que l'on ne retrouve pas de manière aussi systématique chez les sept autres constructeurs nippons. Ses départements d'achat négocient et acquièrent fréquemment les matières premières en gros pour les mettre ensuite à disposition des fournisseurs, même les plus petits en taille tels que les fabricants d'écrous et de vis. De cette manière, Toyota réduit les coûts d'acquisition des matières premières des aciéristes et sidérurgistes, et dans le même temps marchande le prix des pièces produites par ses fournisseurs sur la base de leur coût unitaire tout en conservant un droit de regard sur les processus productifs de ses fournisseurs (par le biais du calcul minutieux des taux de rebut et les visites fréquentes de ses ingénieurs dans les ateliers des fournisseurs). Enfin, chose rare dans la construction automobile, Toyota délègue aujourd'hui plus de 50% de l'assemblage final de ses véhicules au Japon à sept autres sociétés (avec une participation au capital de

chaque société en moyenne de 55 %). La sous-traitance couvre de la sorte ce qui demeure l'un des cœurs de métier des constructeurs automobiles, l'assemblage final des véhicules.

Ce maillage surprenant et complexe des activités entre différentes sociétés trouve son expression la plus concrète dans le système de transfert de salariés de Toyota vers ses fournisseurs. À titre d'exemple, en 1999, lorsque l'alliance entre Nissan et Renault est actée, et que l'équipe française en charge de redresser les finances de Nissan prend la décision de se défaire d'un grand nombre de fournisseurs, une société fabriquant des pièces pour les moteurs perd son principal client qu'était Nissan et se tourne vers Toyota. En l'espace de trois mois, sans apport au capital, des transfuges de Toyota deviennent les cadres dirigeants de cette société et le système de production de Toyota y est déployé. Autres exemples, le Directeur général actuel de Toyota Auto Body, l'une des sociétés qui assemble des véhicules pour le compte de Toyota, Keiji Masui, et l'un des conseillers de la direction exécutive de JTEKT, un important fournisseur de Toyota, Satoshi Tachihara, ont tous deux fait leur carrière chez Toyota. Loin d'être des cas isolés, ces transferts font système et peuvent être associés à une forme de « parachutage de cadres dirigeants d'une société vers l'autre » (en japonais, on associe cela étroitement à l'*amakudari*, bien que ce terme désigne surtout le pantouflage, à savoir des hauts cadres de la fonction publique déployés dans des entreprises privées). Cela ne peut qu'interpeller le chercheur quant aux frontières de l'entreprise Toyota, qui ne chevauchent pas celles de la société Toyota, et sont par suite moins contraintes par le cadre juridique de la société qu'en Europe de l'Ouest ou aux États-Unis. Qui plus est, ce système ne se limite pas aux fonctions managériales et de direction. La littérature classique sur le toyotisme et les relations salariales japonaises a longuement discuté les vertus de la séniorité et de l'emploi à vie. Néanmoins, dans les faits, très peu d'employés ont l'opportunité de prendre l'ascenseur de la promotion chez Toyota, et des systèmes de transfert d'employés vers les sociétés fournisseurs sont mis en place pour déverser un pan des salariés vers les fournisseurs. On sait par exemple que chez Aisin Seiki, un fournisseur de systèmes de freins et d'embrayages, le salaire annuel moyen pour un homme diplômé d'université équivaut à 80 %, et pour un homme diplômé du secondaire, à 90 % du salaire d'un employé de Toyota à poste égal. Des archives pourront prochainement être exploitées pour mesurer ce système, son ampleur et en comprendre ses mécanismes (les sociétés concernées, les âges lors du transfert, le système dévaluation, etc.). Par le biais de ces transferts, Toyota régule sa pyramide d'âge et maintient une haute productivité par salarié dans ses ateliers de production (l'âge moyen dans ses usines japonaises y est le plus bas dans l'industrie automobile mondiale), tout en s'assurant également de continuellement maintenir des coûts salariaux bas et un contrôle assidu sur ses fournisseurs. Le marché interne du travail ne se limite donc pas à la société Toyota, mais recouvre un ensemble de sociétés (avec participation au capital ou non). Cela ne peut que nous interroger sur les dynamiques historiques de construction des cadres légaux du travail au Japon.

De manière générale, deux interprétations radicalement opposées sont proposées pour comprendre les bienfaits ou non de ces relations inter-sociétés et de ce rapport salarial. D'un côté, certains avancent l'idée que c'est tout à la fois un grand outil de flexibilité pour la société Toyota et une source non négligeable d'apprentissages et de croissance pour les sociétés les plus étroitement liées à Toyota ; de l'autre, des chercheurs étayent l'argumentation d'une oppression excessive, puisque cet agencement du travail soumet les salariés, et surtout les salariés des fournisseurs, à des pressions et exigences toujours plus élevées notamment en termes de réduction des coûts et de croissance constante des standards de qualité. Au-delà de ce débat, se pose la question des dynamiques entre coopération et concurrence. Alors qu'on aurait un peu trop vite tendance à penser que ces deux dynamiques sont antinomiques dans le champ du travail, le cas Toyota montre comment chacune se nourrit de l'autre dans toute entreprise. Toyota demeure un objet d'étude de premier ordre pour saisir ces dynamiques qui sont appelées à évoluer constamment avec les développements technologiques incessants dans le secteur automobile. Ces développements s'appuient sur des connaissances formées et mûries dans d'autres secteurs d'activité et, par suite, sont un défi pour le maintien des constructeurs automobiles à la tête de leurs filières automobiles. Une automobile étant un produit-système (on recense selon le type de véhicule entre 10 000 et 30 000 pièces dans une automobile), sa fabrication a fait appel dans les années 1980 à de nouvelles connaissances puisées dans le secteur chimique et de la plasturgie (pour la fabrication des sièges, et de certaines pièces en plastique remplaçant celles en métal et acier), dans les années 1990 et 2000, à d'autres dans le secteur électronique (la révolution de l'électronique dans l'automobile a notamment poussé les constructeurs à repenser de fond en comble l'architecture technique et productive de nombreuses fonctions comme l'éclairage, la régulation de la vitesse, les systèmes de freinage ou encore de sécurité), et aujourd'hui à des savoir-faire pointus dans les secteurs de la production de batterie électrique mais aussi et surtout du secteur numérique (avec les logiciels de calcul des données ou big data et l'Internet des objets qui ne concernent pas seulement le véhicule mais aussi les processus industriels). À chacune de ces évolutions, les constructeurs déploient des trésors d'ingéniosité pour se maintenir à la tête de leurs filières automobiles, alors que de grandes entreprises comme BASF, Panasonic, Google, Bosch, General Electric, proposent leurs solutions

Outils de production développés chez des fournisseurs avec l'aide de Toyota. (© S. Heim, 2010.) // Production toolkits developed by some suppliers with the support of Toyota. (© 2010 / S. Heim.)

techniques tout en déstabilisant le rapport de force au sein des chaînes de sous-traitance.

Quels que soient les mérites et inconvénients de cette division sociale et technique du travail dans « la grande entreprise Toyota », en ce début de XXIe siècle, nous avons encore beaucoup à apprendre de cette entreprise sous toutes ses facettes (rapport salarial, relations inter-sociétés, organisation productive, déploiement à l'international, stratégie de profit, etc.), pour mieux saisir la distinction entre entreprise et société. L'examen de Toyota nous invite donc à redéfinir nos cadres de pensée et d'analyse de l'entreprise, en déplaçant le regard de la seule définition juridique de société et de la propriété, vers le champ du travail, à savoir l'activité productive collective et ses institutions, pour ensuite comprendre les nombreuses interrelations entre le travail et le capital. Le concept même de division du travail (segmentation des tâches entre différentes sociétés et système de transferts de salariés), les dynamiques complexes entre concurrence et coopération (le besoin incessant d'autres connaissances et le danger que cela présente pour la structure et la distribution du pouvoir), les formes de contrôle de l'activité productive (qu'elles soient d'ordre technique, humain ou financier) et les institutions qu'ils génèrent deviennent de ce fait de nouveaux enjeux pour les chercheurs en sciences sociales. Après plus de quatre décennies d'analyse du toyotisme, Toyota ne nous a pas encore livré tous ses secrets sur la place de l'entreprise dans le capitalisme.

Outils de production développés chez des fournisseurs avec l'aide de Toyota. (© S. Heim, 2010.) // Production toolkits developed by some suppliers with the support of Toyota. (© 2010 / S. Heim.)

TOYOTA, VICTIM OF ITS PRODUCTION SYSTEM: WHY DO SOCIAL SCIENCES STILL HAVE MUCH TO LEARN FROM THIS FIRM?

Stéphane Heim
Associate professor at Kyoto University
February 2017

In the early 1990s, the Japanese car maker, Toyota Motor Corporation (below-mentioned Toyota), gained a good reputation thanks to its commercial successes in the United States, and its productive organization (Toyota Production System, Lean Manufacturing, just-in-time production). This fame comes from its production management tools – *kanban* (delivery and inventory control system), *andon* (visual production-control device), *kaizen* (permanent evolution of the productive organisation) and others – that spawns a new managerial era, that of the systematic and continuous cost reduction policies embodied in formal organization of firms. This "spirit of management" is nowadays extended to various sectors such as hospitals or postal services. Subsequently, the tools developed and applied in Toyota and its main suppliers' workshops are no longer at stake. The just-in-time managerial era implies the dictatorship of the market regime over that of the production of goods and services, sweeps the fordist temporality and its political economy.

Oddly enough, Toyota fell victim to its own success, the Toyota Production System. Though social scientists from various fields promptly analysed this managerial fashion, the firm Toyota, as a research topic, became less attractive. The thorough analysis of its productive model, its institutional and economic environment, its conditions of enforceability, the constraints that Toyota faces when it generates no margins such as in Western Europe, its employment relationships, its inter-corporations relationships is neglected. However, all those above-mentioned elements need to be re-examined from a more serious theoretical stance regarding the dichotomy between the firm as a collective production space on the one hand, and the corporation as the juridical fiction of the process of capital accumulation on the other. The true lessons of the "Toyota momentum" in the history of capitalism are to be drawn here.

In the common sense, the modern firm is a recent invention, dating back to the late nineteenth century, that of the corporation, the growing rationalization of entire parts of our societies (in sociological terms), of which Max Weber was the renowned observer. It is easier for us to think the firm and its boundaries from their modern juridical typologies – joint-stock corporation, and so on – than from their activities, and the ways they are segmented, allocated, and monitored. Nonetheless, the concentration of labour activities into the firm, replacing the household, is the consequence of a longer historical process, whose main origins are the privatization of capital ownership, the creation of shares, and the Commercial Revolution with the merchants as core actors of economic growth of the late medieval period in Western Europe (from the early forteenth century up until the late sixteenth century).

The firm, as the space of productive activities' agglomeration, went through extremely distinct evolutionary processes from country to country. In the first half of the twentieth century, the American large companies expanded through the integration and internal segmentation of a wide range of activities and their resources, from the purchasing of raw materials to the sale of final goods. Oppositely, most of the Japanese large companies, with the support of the Japanese government and some historical contingencies (energy dependency that implies finding other tools for reducing the production costs, the Japanese plants of the American car makers Ford and General Motors since the 1920s, the oil shocks in the 1970s that were strong engines for the reshaping of the American car fleet with the need of smaller cars, etc.) followed another path, that of externalization of various activities coupled with a strong control over them. In this vein, the internal control mechanisms of the Toyota Corporation are extended far beyond its juridical boundaries. In the 1940s, as a result of an explicit policy of its CEO, Kiichiro Toyoda, Toyota favoured the externalization of the production means to its main suppliers, while setting up several tools to monitor these activities. This entails the bedrock of hitherto unseen dynamics of cooperation and competition in the worldwide automotive industry. In gathering its main suppliers in a "suppliers association" (*Kyohokai*, with more than 220 corporations nowadays), Toyota also had to reach some compromises with its suppliers in the 1960s, such as dividing the suppliers' guidance activities and the purchasing of parts, machines, and raw materials up into two distinct departments. With the aim of maintaining a strong division of labour among its suppliers, a close monitoring of their activities, and enforcing its cost reduction's policies, Toyota systematically ascribed the overall production of a same product to three or more suppliers, strategy that the observer does not see developed as systematically and thoroughly by the other seven Japanese car makers. Often, its purchasing departments negotiate and acquire raw materials on a wholesale basis, and then provide their suppliers with those materials, even the smallest ones such as nuts and screws makers. In doing so, Toyota does not only reduce the purchasing costs of raw materials from the steelmakers, it also negotiates the prices for parts and components delivered by its suppliers on a per-unit cost basis, and monitors the productive activities of its suppliers (with the careful calculation of the scrap-rate, and the continual visit of the suppliers workshops by its engineers). Finally, rare enough to be noticed in the automotive industry, Toyota mandates currently seven other corporations (with a share ownership around 55%) for more than half of its Japanese final car assembly. Subcontracting covers then one of the remaining core business of car makers, that of final assembly.

This astonishing and elaborate division of labour among several corporations turns to be very manifest when one observes the system of transfer of Toyota's employees to its suppliers. For instance, in 1999, when the Alliance between Renault and Nissan was established, and with the French team responsible for the Nissan's financial and economic recovery taking the decision to cease the transactions with a great number of Nissan's suppliers, a corporation producing

engine parts lost its main client, Nissan, and as a result moved towards Toyota. Within three months, and without any share investment in this corporation, previous Toyota managers replaced the entire direction board of this firm, and the Toyota Production System was enforced. Two other examples, that of the current Managing Director, Keiji Masui, of Toyota Auto Body, one of the mandated assembler for Toyota, and that of one of the current Executive Managing Advisors, Satoshi Tachihara, of JTEKT, an important supplier from Toyota, had both their entire careers made in Toyota, which shows the importance of interpersonal relationships between Toyota and some of its suppliers. Those are not exceptions, but rather a rule or a system of transfer of senior executives from one corporation to another one (in Japanese, this is often compared with the practice of *amakudari*, though this term refers more often to the transfer of senior managers of public services to private firms). Such systems are tricky challenges for the social researcher who is about to draw the boundaries of the Toyota firm, since the boundaries of the firms do not overlap with those of the corporation, and are therefore less constrained by the juridical framework than in the United States or Western Europe.

Furthermore, this system is applied to other functions than the managerial or direction ones. The classic literature on the Toyota Production System and the Japanese employment relationships greatly emphasized and discussed the virtues of seniority and lifetime employment. It is needless to say that, in practice, a small part of the Toyota's overall workforce gets promoted, and in order to maintain a stable and young personnel, many blue-collar workers are transferred to suppliers. We know for instance that the average yearly salary of a graduate male worker and that of a secondary education graduate male worker at Aisin Seiki, an important supplier of brake and clutch systems, do not exceed respectively 80% and 90% of the wages for a same occupation at Toyota. In the future, a set of archives might be exploited in order to measure this phenomenon and its extent, and to understand its mechanisms (the corporations involved, the ages when transfer is decided, the assessment system, etc.). Thanks to this transfer system, Toyota regulates its age pyramid (the average working age in its Japanese plants is the lowest one among all worldwide car makers), maintains a high productivity per worker in its workshops, while keeping low labour costs and monitoring its suppliers. The Toyota's internal labour market is therefore not restricted to the Toyota Corporation; on the contrary, it is extended to a wide range of corporations (with or without share ownership). This fact also draws the social scientists attention towards the historical constructions and dynamics of labour bargaining's legal frameworks in Japan.

Generally speaking, two main radically opposite interpretations of these inter-corporations relationships and employment relationships are discussed. On the one hand, some researchers suggest that these are both a great flexible tool for Toyota, and help the Toyota's closest suppliers develop their organizational and technical learning. On the other hand, its is argued that such a system entails a harsh exploitation, since this division of labour subjects the employees, and especially those of suppliers, to ceaseless pressures, in parti-

cular in terms of cost reductions, and constant refinement of quality standards. Beyond this debate lies another research question regarding the dynamics between cooperation and competition. Though the easiest road is to think those two dynamics as contradictory ones in the field of labour, the Toyota case reveals their co-determination in each firm. In that respect, Toyota is still a prominent research topic in order to inquire and further understand these dynamics, which evolve constantly with the relentless technological developments in the automotive industry. Those technological developments are often rooted in knowledge shaped and matured in other sectors, which in turn brings about strong challenges for the car makers in maintaining their positions at the top of the automotive supply chains. A car being a "product-system" (one counts, depending on the car range, between 10,000 and 30,000 parts per vehicle), in the 1980s its production needed new know-hows in the plastics processing and chemistry sectors (for the manufacturing of seats and several innovative plastic parts replacing metal ones), in the 1990s and 2000s other capabilities that flourished in the electronic sector (the electronic revolution in the car industry drove car makers to deeply rethink the technical and organizational architectures of several functions such as lighting, break or security systems), and nowadays sound knowledge for the production of electric batteries, and even more important in the digital sector (in order to develop the Internet to Things and the software to monitor big data, which do not only apply to the cars but also to the manufacturing processes). During each of these technological evolutions, car makers showed the upmost ingenuity in order to keep their positions at the top of the supply chains, while other big firms such as BASF, Panasonic, Google, Bosch, General Electric, develop their technical solutions and destabilize the power balance in those chains.

Whatever the advantages and disadvantages of this division of labour in the "large Toyota firm", at the outset of the twenty-first century, social scientists still have much to learn from the Toyota firm in all its aspects (employment relationships, inter-corporations relationships, productive organization, international expansion, profit strategy, etc.) in order to better grasp the distinction between firm and corporation. Investigating Toyota helps redefine our everyday conception and analytical framework of the firm, distancing us from the sole juridical definition of the corporation and private ownership, and focusing attention on the field of labour, that of the collective productive activity and its institutions, so that thereafter one can better understand the interrelations between labour and capital. The very concept of division of labour (tasks segmentation among several corporations, and the employees transfer systems), the tricky dynamics between cooperation and competition (the ceaseless need of new know-hows, and the danger that this entails for the power distribution and structure), the monitoring tools of the labour process (whether technical, human or financial) and their engendered institutions yield new challenges for social scientists. After four decades analysing the Toyota Production System, we still have not unveiled some of Toyota's most cherished secrets, and we still have to learn from it regarding the role of the firm in capitalism.

LES EXERCICES BOUDDHIQUES DU CORPS-ESPRIT : CONTEXTE TIBÉTAIN ET ENJEUX TRANSCULTURELS

Marc-Henri Deroche
Maître de conférences en Philosophie/études bouddhiques
à l'Université de Kyôto
Avril 2017

Dans le champ du rayonnement culturel de l'Asie, la « méditation » bouddhique connaît en Occident, avec les autres « techniques de soi » (M. Foucault) des traditions asiatiques (*yoga,* arts martiaux, etc.), un intérêt grandissant dans le domaine scientifique et chez le grand public. On peut toutefois observer deux tendances qui font obstacle à une claire intelligibilité de ces pratiques. La première relève davantage de la fascination culturelle et donc d'une certaine aliénation. La seconde tente au contraire de se débarrasser au plus vite des aspects culturels d'origine, n'en retenant souvent que l'aspect technique. Entre ces deux extrêmes, quelles lumières les études asiatiques peuvent-elles apporter ? Est-il possible d'élucider rationnellement l'origine et la nature de ces pratiques ? Et en quoi celles-ci peuvent-elles à leur tour nous permettre de reconsidérer notre propre rationalité, *via* une « science des relations », située depuis « l'intérieur du monde » (M. Bitbol) ?

Face à ces grandes questions, la notion de contexte apparaît centrale afin d'examiner les exercices du « corps-esprit » (Y. Yuasa, jap. *shin shin*身心), non plus isolément, mais dans les réseaux de significations des langues et cultures qui les ont cultivés et à partir desquelles ils peuvent être mis en relation, traduits et éventuellement compris. Dans ce but, nous présenterons ici le cadre philosophique général, pour nous concentrer ensuite sur le cas spécifique tibétain, afin d'en examiner les dynamiques et enjeux transculturels.

LE CADRE PHILOSOPHIQUE : DU DISCOURS À LA PRAXIS

L'intérêt philosophique de cet aspect du bouddhisme peut d'abord être plus généralement placé dans le cadre des « exercices spirituels » (physiques, discursifs ou intuitifs), terme central de la redéfinition par Pierre Hadot de l'antique *philosophia* gréco-romaine comme « amour de la sagesse ». Considérant une possible réactualisation de cet ancien idéal, relativement comparable au bouddhisme, Hadot voyait deux grands risques. « Le premier, écrivait-il, serait de se satisfaire du discours philosophique. Il y a un abîme entre les belles sentences et la décision réelle de changer de vie, entre les mots et la prise de conscience effective ou la transformation réelle de soi-même. » Mais, ajoutait-il, « un autre danger, le pire de tous, serait de croire qu'il est possible de se passer de la réflexion philosophique. […] Notamment il faudra une réflexion critique sur les discours philosophiques antiques, modernes ou orientaux, qui justifient tel ou tel mode de vie. […] Sans cette réflexion, la vie philosophique risque de

tomber dans la banalité, ou la fadeur, ou les bons sentiments, ou l'aberration » (*Qu'est-ce que la philosophique antique ?*, Paris, Gallimard, 1995, p. 421-422). C'est donc la question des rapports entre discours et praxis qu'il nous faut commencer par examiner au sein du bouddhisme.

L'approche de ce dernier part de l'observation de la condition humaine, du diagnostic de la souffrance et de sa cause : l'ignorance de la nature véritable des choses, c'est-à-dire leur perception égocentrée, donc partielle et partiale. Cet état n'est toutefois pas une fatalité. Une autre possibilité est annoncée aussitôt, avec la sagesse ou « éveil », le Bouddha étant celui qui s'est ainsi « éveillé », on pourrait dire même « réveillé » du sommeil hypnotique de l'ignorance.

La sapience bouddhique ou « perfection de la sagesse » (sk. *prajñāpāramitā*, peinture tibétaine récente, collection de l'auteur) divinisée sous forme féminine. La symbolique de ses quatre mains (tenant livre, puis sceptre ou *vajra*, et enfin en position de contemplation) peut être interprétée comme représentant les trois phases de son épanouissement : écoute, réflexion et praxis. (© libre de droits pour Internet.) // Buddhist sapience or the "perfection of wisdom" (Sk. prajñâpâramitâ, recent Tibetan painting, collection of the author) divinized in a feminine form. The symbolism of her four hands (holding a book, a sceptre or vajra, and in the so-called position of contemplation) can be interpreted as expressing the three phases of its flourishing: listening, reflection and cultivation. (© freee use on the Internet.)

La description du chemin qu'il propose, en huit branches, plus qu'une simple liste, offre une carte orientant la praxis et situant justement les exercices du corps-esprit dans une dynamique d'ensemble. Le point important est la primauté, en tête de liste, de (1) la vue philosophique, ou vision du monde et de soi-même, définissant le choix existentiel. Se traduisant ensuite en (2) intention de vivre en conformité. Puis l'intention est mise en pratique

dans les différents aspects concrets de l'existence avec une éthique guidant l'usage de (3) la parole, (4) du corps et (5) les moyens de subsistance. Elle dirige aussi (6) l'effort particulier au cheminement, notamment la conversion de (7) l'attention qui, d'un état initial de dispersion ou d'oscillations extrêmes (manie et apathie), devient vigilance et rappel (Pāli : *sati*), pour s'épanouir pleinement à l'aide (8) des exercices du corps-esprit, dits ici du « recueillement » (*samādhi*).

Toujours dans cette perspective, sapientiale, si l'on peut dire, une compréhension initiale obtenue par l'« écoute » du discours grandit ensuite par une « réflexion » et un raisonnement de nature personnelle, passant du registre d'une vérité générale, reçue de l'extérieur, à une conviction davantage intime du sujet. Cette dernière, encore abstraite, est alors pleinement « actualisée » ou « cultivée » par des exercices engageant la totalité de l'expérience vécue, corporelle, sensible, émotionnelle, mentale. Ceux-ci sont précisément regroupés par le terme pāli et sanskrit *bhāvanā*, « l'action d'actualisation » (de la racine BHŪ, au causatif, « actualiser », « amener à l'existence »). La traduction tibétaine (*sgom*) est souvent rendue comme « familiarisation », tandis que le chinois insiste sur la nécessité d'un entraînement répété, avec la notion de « pratique » (*xiuxing* 修行). Avec la lecture *shugyô*, c'est au Japon le terme décrivant l'ascèse des moines, ou celle des arts traditionnels, suivant leurs « voies » *dô* 道 respectives et liens historiques.

Temple principal du monastère de Samye (*bsam yas*, « l'Inconcevable »), premier monastère du Tibet, construit au VIIIe s., reconstruit après la révolution culturelle. (© 2006/M.-H. Deroche.)
// Main temple of the Samye Monastery (bsam yas, "the Inconceivable"), first monastery in Tibet, built in the eighth century, rebuilt after the cultural revolution. (© 2006, M.-H. Deroche.)

La grande diversité des exercices bouddhiques du corps-esprit peut se ramener à l'exercice de la focalisation de l'attention (conduisant à un état calme et clair), en association avec celui du discernement, méditatif (discursif) puis contemplatif (intuitif), transcendant ultimement la division entre sujet et objet. L'importance du corps est ici centrale, puisque la posture et la respiration forment une ancre pour la focalisation de l'attention. Le corps est également l'objet du discernement qui balaie le spectre des sensations physiques, perceptions, émotions, pensées, pour examiner *in fine* la nature de tous les phénomènes et du sujet lui-même. D'autres exercices, visant à générer sentiments et dispositions altruistes, sont aussi considérés comme décisifs. Le Grand Véhicule amplifia cet aspect en en faisant un élément intrinsèque à sa sotériologie (doctrine du salut, ou ici plus précisément de la « libération ») et à sa prédication.

Moines débattant au collège d'études du monastère de Samye, Tibet central. (© 2006 / M.-H. Deroche.) // Monks debating at the study college of Samye Monastery, central Tibet. (© 2006/ M-H. Deroche).

Ainsi, ces trois étapes (dites des « trois sagesses ») de l'écoute, de la réflexion et de l'actualisation, ou praxis, représentent dans le bouddhisme l'articulation la plus nette entre le discours et la praxis. Il est possible également de les mettre en parallèle avec les types de connaissance valides selon l'épistémologie bouddhique : autorité des textes, inférence et perception directe. Mais il convient maintenant de donner un exemple concret de l'impact de ce modèle dans l'histoire des modes de vies, en choisissant le cas tibétain.

UN EXEMPLE DE CONTEXTE HISTORIQUE ET ANTHROPOLOGIQUE : LE MONDE CULTUREL TIBÉTAIN

Si les rituels religieux jouent un grand rôle dans le monastère autour du cycle de vie et la symbiose avec la communauté laïque, la transmission de la tradition tibétaine dans son ensemble se structure selon le principe tripartite défini ci-dessus. Écoute des enseignements et réflexion personnelle définissent la catégorie de l'exégèse (*bshad*), c'est-à-dire des études, tandis que l'actualisation de cette connaissance théorique est rendue par la pratique ou accomplissement (*sgrub*).

Ainsi le cursus bouddhique, généralement monastique (bien qu'il existe aussi des religieux mariés), s'opère-t-il d'abord dans un collège d'études où la maîtrise de la scolastique, de la logique et de la rhétorique s'illustrent dans les joutes oratoires du débat, particulièrement animé. L'ascèse méditative et contemplative, elle, se poursuit dans un collège de pratique, selon un contexte de retraite en communauté ou en solitaire, voire dans certains cas franchement érémitiques. La maîtrise des connaissances donne lieu au titre de savant (*mkhas pa*, pour le sanskrit *paṇḍita*) et celle de l'ascèse à celui d'accompli (*grub pa*, pour *siddha*). Or c'est justement la conjonction des deux (*mkhas grub*) qui décrit précisément l'idéal fixé par la tradition tibétaine.

Ermite de Chimpu, Tibet central. (© 2006/M.-H. Deroche.) // Chimpu hermit, central Tibet. (© 2006/M.-H. Deroche.)

La particularité du bouddhisme au Tibet est que ses différentes écoles ne se sont pas différenciées en fonction de différentes lignées d'ordination monastique comme en Inde, ou de différents corpus de textes comme en Extrême-Orient. Elles sont apparues autour des transmetteurs au Tibet de lignées de la pratique, synthétisant les connaissances théoriques du bouddhisme exotérique comme ésotérique, en systèmes d'instructions guidant le *yoga* des « corps-parole-esprit », comme l'exprime précisément la tradition tibétaine. Tout un pan de la littérature tibétaine leur correspond, formé par ces recueils d'expériences transmises de maître à disciple et des « manuels » qui permettent d'avoir littéralement toujours « sous la main », à l'esprit, les points clés de la vue philosophique, de la manière de pratiquer les exercices comme de mener son existence. Même à ce niveau, théorie et praxis sont intimement liées dans une boucle dynamique.

LE CONTEXTE DU DIALOGUE TRANSCULTUREL ET TRANSDISCIPLINAIRE

L'exemple tibétain nous offre aussi une transition particulièrement significative entre un contexte traditionnel et le nouveau contexte émergent. En effet, l'association du XIVe Dalaï-Lama Tenzin Gyatso (né en 1935) avec Francisco Varela (1946-2001) ancien chercheur du CNRS, est à l'origine du Mind and Life Institute, une institution organisant de nombreux dialogues transculturels et transdisciplinaires entre bouddhistes et scientifiques modernes. Il s'agit d'un véritable catalyseur pour les recherches scientifiques et nouvelles applications sécularisées des exercices du corps-esprit, *via* un réseau universitaire prestigieux (principalement nord-américain, mais aussi européen et asiatique). Ce cadre privilégié a permis ainsi d'établir une communication entre des mondes traditionnels et scientifiques qui s'ignorent le plus souvent. Se réunissent ainsi savants et contemplatifs, ou savants-contemplatifs intégrant les deux aspects, soit de manière traditionnelle (à la tibétaine), ou bien d'un genre nouveau, tel Francisco Varela et sa « neuro-phénoménologie ».

Plus récemment, c'est le terme de *contemplative studies* qui a été adopté dans ce contexte pour désigner le nouveau champ interdisciplinaire d'investigation scientifique des exercices du corps-esprit. Si le terme contemplation cadre bien avec l'orientation générale de la transformation du sujet décrite plus haut, nous avons voulu montrer ici que la question de l'articulation du discours et de la praxis, de la raison et de l'intuition y est cruciale. Mais en un sens, le terme études (*studies*) peut suggérer cette boucle que nous avons tenté d'expliciter. On peut donc reconsidérer maintenant les deux extrêmes de l'inter-culturalité mentionnés au tout début, dans une relation étroite avec les risques philosophiques examinés par Hadot. D'un côté, l'adhésion rigide à une scolastique traditionnelle empêche certainement d'en percevoir un sens plus vivant et plus profond, et donc de s'actualiser pleinement dans des formes toujours à renouveler. Et si l'on veut considérer un possible apport intellectuel et scientifique de ces traditions à l'Occident, une certaine traduction est nécessaire, impliquant aussi dans notre monde contemporain cosmopolite une dimension ouverte, non confessionnelle et séculière. De l'autre côté, une démarche de fond, philosophique et anthropologique, liant les approches humanistes aux travaux cliniques, doit être impérativement préservée, au risque de voir l'application trop rapide des techniques, détachées de leur contexte, conduire à des situations critiquables d'un point de vue éthique.

En résumé, la critique faite ici en fonction du contexte philosophique et anthropologique, peut être résumée en insistant sur l'importance de la culture au sens le plus profond : ce qui fait l'humanité même de l'homme. Car séparée d'elle, la science ne nous conduit-elle pas à ce que Michel Henry a analysé dans – et comme – *La barbarie* ? C'est avec cette compréhension de l'importance fondamentale de la subjectivité, de l'intersubjectivité, et une éthique du dialogue que le « flambeau d'une connaissance étrange qui accompagne l'humanité depuis qu'elle est sur terre », selon la formule lyrique de M. Henry, peut nous livrer encore quelques lumières.

Ici, à l'Université de Kyôto, se décrivant elle-même comme une montagne de science dans le paysage culturel japonais, un nouveau programme doctoral transdisciplinaire, abordant les grands enjeux présents et futurs de l'humanité a été conçu justement selon les trois étapes de la formation/transformation du sujet décrite plus haut (« écoute, réflexion, praxis », jap. *mon shi shu* 聞•思•修). En faisant ainsi un usage renouvelé et sécularisé du répertoire traditionnel japonais, il s'inspire de la philosophie de l'École de Kyôto, une autre source précieuse pour repenser notre modernité et rationalité.

Nous voudrions conclure en disant que cette dynamique en trois phases nous offre précisément une possible clé de lecture face au dilemme du savoir contemporain, en remontant terme à terme la fameuse citation de T. S. Eliot (*Choruses from The Rock*) :

> Où est la Vie que nous avons perdue en vivant ? Où est la sagesse que nous avons perdue dans la connaissance ? Où est la connaissance que nous avons perdue dans l'information ?

BIBLIOGRAPHIE/ BIBLIOGRAPHY

Bitbol, Michel, *De l'intérieur du monde. Pour une philosophie et une science des relations*, Paris, Flammarion, 2010, 719 p.
Deroche, Marc-Henri, *Une quête tibétaine de la sagesse : Prajñāraśmi (1518-1584)*, Louvain, Brepols, à paraître.
Hadot, Pierre, *Qu'est-ce que la philosophie antique ?*, Paris, Gallimard, coll. « Folio », 1995, 455 p.
Henry, Michel, *La barbarie*, Paris, PUF, 2014 (1re édition : 1987), 247 p.
Kapstein, Matthew T., Les Tibétains, trad. de l'anglais par Thierry Lamouroux), Paris, Les Belles Lettres, 2015, 512 p.
Yuasa, Yasuo, *The Body : Toward an Eastern Mind-Body Theory*, trad du japonais par Shigenori Nagatomo & Thomas P. Kasulis), Albany (New York), State University of New York Press, 1987, 264 p. (Version originale : 湯浅泰雄, 『身体東洋的身心論の試み』 創文社, 1977年.)

BUDDHIST BODY-MIND EXERCISES: TIBETAN CONTEXT AND TRANSCULTURAL ISSUES

Marc-Henri Deroche
Associate professor at Kyoto University
April 2017

Within the sphere of Asia's cultural influence, there has been in the West an increasing interest, from scientists to the general public, in Buddhist "meditation", among the other "technologies of the self" (M. Foucault) of Asian traditions (yoga, martial arts, etc.). Nevertheless, we can observe two opposite tendencies that obscure a clear understanding of those practices. The first can be considered as a kind of cultural fascination and thus constitutes, to some degree, an alien-ation. The second, on the contrary, seeks to remove as quickly as possible the original cultural elements, being interested most of the time only in the technical aspect. Beyond those two extremes, what lights can shed Asian studies on those practices? Is it possible to rationally elucidate their origin and nature? Then, in turn, how can they allow us to reconsider our own rationality, through a "science of relations", located from "within the world"?

In order to answer those questions, the notion of context appears to be central in order to examine the exercises of the "body-mind" (Y. Yuasa, jap. *shin shin*身心), not separately, but within the networks of meanings, through the languages and cultures which have cultivated them, and from which they can be put into relation, translated, and possibly understood. In this aim, we will here consider first the general philosophical framework, then focus on the specific Tibetan case, in order to finally consider its transcultural dynamics and issues.

THE PHILOSOPHICAL FRAMEWORK: FROM DISCOURSE TO PRAXIS

The philosophical interest of this aspect of Buddhism can first be more generally understood within the framework of "spiritual exercises" (physical, discursive, or intuitive), a term central to the redefinition by Pierre Hadot of the ancient Greco-Roman philosophia as the "love of wisdom." Considering a possible re-actualization of this ancient ideal, relatively comparable to Buddhism, Hadot saw two main dangers. He wrote: "The first of these will be the temptation to be satisfied with philosophical discourse. There is an abyss between fine phrases and becoming truly aware of oneself, truly transforming oneself." But he also added: "Another danger, the worst of all, is to believe that one can do without philosophical reflection. […] Nevertheless, we have to reflect critically on the ancient, modern, and oriental discourses which justify a given way of life. […] Without such reflection, the philosophical life risks sinking into vapid banality, "respectable" feelings, or deviance" (Hadot, 2002, p. 280). Thus, we need first to investigate the nature of the relation between discourse and praxis in Buddhism.

Its approach starts from the observation of human condition, the diagnostic of suffering and its cause: the ignorance of the true nature of things, i.e. the egocentric perspective, biased and partial. Nevertheless, this state is not conceived as a fatality. Another possibility follows immediately with wisdom or "awakening", the Buddha being the one who is awakened, awake, the one who has waken up from the hypnotic sleep of ignorance.

The eightfold description of the path that he proposes, more than a simple list, offers a map guiding "rightly" the praxis and locating precisely the body-mind exercises within a holistic and dynamic framework. The key point is the primacy, at the top of the list, of (1) the philosophical view, worldview and view about the self. This view defines an existential orientation. It is thus translated in (2) the intention to live in conformity with this view. Such an intention is then put into practical application in the concrete aspects of existence with an ethics governing the use of (3) speech, (4) the body, and (5) livelihoods. Then it also directs (6) the specific effort necessary to the path, especially the conversion of (7) the attention which from an initial state of dispersion or extreme oscillations (agitation or lethargy), becomes the correct "mindfulness" (Pâli: *sati*), i.e. vigilance and remembrance, in order to fully blossom through (8) the body-mind exercises, in this context known as "contemplation" (*samâdhi*). The initial view is to be fully realized by them.

Following such a sapiential perspective, an initial understanding is gained through "listening" the discourse. Then it develops thanks to a "reflection", a reasoning of personal nature, making the transition from a general truth, received from outside, to a more intimate conviction of the subject. The latter, still abstract, is then fully "actualized" or "cultivated" by exercises engaging the totality of lived experience, bodily, sensitive, emotional and mental. These exercises are precisely grouped under the Pâli and Sanskrit term *bhâvanâ*, the "action of actualization" or "cultivation" (from the root BHÛ, in the causative form, "actualize", "bring into existence." The Tibetan translation (*sgom*) is often rendered as "familiarization", while the Chinese insists on the necessity of a repeated training with the notion of "practice" (*xiuxing* 修行). Read as *shugyô*, it is in Japan the term describing the asceticism of monks, or of traditional arts, following their respective "paths" *dô* 道 and historical connections.

The great diversity of Buddhist body-mind exercises can be subsumed under the exercise of the focalization of the attention (leading to a state calm and clear), in association to the insight, meditative (discursive) then contemplative (intuitive), transcending ultimately the division between subject and object. The importance of the body is central, since the physical posture is with the breath an anchor for the focalization of the attention. The body is also the object of an inquiry of the insight itself, sweeping the whole spectrum of bodily sensations, feelings, emotions, thoughts, to examine in fine the nature of all phenomena and of the self. Other exercises, aimed at the generation of altruistic feelings and attitudes, are also considered to be decisive. The Great Vehicle amplified this aspect, putting it at the center of its soteriology (doctrine of salvation, or here more precisely of "liberation") and of its predication.

Thus, those three steps (called the "three wisdoms") of listening, reflection and cultivation, represent in Buddhism the clearest articulation between discourse and praxis. It is also possible to establish a parallel between them and the three types of valid knowledge according to Buddhist epistemology: authority of texts, inference, and direct perception. But we shall now give a concrete example of the impact of this model in the history of the ways of life, choosing the Tibetan case.

AN EXAMPLE OF HISTORICAL AND ANTHROPOLOGICAL CONTEXT: THE TIBETAN CULTURAL WORLD

If religious rituals play a major role in the monastery, following the cycle of life and the symbiosis with the lay community, the transmission of the Tibetan tradition as a whole is structured according to the threefold principle defined above. Both the listening to the teachings and the personal reflection define the category of exegesis (*bshad*), i.e. studies, while the actualization of this theoretic knowledge is achieved by the praxis or attainment (*sgrub*).

Thus, the Buddhist curriculum (general monastic, even if there are also married religious figures), starts in a college of studies where the mastery of scholasticism, logic and rhetoric are illustrated in the verbal jousting of the debate, especially lively. Meditative and contemplative asceticism itself is to be pursued in a practice college, within the context of spiritual retreats, in a community or solitarily (sometimes in very eremitic forms). The mastery of studies leads to the title of "scholar" (*mkhas pa*, for the Sanskrit *paṇḍita*) and that of asceticism the title of "accomplished" (*grub pa*, for *siddha*). But it is precisely the conjunction of both (*mkhas grub*) that describes best the ideal fixed by the Tibetan tradition.

The particularity of Buddhism in Tibet is that its different schools did not differentiate according to the various lineages of monastic ordination like in India, or in reference to different corpus of texts like in East Asia. They appeared around the transmitters in Tibet of "practice lineages", synthetizing the theoretic knowledge of both exoteric and esoteric Buddhism in instructions systems and guiding the yoga of "body-speech-mind", as the Tibetan tradition puts it. They also form in Tibetan literature a specific genre and corpus, as the collection of such experiences transmitted from master to disciple, and as "manuals" than enable one to always "have on hand", to keep in mind, the key points of the philosophical view, the way to practice such exercises and to guide one's conduct in life. Even at this level, theory and praxis are intimately related within a dynamic loop.

THE CONTEXT OF TRANSCULTURAL AND TRANSDISCIPLINARY DIALOGUE

The Tibetan example provides us an especially significant transition between a traditional context and the new emerging context. Indeed, the association of the 14 th Dalaï Lama Tenzin Gyatso (b. 1935) with Francisco Varela (1946-2001)

former researcher at the CNRS, was central to the creation of the Mind and Life Institute, an institution organizing numerous transcultural and transdisciplinary dialogues between Buddhist contemplatives and modern scientists. It has acted as a veritable catalyst of scientific research and new secularized applications of body-mind exercises, thanks to a prestigious academic network (mainly North-American, but also European and Asian). This privileged context has provided a communication between the traditional and scientific communities, two groups that generally ignore each other. Scholars and contemplatives gather there. They may be also "scholars-contemplatives" integrating both aspects, either in the traditional way (like in Tibet), or from a new genre, like Francisco Varela and his "neuro-phenomenology".

More recently, the expression contemplative studies has been coined in this context in order to refer to the new transdisciplinary field of the scientific investigation of body-mind exercises. If the term contemplation is well in harmony with the general orientation of the transformation of the subject, as described above, we have intended to show that the question of the articulation between discourse and praxis, reason and intuition is crucial in this process. But, in a way, the term studies itself may suggest the loop that we have tried to explicit.

We may try now to reconsider the two extremes of interculturality that we have mentioned at the very beginning, in close relation with the two philosophical dangers pointed by Hadot. On one hand a rigid adhesion to traditional scholasticism certainly restrain the perception of a more living and deeper meaning, and its fuller reactualization according to forms always to be renewed. Moreover, if we intend to consider a possible intellectual and scientific contribution of these traditions to the West, a certain translation is necessary, implying also in our cosmopolitan contemporary world, an open dimension, non-sectarian and secular. On the other hand, a fundamental methodology, philosophical and anthropological, linking humanist approaches with clinician works has imperatively to be preserved, in order to avoid too rapid applications of the techniques, which detached from their context, may lead to situations ethically questionable.

In brief, the critique done here according to philosophical and anthropological contexts can be summarized by insisting upon the importance of culture, in its deepest meaning: what makes the humanity of humanity. Because, when science is separated from it, doesn't it lead us to what Michel Henry has analysed in – and as – Barbarism? It is with this understanding of the deep significance of subjectivity, intersubjectivity, and with an ethics of dialogue that the "torch of the strange knowledge that accompany humanity since it is on earth," according to the lyrical expression of M. Henry, can still bestow us some light.

Here, in Kyoto University, describing itself as a mountain of science in the Japanese cultural landscape, a new transdisciplinary doctoral program focused on the present and future great challenges that face humanity, has been created with a reference to the steps of the formation/transformation of the subject as described above ("listening, reflection, and cultivation", Jap. *mon shi shu* 聞·思·修). In this renewed and secularized use of the Japanese traditional

repertoire, it is inspired by the philosophy of the so-called Kyoto School, another precious resource to revisit our modernity and rationality.

Let us conclude here by saying that this dynamic in three phases can provide us precisely a possible key concerning the dilemma of contemporary science and philosophy, by bouncing back the very terms of this famous quotation of T. S. Eliot (*Choruses from The Rock*):

> Where is the Life we have lost in living?
> Where is the wisdom we have lost in knowledge?
> Where is the knowledge we have lost in information?

UNE BRÈVE HISTOIRE DU JUDO EN FRANCE

Michel Brousse
Agrégé, docteur en éducation physique et sportive et enseignant
à la Faculté des STAPS (UBM)
Mai 2017

Le judo est une méthode d'éducation physique, intellectuelle et morale fondée au Japon en 1882 par Jigoro Kano. Les techniques sont inspirées des méthodes de combat traditionnelles des guerriers samouraïs, le « *jujutsu* » (ou « jiu-jitsu » dans sa transcription phonétique). La France découvre l'art martial nippon en 1905 lorsque le monde occidental est frappé par le succès des armées japonaises dans le conflit qui les opposent à l'empire russe. Décrit comme le triomphe de l'adresse et de l'agilité sur la force brutale, le *jujutsu* innove en consacrant l'art de céder à l'adversaire, en retournant la force de l'attaquant contre lui-même. Un nouveau concept de l'utilisation de la force est introduit.

Nage no kata par Kano Jigoro. (© Kodokan Institute.) // *Nage no kata* by Kano Jigoro. (© Kodokan Institute.)

Jigoro Kano (1860-1938) passe son enfance à Miyake. Après le décès de sa mère, il suit son père à Tôkyô. Élève brillant, il fréquente des institutions privées puis la Faculté de lettre de l'Université de Tôkyô. Frêle, humilié par les brimades de certains camarades de classe et par la sensation d'une infériorité physique, il décide d'étudier le *jujutsu*. En mai 1882, il ouvre sa propre école où il enseigne une méthode personnelle, le « *Kodokan judo* ». Kano s'inspire du *jujutsu* mais la formation des individus est son objectif prioritaire. Il prône une éducation fondée sur l'équilibre des dimensions intellectuelle, physique et morale, dont il affirme que seul le développement harmonieux peut garantir le progrès de la personne et, par conséquent, son utilité pour la communauté.

Kano écrit : « Quelle qu'excellente que soit la santé d'un individu, son existence reste vaine s'il ne la met pas au service de la société. »

Irène Joliot-Curie, Frédéric Joliot, Paul Bonét-Maury, Moshe Feldenkrais, Paris, Jiu-Jitsu-Club de France, 1939. (© Collection Michel Brousse.)

Chargé par le ministère de l'Éducation japonais d'observer les systèmes d'enseignement en vigueur à l'étranger, Kano effectue un premier voyage d'études en Europe en octobre 1889 (Marseille, Lyon, Paris, puis Allemagne Suisse, Danemark, Hollande, Angleterre et Paris puis Marseille en décembre 1890). À son retour, il occupe plusieurs fonctions (lycée de Kumamoto, ministère puis lycée de Tôkyô). Rapidement, il est considéré comme un des meilleurs spécialistes en matière d'éducation. Il échange ses théories avec les pédagogues et les penseurs les plus renommés du moment, Ferdinand Buisson, Pierre de Coubertin, Rabindranath Tagore, Helen Parkhurst ou John Dewey. En 1909, à l'invitation de Pierre de Coubertin, il devient le premier représentant asiatique à siéger au Comité international olympique. Dès lors, il consacre sa vie au développement de l'éducation par le judo et les activités sportives.

Affiche de la Fédération française de judo. (© Collection Michel Brousse.) // Poster of the French Judo Federation. (© Collection Michel Brousse.)

DU *JUJUTSU* AU JUDO

En France, l'image de l'art de combat nippon est celle d'un produit culturel. En 1905, les journaux n'affirment-ils pas : « le triomphe de la méthode japonaise sur la méthode française ? » L'intérêt majeur que suscite le Japon, tant par l'admiration et la crainte qu'inspirent ses armées que par son influence dans

le monde de l'art, attire ceux qui perçoivent la promesse d'une invincibilité acquise par la maîtrise de ses techniques. Céder à la force de l'adversaire pour mieux la retourner contre lui transforme la conception du combat de manière irréversible. Les premiers « jiu-jitsueurs » font partie de l'élite aristocratique parisienne (prince de Caraman-Chimay, duc de Broglie, prince Murat, comte Grëhfulle, artistes Coquelin, Albert Lambert, Mounet-Sully…). Sous l'impulsion d'un des précurseurs de la culture physique en France, Edmond Desbonnet, le *jujutsu* se développe dans les clubs privés de culture physique des grandes villes (Paris, Lille, Lyon, Bordeaux…). Cependant, certains experts s'égarent sans succès sur la scène des music-halls et le *jujutsu* perd de sa superbe. L'effet de mode passe.

Quasiment disparue du domaine privé, la méthode nipponne reste présente dans la police et dans l'armée. Ces institutions du maintien de l'ordre public assurent une permanence à la pratique et pérennisent la réputation d'invincibilité.

Affiche de l'École japonaise du jiu-jitsu. (© Collection Michel Brousse.) // Poster of the Japanese School of Jiu-Jitsu. (© Collection Michel Brousse.)

À la fin des années 1930, après une période d'indifférence, l'art japonais redevient un centre d'intérêt. Progressivement, les techniques de défense s'enrichissent de la dimension éducative chère à Kano. Le sensationnel et l'invincibilité s'effacent alors devant les lois de la physique et de l'équilibre. Le judo forge les esprits et les corps. Les journaux annoncent une science, une école de sang-froid, une amélioration certaine de la civilité du caractère et du corps. En s'imposant alors comme la plus efficace mais aussi la plus cultivée et la plus intellectualisée des disciplines de combat, le judo bouleverse l'image socialement insécurisante de la confrontation physique. La tenue qui efface la distance sociale accentue le renouvellement de l'image du corps combattant. L'élitisme du judo n'est pas un élitisme social. C'est un élitisme culturel et intellectuel dont la force réside dans l'union établie entre la pensée et l'action, l'intelligence et l'efficacité, l'élégance et la virilité.

L'art japonais donne une dimension spirituelle à la performance. L'enseignement ne se centre alors sur l'étude du combat que pour mieux éprouver les qualités humaines et sociales. Depuis 1933, à Paris, dans le

Quartier latin, Moshe Feldenkrais dirige la section de *jujutsu* de l'École spéciale des travaux publics de la Ville de Paris. Cette association est à l'origine des structures du judo français. Elle donne naissance au Jiu-Jitsu Club de France, officiellement déclaré suite au dernier voyage de Kano à Paris, en septembre 1936. Elle est fréquentée principalement par des étudiants de l'Institut du radium, du Collège de France, de la Sorbonne et des grandes écoles.

Couverture du *Petit Parisien* du 3 avril 1904. (© Collection Michel Brousse.) // Cover of *Le Petit Parisien* from April 3, 1904. (© Collection Michel Brousse.)

Kano Jigoro. (© Kodokan Institute.)

Durant le régime de Vichy, la loi du 20 décembre 1940, dite Charte des sports, réorganise l'administration des pratiques sportives en France. L'application du texte n'est pas immédiate mais, en avril 1942, une « section judo-jiu-jitsu » est créée au sein de la Fédération française de lutte. Elle est présidée par Paul Bonét-Maury – docteur en pharmacie puis radio-biologiste, Paul Bonét-Maury crée en 1950 le département de radioprotection à l'Institut du radium à Paris. Il en assure la direction jusqu'au début des années 1960 et devient ensuite professeur à l'Institut national des sciences et techniques nucléaires au CNRS.

La croissance des effectifs est telle que la section devient vite autonome. La Fédération française de judo-jiu-jitsu est reconnue le 5 décembre 1946. Les adeptes de la méthode japonaise étaient une centaine en 1938 ; fin 1947, ils sont près de 5 700. Des considérations économiques et commerciales ne sont pas étrangères à cette progression rapide. Du temps de Feldenkrais, la cotisation des élèves du Jiu-Jitsu Club de France est volontaire. Chacun l'acquitte selon ses possibilités. L'arrivée d'un expert japonais, le professeur Kawaishi, introduit de nouveaux codes. La cotisation devient régulière et obligatoire. En 1940, lorsque le club déménage de la rue Thénard vers la rue du Sommerard, les 80 francs mensuels sont portés à 250 francs. Des leçons particulières sont également proposées. Elles coûtent jusqu'à 1 000 francs par mois. Les tarifs varient selon les personnes. Kawaishi se comporte en entrepreneur.

De nombreux judokas ceinture noire suivent son exemple en ouvrant sur des clubs sur l'ensemble du territoire. Enseigner l'art japonais devient un métier réglementé par la loi du 28 novembre 1955. Porté par le contexte favorable des « Trente Glorieuses », le judo connaît alors un essor exceptionnel dans l'espace des sports français (22 259 licenciés en 1955, 87 508 en 1965, 375 937 en 1975). La réduction du temps de travail, l'accès aux loisirs, le souci grandissant du corps, la quête de santé, poussent une partie de la population vers le stade, le gymnase et le « *dojo* ».

L'augmentation du pouvoir d'achat des Français et la multiplication du nombre de salles abaissent le coût relatif du judo. L'armée, la police, l'université, la SNCF… ainsi que les mouvements de jeunesse et plus particulièrement le scoutisme mais aussi le sport ouvrier et le sport corporatif fonctionnent comme des relais importants. Des entreprises aussi diverses que Saint-Gobain, Esso, Les Galeries Lafayette, Général Motors, Bréguet, Simca, ou la Compagnie internationale des wagons-lits, Air France… donnent à leurs personnels la possibilité de pratiquer le judo.

Le judo éduque les nouvelles générations. (© FFJDA.) // Judo educates new generations. (© FFJDA.)

LE JUDO MODERNE, SPORTIF ET ÉDUCATIF

La Fédération française de judo multiplie les rencontres sportives pour de nouvelles catégories de pratiquants et amplifie le processus de démocratisation. Sous l'influence du courant sportif, la méthode japonaise pénètre rapidement l'ensemble des couches de la société et s'étend très vite des capitales de province aux villes et villages des départements. Moteur essentiel de l'évolution, la démarche sportive, malgré les réticences des traditionnalistes, privilégie une approche rationnelle au détriment de la démarche culturelle, de l'idéalisme et de l'imaginaire.

Progressivement, le pragmatisme de l'entraîneur remplace le penchant orientaliste et souvent ésotérique de nombreux « maîtres ».

Le judo sportif ne se présente pas comme un art mystérieux, le champion ne prétend pas posséder de pouvoir surnaturel. Tant au plan des médailles qu'au niveau de l'accès aux grades supérieurs, la reconnaissance grandissante du judo féminin illustre l'évolution des mentalités dans un monde pourtant dominé par des valeurs masculines. Jusqu'aux années 1960, les judokas français acceptent l'aspect compétitif, mais dans leur majorité se refusent au culte de la performance. L'inscription au programme des Jeux olympiques de 1964,

cependant, marque une rupture. L'art japonais entre dans l'ère de la rationalité. L'admiration suscitée par la maîtrise technique et spirituelle que symbolise la hiérarchie des grades s'estompe devant la célébrité acquise par les titres sportifs. Le sacré glisse vers le profane. En 1975, un premier français, Jean-Luc Rougé, parvient à conquérir un titre de champion du monde. Un cap psychologique est franchi. Peu de temps après, les victoires olympiques de Moscou en 1980 (Thierry Rey, Angelo Parisi) placent la France au sommet de la hiérarchie du judo sportif.

La croissance du judo français se lit dans le chiffre des effectifs et dans les résultats sportifs de ses meilleurs compétiteurs (485 804 en 1995, 557 616 en 2005). Mais, autant que l'aspect quantitatif, c'est l'aspect qualitatif de l'édifice qui attire l'attention. La cohérence acquise est celle d'une structure administrative servie par le régime particulier de la réglementation du sport en vigueur. Les professeurs diplômés assurent la qualité de l'enseignement.

Les figures emblématiques des champions actuels, Lucie Décosse, David Douillet, Teddy Riner, perpétuent l'ancrage des représentations d'un équilibre physique et mental acquis par la pratique du judo, d'une sagesse et d'une puissance mettant en harmonie le calme dans la pensée et la force dans l'action. Le message est affiché, la maîtrise du combat mène à la paix sociale. Le judo est aujourd'hui un sport de compétition pour les plus âgés, le *dojo* un lieu d'apprentissage des règles de la citoyenneté et une thérapie magique contre la timidité et l'hyperactivité des plus jeunes. En disciplinant le corps et ses émotions, il offre à de jeunes adeptes de plus en plus nombreux la promesse d'une éducation corporelle où dominent l'affirmation de soi, le respect de lieux et celui des personnes. En 2016, 75 % des quelque 610 000 licenciés que compte le judo français ont moins de 17 ans.

Dirigeants et professeurs sont des judokas d'expérience, souvent anciens champions, qui perçoivent le judo comme une activité irréductible à sa simple dimension sportive.

Le judo était un art martial et une éthique en action, en devenant un sport de compétition et une discipline d'éducation corporelle et citoyenne, l'art japonais suit la transformation de la société française, de ses modes de consommation et de ses loisirs du corps. De nos jours, l'offre fédérale s'élargit. En même temps que la Fédération française de judo affiche l'image d'une activité centrée sur la formation du caractère par l'expérience du combat, elle organise une activité hybride et multiforme associant le sport de compétition, l'initiation des enfants par le jeu, la défense personnelle et l'entretien physique des adultes.

BIBLIOGRAPHIE/ BIBLIOGRAPHY

Brousse, Michel, *Les racines du judo français. Histoire d'une culture sportive*, Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux, 2005, 367 p.
—, *Judo for the World*, Paris, Éditions de La Martinière, 2015, 312 p.
—, *Être ceinture noire*, Paris, Éditions de La Martinière Jeunesse 2016, 48 p.

A BRIEF HISTORY OF JUDO IN FRANCE

Michel Brousse
Associate, doctor in physical and sports education & teacher
at the Faculty of STAPS (UBM)
May 2017

Judo is a method of physical, intellectual and moral education founded by Jigoro Kano in Japan in 1882. The techniques borrow from traditional combat methods formerly used by samurai fighters, i.e. jujutsu (known as jiu-jitsu according to its phonetic transcriptions). France discovered this martial art in 1905 when the Western world was mesmerized by the unexpected success of the Japanese soldiers in the Russian Japanese conflict. Described as the triumph of skill and agility over sheer strength, jujutsu was an innovation, heralding the art of yielding to the opponent and using the very strength of the attacker against him.

Jigoro Kano spent his childhood in Miyake. When his mother died, he moved to Tokyo with his father. His classmates bullied him because he was frail. Outstandingly intelligent, he attended private institutions then the humanities section at Tokyo University. Conscious of his physical inferiority he decided to study jujutsu.

In February 1882, he opened his own school where he taught his own method, "Kodokan judo". Kano borrowed from jujutsu but his main objective was the formation of individuals. He was in favour of an education based on a perfect balance between intellectual, physical and moral education. He stressed the fact that a person could only grow, proceed in life and be useful to the community if his development had been harmonious.

Put in charge of studying the various systems of education abroad by the Japanese Ministry of Education, Kano first left for Europe in 1889 (Marseilles, Lyon, Paris, then Germany, Switzerland, Denmark, Holland, England, Paris, Marseilles in December 1890). When he returned to Japan he occupied several positions (Kumamoto grammar school, Ministry of Education, Tokyo grammar school). He was rapidly viewed as one of the best specialists in the field of education.

He exchanged his theories with world-renowned pedagogues of the times, Ferdinand Buisson, Pierre de Coubertin, Rabindranath Tagore, Helen Parkhurst or John Dewey.

In 1909, invited by Pierre de Coubertin he became the first Asian representative to sit in the International Olympic Committee. From then on he devoted his life to the development of education through judo and sport activities.

FROM JUJUTSU TO JUDO

In France the image of the Nippon combat art is that of a cultural product. Didn't 1905 newspapers advertise: "The triumph of the Japanese method on the

French method"? At the time, as the influence of Japanese art and culture prevailed and as Japanese soldiers were admired and feared, many were attracted by the promise of an invincibility acquired by new forms of combat techniques. Yielding to the strength of the opponent in order to use it against the same opponent radically changed the conception of the fight. The first jujutsu players belonged to the aristocratic circles of the Parisian elite (Prince de Caraman-Chimay, Duc de Broglie, Prince Murat, Comte Grëhfulle, the artists Coquelin, Albert Lambert, Mounet-Sully). Under the impulsion of one of the pioneers of physical education, Edmond Desbonnet, jujutsu developed in the private clubs of physical education in big cities(Paris, Lille, Lyon, Bordeaux). However some experts failed to reach fame on music halls stages and jujutsu lost its lure. Soon the trend died.

If jujutsu vanished from private spheres it was kept among the law enforcement authorities, the police force and the army. Because it was commonly practiced among these institutions jujutsu survived and its reputation of invincibility persisted.

At the end of the 1930s, after a period of indifference, there was a renewed Interest for the Japanese art of self-defence. Progressively the educational dimension, dear to Kano was added to the techniques of defence. The sensational aspect linked to invincibility faded and was replaced by the laws of physics and balance. Judo shaped minds and bodies. The newspapers presented judo as a science, a school of self-control, a means to improve civility in bodies and minds. Because it was then considered as the most efficient, the most culture-oriented and the most intellectualised among the combat disciplines, judo shattered the socially disturbing image of physical confrontations. The plain judogi blurred social barriers while putting the stress on the renewal of the image of the fighting body. Judo elitism is not social. It is a cultural and intellectual elitism whose strength lies in the union established between thought and action, intelligence and efficiency, elegance and virility.

The Japanese art gave a spiritual dimension to performance. Teaching focused on the study of the fight in order to put to the test human and social qualities in a better way. Moshe Feldenkrais, a Russian-born scientist had been at the head of the Jujutsu section of the École Spéciale des Travaux Publics de la ville de Paris, in the Latin Quarter, since 1933. This association is at the origin of the structures of French judo. It was to give birth to the Jiu-Jitsu Club de France, as it was officially named after Kano's last trip to Paris in September 1936. Most students who attended the club belonged to the Institut du Radium, the Collège de France, the Sorbonne and the so-called "grandes écoles".

During the Vichy period, following the law of 20 December 1940, called the Chart of Sports the administration of sport practices was re-organized. The law was not immediately enforced but in April a judo-jujutsu section was created as part of the French Federation of wrestling. The President was then a French scientist, Paul Bonét-Maury. A doctor in pharmacy, then in radio biology Paul Bonét-Maury created the department of radio protection in 1950 at the Paris Radium Institute, which he directed until the early sixties then he was

a professor at the National Institute of Sciences and Nuclear techniques in the CNRS. Soon the judo section gained its autonomy as the number of judo players increased. The French federation of judo jujutsu was recognized as such on 5 December 1946.

In 1938 a hundred persons practiced judo at the end of 1947 some 5700 did. This rapid growth was partly due to economic considerations. When Feldenkrais was in charge participants paid according to their financial means. When a Japanese expert, Kawaishi joined the club before the War, new codes were introduced. Payment of the membership fees was compulsory and regular. In 1940 when the club moved from rue Thénard to rue de Sommerard the monthly fee of 80 francs became 250 francs. Private lessons were also available, some of them reaching as much as 1000 francs a month. Fees varied according to the person. Kawaishi behaved as an entrepreneur.

Numerous black belts followed his example and clubs were opened all over France. Teaching judo became a proper occupation ruled by the law of 28 November 1955. Encouraged by the favourable context of three decades of strong economic growth (going from 1946 to 1975, the so-called "trente glorieuses") judo grew in a spectacular way among French sports.

More and more enjoyed leisure activities as the number of working hours was reduced. People became more conscious of their bodies, in their quest for health many thronged to the stadiums, gymnasiums and dojos.

As the French purchasing power grew the number of dojos multiplied and the cost of judo lessons decreased. Judo was taught widely in the army and the police, on university campuses in youth associations, more particularly among scouts, but also among workers and in corporations. Firms as diverse as Saint-Gobain, Esso, Les Galeries Lafayette, Général Motors, Bréguet, Simca, or la Compagnie Internationale des Wagons Lits, Air France offered their employees the possibility to practice judo.

MODERN JUDO, SPORT AND EDUCATION-ORIENTED

The French Federation of judo multiplied meetings and bouts for new categories of judo players and developed the democratisation process. The Japanese method rapidly reached most social classes and spread from cities to small villages.

The sport-oriented approach, an essential dynamo of the evolution, favoured a rational approach, ignoring the cultural, idealistic, imaginary aspects in spite of the reluctance of the tradition-minded.

Gradually the pragmatic stance of the coach replaced the orientalist, often esoteric, leanings of numerous "sensei".

Sport-oriented judo does not pretend to be a mysterious art, the champion does not claim to have supernatural powers. Female judo players are now recognized as such. The way they are granted dan grades and the number of medals they get in bouts is a perfect illustration of their level and of the changing of mentalities in a world still dominated by masculine values. Until the 1960s

French judo players accepted the idea of sporting events but most of them refused the cult of performance. However things changed in 1964 when judo was included in the program of the Olympic Games. The Japanese combat art entered the era of rationality. In the past, the technical and spiritual level symbolized by the Dan hierarchy had fuelled the admiration most judo players had for their elders. It gradually waned when sport titles brought fame. The sacred slid towards the secular.

In 1975, finally when Jean-Luc Rougé, a French judo player, became world champion a psychological barrier tumbled down. Soon afterwards, the Moscow Olympic victories in 1980 placed France at the top of the sport judo hierarchy. The growth of French judo can easily be read in the numbers of registered judo players and in the results of its best competitors (485,804 in 1995, 557,616 in 2005). However the quality of the structure is as significant as the numbers involved. The system is coherent because of its structured administration, which is the consequence of the specific regime of the sport regulations in force. Qualified teachers provide quality teaching.

Thanks to today's iconic champions, Lucie Décosse, David Douillet, Teddy Riner, among others, the image of judo as a sport in which physical and mental qualities are well balanced persists, a harmonious blend of self-control in thoughts and strength in action. The message is clear, social peace implies controlled fighting. Today's judo is a competitive sport for the elder generation. For the youngest the dojo is a place where the rules of citizenship are taught and judo is also used as a magical therapy against shyness and hyperactivity. Because it disciplines the body and its emotions it offers to young judo players the promise of an education of the body in which dominate self-assertion, and a feeling of respect for the place and its people. In 2017, 75% of the 610 000 judo players are younger than 17.

Leaders and teachers are experienced judo-players, some are former champions, who view judo as an activity that cannot be reduced to its sole sport dimension.

Judo was a martial art with ruling ethical principles when it became a competitive sport and a discipline teaching corporal education and civility, the Japanese combat art followed the transformation of French society its modes of consumption and its leisure activities for the body. Today, the Federation offers a bigger variety of activities. As it advertises the image of an activity focusing on character-building thanks to the experience of combat, it organises a many-sided, hybrid type of activity in which can be found competitive sport, introduction to judo for kids through games, self-defence and physical fitness for adults.

L'HISTOIRE CONTEMPORAINE DE LA MUSIQUE HINDOUSTANIE À TRAVERS L'ITINÉRAIRE D'UN CHANT (INDE DU NORD)

Ingrid Le Gargasson
Chercheuse associée au CREM (LESC) et postdoctorante
à l'univ. Sorbonne-Paris-III
Mars 2018

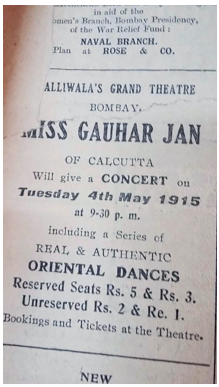
En suivant le périple d'un chant, d'un contexte de performance à l'autre et d'une époque à l'autre, cet article retrace quelques étapes importantes de l'histoire contemporaine de la musique hindoustanie, une musique de concert dont l'histoire est intimement mêlée à celle de l'élite culturelle et politique du pays. Au fil de ses apparitions, se profilent différents univers musicaux et différentes approches du savoir musical, mais également différents profils d'interprètes. Tour à tour occupation héréditaire de communautés de spécialistes, notamment de basses castes et de confession musulmane, loisir de l'élite urbaine hindoue – prompte à la présenter comme l'héritière d'une science traditionnelle brahmanique –, et enfin discipline académique et scolaire, la musique hindoustanie se meut en fonction des structures et des hommes qui la produisent. Chaque « lieu de savoir » s'inscrit dans un type de légitimité et un système de valeurs qui lui est propre, et illustre, à ce titre, différentes manières de vivre la musique autant que des rapports contrastés à l'histoire.

Pochette de l'enregistrement de Dipali Nag, 1971 (LP-ECSD 2482). // Sleeve of the recording of Dipali Nag, 1971 (LP- ECSD 2482).

LE CONTEXTE ACTUEL DE L'ENSEIGNEMENT INSTITUTIONNEL : FORMER UN PUBLIC AMATEUR

« *'Chum chananan'*, résonne [mon] bijou de pied » ['Chum chananan' bichuvā], reprennent en chœur les élèves en cette matinée de mars. Assis en tailleur, face à l'enseignante, dans une des salles de cour de l'école Shriram Bharatiya Kala Kendra, un établissement artistique situé au cœur de New Delhi, ils

répètent en boucle les paroles du chant *khayāl* : « je sais que mon bien-aimé est arrivé. Depuis quelques jours mon bienaimé est arrivé, toute la souffrance de mon cœur s'est envolée ! ». Le *khayāl* est le principal genre vocal de la musique hindoustanie. Les paroles sont, pour l'essentiel, en *braj*, une langue indoaryenne d'usage littéraire. Les poèmes chantés aux contenus dévotionnels et philosophiques côtoient ceux d'inspiration sentimentale et ceux décrivant la nature et les saisons, ou le pouvoir de la musique. Les sujets abordés et leur traitement littéraire renvoient tantôt à l'imagerie poétique de la culture hindoue, tantôt au contexte soufi, illustrant l'histoire sociale du *khayāl*, un genre qui serait apparu vers la fin du XVIe siècle, dans le cadre de la culture indopersane de l'empire moghol. Ce point de vue s'écarte de l'histoire portée par la tradition orale qui attribue au saintpoète médiéval Amir Khusrau (1253-1325) l'origine de ce chant. Après l'avoir mémorisée, les élèves notent la composition en utilisant le système de notation dit de « Bhatkhande », du nom d'une des figures clés de la musicologie indienne moderne. Plusieurs enregistrements ont participé à la pérennité de ce chant qualifié de « traditionnel », à l'image de l'interprétation de Dipali Nag (19222009) réalisée en 1971 pour le célèbre label « His Master's Voice ».


in aid of the
omen's Branch, Bombay Presidency,
of the War Relief Fund :
NAVAL BRANCH.
Plan at ROSE & CO.

ALLIWALA'S GRAND THEATRE
BOMBAY.

MISS GAUHAR JAN
OF CALCUTTA
Will give a CONCERT on
Tuesday 4th May 1915
at 9-30 p. m.
including a Series of
REAL & AUTHENTIC
ORIENTAL DANCES
Reserved Seats Rs. 5 & Rs. 3.
Unreserved Rs. 2 & Re. 1.
Bookings and Tickets at the Theatre.

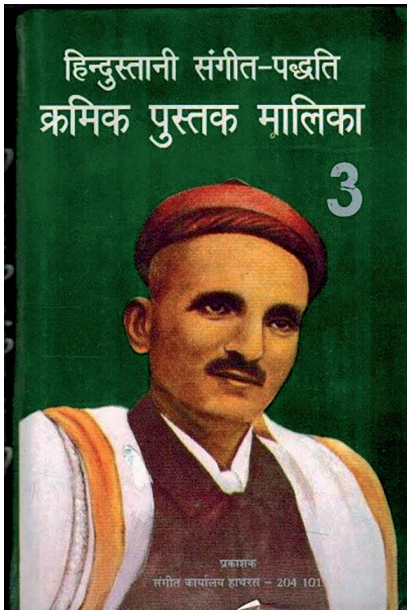
NEW

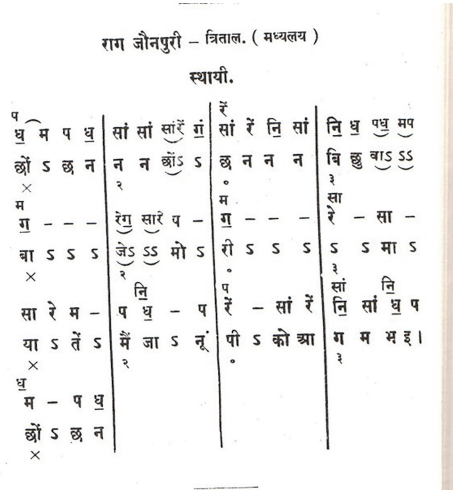
Annonce d'un concert de la chanteuse Gauhar Jan, *The Bombay Chronicle*, 3 mai 1915. (© I. Le Gargasson.) // Advertisement for a concert of the singer Gauhar Jan, The Bombay Chronicle, 3 May 1915. (© I. Le Gargasson.)

Même s'il n'a pas réussi à supplanter le système de transmission orale de maître à disciple – qui reste la voie privilégiée vers une carrière musicale –, l'enseignement institutionnel est devenu un contexte éducatif important pour la « musique classique de l'Inde du Nord », comme il est devenu commun de désigner la musique hindoustanie, principalement par le nombre de musiciens amateurs concernés. Cette formation fait partie d'une « bonne éducation », dans le sens où la connaissance musicale s'intègre à une culture générale, soulignant une appartenance à un milieu favorisé. Alors que ce mode de transmission est né de la volonté de diffuser la connaissance de la musique hindoustanie au-delà du cercle des privilégiés qui écoutaient et patronnaient auparavant cet art, il est aujourd'hui décrié pour son inefficacité à produire des artistes de haut niveau.

UNE MUSIQUE D'ART ASSOCIÉE À LA CULTURE ARISTOCRATIQUE (AVANT 1950)

« *'Chum chananan'*, résonne [mon] bijou de pied », la mélodie retentit dans le studio improvisé, entrecoupée par de vigoureux *tāns*, ces parties mélodiques rapides : en ce mois de novembre 1902, à Calcutta, alors capitale de l'Empire britannique, une femme d'à peine trente ans, « habillée de façon élaborée et [portant] un trésor de bijoux », chante avec une aisance remarquable durant les quelques minutes qui lui sont imparties (Gaisberg 2010 [1903] : 19). Il s'agit de l'un des premiers enregistrements de « musique classique indienne » réalisés dans le souscontinent indien. L'initiative revient à Fred Gaisberg, ingénieur du son pour ce qui deviendra la *Gramophone Company* en 1908. « Miss Gauhar Jan » (18731930), courtisane renommée, réalise, quant à elle, l'un des premiers enregistrements commerciaux d'une longue série, qui la rendirent riche et célèbre dans tout le pays. Sa version diffère de celle qui est à présent en circulation, le bien-aimé étant ici clairement identifié comme le dieu Krishna. Initiée à l'art vocal par sa mère, une danseuse et chanteuse professionnelle connue sous le nom de Badi Malka Jan, avant de fréquenter des maîtres prestigieux, la chanteuse se produit devant de nombreux souverains indiens. En décembre 1911, elle est invitée à chanter à la cour de Delhi lors du couronnement du Roi George V. Le parcours exceptionnel de Gauhar Jan ne laisse alors rien présager





Réédition de l'anthologie, exemple du troisième volume avec le portrait du musicologue V.N. Bhatkhande et sa notation du chant « *"Chum chananan"* » (© I. Le Gargasson.) // Republication of the anthology, example of the third volume with the portrait of the musicologist V.N. Bhakhtande and his notation of the song "'*Chum chananan*'…". (© I. Le Gargasson.)

de la disparition prochaine des femmes chanteuses et danseuses, de la scène publique. La musique hindoustanie est alors cultivée par la noblesse, dans le cadre des cours royales et princières ainsi que dans les salons des riches marchands et propriétaires fonciers, mais aussi dans les salons de courtisanes. Cette musique d'art vouée au divertissement de ses auditeurs est une spécialisation professionnelle : des communautés de musiciens et de danseuses transmettent leur art de manière héréditaire. Depuis le XVIIe siècle au moins, une grande partie de ces tenants de la tradition orale sont musulmans.

UNE MUSIQUE « NATIONALE » ET « CLASSIQUE » (DEPUIS LE DÉBUT DU XXE SIÈCLE)

Ces deux scènes, distantes de plus d'un siècle, sont reliées par un même chant dont d'autres traces apparaissent. « *'Chum chananan'*, résonne [mon] bijou de pied » fait partie de la célèbre anthologie *Hindustānī Saṅgīt Paddhati*. *Kramik Pustak Mālikā* (19201937) [Méthode musicale hindoustanie. Livre de niveau graduel], réalisée par Vishnu Narayan Bhatkhande (18601936), le musicologue nord indien le plus important du XXe siècle. Cette anthologie constitue un manuel qui fait aujourd'hui autorité chez les artistes amateurs, ainsi que dans les écoles et départements de musique. Le chant, similaire à la version initialement présentée, est accompagné d'une notation mise au point par l'auteur, un brahmane du Maharashtra. Dans un contexte où la musique hindoustanie est construite, par une partie de l'*intelligentsia*, comme une « musique nationale » et « classique », cet érudit a traversé l'Inde dans le but de collecter des manuscrits, mais également des chants appartenant aux répertoires des plus grands *ustads*, les maîtres de musique musulmans. Un mouvement d'institutionnalisation et de modernisation touche le savoir musical hindoustani depuis la fin du XIXe siècle et s'intensifie dans les premières décennies du XXe siècle. L'innovation technologique participe également à cette dynamique de modernisation. La musique hindoustanie est alors liée aux questions d'identité nationale et les débats la concernant s'inscrivent dans un espace politisé. Soutenu par plusieurs souverains, V.N. Bhatkhande organise quatre conférences panindiennes entre 1916 et 1925, conférences qui réunirent des musiciens de cour de nombreuses régions de l'Inde, mais également des mécènes et des musicologues pour discuter des grands axes du projet de réforme artistique au niveau national. L'entrée des courtisanes, qui représentaient, il y a encore peu, la figure du raffinement artistique et littéraire pour l'élite locale, est, en revanche, interdite, illustrant un changement radical de perception des communautés de musiciens professionnels.

CONCLUSION

Les questions de transmission constituent un point d'entrée fructueux pour rendre compte de l'histoire de la musique hindoustanie, autant que pour appréhender les mutations affectant les savoirs traditionnels indiens depuis

la fin du XIXe siècle. En l'espace de trois générations, il y a eu une modification des communautés investies dans la production du savoir musical ainsi qu'une recontextualisation de cette forme artistique. L'évolution de l'origine sociale et de l'identité des artistes pratiquant la musique hindoustanie amène une transition en termes de classe – les individus issus de la bourgeoisie succédant à ceux issus des castes de service – mais également en terme religieux, les musiciens hindous remplaçant progressivement les musiciens musulmans. Enfin, toute une génération de courtisanes a été remplacée par des femmes musiciennes de hautes castes. La transformation progressive du système d'organisation des musiciens, avec le repositionnement des différents groupes engagés dans le monde de la musique hindoustanie, est une des conséquences directes du mouvement de réforme musicale, mouvement qui s'est poursuivi dans les années de postIndépendance. Le milieu musical hindoustani apparaît aujourd'hui comme un espace social hétérogène dans lequel il est devenu commun de distinguer entre « musiciens héréditaires » (*khāndānī* en ourdou, du terme arabo-persan « *khāndān* » signifiant lignage ou descendance) et « musiciens nonhéréditaires », en vertu du fait que ces derniers n'appartiennent pas à une famille de musiciens spécialistes ayant pour occupation traditionnelle la musique.

BIBLIOGRAPHIE/BIBLIOGRAPHY

Gaisberg, Fred, *The Fred Gaisberb diaries. Part 2 : Going East (1902-1903)*, édité par Hugo Strötbaum, 2010, 57 p.

Le Gargasson, Ingrid, « La perfection du maître, la pratique du disciple et la grâce de Dieu. La transmission dans la musique hindoustanie » *in* Aurélie Névot (dir.), *De l'un à l'autre. Maîtres et disciples*, Paris, CNRS Éditions, 2013, p. 189-225.

—, « La fabrique des maîtres. Anthropologie des pratiques de transmission de la musique hindoustanie ou les enjeux de l'institutionnalisation d'un savoir dans l'Inde contemporaine », Thèse de doctorat, Paris, EHESS, 2015, 592 p. (avec un DVD).

THE CONTEMPORARY HISTORY OF HINDUSTANI MUSIC THROUGH THE JOURNEY OF A SONG (NORTH INDIA)

Ingrid Le Gargasson
Affiliated at CREM (LESC) & postdoctoral researcher
at univ. Sorbonne-Paris-III
March 2018

In the peregrination of a song, from one context of performance to the other, from one period to the other, this article comes back on few important stages of the contemporary history of Hindustani music, a concert music whose history is intimately related to the cultural and political elite of the country. In the course of its appearances, different music worlds and different approaches to musical knowledge are outlined, as well as different profiles of performers. Either considered as a hereditary occupation for specialized low castes (mostly Muslims), or a leisure activity for an urban Hindu elite – quick to present it as the heir of a traditional Brahmanic science – Hindustani music, which is also an academic subject, has been transformed by its environment and adapted by the men producing it. Each "location of knowledge" is linked to its own source of legitimacy and responds to a system of values which embodies distinctive ways of experiencing the music and reveals a contrasting approach to history.

THE PRESENT CONTEXT OF INSTITUTIONAL TRANSMISSION: TO TRAIN A PUBLIC OF AMATEUR MUSICIANS

"'*Chum chananan*', my toering chimes" ['*Chum chananan' bichuvâ*], sing along the students in this morning of March. Sited cross-legged and facing the teacher, in one of the classroom of *Shriram Bharatiya Kala Kendra*, an artistic institution located in the heart of New Delhi, they repeat on a loop the lyrics of the *khayâl* song: "I know my beloved has arrived. Since few days my beloved has arrived, all the pain of my heart has flown away!".

Khayâl is presently the main genre of Hindustani vocal music. The lyrics are generally in *Braj Bhâshâ*, a western dialect of Hindi as well as an important literary language of Northern India at the medieval period. *Khayâl* songs have a large range of topics, from romantic songs to devotional or philosophical ones. Some *Khayâls* describe the nature and the seasons or the power of music. Some address the unique and sacred link between the artist and his *guru* or the relationship between the artist and his patron. Gods of Hindu pantheon are at the heart of many hymns of praises: Shiva, the Goddess but mostly Krishna. The celebration of Sufi Saints and masters are also very common. The variety of poetic themes incorporated in *Khayâl* songs echo the diversity of the South Asian religious and literary heritage. This vocal genre seems to have appeared at the end of the sixteenth century, in the context of the Indo-Persian culture of the Mughal Empire. This view differs from the oral history who attributes the

creation of this elaborated singing form to the medieval Saint and poet Amir Khusrau (12531325). After having memorized it, the students note down the composition using the notation system of "Bhatkhande", a key figure of Indian modern musicology. Several recordings have participated in the transmission of this "traditional" song, like the rendition of Dipali Nag (1922-2009) recorded in 1971 by the famous label "His Master's Voice".

Even if it didn't manage to replace the master-disciple system of oral transmission – which remains the main path towards a music career -, the institutional teaching has become an important educative context for "North Indian classical music", as Hindustani music is now usually called, mostly if we consider the great number of amateur musicians concerned. This training is part of a "good education", the musical knowledge fitting in a general knowledge underlining the affiliation to a privileged milieu. While this transmission mode takes its origin in the idea of spreading the knowledge of Hindustani music beyond the limited circle who used to listen and patronize it, this pedagogical context is nowadays denigrated for its inefficiency to produce artists of high standard.

AN ART MUSIC ASSOCIATED WITH THE ARISTOCRATIC CULTURE (BEFORE 1950)

"'*Chum chananan*', my toering chimes", the melody resonates in the improvised studio, interposed by vigorous *tân*, these fast melodic parts: in this month of November 1902, in Calcutta, then capital of the British Empire, a woman of barely 30 years old, "elaborately dressed and [wearing] a whole mine of jewels", sings with an incredible ease during the few minutes that are given to her (Gaisberg, 2010 [1903], p. 19). This marks one of the first recordings of "Indian classical music" undertaken in the Indian subcontinent. The initiative comes to Fred Gaisberg, sound engineer for what will become in 1908 the *Gramophone Company*. As for "Miss Gauhar Jan" (18731930), renowned courtesan, she makes one of her first commercial recordings of a long serie, which brough her wealth and fame oll over the country. Her version differs from the one presently heard, the beloved being identified here as Lord Krishna. Initiated into vocal art by her mother, a professional dancer and singer known as Badi Malka Jan, before receiving the guidance of prestigious masters, the singer performs in front of many Indian sovereigns. In December 1911, she is invited to sing at the court of Delhi for the coronation of King Georg V. The exceptional career of Gauhar Jan is not presaging, then, of the imminent disappearance of the women singers and dancers from the public stage. Hindustani music is, at that time, nurtured by the nobility, in the context of royal and princely courts as well as in the salons of the rich merchants and landlords, but also in the courtesans' salons. This art music dedicated to the entertainment of its audience is a professional specialisation: communities of musicians and dancers transmit their art into their lineage. Since the 17thc. at least, a great amount of the performers of this oral tradition are Muslims.

A "NATIONAL" AND "CLASSICAL" MUSIC (SINCE THE STARTING OF THE TWENTIETH CENTURY)

These two scenes, distant from more than one century, are connected by a single song for which other traces appear. "'*Chum chananan*', my toering chimes "is part of the famous anthology *Hindustânī Saṅgīt Paddhati. Kramik Pustak Mâlikâ* (19201937) [Hindustani music textbook. Book of gradual level], written by Vishnu Narayan Bhatkhande (18601936), the North indian musicologist the most important of the twentieth century. This anthology is a major textbook among the amateur artists, just as it is in all the music schools and academic departments of North India. The song-text, similar at the version initially introduced, is presented with a notation created by the author, a Maharashtrian Brahmin. In a time where Hindustani music is built, by a part of the *intelligentsia*, as a "national" and "classical" music, this scholar has crossed the subcontinent to collect manuscripts, as well as songs belonging to the repertoires of some of the greatest ustads, the Muslim master musicians. A musical reform movement has taken place in the 1860s, along a process of institutionalization, and is intensifying in the first decades of the twentieth century. The debates around Hindustani music are happening in a politicized space. The technological innovations, with the use of the phonograph and the commercialization of the first music recordings, participed in this dynamic of modernization. Supported by several Indian rulers (Rajas and Nawabs), Bhatkhande has organized four pan-Indian conferences between 1916 and 1925. These meetings brought together court musicians from different areas, patrons and musicologists to discuss the main lines of the project of the music revival at the national level. The entry of courtesans, who was few time back the icon of an artistic and literary refinement for the local elite, is, on the other hand, forbidden, underlining a drastic change in the perception of the hereditary communities of professional artists.

CONCLUSION

To approach the history of Hindustani music through its transmission helps to comprehend the transformations of this Indian traditional knowledge since the end of the nineteenth century. In the space of three generations, we notice a change of the communities invested in the production of musical knowledge and a relocation of this artistic form. The evolution of performers' identity causes a transition of classes – the people from middle classes are succeeding castes of specialists – and of religious background, Hindu musicians replacing progressively Muslims ones. At last, a full generation of courtesans has been replaced by high caste women. This gradual transformation of the organization of musicians with the repositioning of the different groups engaged in the Hindustani music world is one of the direct consequences of the music reform, movement that has persisted in the post-independent period. Therefore, Hindustani music milieu appears

today as a heterogeneous social space where the actors distinguish generally "non-hereditary musicians" from "hereditary musicians" (*khândânī* in Urdu, from the Arabo-Persian word "*khândân*" meaning lineage or descendant), in virtue of their nonbelonging to a family of musicians whose traditional occupation is music.

NATURE ET CULTURE EN CHINE

Valérie VANDENABEELE
Jeune docteur associée au LESC
Avril 2018

Qu'en est-il de la perception de la nature dans la Chine d'aujourd'hui ? La langue chinoise propose de considérer ce que nous appelons « la nature » comme étant « [ce qui est] de soi-même ainsi », *ziran* 自然. Cette façon d'envisager la nature comme étant ce qui survient spontanément renvoie aux phénomènes qui se produisent indépendamment de la volonté humaine et dont le mystère de l'origine peut susciter notre questionnement et notre émerveillement, tels la germination d'une graine ou la croissance d'un individu. Elle renvoie, d'une part, à l'idée d'un principe qui s'impose aux humains et, d'autre part, aux courants dominants de la pensée chinoise qui prônent l'équilibrage permanent des hommes sur le mouvement spontané du monde. En parallèle, la Chine se distingue par sa longue histoire de transformation intensive et d'exploitation de la nature, commencée par ses dirigeants depuis l'empereur légendaire Yu le Grand que l'on associe à la construction de canaux environ 2 200 ans avant notre ère.

Carte de localisation du Parc national de Pudacuo. (Fond de carte : Daniel Dalet © histgeo.ac-aix-marseille.fr, DAO : Valérie Vandenabeele.) // Location map of Pudacuo National Park. (Base map: Daniel Dalet, © histgeo.ac-aix-marseille.fr / CAD: Valérie Vandenabeele.)

D'un côté, la création en 2006 du premier parc national du pays donne à voir la gestion de la nature dominée par la perspective du politique, sans considération pour celle des penseurs classiques. D'un autre côté, l'horizon d'affinage des médecins en vue de leur ajustement sur le rythme de la nature ne semble plus d'actualité suite à la redéfinition de la médecine chinoise sous le gouvernement de Mao. La globalisation favorise actuellement la propagation de l'idée de l'interdépendance de toutes choses au cœur de l'écologie et la multiplication des rencontres entre Chine et Occident. Et si ces phénomènes influaient sur le devenir de la contribution de la Chine au sujet de la nature ?

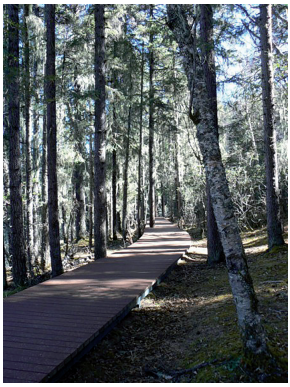
UN ESPACE À MARQUER DE LA CULTURE DU POLITIQUE

Le premier parc national de Chine (*Zhongguo di yi ge guojia gongyuan* 中国第一个国家公园)[1], qui a ouvert dans le nord-ouest du Yunnan le 1er août 2006, offre un bon exemple pour appréhender un premier aspect de l'actualité de la notion de « nature » en Chine.

Cet accomplissement résulte de l'initiative d'une ONG états-unienne et surtout de la volonté des autorités politiques de la préfecture de Diqing et du district de Shangri-La. L'objectif d'y développer le tourisme de masse a conduit au choix d'une zone située à environ une heure de voiture du chef-lieu préfectoral et de son aéroport, sans égard pour la dégradation causée dans cette zone par les activités touristiques précédentes. La nature y a été aménagée pour permettre aux visiteurs de découvrir des lacs d'altitude entourés de montagnes, qui correspondent au paysage chinois idéal mêlant montagne et eau, le « *shanshui* 山水 ».

Le lac Shudu ou le paysage idéal du « *shanshui* », Parc national de Pudacuo. (© oct. 2008 /Valérie Vandenabeele.) // Shudu lake or the "*shanshui*" ideal landscape. (© Oct. 2008, Valérie Vandenabeele.)

Les voyageurs sont conviés à découvrir le cadre local *via* une route sinueuse d'une soixantaine de kilomètres qui traverse des prairies et des forêts. Tout dans l'aménagement entretient l'impression de faible impact sur l'environnement : les bus et les toilettes supposément « écologiques », les plateformes de halte et les panneaux en bois, les passerelles qui semblent s'insérer respectueusement parmi les arbres.



Une passerelle « environmentally-friendly ». (© nov. 2009 / Valérie Vandenabeele.) // An environmentally-friendly footbridge. (© Nov. 2009 / Valérie Vandenabeele.)

1 L'expression « parc national » a été utilisée à tort dans la littérature occidentale pour désigner les « réserves naturelles de rang national » (*guojia ji ziran baohu qu* 国家级自然保护区) chinoises.

En parallèle, la visite est l'occasion d'apprendre que l'état préservé des espaces du parc résulte de la culture des Tibétains locaux. Ces derniers ne sont pas forcément visibles par les voyageurs et ils sont dépeints comme étant spontanément respectueux de l'environnement naturel par suite de leur pratique du bouddhisme tibétain et de leur mode de vie agropastoral. Ce propos valorisant les Tibétains et leur reconnaissant l'habileté à gérer l'environnement naturel est récent et s'inscrit dans la lignée du discours touristique qui identifie les « nationalités minoritaires », c'est-à-dire les Chinois non han, au souci pour l'environnement naturel, discours qui fonde le développement économique du Yunnan par le tourisme depuis la fin des années 1990. Il fait en plus écho à l'imagerie des « Tibétains verts », qui prête aux Tibétains la faculté de vivre en harmonie avec la nature et la connaissance innée de ses mécanismes, imagerie qui a été développée à l'initiative du WWF et du gouvernement tibétain en exil à partir de 1985. D'où le succès inouï de ce parc, où plus de deux millions de visiteurs s'étaient rendus trois ans et demi après son ouverture, pour un tarif de 190 yuans (alors environ 19 €), permettant au gouvernement préfectoral d'obtenir plus de 350 millions de yuans de revenus.

Mais pour les décideurs politiques locaux, cette présentation n'est qu'un argumentaire touristique et la relation à la nature des villageois tibétains qui habitent dans le parc ou à ses abords est sans intérêt. Seule leur vision compte : celle d'une nature à exploiter et d'un espace sauvage sur lequel imposer leur sceau et dont il faut civiliser les populations « barbares », qui rejoignent celle des empereurs d'autrefois. D'un côté, ils cherchent à en tirer parti grâce à l'étiquette de « parc national ». De l'autre, ils ont façonné l'espace local et visent surtout à siniser les Tibétains des environs en leur attribuant des allocations qui assurent leur meilleure intégration dans la société de consommation et dans la Chine contemporaine (Vandenabeele, 2018).

LA NATURE COMME HORIZON DE L'HOMME DE CULTURE

La nature a par ailleurs été instituée comme principe de vie auquel il est impératif de s'accorder par les penseurs classiques dont les taoïstes Zhuangzi (IVe siècle avant notre ère) et Laozi (VIe-V^e^ ou IVe-IIIe siècle avant notre ère), les partisans de la pensée analogique, puis les bouddhistes. Ils recommandent de se fondre dans ce qui survient spontanément, pour vivre dans un état qu'ils qualifient de « non-agir ou plutôt [d]'agir-qui-épouse la nature » (*wuwei* 无为) (Cheng, 2002, p. 133). Cet horizon consiste entre autres à apprendre à gérer ses émotions et à accepter ce qui advient et il permettrait de connaître une vie longue et agréable ainsi que d'accéder à une faculté de connaître qui relativise l'intellect.

Cet idéal est au cœur « des techniques martiales, gymniques, respiratoires, de visualisation, de concentration mentale, [...] des techniques de transe ou d'hypnose » développées dans le taoïsme, le bouddhisme, le confucianisme et la méditation *chan* (zen au Japon), qui ont été rassemblées dans le *qigong* (气功), littéralement « le travail du *qi* », c'est-à-dire « du souffle, de l'énergie », au début du XXe siècle (Despeux, 1997, p. 268).

Un médecin retraité expert en *taijiquan* à Kunming. (© mars 2018 / Valérie Vandenabeele.) // A retired physician expert in *taijiquan* in Kunming. (© March 2018 / Valérie Vandenabeele.)

La visée de ces techniques témoigne de la façon dont le corps humain et la santé sont envisagés en Chine. Elle part par exemple de la représentation du monde comme un ensemble d'éléments animés par cette même substance nommée *qi* 气, de laquelle il découle que le corps est perméable à ce qui l'entoure. Par ailleurs, la recommandation de ne pas suivre l'intellect renvoie à l'idée que la boussole de l'individu réside dans son cœur/esprit (*xin* 心) plutôt que dans son cerveau. Et encore : la recommandation de gérer ses émotions renvoie à l'idée que le trouble de l'esprit peut induire un trouble du corps. Ces techniques sont à la base de la formation traditionnelle des médecins, dont elles sont considérées permettre le développement de la capacité à percevoir les troubles et à les réguler. Plus un thérapeute s'adonne au travail sur son *qi*, plus il serait en mesure de faire abstraction de ses émotions, d'être pleinement conscient de ses ressentis donc d'être sensible aux déséquilibres qui affectent les corps de ses patients. Autrement dit, l'expertise médicale est vue comme le résultat de l'affinage corporel du médecin. Cela transparaît dans le massage thérapeutique *tuina* 推拿 et l'acupuncture, dans le cadre duquel le soignant doit mobiliser son corps pour approvisionner le patient en *qi*, en donnant son propre *qi* ou en se faisant le canal du *qi* du cosmos.

Cette logique ne se trouve toutefois plus aujourd'hui dans l'activité de la plupart des praticiens. Le souhait de rendre la médecine chinoise crédible aux yeux des Occidentaux a conduit à sa « modernisation », sous l'égide des intellectuels du début du XXe siècle puis de Mao. Les références à des notions pouvant être prises pour des « superstitions » et supposées ne pas avoir de rôle dans le processus thérapeutique telles que le *qi* ont désormais peu de place dans le cursus universitaire de médecine chinoise. La pratique de la médecine chinoise par des personnes pratiquant le *qigong* n'a néanmoins pas totalement disparu. Mais qu'en est-il aujourd'hui de la façon dont elles appréhendent le corps et la santé, dans le contexte de marginalisation de leur cadre d'analyse et de prédominance de la biomédecine ? Comment vivent-elles leur affinage sensoriel à l'heure où la société chinoise célèbre l'élaboration cérébrale ? Est-ce que leurs pratiques les conduisent à faire l'expérience des représentations chinoises classiques du corps et de la santé ? Les considèrent-elles comme des savoirs ? Comme des croyances ?

Cette situation ramène à l'opposition entre l'invitation à se conformer à la nature formulée par les penseurs classiques et la volonté des dirigeants

politiques de l'assujettir. Gardant cette tension à l'esprit, on peut se demander si des Chinois expliquent encore aujourd'hui la maladie en termes de déséquilibre entre le corps humain et le mouvement naturel du monde qui l'entoure ; dans quelle mesure ils considèrent que la résolution des problèmes de santé nécessite le recours aux techniques invasives de la biomédecine ; ou encore ce qu'il en est de l'appréhension de la nature comme un horizon de développement humain.

LA NATURE ET LA CULTURE DANS LA CHINE GLOBALISÉE

L'articulation entre la nature et la culture se décline de plusieurs manières en Chine et se structure autour d'une forte tension entre le politique et le penseur. Elle tend aujourd'hui à se propager aux quatre coins du monde *via* l'importance croissante de l'immigration chinoise et l'attrait de plus en plus d'étrangers pour ce creuset culturel. D'un côté, l'exploitation des ressources naturelles et la sinisation des « contrées sauvages », c'est-à-dire « non han », ont désormais cours du Laos à l'Afrique et à l'Amérique latine. De l'autre, l'omniprésence de l'idée de l'interdépendance de toutes choses au cœur de l'écologie, la défiance envers la biomédecine et le rejet de l'appréhension exclusive du monde par l'élaboration intellectuelle en Occident en font un bon terreau pour la pensée chinoise classique.

[1] L'expression « parc national » a été utilisée à tort dans la littérature occidentale pour désigner les « réserves naturelles de rang national » (*guojia ji ziran baohu qu* 国家级自然保护区) chinoises.

BIBLIOGRAPHIE/ BIBLIOGRAPHY

Cheng, Anne, *Histoire de la pensée chinoise*, Paris, Seuil, 2002, 720 p.
Despeux, Catherine, « Le *qigong*, une expression de la modernité chinoise », *in* Jacques Gernet & Marc Kalinowski (éds), *En suivant la Voie Royale. Mélanges offerts à Léon Vandermeersch*, Paris, EFEO, 1997, p. 267-281.
Vandenabeele, Valérie, *Les nouveaux horizons. Politique sino-tibétaine et écologie au Yunnan*, Nanterre, Presses universitaires de Paris Nanterre, 2018 [sous presse].

NATURE AND CULTURE IN CHINA

Valérie Vandenabeele
Junior doctor associate at LESC
April 2018

What to say about the perception of nature in China today? The Chinese language proposes to consider what we call "nature" as "[what is] so from itself", *ziran* 自然. This view of nature as being what occurs spontaneously refers to the phenomena which happen independently of the human will and whose mysterious origin may arouse our questioning and our wonder, such as the germination of a seed or the growth of an individual. It refers, on the one hand, to the idea of a principle which imposes itself upon human beings and on the other hand, to the dominant trends of Chinese thought which advocate the permanent balancing of humans to the world's spontaneous movement. Simultaneously, China is known for the long history during which it has intensively transformed and exploited nature, on the initiative of its leaders, since its legendary emperor Yu the Great who is associated to the building of canals around 2200 B.C.

On the one hand, the setting of the first National Park of the country in 2006 shows that the management of nature is dominated by the political view, without concern for this of the classical thinkers. On another hand, the physicians' horizon of refining in order to adjust oneself to the rhythm of nature seems no longer topical further to the redefinition of Chinese medicine under Mao's government. Globalization currently fosters the spread of the idea of interdependence of everything at the basis of ecology as well as the multiplication of meetings between China and the West. And if these phenomena had an influence on the future of China's contribution about nature?

A PLACE TO BE MARKED BY THE CULTURE OF THE POLITICAL ORDER

China's first National Park (*Zhongguo di yi ge guojia gongyuan* 中国第一个国家公园1, which opened in Northwestern Yunnan on 1 August 2006, provides a good example to grasp a first facet of the current notion of "nature" in China.

This achievement results from the initiative of a US NGO and above all from the will of the political authorities of the Diqing prefecture and the Shangrila county. The objective of developing mass tourism led to the choice of an area situated at around one-hour drive from the prefectoral capital and its airport, without concern for the pollution caused in this area by previous tourist activities. Nature has been laid out to allow visitors to discover high altitude lakes surrounded by mountains, which correspond to the ideal Chinese landscape combining mountain and water, the "*shanshui* 山水".

1 The phrase "National Park" has been misused to refer to Chinese "national-level nature reserves" (*guojia ji ziran baohu qu* 国家级自然保护区) in Western literature.

Travelers are invited to discover the local setting *via* a winding road of about 60 kilometres, which crosses meadows and forests. Every element of the layout fosters the impression of having a low impact on the environment: supposedly "ecological" buses and toilet, stopping platforms and wooden signs, footbridges which seem to integrate respectively among trees.

Simultaneously, the visit gives the opportunity to learn that the pres erved state of the park's spaces results from the culture of the local Tibetans. These are not necessarily seen by travelers and are portrayed as spontaneously respectful of the natural environment as a result of their practice of Tibetan Buddhism and their agropastoral lifestyle. This statement which values Tibetans and acknowledge their ability to manage the natural environment is recent and is in line with the tourist discourse which identifies "minority nationalities", that is non-Han Chinese, to the concern for the natural environment, discourse which bases Yunnan's economic development through tourism since the end of the 1990s. It also echoes the "green Tibetans" imagery, which ascribes the Tibetans the faculty to live in harmony with nature and to have an innate knowledge of its mechanisms, imagery which was developed at the initiative of the WWF and the Tibetan Government in Exile since 1985. Hence the incredible success of the park, where more than two million persons had gone three years and a half after its opening, for a fee of 190 yuan (about 19 € at that time), allowing the prefectoral government to obtain more than 350 million yuan of income.

But for the local political decision-makers, this presentation is only a tourist argument and the relationship to nature of the Tibetan villagers who live in the park or in its surroundings has no interest. Only their view counts: that of a nature to exploit and of a wild space on which to impose their seal and whose "barbaric" populations are to be civilized, which concurs with that of former emperors. On the one hand, they seek to take advantage of the Pudacuo area through the "National Park" certification label. On the other hand, they have shaped the local space and they aim at sinicizing local Tibetans in giving them allowances which ensure their better integration to the consumer society and contemporary China (Vandenabeele 2018).

NATURE AS HORIZON FOR THE MAN OF CULTURE

Nature has also been instituted as a life principle with which it is necessary to match by the classical thinkers such as the Taoist Zhuangzi (fourth century BC) and Laozi (6 th to fifth century BC), the followers of the analogical thought and the Buddhists. For them, we have to melt into what occurs spontaneously, to live in a state considered as "non-action or rather action-which espouses nature" (*wuwei* 无为) (Cheng 2002: 133). Among other things, this horizon consists in learning to manage one's emotions and in accepting what happens, and it would enable to experience a long and nice life as well as to accede to the aptitude of knowing which gives little importance to the intellect.

This ideal lies at the heart of "the martial, gymnastic, respiratory, visualising and mental concentration techniques, trance or hypnosis techniques"

developed in Taoism, Buddhism, Confucianism and *Chan* meditation (*zen* in Japan), which were gathered within *qigong* (气功), literally "the work on *qi*", that is "on breath, on energy", at the beginning of the twentieth century (Despeux, 1997, p. 268).

The aim of these techniques shows how the human body and health are considered in China. By example, it comes from the view of the world as a set of elements animated by this same thing called *qi* 气, from which it follows that the body is permeable to its surroundings. In addition, the recommendation not to follow the intellect refers to the idea that the individual's guide lies in his heart/mind (*xin* 心) rather than in his brain. And again: the recommendation to manage one's emotions refers to the idea that the disorder of the mind can induce a disorder of the body. These techniques are at the basis of the traditional training of doctors because they are considered to enable the development of the skill to perceive disorders and to regulate them. The more a therapist engages in the work on his *qi*, the more he would be able to disregard his emotions, to be fully aware of his feelings therefore to be sensitive to the imbalances that affect the bodies of his patients. In other words, medical expertise is seen as the result of the physical refining of the doctor. This is shown through the therapeutic massage *tuina* 推拿 and acupuncture, in which the therapist must mobilise his body to supply the patient with *qi*, giving his own *qi* or being the channel of the *qi* of the cosmos.

However, this reasoning does not lie in the activity of most of practitioners today. The desire to make Chinese medicine credible to Westerners led to its "modernisation", under the aegis of the intellectuals of the beginning of the twentieth century and Mao. References to notions that could be seen as "superstitions" and which were supposed to have no role in the therapeutic process such as *qi* now have little importance in the Chinese medicine university curriculum. The practice of Chinese medicine by persons who do *qigong* has nonetheless not totally disappeared. But what about the way they perceive body and health today, in the context of marginalisation of their analysis framework and of the predominance of biomedicine? How do they live their sensory refining while Chinese society glorifies cerebral formulation? Do their practices lead them to experience the Chinese classical representations of body and health? Do they consider them as knowledge? As beliefs?

This situation brings back to the opposition between the invitation to conform to nature expressed by classical thinkers and the will of political leaders to subjugate it. Keeping this tension in mind, we can wonder whether Chinese still explain illness as the result of the imbalance between the human body and the world's spontaneous movement; to what extent they consider that the solving of health problems requires the resort to biomedical invasive techniques; or what became the perception of nature as an horizon of human development.

NATURE AND CULTURE IN GLOBALIZED CHINA

The interrelation between nature and culture takes several forms in China and is structured around a strong tension between politicians and thinkers. Today, it tends to spread all over the world *via* the increasing importance of Chinese immigration and the attraction of more and more Westerners for this cultural melting pot. On the one hand, the exploitation of natural resources and the sensitization of "wild lands", that is "non-Han", are now taking place very largely, from Laos to Africa and South America. On the other hand, the omnipresence of the idea of interdependence between everything at the basis of ecology, the distrust for biomedicine and the rejection of the perception of the world through an approach exclusively intellectual in the West make it a fertile ground for Chinese classical thought.

MEIJI, UN COMMENCEMENT ABSOLU POUR LES SCIENCES OCCIDENTALES ?

Annick Horiuchi
Professeur à l'univ. Paris-Diderot et membre du CRCAO
Juin 2018

Alors que l'on célèbre cette année le cent cinquantième anniversaire de la révolution de Meiji (1868) qui mit fin au régime semi-féodal des Tokugawa et ouvrit la voie à la construction d'un État moderne au Japon, il peut paraître intéressant de se pencher sur la signification de ce moment politique sous l'angle des savoirs. On a déjà beaucoup écrit sur le processus de modernisation particulièrement rapide de la société japonaise sur le plan de l'éducation comme celui des mentalités. On a cherché à l'expliquer par la curiosité déjà ancienne des savants japonais à l'égard des savoirs venus d'ailleurs (Chine, Europe), et à la pratique de la traduction dans ce pays. Mais le sentiment persistait que l'engagement des savants en faveur des sciences occidentales n'avait pris un caractère définitif qu'à l'époque Meiji.

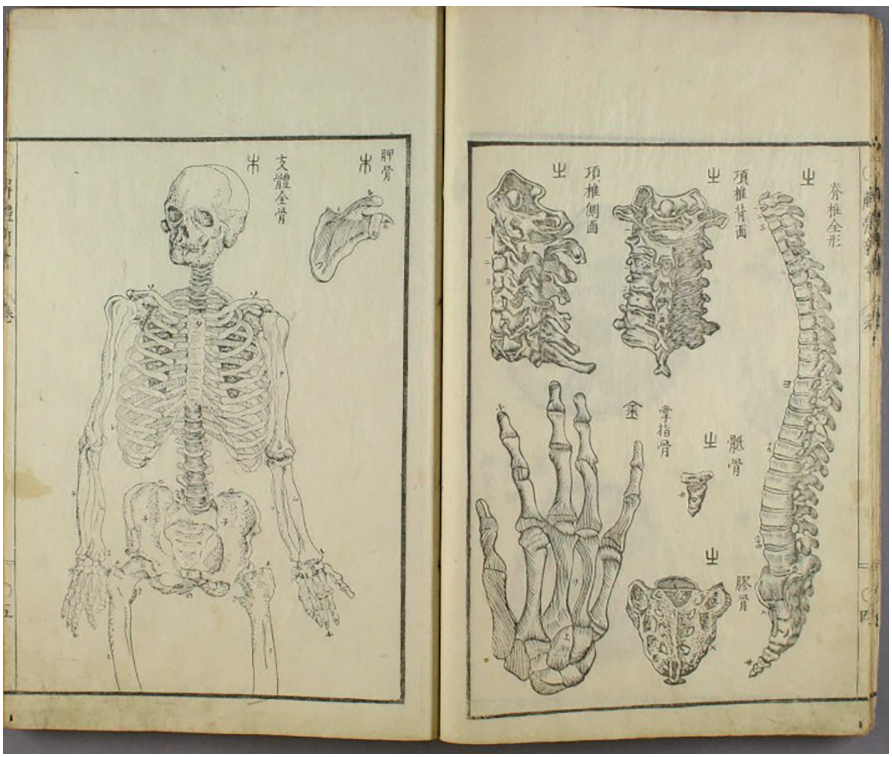
Aujourd'hui que la notion de modernité a perdu de sa magie, il est plus facile de relativiser l'impact de ce moment politique et de prendre davantage en considération les transformations en cours au sein de la société japonaise au XIXe siècle et plus particulièrement au sein du milieu intellectuel. Évoquer ce milieu n'est pas une tâche facile car il est extrêmement diversifié. Selon leur condition sociale, le niveau d'éducation, leur école d'affiliation, le fief d'appartenance, et la reconnaissance dont ils jouissent, ces intellectuels présentent des sensibilités et des motivations bien différentes.

On se limitera ici à ceux qui ont fait le choix de se tourner vers les sciences « occidentales » (*yôgaku*). Le domaine a séduit un nombre croissant d'intellectuels au cours de l'époque des Tokugawa, au point que lorsque le Japon ouvre ses portes aux grandes puissances, il existe des amateurs de ces sciences dans tous les coins de l'archipel. De quand date cet engouement ? Dans quelle mesure ce phénomène a-t-il touché l'élite intellectuelle ? De quelle manière ces savoirs cohabitaient-ils avec les savoirs plus anciens, d'origine chinoise ? Quelle en était leur diffusion dans la société ?

Il est difficile de répondre quantitativement à cette dernière question car à côté de certaines écoles de médecine célèbres en raison de leur attractivité et de leur rôle dans la formation de l'élite à venir, il y en avait une multitude d'autres, de taille plus modeste, dont le rôle dans la diffusion de la « nouvelle » science, comme on la qualifiait souvent, est plus difficile à évaluer. Essayons néanmoins de dégager quelques tendances. Pour cela il peut être utile de distinguer trois groupes d'intellectuels.

Il y a d'une part, les interprètes officiels de hollandais de Nagasaki, marchands de leur état, issus de familles occupant héréditairement cette fonction, familiarisés dès leur jeune âge avec la langue et les mœurs hollandaises. Leur

formation assurée dans le cadre familial ou auprès des Hollandais de passage, prend un caractère plus systématique et collégial au seuil du XIXe siècle. Ils sont environ une cinquantaine à occuper des postes officiels, fortement hiérarchisés, et ce nombre est resté globalement stable depuis le XVIIe siècle jusqu'au milieu du XIXe siècle.



Kaitai shinsho [Nouveau livre d'anatomie, 1774]. (© Université de Waseda.). // *Kaitai shinsho* [The New Book of Anatomy, 1774]. (© Waseda University Library.)

L'engagement des interprètes dans la vie scientifique ne s'est pas imposé d'emblée. Employés par le *bakufu* pour assurer la communication avec les marchands hollandais, leur champ de compétence se limite d'abord aux questions commerciales. Leur position leur accorde des privilèges, comme se procurer des livres hollandais ou acquérir des savoir-faire en médecine hollandaise, privilèges qui leur assurent des revenus annexes. Ils ne commencent à s'intéresser à des domaines comme l'astronomie ou la géographie qu'à partir du milieu du XVIIIe siècle, au moment où ces domaines retiennent l'attention des dirigeants à Edo et que des commandes de traductions commencent à leur parvenir. C'est à la fin du XVIIIe siècle qu'émergent des personnalités ambitieuses qui aspirent à jouer un rôle dans la vie intellectuelle du pays. C'est le cas de Shizuki Tadao (1760-1806) qui laisse une œuvre majeure de traducteur

révélant une compréhension fine du paysage scientifique européen de son époque. Ses domaines de prédilection sont l'astronomie et la physique newtoniennes, la grammaire du hollandais, l'histoire mondiale ou les récits de voyages qui laissent entrevoir le regard porté par les Européens sur les peuples primitifs ou colonisés. Il reste que Shizuki occupe une place à part dans le paysage de cette époque, comme en atteste la faible diffusion de ses traductions. Les interprètes se sont le plus souvent illustrés en assurant des missions ponctuelles de conseillers, de traducteurs, ou d'interprètes, pour le compte du bakufu ou des seigneurs des fiefs de l'ouest. Tiraillés entre les Hollandais dont ils étaient proches, et le *bakufu*, qui exigeait d'eux une loyauté sans faille, leur activité scientifique a souvent pâti de cette situation inconfortable. Ceux qui ont échappé à ce destin sont ceux qui ont intégré définitivement le personnel d'un seigneur ou du *bakufu*, accédant ainsi au statut de samurai, ou ceux qui, comme Shizuki, ont quitté leur poste au bout de quelques années. À la différence de leurs contemporains, leur vision de la Hollande et plus généralement de l'Europe est sans illusion. Ils connaissent de l'intérieur la mentalité des marchands hollandais dont ils sont parfois les confidents, et n'ignorent pas les tensions qui opposent l'Angleterre à la France ou à la Hollande. Ils sont également les premiers à comprendre qu'ils ne peuvent se contenter du hollandais pour communiquer avec les navires étrangers qui accostent au Japon.

Le deuxième groupe d'intellectuels émerge dans les années 1770, lorsque trois médecins d'Edo décident de traduire un traité d'anatomie hollandais sans l'aide des interprètes. Malgré l'énormité de la tâche, ils sont animés par la forte conviction que la médecine « vraie » ne peut se passer, comme ils l'avaient fait jusqu'alors, de la connaissance profonde du corps. Cela va donner le *Kaitai shinsho* [Nouveau livre d'anatomie, 1774), un livre imprimé et largement diffusé, qui va déclencher au sein du milieu médical une petite révolution. On se met à rêver alors d'une autre médecine, efficace, dont les secrets se trouveraient dans les livres hollandais.

Ce qui n'était au début qu'une lubie de médecins va se transformer en un mouvement ample dont les répercussions étonnent même ceux qui en sont à l'origine. Si les médecins sont de loin les plus nombreux, le mouvement attire aussi des amateurs de géographie, d'histoire naturelle, des arts… La *Géographie universelle* de Johann Hübner (1668-1731) qui offre un aperçu de l'histoire des « quatre parties du monde » passionne ces savants qui redécouvrent le monde extérieur en l'idéalisant quelque peu. Les savants réunis au sein de ce mouvement partagent quelques traits communs : à la différence des interprètes, ce sont des hommes érudits, versés dans les classiques confucéens, et ayant une expertise dans un domaine scientifique. Ils font partie d'une élite en tant que médecins-lettrés au service des guerriers, et ont accès, du fait de leur proximité avec les sphères de pouvoir, aux informations confidentielles. Ils ont aussi un parti pris favorable aux sciences hollandaises, symboles pour eux de la précision et de la rationalité, et un mépris affiché pour la médecine chinoise.

C'est pourquoi, une fois surmonté le lourd handicap linguistique de départ, ils deviennent les plus gros pourvoyeurs de traductions.

L'école d'études hollandaises d'Ôtsuki Gentaku (1757-1827) à Edo, le leader incontesté du mouvement au tournant du siècle, attire des élèves venus de toutes parts qui, en retournant dans leur province, vont fonder à leur tour leur propre école d'études hollandaises. Si ces dernières n'occupent au début du XIXe siècle qu'un espace encore modeste dans le paysage intellectuel du Japon, elles sont entrées dans une phase d'ascension irréversible dont témoignent la multiplication des traductions, l'extension du réseau des spécialistes et l'intérêt que leur manifeste le *bakufu*. Ce dernier crée, en effet, en 1811, un « Bureau de traduction de livres barbares », auquel sont notamment affectés un excellent interprète de Nagasaki, promu samurai, et Ôtsuki Gentaku. Le bureau chargé d'une mission d'enseignement et de traduction, va s'étoffer par la suite en absorbant les meilleurs éléments que compte le Japon en matière de spécialistes d'études occidentales, et devenir à partir des années 1950 une structure shôgunale essentielle, dédiée à la formation du personnel en langues et en sciences occidentales.

Le troisième profil est plus composite. Il s'agit de lettrés confucéens de condition guerrière, de rang modeste, qui se tournent vers les études hollandaises parce que ces dernières incarnent à leurs yeux un moyen de sortir de leur condition subalterne et souvent misérable. En effet, les encyclopédies ou les traités de géographie hollandais donnent à voir les avancées techniques des pays européens, notamment dans le domaine militaire, les avantages économiques qu'ils tirent de leurs possessions outre-mer et les dominations qu'ils exercent sur les populations locales. Selon les sensibilités, ces lectures vont susciter des ambitions démesurées ou des grandes craintes. Les intellectuels dont il est question ici ne constituent pas un groupe. Il s'agit plutôt d'individus qui tels Hayashi Shihei (1738-1793), ou Honda Toshiaki (1743-1820), mettent leur point d'honneur à alerter ou à conseiller les autorités. Ces hommes gravitent autour des spécialistes d'études hollandaises mais ce sont avant tout des idéologues qui pensent l'avenir du Japon dans un contexte international.

Ce profil émerge au moment où le Japon est confronté aux incursions russes dans les régions du nord dans les dernières décennies du XVIIIe siècle. De tels individus se font plus rares après que la tension avec les Russes est retombée, mais ils resurgissent en masse à partir des années 1840, lorsque les Japonais apprennent la défaite de la Chine lors de la première guerre de l'opium. Ils se rapprochent alors des lieux (Edo, Nagasaki, Ôsaka) où ils sont en mesure d'acquérir les connaissances sur les techniques militaires occidentales.

Pour compléter ce tableau rapide, il faut souligner que le *bakufu* a périodiquement sanctionné ces intellectuels qui ne cachaient pas leur sympathie à l'égard des pays occidentaux. Ce fut le cas à la fin des années 1820, lors de l'affaire Siebold, du nom du jeune médecin allemand arrêté en possession de cartes confidentielles, ou à la fin des années 1930, lors de l'« emprisonnement des adeptes des barbares » (*bansha no goku*) qui entraîna la mort de Takano Chôei (1804-1850), médecin et traducteur, et de Watanabe Kazan (1793-1841),

guerrier et artiste. Ces affaires n'ont jamais étouffé la fièvre de l'étude, mais elles ont sans doute eu pour effet de fragiliser les réseaux et de les plonger dans une forme de clandestinité, les rendant peu visibles au moment où finalement l'ouverture se produit.

BIBLIOGRAPHIE/BIBLIOGRAPHY

Blussé, Leonard *et al.* (éds), *Bridging the divide : 400 years, the Netherlands-Japan*, Leyde, Hotei Publishing, 2000, 288 p.
Boot, Willem Jan (éd.), *Critical Readings in the Intellectual History of Early Modern Japan*, vol. 2, Leyde, Brill, 2012, p. 518-969.
Nakayama, Shigeru, *The orientation of science and technology : a Japanese view*, Folkestone, Global Oriental, 2009, 412 p.

WAS MEIJI AN ABSOLUTE BEGINNING FOR WESTERN SCIENCE?

Annick Horiuchi
Professor at univ. Paris Diderot & member of CRCAO
June 2018

As we commemorate the 150th anniversary of Meiji revolution, which put an end to the feudal regime of Tokugawa and paved the way to the building of a modern State in Japan, it may be interesting to reconsider the meaning of this political moment from the point of view of history of science. Much has already been written on the rapid modernization of the Japanese society with regard to education or mentality. This has been explained by the curiosity of Japanese scholars about foreign knowledge and a long practice of translation in the country. But there is still a common perception that Japanese scholars' engagement with western science became definitive only after Meiji.

Now that the notion of modernity has lost its magic, it is easier to break with the idea that Meiji was an absolute beginning and to have a fresh look at the society where this revolution took place and more particularly at the intellectual milieu that gave shape to it. To describe this milieu, however, is not an easy task because of its extreme diversity. People's sensibility and motivation at this time greatly varied according to social status, level of education, school affiliation, and social recognition.

The present analysis will examine only the intellectuals that chose to study "western science" (*yôgaku*). This field attracted a growing number of people during the second half of Tokugawa period so much so that when Japan opened its doors under pressure from the great powers, one could find amateurs of this science all over the country.

When did this passion emerge? To what extent the intellectual elite was concerned by this phenomenon? How western science coexisted with more ancient knowledge of Chinese origin? To what extent this type of knowledge was disseminated throughout Japanese society?

To answer quantitatively to this last question is particularly difficult because only a small number of medical schools have been extensively studied, the ones famous for having trained the future Meiji elite, but we are still very ignorant of the schools of a more modest size, that have undoubtedly played a role in the dissemination of the "new science", as it was generally called. It is nonetheless possible to identify certain trends. For this purpose, we will distinguish three profiles of intellectuals.

First, there were the official interpreters of Nagasaki, of merchant status, born into or adopted by a family of interpreters in charge of this hereditary function, and familiar from an early age with Dutch language and manners. In the early days, they acquired their language skills within their family or on the job but the training was formalized from the nineteenth century onward. There were about fifty interpreters occupying official positions of varied rank,

and this number remained stable from the end of seventeenth century until the mid-nineteenth century.

Interpreters did not engage from the outset in scientific activity. As their job was to act as an intermediary for Dutch trade, interpreters were mainly required to be competent in commercial matters. They had some privileges linked to their position such as the possibility of getting rare Dutch books or learning Dutch medical know-how and it was common that they taught medicine for extra money.

Astronomy or geography became potential topics of study only from the mid-eighteenth century, when political leaders became interested in these issues and required them to translate Dutch books. At the end of the century, one can find ambitious figures that aspire to an active role in the intellectual life of the country. It is the case of Shizuki Tadao (1760-1806) who left a significant work as translator, revealing an in-depth understanding of the European scientific landscape of his time. His fields of interest were Newtonian astronomy and physics, Dutch grammar, world history and travelogues, which offered a glimpse into the way Europeans regarded primitive or colonized people.

However, Shizuki was not very typical as an interpreter and his translations did not receive a wide recognition. In fact, it was difficult for an interpreter to be successful in his career. They were torn between Dutch merchants to whom they were close, and the bakufu, which required them to be totally loyal and their scientific activity suffered from this uncomfortable situation. Those who escaped from this destiny were the ones that ended up entering the service of the shogun or of a lord, receiving in so doing a samurai status, or the ones, such as Shizuki, who left their official position very early.

Unlike their contemporaries, interpreters' vision of European countries was devoid of any illusions. As they were often led to advice Dutch merchants, they knew their mentality from within. They were informed that relations between Great Britain, France, and Holland were far from harmonious and noticed also very soon that Dutch was not understood by foreign crews approaching Japanese coasts.

The second group of intellectuals emerged in the 1770's, when three Edo physicians started translating a Dutch treatise of anatomy after having experienced a dissection of a human body. Despite the enormous challenges, they were driven by the strong conviction that "true" medicine could not dispense with an in-depth knowledge of the body. This led to *Kaitai shinsho* (The New book of Anatomy, 1774), a printed and widely disseminated book, that provoked a mini revolution among the medical community. People began to dream of a new and efficient medicine whose secrets were lying within Dutch books.

What was initially nothing more than a whim of a couple of physicians turned into a large movement whose consequences surprised even those who initiated it. Though physicians were by far the largest group, the movement also attracted amateurs of geography, history, natural history or arts. The *Universal geography* of Johann Hübner (1668-1731) was a favorite reading of these scholars, who draw from it a rather idealized representation of the outside world.

Scholars of this movement had many features in common: unlike interpreters, they were learned men, well versed in Confucian classics, and experts in a scientific field. They belonged to an elite, as physicians or as Confucian scholars employed by warriors. Because of their close connection with the power sphere, they had access to confidential information. They also had a bias towards Dutch science, that they considered as the perfect example of precision and rationality, and regarded Chinese medicine with contempt. That is why, after having overcome their initial handicap of language, the movement played a very active role in the production of translations.

Ôtsuki Gentaku (1757-1827) at Edo was the undisputed leader of this movement at the turn of the century. His school attracted students from all parts of Japan who, in turn, set up their own school of Dutch studies when returning home. Though the place Dutch studies occupied within the intellectual landscape was modest at this time, their ascension was clearly irreversible as evidenced by the multiplication of translations, the rapid growth of the network, and the interest that bakufu showed for their work.

In 1811, the bakufu set up an "office of translation of barbarian books "where an excellent interpreter, who became samurai at this occasion, and Ôtsuki Gentaku were appointed. This small structure, which had the twofold mission of teaching and translating Dutch books, will grow steadily throughout the century, incorporating the best scholars in Dutch studies of the country. In the 1850s, it turned into a strategic establishment, dedicated to the training in western languages and science.

The third profile is more heterogeneous. It is mainly composed of warriors of modest rank, who had a training in Confucian classics, and turned to Dutch studies because they saw in them a means to escape from their subordinate and often miserable condition. Dutch encyclopedias or geographical treatises gave evidence of the technical advance of European countries, especially in military affairs, the economic profits they drew from their colonies, and the dominations they exercised on local population. Depending on the sensitivity of the reader, these books could raise overweening ambitions or great fears. Intellectuals of this category were highly determined individuals that were very committed to warning or advising the authorities against the danger of European countries. They were close to scholars of Dutch studies but were not necessarily specialists themselves. They were first and foremost ideologues who were concerned by Japan's future in an international context.

This profile emerged when Japan was confronted with Russian incursions in the northern seas during the last decades of eighteenth century. Hayashi Shihei (1738-1793) and Honda Toshiaki (1743-1820) are typical examples of this category of intellectuals. They resurfaced in large numbers in the 1840s when the news of the Chinese military fiasco in the Opium war became widely known. Their reaction was to rush to Edo, Nagasaki or Ôsaka where they could gather the latest information about western military techniques.

To complete this quick picture, it must be stressed that the bakufu has periodically punished these intellectuals who did not hide their sympathy for wes-

tern countries. It was the case in the 1820s, in the Siebold's affair where Siebold is a young German physician who was discovered with forbidden maps in his luggage, or at the end of 1830s, in the "indictment of the society of barbarian studies" (*bansha no goku*), which led to the death of Takano Chôei (1804-1850), physician and translator, and Watanabe Kazan (1793-1841), warrior and artist. These affairs did not put an end to western studies, but they probably had the effect of weakening networks and making them less visible when Japan finally opened its doors.

CHOLON : UNE « PETITE CHINE » AU CŒUR DE SAIGON

Laurent Gédéon
Maître de conférences en géopolitique à l'univ. catholique de Lyon et chercheur à l'IAO
Août 2018

L'arroyo chinois vers les années 1910. (Source : virtual-saigon.net.) // The Chinese arroyo around 1910. (Source: virtual-saigon.net.)

Pour le voyageur qui débarque aujourd'hui à Hô Chi Minh-Ville, Cholon évoque avant tout un des quartiers de la ville, correspondant grosso modo au cinquième arrondissement (*quận* 5) et jouxtant les arrondissements centraux. Cette apparente banalité masque cependant le destin hors du commun de ce qui fut longtemps une ville à part entière dont l'émergence à la fin du XVIIIe siècle est liée à la révolte des Tây Sơn en lutte contre les Nguyễn. Ces derniers, seigneurs du Sud, se partageaient le territoire vietnamien avec les Trịnh, seigneurs du Nord, chacune des deux familles affirmant régner au nom de l'empereur Lê et dans le respect de la suzeraineté de la Chine sur le pays. C'est dans ce contexte troublé qu'un groupe de Chinois de Biên Hòa (localité située au nord de l'actuelle Hô Chi Minh-Ville) dû fuir, en 1779, les attaques des rebelles. Ils se réfugièrent en bordure d'un cours d'eau (le futur « arroyo chinois ») situé non loin d'une petite cité vietnamienne du nom de Saigon (éponyme de la rivière *Sài Gòn*) et y fondèrent une bourgade qui deviendra Cholon (*Chợ Lớn*, signifiant en vietnamien « le grand marché »). Saigon et Cholon vont dès lors connaître deux destins parallèles. L'installation des Français à partir de 1859 va favoriser la mise en réseau progressive des deux cités à travers la construction de deux routes puis d'une ligne de tramway en même temps qu'étaient aménagées les berges de l'arroyo reliant les deux villes. Cholon gardera longtemps

Le marché Bình Tây vers les années 1950. (Source : virtual-saigon.net.). // The Bình Tây market around the 1950s. (Source: virtual-saigon.net.)

son autonomie jusqu'à la création en 1931 d'une entité urbaine unique appelée « Saigon-Cholon », appellation qui sera simplifiée en « Saigon » en 1956. Si cette intégration unifia les deux villes sur le plan administratif, elle ne fit pas pour autant disparaître les particularités ethniques et culturelles de Cholon.

UNE CITÉ BÂTIE PAR DES CHINOIS

On ne saurait en effet parler de Cholon sans revenir sur l'histoire des Chinois du Vietnam (*Hoa*) dont le nombre s'est progressivement accru au gré des migrations liées aux avatars de l'histoire de Chine. La première immigration d'importance en Cochinchine eut lieu suite à la chute de la dynastie Ming en 1644 et l'arrivée au pouvoir des Qing. Pour assurer leur pouvoir, ces derniers durent au cours des années qui suivirent réprimer plusieurs révoltes, provoquant l'exil de milliers de soldats, mandarins, lettrés, moines bouddhistes, restés fidèles à l'ancienne dynastie. Parmi eux, un groupe de 3 000 hommes sous la direction de deux généraux chinois, Dương Ngạn Địch (Yang Yandi, 楊彦迪) et Trần Thượng Xuyên (Chen Shangchuan, 陳上川), proposa en 1679 ses services au roi vietnamien Nguyễn Phúc Tần installé à Hué. Celui-ci les poussa à s'installer en Cochinchine qui relevait à l'époque du royaume khmer, comptant sur leur présence pour y renforcer son influence. Ils y fondèrent plusieurs bourgades dont celle de Biên Hòa et contribuèrent de manière décisive au développement de l'agriculture, en particulier de la riziculture. Par la suite, la révolte des Taiping (1851-1864) provoqua l'arrivée de nouveaux réfugiés qui vinrent encore grossir le nombre de Chinois en Cochinchine. À leur arrivée en 1859, les Français découvrirent cette communauté chinoise solidement implantée à Cholon. Comprenant le bénéfice qu'ils pouvaient tirer d'une collaboration avec elle, ils l'organisèrent en cinq congrégations, correspondant chacune à un groupe géodialectal spécifique et la laissèrent s'administrer elle-même notamment pour ce qui était des propriétés collectives (hôpitaux, cimetières, écoles). De leur côté, les autorités coloniales traitaient des diverses questions économiques, légales et fiscales directement avec les représentants de la communauté. Cette organisation permit aux Hoa de conserver leur spécificité et, dans ce contexte très favorable, de développer pleinement leurs diverses activités économiques. La fin de la colonisation et l'émergence du Sud-Vietnam ne changèrent pas fondamentalement leur situation. En dépit des pressions du gouvernement de Saigon visant à les « vietnamiser », ils surent conserver leur autonomie, renforçant même leur emprise sur l'économie sud-vietnamienne. Toutefois, la défaite de 1975 et la réunification du Vietnam sous l'égide de Hanoï changea radicalement la donne. Considérés comme inassimilables dans le nouveau Vietnam socialiste, les Hoa firent l'objet de pressions répétées jusqu'à la crise de 1978 qui les poussa à fuir le pays, la plupart comme *boat people* et dans des conditions souvent dramatiques. Si le nombre exact de ces réfugiés n'est pas connu, on considère que l'exode concerna au moins 500 000 dont la majeure partie trouva refuge en Australie, en Europe et en Amérique du Nord. En 1986, les autorités vietnamiennes commencèrent une politique de

renouveau (*Chính sách Đổi Mới*) visant à encourager les investissements des Vietnamiens de l'étranger (*Việt kiều*). Un temps, prudents, ceux-ci, parmi lesquels des Hoa, reprirent pied dans leur pays d'origine tout en conservant une marge de sécurité dans leurs pays d'accueil.

Le marché Bình Tây en 2014. (© Laurent Gédéon.)
// The Bình Tây market in 2014. (© Laurent Gédéon.)

UN CENTRE ÉCONOMIQUE MAJEUR

Pendant deux siècles, Cholon s'est distinguée par son rôle économique, perceptible jusque dans son nom. L'activité de ses habitants était en effet essentiellement tournée vers le négoce, activité qui prit de l'ampleur en raison de plusieurs facteurs : l'arrivée des Français, l'accroissement de la communauté chinoise, sa solidarité interne ainsi qu'une réglementation coloniale favorable. Les Hoa étaient très présents dans les secteurs agricole, de la construction navale (jonques), du bois (scieries, menuiseries…), de l'industrie du papier, du textile, du charbon, des métaux (étain, aluminium, fer) ainsi que dans l'artisanat. Ils exerçaient en outre une domination particulière sur le secteur rizicole. C'est à Cholon en effet qu'aboutissait la plus grande partie du riz produit en Cochinchine. Grâce à un réseau bien structuré, les Chinois contrôlaient toute la ligne de production à l'exception de la culture elle-même, assurée par des paysans vietnamiens. Le riz était directement acheté aux producteurs par des intermédiaires chinois, envoyé à Cholon, traité et entreposé par des grossistes avant d'être acheminé *via* l'arroyo jusqu'au port de Saigon puis, de là, exporté vers l'étranger. Si la crise de 1978 a mis un coup d'arrêt à cette intense activité, la politique de renouveau de 1986 a encouragé les Hoa à tenter un retour au Vietnam. Ils ont dû toutefois s'adapter à un nouveau contexte économique ainsi qu'au changement de la configuration ethnique de Cholon, une partie des habitants Chinois ayant été remplacée par des Vietnamiens. Ces obstacles n'ont cependant pas empêché nombre d'entre eux de développer avec succès de nouvelles affaires.

Il existe aujourd'hui encore différents lieux qui témoignent de cette période. Deux d'entre eux, le marché Bình Tây et l'arroyo chinois, méritent une attention particulière car ils ont connu des destins très différents. Le grand marché Bình Tây a été financé par un mécène chinois du nom de Quách Đàm. Inauguré en 1930, il a traversé toutes les vicissitudes de l'histoire récente du Vietnam sans jamais cesser son activité. Cette vaste construction carrée compte aujourd'hui plus de 2 300 stands tenus en grande partie par des commerçants chinois et

L'embouchure de l'arroyo chinois en 1929. (Source : virtual-saigon.net.) // The Chinese arroyo's mouth in 1929. (Source: virtual-saigon.net.)

où sont vendus aliments, épices, textiles et objets divers. Très animé, le marché reste, comme à l'époque coloniale, l'un des centres importants de l'activité économique du quartier. L'arroyo chinois, de son côté, fut tout au long du XXe siècle le cordon ombilical reliant Cholon à Saigon. C'est par cette voie que transitaient toutes les denrées et marchandises commercialisées depuis Cholon. Cette intense activité était marquée par la présence d'innombrables jonques servant d'habitation ou destinées au transport. Sur ses berges, densément bâties, se dressaient de nombreux entrepôts, rizeries ainsi que divers bâtiments industriels, témoins de la vitalité économique de cet axe fluvial. Cependant, le départ des Hoa en 1978, le développement du réseau routier dans les années 2000 puis le réaménagement des berges ont mis fin au rôle économique de l'arroyo devenu aujourd'hui un espace aquatique déserté, sans fonction urbaine précise.

CHOLON DANS L'IMAGINAIRE COLONIAL

Évoquer Cholon, c'est réveiller un imaginaire endormi qui renvoie à la longue présence coloniale française en Indochine, plus précisément à Saigon, longtemps appelée la « perle de l'Extrême-Orient ». Dans ce contexte, Cholon était perçue comme « la ville chinoise », un lieu d'amusement et de plaisirs où l'on allait s'« encanailler ». La cité était aussi porteuse d'une promesse d'exotisme tournée vers la Chine, certes géographiquement proche mais difficilement accessible et mystérieuse pour nombre de colons et de Vietnamiens. Se rendre à Cholon, permettait donc de « rêver » la Chine à travers le quartier chinois. De ce passé révolu surgissent quelques noms qui furent longtemps familiers aux Français de la colonie tels le casino *Le Grand Monde* ou les cabarets l'*Arc-en-Ciel* et le *Palais de Jade*.

L'embouchure de l'arroyo chinois en 2014. (© Laurent Gédéon.) // The Chinese arroyo's mouth in 2014. (© Laurent Gédéon.)

UNE SPÉCIFICITÉ QUI PERDURE

Cholon demeure aujourd'hui une étape incontournable des *tour-operators* à Saigon. Les guides promettent « une immersion dans le quartier chinois » à travers une rapide visite du marché Bình Tây et celle de quelques temples. Mais l'essence du quartier est complexe et ne se laisse pas appréhender si aisément. Discret en raison des événements passés, le caractère chinois de Cholon n'en est pas moins réel. Mais pour le saisir, il faut faire preuve de tact, observer avec attention les devantures des magasins, le rechercher au fond des échoppes ou dans d'étroites venelles, l'identifier dans des patronymes dont certains ne sont portés que par les Sino-vietnamiens, l'entendre dans les chansons chinoises qui résonnent parfois jusque dans la rue ou à travers des bribes de conversation où le vietnamien laisse parfois place au cantonais. Le visiteur qui se sera ainsi donné le temps d'apprivoiser Cholon s'en verra récompensé par des rencontres humaines et la découverte de richesses ignorées qui l'amèneront à toucher l'âme d'une cité à part, au carrefour de deux cultures.

La rue de Canton vers les années 1910. (Source : virtual-saigon.net.) // The street of Canton at about the 1910's. (Source: virtual-saigon.net.)

BIBLIOGRAPHIE/BIBLIOGRAPHY

Gédéon, Laurent, « Les Hoa du Vietnam, un exemple d'interculturalité complexe », *Études Interculturelles* 1, 2008, p. 35-46.
—, « Le rôle économique des minorités chinoises en Asie du Sud-Est : le cas des Hoa du Vietnam », *Études Interculturelles* 3, 2010, p. 87-107.
Kermadec, Jean-Michel de, *Cholon, ville chinoise*, Saigon, Société asiatique d'éditions, 1955, 143 p.
Poncins, Gontran de, *D'une ville chinoise*, Paris, André Bonne, 1958, 224 p. ; *Une ville chinoise*, Arles, Actes Sud, 192 p.
Tsai, Maw-Kuey, *Les Chinois au Sud-Vietnam*, Paris, Bibliothèque nationale, 1968, 293 p.

CHOLON: A "LITTLE CHINA" IN THE HEART OF SAIGON

Laurent Gédéon
Associate professor in geopolitics at univ. catholique de Lyon & researcher at IAO
August 2018

For the traveler who arrives today in Ho Chi Minh City, "Cholon" mostly evokes one of the neighbourhood of the city, roughly corresponding to the fifth district (*quận* 5) adjacent to the central districts. This apparent banality, however, masks the extraordinary destiny of what was for a long time a city in its own right.

Its birth goes back to 1779, when a group of Chinese of Biên Hòa (a city located in the north of current Ho Chi Minh City) had to flee the attacks of the Tây Sơn rebels fighting the Nguyễn, the lords of the South. Its emergence at the end of the eighteenth century is linked to the revolt of the Tay Son in fight against Nguyen. These, lords of the South, shared the Vietnamese territory with the Trịnh, lords of the North, each of the two families claiming to reign in the name of the emperor Le and in respect of the suzerainty of China over the country. It was in this troubled context that a group of Chinese from Biên Hòa (a locality north of today's Ho Chi Minh City) had to flee rebel attacks in 1779.

They took refuge on the edge of a watercourse (the future "Chinese arroyo") located not far from a small Vietnamese city named Saigon (from the eponymous of the river *Sài Gòn*) and founded there a village that would become Cholon (*Chợ Lớn*, meaning in Vietnamese "the big market"). Saigon and Cholon will henceforth know two parallel destinies. The French moving in from 1859 will promote the progressive networking of the two cities through the construction of two roads and a tram line while the banks of the river were laid out. Cholon will keep its autonomy for a long time until the creation in 1931 of a unique urban entity called "Saigon-Cholon", name which will be simplified to "Saigon" in 1956. The two cities were united administratively, but this integration did not make the ethnic and cultural particularities of Cholon disappear.

A CITY BUILT BY CHINESE

We cannot talk about Cholon without going back to the history of Vietnamese Chinese (*Hoa*) whose number has gradually increased due to migrations related to political crisis in China. The first major immigration to Cochinchina took place following the fall of the Ming Dynasty in 1644 and the coming to power of the Qing.

To ensure their power, the latter had to repress several revolts in the years that followed, causing the exile of thousands of soldiers, mandarins, scholars, Buddhist monks, remained faithful to the old dynasty. Among them, a group of 3,000 men under the direction of two Chinese generals, Dương Ngạn Địch

(Yang Yandi, 楊彦迪) and Trần Thượng Xuyên (Chen Shangchuan, 陳上川), proposed in 1679 his services to the Vietnamese king Nguyễn Phúc Tần living in Huế. The king asked them to settle in Cochinchina which then belonged to the Khmer kingdom in order to strengthen his influence. They founded several villages, including the one of Biên Hòa, and made a decisive contribution to the development of agriculture, especially rice growing.

Later, the Taiping revolt (1851-1864) provoked the arrival of new refugees who increased the number of Chinese people in Cochinchina. When they arrived in 1859, the French found this Chinese community firmly established in Cholon. They understood the interest of the collaboration with the Chinese and organized the community into five congregations, each corresponding to a specific geodialectal group. They let the Chinese manage themselves, especially regarding collective properties (hospitals, cemeteries, schools). Colonial authorities, for their part, dealt with the various economic, legal and fiscal matters directly with the representatives of the community. This organization allowed Hoa to maintain their specificity and, in this very favourable context, to fully develop their various economic activities. The end of colonization and the emergence of South Vietnam did not fundamentally change their situation. Despite pressure from the Saigon government to "Vietnamise" them, they managed to maintain their autonomy, also strengthening their grip on the South Vietnamese economy. However, the defeat of 1975 and the reunification of Vietnam under the aegis of Hanoi radically changed the situation. Considered unassimilable in the new socialist Vietnam, the Hoa were subjected to repeated pressure until the crisis of 1978 which drove them to flee the country, most of them as boat people and in often terrrible conditions. If the exact number of these refugees is not known, it is generally considered that they were at least 500,000. Most of them found refuge in Australia, Europe and North America. In 1986, the Vietnamese authorities initiated a policy of renewal (*Chính sách Đổi Mới*) to encourage investments by Vietnamese living abroad (*Việt kiều*) among which the Hoa. Prudent at first, they started investing again in Vietnam while keeping a margin of safety in their host countries.

A MAJOR ECONOMIC CENTER

For two centuries, Cholon distinguished itself by its economic role, perceptible even in its name, *Chợ Lớn*, meaning in Vietnamese "the big market". Activity of its inhabitants was essentially turned towards trading which grew because of several factors: arrival of the French, growth of the Chinese community, its internal solidarity and a favourable colonial regulation. The Hoa were very present in the agricultural sector, shipbuilding (junks), wood (sawmills, joinery…), paper industry, textile, coal, metals (tin, aluminum, iron) and also in the craft industry. In addition, they exercised particular control over the rice sector. It was in Cholon that was sent most of the rice produced in Cochinchina. Thanks to a well-structured network, the Chinese controlled the entire production line with the exception of the crop itself, which was provided by Vietnamese

peasants. The rice was directly purchased from producers by Chinese intermediaries, sent to Cholon, processed and stored by wholesalers before being shipped *via* the arroyo to Saigon port and then exported overseas. If the crisis of 1978 put an end to this intense activity, the policy of renewal of 1986 encouraged the Hoa to attempt a return to Vietnam. However, they had to adapt to a new economic context as well as a change in the ethnic configuration of Cholon, a part of the Chinese inhabitants having been replaced by Vietnamese. These obstacles have not prevented many of them from successfully developing new business.

There are still different places today that bear witness to this period. Two of them, the Bình Tây market and the Chinese arroyo, deserve special attention because they had very different fates. The big market Bình Tây was financed by a Chinese patron named Quách Đàm. Inaugurated in 1930, it has gone through all the vicissitudes of Vietnam's recent history without ever ceasing its activity. This vast square construction now has more than 2,300 stands largely held by Chinese traders and where are sold food, spices, textiles and other items. Very lively, the market remains, as in the colonial era, one of the important centers of economic activity of the district. The Chinese arroyo, for its part, was throughout the twentieth century the umbilical cord connecting Cholon to Saigon. It was through this route that passed all commodities and merchandise traded in Cholon. This intense activity was marked by the presence of innumerable junks used as dwellings or intended for transport. On its banks, densely built, stood many warehouses, rice mills and various industrial buildings, witnesses of the economic vitality of this fluvial axis. However, the Hoa's departure in 1978, the development of the road network in the 2000s and the redevelopment of the riverbanks put an end to the economic role of the arroyo, which has now become a deserted water area with no precise urban function.

CHOLON IN COLONIAL IMAGINARY

Cholon's evocation awakens a sleepy imaginary referring to the long-standing French colonial presence in Indochina, more precisely in Saigon, long known as the "Pearl of the Far East". In this context, Cholon was perceived as "the Chinese city", a place of fun and pleasures where one would go to "slum it". The city was also carrying a promise of exoticism geared to China, a country geographically close but difficult to access and mysterious for many settlers and Vietnamese. Going to Cholon, allowed to "dream" of China through the Chinatown. From this bygone past, few names appeared that were long familiar to the French of the colony such as the casino "Le Grand Monde" or the cabarets "Arc-en-Ciel" and "Palais de Jade".

A SPECIFICITY THAT REMAINS

Cholon remains today a must-stop for tour operators in Saigon. The guides promise "an immersion in Chinatown" through a quick visit of the Bình Tây market

and some temples. But the essence of the neighborhood is complex and cannot be apprehended so easily. Discreet because of past events, the Chinese nature of Cholon is nonetheless real. But to seize it, it is necessary to be tactful, to observe with attention the storefronts, to look for it at the bottom of the stalls or in narrow alleyways, to identify it in surnames some of which are only worn by the Sino-Vietnamese, to hear it in the Chinese songs that sometimes resound in the street or through snippets of conversation where Vietnamese is sometimes replaced by Cantonese. The visitor who will thus have the time to tame Cholon will be rewarded by human encounters and the discovery of unknown richness that will lead him to touch the soul of a unique city, at the crossroads of two cultures.

TRANSFERTS SECRETS ENTRE MAÎTRES ET DISCIPLES

Olivier Bailblé
Maître de conférences à l'AMU et membre de l'IrAsia,
du CRLAO et du CRC
Mars 2019

DÉFINITION & ÉTYMOLOGIE

Le Kugyŏl est un système d'écriture inventé autour du VIIIe siècle sous le Silla Unifié[1]. Au sein des phrases se trouve un *t'o* (토~吐) que l'on appelle aussi Kugyŏl (구결~口訣), c'est-à-dire une indication permettant au lecteur débutant en chinois classique de déterminer la valeur grammaticale des sinogrammes. Même s'il n'en est pas l'auteur officiel, le nom du bonze Ŭisang revient régulièrement dans les ouvrages spécialisés sur la question comme étant le religieux à l'origine de sa création. L'étymologie du mot Kugyŏl provient de deux caractères chinois (口訣). Deux hypothèses concernant leur interprétation sont proposées. D'après An Byŏnghŭi (1977), le premier caractère (口) est emprunté sur un plan purement sémantique, pour traduire le mot « bouche » *ip* (입) en coréen. Le deuxième caractère (訣) serait un emprunt phonétique, en coréen *kyŏt* (겻), c'est-à-dire un son chargé d'indiquer une information à côté d'un caractère chinois. Le deuxième postulat, le plus généralement accepté, est celui avancé par le président de l'association du Kugyŏl, le professeur Nam P'unghyŏn (1999). Kugyŏl serait en réalité la forme abrégée de quatre caractères, *kusubikyŏl* 口授祕訣. Cette combinaison de caractères peut se traduire par « transferts secrets entre professeurs et disciples ».

CHINOIS ET CORÉEN : DEUX TYPOLOGIES RADICALEMENT DIFFÉRENTES

Le chinois et le coréen appartiennent à deux familles de langues bien distinctes. Le chinois est issu du sino-tibétain, sa typologie est de type « Sujet-Verbe-Objet ». Le coréen quant à lui appartient aux langues ouralo-altaïques qui ont pour caractéristique de mettre l'objet avant le verbe, « Sujet-Objet-Verbe » comme c'est le cas du turc, du mongol et du japonais. Le coréen est une langue agglutinante qui accole à un radical un grand nombre de suffixes. Il n'a par conséquent aucun lien linguistique avec le chinois. Cela rend ainsi la lecture du chinois extrêmement difficile. Pour toutes ces raisons, des moines coréens qui ont longtemps séjourné en Chine et qui maîtrisent très bien la lecture du chinois classique, vont à leur retour en Corée promouvoir, enseigner ce système d'écriture. Le Kugyŏl va permettre à leurs disciples de déchiffrer plus facilement les soutras, et va devenir au fil du temps un véritable support visuel pour la lecture des textes bouddhistes, religion en pleine expansion à la fin du Grand Silla et qui atteint son apogée sous

1 Le Silla Unifié s'étend de 668 à 918.

le Koryŏ (918-1392). Il faudra attendre le xve siècle pour assister à l'avènement d'un autre système d'écriture, le Han'gŭl. Celui-ci va lentement remplacer l'usage des caractères chinois et du chinois classique et par la même occasion supplanter les autres systèmes d'écritures tels que l'Idu ou le Kugyŏl.

DEUX SYSTÈMES D'ÉCRITURES

Il faut distinguer deux sortes de Kugyŏl. Le premier type de Kugyŏl s'appelle le « Kugyŏl à caractères » *muncha kugyŏl* (문자구결~文字ㅁ訣), autrement dit des caractères chinois qui ont été simplifiés afin de les insérer dans le texte bouddhiste. Par exemple ㅁ est une abréviation du caractère *mi* 彌. Les universitaires sud-coréens et leurs collègues japonais se disputent d'ailleurs la paternité de ce système d'écriture (sans pouvoir en apporter des preuves) car sa création date à peu près de la même période que celle des *hiragana* et des *katakana*. En outre, la ressemblance entre le syllabaire japonais et le Kugyŏl est très frappante. Voici un exemple tiré du dernier texte retrouvé en Kugyŏl, le *chabidoryangch'ambŏp*, découvert en décembre 2015 dans le temple de Kilim, près de Kyŏngju. Pour des raisons pratiques, la phrase normalement écrite à la verticale, est écrite ici à l'horizontale. Les crochets [ ] indiquent que les caractères kugyŏl sont à droite du caractère concerné, sur la gauche du caractère en l'absence de crochets.

• 捨[ㅁㅁㅁ] 地獄身ㅁ得[ㅁ] 金剛身ㅁ

abandonne-TER-enfer du corps-ACC-obtenir-CC-or-diamant-corps-ACC[2]
Abandonnez l'enfer du corps et obtenez le corps de Vajra (corps au diamant doré).

On voit très clairement que les caractères kugyŏl représentent la fonction grammaticale de la structure coréenne. Les textes modifiés sont issus du chinois classique, d'un soutra qui a été importé par les bonzes coréens. Voici un autre exemple, avec la phrase originale et la version en caractère kugyŏl.

Chinois classique original

• 我於罪人…

Je-DAT-crime-homme
Concernant les criminels, je…

Chinois classique en Kugyŏl à caractères

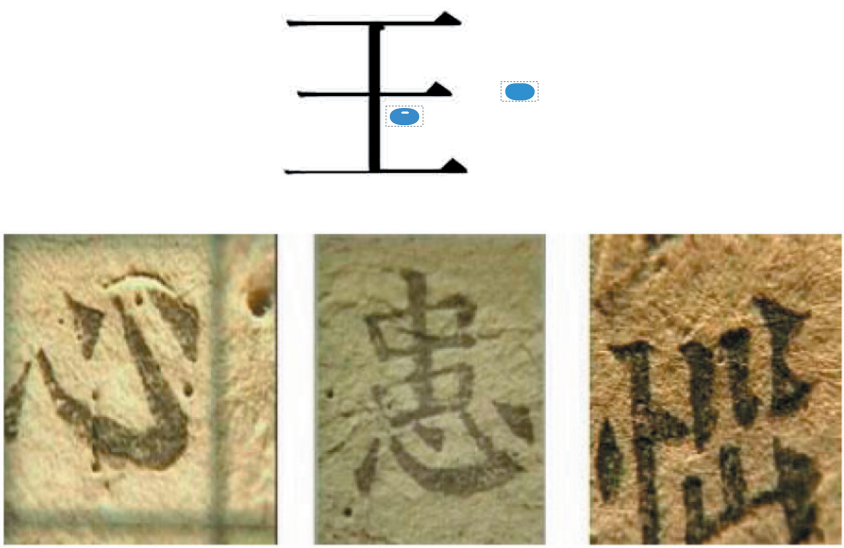
• 我ㅁ於[3]罪人ㅁㅁ

Je-MAR-DAT (du chinois)-crime-homme-DAT (du coréen)
Concernant les criminels, je…

2 TER : terminaisons ; ACC : forme accusative ; CC : conjonction de coordination ; MAR : marqueur du thème ; DAT : forme dative.

3 Le caractère chinois servant de marqueur du datif est ignoré par les bonzes coréens car ils ont précisément déjà deux caractères kugyŏl indiquant le datif, à savoir ㅁㅁ.

Grâce à l'universitaire japonais Kobayashi Yoshinori, la recherche sur le Kugyŏl a pris un nouvel élan en 2000. Il est en effet la personne à qui on attribue généralement la découverte sensationnelle d'une autre forme de Kugyŏl, dénommé « Kugyŏl à points » en coréen *puho kugyŏl* (부호구결~符號口訣). Les « Kugyŏl à points » ou « Kugyŏl à signes » sont des marques, des points ou des traits à peine visibles insérés près d'un caractère chinois à l'aide d'un stylet, en coréen *kakp'il* (각필~閣筆), afin d'indiquer les marqueurs grammaticaux du coréen. La position du point indique la fonction grammaticale du caractère. Le stylet en question était en ivoire ou parfois simplement en bambou. Contrairement au pinceau traditionnel utilisé pour la calligraphie, les traits ou les points étaient perceptibles seulement avec l'aide d'une lumière suffisamment forte. Lors de son retour au Japon, Kobayashi Yoshinori, originaire de Hiroshima, va effectuer des recherches sur des textes japonais datant de la même période. Il va découvrir également des points autour des caractères chinois que les Japonais appellent aujourd'hui *Kunten*. La plupart de ces marques sont à 90 % des points et leurs rôles ont été clairement identifiés. Les 10 % restant sont donc des traits très légers aux couleurs bleues ou rouges. Voici des exemples du *kakp'il kugyŏl*.



Images des points réalisés par le stylet. // Pictures of the dots neat the characters made by the stylus.

Lorsqu'un point est localisé à droite du caractère, il indique que celui-ci est un complément d'objet direct dans la phrase, il correspond en réalité à la forme accusative que l'on connaît en coréen contemporain, à savoir *ŭl* et *rŭl* (을,를). Si le point par exemple est situé au centre du caractère, il représente alors le marqueur de thème c'est-à-dire la forme *ŭn*, *nŭn* (은,는) du coréen. Dans ce cas, le caractère « roi » est le sujet de la phrase.

DEUX TYPES DE LECTURES

Il existe également deux formes de lectures du Kugyŏl. La première, qui s'étend du VIIe siècle au XIIIe siècle est la lecture dite avec « interprétation » en coréen, le *sŏktok kugyŏl* (석독구결~釋讀口訣). Le « Kugyŏl avec interprétation » consiste à lire à haute voix le texte en chinois classique ainsi que les éléments en caractères Kugyŏl afin de pouvoir « traduire » le texte à la manière coréenne, c'est-à-dire en suivant l'ordre des mots de la langue vernaculaire que l'on appelle aussi « lecture inversée » *yŏktokkugyŏl* (역독구결~逆讀口訣). Le *sŏktok kugyŏl* peut aussi bien être lu avec des « Kugyŏl à points » ou des « Kugyŏl à caractères ». En 1975, l'universitaire Nam P'unghyŏn découvre un deuxième type de lecture, la lecture dite « consécutive », en coréen le *sundok kugyŏl* (순독구결~順讀口訣). Ce type de lecture va progressivement remplacer le *sŏktok kugyŏl* à la fin du Koryŏ, autour du XIVe siècle. Les bonzes vont lire le soutra en suivant l'ordre naturel de la syntaxe chinoise tout en maintenant les caractères du Kugyŏl. On notera au passage que le *sundok kugyŏl* utilise seulement les caractères kugyŏl. Tout du moins, on n'a pas à ce jour, découvert de textes écrits en « Kugyŏl à points » sous la période Chosŏn. Autre information intéressante à noter est que le *sundok kugyŏl* utilise à la fois des caractères chinois simplifiés, non simplifiés, voire en Han'gŭl. En outre, il ne se limite plus aux soutras, certains passages des « Entretiens » de Confucius sont écrits en *sundok kugyŏl*, mais cela reste relativement rare. Par exemple :
Texte original en chinois classique

學而時習之 不亦悅乎

Texte en *sundok kugyŏl* avec des caractères non simplifiés

學而時習之**面** 不亦悅乎**牙**
Les caractères chinois en gras, sont des caractères kugyŏl non simplifiés.

Texte en *sundok kugyŏl* avec l'alphabet Han'gŭl

學□而□時시習습之지면不블亦역悅열乎호아

Traduction

« Si tu as bien étudié et que tu maîtrises bien ton sujet, tu es satisfait, n'est-ce pas ? »

UNE RECHERCHE TRÈS ACTUELLE

En décembre 2015, des universitaires coréens découvrent plusieurs centaines de pages de soutras à l'intérieur d'une statue imposante, dans le temple Kirim à Kyŏngju. Bon nombre de ces précieux documents n'ont pas encore été analysés dans leur totalité, mais on a déjà pu étudier certains textes qui présentent de nouvelles formes de « Caractères Kugyŏl », notamment cinq pages d'un texte bouddhiste très célèbre, « La repentance du Dharma de la gentillesse et de la compassion au sein du Bodhimanda », en coréen le *chabidoryang ch'ambŏp*

(자비도량참법~慈悲道場懺法). Il faut savoir que très peu de chercheurs dans le monde travaillent sur ce système unique, environ une trentaine en Corée, ainsi que quelques universitaires occidentaux.

LES TEXTES CONNUS À CE JOUR

À ce jour, nous avons découvert en Corée dix textes écrits en Kugyŏl avec interprétation (석독구결~釋讀口訣) rédigés en caractères kugyŏl ou en kugyŏl à points :

Romanisation du titre	Han'gŭl	Caractères chinois	Volume	Période	Type de kugyŏl
Sŏkhwaŏmgyobungi	석화엄교분기	釋華嚴教分記	3	Xe siècle	Caractères
Taebanggwangbul-hwaŏmgyŏngso	대방광불화엄경소	大方廣佛華嚴經疏	35	XIIe siècle	Caractères
Taebanggwangbul-hwaŏmgyŏng	대방광불화엄경	大方廣佛華嚴經	14	XIIe siècle	Caractères
Happugŭmgwang-myŏnggyŏng	합부금광명경	合部金光明經	3	XIIIe siècle	Caractères
Kuyŏginwanggyŏng	구역인왕경	舊譯仁王經	1	XIIIe siècle	Caractères
Chubonhwaŏmgyŏng	주본화엄경	周本華嚴經	6, 22, 31, 34	XIe siècle	Points
Chinbonhwaŏmgyŏng	진본화엄경	晉本華嚴經	20	XIe siècle	Points
Myobŏbyŏnhwagyŏng	묘법연화경	妙法蓮華經	1 et 7	XIe siècle	Points
Yugasajiron	유가사지론	瑜伽師地論	3, 5, 8	Xe siècle	Points
Chabidoryang ch'ambŏp	자비도량참법	慈悲道場懺法	3	XIIIe siècle	Caractères

CONCLUSION

L'étude du Kugyŏl avec interprétation peut nous apporter des informations substantielles sur la Corée du Silla et Koryŏ. Cette recherche touche plusieurs aspects, la place bien entendu du bouddhisme durant ces dynasties, la capacité des bonzes à lire et déchiffrer les soutras, et d'une manière plus générale, cet ancien mode de lecture peut nous donner des informations précieuses sur les sons du coréen avant l'invention du Han'gŭl. Enfin, il est probable que de nombreux textes en Kugyŏl existent en Corée du Nord. Leur déchiffrement constituerait une avancée significative dans cette recherche.

BIBLIOGRAPHIE/BIBLIOGRAPHY

Chŏng, Chaeyŏng, « The Language and Writing of Ancient Korea », *Korea Journal* 50 (2), 2010, p. 5-7.
Nam, P'unghyŏn, *The languages of Japan and Korea*, Londres, Routledge, 2012, p. 41-72.
Ramsey, Robert & Lee, Ki-Moon, *History of the Korean Language*, Cambridge, Cambridge University Press, 2011, 348 p.

SECRET TRANSFERS BETWEEN MASTERS AND DISCIPLES

Olivier Bailblé
Associate professor at AMU & member of IrAsia,
CRLAO and CRC
March 2019

DEFINITION AND ETYMOLOGY

Kugyŏl is a writing system invented around the eighth century under the Unified Silla Dynasty (668-918). Written indications called *t'o* (토~吐), or Kugyŏl (구결~口訣), were inserted into sentences and allowed the beginning reader in Classical Chinese to determine the grammatical value of the sinograms. Even though he is not the official creator of Kugyŏl, in specialized works dealing with this question, a monk named Ŭisang regularly appears as being at the origin of its creation. The etymology of the word Kugyŏl derives from two Chinese characters (口訣). Two hypotheses concerning their interpretation are given. According to An Byŏnghŭi (1977), the first character (口) is used on a purely semantic level to translate the word "mouth" *ip* (입) in Korean. The second character (訣) is said to be a phonetic borrowing, in Korean *kyŏt* (겻), i.e. a sound whose purpose is to indicate a piece of information next to a Chinese character. The second, more generally accepted postulate, is the one put forward by the president of the Kugyŏl Association Professor Nam P'unghyŏn (1999). Kugyŏl might be an abbreviated form of the four characters in *kusubikyŏl* 口授秘訣. This combination of characters could be translated as "secret transfer between teachers and disciples."

CHINESE AND KOREAN: TWO RADICALLY DIFFERENT TYPOLOGIES

Chinese and Korean belong to two very distinct language families. Chinese comes from Sino-Tibetan, with a typology of "Subject-Verb-Object". As for Korean, it belongs to the Ural-Altaic languages, which have the characteristic of putting the object before the verb, "Subject-Object-Verb", as is the case with Turkish, Mongolian and Japanese. Korean is an agglutinative language which sticks a large number of suffixes onto a stem. Therefore, it has no linguistic relationship with Chinese and so consequently, this makes the reading of Chinese extremely difficult. For these reasons, Korean monks who, after having spent a long time in China mastering the reading of Classical Chinese, upon their return to Korea, would go on to promote and teach this system of writing. Kugyŏl would allow their disciples to decipher the sutras more easily and would become over time a veritable visual support for reading the texts of Buddhism, which was a rapidly expanding religion at the end of Great Silla, and which reached its apogee under Koryŏ (918-1392). It's only in the fifteenth century that we can see the rise of a new writing system, the Han'gŭl alphabet. It will slowly

replace the use of Chinese characters and classical Chinese and in the same time, it will supplant the other writing system such as Idu and Kugyŏl.

TWO WRITING SYSTEMS

It is necessary to distinguish between two sorts of Kugyŏl. The first type is the Kugyŏl called "Character-Kugyŏl" (문자구결~文字口訣), in other words, Chinese characters which have been simplified in order to insert them into a Buddhist text. For example, ㅁ is an abbreviation of the character *mi* 彌. In addition to this, South Korean academics and their Japanese colleagues argue about the authorship of this system of writing (without any evidences) because its date of creation is very nearly the same period as that of *Hiragana* and *Katakana*. Moreover, the similarity between the Japanese syllabary and Kugyŏl is striking. Here is an example taken from the last text found in Kugyŏl, the *Chabidoryangch'ambŏp*, discovered in December 2015 in Kilim Temple, near Kyŏngju. For practical reasons, the phrase normally written vertically, is written here horizontally. The brackets [ ] indicate that the Kugyŏl characters are to the right of the character in question, on the left of the character where brackets are absent.

• 捨[人ㅁㅁ] 地獄身ㅁ 得[ㅁ] 金剛身ㅁ

abandon-TER-hell of the body-ACC-obtain-CC-gold-diamond-body-ACC[1]<?>
Abandon the hell of the body and obtain the body of Vajra (gilded diamond body).

We can see very clearly that the Kugyŏl characters stand for the grammatical function of the structure of Korean. The modified texts come from Classical Chinese, from a sutra which was imported by Korean monks. Here is another example, with the original phrase and the version in Character-Kugyŏl.
Original Classical Chinese

• 我於罪人…

I-DAT-crime-man
Concerning the criminals, I…

Classical Chinese in Character-Kugyŏl

• 我ㅁ於[2]罪人ㅁㅁ

I-MAR-DAT (from Chinese)-crime-man-DAT (from Korean)
Concerning the criminals, I…

1 TER: Endings; ACC: Accusative form; CC: Coordinating Conjunction; MAR: Topic marker; DAT: Dative form

2 This Chinese character is not read by the Korean monks because they have added already two elements of character kugyŏl to express the dative form ㅁㅁ.

Thanks to the Japanese scholar Kobayashi Yoshinori, the research on Kugyŏl gained new momentum in 2000. Indeed, Kobayashi is the person to whom has generally been attributed the sensational discovery of another form of Kugyŏl, dubbed "Dot-Kugyŏl". "Dot-Kugyŏl" or "Symbol-Kugyŏl" are barely visible marks, dots or lines inserted near a Chinese character using a stylus, called in Korean *kakp'il* (각필~閣筆), so as to indicate the grammatical markers of Korean. The position of the dot indicates the grammatical function of the character. The stylus in question was made from ivory or sometimes from bamboo. Contrary to the traditional brush used for calligraphy, the marks or dots were only perceptible with the aid of a bright enough light. While back in Japan, Kobayashi Yoshinori, originally from Hiroshima, carried out research on Japanese texts dating from the same period. He would also go on to discover dots around Chinese characters that today the Japanese call *Kunten.* Dots make up most of these marks, up to 90%, and the role they play has been clearly identified. The remaining 10% of the marks are very light blue or red lines. Here are some examples of *kakp'il kugyŏl*.

When a dot is located to the right of a character, it indicates that this is a direct object in the phrase. It corresponds in fact to the accusative form that exists in contemporary Korean, i.e. *ŭl* et *rŭl* (을,를). If the dot is placed for example, at the center of the character, it then represents the topic marker, i.e. the *ŭn*, *nŭn* (은,는) form in Korean. In this case, the character "king" is the subject of the phrase.

TWO READING TYPES

There also exist two ways of reading Kugyŏl. The first, which spanned from the seventh century to the thirteenth century, is a way of reading with "interpretation", *sŏktok kugyŏl* (석독구결~釋讀口訣) in Korean. Interpretive-reading Kugyŏl consists of reading the text aloud in Classical Chinese as well as the elements in Kugyŏl characters, so as to be able to "translate" the text in the Korean manner, i.e. following Korean language word order. This is also called "reverse reading" *yŏktokkugyŏl* (역독구결~逆讀口訣). The *sŏktok kugyŏl* can be read both with "Dot-Kugyŏl" or with "Character-Kugyŏl". In 1975, the university scholar Nam P'unghyŏn discovered a second type of reading, a way of reading dubbed "consecutive", or *sundok kugyŏl* (순독구결~順讀口訣) in Korean. This type of reading would progressively replace *sŏktok kugyŏl* at the end of Koryŏ, around the forteenth century. The monks would read the sutra following the natural order of Chinese syntax, while retaining the characters of Kugyŏl. We should also note that *sundok kugyŏl* only uses the Character-Kugyŏl. At least, we have not discovered any texts so far written in "Dot-Kugyŏl" under Chosŏn using this reading technique. Another interesting piece of information to note is that the *sundok kugyŏl* uses simultaneously both simplified and non-simplified Chinese characters, as well as Han'gŭl. Moreover, it is not limited to sutras either – certain passages of *The Analects of Confucius* are written in *sundok kugyŏl*, but this remains relatively rare. For example:

Original text in Classical Chinese

學而時習之不亦悅乎

Text in *sundok kugyŏl* with non-simplified characters.

學而時習之**面** 不亦悅乎**牙**
The Chinese characters in bold type are non-simplified Kugyŏl characters.

Texte in *sundok kugyŏl* with the Han'gŭl

學□而□時시習습之지면不블亦역悅열乎호아
Translation: "if you have learned and timely mastered it, you also are pleasant, aren't you?"

HIGHLY TOPICAL RESEARCH

In December 2015, Korean university scholars discovered several hundreds of pages of sutras inside an imposing statue, at Kirim temple in Kyŏngju. A large number of these precious documents have not yet been analysed in their entirety, but it has already been possible to study certain of these texts which present new forms of "Character-Kugyŏl", most notably five pages of a very famous Buddhist text, the "Merciful Bodhimanda: Buddhist Teaching for Repentance", in Korean *chabidoryang ch'ambŏp* (자비도량참법~慈悲道場懺法). It should be noted that very few researchers in the world are working on this unique system, about thirty in Korea, as well as Western scholars such as: John Whitman (Cornell) and Ross King (UBC).

PRESENTLY KNOWN TEXTS

To date, we have discovered in Korea ten texts written in Interpretive-Kugyŏl (석독구결~釋讀口訣) written either in Character-Kugyŏl or in Dot-Kugyŏl.

Romanisation of the titles	Han'gŭl	Original Titles	Volume	Period	Type of Kugyŏl
Sŏkhwaŏmgyobungi	석화엄교분기	釋華嚴教分記	3	10th	Characters
Taebanggwangbul-hwaŏmgyŏngso	대방광불화엄경소	大方廣佛華嚴經疏	35	12th	Characters
Taebanggwangbul-hwaŏmgyŏng	대방광불화엄경	大方廣佛華嚴經	14	12th	Characters
Happugŭmgwang-myŏnggyŏng	합부금광명경	合部金光明經	3	13th	Characters
Kuyŏginwanggyŏng	구역인왕경	舊譯仁王經	1	13th	Characters
Chubonhwaŏmgyŏng	주본화엄경	周本華嚴經	6, 22, 31, 34	11th	Dots
Chinbonhwaŏmgyŏng	진본화엄경	晉本華嚴經	20	11th	Dots
Myobŏbyŏnhwagyŏng	묘법연화경	妙法蓮華經	1 et 7	11th	Dots
Yugasajiron	유가사지론	瑜伽師地論	3,5,8	10th	Dots
Chabidoryang ch'ambŏp	자비도량참법	慈悲道場懺法	3	13th	Characters

CONCLUSION

The study of Interpretive-reading Kugyŏl can bring us substantial information about the Korea of Silla and Koryŏ. This research touches on several areas: the place of Buddhism during these dynasties of course, as well as the ability of monks to read and decipher the sutras, and more generally, this ancient mode of reading can bring us precious information about the sounds of Korean before the invention of Han'gŭl. Finally, it is highly probable that numerous texts in Kugyŏl exist in North Korea. Deciphering them would constitute a significant advancement in this research.

L'INDE ET LE MONDE : REVISITER L'HISTOIRE DE L'ORDRE GLOBAL AU VINGTIÈME SIÈCLE

Raphaëlle KHAN
Chercheuse sur l'Inde et l'Asie du Sud à l'IRSEM
Avril 2019

La croissance économique post-libéralisation de l'Inde, ses ambitions, et sa position stratégique l'ont fait monter au rang de pays majeur de la politique internationale du XXIe siècle. Dans un contexte de rééquilibrage de pouvoir global au profit de l'Asie, ce pays de plus d'un milliard d'habitants est ainsi devenu plus visible politiquement pour les décideurs et experts occidentaux – même s'il l'est encore peu dans les médias. Cette nouvelle visibilité internationale s'incarne dans l'expression souvent utilisée de « puissance émergente ».

Mais depuis quand l'Inde est-elle émergente ? Ou ré-émergente ? Certains rappellent l'époque du premier chef d'État de l'Inde indépendante, Jawaharlal Nehru[1], qui a promu sur la scène internationale une politique ambitieuse pour un pays nouvellement décolonisé, souvent présentée par le terme englobant de « non-alignement ». D'autres suggèrent qu'il faudrait plutôt se référer à la période précoloniale, où l'Inde prenait une part plus grande dans les échanges commerciaux internationaux que par la suite sous l'Empire britannique. Aussi utile qu'elle puisse être pour définir le pays aujourd'hui, l'expression « puissance émergente » a ainsi une dimension temporelle indéterminée qui amène incidemment au cœur d'un problème commun à beaucoup de pays non-occidentaux : elle se réfère à une époque antérieure que les historiens, et plus encore le public, connaissent mal. Ainsi, l'Inde est-elle paradoxalement un géant politique moderne dont le passé, même récent, est obscur. Il reste donc à étayer des preuves historiques. En particulier, son rapport au monde au XXe siècle est un chantier en reconstruction.

Ce manque de connaissances s'explique par plusieurs facteurs. Tout d'abord, traditionnellement, les historiens indiens ont eu tendance à se concentrer sur la période de pré-indépendance, laissant aux politistes le soin d'analyser les années suivant 1947. Ensuite, les archives n'ont été ouvertes que progressivement, de manière souvent fragmentaire, ce qui n'a permis de faire certaines recherches historiques, plus poussées, que relativement récemment. Enfin, plus généralement, l'eurocentrisme caractérise encore largement le champ d'étude historique de l'ordre international du XXe siècle. Par eurocentrisme, nous nous référons ici à une tendance à se focaliser sur l'étude des acteurs occidentaux (Europe, États-Unis) et sur leurs perspectives, et à les mettre au centre des développements historiques majeurs, au détriment

1 Jawaharlal Nehru (1889-1964), leader du Indian Nationalist Congress ; Premier ministre de l'Inde, 1946-1964.

des acteurs non-occidentaux, souvent anciennement colonisés, et considérés comme étant à la périphérie du système international. Cet eurocentrisme a eu pour conséquence de marginaliser l'étude de pays comme l'Inde. À un autre niveau, un eurocentrisme au niveau de la théorie des Relations internationales (RI) a aussi amené à tenir pour acquis des visions erronées du système international. Ainsi, la perspective historique et globale du système international offerte par les RI *mainstream* propose un récit problématique de ce système, que les historiens et des chercheurs en RI critiques, remettent en cause. Selon l'École anglaise, un système d'États européens se serait graduellement étendu en une « société internationale » que les nouveaux états décolonisés auraient rejointe à leur indépendance. Ces États auraient alors simplement incorporé des normes internationales occidentales préexistantes. Or, de nouvelles recherches montrent qu'il faut plutôt comprendre la formation de l'ordre international en termes de co-constitution des pays européens et de leurs colonies, et qu'il faut de manière plus générale reconsidérer le rôle joué par les pays non-occidentaux dans la société internationale durant le XXe siècle, leur compréhension des normes, et leurs visions du monde. Peu connue encore est la manière dont l'Inde dut concrètement négocier au travers de sa relation à la sphère internationale les problèmes survivant à l'Empire. L'enjeu est autant de mieux comprendre l'histoire de l'Inde que celle de l'ordre international.

Dans cette perspective, l'Inde est un acteur majeur à étudier. C'est non seulement l'un des plus grands espaces non-occidentaux, mais aussi l'espace colonial puis post-colonial par excellence, puisqu'il a été à tour de rôle ou simultanément la plus grande colonie de l'Empire britannique, un foyer de lutte nationaliste, puis enfin un fer de lance des revendications politiques des pays du tiers-monde. L'Inde a ainsi été très tôt dans le XXe siècle un espace extrêmement fertile pour le développement de nouvelles conceptions de l'ordre international ; très tôt, elle a pensé le monde et à la place qu'elle peut occuper à l'intérieur de celui-ci.

Détail, *The Signing of Peace in the Hall of Mirrors,* Versailles, 28 juin 1919. (© William Orpen.)

Suivant ce fil, mes recherches reconstruisent le rôle de l'Inde dans l'histoire globale du siècle dernier. Il s'avère que, contrairement à ce qui est souvent imaginé, dès les années 1920, une élite indienne s'est internationalisée et a réfléchi plus systématiquement à l'espace international comme enjeu politique, en lien avec ses revendications politiques internes. L'Inde coloniale s'est ainsi

rapidement insérée dans les débats et forums internationaux. Signataire du traité de Versailles en 1919, c'est la seule colonie qui devint membre fondateur de la Société des Nations (SDN), où une délégation officielle la représentait. Ce statut exceptionnel marqua le début de sa participation dans l'ordre institutionnel international. La délégation était subordonnée au pouvoir britannique, mais trouva une marge de manœuvre qui lui donna l'opportunité d'articuler et de faire entendre certaines de ses positions et ses préférences normatives dans l'espace de lutte politique que représentait la SDN. Ainsi, il faut imaginer par exemple le Maharaja de Nawanagar[2], dans un discours en 1923, réitérer l'espoir que la SDN représente un « nouvel ordre » qui peut être « la citadelle refuge des petites nations[3]. Il faut imaginer Srinivasa Sastri[4], un politicien libéral reconnu, argumenter pour la protection des Indiens travaillant dans les « mandats C » comme l'Afrique du Sud-Ouest (actuellement Namibie). La discrimination forte dont cette population souffrait fut un sujet central de récrimination pour la délégation indienne.

Cette internationalisation de l'Inde dont sa délégation à la SDN est l'illustration s'explique en partie par les dynamiques de l'empire britannique qui lui permirent d'avoir un statut légal atypique pour une colonie, à cheval entre un niveau impérial et international. L'effort de guerre ayant requis une contribution indienne importante en termes d'hommes et de ressources, la Première Guerre mondiale catalysa les demandes politiques des élites locales, et contribua ainsi de manière décisive à accélérer l'évolution du statut hybride de l'Inde dans le cadre institutionnel du XXe siècle. Ainsi, d'un côté, les princes réclamèrent plus de représentation dans l'Empire et poussèrent à l'institutionnalisation de la politique coloniale. De l'autre, des politiciens firent pression pour que l'Inde soit traitée comme les « Dominions » tels que le Canada et l'Australie, qui, en 1917, gagnèrent en autonomie dans le système impérial.

En parallèle, avec le développement de mouvements d'indépendance, de nouvelles idées internationalistes se diffusèrent en Asie, incluant l'Inde. Les idéologies internationalistes promues par la Russie soviétique et le libéralisme wilsonien, quoique très différentes, devinrent de plus en plus influentes dans le monde colonial dans les années 1920. Le Congrès Nationaliste Indien, parti jusqu'alors modéré, vit l'émergence d'une nouvelle génération de leaders nationalistes dont le nouvel objectif plus radical était l'indépendance complète et qui, pour certains, se montraient très réceptifs aux idées internationalistes naissantes et conscientes de l'importance politique de la scène internationale. Des leaders nationalistes ainsi tentèrent aussi d'utiliser les

2 Ranjitsinhji Vibhaji (1872-1933), Maharaja Jam Saheb of Nawanagar, 1907-1933 ; officier dans l'armée britannique, 1914-1952 ; délégué indien à la SDN, 1920 ; Chancelier de la Chambre des Princes, 1932-1933.

3 SDN, compte rendu de la 4e assemblée, 11e réunion plénière, 22 Septembre 1923, p. 64.

4 Srinivasa Sastri (1869-1946), homme politique libéral et défenseur des droits des Indiens dans l'Empire britannique ; président de la Servants of India Society, 1915 ; élu au Central Legislative Council, 1916; Indian délégué à la SDN, 1921 ; fondateur et président de l'Indian Liberal Federation, 1922.

opportunités qui semblaient s'offrir avec le nouvel ordre inauguré par la fin de la Première Guerre mondiale ou s'internationalisèrent à travers des forums alternatifs. Par exemple, en mars 1919, le nationaliste Bal Gangadhar Tilak[5] écrivit au Premier ministre français et président de la Conférence de Paix de Paris, Georges Clemenceau, pour demander que le principe d'auto-détermination soit aussi accordé à l'Inde. Dans l'entre-deux-guerres, Jawaharlal Nehru s'impliqua dans ces débats et arènes de discussions parallèles et suivit le développement des réseaux internationaux anti-impérialistes. Il participa en février 1927 au Congrès des nationalités opprimées pour promouvoir l'indépendance de l'Inde.

Par conséquent, des années avant l'indépendance du pays, la période d'entre-deux-guerres fut cruciale pour l'intégration de l'Inde dans la société internationale et pour son émergence comme acteur international. Dans ce cadre, la place de l'Inde dans le monde fut imaginée et articulée par et à travers une grande variété de voix. Le gouvernement de l'Inde coloniale, mais aussi les intellectuels et activistes nationalistes, les princes et les diplomates développèrent et promurent leur agenda et visions concurrentes du monde sur la scène internationale. Comme nous venons de le voir, au moins deux grandes constellations d'acteurs, institutionnels et activistes, cherchèrent à transformer un ordre international favorable aux puissances coloniales en s'insérant dans les grands débats internationaux. Chacune le fit pour se positionner vis-à-vis, et souvent contester, les normes internationales et le statu quo impérial et/ou international à leur manière. Se faisant, ces acteurs développèrent une relation complexe à l'idée de nationalisme. Ce contexte amena notamment Nehru à repenser ce concept, en partie décrédibilisé par la guerre, en le réarticulant avec un internationalisme fondé sur le double principe d'indépendance et de coopération.

Jawaharlal Nehru à l'Assemblée générale des Nations unies, New York, 1948. (© Nehru Memorial Museum and Library.) //Jawaharlal Nehru at the UN General Assembly, New York, 1948. (© Nehru Memorial Museum and Library.)

5 Bal Gangadhar Tilak (1856-1920), leader nationaliste ; fondateur de la Indian Home Rule League, 1914 ; fondateur du Congress Democratic Party, 1920.

À la veille de l'indépendance en 1946, l'engagement de l'Inde et ses ambitions dans les forums internationaux s'intensifièrent. Le nouveau pays lutta pour promouvoir une vision politique distincte et obtenir un statut plus égalitaire dans le système international – une égalité que l'indépendance formelle ne lui donnait pas. Aux Nations unies, où l'Inde est aussi un membre fondateur, les diplomates indiens soutinrent activement leurs propres conceptions des normes internationales. Ainsi, l'Inde fut le premier pays à porter une dispute devant les Nations unies, en juin 1946. Elle accusa l'Afrique du Sud sur la question du traitement (très discriminés) des Indiens dans le pays. Menée par Vijaya Lakshmi Pandit, la sœur de Nehru[6], la délégation indienne essaya ainsi de transformer le rôle de l'organisation internationale, et obtint une première victoire : en décembre 1946, l'Assemblée Générale adopta une résolution en sa faveur. Ce n'est qu'un épisode révélateur du rôle de l'Inde aux Nations unies.

Si cette histoire semble en partie connue à travers le récit d'anciens diplomates, beaucoup restent à faire pour comprendre comment l'Inde a réellement contribué aux organisations internationales en général et, ce faisant, à leurs normes et leurs conceptions de l'ordre international en particulier. Une nouvelle génération d'historiens commence à analyser l'implication de l'Inde dans le monde, en se concentrant sur sa politique étrangère. Cette histoire globale de l'Inde, fondée sur du matériel d'archives éparpillé sur plusieurs continents, amène ainsi à reconsidérer à la fois la genèse de la politique étrangère de l'Inde, l'historiographie de la décolonisation, et la vie des organisations internationales. Par ailleurs, l'expérience de l'Inde vis-à-vis de la définition des normes internationales permet de reconsidérer des concepts centraux des RI d'un point de vue non-occidental. Méthodologiquement, Histoire et RI se retrouvent complémentaires.

BIBLIOGRAPHIE/BIBLIOGRAPHY

Baghavan, Manu, *The Peacemakers : India and the Quest for One World,* Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2013, 199 p.

Khan, Raphaëlle, « The Ambiguities of Human Rights : India and the United Nations, 1946-1950 », *in* Roland Burke, Marco Duranti & A. Dirk Moses (dir.), *Human Rights, Empires, and their Ends : The New History of Human Rights and Decolonization*, Cambridge, Cambridge University Press, à paraître.

—, « India as a Norm Claimer : Normative struggles and the Assertion of Sovereignty at the San Francisco Conference (1945) » *in* Mischa Hansel, Raphaëlle Khan & Mélissa Levaillant (dir.), *Theorizing Indian Foreign Policy*, New York, Routledge, 2017, p. 69-90.

6 Vijaya Lakshmi Pandit (1900-1990), membre du Indian Nationalist Congress; leader de la délégation de l'Inde à l'ONU, 1946-1948, 1952-1953; ambassadeur en URRS, 1947-1949; ambassadeur aux États-Unis, 1949-1951; présidente de l'Assemblée Générale de l'ONU, 1953; Haut-Commissaire de l'Inde à Londres, 1954-1961.

Mazower, Mark, *No Enchanted Palace : The End of Empire and the Ideological Origins of the United Nations*, Princeton, Princeton University Press, 2009, 248 p.
Raghavan, Srinath, *India's War : The Making of Modern South Asia, 1939-1945*, Londres, Penguin Books, 2017, 592 p.
Pour les nouvelles recherches historiques sur l'Inde dans le monde, voir aussi les travaux de Rakesh Ankit, Rudra Chaudhuri, Bérénice Guyot-Réchard, Harshan Humarasingham, Swapna Kona Nayudu, Claude Markovits, Pallavi Raghavan, Vineet Thakur…

INDIA AND THE WORLD: REVISITING THE HISTORY OF THE GLOBAL ORDER IN THE TWENTIETH CENTURY

Raphaëlle Khan
Researcher on India and South Asia at IRSEM
April 2019

Post-liberalisation economic growth, its ambitions, and its strategic position have allowed India to emerge as a major actor of international politics in the twenty-first century. In the context of a rebalancing of global power in favour of Asia, this country of more than a billion people has become more visible for Western policy-makers and experts – although still less so in the media. This new international exposure is embodied notably in the expression "emerging power".

However, since when has India been emerging? Or re-emerging? Some recall the era of the first head of state of independent India, Jawaharlal Nehru[1], who, on the international scene, promoted an ambitious foreign policy for a newly decolonized country under the term "non-alignment". Others suggest that one should instead refer to the precolonial period in which India assumed a more prominent role in international trade than subsequently under British Empire rule. As useful as it may be to define the country today, the term "emerging power" has an indeterminate temporal dimension that brings us to the heart of a problem common to many non-Western countries: the term "emerging power" refers to an earlier period that historians, and even more so the public, are quite unfamiliar with. Thus, paradoxically, India is a modern political giant whose past, albeit recent, remains obscure. Scant regard has been given to India's relationship to the world in the history of the twentieth century. This brings forth the necessity to substantiate this earlier era of India's international involvement with historical evidence.

Several factors help explain this lack of knowledge regarding India in the twentieth century. First, Indian historians have tended to focus on the pre-independence period, largely leaving analysis of the post-1947 period to political scientists. Furthermore, archives have only gradually, often in a fragmented way, been made available to the public. This has allowed for more advanced historical research only relatively recently. Lastly, Eurocentrism still largely characterizes the study of the twentieth century international order and its norms. By Eurocentrism is meant a tendency to focus on the study of Western actors (Europe, United States) and their perspectives, placing them at the center of major historical developments to the detriment of non-Western actors, often formerly colonized, and considered to be on the periphery of the international system. Thus, Eurocentrism has marginalized the study of countries such as India. With regards to the theory of International Relations (IR), Eurocentrism has led to distorted views of the international system. Thus, the historical and global perspective of the international system offered by mainstream IR provides a problematic

1 Jawaharlal Nehru (1889-1964), Congress leader; Prime Minister of India, 1946-1964.

account of this system. According to the historical narrative of the international system offered by the English School, a system of European states would have gradually expanded into an "international society", which newly decolonized states would join once independence obtained. This narrative suggests that newly decolonized states would have simply incorporated pre-existing Western norms upon independence. However, new research by historians suggests that we should instead seek to understand the formation of the international order in terms of a co-constitution of European countries and their colonies. Beyond that, we should reconsider the role played by non-Western countries within the international society during the twentieth century, as well as their understanding of norms and unique worldviews. Widely unknown to this day is the way in which India has had to negotiate, through its relations to the international sphere, the problems that remained after the end of the British Empire. The challenge is as much to better understand the history of India than that of the international order.

In this regard, India is a major player worth studying. It is not only one of the largest non-Western spaces, but also a colonial and post-colonial space *par excellence*, having been the largest colony of the British Empire, a hub for nationalist struggle, and the exemplary leader of the Third World's political claims to self-determination. Partly for these reasons, from the early twentieth century, India has been a highly fertile space for the development of new conceptions of the international order. From very early on, India has sought to reflect upon its role in the world.

Following this thread, my research reconstructs India's role in the global history of the last century. Contrary to what is often imagined, as early as the 1920s, Indian elites took on an international role and sought to reflect more systematically on the international sphere as a political issue, in line with their internal demands. India took part in international debates and forums long before its independence. Signatory to the Treaty of Versailles in 1919, it was the only colony to become a founding member of the League of Nations, represented by an official delegation. This exceptional status marked the beginning of India's participation in the international institutional order. Whilst the Indian delegation was subordinate to the British government, it found room for manoeuvre, which allowed it to articulate its positions within the arena of political struggles embodied by the League. One must imagine for example the Maharaja of Nawanagar's speech in 1923[2], in which he reiterated the hope that the League represents a "new order" which may be "the citadel refuge of small nations[3]". One must also recall Srinivasa Sastri[4], a

2 Ranjitsinhji Vibhaji (1872-1933), Maharaja Jam Saheb of Nawanagar, 1907-1933; officer in the British Army, 1914-1952; Indian delegate at the League of Nations, 1920; Chancellor of the Chamber of Princes, 1932-1933.

3 LN, Records of the 4th Assembly, 11 th plenary meeting, 22 September 1923, p. 64.

4 Srinivasa Sastri (1869-1946), liberal politician and campaigner for Indians' rights within the Empire; President of the Servants of India Society, 1915; elected in the Central Legislative Council, 1916; Indian delegate at the League of Nations, 1921; Founder and president of the Indian Liberal Federation, 1922.

recognized liberal politician who argued for the protection of Indians working in "C mandates" such as South West Africa (currently Namibia). The discrimination suffered by this population was a central subject of recrimination for the Indian delegation.

The internationalization of India, illustrated by its representation in the League, can partly be explained by the dynamics of the British Empire which allowed the country to obtain an atypical legal status for a colony, situated both on an imperial and international level. As the war effort required a significant Indian contribution in terms of men and resources, the First World War catalyzed the political demands of local elites, and thus contributed decisively to accelerating the evolution of India's hybrid status within the institutional framework of the twentieth century. Whilst princes demanded more representation in the Empire and pushed for the institutionalization of colonial politics, politicians lobbied for India to be treated as the Dominions (such as Canada and Australia), which by 1917 had gained a significant degree of autonomy within the imperial system. Concurrently, new internationalist ideas spread throughout Asia, including India, with the development of independence movements. The internationalist ideologies promoted by Soviet Russia and Wilsonian liberalism, though distinct, gained increasing influence in the 1920s colonial world. The Indian Nationalist Congress, until then a moderate party, witnessed the emergence of a new generation of nationalist leaders whose new, more radical goal was complete independence, and who were extremely receptive to emerging internationalist ideas. They were conscious of the political importance of the international scene. Nationalist leaders attempted to seize opportunities the new order had offered at the end of the First World War, and sought internationalization through participation in alternative fora. For example, in March 1919, the nationalist Bal Gangadhar Tilak[5] wrote to the French Prime Minister and President of the Paris Peace Conference, Georges Clemenceau, demanding that the principle of self-determination be granted to India. During the interwar period, Jawaharlal Nehru participated in these debates and arenas of parallel discussions, and observed the development of international anti-imperialist networks. In February 1927, he took part in the League Against Imperialism to promote the independence of India.

Therefore, years before the country's independence, the inter-war period was crucial both for India's integration into the international society and its emergence as an international actor. Within this context, India's place in the world was imagined and articulated by and through a variety of voices. The government of colonial India, as well as intellectuals, nationalist activists, princes and diplomats, all developed and promoted their own agendas and competing visions of the world on the international stage. As seen, at least two groups of actors, institutional ones and activists, sought to transform an international order favourable to the colonial powers by becoming part of the great inter-

5 Bal Gangadhar Tilak (1856-1920), early nationalist leader; founded the Indian Home Rule League, 1914; founded the Congress Democratic Party, 1920.

national debates. Each group did so to position itself vis-à-vis international standards, and often to challenge the imperial and/or international status quo in their own way. In doing so, these actors developed a complex relationship to the idea of nationalism. In this context, Nehru rethought the concept of nationalism, partially discredited by the war, by re-articulating it with an internationalism based on the dual principle of independence and cooperation.

Preceding independence in 1946, India's commitment to, and ambitions expressed within, international fora intensified. The new country fought to promote a distinct political vision and to achieve a more equal status in the international system – an equality that formal independence did not provide. At the United Nations, Indian diplomats actively promoted their own conceptions of international norms. In fact, in June 1946, India was the first country to bring forth a dispute at the United Nations by accusing South Africa of the highly discriminated treatment of Indians in the country. Led by Vijaya Lakshmi Pandit[6], Nehru's sister, the Indian delegation sought to transform the role of the international organisation, and obtained a first victory: in December 1946, the General Assembly adopted a resolution in its favor. If anything, this is a revealing episode of India's role within the United Nations.

If this story seems partly known through recollections of former diplomats, much work remains to understand how India has contributed to international organisations in general and, in doing so, to their norms and conceptions of the international order in particular. A new generation of historians has begun to analyze India's role in the world, focusing on its foreign policy. This global history of India, based on archive material scattered across several continents, leads us to reconsider both the genesis of India's foreign policy, the historiography of decolonization, and the life of international organisations. Furthermore, India's experience in defining international norms and standards makes it possible to reconsider the central concepts of IR from a non-Western point of view. Methodologically, history and RI are complementary.

6 Vijaya Lakshmi Pandit (1900-1990), Congress member; leader of India's UN delegation, 1946-1948, 1952-1953; ambassador to the USSR, 1947-1949; ambassador to the US, 1949-1951; president of the UNGA, 1953; Indian High-Commissioner in London, 1954-1961.

QUI SOMMES-« NOUS » ? UNE PHILOSOPHIE DE LA RENCONTRE PAR KUKI SHÛZÔ (1888-1941)

Simon Ebersolt
ATER à l'Inalco et co-responsable du Groupe d'étude
de philosophie japonaise à l'IFRAE
Juillet 2019

La philosophie japonaise moderne n'est ni une simple réception passive de la philosophie occidentale, ni un simple reflet exotique de traditions « spécifiquement japonaises » ou « orientales » exprimées au moyen de concepts occidentaux. Elle a plutôt été constituée par un dialogue constant et patient que des philosophes ont entretenu avec des communautés philosophiques concrètes, celles du Japon et de l'Europe. Étant donné les intenses échanges entre les philosophes japonais modernes et l'Europe philosophique, l'histoire de la philosophie japonaise est un domaine d'étude fécond qui vise un *champ de tension* entre d'une part, la prétention de la philosophie, notamment d'individus-philosophes, à l'universalité conceptuelle et, d'autre part, les contacts entre des communautés nationales auxquelles ces individus appartiennent et qui sont caractérisées par des langues et des histoires dynamiques. Il s'agit autrement dit d'un champ de tension *entre individus, nations et universel*.

De ce point de vue, le cas de Kuki Shûzô est passionnant. Ayant étudié au Japon à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle, mais aussi en Europe pendant sept ans (1921-1928), il a évolué *entre* différentes communautés nationales (ses langues d'écriture, le japonais, l'allemand et le français, expriment sa dimension inter-nationale). Il a revendiqué une certaine spécificité

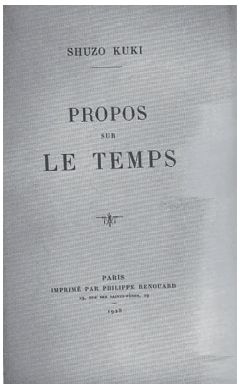
Kuki en 1923. (© Archives Tôeisha, Ittôen, Kyôto.) // Kuki in 1923. (© Archives Tôeisha, Ittôen, Kyoto.)

En août 1928, à Pontigny. En haut, de gauche à droite : Dominique Parodi, Kuki Shûzô, Alexandre Koyré, Vladimir Jankélévitch. En bas, de gauche à droite : Émile Namer, Raymond Aron. // In August 1928, in Pontigny. Top row, from left to right: Dominique Parodi, Kuki Shûzô, Alexandre Koyré, Vladimir Jankélévitch. Bottom row, from left to right: Émile Namer, Raymond Aron

japonaise dans *La structure de l'iki* (1930), mais aussi une universalité conceptuelle dans *Le problème de la contingence* (1935). Il ne s'est pas contenté d'assister à des cours de philosophes européens ou de dialoguer avec certains d'entre eux, notamment Bergson, Koyré, Sartre, Husserl et Heidegger (qui se remémorera ses souvenirs de Kuki dans « D'un entretien de la parole »). Kuki était également bien intégré au monde intellectuel européen. Il est intervenu en 1928 à la Décade de Pontigny, qui incarnait à l'époque une sorte de République des Lettres. Il a même publié la même année en français un recueil de ses interventions à Pontigny, les *Propos sur le temps*.

Dans un contexte de crise de l'universalisme occidental après la Grande Guerre, Kuki adopte une attitude d'« ironie » par rapport à l'idée d'« universel ». Celle-ci avait été mise en avant par deux courants influents dans ses années de jeunesse : la théorie néokantienne de la connaissance dans le monde philosophique et ce qu'on pourrait appeler l'« individualisme universaliste », présent plus largement chez les jeunes écrivains et intellectuels, selon lequel un moi originellement isolé se connecte directement à un universel abstrait (appelé Vie, Cosmos ou Humanité). Influencé par la « méthode d'intuition » qu'il considère comme le point commun entre le bergsonisme et la phénoménologie, et qui abolit la distinction abstraite posée par le néokantisme entre sujet et objet, Kuki va adopter un état d'esprit intuitionniste qui s'efforce de saisir « ce qui est concrètement donné » à la conscience. Ce donné se retrouve dans son œuvre sous différentes figures du « nous », du commun, plus « concret » que l'individu isolé et l'universel abstrait. Premièrement, on peut y déceler le « nous » au sens de communauté culturelle du peuple (*minzoku*), différent des autres « nous » (notamment européens), et dont la signification est exprimée par la langue nationale. Deuxièmement, on peut identifier le « nous » dual, coexistence intersubjective de l'*iki*, idéal éthique et esthétique né à Edo à la fin du XVIIIe siècle. Kuki présente cet idéal comme spécifiquement japonais, dont il est aussi possible de donner une interprétation universaliste : son analyse de l'*iki* comme champ d'attraction et de distance entre une femme et un homme, fait simultanément et paradoxalement de « séduction » (*bitai*), de « bravade » (*ikiji*) et de « résignation » (*akirame*), élucide avec éclat la tension duale du phénomène érotique, ou le « fait d'être deux », comme le disait Levinas. Troisièmement, on peut percevoir le « nous » comme rencontre contingente entre individus.

Approfondissons cette troisième figure du « nous » – le cœur de la philosophie de Kuki – en prenant le cas concret de la traduction kukienne du « principe des principes » husserlien (*Ideen I*, § 24), où apparaît la « méthode d'intuition ». Le syntagme husserlien *gebende Anschauung* est rendu par *ataerareru chokkan*. Alors que *gebende*, dérivant du participe présent du verbe *geben* (donner), est souvent traduit en un sens *actif*, que ce soit par Paul Ricœur (« intuition donatrice ») ou les traducteurs japonais récents (*ataeru hataraki o suru chokkan*), Kuki a fait le choix de l'interpréter dans le sens de la *spontanéité*, avec la terminaison *-rareru*, qui joue à peu près le rôle du verbe pronominal dans les langues européennes. Sa traduction signifie alors « intuition qui se donne » ou « intuition se donnant ». Dans le « principe des principes »,


SHUZO KUKI

PROPOS
SUR
LE TEMPS

PARIS
IMPRIMÉ PAR PHILIPPE RENOUARD

L'édition originale des *Propos sur le temps*. // The original edition of *Propos sur le temps*.

la caractéristique *gebende* de l'intuition désigne l'aspect pronominal de ce qui « s'offre » (*sich darbietet*) ou « se donne » (*sich gibt*) à la conscience qui elle-même le reçoit *en même temps*. Par l'intuition du donné qui se donne, la conscience est à la fois patient et agent : patient, au sens où elle *laisse* se donner ce qui se donne ; agent, au sens où elle le reçoit en lui donnant un sens (une conscience complètement passive est incapable de recevoir quoi que ce soit).

Or, en tant qu'elle désigne le phénomène qui *se* phénoménalise lui-même sans acte délibéré d'un sujet-agent, la spontanéité est proche de la fonction du verbe pronominal qui désigne aussi bien la passivité que l'activité du sujet grammatical. Le choix de Kuki pour *ataerareru* en tant que spontanéité exprime *en même temps* la passivité et l'activité de l'intuition, alors que *ataeru*, pour lequel les traducteurs récents ont opté, ne comporte aucune connotation de passivité. La spontanéité de la forme *-rareru* a permis à Kuki de désigner un phénomène qui n'est ni le phénomène (néo) kantien ou objet constitué par le sujet de la connaissance, ni un objet antérieur à un sujet passif qui lui serait simplement soumis (réalisme naïf), mais – ici nulle antériorité de l'un par rapport à l'autre – un phénomène où un donné et une conscience se rencontrent toujours spontanément dans l'intuition : la spontanéité grammaticale exprime la spontanéité phénoménologique. En tant qu'originaire, cette rencontre est antérieure à la distinction entre sujet et objet, dont dérive l'idée d'objet constitué par le sujet.

Nous pouvons dès lors affirmer que la troisième figure du « nous », la rencontre contingente, est ce phénomène originaire de l'intuition. La rencontre fortuite, qui est le « sens nodal » de la contingence selon Kuki, n'est pas constituée par le sujet, mais se donne elle-même originairement. Remarquons qu'une rencontre est par définition contingente, fortuite, elle ne peut être prévue par les lois de la causalité ou constituée par les hommes. Si elle était prévue, il ne s'agirait plus d'une rencontre, mais d'un rendez-vous ou d'un mariage arrangé, constitué par des sujets. *La rencontre n'est pas constituée, mais toujours se donne*. La rencontre est un phénomène du « nous », et même le phénomène par excellence qui fait être le « nous » : un phénomène *commun* à un « je » et à

un « tu », formant par là même un « nous », et faisant émerger simultanément la *différence* entre les deux. C'est seulement parce que nous nous rencontrons que nous nous rendons compte de nos différences individuelles. Le « nous » de la rencontre *se donne*, et simultanément les individus sont *donnés par* elle. De ce point de vue, le couple conceptuel pertinent n'est pas l'*opposition* entre l'identité et la différence, le même et l'autre, ou encore la communauté et l'individu, mais la *simultanéité* du commun et du différent, ou du commun et de l'individuel.

L'intuitionnisme kukien se révèle ainsi dans une traduction, laquelle est elle-même une rencontre entre différentes communautés linguistiques, à savoir différents « nous » nationaux. L'émergence d'une conceptualité ne se révèle pas seulement dans un *contexte* intellectuel, dans les rencontres entre un penseur et d'autres penseurs, mais en même temps dans des *con-textes*, dans le rapprochement de textes différents – la traduction étant paradigmatique de cette approche. L'acte de traduire est l'*uni-versel* au sens littéral, acte d'*orientation* « vers » l'« Un » indéterminé, et non pas simple *imposition* au monde d'« une » culture ou d'« une » langue particulière déterminée (aujourd'hui l'anglais), qui est l'autre nom de l'impérialisme. Pour parler comme Barbara Cassin, il s'agit de « compliquer l'universel », qui n'est pas l'imposition d'un modèle au monde, mais le *commun* des langues, ce que l'on trouve *entre* elles. La philosophie japonaise, ici représentée par Kuki, montre avec éclat que l'acte de philosopher n'est ni le fait du penseur isolé, ni le simple reflet d'un contexte ethnique (culturalisme) ou historique (historicisme). Il est plutôt au carrefour de l'individuel, du national et de l'universel : l'émergence d'une conceptualité à la fois personnelle et universelle à partir du dialogue entre individus, mais aussi entre communautés nationales différentes. Cet universel n'est pas un universel abstrait *tout fait*, dogmatiquement posé, mais un universel concret *se faisant*, émergeant patiemment de ce carrefour fertile.

BIBLIOGRAPHIE/BIBLIOGRAPHY

Kuki, Shûzô, *Le problème de la contingence*, trad. et introduction par Omodaka Hisayuki, Tôkyô, Éditions de l'Université de Tôkyô, 1966, 198 p.
—, *La structure de l'iki*, trad. du jap. par Camille Loivier, Paris, PUF, 2004, 144 p.
Ebersolt, Simon, « Contingence et communauté. Kuki Shûzô, philosophe japonais », Thèse de doctorat, Inalco/Paris-I, 2017, 592 p. ; à paraître chez Vrin, coll. « Bibliothèque d'Histoire de la Philosophie ».
—, « The Present of Difference and the Present of Identity. Kuki's Conception of Time », *Tetsugaku* : *International Journal* 3, Special Theme : « Japanese Philosophy », 2019, p. 174-189.
Light, Stephen, *Shûzô Kuki and Jean-Paul Sartre* : *Influence and Counter-Influence in the Early History of Existential Phenomenology*, Carbondale, Southern Illinois University Press, 1987, 176 p.
Mayeda, Graham, *Time, Space and Ethics in the Philosophy of Watsuji Tetsurô, Kuki Shûzô and Martin Heidegger*, New York, Routledge, 2006, 273 p.

WHO ARE "WE"? A PHILOSOPHY OF ENCOUNTER BY KUKI SHÛZÔ (1888-1941)

Simon Ebersolt
Adjunct lecturer at Inalco & organizing member of
Groupe d'étude de philosophie japonaise (IFRAE)
July 2019

Modern Japanese Philosophy is neither a mere passive reception of the Western philosophy, nor a mere exotic shadow of "specifically Japanese" or "Eastern" traditions expressed through Western concepts. Rather, it has been constituted by a constant and patient dialogue that philosophers have maintained with concrete philosophical communities, both Japanese and European. Given the intense exchanges between modern Japanese philosophers and philosophical Europe, the history of Japanese philosophy is a fruitful field of study which aims at a field of tension between, on the one hand, the claim to a conceptual universality advanced by philosophy and philosopher-individuals in particular and, on the other hand, the contact between national communities to which these individuals belong and which are characterised by dynamic languages and histories. In other words, it is a field of tension *between individuals, nations, and universality*.

From this point of view, the case of Kuki Shûzô is fascinating. Having studied in Japan at the end of the nineteenth century and at the beginning of the twentieth century, as well as in Europe for seven years (1921-1928), Kuki's thinking took shape through his connections with several national communities (the languages in which he wrote – Japanese, German, and French – express this inter-national dimension). While Kuki claims a certain Japanese specificity in *The Structure of Iki* (1930), he also strives for a conceptual universality in *The Problem of Contingency* (1935). He not only attended the courses of European philosophers and interacted with some of them, including Bergson, Koyré, Sartre, Husserl, and Heidegger (who remembered his memories of Kuki in "A Dialogue on Language between a Japanese and an Inquirer"). We may say that Kuki was also well integrated within the European intellectual world; in 1928, he participated in the Pontigny Decade, which embodied at the time a sort of Republic of Letters, and he even published within the same year in French a book which contains his lectures in Pontigny, *Propos sur le temps* [*On Time*].

In the context of the crisis of Western universalism after the Great War, Kuki adopts a stance of "irony" regarding the idea of "universal", which had been highlighted by two influential currents in his younger years: the neo-Kantian theory of knowledge in the philosophical world and, more broadly among young writers and intellectuals, what could be called the "universalist individualism", whereby an originally isolated "I" directly connects itself to an abstract universal (called Life, Cosmos or Humanity). Influenced by the "method

of intuition", which he considers to be the common point between Bergsonism and phenomenology, and which abolishes the abstract distinction posed by neo-Kantianism between subject and object, Kuki adopts an intuitionist frame of mind that strives to grasp "what is concretely given" to consciousness. This "given" is found in Kuki's work through several types of the "we", what may be called "the common", which is more "concrete" than the isolated individual and the abstract universal. Firstly, there is the "we" in the sense of the cultural community of the people (*minzoku*), which is different from other forms of "we" (in particular European forms), and whose meaning is expressed by the national language. Secondly, there is the dual "we" as the intersubjective coexistence of *iki*, the ethical and aesthetic ideal born in Edo at the end of the eighteenth century. Kuki presented this ideal as specifically Japanese, yet it is also possible to give it a universalist interpretation: his analysis of *iki* as a field of attraction and distance between women and men, simultaneously and paradoxically made of "seduction" (*bitai*), "bravery" (*ikiji*) and "resignation" (*akirame*), actually clarifies the dual tension of the erotic phenomenon, or the "fact of being two", as Levinas puts it. Thirdly, and finally, there is "we" as the contingent encounter between individuals.

Let us focus more on this third type of "we" – which actually constitutes the core of Kuki's philosophy – by taking the concrete case of Kuki's translation of Husserls's "principle of principles" (*Ideen I*, § 24), where the "method of intuition" appears. The Husserlian phrase *gebende Anschauung* is rendered as *ataerareru chokkan*. Whereas *gebende*, which derives from the present participle of the verb *geben* (to give), is often translated into an *active* sense, either in English ("giving intuition") or in Japanese (*ataeru hataraki o suru chokkan*), Kuki chose to interpret it in the sense of *spontaneity*, with the ending *-rareru*, which plays more or less the role of pronominal verbs in European languages. Therefore, his translation signifies "intuition which gives itself" or "intuition giving itself". In the "principle of principles", the *gebende* characteristic of intuition refers to the pronominal aspect of what "offers itself" (*sich darbietet*) or "gives itself" (*sich gibt*) to consciousness which receives it *at the same time*, *hic et nunc*. Through the intuition of what gives itself, consciousness is simultaneously passive and active: passive because it leaves what gives itself to give itself; active because it receives it by giving it meaning (a completely passive consciousness is unable to receive anything).

As spontaneity is descriptive of the phenomenon which phenomenalizes *itself* by itself without a deliberate act of a subject-agent, it is close to the function of a reflexive verb which describes both the passivity and the activity of the grammatical subject. Kuki's choice for *ataerareru* as spontaneity expresses *at the same time* the passivity and the activity of intuition, whereas *ataeru*, for which recent translators have opted, has no passive nuance. The spontaneity of the *-rareru* form allowed Kuki to describe a phenomenon which is neither the (neo-) Kantian phenomenon, i.e. an object constituted by the subject of knowledge, nor an object prior to a passive subject that would simply be submitted to it (naive realism), but – here, no anteriority of one over

the other – a phenomenon where a given and a consciousness always already spontaneously encounter each other in intuition: the grammatical spontaneity expresses the phenomenological spontaneity. As originary, this encounter is prior to the distinction between subject and object, from which derives the idea of object constituted by the subject.

Following the above outline, we can assert that the third type of the "we", the contingent encounter, is this originary phenomenon of the intuition. The fortuitous encounter, which is the "nodal meaning" of contingency according to Kuki, is not constituted by the subject, but originally gives *itself*. Let us note that an encounter is by definition contingent, fortuitous, it cannot be planned by the laws of causality or constituted by humans. If it were planned, it would no longer be an encounter, but an appointment or an arranged marriage, constituted by subjects. *The encounter is not constituted, but always gives itself*. The encounter is a phenomenon of the "we", and even the very phenomenon which makes be the "we". It is *common* to an "I" and a "Thou', hence forming a "we", and making simultaneously emerge the *difference* between both. It is only because *we* encounter *each other* that we realize our individual differences. The "we" of the encounter *gives itself*, and the individuals are simultaneously *given by* it. From this point of view, the relevant pair of concepts is not the *opposition* between identity and difference, the same and the other, or the community and the individual, but the *simultaneity* of the common and the different, or the common and the individual.

Thus, the Kukian intuitionism of encounter reveals itself in translation, which is itself an encounter between different linguistic communities, i.e. different national "we". The emergence of concepts does not reveal itself only in an intellectual *context*, in the encounters between a thinker and other thinkers, but at the same time in *con-texts*, by bringing different texts closer. Translation is paradigmatic of this approach. The act of translating is the *uni-versal* in the literal sense, an act of *orientation* "towards" the undetermined "One", and not a mere imposition to the world of "one" culture or "one" determined particular language (nowadays English), i.e. imperialism. In the words of Barbara Cassin, it is a question of "complicating the universal", which is not the imposition of a model upon the world, but rather what is the *common* being of languages, what is found between them. Japanese philosophy, here represented by Kuki, shows vividly that the act of philosophizing is neither the work of one isolated thinker, nor the mere shadow of an ethnic context (culturalism), or a historical one (historicism). Rather, it is at crossroads of the individual, the national, and the universal: the emergence of a conceptuality both personal and universal from a dialogue between individuals, but also between different national communities. This universal is not an abstract preconception, dogmatically posed, but a concrete dynamic universal, emerging patiently from this fertile crossroads.

LA GUERRE D'INDOCHINE A-T-ELLE ÉTÉ OUBLIÉE PAR LE CINÉMA FRANÇAIS ?

Delphine Robic-Diaz
Maître de conférences en Études cinématographiques
et audiovisuelles à l'univ. de Tours
Septembre 2019

La guerre d'Indochine est un conflit du XXe siècle méconnu du grand public. Chronologiquement pris en tenailles entre la Seconde Guerre mondiale (1939-1945) et la guerre d'Algérie (1954-1962), le premier conflit de décolonisation français (1945-1954) s'inscrit surtout dans une mémoire d'initiés puisque les combats n'ont été livrés que par une armée de métiers et non par le contingent (contrairement à la guerre d'Algérie), ce qui lui confère en termes de mémoire, d'imaginaire et de représentations filmiques, un statut équivalent à celui de la guerre de Corée (1950-1953) pour les États-Unis.

La guerre d'Algérie et ses appelés touchent directement au cœur les familles françaises, la guerre (américaine) du Vietnam se déroule dans la même péninsule du Sud-Est asiatique que la guerre d'Indochine, mais avec une autre force de frappe médiatique (débuts de la télévision) et au nom du *containment* et non plus de l'impérialisme européen. Chacun de ces deux conflits contribue à refouler la guerre d'Indochine aux confins de la conscience historienne nationale. À titre de comparaison, le corpus français sur la guerre d'Algérie est évalué par Benjamin Stora, Guy Hennebelle et Mouny Berrah dans *La Guerre d'Algérie à l'*écran (1997) à plus de 50 films de guerre, quant au corpus américain sur la guerre du Vietnam, il est estimé en 2000 par Linda Dittmar et Gene Michaud (*From Hanoi to Hollywood*) à plus de 500 films de guerre. La guerre d'Indochine dans le cinéma français compte en 2019, un corpus total de 10 films de guerre parmi lesquels 5 films des cinéastes-anciens combattants Pierre Schoendoerffer (*La 317e Section* en 1965, *Diên Biên Phu* en 1992) et Claude Bernard-Aubert (*Patrouille sans espoir* en 1957, *Le Facteur s'en va t'en guerre* en 1966 et *Charlie Bravo* en 1980)…

Pourtant, la guerre d'Indochine n'est pas absente des écrans. Depuis 1945, une cinquantaine de films l'évoquent clairement dans leur récit, même si ces évocations peuvent survenir de manière plus ou moins furtive. Si les allusions sont donc constantes depuis plus d'un demi-siècle, le sujet reste pour autant aussi marginal que la majorité des personnages qui l'incarnent. La guerre d'Indochine semble symboliser un éternel retour du refoulé, jamais totalement absent, jamais réellement présent, à l'image du personnage de l'officier infirme joué par Louis Garrel dans *Mal de pierres* de Nicole Garcia (2016), un être évanescent, traumatisé, qui sans cesse se dérobe et suscite le fantasme par son mystère, un être dont bientôt seul le fantôme hante le récit. Il y a dans les représentations de la guerre d'Indochine dans le cinéma français la marque persistante depuis les années 1950 d'une forme de martyre romantique portée par des figures de parias.

L'un des premiers lieux communs à propos des représentations filmiques de la guerre d'Indochine est que le sujet n'aurait été porté à l'écran que par Pierre Schoendoerffer, cinéaste-ancien combattant, romancier ayant lui-même adapté la majorité de son œuvre littéraire.

Schoendoerffer s'engage en effet dans l'armée en 1952 pour servir en Indochine en tant qu'opérateur militaire. Il est envoyé à Diên Biên Phu pour filmer la bataille. Fait prisonnier au moment du cessez-le-feu, le 7 mai 1954 (l'épisode est porté à l'écran dans le final de *Diên Biên Phu* dans lequel Ludovic Schoendoerffer joue le rôle de son père), il fait partie des rescapés des camps vietminh et garde le sentiment d'être un « débiteur » (selon son propre terme). Il se donne alors pour devoir de porter la parole de ses camarades morts au combat et l'exprime dans ses films par la récurrence de la figure d'un disparu auquel un proche rend hommage en sillonnant un labyrinthe de témoignages (c'est le principe narratif du *Crabe-tambour* en 1976, mais aussi de *L'Honneur d'un capitaine* en 1982 ou encore de *Là-haut, un roi au-dessus des nuages* en 2004).

Jacques Perrin pendant le tournage de *La 317e Section*, Pierre Schoendoerffer (1965) au Cambodge. Cette photo peut être vue dans *L'Honneur d'un capitaine* (Pierre Schoendoerffer, 1982) puisque Schoendoerffer utilisait ses propres films comme des archives.
// Jacques Perrin during the shooting of *La 317e section* (Pierre Schoendoerffer, 1965) in Cambodia. This picture can be seen in *L'Honneur d'un capitaine* (Pierre Schoendoerffer, 1982) since Schoendoerffer used his former movies as archives.

Pour autant, Pierre Schoendoerffer n'est ni le seul, ni le premier cinéaste-ancien combattant à exorciser son expérience de la guerre d'Indochine par les films.

Patrouille sans espoir (ex-*Patrouille de choc*), Claude Bernard-Aubert, 1957. (Photo d'exploitation.)
// *Patrouille sans espoir* (former *Patrouille de choc*), Claude Bernard-Aubert, 1957 (release picture).

Dix ans avant *La 317e Section*, dès 1957, Claude Bernard-Aubert, ancien du Service Presse Information fondé par le Général de Lattre, engagé à l'âge de 18 ans (1948-1954) en Indochine, avait tourné *Patrouille sans espoir* avec le concours de l'armée. En 1956, les dernières troupes françaises quittent définitivement le sud du Vietnam. L'armée autorise alors le jeune réalisateur à utiliser les soldats encore sur place comme figurants et à disposer de tout le

matériel militaire nécessaire pour les scènes de combats. Malheureusement, au moment de la sortie du film, quelques mois plus tard, la donne a changé : la France s'enlise en Algérie, et montrer aux spectateurs un poste reculé indochinois livré à lui-même et dont les combattants sont abandonnés à leur sort est trop risqué pour l'ordre public. Les représentants des principaux ministères, dont le ministère de l'Armée, au sein de la Commission de Contrôle du Centre National de la Cinématographie (CNC), interdisent le film, sous réserve que le réalisateur accepte d'en modifier le titre (*Patrouille sans espoir* devient donc *Patrouille de choc*) et qu'un *happy end* soit substitué à l'issue tragique et sans appel du récit original. Contraint et forcé de mutiler son film pour qu'il soit enfin autorisé à sortir, Claude Bernard-Aubert puise dans les rushes tournés à la Libération quelques plans rassurant de colonnes de blindés arrivant à temps pour sauver les valeureux combattants.

Un deuxième lieu commun des représentations de la guerre d'Indochine dans les films français est justement que le sujet a dû être souvent censuré par la Commission de Contrôle du CNC. Or il n'en est rien. Le cas de *Patrouille sans espoir* est l'un des deux cas les plus importants de censure du sujet, le second étant celui du film de Paul Carpita, *Le Rendez-vous des quais*. Sorti en 1955, il a été saisi et a disparu pendant près de 30 ans, pour être redécouvert à la fin des années 1980. Tourné à Marseille entre 1950 et 1953 (notamment au moment des grèves des dockers contre la guerre d'Indochine) par un instituteur communiste, ce film est réalisé dans des conditions parallèles, voire clandestines, inspirées de celles des formats courts militants pratiqués par Carpita en tant que membre du PCF. Le film existe officiellement auprès du CNC sous un faux titre, et avec un résumé très édulcoré qui ne mentionne pas le contexte de la guerre d'Indochine pour éviter d'attirer l'attention de la censure, seule est précisée une romance entre un docker et une ouvrière sur fond de crise sociale et de pénurie de logements. En réalité, Carpita profite d'autorisations de tournage délivrées pour de prétendues activités pédagogiques sur le port avec ses élèves pour filmer les cercueils débarqués des navires militaires et les canons qui y embarquent en une noria sans fin. Ces images sont bien sûr interdites, et toutes les stratégies de diversion mises en place échouent. Alors que le film a commencé à être diffusé sans visa d'exploitation dans quelques lieux associatifs marseillais, les copies sont saisies et ne ressortent des oubliettes des Archives Françaises du Film que près de 30 ans plus tard.

Début de la grève des dockers contre la guerre d'Indochine dans le port de Marseille (*Le Rendez-vous des quais*, Paul Carpita, 1955). // Beginning of a strike against the Indochina War in the harbour of Marseille (*Le Rendez-vous des quais*, Paul Carpita, 1955).

Mis à part ces deux cas majeurs de censure, la guerre d'Indochine n'a pas été bannie des écrans par une politique d'État méticuleuse. Il s'agirait plutôt de cas d'autocensure. Jusqu'en 1962, les producteurs ont conscience que des films traitant de la guerre d'Indochine, donc de la débâcle, de la défaite, ne peuvent qu'être amputés ou interdits, puisque les « événements d'Algérie » se déroulent de l'autre côté de la Méditerranée et qu'il ne saurait être admis de nuire au moral des familles restées en Métropole. Ils préfèrent donc différer la date de tournage et/ou de sortie de tels projets. Malheureusement pour eux, après les Accords d'Évian, les films sur la guerre d'Algérie se multiplient, avec leur cortège de personnages de jeunes hommes arrachés à leurs vies pour rejoindre le contingent. Par comparaison, les fictions sur la guerre d'Indochine ne peuvent qu'apparaître bien lointaines, avec leurs contrées géographiques du bout du monde et leurs militaires de carrières aux idéaux chevaleresques mis au service d'une idéologie coloniale d'un autre âge. Il n'est donc pas besoin de les censurer, le public se charge de ne leur réserver qu'une place résiduelle dans les palmarès annuels.

Pour autant, un dernier lieu commun serait de croire que tous les films français traitant de la guerre d'Indochine au cinéma n'ont été vus que par un public limité, et que le sujet a désormais disparu des écrans. Aussi improbable que cela puisse paraître, les personnages d'anciens combattants d'Indochine les plus marquants sont très certainement des personnages comiques : la scène du vitriol dans *Les Tontons flingueurs* (Georges Lautner, 1963) n'est-elle pas justement un moment d'échanges entre vétérans qui se remémorent quelques moments clefs de leur passé en Indochine ? Les personnages de *losers* interprétés par Bourvil et Belmondo dans *Le Cerveau* de Gérard Oury (1969) ne se sont-ils pas connus dans la Plaine des Jarres ? Le Spaggiari incarné par Jean-Paul Rouve dans *Sans arme, ni haine, ni violence* (2008) ne met-il pas un point d'honneur quasi-folklorique à rappeler ses antécédents en Indochine ? De tous ces personnages, on ne peut dire s'ils sont marginalisés parce qu'ils sont revenus d'Indochine, ou s'ils sont allés en Indochine parce qu'ils étaient déjà déviants. Mais le même constat s'impose à tous : ils sont ridicules, et incarnent fondamentalement des personnalités de ratés, de perdants et/ou de ringards, comme s'il fallait neutraliser la défaite par le rire et désamorcer le danger latent de l'ancien d'Indochine rendu à la société civile par le spectacle de son incapacité à nuire véritablement.

BIBLIOGRAPHIE/BIBLIOGRAPHY

Dittmar, Linda & Michaud, Gene (éds), *From Hanoi to Hollywood. The Vietnam War in American Films*, New Brunswick, Rutgers University Press, 2000, 388 p.
Eades, Caroline, *Le Cinéma post-colonial français*, La Tellerie, Cerf-Corlet, 2006, 426 p.
Robic-Diaz, Delphine, *La Guerre d'Indochine dans le cinéma français. Image(s) d'un trou de mémoire* (préface posthume de Pierre Schoendoerffer), Presses universitaires de Rennes, 2015, 358 p.
Shohat, Ella & Stam, Robert (éds), *Unthinking Eurocentrism. Multiculturalisme and the Media*, Londres, Routledge, 1994, 406 p.

HOW DOES FRENCH CINEMA REMEMBER THE FORGOTTEN INDOCHINA WAR?

Delphine Robic-Diaz
Lecturer in Cinematographic and Audiovisual Studies at univ. de Tours
September 2019

Chronologically caught between the Second World War (1939-1945) and the Algerian War (1954-1962), the French Vietnam War (1945-1954, also known as the First Vietnam War or the Indochina War) is one of the most unknown conflicts of the twentieth century. One of the main reasons for this oblivion is that the battles were fought only by a force of the French Army called "le Corps Expéditionnaire Français d'Extrême-Orient" (CEFEO), and not by the contingent (unlike the Algerian or the American Vietnam Wars). The Algerian War and its conscripts directly involved all French families, contrary to the Indochina War and its professional army, lost far away from homeland. Another reason is the territory concerned by the conflict since, in the same peninsula, just a few years later (officially), the Second Vietnam War (also known as the American Vietnam War) took place with another media strike force (beginning of television broadcasting) and in the name of containment and no longer European imperialism. Everyone saw pictures of this Second Vietnam War, every French family knows about the Algerian War, whereas the history of the Indochina War (like the Korean War, 1950-1953) is "crushed" and forgotten under the layers of the memories of these other conflicts.

Each of these two conflicts (Algeria War and Vietnam War) contributed to pushing back the Indochina War to the confines of national historical consciousness. By way of comparison, the French corpus on the Algerian War is estimated by Benjamin Stora, Guy Hennebelle and Mouny Berrah in *La Guerre d'Algérie à l'écran* (1997) to include more than 50 war movies, while the American corpus on the Vietnam War was estimated to comprise more than 500 war movies in 2000 by Linda Dittmar and Gene Michaud (*From Hanoi to Hollywood*). In comparison, the Indochina War in French movies has in 2019, a total corpus of only 10 war movies, including 5 movies by veteran filmmakers Pierre Schoendoerffer (*La 317e Section* in 1965, *Diên Biên Phu* in 1992) and Claude Bernard-Aubert (*Patrouille sans espoir* in 1957, *Le Facteur s'en va t'en guerre* in 1966 and *Charlie Bravo* in 1980).

However, the Indochina War is not absent from screens. Since 1945, about 50 films have clearly mentioned it in their narratives, even if these evocations can occur in a more or less furtive way. If the allusions have therefore been constant for more than half a century, the subject remains as marginal as the majority of the characters who embody it. The Indochina War seems to symbolize an eternal return of the outcast, never totally absent, never really present. One of the most recent figure of that borderline representation is the character of the crippled officer played by Louis Garrel in *Mal de pierres* by Nicole Garcia

(2016): an evanescent, traumatized man, who constantly vanishes and arouses fantasy through his mystery, and a story soon only haunted by his ghost. Since the 1950s, there is the persistent romantic martyrdom carried by pariah figures in these representations of the Indochina War in French cinema.

One of the first common misconceptions about film representations of the Indochina War is that Pierre Schoendoerffer, a veteran filmmaker and novelist who himself adapted most of his literary work, is the only one that wrote and shot pictures about this war.

Schoendoerffer joined the army in 1952 to serve in Indochina as a military operator. He was sent to Dien Bien Phu to film the battle. Taken prisoner at the time of the ceasefire, on 7 May 1954 (this precise scene is in the finale of *Diên Biên Phu* in which Ludovic Schoendoerffer played the role of his father), he was one of the survivors of the vietminh camps and kept, by his own account, the feeling of being a "debtor". He then took it upon himself to convey the words of his comrades who died in battle and expressed them in his films through the recurrence of the figure of a missing person to whom a relative paid homage by going through a labyrinth of testimonies (this was the narrative principle of *Le Crabe-Tambour* in 1976, but also of *L'Honneur d'un capitaine* in 1982 or of *Là-haut, un roi au-dessus des nuages* in 2004).

However, Pierre Schoendoerffer is neither the only nor the first veteran filmmaker to exorcise his experience of the Indochina War through films.

Ten years before *La 317e Section* (1965), in 1957, Claude Bernard-Aubert, a former member of the Information Press Service founded by General de Lattre, enrolled at the age of 18 (1948-1954) in Indochina, had filmed *Patrouille sans espoir* with the help of the French army. In 1956, the last French troops left South Vietnam for good. The army then allowed the young director to use the soldiers still on site as extras, and to have all the military equipment necessary for the fighting scenes. Unfortunately, at the time of the film's release, a few months later, the situation had changed. France was bogged down in Algeria, and showing spectators a remote Indochinese post left to its own devices and whose fighters were abandoned to their fate was too risky for public order. Representatives of the main ministries, including the Ministry of Defense, within the Control Commission of the Centre National de la Cinématographie (CNC), banned the film provided that the director agreed to change its title (*Patrouille sans espoir* becomes *Patrouille de choc*) and that a happy ending was substituted for the tragic and irrevocable outcome of the original story. Forced to mutilate his film so that it could finally be released, Claude Bernard-Aubert drew from the rushes shot at the Liberation a few reassuring shots of tanks arriving in time to save the brave fighters.

A second commonplace of representations of the Indochina War in French films is precisely that the subject is supposed to be censored by the CNC Control Commission… and yet, this is not the case. The case of *Patrouille sans espoir* is one of the two most important cases of censorship of the subject, the second being Paul Carpita's film, *Le Rendez-vous des quais*, released in 1955 before

being seized and disappearing for nearly 30 years to be rediscovered in the late 1980s. Shot in Marseille between 1950 and 1953 (notably during the dockworkers' strikes against the Indochina War) by a communist teacher, this film was made in parallel, even clandestine conditions, inspired by those of the militant short formats practiced by Carpita as a member of the French Communist Party (PCF). The film was officially registered at the CNC under a false title and with a very watered-down summary that did not mention the context of the Indochina War, in order to avoid attracting the attention of the censors. The summary only made mention of a romance between a dock worker and a workwoman, against a background of social crisis and housing shortage. In reality, Carpita took advantage of shooting permits issued for so-called educational activities on the port with her students to film the coffins unloaded from military ships and the guns that embark there in an endless noria. These images were of course prohibited, and all diversion strategies implemented failed; while the film had begun to be shown without an exhibition visa in some Marseille associations, copies were seized and only came out of the French Film Archives (AFF) nearly 30 years later.

Apart from these two major cases of censorship, the Indochina War was not banned from the screens by a meticulous state policy. Rather, it would be a case of self-censorship. Until 1962, producers were aware that films dealing with the Indochina War, and therefore with the debacle and defeat, could be cut or banned because the "Algerian events" were taking place on the other side of the Mediterranean, and that it would not be acceptable to harm the morale of families who had remained in mainland France. They therefore preferred to postpone the shooting and/or the release date of such projects. Unfortunately for them, after the Evian Agreements, films on the Algerian War proliferated, and with them their procession of characters of young men torn from their lives to join the contingent. By comparison, the fictions about the Indochina War could only appear very distant, with their peninsula at the end of the world and their career soldiers with chivalrous ideals put at the service of a colonial ideology of another age. There was therefore no need to censor them, the public being responsible for keeping them only at a residual place in the annual rankings.

However, a last commonplace would be to believe that all French films dealing with the Indochina War in cinema have only been seen by a limited audience, and that the subject has now disappeared from the screens. As improbable as it may seem, the most striking characters of Indochina veterans are certainly comic characters: is the scene of the vitriol in *Les Tontons flingueurs* (Georges Lautner, 1963) not precisely a moment of exchanges between veterans who recall some key moments from their past in Indochina? Did the characters of losers played by Bourvil and Jean-Paul Belmondo in *Le Cerveau* by Gérard Oury (1969) not meet in the Plaine des Jarres? Did Spaggiari, played by Jean-Paul Rouve in *Sans arme, ni haine, ni violence* (2008), not make an almost folkloric point of honour to recall his background in Indochina? Of all these characters, we cannot say whether they are marginalized because they came

back from Indochina, or if they went to Indochina because they were already deviant. But the same observation applies to everyone: they are ridiculous, and fundamentally embody personalities of losers and/or nerds, as if it were necessary to neutralize defeat with laughter, and to defuse the latent danger of the former Indochina veteran returned to civil society by the spectacle of his inability to truly harm.

UN « PARADIGME FUKUSHIMA » AU CINÉMA

Élise Domenach
Maîtresse de conférences en Études cinématographiques
à l'ENS Lyon et membre de l'IAO
Juin 2020

Neuf années se sont écoulées depuis que le tremblement de terre et le tsunami du 11 mars 2011 ont entraîné la catastrophe nucléaire la plus grave depuis Tchernobyl dans la centrale de Fukushima Daiichi (Tôhoku, Japon). Les cinéastes japonais s'en sont bien vite saisis, et le cinéma qui est né de cette catastrophe a durablement transformé le medium lui-même, ainsi que le monde qu'il projetait. Nous prendrons pour exemple de ces transformations *Tenzo* de Tomita Katsuya (Semaine de la critique, Cannes 2019), l'un des films les plus marquants de ces dernières années sur le sujet.

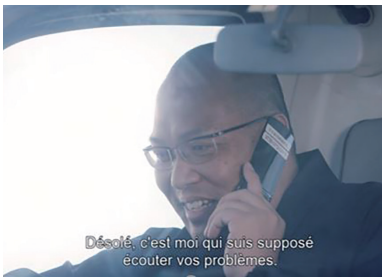
LE CINÉMA DEPUIS FUKUSHIMA

Le Festival International du Documentaire de Yamagata a rassemblé dès 2011 des films pour un programme dédié (*Cinema With Us*), alimentant un fonds d'archives ouvert en 2014. Ce fonds documentaire régional constitue avec les archives de films amateurs de la Médiathèque de Sendai et les archives nationales de UniJapan, un ensemble en constante augmentation. Car, on le sait, la catastrophe multiforme de Fukushima a muté d'un événement dévastateur (18 500 morts et disparus, 160 000 évacuations forcées, des cortèges de maisons dévastées, d'arbres arrachés, de routes éventrées) à l'installation dans une crise durable en raison de la continuation des fuites radioactives. En sorte que notre réflexion sur le cinéma depuis Fukushima, qui a débuté par l'étude du corpus de films de 2011, s'est logiquement prolongée en direction de la « catastrophe civilisationnelle » pointée par le philosophe Jean-Luc Nancy (*L'équivalence des catastrophes*, 2012). Cette catastrophe participe de la révélation aux yeux des citoyens japonais et du monde, des destructions humaines des espaces terrestres, marquant ce que les scientifiques ont appelé « *the human epoch* » (*Nature*, 11 mars 2015) : l'entrée dans une nouvelle époque géologique de réactivité de la Terre aux activités humaines, l'Anthropocène.

Tenzo, Tomita Katsuya.

Face à ce réel transformé qui déborde les cadres de notre perception spatio-temporelle nous obligeant à penser des phénomènes qui nous englobent (des « hyperobjets » comme la biosphère ou la somme des déchets nucléaires, d'après Timothy Morton (*Hyperobjets*, 2013)) et des temporalités inouïes (la demi-vie de quatre millions d'années de certains éléments radioactifs), le cinéma dont l'ambition native est de nous rendre présent le monde, s'est trouvé à la fois mis au défi de représenter l'invisible des pollutions radioactives et de rendre compte des souffrances des populations de ce nouveau monde durablement abîmé. Le médium lui-même en a été profondément transformé.

Des films ont accompagné depuis 2011 notre perception de nos formes de vie menacées, et donné une acuité nouvelle au sentiment sceptique d'exil du monde et des autres où le philosophe américain Stanley Cavell voit un trait de la condition humaine (*Les Voix de la raison*, 1979). En même temps qu'ils nous donnent les moyens de penser les nouvelles catégories qui articulent notre expérience, ces films nous éduquent au monde qui vient. L'idée d'un « paradigme Fukushima » au cinéma fait donc signe vers une double reconfiguration de notre rapport au monde et du médium cinématographique.



Tenzo, Tomita Katsuya.

Tenzo de Tomita Katsuya suit l'amitié de deux moines : l'un réel (Chiken Kawaguchi), l'autre joué par un moine-acteur (Ryûgyô Kurashima) inspiré de la vie d'un bonze de Fukushima devenu ouvrier sur des chantiers après la catastrophe. Tomita, figure majeure du cinéma japonais indépendant, partage les doutes de ces moines exposés à la souffrance des sinistrés qui traversent la crise une bouteille de saké à la main. Révélé en 2012 par *Saudade* tourné dans le milieu des travailleurs précaires du bâtiment à Yamanashi, Tomita Katsuya a une trajectoire peu commune : chauffeur routier et ouvrier, il tournait le dimanche avec ses propres moyens. *Tenzo*, son film le plus personnel, déploie deux questionnements récurrents du paradigme Fukushima au cinéma.

RECONNAÎTRE LA SOUFFRANCE DES VICTIMES

Tenzo s'inscrit d'abord dans une tendance du cinéma japonais à tenter de « répondre » ou de remédier à la première vague de films de « tourisme du désastre » (tournages dans les décombres « sublimes » du tremblement de terre et du tsunami) par la reconnaissance de la souffrance des victimes. Victimes

du tsunami et du tremblement de terre, mais aussi victimes à moyen et long terme de la catastrophe nucléaire dont nous savons que ses effets sanitaires se prolongeront longtemps. Le cinéma, si adapté aux peintures spectaculaires de ruines et de destructions, est ici mis au défi d'exprimer la peur d'un danger invisible (les radiations), et un désespoir qui avance masqué quand chacun est pressé d'afficher sa foi dans la reconstruction.

Dans *Nuclear Nation I* (2012) & *II* (2014), Funahashi Atsushi filmait le quotidien des habitants de Futaba relogés dans un lycée de Saitama. *Sômakanka. Memories of a Lost Landscape* (2011) et *Horses of Fukushima* (2013) de Matsubayashi Yojiu ou encore de *No Man's Zone* (2012) de Fujiwara Toshi, interrogent longuement les sinistrés. Des fictions expriment également la peur des conséquences sanitaires (dans la filiation de *Vivre dans la peur* (*Ikimono no kiroku*, 1955) de Kurosawa Akira), comme *Arekara* (2012) et *Sharing* (2014) de Shinozaki Makoto ou *Odayaka* (2012) de Uchida Nobuteru, les déchirures au sein des familles ou entre voisins (*The Land of Hope* (*Kibô no Kuni*, 2012) de Sion Sono, *Women on the Edge* (2012) ou *Japan's Tragedy* (2012) de Kobayashi Mashiro). Les cinéastes ont cherché des dispositifs cinématographiques pour prendre en charge la souffrance des victimes sans forcer leur pudeur dans une situation de catastrophe continuée. Leurs solutions sont diverses. Que l'on pense, par exemple, au dispositif théâtral imaginé par Sakai Ko et Hamaguchi Ryusuke pour recueillir les souvenirs des survivants du tsunami dans leur trilogie documentaire *The Sound of the Waves* (*Nami no oto*, 2011), *Voices from the Waves* (*Nami no koe*, 2013) et *Storytellers* (2013).

Tomita rapporte dans *Tenzo* l'expérience d'un moine père d'un enfant de trois ans atteint de multiples allergies. Réduit à rendre visite à ses fidèles dans leurs habitats temporaires, ou à répondre sur une ligne d'écoute téléphonique dédiée, le père moine est lui-même une sorte de chambre d'écho aux destructions du tissu humain dans la région.

Le calvaire du moine sillonnant la région dévastée avec sa camionnette rencontre celui des habitants qu'il est censé réconforter. Jusqu'au jour où les rôles s'inversent, et où le moine fond en larmes.

Le cinéaste a pourtant gommé l'issue tragique du suicide de ce moine de Fukushima. La revendication de reconnaissance de la douleur des victimes conduit à reconsidérer l'héritage de deux grands documentaristes-activistes, Tsuchimoto Noriaki (Minamata Series, 1971-1975) et Ogawa Shinsuke (Sanrizuka Series, 1968-1973), chez ces cinéastes qui se tiennent aux côtés des populations sinistrées du Tohoku.

PAR-DELÀ DOCUMENTAIRE ET FICTION : L'INQUIÉTANTE ÉTRANGETÉ

Dans *Tenzo*, Tomita tisse documentaire et fiction pour rendre compte d'un monde où réel et artifice sont intrinsèquement mêlés. Le film est né d'une commande de l'école bouddhiste Sôtô, connue pour l'articulation du zen à l'alimentation, d'une vidéo promotionnelle pour le Congrès mondial des écoles bouddhistes. Il s'est transformé sous la plume de Tomita et de son co-scéna-

riste Aizawa, en une fiction où se croisent deux moines. Le film mélange prises de vues réelles et images de synthèse pour rendre compte d'un monde étrange, où les activités humaines (ici le nucléaire) ont presque vidé l'environnement de ses habitants humains et non-humains, et transformé le paysage. Le mélange d'images de natures différentes nous rappelle que le cinéma est lui-même partie prenante de ce double artificiel et anthropogénique de la Terre (*earth*) dans lequel nous vivons, que l'environnementaliste Bill McKibben appelle « *eaarth* » (*Eaarth : Making a Life on a Tough New Planet*, 2010) – voir Jennifer Fay, *Inhospitable World. Cinema in the Time of the Anthropocene*, 2018. Les moines sont assaillis de visions, de rêves et de cauchemars, de projections dans le passé et dans l'avenir, car la réalité a cessé d'être efficacement appréhendée par les cadres de perception qui prévalent dans la fiction classique.

À Fukushima les pires dangers demeurent invisibles, les survivants entendent la voix de leurs morts. Bref, le réel n'est donc pas accessible au régime habituel du documentaire et tend vers ce que Freud appelle « l'inquiétante étrangeté » (1919), où le cinéma trouve son élément naturel d'après le philosophe américain Stanley Cavell (*La Projection du monde*, 1971). Pour cette raison, Sakai et Hamaguchi ont fait place dans leur documentaire à « la voix des morts » parmi les témoignages de survivants. Et Nobuhiro Suwa a, quant à lui, basé son dernier film, *The Phone of the Wind* (*Kaze no Denwa*, 2020), sur l'existence attestée d'une cabine téléphonique pour parler aux morts qui, dans un jardin privé de Otsushi, a attiré plus de 30 000 visiteurs depuis 2011.

Pour peindre la vie intérieure dévastée du moine de Fukushima, Tomita a mis en scène les séquences pseudo « documentaires » de vie domestique afin de permettre des échappées fantastiques. Cet entrelacement répond au principe bouddhiste d'interdépendance qu'une nonne expose au cours d'un entretien ; opérant à tous les niveaux du vivant jusqu'aux planètes et aux galaxies, et que Tomita érige en principe de mise-en-scène. Le montage embrasse la captation des gestes quotidiens de cuisine et des rituels religieux associés, des visions cosmologiques ou encore des images plus impures, popularisées par la démocratisation des outils numériques, telles des *time-lapses* (défilés d'images réalisées à des instants différents, qui figurent un effet d'accélération dans le plan) ou encore une mosaïque de photos qui se fond dans un mur sculpté. Son hybridité figure la participation de chaque organisme (plante, animal, être humain) et de chaque instant (repas, tâche domestique, méditation) à une peinture à la fois intime et globale de l'état spirituel du Japon depuis Fukushima.

À la fin du film, dans une belle scène de clair-obscur, les deux lignes du film se rencontrent : celle du documentaire joué et celle de la fiction adaptant la réalité. Ryûgyô revient d'un pèlerinage en Chine sur la trace du maître Dôgen. Il discute d'interdépendance avec son ami Chiken à la lumière intermittente d'un phare : « Veux-tu dire que nous faisons tous partie du cycle de la vie ? Peux-tu en dire autant à Fukushima ? ». L'obscurité semble les absorber. Que reste-t-il de ce principe bouddhiste depuis Fukushima ? semble demander le film. Comment penser cette synergie désormais abîmée ?

Il appartient au paradigme Fukushima au cinéma d'exploiter la parenté ontologique du médium cinématographique avec l'entr'expression des choses du monde et leur capacité de réflexion (pour le dire avec Leibniz). Ces films nous privent du privilège de détenir le point de vue à partir duquel le cinéma, art du regard, a toujours organisé (ou désorganisé) la projection du monde avec ses moyens propres, réalistes et magiques tout à la fois. Quelle meilleure manière de nous renvoyer à l'expérience fondamentale de notre scepticisme ?

BIBLIOGRAPHIE/BIBLIOGRAPHY

Domenach, Élise, *Fukushima en cinéma. Voix du cinéma japonais/Fukushima in Film. Voices from the japanese cinema*, Tôkyô, Tôkyô University Press, coll. « UTCP Booklet », 2015, 187 p.
Domenach, Élise, Bragard, Magali & Tomita, Katsuya, « Le moine et le cinéaste. Entretien avec Tomita Katsuya », *Esprit*, nov. 2019.
Fay, Jennifer, *Inhospitable World. Cinema in the Time of the Anthropocene*, Oxford, Oxford University Press, 2018, 272 p.
Ferrier, Michaël & Doumet, Christan (dir.), *Penser avec Fukushima*, Nantes, Éditions Cécile Dufaut, 2016, 295 p.
Macé, Marielle (dir.), « Vivre dans un monde abîmé », *Critique* 860-861, 2019, 160 p.
Morton, Timothy, *Hyperobjects : Philosophy and Ecology After the End of the World*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2013, 240 p.

FILMOGRAPHIE/FILMOGRAPHY

Tenzo (2019) de Tomita Katsuya
No Man's Zone (2012) de Fujiwara Toshi
The Land of Hope (*Kibô no Kuni*, 2012) de Sion Sono
Nuclear Nation II (2014) de Funahashi Atsushi

A "FUKUSHIMA PARADIGM" IN CINEMA

Élise Domenach
Associate professor (Film Studies, ENS Lyon) & member of the IAO
June 2020

Nine years have passed since the earthquake and tsunami of 11 March 2011 resulted in the worst nuclear disaster since Chernobyl at the Fukushima Daiichi power plant (Tohoku, Japan). Japanese filmmakers were quick to grasp it, and the cinema that emerged from this disaster has lastingly transformed the medium itself, as well as the world it projected. We will take Tomita Katsuya's *Tenzo* (Critics' Week, Cannes 2019), one of the most striking films on the subject in recent years, as an example of these transformations.

CINEMA SINCE FUKUSHIMA

The Yamagata International Documentary Film Festival has been collecting films for a dedicated program (*Cinema With Us*) since 2011, contributing to an archive that opened in 2014. This regional documentary fund, together with the amateur film archives of the Sendai Media Library and the UniJapan National Archives, constitutes a constantly growing collection. For, as we know, the multifaceted Fukushima disaster has evolved from a devastating event (18,500 dead and missing, 160,000 forced evacuations, processions of devastated houses, uprooted trees, torn-up roads) to a long-lasting crisis due to the continuation of radioactive leaks. So our reflection on cinema since Fukushima, which began with the study of the corpus of films from 2011, has logically extended in the direction of the "civilizational catastrophe" pointed out by the philosopher Jean-Luc Nancy (*L'équivalence des catastrophes*, 2012). This disaster is part of the revelation to Japanese citizens and the world at large of the human destruction of terrestrial spaces, marking what scientists have called "the human epoch" (*Nature*, 11 March 2015): the entry into a new geological era of Earth's reactivity to human activities, the Anthropocene.

Faced with this transformed reality that goes beyond the limits of our space-time perception, forcing us to think about phenomena that encompass us (hyperobjects such as the biosphere or the sum of nuclear waste, according to Timothy Morton (*Hyperobjects*, 2013)) and unprecedented temporalities (the four million year half-life of certain radioactive elements), cinema, whose native ambition is to make the world present to us, has found itself challenged both to represent the invisibility of radioactive pollution and to give an account of the suffering of the populations of this durably damaged new world. The medium itself has been profoundly transformed. Since 2011, films have accompanied our perception of our endangered life forms, and given new acuity to the sceptical feeling of exile from the world and from others, where the American philosopher Stanley Cavell sees a feature of the human condition (*The Claim*

of Reason, 1979). At the same time as giving us the means to think about the new categories that articulate our experience, these films educate us about the world to come. The idea of a "Fukushima paradigm" in cinema thus signals a double reconfiguration of our relationship to the world and to the cinematic medium.

Tomita Katsuya's *Tenzo* follows the friendship of two monks: one real (Chiken Kawaguchi), the other played by a monk-actor (Ryûgyô Kurashima) inspired by the life of a Fukushima monk who became a worker on building sites after the disaster. Tomita, a major figure of independent Japanese cinema, shares the doubts of these monks exposed to the suffering of the disaster victims who are going through the crisis with a bottle of sake in their hands. Revealed in 2012 by *Saudade* filmed in the milieu of precarious construction workers in Yamanashi, Tomita Katsuya has an unusual trajectory: a truck driver and a worker, he shot on Sundays with his own means. Tenzo, his most personal film, deploys two recurring questionings of the Fukushima paradigm in cinema.

ACKNOWLEDGING THE SUFFERING OF VICTIMS

Tenzo is first of all part of a trend in Japanese cinema to try to "respond" or remedy the first wave of "disaster tourism" films (shot in the "sublime" rubble of the earthquake and tsunami) by acknowledging the suffering of the victims. Victims of the tsunami and the earthquake, but also victims in the medium and long term of the nuclear disaster whose health effects we know will be long-lasting. Cinema, so suited to spectacular paintings of ruins and destruction, is here challenged to express fear of an invisible danger (radiation), and a despair that advances masked when everyone is eager to show their faith in reconstruction.

In *Nuclear Nation I* (2012) & *II* (2014), Funahashi Atsushi filmed the daily life of the inhabitants of Futaba relocated in a high school in Saitama. *Somakanka. Memories of a Lost Landscape* (2011) and *Horses of Fukushima* (2013) by Matsubayashi Yojiu or *No Man's Zone* (2012) by Fujiwara Toshi, interview the victims at length. Fictions also express the fear of health consequences (in the lineage of *Living in Fear* (*Ikimono no kiroku*, 1955) by Kurosawa Akira), such as *Arekara* (2012) and *Sharing* (2014) by Shinozaki Makoto or *Odayaka* (2012) by Uchida Nobuteru, tears within families or between neighbours (*The Land of Hope* (*Kibo no Kuni*, 2012) by Sion Sono, *Women on the Edge* (2012) or *Japan's Tragedy* (2012) by Kobayashi Mashiro). The filmmakers sought cinematic devices to deal with the suffering of the victims without forcing their modesty in a situation of continuing disaster. Their solutions are diverse. One thinks, for example, of the theatrical device devised by Sakai Ko and Hamaguchi Ryusuke to collect the memories of tsunami survivors in their documentary trilogy *The Sound of the Waves* (*Nami no oto*, 2011), *Voices from the Waves* (*Nami no koe*, 2013) and *Storytellers* (2013).

Tomita reports in *Tenzo* on the experience of a monk who is the father of a three-year-old child with multiple allergies. Reduced to visiting his followers

in their temporary homes, or answering a dedicated hotline, the father monk is himself a kind of echo chamber to the destruction of the human fabric in the region.

The ordeal of the monk travelling through the devastated region with his van meets that of the inhabitants he is supposed to comfort. Until the day when the roles are reversed and the monk burst into tears.

The filmmaker has however erased the tragic outcome of the suicide of this monk from Fukushima. The demand for recognition of the victims' pain leads us to reconsider the legacy of two great documentary filmmaker-activists, Tsuchimoto Noriaki (Minamata Series, 1971-1975) and Ogawa Shinsuke (Sanrizuka Series, 1968-1973), in these filmmakers who stand by the disaster-stricken populations of Tohoku.

BEYOND DOCUMENTARY AND FICTION: THE DISTURBING STRANGENESS

In *Tenzo*, Tomita weaves documentary and fiction to portray a world where reality and artifice are intrinsically intertwined. The film was commissioned by the Sôtô Buddhist school, known for its articulation of Zen with food, for a promotional video for the World Congress of Buddhist Schools. Under the pen of Tomita and his co-scriptwriter Aizawa, it was transformed into a fiction where two monks meet. The film mixes real shots and computer-generated images to depict a strange world, where human activities (here nuclear power) have almost emptied the environment of its human and non-human inhabitants and transformed the landscape. The mixing of different kinds of images reminds us that cinema itself is part of this artificial and anthropogenic double of the Earth we live in, which environmentalist Bill McKibben calls "eaarth" (*Eaarth: Making a Life on a Tough New Planet*, 2010) – see Jennifer Fay, *Inhospitable World. Cinema in the Time of the Anthropocene*, 2018. Monks are plagued by visions, dreams and nightmares, projections into the past and future, as reality has ceased to be effectively captured by the perceptual frameworks that prevail in classical fiction. In Fukushima the worst dangers remain invisible, the survivors hear the voices of their dead. In short, reality is thus not accessible to the usual documentary regime and tends towards what Freud calls "The Uncanny" (1919), where cinema finds its natural element according to the American philosopher Stanley Cavell (*The World Viewed*, 1971). For this reason, Sakai and Hamaguchi made room in their documentary for the "voice of the dead" among the testimonies of survivors. And Nobuhiro Suwa based his latest film, *The Phone of the Wind* (*Kaze no Denwa*, 2020), on the documented existence of a phone booth for talking to the dead in a private garden in Otsushi, which has attracted more than 30,000 visitors since 2011.

To paint the devastated inner life of the monk of Fukushima, Tomita has staged pseudo "documentary" footage of domestic life to allow for fantastic escapes. This interweaving responds to the Buddhist principle of interdependence that a nun exposes during an interview; operating at all levels of life from the living to the planets and galaxies, and which Tomita sets up as a

principle of staging. The montage encompasses the capture of daily cooking gestures and associated religious rituals, cosmological visions or even more impure images, popularized by the democratization of digital tools, such as time-lapses (parades of images taken at different times, which have an accelerating effect in the shot) or a mosaic of photos that blend into a sculpted wall. Its hybridity is the participation of each organism (plant, animal, human being) and each moment (meal, domestic task, meditation) in an intimate and global painting of the spiritual state of Japan since Fukushima.

At the end of the film, in a beautiful chiaroscuro scene, the two lines of the film meet: that of the documentary played and that of the fiction adapting reality. Ryûgyô comes back from a pilgrimage in China on the trail of Master Dôgen. He discusses interdependence with his friend Chiken in the intermittent light of a lighthouse: "Do you mean to say that we are all part of the cycle of life? Can you say the same in Fukushima?". Darkness seems to absorb them. What remains of this Buddhist principle since Fukushima? seems to ask the film. How can we think of this synergy now damaged?

It belongs to the Fukushima paradigm in cinema to exploit the ontological kinship of the cinematic medium with the expression of the things of the world and their capacity for reflection (to say it with Leibniz). These films deprive us of the privilege of holding the point of view from which cinema, the art of the gaze, has always organized (or disorganized) the projection of the world with its own means, realistic and magical at the same time. What better way to send us back to the fundamental experience of our scepticism?

ANATOMIE D'UN REGARD : LE PRIX DE THÈSE DU GIS ASIE ET SES COULISSES

Myriam de Loenzien
Démographe, chercheuse HDR à l'IRD, membre du CEPED
et directrice adjointe du GIS Asie
Décembre 2020

Les prix de thèse sont de plus en plus nombreux. Ils visent à distinguer l'excellence d'un travail de doctorat et permettent la promotion de travaux novateurs, originaux ou « simplement » remarquables. L'orientation de ces prix diffère selon qu'ils concernent une université, un champ d'étude ou la valorisation d'un fonds. Parmi ces initiatives, le Prix de thèse du GIS Asie qui est biennal, récompense depuis 2016 les thèses de doctorat en sciences humaines et sociales sur l'Asie soutenues en France et dans les institutions du GIS Asie situées à l'étranger. Doté d'une valeur de 3 000 euros, il vise à valoriser l'excellence des travaux des jeunes chercheuses et chercheurs en les aidant à publier leur thèse. Soucieux de refléter la diversité des thématiques, des approches disciplinaires et des aires géographiques, il récompense trois lauréats, sans hiérarchie entre eux.

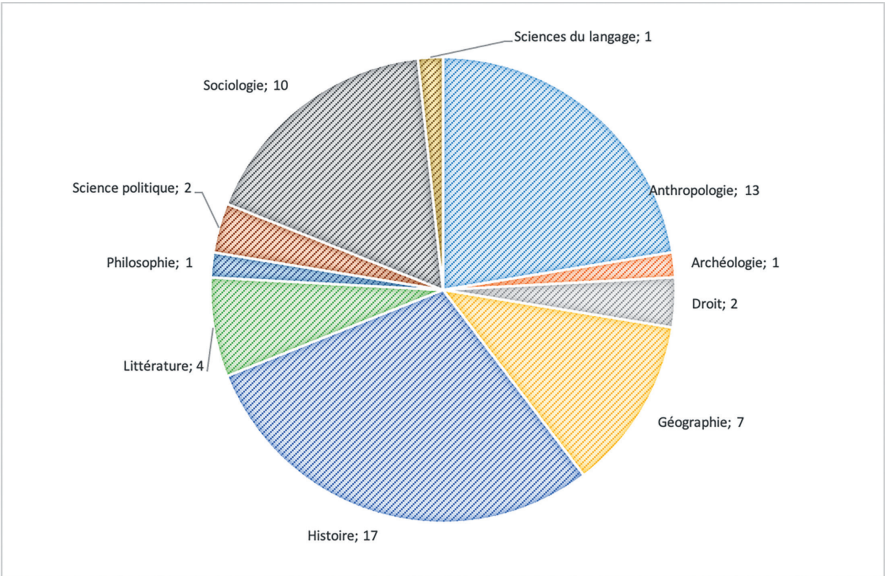
Le 18 novembre dernier, les membres du jury de ce Prix se sont réunis pour sélectionner les lauréats pour l'année 2020, pour des thèses soutenues en 2018 et 2019. À cette occasion, nous proposons une incursion dans les coulisses de cet événement afin d'en saisir le regard et de mieux en comprendre la portée.

UN PROCESSUS DE SÉLECTION À DOUBLE DÉTENTE

Après l'appel à candidature début 2020, 61 thèses avaient été réceptionnées en mars. Quelques travaux ne remplissant pas les conditions d'éligibilité, 58 thèses ont été incluses dans le processus de sélection. Celui-ci repose sur l'examen de la thèse et du rapport de soutenance. Il comprend deux étapes successives. La première est une double évaluation, menée par les membres du conseil scientifique (CS) du GIS Asie. Elle conduit à l'établissement d'une liste de thèses présélectionnées qui ont été soumises à une évaluation approfondie par une experte ou un expert du champ, pour laquelle le GIS Asie a fait appel à des compétences extérieures à celles du conseil scientifique lorsque cela s'avérait nécessaire. Au cours de ces deux étapes d'évaluation, une attention particulière est portée à l'originalité des idées exprimées, de la démarche ou des données, la connaissance de la littérature sur la question traitée, la méthodologie, la rigueur de l'argumentation, la qualité de la présentation comprenant la rédaction et la mise en page (illustrations, tableaux, graphiques). En 2020, le jury était composé de la quasi-totalité des membres du CS (34 sur 36), des deux membres de la direction et de trois spécialistes externes. Chaque évaluatrice ou évaluateur a évalué 3 à 4 thèses lors de la première étape. Certains d'entre eux ont réalisé l'évaluation approfondie d'une à deux thèses.

LES THÈSES CANDIDATES

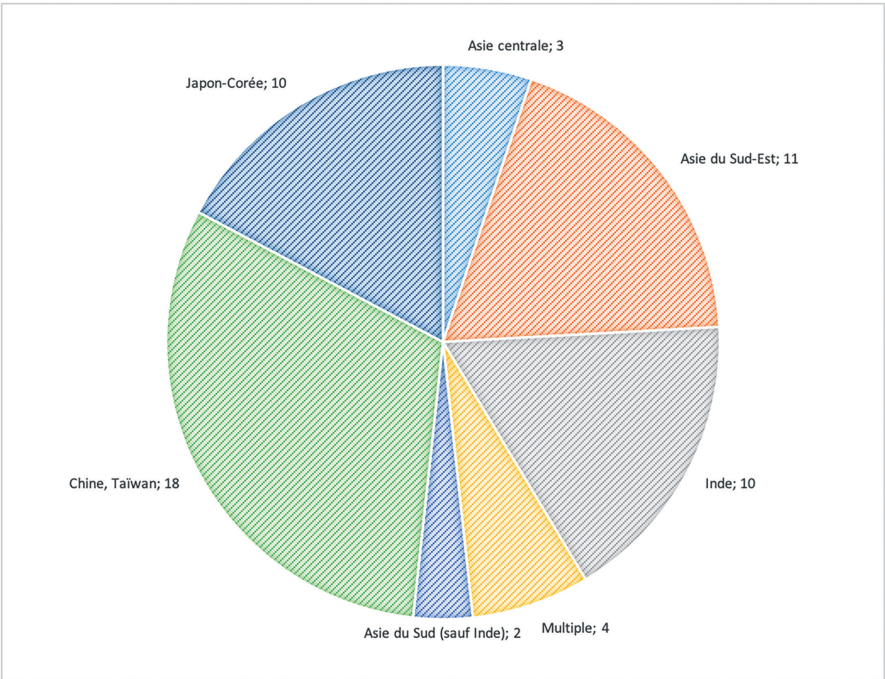
L'histoire est la discipline la plus représentée, avec plus d'un quart des thèses soumises (Graphique 1). Trois disciplines des sciences sociales sont particulièrement représentées : l'anthropologie, la sociologie et la géographie. Elles regroupent à elles trois la moitié des thèses. Le reste des thèses relèvent plutôt des sciences humaines (littérature, archéologie, sciences du langage, philosophie, droit). On retrouve la prééminence de l'histoire parmi les disciplines auxquelles sont rattachés les membres du jury, puisque cette discipline est celle à laquelle s'identifient un quart des membres. Cependant, l'anthropologie, la sociologie et la géographie sont nettement moins présentes que parmi les thèses puisqu'elles ne représentent qu'un tiers des membres. Inversement, les études littéraires et linguistiques sont plus représentées parmi les membres du jury.



Cet écart entre les profils des thèses et les profils des membres du jury a donné lieu à de nombreux débats, concernant notamment la valorisation de la maîtrise du terrain et de la langue locale dans les études aréales. En effet, si la maîtrise d'une langue locale constitue un atout indéniable pour la compréhension des sociétés étudiées, de nombreuses études parviennent à apporter des éclairages tout à fait significatifs sur cette région sans cette maîtrise. Par exemple, l'étude de certains fonds de documents historiques fait appel principalement à des langues coloniales occidentales telles que l'anglais, le portugais, le néerlandais ou le français. Aussi la maîtrise d'une langue locale, si elle est valorisée, ne constitue pas une condition *sine qua non* pour candidater à un prix de thèse du GIS Asie.

Sur le plan aréal, les thèses sur la Chine et Taïwan représentent un tiers des thèses (Graphique 2). L'Asie du Sud-est, l'Inde, le Japon et la Corée sont également très étudiés et de façon relativement équilibrée. La présence de pays tels que le Cambodge et le Vietnam met en évidence l'héritage historique des relations de la France dans cette région, de même que la faible proportion de travaux réalisés en Asie centrale. Par ailleurs, quelques études concernent plusieurs aires mais elles restent peu nombreuses. Ce profil est assez proche de celui des membres du jury, puisque les personnes travaillant principalement sur la Chine et Taïwan représentent quasiment un tiers des membres. On retrouve un équilibre entre Inde, Japon et Corée, Asie du Sud-Est même si le jury compte un peu plus de spécialistes de l'Inde. Les profils multi-aréaux y sont relativement fréquents, ce qui illustre une diversification des parcours au cours de la carrière universitaire et de recherche.

LES THÈSES DISTINGUÉES



Trois thèses ont été primées :
Blanchier, Raphaël, « Les danses mongoles en héritage : performance et transmission du bii biêlgee et de la danse mongole scénique en Mongolie contemporaine », EPHE, sous la dir. de Michael Houseman.
Girard, Bérénice « Les ingénieurs, le fleuve et l'État. Rôle et place des ingénieurs

dans un grand projet technique : la gestion du Gange », EHESS, sous la dir. de Roland Lardinois et Odile Henry.
Pham, Thi Kieu Ly, « La grammatisation du vietnamien (1615-1919) : histoire des grammaires et de l'écriture romanisée du vietnamien », université Sorbonne-Nouvelle, sous la dir. de Dan Savatovsky.

Les thèses ayant été considérées par les deux évaluateurs comme « exceptionnelles, à retenir absolument pour le prix de thèse » ont été d'emblée présélectionnées pour le prix, ainsi que les thèses considérées comme « exceptionnelles, à retenir absolument pour le prix de thèse » par seulement l'un ou l'une des évaluateurs et « excellente mais non exceptionnelle » par l'autre, lorsque l'ensemble des membres du jury réunis en session avait décidé de les inclure.

Ainsi, 12 thèses ont été présélectionnées en plus des thèses lauréates :
Abbe, Gabrielle, « Le Service des arts cambodgiens mis en place par George Groslier : Genèse, histoire et postérité (1917-1945) », université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, sous la dir. de Hugues Tertrais.
Aberdam, Marie, « Élites cambodgiennes en situation coloniale, essai d'histoire sociale des réseaux de pouvoir dans l'administration cambodgienne sous le protectorat français (1860-1953) », université Paris-I Panthéon-Sorbonne, sous la dir. de Pierre Singaravélou.
Andolfatto, David, « Le Pays aux Cent-Vingt-Cinq-Mille Montagnes. Étude Archéologique du Bassin de la Karnali (Népal) entre le XIIe et le XVIe siècle », université Paris-Sorbonne, sous la dir. d'Édith Parlier-Renault & Marie Lecomte-Tilouine.
Bikir, Radu, « Divination et Destinée sous la Dynastie Song 宋 (960-1279) : Étude de la mise en scène des méthodes mantiques dans le Yijian zhi 夷堅志 de Hong Mai », université Paris-Diderot, sous la dir. de Stéphane Feuillas.
Cebeillac, Alexandre, « Mobilités urbaines et données en ligne pour l'étude des maladies vectorielles à Delhi (Inde) et Bangkok (Thaïlande) », université de Rouen, sous la dir. d'Alain Vaguet & Eric Daudé.
Le Meur, Mikaëla, « Plasti-cités : Enquêtes sur les déchets et les transformations écologiques au Vietnam », Université libre de Bruxelles, sous la dir. de Pierre Petit.
Lucas, Aude, « L'expression subjective dans les récits oniriques de la littérature de fiction des Qing », université Paris-Diderot, sous la dir. de Rainier Lanselle.
Provost, Fabien, « Anthropologie de l'expertise médico-légale en Inde du Nord », université Paris-Nanterre, sous la dir. d'Anne de Sales.
Rochot, Justine, « Bandes de vieux. Une sociologie des espaces de sociabilité de jeunes retraités en Chine urbaine contemporaine », EHESS, sous la dir. d'Isabelle Thireau & Tania Angeloff.
Srour, Némésis, « Bollywood Film Traffic. Circulations des films hindis au Moyen-Orient (1954-2014) », EHESS, sous la dir. de Catherine Servan-Schreiber.
Sarah, Terrail Lormel, « Une histoire japonaise de la névrose : la phobie interpersonnelle (*taijinkyôfu*) (1930-1970). Émergence, développement et circulation d'un diagnostic psychiatrique », Inalco, sous la dir. d'Anne Bayard-Sakai.

Zani, Béatrice, « Mobilities, Translocal Economies and Emotional Modernity. From the Factory to Digital Platforms, between China and Taïwan », université Lumière-Lyon-II, sous la dir. de Laurence Roulleau-Berger.

UN PRIX DE THÈSE, ET APRÈS ?

Le prix de thèse constitue souvent un atout pour les jeunes chercheurs à la recherche d'un poste leur permettant de poursuivre leurs activités de recherche, ce qui n'est pas négligeable dans le contexte actuel très contraint. Les trois lauréats de l'édition précédente sont tous en poste aujourd'hui, à l'Inalco, au CNRS et à l'université Lyon-II. Nous espérons que tous les lauréats rejoindront bientôt une affectation au sein d'un établissement de recherche et d'enseignement supérieur, pour leur plus grand bonheur et le bénéfice de la communauté des études asiatiques.

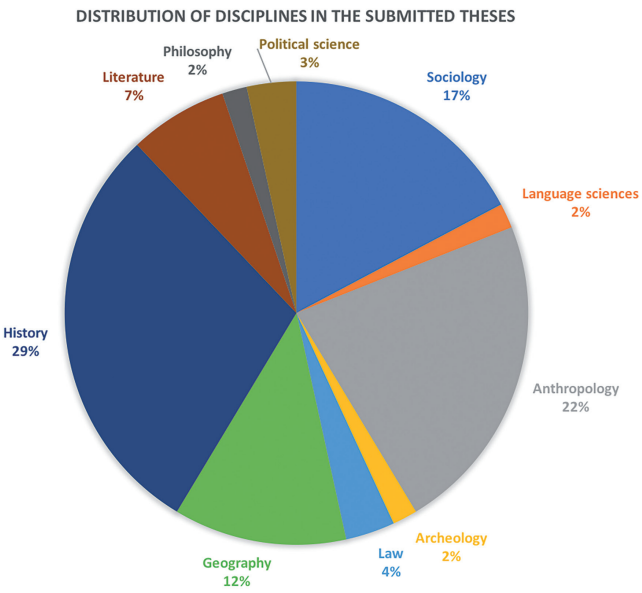
La cérémonie de remise du prix aura lieu au cours des journées scientifiques du GIS Asie qui se tiendront les 2 et 3 juin 2021 au campus Condorcet (avec la possibilité de recourir à la visioconférence si la situation l'imposait). Les lauréats y présenteront leurs travaux et le public aura la possibilité d'échanger avec eux. Le prix attribué les aidera à valoriser ces travaux en aidant à leur publication.

ANATOMY OF A REGARD: THE GIS THESIS PRIZE AND BEHIND THE SCENES

Myriam de Loenzien
Deputy Director, GIS Asia
December 2020

Thesis prizes are more and more common. Their objective is to honour the excellence of doctoral work and to promote innovative or, simply, remarkable work. The emphasis of such prizes depends on the university, the field of study or the objective of a fund. Since 2016, the biennial GIS thesis prize has been awarded to doctoral theses in human and social studies in Asia which were defended in France and in GIS Asia institutions abroad. The prize, worth 3000 euros, promotes the quality of work by young and older researchers by helping them to publish their theses. To ensure that awarding of the prize reflects diverse themes, disciplines and geographical areas, three laureats are chosen, with no hierarchy among them.

On 18 November 2020, the members of jury for the prize met to select the winners for 2020, for theses defended in 2018 and 2019. We propose a trip behind the scenes of this event to better understand the prize.

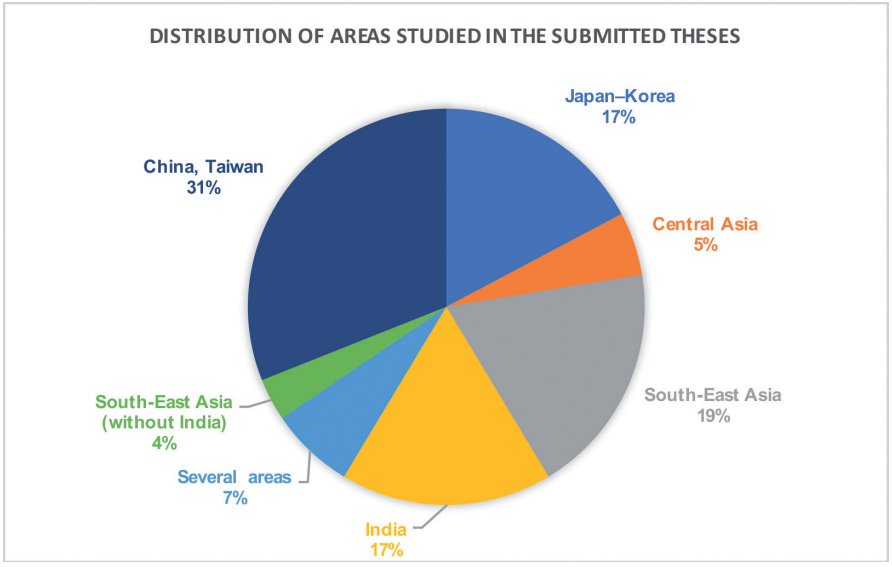


A TWO-STAGE PROCESS OF SELECTION

After a call for candidates at the beginning of 2020, 61 theses were received in March. After elimination of those that did not fulfil the conditions of eligibility, 58 were included in the selection process. This comprises examination of the thesis and of the supporting report, in two steps. The first is an evaluation by two members of the Scientific Council of GIS Asia, followed by an in-depth evaluation by an expert in the field, for which GIS Asia calls on external competence if necessary. During these two evaluation steps, particular attention is paid to the originality of the ideas, the approach or data, knowledge of the literature on the topic being addressed, the method, the rigour of the reasoning and the quality of the presentation, including the writing and the layout (illustrations, tables, graphs). In 2020, the jury consisted of most of the members of the Scientific Council (34 of 36), two members of the GIS Asia management and three external experts. Each evaluated three or four theses during the first stage, and some conducted in-depth analyses of one or two theses.

THE CANDIDATE THESES

The most common discipline was history, in more than one fourth of the submitted theses. The three most frequent social science disciplines were anthropology, sociology and geography, accounting for half of the theses. The topics of the remaining theses were mainly in the humanities (literature, archaeology, language, philosophy and law). Half of the members of the jury were historians, while the disciplines of one third were anthropology, sociology and geography. Literary and linguistic studies were well represented among members of the jury.



The difference between the specialities of the candidate theses and those of the members of the jury gave rise to numerous debates, mainly concerning understanding of the local area and of the local language in the area studied. Although mastery of a local language is a clear advantage for understanding a society, many studies have provided significant insights without mastery of the language. For example, studies of certain collections of historical documents require knowledge mainly of the languages of western colonialists, such as English, Portuguese, Dutch and French. Furthermore, mastery of the local language, if necessary, is not a *sine qua non* for application for a GIS Asia thesis prize.

With respect to region, one third of the theses were on China and Taiwan. South-East Asia, India, Japan and Korea were also frequently studied, with a relatively good balance. Theses on countries such as Cambodia and Viet Nam reflect the historical legacy of France's presence in this region, as does the small proportion of theses in Central Asia. Only a few studies covered several areas. This distribution is similar to that of the work of members of the jury, as almost one third of the members work mainly on China and Taiwan. A balance was seen of studies in India, Japan and Korea in South Asia, although the jury had somewhat more specialists on India. Many studied several areas, illustrating diversification of specialities during a university and research career.

THE WINNING THESES

Three theses were awarded a prize:

Blanchier, Raphaël, "Les danses mongoles en héritage : performance et transmission du bii biêlgee et de la danse mongole scénique en Mongolie contemporaine" [The heritage of Mongolian dances: performance and transmission of *bii biêlgee* and Mongolian dance on stage in contemporary Mongolia]. EPHE, under the direction of Michael Houseman.

Girard, Bérénice, "Les ingénieurs, le fleuve et l'État. Rôle et place des ingénieurs dans un grand projet technique: la gestion du Gange" [Engineers, the river and the State. Role and place of engineers in a large technical project: management of the Ganges]. EHESS, under the direction of Roland Lardinois and Odile Henry.

Pham, Thi Kieu Ly, "La grammatisation du vietnamien (1615-1919) : histoire des grammaires et de l'écriture romanisée du vietnamien" ["Grammatisation" of Vietnamese (1615-1919): history of grammar and romanised writing of Vietnamese]. Sorbonne-Nouvelle University, under the direction of Dan Savatovsky.

Theses that were examined by two evaluators as "exceptional, to be retained absolutely for the thesis prize" were pre-selected for the prize, as were those considered to be "exceptional, to be retained absolutely for the thesis prize" by one evaluator and as "excellent but not exceptional" by the other, when all members of the jury in session decided to include them.

Thus, 12 theses were pre-selected, in addition to the winning theses:
Abbe, Gabrielle, "Le Service des arts cambodgiens mis en place par George Groslier : Genèse, histoire et postérité (1917-1945)" [The Cambodian Arts Service established by George Groslier: genesis, history and posterity (1917-1945)], Paris-I-Panthéon-Sorbonne University, under the direction of Hugues Tertrais.
Aberdam, Marie, "Élites cambodgiennes en situation coloniale, essai d'histoire sociale des réseaux de pouvoir dans l'administration cambodgienne sous le protectorat français (1860-1953)" [Cambodian elites in a colonial situation, essay on the social history of power networks in the Cambodian administration under the French Protectorate (1860-1953)], Paris-I Panthéon-Sorbonne University, under the direction of Pierre Singaravélou.
Andolfatto, David, "Le Pays aux Cent-Vingt-Cinq-Mille Montagnes. Étude archéologique du Bassin de la Karnali (Népal) entre le XIIe et le XVIe siècle" [The country of One Hundred and Twenty-five Thousand Mountains. Archeological study of the Karnali Basin (Nepal) between the 12th and 16th centuries], Paris-Sorbonne University, under the direction of Édith Parlier-Renault & Marie Lecomte-Tilouine.
Bikir, Radu, "Divination et Destinée sous la Dynastie Song 宋 (960-1279) : Étude de la mise en scène des méthodes mantiques dans le Yijian zhi 夷堅志 de Hong Mai" [Divination and destiny under the Song 宋dynasty (960-1279): Study of the staging of mantic methods in the Yijian zhi 夷堅志 of Hong Mai], Paris-Diderot University, under the direction of Stéphane Feuillas.
Cebeillac, Alexandre, "Mobilités urbaines et données en ligne pour l'étude des maladies vectorielles à Delhi (Inde) et Bangkok (Thaïlande)" [Urban mobility and online data for studying vectorial diseases in Delhi (India) and Bangkok (Thailand)], Rouen University, under the direction of Alain Vaguet & Eric Daudé.
Le Meur, Mikaëla, "Plasti-cités : Enquêtes sur les déchets et les transformations écologiques au Vietnam" [Plasti-cities: Study of waste and ecological transformations in Viet Nam], Free University of Brussels, under the direction of Pierre Petit.
Lucas, Aude, "L'expression subjective dans les récits oniriques de la littérature de fiction des Qing" [Subjective expression in dream stories in Qing fiction], Paris-Diderot University, under the direction of Rainier Lanselle.
Provost, Fabien, "Anthropologie de l'expertise médico-légale en Inde du Nord" [Anthropology of medico-legal expertise in North India], Paris-Nanterre University, under the direction of Anne de Sales.
Rochot, Justine, "Bandes de vieux. Une sociologie des espaces de sociabilité de jeunes retraités en Chine urbaine contemporaine" [Band of oldies. Sociology of meeting places for young retirees in contemporary urban China], EHESS, under the direction of Isabelle Thireau & Tania Angeloff.
Srour, Némésis, "Bollywood film traffic. Circulations des films hindis au Moyen-Orient (1954-2014)" [Bollywood film traffic. Circulation of Hindi films in the Middle East (1954-201)], EHESS, under the direction of Catherine Servan-Schreiber.

Sarah, Terrail Lormel, "Une histoire japonaise de la névrose : la phobie interpersonnelle (*taijinkyôfu*) (1930-1970). Émergence, développement et circulation d'un diagnostic psychiatrique" [A Japanese history of neurosis: interpersonal phobia (*taijinkyôfu*) (1930-1970). Emergence, development and circulation of a psychiatric diagnosis], Inalco, under the direction of Anne Bayard-Sakai.
Zani, Béatrice, "Mobilities, Translocal Economies and Emotional Modernity. From the Factory to Digital Platforms, between China and Taiwan", Lumière-Lyon-II University, under the direction of Laurence Roulleau-Berger.

A PRIZE FOR A THESIS, AND THEN?

Receiving a prize for a thesis is often an advantage for young researchers seeking a job that will allow them to continue their research, which is important in the current limited context. The three winners of the previous prizes all have jobs today, at Inalco, the CNRS and the University Lyon-II. We hope that all the winners will soon find positions in an institute for research and higher education, for the gratification and benefit of the community of Asian studies.

The award ceremony will take place during the "science days" of GIS Asia, on 2 and 3 June 2021 on the Condorcet campus (with the possibility of videoconferencing if necessary). The winners will present their work, and the public will be able to interact with them. The prize will help them to promote their work and to publish it.

ANDRÉ KIM TAEGŎN (1821-1846) OU DEUX SIÈCLES D'HISTOIRE CORÉENNE DANS LA BIOGRAPHIE DE SON PREMIER PRÊTRE CATHOLIQUE

Pierre-Emmanuel Roux
Maître de conférences à la Faculté Sociétés et Humanités à l'univ. Paris-Cité et membre du CCCJ
Février 2021

Illus. 1 : Le sanctuaire des martyrs de Chŏltusan. (Source : © Wikimedia Commons, consultée le 13 janvier 2020.) // Illus. 1: The Martyrs' Shrine at Chŏltusan. Source: © Wikimedia Commons (Consulted on 13 January 2020.)

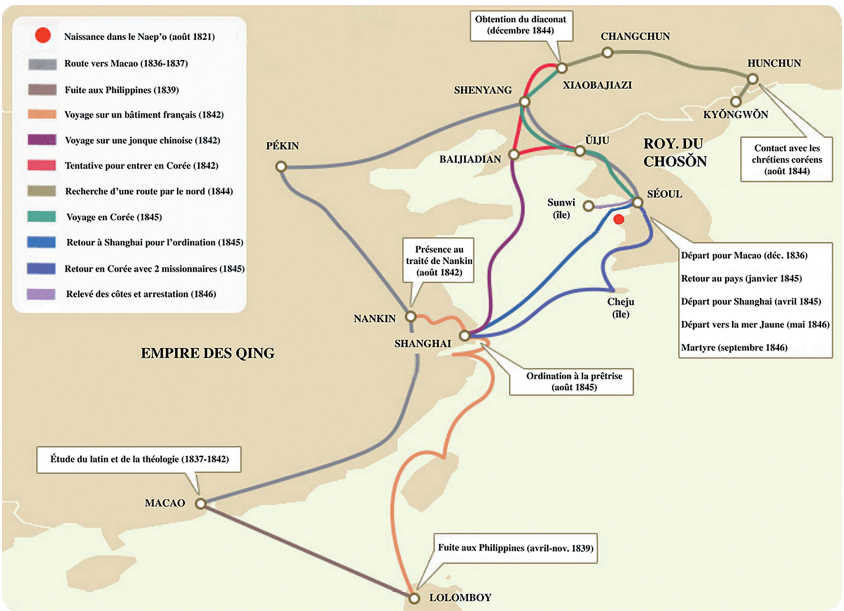
Selon la tradition catholique coréenne, plusieurs milliers de convertis furent martyrisés à Séoul, entre 1866 et 1871, sur un promontoire rocheux qui a pris le nom de Chŏltusan 切頭山, la colline des têtes coupées. Un siècle plus tard, l'Église coréenne a fait l'acquisition de ce site emblématique et construit un sanctuaire à la gloire de ses martyrs (Illus. 1). Fait curieux, elle y a aussi érigé une imposante statue du premier prêtre catholique autochtone, André Kim Taegŏn 金大建, pourtant mort deux décennies auparavant et en un tout autre lieu (Illus. 2).

Ce paradoxe révèle le statut particulier dont bénéficie Kim Taegŏn dans l'histoire du christianisme coréen. La reconnaissance de cet homme va même encore plus loin, puisque l'Unesco a accordé son patronage aux célébrations devant marquer en cette année 2021 le bicentenaire de sa naissance. Né en 1821, Kim Taegŏn étudia la théologie à Macao et fut ensuite ordonné prêtre, mais sa première tâche consista à introduire des missionnaires dans la péninsule. Bientôt arrêté, il fut jugé pour trahison envers son pays et décapité en 1846. Alors que les travaux antérieurs ont surtout porté sur l'histoire religieuse du personnage, le présent article suggère qu'une approche plus globale, incluant les dimensions sociale, politique, diplomatique et juridique, s'avère bien plus fructueuse pour comprendre la trajectoire de ce prêtre clandestin. Son destin permet certes d'explorer le christianisme coréen à travers une voix locale, mais en quoi permet-il de mieux comprendre la dynastie royale du Chosŏn (1392-1897) ainsi que la Corée moderne et contemporaine ?

Illus. 2 : La statue de Kim Taegŏn fait face au sanctuaire et attire le regard des visiteurs dès leur arrivée sur le site. (Source : © Wikimedia Commons, consultée le 13 janvier 2020.) // Illus. 2: The statue of Kim Taegŏn faces the shrine and catches the eyes of visitors when entering the site. (Source: © Wikimedia Commons, consulted on 13 January 2020.)

Ce questionnement va nous permettre de repenser la question du martyre et, plus généralement, l'évolution du catholicisme coréen des origines à nos jours. Ce faisant, nous montrerons comment un intermédiaire jadis négligé s'imposa comme un saint hautement vénéré et un héros national.

LA VIE CLANDESTINE D'UN PASSEUR (DE SAVOIRS)



Carte 1 : Les pérégrinations de Kim Taegŏn en Asie de l'Est entre 1836 et 1846. (Source : Carte adaptée en français et légèrement modifiée de celle disponible sur http://www.solmoe.or.kr, consultée le 13 janvier 2020.) // Map 1: The travels of Kim Taegŏn in East Asia between 1836 and 1846. This map is adapted in English and slightly modified from the one available on http://www.solmoe.or.kr. (Consulted on 13 January 2020.)

Avant le XXe siècle, les communautés catholiques hors d'Europe restaient généralement localisées et ne s'épanouissaient que dans des lieux spécifiques. C'était le cas dans la Corée du Chosŏn où l'Église locale émergea sans

missionnaires étrangers dans les années 1780, *via* la lecture de livres jésuites en chinois, puis devint un mouvement clandestin pendant la majeure partie du XIXe siècle. La chrétienté coréenne, tout comme la société du Chosŏn en général, était ancrée dans divers réseaux géographiques et sociaux, et elle se développa grâce à des liens relationnels et conjugaux. L'un de ses principaux foyers, la région côtière du Naep'o 內浦 dans la province du Ch'ungch'ŏng, fut aussi le lieu de naissance de Kim Taegŏn. La famille de ce dernier était étroitement liée aux plus anciennes lignées catholiques du pays et elle endura la répression étatique pendant quatre générations (Choi, 2006).

La formation de prêtres autochtones était centrale pour les missionnaires et leur politique d'indigénisation en Asie de l'Est, mais seuls deux natifs furent élevés à la prêtrise au cours du premier siècle de l'histoire catholique coréenne. Les Occidentaux peinèrent tout d'abord à convaincre les fidèles de former un clergé local, car les spécialistes religieux comme les moines bouddhistes et les chamanes faisaient l'objet d'une marginalisation. En outre, les missionnaires s'installèrent dans la péninsule à partir des années 1830, mais ils finirent par considérer bien souvent les Coréens inférieurs aux Européens.

C'est dans ce contexte que Kim Taegŏn effectua un bien étrange séjour de neuf ans à l'étranger (Carte 1). À défaut d'entrer au séminaire, le jeune élève étudia le latin et la théologie à Macao avec des missionnaires de la Société des missions étrangères de Paris (MEP), puis voyagea en Chine du Nord, à la recherche de voies plus sûres pour introduire des prêtres français en Corée. Il devint ainsi l'un de ces nombreux voyageurs clandestins qui traversaient la frontière sino-coréenne, mais avec la particularité de se livrer à de la « contrebande religieuse ». Ce faisant, il contribua involontairement à alimenter le mythe forgé par les Occidentaux selon lequel la Corée aurait été un pays fermé et hostile aux étrangers (Institut de recherche sur l'histoire de l'Église coréenne, 1996).

La plus grande réalisation de Kim Taegŏn reste sa carte de la péninsule coréenne (Carte 2. Fondée sur les traditions géographiques asiatiques et européennes, cette carte souvent négligée fut également la première jamais réalisée dans une langue occidentale par un Coréen, et elle demeura une référence pour les officiers de marine français pendant des décennies, notamment lors de la célèbre expédition punitive de 1866 menée contre le gouvernement coréen. Elle démontre ainsi une fascinante circulation des savoirs entre les deux extrémités de l'Eurasie, alors même que la cartographie moderne n'était encore guère influente en Corée (Chŏng, 2015). Les principales activités de Kim restèrent en outre celles d'un « passeur religieux » tout acquis à la cause des Français après son ordination dans les environs de Shanghai en 1845. Kim Taegŏn commença par introduire deux missionnaires dans la péninsule, puis entama des relevés de la côte ouest du pays au profit des Français. C'est ce qui lui valut d'être bientôt arrêté par les autorités. Tout ceci nous rappelle plus généralement qu'en terres de missions, les prêtres et leurs fidèles pouvaient aisément se muer en explorateurs-espions au service d'une puissance étrangère ou d'une société missionnaire dans le contexte du XIXe siècle.

Carte 2 : Copie de la carte de Corée réalisée par Kim Taegŏn. (Source : www.gallica.bnf.fr (Bibliothèque nationale de France), consultée le 13 janvier 2020.) // Map 2: Copy of the map of Korea drawn by Kim Taegŏn. (Source: www.gallica.bnf.fr (Bibliothèque nationale de France), consulted on 13 January 2020.)

Un édifiant récit de martyre insistant sur la cruauté d'un État malveillant vient habituellement clore l'histoire du jeune prêtre. La réalité est cependant bien différente, puisque son jugement mené par des fonctionnaires consciencieux suivit la procédure habituelle des affaires pénales avec plusieurs réexamens jusqu'au gouvernement central. En l'absence de verdict, l'inculpé fut ensuite maintenu en prison pendant les deux mois suivant sa dernière audience. Mais les autorités eurent bientôt connaissance de ses contacts étroits avec la Marine française et d'informations divulguées à l'étranger. Un long mois de tergiversations fut encore nécessaire pour rendre la sentence. Accusé de « haute trahison », l'un des crimes les plus graves du code pénal, Kim fut enfin décapité sur ordre royal le 15 septembre 1846 (Institut de recherche sur l'histoire de l'Église coréenne, 1997).

Cette affaire montre que les « persécutions » des catholiques ne constituaient pas un cas à part dans l'histoire politique et juridique du Chosŏn. Le christianisme était un véritable défi idéologique pour la société coréenne, mais il est également vrai que les catholiques étaient rarement condamnés à mort, sauf lors des grandes campagnes anti-chrétiennes. Les procès n'étaient d'ailleurs pas aussi rapides et injustes que le suggèrent les textes hagiographiques. La prudence en matière d'exécution encourageait en effet les retards dans le système judiciaire pour permettre un examen minutieux des affaires. Préoccupation importante de l'État, la défense des frontières face à la contrebande et à la présence croissante de navires occidentaux le long des côtes joua aussi un rôle décisif dans la sentence. À rebours des idées reçues, Kim fut exécuté davantage comme un traître à son pays qu'en qualité d'hérétique, et son statut de chef religieux n'intéressa guère les autorités (Roux, 2012).

LA FABRIQUE D'UN HÉROS CATHOLIQUE

Kim Taegŏn est aujourd'hui vénéré comme la plus grande figure de l'histoire du catholicisme coréen. Déclaré vénérable en 1857, il fut béatifié en 1925 et enfin canonisé en 1984. Le Saint-Siège le nomma également saint patron du clergé

catholique de Corée en 1949. Toute cette attention découle du fait que seuls deux prêtres autochtones vécurent dans la péninsule avant la fin du XIXe siècle et que, parmi eux, Kim fut le seul à être considéré comme un martyre.

Il serait toutefois réducteur d'envisager ce destin posthume dans une simple perspective religieuse. La question de la souveraineté au XXe siècle marqua profondément les historiens coréens et leurs représentations du passé. Aussi la « glorification » et la « victimisation » émergèrent-elles comme deux caractéristiques majeures de l'historiographie nationale. Si la Corée (du Sud) pouvait se targuer d'un passé glorieux, elle avait toujours été une victime : autrefois tributaire de la Chine, elle était devenue colonie japonaise avant d'être divisée en deux par les aléas de la guerre froide. Cette tendance historiographique ouvrit involontairement la voie à une approche hagiographique de l'histoire catholique coréenne, puisque les martyrs du XIXe siècle furent les victimes de l'État du Chosŏn mais obtinrent la gloire par le martyre.

L'apologie des temps anciens donna également naissance à un genre historique particulier fondé sur des personnages importants (*inmul* 人物). Plusieurs icônes du passé émergèrent ainsi au cours du XXe siècle, comme le roi Sejong qui inventa l'alphabet coréen en 1443 ou encore l'amiral Yi Sunsin 李舜臣, célèbre pour ses victoires contre la marine japonaise pendant la guerre d'Imjin (1592-1598). Un phénomène similaire opéra avec Kim Taegŏn pendant l'occupation japonaise (1905-1945), une période difficile qui amena les catholiques à se tourner toujours plus vers le culte des saints. Mais si notre personnage devint une figure marquante de la chrétienté coréenne à cette époque, force est de constater qu'il resta largement méconnu en dehors de ce milieu.

Illus. 3 : Portrait de Kim Taegŏn ornant la cathédrale de Myŏngdong (Séoul). Cette peinture datée de 1983 est l'œuvre de Mun Hakchin (1924-2019), peintre catholique et professeur d'université. (© nov. 2017 / Pierre-Emmanuel Roux.) // Illus. 3: Portrait of Kim Taegŏn adorning the Myŏngdong cathedral in Seoul. This painting, dated 1983, is the work of Mun Hakchin (1924-2019), a Catholic painter and university professor. Source: © Pierre-Emmanuel Roux (November 2017).

Le concile de Vatican II (1962-1965) marqua ensuite un tournant dans l'indigénisation de l'Église coréenne. Les cultes furent désormais célébrés en langue vernaculaire et non plus en latin, et la hiérarchie cléricale devint majoritairement autochtone. Certains activistes catholiques jouèrent également un

rôle de premier plan dans la lutte pour une société plus démocratique dans les années 1960 et 1970, à commencer par Stephen Kim Sou-Hwan, le premier cardinal sud-coréen, et Kim Dae-jung, futur président de la République. Tous ces éléments conduisirent à une croissance rapide de la population catholique : de moins de 200 000 dans les années 1950, elle passa à 700 000 dans les années 1960, puis à deux millions dans les années 1980, avant de se stabiliser à cinq millions (soit 10 % de la population) depuis les années 2000. À titre de comparaison, l'essor du protestantisme coréen est aussi le fruit de plusieurs facteurs dont celui d'une indigénisation précoce, et le nombre des fidèles s'approche aujourd'hui des neuf millions, soit environ 19 % de la population (Kim & Kim, 2015).

C'est dans ce contexte que Kim Taegŏn s'imposa au-delà des cercles religieux et devint bien davantage qu'un simple saint. La cérémonie de canonisation en 1984 marqua le bicentenaire de la fondation de la première chrétienté dans la péninsule, et ce fut un événement d'autant plus spécial que le pape Jean-Paul II créa un précédent sur deux points majeurs. Au lieu de tenir la cérémonie à Rome, il choisit de se rendre en Corée pour l'occasion. Il modifia en outre l'ordre hiérarchique au sein de la liste des 103 nouveaux saints, de sorte que Kim en vint à occuper le premier rang alors que les évêques et prêtres français furent rétrogradés (Illus. 3). Mis à part quelques exceptions, les canonisations suivent aujourd'hui ce modèle coréen d'un saint local en tête de liste.

Illus. 4 : La maison natale de Kim Taegŏn dans le village de Solmoe est devenue un site touristique depuis la visite du pape François en 2014. La statue représente le pontife assis, en plein recueillement. (© oct. 2016 / Pierre-Emmanuel Roux.) // Illus. 4: The birthplace of Kim Taegŏn in Solmoe village is becoming a tourist attraction since the visit of Pope Francis in 2014. The statue represents the pope praying on a chair. Source: © Pierre-Emmanuel Roux (October 2016).

Enfin, le gouvernement sud-coréen développa une politique culturelle à partir des années 1970 promouvant roman national et patrimoine. Plusieurs sites catholiques désignés comme « biens culturels » (*munhwajae* 文化財) marquèrent alors la reconnaissance officielle de l'Église comme part intégrante de l'histoire coréenne. Cette tendance se prolonge aujourd'hui avec le développement du tourisme religieux et des « lieux saints » (*sŏngji* 聖地) promus par l'Office national du tourisme coréen. Les *sŏngji* catholiques sont bien plus nombreux que ceux des autres religions, et une partie d'entre eux est liée à Kim Taegŏn. Tout site où ce dernier a séjourné, même brièvement, est désormais considéré comme un lieu saint (Illus. 4). Statues, peintures et sanctuaires dédiés au personnage sont présents dans toutes les provinces du pays ainsi qu'en Chine et aux Philippines. Le nombre de paroisses portant le nom du saint ne cesse par ailleurs de croître à travers le monde depuis ces dernières décennies.

CONCLUSION

On retient généralement de Kim Taegŏn qu'il fut le premier prêtre catholique coréen et un valeureux martyr. Il est cependant possible de revisiter son existence en sortant des sentiers hagiographiques. Kim Taegŏn connut un destin assez inhabituel pour un homme du Chosŏn, car peu de Coréens pouvaient effectuer des séjours prolongés à l'étranger, et encore plus rares étaient ceux qui osaient risquer leur vie en tant que prédicateurs d'une doctrine interdite. Il faut retenir que sa vie fut davantage celle d'un intermédiaire clandestin et d'un « passeur religieux » au service d'une « religion de contrebande » que celle d'un simple prêtre attaché à des travaux pastoraux. Une analyse de son long et complexe jugement suggère également que les catholiques n'étaient pas systématiquement condamnés à mort au terme de procès expéditifs.

Kim Taegŏn est devenu malgré lui un symbole de l'indigénisation et du succès de l'Église coréenne. En d'autres termes, il est davantage célébré pour ce qu'il représente que pour ce qu'il a réellement accompli. Non seulement son destin posthume résume l'évolution du catholicisme coréen, mais il est également significatif de la reconnaissance de Kim Taegŏn en tant que grand saint et figure marquante de l'histoire péninsulaire.

BIBLIOGRAPHIE/BIBLIOGRAPHY

Choi, Jai-Keun, *The Origin of the Roman Catholic Church in Korea : An Examination of Popular and Governmental Responses to Catholic Missions in the Late Chosôn Dynasty*, Norwalk, The Hermit Kingdom Press, 2006, 444 p.

Chŏng, Inch'ŏl, *Hanbando, Sŏyang kojido ro mannada* [La péninsule coréenne : une rencontre à travers les anciennes cartes occidentales], Séoul, P'urŭn kil, 2015.

Institut de recherche sur l'histoire de l'Église coréenne, *Les activités et les réalisations du père Kim Taegŏn* [Han'guk kyohoesa yŏn'guso. Sŏng Kim Taegŏn sinbu ŭi hwaldong kwa ŏpchŏk], Séoul, Han'guk kyohoesa yŏn'guso, 2016.

Institut de recherche sur l'histoire de l'Église coréenne, *L'arrestation et le martyre du père Kim Taegŏn* [Han'guk kyohoesa yŏn'guso. Sŏng Kim Taegŏn sinbu ŭi ch'aep'o wa sun'gyo], Séoul, Han'guk kyohoesa yŏn'guso, 1997.

Kim, Sebastian C. H. & Kim, Kirsteen, *A History of Korean Christianity*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015, 373 p.

Roux, Pierre-Emmanuel, « The Great Ming Code and the Repression of Catholics in Chosŏn Korea », *Acta Koreana* 15 (1), 2012, p. 73-106.

ANDREAS KIM TAEGŎN (1821-1846) : TWO CENTURIES OF KOREAN HISTORY IN THE BIOGRAPHY OF HIS FIRST CATHOLIC PRIEST

Pierre-Emmanuel Roux
Lecturer at Faculté Sociétés et Humanités at univ. Paris-Cité & member of CCCJ
February 2021

According to the Korean Catholic tradition, several thousands of converts were executed between 1866 and 1871 on a rocky promontory which came to be known as Chŏltusan 切頭山, the beheading hill. A century later, the Korean Church acquired this emblematic site in Seoul and built a shrine to the glory of its martyrs (Illus. 1). Curiously enough, an imposing statue of the first Korean-born Catholic priest, Andreas Kim Taegŏn 金大建, was also erected there, even though the latter died elsewhere twenty years before the storm (Illus. 2).

This paradox reveals that Kim Taegŏn benefits from a special status within the history of Korean Christianity. And this recognition even goes further, since Unesco has granted its patronage to the celebrations marking in 2021 the bicentenary of Kim's birth. Born in 1821, Kim Taegŏn studied theology in Macao and was then ordained a priest, but his first task consisted in securing the introduction of foreign missionaries in Korea. Unfortunately he was soon arrested in 1846, sent on trial and beheaded as a traitor to his country. While previous scholarship focused on the religious history of Kim Taegŏn, this article suggests that a more comprehensive approach including social, political, diplomatic and legal perspectives proves to be more fruitful in understanding the trajectory of this clandestine priest. Kim's fate enables us to explore Korean Christianity through a local voice, but what does his life bring to our understanding of the Chosŏn dynasty (1392-1897) and the modern period?

I will use this special case to belie the simple narrative of a religious martyr and to roll up general issues of Korean Catholicism from the origins to the present. So doing, I will demonstrate how the once-neglected figure of a go-between was transformed into a highly venerated saint and a national hero.

THE CLANDESTINE LIFE OF A GO-BETWEEN

Catholic communities outside of Europe before the twentieth century usually remained localized and only flourished in specific places. It was precisely the case in Chosŏn Korea where the local Church emerged without foreign missionaries in the 1780s through the reading of Chinese Jesuit books, and then became an underground movement during most of the nineteenth century. Moreover, the early Korean Church, just as the Chosŏn society in general, was embedded in various geographical and social networks, and it developed

through relational and marital ties. One of his main centres, the coastal region of Naep'o 內浦 in the Ch'ungch'ŏng province, was also the birthplace of Kim Taegŏn. The latter's family was closely linked to the oldest Korean Catholic lineages and harshly suffered from the state repression during four generations (Choi 2006).

Training indigenous priests was central to missionaries and their policy of indigenization in East Asia, but only two natives were raised to priesthood during the first century of Korean Catholic history. Western missionaries first had a hard time convincing the faithful to raise a local clergy since religious specialists like Buddhist monks and shamans were marginalized and stood at the bottom of social hierarchy. Moreover, missionaries finally settled in Korea from the 1830s onwards, but they often ended up considering Koreans inferior to Europeans.

It is in such context that Kim Taegŏn spent nine years abroad, but it was a curious journey to priesthood (Map 1). He actually never went to seminary but spent a few years in Macao learning Latin and theology with missionaries of the Paris Foreign Mission Society (MEP), and then travelled in North China, scouting out safer routes for bringing French clerics in Korea. It is my contention that Kim became one of these illegal travellers who frequently crossed the Sino-Korean border, with the particularity that he engaged in "religious smuggling." So doing, he unwittingly contributed to the myth forged by Westerners that Korea was a secluded country (Korean Church History Institute 1996).

The greatest and often-overlooked achievement of Kim Taegŏn remains his map of the Korean peninsula (Map 2). Based on both Asian and Western geographical traditions, this map was also the first one ever produced in a Western language by a Korean man, and it remained a reference work for French naval officers during several decades, notably during the famous punitive expedition of 1866 against the Korean government. As such, it demonstrates a fascinating circulation of geographical knowledge between the two edges of Eurasia at a time when modern cartography was still not very influential in Korea (Chŏng 2015). Kim was finally ordained a priest near Shanghai in 1845, but his main activities remained those of a "religious broker". It was indeed under his guidance that two French missionaries sneaked into the country, and he was surveying the West coast of Korea when local authorities arrested him in 1846. All this reminds us that in mission fields, members of the clergy and the faithful could easily become spy-explorers for a foreign power or a missionary society in the context of the nineteenth century.

What follows is usually an edifying tale of martyrdom emphasizing the cruelty of an evil state. The reality is, however, quite different since Kim's judgment was held by conscientious officials and it followed the general procedure of criminal cases with re-examination at successive administrative levels upward to the central government. There was no official verdict after the last hearing and Kim was just maintained in prison for two months. But it soon became clear that he had communicated with the French Navy and leaked

information. The decision to execute him came a month later. Accused of "high treason", one of the gravest crimes in the penal code, he was beheaded by royal order on 15 September 1846 (Korean Church History Institute 1997).

This case shows that Catholic "persecutions" were not a particular feature of the Chosŏn period and cannot be understood independently of the legal and political context. Christianity was a serious ideological challenge to the Chosŏn society, but it is also true that Catholics were rarely sentenced to death, except during wide-scale anti-Christian campaigns. Moreover trials were not as unjust and speedy as the hagiographical texts suggest. Caution regarding the taking of life indeed encouraged delays in the judicial system to allow for a careful review of capital cases. An important concern of the state, the border defence system against smuggling and the increasing presence of Western ships along the coasts also played a decisive role in the sentence. Contrary to conventional wisdom, Kim was executed more as a traitor to his country than as a Catholic heretic, and his status of religious leader remained of little interest to the authorities (Roux 2012).

THE MAKING OF A CATHOLIC HERO

Kim Taegŏn came to be venerated in the twentieth century as the most prominent figure in the history of Korean Catholicism. It proved to be a long sainthood process that lasted one-and-a-half century: Kim was declared venerable in 1857, then beatified in 1925, and finally canonized in 1984. In 1949 the Holy See also named him the patron of the Catholic clergy in Korea. Kim was probably given so much importance because there were only two indigenous priests in Korea before the late nineteenth century, and he was the only one to meet a martyr's death.

It would be however short-sighted to consider this posthumous fate through a mere religious perspective. The issue of national sovereignty in twentieth century Korea profoundly shaped the work of historians and their representations of the past. "Glorification" and "victimization" thus emerged as two major characteristics of national historiography. (South) Korea was identified with a glorious past but always stood as a victim, being a tributary state of China, then a colony of Japan, and finally an unfortunate result of the Cold War. This historiographical tendency unwillingly paved the way for a hagiographical approach of Korean Catholic history: nineteenth-century martyrs indeed were victims of the Chosŏn state, but they obtained glory through martyrdom.

The apology of Korean history also gave rise to a particular historical genre based on prominent figures (*inmul* 人物). A number of icons from the past thus emerged during the twentieth century such as King Sejong who invented the Korean alphabet in 1443, and Admiral Yi Sunsin 李舜臣 famed for his victories against the Japanese navy during the Imjin war (1592-1598). Something similar occurred for Kim Taegŏn, especially when the pressures of life during the Japanese occupation (1905-1945) increasingly turned Catholics to the cult

of saints. Kim thus became a prominent figure of the Catholic Church, but he remained largely unknown outside of this religious circle.

The council of Vatican II (1962-1965) then marked a turning point in the indigenization of the Korean Church. It resulted in worship services held in Korean rather than in Latin, and the clerical hierarchy came to be predominantly Korean rather than Western. Some Christian activists also took a leading role in the struggle for a more democratic society in the '60s and '70s, beginning with Stephen Kim Sou-Hwan, the first Korean Cardinal of the Catholic Church, and Kim Dae Jung, future President of the Republic of Korea. All these elements led to a rapid growth of the Catholic population: from less than 200,000 in the 1950s, it increased to 700,000 in the 1960s, and then two million in 1980s, and five million (i.e. 10% of the population) in the 2000s. By way of comparison, the rise of Korean Protestantism is also the result of several factors, including early indigenization, and the number of faithful is now close to nine million (about 19 % of the population) (Kim and Kim 2015).

It is in this context that Kim Taegŏn became much more than just a saint and reached far beyond religious circles. The canonization ceremony in 1984 marked the bicentenary of the founding of the first Catholic lay community, and it was an even more special event because Pope John Paul II set a precedent on two major points. Instead of holding the ceremony in Rome he chose to visit Korea for the occasion, and he modified the top-bottom ecclesiastical hierarchy in the list of the 103 new saints. Kim came to occupy the first rank while French bishops and priests only appeared in the middle of the list (Illus. 3). With a few exceptions, canonizations now follow this Korean model of a local saint in first position.

Last but not least, the South Korean government started to develop a cultural policy in the 1970s through the promotion of national history and cultural heritage. Several Catholic properties were designated as "cultural assets" (*munhwajae* 文化財), which marked an official recognition of the Church as an integral part of Korean history. This trend continues even to this day with the development of religious tourism and "holy places" (*sŏngji* 聖地) promoted by the Korea Tourism Organization. The Catholic Church holds much more numerous *sŏngji* than other religions in Korea, and a number of them are linked to Kim Taegŏn. Every site where the latter sojourned or passed through is now considered a "holy place." Statues, paintings, and shrines dedicated to Kim Taegŏn now cover the whole country and can be found as far away as China and the Philippines. The number of parishes named after Kim has also grown steadily throughout the world in recent decades.

CONCLUSION

Kim Taegŏn is usually remembered as the first Korean-born Catholic priest and a glorious martyr. But a new understanding can be reached by looking beyond hagiography. Kim had a very unusual fate for a young man of the late Chosŏn dynasty. Very few Korean people had the opportunity to leave abroad for a long

period. Even fewer were those who dared risking their lives as preachers of a prohibited doctrine. In this sense, Kim was more a clandestine go-between and a "religious broker" for a "smuggling religion" than a priest dedicated to pastoral work. An analysis of his trial also suggests that Catholics were not systematically condemned to death because of summary trials.

Kim Taegŏn unwillingly became a symbol of the indigenization and the success of the Korean Church. In other words, he is more celebrated for what he represents than for what he actually accomplished. It is not exaggerated to say that his posthumous destiny encapsulates the whole history of Korean Catholicism and explains why this religious figure finally became not just a saint but also a cultural icon in Korean history.

PATRIMOINE MILITAIRE DANS LA VILLE JAPONAISE : ENTRE MÉMOIRE HISTORIQUE ET SYMBOLE IDENTITAIRE

Delphine Vomscheid
Postdoctorante à l'Univ. de Kyôto, chercheuse affiliée au CRCAO
et enseignante vacataire à l'ENSA de Lyon
Mars 2021

Château de Himeji/Himeji Castle. (© Delphine Vomscheid.)

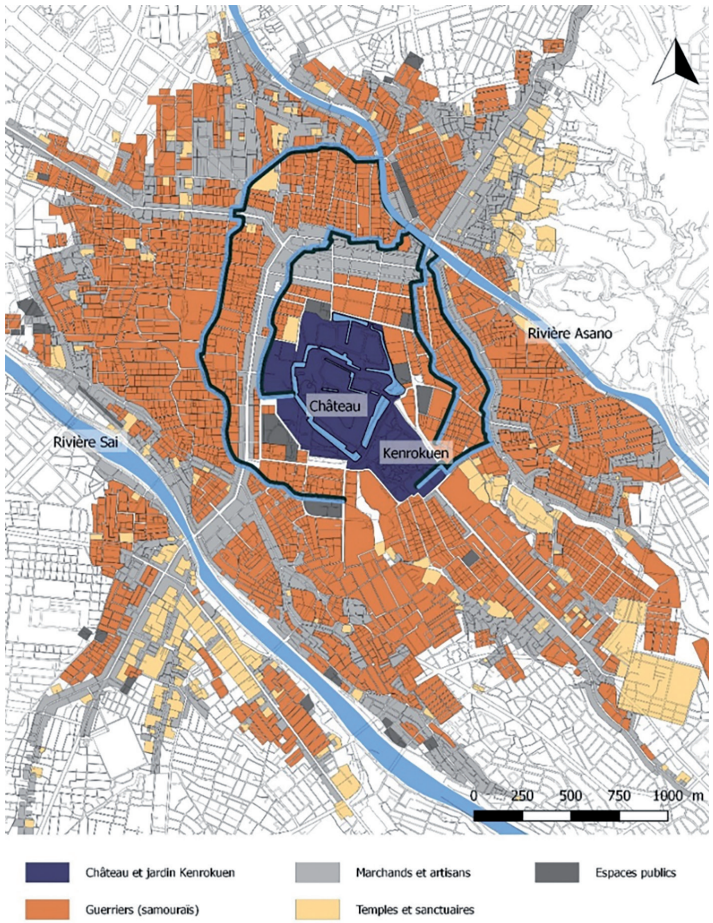
Au Japon, le patrimoine architectural militaire occupe une place particulière dans le paysage urbain. D'un point de vue quantitatif tout d'abord, parce que l'on dénombre plusieurs milliers de sites archéologiques et historiques de châteaux répartis sur l'ensemble de l'archipel, de la simple ruine aux sites grandioses des donjons ceints de douves et de fortifications. D'un point de vue qualitatif également, car le pays compte cinq sites classés trésors nationaux, dont le château de Himeji qui est l'un des premiers biens culturels japonais à être inscrit sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco en 1993. D'un point de vue politique enfin, puisque depuis la fin du régime féodal des Tokugawa en 1867, les sites castraux ont joué des rôles divers, tantôt négligés pour leur désuétude, tantôt utilisés pour leur forte symbolique. Aujourd'hui, les châteaux constituent des atouts de taille pour les villes : leurs conservation, valorisation et utilisation représentent des enjeux économiques et politiques majeurs.

Cet article propose une double lecture du patrimoine castral du Japon, sous l'angle de sa valeur de témoignage du passé mais également des enjeux patrimoniaux actuels qui lui sont associés, liés au tourisme et à la politique internationale.

UNE PLACE CENTRALE ET MONUMENTALE DANS LA VILLE

Depuis la période prémoderne (1573-1867), les châteaux sont construits au cœur des villes japonaises. Situés en plaine ou sur une petite colline, ils dominent un espace urbain qui se développe à leur pied, organisé en partie selon la hiérarchie sociale de l'époque d'Edo (système *shi-nô-kô-shô* : guerriers, paysans, artisans, marchands) et dans lequel les guerriers résident dans des quartiers dédiés, séparés des marchands et des artisans. Ces villes, que l'on appelle villes-sous-château (*jôkamachi*) sont le modèle sur lequel se sont bâtis

la plupart des chefs-lieux des départements et préfectures actuels, comme Tôkyô (ancienne Edo), Nagoya, Hiroshima, Sendai ou Kanazawa. Dès leur construction, ces châteaux sont non seulement des ouvrages défensifs, mais aussi des outils de communication politique, conçus à la fois pour accueillir et héberger les seigneurs locaux appelés *daimyô* (et le shogun dans le cas d'Edo) et pour exposer leur puissance.



Carte de Kanazawa à la fin de l'époque d'Edo. (© Delphine Vomscheid.) // Map of Kanazawa in the end of the Edo period. (© Delphine Vomscheid.)

Ce sont les donjons, par leur monumentalité et leur qualité architecturale, qui symbolisent en particulier la richesse et le pouvoir d'un seigneur. Pouvant atteindre les trente mètres pour les plus hauts, ils sont visibles de loin, parfois même depuis les campagnes et certaines rues sont alignées dans leur axe. Construits au cœur des villes, ils en constituent par ailleurs bien souvent le seul repère architectural, le paysage urbain japonais étant presque dénué d'archi-

tecture monumentale, à l'exception des pagodes qui sont érigées en limites de ville à l'époque prémoderne. Ainsi, tel le clocher d'une église dans les villes européennes, le donjon est un repère géographique pour les habitants, qui lui accordent un attachement particulier.

Perspective sur le donjon du château de Himeji depuis la gare. (© Delphine Vomscheid.) // Perspective view of Himeji Castle, from the train station. (© Delphine Vomscheid.)

Aujourd'hui, les sites castraux, d'une superficie moyenne d'une trentaine d'hectares, jusqu'à 230 pour Tôkyô, peuvent être qualifiés de « centres vides », expression utilisée par Roland Barthes dans *L'empire des signes* pour désigner le château de la capitale. Vides, car la grande majorité des édifices castraux qui occupaient ces sites sont détruits au début de l'époque moderne (1868-1945). En quelques années seulement, ce patrimoine monumental subit des dégâts irréversibles, avec la destruction de la grande majorité des édifices castraux qui ne font pas encore l'objet d'une reconnaissance patrimoniale. La seule valeur qui leur est bien souvent reconnue est celle du poids de leurs matériaux, pour lesquels ils sont vendus aux enchères. L'intérêt de quelques-uns, en particulier des membres de l'oligarchie de Meiji issus de l'ancienne classe guerrière, va toutefois permettre de sauver du démantèlement plusieurs des « trésors nationaux » actuels, tels que les donjons de Himeji et Hikone.

LES PROJETS DE RECONSTRUCTION ET L'IMPORTANCE DU SYMBOLE

C'est au début du XXe siècle que la valeur patrimoniale et symbolique des châteaux est reconnue, avec la mise en place d'une législation permettant leur protection et valorisation, mais aussi l'amorce d'une pratique qui devait se généraliser : la reconstruction des édifices castraux disparus, en particulier des donjons. On distingue trois types de donjons reconstruits : les « donjons inventés » (*mogi tenshu* 模擬天守), dont l'existence ou la forme historique ne sont pas avérées ; les « donjons reproduits » (*fukkô tenshu* 復興天守), dont l'existence historique est avérée, mais où des libertés formelles ont été prises ; et les « donjons restitués » (*fukugen tenshu* 復元天守), qui présentent un haut niveau de fidélité à l'original. Parmi les quelque 80 donjons reconstruits que compte le Japon aujourd'hui, 52 appartiennent à la catégorie des « donjons

inventés », soit environ 65 %. Ce chiffre important illustre la dimension symbolique des donjons pour les Japonais qui lui confèrent un fort sentiment territorial, au-delà de l'aspect historique. Si l'objectif de ces édifices est, dans un premier temps, principalement touristique, un boom de la reconstruction des donjons en béton armé s'observe au Japon dans les années 1950-1960, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, comme une étape importante dans le processus de reconstruction des villes japonaises.

Donjon du château de Hiroshima de type « donjon restitué » (*fukugen tenshu*), reconstruit en béton armé en 1958 (à gauche) et donjon du château d'Iga de type « donjon inventé » (*mogi tenshu*) reconstruit en bois en 1935 (à droite). (© Delphine Vomscheid.) // Keep of Hiroshima Castle, "restored keep" (*fukugen tenshu*), reconstructed in reinforced concrete in 1958 (left side) and keep of Iga Castle, "invented keep" (*mogi tenshu*), reconstructed in wood in 1935 (right side). (© Delphine Vomscheid.)

Parmi la centaine de donjons qui composent le parc patrimonial militaire au Japon, seulement douze sont des donjons dits originaux (soit 13 %). Par ailleurs, seuls cinq des « donjons restitués » le sont en bois. Pourtant, le niveau d'authenticité des donjons reconstruits ne semble pas être proportionnel à leur popularité touristique. D'après les chiffres, les châteaux d'Ôsaka et de Nagoya, avec leurs donjons reconstruits en béton armé, occupent respectivement les première et troisième places en termes de fréquentation sur l'année 2019, dépassant les deux millions de visiteurs (https://corporate.kojodan.jp/). La valeur symbolique de ces édifices semble donc bien surpasser leur valeur historique.

Longère et porte fortifiée du château de Kanazawa reconstruits en bois en 2001 et 2015. (© Delphine Vomscheid.) // Nagaya and fortified gate in Kanazawa Castle, reconstructed in wood in 2001 and 2015. (© Delphine Vomscheid.)

À LA RECHERCHE D'UNE « AUTHENTICITÉ »

Depuis les années 1990 et surtout le début des années 2000, on observe dans les pratiques patrimoniales une tendance à la reconstruction fidèle des anciens sites castraux (donjons et autres édifices militaires), avec un respect des techniques et des matériaux anciens. Le cas du château de Kanazawa, dont la reconstruction a commencé en 2001, en est une illustration concrète. Portes fortifiées, ponts, douves ou autres longères (*nagaya*) ont en effet fait l'objet d'une reconstruction fidèle, à partir de documents historiques et de fouilles archéologiques. Actuellement, le chantier de reconstruction du palais résidentiel édifié au cœur du château aboutira à la réalisation du plus grand édifice reconstruit en bois du Japon, avec une surface de 10 000 m².

e ces enjeux dans la politique nationale et internationale, ainsi que des tensions entre les ambitions gouvernementales et l'opinion publique. En 2019, lors du G20 organisé à Ôsaka, l'ancien Premier ministre Abe Shinzô déclarait face aux dirigeants mondiaux : « Le château d'Ôsaka, qui est le symbole de la ville, a été bâti pour la première fois au XVIe siècle. L'ensemble des maçonneries et la grande porte datent du XVIIe siècle. Bien que la plus grande partie du château d'Ôsaka ait été détruite par le feu lors des troubles survenus il y a 150 ans au cours de la restauration de Meiji, le donjon a été reconstruit à l'identique selon sa forme du XVIe siècle il y a environ 90 ans. Cependant, une seule grosse erreur a été commise : ils sont allés jusqu'à installer des ascenseurs. »

Cette allocution reflète la méconnaissance du Premier ministre, et de nombreux Japonais, de l'histoire de ce patrimoine. En effet, le donjon d'Ôsaka reconstruit en béton armé en 1931 n'est pas une reproduction exacte de l'édifice historique du XVIe siècle, qui n'a pu être réalisé par manque de documentations historiques. Il est ainsi intéressant de noter qu'Abe manifeste un désir d'authenticité en regrettant la présence d'ascenseurs, alors même que l'édifice ne présente ni de structure ni d'aspect fidèle à l'original. Cette anecdote semble illustrer une certaine confusion qui règne chez les Japonais dans la perception de ce patrimoine militaire.

L'exemple actuel du château de Nagoya est une autre illustration de l'usage de ce patrimoine dans le discours politique. Le maire de Nagoya, Kawamura Takashi, a en effet lancé un vaste projet de reconstruction du donjon du château de Nagoya.

Donjon du château d'Ôsaka de type « donjon reproduit » (*fukkô tenshu*), reconstruit en béton armé en 1931. (© Delphine Vomscheid.) // Keep of Ôsaka Castle, "reproduced keep" (*fukkô tenshu*), reconstructed in reinforced concrete in 1931. (© Delphine Vomscheid.)

L'actualité plus récente illustre en outre un renforcement dClassé trésor national en 1930, puis détruit dans les bombardements de 1945, avant d'être reconstruit en béton armé en 1959, le donjon de Nagoya va être détruit pour être reconstruit « à l'identique » avec une structure en bois d'ici 2028. Ce projet a provoqué une vague de protestations dans l'opinion publique, en particulier en raison des frais colossaux engendrés par ce chantier (environ 50 milliards de yens). Les justifications avancées pour ce projet sont les retombées économiques que ce bâtiment engendrera. Située à quelques heures de Tôkyô, Nagoya est bien souvent absente des circuits touristiques des étrangers et la présence d'un donjon « authentique » permettrait de redynamiser le tourisme international. Dans une volonté de fidélité au modèle historique, il a par ailleurs été décidé de ne pas installer d'ascenseur dans le donjon, provoquant la colère des associations de personnes handicapées qui revendiquent l'accessibilité pour tous au monument.

Dans un contexte de forte pression économique liée au tourisme et à la compétition entre les municipalités, le discours politique autour de l'authenticité de ces édifices ne reflète-t-il pas une volonté de séduire les visiteurs étrangers et les Occidentaux en particulier, pour qui la valeur patrimoniale est fortement liée à celle de l'authenticité matérielle ? Le rapport affectif qu'entretiennent les Japonais avec leur patrimoine castral est indépendant de son niveau d'authenticité, comme l'illustre l'émoi national suite aux catastrophes qui ont récemment ravagé les châteaux de Kumamoto et Shuri, situés sur les îles méridionales de l'archipel, tous deux reconstruits dans la seconde moitié du XXe siècle. Plus que des traces du passé, les châteaux endossent donc le rôle unique de marqueur urbain et surtout identitaire, matérialisant d'une part les particularités locales et d'autre part une certaine forme d'unité historique nationale.

BIBLIOGRAPHIE/BIBLIOGRAPHY

Akagawa, Natsuko, *Heritage conservation in Japan's cultural diplomacy : heritage, national identity and national interest*, Abingdon, Routledge, 2015, 227 p.
Benesch, Oleg & Zwigenberg, Ran, *Japan's Castles : Citadels of Modernity in War and Peace*, Cambridge (UK)/New York, Cambridge University Press, 2019, 360 p.
Enders, Siegfried R. C. T. & Gutschow, Niels (éds), *Hozon : architectural and urban conservation in Japan*, Stuttgart, Londres, Edition Axel Menges, 1998, 207 p.
Vomscheid, Delphine, « L'héritage spatial des guerriers de la ville de Kanazawa. Histoire architecturale, urbaine et paysagère d'une ville-sous-château japonaise (XVIIe-XXIe siècles) », thèse de doctorat, Université PSL - EPHE, 2019, 2 vol., 1103 p.
—, « Politiques urbaines et patrimoine à Kanazawa : Vers la renaissance de la cité castrale ? », *Ebisu* 55, 2018, p. 139-170.

MILITARY HERITAGE IN JAPANESE CITIES: BETWEEN HISTORICAL MEMORY AND SYMBOL OF IDENTITY

Delphine Vomscheid
Post-doctoral researcher at Kyoto Univ., affiliated
at CRCAO & part-time lecturer at ENSA
March 2021

In Japan, the military architectural heritage holds a special position in the urban landscape. First of all, from a quantitative perspective, because there are several thousand archaeological and historical castle sites spread throughout the archipelago, from simple ruins to the grandiose sites of keeps surrounded by moats and fortifications. Also from a qualitative perspective, as the country has five sites listed as national treasures, including Himeji Castle, which was one of the first Japanese cultural properties to be part of the Unesco World Heritage List in 1993. Finally, from a political perspective, since the end of the feudal Tokugawa regime in 1867, castle sites have played various roles, sometimes neglected for their obsolescence, sometimes used for their strong symbolic value. Today, castles are major assets for cities: their conservation, enhancement and use represent major economic and political stakes.

This paper proposes a double reading of Japan's castles heritage, from the point of view of its value as a testimony of the past but also of its current heritage issues related to tourism and international politics.

A CENTRAL AND MONUMENTAL POSITION IN THE CITY

Since the early-modern period (1573-1867), castles have been built in the heart of Japanese cities. Erected on a plain or on a small hill, they dominate the urban space developing at their foot, organised according to the social hierarchy of the Edo period (*shi-nô-kô-shô* system: warriors, peasants, craftsmen, merchants) with residential districts for warriors separated from those for craftsmen and merchants. These cities, known as castle-towns (*jôkamachi*) are the model on which most of the capitals of today's prefectures were built, such as Tokyo (former Edo), Nagoya, Hiroshima, Sendai or Kanazawa. From the moment they were built, these castles were not only defensive works, but also tools of political communication, designed both to house the local lords called daimyô (and the shogun in the case of Edo) and to display their power.

Keeps, with their monumentality and architectural features, particularly symbolise the wealth and power of a lord. Reaching up to 30 metres for the highest, they are visible from afar, sometimes even from the countryside, and some streets are aligned in their axis. As they are built in the heart of cities, they are often the only architectural landmark, as the Japanese urban landscape does not contain monumental architecture, with the exception of pagodas,

which were erected near the city boundaries in the early-modern era. Thus, like the bell tower of a church in European cities, the keep is a geographical landmark for the inhabitants who have a special attachment to it.

Nowadays, castles sites, with an average surface area of around 30 hectares, up to 230 for Tokyo, can be described as "empty centres", an expression used by Roland Barthes in *L'empire des signes* to describe the capital's castle. Empty indeed, because the vast majority of the buildings originally built in these sites were destroyed at the beginning of the modern era (1868-1945). In just a few years, this monumental heritage has suffered irreversible damage, with the destruction of most of the castle buildings, which were not yet recognized as historical or architectural heritage assets. The only value they were often recognised for was the weight of their materials, for which they were sold at public auction. The interest of a few men, especially members of Meiji oligarchy from the early-modern warrior class, eventually saved from dismantling several of the current "national treasures", such as the keeps of Himeji and Hikone.

RECONSTRUCTION PROJECTS AND IMPORTANCE OF THE SYMBOL

It was at the beginning of the twentieth century that the heritage and symbolic value of castles was first recognised, with the establishment of a new legislation allowing their protection and enhancement, and the start of a practice that was to become widespread: the reconstruction of castles, particularly keeps. There are three types of reconstructed keeps: "invented keeps" (*mogi tenshu* 模擬天守), whose historical existence or form is not proven; "reproduced keeps" (*fukkô tenshu* 復興天守), whose historical existence is proven, but where formal liberties have been taken; and "restored keeps" (*fukugen tenshu* 復元天守), which presents a high level of fidelity to the original. Of the approximately 80 reconstructed keeps in Japan today, 52 belong to the category of "invented keeps", i.e. about 65%. This important figure illustrates the symbolic dimension of the keeps for the Japanese people, who attach a strong territorial feeling to them, beyond the historical aspect. If the purpose of these buildings was, at first, mainly touristic, a boom in the reconstruction of reinforced concrete keeps can be observed in Japan in the 1950s and 1960s, in the aftermath of the Second World War, as an important stage in the reconstruction process of Japan and its cities.

Of the hundred or so keeps that exist in Japan, only twelve are so-called original keeps (i.e. 13%). Moreover, only five of the "restored keeps" were reconstructed with a wooden structure. However, the level of authenticity of reconstructed keeps does not seem to be related to their tourist popularity. According to tourism figures, the castles of Ôsaka and Nagoya, with their reconstructed reinforced concrete keeps, occupy the first and third places respectively in terms of attendance in 2019, exceeding two million visitors (https://corporate.kojodan.jp/). The symbolic value of these buildings therefore seems to far exceed their historical value.

LOOKING FOR "AUTHENTICITY"

Since the 1990s and especially in the early 2000's, there has been a trend in heritage practices towards the faithful reconstruction of old castle sites (keeps and other military buildings), with respect for old techniques and materials. The case of Kanazawa Castle, whose reconstruction began in 2001, is a concrete illustration of this. Fortified gates, bridges, moats and nagaya have indeed been faithfully reconstructed, based on historical documents and archaeological excavations. At present, the reconstruction work of the residential palace built in the heart of the castle will result in the creation of the largest reconstructed wooden building in Japan, with a surface area of 10,000 m^2.

More recent events also illustrate a strengthening of these issues in national and international politics, as well as tensions between government ambitions and public opinion. In 2019, at the G20 meeting held at Ôsaka, former Prime Minister Abe Shinzô declared to world leaders: "The castle of Ôsaka, which is the symbol of the city, was first built in the sixteenth century. All the masonry walls and the great gate date back to the seventeenth century. Although most of the Ôsaka Castle was destroyed by fire during the Meiji Restoration 150 years ago, the keep was rebuilt to its sixteenth-century form about 90 years ago. However, only one big mistake was made: they went so far as to install lifts."

This speech reflects the Prime Minister's, and many Japanese people's, lack of knowledge regarding the history of this heritage. Indeed, the keep of Ôsaka castle was rebuilt in reinforced concrete in 1931 and is not an exact reproduction of the historic sixteenth-century building, which could not be built due to a lack of historical sources. It is thus interesting to note that Abe shows a desire for authenticity by regretting the presence of lifts, even though the building has neither structure nor appearance faithful to the original. This anecdote seems to illustrate a certain confusion among the Japanese in their perception of this military heritage.

The current example of Nagoya Castle is another illustration of the use of this heritage in political discourse. Indeed, the mayor of Nagoya, Kawamura Takashi, has launched a vast project to rebuild the keep of Nagoya Castle. Listed as a national treasure in 1930, then destroyed in the bombings of 1945 before being rebuilt in reinforced concrete in 1959, the Nagoya keep will be destroyed and rebuilt "identically" with a wooden structure by 2028. This project has provoked a wave of public protests, particularly because of the colossal costs involved in the construction (about 50 billion yen). The justifications put forward for this project are the economic spin-offs that this building will generate. Situated within just a few hours from Tokyo, Nagoya is often absent from the tourist circuits of foreigners and an "authentic" keep would allow international tourism to be revived. In a desire to be faithful to the historical model, it was also decided not to install a lift in the keep, provoking the anger of associations of disabled people who demand accessibility for all to the monument.

In a context of strong economic pressure related to tourism and competition between municipalities, does the political discourse around the authenticity of

these buildings not reflect a desire to seduce foreign visitors and Westerners in particular, for whom the heritage value is strongly related to material authenticity? The emotional relationship that the Japanese maintain with their castles is independent of its level of authenticity, as illustrated by the national emotion following the recent disasters that devastated the castles of Kumamoto and Shuri, located on the southern islands of the archipelago, both of which were rebuilt in the second half of the twentieth century. More than traces of the past, castles thus assume the unique role of urban markers and, above all, of identity symbol, materialising, on the one hand, local particularities and, on the other hand, a certain form of national historical unity.

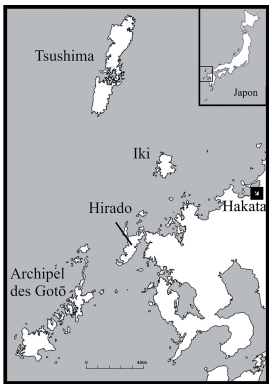
LE BUTIN DES PIRATES JAPONAIS, 1350-1419

Damien Peladan
Historien et actuellement ATER à l'univ. Jean-Moulin-Lyon-III
Mai 2021

Illus. 1 : Pirates japonais pillant une demeure aristocratique du Koryŏ. Extrait du *Samgang haengsildo* (三綱行實圖 [Illustrations des conduites fidèles aux trois liens], 1434, rééd. 1579). (© Bibliothèque de l'Université de Waseda.) // Illus. 1: Japanese pirates pillaging an aristocratic dwelling in Koryŏ. Detail from the *Samgang Haengsildo* (三綱行實圖; "Illustrations of Exemplary Conducts of the Three Bonds"; 1434, reed. 1579). (© Waseda University Library.)

On ne saurait aborder l'histoire des relations extérieures du Japon médiéval sans mentionner les deux grandes flambées de piraterie japonaise (ou sino-japonaise) en mer de Chine orientale, la première sévissant entre la seconde moitié du XIVe et début du XVe siècle et la deuxième au milieu du XVIe siècle. Si cette dernière a davantage retenu l'attention des historiens, la première déferlante de cette piraterie japonaise (connue sous le terme *waegu* en coréen, *wakô* en japonais et *wokou* en chinois) n'en reste pas moins un phénomène historique de premier plan, qui fut tant le résultat des bouleversements politiques et militaires généralisés qui secouaient alors les trois pays d'Asie orientale, qu'un facteur aggravant cette instabilité. Des flottes rassemblant des dizaines, voire des centaines de navires et plusieurs milliers d'hommes (généralement entre deux et trois mille, mais parfois près de sept mille) se mirent soudainement à appareiller de l'archipel japonais pour écumer les côtes de la péninsule coréenne à partir de 1350, et prolongèrent à partir de 1358 leurs raids jusque dans le nord de la Chine. À partir de 1369, certains groupes se mirent également à traverser directement la mer de Chine orientale pour se porter sur les côtes du Jiangnan, cœur économique de l'Empire du Milieu, poussant parfois leurs raids jusqu'au Guangdong, à l'extrême sud de la Chine. Le pic d'intensité de cette piraterie fut atteint durant les années 1370 et 1380, l'essentiel des razzias ciblant alors la Corée. Au tournant du XVe siècle, les autorités coréennes, qui exploraient de nouvelles stratégies pour réprimer cette piraterie, ouvrirent leurs ports au commerce privé avec le Japon, encourageant de nombreux pirates à se livrer à un commerce licite, une stratégie qui eut pour résultat de déplacer les razzias vers les côtes chinoises dans les années 1400 et 1410. La grande piraterie vivait alors ses derniers feux. En 1419, une flotte pirate qui faisait route vers le nord de la Chine commit de nouvelles exactions au Chosŏn (nom

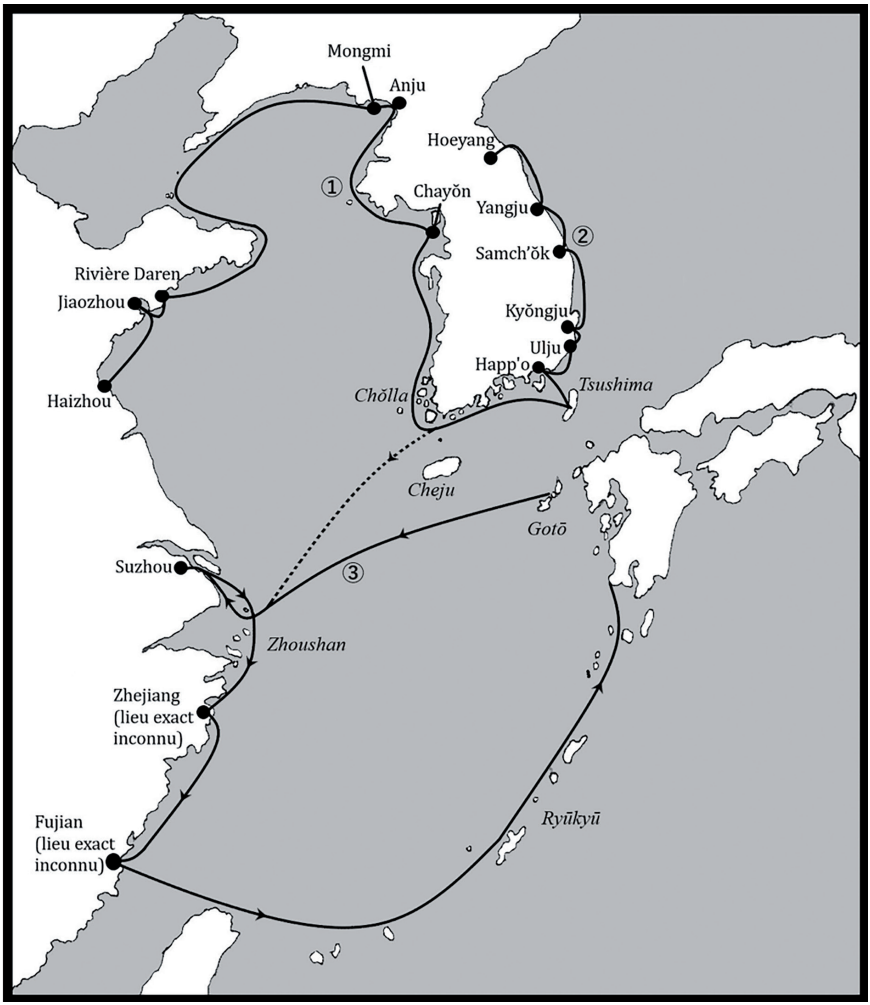
de la Corée de 1392 à 1897). La cour coréenne, excédée, lança en représailles une expédition militaire de grande envergure contre l'île de Tsushima, principale base des pirates, tandis que dans le même temps la flotte responsable des déprédations subissait de lourdes pertes dans une embuscade tendue par les troupes chinoises à Wanghaiguo (Carte 3). Après ces évènements, la grande piraterie amorça un rapide déclin, avant de disparaître entièrement au milieu du XVe siècle. Signalons au passage que si quelques Chinois ou Coréens ont pu faire partie des équipages, de leur plein gré ou sous la contrainte, la vaste majorité des pirates semble avoir été composée d'habitants de l'ouest du Japon, et en particulier des îles du nord-ouest de Kyûshû, telles que Tsushima, Iki, et Hirado (Carte 1).



Carte 1 : Principales bases pirates au Japon. D'autres zones, telles que le sud de Kyûshû, furent également concernées à certaines périodes, mais l'épicentre de la piraterie se situait dans les îles du nord-ouest de Kyûshû et dans une moindre mesure autour de Hakata (actuelle ville de Fukuoka), principal port du commerce extérieur japonais au Moyen Âge. // Map 1: Main pirate bases in Japan. Other areas of Japan, such as Southern Kyûshû, were also periodically involved, but the epicenter of piracy was located in the islands North-West of Kyûshû and to a lesser extent around Hakata (present day Fukuoka city), which used to be the main port city for Japanese foreign trade in the Middle period.

Si la piraterie est par essence une activité économique, basée sur l'appropriation violente des biens et des humains d'un côté et leur commercialisation de l'autre, la question du butin des pirates a jusqu'ici été relativement peu abordée dans les écrits des historiens, ces derniers se contentant la plupart du temps de reprendre les affirmations des histoires officielles chinoises et coréennes, principales sources sur le sujet – les pirates n'ayant eux-mêmes pas laissé d'écrits. Or, ces textes nous laissent penser que les pirates ne s'intéressaient qu'à deux types de « biens » : les céréales, et les esclaves. Nos travaux nous ont cependant amenés à nuancer cette affirmation, les cargaisons ramenées du continent étant en réalité bien plus variées, comme nous l'expliquons dans cet article.

On ne saurait évidemment nier que les céréales et les esclaves composaient une part importante des cargaisons rapportées du continent. Les pirates faisaient par exemple fréquemment main basse sur les convois maritimes acheminant les impôts (versés en nature) des provinces coréennes vers la capitale Kaesŏng, et embusquaient également, à la fin de l'époque des Yuan (1271-1367), les convois fiscaux qui ravitaillaient en grain des riches provinces du Sud la capitale impériale Dadu (Pékin). Une fois débarqués, les pirates pillaient avec la même constance les greniers gouvernementaux, qui renfermaient souvent des centaines de tonnes de grains. Ces céréales servaient probablement à assurer la subsistance des populations dans les îles où étaient basés les pirates, ou bien à financer l'effort de guerre des seigneurs belligérants dans un Japon en proie aux guerres féodales.



Carte 2 : Itinéraires des trois flottes pirates actives en 1374 (élaborés par l'auteur). Tandis qu'une première longea la côte occidentale de la péninsule coréenne et les côtes septentrionales de la Chine, une seconde remonta la côte orientale de la Corée, et une troisième traversa directement vers le sud de la Chine, poursuivit vers le Fujian et rentra ensuite au Japon *via* l'archipel des Ryûkyû (actuelle préf. d'Okinawa). Les pointillés signalent un itinéraire alternatif pour la troisième flotte. Les navires qui traversaient entre le Japon et le sud de la Chine appareillaient généralement de l'archipel des Gotô et faisaient escale dans l'une des nombreuses îles de l'archipel des Zhoushan, mais il arrivait aussi que les flottes pirates passent par la côte sud de la Corée. // Map 2: tineraries of the three pirate fleets active in 1374 (developed by the author). While the first went along the western coast of the Korean Peninsula and the northern coasts of China, a second went up the eastern coast of Korea, and a third crossed directly to the south of China, continued towards Fujian and then returned to Japan *via* the Ryûkyû archipelago (current pref. of Okinawa). The dotted lines indicate an alternative route for the Third Fleet. Ships crossing between Japan and southern China generally sailed from the Gotô Archipelago and stopped at one of the many islands of the Zhoushan Archipelago, but pirate fleets also sometimes sailed along the coast. southern Korea.

Les sources abondent également de mentions concernant la capture d'esclaves. Le nombre total de Coréens et Chinois emmenés de force au Japon et aux Ryûkyû entre 1350 et 1420 est inconnu, mais ceux-ci se comptent probablement en dizaines de milliers. Sachant que la population totale du Japon à cette époque est estimée à environ neuf millions d'individus, et que nombre de ces captifs furent retenus à Kyûshû et dans les îles alentour, ils constituèrent sans nul doute un apport démographique important dans les sociétés locales. Ces esclaves étaient généralement employés comme main-d'œuvre sur les navires, dans les ports ou dans les champs, mais ceux qui possédaient des savoirs techniques pouvaient être employés dans leur domaine de compétence et parvenaient en de rares cas à se faire une place dans la société japonaise. Certaines captives servaient également parfois « d'épouses » aux chefs pirates, signe probable de l'existence d'un trafic sexuel.

Illus. 2 : Gong du Kam'ŭnsa. (© 1997 / Centre national de recherches sur le patrimoine culturel de Kyŏngju.) // Illus. 2: Gong from the Kam'ŭnsa. (© Gyeongju National Research Institute of Cultural Heritage, 1997.)

Cela étant, si les textes font une large place aux attaques contre les convois fiscaux, les greniers gouvernementaux et autres bâtiments officiels, il est évident que les pirates ne s'y limitaient pas et que les bâtiments privés ou religieux, tels que les demeures aisées ou les nombreux monastères bouddhiques coréens, étaient aussi mis à sac. Les prédations contre ces établissements ne font l'objet que de très rares mentions dans les sources, mais sont clairement attestées par l'archéologie. Des fouilles menées sur les vestiges du monastère de Kam'ŭn (感恩寺), à Kyŏngju (prov. Kyŏngsang du Nord) en Corée du Sud ont par exemple mis au jour un gong porteur d'une inscription selon laquelle l'objet avait été confectionné en remplacement d'un précédent, dérobé par les pirates en 1351 (Illus. 2). Ce gong démontre ainsi que les pirates ne se contentaient pas d'emporter céréales et esclaves, mais s'emparaient également d'autres types de biens, tels que les objets liturgiques bouddhiques. Ce n'est probablement pas

un hasard si les temples et sanctuaires du Nord de Kyûshû et des îles alentour, où étaient basées la plupart des flottes pirates, renferment encore aujourd'hui quantité de statues, soutras, gongs, cloches, ou encore peintures coréennes des époques du grand Silla (668-935) et surtout du Koryŏ (918-1392). L'île de Tsushima conserve à elle seule plus d'une centaine de statues bouddhiques coréennes, dont deux ont récemment été dérobées par des touristes coréens et font l'objet d'un litige entre les deux pays (Nagatome, 2013). Le gong coréen du sanctuaire de Takuzutama (多久頭魂神社) de Tsushima possède une inscription commémorant son don au sanctuaire en 1357, vraisemblablement après avoir été dérobé dans le monastère de Hŭngch'ŏn (興天寺), près de Kaesŏng, quelques semaines plus tôt. Il en va de même pour le Soutra du Lotus peint en lettres d'or que Shôni Yorihisa (少弐頼尚; 1292-1371), intendant domanial de Tsushima, offrit au sanctuaire Tenmangû (天満宮) de Dazaifu (préf. de Fukuoka) au 12e mois de 1357 (Yi 2008). Les pirates allaient même jusqu'à décrocher les imposantes cloches des monastères coréens pour les ramener au Japon où elles se monnayaient à bon prix (dix mille sapèques pour une cloche selon une source de 1375). Sur la soixantaine de cloches coréennes recensées dans l'archipel à ce jour, dix-huit portent une épigraphe japonaise, onze desquelles sont datées de la seconde moitié du XIVe siècle, et neuf de la seule décennie 1372-1381, c'est-à-dire durant le pic d'intensité de l'activité pirate en Corée. Si aucune de ces épigraphes ne mentionne les circonstances précises de leur arrivée au Japon, il ne fait aucun doute qu'une grande partie d'entre elles fut saisie par les pirates.

Illus. 3 : Tesson de céladon du Koryŏ estampillé « Chŏngnŭng », excavé sur les vestiges du Kanzeonji à Dazaifu. (© Musée historique de Kyûshû, 2007, p. 356 ; photographie de l'auteur.) // Illus. 3: Sherd from a Koryŏ celadon bowl baring the mark "Chŏngnŭng", excavated on the remains of the Kanzeonji in Dazaifu. (© Kyushu Historical Museum, 2007, p. 356; photographed by author.)

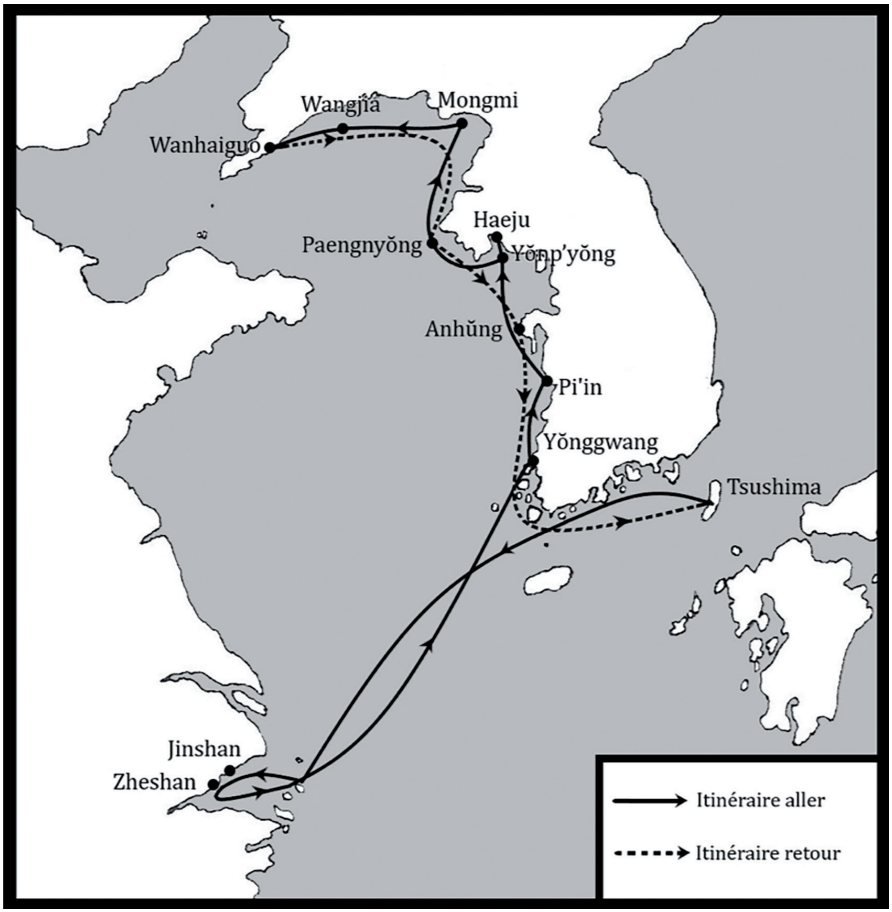
Outre ces objets liturgiques, les cales des navires pirates transportaient également d'importantes quantités de céramiques. L'industrie potière du Japon médiéval étant largement à la traîne par rapport à celles du continent, les élites

nippones faisaient importer des céramiques chinoises en abondance. La Corée du Koryŏ avait elle aussi perfectionné la production de céladons de très grande qualité, mais cette production n'était que très peu exportée vers le Japon. Du moins jusqu'au milieu du XIVe siècle, car les couches archéologiques de l'archipel révèlent que les quantités de céladons coréens présents dans le pays (et en particulier l'ouest du pays) augmentèrent subitement dans la seconde moitié du XIVe et première moitié du XVe siècle. Ce fait est évidemment à mettre en regard de l'activité pirate durant la seconde moitié du XIVe siècle d'une part et du développement du commerce légal avec le Chosŏn à partir du début du XVe siècle d'autre part. Encore une fois, les sources textuelles ne mentionnent guère l'appétit des pirates pour ce type d'objets, mais les découvertes archéologiques récentes en Corée du Sud montrent que les navires à impôts coréens transportaient aussi, en sus des céréales et autres denrées alimentaires, des céramiques (Illus. 4), de sorte que lorsque les pirates s'emparaient de ces navires, ils récupéraient aussi bien souvent des vases ou de la vaisselle. Un tesson provenant d'un bol estampillé « Chŏngnŭng » (正陵), du nom du tertre funéraire de la reine Noguk (魯國 ; 1336-1365), épouse du roi Kongmin (恭愍王 ; r. 1352-1374), a été excavé sur les vestiges du Kanzeonji (觀世音寺) de Dazaifu, monastère familial des Shôni (Illus. 3). Ces bols étaient produits dans les fours gouvernementaux de Kangjin (prov. Chŏlla du Sud) pour le service du complexe funéraire de la reine Noguk entre 1365 et 1374 et transportés par voie maritime jusqu'à la capitale. Il est par conséquent probable que ce bol fut saisi par les pirates sur un navire à impôts et ramené à Kyûshû. Ce tesson ne représente à n'en pas douter qu'une infime partie des bols, vases, coupes, assiettes et autres objets ramenés dans les cales des navires pirates, saisis soit sur les transports fiscaux, soit dans les innombrables monastères, bâtiments administratifs et demeures que les pillards mirent à sac durant leurs razzias.

Quant aux objets chinois, si nous ne sommes à ce jour pas parvenu à identifier dans les couches archéologiques japonaises ceux qui auraient potentiellement été saisis par les pirates, il ne fait aucun doute que ces derniers s'emparèrent également de toutes sortes de biens de valeur en Chine, nombre desquels furent d'ailleurs écoulés au début du XVe siècle dans les ports coréens nouvellement ouverts au commerce avec le Japon. Ce fait est clairement attesté dans les écrits des autorités coréennes, qui se trouvaient à cette époque dans une fâcheuse posture : était-il préférable d'encourir l'ire de la cour impériale en autorisant ce trafic, ou plutôt celle des pirates en le proscrivant ? Fort heureusement pour elles, ce dilemme fut finalement rendu caduc par le rapide déclin de l'activité pirate.

Il est donc clair que si le trafic des céréales et des esclaves représentait une part non négligeable de l'activité pirate, ces derniers s'emparaient en réalité d'une grande variété de biens revêtant une potentielle valeur marchande. Statues, gongs, soutras, cloches, peintures ou encore céramiques, mais aussi probablement étoffes, produits médicinaux ou encore livres – qui résistent moins bien aux ravages du temps et laissent peu de traces dans les couches archéologiques – faisaient partie des cargaisons ordinaires des navires pirates afin d'être écoulés dans les ports japonais, et parfois même coréens.

Illus. 4 : Épave de Mado 4, excavée en 2014-2015. Les étiquettes découvertes sur l'épave (en bas au centre) permettent de déterminer avec certitude que le navire faisait partie d'un convoi fiscal transportant les taxes de Naju (prov. du Chŏlla du Sud) à la capitale Séoul, mais sombra dans les eaux de Mado (Anhŭng) entre 1417 et 1425. Son chargement était principalement composé de céréales (en bas à droite), mais aussi de 155 céramiques de type punch'ŏng (en bas à gauche) (© Centre national de recherches sur le patrimoine maritime 국립해양문화재연구소). Étant donné qu'en 1419, des pirates japonais revenant de Chine (voir Carte 3) s'emparèrent de neuf navires à impôts du Chŏlla dans le port de Anhŭng, à l'endroit exact où le Mado 4 sombra, cette épave est une illustration parfaite des cargaisons saisies par les pirates. // Illus. 4: Mado 4 shipwreck, excavated in 2014-2015. The wooden tags found on the wreck (bottom center) indicate that this ship was part of a fiscal convoy transporting taxes from Naju (South Chŏlla prov.) to the capital Seoul but sank en route in the waters of Mado (Anhŭng) sometime between 1417 and 1425. Its cargo mainly consisted of cereals (bottom right), as well as 155 *punch'*ŏng type ceramics (bottom left) (© National Research Institute of Maritime Cultural Heritage 국립해양문화재연구소). Given that in 1419, Japanese pirates sailing back from China (see Map 3) seized nine tax ships from Chŏlla province in the port Anhŭng, precisely where the Mado 4 sank, this wreck is a prefect illustration of the loot the pirates might have taken away on this instance.



Carte 3 : Itinéraire de la flotte pirate de 1419 (élaboré par l'auteur). Après avoir subi une lourde défaite des mains des troupes chinoises à la bataille de Wanghaiguo au Liaodong, les pirates survivants rentrèrent clopin-clopant à Tsushima, et s'emparèrent au passage de neuf navires à impôts coréens à Anhŭng. // Map 3: Route of the pirate fleet in 1419 (map by author). After having been badly defeated at the hands of Chinese troops at the battle of Wanghaiguo in Liaodong, the surviving pirates limped back to Tsushima and seized nine Korean tax ships in Anhŭng on the way.

Carte 4 : carte générale des toponymes cités. // Map 4: General map of place names.

Identifier les objets convoités par les pirates nous fournit non seulement un aperçu de la culture matérielle et des systèmes économiques qui sous tendaient la piraterie, mais alimente aussi en données nouvelles les débats académiques concernant la nature des rapports entre pirates et seigneurs féodaux japonais. Alors que certains historiens considèrent que les pirates agissaient en marge des structures de pouvoir établies, d'autres sont d'avis que ces pirates opéraient sous l'égide d'un (ou plusieurs) seigneurs féodaux. Comme nous l'avons mentionné plus haut, le clan Shôni semble avoir largement profité des circulations économiques induites par la piraterie, en particulier dans les années 1350 et 1360, suggérant donc qu'ils furent impliqués dans les premières étapes de son développement, quoique les détails de cette relation nous échappent. Il semble que de façon générale, les attitudes des divers seigneurs féodaux vis-à-vis de la piraterie varient sensiblement en fonction des intérêts économiques, militaires ou diplomatiques propres à chacun. Certains cherchaient

à la faire interdire, d'autres se montraient plus conciliants, soit qu'ils fussent dans l'incapacité d'y mettre un terme, soit qu'ils en tirassent des bénéfices économiques ou politiques. Il serait dès lors erroné de supposer que les pirates formaient des organisations politiques autonomes, à l'instar des Caraïbes du début du XVIIIe siècle. S'il est vrai qu'à certaines périodes l'autorité tutélaire des seigneurs pouvait s'étioler aux aléas des revers militaires, laissant une certaine marge de manœuvre aux pirates (c'est ce qui semble s'être produit durant les années 1370 et 1380, lorsque l'activité pirate atteignit son apogée), ces derniers devaient la plupart du temps composer avec la hiérarchie féodale, qui était en mesure de bannir leur activité, ou du moins de la restreindre (en leur interdisant de piller un pays donné, par exemple), s'il en allait de leur intérêt.

Cette question du rapport des pirates aux pouvoirs politiques est complexe et jusqu'à aujourd'hui largement restée sans réponse définitive, mais nous espérons que l'approfondissement de l'étude des circuits économiques liés à la piraterie permettra de pallier un tant soit peu les lacunes des sources.

BIBLIOGRAPHIE/BIBLIOGRAPHY

Calanca, Paola, « Wokou, un terme au long cours ? », *in* Michelle Battesti (dir.), *La piraterie au fil de l'histoire : un défi pour l'État*, Paris, Presses universitaires de Paris-Sorbonne, 2014, p. 63-79.

Carré, Guillaume, « Féodalités maritimes : le Japon médiéval et la mer (XIe-XVIe siècles) », in *La Mer dans l'Histoire. Le Moyen Âge, enquête internationale de l'Association Océanides*, Woodbridge, The Boydell Press, 2017, p. 867-890.

Hazard, Benjamin H., « The formative years of the Wakô, 1223-63 », in *Monumenta Nipponica* 22 (3), Tôkyô, Sophia university, 1967, p. 260-277.

Nagatome Hisae, *Nusumareta butsuzô. Tsushima to toraibutsu no rekishi haikei* [Les statues bouddhiques volées. Contexte historique des statues bouddhiques étrangères à Tsushima], Tsushima, Kôrinsha shuppan kikaku, 2013, 48 p.

Peladan, Damien, « La comédie des erreurs. Réactions à l'expédition coréenne contre Tsushima, 1419 », in *Japon pluriel* 12, actes du douzième colloque de la Société des études japonaises, Arles, 2018, p. 685-694.

Yi, Young, « Ssŭsima tchŭtchŭ Tagussŭdama sinsa sojae Koryŏ ch'ŏngdongje panja-wa waegu » [Le gong en bronze du Koryŏ conservé au sanctuaire Takuzutama de Tsutsu à Tsushima et les pirates japonais], in *Hanguk chungsesa yŏn'gu* 25, 2008, p. 409-440.

THE JAPANESE PIRATES' BOOTY, 1350-1419

Damien Peladan
Historian and adjunct lecturer at univ. Jean-Moulin-Lyon-III
May 2021

It is impossible to approach the history of medieval Japan's foreign relations without touching upon the two great surges of Japanese (or Sino-Japanese) piracy in the East China Sea, the first one in the second half of the 14th and the early fifteenth century, and the second in the mid-sixteenth century. Although historians have devoted much more attention to the latter, the first wave of Japanese piracy (known as *waegu* in Korean, *wak*ô in Japanese and wokou in Chinese) was nonetheless a major historical phenomenon, which was as much the result of the political and military turmoil experienced by all three East Asian countries at the time as it was an aggravating factor of this instability. Fleets gathering dozens, even hundreds of ships and thousands of men (usually between two and three, but sometimes up to seven thousand) suddenly started in 1350 to set sail from the Japanese archipelago in order to plunder the Korean coast and went as far as the Northern shores of China from 1358 on. After 1369, some groups also began crossing the East China sea to Jiangnan, the economic heartland of the Chinese empire, sometimes pushing as far South as Guangdong, the Southernmost province of China. This piracy reached its peak of intensity during the 1370s and 1380s, the brunt of their raids then targeting Korea. At the turn of the fifteenth century, Korean authorities, as they explored new ways of repressing piracy, opened their ports to private trade with Japan, enticing many pirates to turn to legitimate trade, a strategy which managed to displace most of the raids towards the Chinese shores in the 1400s and 1410s. Large-scale piracy was, however, living its last moments. In 1419, a Japanese fleet caused troubles in Chosŏn (as Korea was called between 1392 and 1897) while it sailed past the peninsula towards Northern China. The exasperated Korean authorities launched in reprisal a large-scale expedition against Tsushima island, the main pirate base in Japan, while at the same time the pirate group responsible for the attacks in Korea suffered a decisive defeat at the hands of Chinese troops at the battle of Wanghaiguo (Map 3). Piracy waned rapidly after these events, before disappearing altogether in the mid-fifteenth century. We should note here that even though Chinese or Korean people have at times taken part in the raids, be it of their own accord or under constraint, overall, the pirate crews were mostly composed of people from Western Japan, especially based in smaller islands in the Northwest of Kyûshû such as Tsushima, Iki, and Hirado (Map 1).

Although piracy is by essence an economic activity, based on the violent appropriation of goods and people at one end and their commercialization at the other, the issue of the pirates' booty has until now rarely been covered

in contemporary scholarship, historians mainly citing as is the assertions of Korean and Chinese official histories, our main sources on the subject – pirates themselves did not leave any writings. These official texts tend to give the impression that pirates were only interested in two kinds of "goods" : cereals and foodstuffs on one hand, and slaves on the other. Our research has however led us to the conclusion that pirate fleets' cargo holds contained a wide variety of objects, as we shall explain in this article.

Of course, cereals and slaves were undeniably an integral part of the loot brought back from the continent. For instance, pirates frequently targeted the maritime convoys which transported the taxes (paid in kind) from Korean provinces to the capital Kaesŏng, and ambushed, at the end of the Yuan period (1271-1367), the fiscal convoys which supplied the imperial capital Dadu (Beijing) with grain from the fertile Southern provinces. Once they had landed, the pirates plundered with the same constancy government granaries, which often contained hundreds of tons of grain. These cereals may have been used for the sustenance of local populations in the islands whence pirates came, or possibly in order to sustain the war effort of belligerent lords in a Japanese society engulfed in a long-drawn feudal conflict.

Sources also abound in mentions regarding the capture of slaves. The total number of Koreans and Chinese forcefully brought back to Japan between 1350 and 1420 is unknown, but probably reaches the tens of thousands. Given that Japan's total population at the time is estimated to have been around nine million, and that many of these foreign captives remained in Kyûshû and the surrounding islands, they undoubtedly represented a substantive demographical input to local societies. These slaves were generally employed as workforce either aboard ships, in the ports or the in the fields, but those who possessed technical knowledge could also be employed in their field of competence and could on rare occasions find their place within Japanese society. Some captive women sometimes also served as "spouses" for the pirate leaders, a probable sign of the existence of sexual trafficking.

Although sources chiefly mention attacks against fiscal convoys, government granaries and other official buildings, it is evident that pirates did not limit themselves to such targets, and ransacked just as regularly private or religious buildings, such as affluent dwellings or the numerous Korean Buddhist monasteries. Such depredations against private establishments are only briefly alluded to in the historical texts but are clearly attested by archaeology. Excavations conducted on the remains of the Kam'ŭn monastery (感恩寺) in Kyŏngju (North Kyŏngsang prov.) have for instance brought to light a gong bearing an inscription according to which the artifact had been made in replacement of an earlier one stolen by pirates in 1351 (Illus. 2). This gong clearly attests to the fact that raiders did not merely steal cereals and slaves, but also seized other types of goods, such as Buddhist liturgical artifacts. It is probably not a coincidence that the temples and shrines of Northern Kyûshû and the surrounding islands, where most of the pirate fleets were based, still hold scores of Korean statues, sutras, gongs, bells paintings religious artifacts dating

to the Unified Silla (668-935) and more commonly Koryŏ (918-1392) periods. The island of Tsushima alone holds close to a hundred Korean Buddhist statues, two of which have recently been stolen by Korean tourists and are at the center of a legal dispute between Japan and South Korea (Nagatome 2013). The Korean gong of the Takuzutama shrine (多久頭魂神社) in Tsushima bears an inscription commemorating its donation to the shrine in 1357, likely right after having been stolen from the Hŭngch'ŏn (興天寺) monastery near Kaesŏng a few weeks earlier. The same goes for the Lotus Sutra painted with gilded letters which Shôni Yorihisa (少弐頼尚; 1292-1371), steward of the Tsushima estate, donated to the Tenmangû (天満宮) shrine in Dazaifu (Fukuoka pref.) on the 12th month of 1357 (Yi 2008). Pirates went as far as taking down the massive bells of Korean monasteries and ship them back to Japan, where they fetched a good price (10,000 cash coins according to one source in 1375). Among the sixty Korean bells identified in the archipelago, eighteen bear a Japanese inscription, eleven of which are dated to the second half of the forteenth century, and nine just for the decade from 1372 to 1381, i.e., during the high peak of piracy in Korea. Although none of these inscriptions mention the precise circumstances under which they arrived in Japan, there is littledoubt that many of them were imported on the pirate ships.

In addition to these liturgical artifacts, the pirate vessels' cargo holds also transported quantities of ceramics. Pottery industry in Middle Japan was lagging far behind its continental counterparts, and Japanese elites imported Chinese ceramics massively. Korea had also perfected the craft of high-quality celadons, but this production was only exported to Japan in very limited amounts. That is until the mid-forteenth century, as archaeological layers reveal a sudden and sharp increase in quantities of Korean celadons present in the country (mostly concentrated in Western Japan) between the second half of the 14th and the first half of the fifteenth century. Surely this increase has much to do with piracy in the forteenth century on one hand, and the development of legal trade with Korea in the early fifteenth century on the other. Again, textual sources barely pay any attention to the pirates' taste for this type of products, but recent archaeological discoveries in South Korea show that tax transport ships also transported ceramics (Illus. 4), so that when pirates seized these transports, they would also often obtain quantities of vases, dishes and other tableware. A sherd from a bowl baring the mark "Chŏngnŭng" (正陵), i.e., the name of funeral mound of Queen Noguk (魯國; 1336-1365), king Kongmin's (恭愍王; r. 1352-1374) spouse, was excavated on the remains of the Kanzeonji (観世音寺) in Dazaifu, the familial monastery of the Shôni clan (Illus. 3). These bowls were made in the government kilns of Kangjin (South Chŏlla prov.) for the religious service of the Queen's tomb between 1365 and 1374 and transported by sea to the capital. It is therefore highly likely that this bowl was seized by the pirates on a tax transport ship and brought back to Kyûshû. This sherd undoubtedly represents but a fraction of the vast quantities of bowls, vases, cups, plates, dishes and other objects brought back to Japan in the pirate ships'

cargo holds, as they were either seized on transport ships, or in the numerous monasteries, administrative buildings and dwellings they ransacked.

As to the Chinese objects, although we have not been able so far to identify in the archaeological record those which may have been seized by the pirates, the latter undoubtfully laid their hands on a wide array of valuable goods in China as well, some of which ended up being sold in the Korean ports when private trade with Japan was allowed in the early fifteenth century. This fact is clearly attested in the writings of Korean authorities, which as a result were caught between a rock and a hard place: was it preferable to incur the wrath of the Chinese imperial court by allowing such a trade, or that of the pirates by banning it? Fortunately for them, this dilemma was eventually nullified by the sudden decline of Japanese piracy after 1419.

To summarize, it is quite clear that although cereals and slaves occupied a sizeable share of the pirates' dealings, in reality they seized a wide variety of goods holding potential market value. Statues, gongs, sutras, bells, paintings or ceramics, but also probably textiles, medicinal products or even books – which do not resist well to the passing of time and leave very few traces in the archeological record – were part of the ordinary cargo of the pirate ships to be sold in Japanese, and even at times Korean ports.

Identifying the objects sought after by the pirates not only gives us an insight into the material culture which underpinned piracy, but also brings new data to the ongoing debates surrounding the nature of relations between pirates and Japanese feudal lords. While some historians consider that pirates operated on the margins of established power structures, others hold the view that they worked at the behest of one or even several lords. As mentioned above, the Shôni clan seems to have largely benefitted from the economic circulations induced by piracy, especially during the 1350s and 1360s. This implies that the clan was somehow involved in the early stages of its development, although the specifics of this relationship elude us. In general, the feudal lords' attitudes towards piracy seem to have widely varied according to one's own economic, military or diplomatic interests. Some sought to ban it, others were more complacent, whether because they were unable to suppress it or because it benefitted them economically and politically. It would however be erroneous to think that pirates formed independent polities in a similar manner as the early eighteenth century Caribbean Sea. Although at times the feudal lords' authority weakened as a result of military misfortunes, thus giving freer reign to the pirates (it seems to be what happened in the 1370s and 1380s, when piracy reached its high peak), most of the time, pirates had to deal with feudal hierarchy, as lords had the authority to either ban their activities, or at least restrict them (for example by forbidding them to raid a certain country), if such was in their interest.

This issue of the relation between pirates and political powers is complex and has until now largely been left without any definitive answer, but we hope that a more thorough study of the economic circuits linked to piracy will help to fill the gaps in our understanding.

L'EXPANSION DU SHINTÔ DANS LES COLONIES : ENTRE RELIGIOSITÉ EXILÉE, CONVICTIONS RELIGIEUSES ET IDÉOLOGIE IMPÉRIALE

Édouard L'Hérisson
Postdoctorant à l'IFRAE
Juin 2021

La perception du shintô moderne est au cœur d'une tension contradictoire. D'un côté, il est placé dans la continuité d'une tradition centrée sur le culte des *kami*, les divinités et esprits autochtones définis comme tels après l'introduction du bouddhisme au VIe siècle, souvent associés à un lieu particulier et consacrés dans des sanctuaires. De l'autre, il est disqualifié en tant que système instrumentalisé par les autorités sous la forme du shintô d'État (*kokka shintô* 国家神道). Ces deux dimensions s'entrechoquent au sein des sanctuaires accueillant concomitamment les cérémonies officielles et les cultes du quotidien. Cet aspect est d'autant plus visible dans le cas de l'implantation du shintô dans les colonies où celui-ci est, d'une part, associé à la propagation de l'idéologie impériale auprès des populations locales, d'autre part, décrit comme l'un des ciments identitaires des communautés japonaises. Là encore, les sanctuaires sont le lieu où apparaît clairement cette double nature. Cet article se propose de mettre en lumière la teneur du shintô moderne par le prisme des sanctuaires construits dans la sphère impériale.

Illus. 1 : Le sanctuaire de Hokkaidô aujourd'hui. (Source : Wikimedia Commons, consultée le 16 avril 2021.) // Illus. 1: The Hokkaidô shrine today. (Source: Wikimedia Commons, checked 16 April 2021.)

QUAND LES *KAMI* TRAVERSENT LA MER

Lorsque les Japonais s'implantent dans les territoires tombant sous le contrôle de l'empire à partir de la fin du XIXe siècle, les *kami* aussi traversent la mer. Les sanctuaires qui enchâssent les divinités sont de fait liés à la construction de deux marges du Japon moderne : nationales et impériales. Les premières s'étendent à Hokkaidô, Okinawa et l'archipel d'Ogasawara, tandis que les secondes englobent des régions au statut variable, en particulier Taïwan, la péninsule coréenne, et la Mandchourie. Ainsi se définissent les terres intérieures (*naichi* 内地), et les terres extérieures (*gaichi* 外地). L'intérieur délimite

le sol national, lieu de création de l'identité du peuple japonais moderne ; l'extérieur délimite quant à lui l'ambition impériale, le prisme à travers lequel le Japon se place au niveau des puissances occidentales.

Le cas du sanctuaire de Sapporô, construit en 1871 (renommé sanctuaire de Hokkaidô en 1964), est le plus représentatif du processus d'intégration territoriale à l'espace national (Illus. 1). À la suite d'un édit impérial du 21 septembre 1869 demandant la consécration de divinités propres à la protection de Hokkaidô, les autorités y consacrent une triade de divinités représentant l'effort de défrichement des nouvelles terres : Ômononushi, Sukunahikona et Kunitama ; les trois *kami* des pionniers (*kaitaku sanshin* 開拓三神). Reflet de la volonté de l'ériger en pilier de l'entreprise de colonisation, l'édifice est appelé « grand protecteur » (*sô chinju* 総鎮守) et représente le premier lieu de culte shintô de nature coloniale résultant d'une invention religieuse des autorités modernes. Il est en effet l'archétype des structures érigées en vue de s'approprier le territoire par le biais des *kami*. Suivront les sanctuaires de Taïwan (1901), de Karafuto (1911), de Corée (1925) (Illus. 2), de Nan'yô (1940) et du Kwantung (1944). Ceux-ci se veulent être à la fois les symboles de l'expansion et le point de ralliement des communautés émigrées autour d'un culte officiel. Ils peuvent dès lors être inscrits dans le cadre général du shintô d'État et prouvent qu'il y a une continuité religieuse directe entre l'élaboration de l'espace national et de l'espace impérial.

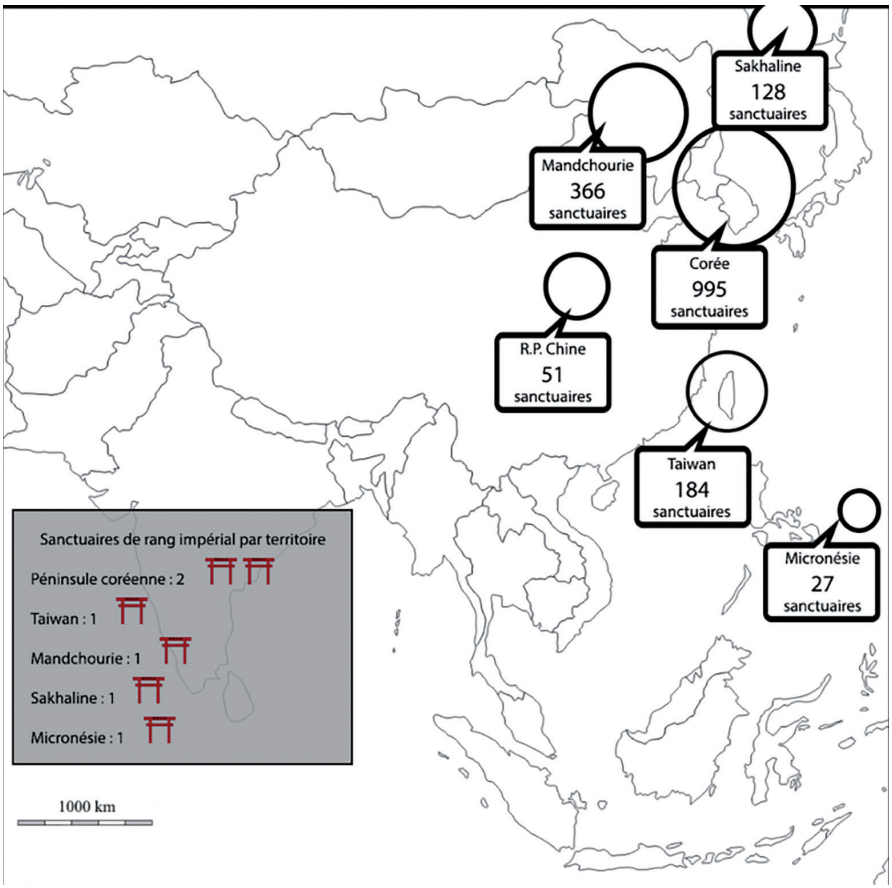
Illus. 2 : Le sanctuaire de Corée (sanctuaire de Chôsen). (Source : Chôsen jingû hôsankai, *Mitama no fue Chôsen jingû go-chinza jûshûnen kinen*, 1937.) // Illus. 2: The central hall of the Korea shrine (Chôsen shrine). (Source: Chôsen jingû hôsankai (ed.), *Mitama no fue Chôsen jingû go-chinza jûshûnen kinen*, 1937.)

Les sanctuaires bâtis dans l'espace impérial ne se limitent cependant pas à ces grands protecteurs. On en dénombre en effet près de mille huit cent (Carte 1). L'historiographie les classe en général en deux catégories : les lieux populaires, construits par les émigrés afin d'assurer le ciment identitaire de la communauté en exil ; les lieux étatiques, érigés sous l'impulsion des autorités en vue de propager l'idéologie impériale. Les premiers sont donc tournés vers l'intérieur et le soutien d'une religiosité spécifique, tandis que les seconds sont tournés vers l'extérieur en tant que relais du pouvoir.

LES TROIS DIMENSIONS DES SANCTUAIRES D'OUTRE-MER

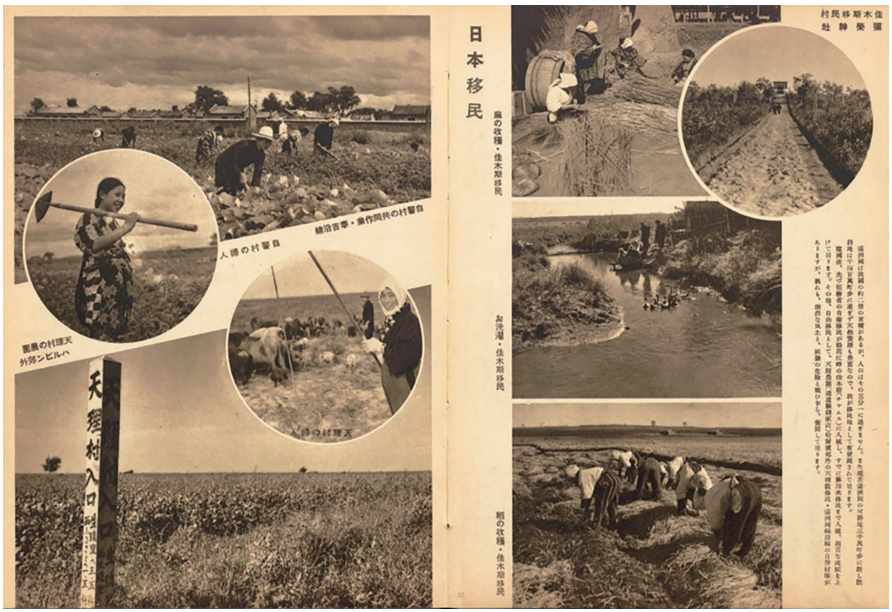
Edward Saïd a montré combien les exilés sont en quête d'identité. Ils doivent la reconstruire à l'étranger par le biais de récits, de symboles, mais aussi d'un bâti

porteur de ces éléments symboliques. Dans un tel contexte, les lieux de culte sont parmi les structures les plus efficaces dans la recréation de l'identité nationale. Il n'est donc pas étonnant que l'une des premières tâches entreprises par les pionniers soit l'érection d'un sanctuaire afin d'y effectuer les cultes qui jalonnent l'année – aussi bien populaires tels que les *shichi-go-san* (visites accompagnant la croissance des enfants à trois, cinq et sept ans) qu'étatiques comme les anniversaires de l'empereur et de la fondation nationale. Cet aspect rejoint la thèse durkheimienne, selon laquelle les cérémonies religieuses sont des moments d'effervescence collective. Ainsi, les fêtes organisées dans les sanctuaires ont pour objectif de recréer l'atmosphère du pays natal, mieux, de mettre en place concrètement, durant l'espace-temps particulier de la fête, un bout de Japon en terre étrangère.



Carte 1 : Sanctuaires d'outre-mer construits dans les territoires sous contrôle entre 1868 et 1945. (Source : illustration personnelle.) // Map 1: Overseas shrines built in the territories under Japanese control between 1868 and 1945. (© Édouard L'Hérisson.)

Cette dimension du shintô recouvre ce que l'on pourrait appeler son versant populaire, celui d'une religiosité ne dépassant pas les frontières de la communauté japonaise. Une telle vision départit néanmoins les sanctuaires de leur complexité réelle. En effet, ces derniers sont certes les lieux d'exécution des cultes du quotidien, mais ils sont aussi, et toujours, des expressions de convictions religieuses d'une part, des avatars du pouvoir impérial de l'autre. Ces deux dimensions se rejoignent d'ailleurs puisque les individus à l'origine des projets de construction sont des membres de l'élite, qu'elle soit religieuse – en particulier les missionnaires des sectes shintô Taishakyô (rattachée au sanctuaire d'Izumo) et Jingûkyô (rattachée au sanctuaire d'Ise) – ou coloniale – notamment les officiers de l'armée et de la marine intégrant les gouvernements coloniaux – ; ils œuvrent donc à la propagation de la voie des divinités au sein de l'empire. Deux exemples tirés de l'implantation du shintô en Mandchourie sont particulièrement révélateurs.



Illus. 3 : Première fête de printemps au sanctuaire de Dalian en 1908. (Source : *Manshû shashinchô*, Minami Manshû tetsudô kabushiki-gaisha, 1929.) // Illus 3: The first spring festival of the Dalian shrine in 1908. (Source: *Manshû shashinchô*, Minami Manshû tetsudô kabushiki-gaisha, 1929.)

Le premier est celui du sanctuaire de Dalian (péninsule du Liaodong). Fondé en 1907, il est considéré comme un lieu de culte érigé par et pour la communauté japonaise (Illus. 3). Il est pourtant construit à l'initiative de Matsuyama Teizô (1878-1947), un missionnaire de Taishakyô, secte reconnue par l'État en 1882. Leader religieux influent dans toute la partie sud de la Mandchourie, ses convictions religieuses transparaissent dans le processus d'érection de la

plupart des premiers sanctuaires de la région. Le second concerne l'ensemble des édifices construits dans les colonies paysannes s'installant dans le nord de la Mandchourie à partir des années 1930 (Illus. 4). Appelés les « sanctuaires des groupes de pionniers », ils incarnent de manière emblématique le versant populaire des sites religieux associés à la cohésion des individus en situation de déracinement. En dépit de cette réalité, derrière ces sanctuaires repose la figure de Kakei Katsuhiko (1872-1961), constitutionaliste qui devient l'un des principaux idéologues du shintô d'État. Les sanctuaires shintôs ne peuvent donc se départir de leur nature impériale, ni de leur nature religieuse.

LA PLASTICITÉ DES POLITIQUES D'IMPLANTATION DU SHINTÔ

Moteur sous-jacent de la construction des sanctuaires, l'idéologie impériale est associée explicitement à ces derniers lors de la mise en place des politiques religieuses des années 1930. Cette décennie marquée par l'Incident de Mandchourie (1931) et l'ouverture du conflit sino-japonais (1937), est le théâtre d'un affermissement des politiques centré notamment sur les sanctuaires. Si les mesures prises à Taïwan, dans la péninsule coréenne et en Mandchourie apparaissent communes – visites obligatoires lors des cérémonies étatiques, hiérarchisation des lieux de cultes, nouvelles constructions de sanctuaires –, les visées sont différentes. À Taïwan, les principales cibles sont les temples bouddhistes de faible envergure et les édifices où sont pratiqués les cultes populaires locaux, qu'il s'agit de détruire au profit des sanctuaires. L'objectif est donc de centraliser le bouddhisme et de diminuer l'influence de la religion populaire. En Corée, la consécration récurrente de Kunitama, littéralement l'âme du pays, en tant qu'ancêtre commun est la principale action mise en œuvre. Alimenter les théories de l'origine commune nippo-coréenne à travers cette divinité est ainsi le but de ces initiatives. En Mandchourie enfin, l'accent est mis sur l'enchâssement des divinités impériales Meiji et Jinmu. Il s'agit de fait de placer Puyi, l'empereur du Mandchoukouo, au sein d'une généalogie légitime du pouvoir japonais. Loin d'être monolithiques, les politiques d'assujettissements s'adaptent donc aux espaces concernés et montrent la diversité des usages des sanctuaires.

Illus. 4 : Un aperçu des colonies de pionniers paysans en Mandchourie. L'emblématique sanctuaire d'Iyasaka figure en haut à droit de l'illustration. (Source : *Manshû gaikan 2596 nenpan*, Minami Manshû tetsudô kabushiki-gaisha sômubu shomuka, 1936.) // Illus.4: An overview of farming settlers in Manchuria. The Iyasaka shrine is visible on the top right of the illustration. (Source: *Manshû gaikan 2596 nenpan*, Minami Manshû tetsudô kabushiki-gaisha sômubu shomuka, 1936.)

CONCLUSION

Souvent séparés en deux types d'édifices, populaires et étatiques, les premiers n'acquérant leur dimension impérialiste que sous les politiques d'assimilation des années 1930, les sanctuaires d'outre-mer sont d'emblée marqués par une nature complexe, à la croisée de la religiosité quotidienne, des convictions des élites shintô, et des ambitions expansionnistes. Ces trois versants composent les trois dimensions des sanctuaires bâtis au sein de l'empire japonais ; ils reflètent en outre la position complexe du shintô au sein de l'histoire de l'archipel, et plus particulièrement dans cette période impériale marquée par son établissement en tant que culte d'État.

BIBLIOGRAPHIE/BIBLIOGRAPHY

L'Hérisson, Édouard, « Trajectoires shintô et construction de la Mandchourie japonaise : spatialisation religieuse, expansion de l'empire et structuration du shintô moderne », Thèse de doctorat, Inalco, 2020, 783 p.
Nakajima, Michio, « Shinto Deities that Crossed the Sea : Japan's "Overseas Shrines", 1868 to 1945 », *Japanese Journal of Religious Studies* 37 (1), 2010, p. 21-46.
Suga, Kôji, « A Concept of "Overseas Shinto Shrines". A Pantheistic Attempt by Ogasawara Shôzô and Its Limitations », *Japanese Journal of Religious Studies* 37 (1), 2010, p. 47-74.

THE EXPANSION OF SHINTÔ IN THE COLONIES: BETWEEN RELIGIOSITY IN EXILE, RELIGIOUS CONVICTIONS, AND IMPERIAL IDEOLOGY

Édouard L'Hérisson
Postdoctoral researcher at IFRAE
June 2021

The perception of modern shintô, which is elaborated from 1868, is trapped in a contradictory tension. On the one hand, it is placed in the continuity of a tradition based on the worship of the *kami*, autochthonous divinities and spirits defined as such after the introduction of Buddhism in the 6th century, often associated to a particular place and worshipped in shrines. On the other, it is disqualified as a political tool taking the shape of an orthodoxy usually called state shintô (*kokka shintô* 国家神道). These two sides are clashing within shrines that are the place of official ceremonies and daily worship. This aspect is even more obvious in the case of the establishment of shintô in the colonies where it is associated on the one hand with the spreading of imperial ideology within local populations, and on the other hand with the building of the Japanese exiled communities' identity. Again, shrines are the space where this double nature appears the most clearly. The present article will try to shed light on the nature of modern shintô through the lens of the shrines that have been built within the imperial space.

WHEN THE *KAMI* CROSS THE SEA

When Japanese people settle in the territories falling under the control of the empire from the end of the nineteenth century, the *kami* cross the sea, too. Shrines that enshrine divinities are thus linked to the building process of two modern Japanese margins: the national margins, and the imperial margins. The former spread to Hokkaidô, Okinawa and Ogasawara archipelago, whilst the latter spread to regions of variable status, especially Taiwan, the Korean peninsula, and Manchuria. So are defined the inner lands (*naichi* 内地), and the outer lands (*gaichi* 外地). The inside marks the boundary of the national domain, where the identity and unity of the modern Japanese people are created; the outside marks the boundary of imperial ambition, through which Japan seeks to reach the level of Western countries by taking part in the expansionist game.

The case of the Sapporô shrine, built in 1871 (renamed Hokkaidô shrine in 1964), is the most representative of the process of land integration into the national space (Illus. 1). The authorities then choose to enshrine three divinities able to embody the effort of developing this new territory: Ômononushi, Sukunahikona and Kunitama; the three *kami* of the settlers (*kaitaku sanshin* 開拓三神). Illustrating the will to make this shrine the pillar of the colonization

process, it is named "great protector" (*sô chinju* 総鎮守) and is the first colonial shrine resulting from a religious invention of the modern authorities. It is indeed the archetype of shrines built later to appropriate the land through the *kami*. The shrines of Taiwan (1901), Karafuto (1911), Korea (1925) (Illus. 2), Nan'yô (1940) and Kwantung (1944) will follow this example. These places are designed to become in the meantime the symbols of the expansion and the rallying point around an official cult for the emigrated communities. They can therefore be placed within the larger frame of the establishment of state shintô and show that there is a direct link between the national and imperial space building process.

Shrines built within the imperial space far exceed, however, these few great protectors. Around two thousands of them were built (Map 1). Historians generally class them into two categories: popular shrines, built by the migrants to strengthen the communitarian identity in the context of exile; state shrines, built by the authorities in order to disseminate imperial ideology. The former is thus focused on the inside, supporting a specific religiosity, whilst the latter is focused on the outside, serving as relay of power.

THE THREE DIMENSIONS OF OVERSEAS SHRINES

Edward Saïd has shown how much exiled people, cut from their roots, are in quest for identity. They have to rebuild this identity abroad through narratives and symbols, but also through built structures supporting concretely such narratives and symbols. In such a context, places of worship are among the most efficient structures in the recreating of national identity. So, it is not surprising that, during the whole expansion process in Asia, one of the first initiatives of the settlers was to build a shrine to perform daily worship – whether it be popular events like *shichi-go-san* (visits for the children aged three, five and seven), or official events like the anniversaries of the emperor and the national foundation. This aspect also relates to Durkheim's thesis on the role of religious ceremonies as times of collective turmoil. Overseas shrines festivals thus tend to recreate the atmosphere of the homeland, or even to concretely set a piece of Japan within the special space-time of the festival.

This dimension of shintô encompasses what can be called its popular side, dealing with a religiosity limited to the frontiers of the Japanese community. However, such a vision obliterates the real complexity of shintô shrines. They are undeniably the places of daily worship, still, they are also, and always, expressions of religious convictions on the one hand, embodiments of imperial power on the other. These two sides are moreover intertwined because the individuals encouraging such building projects are members of the elite, whether it be the religious elite – especially missionaries from the shintô sects Taishakyô (linked to the Izumo shrine) and Jingûkyô (linked to the Ise shrine) – or the colonial elite – especially army and navy officers taking part in colonial governments. Consequently, they always take part in the spreading of the way of the kami within the empire. Two examples from the dissemination of shintô in Manchuria will illustrate this argument.

The first one is the case of Dalian shrine (Liaodong peninsula). Founded in 1907, it is considered as a worship place built by and for the Japanese community (Illus. 3). It has nonetheless been built under the supervision of Matsuyama Teizô (1878-1947), a missionary of Taishakyô, a sect recognized by the state in 1882. An influential leader in the South of Manchuria, Teizô's religious convictions can be found in almost every shrine erection in this region. The second one is the case of the numerous shrines built within the farming colonies established in the North of Manchuria from the 1930s (Illus. 4). Called "shrines of the settlers' groups", they illustrate the most clearly the popular side of worship sites supporting communities' cohesion in the context of exile. Despite this reality, behind these shrines lies Kakei Katsuhiko (1872-1961), a constitutionalist who becomes one of the main ideologues of state shintô. Shrines thus can be separated neither from their imperial nature, nor from their religious nature.

THE ADAPTABILITY OF THE SHINTÔ ESTABLISHMENT POLICIES

Acting as an underneath drive in the building of shrines, imperial ideology is explicitly associated with them when religious policies are enforced during the 1930s. This decade is marked by the Manchurian Incident (1931) and the opening of the Sino-Japanese war (1937), and also by the strengthening of colonial policies, especially regarding shrines. If the measures taken in Taiwan, the Korean peninsula and Manchuria appears similar – compulsory visits during state ceremonies, hierarchical organization of worship sites, new shrines constructions –, their aims are actually different. In Taiwan, the main targets are local minor temples and popular worship sites, which are destroyed and replaced by shintô shrines. The objective is thus to centralise Buddhism and to weaken the influence of popular religion. In Korea, the systematic enshrinement of Kunitama, literally the soul of the country, as a common ancestor is the main measure taken. Supporting the theories on the common origin of Japanese et Korean through this divinity appears to be the objective. In Manchuria, the emphasis is put on the enshrinement of imperial figures, Meiji and Jinmu. The goal is therefore to place Puyi, Manchukuo's emperor, within a legitimate genealogy of Japanese power. Far from being a uniformed system, subjection policies are adapted to their target area and illustrate the diversity of the political uses of shrines.

CONCLUSION

Often separated in two types, popular sites and state sites, the former acquiring an imperial side only after the enforcement of assimilation policies during the 1930s, overseas shrines are characterized from the beginning by a complex nature, at the intersection of daily worship, shintô elites' convictions, and expansionist ambitions. These three sides illustrate overseas shrines' three dimensions. Moreover, they reflect the complex position of shintô within Japanese history, and even more during an imperial period characterized by its establishment as a state cult.

LITTÉRATURE ET SHS DU JAPON : PLACER LA TRADUCTION AU CŒUR D'UNE GLOBALISATION VERTUEUSE ?

Cécile Sakai
Professeure au LCAO (univ. Paris-Cité) et membre du CRCAO
Juillet 2021

L'évolution considérable qu'a connue la traduction littéraire d'œuvres japonaises en français depuis la fin du XIXe siècle contraste avec des difficultés persistantes de cette même traduction dans le domaine des sciences humaines et sociales. Comment, pourquoi et quelles sont les pistes à explorer ? Pour comprendre les enjeux de cette disparité, il faut tenir compte de la place de la traduction dans les sciences humaines et sociales (SHS), mais aussi élargir la réflexion pour inscrire l'ensemble dans un réseau de relations bilatérales et circulaires.

LA TRADUCTION, UNE OPÉRATION TRANSFORMATRICE – L'EXEMPLE DES MANGAS

Comme l'indique Roger Chartier dans son tout récent ouvrage, *Éditer et traduire* : « La traduction et son envers, l'intraduisible, sont devenus des thèmes essentiels de l'histoire de la philosophie et de la littérature, de la sociologie et de l'histoire culturelle. Les raisons d'un tel intérêt sont à la fois historiques et méthodologiques. L'étude des traductions, qui furent l'une des premières modalités de la professionnalisation de l'écriture, est un instrument essentiel de la géographie littéraire comme des histoires connectées. Elle permet de dissiper les illusions anachroniques qui oublient la très grande inégalité entre les langues traduites et les langues qui traduisent[1]. »

Depuis les années 2000, et grâce au renouveau des approches théoriques, la « traduction » est un sujet majeur des sciences humaines et sociales. Au sein des recherches postcoloniales post-Saïdiennes, dans la critique politique d'une vision universaliste, dans la résistance à la violence du *globish* langue (de communication) scientifique exclusive, ou, sur un autre registre, dans l'accélération des technologies de la traduction automatique, nombreux sont les travaux qui renouvellent le champ. Et certains phénomènes éditoriaux illustrent ces évolutions.

Ainsi, la traduction des mangas – qu'on ne présentera pas ici – connaît depuis trois décennies un essor sans précédent et sort particulièrement renforcée de cette dernière année de crise sanitaire. Le numéro de juin 2021 de la revue professionnelle *Livres Hebdo* titrait ainsi : « Mangas : la grande euphorie », indiquant qu'entre 2013 et 2020, le marché avait grossi de 80 %, et encore de 80 % au premier trimestre 2021, par rapport à 2020. D'ailleurs le bilan annuel des traductions en français, publié par le même *Livres Hebdo* au printemps, confirme

1 Roger Chartier, *Éditer et traduire*, Paris, Seuil, 2021, p. 14-15.

cette tendance : pour 2020, après l'anglais qui couvre 58 % du secteur, c'est le japonais qui se hisse à la seconde place (depuis une dizaine d'années) avec 15, 4 % de titres traduits, laissant derrière l'italien et l'allemand tous deux à 4,7 % du marché, puis l'espagnol à 3,4 % et nettement plus loin les autres langues.

Est-ce à dire que l'influence japonaise est devenue dominante ? La réponse est affirmative dans le champ précis et limité de la bande dessinée, ensemble de plusieurs genres d'expression culturelle qui associent le texte à l'image. Ce sont bien des effets structurels sur le 9e art, qui démontrent que la traduction n'est pas seulement un moyen de diffusion, mais aussi un outil de transformation à portée transnationale. En témoignent les manhwa, manhua, manfra… En 2018, *Radiant*, manga français (manfra) de Tony Valente, n'a-t-il pas été publié directement au Japon et adapté avec succès en série télévisée de dessin animé ?

Rayon des mangas à la médiathèque de Bayeux Les 7 Lieux. // Manga section at the media library in Bayeux Les 7 Lieux. (© Source : Wikimedia Commons / ActuaLitté, 2019.)

LITTÉRATURE JAPONAISE EN FRANCE : DE L'EXOTISME À LA CULTURE ALTERNATIVE

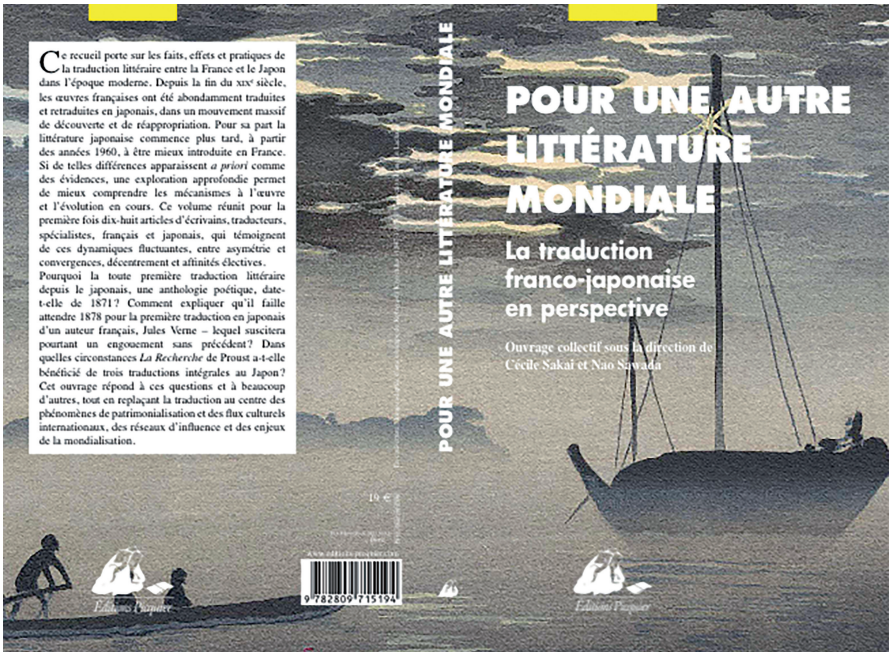
Quatre phases peuvent être distinguées dans l'évolution historique de la littérature japonaise en France.

À partir de l'année 1871, qui voit paraître *L'Anthologie japonaise, poésies anciennes et modernes des insulaires du Nippon*, traduite par Léon de Rosny (Illus. 2), titulaire de la première chaire d'études japonaises à l'École impériale des langues orientales vivantes (future Inalco), les œuvres japonaises vont peu à peu être introduites en français, au rythme lent de deux ou trois titres par an en moyenne – alors même que le japonisme est en vogue dans les arts occidentaux. Un paradoxe, qui durera jusque dans les années 1960.

Une deuxième période s'ouvre alors : d'une part les principaux éditeurs entreprennent la présentation systématique des grands auteurs du xxe siècle, principalement Tanizaki, Kawabata puis Mishima, convaincus de leur singularité esthétique. D'autre part, c'est à l'université que la littérature classique se voit largement traduite par René Sieffert, dépassant le cercle des initiés. C'est ainsi que le *Roman du Genji*, chef-d'œuvre du xie siècle, mais aussi les haikus de Bashô, ou encore une bonne partie des répertoires des théâtres nô, bunraku et kabuki vont devenir accessibles. Cette dynamique d'une reconnaissance internationale est marquée par le premier prix Nobel d'un écrivain japonais : Kawabata Yasunari en 1968.

Anthologie japonaise : *poésies anciennes et modernes des insulaires du Nippon*, traduites en français et publiées avec le texte original par Léon de Rosny, éd. Maisonneuve et Cie, 1871. (© Source gallica.bnf.fr / BnF.) // *Anthologie japonaise: poésies anciennes et modernes des insulaires du Nippon*, translated and published with the original text by Léon de Rosny, Maisonneuve et Cie, 1871. (© Source gallica.bnf.fr / BnF.)

Une troisième phase commence au milieu des années 1980, avec la multiplication d'éditeurs et traducteurs engagés dans la diffusion de la littérature japonaise face à un lectorat diversifié. La période est marquée par une convergence d'intérêts : le Japon, alors deuxième puissance économique, suscite une curiosité culturelle auquel il répond par le financement de divers réseaux de *soft power*, pendant que du côté de la réception on se lasse des paradigmes de la tradition pour découvrir le monde contemporain.



Couverture de l'ouvrage *Pour une autre littérature mondiale* : *la traduction franco-japonaise en perspective*, dirigé par Cécile Sakai et Nao Sawada, Arles, Philippe Picquier, 2021. // Book cover *Pour une autre littérature mondiale: la traduction franco-japonaise en perspective*, edited by Cécile Sakai and Nao Sawada, Philippe Picquier, 2021.

L'œuvre phare est celle de Murakami Haruki, qui commence à être traduite en France à partir de 1990, et dont plusieurs titres, notamment *Kafka sur le rivage* (2002), sont des *best-sellers* ici (Belfond, 2006). Entre-temps, un deuxième prix Nobel est attribué en 1994 à Ôe Kenzaburô, grande figure intellectuelle et critique qui vient clore ce chapitre.

Quatrième phase enfin : la multiplication devient fragmentation et segmentation, au plus près de la production contemporaine japonaise, entre romans policiers et *feel good books*, dont un grand nombre est écrit par des autrices – autre phénomène notable dans les lettres japonaises. Les mangas dominent le marché de la traduction, mais donnent une visibilité inédite à cette scène culturelle.

LES SHS JAPONAISES : UNE BARRIÈRE ET SES INTERSTICES

En contraste avec la traduction d'œuvres littéraires, l'histoire des SHS japonaises en traduction est pauvre. Clairement et malgré bien des efforts, aucune dynamique véritable n'a pu voir le jour. Alain Delissen en explicite le contexte général dans « La patience de l'Autre : Asie, sciences sociales, traduction », un article du remarquable numéro « Traduire et introduire les sciences sociales d'Asie orientale » de la Revue *Tracés*, 2017.

Une bibliographie limitée au Japon permet néanmoins de distinguer ici deux grandes séquences : la première, depuis les années 1950, qui concerne les religions, la philosophie ou l'esthétique, autour de paradigmes dont le premier critère est la différence ou, si l'on veut, l'originalité. Que l'on pense aux traductions des traités du zen, aux théories du lieu (*ba*) ou de l'intervalle (*ma*). La seconde séquence, depuis les années 1990, relève de l'implication universitaire à faire connaître les travaux des spécialistes japonais dans les domaines principaux de l'histoire, de la sociologie, de la psychologie, du droit. Mais la circulation reste étroite, cantonnée aux revues spécialisées (*Ebisu*, *Cipango*, numéros spéciaux des *Annales*, de *Critique*…) et chez des éditeurs engagés (Philippe Picquier, Les Belles Lettres, CNRS Éditions, etc.). La fragilité de l'édition des SHS liée à la volatilité croissante de son public impacte aussi le système.

Ces deux séquences se rejoignent par la recherche d'un autre discours, d'une altérité qui permette le décentrement, et au retour de ce détour par une vision élargie du monde, qu'elle porte d'abord sur l'être humain et son contexte, ou qu'elle porte par la suite sur le développement des SHS, en zone de contact avec d'autres socles et modalités réflexives. C'est aussi le lieu des tensions entre études aréales et approches disciplinaires. Il faut se garder de toute caricature néanmoins : les sources japonaises sont elles-mêmes innervées par des formations plurielles incluant les influences occidentales, en sorte que la singularité n'est jamais absolue. Le décentrement est dans la nuance.

UNE HISTOIRE CONNECTÉE DE LA TRADUCTION : POUR L'HYBRIDITÉ

Ce bref panorama compare deux évolutions incomparables en soi, mais qui montrent des points communs dans la recherche d'un exotisme devenu défamiliarisation. Pour mieux évaluer les positions des traductions des œuvres japonaises en Français, cette échelle de valeurs doit elle-même être comparée avec sa réciproque, soit l'histoire de la réception japonaise des œuvres françaises toutes catégories confondues, appréhendées sous le régime de la domination symbolique occidentale comme des modèles – peu à peu assimilés, suscitant de multiples contre-propositions hybrides, donc originales et susceptibles d'être modélisées à leur tour.

Cette trajectoire entre la France et le Japon peut être élargie à l'ensemble des rapports de force qui s'inscrivent, schématiquement, entre l'Europe, ancien empire, l'Amérique pôle dominant du XXe siècle, et la région Asie, qui n'est plus une périphérie, mais bien la nouvelle arène de conquête des pouvoirs. La traduction joue un rôle essentiel dans cette circulation forcément asymétrique, qui tire sa dynamique des tensions mêmes qu'elle suscite.

En tant que force transformatrice, la traduction est centrale pour un devenir plus hybride et plus équitable des cultures et des savoirs plurilingues. Elle nécessite donc d'être valorisée comme activité scientifique, essentielle et éthique. Ou, du moins, tel serait l'objectif politique à poursuivre dans le cadre d'une globalisation plurielle qu'il nous incombe de rendre vertueuse.

BIBLIOGRAPHIE/BIBLIOGRAPHY

Allard, Olivier & Rabier, Christelle (co-dir.), *Tracés. Revue de sciences humaines* « Traduire et introduire les sciences sociales d'Asie Orientale », Hors Série, 2017. (OpenEdition.)

Casanova, Pascale, *La langue mondiale. Traduction et domination*, Paris, Seuil, 2015, 129 p.

Cassin, Barbara, *Éloge de la traduction. Compliquer l'universel*, Paris, Fayard, 2016, 247 p.

Chartier, Roger, *Éditer et traduire. Mobilité et matérialité des textes (XVIe-XVIIIe siècles)*, Paris, Seuil, 2021, 300 p.

Coll., *Histoire des Traductions en Langue Française (HTLF)*, XVe-XXe siècles en 4 volumes, Paris, Verdier, 2012-2019, 1920 p.

Sakai, Cécile et Sawada, Nao (co-dir.), *Pour une autre littérature mondiale. La traduction franco-japonaise en perspective*, Arles, Philippe Picquier, 2021, 224 p.

Sapiro, Gisèle (dir.), *Translatio. Le marché de la traduction en France à l'heure de la mondialisation*, Paris, CNRS Éditions, 2008, 427 p.

LITERATURE AND HSS OF JAPAN: PLACING TRANSLATION AT THE CORE OF A VIRTUOUS GLOBALIZATION?

Cécile Sakai
Professor at univ. Paris Diderot & member of CRCAO
June 2018

The considerable evolution that literary translation has undergone since the end of the nineteenth century contrasts with persistent difficulties in the field of translation of human and social sciences. How, why and what are the avenues to be explored? In order to understand the issues concerned by this disparity, it is obviously necessary to broaden the reflection to include the whole in a network of bilateral and circular relations.

TRANSLATION AS A TRANSFORMATIVE PROCESS – THE EXAMPLE OF MANGAS

As Roger Chartier points out in his recent book, *Éditer et traduire*: "Translation and its opposite, the untranslatable, have become essential themes in the history of philosophy and literature, in sociology and cultural history. The reasons for this interest are both historical and methodological. The study of translations, which were one of the first modalities of the professionalization of writing, is an essential instrument of literary geography as well as of connected histories. It allows us to dissipate the anachronistic illusions that forget the great inequality between the translated languages and the languages that translate." (p. 14-15).

Since the 2000s, and thanks to the renewal of theoretical approaches, "translation" has become a major topic in human and social sciences. Through post-Saïd postcolonial research, in the political critique of a universalist vision, in the resistance to the violence of the exclusive language of scientific (communication) "Globish", or, on another level, in the acceleration of automatic translation technologies, many works are renewing the field. And some editorial phenomena illustrate these developments.

Therefore, the translation of manga – which we will not present here – has experienced an unprecedented boom over the last three decades and has been particularly strengthened by this last year of pandemic. The June 2021 issue of the professional magazine *Livres Hebdo* headlined: "Mangas: the great euphoria", indicating that between 2013 and 2020, the market had grown by 80%, and by another 80% in the first quarter of 2021, compared to 2020. Moreover, the annual report on French translations, published by *Livres Hebdo* in the spring, confirms this trend: for 2020, after English, which covers 58% of the sector, it is Japanese that is in second place (for the past ten years) with 15.4% of translated titles, leaving behind Italian and German, both at 4.7% of the market, followed by Spanish at 3.4%, and the other languages much further behind.

Does this mean that the Japanese influence has become dominant? The answer is affirmative in the precise and limited field of comics, a group of several genres of cultural expression that combine text and image. These are indeed structural effects on the 9 th Art, which demonstrate that translation is not only a means of dissemination, but also a tool of transformation with transnational scope. See the manhwa, manhua, manfra… In 2018, wasn't *Radiant*, a French manga (manfra) by Tony Valente, directly published in Japan and successfully adapted into an anime TV series?

JAPANESE LITERATURE IN FRANCE – FROM EXOTICISM TO ALTERNATIVE CULTURE

We can distinguish four phases in the historical evolution of Japanese Literature in France.

From 1871, when *Anthologie japonaise, poésies anciennes et modernes des insulaires du Nippon*, translated by Léon de Rosny, holder of the first chair of Japanese studies at the Ecole impériale des langues orientales vivantes (later Inalco), was published, Japanese works were gradually introduced into French, at the slow rate of two or three titles per year on average – even though Japonism was in vogue in the Western arts. A paradox that would last until the 1960s. A second period then opened: on the one hand, the main publishers began the systematic presentation of the great authors of the twentieth century, mainly Tanizaki, Kawabata and then Mishima, convinced of their aesthetic singularity. On the other hand, it was at the university that classical literature was widely translated by René Sieffert, going beyond the circle of initiates. This is how the *Tale of Genji*, a masterpiece of the eleventh century, but also the haikus of Bashô, or a good part of Noh, bunraku and kabuki theaters became accessible. This dynamic of international recognition was marked by the first Nobel Prize for a Japanese writer: Kawabata Yasunari in 1968. A third phase began in the mid-1980s, with the multiplication of publishers and translators committed to the dissemination of Japanese literature towards a diversified readership. The period is marked by a convergence of interests: Japan, then the second economic power, arouses cultural curiosity to which it responds by financing various soft power networks, while on the receiving end, people want to distance from traditional paradigms to discover the contemporary world.

The leading work is represented by Murakami Haruki, who began to be translated in France in 1990, and whose several titles, notably *Kafka on the Shore* (2002), are best-sellers here (Belfond, 2006). In the meantime, the second Nobel Prize was awarded in 1994 to Ôe Kenzaburô, a great intellectual and critical figure who closes this chapter. Finally, during the fourth phase, multiplication becomes fragmentation and segmentation, in line with contemporary Japanese production, between detective novels and "feel good books", many of which being written by women authors – another notable phenomenon in Japanese literature. Manga dominate the translation market, but they also give to this cultural scene unprecedented visibility.

JAPANESE HSS: A BARRIER AND ITS INTERSTICES

In contrast with literary translations, the history of Japanese HSS in translation is quite poor. Clearly, and despite many efforts, no real dynamics have emerged. Alain Delissen explains the general context in "La patience de l'Autre : Asie, sciences sociales, traduction", a contribution to the outstanding issue "Traduire et introduire les sciences sociales d'Asie orientale" of the journal *Tracés*, 2017. A bibliography limited to Japan nevertheless allows us to distinguish here two major sequences: the first, since the 1950s, which concerns religions, philosophy or aesthetics, around paradigms whose first criterion is difference or, even, originality. One thinks of the translations of Zen treatises, the theories of place (*ba*) or interval (*ma*). The second sequence, since the 1990s, has been the involvement of academics in making known the work of Japanese specialists in the main fields of history, sociology, psychology and law. But the circulation remains narrow, confined to specialized journals (*Ebisu*, *Cipango*, special issues of *Annales*, *Critique*…) and to committed publishers (Picquier, Les Belles Lettres, CNRS éditions, etc.). Needless to say, the weakness of HSS publishing linked to the increasing volatility of its public also impacts the system.

But these two sequences come together in the search for another discourse, for otherness that allows decentering, and in the return of this detour through an enlarged vision of the world, whether it first concerns the human being and the context, or whether it subsequently concerns the development of HSS, in a zone of contact with other bases and reflective modalities. This is also the very place of the tension between Area Studies and Disciplinary Approaches. We must be careful not to caricature anything, however: Japanese sources are themselves permeated by plural formations including Western influences, so that singularity is never absolute. Decentralization has to be qualified.

A CONNECTED HISTORY OF TRANSLATION: FOR HYBRIDITY

This brief overview compares two developments that are incomparable in themselves, but that show commonalities in the search for an exoticism that has been transformed into defamiliarization. In order to better evaluate the positions occupied by the translations of Japanese works in France, this scale of values must itself be compared with its reciprocal, i.e. the history of Japanese reception of French works in all categories, understood under the regime of Western symbolic domination as models – gradually assimilated, giving rise to multiple hybrid counter-proposals, therefore original and likely to be modeled in their turn. This trajectory between France and Japan can be extended to the whole of the power relations, roughly between Europe, former empire, America, dominating the twentieth century, and the Asian region, which is no longer at periphery, but the new arena of power conquest. Translation plays an essential role in this necessarily asymmetrical circulation, which draws its dynamics from the very tensions it creates.

As a transformative force, translation is central to a more hybrid and equitable future of multilingual cultures and knowledge. It therefore needs to be valued as a scientific, essential and ethical activity. Or, at least, this would be the political objective to pursue in the framework of a plural globalization that we must make virtuous.

LES CAMS DU VIETNAM : UNE GRANDE CIVILISATION MÉCONNUE

Anne-Valérie Schweyer
Chercheuse au CNRS et chargée de cours « Civilisation et langue du pays cam » à l'Inalco
Septembre 2021

Les Cams restent un peuple mal connu. Pour Oscar Salemink (2015), le Vietnam les considère aujourd'hui, de même que les habitants des hauts plateaux, comme des populations tribales qui représentent l'envers barbare de l'idéal civilisationnel néo-confucéen. Pourtant, ce peuple est porteur d'une grande civilisation.

Illus. 1 : Carte de 1842 de Jeremiah Greenleaf « East India Isles ». (Accès à Wikimedia https://commons.wikimedia.org/wiki/File:1842_Greenleaf_Map_of_the_East_Indies,_Borneo,_Java,_Sumatra,_Thailand,_Vietnam_-_Geographicus_-_EastIndies-greenleaf-1842.jpg en mai 2021.) La distance entre les côtes occidentales de Bornéo et les côtes sud-est du Vietnam est d'environ 1 000 km. // Illus. 1: Map from Jeremiah Greenleaf, 1842: "East India Isles ". (Access to Wikimedia: https://commons.wikimedia.org/wiki/File:1842_Greenleaf_Map_of_the_East_Indies,_Borneo,_Java,_Sumatra,_Thailand,_Vietnam_-_Geographicus_-_EastIndies-greenleaf-1842.jpg, in May 2021.) The distance between the western coast of Borneo and the southeast coast of Vietnam is about 1,000 km.

UNE PRÉSENCE CAM TRÈS ANCIENNE ET D'UNE GRANDE VITALITÉ

Cet article retrace leur histoire caractérisée par une présence très ancienne sur le territoire de l'actuel Vietnam et de multiples interactions avec les populations locales. Il met en évidence l'apport des Cams à la construction du Vietnam et l'intérêt de développer une nouvelle historiographie.

Voilà presque dix-neuf siècles que les Cams (écrit selon leur écriture originelle et orthographié « Chams » en vietnamien ou en anglais, où l'écriture a été adaptée à la prononciation) sont connus grâce à des documents historiques et archéologiques.

Carte 1 : Carte diachronique des territoires cams sur laquelle on peut repérer les implantations dans les vallées le long de la côte. Les noms des régions anciennes sont indiqués en rouge. Les noms des provinces vietnamiennes modernes sont indiqués dans l'encart à droite. (© Anne-Valérie Schweyer.) // Map 1: A diachronic map of the Cham territories on which the settlements in the valleys along the coast can be seen. The names of the ancient regions are indicated in red. The names of the modern Vietnamese provinces are shown in the inset on the right. (© Anne-Valérie Schweyer.)

Les Cams auraient probablement émigré des côtes de l'actuelle Bornéo occidentale vers les côtes de l'actuel Centre Vietnam (Illus. 1), à proximité de sites

de la civilisation protohistorique de Sa Huynh, dès le IIIe siècle avant J.-C. Bons marins, probables commerçants, ils ont apparemment su se faire accepter des populations autochtones. En revanche, ils n'ont pas accepté la tutelle que les Chinois ont tenté d'établir : les Annales officielles chinoises les accusent d'avoir assassiné leur gouverneur local en 192 de l'ère commune (EC). Cette entrée dans l'histoire les montre comme un groupe ethnique éparpillé en tribus dans des villages, ce qui laisse supposer une répartition par familles ou par clans, dirigés par un chef. Ces clans ont su tenir les velléités chinoises à distance, à une époque où ces mêmes Chinois se sont imposés dans le delta du fleuve Rouge occupé par des populations Viêt.

Illus. 2 : Temples cams dans la province de Ninh Thuan. À gauche : temple de Po Klaong Garay. À droite : temple de Po Romé. (© Anne-Valérie Schweyer.) // Illus. 2: Cham temples in Ninh Thuan province. Left: Po Klaong Garay temple. Right: Po Romé temple. (© Anne-Valérie Schweyer.)

Peu de traces marquent leur présence jusqu'au Ve siècle, époque où on reconnaît les premières sculptures et les premières inscriptions écrites en cam ou en sanskrit dans une écriture brahmi empruntée au monde indien, qui attestent de contacts choisis avec le monde indianisé. Ces premiers témoignages montrent une présence cam qui s'égrène le long des côtes de l'actuel Vietnam, dans les nombreux deltas fluviaux, entre les provinces de Quang Tri et de Phu Yen. Les Cams étaient des agriculteurs et des commerçants de plaine, parlant une langue austronésienne proche du malais. Leur organisation se structure alors par l'emprunt de modèles politico-sociaux au monde indien. On reconnaît le vocabulaire sanskrit de la royauté, avec le *râja* et sa cour, celui des religions venues d'Inde avec l'emprunt de divinités de l'hindouisme – shivaïsme et vishnuïsme – ou du bouddhisme. Les divinités locales – protectrices

du terroir des Cams – et les ancêtres sont certainement honorés sur tout le territoire, mais les seuls monuments qui nous sont parvenus sont les tours en brique qui clament les louanges de divinités indiennes. Aussi a-t-on longtemps étudié les royaumes cams par le prisme du monde indien, de la langue sanskrite et des dieux indiens. On sait aujourd'hui qu'il convient de nuancer cette emprise supposée en étudiant la part de propagande portée par une élite cultivée et lettrée qui a appuyé son pouvoir sur des modèles empruntés face à une population dont le quotidien était habité par des esprits locaux omniprésents, mais sans voix.

Illus. 3 : Inscriptions cams. À gauche : stèle de Lai Trung. xe siècle ; au centre : inscription de Po Nagar à Nha Trang. xiiie siècle ; à droite : inscription de Po Romé. xviie siècle. (© Anne-Valérie Schweyer.) // Illus. 3: Cham inscriptions. Left: stele of Lai Trung. 10th century; centre: inscription of Po Nagar in Nha Trang. 13th century; right: inscription of Po Romé. 17th century. (© Anne-Valérie Schweyer.)

Le Campa était un pays formé de royaumes confédérés dont la carte a évolué dans le temps (Carte 1). Les différents royaumes/territoires qui constituent le Campa ne sont pas fixes, mais évoluent selon les ambitions d'hommes qui revendiquent le titre de roi. Ainsi, grâce aux temples (Illus. 2) et aux inscriptions (Illus. 3), on peut suivre l'évolution de ces territoires : au vi^e siècle, le roi Bhadravarman revendique la région autour du fleuve Thu Bon et fonde le sanctuaire du roi Bhadreshvara à My Son. Cette fondation va demeurer le symbole du pays cam protégé par les dieux de l'hindouisme. Au viie siècle, de nouvelles lignées se font jour autour de l'actuelle région de Hué. Au viiie siècle, c'est plus au sud qu'une nouvelle lignée revendique le pouvoir royal autour de la région de Phan Rang. Le territoire du Panduranga va fabriquer le culte à la déesse Po Nagar comme « déesse du pays » pour démontrer son intégration dans le pays cam. Bhadreshvara et Po Nagar vont rester les piliers de l'identité cam. Jusqu'au ixe siècle, on assiste à la création des différents royaumes constituant

le Campa. Au Xe siècle, c'est sous l'égide d'un roi des rois appelé Indravarman que la région du fleuve Thu Bon comme celle de Hué connaissent une extrême vitalité. Au XIe siècle, le commerce des richesses venues des hauts plateaux (animaux recherchés pour leurs supposés pouvoirs médicinaux comme l'éléphant pour ses défenses ou le rhinocéros pour sa corne, bois précieux comme le bois d'aloès, ou bois d'aigle, or, argent, rotin, cire, miel, bœufs, cannelle, cardamone, chanvre, tissus et esclaves, en échange de sel, poisson séché, jarres en céramique, pots et gongs en bronze…) permettent à de nombreux rois (jusqu'à onze repérés en même temps grâce aux inscriptions) de laisser éclore leurs ambitions royales.

APOGÉE ET DÉCLIN DES ROYAUMES CAMS

On peut parler de « Grand Campa », pour l'époque qui s'étend du XIe à la fin du XVe siècle, avec l'éclosion d'une culture et d'une civilisation qui englobent tous les royaumes et qui sont largement reconnues à l'extérieur. Mais ces riches royaumes ont fini par attirer les Viêts (enfin libérés du joug chinois) venus du delta du fleuve Rouge et les Khmers qui tentent de prendre part aux réseaux commerciaux des Cams.

À partir du XIIe siècle, d'autres royaumes se développent, comme celui de Vijaya (dans l'actuel Binh Dinh), qui va privilégier les alliances politiques et commerciales avec les Khmers. Les dissensions entre royaumes cams vont fragiliser leur cohésion. Les invasions mongoles vont provoquer un rapprochement temporaire du Dai Viêt et du Campa au cours de la deuxième moitié du XIIIe siècle, rompu par les continuelles razzias des uns et des autres. À la fin du XIVe siècle, un roi cam, appelé Che Bong Nga, a fait trembler la capitale viêt et failli imposer une tutelle cam sur le territoire des Viêts. Mais les moyens militaires mis en œuvre dans ces attaques – à l'aide d'éléphants de guerre, de lances et autres armes de poing – n'étaient pas suffisants pour permettre une prise de pouvoir durable. C'est avec l'invasion chinoise Ming que le Dai Viêt a eu accès aux canons et à la poudre à canon, ce qui a considérablement modifié l'équilibre des forces en présence. Lorsqu'il a pu enfin se libérer de la présence chinoise, le Dai Viêt, mieux structuré sur le modèle confucéen chinois et plus offensif, va vouloir réduire la présence cam sur les réseaux commerciaux et, pour cela, s'attaquer aux royaumes cams. La principale capitale Vijaya (dans l'actuelle Binh Dinh) fut conquise et rasée, et sa population massacrée, en 1471. Le Dai Viêt occupa et colonisa les anciens territoires cams des actuelles provinces de Quang Nam, Quang Ngai et Binh Dinh, et les principautés restantes furent progressivement conquises, colonisées, et transformées en provinces vietnamiennes – le dernier État du Panduranga fut intégré au Vietnam en 1832.

Le Campa, confédération de populations austronésiennes, orchestra les échanges économiques entre royaumes des plaines vers l'est et populations de Montagnards vers l'ouest. Il n'est pas déterminé selon des frontières fixes. Au contraire, ses frontières ont fluctué au cours du temps, dans l'axe Nord-Sud selon les conquêtes et reconquêtes contre les Viêts et vers l'ouest, selon les

alliances faites avec les populations de Montagnards, qui alimentaient les marchés des richesses des hauts plateaux.

Les Vietnamiens utilisent la notion moderne de *nam tiên* ou « marche vers le sud » pour décrire le grignotage progressif et inéluctable des terres cams par les Viêts. Mais cette notion doit être remise en question, d'une part, parce que rien ne montre dans les textes une volonté affichée des Viêts dès le XIe siècle de détruire les royaumes cams – ils n'en avaient d'ailleurs pas les moyens –, et d'autre part, parce que la volonté d'unifier le Vietnam sous un label ethnique majoritaire est une création idéologique de la fin du XXe siècle, qui n'a aucun sens dans les espaces polyethniques des époques anciennes et modernes.

Le Campa, amputé des deux-tiers de son territoire depuis la conquête du roi du Dai Viêt, Lê Thanh Tông, en 1471, a été réduit à deux principautés couvrant le sud-est de l'actuel Vietnam. L'ancien pays cam historique a été découpé par les Viêts en trois royaumes vassaux. Mais les Cams restés sur place représentent une population instable qui effraie les autorités viêts qui publient des décrets anti-cams en 1499 et 1509.

À partir de la fin du XVe siècle, le Campa du Sud (ou Panduranga) a hérité de la couronne cam. C'est le dernier territoire à être annexé par les Viêts, jusqu'à la disparition définitive de l'État cam qui aura lieu sous Minh Mang (règne : 1820-1841). Pourtant le petit État cam parvient à conserver son indépendance jusqu'à la fin du XVIIe siècle et à maintenir des activités commerciales avec le monde malais, les marchands chinois, les Européens et les Japonais. Sans leurs royaumes, les Cams ont dû se réinventer : ils sont restés fidèles au roi du Panduranga et aux esprits du sol. De plus, des populations cams sont restées sur les territoires des anciens royaumes, perpétuant ainsi leur culture. On pourrait ainsi proposer une carte évolutive d'un grand Campa « culturel » constituée de l'ensemble des populations vivant dans les plaines et les hauts plateaux qui ont tissé des liens sociaux et économiques (principalement, mais pas exclusivement, les Jarai, les Ede/Rhade, les Churu/Cruw et les Raglai, populations austronésiennes comme les Cams), et qui ont formé, entre le XVIe siècle et 1832, un État cam indépendant.

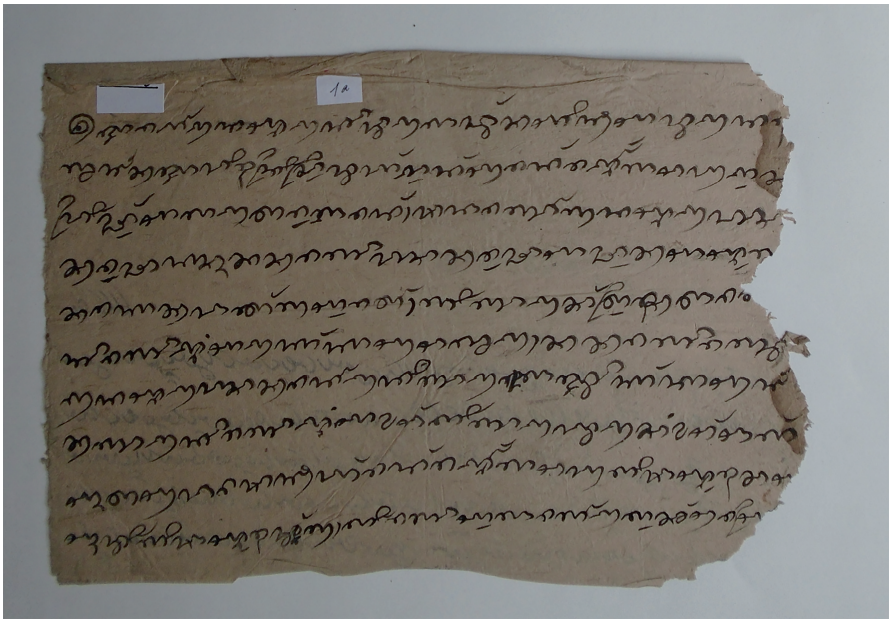
CONVERSION À L'ISLAM ET OUVERTURE À DE NOUVEAUX RÉSEAUX

Le roi Po Romé (1627-1651) a été le premier roi des Cams issu d'une minorité ethnique des hauts plateaux : il était Churu. Il reflète le processus d'interaction entre les basses terres, lieu d'implantation historique des Cams, et les hauts plateaux, origine des richesses sur lesquelles le Campa a basé son développement. Il s'est produit un transfert entre l'occupation progressive du Campa sous la tutelle de Huê et la conversion à l'islam avec son ouverture sur les réseaux malais : cela permettait de pallier les défaites successives des Cams et d'élargir leur espace économique et social. Le roi Po Romé serait à l'origine des pratiques du culte aux ancêtres matérialisé par le kut, qui a pris une grande importance. La tour dite de Po Romé est la dernière tour en brique construite en l'honneur du dieu de l'hindouisme, Shiva. Du moins jusqu'à la construction près de Phan Ri de la tour moderne de Po Patao At en 2019 (Illus. 4).

Illus. 4 : temple moderne de Po Patao At, près de Phan Ri, province de Binh Thuan. (© Anne-Valérie Schweyer.) // Illus. 4: Modern temple of Po Patao At, near Phan Ri, Binh Thuan province. (© Anne-Valérie Schweyer.)

L'islam du XVIIe siècle n'est pas présenté comme une foi, ni même un nouveau pouvoir magique, mais est pris pour son pouvoir mobilisateur. Ainsi, le soutien malais a permis d'encadrer les Cams dans la contre-offensive pour reprendre le Kauthara aux Viêts en 1692. Mais ce fut un échec. 1692-1693 est la date d'une importante diaspora vers le pays khmer. Durant la révolte des Tay Son (1771-1802), d'autres familles royales cams, dont celle du roi Po Cibri, vont fuir vers le Cambodge.

La présence viêt s'est intensifiée après le XVIIe siècle ; l'administration viêt est devenue plus présente. L'ensemble de plus de 550 manuscrits originaux provenant des archives administratives cams et conservé à Paris a été appelé Archives royales du Panduranga (Illus. 5). Ils proviennent d'un dépôt contenant des objets ayant appartenu à des rois cams, mais également des documents administratifs du dernier État cam. Ils montrent l'influence croissante de l'administration viêt sur l'État cam du Panduranga au XVIIIe siècle et jusqu'en 1832. Le Panduranga est alors devenu une province việt et a été intégré à un nouvel État au fonctionnement duquel il ne prend pas part. Le territoire a subi l'arrivée d'une population non native, occupé par différentes populations (Cams, Viêts catholiques, Viêts bouddhistes, Montagnards) qui ne se mélangent pas. Le pays de Panrang est devenu un pays contrôlé, processus confirmé par la colonisation française.



Illus. 5 : Manuscrit 148 des Archives royales du Panduranga indiquant l'impôt en rotin et en bétel que doivent remettre les Churu aux Cams (XIXe siècle). (© Avec l'aimable autorisation de la Société asiatique, Paris.) // Illus. 5: Manuscript 148 from the Royal Archives of Panduranga indicating the rattan and betel tax to be paid by the Churu to the Chams (19th century). (© Courtesy of the Société asiatique, Paris.)

En 1802, le premier empereur Nguyen, Gia Long, est favorable aux Cams, mais, au contraire, Minh Mang son fils et successeur, va annexer le Panduranga : le dernier royaume de Campa disparaît de la scène politique en 1832. Avant la traque entreprise sous l'empereur Minh Mang pour minimiser l'importance des Cams, allant de pair avec l'écriture du mythe de l'origine de la dynastie Nguyen, le Campa était resté un État reconnu. Cependant, le déclin définitif du Campa n'est qu'apparent. En effet, la persistance de cette entité politique a été masquée par notre mauvaise connaissance des chroniques dynastiques des États comme le Cambodge, le Campa ou le Laos du Sud entre le XVOe et le XIXe siècle, dont les textes ont tendance à ne pas correspondre très étroitement aux événements décrits dans les histoires des Nguyen.

La perte des territoires cams ne s'accompagne pas d'une perte irrémédiable de la culture cam. Les Cams ont su préserver leur culture et leurs croyances (Illus. 6). Orphelins de leur territoire, ils représentent un pan essentiel de la construction du Vietnam. On ose espérer que leur civilisation ne mourra pas malgré la forte diaspora qui, au fil du temps, a disséminé les Cams hors du pays de leurs racines.

Illus. 6 : Fête annuelle du Kate au temple de Po Klaong Garay. Ici, une libation au dieu Shiva auquel on confie la prospérité de la communauté. (© Avec l'aimable autorisation d'Agnès De Féo.) // Illus. 6: Annual Kate festival at the Po Klaong Garay temple. Here, a libation to the god Shiva to whom the prosperity of the community is entrusted. (© Courtesy of Agnès De Féo.)

BIBLIOGRAPHIE/BIBLIOGRAPHY

Brunelle, Marc, « Revisiting the Expansion of the Chamic Language Family : Acehnese and Tsat », *in* Andrew Hardy and Geoff Wade (éds), *Champa : Territoiries and Networks of a Southeast Asian Kingdom*, Paris, EFEO, 2019, p. 287-302.

De Féo, Agnès, *Le royaume de la déesse*, 2017, 52' : https://www.youtube.com/watch?v=bbjuvkZ4ukk

Po, Dharma, *Le Panduranga (Campa) 1802-1835*, vols I-II, Paris, EFEO, 1987, 472 p.

Salemink, Oscar, « The Regional Centrality of Vietnam's Central Highlands », Oxford, Oxford Research Encyclopedia of Asian History [online], Oxford, Oxford University Press, 2016.

Schweyer, Anne-Valérie, *Viêt Nam. Histoire – Arts – Archéologie*, Genève, Olizane, 2011, 360 p.

—, « The Birth of Champa », *in* Mai Lin Tjoa-Bonatz, Andreas Reinecke & Dominik Bonatz (éds), *Crossing Borders. Selected Papers from the 13 th International Conference of the European Association of Southeast Asian Archaeologists*, vol. I, Berlin, 2012, Singapore, NUS Press, 2013, p. 102-117.

—, « Potent places in Central Vietnam : "Everything that comes out of the earth is Cham" », *in* Anne-Yvonne Guillou (éd.), *The Asian Pacific Journal of Anthropology* 18 (5), Canberra, 2017, p. 1-21.
—, « Buddhism in Champa », *in* Peter D. Sharrock & Vo Van Thang, *Vibrancy in Stone. Masterpieces of the Đà Nẵng Museum of Chăm Sculpture*, Bangkok, River Books, 2017, p. 71-77 & 133.
Zottoli, Brian A., « Reconceptualizing Southern Vietnamese History from the 15th to 18th Centuries : Competition along the Coasts from Guangdong to Cambodia », PhD Dissertation, University of Michigan, 2011.

THE CHAMS IN VIETNAM: A GREAT UNKNOWN CIVILIZATION

Anne-Valérie Schweyer
Research associate at CNRS
September 2021

The Chams are still a not well known population. For Oscar Salemink, Vietnam today considers the Chams and the highlanders as tribal populations seen as the barbaric reverse of the neo-Confucian civilisational ideal. But the Chams have managed to preserve their culture and their beliefs.

This article traces back their history, characterized by a very ancient presence on the territory of present-day Vietnam and by multiple interactions with local populations. It highlights the contribution of the Chams to the construction of Vietnam and the interest of developing a new historiography.

AN ANCIENT AND VIBRANT CHAM PRESENCE

For almost 19 centuries, the Chams (written Cams in their original script and spelled "Chams" in Vietnamese or in English, where the script has been adapted to the pronunciation) have been known through historical and archaeological documents. However, this people, bearers of a great civilisation in Vietnam, remain unknown.

They probably migrated from the coasts of present-day west Borneo to the coasts of present-day Central Vietnam (Illus. 1), near the sites of the protohistoric civilisation of Sa Huynh, as early as the third century BC. Good sailors and probable traders, the Chams apparently knew how to make themselves accepted by the indigenous populations. On the other hand, they did not accept the tutelage that the Chinese tried to establish: the official Chinese Annals accuse them of having murdered their local governor in 192 CE. This entry in history shows them as an ethnic group scattered in tribes in villages, suggesting a distribution by families or clans, led by a chief. These clans were able to keep the Chinese at bay, at a time when the Chinese were imposing themselves on the Viet populations in the Red River delta.

There are few traces of their presence until the fifth century, when the first sculptures and the first inscriptions written in Cham or Sanskrit in a Brahmi script borrowed from the Indian world are recognised, attesting to selected contacts with the Indianised world. These first testimonies show a Cham presence along the coasts of present-day Vietnam, in the numerous river deltas between the provinces of Quang Tri and Phu Yen. The Chams were farmers and traders of the plains, speaking an Austronesian language close to Malay. Their organisation was structured by borrowing political and social models from the Indian world. One can recognise the Sanskrit vocabulary of royalty, with the *râja* and his court, and that of religions from India, with the borrowing

of Hindu deities – Shivaism and Vishnuism – or Buddhism. Local deities – protectors of the Cham's land – and ancestors are certainly honoured throughout the territory, but the only monuments that have come down to us are the brick towers that proclaim the praises of Indian deities. For a long time, therefore, the Cham kingdoms were studied through the prism of the Indian world, the Sanskrit language and the Indian gods. Today, we know that this supposed influence must be qualified by studying the propaganda carried by a cultured and literate elite that based its power on borrowed models in the face of a population whose daily life was inhabited by omnipresent but voiceless local spirits.

Champa was a country of confederated kingdoms whose map has evolved over time (Map 1). The different kingdoms/territories that made up Champa were not fixed, but evolved according to the ambitions of men who claimed the title of king. Thus, thanks to the temples (Illus. 2) and inscriptions (Illus. 3), we can follow the evolution of these territories: in the sixth century, King Bhadravarman claimed the region around the Thu Bon river and founded the sanctuary of King Bhadreshvara at My Son. This foundation will remain the symbol of the country protected by the Hindu gods. In the seventh century, new lineages emerged around the present-day Hue region. In the eighth century, it was further south that a new lineage claimed royal power around the Phan Rang region. The Panduranga territory was to manufacture the cult of the goddess Po Nagar as "goddess of the country" to demonstrate its integration into the Cham country. Both, goddess Po Nagar and god Bhadreshvara will remain the pillars of the Cham identity. Until the ninth century, the different kingdoms constituting the Champa were created. In the tenth century, under the aegis of a king of kings called Indravarman, both the Thu Bon River region and Hue experienced extreme vitality. In the eleventh century, the wealth generated by the trade of riches from the highlands (animals sought after for their supposed medicinal powers, such as the elephant for its tusks or the rhinoceros for its horn, precious woods such as aloe wood or eagle wood, gold, silver, rattan, wax, honey, oxen, cinnamon, cardamon, hemp, cloth and slaves, in exchange for salt, dried fish, ceramic jars, bronze pots and gongs…) allowed many kings (up to eleven identified at the same time thanks to inscriptions) to let their royal ambitions flourish.

APOGEE AND DECLINE OF THE CHAM KINGDOMS

The period from the 11th to the end of the 15th century can be called the "Great Champa", with the blossoming of a culture and civilisation that encompassed all the kingdoms and was widely recognised outside. But these rich kingdoms eventually attracted Viets (finally freed from the Chinese yoke) from the Red River delta and Khmer who tried to take part in the Chams' trade networks.

From the twelfth century onwards, other kingdoms developed, such as that of Vijaya (in present-day Binh Dinh), which favoured political and commercial alliances with the Khmers. Dissensions between Cham kingdoms weakened

their cohesion. The Mongol invasions caused a temporary rapprochement between the Dai Viet and the Champa during the second half of the thirteenth century, but this was broken up by the continuous raids of both. At the end of the forteenth century, a Cham king, called Che Bong Nga, shook the Viet capital and almost imposed a Cham tutelage on the Viet territory. But the military means used in these attacks – with the help of war elephants, spears and other hand weapons – were not sufficient to allow a lasting takeover. It was with the Chinese Ming invasion that the Dai Viet had access to canons and gunpowder, which considerably altered the balance of power. When it was finally able to free itself from the Chinese presence, the Dai Viet, better structured on the Chinese Confucian model and more offensive, wanted to reduce the Cham presence on the commercial networks and, to do so, attack the Cham kingdoms. The main capital Vijaya (in present-day Binh Dinh) was conquered and razed to the ground, and its population massacred, in 1471. The Dai Viet occupied and colonised the former Cham territories of present-day Quang Nam, Quang Ngai and Binh Dinh provinces, and the remaining principalities were gradually conquered, colonised, and transformed into Vietnamese provinces – the last state of Panduranga was integrated into Vietnam in 1832.

The Champa, a confederation of Austronesian populations, orchestrated economic exchanges between the lowland kingdoms to the east and the Montagnard populations to the west. It was not determined by fixed boundaries. On the contrary, its borders fluctuated over time, along the North-South axis according to the conquests and reconquests against the Dai Viet, and towards the West, according to the alliances made with the Montagnard populations, which supplied the markets with the riches of the highlands.

The Vietnamese use the modern notion of *nam tiên* or "march to the South" to describe the gradual and inevitable nibbling of Cham lands by the Dai Viet. But this notion must be questioned, on the one hand, because there is no evidence in the texts that the Viets had the will to destroy the Cham kingdoms from the eleventh century onwards – they did not have the means to do so –, and on the other hand, because the will to unify Vietnam under a majority ethnic label is an ideological creation of the end of the twentieth century, which makes no sense in the polyethnic spaces of ancient and modern times.

Champa, which had been cut off from two-thirds of its territory since the conquest of the Dai Viet king, Le Thanh Tông, in 1471, was reduced to two principalities covering the south-east of present-day Vietnam. The old historical Cham country was divided by the Viets into three vassal kingdoms. However, the remaining Chams represented an unstable population that frightened the Viet authorities who issued anti-Cham decrees in 1499 and 1509.

From the end of the fifteenth century, the Southern Champa (or Panduranga) inherited the Cham crown. It was the last territory to be annexed by the Viets, until the final disappearance of the Cham State under Minh Mang. However, the small Cham state managed to retain its independence until the end of the seventeenth century and to maintain commercial activities with the Malay world, Chinese merchants, Europeans and the Japanese. Without their

kingdoms, the Chams had to reinvent themselves: they remained loyal to the king of Panduranga and the spirits of the soil. In addition, Cham populations remained in the territories of the former kingdoms, perpetuating their culture. One could thus propose an evolutionary map of a large "cultural" Champa made up of all the populations living in the plains and highlands who have forged social and economic links (mainly, but not exclusively, the Jarai, the Ede, the Churu/Cruw and the Raglai, Austronesian populations like the Chams), and who formed, between the sixteenth century and 1832, an independent Cham state.

CONVERSION TO ISLAM AND OPENING TO NEW NETWORKS

King Po Romé (1627-1651) was the first king of the Chams from a highland ethnic minority: he was Churu. He reflects the process of interaction between the lowlands, the historical settlement of the Chams, and the highlands, the origin of the wealth on which the Champa based its development. There was a transfer between the gradual occupation of Champa under the tutelage of Hué and the conversion to Islam with its opening up to Malay networks: this made it possible to compensate for the successive defeats of the Chams and to enlarge their economic and social space. King Po Romé is said to be at the origin of the ancestor worship practices materialised by the kut, which has become very important. The so-called Po Romé tower is the last brick tower built in honour of the Hindu god Shiva. At least until the construction of the modern Po Patao At tower near Phan Ri in 2019 (Illus. 4).

Islam in the seventeenth century is not presented as a faith, or even a new magical power, but is taken for its mobilising power. For example, Malay support framed the Chams in the counter-offensive to retake the Kauthara from the Viet in 1692. But this was a failure. 1692-93 saw a major diaspora to the Khmer country. During the Tay Son revolt (1771-1802), other Cham royal families, including that of King Po Cibri, fled to Cambodia.

The Viet presence intensified after the seventeenth century; the Viet administration became more present. The collection of more than 550 original manuscripts from the Chams administrative archives preserved in Paris has been called the Archives Royales du Panduranga (Illus. 5). They come from a repository containing objects that belonged to Cham kings, but also administrative documents of the last Cham state. They show the increasing influence of the Viet administration on the Cham state of Panduranga in the eighteenth century until 1832. Panduranga then became a Viêt province and integrated into a new state in whose functioning it took no part. The territory underwent the arrival of a non-native population, occupied by different populations (Chams, Catholic Viets, Buddhist Viets, Montagnards) who did not mix. The Panrang country became a controlled country, a process confirmed by the French colonisation.

In 1802, the first Nguyen emperor, Gia Long, was favourable to the Chams, but, on the contrary, Minh Mang annexed Panduranga: the last kingdom of

Champa disappeared from the political scene in 1832. The loss of Cham territories was not accompanied by an irreparable loss of Cham culture. Indeed, before the hunt under Emperor Minh Mang to minimise the importance of the Chams, which went hand in hand with the writing of the myth of the origin of the Nguyen dynasty, the Champa had remained a recognised state. The lack of a definitive decline of Champa has been masked by our poor knowledge of the dynastic chronicles of states such as Cambodia, Champa or Southern Laos between the 16 th and nineteenth centuries, whose texts tend not to correspond very closely to the events described in the Nguyen histories.

Orphaned from their territory, the Chams have managed to preserve their culture and their beliefs. They represent an essential part of the construction of Vietnam and we dare to hope that their civilisation will not die despite the strong diaspora that has scattered the Chams outside the country of their roots over time.

À LA CONFLUENCE DU RELIGIEUX, DU POLITIQUE ET DU TECHNIQUE. PARCOURS D'UN INSTRUMENT DE POLITIQUE PUBLIQUE DANS L'AMÉNAGEMENT DU GANGE.

Bérénice Girard
Postdoctorante au CSH (New Delhi)
Décembre 2021

Depuis le milieu des années 2000, la multiplication des projets hydro-électriques sur les deux rivières qui forment le Gange, la Bhagirathi et l'Alaknanda, et leurs affluents, fait l'objet d'une large controverse (Illus. 1). La construction de ces structures a en effet d'importantes conséquences environnementales et sociales, au niveau local et tout le long du fleuve (déforestation, dynamitage des montagnes, mise en tunnel des cours d'eau, réduction du niveau en aval, etc.) (Map 1). En réponse aux oppositions, le gouvernement de New Delhi a pris, au cours des quinze dernières années, des mesures diverses, dont l'annulation de plusieurs projets et la création d'une éco-zone. Parallèlement à ces annonces souvent symboliques, un instrument de politique publique s'est progressivement imposé. Connu sous plusieurs termes (débit écologique, réserve écologique, débit réservé, débit environnemental etc.), il vise à déterminer le débit nécessaire dans un cours d'eau, à différentes périodes et en différents lieux,

Illus. 1 : La rivière Bhagirathi, juste avant sa confluence avec la rivière Alaknanda. (© B. Girard.) //
Illus. 1: The Bhagirathi River, just before its confluence with the Alaknanda River. (© B. Girard.)

pour que se maintiennent les écosystèmes aquatiques et les populations riveraines. Après avoir présenté cet instrument, cet article analyse, à partir de deux cas d'étude, la manière dont il a été approprié par différents acteurs impliqués dans la controverse. Il montre comment le politique, le religieux et la technique s'entremêlent dans les politiques de gestion du Gange.

QUE SONT LES DÉBITS ENVIRONNEMENTAUX ?

Selon la déclaration de Brisbane de 2007, les débits environnementaux peuvent être définis comme « la quantité, la saisonnalité et la qualité des débits d'eau nécessaires pour maintenir les écosystèmes (…) ainsi que les moyens de subsistance et le bien-être des populations humaines qui dépendent de ces écosystèmes ». Les fleuves sont ainsi reconnus comme des entités écologiques. Cette reconnaissance ne signifie pas pour autant que la préservation de l'écologie devient nécessairement l'objet prioritaire des politiques de gestion de l'eau. La détermination des débits environnementaux permet plutôt de définir une solution de compromis entre exploitation et protection, et ainsi une répartition jugée équitable de la ressource entre différents usages (pêche, hydroélectricité, irrigation, loisirs, survie de la faune, etc.).

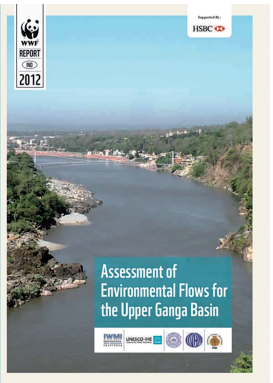
L'instrument est en cours de légitimation en Inde au moment où les projets hydro-électriques sur les sources du Gange se multiplient, tout comme les mouvements qui s'y opposent. Cet outil va être ainsi rapidement perçu comme un moyen efficace de résoudre la controverse. Il est en effet particulièrement intéressant pour les décideurs politiques, car il permet d'abord de redéfinir les termes du débat. Il ne s'agit plus de juger du bien-fondé de la construction de projets spécifiques, mais de protéger le fleuve et son écologie en imposant un niveau d'eau minimum. Il permet ensuite l'ouverture d'un espace de discussion, propice à la définition d'une solution concertée, par la quantification des enjeux. Les débits environnementaux permettent la mise en équivalence, au sein d'un même instrument de mesure, d'enjeux politiques, économiques, sociaux et environnementaux. Enfin, la mesure des débits environnementaux est en conformité avec la conception historique des fleuves comme éléments à contrôler.

Carte 1 : La Bhagirathi, l'Alaknanda et le Gange, et les principaux États fédérés qu'ils traversent en Inde. (© N. Guerguadj & B. Girard.) // Map 2: The Bhagirathi, the Alaknanda and the Ganges, and the major States through which they flow in India. (© N. Guerguadj & B. Girard.)

UNE TENTATIVE D'APPROPRIATION MILITANTE

Dans ce contexte, certains militants environnementaux essaient, dans une optique pragmatique, d'investir l'instrument avant sa stabilisation dans les milieux académiques et politiques. Un bon exemple en est le programme lancé à la fin des années 2000 par le WWF (Illus. 2). Ce dernier regroupe des militants et des experts, indiens et étrangers, avec l'objectif de mesurer les débits environnementaux pour différents tronçons de la partie septentrionale du Gange entre Gangotri et la ville de Kanpur. L'étude doit servir de ressource pour le gouvernement et les experts qui seraient amenés à réaliser des études similaires.

Le cas de cette étude est intéressant, car celle-ci intègre, selon les termes utilisés par ses auteurs, la dimension « spirituelle et culturelle » du Gange. Sous l'impulsion de certains membres du projet, il est en effet décidé d'inclure les besoins en eau pour des pratiques comme le bain rituel, la crémation des corps, et de manière plus générale, les cérémonies et rituels religieux. Cela nécessite d'adapter la méthode de calcul car, si les études de débit intègrent souvent le bien-être économique des populations riveraines et ont pu, par le passé, parfois intégrer les besoins en eau de certains lieux sacrés, la dimension spirituelle ou religieuse n'a jamais été prise en compte pour tout un cours d'eau.



Illus. 2 : Couverture du rapport publié par le WWF. (WWF-India, 2012.). // Illus. 2: The WWF study. (WWF-India, 2012.)

Des enquêtes sont ainsi menées auprès des résidents des différentes localités d'étude, ainsi qu'auprès de prêtres, pèlerins, etc. Une diversité de données est récoltée sur l'évolution dans le temps de la quantité et de la qualité de l'eau et sur le niveau d'eau et le débit acceptables à différentes périodes de l'année pour les bains rituels (facilité d'accès à la rivière, profondeur, qualité et vélocité de l'eau). D'autres données sont aussi prises en compte : un prêtre explique qu'il ne peut pas méditer s'il n'entend pas le grondement du fleuve – quel niveau d'eau faut-il à cet endroit pour que la rivière gronde ? Ailleurs, les personnes interrogées mentionnent que le temple local consacré au dieu Brahma doit être au moins une fois dans l'année inondé par le fleuve. Les débits environnementaux définis en tenant compte de ces critères sont très proches de ceux déterminés parallèlement par les experts en hydrologie, bio-

diversité, etc. L'étude contribue ainsi à complexifier la méthode de calcul des débits environnementaux. Cela passe par la quantification d'éléments *a priori* peu quantifiables, comme le niveau d'eau nécessaire à la pratique religieuse et au bien-être spirituel (Illus. 3).

Illus. 3 : Cérémonie religieuse au bord du Gange. (© B. Girard.) // Illus. 3: Religious ceremony on the banks of the Ganga. (© B. Girard.)

UNE UTILISATION TRÈS POLITIQUE

Suite aux inondations de juin 2013 qui firent plusieurs milliers de morts en Uttarakhand, l'État fédéré où se situent les sources du Gange, la Cour Suprême a notamment suspendu la construction d'une vingtaine de projets hydroélectriques. C'est dans ce cadre que le Ministère de l'Environnement dépose, en janvier 2016, une requête auprès de la Cour. Dans ce document, le ministère fait référence à un accord vieux de près d'un siècle entre le gouvernement colonial et une représentation de leaders politiques et religieux, pour justifier sa politique en termes de débits environnementaux et autoriser la construction de plusieurs des projets suspendus.

L'histoire remonte au début du XXe siècle, lorsque des ingénieurs britanniques souhaitent construire un barrage en amont de la ville d'Haridwar. Plusieurs leaders politiques et religieux, dont Madan Mohan Malaviya, une des figures historiques du nationalisme hindou, s'inquiètent alors d'une possible obstruction du flot ininterrompu du fleuve. L'affaire est finalement résolue en décembre 1916 lorsque le gouvernement colonial accepte d'assurer un débit minimum au niveau des *ghāt* d'Haridwar (gradins qui permettent d'accéder au fleuve pour y réaliser tout un ensemble d'activités, profanes et religieuses). Cet accord est régulièrement utilisé comme référence par les mouvances nationalistes hindoues dans la controverse autour de la construction de structures hydro-électriques sur le Gange. Il permet en effet de dénoncer un gouvernement indien moins respectueux de la majorité religieuse que les colonisateurs britanniques, et ainsi, de diffuser l'idée d'une majorité hindoue opprimée.

Pour le ministère de l'Environnement, se référer à l'accord de 1916 correspond donc clairement à une stratégie politique, mais participe parallèlement à vider le concept de débit environnemental de son sens écologique, puisque le débit proposé en 1916 n'a pas été pensé dans une optique de protection de l'écosystème. Son utilisation est d'ailleurs critiquée par de nombreux militants environnementaux et experts et au sein du gouvernement même. La volonté

politique de faire référence à cet accord semble ainsi s'étioler au cours des mois suivants. En octobre 2018, le gouvernement publie finalement une notification définissant les débits environnementaux minimums à assurer pour divers tronçons du Gange à différentes périodes de l'année, sans référence à 1916. Pour autant, les chiffres annoncés sont à nouveau dénoncés par de nombreux militants et experts, qui soulignent l'absence de fondement scientifique et de consultation publique. Les débits proposés seraient en outre bien en dessous des estimations de plusieurs comités et d'études indépendantes.

L'analyse de cet instrument montre ainsi combien les questions politiques, religieuses et techniques s'entremêlent dans la politique de gestion du Gange. Ces entremêlements sont complexes et divers dans leur forme et leurs conséquences. Ainsi, tandis que dans la première étude de cas, le religieux et la technique se rencontrent, c'est le politique et le religieux qui se recoupent dans la seconde, aux dépens du technique. Le parcours de cet instrument s'inscrit aussi dans un des débats récurrents de la gestion du Gange : faut-il adapter les standards et outils internationaux ou créer des savoirs et outils spécifiques pour ce fleuve à la place si particulière dans la religion hindoue, et plus largement, dans l'histoire, la géographie et l'économie indienne ?

BIBLIOGRAPHIE/BIBLIOGRAPHY

Alley, Kelly D., *On the Banks of the Ganga. When Wastewater meets a sacred river*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 2002, 296 p.

Bourblanc, Magali, « Les trajectoires bifurquées de la "réserve écologique" sud-africaine : d'une logique aménagiste à une logique écologique », *Autrepart* 65 (2), 2013, p. 27-45.

Drew, Georgina, « Transformation and Resistance on the Upper Ganga : The Ongoing Legacy of British Canal Irrigation », *South Asia : Journal of South Asian Studies*, 37 (4), p. 670-683.

Girard, Bérénice, « Un ingénieur contre l'exploitation hydraulique. G. D. Agrawal et la lutte pour la protection du Gange » *in* Roland Lardinois & Charles Gadéa (éds), *Les ingénieurs en Inde de 1850 à nos jours*, Paris, Classiques Garnier, [sous presse].

WWF-India, *Assessment of Environmental Flows for the Upper Ganga Basin*, 2012, 163 p.

AT THE CONFLUENCE OF RELIGION, POLITICS AND TECHNICAL KNOW-HOW. TRAJECTORY OF A PUBLIC POLICY INSTRUMENT IN THE MANAGEMENT OF THE GANGA RIVER

Bérénice Girard
Postdoctoral associate at CSH (New Delhi)
December 2021

Since the mid-2000s, the construction of hydroelectric projects on the two headstreams of the Ganges, the Bhagirathi and the Alaknanda, and their tributaries, has been the subject of a widespread controversy (Illus. 1). The construction and operation of these projects indeed have significant environmental and social consequences, both locally and all along the river (deforestation, mountain blasting, tunneling, reduction of downstream water flows, etc.) (Map 1). In response to the controversy, the New Delhi government has taken a variety of measures over the past 15 years or so, including the cancellation of several projects and the creation of an eco-zone. Alongside these often symbolic announcements, a public policy instrument has gradually emerged. Known by different names (ecological flows, ecological reserve, environmental flows, e-flows, etc.), it aims to assess the water levels required at different times and places in a river to sustain aquatic ecosystems and riparian populations. This article will present this instrument and, through two case studies, analyze the way it has been used and appropriated by various actors. It will thus show how politics, religion and technical know-how are intertwined in the management of the Ganga River.

E-FLOWS

The 2007 Brisbane declaration defines e-flows as "the quantity, timing, and quality of water flows required to sustain freshwater and estuarine ecosystems and the human livelihoods and well-being that depend on these ecosystems". Rivers are thus recognized as ecological entities. However, this recognition does not mean that ecological preservation necessarily becomes the priority of water management policies. Rather, the assessment of e-flows can help find a compromise between resource exploitation and ecological protection, and thus determine what could be an equitable distribution of the river water between different needs and uses (irrigation, protection of the fauna and flora, fishing, electricity production, etc.)

The legitimization of e-flows as a public policy tool in India was concomitant to the massive development of hydroelectric plants on the upper reaches of the Ganges and to a growing opposition to these projects. E-flows were thus quickly perceived as a potential way to solve the controversy. E-flows are indeed a particularly interesting instrument for decision-makers, as they allow for a rede-

finition of the terms of the debate. The discussion no longer revolves around the merits or demerits of specific projects, but rather focuses on protecting the river and its ecology by imposing a minimum flow. E-flows can also lead to the definition of a concerted solution, as they promote the quantification of the issues at stake. Environmental flows indeed allow political, economic, social and environmental issues to be equated within the same measurement tool. Finally, the assessment of environmental flows fits within the historical conception of rivers as elements to be controlled.

AN ATTEMPT AT SHAPING E-FLOW ASSESSMENTS

In this context, some environmental activists pragmatically tried to shape the instrument before its stabilization in academic and political circles. An example of this can be found in the program launched in the late 2000s by WWF-India (Illus. 2). It brought together activists and experts, both Indian and foreign, with the aim of assessing environmental flows for different stretches of the upper Ganga between Gangotri and the city of Kanpur. The study was intended to serve as a resource for government agencies and experts who might conduct similar studies for other rivers.

This study is interesting because it incorporates, in the words of its authors, the "spiritual and cultural" dimension of the river. At the instigation of some of the project members, it was indeed decided to include water requirements for practices such as ritual bathing, cremations, and more generally, religious ceremonies and rituals. This required an adaptation of the assessment method. Indeed, while e-flow assessments often include issues such as the economic well-being of riparian populations and have in the past sometimes taken into consideration the water needs of certain sacred places, the spiritual or religious dimension had never been taken into account for an entire river.

Surveys were thus conducted among residents of the different localities of study, as well as among priests, pilgrims, etc. A variety of data was collected on the evolution of the quantity and quality of the water over time and on what was considered by the respondents as acceptable river levels and flows at different periods of the year for ritual bathing (ease of access to the river, depth, quality and velocity of the water). Other data were also taken into account: if a priest could not meditate if he did not hear the roar of the river, what level of water was needed in that specific locality for the river to roar? Elsewhere, respondents mentioned that the local temple dedicated to the god Brahma must be flooded by the river at least once a year. The environmental flows assessed this way were in the end very close to those determined in parallel by the experts in hydrology, biodiversity, etc. The WWF study thus contributed to enrich e-flow assessments, through the quantification of uses and needs that were a priori not easily quantifiable, such as the level of water necessary for religious practice and spiritual well-being (Illus. 3).

A REFERENCE TO THE PAST

In the aftermath of the terrible June 2013 floods, which killed several thousand people in Uttarakhand, the state where the sources of the Ganges are located, the construction of two dozen hydroelectric projects was suspended by the Supreme Court. It's in this context that the Ministry of Environment filed an affidavit with the Court in January 2016. In this document, the Ministry refers to a nearly century-old agreement between the colonial government and a representation of political and religious leaders to support its e-flow policy and to allow the construction of several of the halted projects.

The story goes back to the beginning of the twentieth century, when British engineers wanted to build a masonry dam upstream of the city of Haridwar. Several political and religious leaders, including Madan Mohan Malaviya, one of the historical figures of Hindu nationalism, were concerned about the possible obstruction of the uninterrupted flow of the river. The matter was finally resolved in December 1916 when the colonial government agreed to ensure a flow of 1000 cusecs at the *ghâts* of Haridwar. This agreement is often used as a reference by Hindu nationalist movements in the controversy surrounding the construction of hydro-electric projects on the Ganges. The reference can indeed be used to denunce an Indian government that is less respectful of the religious majority than the British colonizers, and thus to spread the idea of a political disregard for the Hindu majority.

For the Ministry of Environment, referring to the 1916 agreement is thus clearly a political strategy. However, it simultaneously empties the concept of e-flows of its ecological meaning, since the flow proposed in 1916 was not designed to protect the ecosystem. The use of this agreement has been criticized by environmental activists and experts and even within the government itself. The political will to refer to this agreement seems to have waned over the following months. In October 2018, the government finally issued a notification defining the minimum environmental flows to be ensured for various stretches of the Ganga at different times of the year, without referring to the 1916 agreement. However, the proposed e-flows were again denounced by many activists and experts, who pointed out the lack of scientific basis and of public consultation. The proposed e-flows were moreover well below the estimates of several committees and independent studies.

The analysis of this instrument thus shows how political, religious and technical issues are intertwined in the management of the Ganga River. These entanglements are complex and diverse in their form and consequences. Thus, while in the first case study, the religious and the technical collide, in the second, the political and the religious intersect at the expense of the technical. The trajectory described here also reflects one of the recurring debates on the management of the Ganga River: should international standards and instruments be adapted or should specific knowledge, standards and instruments be created for a river that holds a special place in Hinduism, but also, more generally, in Indian history, geography and economy?

LE PARAVENT AUX LIVRES CORÉEN CH'AEKKADO DU MUSÉE GUIMET

Okyang Chae-Duporge
Maître de conférences à l'UBM et membre de l'équipe de D2IA
Avril 2022

Illus. 1 : Ch'aekkŏri (LUF 015), paravent à six panneaux, couleurs sur papier, H. 135 cm x 42,5 cm par panneau, époque de Chosŏn, XVIIIe-XIXe siècle, musée Guimet, Paris.) (© Musée Guimet.) // Illus. 1: *Ch'aekkŏri* painted screen in six panels, watercolor on paper, H. 135 cm x 42.5 cm wide (per panel), Chosŏn period, 18th-19th centuries, Musée Guimet, Paris. (© Musée Guimet.)

Parmi les divers types de la peinture coréenne décorative très populaire à la fin du Chosŏn (1392-1897), le paravent aux livres est le genre par excellence qui manifeste l'esprit et les aspirations des élites lettrées de cette époque. Le paravent à six panneaux (LUF 015) (Illus. 1), actuellement conservée au musée Guimet, en est un bon exemple. En réalité, cette œuvre est intitulée, comme une dizaine d'autres œuvres de la même collection, *ch'aekkŏri*, littéralement « livres et objets », désignant une nature morte qui décorait l'intérieur d'une salle d'étude ou d'un cabinet de travail. Parmi les trois types de *ch'aekkŏri* qui peuvent être distingués (« *ch'aekkŏri* à étagères », le « *ch'aekkŏri* isolé » (Illus. 2) et le « *ch'aekkŏri* empilé » (Illus. 4), le premier est appelé habituellement *ch'aekkado*. Le Paravent à six panneaux étant le seul *ch'aekkŏri* à étagères du musée, nous nous permettons de le nommer ici *ch'aekkado* du musée Guimet pour le distinguer des autres œuvres voisines.

LIVRES

Symbole de distinction sociale et de pouvoir, la place des livres était très importante dans la société néo-confucéenne du Chosŏn, d'autant plus que l'étude des classiques chinois constituait pratiquement le seul moyen d'accéder à la

haute fonction publique à travers le concours national (*Kwagŏ*). La période des XVIIIe et XIXe siècles a été marquée par la remise en cause du néo-confucianisme, jugé trop rigide, et par une nouvelle approche plus pragmatique, représentée par le mouvement *sirhak* (étude pratique) qui avait un fort intérêt pour les sciences naturelles, les techniques et l'économie.

Dès la deuxième moitié du XVIIIe siècle, certains émissaires envoyés à Pékin, ont eu l'occasion de voir de leurs propres yeux la ville développée par les Qing (1644-1912). Au lieu de se complaire dans la nostalgie de la période des Ming (1368-1644) et de se défier de la nouvelle dynastie fondée par les Mandchous prétendument « barbares », ces intellectuels ont insisté pour diffuser la culture avancée de cette nouvelle dynastie afin d'améliorer la vie économique du Chosŏn. Tout comme les encyclopédies ont joué un rôle essentiel à l'époque des Lumières en Europe, les livres étaient porteurs de connaissances nouvelles, aussi ces émissaires se précipitaient-ils à Pékin pour acheter des livres, n'hésitant pas à dépenser de grosses sommes d'argent.

Illus. 2 : Yi Hyŏng-nok (1808-ap. 1874), *ch'aekkado*, avant 1864, encre et couleurs sur papier, 154,5 cm x 38,5 (chaque panneau) cm, musée folklorique national de Corée, Séoul. (© Musée folklorique national de Corée.) // Illus. 2: Yi Hyŏng-nok (1808-ap.1874), *ch'aekkado*, before 1864, ink and watercolor on paper, 154.5 cm x 38.5 cm (per panel), National Folk Museum of Korea, Seoul. (© National Folk Museum of Korea, Seoul.)

Ce n'était pas uniquement ces envoyés qui étaient avides de livres, mais également leur roi Chŏngjo (r. 1776-1800). C'est ce roi qui est à l'origine de la peinture sur le thème des livres et son intention était bien précisée dans ses écrits (*Hongjaejŏnsŏ*) : pour empêcher ses contemporains de lire des livres

« malsains » au lieu des textes classiques, le monarque a fait représenter des livres classiques dans ses *ch'aekkado*. Dans ce but, il a fait peindre et installer un *ch'aekkado* dans sa chambre, allant jusqu'à remplacer la peinture du soleil, de la lune et des cinq monts (*Irwŏlobongdo*) qui symbolise la présence du roi. Lorsqu'il l'a montré avec fierté à ses sujets en expliquant sa démarche, ce geste est devenu politique et imposait en quelque sorte de reproduire ce style de peinture chez eux, en dehors du palais royal. La grande popularité des *ch'aekkado* auprès de la classe dirigeante (*yangban*) était telle que le lettré Yi Kyusang (1727-1799) a écrit dans son livre *Ilmongko*, qu'il n'y avait aucun noble qui n'eût décoré ses murs avec une peinture aux livres.

En réalité, la classification des trois types de *ch'aekkado* que nous avons vue plus haut est également liée à sa diffusion dans les différentes classes sociales. Puisque les livres n'étaient pas accessibles aux gens du commun, les paravents aux livres étaient privilégiés par les aristocrates. Mais avec l'apparition d'une classe moyenne aisée (*chungin*) à la fin du Chosŏn, ce thème s'est banalisé dans la société et s'est ensuite propagé jusqu'au peuple. C'est à travers les peintres de cour, la plupart *chungin*, travaillant à la fois à la cour et en dehors, que s'est faite la transmission de modèles picturaux entre cour, aristocratie et gens du commun. Certains de ces derniers, parfois parvenus à une situation économique aisée, rêvaient de devenir nobles (*yangban*) et d'imiter la façon de vivre de cette classe. Alors que pendant longtemps ces peintures mises à la mode par le roi et ayant décoré le palais royal ont été appelées à tort « peintures populaires (*minhwa*) », des recherches récentes ont mis en évidence leur appartenance à la peinture décorative de cour « *kungjung changsikhwa* ». Une photo (Illus. 3) qui nous est parvenue illustre comment un *ch'aekkado* était exposé dans le palais royal.

Illus. 3 : *Ch'aekkado*. Il a été révélé par le professeur Lee Tae-jin que ce lieu est dans le palais Kyŏngbok. // Illus. 3: Professor Lee Tae-jin has shown that this scene was photographed in the Kwanmun'gak of the Kŏnch'ŏng-kung at Kyŏngbok Palace.

Bien qu'il soit impossible de délimiter la frontière entre la peinture populaire et celle de cour sur la base de peintures anonymes, il est évident que la plupart des « *ch'aekkado* à étagères » n'a pas été acquise par le peuple, ne serait-ce que par manque d'espace dans les habitations. L'apparition des « *ch'aekkado* empilés » n'est pas sans lien avec l'adoption du *ch'aekkado* dans l'espace

plus modeste dans lequel vivaient les gens du peuple, qui avaient également une forte aspiration au bonheur et à la réussite. C'est justement cette diversité de classes sociales qui a permis de produire ultérieurement des *ch'aekkado* de divers styles et d'une grande originalité.

COLLECTION D'ANTIQUITÉS

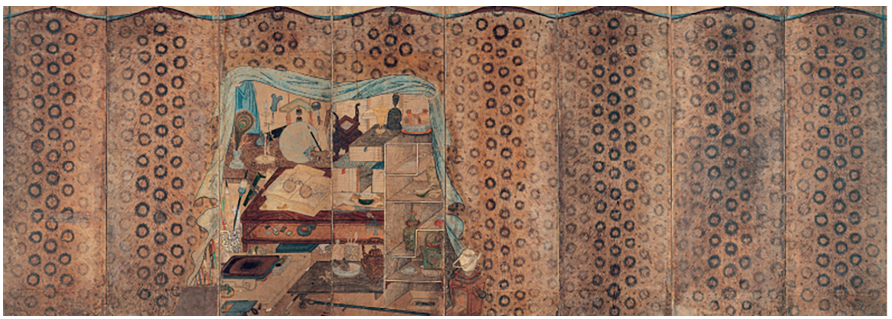
Ce ne sont pas uniquement des livres que se sont procurés les émissaires du Chosŏn lors de leurs voyages en Chine. Dans les rues de Liulichang à Pékin se trouvaient non seulement des librairies mais également des magasins d'antiquités. La collection de céramiques et de bronzes chinois archaïques reproduits pendant la période des Ming et des Qing était un autre objet de convoitise de ces lettrés qui souhaitaient cultiver leur goût de l'élégance. Par exemple, les lettrés Yi Tŏk-mu (1741-1793) et Pak Chi-wŏn (1737-1805) étaient même munis du catalogue de la collection impériale de bronzes (*Xiqing gujian*) de 1749 commandée par l'empereur Qianlong (r. 1736-1795). Le paravent aux livres du musée Guimet représente deux brûle-parfum en bronze tripodes, un élément « des trois amis de l'encens ». Les autres objets liés à la vie des lettrés comme « les quatre trésors du lettré » (pinceau, pierre à encre, bâton d'encre et papier) y sont également présents. Les céramiques sont d'autres objets essentiels dans les *ch'aekkado* et leur style le plus prisé est le grès émaillé et craquelé du type « guan/ge » dans le style des Song (960-1279). Ces intellectuels considéraient comme pompeux le blanc et bleu ou les porcelaines émaillées, des productions de leur époque. Ce retour à l'ancienne mode était très populaire sous les Qing et ce type de céramique quelque peu austère était parfaitement au goût des lettrés du Chosŏn, devenant le type de céramique le plus populaire dans le *ch'aekkŏri*. Pak Chi-wŏn a même conseillé d'acquérir celles avec de grands craquèlements. Que ce soit les bronzes chinois ou la céramique de grès émaillé et craquelé, ils sont bien présents dans les deux autoportraits de Kim Hong-do (1745-1806 ?), le peintre le plus célèbre du Chosŏn, ce qui confirme de nouveau leur popularité à cette période. Quant au paravent du musée Guimet, il montre trois exemplaires de ce type de céramique.

Illus. 4 : *Ch'aekkŏri*, paravent à huit panneaux, fin XIXe siècle, couleurs sur papier, 49,5 cm x 27 cm (each panel), Séoul. (© Collection Kim Sejong.) // Illus. 4: *Ch'aekkŏri*, Books and Scholar's Accoutrements, eight-panel folding screen, late 19th century, colors on paper, 49.5 cm x 27 cm (per panel), Kim Sejong collection. (© Kim Sejong collection.)

Le végétal, présenté dans des céramiques, est un autre élément essentiel des *ch'aekkŏri*. Yi Tŏk-mu écrit qu'une branche de fleurs posée dans un bronze ou dans un grès émaillé et craquelé perdurera plus longtemps. Alors que de nombreuses œuvres témoignent de la réelle popularité de ce dernier matériau pour cet usage, dans le cas de la peinture du musée Guimet, une branche de fleur de pêcher se retrouve dans un vase bleu décoré de nuages et d'un dragon en or. Plus discrètement, un bout de branche d'une fleur de pivoine est visible en bas du cinquième panneau coupé par le changement de panneau, ce qui nous laisse deviner que ce paravent était originellement composé d'au moins huit panneaux ; on présume que l'un devait représenter un vase (un grès émaillé et craquelé ?) avec le reste de la branche. Quant à la fleur de pivoine dont la face de la feuille est colorée en vert foncé et son dos en vert pâle, sa forme est très typée et on la trouve fréquemment dans diverses peintures (par exemple, à la partie supérieure du premier panneau de la Illus. 2), ce qui laisse deviner l'emploi d'un modèle de croquis.

Plus loin, un compotier blanc contient un agrume et deux grenades. Symboles de fertilité, celles-ci sont reconnaissables aux nombreux grains mis en évidence dans celle qui est ouverte. On verra plus tard dans des « *ch'aekkŏri* empilés » se développer abondamment ces symboles de bon augure (Illus. 4). Selon Bang Byŏng-sŏn, ces fruits pouvaient être en réalité des céramiques, dont la reproduction était courante à l'époque.

Après examen, nous remarquons que la plupart des objets présentés ne sont pas coréens. Ni céladons du Koryŏ (918-1392), ni porcelaines blanches ou *punch'ŏng* du Chosŏn n'ont été représentés, alors que Chŏng Yak-yong, dans un poème du recueil *Songp'a sujak*, décrit la fleur de narcisse, autre fleur très prisée dans les *ch'aekkado* (cinquième panneau de la Illus. 2), dans un récipient du Koryŏ. Cela montre que cette nature morte est une sorte de cabinet de curiosités à la coréenne nourri de chinoiseries.



Illus. 5 : Paravent à la peau de léopard, Chosŏn, couleurs sur papier, 128 cm x 358 cm, musée Leeum, Samsung Museum of Art, Séoul. (© Musée Leeum.) // Illus. 5: Leopard skin screen, watercolor on paper, 128 cm x 358 cm, Leeum Museum, Samsung Museum of Art, Seoul. (© Leeum Museum.)

LE STYLE DE YI HYŎNG-NOK

Bien que les collections d'objets chinois anciens produits par les Ming et les Qing aient été très en vogue chez l'élite du Chosŏn, cette peinture ne représenterait pas forcément une collection ayant réellement existé. Les similitudes des objets parmi ce genre de peintures (Illus. 1 et 2) laissent, de surcroît, supposer que les peintres et les ateliers employaient des carnets de croquis pour représenter les objets rares. Par exemple, les objets stylistiquement semblables à ceux représentés sur le paravent du musée Guimet apparaissent dans d'autres œuvres, surtout dans celles de Yi Hyŏng-nok (1808- ap. 1883), connu comme le meilleur peintre de cour de ce genre de peinture. Généralement les peintres de cour ne signaient pas leurs œuvres de peinture décorative, souvent réalisées collectivement. Cependant, dans le cas des *ch'aekkado*, certains artistes comme Chang Han-jong (1768-1815) ou Yi Hyŏng-nok ont signé d'une manière discrète dans l'un des sceaux couchés (premier panneau en Illus. 2), révélant que neuf peintures venaient de ce dernier.

Illus. 6 : Yi Hyŏng-nok (1808-ap.1874), *Ch'aekkado*, paravent à huit panneaux, avant 1864, encre et couleurs sur papier, 140 cm x 468 cm, musée Leeum, Samsung Museum of Art, Séoul. (© Musée Leeum.) // Illus. 6: Yi Hyŏng-nok (1808-after1874, *Ch'aekkado*, eight-panel screen, prior to 1864, ink and watercolor on paper, 140 cm x 468 cm, Leeum Museum, Samsung Museum of Art, Seoul. (© Leeum Museum.)

Ce dernier faisait partie d'une dizaine de peintres de l'académie (*Chabidaeryŏng hwawŏn*), que le roi Chŏngjo avait choisis parmi les peintres de cour déjà sélectionnés par concours, pour les faire travailler dans la bibliothèque royale, le *Kyujanggak*. Pour choisir les meilleurs, et pour qu'ils restent les meilleurs, le roi a imposé un concours régulier à ces artistes. Le fait que le thème du *ch'aekkŏri* ait été ajouté comme sujet d'examen a grandement contribué à la qualité de la production de ce genre. L'attachement du roi Chŏngjo au *ch'aekkado* est bien rendu dans l'épisode de 1788 noté dans les chroniques dites *Naegak illyŏk*, où il envoie les deux peintres de cour Sin Han-p'yong (1726-?) et Yi Chong-hyŏn (1748-1803) en exil, parce qu'ils n'ont pas choisi de peindre des *ch'aekkŏri* lorsqu'ils ont été invités à produire une œuvre selon leurs souhaits. Si le premier peintre est le père du fameux peintre Sin Yun-bok (1758-1814 ?), le second est le grand-père de Yi Hyŏng-nok.

À l'exception d'une verseuse, d'une tasse et d'une coupe, tous ses autres objets du *ch'aekkado* du musée Guimet se trouvent, identiques ou légèrement modifiés, dans le paravent à huit panneaux, réalisé par Yi Hyŏng-nok de la collection Leeum (Illus. 6) ainsi que dans son « *ch'aekkŏri* isolé » conservé au musée folklorique national de Corée (Illus. 2). L'emploi des mêmes objets ne confirme aucunement que ce paravent viendrait du même peintre, quoique sa qualité et son style général n'excluent pas cette possibilité. Le sceau carré couché vers le spectateur du quatrième panneau n'a pas encore divulgué le nom de l'artiste.

CH'AEKKADO EN TROMPE-L'ŒIL

Bien que les chinoiseries soient les plus marquantes, le *ch'aekkŏri* montre également des objets européens comme une horloge (cinquième panneau de la Illus. 2) ou une paire de lunettes (Illus. 5). Mais sa plus grande modernité se trouve certainement dans sa présentation illusionniste. Alors que la plupart des *ch'aekkŏri* isolés sont peints vus du haut du côté droit, la perspective à point focal a été appliquée au *ch'aekkado*, son étagère devenant un espace pour expérimenter cette technique occidentale. En réalité, l'étagère en carreaux n'est pas coréenne, ni tout à fait identique aux cabinets de trésors chinois (Duobaoge). D'ailleurs, si Jerome Silbergeld considère, dans *Hopes and Aspirations: Décorative painting of Korea*, que les *ch'aekkŏri* proviennent du studiolo de la Renaissance italienne, Kay E. Black relie leur origine à une peinture chinoise de cabinet des trésors, attribuée à Giuseppe Castiglione (1688-1766), un jésuite italien, missionnaire en Chine.

Les peintres de cour étaient capables de maîtriser la technique du trompe-l'œil et selon un lettré, Yu Chae-kŏn (1793-1880), les gens du Chosŏn s'en amusaient. Dans le paravent du musée Guimet, le peintre a cherché à exprimer par le clair-obscur la profondeur en assombrissant le fond de l'étagère. Il est vrai qu'aucun objet ne flotte dans l'espace, tout est bien ancré dans cette bibliothèque. Une comparaison avec celui conservé au musée de Brooklyn aux États-Unis, dans lequel certains objets paraissent flotter comme en apesanteur, suffit à faire voir la différence. Le peintre du paravent du musée Guimet semble avoir été tout à fait capable d'appliquer la perspective comme c'est le cas de Yi Hyŏng-nok, ce qui nous amène à penser que le désordre dans la perspective est causé par une mauvaise disposition des panneaux due à l'absence de deux (ou quatre) panneaux. Ce point mériterait de plus amples recherches.

CONCLUSION

Malgré l'aspect modeste du *ch'aekkado* du musée Guimet, sa présentation non surchargée manifeste un sens de la composition dans la disposition réfléchie des objets et évite d'être la vitrine ostentatoire d'un nouveau riche, attitude dont les lettrés coréens se gardaient bien. À partir des objets inspirés de la Chine, et de la présentation à la mode européenne, les Coréens ont développé un genre

particulier qui manifeste leurs valeurs et leurs aspirations. Cette œuvre nous invite à une étude plus approfondie sur la circulation des objets et des pratiques artistiques non seulement entre les pays de l'Asie de l'Est, mais aussi entre celle-ci et l'Europe, à travers certains objets et surtout leur présentation en trompe-l'œil.

BIBLIOGRAPHIE/BIBLIOGRAPHY

Cambon, Pierre, *Tigres de papier, cinq siècles de peinture en Corée*, Paris, Snoeck Gent, 2015, p. 56-61.

Chae-Duporge, Okyang, « La collection de Lee Ufan au musée Guimet : la peinture coréenne décorative de la fin de la dynastie Joseon », *in* Marie Laureillard & Cléa Patin, *À la croisée de collections d'art entre Asie et Occident*, Paris, Hémisphères/Maisonneuve & Larose, 2019, p. 39-48.

Chŏng, Pyŏng-mo *et al.*, *Chaesaekhwa : polychrome Painting of Korea. Ch'aekkŏri wa munchado*, vol. 3, Séoul, Tahal Midiŏ, 2015, 386 p.

Kim, Sunglim & Chŏng, Pyŏng-mo *et al.*, *Chaekgeori : The Power and Pleasure of Possessions in Korean Painted Screens*, Séoul, Tahal Midiŏ, 2017, 250 p.

Lee, Ufan & Cambon, Pierre, *Nostalgies coréennes-peintures et paravents du XVIIe au XIXe siècle*, Paris, Réunion des Musées Nationaux, 2001, 217 p.

THE KOREAN CH'AEKKADO BOOK SCREEN AT THE MUSÉE GUIMET IN PARIS

Okyang Chae-Duporge
Associate professor at UBM & member of the D21A team
April 2022

Of the various kinds of Korean decorative painting which were popular towards the end of the Chosŏn period (1392-1897), the "book screen" is the genre that most embodies the spirit and aspirations of the period's literati elite. The six-panelled screen (LUF 015) (Illus. 1) currently housed by the Musée Guimet in Paris is a good example. Like numerous other works in the collection, it is titled simply *ch'aekkŏri*, a phrase that translates as "books and objects" and merely describes a type of still-life that was used to decorate the interiors of private studies and scholars' retreats. *Ch'aekkŏri* were produced in three distinct formats: "*ch'aekkŏri* with shelves", "*ch'aekkŏri* with isolated objects" (Illus. 2), and "stacked *ch'aekkŏri*" (Illus. 4). The first type is usually called simply "*ch'aekkado*." Since the screen with six panels (LUF 015) is the only "*ch'aekkŏri* with shelves" in the museum, we will refer to it here as "the Musée Guimet *ch'aekkado*" to distinguish it from works with the same title held in the museum's collection. The Musée Guimet screen, which is rather modest in size (135.5 cm high with six panels each 42 cm wide) is restrained in its style. The piece of furniture represented consists of three levels of stacked open compartments, eighteen in all. Two-thirds of these contain books – sometimes exclusively so, sometimes books with other objects. By no means mere decoration, this screen deploys a favorite iconographic repertory of Chosŏn literati, one that reveals their predilections and aspirations, allowing us to deduce some more general characteristics of their society.

BOOKS

Books held pride of place in this Neo-Confucian society as icons of social distinction and power, all the more so as the study of Chinese classics was virtually the only means of social advancement. Access to high-status public appointments was determined by national competitions (*Kwagŏ*), although the 18 th and nineteenth centuries witnessed challenges to neo-Confucianism, which was considered too rigid. A new, more pragmatic approach emerged, namely *sirhak* (School of practical learning) movement, and its *pukhak* (School of northern learning). From the second half of the eighteenth century, Korean emissaries to Beijing had an opportunity to view the city built by the Qing dynasty (1644-1912) with their own eyes. Rather than wallow in nostalgia for the Ming era (1368-1644) and turn their backs on the new dynasty founded by the so-called "barbarian" Manchus, these intellectuals were determined to

spread the advanced culture of the Manchus in hopes of improving economic conditions in Chosŏn Korea. Much as encyclopedias played an essential role for the Enlightenment in Europe, bringing new information and knowledge, so did Chinese books seized upon by Korean envoys who spared no expense acquiring them in Beijing.

Envoys were not the only ones hungry for Chinese books in Korea. The country's ruler, King Chŏngjo (r. 1776-1800), was as well. Indeed, he originated the fashion for paintings focused on depictions of books, and made his reasons explicit in his own writings (*Hongjaejŏnsŏ*). His intention was to prevent his contemporaries from reading "unhealthy" books instead of classical texts, and he had the only the latter represented in his *ch'aekkado*. With this purpose in mind, he commissioned a *ch'aekkado* and had it installed in his room, going so far as to replace a hallowed object: a painting of the sun, the moon, and the five hills (*Irwŏlobongdo*) that symbolized the presence of the king. The official inauguration of the new image and the king's proud explanation of its purpose to his subjects was a political gesture that to some extent compelled *ch'aekkado* painting's rapid development beyond the royal palace in the homes of his subjects. The great popularity of these *ch'aekkŏri* among the governing classes (*yangban*) was such that the scholar Yi Kyu-sang (1727-1799) wrote in his book, *Ilmongko*, that not a single nobleman could be found whose walls were not adorned with a painting of books.

In fact, the classification of *ch'aekkŏri* into the three types described above was also linked to social class. Since books were not accessible to commoners, screen-paintings of books were favored by the aristocracy. However, with the rise of a wealthy middle class (*chungin*) at the end of the Chosŏn dynasty, the theme had become widely accepted in society and even spread among the common people. Court painters, most of whom belonged to the *chungin* class and worked both at the court and outside it, were responsible for the transmission of pictorial models from court to aristocracy to ordinary people. Some commoners who became well-off dreamed of becoming *yangban* themselves and imitated their tastes. These paintings, made fashionable by the king and used to decorate the royal palace, were for a long time mistakenly called folk art, or *minhwa*, but recent research has demonstrated that they in fact belong to decorative court painting, *kungjung changsikhwa*. A photograph (Illus. 3) has survived that illustrates how a *ch'aekkado* was exhibited in the royal palace.

While it is impossible to establish a frontier between popular painting and the court on the basis of anonymous paintings, it is nevertheless evident that "*ch'aekkŏri* with shelves" were not likely to belong to commoners, who would not have possessed the appropriate space for them in their homes. The appearance of "stacked *ch'aekkŏri*" can be traced to the taste for *ch'aekkado* in the more limited spaces of homes belonging to commoners who also cherished aspirations of success and happiness. It was precisely the diversity of circumstances among the various social classes that permitted diversity and originality to flourish subsequently in the production of *ch'aekkŏri*.

COLLECTIONS OF ANTIQUITIES

The emissaries of the Chosŏn collected more than books on their trips to China. The streets of Liulichang in Beijing were home to antique stores as well as book shops. Collecting Chinese ceramics and archaic bronzes reproduced during the Ming and Qing periods was another ambition of literati who sought to cultivate their taste for elegance. Yi Tŏk-mu (1741-1793) et Pak Chi-wŏn (1737-1805) even came armed with a copy of the 1749 catalogue of imperial bronzes (*Xiqing gujian*) that had been commissioned by the emperor Qianlong (r. 1736-1795). The Musée Guimet book screen depicts two incense burner tripods, an element from the celebrated literati motif of "the three friends of incense". Other objects associated with literati culture, such as "the four treasures of the scholar", are also present.

In addition to archaic bronzes, images of ceramics are another essential feature of *ch'aekkado*. The style most favored for these was "*guan/ge*", a type of stoneware with a crackled celadon glaze in the style of the Song dynasty (960-1279). Intellectuals considered pompous the blue and white and glazed porcelains that were creations of their own time. This return to an antique and somewhat austere style of Chinese ceramics was very popular under the Qing and perfectly suited to the tastes of Chosŏn literati, becoming the ceramic most likely to be depicted in *ch'aekkŏri*. Pak Chi-wŏn went so far as to recommend acquiring those objects with the most pronounced craquelure. Chinese bronzes and stoneware with a crackled celadon glaze both appear in the two self-portraits of Kim Hong-do (1745-1806?), the most famous painter of the Chosŏn period, another confirmation of their popularity in Korea at this time. As for the Musée Guimet screen, it depicts no less than three examples of this type of ceramic.

Plants shown in association with ceramics are another essential element of *ch'aekkŏri*. Yi Tŏk-mu wrote that a spray of flowers placed in a bronze vessel or in a glazed and crackled stoneware vase will last longer. Many images testify to a real popularity of stoneware ceramics for this purpose. In the Musée Guimet screen, for example, a branch of peach blossom appears in a blue vase decorated with clouds and a golden dragon. More discreetly, the tip of a branch of peony is visible at the lower edge of the fifth panel, cut off by a change in the placement, from which it can be inferred that the original screen comprised at least eight panels. One of these must presumably have represented a vase (stoneware with a crackled glaze?) with the rest of the branch. As for the peony stem, the front of the leaf is dark green while the back a pale green; its typical color and form appear in various paintings, for example: in the upper part of the first panel of the *ch'aekkad*o in Illus. 2, suggesting the use of a sketch as a model. Further along, a white compote bowl contains a citrus fruit and two pomegranates, fertility symbols easily identified by their many seeds, as shown in the one that is cut open. Later, such symbols of good fortune proliferate in "stacked *ch'aekkŏri*." According to Bang Byŏng-sŏn, these images may well represent ceramic pomegranates, a common production at the time.

Lastly, close examination yields that the majority of the objects depicted in these screen paintings were not of Korean manufacture. Neither celadon from the Koryŏ period (918-1392) nor the white porcelain or *punch'ŏng* of Chosŏn were represented in these Korean screens. Yet, in a poem from his *Songp'a sujak* collection, Chŏng Yak-yong describes a Narcissus flower, another bloom highly prized for representation in a *ch'aekkado* (see the fifth panel in Illus. 2), placed in a Koryŏ vase. This indicates how the still-life screen was a kind of Korean cabinet of curiosities filled with chinoiseries.

THE STYLE OF YI HYŎNG-NOK

While collecting antique Chinese objects from the Ming and Qing periods was very much in vogue among the Chosŏn-era, the Musée Guimet *ch'aekkado* does not necessarily represent a collection that ever existed in fact. The resemblances between objects in this genre of painting (Illus. 1 and 2) invites the assumption that painters referred to sketchbooks for images of rare objects, or simply for convenience. Objects which stylistically resemble those represented in the Musée Guimet screen appear in other works, especially those of Yi Hyŏng-nok (1808-after 1883), known as the best painter to have specialized in this genre. Generally, court painters did not sign their decorative paintings, which were often the collective work of a studio. Nevertheless, in the case of *ch'aekkado*, certain artists, such as Chang Han-jong (1768-1815) and Yi Hyong-nok would discreetly sign their work in one of the seals (first panel of Illus. 2), revealing that nine other paintings are also by the hand of the latter.

Yi Hyŏng-Nok was one of court painters (*Chabidaeryŏng hwawŏn)*, chosen from amongst those already selected by competition, to serve in the *Kyujanggak*, or royal library. To ensure selection of the most competent and to assure that they remained the best, the king required that the artists be examined regularly. The fact that the theme of *ch'aekkŏri* was added as an examination subject contributed substantially to the quality of the paintings in this genre. King Chŏngjo's attachment to this kind of painting is well-illustrated by an episode from 1788, noted in the chronicles known as *Naegak illyŏk*. Evidently, the king exiled two court painters, Sin Han-p'yong (1726-?) and Yi Chong-hyŏn (1748-1803) for not electing to paint *ch'aekkŏr*i when they were invited to paint a subject of their own choosing.

With the exception of a pitcher, a cup and a goblet, all the other objects represented in the Musée Guimet *ch'aekkado* are found in the eight-panel screen by Yi Hyŏng-nok in the Leeum Collection (Illus. 6), where they are identical or only slightly modified. The same holds true of his "ch'aekkŏri with isolated objects" in the National Folk Museum of Korea (Illus. 2). The use of the same objects in no way guarantees that the screen is by the same painter, although its quality and overall style do not exclude the possibility. The square seal facing the spectator in the fourth panel has not yet been deciphered to yield the name of the artist.

THE TROMPE L'ŒIL CH'AEKKADO

Although objects of Chinese manufacture are those most frequently shown, these screens also depict European curiosities, such as the clock seen in the fifth panel of Illus. 2 or a pair of glasses (Illus. 5). But the most significant indication of their modernity is without a doubt the illusionistic treatment of pictorial space. While most prior ch'aekkŏri were painted from a high vantage point on the right side, one-point perspective dominates in the *ch'aekkado*, its shelves becoming a space in which to explore this Western technique. In point of fact, such open, box-like shelving is not Korean, neither strictly similar to Chinese treasure cabinets (Duobaoge). While Jerome Silbergeld views the genre of *ch'aekkŏri* as deriving from the studiolo tradition of the Italian Renaissance, Kay E. Black sees their origin more specifically in a painting produced in China of a treasure cabinet, attributed to Giuseppe Castiglione (1688-1766), an Italian Jesuit missionary and court painter in China.

It is well established that court painters in Korea were capable of mastering Western perspective and trompe l'œil technique during the Chosŏn; and according to one contemporary scholar, Yu Chae-kŏn (1793-1880), used to amuse themselves doing so. In the Musée Guimet screen, the painter employs chiaroscuro increase the sense of depth, darkening the back of the shelf. It is true that nothing floats in this space; everything is solidly place on these shelves. The difference can be seen by comparison with a screen in the Brooklyn Museum in the United States, in which some objects appear to float weightlessly (see also Illus. 4). The painter of the Musée Guimet screen seems to have been as entirely capable of using Western perspective as Yi Hyŏng-nok, which leads the author to think that the present disorder in the perspective is a result of an incorrect arrangement of the panels caused by the absence of two (or perhaps, though unlikely, four) panels. This possibility merits further research.

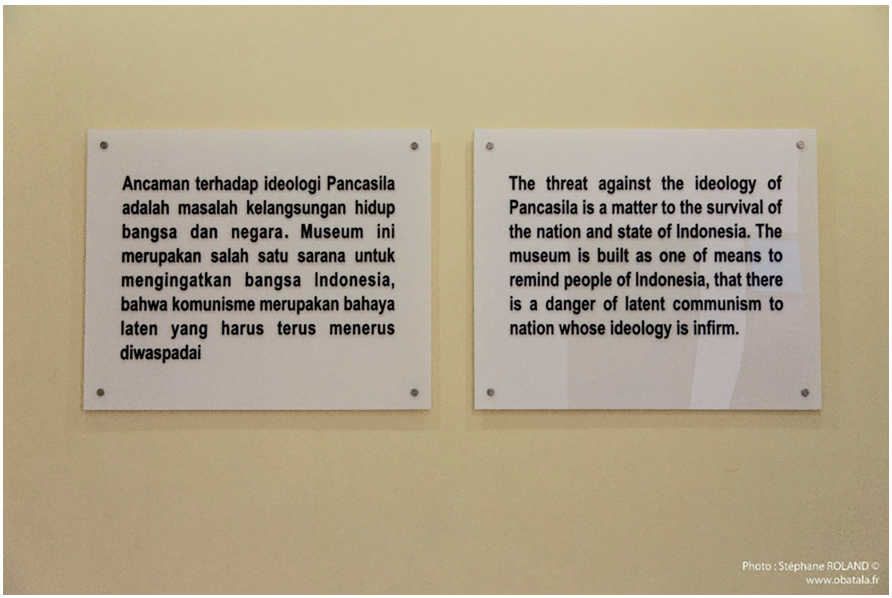
CONCLUSION

In spite of the modest appearance of the Musée Guimet *ch'aekkado*, its uncluttered space bears witness to the thoughtful composition of its books and objects. It avoids all ostentatious effects potentially equated with nouveau-riche taste, something the Korean literati elite was careful to avoid. The Koreans developed this kind of art based on Chinese objects and culture, which they combined with a European perspective tradition to create a singular genre of painting that expressed their values and aspirations. The Musée Guimet *ch'aekkado* invites further study of the circulation of objects and artistic practices among Asian countries and between these and Europe through particular objects and methods of presentation, such as trompe l'œil and illusionistic perspective more generally.

UNE PENSÉE PROGRESSISTE PEUT-ELLE EXISTER DANS L'INDONÉSIE CONTEMPORAINE ?

Gloria Truly Estrelita
Doctorante en histoire à l'EHESS
Septembre 2022

En Indonésie, bien des observateurs de la vie politique affirment que les idéologies n'existent pas ou peu dans le champ social. Les partis et syndicats sont conçus comme s'organisant plutôt sur une base pragmatique ou identitaire (religieuse, régionaliste, ethnique), s'appuyant sur les réseaux hérités de la décolonisation et ceux, plus récents, de la dictature de Suharto. De fait, si l'on s'intéresse plus particulièrement aux idéologies progressistes, après le tournant autoritaire pris par le président Soekarno et le Parti communiste indonésien (PKI) au début des années 1960, puis la prise du pouvoir par le général Suharto en 1965, et malgré les réformes de démocratisation engagées depuis la chute de ce régime en 1998, l'engagement dans toute forme d'activisme d'orientation socialiste est suspect et étroitement surveillé par les services de renseignement et leurs soutiens civils locaux (Honna, 1999, p. 121).



Musée de la Trahison Communiste, Jakarta, 2015. (© S. Roland.) // Museum of Communist Treason, Jakarta, 2015. (© S. Roland.)

Ce ne fut pas toujours le cas. Après l'indépendance de l'Indonésie en 1945, alors que les autres partis politiques se préoccupaient de la politique nationale,

le PKI exerçait son influence au niveau local en organisant activités sociales, éducation politique, planning familial, lutte contre l'analphabétisme et soutien aux paysans, se construisant ainsi une solide base populaire. Il fut l'un des grands gagnants de la première élection générale en Indonésie en 1955, et devint le troisième plus grand parti communiste du monde dans les années 1960 avec 3 millions de membres, auxquels s'ajoutait une constellation d'organisations sociales populaires satellites. Le président Soekarno lui-même, après avoir appris l'implication des États-Unis et du Royaume-Uni dans les révoltes locales (1957-1961) (Conboy & Morrison 2018), ainsi que le rôle des deux pays dans la provocation de la confrontation Indonésie-Malaisie (1962-1966) (Wardaya, 2008), en vint à soutenir la position anti-occidentale du PKI. Cette position fit dès lors craindre aux autres partis politiques, aux dirigeants de droite de l'armée, mais aussi au monde occidental plongé en pleine guerre froide, que les communistes soient en train de prendre la tête du pays.

La domination politique du PKI fut brutalement éclipsée par la tragédie de 1965-1966. Le 30 septembre 1965, réagissant à une tentative de coup d'Etat avortée, l'armée, sous le commandement du général Suharto, prit le contrôle du pays en accusant le PKI d'être à l'origine de ce coup d'État. La plus grande purge anticommuniste de l'Indonésie moderne fut lancée, à l'échelle de l'archipel. Des arrestations massives eurent lieu et en 1970 116 000 personnes étaient encore en détention. Un consensus scientifique récent s'accorde sur le nombre de 500 000 victimes (*Rapport IPT* 65, 2016).

Hôtel en construction sur un charnier de 1965. Île de Bali, 2015. (© S. Roland.) // Hotel under construction on a 1965 mass grave. Bali Island, 2015. (© S. Roland.)

Dès sa prise de pouvoir, l'Ordre Nouveau développa une efficace propagande de diabolisation du communisme, ainsi qu'une législation qui l'interdit. Dans un pays où la religion est obligatoire et directement associée au pouvoir politique, l'amalgame du communisme à l'athéisme fit son effet. Les corps d'État, ainsi que le peuple lui-même, furent mis à contribution dans une répression quotidienne qui transforma l'Indonésie en une société de surveillance au nom de l'anticommunisme. Aujourd'hui, après 60 ans de propagande autour d'un récit national biaisé, et ce malgré le retour de la démocratie en 1998, tout concept progressif est perçu comme une potentielle résurgence de la menace communiste et aussitôt critiqué. De même, tous les mouvements contestataires populaires sont réprimés sur la base désormais légitimée de la lutte anticommuniste.

Élections présidentielles indonésiennes de 2019, Ambassade de Paris. (© G.T. Estrelita.) // Indonesian presidential elections 2019, Paris Embassy. (© G.T. Estrelita.)

Dans ce contexte, les mobilisations citoyennes de grande ampleur qui se multiplient depuis mai 2019 pour protester contre la politique de l'argent, la corruption et l'autoritarisme croissant du gouvernement, sont réprimées par les autorités étatiques au motif d'un activisme dit proche du communisme : l'anarcho-syndicalisme. Celui-ci est présenté comme une nébuleuse de conspirations, qui serait influencée par des mouvements similaires de la communauté internationale (Damier & Limanov, 2017). Les autorités développent phobie et stigmatisation en accusant l'anarcho-syndicalisme de déviance morale et de menacer l'ordre public (Maharani, 2019). En 2019, les autorités policières déclarèrent un groupe d'anarcho-syndicalistes responsable des émeutes du 1er mai dans plusieurs grandes villes (Yogyakarta, Bandung et Makassar). Durant la pandémie de Covid-19, la police nationale annonça qu'un groupe d'anarcho-syndicalistes avait organisé une attaque contre des installations publiques à travers l'île de Java (Velarosdela, 2020). Les quelques membres arrêtés furent présentés comme des droguées.

Dans cette mouvance informelle, la Confrérie des travailleurs anarcho-syndicalistes (Persaudaraan Pekerja Anarko Sindikalis ou PPAS) est une organisation fondée en Indonésie en 2016 à partir d'un réseau préexistant de petits groupes militant pour les droits sociaux des travailleurs. Le réseau date du début de la colonisation hollandaise, peu de temps après l'émergence de mouvements de gauche sous l'influence des partis sociaux-démocrates et socialistes aux Pays-Bas, une époque où les idées anarchistes étaient encore assez peu connues en Indonésie (Art 2020). Dans les années 1990, certaines fractions du mouvement anarcho-syndicaliste se rapprochèrent de la communauté punk indépendante, promouvant non seulement un mode de vie et une contre-culture (connue sous le nom de « Do It Yourself » ou DIY) mais aussi des formes d'activisme politique (Syahrianto, 2020). Le mouvement nourrit un projet humaniste général et se concentre sur la protection des travailleurs et l'antifascisme. Ce mouvement répond également à des micro-conflits locaux-nationaux qui sont essentiellement politiques. Il porte les revendications de divers groupes et tente d'unir la classe moyenne urbaine aux classes populaires.

Cependant, les initiatives sont peu coordonnées et dépendent de groupes locaux, lesquels misent sur l'action directe (grèves, manifestations y compris non déclarées, boycotts et sabotages), dans le sillage des groupes militants néo-anarchistes, dont l'émergence se conjugue avec la montée de l'altermondialisme (Baverel, 2016, p. 85). On pourra également opposer à cette mouvance son peu de références aux philosophes anarchistes ou marxistes classiques, leur préférant un certain pragmatisme. Enfin, point notable dans un pays où l'athéisme est interdit, bien des membres du mouvement pratiquent leur religion.

Néanmoins, le PPAS apparaît aujourd'hui comme le dernier mouvement politique social et de gauche indonésien, une voix bien faible dans le paysage politique dominé par les partis traditionnels issus de la dictature, des religions et des affaires, tandis que la politique et l'économie demeurent entre les mains des héritiers du régime. Les deux mandats de l'actuel président Joko Widodo, premier président « issu du peuple » qui incarnait l'espoir d'un changement de politique et d'une ouverture du débat d'idées vers le progressisme, se soldent par une augmentation des inégalités, un rapprochement de l'armée du pouvoir, un durcissement des rapports inter-religieux et une aggravation de la situation environnementale. La nouvelle capitale de l'Indonésie du futur, dont la construction se prépare dans le poumon vert de l'archipel, à Kalimantan, réservera-t-elle une place aux idées progressistes ?

BIBLIOGRAPHIE/BIBLIOGRAPHY

Art, Marto, « Menggali Akar Anarkisme di Indonesia », *Historia*, 15 avril 2020.
Baverel, Clifford. « Le mouvement Occupy aux États-Unis dans le cadre de la réémergence de l'anarchisme au XXIe siècle », Thèse de doctorat en histoire, Angers, université d'Angers, 2019, 440 p.
Conboy, Kenneth & Morrison, James, *Feet to the Fire : CIA Covert Operations in Indonesia, 1957-1958*, Naval Institute Press, 2018, 218 p.
Damier, Vadim & Limanov, Kirill, « Anarchism in Indonesia », *Libcom.org*, 14 novembre, 2017.
Foundation International People's Tribunal 1965 Crimes Against Humanity in Indonesia (IPT 1965), *Final Report of the IPT 1965*, 2004.
Honna, J. « Military Ideology in Response to Democratic Pressure during the Late Suharto Era : Political and Institutional Contexts », *Indonesia* 67, 1999, p. 77-126.
Maharani, S., « Dosen UGM : Fobia Anarko Sindikalis, Seperti Ciptakan Hantu Baru », *Tempo*, 4 mai 2019.
Syahrianto, M., « Menengok Perkembangan Kelompok Anarko di Indonesia », *Warta Ekonomi*, 13 avril 2020.
Velarosdela, R. N., « Polisi Selidik Dalang Kelompok Anarko yang Berencana Lakukan Vandalisme Massal », *Kompas*, 13 avril 2020.
Wardaya, Baskara T., *Indonesia Melawan Amerika Konflik PD 1953-1963*, Yogyakarta, Galangpress, 2008, 448 p.

CAN PROGRESSIVE THINKING EXIST IN CONTEMPORARY INDONESIA?

Gloria Truly Estrelita
Ph.D. student in history at EHESS
September 2022

In Indonesia, many observers of political life analyze that ideologies do not exist or hardly exist in the social field. The parties and unions are seen as organizing themselves more in pragmatic or identity-based terms (religious, regionalist, ethnic), relying on the networks inherited from decolonization and those, more recently, from the Suharto dictatorship. Indeed, if we look more specifically at progressive ideologies after the authoritarian turn taken by President Soekarno and the Communist Party of Indonesia (Partai Komunis Indonesia or PKI) in the early 1960s, followed by General Suharto's seizure of power in 1965, and despite the democratization reforms undertaken since the fall of that regime in 1998, engagement in any form of socialist-oriented activism is subject to suspicion and is closely monitored by the intelligence services and their local civilian supporters (Honna, 1999, p. 121).

This was not always the case. After Indonesia's independence in 1945, while other political parties were preoccupied with national politics, the PKI exerted its influence at the local level by organizing social activities, political education, family planning, fighting illiteracy, and supporting peasants, thus solidifying a strong popular base. It was one of the big winners in Indonesia's first general election in 1955 and became the third-largest communist party in the world in the 1960s with three million members, plus a constellation of satellite grassroots organizations. President Soekarno, after learning about the involvement of the United States and the United Kingdom in the local revolts (1957-1961) (Conboy & Morrison, 2018), as well as the role of the two countries in provoking the Indonesia-Malaysia confrontation (1962-1966) (Wardaya, 2008), came to support the PKI's anti-Western position. This position made the other political parties, the right-wing army leaders, and the Western world, amid the Cold War, fear that the communists were taking over the country.

The tragedy of 1965-1966 brutally overshadowed the political dominance of the PKI. On 30 September 1965, in response to a failed coup attempt, the army under General Suharto took control of the country, accusing the PKI of being behind the coup. The most significant anti-communist purge in modern Indonesia was launched on an archipelago-wide scale. Mass arrests took place; by 1970, 116,000 people were in detention. A recent scientific consensus is that 500,000 people were killed (*IPT Report* 65, 2016).

As soon as it took power, the New Order developed effective propaganda to demonize communism and legislation prohibiting it. In a country where religion was compulsory and directly associated with political power, the confla-

tion of communism with atheism had its effect. The state bodies and the people themselves were involved in daily repression that turned Indonesia into a surveillance society in the name of anti-communism. Today, after 60 years of propaganda around a skewed national narrative, despite the return of democracy in 1998, any progressive concept is seen as a potential resurgence of the communist threat and is criticized. Similarly, all popular protest movements are suppressed on the basis of the now legitimized anti-communist struggle.

In this context, the large-scale citizen mobilizations that have been multiplying since May 2019 to protest against the politics of money, corruption, and the growing authoritarianism of the government, are being repressed by state authorities on the grounds of so-called communist-like activism: anarcho-syndicalism. This is presented as a conspiratorial nebula, which is said to be influenced by similar movements in the international community (Damier & Limanov, 2017). Authorities develop phobia and stigma by accusing anarcho-syndicalism of moral deviance and threatening public order (Maharani, 2019). In 2019, police authorities declared a group of anarcho-syndicalists responsible for May Day riots in several major cities, such as Yogyakarta, Bandung, and Makassar. During the Covid-19 pandemic, the national police announced that a group of anarcho-syndicalists had organized an attack on public facilities across Java (Velarosdela, 2020). The few members arrested were described as drug users.

Within this informal movement, the Anarcho-Syndicalist Workers' Brotherhood (Persaudaraan Pekerja Anarko Sindikalis or PPAS) is an organization founded in Indonesia in 2016 from a pre-existing network of small groups advocating for workers' social rights. The network dates back to the beginning of Dutch colonization, shortly after the emergence of leftist movements under the influence of social democratic and socialist parties in the Netherlands, a time when anarchist ideas were still relatively unknown in Indonesia (Art 2020). In the 1990s, some fractions of the anarcho-syndicalist movement moved closer to the independent punk community, promoting not only a lifestyle and counterculture (known as "Do It Yourself" or DIY) but also forms of political activism (Syahrianto, 2020). The movement nurtures a general humanist project and focuses on protecting workers and anti-fascism.

This movement also responds to micro-local-national conflicts that are essentially political. It brings together the demands of various groups and tries to unite the urban middle class, which is already struggling for survival, with a modest working class. However, the initiatives are poorly coordinated and depend on local groups, which rely on direct action (strikes, demonstrations, including undeclared ones, boycotts, and sabotage) in the wake of neo-anarchist militant groups, whose emergence is combined with the rise of alterglobalism (Baverel, 2016, p. 85). We could also oppose this movement for its lack of references to classical anarchist or Marxist philosophers, preferring a certain pragmatism. Finally, a notable point in a country where atheism is unaccepted, many members of the movement practice their religion.

Nevertheless, the PPAS appears today as the last social and leftist political movement in Indonesia, a weak voice in a political landscape dominated by the traditional parties of the dictatorship, religions, and business, while politics and the economy remain in the hands of the regime's heirs. The two terms of the current president, Joko Widodo, the first "people's president", who embodied the hope of a change of policy and an opening up of the debate towards progressivism, have increased inequality, a rapprochement of the army to power, a hardening of inter-religious relations and an increase in the environmental catastrophe. Will the new capital of the Indonesia of the future, whose construction is being prepared in the green lung of the Archipelago, in Kalimantan, reserve a place for progressive ideas?

LES CUISINES DU JAPON : ENTRE DIVERSITÉS SOCIALES ET CULTURELLES

Alexis Markovitch
Doctorant contractuel à l'Inalco
Octobre 2022

Souvent réduite à l'image simpliste d'une cuisine centrée autour du riz blanc et sublimant le poisson cru, « la cuisine japonaise » se caractérise en réalité par son extraordinaire diversité. Avec une histoire longue de plusieurs millénaires durant laquelle les populations de l'archipel échangèrent entre elles mais aussi avec l'extérieur, de nombreuses techniques culinaires et formes de pratiques alimentaires furent élaborées et codifiées différemment selon les strates sociales. Tantôt emprunte d'appropriations de modèles continentaux ou étrangers, tantôt se voulant spécifiques au territoire nippon, les cuisines des Japonais s'inscrivent dans une société aux structures sociales mouvantes, aux dynamiques géographiques et culturelles fortes, et dans un ensemble de conceptions savantes, morales et religieuses. Entre transmissions de gestes techniques, passations et adaptations de recettes de cuisine, appropriations et développement de technologies et d'outils culinaires, « la cuisine japonaise » se définit avant tout par une construction historique de goûts et de pratiques reflétant des modes de vie variés aussi bien d'un point de vue social que culturel.

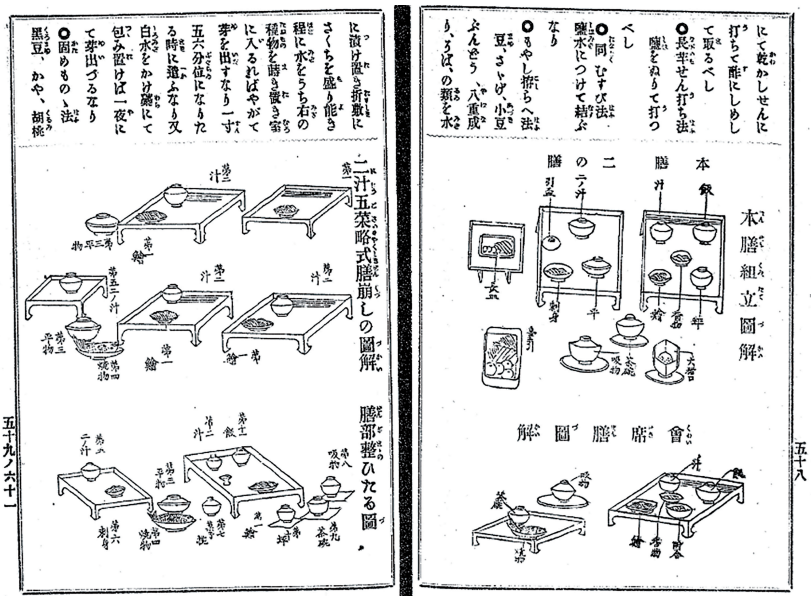
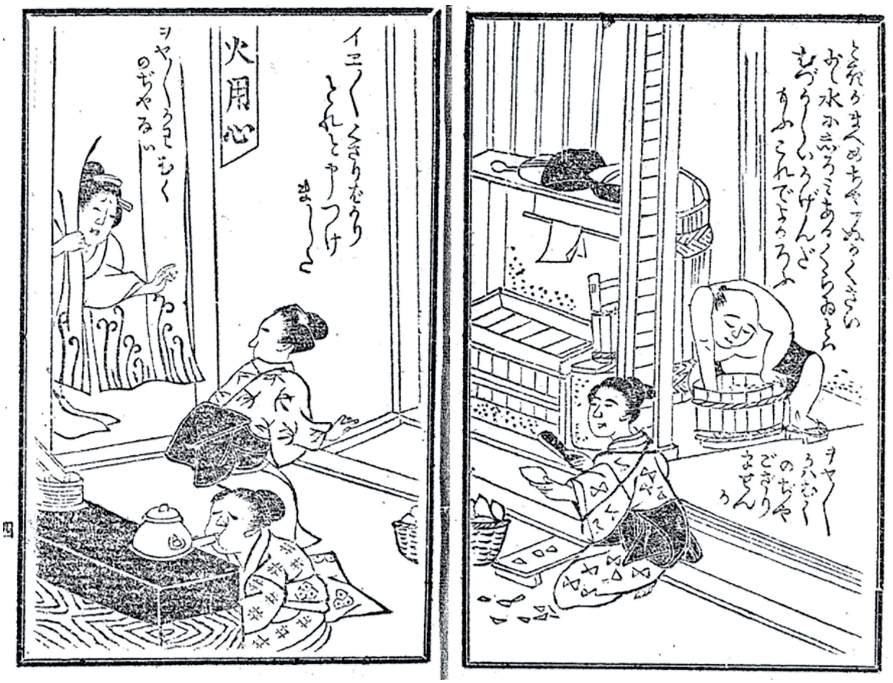


Schéma explicatif des différentes variantes des cuisines *honzen* et *kaiseki* dans un livre de cuisine de 1898. (Source : Bibliothèque Nationale de la Diète (NDL) japonaise.) // Drawing explaining the differences between honzen and kaiseki cuisines in a cookbook written in 1898. (Source: National Diet Library (NDL).)

DE LA « HAUTE » À LA « BASSE » CUISINE : UNE RÉPARTITION SOCIALE DES PRATIQUES ALIMENTAIRES

Manger, tout comme cuisiner, n'est pas qu'une nécessité physiologique, c'est également un acte construit socialement. Les différentes classes sociales s'approprient ainsi des codes, des types d'aliments, des recettes de cuisine ou même des vaisselles qui reflètent des modes de vie variés.



Scène de préparation d'une bouillie de riz à la patate douce en zone rurale dans un livre de cuisine de 1888. (Source : Bibliothèque Nationale de la Diète (NDL) japonaise.) // Representation of women cooking sweet potato rice in urban area in a cookbook published in 1888. (Source: National Diet Library (NDL).)

Au Japon, la « haute cuisine » se construit sur la base de deux modèles culinaires : les cuisines *honzen* et *kaiseki*. La cuisine *honzen* 本膳 (« service principal ») est élaborée au cours de l'époque de Muromachi (1336-1573) dans le milieu des classes guerrières, alors aux rênes du pouvoir politique. Caractérisée par un service abondant de saké avant et pendant le repas, elle consiste en un service de trois à sept plateaux selon les circonstances qui contiennent chacun entre un et cinq mets. Suivant des codes bien établis, elle fut simplifiée à plusieurs reprises au cours de l'époque d'Edo (1603-1868) et de l'ère Meiji (1868-1912). De nos jours, on continue de la servir à de rares occasions comme lors des mariages. La cuisine *kaiseki* naît quant à elle vers la fin du XVIe siècle. Élaborée par les maîtres de thé, son objectif premier était de proposer un repas

léger afin de préparer au mieux les convives à déguster le thé. Rapidement divisée en deux branches au cours du XVIIe siècle, l'une proposant de grands festins (*kaiseki ryôri* 会席料理) et l'autre des repas plus sobres (*kaiseki ryôri* 懐石料理), la cuisine *kaiseki* reste encore de nos jours l'un des éléments les plus représentatifs de la cuisine japonaise aujourd'hui.

Estampe de Utagawa Hiroshige (1797-1858) représentant une rue commerçante d'Edo avec toutes sortes de mets à consommer. (Source : Archives du musée préfectoral d'histoire de Kanagawa.) // Print of Utagawa Hiroshige (1797-1858) showing a busy street in Edo where all kinds of street food are accessible to the bystanders. (© Kanagawa Prefectural History Museum Archives.)

La « basse cuisine », c'est-à-dire la cuisine qui concerne la grande majorité de la population, a tendance à être moins théorisée, mais n'est pas pour autant dépourvue de codes et de systèmes la caractérisant. Les modes d'alimentation

populaires ont été souvent distingués entre milieu urbain et rural. Si les cuisines des campagnes sont souvent décrites comme fortes en goût, peu raffinées et relativement simples dans les textes, on sait également que des cultures culinaires aux identités fortes s'y sont développées et ont même parfois pénétré celles des villes. En milieu urbain, c'est la cuisine de rue qui a longtemps dominé les pratiques alimentaires, notamment à partir du XVIIe siècle. Manger rapidement en dehors du foyer familial faisait partie, et continue de faire partie, des pratiques alimentaires répandues au Japon.

En parlant de foyer, il faut attendre le début du XXe siècle pour voir naître l'idée même de « cuisine familiale » (*katei ryôri* 家庭料理) sur l'archipel. Cette dernière fut construite à partir d'une étrange hybridation entre la « haute cuisine », les cuisines populaires et l'importation des modes de vie occidentaux où le repas joue un rôle central dans l'idée de cohésion familiale. Construite autour d'un bol de riz, d'un potage, de quelques légumes saumurés, d'un plat principal (protéiné) et de deux plats d'accompagnement (végétaux), elle est encore de nos jours le symbole d'une alimentation « bourgeoise » impliquant un ensemble de représentations sociales.

« Un dîner à Tôkyô » représentant l'idéal familial « bourgeois » en 1911. (Source : Bibliothèque nationale de la Diète (NDL) japonaise.) // Illustration titled "Dinner in Tokyo" depicting the "bourgeois" family ideal in 1911. (© National Diet Library (NDL).)

Bien que la structure sociale tende à délimiter différents modes d'alimentation, il est intéressant de remarquer que certains mets voyagent d'une classe à l'autre selon les époques, ou sont communs à plusieurs milieux sociaux au

même moment. Le sushi en est un bon exemple : d'abord vendu comme produit de street food au XVIIe siècle, il est aujourd'hui l'un des produits phares des restaurants les plus luxueux, mais également dans les plus communs des supermarchés.

UNE DIVERSITÉ CULTURELLE DE L'ALIMENTATION JAPONAISE : RELIGION, SPÉCIALITÉS RÉGIONALES ET CUISINES ÉTRANGÈRES

Outre l'aspect social, la pluralité culturelle, qu'elle soit d'ordre religieux, régional ou issue de l'appropriation de savoir-faire étrangers, renforce d'autant plus la diversification des pratiques alimentaires et culinaires.

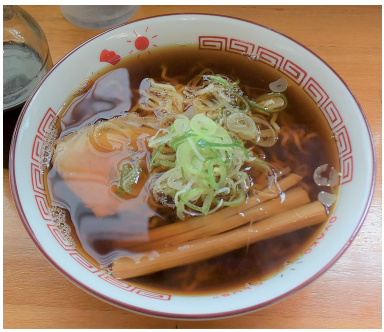
Si l'aspect religieux dans la cuisine ne se fait ressentir de nos jours que dans les temples bouddhiques, son influence sur le développement des modes d'alimentation au cours de l'histoire du Japon fut importante. Dans le bouddhisme, faire acte de malveillance envers un autre être vivant, être humain ou animal, relève de l'ordre du péché. Tuer un animal pour consommer sa chair est donc purement interdit. Ces principes ont été à la base du développement de divers régimes alimentaires depuis l'époque de Nara (710-794) et notamment d'un mode « végétarien » toujours appliqué de nos jours dans certains espaces religieux. Ce bannissement de la chair animale des régimes alimentaires fut à l'origine d'une vision morale de l'alimentation qui était cependant loin d'être respectée, même par les grands seigneurs dont la piété se voulait irréprochable. Si manger de la viande fut progressivement admis dans la société japonaise du XIXe siècle suite à l'arrivée du modèle occidental, il faut attendre la seconde moitié du XXe siècle pour voir une réelle différence dans les modes de consommation à l'échelle nationale.

Photographie d'un repas contemporain de cuisine bouddhique (*shôjin ryôri* 精進料理) sans trace d'aliments d'origine animale. (© Licence Creative Commons.) // Picture of a contemporary Buddhist cuisine meal (*shôjin ryôri* 精進料理) with no trace of animal substances. (© Licence Creative Commons.)

Un autre élément à la source de la diversité culinaire au Japon : la géographie. L'année dernière, le ministère de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche relevait près de 500 spécialités locales au sein-même de l'archipel, qu'il s'agisse de cuisines régionales (*kyôdo ryôri* 郷土料理) ou de produits de pays (*meibutsu* 名物). Ces spécialités locales se sont notamment développées au cours

de l'époque d'Edo (1603-1868) lorsque la pratique du voyage touristique devint plus accessible. Voyager pour goûter à une de ces spécialités était même devenu un but en soi, ce qui créa une forte activité marchande et commerciale autour de ces produits. Qu'il s'agisse d'un riz reconnu pour sa qualité, d'une sauce de soja, d'une pâte de miso, d'un sushi, d'un plat à base de tofu, de gâteaux de riz (*mochi*), de confiserie et de pâtisseries, de légumes saumurés, de fruits, de saké ou de thé, chaque région, voire chaque ville, est en mesure de proposer un produit qui lui est spécifique.

Enfin, que serait le Japon sans ses *rāmen*[1] (nouilles de blé et garniture servies dans une soupe) , ses *gyôza*[2] (raviolis grillés) , ses *tenpura*[3] (fritures légères de légumes et de produits de la mer) , son *karê raisu*[4] (riz au curry) ou encore son *tonkatsu*[5] (porc pané) ? Tous ces plats actuellement des plus populaires sur l'archipel n'auraient jamais existé sans les relations que les Japonais ont entretenues avec l'étranger.



Bol de *râmen*, une soupe d'origine chinoise adaptée aux goûts des Japonais et aujourd'hui l'un des plats les plus populaires. (© Licence Creative Commons.) // Picture of a bowl of *râmen*, a soup of Chinese origin adapted to the taste of the Japanese, which is today one of the most popular dishes in Japan. (© Licence Creative Commons.)

La Chine joua la première un rôle central dans le développement de la cuisine au Japon, que ce soit avec l'importation des pâtes au cours de l'époque de Nara (710-794), de la cuisine à l'huile, de l'utilisation des épices, ou encore plus récemment dans la consommation de viande de porc. Au cours du XVIIIe siècle, les résidents chinois dans les villes portuaires comme Nagasaki sont à l'origine de l'ouverture des premiers restaurants de cuisine continentale. On les distingue

1 Les *râmen* ラーメン est un plat d'origine continentale développé au Japon au cours des années 1910 par des cuisiniers chinois installés dans l'archipel.

2 Les *gyôza* 餃子 se sont répandus au Japon après la Seconde Guerre mondiale suite aux échanges intensifiés avec la Chine durant cette période.

3 Les *tenpura* 天麩羅 ont vu le jour sur l'archipel au cours du XVIe siècle après des échanges avec des missionnaires catholiques portugais.

4 Le *karê raisu* カレーライス est un plat qui est apparu entre la fin du XIXe et le début du XXe siècle. L'épice fut apportée sur l'archipel par l'armée britannique, mais le plat alors considéré par les Japonais comme occidental, fut adapté aux habitudes locales en remplaçant progressivement le pain censé l'accompagner par du riz.

5 Le *tonkatsu* 豚カツ est le fruit d'un long travail d'assimilation des côtes de porc panées réalisé par des cuisiniers japonais au cours du début du XXe siècle. Ces derniers ont trouvé le moyen d'élaborer une panure, une sauce et des techniques de cuisson pour faire cuire des morceaux épais de porc dans de l'huile afin de rendre ce plat plus adapté aux goûts locaux.

alors entre ceux qui servent de la « cuisine autour du thé » (*fucha ryôri* 普茶料理) où les plats de végétaux sont centraux et la « cuisine sur table à quatre pieds » (*shippoku ryôri* 卓袱料理) caractérisée par un service de nombreux plats essentiellement carnés. Bien qu'imitant les coutumes alimentaires des Chinois, ces cuisines sont avant tout le résultat d'une « japonisation » des pratiques culinaires et alimentaires de leurs voisins. À partir de la seconde moitié du XIXe siècle, les échanges entre populations japonaises et chinoises s'accentuent et donnent naissance à l'apparition d'une cuisine qui se veut plus « authentique » et qu'on appelle « cuisine chinoise » (*shina ryôri* 支那料理). En effet, suite à la défaite chinoise en 1895, le nombre d'étudiants et de résidents chinois au Japon grandit et se traduit par l'élaboration de nouveaux modes culinaires. Ces derniers ne cessent de se développer au cours du XXe siècle, donnant ainsi naissance à des plats aujourd'hui très populaires et appréciés par une grande majorité de la population, si bien que l'on aurait du mal à les dissocier de l'identité culinaire nipponne.

Les échanges avec d'autres pays d'Asie eurent également un rôle primordial, bien que plus tardif, dans l'évolution des cuisines au Japon. Durant la période coloniale de l'Empire du Japon dès la seconde moitié du XIXe siècle, la circulation des populations japonaises dans les pays voisins s'est accentuée, amenant ainsi une diversification des techniques culinaires, des goûts et des produits alimentaires disponibles. Que ce soit avec Hokkaidô, Taïwan, la région du Guangdong au sud de la Sibérie, la Corée ou la Mandchourie, le Japon a entretenu des relations asymétriques et inégales avec les populations de ses colonies et donc avec leurs coutumes culinaires et alimentaires. Par exemple, si les cuisines chinoises et taïwanaises ont été relativement influentes, elles ne l'ont pas été de la même manière que celles des populations autochtones des îles du nord comme Hokkaidô ou des terres de Mandchourie. La cuisine coréenne quant à elle, si elle est déjà présente sur l'archipel à la fin du XIXe siècle, ne deviendra populaire qu'après la Seconde Guerre mondiale et joua un rôle primordial dans l'évolution de la consommation de viande, notamment à travers la diffusion des restaurants de *yakiniku* (viande grillée).

Tenpura (fritures) de légumes et de fruits de mer, plat développé au Japon au XVIe siècle lors d'échanges avec des prêtres jésuites portugais. // Picture of *tenpura*, fried vegetables and seafood, a dish developed in Japan during the 16th century resulting from exchanges with Portuguese Jesuit priests.

Les relations avec l'Occident furent également au centre de l'élaboration de nombreux plats emblématiques japonais. Dans un premier temps, ce sont les échanges avec les Portugais et les Hollandais qui ont été à l'origine de nouveautés culinaires comme les *tenpura* (fritures de légumes et de fruits de mer), le *kasutera* (gâteau éponge) ou encore la sauce *ponzu* (sauce acide

à base d'agrumes). La cuisine européenne désignée par le terme de « cuisine des barbares du sud » (*nanban ryôri* 南蛮料理) fut également disponible dans les villes portuaires dès le XVIIe siècle donnant ainsi lieu à des mélanges avec les cuisines chinoises. Puis, au cours de l'ère Meiji (1868-1912), l'accentuation des relations avec l'Occident apporta de nombreuses recettes de cuisine à base de viande et de produits laitiers, mais également la consommation de divers fruits et légumes qui changèrent radicalement le paysage culinaire japonais. La diffusion sociale de ces alimentations européennes et américaines ne fut pas uniforme. En effet, si les modèles de la cuisine britannique et américaine furent adoptés majoritairement dans les milieux bourgeois, la cuisine française fut choisie comme référence pour les repas à l'occidentale dans la haute aristocratie ainsi qu'au palais impérial. Se rendre en Europe ou aux États-Unis devenant de plus en plus accessible pour certains Japonais à cette époque, plusieurs cuisiniers et cuisinières mirent parallèlement en place un style de cuisine mixte nippo-occidentale (*wayô secchû ryôri* 和洋折衷料理) dont les traces sont encore aujourd'hui bien présentes. Le Japon s'est ainsi approprié un ensemble de cultures culinaires étrangères qu'il a adapté à ses conditions locales, donnant naissance à un grand nombre de cuisines éclectiques qui font aujourd'hui l'une de ses plus grandes richesses.

CONCLUSION

En 2013, l'Unesco inscrivit le « *washoku*, la culture alimentaire traditionnelle des Japonais » au patrimoine immatériel. Pourtant, il n'existe pas une cuisine japonaise, mais bien des cuisines au Japon. Patrimonialiser ces cuisines sous un terme générique qui peut prêter à confusion n'a en réalité que peu de sens, si ce n'est un intérêt économique dans le cadre d'un marché international. Cuisiner et manger sont deux pratiques distinctes, et bien que d'apparences triviales, elles reflètent en réalité des modes plus larges de fonctionnement d'une société, de sa structure interne et de sa relation au monde. Héritier d'une histoire riche d'échanges culturels et de codifications sociales, le Japon ne peut que se démarquer par son habileté à produire ingénieusement une diversité culinaire lui étant à la fois propre et en même temps universelle.

BIBLIOGRAPHIE/BIBLIOGRAPHY

Cwiertka, Katarzyna J., *Modern Japanese Cuisine. Food, Power and National Identity*, Londres, Reaktion Books, 2006, 240 p.
Ishige, Naomichi, *Nihon no shokubunka shi* [日本の食文化史], trad. du japonais par Emmanuel Marès sous le titre *L'art culinaire au Japon*, Nîmes, Lucie éditions, 2012, 280 p.
Quellier, Florent & Cornette, Joël (dir.), *Histoire de l'alimentation : de la préhistoire à nos jours*, Paris, Belin, 2021, 799 p.
Stalker, Nancy K., *Devouring Japan. Global Perspectives on Japanese Culinary Identity*, Oxford, Oxford University Press, 2018, 370 p.

THE SOCIAL AND CULTURAL DIVERSITY OF FOOD AND CUISINE IN JAPAN

Alexis Markovitch
Ph.D. student at Inalco
October 2022

Often reduced to the simplistic image of a cuisine centred around white rice and sublimating raw fish, "the Japanese cuisine" is actually characterized by its extraordinary diversity. With a long history of several millennia during which the populations of the archipelago exchanged among themselves but also with foreigners, many culinary techniques and forms of food practices were developed and codified differently according to the social strata. Sometimes borrowed from the appropriation of continental or foreign models, sometimes claiming to be specific to Japanese territory, Japanese cuisines are part of a society with changing social structures, strong geographical and cultural dynamics, and a set of scholarly, moral and religious conceptions. Between the transmission of technical gestures, the transfer and adaptation of recipes, the appropriation and development of technologies and culinary tools, "the Japanese cuisine" is defined above all by a historical construction of tastes and practices reflecting varied lifestyles from both a socially and a culturally point of view.

FROM "HIGH" TO "LOW" CUISINE: A SOCIAL DISTRIBUTION OF FOOD PRACTICES

Eating, as well as cooking, is not only a physiological necessity, it is also a socially constructed act. The different social classes thus appropriate codes, types of food, cooking recipes or even dishes that reflect varied lifestyles. In Japan, "high cuisine" is built on the basis of two culinary models: *honzen* and *kaiseki* cuisines.

Honzen 本膳 ("main stray") cuisine was developed during the Muromachi period (1336-1573) among the warrior class, then at the head of political power. Characterized by an abundant service of sake before and during the meal, it consists of a service of three to seven trays depending on the circumstances, each containing between one and five dishes. Following well-established codes, it was simplified several times during the Edo period (1603-1868) and the Meiji period (1868-1912). Today, it is still served on rare occasions such as weddings.

Kaiseki cuisine was born towards the end of the sixteenth century. Developed by tea masters, its primary objective was to offer a light meal in order to better prepare the guests to taste the tea afterwards. Quickly divided into two branches during the seventeenth century, one consisting of large feasts (*kaiseki*

ryôri 会席料理) and the other of more sober meals (*kaiseki ryôri* 懐石料理), *kaiseki* cuisine remains today one of of the most representative elements of Japanese cuisine and its identity.

"Low cuisine", meaning the cuisine eaten by the vast majority of the population, tends to be less theorized, but is not deprived of codes and systems. Popular diets have often been distinguished between urban and rural areas. If peasant cuisines are often described as strong in taste, unrefined and relatively simple in the historical texts, we also know that culinary cultures with strong identities have been developed in rural areas and even have sometimes penetrated those of the cities. In urban areas, street food has long dominated food practices, especially since the seventeenth century. Eating quickly outside the family home was, and continues to be, one of the most common eating practices in Japan.

Speaking of home, it was not before the early twentieth century that the very idea of "home cooking" (*katei ryôri* 家庭料理) was created on the archipelago. It was born from a strange hybridization between "high cuisine", "low cuisine" and the influence of Western lifestyles where the meal plays a central role in the idea of family cohesion. Built around a bowl of rice, a soup, some pickled vegetables, a main dish (protein) and two side dishes (vegetables), it is still today the symbol of a "bourgeois" diet implying a set of social representations.

Although the social structure tends to delimit different modes of foodways, it is interesting to note that some dishes travel from one class to another according to the times, or are even common to several social environments at the same time. Sushi is a good example of this: first sold as a street food product in the seventeenth century, it is now one of the flagship products of the most luxurious restaurants, but also in the most common supermarkets.

A CULTURAL DIVERSITY OF JAPANESE FOOD: RELIGION, REGIONAL SPECIALITIES AND FOREIGN CUISINES

In addition to the social aspect, cultural plurality, whether it is religious, regional or resulting from the appropriation of foreign know-how, reinforces further the diversification of food and culinary practices.

If the religious aspect in food remains today only in Buddhist temples, its influence on the development of foodways during the history of Japan was one of the greatest. In Buddhism, doing an act of ill will towards another living being, human or animal, is simply considered as a sin. Killing an animal to eat its flesh is therefore strictly forbidden. These principles have been the basis for the development of various diets since the Nara period (710-794) and in particular a "vegetarian" mode still applied today in certain religious spaces. This banishment of animal flesh from diets originates from a moral vision of food which was however far from being respected, even by the great lords whose piety was supposed irreproachable. If eating meat was gradually accepted in Japanese society since the nineteenth century after the arrival of the Western

model, it was not until the second half of the twentieth century that we could see a real difference in consumption patterns on a national scale.

What would Japan be without its *râmen*[1] (wheat noodles and garnish served in a soup), its gyôza[2] (grilled dumplings), its *tenpura*[3] (fried vegetables and seafood), its *karē raisu*[4] (rice with curry) or its *tonkatsu*[5] (breaded pork) ? All these dishes, which are currently the most popular on the archipelago, would never have existed without the relations that the Japanese have maintained with foreign countries.

China was the first to play a central role in the development of cuisine in Japan, whether with the importation of pasta during the Nara period (710-794), oil cooking, spices, or even more recently in the consumption of pork. During the eighteenth century, Chinese residents in port cities like Nagasaki were responsible for the opening of the first continental cuisine restaurants. They were then distinguished between those that served a "meal around tea" (*fucha ryôri* 普茶料理) where vegetable dishes are central, and a "meal on a four-legged table" (*shippoku ryôri* 卓袱料理) characterized by a service of meat dishes. Although mimicking the dietary customs of the Chinese, these cuisines are above all the result of a "Japanization" of the continental culinary and dietary practices. From the second half of the nineteenth century, exchanges between Japanese and Chinese populations increased and gave birth to a cuisine that was characterized as more "authentic" and simply called "Chinese cuisine" (*shina ryôri* 支那料理). Indeed, following the Chinese defeat in 1895, the number of Chinese students and residents in Japan grew and resulted in the development of new culinary practices. These new culinary practices continued to develop during the twentieth century, giving birth to dishes that are still very popular today and appreciated by a large majority of the population.

Exchanges with other Asian countries also played a key role, although later, in the evolution of cuisines in Japan. During the colonial period of the Empire of Japan from the second half of the nineteenth century, the circulation of Japanese populations in neighbouring countries increased, thus leading to a diversification of culinary techniques, tastes and food products available. Whether with Hokkaidô, Taiwan, the Guangdong region in southern Siberia,

1 *Râmen* ラーメン is a dish of continental origin developed in Japan during the 1910s by Chinese cooks who settled in the archipelago.

2 *Gyôza* 餃子 spread to Japan after World War II following increased trade with China during this period.

3 *Tenpura* 天麩羅 was born on the archipelago during the 16th century after exchanges with Portuguese Catholic missionaries.

4 *Karê raisu* カレーライス is a dish that appeared between the end of the 19th centurey and the beginning of the 20th century. The curry spice was brought to the archipelago by the British army, but the dish then considered by the Japanese as Western, was adapted to local habits by gradually replacing the bread with rice.

5 *Tonkatsu* 豚カツ is the result of a long process of assimilation of breaded pork chops carried out by Japanese cooks during the beginning of the 20th century. They found a way to develop breading, sauce and cooking techniques to cook thick cuts of pork in oil to make this dish more suited to local tastes.

Korea or Manchuria, Japan maintained asymmetrical and unequal relations with the populations of its colonies and therefore with their culinary and food customs. For instance, while Chinese and Taiwanese cuisines have been relatively influential, they have not been in the same way as those of the indigenous populations of the northern islands such as Hokkaidô or the lands of Manchuria. Korean cuisine, for its part, was already present on the archipelago at the end of the nineteenth century, but became popular only after the Second World War and played a key role in the evolution of meat consumption, particularly in through the spread of *yakiniku* (grilled meat) restaurants.

Relations with the West were also at the centre of the development of many emblematic Japanese dishes. Initially, it was the exchanges with the Portuguese and the Dutch who were at the origin of culinary innovations such as *tenpura* (fried vegetables and seafood), *kasutera* (sponge cake) or even ponzu sauce (sour citrus-based sauce). European cuisine referred to as "southern barbarian cuisine" (*nanban ryôri* 南蛮料理) was also available in port cities from the seventeenth century, provoking mixtures with Chinese cuisines. Then, during the Meiji era (1868-1912), the accentuation of relations with the West brought many cooking recipes based on meat and dairy products, but also the consumption of various fruits and vegetables which changed radically the Japanese culinary landscape. The social distribution of these European and American diets was not uniform. Indeed, if the models of British and American cuisine were adopted mainly in bourgeois circles, French cuisine was chosen as a reference for Western-style meals in the high aristocracy as well as in the imperial palace. Going to Europe or the United States became more and more accessible for some Japanese at this time. Thus, several male and female cooks set up a style of mixed Japanese-Western cuisine (*wayô secchû ryôri* 和洋折衷料理) whose traces are still present today. Japan has thus appropriated a set of foreign culinary cultures, adapting it to its local conditions and giving birth to a large number of eclectic cuisines that are today one of its greatest richness.

CONCLUSION

In 2013, Unesco listed "washoku, the traditional dietary culture of the Japanese" as an intangible heritage. However, there is not one Japanese cuisine, but many cuisines in Japan. To make these diverse foodways an heritage under such a generic term that can lead to confusion makes actually no sense, except maybe for an international economic interest. Cooking and eating are two distinct practices, and although seemingly trivial, they actually reflect larger ways in which a society works, its internal structure and its relationship to the outside world. Having a rich history of cultural exchanges and social codifications, Japan can only stand out for its ability to ingeniously produce a culinary diversity that is both unique and at the same time universal.

LE RENARD DANS LA CULTURE CHINOISE

Solange Cruveillé
Maître de conférences à l'université Paul-Valéry Montpellier-III
Novembre 2022

Le renard est un animal qui intrigue et fascine l'être humain dans de nombreuses civilisations. Qu'en est-il de la Chine ? Est-il réputé rusé et voleur comme en Occident ? Est-il craint ou respecté ? L'image du renard dans la culture chinoise est particulièrement protéiforme et ancienne, au point qu'on parle de « culture vulpine chinoise ». Les croyances remontent à l'Antiquité, avec un renard blanc à neuf queues qui apparut au mont Tu au héros légendaire et roi démiurge Yu le Grand, fondateur de la dynastie des Xia (XXIe siècle avant notre ère), pour lui signifier d'épouser une femme de la région. On retrouve également une créature vulpine à neuf queues dans l'ouvrage de géographie mythologique *Classique des Mers et des Monts*, qui explique qu'elle vit dans les « Collines vertes » au nord du pays, qu'elle pousse des cris semblables à ceux d'un nourrisson et qu'elle dévore les humains. On prétend que manger sa chair aurait des effets démonifuges et conférerait une immunité contre les poisons (Illus.1). Cette image terrifiante évolue pourtant peu à peu, jusqu'à faire du renard à neuf queues le messager de la « Reine Mère de l'Ouest », divinité féminine qui préside au Paradis de l'Ouest où pousse la pêche d'immortalité : on le retrouve à ce titre sur plusieurs représentations de bas-reliefs aux côtés du corbeau à trois pattes, du crapaud et du lièvre blanc pilant l'élixir d'immortalité. Il est alors perçu comme un signe de bon augure.

Dans l'Antiquité chinoise, le renard commun ou renard roux, le plus répandu sur le territoire, est loué pour son intelligence (on suit par exemple ses traces pour traverser sereinement les lacs et les rivières gelés, puisqu'il est réputé « écouter l'eau sous la glace »), et on s'arrache à prix d'or les « fourrures blanches de renard », confectionnées à partir des poils blancs de ses aisselles. Le renard est aussi respecté pour l'habitude qu'il a de tourner la tête en direction de son terrier à l'heure de sa mort : les Chinois y voient l'expression de l'attachement et de la fidélité à la terre natale.

Illus.1 : Renard à neuf queues des Collines vertes. Croquis de l'auteur d'après le *Classique des Mers et des Monts*. // Illus.1: Nine-tailed fox of the Green Hills. Sketch by the author after the *Classic of Seas and Mounts*.

Mais ses habitudes de vie bien particulières vont pousser les Chinois à lui attribuer des pouvoirs surnaturels. En effet, le renard est un animal qui évolue « entre deux mondes » : il sort de préférence avant les premières lueurs de l'aube, entre

la nuit et le jour, entre l'ombre et la lumière, entre le froid et la chaleur, entre le *yin* et le *yang*. Il vit également dans des terriers, dans les profondeurs de la terre, lieu réputé gorgé de *yin* : il serait ainsi apte à absorber le souffle vital de la terre, ce qui lui conférerait une grande longévité. Par ailleurs, il est souvent relaté dans les textes anciens des cas de renards dévorant des cadavres laissés à l'abandon, ou bien traînant dans les cimetières pour y ronger des ossements, ce qui en fait des créatures proches du monde des revenants. Les apparitions de renards sont alors perçues comme des signes de mauvais augure : on dit qu'il sert de monture aux démons et qu'il produit du feu en frappant sa queue sur le sol. Sous l'impulsion des taoïstes, du fait de sa grande longévité et de son évolution entre le *yin* et le *yang*, le renard se voit par conséquent attribuer le don de métamorphose : il choisit souvent de se changer en être humain, et prend la plupart du temps les traits d'un défunt dont il dépose le crâne sur sa tête en se prosternant face à la constellation de la Grande Ourse. Cette nouvelle forme lui permet de poursuivre sa quête d'immortalité : c'est la naissance de « l'esprit-renard ». Plus il est vieux, plus ses pouvoirs augmentent. Deux voies s'offrent à lui : la voie de l'étude, notamment de textes attenant aux sciences occultes, avec pour objectif d'atteindre le statut de « renard céleste » qui lui permet de transcender son état animal et son état d'esprit-animal ; et la voie démoniaque, pour se nourrir de l'énergie vitale de ses victimes humaines par le biais de relations sexuelles, lors de possessions nocturnes. C'est le principe sexuel taoïste « d'exploiter l'énergie *yin* pour renforcer l'énergie *yang* ». Les femmes en perdront parfois l'esprit, mais rarement la vie, leur énergie *yin* étant présentée comme inépuisable ; les hommes, eux, y perdront la santé puis la vie. Ils sont victimes de renardes succubes, auxquelles ils se livrent corps et âme, subjugués par leur beauté ensorcelante et leur maîtrise des arts de la chambre à coucher, sourds aux recommandations de leurs proches et de leurs amis qui les voient dépérir nuit après nuit. C'est ainsi que les récits sur les démons renards fleurissent au premier millénaire de notre ère, avec des récits effrayants à visée didactique : les écrivains instruisent les lecteurs sur les signes trompeurs ainsi que sur les techniques d'exorcisme (incantations, recours à des prêtres taoïstes, branches de saule ou de pêcher sur lesquelles on inscrit des charmes…), et les mettent également en garde contre les comportements déviants et malhonnêtes, qui font d'eux des victimes privilégiées.

Durant le deuxième millénaire, les personnages vulpins de sexe mâle se raréfient dans les récits pour laisser le champ libre à leurs consœurs renardes,

Illus.2 : Jardin des immortels renards, résidence de Pu Songling, Zibo, Shandong, Chine. (© S. Cruveillé 2009.) // Illus.2: Garden of Immortal Foxes, Pu Songling's residence, Zibo, Shandong, China. (© S. Cruveillé 2009.)

qui fascinent particulièrement les lettrés malheureux en amour et en mariage et prisonniers des règles de vie confucéennes familiales et sociales contraignantes. Si de nombreux récits dénoncent les effets dévastateurs d'une liaison avec une renarde sur la famille, la carrière et la santé (à l'image de la syphilis qui sévit dans le pays, notamment du fait de la fréquentation des lupanars), d'autres mettent en scène des renardes vertueuses et amoureuses qui se révèlent inoffensives voire bienveillantes et apportent aux lettrés avec lesquels elles s'unissent une satisfaction aussi physique que sentimentale. C'est la grande époque des histoires d'amour entre humains et renardes, qui naissent notamment sous la plume de l'écrivain Pu Songling (1640-1715) de la dynastie des Qing, auteur des célèbres *Chroniques de l'étrange* (compilation de près de cinq cents récits sur le thème des démons, animaux aux dons surnaturels et manifestations étranges) : il laisse à la postérité 76 récits célèbres mettant en scène des démons renards mais surtout de belles et émouvantes renardes, telles que Fragrance de Lotus, Jade rouge et Phénichette (Illus. 2).

Ainsi, si le renard a dans un premier temps été démonisé par les taoïstes (Ier millénaire de notre ère), avant de se féminiser puis de s'érotiser (début du IIe millénaire), il a fini par s'humaniser sous la plume des écrivains des dernières dynasties impériales. La population s'approprie également certaines croyances concernant le renard, ce qui aboutit au « culte de la divinité renard ». Les premières traces écrites sur le sujet font remonter cette pratique à la dynastie des Tang (618-907) : on leur fait des offrandes au sein des foyers, on implore leur bienveillance et leur protection. Rendue à l'origine dans le nord de la Chine, cette vénération s'étendra peu à peu à l'ensemble du pays et se répandra dans tous les milieux, y compris celui des marchands et des fonctionnaires. Cependant, le culte est majoritairement rendu par l'intermédiaire d'un devin – parfois d'un sorcier – auquel on prête de grands pouvoirs, notamment celui de prédire l'avenir et de guérir. Si bien que les autorités, voyant ce pouvoir illégitime d'un mauvais œil et le considérant comme une menace, qualifient à maintes reprises le culte d'illicite, promulguant à différentes époques des décrets ordonnant le massacre de renards ainsi que la destruction des temples érigés en leur honneur : ce fut le cas par exemple sous le règne de l'empereur Tang Xuanzong (712-756) puis en l'an 1011 sous la dynastie des Song du Nord. Malgré tout, la population recommence à pratiquer ce culte avec ferveur dès le XIVe siècle. Il redeviendra illicite sous la période maoïste, où on le considère comme une pratique superstitieuse d'un autre âge, mais reprendra localement dès les années 1980.

À l'époque contemporaine, le renard traditionnel chinois a déserté l'univers littéraire : il ne subsiste plus dans les récits actuels que l'image occidentalisée du renard rusé et chapardeur. Le renard est par contre encore présent dans les univers surnaturels (films, séries télévisées, jeux vidéo, représentations artistiques) sous sa forme essentiellement féminine (Illus. 3). Le renard du passé n'a cependant pas totalement disparu : il survit dans l'imaginaire collectif, la population éprouvant encore aujourd'hui un respect mêlé de crainte à l'égard de cet animal, même s'il est de plus en plus chassé pour sa fourrure. On le retrouve

Illus. 3 : Représentation d'une renarde à neuf queues sur une tasse en porcelaine (origine : Jingdezhen). (© Collection particulière S. Cruveillé.) // Illus. 3: Representation of a nine-tailed fox on a porcelain cup (origin: Jingdezhen). (© Private collection S. Cruveillé.)

enfin dans de nombreuses expressions de la vie courante, la plupart du temps péjoratives, où il a la réputation d'être rusé mais vil, lorsqu'il ne désigne pas des femmes attirantes mais débauchées et peu fréquentables. Néanmoins, l'ombre des grands récits aussi bien érotiques que romantiques plane toujours, et les touristes amateurs de contes anciens peuvent se promener dans le Jardin des immortels renards au sein de l'ancienne demeure de l'écrivain Pu Songling, à Zibo dans la province du Shandong (Illus. 2). Le renard dans la culture chinoise a donc en partie atteint son but : une forme d'immortalité…

BIBLIOGRAPHIE/BIBLIOGRAPHY

Cruveillé, Solange, « En quoi l'image du renard est-elle proche de celle du fantôme dans les récits fantastiques chinois ? », *in* Marie Laureillard & Vincent Durand-Dastès (dir.), *Fantômes dans l'Extrême-Orient d'hier et d'aujourd'hui*, Paris, Inalco, novembre 2017, p. 250-275.

—, « Le renard dans la culture chinoise : un animal devenu démon », *in* Maryse Baudrez, Valérie Gomez-Bassac & Thierry Di Manno (dir.), *L'animal, un homme comme les autres ?*, Bruxelles, Bruylant, 2012, p. 77-94.

—, « Les renardes par l'une d'elles », *in* Pierre Kaser (dir.), *Galantes Chroniques de renardes enjôleuses*, Arles, Philippe Picquier, 2005, p. 119-132.

Huntington, Rania, *Alien Kind : Foxes and Late Imperial Chinese Narrative*, Cambridge, Harvard University Asia Center, 2003, 370 p.

Kang, Xiaofei, *The Cult of the Fox : Power, Gender, and Popular Religion in Late Imperia land Modern China*, New York, Columbia University Press, 2006, 272 p.

Levi, Jean, « Le renard, la morte et la courtisane dans la Chine classique », *Études mongoles et sibériennes* 15, 1985, p. 111-139.

Mathieu, Rémi « Aux origines de la femme-renarde en Chine », *Études mongoles et sibériennes* 15, 1985, p. 83-109.

THE FOX IN CHINESE CULTURE

Solange Cruveillé
Associate professor of Chinese language at UPVM
November 2022

The fox is a creature of intrigue and fascination to people in numerous civilizations. What is the case in China? Are foxes considered cunning or thieving, as in the West? Do they inspire fear, or do they command respect?

China has one of the world's most multifaceted images of the fox, as well as one of the oldest traditions of fox symbolism. So much so that it is possible to talk about a "Chinese fox culture". Beliefs go back to Antiquity and the tale of a white nine-tailed fox appearing before Yu the Great, the legendary savior-king and founder of the Xia dynasty, on Mount Tu to tell him to marry a woman from the area (twenty-first century bce). *The Classic of Mountains and Seas*, a mythic geography and bestiary, also describes a nine-tailed fox who lives in the "green hills" in the north of the country, whose howls sound like a baby's cries, and who devours humans. Eating his flesh is said to drive out demons and to give immunity from poisons (Illus. 1). However, this terrifying image gradually evolved to turn the nine-tailed fox into an emissary of the "Queen Mother of the West", who ruled over the Paradise of the West, where the peach of immortality grows. Several bas reliefs depict such a fox beside a three-footed crow, a frog and a white hare grinding the elixir of life. The fox has come to be seen as a good omen.

The Ancient Chinese admired the red fox, the country's most common fox, for its intelligence and were prepared to pay a fortune for "white fox furs", made from the hairs of its underbelly. It was said, for example, that following a fox's track ensured a safe passage across a frozen lake or river because foxes were able to "listen to the water below the ice". The fox was also respected for its habit of turning its head towards its den just before it dies, which the Chinese saw as an expression of attachment and loyalty to its place of birth.

At the same time, the fox's singular habits led to it being attributed supernatural powers. Foxes are active during the twilight hours before dawn, a time "between two worlds", between night and day, between cold and warmth, between the *yin* and the *yang*. Because they live in dens, in the depths of the earth, a place thought to be full of *yin*, they can absorb the earth's life force and thereby achieve great longevity. Many ancient texts also tell of foxes eating abandoned corpses or prowling through cemeteries to gnaw at bones, which makes them creatures close to the world of specters. Seeing a fox was now considered a bad omen. It was thought to be the mount of demons and capable of making fire by striking its tail on the ground. Its longevity and habitat between the *yin* and the *yang* led Taoists to attribute the fox the power of metamorphosis, the ability to assume human form. When doing so, it will often adopt the features of a dead person, whose skull it places on its head

while bowing toward the Great Bear. It uses this new form to pursue its quest for immortality, to become the "fox spirit", whose powers grow stronger as it gets older. Two ways open before it. It may choose the way of study, especially texts on the occult sciences, with the aim of transcending its animal condition and achieving the state of "celestial fox." Or it may choose the way of demons and feed off the vital energy of its human victims with whom it couples during night-time possessions. This is the Taoist sexual principle of "using *yin* energy to strengthen *yang* energy". Female victims sometimes lose their minds, but rarely their lives, as their *yin* energy is inexhaustible. Male victims lose their health and then their lives. They fall prey to the succubus fox, to which they give themselves body and soul: Enslaved by the succubus's bewitching beauty and mastery of the bedroom arts, they are deaf to the pleas of their families and friends, who can only watch them waste away, night after night. Such images of demon foxes flourished during the first millennium CE. Authors devised these terrifying but instructive tales to teach readers how to recognize deception and how to exorcise evil spirits (uttering incantations, inscribing willow or peach branches with charms, calling on Taoist priests, etc.), while warning them away from the deviant and dishonest behaviors that would make them victims of choice for the demon fox.

Male fox characters became increasingly rare in tales during the second millennium, their place being taken by vixens, who were more attractive to readers (who would all have been members of the middle and upper classes) who had been unlucky in love and marriage and who felt imprisoned by Confucianism's strict family and social rules. Numerous stories told of the devastating effects a liaison with a vixen would have on one's family, career, and health (a warning against syphilis, perhaps, which was running rampant at this time because of men frequenting brothels). But others portrayed virtuous and loving vixens who were benign or even kindly and who gave the people with whom they coupled both physical and emotional satisfaction. This was the grand period of romantic tales between men and vixens, launched during the Qing dynasty by Pu Songling (1640-1715), author of the renowned *Strange Tales from a Chinese Studio* (a compilation of almost 500 tales of demons, animals with supernatural powers, and strange apparitions). Pu Songling left us with 76 tales featuring demon foxes and, especially, beautiful and heartrending vixens, such as Lotus Fragrance, Red Jade and Phenichette.

Thus, the Taoists' demonization of foxes (first millennium CE) was followed by a process of feminization and erotization (second millennium CE), and finally humanization (last imperial dynasties).

But there is another domain in which the fox is important: the worship of animal divinities. The earliest written records of this practice, which date back to the Tang dynasty (618-907), describe people making offerings to animal gods in their homes to ask for their benevolence and protection. This veneration of animal deities began in northern China before gradually spreading to every part of the country and to every sector of society, including merchants and bureaucrats. However, these rituals were conducted mostly by seers – some-

times sorcerers – who were attributed great powers, notably the ability to predict the future and to heal. Indeed, their influence was great enough for the authorities to consider them a threat and to respond by banning the cult and issuing edicts ordering people to kill foxes and destroy temples to them. This occurred during the reign of Emperor Xuanzong of Tang (712-756) and again in the year 1011, under the Northern Song dynasty. Nevertheless, the cult underwent a resurrection in the forteenth century, attracting numerous devotees. It was banned once more by the Maoist regime, which condemned it as a superstition from another age, but emerged again in a few areas in the 1980s.

The traditional image of the fox has disappeared from contemporary Chinese literature, to be replaced by the Western notion of the cunning and thieving fox. However, the fox still inhabits the fantasy world (films, TV series, video games, artistic representations) (Illus. 3), generally in its female form. The traditional image of the fox also survives in the collective imagination, where it continues to inspire a mixture of respect and fear, even though people are no longer afraid to kill foxes for their fur. Finally, many veimage of the fox, generally as a derogatory term to describe people who are clever but devious or women who are attractive but debauched and disreputable, for example. Nevertheless, the great tales of the past, both erotic and romantic, still loom large, and lovers of these ancient stories can stroll around the garden of immortal foxes at Pu Songling's former home in Zibo, in Shandong province (Illus. 2). Thus, the fox in Chinese culture has partly achieved its goal: a form of immortality…

Achevé d'imprimer